



**HAL**  
open science

# Le discours d'El País et de La Vanguardia sur les femmes et leurs droits : une représentation de la Transition démocratique espagnole (1976-1982)

Victoria Garrido y Saez

## ► To cite this version:

Victoria Garrido y Saez. Le discours d'El País et de La Vanguardia sur les femmes et leurs droits : une représentation de la Transition démocratique espagnole (1976-1982). Littératures. Université Bourgogne Franche-Comté, 2023. Français. NNT : 2023UBFCH005 . tel-04186912

**HAL Id: tel-04186912**

**<https://theses.hal.science/tel-04186912>**

Submitted on 24 Aug 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**THÈSE DE DOCTORAT DE L'ÉTABLISSEMENT  
UNIVERSITÉ BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ**

**PRÉPARÉE À L'UNIVERSITÉ DE BOURGOGNE**

École doctorale n°592

LECLA : Lettres, communication, langues, art

Doctorat de Langue, littérature et civilisation espagnole

Par

Victoria Garrido y Saez

**Le discours d'*El País* et de *La Vanguardia* sur les femmes et leurs droits : une  
représentation de la Transition démocratique espagnole (1976-1982)**

Thèse présentée et soutenue à Dijon, le 17 mars 2023

Composition du Jury :

M <sup>me</sup> Florence Belmonte	Professeure de Universités à l'Université Montpellier Paul-Valéry	Présidente
M. Jean-Stéphane Duran Froix	Professeur des Universités à l'Université Paris Nanterre	Rapporteur
M. Pierre-Paul Grégorio	Professeur des Universités à l'Université de Bourgogne	Directeur de thèse
M. Ricardo Martín de la Guardia	Professeur des Universités à l'Université de Valladolid	Examineur
M <sup>me</sup> Maitane Ostolaza	Professeure des Universités à l'Université de Perpignan	Rapporteuse
M <sup>me</sup> Alexandra Palau	Maître de conférences à l'Université de Bourgogne	Examinatrice

**Titre :** Le discours d'*El País* et de *La Vanguardia* sur les femmes et leurs droits : une représentation de la Transition démocratique espagnole (1976-1982)

**Mots clés :** Transition démocratique, Espagne, presse, discours de presse, femmes, féminisme.

**Résumé :** Cette thèse s'intéresse au discours de deux grands quotidiens espagnols, *El País* et *La Vanguardia*, durant la période charnière de la Transition démocratique, plus précisément à partir de l'arrivée au pouvoir du parti Unión de Centro Democrático (1976-1982).

Elle démarre avec l'hypothèse avancée par plusieurs chercheuses en histoire des femmes : les femmes ont été oubliées de l'histoire de la Transition. L'analyse des discours de deux journaux majeurs de la période permettra d'abord de vérifier cette hypothèse tout en prolongeant la réflexion autour du traitement médiatique des sujets féminins.

Il sera question du genre au sein des rédactions de presse, des types de modèles féminins véhiculés par les deux périodiques, de leur façon d'aborder la figure de

la féministe et de leur ligne éditoriale concernant quatre évolutions législatives : la dépenalisation de l'adultère, les débats autour de l'encadrement légal de l'avortement ainsi que la légalisation de la contraception et du divorce.

En ce sens, la thématique féminine n'est donc pas le sujet mais bien l'objet de ce travail de recherche puisque la thèse vise à définir comment les périodiques étudiés parlent des femmes. À travers leur discours, l'objectif est de comprendre la façon dont *El País* et *La Vanguardia* conçoivent la période qu'ils sont en train de vivre, c'est-à-dire ce que signifie pour eux la Transition démocratique mais également leur façon de concevoir et, le cas échéant, de s'inscrire dans les nouvelles dynamiques de pouvoir qui sont en train de se créer.

**Title:** The discourse of *El País* and *La Vanguardia* about women and their rights: a representation of the Spanish Transition to democracy (1976-1982)

**Keywords:** Transition to democracy, Spain, daily newspapers, media discourse, women, feminism.

**Abstract:** This thesis focuses on the discourse of two influential Spanish daily newspapers—*El País* and *La Vanguardia*—during the key time of the Transition to democracy, more precisely starting when the political party Unión de centro democrático gained access to power (from 1976 to 1982).

It begins with a hypothesis that has been put forward by several women's history researchers: women have been left out of the history of the Transition. The study of the discourse of both main newspapers of the period will first allow for the verification of this hypothesis while expanding on the media coverage of feminine matters.

This work deals with gender as treated by editorial boards, with the types of feminine models conveyed

by both periodicals and with their approach to feminist figures. It also discusses their editorial policies on four legal developments: the decriminalisation of adultery, the debates surrounding the legal control of abortion, and the legalisation of contraception and divorce.

With this in mind, the feminine field is not the subject but the object of this research work since this thesis aims at characterising how both newspapers write about women. Through the study of their rhetoric, the goal is to understand how *El País* and *La Vanguardia* perceive the period they were going through. That means examining what the Transition to democracy meant for them as well as their way of seeing, and, if applicable, of entering, the new developing power dynamics.



# REMERCIEMENTS

Je remercie les membres de mon jury de thèse, M<sup>me</sup> Florence Belmonte, M. Jean-Stéphane Duran Froix, M. Ricardo Martín de la Guardia, M<sup>me</sup> Maitane Ostolaza et M<sup>me</sup> Alexandra Palau, d'avoir accepté d'engager de leur temps pour lire mon travail et y apporter leur expertise.

Je remercie chaleureusement mon directeur de recherche, M. Pierre-Paul Grégorio. La confiance qu'il m'a accordée et la réactivité dont il a fait preuve dès que je le sollicitais m'ont permis d'avancer sereinement. Ses corrections et conseils m'ont été très précieux et je le remercie d'avoir su trouver l'équilibre entre exigence et profonde bienveillance.

Je tiens aussi à exprimer ma reconnaissance à l'égard des journalistes et salariés d'*El País* et de *La Vanguardia* qui ont accepté de partager leurs souvenirs par téléphone, courriel, visioconférence mais également lors des rencontres madrilène et valencienne de 2019. Merci à Lola Galán qui, pour me reconnaître dans la rue, m'avait demandé de tenir entre les mains un exemplaire d'*El País* ; à Karmentxu Marín dont les éclats de rire résonnent encore dans le café de Chamartín lorsqu'elle me racontait ses anecdotes ; et à Bel Carrasco pour le texte inédit qu'elle m'a offert et pour toutes les photographies soigneusement conservées qu'elle a sorties pour moi. De même, je salue la gentillesse et la disponibilité de Vladimir de Semir, Rosi Rodríguez, Margarita Sáenz-Díez, Josefa Gutiérrez, Ángel Sánchez Harguindey, Rosa Montero et Gabriela Cañas. Leurs remarques et points de vue ont été indispensables pour comprendre les coulisses des journaux.

Je remercie en outre toutes les personnes qui ont facilité mon accès aux données, en particulier José Andrés Gabardo Vallejo, directeur technique de l'AIMC.

Je souhaite également exprimer ma pleine et entière gratitude à mes relecteurs. Merci à Clément d'avoir lu et corrigé l'intégralité de ma thèse mais également de m'avoir écoutée et encouragée jour après jour. Sans sa douceur, sa patience et son intelligence, je n'aurais pas pu terminer ce travail. Merci à Pablo de me pousser à viser toujours plus haut.

Je remercie mes compagnons doctorants Anne, Julie, Arturo et Charlotte pour notre inoubliable retraite de thèse en Grèce ainsi que Valérie qui a pris grand soin de nous durant cette escapade. Un mot en particulier pour Julie avec qui j'ai partagé l'expérience d'un doctorat entièrement mené de front avec un poste dans le secondaire et plusieurs autres responsabilités d'enseignement. Sa délicatesse, son admirable prévenance et sa profonde attention à l'autre m'ont portée tout au long de ces années de travail. Elle a su tout comprendre.

Je remercie mes parents, mon frère, ma sœur ainsi que mes beaux-parents pour leur présence, leur soutien constant et leur indulgence. Je leur promets solennellement de ne plus apporter mon ordinateur lors des réunions familiales. Enfin, merci à mes amis et à mes collègues d'avoir quotidiennement écouté – malgré eux et sans broncher – mes propres « récits de la Transition ».

# LISTE DES SIGLES

ADM : Asociación Democrática de la Mujer  
AEDE : Asociación de Editores de Diarios Españoles  
AIMC : Asociación para la Investigación de Medios de Comunicación  
AP : Alianza Popular  
BOE : Boletín Oficial del Estado  
CCOO : Comisiones Obreras  
CDC : Convergència Democràtica de Catalunya  
CDS : Centro Democrático y Social  
CEE : Communauté économique européenne  
CEOE : Confederación Española de Organizaciones Empresariales  
CIS : Centro de Investigaciones Sociológicas  
CiU : Convergència i Unió  
CNT : Confederación Nacional del Trabajo  
EDIS : Equipo de Investigación Sociológica  
ERC : Esquerra Republicana de Catalunya  
ETA : Euskadi Ta Askatasuna  
FAI : Federación Anarquista de España  
FDC : Federación de la Democracia Cristiana  
FDI : Frente Democrático de Izquierdas  
FERT : Asociación Familiar de Educación y Relaciones Tutoriales  
FLM : Frente de Liberación de la Mujer  
FN : Fuerza Nueva  
FOESSA : Fomento de Estudios Sociales y Sociología Aplicada  
FUE : Federación Universitaria Escolar  
GAL : Grupos Antiterroristas de Liberación  
GRAPO : Grupos de Resistencia Antifascista Primero de Octubre  
HB : Herri Batasuna  
HOAC : Hermandad Obrera de Acción Católica  
INE : Instituto Nacional de Estadísticas  
JIDR : Journée internationale des droits des femmes  
JOC : Juventud Obrera Católica

LOAPA : Ley Orgánica de Armonización del Proceso Autonómico

MCC : Moviment Comunista de Catalunya

MCSE : Medios de Comunicación Social del Estado

MDM : Movimiento Democrático de Mujeres

MLM : Movimiento de Liberación de la Mujer

OIT : Organisation internationale du Travail

OJD : Oficina de Justificación de la Difusión

ORT : Organización Revolucionaria de Trabajadores

OSE : Organización Sindical Española

PCE : Partido Comunista Español

PCI : Parti communiste italien

PCP : Parti communiste portugais

PCUS : Parti communiste de l'Union soviétique

PP : Partido Popular

PNV : Partido Nacionalista Vasco

PSC : Partit del Socialistes de Catalunya

PSE : Partido Socialista de Euskadi

PSOE : Partido Socialista Obrero Español

PSP : Partido Socialista Popular

PSUC : Partit Socialista Unificat de Catalunya

RTVE : Radiotelevisión Española

SER : Sociedad Española de Radiodifusión

SESM : Seminario de Estudios Sociológicos sobre la Mujer

SUE : Sindicato Universitario Español

TOP : Tribunal de Orden Público

UCD : Unión de Centro Democrático

UGT : Unión General de los Trabajadores



# INTRODUCTION

## À L'ORIGINE, LA QUESTION DE L'ABSENCE DES FEMMES

Malgré sa courte durée – sept années, de 1975 à 1982 – la Transition démocratique fait l'objet d'une abondante bibliographie et son histoire connaît de multiples réécritures depuis plus de quarante ans<sup>1</sup>. Dans les années 2000, plusieurs historiennes comme Pilar Toboso ou Mónica Threlfall commencent à s'intéresser plus particulièrement au rôle des Espagnoles au cours de cette période charnière. Dans un ouvrage collectif publié en 2009<sup>2</sup>, elles affirment que le combat des mouvements féminins s'est avéré décisif pour obtenir des avancées sociales et législatives qui sont aujourd'hui considérées comme indispensables.

Parmi ces avancées, les chercheuses citent la dépénalisation de l'adultère et de la contraception, toutes deux votées en 1978, ainsi que la légalisation du divorce en 1981 qui, sans être une thématique féminine *per se*, représente un enjeu particulier pour les citoyennes dans le contexte espagnol. En effet, sa légalisation est plus urgente pour les femmes qu'elle ne l'est pour les hommes, l'adultère féminin étant puni par la loi jusqu'en 1978. Avant cette date, si un couple marié se séparait et que la femme fréquentait quelqu'un d'autre, alors son ex-conjoint avait le droit de l'attaquer en justice. L'inverse était impossible. Par ailleurs, la légalisation du divorce a permis d'encadrer le partage des responsabilités parentales et d'aider financièrement le conjoint le plus vulnérable, lequel, en règle générale, s'avérait être la femme. Enfin, les spécialistes soulignent que les associations féminines seraient également à l'origine des premiers débats sur la dépénalisation de l'avortement, au tournant des années 1980.

Or, ces historiennes considèrent que les mouvements de femmes ne sont pas reconnus à leur juste valeur, eu égard à l'influence qu'ils auraient exercée sur le déroulement de la Transition. Pilar Toboso explique l'absence des Espagnoles du récit de la période par

---

<sup>1</sup> Nous choisissons les bornes chronologiques adoptées par la plupart des spécialistes de la période comme Javier Tusell ou Álvaro Soto Carmona. Dans cette thèse, la Transition démocratique espagnole renvoie donc à la période allant de la mort de Franco le 20 novembre 1975 aux élections générales du 28 octobre 1982, élections qui marquent le début de l'alternance politique. Remarquons toutefois que plusieurs historiens proposent d'autres limites chronologiques. Par exemple, certains considèrent qu'elle se termine en 1978, lors de la ratification de la Constitution ou lors du coup d'État manqué du général Tejero en février 1981 ou même avec l'entrée de l'Espagne dans l'OTAN. Ainsi, selon l'historien Juan Pablo Fusi, c'est l'entrée de l'Espagne dans la Communauté économique européenne qui clôture cette étape socio-politique : « El fin de la Transición se produce con el ingreso de España en Europa ». *ABC*. 28 octobre 2007.

<sup>2</sup> GONZÁLEZ RUIZ Pilar, GUTIÉRREZ LÓPEZ Purificación, MARTÍNEZ TEN Carmen (éd.). *El movimiento feminista en España en los años 70*. Madrid : Cátedra, 2009, 410 p. (Feminismos).

l'androcentrisme de nos sociétés : « Si tenemos en cuenta que las mujeres han sido las grandes olvidadas de la Historia, no debe extrañar su exclusión de la historiografía sobre la transición en España, a pesar de haber contribuido de manera significativa al proceso »<sup>3</sup>. L'historiographie aurait donc indument ignoré les femmes, c'est pourquoi il serait nécessaire de reconsidérer nos certitudes quant au déroulement de la Transition et de poser un autre regard sur cette période<sup>4</sup>.

Ce type de réflexion s'inscrit dans l'« histoire des femmes », courant historiographique qui, selon la définition proposée par Françoise Thébaud ambitionne dans un premier temps de « rendre visibles les femmes du passé »<sup>5</sup>. Au fil des différentes publications, cette catégorie historiographique s'est enrichie d'acceptions supplémentaires. L'historienne française précise ainsi qu'elle peut également renvoyer à « une relecture sexuée des événements et phénomènes historiques qui contribue à l'explication de problèmes classiques en histoire sociale, politique ou culturelle »<sup>6</sup>, mais aussi que certains chercheurs l'utilisent pour reconsidérer des concepts tels que la citoyenneté ou la nation à travers le prisme du genre ou pour interroger la construction du concept de masculinité<sup>7</sup>.

En Espagne, c'est la définition première de visibilisation des femmes qui prévaut<sup>8</sup>. Le courant se développe dans les années 1970, notamment grâce à la création d'institutions dédiées – tels que le Centre de recherche sur la femme de Barcelone et le Séminaire d'études de la femme de l'Université Autonome de Madrid qui voient respectivement le jour en 1979 et 1981 – et aux contributions d'historiennes étrangères comme Mary Nash<sup>9</sup>. Il se consolide ensuite au cours des années 1980 par le biais des travaux de chercheuses espagnoles comme Cristina Segura Graíño ou Rosa María Capel Martínez.

Mónica Threlfall participe elle aussi à cette réflexion commune. Elle confie avoir « la sensación de que las mujeres “no salieron en la foto” de la transición a pesar de estar

---

<sup>3</sup> TOBOSO Pilar. Las mujeres en la transición. Una perspectiva histórica: antecedentes y retos. In : GONZÁLEZ RUIZ, GUTIÉRREZ LÓPEZ, MARTÍNEZ TEN (éd.), *op. cit.*, p. 71-98, p. 71.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 97-98.

<sup>5</sup> THÉBAUD Françoise. Genre et histoire en France. Les usages d'un terme et d'une catégorie d'analyse. In : *Hypothèses* [en ligne]. 2005, vol. 1, n° 8, p. 267-276. Disponible sur : « <https://doi.org/10.3917/hyp.041.0267> » (consulté le 10 décembre 2022).

<sup>6</sup> *Ibid.*

<sup>7</sup> *Ibid.*

<sup>8</sup> À de notables exceptions près. Pensons notamment à certains courants féministes de la fin des années 1970 qui proposent une relecture des théories de Karl Marx. Pour eux, les femmes sont une classe sociale à part. Elles sont exploitées par la société capitaliste dans la mesure où elles réalisent le travail domestique nécessaire à son fonctionnement et « produisent » les futurs travailleurs : leurs enfants. En Espagne, cette conception de l'histoire des femmes est défendue par des intellectuelles telles que l'avocate et militante féministe Lidia Falcón.

<sup>9</sup> FRANCO RUBIO Gloria Ángeles. La Historia de las Mujeres en la historiografía modernista española. In : CHACÓN Francisco, VISCEGLIA María Antonieta, MURGIA Giovanni, TORÉ Gianfranco (éd.). *Spagna e Italia in età moderna: storiografie a confronto*. Cagliari : Viella, 2009, p. 39-70, p. 40.

presentes »<sup>10</sup>. L'usage du substantif « sensación » peut alerter quant à la solidité de sa démarche épistémologique. En effet, prouver le dynamisme des collectifs de femmes de la Transition ne permet pas d'affirmer que ces derniers ont influencé les décisions de la période. Threlfall se pose d'ailleurs la question : « ¿se transforma la naturaleza y la caracterización del periodo en cuestión? »<sup>11</sup>. Pourtant, l'historienne en est persuadée, ces associations ont influencé le cours des événements. Elle conclue donc que

el punto de partida de nuevas investigaciones puede ser la premisa de que la historia de mujeres en España demuestra que hubo una transformación del sistema político que desembocó, gracias al sólido y duradero impacto del movimiento feminista, en una democracia diferente, más libre, justa e igualitaria de la que hubiera sido sin él<sup>12</sup>.

Néanmoins, cette affirmation semble quelque peu précipitée. De fait, comme l'explique Joan Scott en 1986 dans un article de référence sur le concept de genre, si l'on souhaite comprendre l'histoire, il faut étudier les relations entre les différents acteurs sociaux<sup>13</sup>. Pour démontrer que l'engagement féminin a eu un impact sur l'histoire, il est donc nécessaire de porter un regard global sur la période. En ce sens, Joan Scott cite les propos de l'historienne canadienne Natalie Davis, laquelle affirme dans un article de 1975 : « Je pense que nous devrions nous intéresser à l'histoire aussi bien des hommes que des femmes, et que nous ne devrions pas travailler seulement sur le sexe opprimé, pas plus qu'un historien des classes ne peut fixer son regard sur les paysans »<sup>14</sup>.

D'ailleurs, de nombreux historiens de la Transition, spécialistes des mouvements sociaux, relèvent l'action des groupes de femmes mais se limitent à la citer, sans en approfondir davantage les tenants et aboutissants. Ainsi, lorsque Abdón Mateos aborde la trajectoire du PSOE, il mentionne la branche féminine du parti. De même, lorsque Rafael Quirosa-Cheyrouze y Muñoz et Mónica Fernández Amador détaillent les actions des associations de voisins, ils précisent le rôle que les femmes au foyer y jouent. Et, lorsqu'Alberto Carrillo Linares traite de l'influence des mouvements étudiants, il explique que les thématiques féministes font partie

---

<sup>10</sup> THRELFALL Mónica. El papel transformador del movimiento de mujeres en la transición política española. In : GONZÁLEZ RUIZ, GUTIÉRREZ LÓPEZ, MARTÍNEZ TEN (éd.), *op. cit.*, p. 17-52, p. 35.

<sup>11</sup> *Ibid.*, p. 35

<sup>12</sup> *Ibid.*, p. 45.

<sup>13</sup> SCOTT Joan (traduction réalisée par VARIKAS Éléni). Genre : une catégorie d'analyse historique. In : *Les Cahiers du GRIFF*. 1988, n° 37-38, p. 125-153, p. 126. Article original : SCOTT Joan. Gender: a useful category of historical analysis. In : *The American Historical Review*. Décembre 1986, vol. 91, n° 5, p. 1053-1075.

<sup>14</sup> *Ibid.* L'article cité est le suivant : ZEMON DAVIS Natalie. Women's history in Transition: The european case. In : *Feminist studies*. Hiver 1975-1976, n° 3.

intégrante des revendications de la jeunesse universitaire<sup>15</sup>. Ces historiens sous-estiment-ils l'influence des collectifs féminins sur le cours de l'Histoire ou est-ce que, justement, leur analyse élargie du panorama politique et social met à jour que le rôle des associations ne s'est révélé que secondaire ?

Ce questionnement fait écho à d'autres désaccords historiographiques relatifs au récit de la Transition, car les différentes approches épistémologiques conduisent à des récits divers, généralement complémentaires, mais parfois opposés.

Certains historiens considèrent en effet qu'une partie de leurs confrères applique des grilles d'analyse erronées ou partielles conduisant à des explications simplistes et idéalisées de la période. C'est ce que pense Julio Pérez Serrano<sup>16</sup>. À ses yeux, l'histoire dite « officielle » de la Transition se décline en deux courants. Le premier appréhende l'avènement démocratique comme la conclusion logique et inévitable de la modernisation économique et sociale entamée dans les années 1960. Le second le conçoit plutôt comme la conséquence de l'action de figures historiques clefs telles que Juan Carlos I, Adolfo Suárez ou même Santiago Carrillo. Pour Pérez Serrano, ces analyses – il cite par exemple celle de Manuel Tuñón de Lara – s'appuient sur des théories trop globalisantes pour rendre véritablement compte de la vérité historique<sup>17</sup>. Elles mythifient et lissent une transformation qui, afin d'être pleinement saisie, devrait être abordée dans sa complexité. Par ailleurs, l'historien explique que le renouveau générationnel ainsi que l'évolution du contexte sociopolitique espagnol ont fini par réactiver le questionnement historiographique, notamment depuis la crise économique de 2007. À son sens, les approches théoriques artificiellement plaquées sur la Transition seraient en train de laisser la place à un travail empirique reposant sur les faits. Le renouvellement historiographique permettrait donc de séparer l'idéologie des premières narrations de la vérité factuelle des derniers récits<sup>18</sup>.

D'autres historiens s'agacent de ce type de discours. Ainsi, Santos Julià rejette les critiques à l'égard des premiers travaux de reconstruction des événements. Il réfute l'idée selon laquelle il existerait un récit dominant qui masquerait certains aspects historiques. Il estime au contraire que l'historiographie de la Transition est particulièrement riche et nuancée. En 2010, il écrit :

---

<sup>15</sup> Leurs contributions sont réunies dans l'ouvrage suivant : QUIROSA-CHEYROUZE Y MUÑOZ Rafael (éd.). *La sociedad española en la Transición: Los movimientos sociales en el proceso democratizador*. Madrid : Biblioteca Nueva, 2011, 429 p. (Historia Biblioteca Nueva).

<sup>16</sup> PÉREZ SERRANO Julio. Funcionalidad y límites de la transición como paradigma historiográfico. In : NAVAL LÓPEZ María Ángeles, CARANDELL Zoraida (coord.). *La transición sentimental: literatura y cultura en España desde los años 70*. Madrid : Visor libros, 2016, p. 67-89.

<sup>17</sup> *Ibid.*, p. 79.

<sup>18</sup> *Ibid.*, p. 85-89.

Estudios estructurales, funcionalistas, culturalistas, de élites, de movimientos sociales y de partidos políticos, de elección racional, de pacto o transacción; estudios desde arriba, estudios por abajo; análisis comparados, dimensión internacional...: sobre la transición se ha acumulado tal cantidad de trabajos que hay donde elegir para construirse algo más que una idea de lo que en aquellos años estuvo en juego<sup>19</sup>.

En parallèle, Julià pointe du doigt de nombreuses tentatives de manipulation politique du récit de la Transition. Il explique que, depuis les années 1990, les soutiens du Partido Popular (PP) et les socialistes du PSOE ont transformé la mémoire en instrument idéologique au service de leur parti<sup>20</sup>. Les idéologues de Podemos auraient fait de même à la fin des années 2000<sup>21</sup>. Aux yeux de l'historien, les théories comme celles du « pacte de l'oubli » ou du « régime de 1978 » n'ont donc aucune valeur historique<sup>22</sup>.

Ces discordes historiographiques offrent autant de pistes de réflexion qu'elles ne génèrent de nouvelles interrogations. Si l'on adhère à l'idée – non démontrée – qu'il existe un récit hégémonique de la Transition, alors il est possible que les historiens négligent les actions des collectifs féminins dans la mesure où elles ne font pas sens dans le cadre de leurs théories. Dans ce cas, les femmes auraient bel et bien été oubliées du récit de la Transition comme l'affirment Mónica Threlfall et Pilar Toboso.

Cependant, il est aussi tout à fait probable que leur mobilisation n'ait tout simplement pas généré suffisamment d'émulation pour exercer de véritable influence sur le processus de Transition et notamment sur les évolutions législatives citées par les chercheuses. Dans ce cas, l'action des collectifs serait donc bien réelle, mais elle n'aurait pas joué de rôle décisif sur les

---

<sup>19</sup> JULIÀ Santos. Cosas que de la Transición se cuentan. In : *Ayer : Revista de historia contemporánea* [en ligne]. 2010, n° 79, p. 297-319. Disponible sur : « <https://revistaayer.com/articulo/1348> » (consulté le 3 décembre 2022), p. 297. Il s'agit d'un article que cite Julio Pérez Serrano en expliquant qu'il est naturel que les historiens qui, à l'instar de Santos Julià, ont eu l'occasion par le passé de publier des interprétations trop simples de la Transition, s'en défendent aujourd'hui, PÉREZ SERRANO, in : NAVAL LÓPEZ, CARANDELL (coord.), *op. cit.*, p. 68.

<sup>20</sup> Santos Julià distingue une première étape qui débute en 1993 avec l'avènement du PP comme principale force d'opposition et s'achève après la crise de 2007. Selon lui, à cette époque, la droite réécrit le passé afin de se dissocier du franquisme, tandis que les intellectuels proches des socialistes du PSOE développent la thèse de l'amnésie : à la mort du dictateur, les dirigeants politiques, d'anciens cadres du régime pour la plupart, auraient imposé un « pacte de l'oubli » à la société espagnole et aux formations politiques d'opposition afin que les crimes franquistes demeurent impunis. JULIÀ Santos. De Transición modelo a Transición régimen. In : *Bulletin d'histoire contemporaine de l'Espagne* [en ligne]. 2017, n° 52. Disponible sur : « <https://doi.org/10.4000/bhce.316> » (consulté le 2 novembre 2022).

<sup>21</sup> Pour Santos Julià, il s'agit d'une seconde étape qui commence à la naissance du mouvement des indignés et de partis tels que Podemos. Dans le discours des idéologues de cette nouvelle gauche, la Transition devient elle-même un régime qui aurait bâti une fausse démocratie dont les institutions profiteraient à la classe dominante et limiteraient les possibilités de contestations citoyennes. En ce sens, dans « De Transición modelo a Transición régimen », Julià cite un article d'Iñigo Errejón : ERREJÓN Iñigo. El 15-M como discurso contrahegemónico. In : *Encrucijadas: Revista crítica de ciencias sociales*. 2011, n° 2, p. 138-139.

événements historiques, d'où leur simple mention dans les travaux de chercheurs comme Abdón Mateos ou Rafael Quirosa-Cheyrouz. La présente thèse éclaircira la question mais, pour ce faire, et comme le préconise Joan Scott, elle ne se limitera pas à étudier l'histoire des femmes, mais la considèrera à la lumière des rapports entre les différents groupes sociaux<sup>23</sup>.

## **L'ANALYSE DU DISCOURS DE PRESSE POUR CONDUIRE LA REFLEXION**

Pour comprendre l'absence partielle des Espagnoles des récits de la Transition – elles sont souvent mentionnée mais l'importance de leur rôle ne semble généralement pas cruciale – il est nécessaire de comprendre les mentalités, dans le sens de représentations sociales, de l'époque. Nous devons donc nous intéresser à la façon dont la population et les acteurs des pouvoirs – officiel ou de fait, comme l'Église – considèrent alors les femmes et perçoivent les actions féministes.

Nous utiliserons le substantif « féminisme » dans son acception la plus large, c'est-à-dire qu'il s'appliquera à tout type d'action en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes. Toutefois, au fil des chapitres de cette thèse, nous reviendrons sur ce terme afin d'en expliquer tous les enjeux puisque sa définition est sujette à débat, notamment durant la Transition. De fait, non seulement les militantes ne sont pas d'accord entre elles et s'accusent mutuellement de ne pas être de « vraies » féministes mais la population elle aussi exprime un avis sur ces personnes et leurs actions. Chacun attribue un sens différent à ce concept, certains le définissant par exemple comme l'égalité des sexes mais dans les limites des traditions et valeurs chrétiennes, d'autres comme le combat pour la supériorité des femmes sur les hommes.

En premier lieu, il s'agira donc d'analyser le point de vue de l'opinion publique dans les années 1970 et 1980 au sujet des femmes – activistes notamment – et des évolutions législatives les concernant particulièrement. En second lieu, il faudra déterminer les dynamiques de pouvoir entre ces collectifs féminins d'une part, et les décideurs politiques et pouvoirs de fait d'autre part.

Sur le plan épistémologique, ces objectifs posent question eu égard à la distance temporelle d'une part, et à la définition du concept d'opinion publique d'autre part. En effet,

---

<sup>23</sup> C'est tout le sens que la chercheuse attribue au concept de genre. Il ne s'agit pas de l'étude des femmes mais de celle des relations et équilibres de pouvoir entre les sexes.

plus de quarante-cinq ans se sont écoulés depuis la mort de Franco. Certes, les statistiques et études sociologiques réalisées durant ces années apportent quelques éléments de réponse, mais ces derniers ne suffiraient pas, à eux seuls, à expliquer l'absence des femmes. De même, on pourrait envisager d'interroger des personnes ayant vécu ces années de mutation. Il faudrait alors que l'échantillon de témoins soit conséquent et représentatif. Néanmoins, leurs probables oublis, distorsions de la mémoire et réinterprétation des événements – intentionnelle ou fortuite – ne sauraient amener à de solides conclusions.

Une solution consiste à étudier le discours des figures majeures de l'époque car leur discours a généralement été conservé sous forme d'archives. Certes, il ne représente pas la totalité de l'opinion publique mais espérer saisir cette entité dans son ensemble est une gageure. Il faut donc nécessairement en choisir une des composantes. Il s'agirait donc d'analyser les déclarations d'une foule d'anonymes mais également celle d'une série de figures reconnues telles que les représentants politiques, les artistes, les syndicats ou les dignitaires de l'Église. Puisque leurs paroles ont été consignées, elles peuvent constituer le corpus sur lequel reposera la démonstration. L'objectif sera de déterminer ce que ces acteurs du débat public ont dit ou écrit sur les femmes et leurs droits durant la Transition afin de comprendre si le discours des collectifs féminins s'est avéré décisif dans l'évolution des mentalités, des modèles, et des lois ou s'il a été supplanté par celui d'autres acteurs sociaux, plus écoutés.

Pour atteindre cet objectif, nous nous appuierons sur le discours médiatique de type informatif, c'est-à-dire sur le contenu des journaux qui, jour après jour, relayent l'actualité nationale et internationale. Ce discours réunit tous les critères nécessaires à la bonne conduite de l'étude.

Tout d'abord, l'information médiatique *dit* la société espagnole donc elle parle des femmes. Elle s'intéresse aux changements et aux polémiques publiques donc traitera aussi nécessairement des grandes évolutions législatives votées ou débattues, telle que la dépénalisation de l'adultère et de l'avortement ainsi que la légalisation de la contraception et du divorce. Enfin, elle est particulièrement intéressante pour comprendre l'impact de l'activité féministe sur l'opinion car c'est avant tout à travers les médias que les Espagnols ont connaissance du mouvement, de ses actions et de ses revendications. Le discours médiatique traitera donc toutes les facettes de la thématique féminine.

Ce discours possède en outre un caractère synoptique, ce qui se révèle indispensable pour éviter l'écueil épistémologique dont préviennent Joan Scott et Natalie Davis, c'est-à-dire narrer une histoire des femmes coupée du contexte historique complexe dans lequel elle s'inscrit. En effet, le discours médiatique couvre l'intégralité de la période étudiée, sans

interruption, de 1975 à 1982. Il aborde donc toutes les questions d'actualité, celles qui intéressent les militantes – adultère, contraception, divorce et avortement notamment – mais aussi celles que l'on ne saurait prévoir avant de démarrer les observations et qui, assurément, enrichiront les résultats. Enfin, il donne la parole à tous les autres acteurs du débat. Cette caractéristique est précieuse dans la mesure où l'on étudie la place des femmes au sein du microcosme social reproduit par le média<sup>24</sup>. Cela donne l'occasion de comparer l'impact des voix féminines par rapport à celui des autres groupes sociaux ou des figures influentes. Il est possible que les militantes ne soient pas les seules à porter les thématiques liées au divorce, à la libération sexuelle ou à l'évolution des paradigmes féminins, mais que d'autres personnes diffusent ce discours dans l'espace public, ce qui expliquerait pourquoi, malgré leur mobilisation, elles sont en partie effacées du récit de la Transition. Les caractéristiques du discours médiatique font donc de lui le plus approprié pour mener à bien la réflexion.

La télévision n'est pas une option idoine dans le cadre de notre recherche car il lui faut plus de temps que la presse et la radiodiffusion pour parvenir à un fonctionnement démocratique normalisé. Jusqu'au début des années 1980, l'État dispose encore d'une large influence sur la programmation, c'est pourquoi les résultats issus d'une analyse du discours télévisuel risquent d'être un peu biaisés. La radiodiffusion et la presse, quant à elles, fournissent une information plus indépendante. Les journaux et magazines, surtout, jouent un rôle central dans l'histoire de la Transition démocratique. De fait, avant la mort du dictateur, ils sont déjà le lieu privilégié des critiques voilées adressées au régime. Par la suite, ce « parlement de papier » appelle les nouveaux gouvernements à une démocratisation rapide du pays. Par conséquent, le choix du support s'est porté sur les périodiques, en raison de la dimension si particulière qu'ils ont pris dans l'immédiat postfranquisme.

Parmi l'ensemble des titres publiés durant la période, c'est *El País* et *La Vanguardia* qui seront étudiés, et ce, pour plusieurs raisons. Tout d'abord, parce qu'ils répondent à la nécessité d'un regard synoptique sur la Transition : ce sont deux quotidiens d'information générale. Ils traitent donc toutes les thématiques qui font l'actualité de l'époque et, puisqu'ils paraissent tous les jours, ils filtrent moins les informations que ne sont contraints de le faire des hebdomadaires ou des mensuels. De plus, leurs chiffres de vente et leur histoire leur confèrent une certaine légitimité au moment de représenter la société de leur temps<sup>25</sup>.

---

<sup>24</sup> Cela n'aurait pas été le cas si nous avions choisi d'étudier d'autres types de déclarations publiques telles que les interventions des députés au Parlement, les bulletins envoyés par les partis politiques à leurs adhérents ou le contenu des tracts émis par les associations féministes.

<sup>25</sup> Avec eux, il faut mentionner *ABC*. Les ventes d'*El País* augmentent très rapidement, dès sa sortie. En 1980, il vend environ 230 000 exemplaires par jour. Pour *La Vanguardia* et *ABC*, la période est plus difficile car ils doivent



Travailler sur *El País* et *La Vanguardia* permet en outre de couvrir un large spectre idéologique. Le premier est un journal de gauche, progressiste et qui n'a pas connu le franquisme puisqu'il sort en kiosque le 4 mai 1976. Le second fête son centenaire en 1981. Il est monarchiste, libéral sur les questions économiques mais conservateur sur les thématiques sociales. Ces deux « maisons » n'ont donc ni le même passé, ni la même idiosyncrasie, ni la même sensibilité politique, c'est pourquoi leurs discours ont toutes les chances de se distinguer, en particulier concernant les sujets sexuels. Or, ces divergences peuvent se révéler pertinentes pour déterminer la place des femmes dans le récit de la Transition car les opinions politiques, sociales ou morales des énonciateurs sont autant de facteurs susceptibles de conditionner l'inclusion ou l'absence des femmes dans le discours sur la période.

Enfin, la rédaction d'*El País* se trouve à Madrid, tandis que celle de *La Vanguardia* se situe à Barcelone. Ce contraste géographique s'avère lui aussi fécond. Tout d'abord, il offre une vision décentrée de la capitale. Certes, les deux journaux informent de l'actualité nationale et internationale, mais la distance physique peut générer des points de vue et des objectifs un peu différents. La confrontation des deux discours est donc peut-être plus représentative du territoire dans sa globalité qu'une étude reposant sur deux titres madrilènes. C'est une des raisons pour lesquelles l'étude n'a pas porté sur *ABC*, dont la ligne éditoriale aurait vraisemblablement contrasté avec celle d'*El País* mais dont la rédaction se trouve à quelques kilomètres seulement.

D'ailleurs, un des axes travaillés se prête particulièrement à l'opposition entre les deux villes puisque Madrid et Barcelone sont les centres névralgiques de deux types de mobilisations féministes distinctes. Dans la capitale se développe une sorte de féminisme social qui repose sur un large réseau d'associations de mères au foyer. Une partie d'entre elles évoluent jusqu'à des revendications similaires à celle du reste du mouvement occidental de l'époque mais le phénomène est tardif et limité. À Barcelone se trouvent en revanche des militantes plus contestataires à l'égard de la morale traditionnelle et plus actives sur le volet théorique. L'importance stratégique de la capitale catalane justifie donc également le choix de *La Vanguardia* par rapport à *ABC*.

---

se moderniser et faire face au durcissement de la concurrence. En 1981, *ABC* écoule environ 137 000 exemplaires par numéro. La même année, pour *La Vanguardia*, ce chiffre est de presque 200 000, selon la Oficina de Justificación de la Difusión (OJD). Néanmoins, après quelques mauvaises années, les ventes de ces deux journaux reprennent. Par ailleurs, durant la Transition, ils conservent leur image de publications de qualité. C'est cette respectabilité qui les rend légitimes pour s'exprimer.

Enfin, bien que *La Vanguardia* et *El País* continuent à exister, il s'agit de deux titres qui sont d'ores et déjà entrés dans la postérité. Le premier est une institution régionale<sup>26</sup>. Il a connu la restauration bourbonienne, la parenthèse républicaine, la Guerre Civile, trente-six années de dictature, depuis la répressive après-guerre jusqu'à la timide ouverture du franquisme tardif. Il a été volé puis rendu à ses propriétaires, a connu la censure et a dû accepter des directeurs imposés par le régime<sup>27</sup>. Quant au second, sa date de sortie en kiosque et ses prises de positions durant la Transition lui ont valu de figurer dans le récit mythifié de cette période. Les deux périodiques ont donc nécessairement quelque chose à dire sur la transformation de la société espagnole de l'époque.

Ainsi, le binôme *El País* / *La Vanguardia* présente des caractéristiques profitables à notre étude. L'analyse de leurs discours apportera donc une réponse à la question posée : la Transition démocratique est-elle une histoire d'hommes ?

## **LE DISCOURS DE PRESSE : DE SUPPORT A OBJET D'ETUDE**

Il est possible de s'en tenir à ce premier degré d'analyse. Dans le cadre de notre question d'origine, nous exposerons la typologie des femmes dont parlent *El País* et *La Vanguardia* ainsi que la façon dont ils en parlent. Nous déterminerons si les questions féministes sont audibles dans leurs pages. Nous établirons si, pour eux, il s'agit de revendications d'ordre politique, culturel ou social et s'ils considèrent les mouvements féminins comme des acteurs de la construction démocratique.

Néanmoins, cette première étape de démonstration offre une occasion non négligeable de développer la réflexion. La décision d'*El País* et de *La Vanguardia* de montrer ou d'omettre certains paradigmes féminins, leurs arguments en faveur ou contre les lois et réformes étudiées ainsi que l'évolution de leurs points de vue sont autant d'indices permettant de comprendre leur opinion à l'égard du processus historique en cours. On pourra par exemple, déterminer s'ils encouragent ou non les nouveaux modèles de conduite, s'ils espèrent que la

---

<sup>26</sup> En 1939, dans le but de flatter le régime de Franco et d'atténuer l'identité catalane du journal, Josep Pla, co-directeur aux côtés de Manuel Aznar, décide d'accoler l'adjectif « española » au titre du quotidien. *La Vanguardia Española* ne redevient *La Vanguardia* qu'en 1978 mais, pour des raisons de commodité, nous utiliserons le titre d'origine, sans l'ajout franquiste. BARRERA Carlos, NOGUÉ Anna. *La Vanguardia: Del franquismo a la democracia*. Madrid : Fragua, 2006, 420 p. (Biblioteca de ciencia de la comunicación), p. 48.

<sup>27</sup> *Ibid.*

législation évolue rapidement ou si ce n'est pas une priorité à leurs yeux. De même, leur façon de s'impliquer dans ces questions d'actualité ou de les ignorer ainsi que les arguments qu'ils avancent pour motiver leurs choix éditoriaux dévoilent leur manière de se positionner, en tant que titres de presse, au sein du processus. Enfin, les indices autoréférentiels révèlent si, en tant qu'acteurs de l'information, ils estiment qu'ils ont un rôle à jouer dans la Transition.

Le discours médiatique sur les femmes et les militantes parle donc autant des Espagnoles qu'il ne parle des journaux eux-mêmes ainsi que de leur façon de considérer l'actualité qu'ils commentent. *El País* et *La Vanguardia* proposent chacun une vision de leur époque, selon une interprétation qui leur est propre. Leur récit est nécessairement partiel puisqu'il doit se limiter à un nombre de pages prédéfini. Il peut aussi être partial puisqu'il est le fruit de multiples auteurs qui, même en faisant preuve d'éthique professionnelle, possèdent tous une façon qui leur est propre d'appréhender la réalité et de comprendre les événements. En outre, les journaux sont des producteurs d'opinion, notamment à travers leurs éditoriaux, tribunes libres ou billets d'humeur. Chaque maison imprime donc une ligne idéologique au produit qu'elle confie à ses lecteurs. L'analyse du discours d'*El País* et de *La Vanguardia* constitue donc un des récits particuliers de la Transition. Il renferme une valeur testimoniale, c'est pourquoi il ne se limitera pas à être un des outils de l'argumentation mais en deviendra un des sujets.

## **PROBLEMATIQUE, AXES THEMATIQUES ET CORPUS**

Ainsi, répondre à la question d'origine concernant l'absence des femmes dans les récits de la Transition démocratique constitue une des étapes de la réflexion mais elle ne représente pas la finalité de la démonstration. À travers le discours qu'*El País* et *La Vanguardia* tiennent sur les femmes, les féministes et les lois citées, nous tâcherons en réalité de déterminer comment ces deux titres définissent le processus et comment ils souhaitent y prendre part, c'est-à-dire s'ils désirent ou non influencer les changements sociaux, culturels, politiques et législatifs de la période ainsi que la façon dont ils procèdent, le cas échéant.

En effet, nous avons choisi de ne pas nous limiter à la simple étude de la place des femmes mais de considérer les rapports entre les collectifs féminins et les autres groupes politiques et sociaux au sein d'un contexte historique envisagé dans sa complexité. Par conséquent, nous aurons la possibilité de dépasser la simple description. Il s'agira d'exposer le discours des deux journaux sur les femmes mais également d'analyser ce discours pour y

trouver des indices d'une opinion sur la Transition et du rôle que chacun – collectifs féminins, acteurs sociaux, représentants politiques mais aussi médias – doit y tenir, selon les quotidiens. La thèse se nourrit donc des travaux d'histoire du temps présent qui permettent de rappeler le contexte de la période ainsi que ses enjeux et équilibres de pouvoirs. Cette étape est importante pour comprendre les particularités du discours de presse par rapport à la réalité des faits. La thèse emprunte également aux études sur le genre car ces dernières fournissent de nombreux outils théoriques qui facilitent et enrichissent l'examen de tous les articles parus. Enfin, elle s'appuie sur les publications de sociologie des médias, notamment lorsqu'il s'agit de réfléchir aux rapports entre opinion médiatique et opinion publique. Les recherches dans ces trois disciplines sont donc de précieuses références, pour autant, cela ne signifie pas que le présent travail s'inscrive dans un de ces courants.

En effet, la présente thèse n'alimente pas les études en histoire des femmes car elle ne vise pas à reconstruire les actions et discours des collectifs féminins. Elle s'intéresse plutôt à la façon dont ils ont été perçus par deux journaux, vus comme des symboles de l'opinion médiatique, et ce que cette perception dit des victoires et échecs féminins. D'ailleurs, l'expression même d'« opinion médiatique » fera l'objet d'une réflexion approfondie. Il s'agira de la définir, d'en saisir les contours et de s'interroger sur sa capacité à influencer la société. Enfin, le traitement de la question du genre dans le discours de presse dévoilera une certaine conception de la période propre à chaque quotidien étudié. Confronter les choix éditoriaux des deux journaux et ce qu'ils expriment sur les événements qu'ils sont en train de vivre permettra ainsi de mieux comprendre leur idiosyncrasie, de saisir leurs valeurs et leur regard sur l'époque, d'où l'importance de sélectionner des titres de presse aussi différents.

Aussi, le travail repose-t-il essentiellement sur le traitement des articles et des dessins de presse. Il s'agit d'une thèse d'analyse du discours. Elle répondra à la problématique suivante : que révèle le discours qu'*El País* et *La Vanguardia* tiennent sur les femmes et leurs droits quant à leur conception de la Transition et de la fonction qu'ils aspirent à remplir dans ce processus ?

Pour répondre à cette question, nous approfondirons principalement trois axes de réflexion. Le premier concerne les femmes journalistes. Les années 1960 et 1970 s'accompagnent de profondes mutations sociales et, parmi les évolutions remarquables, se trouve la progressive entrée des femmes sur le marché du travail. Ce phénomène touche particulièrement le monde des médias. Nous nous intéresserons à la façon dont les rédactions d'*El País* et de *La Vanguardia* reçoivent cette nouvelle génération de professionnelles et la

manière dont les deux titres communiquent à ce propos. Cette étude offrira des éléments d'interprétation pour le deuxième axe.

Ce dernier s'intéresse aux femmes en tant que sujets des articles. Il s'attache notamment à établir la typologie des femmes que le lecteur rencontre dans les pages des deux quotidiens, la nature des rubriques dans lesquelles elles apparaissent mais aussi – et c'est à ce niveau que le premier axe se révèle éclairant – le profil des auteurs qui parlent d'elles. Il s'agira de vérifier si le sexe des journalistes ou l'éventuelle organisation genrée du travail exercent une influence sur les thématiques traitées.

Enfin, le troisième axe renvoie à l'évolution législative mentionnée. À la mort de Franco, l'Espagne essuie un gros retard quant aux droits reproductifs. Elle est également en décalage par rapport au reste de l'Europe puisqu'elle pénalise encore l'adultère et interdit le divorce. La construction démocratique est donc l'occasion de moderniser la loi devenue obsolète. Cet axe vise à définir ce qu'en disent *El País* et *La Vanguardia*, c'est-à-dire à rendre compte de leur positionnement officiel mais aussi plus officieux et à déterminer s'ils essayent ou non d'orienter le débat public sur ces sujets. Cet axe prendra appui sur les deux précédents puisque le profil des journalistes ainsi que le discours des journaux concernant la figure de la féministe éclaireront leurs positionnements respectifs.

La source principale permettant de mener à bien l'exploration de ces trois axes est un corpus composé des numéros d'*El País* et de *La Vanguardia* publiés durant la Transition démocratique. Ces documents d'archives représentent le socle de la quasi-totalité du travail de recherche et des conclusions.

Entre novembre 1975 et juin 1976, c'est-à-dire durant la présidence de Carlos Arias Navarro, le gouvernement n'avance nullement sur les thématiques féminines. Ces premiers mois correspondent à un maintien du *statu quo* : Franco est mort mais l'exécutif n'entame aucune réforme significative. Ce n'est qu'à l'arrivée d'Adolfo Suárez à la tête de l'État que le chantier politique ne démarre réellement, avec les premières annonces concernant la dépénalisation de l'adultère et de la contraception. Puis, c'est avec son successeur, Leopoldo Calvo Sotelo, que le divorce est légalisé. Aussi, puisque l'objet d'étude renvoie aux femmes, l'analyse portera sur l'intégralité des numéros parus entre le 3 juillet 1976 et le 28 octobre 1982,

c'est-à-dire sur toute l'époque où le parti politique UCD est au pouvoir, sous les gouvernances respectives de Suárez et de Calvo Sotelo<sup>28</sup>.

Les observations s'appuieront sur toutes les pages et tous les articles des journaux publiés entre ces deux dates. Il n'a pas été question de réaliser de coupes dans le temps (sélection de certaines semaines ou mois) ni dans l'objet (sélection de certaines pages ou rubriques). Il semble effectivement hasardeux de tirer des conclusions générales à partir d'un échantillon réduit d'articles. Choisir arbitrairement d'examiner une partie du corpus plutôt qu'une autre peut conduire à une vision partielle du discours médiatique. Il est donc nécessaire de tout traiter afin de conserver le regard synoptique indispensable à la bonne compréhension de la période. Le corpus révisé se compose donc des 3901 numéros publiés (1953 pour *El País* et 1948 pour *La Vanguardia*)<sup>29</sup> et de tous les articles et vignettes de presse qui les composent.

La première étape consiste à lire tous les numéros et à relever l'intégralité des références relatives aux femmes, quel que soit l'objet de l'article ou du dessin. Ce détail a son importance car, choisir de ne sélectionner que les références renvoyant à des sujets prédéfinis tels que l'activisme féminin, le divorce, ou l'adultère, signifie écarter, *a priori*, de nombreux aspects du discours sur les femmes. Or, c'est la lecture qui doit faire progressivement émerger des thématiques plus précises.

Ce travail empirique permet d'obtenir une base de données de 10 782 articles et dessins de presse<sup>30</sup>, organisée autour d'une série d'entrées comme « femme et culture », « femme et politique », ou « contraception ». Cette base de données est la source principale du présent travail de recherche. Les articles et vignettes qui la composent ont tous fait l'objet d'une analyse qualitative – et ponctuellement quantitative – détaillée. Les chapitres de la thèse s'appuient sur une ou plusieurs entrées de la base de données. L'usage particulier réservé à chaque échantillon est spécifié au fil du texte.

L'exploration de ce corpus principal permet de se forger une idée très précise du positionnement d'*El País* et de *La Vanguardia*. Toutefois, elle n'apporte aucun élément de contexte relatif au reste du discours médiatique. Or, comprendre le point de vue des deux titres

---

<sup>28</sup> Suárez est nommé par le roi le 3 juillet 1976 mais sa nomination n'est inscrite dans le BOE que le 5. De même, l'UCD de Leopoldo Calvo Sotelo, perd les élections générales le 28 octobre 1982 mais il est encore officiellement président du gouvernement jusqu'au 3 décembre 1982.

<sup>29</sup> Nous parvenons à ce chiffre en prenant en compte la date à laquelle les quotidiens commencent à publier le lundi (à partir du 19 avril 1982, il n'y a plus cinq mais six numéros par semaine), les jours fériés, les mouvements de grèves qui empêchent *La Vanguardia* de sortir en kiosque et les deux années tronquées (puisque la période étudiée s'étend du 3 juillet 1976 au 28 octobre 1982).

<sup>30</sup> Ces 10 782 articles se composent de la façon suivante : 2606 articles et 3069 éditoriaux pour *El País* et 1952 articles et 3155 éditoriaux pour *La Vanguardia*. Nous avons fait le choix de consigner l'intégralité des éditoriaux dans la base de données, y compris lorsqu'ils ne traitent pas de la thématique féminine. L'objectif est de comprendre et de suivre les sujets d'intérêt pour chaque journal.

implique aussi de les apprécier au sein du système polyphonique auquel ils appartiennent. La connaissance globale des courants d'opinion médiatique facilitant l'identification des moments où leurs propos coïncident ou se détachent des autres discours de presse. Par conséquent, ces autres périodiques représentent une source bibliographique supplémentaire. L'étude inclut des articles parus dans d'autres périodiques, comme *ABC* ou *Triunfo*, lors de certains événements clefs, les célébrations du 8 mars par exemple. L'objectif est de comprendre si des lignes idéologiques différentes influencent l'interprétation d'un même événement historique et, le cas échéant, ce que les divergences de traitement médiatique dévoilent des enjeux de l'événement et / ou du positionnement du titre de presse considéré. Dans la même logique, la lecture de magazines féministes tels que *Vindicación Feminista* participe à contraster la parole des médias informatifs et militants pour mieux saisir les aspérités, nuances et enjeux des textes publiés dans la presse hégémonique.

Par ailleurs, si l'analyse du discours est efficace pour réfléchir aux femmes en tant que sujets ainsi qu'au positionnement d'*El País* et de *La Vanguardia* quant à l'évolution législative de la Transition, elle l'est beaucoup moins pour évaluer l'expérience des employées au sein des rédactions. En effet, les conclusions que l'on peut établir à partir de la base de données – à propos de l'autorité des articles, de la localisation dans chaque numéro, ou du type de rubrique – sont limitées. Une troisième source alimente donc le corpus : la mémoire des professionnels qui travaillaient pour les deux maisons entre 1976 et 1982. De fait, seuls les témoignages d'anciens salariés sont réellement à même de rendre compte des dynamiques de travail et du type de relations professionnelles et interpersonnelles en jeu entre les collègues et avec la direction. Dix journalistes ont accepté de témoigner, parmi eux Gabriela Cañas, Rosa Montero et Vladimir de Semir. Leurs explications éclairent certains résultats issus de la lecture des articles. Par ailleurs, les divergences de points de vue à propos de l'ambiance de travail ou des interactions entre hommes et femmes étoffent également les conclusions puisque chaque témoin pose un diagnostic différent sur la ligne éditoriale et le fonctionnement de « sa » rédaction. Contraster leurs souvenirs a permis d'approfondir la réflexion quant à l'évolution des mentalités et le désir d'avoir un impact sur la société au sein des équipes.

Enfin, une dernière série de sources indispensables pour contraster les discours et récits de l'époque sont les textes officiels. Par exemple, l'examen des comptes-rendus de sessions parlementaires, des projets de loi puis des textes finalement publiés dans le Bulletin officiel de l'État permet de saisir toutes les étapes de construction – et de déconstruction – législative. De même, les conclusions des congrès des différents partis politiques ainsi que leurs tracts électoraux ou leurs déclarations télévisés sont à interpréter au regard du discours qu'ils tiennent

dans la presse (et que cette dernière tient sur eux). Si elles sont constatées, les différences et évolutions s'avèreront probablement révélatrices en ce qui concerne leurs valeurs et leurs contradictions sur la place des femmes dans la Transition et sur leur volonté de s'impliquer dans les réformes.

## ORGANISATION DE LA THESE

La thèse se compose de trois parties, respectivement divisées en trois chapitres, numérotés de un à neuf. Son organisation reproduit le cheminement de la réflexion, depuis la question d'origine jusqu'à celle des journaux envisagés comme témoins de l'Histoire. Ainsi, la thématique des femmes et de leurs droits est non seulement la porte d'entrée de la démonstration mais également son fil conducteur. Néanmoins, le traitement du genre dans *El País* et *La Vanguardia* laisse progressivement la place à ce que ce traitement révèle du positionnement des deux quotidiens, à l'égard de la période étudiée d'une part, et du rôle qu'ils y tiennent d'autre part.

La première partie, intitulée « Le discours de presse dans l'Espagne en mutation : une dynamique de rétroalimentation » vise à comprendre les enjeux sociopolitiques de ces années. Le premier chapitre se consacre aux jalons historiques de la Transition et à ses acteurs. Il rappelle les étapes de la construction démocratique et explique comment cette transformation bouscule l'équilibre des forces en présence. Il revient donc sur la pression exercée par la rue à la fin de la dictature, mais aussi sur la nécessaire réorganisation de l'échiquier politique à la mort de Franco, sur l'adaptation plus ou moins difficile de l'Église et l'Armée, sur le climat de violence terroriste et sur la réponse non moins brutale de l'État. Ce premier chapitre pose un cadre contextuel élaboré à partir de travaux d'historiens tels que Rafael Quirosa-Cheyrouze Y Muñoz, Sebastián Balfour, Óscar J. Martín García, Carme Molinero Ruiz, Manuel Redero San Román et Álvaro Soto Carmona mais aussi de spécialistes de certains sujets particuliers, à l'instar de Pablo Martín De Santa Olalla Saludes pour l'Église et de Jérôme Pellistrandi pour l'Armée.

Les chapitres ultérieurs offrent des clefs de compréhension relatives aux deux thématiques principales. Le chapitre deux retrace rapidement la chronologie du féminisme occidental, depuis le mouvement de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'à l'évènement de la seconde vague féministe en Espagne, au milieu des années 1970. Les mobilisations étrangères influencent grandement le développement de l'activité à l'intérieur des frontières. Il est donc



indispensable de savoir d'où il vient et comment il se développe. Ce chapitre ajoute donc un « s » au substantif « féminisme ». Il le contemple dans sa complexité, éclaire les enjeux des divergences conceptuelles autour de ce terme et expose les tensions que ces divergences génèrent parmi les militantes. Il propose également un calendrier des réformes. Pour chacune, il explique la stratégie de mobilisation d'une part, et, à partir des enquêtes sociologiques datant de ces années 1970 et 1980, l'évolution de l'opinion, d'autre part. Il fournit aussi quelques données statistiques et historiques pour saisir le rapport entre les principaux partis politiques et leurs électrices, militantes et élues, l'objectif étant de commencer à évaluer l'impact que les femmes ont pu avoir sur les décisions politiques. Ce deuxième chapitre se nourrit des travaux de chercheurs comme Tània Verge Mestre, Francisco Arriero Ranz, Pilar Folguera ou María Ángeles Larumbe.

Ces deux premiers chapitres ne présentent pas encore les résultats de l'analyse d'*El País* et de *La Vanguardia*, mais ils font tout de même la part belle au discours de presse puisque la majorité des événements narrés s'accompagne de précisions concernant la réaction des différents périodiques de l'époque.

Le chapitre trois, dédié à la presse espagnole durant la Transition, s'ouvre par des commentaires généraux relatifs aux notions d'information et d'opinion. Il s'efforce de dessiner les contours d'une opinion publique qui, bien souvent, se confond avec l'opinion médiatique. Il dresse ensuite un rapide panorama des principaux médias du moment, à partir des ouvrages d'Antonio Alférez, de Carmen Castro Torres ou d'Isabelle Renaudet notamment. Il revient alors sur la délicate question de la liberté d'expression puisque les rédactions subissent les menaces de groupes terroristes mais doivent également composer avec l'interventionnisme de l'État, qui ne cesse pas automatiquement à la mort de Franco. Enfin, le chapitre se concentre sur le parcours et l'idiosyncrasie d'*El País* et de *La Vanguardia* grâce aux travaux de spécialistes des deux quotidiens, comme Gérard Imbert, Enrique Bustamante, Carlos Barrera ou Anna Nogué. Il apporte aussi des précisions quant à leurs problématiques financières. Ces considérations s'avèreront précieuses lors de la comparaison des lignes éditoriales.

La deuxième partie, « Les femmes et leur place dans *El País* et *La Vanguardia* durant la Transition » s'appuie sur la lecture des références collectées. Son objectif est de déterminer comment les deux titres traitent la question féminine dans le but de mieux comprendre la façon dont ils considèrent le processus en cours. Elle déterminera si ce dernier signifie pour eux une évolution de la place des femmes et, surtout, pourquoi. La question a son importance car leur façon de concevoir ce moment historique justifie leur discours sur les femmes et la transformation législative étudiée. Cette deuxième partie indiquera également si, aux yeux des

journaux, la Transition se réduit à une série de réformes politiques ou si elle représente au contraire une transformation non seulement politique mais également morale, culturelle, et sociale. En ce sens, elle montrera si la période justifie que s'érigent ou non de nouveaux modèles. La réflexion se décline en trois chapitres, numérotés de quatre à six.

Le chapitre quatre s'intéresse à l'intégration des femmes dans les rédactions des deux quotidiens. Il s'appuie essentiellement sur les témoignages de professionnels ayant travaillé à *El País* et *La Vanguardia*, des récits que l'on contrastera entre eux mais également avec le discours des deux titres concernant l'intégration des Espagnoles dans le monde du travail, les déclarations autoréférentielles du personnel de direction et avec des données chiffrées issues de l'analyse quantitative.

Le cinquième chapitre se concentre sur les femmes en tant que sujets de ce discours. Il signale, entre autres, le type de personnalités dont parlent les périodiques, comment ils en parlent, dans quelles rubriques. Ce travail met à jour le point de vue de chacun à l'égard de l'intégration féminine dans des milieux tels que la politique, la culture ou le sport. Il examine les divers outils rhétoriques et choix éditoriaux utilisés afin d'évaluer si les « femmes de papier » font l'objet d'un traitement médiatique différencié et, le cas échéant, comment interpréter le recours à ce traitement. Ce chapitre s'achève par une étude de cas qui confronte les nouvelles conclusions à trois dates clefs de l'histoire des Espagnoles durant la Transition démocratique : la nomination de Carmen Díez de Rivera en tant que directrice de cabinet du président du gouvernement, la célébration du 8 mars ainsi que le choix de Soledad Becerril comme ministre de la Culture. L'objectif est d'affiner et d'approfondir les résultats précédemment obtenus mais aussi de mettre à jour une chronologie relative à l'évolution de l'opinion dans chaque journal.

Le chapitre six reprend et développe cette chronologie en s'attardant sur une typologie particulière de femme : la militante. Il s'attache à vérifier la théorie du spécialiste d'*El País*, Gérard Imbert, selon laquelle le quotidien se serait désolidarisé du mouvement féministe à partir du moment où il a considéré que ses activistes rompaient avec l'obligation de consensus politique, propre à la période<sup>31</sup>. À partir de notre base de données, nous testerons cette affirmation et jugerons s'il est possible de l'appliquer à *La Vanguardia*.

Enfin, la dernière partie, « *El País* et *La Vanguardia* face à l'évolution législative durant la Transition démocratique : adultère, contraception, divorce et avortement » repose sur

---

<sup>31</sup> IMBERT Gérard. El discurso de la representación. In : IMBERT Gérard, VIDAL-BENEYTO José (coord.). *El País o la referencia dominante*. Barcelona : Mitre, 1986, p. 25-52, p. 28.

l'observation des articles et dessins de presse ayant trait aux quatre réformes mentionnées. Cette partie aborde des questions moins sociales, plus politiques et idéologiques, que la deuxième. L'analyse du corpus s'inspire des travaux de sociologues des médias et notamment de trois auteurs : Érik Neveu, Patrick Charaudeau et Érik Maignet.

Le chapitre sept détermine la ligne idéologique de deux journaux à l'égard des quatre thématiques. Il précise s'ils défendent ou non ces réformes et si l'éventuel engagement est officiellement assumé ou s'il passe par un discours implicite. Ce chapitre s'attarde sur les relations entre les quotidiens et d'autres acteurs de la sphère publique. Il souligne la façon dont *El País* et *La Vanguardia* s'adressent aux lecteurs et, à travers eux, à l'insaisissable – et illusoire ? – opinion. Leur manière de se positionner par rapport à l'évolution législative reflète également la façon dont ils se situent à l'égard de l'Église et du pouvoir politique. Aussi, leur discours s'avère-t-il éclairant quant aux liens qu'ils entretiennent avec la morale catholique puisque l'adultère, l'usage de la contraception, le divorce et l'avortement sont des interdits religieux. En parallèle, il permet de déterminer s'ils se pensent légitimes pour partager leur point de vue sur ces sujets, voire pour tenter de les imposer à la classe politique, y compris après la formation d'un Parlement démocratiquement élu.

Le huitième chapitre file ce type de considérations et tâche d'évaluer à quel point l'opinion médiatique générée par *El País* et *La Vanguardia* a la capacité d'infléchir l'opinion publique et la rédaction des lois mais également dans quelle mesure ces derniers souhaitent le faire. Il exposera donc les outils dont disposent les médias – parmi eux le cadrage, la mise à l'agenda, la modulation des styles d'écriture ou la polyphonie des discours – et les limites de leur possible influence.

Enfin, le dernier chapitre s'attarde sur la légalisation du divorce et la dépénalisation de l'avortement. La façon dont les directions médiatiques et leurs équipes défendent ou rejettent ces mesures – par l'usage d'un discours dramatique, de stéréotypes, ou d'exposés élitistes, par exemple – est révélatrice de leurs projets pour l'Espagne. Elle montre en effet comment ils fantasment l'avenir du pays et à quel point ils estiment que la presse est légitime pour orienter l'Histoire en faveur de ces changements.

## **HYPOTHESES DE RECHERCHE**

Compte tenu de la ligne idéologique et de l'idiosyncrasie de chaque journal, il est possible d'avancer plusieurs hypothèses de recherche.

Tout d'abord, la position que *La Vanguardia* a pu adopter concernant le divorce et l'adultère est à déterminer. En effet, étant donné sa ligne conservatrice, le quotidien représente un secteur plutôt conformiste de la population. Toutefois, l'attachement aux traditions n'implique pas l'immobilisme total. De fait, au sortir de la dictature, les valeurs de la société espagnole ont évolué. D'ailleurs, même l'Église, lors du concile de Vatican II, ouvre la possibilité de lois civiles pour dépénaliser l'adultère et légaliser le divorce. Il est donc possible que les lecteurs de *La Vanguardia*, et par conséquent le journal lui-même, aient réévalués leurs positions sur ces deux sujets.

Au sujet des thématiques liées à la sexualité, telles que la contraception et l'encadrement des avortements, la question se pose moins. La ligne conservatrice du titre catalan et ses choix éditoriaux généralement très mesurés sont autant de facteurs qui invitent à penser qu'il évitera de s'exprimer sur ces thèmes encore osés pour un pays qui sort à peine de trente-six années de propagande national-catholique.

Enfin, la relation du quotidien avec les collectifs féminins interroge, elle aussi. *La Vanguardia* se trouve sur un territoire de forte émulation féministe et son ancrage territorial pourrait le pousser à mettre en lumière les particularités de ces collectifs, bien plus modernes idéologiquement que les associations madrilènes. Cependant, les liens privilégiés que les groupes féminins et féministes catalans entretiennent avec la gauche socialiste et communiste invalident cette hypothèse. Il semble plus vraisemblable que le journal ignore, voire critique les militantes, ou bien qu'il ne présente que partiellement leurs actions, en mettant en exergue ses aspects les plus acceptables moralement aux yeux d'une société qui a certes beaucoup évolué mais qui reste en retard sur ces questions. En ce qui concerne *La Vanguardia*, il s'agira donc de déterminer comment ce doyen de l'information a su trouver un équilibre entre les nouvelles et délicates thématiques qui émergent à la mort de Franco et le respect de sa propre histoire et de sa ligne.

Quant à *El País*, il ne semble pas devoir affronter ce type de dilemmes. Il vient de sortir en kiosque et, dans un contexte économique très concurrentiel, il a tout à prouver. Il souhaite incarner la modernité, c'est pourquoi on pourra raisonnablement estimer qu'il s'engage publiquement pour les droits des femmes et emploie de nombreuses professionnelles de l'information. Il est tout à fait possible qu'il ait ambitionné d'influencer le parlement et le gouvernement, ce qui expliquerait qu'il soit demeuré dans les mémoires comme le journal emblématique de la Transition démocratique. Néanmoins, il n'a probablement pas entièrement échappé à la mentalité du tournant des années 1980, ce qui a pu jouer sur le type d'arguments

avancés pour défendre l'évolution des droits des femmes, potentiellement différents de ceux soutenus par les féministes.

Il s'agit à présent de déterminer si la jeunesse et l'audace du nouveau venu en kiosque s'oppose réellement aux habitudes et aux valeurs de son confrère, alors bien installé dans le paysage médiatique, et d'analyser ce que leurs discours nous apprennent du regard qu'ils portent sur la – sur leur – Transition.

# **PREMIERE PARTIE – LE DISCOURS DE PRESSE DANS L’ESPAGNE EN MUTATION : UNE DYNAMIQUE DE RETROALIMENTATION**

## **CHAPITRE I. LA TRANSITION POLITIQUE ET SOCIALE**

### **I. 1. Les mouvements contestataires du crépuscule franquiste**

La genèse de la Transition espagnole ne date pas du 20 novembre 1975. L’avènement de la démocratie n’est pas non plus un choix spontané de l’aile réformiste du franquisme, à la mort du dictateur. La Transition démocratique résulte d’un constat : au vu du contexte national et international, l’autoritarisme est devenu intenable.

Les idéaux franquistes sont incompatibles avec l’épanouissement économique et social du pays. La politique autarcique en place à partir de 1939 n’a pas fonctionné et, dans les années 1950, l’économie espagnole ne s’est toujours pas entièrement remise des conséquences de la Guerre Civile. Pourtant, le régime prétend à ce que l’Espagne fasse partie des pays les plus riches et modernes. Il aspire à un développement similaire à celui des nations victorieuses en 1945. Par conséquent, il doit faire des concessions idéologiques : à partir des années 1950, il commence à permettre l’influence sur son territoire des idées et modes de vie étrangers et tolère l’évolution des comportements sociaux qui en résulte tandis qu’en 1957, il ouvre la porte à de nouveaux ministres, chargés de libéraliser l’économie. Les mœurs nationales s’assouplissent et la société s’ouvre sur l’extérieur.

Sur le plan politique, en revanche, le franquisme demeure inflexible, quitte à heurter l'opinion internationale<sup>32</sup>. De fait, jusqu'à son dernier souffle, la dictature réprime durement toute action en faveur de la pluralité politique ou de la liberté d'expression. Ainsi, l'Espagne a beau se gorger des influences étrangères qui poussent la société à se transformer de l'intérieur, la structure du franquisme, elle, demeure inébranlable.

À partir des années 1960, l'embellie économique et l'assouplissement du cadre social stimulent la naissance de mouvements sociaux contestataires – groupes d'étudiants, habitants des quartier et ecclésiastiques notamment – qui dénoncent les incohérences du régime et viennent grossir les rangs de l'opposition historique, jusqu'alors essentiellement composée de militants politiques et d'ouvriers. Une vingtaine d'années se sont écoulées depuis la fin de la guerre et les Espagnols aspirent désormais au changement : alors qu'en 1966, seuls 35 % d'entre eux pensent que les décisions importantes reviennent à plusieurs personnes élues par le peuple, en 1974, ce chiffre passe à 60 %<sup>33</sup>. La multiplication des fronts d'opposition, soutenus par une société dans l'attente d'une évolution, rend le maintien de la dictature inenvisageable. C'est aussi cette pression sociale qui conduira à une transition démocratique.

## **I. 1. A. La libéralisation des mœurs du franquisme tardif**

À la fin de la Guerre Civile (1936-1939), le régime franquiste impose un modèle autoritaire basé sur l'exaltation des valeurs patriotiques, la religion catholique et la famille patriarcale. Les libertés démocratiques, telles que la liberté de la presse ou le pluralisme politique, sont abolies et la répression d'après-guerre se charge de décourager les éventuelles intentions contestataires<sup>34</sup>.

---

<sup>32</sup> À titre d'exemple, les exécutions politiques de trois membres des organisations terroristes du FRAP (José Humberto Baena, José Luis Sánchez Bravo y Ramón García Sanz) et de l'ETA (Juan Paredes Manot et Ángel Otaegui) en septembre 1975, soulèvent une vague de protestation internationale, comme le montre cet article de Gisèle Halimi : HALIMI Gisèle. L'Europe et le garrot. *Le Monde*. 28 août 1975.

<sup>33</sup> L'enquête propose trois réponses : « Es mejor que un hombre destacado decida por nosotros », « Es mejor que la decisión la tomen personas elegidas por el pueblo » et « No sabe / no contesta ». En 1966, ces options obtiennent respectivement 11 %, 35 % et 54 % des suffrages alors qu'en 1974, elles en obtiennent 18 %, 60 % et 22 %. HERNÁNDEZ SÁNCHEZ Alfredo. La Opinión pública española en la transición del franquismo a la democracia. *Revista de Investigaciones Políticas y Sociológicas* [en ligne]. 2010, vol. 9, n° 1, p. 39-70, p. 41. Disponible sur : « <https://dialnet.unirioja.es/ejemplar/250262> » (consulté le 18 mars 2020).

<sup>34</sup> Selon l'Annuaire statistique de 1943 publié par l'Instituto Nacional de Estadísticas (INE), le premier janvier 1934, 12 574 personnes sont incarcérées en Espagne. Au sortir de la guerre, le 1 avril 1939, elles sont déjà 100 262. Comme l'indiquent les chiffres, la répression s'installe en Espagne. Le premier janvier 1940, les prisons comptent 270 719 prisonniers, soit plus de 2,5 fois de plus en huit mois. INE. *Anuario Estadístico 1943: Población reclusa en I° de enero* [en ligne]. IneBase. Disponible sur : « <https://www.ine.es/inebaseweb/treeNavigation.do?tn=161311&tns=160602#160602> » (consulté le 19 juillet 2020).

Le comportement social de chaque individu est codifié. Les couples vivant ensemble doivent être mariés et sont invités à offrir de nombreux enfants à la nation<sup>35</sup>. Les hommes doivent se consacrer à une activité rémunérée et les femmes, à leur foyer. La conduite de chacun est surveillée, que ce soit au travail ou à travers les différentes organisations de contrôle et de formation idéologiques telles que les Syndicats verticaux<sup>36</sup> ou la Section féminine<sup>37</sup>. Selon l'historien Bartolomé Bennassar, « la police pouvait verbaliser les couples qui se tenaient audacieusement par la taille, et elle le faisait parfois. Le baiser sur les lèvres dans un lieu public était pareillement interdit et sanctionné »<sup>38</sup>. Une pratique consistait d'ailleurs à publier les noms des contrevenants dans la presse locale. Selon un rapport du Patronato de la Mujer daté de 1942, cette mesure dissuasive avait permis de mettre un terme aux rapprochements amoureux qui avaient régulièrement cours dans l'obscurité des salles de cinéma<sup>39</sup>.

L'école est également un enjeu important pour le régime puisque c'est elle qui forme la génération future, théoriquement acquise à la dictature. Encadrée par l'Église, elle transmet les valeurs de l'idéologie national-catholique. Les écoliers se familiarisent avec les symboles patriotiques, à l'instar du nouveau drapeau ou du *Cara al sol*. Ils intègrent également la version franquiste de l'histoire nationale selon laquelle la Guerre Civile était la seule solution pour rendre à l'Espagne – en faillite économique et morale à cause de l'influence communiste – ses valeurs et son rayonnement d'antan. Les premières années d'après-guerre se déroulent donc au rythme de la difficile reconstruction, de la répression et des nombreuses privations<sup>40</sup>.

En effet, après la Seconde Guerre Mondiale, privée de ses alliés allemand et italien, l'Espagne est isolée. L'Europe lui ferme ses portes et elle ne bénéficie pas non plus du Plan Marshall qui lui aurait pourtant permis de relancer son économie. Néanmoins, l'émergence de

---

35 Un décret de 1941 met en place des primes à la natalité pour les familles les plus « productives ». *Decreto de 22 de febrero de 1941 por el que se mejora el Régimen de Subsidios Familiares y se crea el Régimen de Préstamos a la Nupcialidad y premios a las Familias Numerosas* [en ligne]. Boletín oficial del Estado (BOE) n° 66, 7 mars 1941. Disponible sur : « <https://www.boe.es/gazeta/dias/1941/03/07/pdfs/BOE-1941-66.pdf> » (consulté le 19 juillet 2020), p. 1 627.

36 Créé par la loi d'Unité syndicale, le 26 janvier 1940, BENASSAR Bartolomé. Les générations de la post-guerre. Les règles du jeu dans l'Espagne franquiste. In : BENASSAR Bartolomé (dir.). *Historia des Españols : VI<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*. Paris : Robert Laffont, 1996 (1<sup>ière</sup> éd. 1992), p. 835-865 (Bouquins), p. 861.

37 Organisation phalangiste créée dans les années 1930 et liée au Mouvement national en décembre 1939, LARUMBE María Ángeles. *Las que dijeron no: Palabra y acción del feminismo en la Transición*. Saragosse : Prensa universitaria de Zaragoza, 2005, 301 p. (Caxón de sastre), p. 19.

38 BENASSAR Bartolomé. Les générations de la post-guerre. Le travail et l'austérité. In : BENASSAR (dir.), *op. cit.*, p. 866-890, p. 882.

39 GUILLÉN LORENTE Carmen. *El Patronato de Protección a la Mujer: Prostitución, moralidad e intervención estatal durante el Franquismo* [en ligne]. Thèse d'histoire contemporaine. Université de Murcie, 2018, 376 p. Disponible sur : « <https://digitum.um.es/digitum/bitstream/10201/64539/6/TesisCarmenGuillen.pdf> » (consulté le 19 juillet 2020), p. 156.

40 Les aliments sont rationnés jusqu'en 1952, soit treize ans après la fin de la guerre. La supresión de la cuartilla. *ABC*. 27 mai 1952, p. 1.



la Guerre Froide entre les États-Unis et l'Union Soviétique est une aubaine pour le régime franquiste qui sort de son éphémère disgrâce en s'alliant au Bloc Ouest. C'est pourquoi, à partir de la fin des années 1940 et au cours des années 1950, ses relations avec l'Europe et les États-Unis reprennent et s'intensifient. L'année 1953 est particulièrement symbolique car le régime acquiert la légitimité internationale tant convoitée grâce à la signature des Accords de Madrid, avec les États-Unis<sup>41</sup>.

D'autre part, face à la situation catastrophique de son économie, le franquisme change de stratégie dans le but d'adopter un modèle libéral. Ainsi, en 1959, les « hommes nouveaux » du gouvernement, Laureano López Rodó à leur tête, mettent en place le Plan de stabilisation et de libéralisation. Cette nouvelle politique donne lieu à une forte reprise de la croissance. L'Espagne rattrape son retard et s'aligne peu à peu sur ses voisins européens. Ce développement économique ainsi que l'ouverture de l'Espagne sur le reste du monde occidental sont deux facteurs de poids qui expliqueront les profondes transformations sociales des années 1960.

Tout d'abord, le « miracle économique » espagnol bénéficie à la population. Ainsi, sur la période 1960-1974, le revenu moyen par habitant est multiplié par 2,5<sup>42</sup>. L'alimentation et le logement ne grèvent plus les dépenses des familles. Ces dernières sont de plus en plus nombreuses à pouvoir s'équiper en électroménager, acquérir une voiture et accéder aux loisirs.

L'émergence d'une classe moyenne permet aussi à de nombreux jeunes gens de s'inscrire à l'université, de se former et, souvent, d'accéder à des emplois mieux qualifiés que ceux de leurs parents. Ainsi, alors qu'en 1957, il y a un peu plus de 57 000 étudiants en Espagne, ils sont plus de 100 000 en 1967 et plus de 200 000 en 1973<sup>43</sup>. En parallèle, le taux d'analphabétisme diminue fortement chez les plus jeunes<sup>44</sup>. Comme le souligne le sociologue Jesús Manuel de Miguel, « la tasa de analfabetismo de los/as jóvenes de 10 a 14 años en 1960 es del 8,3 por 100. En 1970, ese mismo grupo tiene ya sólo una tasa de analfabetismo de 0,5 por 100 »<sup>45</sup>. Les femmes, surtout, bénéficient de cet accès généralisé à l'éducation. Certes, les

---

<sup>41</sup> Ces accords prévoient l'installation de quatre bases militaires étatsuniennes sur le territoire espagnol en échange d'une aide économique et militaire.

<sup>42</sup> BENNASSAR Bartolomé. Les générations du développement. De la croissance à la démocratie. In : BENNASSAR (dir.), *op. cit.*, p. 891-923, p. 910.

<sup>43</sup> SAAVEDRAS MITJANS Helena. *Mujeres y universidad franquista: Trayectorias vitales, académicas y profesionales* [en ligne]. Thèse d'histoire contemporaine. Universitat Autònoma de Barcelona, 2007, 596 p., Disponible sur :

« <https://www.tesisenred.net/bitstream/handle/10803/391036/hsm1de1.pdf?sequence=1&isAllowed=y> » (consulté le 15 mars 2020), p. 580.

<sup>44</sup> L'évolution chez les adultes est lente puisqu'il est plus difficile d'apprendre à lire ou à écrire après l'âge scolaire.

<sup>45</sup> MIGUEL (DE) Jesús Manuel. ¿Desarrollo o desigualdad? Análisis de una polémica sociológica de medio siglo en España. In : *Revista Española de Investigaciones Sociológicas* [en ligne]. 1996, n°75, p. 55-108. Disponible sur : « <https://dialnet.unirioja.es/descarga/articulo/761421.pdf> » (consulté le 15 avril 2020), p. 77.

Espagnoles sont encore moins nombreuses à suivre des études supérieures que leurs voisines européennes, mais l'écart se réduit. En 1957, seulement 17,63 % des étudiants sont des femmes, mais ce taux passe à 28,98 % en 1963 puis à 36,8 % en 1973<sup>46</sup>. Il a donc doublé en quinze ans.

Enfin, l'économie se développant particulièrement dans le secteur tertiaire<sup>47</sup>, de nombreux travailleurs agricoles rejoignent les grandes villes dans l'espoir d'améliorer leurs revenus et d'offrir à leurs enfants un meilleur avenir. Une série de films se fait l'écho de ce phénomène à l'instar de *La ciudad no es para mí* ou *Un abuelo made in Spain*<sup>48</sup>. La société s'urbanise, les populations sont géographiquement moins isolées.

Au cours des quinze dernières années du régime, la croissance économique profite à la société espagnole, qui se transforme en profondeur. Elle est plus citadine, plus instruite et accède à des loisirs et commodités qui la rapprochent des grandes puissances modernes. Le franquisme, qui a mené à bien ce développement économique, peut donc se féliciter d'être responsable de l'avènement de la classe moyenne. Pourtant, il ne pourra pas compter sur l'adhésion de cette dernière car les Espagnols qui ont prospéré grâce au régime ne le défendent pas. Pourquoi ? Tout d'abord, car le bilan économique ne légitime pas la dictature et ne compense pas les carences démocratiques du pays. En outre, car les forces d'opposition naissantes – sociales, politiques et médiatiques – dénoncent de plus en plus ouvertement l'autoritarisme du régime, notamment à partir des années 1960 et que ces voix discordantes trouvent justement un écho dans la nouvelle classe moyenne. Par ailleurs, durant cette période, l'influence des puissances occidentales augmente sensiblement, poussant les masses non politisées vers des modes de vie socialement et culturellement incompatibles avec les normes du national-catholicisme.

La fin de l'isolement international se traduit en effet par l'ouverture du territoire au tourisme étranger que le gouvernement franquiste considère comme une manne économique non négligeable. L'idée n'est pas nouvelle – le célèbre slogan « *Spain is different* » est recensé dès 1948<sup>49</sup> – mais il faudra attendre les années 1960 avant de pouvoir parler d'un véritable *boom* touristique. Poussée par sa croissance économique et les investissements étrangers<sup>50</sup>, l'Espagne développe ses infrastructures, ses transports et sa communication liés au tourisme. La stratégie

---

<sup>46</sup> SAAVEDRAS MITJANS, *loc. cit.*

<sup>47</sup> Entre 1960 et 1975, la population active travaillant dans le secteur primaire passe de 39,7 % à 21,46 %. Quant à la population active du milieu tertiaire, sur la même période, elle passe de 27,32 % à 40,30 %, BENNASSAR, *Les générations du développement...*, in : BENNASSAR (dir.), *op. cit.*, p. 908.

<sup>48</sup> Il s'agit de deux films de Pedro Lazaga, sortis respectivement en salle en 1965 et 1969.

<sup>49</sup> SÁNCHEZ SÁNCHEZ Esther M. El auge del turismo europeo en la España de los años sesenta. *Arbor: Ciencia, pensamiento y cultura* [en ligne]. Septembre 2001, vol. CLXX, n° 669, p. 201-224. Disponible sur : « <https://doi.org/10.3989/arbor.2001.i669.918> » (consulté le 19 juillet 2020), p. 209.

<sup>50</sup> En particulier étatsuniens, SANCHEZ SANCHEZ, *ibid.*, p. 203.

fonctionne puisque le pays passe d'un million de visiteurs en 1951, à six millions en 1960 et dépasse les vingt-quatre millions en 1970<sup>51</sup>.

À partir des années 1960, ces touristes, français pour la plupart, contribuent à apporter un vent de fraîcheur dans un pays pudibond dont les libertés se vivent à l'abri des regards. Les mœurs espagnoles se relâchent et s'expriment au grand jour, notamment chez les jeunes adultes. Ces derniers fréquentent les discothèques, jouissent d'une sexualité moins surveillée, et adoptent un style plus moderne. Ils se détachent peu à peu des injonctions religieuses et des traditions familiales. La mode de la mini-jupe, lancée par la styliste britannique Mary Quant en 1962, ne tarde d'ailleurs pas à envahir le pays puisqu'on en retrouve la trace dans la presse nationale dès 1966<sup>52</sup>. À cette période se développe également le mythe – développé par exemple dans *Amor a la española*<sup>53</sup> – de la séduisante touriste suédoise, bien dans son époque et libre de mœurs, qui influencera l'imaginaire collectif.

Ces nouvelles attitudes pénètrent rapidement dans la société espagnole qui ne peut que constater le contraste entre ses désirs réprimés et la liberté presque insolente de ses voisins européens. Le fossé se creuse de plus en plus entre le discours moral franquiste et les nouveaux comportements et valeurs rapidement adoptés par la société. Ces nouvelles mœurs génèrent parfois l'incompréhension, comme en témoigne cet article d'*ABC* de 1966 dans lequel le journaliste tente d'expliquer le comportement de la jeunesse :

¿Qué significan, si no, los bailes modernos, inspirados en la mayoría de ellos en la lubricidad de movimientos de los gestos sexuales más salvajes? ¿No serán el desbordamiento de un puro instinto que refleje el juego obstinado y profundo de la especie?

¿Qué es la minifalda y el “bikini”, entre otras manifestaciones públicas de la tentación sexual, sino las audacias, apenas veladas, de un instinto en lucha abierta contra las tupidas tramas de las leyes con que han tratado de defenderse el recato, el pudor y la castidad? ¿Qué representa el agresivo desplome, más o menos activo o pasivo, de esa gran parte de la juventud cuyas cabelleras y atuendo diríamos que añoran, en todo el mundo, el existencialismo de aquellos seres cavernarios tan próximos en sus instintos y reacciones al oso y al macaco?<sup>54</sup>

---

<sup>51</sup> *Ibid*, p. 204.

<sup>52</sup> L'hémérothèque en ligne du journal conservateur *ABC* permet de chercher le nombre de pages, sur une période déterminée, où l'on peut lire un mot ou une expression de son choix. En cherchant « minifalda », pour l'année 1965 et uniquement pour l'édition madrilène du journal, on ne trouve aucune occurrence. En revanche, la même recherche pour l'année 1966 donne un résultat de 38 pages. Puis, en 1967, on constate que 134 pages incluent ce mot. En 1968, il y en a 185 et en 1969, 168.

<sup>53</sup> *Amor a la española* – aussi connu sous le nom de *Una sueca entre nosotros* – est un film de Fernando Merino, sorti en Espagne en 1968. Un des axes narratifs de l'histoire repose sur la relation amoureuse entre Ingrid, belle et blonde touriste suédoise en vacances à Torremolinos, et Paco, employé de la compagnie aérienne Iberia.

<sup>54</sup> GASCO CONTELL Emilio. El amor, las mujeres y Schopenhauer. *ABC*. 13 décembre 1966.

À l'inverse, d'autres publications encouragent ces évolutions sociales. Par exemple, en avril 1971, l'hebdomadaire *Triunfo* publie un numéro dans lequel les collaborateurs invitent le régime à adapter la législation aux nouvelles mœurs. L'exemplaire traite le thème du mariage et fait intervenir de nombreuses personnalités comme la militante féministe Lidia Falcón qui écrit en faveur d'une loi sur le divorce, la journaliste d'opposition Carmen Alcalde qui dénonce les difficultés des femmes à la fois épouses et travailleuses ou Manuela Carmena, à l'époque avocate proche du PCE, qui critique la prédominance du mariage religieux sur les unions civiles. Ce numéro est sanctionné par le régime mais il montre bien le décalage entre les aspirations sociales d'un secteur de la population espagnole et la rigidité de la législation nationale<sup>55</sup>.

Aux côtés des touristes et de la libération des mœurs amoureuses, c'est aussi la culture populaire étrangère qui traverse les Pyrénées. La musique yé-yé, popularisée dans les années 1960 par la radio, par les magazines comme *Fonorama* et *Fans* et par la télévision – par exemple à travers l'émission *Escala en Hifi* présentée par Juan Erasmo Mochi<sup>56</sup> – se fait une place de choix en Espagne. Pour beaucoup d'adolescents, elle est le symbole de la modernité et d'une certaine désinvolture vis-à-vis de la génération précédente. Ainsi, la chanson *La chica ye-ye*, interprétée par Conchita Velasco<sup>57</sup>, devient le succès de l'été 1965. Selon Paloma Otaloa González, « ser “ye-ye” en los años 1960 era sinónimo de “joven y moderno” en la manera de ser, de vestir, de cantar y de bailar »<sup>58</sup>. La jeunesse célèbre ce vent de liberté au cours de joyeuses rencontres comme les *Matinales del Circo Price*, concerts organisés les dimanches matin dans cette salle de spectacle madrilène. Ces festivals, qui voient le jour en 1962 à l'initiative de Miguel Ángel Nieto, ne sont pas du goût des autorités. La police intervient régulièrement pour faire cesser la liesse juvénile, considérée comme immorale. Les houleuses confrontations qui en découlent trouvent un écho dans la presse détenue par le régime, notamment dans le quotidien *Pueblo*<sup>59</sup>.

---

<sup>55</sup> Le 25 juin 1971, *Triunfo* est condamné à une amende de 250 000 pesetas assortie d'une suspension de quatre mois, CASTRO TORRES Carmen. *La Prensa en la Transición española (1966-1978)*. Madrid : Alianza editorial, 2010, 357 p., p. 102-103.

<sup>56</sup> OTAOLA GONZÁLEZ Paloma. La música pop en la España franquista: rock, ye-ye y beat en la primera mitad de los años 60. In : *ILCEA : Revue de l'Institut des langues et cultures d'Europe, Amérique, Afrique, Asie et Australie* [en ligne]. Juillet 2012, n° 16. Disponible sur : « <https://journals.openedition.org/ilcea/1421> » (consulté le 26 février 2020).

<sup>57</sup> La chanson est écrite par Antonio Guijarro y Augusto Algeró pour le film *Historias de la televisión* de José Luis Sáez de Heredia, *ibid.*

<sup>58</sup> *Ibid.*

<sup>59</sup> RTVE. ¿Te acuerdas? Teatro Circo Price. *A la carta* [en ligne]. 18 novembre 2010. Disponible sur : « <https://www.rtve.es/alacarta/videos/te-acuerdas/acuerdas-teatro-circo-price/934657/> » (consulté le 20 juillet 2020).

L'Espagne des années 1960 voit également déferler la musique *beat* anglo-saxonne. Les jeunes écoutent les Beatles – qui donnent deux concerts, un à Madrid et l'autre à Barcelone, en 1965<sup>60</sup> – et les Rolling Stones, devenus des vedettes internationales la même année grâce à leur titre *Satisfaction (I cant' get no)*. Ce groupe connaît un fort succès dans une Espagne avide de consommer les modernes produits culturels étrangers. Il n'en échappe pas moins à la censure puisque la jaquette de leur album *Sticky Fingers* est modifiée, dès sa sortie en 1971<sup>61</sup>.

Au cours de cette dernière période, entre la fin des années 1960 et la mort du dictateur, le régime franquiste se montre relativement permissif face à l'influence culturelle étrangère. Son objectif est de donner une image progressiste de l'Espagne afin de se rapprocher de la Communauté économique européenne (CEE) et des États-Unis.

À partir de la fin des années 1960, la société espagnole mène donc une double vie. Le régime franquiste continue à prêcher des valeurs morales strictes, issues d'un catholicisme conservateur mais, dans les faits, il se montre complaisant avec le relâchement des mœurs. Ce manque de cohérence a des conséquences sur la relation des Espagnols à la pratique religieuse. Le contexte est d'ailleurs peu favorable à la fréquentation assidue des églises. Le clergé espagnol est divisé, surtout depuis le concile de Vatican II, et il subit une véritable crise des vocations<sup>62</sup> qui réduit ses effectifs et interroge ses fidèles. Même si l'Espagne reste, après l'Irlande, le pays européen où les croyants sont les plus pratiquants, entre 1965 et 1974, le taux moyen d'assistance à la messe dominicale n'est que de 34,6 %<sup>63</sup>.

L'accès généralisé à l'université et l'influence étrangère sont également deux facteurs à prendre en compte pour comprendre la désaffection des Espagnols envers la pratique religieuse. Bien que légèrement postérieure à la dictature, la conclusion du rapport FOESSA (Fomento de Estudios Sociales y Sociología Aplicada) de 1978 insiste sur ces causes :

Finalmente, en cuanto se refiere a la comunidad de valores y comportamientos éticos, existen ciertamente numerosas encuestas. De ellas parece deducirse un fraccionamiento que ha ido en aumento, siguiendo la ola de la apertura y transigencia erótica y sexológica en los *mass media*. La condescencia [*sic*] con las relaciones sexuales prematrimoniales, la aparición y sucesiva legitimación fáctica de grupos que

---

<sup>60</sup> *Ibid.*

<sup>61</sup> L'image de cet entrejambe masculin, créée par Andy Warhol, est remplacée par celle de deux doigts émergeant d'un pot de mélasse, LINES Esteban. Los Rolling Stones recuperan la carátula de "Sticky fingers" que autorizó la censura española. *La Vanguardia*. 29 avril 2015.

<sup>62</sup> BENNASSAR, Les générations du développement. De la croissance..., in : BENNASSAR (dir.), *op. cit.*, p. 924-982, p. 953.

<sup>63</sup> Derrière ce taux se cache cependant de fortes disparités nationales puisqu'il est de 17,6 % en Nouvelle-Castille contre 71,3 % au Pays-Basque et en Navarre. C'est dans les régions madrilène et barcelonaise, pôles d'attraction économique et étudiante, que la pratique est la plus basse, *ibid.*, p. 952.

defienden diversas formas de sexualidad, la legalización civil del divorcio, etc., alcanzan un extenso consenso, sobre todo entre los más jóvenes y entre determinadas afiliaciones políticas o culturales<sup>64</sup>.

Dans une Espagne en pleine transformation, la religion se vit donc plus librement. Ainsi, à partir des années 1960, la société est en pleine mutation : malgré les disparités, la plupart des foyers connaissent des fins de mois plus confortables, l'accès aux études supérieures se généralise, la culture populaire étrangère érige de nouveaux modèles et, dans un pays qui se sécularise, la rigidité morale tend à s'assouplir. De fait, pour assurer sa survie économique et sa reconnaissance internationale, le franquisme a dû transiger avec les valeurs du national-catholicisme en acceptant de s'exposer aux influences extérieures. Ainsi, les mœurs espagnoles s'apparentent de plus en plus à celles des modernes voisins européens. De nombreux Espagnols sont avides d'ouverture et de changement. Ils représentent un terreau fertile pour les partis politiques clandestins, à la recherche de soutien populaire, dans leur lutte contre le régime.

## **I. 1. B. L'opposition politique et syndicale**

Durant la Seconde République, le Partido Socialista Obrero Español (PSOE) est une pièce importante de l'échiquier politique espagnol. Lors des élections législatives de 1931, de 1933 et de 1936<sup>65</sup>, il remporte respectivement 33,8 %, 19,2 % et 16,4 % des voix<sup>66</sup>.

Au commencement du franquisme, la situation est pourtant bien différente. De fait, la répression a eu raison du parti qui ne s'organise pratiquement que depuis l'extérieur. Certes, durant la dictature, le PSOE en exil organise treize congrès et continue à publier son organe de presse, *El Socialista*<sup>67</sup>, mais cette activité ne provoque pas de réponse d'envergure à l'intérieur des frontières.

Ce n'est qu'à partir de la fin des années 1960 que le PSOE clandestin se consolide grâce à une nouvelle génération de militants. Ces derniers, plus dynamiques et modernes que leurs compagnons en exil menés par Rodolfo Llopis, comptent sur la progressive transformation des mentalités afin de capter de potentiels militants, au sein des universités en particulier. Les

---

<sup>64</sup> CASSAL BATALLER (coord.). *Síntesis actualizada del III Informe FOESSA de 1978*. Madrid : Euramérica, 1978, 732 p. Disponible sur : « <https://caritas-web.s3.amazonaws.com/main-files/uploads/1978/04/SINTESIS-ACTUALIZADA-DEL-III-INFORME-FOESSA-1978-ocr.pdf> » (consulté le 3 mars 2020), p. 332.

<sup>65</sup> Le PSOE se présente dans la coalition du Frente Popular.

<sup>66</sup> TEZANOS José Félix. Continuidad y cambio en el socialismo español: el PSOE durante la transición democrática. In : BLAS GUERRERO (DE) Andrés, COTARELO Ramón, TEZANOS José Félix (éd.). *La Transición democrática española*. Madrid : Sistema, 1993 (1<sup>ière</sup> éd. 1989), p. 433-493 (Politeia), p. 442.

<sup>67</sup> *Ibid.*, p. 462.

tensions entre ces deux secteurs, rénovateur et historique, clivent les débats au sein du parti jusqu'en 1974 et le congrès de Suresnes, au cours duquel les premiers – Felipe González, Alfonso Guerra, Nicolás Redondo, Enrique Múgica, Carmen García Bloises à leur tête – prennent officiellement la relève au sein de la commission exécutive du parti. Ces nouveaux cadres joueront un rôle essentiel lors de la Transition<sup>68</sup>. Néanmoins, durant ces années 1950-1960, l'instigateur principal de l'opposition n'est pas encore le PSOE. Ce n'est pas lui qui mène la dissidence et forme l'opposition.

Durant la dictature, le véritable leader de l'opposition est le Partido Comunista Español (PCE). C'est lui qui attise les braises de la transformation des mentalités et profite des évolutions législatives.

Néanmoins, dans un premier temps, et pour survivre, il est contraint de passer à la clandestinité. De fait, à la fin de la Guerre Civile, le régime franquiste s'appuie sur la Ley de Responsabilidades Políticas pour arrêter et condamner – lors de procès, souvent sommaires – tous ceux n'ayant pas rallié le camp nationaliste. Promulguée en février 1939, cette loi permet donc de juger des faits antérieurs à sa publication. L'article premier établit que

se declara la responsabilidad política de las personas, tanto jurídicas como físicas, que desde primero de octubre de mil novecientos treinta y cuatro y antes del dieciocho de julio de mil novecientos treinta y seis, contribuyeron a crear o a agravar la subversión de todo orden de que se hizo víctima a España y de aquellas otras que, a partir de la segunda de dichas fechas, se hayan opuesto o se opongan al Movimiento Nacional con actos concretos o con pasividad grave<sup>69</sup>.

Les années 1940 sont particulièrement difficiles pour les communistes espagnols puisque la défaite des forces de l'Axe en 1945 ne sonne pas le glas de la dictature ni celui de la répression<sup>70</sup>. Par ailleurs, le contexte international est loin d'être favorable puisque l'avènement de la Guerre Froide entraîne le rejet du communisme par les pays du Bloc Ouest. Par exemple, le gouvernement français adopte une série de mesures pour éviter que les communistes, sous l'influence du Kremlin, ne « conquièrent l'esprit de la population »<sup>71</sup>.

---

<sup>68</sup> *Ibid.*, p. 452.

<sup>69</sup> *Ley de 9 de febrero de 1939 de Responsabilidades Públicas* [en ligne]. BOE n° 44, 13 février 1939. Disponible sur : « <https://www.boe.es/datos/pdfs/BOE/1939/044/A00824-00847.pdf> » (consulté le 20 mai 2020), p. 825.

<sup>70</sup> À titre d'exemple, en novembre 1948, soit neuf ans après la fin de la guerre, José Gómez Gayoso, chef de file des maquisards galiciens, est exécuté, MORÁN Gregorio. *Miseria, grandeza y agonía del PCE: 1939-1985*. Madrid : Akal, 2017, livre numérique, chapitre 7.

<sup>71</sup> L'expression est empruntée à VILLATOUX Marie-Catherine. La lutte contre la subversion en France au tournant des années 1950. In : *Inflexions : Civils et militaires : pouvoir dire* [en ligne]. Février 2010, n° 14. Disponible sur : « <https://www.cairn.info/revue-inflexions-2010-2-page-83.htm> » (consulté le 5 mars 2020).

Malgré ces difficultés, le PCE clandestin résiste. De fait, grâce au soutien du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS), il jouit de bases idéologiques solides ainsi que d'une aide financière et matérielle qui le maintiennent. De plus, certains leaders de la Guerre Civile ont acquis le statut de véritables légendes de la résistance au fascisme, à l'instar de Dolores Ibárruri et de son célèbre discours *No pasarán*. Le souvenir de leur combat imprègne les mémoires et légitime le parti comme chef de file de l'opposition. Le PCE reste donc uni, structuré et hiérarchisé, ce qui lui permet de survivre et de développer un activisme plus actif au cours des années 1950. Du 12 au 21 septembre 1954 se tient en Tchécoslovaquie son V<sup>e</sup> congrès. Il s'agit du premier depuis la Guerre Civile. Dolores Ibárruri devient officiellement secrétaire générale. Trois autres congrès auront lieu pendant la dictature : celui de 1959 à Prague, où Santiago Carrillo deviendra à son tour secrétaire du parti, et ceux des étés 1965 et 1972, organisés en région parisienne<sup>72</sup>.

Pour autant, la répression ne s'essouffle pas. Ainsi, en 1962, un des leaders du PCE clandestin, Julián Grimau, est arrêté, condamné à mort et exécuté (en 1963), malgré une vague de protestation internationale<sup>73</sup>. Selon Gregorio Morán, écrivain et journaliste proche du PCE,

el régimen consideró el caso Julián Grimau como la oportunidad que le brindaba la casualidad para recordar a su gente que los comunistas de 1962 eran los mismos que ellos habían vencido en la guerra y que, por eso mismo, frente a tales no había más procedimiento que el que se había aplicado a partir del 18 de julio<sup>74</sup>.

Le PCE clandestin n'a pas assez d'appui pour lutter contre le régime. Il doit donc élargir son champ d'action afin que ses idées imprègnent massivement et efficacement une société espagnole, rappelons-le, en pleine mutation. C'est par une tactique de pénétration de l'organisation syndicale officielle qu'il va y parvenir.

En janvier 1940<sup>75</sup>, l'État franquiste se dote d'un outil efficace de contrôle des travailleurs : la Organización Sindical Española (OSE). Ce syndicat officiel qui se divise en branches d'activités est obligatoire. Par son fonctionnement vertical, il traite l'intégralité des

---

<sup>72</sup> MORÁN, *op. cit.*, chapitres 10, 11 et 17 respectivement.

<sup>73</sup> À laquelle participent Nikita Khrouchtchev, premier secrétaire du PCUS, la reine d'Angleterre, et le pape Jean XXIII, entre autres, BENNASSAR, Les générations du développement. De la croissance..., in : BENNASSAR (dir.), *op. cit.*, p. 926.

<sup>74</sup> MORÁN, *op. cit.*, chapitre 13.

<sup>75</sup> *Ley del 26 de enero de 1940 sobre Unidad sindical* [en ligne]. BOE n° 31, 31 janvier 1940. Disponible sur : « <https://www.boe.es/datos/pdfs/BOE//1940/031/A00772-00773.pdf> » (consulté le 6 juin 2020).



revendications par voie hiérarchique. Les travailleurs ne peuvent pas être élus et la grève est interdite<sup>76</sup>. Au cours des années 1940, la lutte syndicale est donc plus que précaire.

En 1947, le régime met en place un système de comités d'entreprise<sup>77</sup>. Les travailleurs obtiennent le droit d'élire un délégué, le *jurado de empresa*, chargé de représenter ses collègues auprès de la direction. Ces délégués peuvent, entre autres, jouer les intermédiaires entre les responsables de l'entreprise et les employés en cas de différends, négocier les primes extraordinaires, ou proposer des améliorations d'organisation de travail. Néanmoins, ils jouissent d'un pouvoir fantoche puisque leur avis n'est que consultatif et qu'ils n'ont pas d'autorité pour négocier sur les sujets les plus cruciaux, comme celui des salaires<sup>78</sup>. Le statut de *jurado de empresa* n'est donc pas utile à la contestation syndicale. Il représente un élément supplémentaire dans la stratégie d'auto-légitimation du franquisme, amorcée après la Seconde Guerre Mondiale, auprès des puissances internationales. C'est un « accessoire dans la vitrine du régime »<sup>79</sup>. Les deux véritables mesures qui permettront l'avènement d'une réelle force syndicale arrivent en 1958 et en 1966.

La première correspond à la possibilité de négocier des conventions collectives structurant les droits du travail<sup>80</sup>. Désormais, les *jurados de empresa* détiennent un pouvoir réel puisqu'ils participent aux négociations concernant les salaires, les primes, et la durée de la journée de travail<sup>81</sup>. Dans les entreprises se créent alors des commissions d'ouvriers chargés de dialoguer avec leur direction.

La deuxième mesure se rapporte à l'organisation des premières élections syndicales depuis 1939. Pour le régime, l'objectif est clair : il s'agit d'apaiser les tensions sociales et de montrer un visage moins autoritaire, comme l'expliquent les historiens Sebastián Balfour et Óscar José Martín García :

---

<sup>76</sup> BENNASSAR, Les générations de la post-guerre. Les règles..., in : BENNASSAR (dir.), *op. cit.*, p. 861.

<sup>77</sup> *Decreto de 18 de agosto de 1947 por el que se crean los Jurados de Empresa* [en ligne]. BOE n° 282, 9 octobre 1947. Disponible sur : « <https://www.boe.es/datos/pdfs/BOE//1947/282/A05568-05569.pdf> » (consulté le 20 juillet 2020).

<sup>78</sup> BENNASSAR, Les générations du développement. De la croissance..., in : BENNASSAR (dir.), *op. cit.*, p. 938-939.

<sup>79</sup> *Ibid.*

<sup>80</sup> *Ley de 24 de abril sobre convenios colectivos sindicales* [en ligne]. BOE n° 99, 25 avril 1958. Disponible sur : « <https://www.boe.es/datos/pdfs/BOE//1958/099/A00739-00740.pdf> » (consulté le 20 juillet 2020), p. 739.

<sup>81</sup> BENNASSAR, Les générations du développement. De la croissance..., in : BENNASSAR (dir.), *loc. cit.*

Así, durante los años sesenta el régimen franquista puso en práctica distintas políticas de tono aperturista para, bajo una coyuntura de potente despegue económico, dotarse de una nueva legitimidad de ejercicio y ampliar las bases del consenso social diezmado por el crecimiento de las manifestaciones de disenso<sup>82</sup>.

Pour le PCE, cette nouvelle législation est une aubaine car la lutte syndicale clandestine donne peu de résultats<sup>83</sup> et l'opposition purement politique, en plus d'être risquée, n'atteint pas les masses. C'est pourquoi les communistes voient dans la participation aux commissions ouvrières une opportunité de diffuser leurs idéaux et de mobiliser un nombre important d'Espagnols. Leur objectif est de combattre la dictature en dévoyant un outil légal, élaboré par le pouvoir lui-même. Marcelino Camacho, un de leurs leaders, l'explique ainsi :

Más de treinta años de dictadura de la oligarquía fascista han demostrado que en estas condiciones no es posible la existencia clandestina, en un plano de eficacia, de ninguna organización o movimiento obrero sindical de masas, sin que sea destruido por la policía o se vea obligado a adoptar, para protegerse, formas cerradas de reclutamiento y seguridad que en la práctica le incapacitan, al quedar reducidos a pequeños grupos, que aplican muy bien las reglas de la conspiración, pero que pierden el contacto con las masas de trabajadores.

Combinar la lucha legal con la extralegal, es ser flexible en las formas y firme en los principios del movimiento obrero sindical. Es combinar la lucha abierta de las masas obreras, en las fábricas o en la calle, que no debe ser clandestina, con el guardar ciertas medidas de seguridad a niveles de dirección y organización en escalones superiores<sup>84</sup>.

Ainsi, à partir des années 1950 et 1960, le parti communiste infiltre les commissions ouvrières, administrées par l'organisation syndicale officielle du régime. Carme Molinero Ruiz, précise la chronologie de cette stratégie :

El nacimiento de las CCOO –con mayúscula– debe situarse en los primeros años sesenta. Nicolás Sartorius, principal teórico del movimiento de CCOO, reiteró en diversas ocasiones que éstas nacieron en torno a 1962, no antes ni después porque, aunque ya antes los militantes clandestinos utilizaban los cargos de enlace sindical para mantener el contacto directo con los trabajadores, y también habían aparecido las comisiones obreras, sin embargo habían sido necesarias las nuevas condiciones de los

---

<sup>82</sup> BALFOUR Sebastián, J. MARTÍN GARCÍA Óscar. Movimientos sociales y transición a la democracia: El caso español. In : QUIROSA-CHEYROUZE Y MUÑOZ Rafael (éd.), *op. cit.*, p. 43-62, p. 47.

<sup>83</sup> MOLINERO RUIZ Carme. Comisiones Obreras: de la lucha antifranquista a la acción sindical en el nuevo escenario económico y político. In : QUIROSA-CHEYROUZE Y MUÑOZ (éd.), *ibid.*, p. 147-149, p. 149.

<sup>84</sup> CAMACHO Marcelino. *Charlas en la prisión: El movimiento obrero sindical*. Barcelona : Laia, 1974, 92 p. (Primero de Mayo), p. 39.

sesenta –crecimiento económico, convenios colectivos...– y una nueva aptitud de los militantes clandestinos para poder combinar en un solo proceso el activismo legal e ilegal<sup>85</sup>.

Les Comisiones Obreras (CCOO) structurent, coordonnent et politisent les actions. Leur mouvement est unitaire et se veut proche des travailleurs qui participent à toutes les décisions<sup>86</sup>. Très populaires, elles deviennent rapidement majoritaires dans les entreprises. Ce sont elles qui remportent les élections syndicales de l'automne 1966. À partir des années 1960, les travailleurs disposent donc de plus de ressources et d'outils légaux pour se faire entendre.

De leur côté, la Unión General de los Trabajadores (UGT) et la Confederación Nacional del Trabajo (CNT), respectivement rattachées au PSOE et à la Federación Anarquista de España (FAI), rejettent la stratégie de pénétration de l'OSE. Cette position rendra le maintien de leur lutte syndicale bien plus délicat et leur vaudra un protagonisme secondaire au sein de l'opposition ouvrière, au bénéfice du PCE et des CCOO<sup>87</sup>.

Ce nouveau panorama syndical relance les mouvements de grève qui s'amplifient à la fin des années 1960 et dans les années 1970, y compris après la mort de Franco. Ainsi, selon Bartolomé Bennassar,

[une n]ouvelle vague de grèves [a lieu] à partir de décembre 1966, qui touche la métallurgie, les camionneurs, les mines asturiennes un [*sic*] fois de plus, à Langreo et à Mieres. Le 27 janvier 1967, à Madrid, une grande journée de protestation ouvrière organise le boycott des transports publics, des cortèges de manifestants se forment dans les rues, les universités se mettent de la partie. Le mouvement gagne Barcelone et Valence en février, puis revient à Madrid où l'usine d'automobiles Barreiros, opposée à toute organisation syndicale « libre », est occupée par les ouvriers. À Barcelone et Séville, le textile est largement concerné par les arrêts de travail. La tension sociale se maintient pendant l'année 1968 et s'accompagne d'une agitation ouvrière si grave qu'en janvier 1969 le gouvernement décrète l'état d'exception pour trois mois et fait procéder à de nombreuses arrestations<sup>88</sup>.

Plusieurs facteurs expliquent ces grèves. Tout d'abord, les syndicats, sur lesquels le régime n'a plus d'emprise, soutiennent les travailleurs. D'autre part, les revendications espagnoles sont au cœur d'une vague de contestation plus globale, à l'échelle européenne<sup>89</sup>. Enfin, elles se produisent dans une Espagne en pleine explosion économique : les usines doivent

---

<sup>85</sup> MOLINERO RUIZ, in : QUIROSA-CHEYROUZE Y MUÑOZ (éd.), *loc. cit.*

<sup>86</sup> *Ibid.*, p. 150.

<sup>87</sup> REDERO SAN ROMÁN Manuel. La difícil apuesta de la UGT por un sindicalismo de corte socialdemócrata (1975-1985). In : QUIROSA-CHEYROUZE Y MUÑOZ (éd.), *op. cit.*, p. 161-174, p. 163.

<sup>88</sup> BENNASSAR, Les générations du développement. De la croissance..., in : BENNASSAR (dir.), *op. cit.*, p. 942.

<sup>89</sup> MOLINERO RUIZ, in : QUIROSA-CHEYROUZE Y MUÑOZ (éd.), *op. cit.*, p. 148.

produire, au risque de ne pas pouvoir assurer leurs commandes, c'est pourquoi les directions sont plus prompts à céder aux revendications de leurs salariés<sup>90</sup>. Ces derniers agissent pour ne pas être les oubliés de l'impressionnante croissance. Ils réclament – et obtiennent – entre autres, l'augmentation des salaires, l'amélioration des conditions de travail et la diminution du nombre d'heures<sup>91</sup>. Cependant, comme l'explique Carme Molinero Ruiz, ces victoires ne tempèrent pas le mouvement, bien au contraire :

Los éxitos de estos trabajadores activos, que la intervención patronal y política no pudieron evitar, incentivó [*sic*] la disponibilidad para el conflicto de aquellos otros más pasivos o que trabajaban en empresas con peores condiciones para la protesta, pues la balanza entre costes y beneficios de la movilización se había decantado claramente a favor de los últimos. Es decir, los parámetros del conflicto laboral habían cambiado y, por tanto, los procesos de emulación se extendieron rápidamente<sup>92</sup>.

En quelques années, grâce à l'influence de l'opposition politique sur le mouvement ouvrier, les conditions de travail et les salaires bénéficient d'une nette amélioration. Néanmoins, la lutte ouvrière est loin de se limiter à la transformation des conditions de travail. De fait, dans le contexte franquiste, ses enjeux se politisent particulièrement. Ainsi, comme l'explique Pere Ysàs,

es cierto que los conflictos tenían habitualmente, un origen estrictamente laboral, que las reivindicaciones más frecuentes era el incremento de los salarios y la mejora de las condiciones de trabajo, y que en pocas ocasiones se manifestaban demandas de naturaleza directamente política, pero la acción obrera casi siempre adquiría automáticamente un carácter político al desafiar la legalidad y las instituciones dictatoriales<sup>93</sup>.

Les conflits entre les travailleurs et le gouvernement mettent donc en lumière les carences démocratiques, d'autant que le régime n'offre d'autre réponse aux protestations que celle de la violence, soulignant ainsi son impuissance à faire face aux revendications de ses citoyens. À titre d'exemple, le 10 mars 1972, la police ouvre le feu pour disperser une manifestation à El Ferrol, provoquant la mort de deux personnes. En conséquence, la population

---

<sup>90</sup> BENNASSAR, Les générations du développement. De la croissance..., in : BENNASSAR (dir.), *loc. cit.*

<sup>91</sup> MOLINERO RUIZ, in : QUIROSA-CHEYROUZE Y MUÑOZ (éd.), *loc. cit.*

<sup>92</sup> *Ibid.*

<sup>93</sup> YSÀS Pere. La crisis de la dictadura franquista. In : MOLINERO Carme (éd.). *La Transición, treinta años después: De la dictadura a la instauración y consolidación de la democracia*. Madrid : Península, 2006, p. 27-58 (Atalaya), p. 35.

organise une grève générale qui paralyse la ville<sup>94</sup>. Quelques mois plus tard, alors qu'elle se réunissait au couvent de Oblats de Pozuelo de Alarcón, près de Madrid, couvent mis à disposition par les religieux, la direction des CCOO est arrêtée. En décembre 1973, ses membres, parmi lesquels figurent Marcelino Camacho, Nicolás Sartorius et Miguel Ángel Zamora Antón, sont condamnés à des peines de prison allant de vingt à dix-sept ans par le Tribunal de Orden Público (TOP)<sup>95</sup>. Ces peines sont particulièrement lourdes mais les évènements ne jouent pas en faveur des accusés puisque l'attentat contre Carrero Blanco, président du gouvernement et proche de Franco, a lieu alors que le procès est en cours. Ce *Proceso 1001* – le nom fait référence au numéro du dossier d'instruction – interpelle la communauté internationale mais également la société espagnole qui, petit à petit, prend conscience que le développement économique et la libéralisation des mœurs ne sont pas allés de pair avec la démocratisation du pays. Tous les Espagnols, politisés ou non, deviennent spectateurs des débordements autoritaires de l'État. Ce dernier perd en légitimité aux yeux de la population.

Par ailleurs, en plus d'étendre son influence, la fin de la clandestinité permet à l'opposition de gagner la sympathie des Espagnols. En effet, pour les dirigeants franquistes, il n'est plus question de faire croire à l'arrestation de dangereux criminels, comme il le faisait après la guerre, d'autant que, dans les années 1960, les leaders des syndicats sont connus de tous. Sebastián Balfour et Óscar José Martín García expliquent que,

conforme aumentó la actividad pública de la militancia obrera la fuerza de la ley franquista dejó de abatirse, en acciones colectivas, sobre desconocidos activistas clandestinos para hacerlo sobre populares líderes obreros comprometidos con la mejora de las condiciones de vida de sus compañeros. Extremo que puso de relieve la capacidad obrera para sortear, resistir y aprovechar la violencia estatal en beneficio propio, generando manifestaciones de apoyo con los represaliados y politización y rechazo contra las autoridades<sup>96</sup>.

Un changement judiciaire dans la stratégie du PCE permet en outre de développer son influence en tant que force d'opposition. En effet, dans les années 1940, il mène une lutte armée contre le nouveau régime, notamment dans les maquis. Cependant, cette activité s'avère peu

---

<sup>94</sup> *Ibid.*

<sup>95</sup> Les condamnés seront finalement graciés par le roi Juan Carlos, en novembre 1975.

<sup>96</sup> BALFOUR, J. MARTÍN GARCÍA, in : QUIROSA-CHEYROUZE Y MUÑOZ (éd.), *op. cit.*, p. 49.

efficace et coûte des vies humaines<sup>97</sup>. En outre, on l'a vu, le début de la Guerre Froide transforme l'équilibre géopolitique. La collaboration de l'Espagne avec le Bloc Ouest détruit donc l'espoir communiste d'une intervention militaire étrangère contre Franco. C'est pourquoi, entre la fin des années 1940 et le début des années 1950, faute de résultat et d'appui extérieur, le PCE abandonne la lutte armée.

Le parti change alors de stratégie. Tout d'abord, il parvient à infiltrer les syndicats d'entreprises, retrouvant ainsi son influence passée auprès des travailleurs. En parallèle, sur cette même période, la société espagnole connaît de profondes mutations et plusieurs fronts d'opposition – étudiants et religieux par exemple – voient le jour. Ils sont d'abord confidentiels, puis de plus en plus massifs. Or, le PCE compte bien tirer parti de ces initiatives contestataires. Il comprend que, pour renverser la dictature, il est nécessaire de mettre de côté les rancœurs de la Guerre Civile et d'abandonner la rhétorique belliqueuse qui ne fonctionne pas, en particulier auprès des nouvelles générations. Au contraire, il doit fédérer toutes ces nouvelles forces qui, quelle que soit leur motivation, visent à renverser le régime pour instaurer un état démocratique. En juin 1956, le comité central du PCE publie *Por la reconciliación nacional, por una solución democrática y pacífica del problema español*<sup>98</sup>, texte programmatique qui marque le début de sa nouvelle stratégie. Le parti exprime l'idée de « réconciliation » pour combattre le franquisme de la façon suivante :

En la presente situación, y al acercarse el XX aniversario del comienzo de la guerra civil, el Partido Comunista de España declara solemnemente estar dispuesto a contribuir sin reservas a la reconciliación nacional de los españoles, a terminar con la división abierta por la guerra civil y mantenida por el general Franco.

Fuera de la reconciliación nacional no hay más camino que el de la violencia; violencia para defender lo actual que se derrumba; violencia para responder a la brutalidad de los que, sabiéndose condenados, recurren a ella para mantener su dominación.

El Partido Comunista no quiere marchar por ese camino, al que tantas veces ha sido lanzado el pueblo español por la cerril intransigencia de las castas dirigentes a todo avance social.

Crece en España una nueva generación que no vivió la guerra civil, que no comparte los odios y las pasiones de quienes en ella participamos. Y no podemos, sin incurrir en tremenda responsabilidad ante

---

<sup>97</sup> MOLINERO Carme. La política de reconciliación nacional. Su contenido durante el franquismo, su lectura en la Transición. In : *Ayer: Revista de Historia contemporánea* [en ligne]. 2007, vol. 2, n° 66, p. 201-225. Disponible sur : « <http://revistaayer.com/antiores/105> » (consulté le 20 juillet 2020), p. 203.

<sup>98</sup> Comité central del PCE. Declaración del Partido Comunista de España. Por la reconciliación nacional, por una solución democrática y pacífica del problema español. *Boletín de Información*. Année VI, 1 juillet 1956, numéro spécial, 34 p.

España y ante el futuro, hacer pesar sobre esta generación las consecuencias de hechos en los que no tomó parte<sup>99</sup>.

Les communistes tendent donc la main aux dissidents, qu'il s'agisse de partis politiques, de mouvements sociaux ou de simples citoyens engagés. Globalement, la stratégie fonctionne. En ce sens, Carme Molinero explique que

lo que se percibe claramente en este punto es una voluntad de acercamiento a todos aquellos sujetos políticos disidentes en relación con el régimen; el PCE les reconocía y esperaba reconocimiento a cambio. En ese sentido, aunque los “disidentes” potenciales a los que se dirigía el PCE no fueron excesivamente sensibles a la mano que se les tendía, en poco tiempo éste pudo comprobar que su discurso era atractivo para otras personas inquietas políticamente: tanto activistas católicos, jóvenes obreros, estudiantes que despertaban entonces a la vida social, como para aquellos individuos más maduros sin referente político claro –la mayoría– dispuestos a pequeñas o grandes batallas contra la situación existente. A esos sectores es a los que se acercó para ampliar su radio de acción y las alianzas imprescindibles en la acción antifranquista<sup>100</sup>.

Le virage stratégique de 1956 ouvre donc de nouvelles perspectives et de nouveaux fronts d'action aux communistes. Le principe de réconciliation poussera également le parti à accepter des concessions durant la Transition, ce qui permettra au processus démocratique d'avancer plus sereinement.

Ainsi, le développement du PCE clandestin et l'évolution de sa stratégie – infiltration de l'OSE et collaboration avec les différentes forces antifranquistes – stimulent la progressive prise de conscience d'une partie de la population. L'image du régime se dégrade et un certain nombre d'Espagnols se questionnent sur sa légitimité d'autant que la presse, elle aussi, commence à s'élever contre Franco, encourageant ainsi la contestation sociale.

## **I. 1. C. La presse d'opposition**

Jusqu'au milieu des années 1960, l'information écrite doit se plier aux directives de la loi sur la presse de 1938. Le franquisme considère les médias comme un intermédiaire entre le régime et les citoyens espagnols. Ils doivent soutenir la dictature et ses institutions. La loi permet d'ailleurs à l'État de pratiquer la censure préalable, de contrôler le nombre de pages et

---

<sup>99</sup> *Ibid.*

<sup>100</sup> MOLINERO, La política..., art. cit., p. 208-209.

de numéros publiés ou de désigner le directeur d'un journal ou d'un magazine<sup>101</sup>. La presse a donc très peu de marge de manœuvre pour s'opposer à Franco, d'autant plus qu'après la Guerre Civile, l'État constitue un réseau de journaux publics – il en crée certains, d'autres sont des publications privées annexées durant la guerre – visant à diffuser les valeurs du national-catholicisme et à mieux contrôler l'information. Il s'agit de publications comme *Pueblo*, *Arriba* ou de l'agence de presse Pyresa.

Toutefois, afin de rompre son isolement, notamment par l'intégration dans la CEE, l'Espagne doit se parer d'atours démocratiques. Or, le contrôle que le régime exerce sur les médias ne fait pas bon effet. Il est un des facteurs bloquants à l'entrée dans l'Europe des six. Au début de l'année 1962, la première demande est rejetée. En juin de la même année, lors du quatrième congrès du Mouvement européen de Munich, les opposants au régime, invités par les pays membres, rappellent que l'Espagne est une dictature et demandent à la CEE de renoncer à toute alliance avec Franco. Malgré ses efforts de propagande, l'État franquiste n'est pas en mesure de contester leurs accusations, lui qui, depuis deux mois, réprime violemment les grèves des mineurs asturiens<sup>102</sup>. Pour espérer entrer dans l'organisation, il doit donc impérativement donner des gages de libéralisation à ses voisins européens. Une des mesures choisies est d'assouplir la législation sur l'information.

Les réflexions commencent dès la fin des années 1950 – Arias Salgado a alors la charge du ministère de l'Information et du Tourisme – et s'accroissent au début des années 1960, notamment grâce à l'urgence ressentie par le régime après le refus de 1962. C'est le nouveau ministre, Manuel Fraga Iribarne, qui met en œuvre la réforme. La rédaction du projet de loi dure trois ans, de 1962 à 1965 puis il est débattu au Congrès. Il reçoit 119 amendements et 377 « points de discussion » de la part des *procuradores*<sup>103</sup>. Certaines objections ont trait à la problématique morale car, si la loi annule la censure préalable, comment s'assurer que les journaux respectent les bonnes mœurs ? Certains *procuradores* estiment aussi que la nouvelle marge de liberté pourrait affaiblir l'État<sup>104</sup>. Malgré ces réticences, le 18 mars 1966, le régime promulgue sa nouvelle *Ley de Prensa e imprenta*<sup>105</sup>. Cette dernière redonne un nouveau souffle

---

<sup>101</sup> *Ley de prensa del 23 de abril de 1938* [en ligne]. BOE n° 549, 23 avril 1938. Disponible sur : « <https://www.boe.es/gazeta/dias/1938/04/23/pdfs/BOE-1938-549.pdf> » (consulté le 20 mai 2020), p. 6915-6917.

<sup>102</sup> FERNÁNDEZ SORIANO Víctor. La CEE face à l'Espagne franquiste. De la mémoire de la guerre civile à la construction politique de l'Europe. In : *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* [en ligne]. 2010, vol. 4, n° 108, p. 85-98. Disponible sur : « <https://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2010-4-page-85.htm> » (consulté le 29 juillet 2020).

<sup>103</sup> C'est ainsi que l'on désignait les députés, durant la dictature.

<sup>104</sup> CASTRO TORRES, *op. cit.*, p. 41.

<sup>105</sup> *Ley de prensa e imprenta* [en ligne]. BOE n° 67, 19 mars 1966. Disponible sur : « <https://www.boe.es/eli/es/l/1966/03/18/14/con/19660319> » (consulté le 21 mai 2020).



à la presse. Selon Juan Luis Cebrián, ancien directeur du quotidien *El País* et membre de la Real Academia Española, « fue un instrumento liberalizador de la política española y produjo una verdadera brecha en las estructuras esclerotizadas del franquismo y con ella la oposición adquirió una capacidad de expresarse en el interior del país »<sup>106</sup>. La loi de 1966 promulgue une série de mesures telles que la liberté d'expression (art. 1), l'abolition de la censure préalable (art. 3), le droit d'obtenir des informations officielles (art. 7), la libre création d'entreprises médiatiques (art. 16) ou la libre désignation du directeur de la publication (art. 40), supprimant ainsi la prérogative du gouvernement d'imposer son candidat. Elle confère donc un espace de liberté nouveau à la presse espagnole. Toutefois, l'avènement de cette « loi Fraga » ne signifie pas pour autant l'arrêt total de l'interventionnisme gouvernemental sur l'information. En effet, la presse ne doit pas remettre en question les Lois fondamentales du régime, la stratégie de défense nationale, ni mettre en péril la sécurité de l'État<sup>107</sup>. Dans le cas contraire, les publications et / ou leur directeur, s'exposent à des sanctions allant de la simple amende à la fermeture administrative. Entre 1966 et 1975, la Justice ouvre 1360 procédures à l'encontre de périodiques ou de journalistes<sup>108</sup>. L'absence de censure préalable complique la tâche des professionnels car c'est désormais à eux qu'il incombe de situer la limite de ce qui peut être dit. Or, sur la question, le texte de loi se montre très imprécis et, de ce fait, génère des pratiques d'auto-censure au sein des rédactions et des directions. Ces dernières évitent donc d'elles-mêmes les sujets pouvant déplaire au gouvernement, de peur de se voir sanctionner. La menace que font planer ces possibles peines permet donc à l'État de contrôler indirectement la presse sans forcément avoir à intervenir. Néanmoins, certains titres profitent malgré tout de cette nouvelle loi pour pointer les carences du régime.

L'Espagne du franquisme tardif en compte des dizaines. Isabelle Renaudet cite par exemple *Destino* (fondé en 1937), *Triunfo* (en 1946), *El Boletín de la HOAC* (1946), *El Ciervo* (1951), *Cuadernos para el Diálogo* (1963), ou *Cambio 16* (1971)<sup>109</sup>. Certains remettent en

---

<sup>106</sup> Juan Luis Cebrián prononce ces paroles lors d'un colloque organisé en octobre 1978 à l'Université de Colombia. Elles sont reprises dans ALFÉREZ Antonio. *Cuarto poder en España: La prensa desde la Ley Fraga 1966*. Barcelone : Plaza y Janes editores, 1986, 288 p. (Época), p. 13.

<sup>107</sup> Les Lois fondamentales du régime (Fuero del Trabajo, Ley Constitutiva de las Cortes, Fuero de los Españoles, Ley de Referéndum Nacional, Ley de Sucesión en la Jefatura del Estado, Ley de Principios del Movimiento Nacional et Ley Orgánica del Estado) sont les principaux textes qui structurent la dictature franquiste.

<sup>108</sup> CASTRO TORRES, *op. cit.*, p. 43.

<sup>109</sup> Elle cite également *Hechos y dichos* (fondé en 1935), *Mundo* (en 1940), *Signo* (1943), *Índice* (1945), *Canigó* (1954), *Mundo Social* (1955), *Serra d'Or* (1959), *Oriflama* (1961), *Zeruko Aria* (1962), *Gaceta Universitaria* (1964), *Presència* (1965), *Iglesia Viva* (1966), *Asturias Semanal* (1969), *Sansofé* (1970), et *Granada Semanal* (1974). RENAUDET Isabelle. *Un parlement de papier : La presse d'opposition au franquisme durant la dernière décennie de la dictature et la transition démocratique*. Madrid : Casa de Velázquez, 2003, 482 p. (Bibliothèque de la Casa de Velázquez, vol. 22), p. 14-15.

question le régime dès leur création, mais pas tous. À l'exception de publications comme le quotidien *Madrid*, l'immense majorité de la presse critique est hebdomadaire ou mensuelle. Plusieurs raisons l'expliquent.

Tout d'abord, l'Espagne des années 1960 compte une majorité de publications de cette périodicité<sup>110</sup>. De plus, nombre de quotidiens républicains sont tombés aux mains franquistes durant la guerre ; dès lors, le gouvernement en a pris le contrôle idéologique. En outre, l'État concentre davantage sa surveillance sur les quotidiens car les magazines sont moins largement diffusés et vendus sur le territoire<sup>111</sup>. La production des revues est également bon marché car elle engage moins de frais d'impression et de transport et nécessite moins de salariés. Par conséquent, l'impact des sanctions administratives sur leur équilibre économique est souvent moindre. Enfin, les magazines peuvent prendre davantage de recul que les quotidiens sur l'actualité, notamment en proposant des thématiques plus larges et des commentaires plus généraux<sup>112</sup>. Ce dernier point facilite la tâche des journalistes au moment de contourner la censure puisqu'ils peuvent adopter des stratégies variées pour critiquer le gouvernement, parmi elles, l'utilisation du double langage (dans *Cuadernos para el Diálogo*, la référence aux prélats ayant démissionné après le concile de Vatican II en raison de leur âge avancé est une invitation à ce que Franco les imite), le parallèle avec d'autres situations (articles célébrant la révolution des Œillets au Portugal), le détour par la culture (célébration de figures républicaines à l'instar de Pablo Picasso ou de Rafael Alberti)<sup>113</sup>. Certes, les censeurs franquistes ne sont pas dupes mais souvent, la critique n'est pas assez explicite pour ouvrir une procédure administrative<sup>114</sup>.

Certaines revues d'opposition ont particulièrement marqué l'histoire du franquisme tardif. C'est le cas de *Cuadernos para el Diálogo*, *Triunfo* et *Ya*. Le premier naît en 1963 grâce à Joaquín Ruiz Giménez – ancien ambassadeur espagnol au Vatican et ministre de l'Éducation sous Franco, poste dont il est destitué après les troubles universitaires de 1956 – avec le soutien de Pedro Altares, Juan Luis Cebrián, Eugenio Nasarre, José María de Llanos, Pedro Laín Entralgo, Ignacio Sotelo et Elías Díaz<sup>115</sup>. À ses débuts, l'objectif de la revue est de provoquer le dialogue entre le franquisme et les courants d'opposition naissants, dans l'espoir de faire

---

<sup>110</sup> En 1964, l'Espagne dénombre 2 988 revues pour 107 quotidiens, *ibid.*, p. 37.

<sup>111</sup> *Ibid.*, p. 38.

<sup>112</sup> FERNÁNDEZ SEBASTIÁN Javier, FRANCISCO FUENTES Juan. *Historia del periodismo español: prensa, política y opinión pública en la España contemporánea*. Madrid : Síntesis, 1997, livre numérique (Ciencia información: Periodismo), chapitre 11.

<sup>113</sup> Les exemples sont tous empruntés à Isabelle Renaudet. L'article de *Cuadernos para el Diálogo* s'intitule « Jeunesse d'esprit ». Il est publié dans le numéro 35-36 d'août-septembre 1966. RENAUDET, *op. cit.*, p. 328-339.

<sup>114</sup> *Ibid.*, p. 322.

<sup>115</sup> *Ibid.*, p. 83.

évoluer les mentalités et de pousser le régime vers la démocratie. Le périodique s'inspire des préceptes de pardon et de réconciliation rappelés lors du concile de Vatican II, auquel Joaquín Ruiz Giménez assiste et qui le marque profondément. Le but du mensuel démochrétien – il deviendra hebdomadaire durant ses deux dernières années – n'est pas de s'opposer frontalement à la dictature mais de dénoncer les carences démocratiques du pays et de proposer une critique politique et sociale constructive. Le dialogue est également générationnel : à travers la revue, ceux qui ont vécu la guerre échangent avec la nouvelle génération<sup>116</sup>. Toutefois, *Cuadernos* finit par se rendre compte que son objectif pêche par son optimisme, l'État n'ayant aucune intention de dialoguer, qui plus est avec l'opposition. C'est pourquoi, après 1966, la publication profite de la loi Fraga pour se positionner davantage sur des thèmes politiques, elle se laïcise progressivement et s'ouvre à l'influence socialiste du PSOE<sup>117</sup>. Cette influence donnera lieu à la publication d'articles autour de la réconciliation entre l'Église et les courants marxistes notamment<sup>118</sup>. Durant tout son parcours – 1963-1978 – *Cuadernos* se distingue par ses signatures prestigieuses, en particulier d'intellectuels et d'universitaires comme Mariano Aguilar, Ignacio de la Concha, Manuel Jiménez de Marga, Raúl Morodo, Elías Díaz, Javier Tussel, Roberto Mesa ou de ceux qui le deviendraient un jour comme Emilio Menéndez del Valle, Amalia Arana et Álvaro del Amo<sup>119</sup>.

La trajectoire de *Triunfo* n'est pas aussi linéaire que celle de *Cuadernos para el diálogo*. Fondée par José Ángel Ezcurra à la fin des années 1940, la revue se spécialise dans l'actualité du cinéma et des représentations artistiques. Toutefois, au tournant des années 1950 et 1960 *Triunfo* possède une réputation de magazine frivole et mondain que son directeur souhaite voir évoluer<sup>120</sup>. C'est pourquoi, à partir de 1962, le traitement de l'actualité culturelle gagne en sérieux. La présentation du magazine, plus austère, commence à privilégier le texte sur l'image<sup>121</sup>. En outre, la revue couvre davantage de sujets d'information générale et devient même une référence en matière d'actualité internationale<sup>122</sup>. Dans les années 1960, *Triunfo* demeure une revue culturelle mais développe un discours politique et antifranquiste. Elle attire de prestigieuses signatures comme celles des historiens Manuel Tuñón de Lara et Javier Tussel, du dramaturge et critique d'art José Moleón, des écrivains et écrivaines Francisco Umbral, Juan

---

<sup>116</sup> CEBRIÁN Juan Luis. *Primera Página: Vida de un periodista 1944-1988*. Madrid : Debate, 2016, livre numérique, chapitre 3.

<sup>117</sup> RENAUDET, *op. cit.*, p. 147-157.

<sup>118</sup> *Ibid.*, p. 159.

<sup>119</sup> *Ibid.*, p. 88.

<sup>120</sup> *Ibid.*, p. 133.

<sup>121</sup> *Ibid.*, p. 134.

<sup>122</sup> *Ibid.*, p. 135.

Goytisolo, Miguel Delibes, Julio Cortázar, Carmen Martín Gaité ou Montserrat Roig, et des économistes Santiago Roldán, Juan Muñoz, ou José Luis García Delgado<sup>123</sup>. À partir de 1969, *Triunfo* devient ouvertement critique envers le régime<sup>124</sup>. Son antifranquisme lui vaut plusieurs condamnations, notamment quatre mois de suspension pour un article de José Aumente, lequel constate la dégradation de l'état de Franco et se demande si l'Espagne et les Espagnols sont conscients de la situation de leur pays et sont prêts pour le changement<sup>125</sup>.

Enfin, *Ya* est un quotidien conservateur, populaire, de tendance catholique démochrétienne. Entre 1952 et 1974, il est dirigé par Aquilino Morcillo, qui succède au phalangiste Juan José Pradera Ortega<sup>126</sup>. Durant cette période, *Ya* est sensible aux changements qui se produisent au sein de la société et de l'Église. Le titre, en syntonie avec la hiérarchie ecclésiastique espagnole et les conclusions du concile de Vatican II, aspire à la démocratisation du régime et diffuse des articles dans ce sens<sup>127</sup>. Ainsi, entre juin 1973 et février 1977, toutes les semaines, il publie un texte de *Tácito*, groupe de jeunes professionnels et universitaires qui dénoncent l'autoritarisme du régime et proposent un modèle de société démocratique, chrétienne et ouverte sur l'Europe<sup>128</sup>. En février 1975, le collectif signe un article dans lequel il liste ses aspirations pour le futur de la nation, aspirations parmi lesquelles se trouvent la création d'un parlement élu démocratiquement par les plus de dix-huit ans, le respect de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme ou la reconnaissance des spécificités régionales<sup>129</sup>. Les textes de *Tácito* deviennent si populaires que d'autres journaux finissent par les publier à leur tour<sup>130</sup>. À la mort de Franco, de nombreux membres de *Tácito* participent à la création des formations politiques comme Unión de Centro Democrático (UCD) et Alianza Popular (AP), ce qui explique la fin de son activité dès les premières élections générales de 1977<sup>131</sup>. Le quotidien *Ya*, quant à lui, poursuit sa trajectoire jusqu'en 1988 mais c'est bien durant les

---

<sup>123</sup> *Ibid.*, p. 88.

<sup>124</sup> À début des années 1960, *Triunfo* rencontre des problèmes de trésorerie et se voit contraint de collaborer avec une société éditrice peu encline à accepter la publication d'articles critiques, d'où cette latence entre 1962 et 1969, *ibid.*, p. 104.

<sup>125</sup> AUMENTE José ¿Estamos preparados para el cambio? *Triunfo*. 26 avril 1975, n° 656, cité dans CASTRO TORRES, *op. cit.*, p. 106.

<sup>126</sup> Entre 1974 et 1980, la direction est assurée par Alejandro Fernández Pombo, puis par Manuel Jiménez Quílez jusqu'en 1981 et José María Castaños jusqu'en 1983. ALFÉREZ, *op. cit.*, p. 50.

<sup>127</sup> *Ibid.*, p. 53.

<sup>128</sup> CASTRO TORRES, *op. cit.*, p. 125.

<sup>129</sup> *Ibid.*, p. 127.

<sup>130</sup> C'est le cas des titres suivants : *Aragón Express* et *El Heraldo de Aragón* de Saragosse, *Diario de Barcelona*, *Diario de Burgos*, *Diario de Mallorca*, *Diario de Navarra*, *El Correo de Andalucía* de Séville, *El Día de Tenerife*, *el Diario Montañés* de Santander, *El Ideal* de Grenade et de Lugo, *Hoy de Badajoz*, *La Región* d'Orense, *La Verdad* de Murcie, *La Voz de Asturias*, *La Voz* d'Avilès, *Las Provincias* de Valence, *ibid.*

<sup>131</sup> *Ibid.*, p. 128.

dernières années franquistes, lorsqu'il s'engage pour la démocratie, qu'il rencontre le plus de succès<sup>132</sup>.

Ainsi, les publications antifranquistes profitent des marges de liberté offertes par la *Ley de Prensa e imprenta* de 1966 pour dénoncer l'autoritarisme du régime et proposer des alternatives pour le futur. Malgré les menaces de sanctions administratives parfois très lourdes – fermeture définitive de la publication et / ou interdiction d'exercer la profession de journaliste – les médias d'opposition s'engagent pour la démocratie. Il s'agit pour eux d'interpeller la société espagnole et de maintenir la pression sur le gouvernement, particulièrement lorsque la mort de Franco semble imminente. La presse agit alors comme un « parlement de papier », succédané de forum public dans lequel chacun s'exprime et débat autour de l'avenir de la nation, puisque le parlement où siègent les *procuradores* franquistes ne remplit pas réellement ce rôle. Ainsi, nombre de titres reposent davantage sur des initiatives citoyennes d'intellectuels concernés par le devenir politique espagnol que sur des projets de journalistes professionnels<sup>133</sup>. D'ailleurs, Isabelle Renaudet insiste sur le « syncrétisme politique des revues antifranquistes » : les courants d'opposition les plus divers s'unissent pour donner vie à ces publications, faisant fi de leurs différences<sup>134</sup>. Cette presse engagée inspire les lecteurs. Ils ne sont pas extrêmement nombreux par rapport à l'ensemble de la population espagnole mais ce sont les élites de la nation, ceux qui participeront à l'avènement démocratique<sup>135</sup>. En outre, cette presse antifranquiste conforte et influence certains secteurs qui commencent à se mobiliser. Au cours des années 1960 et 1970, des tensions surgissent dans les universités, dans les périphéries des grandes villes, tandis qu'au sein de l'Église, le malaise va grandissant. Ces trois groupes sociaux en particulier s'organisent pour faire entendre leurs revendications. Peu à peu, par l'intromission des partis clandestins et grâce à la légitimation de la presse d'opposition, ils se teintent de politique et font pression sur un franquisme à bout de souffle.

### **I. 1. D. La contestation sociale**

---

<sup>132</sup> Ya vend alors environ 160 000 exemplaires par jour, CASTELLANI Jean-Pierre, URABAYEN Miguel. *Décrypter la presse écrite espagnole*. Paris : Presse Universitaires de France, 2000, 202 p. (Major), p. 74.

<sup>133</sup> Isabelle Renaudet souligne l'importante proportion de collaborateurs par rapport aux journalistes à plein temps. Pour beaucoup, il ne s'agit pas de gagner sa vie en publiant mais de participer à l'évolution politique espagnole, RENAUDET, *op. cit.*, p. 88.

<sup>134</sup> C'est le cas, par exemple, au sein de la rédaction de *Triunfo* ou de *Presencià*. Cette hétérogénéité fragilisera les publications lors de la Transition et beaucoup de groupes finiront par se séparer, *ibid.*, p. 90.

<sup>135</sup> *Ibid.*, p. 66.

Les premières pousses du mouvement étudiant, qui fleurira pleinement dans les années 1960, percent les terres nationales bien avant le miracle économique. Il ne s'agit pas encore d'un mouvement social massif mais de petits groupes d'universitaires qui s'opposent à l'idéologie franquiste et protestent contre la carence démocratique au sein de leurs établissements. Parmi les noms de ces étudiants contestataires figurent ceux de la plupart des futurs grands intellectuels de gauche, comme Rafael Sánchez Ferlosio ou Alfonso Sastre<sup>136</sup>.

En 1946, un petit groupe madrilène, mené par Manuel Lamana et Nicolás Sánchez Albornoz, redonne vie à la Federación Universitaria Escolar (FUE), syndicat étudiant républicain, interdit après la guerre au profit du syndicat phalangiste officiel, le Sindicato Universitario Español (SUE)<sup>137</sup>. Ces étudiants distribuent des pamphlets, des poèmes engagés, ou écrivent des graffitis. Leurs actions, pour innocentes qu'elles puissent sembler, ne sont pas sans risques puisque plusieurs d'entre eux sont arrêtés. Ainsi, pour leur tentative avortée de rétablissement de la FUE, Manuel Lamana et Nicolás Sánchez Albornoz sont condamnés à deux et quatre ans de prison respectivement<sup>138</sup>.

Au milieu des années 1950, un autre groupe, de sensibilité communiste, se crée autour d'Enrique Múgica, Ramón Tamames et Javier Pradera. Très vite, ce dernier décide d'infiltrer la SEU afin de lancer un premier affront au régime qui prendra forme en octobre 1955, lors du décès d'Ortega y Gasset. De fait, le philosophe, libéral, laïque et ouvert sur l'Europe, a de quoi inspirer les mouvements de protestation étudiante. José Lasaga Medina, professeur de philosophie et chercheur à l'Institut Ortega y Gasset revient sur ce coup d'éclat :

En la reconstrucción de los hechos, Julio Diamante, secretario del mencionado congreso, recuerda que el grupo vinculado a éste decidió “que había que organizar un homenaje laico”. Los estudiantes fueron convocados mediante una octavilla al patio de la Universidad de San Bernardo. Asistió un elevado número. Después de algunas intervenciones (Tamames, López Pacheco) se tomó la decisión de llevar una corona de flores con una leyenda que rezaba “Ortega y Gasset, filósofo liberal de la juventud española”. Se inició así la primera manifestación antifranquista de naturaleza política que atravesó el centro de Madrid, camino del cementerio, situado a orillas del Manzanares, del que, medio siglo antes, el propio Ortega había dicho que no era un río, sino una “ironía líquida”. Al llegar junto a la tumba de nuevo tomaron la palabra algunos de los organizadores. Diamante recuerda que habló Sánchez-Dragó. Lizcano, cuya reconstrucción coincide en lo esencial con la de Julio Diamante, relata que éste se dirigió “a la multitud congregada en una intervención corta pero audaz, lamentando la muerte de un paladín de la

---

<sup>136</sup> BENNASSAR, Les générations de la post-guerre. Les règles..., in : BENNASSAR (dir.), *op. cit.*, p. 849.

<sup>137</sup> *Ibid.*, p. 848.

<sup>138</sup> De laquelle ils parviendront à s'échapper lors d'un transfert vers le Valle de los Caídos, *ibid.*

libertad. Al dar por terminado el acto, no pudo reprimir un broche cínico y dijo: “Ya era hora que el viejo sirviera para algo”. Múgica se apresuró a recriminárselo...”<sup>139</sup>.

Après ce galop d’essai, les événements se précipitent en février 1956, quand Ramón Tamames, Miguel Sánchez Mazas et Dionisio Ridruejo rédigent un manifeste pour les étudiants de Madrid, à l’intention du gouvernement. Ce dernier, lu simultanément dans plusieurs universités européennes et signé par 3 000 étudiants, dénonce le système universitaire espagnol, qui restreint les libertés étudiantes – en particulier, celle d’exprimer une pluralité d’opinions au sein de syndicats libres – et n’offrirait pas d’avenir à la nouvelle génération<sup>140</sup>. Les étudiants expliquent ainsi que

las causas de este desolador panorama, del que ningún buen fruto puede esperarse, son múltiples y hunden sus raíces en todo el clima material y espiritual de nuestra actual sociedad, pero vienen a resumirse y anudarse en una: la organización que hoy se atribuye cada día de un modo más ilusorio al monopolio del pensamiento, de la expresión y de la vida corporativa de la vida universitaria en el aspecto profesional, social, cultural e internacional, posee una estructura artificiosa que o no permite o tergiversa la auténtica manifestación y representación de los universitarios<sup>141</sup>.

Malgré sa valeur historique, cette première vague d’opposition étudiante est encore balbutiante, confidentielle, et ne concerne qu’un nombre réduit d’individus. Toutefois, elle donnera le ton à un mouvement qui, grâce à la massification de l’accès à l’université, ne fera que gagner de l’ampleur jusqu’à la fin de la dictature.

La généralisation de l’éducation supérieure s’accompagne en effet d’une montée en puissance de la contestation étudiante. Les revendications sont politiques et éducatives : liberté d’expression, réforme éducative et amélioration des conditions d’études car, face à l’afflux d’étudiants, le régime peine à moderniser l’université. Elles sont aussi sociales puisque de nombreux jeunes gens critiquent l’impérialisme, la violence et le consumérisme<sup>142</sup>. Ils s’engagent également sur de nouvelles problématiques, comme le féminisme ou l’écologie, qui

---

<sup>139</sup> LASAGA MEDINA José. La invención del Orteguismo. In : *Circunstancia: Revista de ciencias sociales del Instituto Universitario de Investigación Ortega y Gasset* [en ligne]. Janvier 2013, vol. XI, n° 30. Disponible sur : « [https://ortegaygasset.edu/wp-content/uploads/2019/05/Circunstancia\\_Numero\\_30\\_Enero\\_2013.pdf](https://ortegaygasset.edu/wp-content/uploads/2019/05/Circunstancia_Numero_30_Enero_2013.pdf) » (consulté le 10 mars 2020).

<sup>140</sup> BENNASSAR, Les générations de la post-guerre. Les règles du jeu..., in : BENNASSAR (dir.), *loc. cit.*

<sup>141</sup> *Manifiesto a los universitarios madrileños* [en ligne]. Madrid, 1 février 1956. Disponible sur : « <https://archivodelatransicion.es/fondo-documental/movimientos-sociales-y-obreros/estudiantes-madrid> » (consulté le 25 juin 2020).

<sup>142</sup> BALFOUR, J. MARTÍN GARCÍA, in : QUIROSA-CHEYROUZE Y MUÑOZ (éd.), *op. cit.*, p. 52.

ne figurent pas à l'ordre du jour des partis politiques d'opposition<sup>143</sup>. La plupart des meneurs du mouvement étudiant sont néanmoins liés à ces partis d'opposition communistes, socialistes voire, dans une moindre mesure, anarchistes. De fait, la collaboration entre militants politiques et étudiants n'offre que des avantages puisqu'elle permet aux premiers de répandre leurs principes, d'expliquer les idées du parti et d'attirer de nouveaux adhérents, et aux seconds de bénéficier des outils et du savoir-faire de leurs aînés<sup>144</sup>. Par exemple, en 1956, la Asociación Socialista Universitaria<sup>145</sup>, créée par un groupe d'étudiants madrilènes, entre en contact avec Rodolfo Llopis, secrétaire général du PSOE en exil, afin de coordonner des actions<sup>146</sup>. Comme le précise Alberto Carrillo Linares,

en definitiva, los partidos introdujeron cuestiones expresamente políticas del discurso estudiantil con una gran emotividad y capacidad de movilización, pero su influencia no pasó por el control del movimiento sino que más bien se traducía en la posibilidad de inspirar las agendas o exportar formas organizativas y de acción<sup>147</sup>.

Les partis politiques clandestins représentent donc un appui non négligeable pour l'opposition étudiante, puisqu'ils l'aident à structurer ses actions et son discours.

Le contexte occidental est lui aussi particulièrement favorable à la montée en puissance de la mobilisation étudiante espagnole. Aux États-Unis, le *Free Speech Movement*, initié par les étudiants de Berkeley en 1964-1965, réclame la liberté d'expression à l'université et milite contre la guerre du Vietnam<sup>148</sup>. En mai 1968, les étudiants français – rapidement soutenus par le mouvement ouvrier – se soulèvent contre la société traditionnelle incarnée par le président Charles de Gaulle, l'impérialisme américain, le militarisme, le capitalisme et le consumérisme. Les révoltes et les grèves qui se prolongent durant plusieurs semaines paralysent le pays. Enfin, les événements du Printemps de Prague enthousiasment et galvanisent l'opposition.

En Espagne, les étudiants remportent une victoire en 1965 puisque le régime décide de dissoudre la SEU, incapable d'étouffer la mobilisation et fortement infiltrée par les étudiants contestataires. En mars 1966, ces derniers donnent naissance au Sindicato Democrático de

---

<sup>143</sup> CARRILLO-LINARES Alberto. “¿Y nosotros, qué?”: El movimiento estudiantil durante la transición política española. In : QUIROSA-CHEYROUZE Y MUÑOZ (éd.), *op. cit.*, p. 221-235, p. 229.

<sup>144</sup> PÉREZ LEDESMA Manuel. “Nuevos” y “viejos” movimientos sociales en la Transición. In : MOLINERO (éd.), *op. cit.*, p. 117-152, p. 144.

<sup>145</sup> Dont le nom changera rapidement pour celui de Agrupación Socialista Universitaria.

<sup>146</sup> MATEOS Abdón. *Historia del PSOE en transición: De la renovación a la crisis, 1970-1988*. Madrid : Sílex, 2017, 278 p. (Serie Historia), p. 18.

<sup>147</sup> CARRILLO-LINARES, in : QUIROSA-CHEYROUZE Y MUÑOZ (éd.), *op. cit.*, p. 226.

<sup>148</sup> *Ibid.*, p. 221.



Estudiantes Universitarios, créé lors de l'assemblée du couvent des Capucins de Sarriá, à Barcelone. Ce syndicat officieux, que le régime surveillera de près et tentera en vain de démanteler, s'étend à la plupart des universités espagnoles au cours des deux années suivantes<sup>149</sup>. En 1968, le mouvement se durcit : les étudiants espagnols organisent des grèves, incendient des autobus, coupent le trafic... Le 20 janvier, à Madrid, l'un d'entre eux décroche le crucifix de la salle 217 de la faculté de philosophie et le lance sur un fourgon de police<sup>150</sup>. Le gouvernement riposte dès le mois de mars en permettant à la police de pénétrer sur les campus sans l'autorisation des recteurs. La tension monte et les affrontements font des blessés. En mai 1968, l'université Complutense de Madrid autorise le concert du chanteur Raimón qui deviendra un événement symbolique de contestation du régime autoritaire, comme l'explique le journaliste Fernando Palmero,

en la facultad de económicas, el cantautor Raimon, en un vestíbulo abarrotado de pancartas reivindicativas y banderas revolucionarias, dio un recital histórico, en el que incluyó varios temas en catalán, tras el cual se organizó la marcha hacia el centro de la ciudad más numerosa del año, en la que fueron detenidas al menos 100 personas<sup>151</sup>.

Le point culminant des affrontements entre les étudiants et la police a lieu en janvier 1969 lorsque, dans une manifestation, Enrique Ruano, étudiant et militant antifranquiste, est arrêté. Après trois jours de détention, la police l'exécute et maquille l'assassinat en suicide. Le meurtre d'Enrique Ruano aura deux conséquences majeures. Tout d'abord, il engendre une vague de colère étudiante si puissante que le gouvernement proclame l'état d'urgence. La violence de la répression franquiste qui en résulte démobilise les foules universitaires, jusqu'à la nouvelle vague de contestation de 1973<sup>152</sup>.

La deuxième conséquence de cet assassinat tient au retentissement qu'il rencontre auprès de l'opinion publique. En effet, dans un contexte de transformation sociale et de modernisation, la mort d'un jeune étudiant heurte les Espagnols, y compris les moins politisés. La gestion de la crise par le régime franquiste a un impact sur sa progressive délégitimation. De

---

<sup>149</sup> BALFOUR, J. MARTÍN GARCÍA, in : QUIROSA-CHEYROUZE Y MUÑOZ (éd.), *op. cit.*, p. 53.

<sup>150</sup> PALMERO Fernando. Estudiantes contra la dictadura. *Elmundo.es* [en ligne]. Édition spéciale pour la commémoration des événements de mai 1968. Mai 2018. Disponible sur : « <https://lab.elmundo.es/mayo-del-68/espana.html> » (consulté le 5 mars 2020).

<sup>151</sup> *Ibid.*

<sup>152</sup> Avec l'avènement de la démocratie, le mouvement étudiant délègue l'opposition politique aux partis et se recentre sur des demandes de type académique, CARRILLO-LINARES, in : QUIROSA-CHEYROUZE Y MUÑOZ (éd.), *op. cit.*, p. 230.

fait, selon Juan Luis Cebrián, l'assassinat d'Enrique Ruano est une erreur stratégique car il marque la population :

Pertenecía a una familia bien, adicta al régimen, y era vecino del barrio de Salamanca de Madrid, donde moraba lo más florido de la dirigencia franquista. Su asesinato fue un aldabonazo en la conciencia de muchos de sus miembros, una prueba más de la decrepitud del sistema<sup>153</sup>.

Certains titres de presse, peu engagés dans la lutte antifranquiste, déplorent cette escalade de violence. C'est le cas de *La Vanguardia* qui, bien qu'en faveur de l'évolution démocratique, rejette toute action brutale et illégale. Dans son éditorial du 18 janvier 1969, le journal condamne la prise d'assaut de l'université de Barcelone par les étudiants<sup>154</sup>. En revanche, la presse d'opposition soutient la contestation. Par exemple, dans « La protesta no es siempre moralmente condenable », publié en 1967, le quotidien *Madrid* défend les revendications étudiantes et dénonce la répression policière<sup>155</sup>. De même, des intellectuels reconnus et respectés apportent leur appui aux manifestations. C'est le cas de José Luis López Aranguren, de Tierno Galván et d'Agustín García Calvo, tous trois renvoyés de leur chaire en 1965 pour cette raison. À partir des années 1970, les jeunes professeurs non titulaires se joignent à eux pour défendre leurs étudiants<sup>156</sup>. Ainsi, même si les meneurs ne sont pas très nombreux, la mobilisation, encouragée par les milieux les plus respectés, prend de l'ampleur et ébranle l'image du régime, qui expose son impuissance en ne répondant que par la coercition<sup>157</sup>. Aussi, Juan Luis Cebrián conclut-il que « el fermento del cambio comenzó por la universidad y las playas »<sup>158</sup>.

La réaction franquiste est d'autant plus malvenue que les étudiants n'ont pas vocation à demeurer à l'université mais à intégrer le monde du travail. Or, en réprimant ces contestations, le gouvernement perd la loyauté de toute une génération de jeunes diplômés, génération qui aurait pu renouveler les cadres franquistes<sup>159</sup>. D'autre part, en entrant dans la vie professionnelle, ces anciens étudiants propagent la contestation au sein de tous les corps de métiers. Ainsi, ce ne sont plus uniquement des ouvriers qui manifestent mais aussi des journalistes, des architectes ou des médecins, ce qui, aux yeux des Espagnols, peut conférer une

---

<sup>153</sup> CEBRIÁN, *op. cit.*, chapitre 2.

<sup>154</sup> El recurso de siempre. *La Vanguardia*. 18 janvier 1969, p. 3, cité par BARRERA, NOGUÉ, *op. cit.*, p. 220.

<sup>155</sup> La protesta no es siempre moralmente condenable. *Madrid*. 30 janvier 1967, cité dans CASTRO TORRES, *op. cit.*, p. 3.

<sup>156</sup> BALFOUR, J. MARTÍN GARCÍA, in : QUIROSA-CHEYROUZE Y MUÑOZ (éd.), *op. cit.*, p. 53-55.

<sup>157</sup> YSÀS, in : MOLINERO (éd.), *op. cit.*, p. 41.

<sup>158</sup> CEBRIÁN, *loc. cit.*

<sup>159</sup> BALFOUR, J. MARTÍN GARCÍA, in : QUIROSA-CHEYROUZE Y MUÑOZ (éd.), *loc. cit.*

légitimité accrue à l'opposition au régime. Le mécontentement pénètre ainsi dans des milieux inédits et jusqu'alors acquis au franquisme.

La mobilisation étudiante a donc un impact sur les transformations sociales. Elle vient grossir un mécontentement qui se généralise. Ce ne sont plus uniquement les secteurs d'oppositions traditionnels qui élèvent leur voix contre les carences démocratiques mais les Espagnols historiquement moins politisés comme les travailleurs de classe moyenne ou les mères de famille. Au cours des années 1960 et 1970, ils s'organisent au sein d'associations de voisins. Ces groupes participent également à affaiblir la dictature.

Les associations de voisins naissent avec la tertiarisation de l'économie espagnole car cette dernière entraîne un exode rural important vers les principaux centres d'activités tel que Madrid, Barcelone ou Bilbao<sup>160</sup>. En réponse à la pression locative, les municipalités construisent à la hâte de nouveaux logements, en général de mauvaise facture, alors qu'en parallèle prolifèrent les bidonvilles. Légaux ou pas, ces quartiers périphériques sont dépourvus des infrastructures essentielles au confort de leurs habitants. Dans le meilleur des cas, ils manquent d'écoles, de centres de soin ou d'un réseau de transport efficace, dans le pire des cas, les habitations n'ont ni l'eau courante ni l'électricité et les rues ne sont pas goudronnées. À la fin des années 1960, grâce à l'essor économique espagnol, la situation s'améliore puisque le nombre de bidonvilles diminue, les masures ne devenant plus que des solutions de transit avant d'accéder à un véritable logement<sup>161</sup>. Néanmoins, les carences persistent dans les quartiers périphériques et leurs habitants se sentent marginalisés<sup>162</sup>.

Grâce à la loi d'association de 1964, ils peuvent s'unir pour former des groupes de pression censés améliorer leurs conditions de vie<sup>163</sup>. Dans un premier temps, ces associations de voisins ne visent pas à renverser le régime. Elles sont une réponse spontanée et collective à des problèmes concrets<sup>164</sup>. Elles regroupent des secteurs hétéroclites de la population comme des travailleurs salariés, des femmes au foyer, des parents d'élèves ou des petits entrepreneurs. Ils réclament par exemple un meilleur approvisionnement en eau potable – dans certaines villes d'Andalousie, en été, l'eau n'est disponible au robinet que quelques heures par jour – un ramassage des ordures plus fréquent pour éviter la prolifération des nuisibles, ou un meilleur

---

<sup>160</sup> BENNASSAR, Les générations du développement. La nouvelle..., in : BENNASSAR (dir.), *op. cit.*, p. 874.

<sup>161</sup> *Ibid.*, p. 911.

<sup>162</sup> FERNÁNDEZ AMADOR Mónica, QUIROSA-CHEYROUZE Y MUÑOZ Rafael. El movimiento vecinal: la lucha por la democracia desde los barrios. In : QUIROSA-CHEYROUZE Y MUÑOZ (éd.), *op. cit.*, p. 207-220, p. 209.

<sup>163</sup> *Ley 191/1964, de 24 de diciembre, de Asociaciones* [en ligne]. BOE n° 311, 28 décembre 1964. Disponible sur : « <https://www.boe.es/boe/dias/1964/12/28/pdfs/A17334-17336.pdf> » (consulté le 25 juin 2020).

<sup>164</sup> FERNÁNDEZ AMADOR, QUIROSA-CHEYROUZE Y MUÑOZ, in : QUIROSA-CHEYROUZE Y MUÑOZ (éd.), *op. cit.*, p. 208.

éclairage public. Ensemble, ils distribuent des tracts, organisent des *settings* et des manifestations. Ils peuvent également compter sur le soutien d'un secteur de l'Église qui met à leur disposition des locaux pour les réunions, ainsi que sur celui de nombreux avocats qui offrent un appui juridique à leurs réclamations. Les associations de voisins forment donc une sorte de laboratoire démocratique puisqu'à partir de revendications pragmatiques, elles s'organisent et planifient des actions de terrain afin de remettre en question la conduite et les choix des municipalités.

Or, bien souvent, les pouvoirs publics négligent leurs demandes, ce qui ne fait qu'exacerber et politiser leurs revendications. Ainsi, Mónica Fernández Amador et Rafael Quirosa-Cheyrouze y Muñoz expliquent comment, dans la banlieue madrilène, une demande liée à la vétusté d'un immeuble se transforme en véritable affrontement politique :

uno de los casos más representativos de la lucha vecinal contra la marginación derivada de una incorrecta planificación urbanística estuvo protagonizado por la madrileña Asociación de Vecinos de Guetaria, que fue creada de manera ilegal a finales de 1973 en el Poblado de Orcasitas. La falta de soluciones satisfactorias por parte de las autoridades ante el riesgo de hundimiento de los edificios y la demora en el cumplimiento de los plazos acordados propiciaron que los habitantes del barrio decidieron movilizarse, convocando asambleas en la parroquia, manifestaciones, sentadas, cortes de carreteras... Las constantes protestas dieron lugar a duros enfrentamientos con la policía, que progresivamente crecieron en intensidad y violencia. Las medidas represivas utilizadas por las fuerzas de seguridad, que llegaron incluso a cargar contra menores, fueron denunciadas ante la opinión pública, las embajadas extranjeras, el Parlamento y el rey. De esta forma, el problema adquirió una dimensión que escapaba de los límites de la barriada y exigía la adopción de medidas por parte de las instancias gubernamentales, sobre cuya actuación los medios de comunicación ejercieron un fuerte control<sup>165</sup>.

Devant l'inertie des municipalités et la réponse violente du gouvernement, nombreux sont les membres d'associations de voisins à prendre conscience de la nécessité d'une société plus démocratique :

Los vecinos empezaron a cuestionar públicamente la legitimidad de las instituciones locales y a lanzar duras críticas contra la inoperancia de las autoridades municipales, cuya actuación no respondía a la voluntad de la sociedad civil en su conjunto. [...] Así, en Valladolid la Asociación de Cabezas de Familia de Las Delicias decidió no reconocer al alcalde que fuera elegido en el proceso electoral de enero de 1976, de acuerdo con la nueva normativa legal, por considerar que era impuesto y que su nombramiento no se ajustaba a las circunstancias políticas y sociológicas existentes en el país tras la muerte de Franco <sup>166</sup>.

---

<sup>165</sup> *Ibid.*, p. 214.

<sup>166</sup> *Ibid.*, p. 217.

Cet exemple est révélateur d'un glissement vers des revendications politiques de la part des associations. D'ailleurs, l'opposition politique et syndicale ne tarde pas à intervenir dans la lutte municipale. En s'appuyant sur la même logique que pour les contestations étudiantes, les militants cherchent à diffuser leurs idées et à mobiliser de nouveaux adhérents tout en apportant leur concours à la contestation. Ainsi, des liens solides se sont tissés entre les associations de voisins catalanes et les CCOO<sup>167</sup>. La presse d'opposition, elle aussi, joue un rôle dans la construction de l'opposition citoyenne des quartiers périphériques. Selon Isabelle Renaudet,

en se faisant l'écho des problèmes de la Cité, les publications antifranquistes remplissent une fonction de catalyseur, tant en amont, au moment de susciter les initiatives, qu'en aval, quand il s'agissait de les relayer, de les faire connaître. Par leur discours, elles contribuèrent donc à modeler les comportements, à peser sur les décisions de la communauté, préparant l'opinion publique à l'après-franquisme, à l'avènement de la démocratie<sup>168</sup>.

Finalement, à la mort de Franco, de nombreux leaders de quartier abandonnent ce type de lutte pour intégrer les partis politiques fraîchement légalisés, provoquant ainsi l'essoufflement de cette forme de mouvement citoyen.

Durant la quinzaine d'années précédant la mort du dictateur, la contestation contamine donc tous les secteurs de la société franquiste : les formations politiques et syndicales, les étudiants et les habitants et travailleurs des zones périphériques. Elle parvient même jusqu'à un des piliers du régime : l'Église.

À l'aube de la dictature, l'Église espagnole jouit d'un statut avantageux. Le clergé, coordonné par la Acción Católica Española, a la main mise sur le système éducatif espagnol. Dans un premier temps, l'institution est donc une précieuse alliée car elle façonne et surveille les masses. Pourtant, à partir du milieu des années 1950, un malaise grandissant s'insinue parmi les prêtres qui constatent que la misère subsiste en Espagne, bien après la guerre. Certains considèrent alors que le gouvernement est fautif car il ne fournit pas aux plus humbles les moyens d'en sortir. L'Espagne de Franco, censée donner vie aux valeurs catholiques, n'a pas rempli son engagement. Certes, l'État organise régulièrement des actions de charité dans les zones les plus pauvres, mais les aspirations à une véritable justice sociale, elles, sont restées lettre

---

<sup>167</sup> *Ibid.*, p. 211.

<sup>168</sup> RENAUDET, *op. cit.*, p. 239.

morte<sup>169</sup>. D'autre part, dans le cadre de leur formation, beaucoup de prêtres novices étudient à l'étranger, le plus souvent en Italie. Or, en fréquentant des sociétés démocratiques, ils apprécient davantage les incohérences et les limitations du franquisme<sup>170</sup>. Leurs questionnements déontologiques les éloignent du régime. Selon Bartolomé Bennassar,

il ne fait pas de doute que la découverte d'autres pratiques et d'autres idées ait considérablement influencé ce nouveau clergé, suscitant un désarroi considérable, idéologique et moral, comme le prouva l'enquête de 1970 menée auprès du clergé paroissial (environ les deux tiers de ce clergé, avec 85 % de réponses) : parmi les moins de 30 ans : seuls 4,2 % se satisfaisaient du régime en vigueur ; si la quasi-totalité de ces prêtres se détournait du communisme et de l'anarchisme, 47,2 % d'entre eux avouaient leurs préférences politiques pour le socialisme, et le pourcentage des prosocialistes était encore de 24,8 % si l'on considérait l'ensemble du clergé, avec 21,7 % de favorables à la monarchie (indéterminée), 6 % à la république (tout aussi indéterminée) et 10,5 % au régime. Mais le désarroi était encore plus profond au plan religieux et moral, 39 % des curés ayant confessé un certain nombre d'incertitudes théologiques et plus de la moitié d'entre eux leurs hésitations sur des problèmes de morale<sup>171</sup>.

Face à cette confusion éthique et dans le but de donner un sens à leurs actions, beaucoup de prêtres s'engagent dans l'opposition au régime. Cette participation peut prendre plusieurs formes comme le travail de terrain au sein de la Hermandad Obrera de Acción Católica (HOAC) et de sa branche jeunesse, la Juventud Obrera Católica (JOC). Comme l'explique Juan Manuel Guillem Mesado, ces organisations religieuses « manifestaron la incoherencia de una sociedad que, tildándose de “cristiana”, actuaba de forma escandalosa »<sup>172</sup>. La HOAC et la JOC collaborent volontiers avec les associations de voisins, les mouvements ouvriers et les partis politiques, généralement en leur prêtant des locaux pour se réunir<sup>173</sup>. Les prêtres dissidents s'expriment également à travers des publications religieuses engagées telles que *El Ciervo*<sup>174</sup>, *Oriflama*<sup>175</sup> ou *Serra d'Or*. Editée par le monastère de Montserrat, ce titre profite de la loi sur la presse de 1966 pour critiquer plus ouvertement le régime. Par exemple, en mai 1966, 130

---

<sup>169</sup> GUILLEM MESADO Juan Manuel. Luz y sal: movimiento católico en tiempos de cambio. In : QUIROSA-CHEYROUZE Y MUÑOZ (éd.), *op. cit.*, p. 237-255, p. 240.

<sup>170</sup> BENNASSAR, Les générations du développement. De la croissance..., in : BENNASSAR (dir.), *op. cit.*, p. 932.

<sup>171</sup> *Ibid.*

<sup>172</sup> GUILLEM MESADO, *op. cit.*, p. 242.

<sup>173</sup> De fait, la religion est de moins en moins associée aux partis de droite puisqu'à la mort de Franco, il n'est pas rare de compter des catholiques dans les organes de directions du PSOE, du PCE, de la Organización Revolucionaria de Trabajadores (ORT) des CCOO, de la UGT ou de la Unión Sindical Obrera, l'origine de cette dernière étant à la fois catholique et ouvrière, *ibid.*, p. 249.

<sup>174</sup> *Ibid.*, p. 246.

<sup>175</sup> *Oriflama* est édité par le diocèse de Vic. À partir de l'arrivée de son nouveau directeur, Josep María Huertas Claverías, en 1968, la revue se laïcise et s'engage progressivement. Le diocèse continue à l'éditer même si les articles publiés ne sont pas toujours à son goût, RENAUDET, *op. cit.*, p. 80.

prêtres défilent pacifiquement à Barcelone pour protester contre la répression du mouvement étudiant par les forces de l'ordre. Or, durant leur marche, eux aussi sont victimes de violences policières. *Serra d'Or* publie alors un éditorial pour relayer et dénoncer ces attaques<sup>176</sup>.

L'Église dissidente peut également compter sur les sermons critiques de ses prêtres. Juan Manuel Guillem Mesado explique même que

tan frecuentes fueron las homilías hostiles que el Gobierno, para atajar esta práctica y agilizar las secciones, acabó por aplicar multas de hasta medio millón de peseta. Las más corrientes equivalían a más de cinco años de salario de un párroco. Cuando el cura no pagaba se le enviaba a prisión. Fue tal el número de multas que el semanario religioso *Vida Nueva* llegó a publicar un viñeta [*sic*] en la que un cura comenzaba su predicación diciendo: "Carísimos hermanos, y nunca mejor dicho porque no sabéis lo que me va a costar esta homilía"<sup>177</sup>.

Les foyers de contestation se développent tellement que le régime ouvre une prison spécialement destinée aux religieux dissidents<sup>178</sup>. Cependant, ces derniers ne sont pas isolés puisque leur hiérarchie est elle aussi de plus en plus défavorable à la dictature. Nombreux sont les évêques à exprimer publiquement leur rejet du franquisme. Un cas emblématique est celui d'Antonio Añoveros Ataún, évêque de Bilbao, qui en 1974 prononce une homélie dans laquelle il défend le droit du peuple basque à utiliser sa langue et à revendiquer ses particularités culturelles. Or, à peine trois mois après l'assassinat de Carrero Blanco par les terroristes basques de l'Euskadi Ta Askatasuna (ETA), l'homélie excède le gouvernement qui décide de bannir l'évêque. La Conférence épiscopale, de tendance libérale, est contrainte d'intervenir. Après avoir menacé Franco d'excommunication, elle obtient la fin des poursuites contre Antonio Añoveros. Ironie du sort pour le régime, durant l'affaire, l'évêque se déplace à Madrid et c'est l'image d'un homme d'âge mûr, *txapela* basque sur la tête, que filme et retranscrit la télévision espagnole<sup>179</sup>. La presse se fait elle aussi largement l'écho de cette affaire. *La Vanguardia*, prudent, regrette que la situation se soit envenimée et en appelle au calme<sup>180</sup> alors que les publications antifranquistes voient en Antonio Añoveros, et dans les autres dignitaires de l'Église opposés au régime, des alliés pour combattre la dictature. Ils se mettent à publier leurs homélies. C'est le cas du quotidien *Madrid* qui retranscrit « El silencio, una forma de mentira »,

---

<sup>176</sup> La publication se voit alors poursuivie par la Dirección General de la Prensa, *ibid.*, p. 78-79.

<sup>177</sup> *Ibid.*, p. 250.

<sup>178</sup> YSÀS, in : MOLINERO (éd.), *op. cit.*, p. 45.

<sup>179</sup> CEBRIÁN, *op. cit.*, chapitre 6.

<sup>180</sup> CASTRO TORRES, *op. cit.*, p. 226.

signée par le propre Antonio Añoveros, le 16 décembre 1968<sup>181</sup> ou de *Cuadernos para el Diálogo* qui diffuse les homélies des évêques de Bilbao et de Pampelune durant l'état d'exception de 1969<sup>182</sup>. En général, la presse est favorable aux recommandations du concile de Vatican II et pousse le franquisme à les appliquer<sup>183</sup>.

L'opposition à la dictature émane aussi directement du pape car, si Pie XII s'est montré complaisant avec Franco, il n'en va pas de même pour ses successeurs. En 1962, Jean XXIII, arrivé à la papauté quatre ans auparavant, organise le concile œcuménique Vatican II. Ce dernier représente un tournant pour l'Église catholique puisqu'elle se modernise et se tourne davantage vers ses fidèles. Juan Manuel Guillem Mesado explique ainsi que « la Iglesia, aunque desde diferentes principios, comenzó a compartir plenamente con la modernidad la importancia del hombre y a reconocer sus capacidades. Luchar por dignificar al hombre, por su libertad, se convirtió en tarea compartida de creyentes y no creyentes »<sup>184</sup>. Il n'est plus question pour le Vatican de soutenir le régime autoritaire. Il se met à jouer de son influence pour ouvrir l'Église espagnole. Ainsi, en 1967, c'est Luigi Dadaglio, de tendance libérale, que Paul VI choisit comme nonce apostolique pour l'Espagne<sup>185</sup>. L'année suivante, le pape désigne Vicente Enrique y Tarancón, qui avait déjà exprimé des réserves envers le régime, comme primat de l'archevêché d'Oviedo<sup>186</sup>. En 1972, Tarancón est élu président de la Conférence épiscopale. Enfin, la publication du document *La Iglesia y la Comunidad Política* en janvier 1973 confirme l'éloignement amorcé dans les années 1960 par le concile de Vatican II<sup>187</sup>.

En définitive, à la mort de Franco, la transition sociale a déjà eu lieu. Malgré les restrictions démocratiques, la mentalité des Espagnols est très proche de celle de leurs voisins européens. Ils ont globalement accès aux mêmes contenus et références culturels ainsi qu'aux mêmes loisirs, leur niveau de vie a augmenté et leurs mœurs se sont libérées. Ils mènent donc une double vie, coincés à mi-chemin entre le discours moralisateur du régime et les nouvelles habitudes que ce dernier tolère, malgré tout.

Face à ces incohérences, certains d'entre eux entrent dans l'opposition. Ces étudiants, intellectuels, travailleurs qualifiés, ouvriers ou membres du clergé militent pour une société

---

<sup>181</sup> *Ibid.*, p. 85.

<sup>182</sup> *Ibid.*, p. 69.

<sup>183</sup> C'est le cas pour la majorité des titres de presse et plus particulièrement pour la presse antifranquiste, à l'instar de *Cuadernos para el Diálogo*, *ibid.*, p. 68.

<sup>184</sup> GUILLEM MESADO, *op. cit.*, p. 245.

<sup>185</sup> MARTÍN DE SANTA OLALLA SALUDES Pablo. Iglesia católica y democracia: la aportación del catolicismo al cambio político en España. In : *Miscelánea Comillas: Revista de Ciencias Humanas y Sociales*. 2019, vol. 77, n° 150, p. 57-81, p. 61.

<sup>186</sup> Notamment à partir de sa lettre pastorale, « El pan nuestro de cada día », rédigée en 1950.

<sup>187</sup> GUILLEM MESADO, *op. cit.*, p. 254-255.



plus libre et juste. Les populations les plus fragiles, celles qui vivent en périphérie des grandes villes remettent elles aussi en question l'autorité d'un État qui les marginalise puisqu'il ne leur garantit pas les mêmes services et opportunités qu'aux habitants des quartiers aisés. Il s'agit de travailleurs, de petits artisans, de parents d'élèves ou de mères au foyer.

Les discours des partis politiques et syndicats clandestins trouvent un écho dans ce mécontentement. Les valeurs communistes et socialistes circulent dans la société. La presse, elle aussi, rappelle au gouvernement que le développement économique n'est pas suffisant<sup>188</sup>. Elle exerce une pression constante sur la classe politique et encourage l'opposition citoyenne afin de faire évoluer le régime vers la démocratie.

Par ailleurs, le franquisme tardif est marqué par un contexte agité. En 1973, le premier choc pétrolier ébranle l'économie et ravive les protestations. L'année suivante, la révolution des Œillets au Portugal représente un espoir pour les militants pro démocratie. Enfin, le gouvernement ne parvient pas à réprimer la menace terroriste, ce qui tend d'autant plus la situation.

La mort de Franco en novembre 1975 est donc une opportunité de transformer le système politique. L'opposition redouble d'efforts pour que le gouvernement amorce une transition vers la démocratie. Ce dernier se divise entre un secteur immobiliste qui refuse tout compromis avec les idéaux de 1939, et un secteur disposé à réformer le régime depuis l'intérieur. Or, au vu des conflits provoqués par le réveil de la société civile, seule l'option réformiste est envisageable. Ainsi, à la mort du dictateur, le roi Juan Carlos I ainsi qu'une partie des cadres franquistes, pressés par l'opposition et par une opinion internationale favorable à la démocratie, entreprennent ces réformes politiques.

## **I. 2. Le nouvel échiquier politique à la mort de Franco**

---

<sup>188</sup> À ce sujet, Carmen Castro Torres cite l'éditorial de *Ya*, « Más sobre el desarrollo económico y político » du 18 novembre 1969 dans lequel le journal s'adresse à López Rodó pour lui rappeler que le développement économique n'est pas suffisant s'il ne s'accompagne pas d'une réforme politique et d'une plus grande participation des citoyens à la vie publique, CASTRO TORRES, *op. cit.*, p. 124.

Le 22 novembre 1975, comme le prévoit la Loi de succession<sup>189</sup>, Juan Carlos de Bourbon est proclamé roi d'Espagne devant le Parlement. Son discours, très attendu, est assez équivoque pour ouvrir tous les champs des possibles. D'une part, il est modéré et semble confirmer l'importance de l'Église, de l'Armée et des valeurs familiales comme piliers nationaux. Il a donc de quoi rassurer le Bunker, secteur politique le plus opposé au changement. Il reconnaît en don Juan Carlos de Bourbon le successeur de Franco, celui qui poursuivra son œuvre<sup>190</sup>. D'autre part, certaines ambiguïtés du discours éveillent les attentes des partisans de l'ouverture. En effet, même si le roi rend hommage à Franco comme « figure exceptionnelle »<sup>191</sup> ayant dédié sa vie à la nation, il n'annonce aucune mesure concrète pour assurer la continuité de la dictature et ne fait aucun commentaire quant aux choix politiques de son « mentor »<sup>192</sup>. En outre, dans une Espagne où les langues catalane et basque ne sont que tolérées dans l'espace personnel, Juan Carlos I fait référence aux « particularités régionales comme expression de la diversité des peuples ». Enfin, il insiste sur l'importance de l'Europe, ce qui, là encore, est interprété comme un signe d'ouverture. Le discours du roi enthousiasme la presse. *ABC* dédie des dizaines de pages à l'évènement et conclut son éditorial en s'exclamant « ¡Viva el Rey! »<sup>193</sup>. De même, *La Vanguardia* déclare son soutien à don Juan Carlos dans l'éditorial « Al servicio del pueblo ». Il lui consacre aussi sa *Une* et publie de nombreux articles sur ce moment historique<sup>194</sup>. Les deux journaux reproduisent l'intégralité du discours.

Pourtant, quelle n'est pas la déception de l'opposition lorsque le roi choisit de maintenir Carlos Arias Navarro à la tête du gouvernement puisque ce dernier, qui occupe la charge depuis décembre 1973, est loin d'être le leader réformiste tant attendu<sup>195</sup>. La réaction de l'hebdomadaire progressiste *Cambio 16* est pour le moins explicite : « ¿Por qué sigue Arias? » demande-t-il dans un éditorial<sup>196</sup>. En réalité, cette décision est le fruit d'une stratégie élaborée par Torcuato Fernández Miranda, homme d'état franquiste et proche conseiller du roi. La manœuvre consiste à confirmer Arias Navarro à son poste afin d'offrir, dans un premier temps, un gage de stabilité au Bunker. Par ailleurs, le président du Parlement, Alejandro Rodríguez

---

<sup>189</sup> Ley 62/1969, de 22 de julio, por la que se provee lo concerniente a la sucesión en la Jefatura del Estado [en ligne]. BOE n° 175, 23 juillet 1969. Disponible sur : « <https://www.boe.es/boe/dias/1969/07/23/pdfs/A11607-11608.pdf> » (consulté le 28 avril 2020).

<sup>190</sup> Il l'est officiellement depuis 1969.

<sup>191</sup> RTVE. *Discurso de Juan Carlos en el acto de su coronación* [en ligne]. 18 janvier 2008. Disponible sur : « <https://www.rtve.es/alacarta/videos/fue-noticia-en-el-archivo-de-rtve/discurso-juan-carlos-acto-su-coronacion/344072/> » (consulté le 28 avril 2020).

<sup>192</sup> *Ibid.*

<sup>193</sup> Édition du 23 novembre 1975 et éditorial Al empezar un reinado. *ABC*. 23 novembre 1975, p. 27.

<sup>194</sup> Al servicio del pueblo. *La Vanguardia*. 23 novembre 1975, p. 7.

<sup>195</sup> Don Carlos Arias Navarro, Presidente de Gobierno. *La Vanguardia*, 30 décembre 1973, p. 5.

<sup>196</sup> *Une* de *Cambio 16* du 8 au 14 décembre 1975, citée dans CASTRO TORRES, *op. cit.*, p. 196.

Valcárcel, termine son mandat le 26 novembre, le roi en profitera donc pour le remplacer par Torcuato Fernández Miranda<sup>197</sup>. Ainsi, ce dernier devient également président du Conseil du royaume, position stratégique qui lui permet d'impulser en douceur la transformation du régime. Il a notamment la charge de proposer au roi des candidats pour remplacer Arias Navarro à la fin de son mandat ou en cas de démission, avantage qui lui donne l'occasion d'avancer le nom d'hommes politiques fidèles à l'ambition démocratique et aptes à la mener à bien. Ce sera le cas d'Adolfo Suárez. Cette manœuvre, prudente, rassure le secteur immobiliste du régime tout en maintenant le réformiste conseiller du roi au pouvoir. De surcroît, comme le souligne Bartolomé Bennassar, « comment démontrer de façon plus convaincante que le franquisme sans Franco est voué à l'échec qu'en appelant au pouvoir un fidèle du généralissime défunt ? »<sup>198</sup>.

La politique d'Arias Navarro, à mi-chemin entre continuité et ouverture timorée, ne convainc pas. En parallèle, il doit faire face à un contexte tendu puisque la crise financière liée au choc pétrolier de 1973 engendre une vague de chômage et de manifestations que le président du gouvernement tente en vain d'apaiser à coup de matraques policières<sup>199</sup>. L'opposition exige également une amnistie plus large que celle annoncée par le roi en novembre 1975<sup>200</sup>. Enfin, les groupes terroristes multiplient les attentats, ne faisant qu'alourdir un climat déjà pesant. Arias Navarro ne parvient pas à endiguer la montée en puissance des protestations et des violences. Les relations du président du gouvernement et du roi se détériorent mais Arias Navarro refuse de donner sa démission. Rebeca Quintáns raconte que,

conversando con Torcuato, su viejo profesor, el rey confesaba: “He usado toda mi cordialidad y tengo que decir que es contraproducente. La verdad es que no sé cómo tratar a Arias... No me deja hablar, no quiere o no sabe escuchar, y me da la sensación de que no necesita contar conmigo; es como si creyera que está absolutamente seguro, que es presidente por cinco años, que yo no puedo más que mantenerle...”<sup>201</sup>.

---

<sup>197</sup> QUINTÁNS LÓPEZ Rebeca (sous le pseudonyme de SVERLO Patricia). *Un Rey, golpe a golpe: Biografía no autorizada de Juan Carlos de Borbón*. Anglet : Miatzen, 2001, 400 p. (Kale gorria, Bilduma), livre numérique, chapitre 9.

<sup>198</sup> BENNASSAR, Les générations du développement. De la croissance..., in : BENNASSAR (dir.), *op. cit.*, p. 962.

<sup>199</sup> Dans son article « La conversión del reformismo sindical en ruptura », Álvaro Soto Carmona explique que l'échec de la réforme syndicale d'Arias Navarro, beaucoup trop limitée, fragilise la position du chef de l'État. SOTO CARMONA Álvaro. La conversión del reformismo sindical en ruptura. In : QUIROSA-CHEYROUZE Y MUÑOZ (éd.), *op. cit.*, p. 123-137.

<sup>200</sup> *Decreto 2940/1975, de 25 de noviembre, por el que se concede indulto general con motivo de la proclamación de Su Majestad don Juan Carlos de Borbón como Rey de España* [en ligne]. BOE n° 284, 26 novembre 1975. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1975-24188> » (consulté le 30 avril 2020), p. 24 666.

<sup>201</sup> QUINTÁNS LÓPEZ, *loc. cit.*

La presse espagnole s'impatiente. *Cambio 16*, dénonce l'inaction du gouvernement face au chômage dans un éditorial destiné au ministre de l'Économie et implacablement intitulé « Dimita por favor »<sup>202</sup>. Même *La Vanguardia*, quotidien pourtant peu enclin à incriminer le pouvoir en place, critique la lenteur des réformes d'Arias Navarro<sup>203</sup>. Finalement, en avril 1976, Juan Carlos I finit par désavouer publiquement le président du gouvernement dans la célèbre interview au *Newsweek* dans laquelle il le qualifie de « *unmitigated disaster* »<sup>204</sup>. *Cambio 16* reprend la nouvelle dans un éditorial qui dit :

Como en este país no se puede criticar a fondo la actuación política del señor Arias Navarro, aquí había un editorial que ya no está, y que, a nuestro entender, plantea con serenidad problemas políticos graves de esta hora. La homogeneidad del Gobierno está en entredicho. Conflictos al más alto nivel nos llegan en susurros anglosajones. El semanario norteamericano *Newsweek* da cuenta la semana pasada de opiniones, atribuidas al rey Juan Carlos I, sobre el presidente del Gobierno español. Y *Newsweek* no ha sido secuestrado. Se diría que la censura funciona mejor en español. Si sabe inglés, compre *Newsweek*<sup>205</sup>.

En réponse à l'opprobre, Arias Navarro cède et remet sa démission le premier juillet 1976<sup>206</sup>. Pour le quotidien *El País*, c'est un soulagement puisque, selon son éditorial du 2 juillet, le président du gouvernement semblait souffrir d'une « verdadera alergia » à l'économie et que « el fracaso de [su política] resultaba ya exasperante »<sup>207</sup>. Deux jours plus tard, les Espagnols ont un nouveau chef du gouvernement : Adolfo Suárez<sup>208</sup>. L'histoire de cette figure émergente de la politique espagnole est indissociable de celle du premier grand parti de la démocratie, l'UCD.

## I. 2. A. Unión de Centro Democrático

Le 3 juillet 1976, lorsque le roi le désigne comme chef du gouvernement, Suárez est alors vice-secrétaire général du Movimiento Nacional, l'appareil officiel de l'État franquiste.

---

<sup>202</sup> Dimita por favor. *Cambio 16*, 8-14 mars 1976, n° 222, p. 3, cité CASTRO TORRES, *op. cit.*, p. 202.

<sup>203</sup> Éditorial Un proceso de clarificación. *La Vanguardia*. 18 avril 1976, cité par BARRERA, NOGUÉ, *op. cit.*, p. 340-341.

<sup>204</sup> L'article, publié le 26 avril 1976 dans le magazine d'actualité étatsunien *Newsweek*, est signé par le journaliste Arnaud de Borchgrave, IZQUIERDO José María. Un larga y cruel agonía. *El País*. 20 novembre 2015.

<sup>205</sup> Segunda edición. *Cambio 16*, 3-9 mai 1976, n° 230, p. 3, cité dans CASTRO TORRES, *op. cit.*, p. 208.

<sup>206</sup> BENNASSAR, Les générations du développement. De la croissance..., in : BENNASSAR (dir.), *loc. cit.*

<sup>207</sup> Éditorial Una medida acertada. *El País*. 2 juillet 1976. Bien que contraire à Arias Navarro, *El País* exprime sa confiance envers le roi dans ce même éditorial.

<sup>208</sup> Le Conseil du Royaume propose au roi les noms de López-Bravo, Silva Muñoz et Suárez. C'est ce dernier que choisit Juan Carlos I, SÁNCHEZ GOYANES Enrique. *Constitución española comentada*. Madrid : Paraninfo, 1992 (1<sup>ière</sup> éd. 1979), 214 p., p. 35.

Toutefois, le grand public ne le connaît pas encore. Il n'est âgé que de 42 ans, est conscient des nouvelles aspirations de la société, et possède une parfaite connaissance des milieux catholiques. Il a également une excellente maîtrise des médias car, durant quatre ans, il est à la tête de la Radiotelevisión Española (RTVE)<sup>209</sup>. Toutes ces caractéristiques font de lui l'homme le plus à même, selon don Juan Carlos, d'accompagner l'Espagne vers un nouveau régime démocratique. Pourtant, la presse espagnole n'est pas de cet avis. Sa nomination est reçue avec étonnement, voire méfiance. *Cuadernos para el Diálogo* estime qu'il s'agit d'une « erreur ». *Triunfo* témoigne de sa déception mais considère qu'il faut laisser le nouveau président du gouvernement mettre en place sa réforme avant de le juger. *Cambio 16* souligne la proximité de Suárez avec la dictature mais pense aussi qu'il faut lui accorder le bénéfice du doute<sup>210</sup>. *La Vanguardia*, circonspect voire quelque peu désenchanté, indique : « es posible que se trate de un buen cambio; es probable que no se trate de un gran cambio »<sup>211</sup>. Enfin, Ricardo de la Cierva publie dans *El País* une tribune explicitement intitulée « ¡Qué error, qué inmenso error! »<sup>212</sup> dans laquelle il déplore ce choix. Le quotidien, plus sobre dans son éditorial, fait part à ses lecteurs de sa surprise et de ses doutes mais leur demande de soutenir le nouveau président du gouvernement. À son sens, il en va de l'avenir du pays<sup>213</sup>.

Dans un premier temps, Suárez n'est pas élu au suffrage universel mais désigné par le roi, le système électoral n'ayant pas encore été bâti. Il n'obtient l'assentiment officiel des Espagnols qu'en juin 1977, lors des premières élections démocratiques depuis les années 1930. Son parti, l'UCD, se maintient au pouvoir jusqu'en 1982. Avant d'être le premier parti politique de la Transition, l'UCD est d'abord une coalition électorale centriste créée en vue des élections de 1977. Elle se compose d'un nombre élevé de petits partis politiques<sup>214</sup>. La journaliste politique Julia Navarro en fait le compte :

La coalición la formaron el Partido Demócrata Cristiano de Álvarez de Miranda, el Partido Socialdemócrata de Fernández Ordóñez, La Unión Socialdemócrata de Eurico de la Peña, el Partido Socialdemócrata Independiente de Gonzalo Casado, y la Federación Socialdemócrata de José Ramón

---

<sup>209</sup> BENNASSAR, Les générations du développement. De la croissance..., in : BENNASSAR (dir.), *op. cit.*, p. 964.

<sup>210</sup> CASTRO TORRES, *op. cit.*, p. 224-225.

<sup>211</sup> Éditorial El alcance de un cambio. *La Vanguardia*. 4 juillet 1976. p. 5.

<sup>212</sup> DE LA CIERVA Ricardo. ¡Qué error, qué inmenso error! *El País*. 8 juillet 1976. Adolfo Suárez finit pourtant par convaincre Ricardo de la Cierva puisque ce dernier deviendra ministre de la Culture sous sa gouvernance moins de quatre ans plus tard.

<sup>213</sup> Éditorial El presidente. *El País*. 4 juillet 1976.

<sup>214</sup> Afin de rétablir le pluralisme politique indispensable à la vie démocratique, entre février 1977 et avril 1977, les partis politiques peuvent déposer leurs statuts afin d'être légalisés. L'engouement est tel que l'on parle de « sopa de letras » pour se référer à la multitude de sigles représentant toutes ces nouvelles formations politiques.

Lasuen; y por el Partido Popular Pío Cabanillas [*sic*] habida cuenta de que el conde de Motrico había sido “invitado” –¿o acaso lo decidió él? – a retirarse a un segundo plano. También estaba la Federación de Partidos Demócratas y Liberales de Joaquín Garrigues; el Partido Demócrata Popular de Ignacio Camuñas; el Partido Progresista Liberal de Juan García Madariaga; el Partido Liberal de Enrique Larroque; el Partido Social Liberal Andaluz de Manuel Clavero; el Partido Gallego Independiente de José Luis Meilán; Acción Regional Extremeña, liderado por Enrique Sánchez de León; Acción Canaria de Lorenzo Olarte y Unión Demócrata de Murcia de Pedro Pérez Crespo<sup>215</sup>.

La première assemblée de cette coalition bigarrée se tient le 23 octobre 1976, à Valence. Elle entérine le rassemblement de ses divers courants politiques en vue des élections de juin 1977. Grâce aux négociations de Leopoldo Calvo Sotelo, les formations participantes décident de poursuivre leur collaboration dans le but de créer un parti politique pérenne<sup>216</sup>. L’UCD en tant que parti voit le jour six mois plus tard, le 3 mai 1977, devant notaire<sup>217</sup>. Il sera le protagoniste de la Transition démocratique.

Cependant, si l’on considère un instant sa composition, force est de constater qu’il ne s’agit pas d’un parti homogène mais d’une kyrielle de sigles et de responsables régionaux. Cette constitution de départ pose deux problèmes. Tout d’abord, celui du leadership : chacun rechigne à s’effacer au profit d’un seul homme fort. L’individualisme de ceux que l’on appellera les « barons » de l’UCD porte préjudice à l’unité et à la cohérence d’ensemble du parti. Selon Julia Navarro, « a UCD se la calificó desde el primer momento de “jaula de grillos”. Sencillamente es que había demasiados gallos en un mismo corral »<sup>218</sup>. Le comportement des barons est particulièrement délicat à gérer, d’autant que nombre d’entre eux ne reconnaît pas la légitimité d’Adolfo Suárez comme meneur de l’UCD et le considèrent comme un « parvenu »<sup>219</sup>. De plus, les courants idéologiques qui conforment le parti sont trop variés pour s’accorder sur une direction idéologique claire. Qu’est-ce que l’UCD ? Quels sont ses objectifs ? Plus d’un an après sa victoire aux élections générales le parti organise son premier congrès sans même aborder cette problématique essentielle<sup>220</sup>. La composition de l’UCD est un véritable problème de fond qui explique en partie sa courte existence puisque les trois secteurs majoritaires qui la

---

<sup>215</sup> NAVARRO Julia. *Nosotros, la Transición*. Madrid : Temas de hoy, 1995, 407 p. (Grandes temas), p. 95-96.

<sup>216</sup> Leopoldo Calvo Sotelo fait des études d’ingénieur des voiries. Il travaille d’abord dans le secteur privé puis devient président de la RENFE. Il est ministre sous Franco dans les années 1970 puis, à la mort du dictateur, il obtient un ministère dans le gouvernement de Carlos Arias Navarro. Il est l’un des créateurs de l’UCD et deviendra, à la tête de ce même parti, président du gouvernement espagnol, en février 1981.

<sup>217</sup> NAVARRO, *op. cit.*, p. 96.

<sup>218</sup> *Ibid.*, p. 97.

<sup>219</sup> C’est le terme, en français dans le texte, que Mario Caciagli utilise pour décrire leurs sentiments. CACIAGLI Mario. La parábola de la Unión de Centro Democrático. In : BLAS GUERRERO (DE), COTARELO, TEZANOS (éd.), *op. cit.*, p. 389-432, p. 423.

<sup>220</sup> Ce premier congrès a lieu du 19 au 21 octobre 1978, *ibid.*, p. 406.

composent – démocrétien, libéral et social-démocrate – sont en désaccord sur des problématiques de fond.

De même, l'électorat de l'UCD réunit les secteurs les plus divers de la société espagnole : il est de classe moyenne voire moyenne-basse, un peu plus féminin que masculin, plutôt peu diplômé, religieux pratiquant et âgé. Il représente donc un très large secteur de la société qui souhaite un changement mais en douceur et depuis les institutions. Selon Mario Caciagli, ce type d'électeurs n'est pas spécialement engagé politiquement et vote généralement pour le responsable politique en place<sup>221</sup>. Or, depuis qu'il a été désigné par le roi, Adolfo Suárez rassure et rassemble. Il mène une politique d'ouverture depuis les institutions en ménageant au mieux les susceptibilités des nostalgiques du franquisme. Cependant, comme l'explique le chercheur, les fondements idéologiques du parti sont trop fragiles pour que l'UCD puisse compter sur cette base électorale :

Los "apolíticos" pueden constituir un componente de un electorado moderado, pero en las fases críticas, como la de la transición a un régimen democrático, también ellos necesitan valores de movilización y de identificación de partido. Pero la UCD, en cambio, no logró probablemente que se identificara con ella una buena parte de su electorado<sup>222</sup>.

L'UCD est donc un colosse aux pieds d'argile puisqu'il rassemble de nombreux leaders politiques mais des leaders qui ne parviennent pas à mettre de côté leurs aspirations personnelles pour avancer collectivement. Le parti mène une politique consensuelle mais qui ne s'appuie sur aucun projet. Enfin, il possède un large socle d'électeurs mais ces derniers, faute de programme cohérent, finissent par se tourner vers d'autres options politiques. C'est donc la nature même de ce tableau craquelé qui expliquera les premières victoires de 1977 et 1979 mais aussi l'amère défaite de 1982.

Les résultats des élections générales du 15 juin 1977 sont une preuve de l'adhésion populaire à la politique menée pendant un an par Adolfo Suárez. Sa coalition électorale arrive en tête avec 34,52 % des voix, laissant un écart de dix points avec le PSOE, deuxième parti national<sup>223</sup>. L'UCD dispose donc d'une majorité de sièges au Parlement, ce qui lui permet de légiférer sans entrave jusqu'aux élections générales du premier mars 1979. Ces dernières lui

---

<sup>221</sup> CACIAGLI, in : BLAS GUERRERO (DE), COTARELO, TEZANOS (éd.), *op. cit.*, p. 400.

<sup>222</sup> *Ibid.*, p. 401.

<sup>223</sup> Les chiffres sont disponibles sur le site officiel du Congrès des députés, Congreso de los diputados. *Elecciones Generales de 15 de junio de 1977* [en ligne]. Disponible sur : « <https://app.congreso.es/consti/elecciones/generales/resultados.jsp?fecha=15/06/1977> » (consulté le 15 avril 2020).

offrent une nouvelle fois la victoire, avec 35,08 % des voix. Toutefois, l'écart se réduit avec le PSOE qui arrive deuxième avec 30,54 % des suffrages<sup>224</sup>. Par conséquent, si l'on ne se réfère qu'à l'indicateur électoral, les premières actions menées par l'UCD au pouvoir – rétablissement de la pluralité politique, organisation des premières élections démocratiques depuis la Seconde République, lois d'amnistie, mesures économiques pour endiguer la crise, rédaction d'une nouvelle Constitution – satisfont un large secteur de la population.

Néanmoins, les fondations instables du parti ainsi que certaines stratégies politiques malheureuses précipitent l'UCD vers une crise dont il ne se relèvera pas. En effet, face au manque de discipline du parti, Adolfo Suárez cherche à écarter les « barons » des postes clefs. Par exemple, Julia Navarro explique comment il tente de réduire leur influence au niveau municipal, lors des élections municipales de 1979 :

El 7 de mayo fue uno de esos días en el que los centristas estuvieron a punto de hacer saltar su “invento” por los aires. El incidente tuvo lugar en casa de Calvo Sotelo y los protagonistas fueron Fernando Álvarez de Miranda<sup>225</sup>, Joaquín Garrigues<sup>226</sup>, Pío Cabanillas<sup>227</sup>, Fernández Ordóñez<sup>228</sup> e Ignacio Camuñas<sup>229</sup>. Cuando Calvo Sotelo indicó cómo se habían distribuido los puestos en las listas de Madrid, Paco Fernández Ordóñez decidió que se marchaba, que rompía la baraja. Calvo Sotelo, según cuentan algunos de los asistentes, aceptó el órdago y le dijo que tenía la puerta abierta. Al final se convenció a Paco Fernández Ordóñez de que no se marchara, y salió de casa de Calvo Sotelo ocupando el número cuatro de la lista por Madrid.

Me cuenta Ignacio Camuñas que la “manzana de la discordia” fue Fanjul. Leopoldo Calvo Sotelo anunció a los “notables” reunidos que la lista de Madrid la encabezaba Adolfo Suárez, seguido por Calvo Sotelo, Fanjul... y ahí saltó la chispa. ¿Fanjul? ¿Por qué? ¿Quién lo había decidido? ¿A quién representaba?

Recuerda Camuñas:

“Nos quedamos estupefactos. Leopoldo nos dijo que Adolfo no quería ir “solo” en una lista que iba a presidir él, quería que fueran algunas personas que, de alguna manera, le representarían. [...] Ahora

---

<sup>224</sup> *Elecciones Generales de 1 de marzo de 1979* [en ligne]. Disponible sur : « <https://app.congreso.es/consti/elecciones/generales/resultados.jsp?fecha=01/03/1979> » (consulté le 15 avril 2020).

<sup>225</sup> Fernando Álvarez de Miranda travaille d'abord comme professeur de droit à l'université Complutense de Madrid puis il exerce en tant qu'avocat et conseiller juridique. De tendance monarchiste et démocrétienne, il fonde le Partido Popular Demócrata Cristiano qui fusionne avec l'UCD en 1977.

<sup>226</sup> Joaquín Garrigues est un entrepreneur et homme politique espagnol. De tendance libérale, il fonde la Federación de Partidos Demócratas y Liberales qui intègre l'UCD en 1977.

<sup>227</sup> Pío Cabanillas est un ancien ministre franquiste. De tendance libérale, il fait partie du secteur réformiste du régime. En 1976, il fonde le Partido Popular, aux côtés de José María de Areilza. Il intègre l'UCD par la suite.

<sup>228</sup> Francisco Fernández Ordóñez est un juriste et homme politique espagnol de tendance social-démocrate. Il quittera l'UCD en 1981 pour rejoindre le parti socialiste.

<sup>229</sup> Ignacio Camuñas est un diplomate, éditeur et homme politique espagnol. Il participe à la fondation, en 1970, du Partido Demócrata Popular, parti qui rejoint l'UCD en 1977. Ignacio Camuñas appartient au secteur libéral d'UCD.



que ha pasado el tiempo y podemos analizar las cosas con más serenidad, conociendo a Adolfo pienso que debió querer poner una barrera de protección. Él, Calvo Sotelo, Fanjul, que no representaba a nadie, y luego nosotros, los de la oposición democrática”<sup>230</sup>.

De même, lors du remaniement du 5 avril 1979, le gouvernement n’est composé que d’hommes de la « Empresa », groupe informel qui réunit les personnes de confiance d’Adolfo Suárez, alors que les représentants des secteurs critiques sont évincés<sup>231</sup>. Mario Caciagli considère la défiance d’Adolfo Suárez comme une erreur stratégique puisqu’écarter les « barons » revient à s’en faire des ennemis. De fait, à partir de 1979, ils n’auront de cesse de l’attaquer et, à ce titre, sa dernière année au pouvoir se révélera particulièrement pénible<sup>232</sup>.

Ainsi, le 28 mai 1980, le PSOE propose une motion de censure contre le gouvernement. Cette dernière échoue mais c’est un dur coup pour Suárez<sup>233</sup>. Par ailleurs, moins de deux mois plus tard, les 7 et 8 juillet 1980, la commission permanente de l’UCD – organisme informel créé en mai et qui réunit tous les leaders du parti – se rassemble afin d’organiser le congrès à venir<sup>234</sup>. Comme le raconte Gregorio Morán, cette rencontre – appelée ironiquement « la Casa de la Pradera », en référence à la série éponyme – se mue en véritable procès contre Suárez :

Fueron dos jornadas catárticas para el presidente. Ahí, un Joaquín Garrigues muy deteriorado ya por la enfermedad tuvo la osadía de cuestionarlo todo, empezando por el liderazgo de Adolfo Suárez. Hasta Martín Villa<sup>235</sup>, el taciturno, se destapó cargando las tintas contra el presidente. De las notas de Josep Melià, a la sazón el genuino secretario político de Suárez, se desprende que Fernández Ordóñez asistió en silencio a aquel ejercicio de masacre, y que incluso Pío Cabanillas osó criticar a un Adolfo que, por primera vez y de manera hartó taimada y calculada, expuso ante los presentes su más enternecedora amenaza: dimitir<sup>236</sup>.

Deux mois plus tard, en septembre 1980, Fernando Abril Martorell<sup>237</sup>, *suariste* de la première heure, se retire du gouvernement<sup>238</sup>. Enfin, pour conclure cette éprouvante année, Miguel Herrero y Rodríguez de Miñón mène une action dans la presse contre le président du

---

<sup>230</sup> NAVARRO, *op. cit.*, p. 97-98.

<sup>231</sup> *Ibid.*, p. 98.

<sup>232</sup> CACIAGLI, in : BLAS GUERRERO (DE), COTARELO, TEZANOS (éd.), *op. cit.*, p. 413.

<sup>233</sup> MATEOS, *op. cit.*, p. 65.

<sup>234</sup> *Ibid.*, p. 416.

<sup>235</sup> Rodolfo Martín Villa occupe différents postes dans l’organisation syndicale franquiste puis adhère à l’UCD pour devenir ministre de l’Intérieur du premier gouvernement Suárez.

<sup>236</sup> MORÁN Gregorio. *Adolfo Suárez: Ambición y destino*. Madrid : Debate, 2009, 639 p.

<sup>237</sup> Homme politique espagnol et ami personnel de Suárez, il est tour à tour ministre de l’Agriculture dans le premier gouvernement Suárez, sénateur, vice-président du deuxième gouvernement Suárez et ministre de l’Économie.

<sup>238</sup> NAVARRO, *op. cit.*, p. 349.

gouvernement. Ainsi, le 21 décembre plusieurs journaux publient le « Manifiesto de los críticos »<sup>239</sup>, texte signé par 203 personnes dont de nombreux barons du parti tels que les libéraux Ignacio Camuñas et Antonio Fontán, les démochrétiens Álvarez de Miranda et Óscar Alzaga, et les sociaux-démocrates Arturo Moya et Armando de Benito<sup>240</sup>. En janvier 1981, Adolfo Suárez, acculé, finit par présenter sa démission au roi, puis l'annonce publiquement le 29 janvier, lors d'une allocution télévisuelle<sup>241</sup>. L'UCD perd son chef de file et s'engage alors dans sa dernière étape.

Durant les cinq « années Suárez », l'opinion d'*El País* et de *La Vanguardia* évolue. Les deux quotidiens, d'abord sceptiques, prennent finalement le parti du président du gouvernement car, au fil des mois, ils comprennent qu'il va bel et bien tenir sa promesse de démocratie. Toutefois, les divisions internes et le manque de cohérence de la politique *suariste* commencent à les irriter. Dès 1977, *El País* lui reproche son inefficacité pour enrayer la crise économique<sup>242</sup>. Le quotidien souligne également les divisions internes au sein de l'UCD, des divisions qui rendent le parti incapable de proposer un projet cohérent pour le pays<sup>243</sup>. Durant ses derniers mois au pouvoir, Adolfo Suárez subit les nombreuses et implacables attaques du quotidien madrilène<sup>244</sup>. Par la suite, le journal se montrera d'ailleurs bien plus intéressé par la dislocation de l'UCD que par la politique de Leopoldo Calvo Sotelo, successeur de Suárez<sup>245</sup>. À l'inverse, *La Vanguardia* est plus conciliant. Il exalte la personnalité et la politique du chef de l'État, lors du deuxième anniversaire de sa prise de fonction, en juillet 1978<sup>246</sup>. Néanmoins, après les élections générales de 1979, le quotidien catalan commence lui aussi à exprimer des doutes quant à la composition du gouvernement. De plus, l'UCD au pouvoir ne parvient pas à calmer le désordre des rues dans lesquelles se déroulent manifestations et répression policière. Or, selon Carlos Barrera et Anna Nogué, *La Vanguardia* est particulièrement sensible au respect de l'ordre public. L'incapacité du gouvernement à apaiser la situation l'incommode. À partir de

---

<sup>239</sup> Manifiesto de los críticos. *El País*. 21 décembre 1980, p. 1 et 15.

<sup>240</sup> CACIAGLI, in : BLAS GUERRERO (DE), COTARELO, TEZANOS (éd.), *op. cit.*, p. 416.

<sup>241</sup> Suárez abandona. *La Vanguardia*. 30 janvier 1981, p. 1.

<sup>242</sup> Dans l'éditorial « Un pacto para consolidar la democracia », *El País* félicite les différents acteurs des Pactes de la Moncloa, y compris le gouvernement, mais ne manque pas, non plus, d'attaquer Suárez pour sa négligence. Selon le journal, depuis son arrivée au pouvoir plus d'un an auparavant, il n'a entrepris aucune action concrète contre la crise économique. Un pacto para consolidar la democracia. *El País*. 28 octobre 1978.

<sup>243</sup> Carmen Castro Torres relève par exemple les éditoriaux « La sombra protectora del poder » du 5 mai 1977 et « La cuadratura del círculo », du 29 avril 1978, CASTRO TORRES, *op. cit.*, p. 280.

<sup>244</sup> *Ibid.*, p. 127.

<sup>245</sup> Dans une communication consacrée à la question, Santiago Martínez Sánchez affirme même que le sujet devient une « obsession » pour *El País*, MARTÍNEZ SÁNCHEZ Santiago. La opinión pública y el gobierno Calvo-Sotelo. In : ITURRIAGA BARCO Diego, NAVAJAS ZULBEDIA Carlos (coord.). *España en democracia: actas del IV congreso de Historia de nuestro tiempo* (Logroño, 8-10 novembre 2012). Logroño : université de la Rioja, 2014, p. 209-221, p. 281.

<sup>246</sup> Éditorial Los dos años de Suárez. *La Vanguardia*. 7 juillet 1978.

1979, le journal commence donc à reprocher ses manquements à Suárez. Malgré tout, il ne l'attaque jamais aussi durement et frontalement que ne le fait *El País*. Finalement, *La Vanguardia*, traditionnellement respectueux à l'égard du pouvoir, salue le bilan du chef de l'État, dans l'éditorial consacré à sa démission<sup>247</sup>.

Après l'annonce du départ d'Adolfo Suárez, il convient de nommer le nouveau responsable du parti. Le vote est organisé le 8 février, lors du II<sup>e</sup> congrès. Le secteur officiel, représenté par Agustín Rodríguez Sahagún, s'oppose au secteur critique, incarné par Landelino Lavilla<sup>248</sup>. Les résultats confèrent la victoire au camp *suariste*<sup>249</sup>. De même, c'est Leopoldo Calvo Sotelo, fidèle à l'ancien leader, qui assumera la présidence du gouvernement<sup>250</sup>.

Néanmoins, ces changements n'effacent pas les fractures au sein du parti, d'autant que le jour même de son investiture, Leopoldo Calvo Sotelo doit faire face à un des événements les plus sombres de l'histoire de la Transition. Le 23 février 1981 (23-F), un groupe de *guardias civiles* mené par le lieutenant-colonel Antonio Tejero prend en otage les élus dans l'enceinte du Congrès des députés, alors qu'à Valence, Jaime Milans del Bosch, capitaine général de la III<sup>e</sup> région, fait défiler les chars et déclare l'état d'exception. La tentative de coup d'état échoue mais cette nouvelle crise contribue à miner un peu plus l'image du gouvernement *ucédiste* qui n'a pas su éviter ce début de soulèvement militaire.

Après le 23-F, Agustín Rodríguez Sahagún cherche à maintenir l'unité du parti. De son côté, Leopoldo Calvo Sotelo prend la charge des dossiers en cours – légalisation du divorce, pactes avec le PSOE autour de l'organisation autonome, négociation sur l'entrée de l'Espagne dans la CEE, campagnes pour les élections autonomiques en Galice et en Andalousie et entrée dans l'OTAN<sup>251</sup> – tout en faisant face au scandale de l'huile de colza frelatée qui éclate au printemps 1981, ainsi qu'aux dissensions qui continuent à ronger l'UCD, malgré les efforts de Rodríguez Sahagún<sup>252</sup>. De fait, au mois de juillet 1981, le secteur critique s'organise

---

<sup>247</sup> BARRERA, NOGUÉ, *op. cit.*, p. 363-368.

<sup>248</sup> Juriste et homme politique espagnol, il devient ministre de la Justice sous le premier gouvernement Suárez. Entre mars 1979 et novembre 1982, il est le président du Congrès des députés.

<sup>249</sup> GRASES Ignacio. Los "oficialistas" impusieron sus criterios. *La Vanguardia*. 10 février 1981, p. 7.

<sup>250</sup> Adolfo Suárez devient alors président d'honneur du parti. Adolfo Suárez, presidente de honor del partido. *La Vanguardia*, le 10 février 1981, p. 10.

<sup>251</sup> MARTÍNEZ SÁNCHEZ, in : ITURRIAGA BARCO, NAVAJAS ZULBEDIA (coord.), *op. cit.*, p. 209.

<sup>252</sup> Au printemps 1981, des maladies et décès dus à une pathologie inexpliquée se multiplient. Dans un premier temps, les médecins concluent à une « pneumonie atypique » mais l'hypothèse est écartée au profit de celle d'une intoxication à l'huile de colza frelatée. Pendant plusieurs mois, les médias font le compte des hospitalisations et des morts liés au scandale. On sait aujourd'hui que cette intoxication n'est pas due au colza mais aux pesticides organophosphatés, utilisés notamment dans les cultures de tomates, WOFFIDEN Bob. La vérité sur le scandale de l'huile frelatée : Pourquoi l'État espagnol a-t-il menti pendant vingt ans ? *Courrier International* [en ligne]. Premier janvier 2003 (initialement publié dans *The Guardian*). Disponible sur : « <https://www.courrierinternational.com/article/2001/09/13/pourquoi-l-etat-espagnol-a-t-il-menti-durant-vingt-ans> » (consulté le 22 juillet 2020).

officiellement au sein de la Plataforma moderada, un groupe qui comprend soixante-dix députés et sénateurs du parti. Son objectif est de réorienter l'action de l'UCD, jugée trop à gauche, en s'alliant avec Alianza Popular. De son côté, AP, parti de droite dirigé par Manuel Fraga, travaille depuis plusieurs années à affaiblir l'UCD. Lors du III<sup>e</sup> congrès du parti, en décembre 1979, ses leaders avaient introduit le concept de « mayoría natural » selon lequel l'idéologie centriste n'existerait pas. L'UCD serait donc un produit politique préfabriqué qui ne représenterait pas les Espagnols. Pour les chefs de file d'AP, seules deux options sont valides : voter à gauche ou voter pour leur parti. La théorie de « mayoría natural » vise donc à éroder la crédibilité de l'UCD. Alianza Popular, qui connaît de très mauvais scores lors des élections générales de mars 1979, cherche ainsi à capter les électeurs du centre mais également à se rapprocher des courants les plus à droite du parti de Suárez. José Ramón Montero l'explique ainsi :

El objetivo que la “mayoría natural” buscaba, pues, tanto conseguir el voto del electorado conservador que había escogido “provisionalmente” a UCD como, a la vez, desgajar de la “artificial” coalición de UCD a los grupos políticos cuyo evidente conservadurismo propiciaba su vinculación “natural” con la línea ideológica de AP<sup>253</sup>.

Le but est donc de fonder une « grande droite », ouverte aux électeurs du centre, pour s'opposer au PSOE. Plusieurs figures d'UCD abandonnent d'ailleurs leur parti pour grossir les rangs d'AP, à l'instar de Miguel Herrero de Miñón, Ricardo de la Cierva ou Francisco Soler. La rhétorique d'AP joue donc en défaveur de l'UCD fragilisé de 1981-1982.

Au cours de l'année précédant les élections générales, les défections se multiplient chez les centristes. Francisco Fernández Ordóñez quitte l'UCD en octobre 1981, suivi par Miguel Herrero Rodríguez de Miñón et Ricardo de la Cierva en janvier 1982 puis par Óscar Alzaga, Antonio Garrigues et le propre Adolfo Suárez à l'été 1982. Finalement, lors des élections du 28 octobre 1982, le parti, totalement disloqué, ne convainc plus les électeurs. Il n'obtient que 6,47 % des voix<sup>254</sup>.

Ainsi donc, et particulièrement depuis 1979, chaque faction cherche à s'arroger le pouvoir et le rayonnement de ce que l'on peut appeler la « marque » UCD, puisqu'il s'agit du parti ayant contribué à rendre la démocratie aux Espagnols. Il n'est pas question de débats

---

<sup>253</sup> RAMÓN MONTERO José. Los fracasos políticos y electorales de la derecha española: Alianza Popular, 1976-1986. In : *REIS: Revista Española de Investigaciones Sociológicas*. Juillet-septembre 1987, n° 39, p. 7-43, p. 16.

<sup>254</sup> Congreso de los diputados. *Elecciones Generales de 28 de octubre de 1982* [en ligne]. Disponible sur : « <https://app.congreso.es/consti/elecciones/generales/resultados.jsp?fecha=28/10/1982> » (consulté le 20 avril 2020).

idéologiques constructifs sur le sens à donner aux décisions politiques mais plutôt d'une lutte individualiste visant à confisquer le pouvoir à Adolfo Suárez. Ce dernier finit par démissionner, ce qui ne solutionne en rien la situation car Leopoldo Calvo Sotelo et Agustín Rodríguez Sahagún échouent eux-aussi à fédérer les différents courants au sein d'une action unitaire et cohérente. Ces perpétuelles dissensions engendrent une stratégie politique malheureuse, en particulier lors des dernières années du parti au pouvoir.

De fait, le manque de cohérence de l'UCD est flagrant dans la mise en œuvre de certaines lois et mesures, particulièrement en ce qui concerne la légalisation du divorce, ratifiée à l'été 1981<sup>255</sup>. Le gouvernement mène tour à tour deux projets très distincts, respectivement portés par deux ministres de la Justice différents. Le premier projet, celui d'Íñigo Cavero Lataillade, est d'inspiration démocrétienne. Il rencontre la relative adhésion de l'Église puisqu'il prévoit un accès au divorce très restrictif<sup>256</sup>. Les époux doivent se soumettre à de longs délais pour pouvoir procéder aux premières démarches afin d'être sûrs de ne pas pouvoir « sauver » leur mariage. Les causes justifiant la procédure sont strictes et limitées : abandon du foyer, relations sexuelles extraconjugales si les époux ne sont pas séparés de fait, peine de prison de plus de six ans, dépendance à l'alcool ou aux drogues, violation grave des devoirs conjugaux... Par ailleurs, même si toutes les conditions sont réunies et que les deux parties sont d'accord pour divorcer, le juge peut tout de même le leur refuser, dans l'intérêt d'un d'entre eux ou de celui de leurs enfants. C'est ce que la presse et certains représentants politiques nomment « la clausura de dureza »<sup>257</sup>. Ce premier projet conservateur ne verra jamais le jour puisqu'en réponse aux querelles internes de l'UCD, Adolfo Suárez procède à un remaniement ministériel. En septembre 1980, Íñigo Cavero cède alors le ministère de la Justice et son chantier législatif au social-démocrate Francisco Fernández Ordóñez<sup>258</sup>.

Ce changement entraîne d'importantes conséquences sur le texte mais également sur les relations entre le gouvernement et l'Église. En effet, cette dernière suit attentivement et participe au débat public. Or, par définition, le texte social-démocrate confère moins de poids aux considérations religieuses que sa version démocrétienne. D'ailleurs, Francisco Fernández Ordóñez s'est déjà exprimé en faveur de la légalisation de l'avortement, positionnement plutôt

---

<sup>255</sup> Il ne s'agit pas d'une « loi » du divorce mais d'une loi modifiant le Code civil concernant le mariage qui intègre la notion et le mot même de divorce.

<sup>256</sup> Sous Franco, seul le mariage catholique n'a de légalité. Selon la loi ecclésiastique, il est indissoluble. L'Église a donc les pleins pouvoirs sur l'institution du mariage. Légiférer sur le divorce signifie lui soustraire cette prérogative.

<sup>257</sup> MARTÍN DE SANTA OLALLA SALUDES Pablo. La ley del divorcio de junio de 1981 en perspectiva histórica. In : *Espacio, tiempo y forma* [en ligne]. 2001, vol. V : historia contemporánea, n°14, p. 519-554. Disponible sur : « <http://revistas.uned.es/index.php/ETFV/issue/view/272> » (consulté le 20 mars 2020), p. 532.

<sup>258</sup> NAVARRO, *op. cit.*, p. 353.

partagé par les députés socialistes et communistes et tout à fait inenvisageable au sein de l'Église mais aussi à l'UCD<sup>259</sup>. Ses ambitions pour l'Espagne sont donc bien plus progressistes que celles du très modéré Cavero.

Le nouveau ministre va donc profondément modifier la philosophie du projet. C'est ce que permettent notamment les successives commissions de travail du Congrès des députés. Les sociaux-démocrates *ucédistes*, appuyés par une partie de la gauche, défendent des modifications favorables à un accès simplifié au divorce. Ils proposent par exemple de diminuer les délais de séparation et de traitement des demandes, d'accepter davantage de raisons pour justifier les procédures ou d'autoriser les accords à l'amiable. Les députés sociaux-démocrates parviennent également à supprimer la « clause de dureté », introduite par la droite et les démochrétiens *ucédistes* lors du passage du texte au Sénat. Les époux pourront donc divorcer par consentement mutuel, sans risque de voir leur demande déboutée<sup>260</sup>. Ainsi, l'inspiration générale des deux projets est très différente alors même qu'ils sont portés par deux ministres du même parti. La légalisation du divorce cristallise d'ailleurs tellement les conflits au sein de l'UCD qu'un secteur de l'aile démochrétienne, réunie autour d'Óscar Alzaga, va jusqu'à voter contre le texte, aux côtés de la droite d'Alianza Popular.

La confusion qui règne au sein de l'UCD est également palpable dans la gestion de l'organisation territoriale. En effet, la Constitution de 1978 ouvre la possibilité pour les provinces espagnoles d'accéder à l'autonomie. Tout d'abord, l'article 151 permet de « rendre » leur autonomie aux régions qui en bénéficiaient durant la Seconde République espagnole, à savoir la Catalogne, le Pays-Basque et la Galice<sup>261</sup>. Dans un deuxième temps, l'article 143 permet à d'autres provinces de solliciter elles aussi leur autonomie. Or, les régions espagnoles voient une injustice dans cette différenciation et plusieurs d'entre elles – l'Andalousie, la région valencienne et les Canaries – exigent elles-aussi de bénéficier de la « voie rapide » rendue possible par l'article 151. Pourtant, le gouvernement ne réagit pas, elle n'adopte pas de position ferme qui apaiserait la polémique. Bien que la plupart des ténors du parti, et Adolfo Suárez lui-même, abondent pour la voie lente, l'UCD en appelle pourtant à l'abstention lors du référendum andalou pour l'autodétermination<sup>262</sup>. Le parti paie un lourd tribut pour son manque de cohérence puisque les Espagnols expriment leur mécontentement par les urnes. Entre les élections générales du premier mars 1979 et les élections parlementaires des communautés

---

<sup>259</sup> MARTÍN DE SANTA OLALLA SALUDES, *La ley...*, art. cit., p. 534.

<sup>260</sup> *Ibid.*, p. 537.

<sup>261</sup> La Galice n'en ayant jamais bénéficié puisque le vote a lieu juste avant la Guerre Civile, SÁNCHEZ GOYANES, *op. cit.*, p. 134.

<sup>262</sup> CACIAGLI, in : BLAS GUERRERO (DE), COTARELO, TEZANOS (éd.), *op. cit.*, p. 414.

autonomes, l'UCD perd 8,4 % de voix au Pays-Basque, 8,7 % en Catalogne, 20,7 % en Galice et 17 % en Andalousie<sup>263</sup>.

L'UCD repousse également des réformes et décisions importantes comme la loi d'Autonomie universitaire, l'entrée dans l'OTAN ou la réforme de l'audiovisuel<sup>264</sup>. Ainsi, selon Mario Caciagli, « las incertidumbres y los aplazamientos, que debían ocultarlos, mostraron en cambio los defectos del partido y del gobierno y acabaron por encontrar el desorden interno. La parálisis de decisiones deterioró la imagen del partido, sentando las bases del desastre final »<sup>265</sup>. Ce « desastre final » ne tarde pas. Il a lieu lors des élections générales du 28 octobre 1982.

L'UCD est donc le parti politique emblématique de la Transition. C'est à travers ce parti qu'Adolfo Suárez et Leopoldo Calvo Sotelo ont mené les réformes clefs conduisant à la démocratie. Il est donc purement utilitaire dans la mesure où il permet de passer d'un régime à un autre. Sans réel projet ni discipline de groupe, il ne pouvait aspirer à durer dans le temps. Carmen Díez de Rivera, cheffe de cabinet d'Adolfo Suárez jusqu'en 1977, le savait. La journaliste Julia Navarro rapporte son sentiment :

Carmen no quiso participar en la formación de UCD. Es más, intentó convencer a Suárez de que las personas que habían trabajado en el Régimen anterior tenían que facilitar la Transición dejando que las fuerzas democráticas asumieran la dirección del país. No le convenció, aunque le auguró lo que podía suceder y cómo terminaría UCD. Es más, se reafirmó en su idea cuando vio quiénes eran los candidatos en las listas del partido; le recordaron su infancia, lo añejo del pasado. Una lista con Suárez, Calvo Sotelo, Fanjul... no representaba el futuro que deseaba<sup>266</sup>.

Finalement, à la mort de Franco, c'est l'UCD de Suárez qui s'impose. Poussé par la société espagnole ainsi que par les partis d'opposition, c'est lui qui va mener les grands projets démocratiques. Cependant, le parti est en proie à des luttes intestines qui ne lui permettent pas de proposer un projet d'avenir aux Espagnols. L'UCD mourra avec la Transition démocratique, permettant l'avènement socialiste.

---

<sup>263</sup> Les élections ont lieu respectivement le 9 mars 1980, le 20 mars 1980, le 20 octobre 1981 et le 25 mai 1982, *ibid.*, p. 402.

<sup>264</sup> *Ibid.*, p. 413.

<sup>265</sup> *Ibid.*, p. 412.

<sup>266</sup> NAVARRO, *op. cit.*, p. 44.

## I. 2. B. Le PSOE et le PCE : principaux partis d'opposition de gauche

Pendant la Transition démocratique, ce sont les rénovateurs, notamment les andalous et les basques – avec Felipe González, Alfonso Guerra, Guillermo Galetote, Luis Yáñez ou María Izquierdo pour les uns et Ramón Rubial, Enrique Múgica et Nicolás Redondo pour les autres – qui rendent son protagonisme au PSOE<sup>267</sup>. Il s'agit d'une génération nouvelle d'hommes et de femmes politiques – la moyenne d'âge des ministres du premier gouvernement de Felipe González n'est que de 41,5 ans<sup>268</sup> –, qui n'a pas de lien avec le franquisme et qui souvent, a acquis une légitimité en participant à l'opposition clandestine des années 1960 et 1970.

L'idéologie du PSOE se fonde sur le Programa Máximo, d'inspiration marxiste, rédigé à la création du parti et complété au fil des années par des Programas Mínimos qui prévoient par exemple le suffrage universel, la liberté de la presse ou l'abolition de la peine de mort<sup>269</sup>. L'organisation du PSOE est fédérale, c'est-à-dire que les dirigeants régionaux disposent d'une certaine autonomie dans leurs actions. Ce choix pourrait fragiliser le parti, puisqu'il permet la création de noyaux d'opinions divergentes au niveau local, toutefois, le fédéralisme permet aussi de canaliser les débats internes. De fait, à en croire Felipe González, « en UCD se sentía auténtica envidia por la disciplina y unidad socialista »<sup>270</sup>.

Pourtant, à la fin de la dictature, le parti qui symbolise l'opposition au franquisme n'est pas le PSOE mais le PCE. Les socialistes, encore tiraillés entre les secteurs historique et rénové, ont donc tout à prouver. Et ils y parviennent puisque, durant les années décisives d'après 1975, ils réussissent à tirer leur épingle du jeu grâce à une stratégie judicieuse : distanciation avec le PCE, ouverture idéologique et politique de pactes.

La prise de distance avec les communistes n'est pas immédiate. D'ailleurs, au cours des derniers mois précédant la mort de Franco, PSOE et PCE sont officiellement alliés au sein de la Coordinación democrática, plateforme d'opposition clandestine unissant les anciennes Junta democrática de España<sup>271</sup> et Plataforma de convergencia democrática<sup>272</sup>. Cependant, les relations se distendent sous l'impulsion des socialistes.

---

<sup>267</sup> MATEOS, *op. cit.*, p. 174-175.

<sup>268</sup> TEZANOS, in : BLAS GUERRERO (DE), COTARELO, TEZANOS (éd.), *op. cit.*, p. 485.

<sup>269</sup> *Ibid.*, p. 462-463.

<sup>270</sup> NAVARRO, *op. cit.*, p. 210.

<sup>271</sup> Créée en juin 1974, *ibid.*, p. 53.

<sup>272</sup> Cette organisation politique clandestine regroupe divers secteurs d'opposition tels que le PSOE, l'UGT, la Izquierda Democrática, la Unión Socialdemócrata Española, le PNV, l'ORT ou le Movimiento Comunista de España, YSÀS, in : MOLINERO (éd.), *op. cit.*, p. 48.



Tout d'abord, parce qu'ils disposent d'avantages dont ils ne souhaitent pas faire bénéficier le PCE. Selon José Luis Rodríguez Jiménez, à la mort du dictateur, Arias Navarro organise une rencontre avec le PSOE illégal afin de l'assurer de sa volonté d'organiser des élections libres et de son désir de faire d'eux la puissance hégémonique de gauche<sup>273</sup>. Par ailleurs, Manuel Redero San Román explique que le syndicat socialiste UGT bénéficie également d'un traitement de faveur, de la part du gouvernement d'Arias Navarro, par rapport aux CCOO. De fait, ce sont essentiellement les Comisiones Obreras qui encouragent et canalisent les contestations sociales. En affaiblissant ce syndicat, Carlos Arias Navarro espère donc étouffer les mobilisations<sup>274</sup>. Ainsi, en 1979, la UGT participe aux négociations avec la Confederación Española de Organizaciones Empresariales (CEOE) dont les résultats offriront une base au texte de l'Estatuto de los Trabajadores, voté par le Parlement en mars 1980, et vivement contesté par les CCOO<sup>275</sup>.

De plus, le PSOE adopte une attitude ambiguë lors du processus de légalisation des partis politiques, menée par Adolfo Suárez au début de l'année 1977. En effet, après presque quarante ans de propagande anticomuniste, de nombreux Espagnols, ainsi que l'Église et l'Armée, se méfient du PCE. Sa légalisation fait donc l'objet de longues tractations. Or, le PSOE, par stratégie politique, n'aurait pas apporté son appui aux communistes afin de capter davantage d'électeurs de gauche puisque, potentiellement, les deux partis étaient en concurrence pour les mêmes voix. Cette version, démentie par Felipe González<sup>276</sup>, est soutenue par diverses personnalités, à l'instar de l'ancien dirigeant du PCE, Simón Sánchez Montero. Il confie : « los socialistas se portaron fatal con nosotros, no hicieron nada para que nos legalizaran, ellos eran legales pero no exigían la legalización de todos los partidos. La debilidad de su organización les llevaba a preferir que nosotros fuéramos ilegales »<sup>277</sup>.

Les résultats électoraux du PCE ne sont pas non plus à la hauteur des efforts que ses militants ont réalisé durant la lutte clandestine<sup>278</sup>. Ils suggèrent que cette option idéologique

---

<sup>273</sup> RODRÍGUEZ JIMÉNEZ José Luis. Historia de un fracaso y ¿de una refundación? De la vieja a la nueva extrema derecha en España (1975-2012). *Studia historica. Historia contemporánea*. 2012, n° 30, p. 231-268, p. 240-241.

<sup>274</sup> Manuel Redero San Román explique que c'est la raison pour laquelle Arias Navarro autorise l'UGT à organiser son XXXI<sup>e</sup> congrès le 15 avril 1976, avant même d'être légalisé en tant que syndicat socialiste, REDERO SAN ROMÁN, in : QUIROSA-CHEYROUZE Y MUÑOZ (éd.), *op. cit.*, p. 167.

<sup>275</sup> *Ibid.*, p. 172.

<sup>276</sup> Felipe González rejette cette accusation, la qualifiant « d'injuste », NAVARRO, *op. cit.*, p. 204.

<sup>277</sup> *Ibid.*, p. 48.

<sup>278</sup> Le PCE allié avec le PSUC (Partit Socialista Unificat de Catalunya) obtient 9,33 % des voix aux élections générales du 15 juin 1977. Gobierno de España, Ministerio del Interior, Dirección General de Política Interior. *Consulta de resultados electorales* [en ligne]. Mis à jour le 2 août 2014. Disponible sur : « <https://infoelectoral.interior.gob.es/opencms/es/elecciones-celebradas/resultados-electorales/> » (consulté le 22 juillet 2020).

n'est plus adaptée à l'Espagne démocratique. Selon Juan Carlos González Hernández, « la posibilidad de una *entente* PSOE-PCE era tan improbable como innecesaria para el grupo socialista, lo que reduce al PCE en la situación de compañero de viaje obligado, crítico, incómodo y prescindible electoralmente »<sup>279</sup>. C'est pourquoi, non seulement les socialistes s'éloignent du PCE mais ils se dissocient également de la doctrine marxiste. Lors du XXVIII<sup>e</sup> congrès du PSOE, en mai 1979, Felipe González recommande de l'abandonner mais le parti rejette sa proposition. Le jeune leader tente alors un coup d'éclat en démissionnant, imité en cela par l'ensemble de la commission exécutive de 1974. Cette opération de communication fonctionne puisqu'elle provoque un vif intérêt médiatique<sup>280</sup> et une crise au sein du parti qui se voit contraint d'organiser à la hâte un congrès exceptionnel, pour septembre. Lors de ce congrès, Felipe González obtient gain de cause : il est réélu secrétaire général du parti. Quant au marxisme, il est définitivement abandonné en tant qu'idéologie officielle du PSOE<sup>281</sup>.

Cette réorientation idéologique est très bien accueillie par *El País* et *La Vanguardia*. Le quotidien madrilène considère d'ailleurs que si le PSOE parvient à se détacher de son radicalisme et des « párrafos verbalistamente revolucionarios del programa del XXVII Congreso », comme le souhaite Felipe González, alors il pourra devenir une formation politique de premier ordre en Espagne<sup>282</sup>. *La Vanguardia*, peu réceptive à l'idéal marxiste, estime que grâce au leader andalou, le PSOE fait un pas vers « el socialismo democrático, el socialismo en libertad tal como se practica en los países del occidente europeo »<sup>283</sup>.

L'abandon du marxisme entraînera aussi des conséquences positives sur les résultats électoraux du PSOE. La formation rassure et montre qu'elle est apte à rassembler les Espagnols, comme doit le faire un parti de gouvernance sérieux et responsable. D'ailleurs, les socialistes bénéficient non seulement du vote des non-actifs (chômeurs, étudiants et femmes au foyer) mais aussi de celui des catholiques, en particulier des non-pratiquants qui représentent 50,1 % de leurs électeurs lors du scrutin municipal de 1979, et ce, grâce à la nouvelle image du parti<sup>284</sup>.

Enfin, la stratégie du PSOE repose sur une politique de pactes souvent officieux avec l'UCD. La Transition est une période marquée par les négociations personnelles entre le gouvernement et les responsables de l'opposition, l'objectif de chacun étant d'assurer la

---

<sup>279</sup> GONZÁLEZ HERNÁNDEZ Juan Carlos. El Partido Comunista de España en el proceso de transición política. In : BLAS GUERRERO (DE), COTARELO, TEZANOS (éd.), *op. cit.*, p. 543-585, p. 580.

<sup>280</sup> Voir, à titre d'exemple, l'article La dimisión de Felipe González, tema de comentario de la prensa europea. *El País*. 22 mai 1979.

<sup>281</sup> TEZANOS, in : BLAS GUERRERO (DE), COTARELO, TEZANOS (éd.), *op. cit.*, p. 459-460.

<sup>282</sup> Éditorial Felipe González. *El País*. 20 mai 1979.

<sup>283</sup> Éditorial Felipe González elige camino. *La Vanguardia*. 22 mai 1979, p. 5.

<sup>284</sup> TEZANOS, in : BLAS GUERRERO (DE), COTARELO, TEZANOS (éd.), *op. cit.*, p. 471.

pérennité de la frêle démocratie<sup>285</sup>. Ces négociations n'ont pas lieu au Congrès des députés ou au Sénat mais passent presque systématiquement par des entrevues privées. Par exemple, le 22 mai 1978, alors que les négociations autour du texte constitutionnel semblent paralysées, Alfonso Guerra, numéro deux du PSOE, et Fernando Abril Martorell, vice-président du gouvernement *ucédiste*, se rencontrent dans le restaurant madrilène José Luis afin de s'entendre sur une série de thèmes allant de l'abolition de la peine de mort à la forme de l'État. Cet échange privé se conclue par un accord informel surnommé El Pacto del mantel, en référence aux tables du restaurant. Il permet de débloquer la situation<sup>286</sup>.

Le PSOE commence par accepter une série de mesures allant à l'encontre de son idéologie mais jugées indispensables à la démocratisation du pays. Malgré les réticences d'un secteur pro républicain mené par Alfonso Guerra, le parti reconnaît la légitimité du pouvoir monarchique<sup>287</sup>. Il entérine d'ailleurs cette décision lors de l'échange du 22 mai 1978. Selon Julia Navarro, le PSOE est bien conscient qu'accepter Juan Carlos I est le choix le plus sûr pour mettre en marche le projet démocratique :

curiosamente, además de los partidos de extrema izquierda, era el PSOE el que más beligerante parecía mostrarse por aquel entonces con la Corona. Analizado hoy, el republicanismo del PSOE era más formal que otra cosa, ya que nadie se engañaba al respecto: la única manera de caminar hacia la democracia pasaba por aceptar la Monarquía parlamentaria<sup>288</sup>.

Le PSOE participe également aux réformes centristes. En octobre 1977, il signe les Pactes de la Moncloa, série de mesures sociales, politiques mais surtout économiques dont l'objectif principal est de soulager l'économie espagnole, stagnante et en pleine inflation<sup>289</sup>. Les socialistes, comme le reste de la classe politique espagnole, gardent en mémoire la leçon de 1929 : la crise économique pourrait faire voler en éclats le processus de construction démocratique. Selon Mercedes Cabrera, Felipe González « anunció desde el principio su firme

---

<sup>285</sup> À la mort de Franco, deux options sont possibles : la réforme ou la rupture. Face à la pression populaire, les secteurs franquistes les plus modernes sont en faveur de réformer le régime alors que l'opposition, elle, souhaite une rupture guidée par la gauche. Finalement, ce sont les franquistes qui mènent les changements mais, la réforme étant impossible, ils réalisent une rupture négociée avec l'opposition.

<sup>286</sup> ÁNGEL ALFONSO Miguel. Una Constitución cosida con hilos del mantel. *Hoy*. 1 décembre 2018.

<sup>287</sup> MATEOS, *op. cit.*, p. 46-47.

<sup>288</sup> NAVARRO, *op. cit.*, p. 98.

<sup>289</sup> TEZANOS, in : BLAS GUERRERO (DE), COTARELO, TEZANOS (éd.), *op. cit.*, p. 453.

voluntad de no contribuir al catastrofismo »<sup>290</sup> et se joint donc aux neuf autres signataires du texte, ratifié par la suite au Parlement<sup>291</sup>.

Néanmoins, les socialistes vont plus loin que la coopération strictement nécessaire puisqu'ils collaborent également avec l'UCD sur divers sujets tels que l'accès à l'autonomie régionale à travers la LOAPA (Ley Orgánica de Armonización del Proceso Autonómico)<sup>292</sup>, la réforme syndicale ou sur des décisions de politique extérieure. De plus, dans le cadre de sa stratégie de distanciation de l'extrême gauche, après les élections municipales de 1979 terminées, le PSOE tente un rapprochement avec les sociaux-démocrates de Fernández Ordóñez et les libéraux de Joaquín Garrigues Walker, tentative qui s'avère infructueuse. Enfin, après la démission d'Adolfo Suárez, Felipe González essaye, en vain, de négocier la création d'un gouvernement de coalition avec Leopoldo Calvo Sotelo<sup>293</sup>. On pourrait s'étonner, alors, de l'âpreté avec laquelle le parti attaque l'UCD sur des sujets comme l'entrée dans l'OTAN ou le scandale de l'huile de colza<sup>294</sup>. Selon Mateos Abdón, cette sévérité s'explique par la crainte du PSOE de se voir assimilé aux échecs de l'UCD<sup>295</sup>.

En définitive, bien que soutenue par des valeurs claires et cohérentes, la stratégie du PSOE repose sur une communication opportuniste. Dans un premier temps, il profite intelligemment de l'aura du PCE afin de légitimer son statut de parti d'opposition. Par la suite, il exploite la crise de l'UCD dans le but de se présenter comme unique alternative sérieuse et modérée. José Félix Tezanos l'analyse ainsi :

La asunción de la estrategia que condujo a perfilar este componente de “pacto social por la modernización” fue poderosamente influido por los acontecimientos inmediatamente anteriores a las elecciones legislativas de 1982. La intentona de golpe de estado del 23 de febrero, la rápida descomposición política de UCD y la incapacidad de los sustratos sociales de la derecha para impulsar un partido conservador de “vocación nacional” y de “nivel europeo” que pudiera contribuir a la consolidación del sistema democrático acabó abriendo un amplio espacio político sin cubrir, al tiempo que planteó un cierto riesgo de fragilización de la joven democracia española<sup>296</sup>.

---

<sup>290</sup> CABRERA CALVO-SOTELO Mercedes. Los pactos de La Moncloa: acuerdos políticos frente a la crisis. In : *Historia y política: Ideas, procesos y movimientos sociales* [en ligne]. 2011, n° 26, p. 81-110. Disponible sur : « <https://dialnet.unirioja.es/servlet/articulo?codigo=3741463> » (consulté le 25 juillet 2020), p. 106.

<sup>291</sup> Les signataires des pactes sont Adolfo Suárez en tant que président du gouvernement, Leopoldo Calvo-Sotelo (UCD), Felipe González (PSOE), Santiago Carrillo (PCE), Enrique Tierno Galván (PSP), Josep María Triginer (Partido Socialista de Catalunya), Joan Reventós (Convergencia Socialista de Catalunya), Juan Ajuriaguerra (PNV) y Miquel Roca (CiU) et Manuel Fraga (AP).

<sup>292</sup> La LOAPA provoque toutefois des tensions au sein du parti puisqu'un secteur du PSOE catalan, mené par Ernest Lluch et Eduardo Martín Toval, s'oppose à Felipe González, MATEOS, *op. cit.*, p. 68.

<sup>293</sup> MATEOS, *op. cit.*, p. 64-65.

<sup>294</sup> *Ibid.*, p. 67.

<sup>295</sup> *Ibid.*, p. 69.

<sup>296</sup> TEZANOS, in : BLAS GUERRERO (DE), COTARELO, TEZANOS (éd.), *op. cit.*, p. 453.

Le PSOE sait tirer profit des évènements et de la situation politique de ses adversaires. C'est cette ingénieuse stratégie qui le mène à la victoire de 1982. Lors de la campagne pour les élections générales d'octobre, le parti séduit les électeurs – il attire notamment le vote féminin, grâce à une communication ciblée – et les convainc de la capacité de Felipe González à faire de l'Espagne une grande puissance européenne. Le 28 octobre 1982, il est plébiscité par 40,82 % des voix<sup>297</sup>. La Transition démocratique n'est pas aussi favorable au PCE qui, malgré son protagonisme au sein de la lutte antifranquiste, réalise des scores confidentiels une fois la démocratie installée.

En effet, après plus de trente-cinq ans d'activité clandestine, en avril 1977, le PCE devient légal. Les communistes ont traversé de douloureuses années – ponctuées par les délations, incarcérations voire exécutions – sans disparaître pour autant. C'est donc un parti solide et expérimenté qui s'offre à la société espagnole de 1975. Durant tout le processus transitionnel, le PCE fournit des efforts : afin de préserver la vacillante flamme démocratique mais aussi pour ne pas perdre son influence politique au profit du PSOE ou des partis d'extrême gauche, il accepte d'abandonner ses aspirations révolutionnaires en s'acceptant le jeu parlementaire et le système électoral<sup>298</sup>.

Ainsi, il participe à toutes les étapes du processus démocratique. Il accepte le pouvoir monarchique, renonçant par là même à son rêve d'ériger une III<sup>e</sup> République en Espagne, et collabore à la rédaction de la Constitution par l'intermédiaire de Jordi Solé Tura, haut responsable du PSUC, fédéré au PCE<sup>299</sup>. Le parti cède alors sur des points essentiels du projet tels que la forme de l'État ou le drapeau bicolore. Il confirme ce choix consensuel en défendant le texte au Parlement<sup>300</sup>. Cette attitude peut relever d'une stratégie politique visant à obtenir sa légalisation mais pas uniquement puisque, si le PCE accède à ces compromis, c'est aussi parce qu'il est en train de se transformer en profondeur. Il adapte son idéologie au contexte mondial des années 1970.

De fait, dès la fin des années 1960, un sentiment de malaise s'élève parmi les communistes européens, sentiment qui les éloigne du Bloc soviétique. En 1968, l'intervention autoritaire des pays du Pacte de Varsovie – qui envoient tanks et chars afin de mettre un terme au Printemps de Prague – ébranle les communistes européens. Six ans plus tard, dans le cadre

---

<sup>297</sup> Congreso de los diputados. *Elecciones Generales de 28 de octubre de 1982, loc. cit.*

<sup>298</sup> GONZÁLEZ HERNÁNDEZ, in : BLAS GUERRERO (DE), COTARELO, TEZANOS (éd.), *op. cit.*, p. 554.

<sup>299</sup> *Ibid.*, p. 558.

<sup>300</sup> *Ibid.*, p. 567.

du contexte portugais, le Parti communiste italien (PCI) et le PCE se désolidarisent officiellement du PCUS. En effet, lors de la révolution des Œillets de 1974, le général Vasco Gonçalves, proche des idées communistes, prend le pouvoir au Portugal. Au fil des mois, sa gestion du pays se radicalise : il déclare l'illégalité du parti démocrétien, nationalise de nombreux secteurs comme celui de la banque et admet que les ouvriers et employés agricoles liés au Parti communiste portugais (PCP) occupent usines et exploitations. Or, le PCP, soutenu par la Russie, ne représentait que 15 % des voix lors des précédentes élections. Ces décisions aussi promptes et drastiques ne répondent donc pas à la volonté de la majorité de la population portugaise. C'est pourquoi PCE et PCI désobéissent aux consignes russes en soutenant la candidature du socialiste Mario Soares, qui sera finalement élu<sup>301</sup>.

Enfin, en juillet 1975, PCI et PCE publient la *Declaración de Livorno* – relayée par *Mundo Obrero*, organe de presse communiste – dans laquelle ils affirment que le communisme européen ne peut se développer que dans un contexte démocratique<sup>302</sup>. Au cours des années 1970, le PCE se libère donc de l'influence soviétique et de la contrainte de la doctrine Brejnev afin d'adhérer à l'« eurocommunisme ». Ce terme, employé pour la première fois en 1976 par la presse italienne, désigne la relation privilégiée des communistes italiens, français et espagnols, qui prennent leurs distances avec le PCUS afin de s'intégrer pleinement aux règles démocratiques nationales<sup>303</sup>.

Du 20 au 28 juillet 1976, le comité central du PCE formalise cette option lors d'une réunion à Rome dans laquelle il confirme sa distanciation avec le PCUS ainsi que sa volonté de participer à la vie démocratique espagnole<sup>304</sup>. L'année suivante, Santiago Carrillo publie *Eurocomunismo y Estado*, livre à charge dénonçant tous les échecs du communisme russe, comme la persécution des intellectuels dissidents, la sujétion de la population ou les crimes commis par Staline<sup>305</sup>. La réaction russe est à la hauteur de la provocation. Selon Giaime Pala,

Si volia ser polèmic, ho va aconseguir de sobra: després de quaranta anys d'apologies i –després de 1968– d'un silenci cada cop més ensordidor, Carrillo parlava per dir el que pensava i ho deixava anar tot de cop,

---

<sup>301</sup> Par ailleurs, ce rapprochement entre PCE et socialistes portugais intervient lors de la période de négociations entre la Junta Democrática de España communiste et la Plataforma de Convergencia Democrática socialiste. Le PCE saisit aussi cette occasion pour prouver sa modération au PSOE, PALA Giaime. Madrid-Barcelona-Roma-Moscou. El PCE, l'eurocomunisme i la crisi del PSUC (1968-1978). In : *Recerques: Història, economia i cultura*. 2011, n° 62, p. 151-177, p. 155-157.

<sup>302</sup> *Ibid.*, p. 156.

<sup>303</sup> *Ibid.*, p. 152.

<sup>304</sup> GONZÁLEZ HERNÁNDEZ, in : BLAS GUERRERO (DE), COTARELO, TEZANOS (éd.), *op. cit.*, p. 558.

<sup>305</sup> PALA, art. cit., p. 161.

sense dosificar la ració de crítica que proporcionava als seus lectors, molts dels quals eren també afiliats al partit<sup>306</sup>.

Le PCE franchit ensuite une autre étape avec l'abandon du léninisme, à l'occasion de son IX<sup>e</sup> congrès, en avril 1978. L'objectif n'est pas de renier l'idéologie marxiste et léniniste du parti mais de se désolidariser de l'idéal d'organisation léniniste qui prône la supériorité des intérêts du parti à la pluralité d'opinion démocratique. Santiago Carrillo l'annonce dès le mois de novembre 1977, lors d'un voyage aux États-Unis. Selon Giaime Pala,

el significat del viatge de Carrillo responia a una lògica interna: l'acollida dels Estats Units era vista com la clau per consolidar i legitimar democràticament el PCE a Espanya, amb Joan Carles, amb Adolfo Suárez i amb l'electorat d'esquerres, de cara a una progressiva mutació de la correlació de forces amb els més forts socialistes del PSOE, cosa de la qual Carrillo estava segur per les notícies que rebia del president del govern<sup>307</sup>.

Le PCE procède donc à des mutations idéologiques importantes afin de gagner une légitimité hors de la clandestinité et de s'intégrer au nouveau panorama démocratique. Sa stratégie fonctionne puisqu'il obtient sa légalisation et peut alors participer aux premières élections générales démocratiques du 15 juin 1977. Toutefois, ce processus n'est pas automatique car, qu'elles proviennent de l'Église, de l'Armée ou de l'oligarchie franquiste, les réticences sont fortes. Le parti doit franchir de nombreuses étapes avant de sortir de l'illégalité.

Le 22 décembre 1976, alors que Franco est mort depuis plus d'un an, l'équipe de police du commissaire Pastor arrête le comité exécutif du PCE. Le lendemain, il est transféré à la prison madrilène de Carabanchel. Puisque le parti est encore illégal, le gouvernement se voit contraint de se positionner publiquement : soit il engage des poursuites, soit Adolfo Suárez prend la responsabilité de faire libérer les responsables communistes, ce qui équivaut à autoriser tacitement le PCE. Huit jours plus tard, ils sortent de prison. Selon Gregorio Morán, il s'agit là d'un premier jalon à la fin de la clandestinité : « El partido aún no estaba legalizado, pero el secretario general, sí »<sup>308</sup>. Le chemin vers la légalisation connaît une deuxième accélération, dramatique cette fois, le 24 janvier 1977 lors de l'attentat de la rue d'Atocha où sont exécutés

---

<sup>306</sup> *Ibid.*

<sup>307</sup> *Ibid.*, p. 169

<sup>308</sup> MORÁN. *Miseria...*, *op. cit.*, chapitre 20.

cinq avocats communistes<sup>309</sup>. Ses assassinats provoquent une profonde émotion nationale. Les quotidiens *El País*, *Arriba*, *ABC*, *Diario 16*, *El Alcázar*, *Informaciones*, *Pueblo* et *Ya* publient alors un éditorial commun, « Por la unidad de todos », dans lequel ils rejettent l’usage de la violence et demandent aux élus et à la population d’être solidaires, quelles que soit leur opinion politique, et d’œuvrer en bonne intelligence afin de poursuivre la construction démocratique puisque, selon eux, « el terror no tiene ideología »<sup>310</sup>. Lors des funérailles, une foule compacte suit le cortège afin de dénoncer cet acte barbare et d’exprimer sa solidarité envers les familles des victimes<sup>311</sup>. Le PCE gagne alors la sympathie de nombreux Espagnols qui réalisent que, malgré ses efforts de modération, il paie encore un lourd tribut au franquisme. Pour Gregorio Morán,

el Partido Comunista tenía en su larga lucha contra la dictadura un victimario amplísimo y aparecía ante la opinión sin ensoberbecerse de ello. Primero, con la furia contenida, mientras contemplaba impasible el terror de aquella noche, y luego con el entierro emocionado y multitudinario; los comunistas se ganaron la legalización de hecho en aquellos terribles días de enero<sup>312</sup>.

Pourtant, le mois suivant, le Tribunal suprême refuse de légaliser le parti, arguant son incompétence pour y procéder. C’est donc au président du gouvernement que revient cette responsabilité. Le PCE ayant joué le jeu de la démocratie, Adolfo Suárez n’a plus aucune raison de refuser<sup>313</sup>. Il s’engage auprès de Santiago Carrillo le 27 février 1977. En échange, Carrillo accepte le drapeau, l’unité de l’Espagne ainsi que la monarchie parlementaire comme forme de l’État<sup>314</sup>. Le 9 avril 1977, environ deux mois après les autres partis, le PCE est enfin inscrit dans le registre des associations politiques<sup>315</sup>.

Qu’elle soit en phase ou non avec l’idéologie communiste, la presse – à l’exception du conservateur *ABC* et des journaux d’extrême droite – se félicite de cette nouvelle. En effet, depuis des mois, la plupart des titres ne cessent de publier des articles en faveur de la légalisation. Même *Ya*, qui exprime pourtant des réserves sur l’adhésion du PCE aux valeurs

---

<sup>309</sup> Plus précisément, il s’agit des trois avocats spécialistes en droits du travail, Enrique Valdevira Ibáñez, Luis Javier Benavides Orgaz et Francisco Javier Sauquillo ainsi que de Serafín Holgado, étudiant en droit et d’Ángel Rodríguez Leal, employé administratif. Les meurtriers font également quatre blessés graves.

<sup>310</sup> Por la unidad de todos. *ABC*. 29 janvier 1977, cité par BALFOUR, J. MARTÍN GARCÍA, in : QUIROSA-CHEYROUZE Y MUÑOZ (éd.), *op. cit.*, p. 68.

<sup>311</sup> Comme le montre par exemple la photo en *Une* de l’édition d’*El País* du 27 janvier 1977.

<sup>312</sup> MORÁN. *Miseria...*, *loc.*, *cit.*

<sup>313</sup> *El País* critique d’ailleurs ces tergiversations car, en renvoyant la responsabilité de la légalisation du PCE au Tribunal suprême, Suárez ne solutionne pas une situation pour le moins anormale, Éditorial Política y derecho. *El País*. 5 mars 1977, cité dans RENAUDET, *op. cit.*, p. 383.

<sup>314</sup> MORÁN, *loc. cit.*

<sup>315</sup> GONZÁLEZ HERNÁNDEZ, in : BLAS GUERRERO (DE), COTARELO, TEZANOS (éd.), *op. cit.*, p. 561.



démocratiques, considère qu'il faut lui laisser le bénéfice du doute<sup>316</sup>. Pour *La Vanguardia* il s'agit d'un risque à prendre afin d'entrer dans le cercle des grandes démocraties européennes alors que pour *El País*, il est nécessaire de dégager le parti de la position victimaire dans laquelle il se complairait et de normaliser le jeu politique<sup>317</sup>. Les deux quotidiens, qui idéologiquement ne soutiennent pas le PCE – selon Carlos Barrera et Anna Nogué, l'anticommunisme de Carlos Godó, président du groupe éditeur du quotidien catalan, est d'ailleurs de notoriété publique<sup>318</sup> – estiment ainsi que la légalisation comporte un risque mais qu'elle est une condition *sine qua non* pour que les élections générales de 1977 soient véritablement représentatives<sup>319</sup>. La majorité des titres de presse démocratique soutien donc la participation du PCE au scrutin à venir.

Le parti semble alors avoir adroitement négocié le virage de la Transition. En quelques mois, il a gagné sa légitimité en tant que formation d'opposition démocratique aux yeux de la classe politique espagnole et internationale mais également l'adhésion d'un secteur toujours plus important de la société. De fait, alors qu'en octobre 1976, seuls 25 % des Espagnols considèrent qu'il faut le légaliser, en six mois, ce chiffre bondit pour atteindre les 55 %<sup>320</sup>. Dans un premier temps, le PCE progresse favorablement puisqu'il obtient 6,3 % des voix lors de élections générales du 15 juin 1977 puis 10,82 % lors de celles du 1 mars 1979<sup>321</sup>. Il devient alors le troisième parti national, devant la droite de Manuel Fraga Iribarne. De plus, en s'alliant au PSOE lors des élections municipales d'avril 1979, il est à la tête de nombreuses métropoles, au sein de conseils municipaux de coalition<sup>322</sup>. Néanmoins, le PCE essuie ensuite une lourde défaite lors des élections générales d'octobre 1982 puisqu'il ne parvient à convaincre que 3,28 % des électeurs<sup>323</sup>. Ce désaveu a de quoi surprendre. Même si, en réalité, la stratégie de modération du PCE n'a pas été assez concertée pour s'avérer judicieuse sur le long terme. Paradoxalement, les choix qui permettent au parti d'obtenir sa légalisation contribuent à ses mauvais résultats électoraux.

---

<sup>316</sup> CASTRO TORRES, *op. cit.*, p. 247.

<sup>317</sup> Éditoriaux Dentro de la ley. *La Vanguardia*. 10 avril 1977, p. 7 et El Partido comunista ya es legal. *El País*. 10 avril 1977.

<sup>318</sup> BARRERA, NOGUÉ, *op. cit.*, p. 261.

<sup>319</sup> *Ibid.*

<sup>320</sup> En octobre 1976, 25 % des personnes interrogées sont favorables à la légalisation, 25 % sont contre et 40 % n'expriment pas leur opinion. Ces chiffres passent respectivement à 55 %, 12 % et 33 % en avril 1977, selon un sondage publié dans *Diario 16*, le 18 avril 1977, et relayé par Alfredo Hernández Sánchez dans HERNÁNDEZ SÁNCHEZ, art. cit., p. 64.

<sup>321</sup> Congreso de los diputados. *Elecciones Generales de 15 de junio de 1977...*, loc. cit.

<sup>322</sup> GONZÁLEZ HERNÁNDEZ, in : BLAS GUERRERO (DE), COTARELO, TEZANOS (éd.), *op. cit.*, p. 568.

<sup>323</sup> Congreso de los diputados. *Elecciones Generales de 28 de octubre de 1982...*, loc. cit.

De fait, c'est de son propre chef, sans qu'il n'y ait la moindre discussion préalable au sein du parti, que Santiago Carrillo décide de rompre avec le PCUS afin d'adopter l'eurocommunisme. Or, cette nouvelle stratégie transforme profondément la philosophie du PCE sans qu'elle ne soit à aucun moment débattue. L'attitude du secrétaire général, loin de faire l'unanimité, crée de fortes dissensions au sein du parti, qui se fragmente en plusieurs secteurs d'opinion : les prosoviétiques rejettent l'eurocommunisme et souhaitent un retour dans le giron du PCUS, les léninistes regrettent l'abandon de la doctrine qui, jusqu'alors, structurait la ligne idéologique, les rénovateurs sont favorables à l'eurocommuniste mais critiquent le manque de pluralité et de débats démocratiques internes, enfin, les antennes régionales du PCE – en particulier le PSUC catalan et l'EPK basque – cherchent à s'émanciper du pouvoir central<sup>324</sup>. Dans le cadre de notre sujet, il est nécessaire d'approfondir le cas catalan car la rédaction de *La Vanguardia* s'y intéresse particulièrement.

À l'instar du PCE, le PSUC est historiquement lié au communisme soviétique même si certains de ses leaders considèrent eux aussi la possibilité de s'en éloigner au profit de l'eurocommunisme. Ils n'ont pourtant pas l'occasion d'en débattre avec le PCE puisque la décision est entérinée sans aucune forme de consultation. Le PSUC aurait pu accepter ce choix, ne serait-ce que par discipline de parti. Toutefois, sa nature n'est pas d'être une simple annexe locale qui adhérerait aveuglément aux orientations dictées par Madrid. Derrières les sigles PSUC se trouvent des hommes politiques influents en Catalogne qui dirigent une formation autonome à l'identité et à l'organisation propres<sup>325</sup>. Ces têtes de file et leurs soutiens ne sont pas aisément manœuvrables par le PCE. Lors du IV<sup>e</sup> congrès du PSUC, organisé en 1977, la question de l'eurocommunisme les divise : Jordi Solé Turá en accepte le principe, tout comme Gregorio López Raimundo même s'il ne l'exprime pas publiquement, Francesc Frutos, lui, s'oppose à l'ingérence soviétique mais sans pour autant adhérer à l'eurocommunisme, quant à Pere Ardiaca<sup>326</sup>, il rejette tout éloignement avec la Russie<sup>327</sup>.

La question de la suppression du léninisme de la doctrine communiste génère encore davantage de débat au PSUC. Il en va de même au sein des CCOO, syndicat qui exerce une forte influence sur le parti, du fait de sa capacité à mobiliser les militants. La crise devient

---

<sup>324</sup> GONZÁLEZ HERNÁNDEZ, in : BLAS GUERRERO (DE), COTARELO, TEZANOS (éd.), *op. cit.*, p. 576.

<sup>325</sup> *Ibid.*, p. 565.

<sup>326</sup> Jordi Solé Turá participe à l'opposition clandestine à la dictature. Il est un membre important du PSUC. Entre 1977 et 1978, il participe à la rédaction de la Constitution. López Raimundo est un des dirigeants du parti et un proche de Santiago Carrillo. Francesc Frutos est membre du PSUC depuis 1963, son activité est liée à celle des CCOO. Il obtient un poste de député lors des élections au Parlement catalan de 1980. Enfin, Pere Ardiaca est membre du comité exécutif du PSUC depuis sa création en 1936. Il fait partie de l'opposition clandestine, passe plusieurs années en prison puis devient député lors des élections au Parlement catalan de 1980.

<sup>327</sup> GONZÁLEZ HERNÁNDEZ, in : BLAS GUERRERO (DE), COTARELO, TEZANOS (éd.), *op. cit.*, p. 572.

publique lorsque le PCE décide d'officialiser son rejet du léninisme. Le PSUC s'en indigne et refuse de l'imiter<sup>328</sup>. La presse se fait l'écho de ces dissensions internes, notamment des critiques envers Carrillo<sup>329</sup>. Les conflits s'enveniment, si bien qu'en janvier 1981, à l'occasion du V<sup>e</sup> congrès du PSUC, le rassemblement se mue en une

catarsis política de gran trascendencia para la organización comunista. En efecto, del enfrentamiento de los bloques antagónicos, el eurocomunista y el prosoviético, podía deducirse un conflicto global entre el PCE y el PSUC, lo que hubiera sido funesto. Para salvar esta situación se llegó a un compromiso en la distribución de cargos entre los sectores del partido catalán: la Secretaría General pasó a manos de F. Frutos, representante del sector leninista, y la Presidencia a P. Ardiaca, del prosoviético; los demás órganos colegiados se cubrieron, más o menos proporcionalmente, con representantes de las cuatro tendencias<sup>330</sup>.

La crise prend fin en mars 1982, lors d'un congrès extraordinaire du PSUC qui finit par se conformer aux décisions de Madrid, ce qui coûtera tout de même la défection de Pere Ardiaca<sup>331</sup>. Ainsi, les méthodes peu diplomatiques de Santiago Carrillo génèrent une crise, non seulement au sein du PCE mais également chez son allié catalan. Les dissensions internes ternissent l'image des partis et fragmentent leur électorat. Selon Giaime Pala,

No és una hipèrbole afirmar que el mal polític de què patia Carrillo era tenir certa dosi de despotisme il·lustrat: creure que no importava tant el cost que suposaria, en la dinàmica interna del partit, portar una política marcadament personalista i centralitzadora, en la mesura que les seves avançades idees acabarien per imposar-se de forma natural<sup>332</sup>.

De la même façon, l'indépendance de Carrillo déstabilise les rapports avec le PCI puisque le secrétaire général ne prévient pas les communistes italiens de sa volonté de supprimer le léninisme des documents officiels du parti<sup>333</sup>. Or, les Italiens, bien que créateurs du courant eurocommuniste, ne souhaitent pas rompre les relations avec le PCUS mais plutôt se poser en arbitres démocratiques entre les Blocs Est et Ouest, à la fois communistes mais intégrés dans la vie démocratique nationale<sup>334</sup>. L'affront de Santiago Carrillo aux soviétiques

---

<sup>328</sup> *Ibid.*

<sup>329</sup> QUINTÀ Alfons. Los tres miembros más destacados del ejecutivo del PSUC presentan su dimisión. *El País*. 9 avril 1978.

<sup>330</sup> GONZÁLEZ HERNÁNDEZ, in : BLAS GUERRERO (DE), COTARELO, TEZANOS (éd.), *op. cit.*, p. 573.

<sup>331</sup> *Ibid.*

<sup>332</sup> PALA, art. cit., p. 176.

<sup>333</sup> *Ibid.*, p. 174.

<sup>334</sup> *Ibid.*, p. 162-163.

place donc les Italiens dans une position inconfortable, ébranlant par la même les relations entre PCI et PCE.

Enfin, sa stratégie fragilise l'électorat communiste qui ne comprend pas les raisons de ce revirement. De fait, la rupture idéologique avec les soviétiques remet en question l'identité et la raison d'être du PCE :

Modificar un relat que es volia total, políticament autosuficient amb vista al canvi social, a la revolució, era iniciar una operació altament delicada. ¿Es podia fer i era perfectament legítim fer-ho, però, com es feia? De la pitjor manera possible: des de dalt, sense consultar la militància per, al contrari, posar-la davant del fet consumat<sup>335</sup>.

La stratégie du PCE lui permet donc de devenir une force d'opposition officielle et de s'intégrer à la vie démocratique espagnole. Toutefois, l'évolution idéologique du parti n'est ni assez progressive, ni assez consensuelle pour être acceptée. Faute de débat, elle est rejetée par de nombreux cadres du parti. Quant aux militants, comment leur demander de renier la doctrine qui soutient la formation politique depuis ses origines afin d'adhérer à un nouveau récit, et ce, sans aucune explication ? La stratégie du PCE – ou plutôt les décisions unilatérales de son chef de file – est trop déstabilisante pour convaincre les Espagnols. Après sa défaite aux élections générales d'octobre 1982, Santiago Carrillo démissionne. Il quittera le parti en 1985<sup>336</sup>.

## I. 2. C. L'opposition de droite

Le parti communiste n'est pas le seul à souffrir du nouvel équilibre politique lié à la mort de Franco. La droite espagnole, elle aussi, peine à trouver sa place. Elle se rassemble au sein d'Alianza Popular, parti agglutinant plusieurs formations politiques créées par d'anciens ministres franquistes, ceux que la presse appelle les « sept magnifiques »<sup>337</sup>. Il s'agit de Manuel Fraga Iribarne, Federico Silva Muñoz, Gonzalo Fernández de la Mora, Licinio de la Fuente y de la Fuente, Laureano López Rodó, Cruz Martínez Esteruelas et Enrique Thomas de Carranza<sup>338</sup>. Le parti, créé en octobre 1976, est dirigé par Manuel Fraga, ministre de

---

<sup>335</sup> *Ibid.*, p. 174.

<sup>336</sup> GONZÁLEZ HERNÁNDEZ, in : BLAS GUERRERO (DE), COTARELO, TEZANOS (éd.), *op. cit.*, p. 579.

<sup>337</sup> NAVARRO, *op. cit.*, p. 94.

<sup>338</sup> Federico Silva Muñoz est ministre des Travaux publics de 1965 à 1970, il est le leader d'Acción Democrática Española. Gonzalo Fernández de la Mora est ministre des Travaux publics de 1970 à 1974, il est à la tête d'Unión Nacional Española. Licinio de la Fuente y de la Fuente est ministre du Travail de 1969 à 1975, il est également vice-président du gouvernement de 1974 à 1975 ainsi que le chef de file de Democracia Social. Laureano López Rodó est membre de l'Opus Dei. Il est un des architectes du plan de développement économique des années 1960.

l'Information et du Tourisme de 1962 et 1969<sup>339</sup>. D'abord écarté du régime, il est rappelé par Carlos Arias Navarro en décembre 1975 afin d'occuper les charges de vice-président du gouvernement ainsi que de ministre de l'Intérieur<sup>340</sup>. Dans son programme pour les élections de 1977, Alianza Popular se positionne à droite puisqu'il soutient les Lois fondamentales franquistes, « affirme sa conception chrétienne de la famille » et rejette l'influence européenne ainsi que la légalisation du communisme<sup>341</sup>.

Toutefois, même si Manuel Fraga est un produit de la dictature, durant la Transition, il respecte les principes démocratiques. D'ailleurs, dans les années précédant la mort de Franco, il avait abondé dans le sens de l'ouverture du régime, notamment par l'instauration de la loi sur la presse de 1966 visant à assouplir la censure<sup>342</sup>. D'autre part, dès les premiers mois de la Transition, il se positionne sans ambiguïté du côté de la démocratie<sup>343</sup>. Il participe à la rédaction de la Constitution et défend le « oui » au référendum<sup>344</sup>. Cette position consensuelle lui vaut d'ailleurs la défection de ses confrères d'extrême droite Federico Silva Muñoz et Gonzalo Fernández de la Mora<sup>345</sup>. Manuel Fraga imagine l'organisation politique espagnole comme l'opposition entre deux grands « modèles de société »<sup>346</sup> : d'une part la gauche incarnée par le PSOE et, d'autre part, la « grande droite », qui fédérerait les options conservatrices et qui correspondrait à l'union d'UCD et d'AP. Selon José Ramón Montero, « su modelo se cifraba en la mayoría presidencial francesa (antes de 1981) o en los grandes partidos conservadores anglosajones »<sup>347</sup>.

Pourtant, Alianza Popular ne parvient pas à convaincre. Lors des élections du 15 juin 1977, le parti ne rassemble que 8,05 % des voix. Manuel Fraga décide alors de changer de stratégie. Dans le but de capter les suffrages de l'UCD, grand gagnant de 1977, AP modère sa

---

Cruz Martínez Esteruelas est ministre de la Planification et du développement de 1973 à 1974, il dirige Unión del Pueblo Español. Enfin, Enrique Thomas de Carranza est directeur général des Relations culturelles en 1972 et responsable d'Unión Social Popular.

<sup>339</sup> PELLISTRANDI Benoît. La droite espagnole à l'épreuve de la démocratie. Normalisation, élections, parlementarisation. In : *Parlement[s], revue d'histoire politique*. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2017, vol. 3, n° HS 12, p. 173-191, p. 175.

<sup>340</sup> *Ibid.*

<sup>341</sup> Manifeste d'Alianza Popular publié lors de la campagne électorale de 1977 et disponible sur le site officiel du parti. Partido Popular. *¿Qué es Alianza Popular?* [en ligne]. Disponible sur : « <http://www.pp.es/sites/default/files/documentos/1144-20090908160743.pdf> » (consulté le 23 mars 2020), p. 13-14 et p. 34.

<sup>342</sup> Avec une efficacité toute relative.

<sup>343</sup> NAVARRO, *op. cit.*, p. 198.

<sup>344</sup> RAMÓN MONTERO, in : BLAS GUERRERO (DE), COTARELO, TEZANOS (éd.), *op. cit.*, p. 501-502.

<sup>345</sup> RODRÍGUEZ JIMÉNEZ, art. cit., p. 248.

<sup>346</sup> L'expression est de José Ramón Montero, RAMÓN MONTERO, art. cit., p. 19.

<sup>347</sup> *Ibid.*, p. 15.

ligne en créant une coalition de centre droit, l'AP-CD<sup>348</sup>. Il se place ainsi comme seul parti de centre droit, ce qui lui permet de critiquer à loisir le prétendu virage à gauche de l'UCD<sup>349</sup>. Finalement, cette stratégie ne fonctionne guère mieux puisqu'en 1979 AP-CD n'obtient que 5,97 % de voix et seulement six sièges au Congrès des députés<sup>350</sup>. AP est pourtant un parti solide qui n'a pas de concurrent sérieux à droite. Comment, alors, expliquer ses premiers tâtonnements ?

Tout d'abord, selon José Ramón Montero, le contexte des années 1970 est peu favorable aux idées de droite. En effet, la société espagnole souhaite se distancier du passé dictatorial, un passé qu'ils reconnaissent symboliquement en AP. Le parti ne peut même plus compter sur les votes « refuges » des catholiques qui ne se tournent plus nécessairement à droite mais également vers le PSOE, ni sur les votes anti-communistes car le PCE a prouvé qu'il ne représentait aucune « menace » immédiate<sup>351</sup>. La plupart des Espagnols ne souhaitent pas de bouleversements mais espère tout de même s'affranchir du passé franquiste<sup>352</sup>. Or, l'image d'Alianza Popular est indissociable de celle de la dictature. D'ailleurs, *El País* réserve un accueil cuisant à la nouvelle coalition, lors de sa formation en octobre 1976. Selon le journal, elle représente « la flor y nata del integrista-intelectual, cultural, religioso, político y económico », « la más pura esencia del neofascismo: su lenguaje, sus premisas, sus maneras, sus personas ». Il s'agit pour lui d'une « alianza de las sombras del franquismo histórico. El del Opus Dei, la Acción Católica, la Falange, el corporativismo y el Estado de Obras todo junto. El del espíritu de Cruzada »<sup>353</sup>. L'opposition d'*El País* à la droite de Fraga se vérifie durant toute la Transition<sup>354</sup>. *La Vanguardia* n'est pas aussi cinglant. De fait, le journal n'est pas si éloigné de certaines valeurs d'AP et, d'ailleurs, Carlos Godó est un proche de López Rodó. Toutefois, la présence de Federico Silva Muñoz ou de Gonzalo Fernández de la Mora parmi les « sept magnifiques » éveille la méfiance du journal. Dans un premier temps, il se contente de qualifier la formation de « droite franquiste » et, perplexe face à la soudaine conversion démocratique

---

<sup>348</sup> La coalition est formée par Acción Ciudadana Liberal de José María de Areilza, le Partido Demócrata Progresista d'Alfonso Osorio qui vient de quitter l'UCD, ainsi que par deux autres petits partis, RODRÍGUEZ JIMÉNEZ, art. cit., p. 249.

<sup>349</sup> RAMÓN MONTERO, in : BLAS GUERRERO (DE), COTARELO, TEZANOS (éd.), *op. cit.*, p. 502.

<sup>350</sup> Congreso de los diputados. *Elecciones Generales de 15 de junio de 1977...*, loc. cit. et *Elecciones Generales de 1 de marzo de 1979...*, loc. cit.

<sup>351</sup> RAMÓN MONTERO, in : BLAS GUERRERO (DE), COTARELO, TEZANOS (éd.), *op. cit.*, p. 521.

<sup>352</sup> Selon une enquête menée durant l'été 1975, lorsque l'on interroge les Espagnols sur le modèle politique à venir après la mort de Franco, 42,6 % d'entre eux souhaitent que rien ne change, 25,3 % espèrent qu'il y aura un régime démocratique semblable à celui d'autres pays européens alors que seuls 0,6 % aspirent à une dictature militaire, HERNÁNDEZ SÁNCHEZ, art. cit., p. 42.

<sup>353</sup> Éditorial La derecha, sin líderes. *El País*. 10 octobre 1976.

<sup>354</sup> CASTRO TORRES, *op. cit.*, p. 217.

des anciens ministres franquistes, dit se laisser le temps avant de s'exprimer davantage<sup>355</sup>. Pourtant, AP ne remportera jamais les faveurs du quotidien catalan qui continuera à exprimer ses doutes autour de l'idéologie du parti – se base-t-il sur un projet concret ou seulement sur la personnalité de Manuel Fraga ? – et exprimera ses préférences pour l'option centriste incarnée par UCD<sup>356</sup>.

Cette défiance – voire rejet – se perçoit également dans les diverses enquêtes d'opinion à l'instar de celle réalisée à Madrid en 1977, qui montre que parmi des électeurs de tous les partis confondus, 69 % associent AP au franquiste alors qu'ils ne sont que 17 % à le faire pour UCD. De même, lors d'une enquête nationale menée l'année suivante, seuls 33 % pensent qu'AP est un parti démocratique, contre 72 % pour UCD<sup>357</sup>. Ce sentiment est partagé par les propres soutiens d'AP, comme le souligne José Ramón Montero :

Los votantes de UCD se diferenciaban también de los de AP en sus perfiles ideológicos. La inmensa mayoría de los de AP, por ejemplo, manifestaba opiniones positivas y muy favorables sobre la reciente dictadura, una amplia mayoría escogía el orden antes que la libertad como mejor expresión de sus ideas y casi la mitad se declaraba ideológicamente continuador del franquismo<sup>358</sup>.

La tentative d'AP de capter l'électorat de centre dans la coalition AP-CD lors des élections de 1979 ne peut donc qu'être vouée à l'échec, d'abord parce que l'ADN d'AP n'est pas centriste mais aussi parce qu'il existe déjà un parti au centre de l'échiquier politique. De fait, c'est bien UCD et pas AP qui incarne la modernisation rassurante souhaitée par la majorité de la population espagnole. Les résultats d'AP ne pourront donc pas s'améliorer tant que l'UCD conservera son hégémonie. Benoît Pellistrandi, considère d'ailleurs l'abstention d'AP lors de la motion de censure contre l'UCD comme une vengeance de Fraga à l'encontre de Suárez qui capte tous les électeurs<sup>359</sup>. Après les premiers échecs de 1977 et 1979, Alianza Popular revoit donc sa stratégie.

Tout d'abord, il abandonne son aspiration centriste afin de s'assumer comme un parti de droite, mais d'une droite moderne et coupée du franquisme. Il se décrit alors comme « libéral-conservateur », « réformiste, populaire et démocratique »<sup>360</sup>. La stratégie et le discours

---

<sup>355</sup> Éditorial Una Alianza electoral. *La Vanguardia*. 12 octobre 1976, p. 3.

<sup>356</sup> Sur ce dernier point, voir en particulier l'éditorial La oferta de Alianza Popular. *La Vanguardia*. 17 février 1981, p. 7. Alors même qu'UCD est en crise et qu'Adolfo Suárez a annoncé sa démission, AP ne représente toujours pas une alternative souhaitable pour *La Vanguardia*.

<sup>357</sup> RAMÓN MONTERO, in : BLAS GUERRERO (DE), COTARELO, TEZANOS (éd.), *op. cit.*, p. 500.

<sup>358</sup> *Ibid.*, p. 501.

<sup>359</sup> PELLISTRANDI, art. cit., p. 180.

<sup>360</sup> RAMÓN MONTERO, in : BLAS GUERRERO (DE), COTARELO, TEZANOS (éd.), *op. cit.*, p. 505.

de Fraga retrouvent ainsi leur cohérence avec l'idéologie et la nature de sa formation politique. Alianza Popular bénéficie également de la crise de l'UCD puisqu'à partir de 1979-1980, face à la déliquescence centriste, de nombreux électeurs déçus se tournent vers la droite<sup>361</sup>. C'est également le choix de plusieurs figures *ucédistes*, comme Miguel Herrero y Rodríguez de Miñón, qui finissent par rejoindre les rangs d'AP, emportant avec eux leur influence et leur légitimité<sup>362</sup>. En quelques années, Alianza Popular trouve un équilibre entre la position d'héritier de la dictature et celle de parti démocratique. Selon Benoît Pellistrandi,

Les années 1976-1982 jouent un véritable rôle de sas de transition pour opérer une mue de la droite espagnole vers la démocratie. Le passage par le centre s'est révélé indispensable avant que la normalisation du jeu démocratique et la victoire des socialistes ne permettent le retour à des idéaux conservateurs assumés et modernisés dans le cadre de la démocratie. Les électeurs ont bien compris ce mécanisme et le transfert des votes de l'UCD vers Alianza Popular s'est opéré dès lors que la béquille centriste disparut<sup>363</sup>.

Le 28 octobre 1982, la coalition AP-PDP<sup>364</sup> obtient 26,46 % des voix, devenant ainsi le deuxième parti national derrière le PSOE<sup>365</sup>.

De son côté, l'extrême droite connaît une évolution inverse. Durant la dictature, bien que le seul parti politique autorisé soit le Mouvement national, plusieurs courants d'opinions cohabitent. Tout d'abord, les franquistes rénovateurs acceptent l'idée que le régime doit se réformer pour survivre à Franco. Ce sont eux qui fonderont Alianza Popular. Par ailleurs, l'extrême droite, formée par ceux que l'historien José Luis Rodríguez Jiménez appelle les « involucionistas », estiment au contraire que réformer le régime revient à anéantir l'œuvre franquiste<sup>366</sup>. Cette mouvance d'extrême droite n'est pas monolithique puisqu'elle se divise à son tour en franquistes conservateurs et en néo-franquistes. Les premiers cherchent à faire perdurer l'œuvre du dictateur alors que les seconds prônent le retour à l'idéologie phalangiste des premières années du régime.

Le néo-franquisme germe dès la fin des années 1950 afin de s'opposer à l'ouverture économique et sociale technocrate. Les néo-franquistes considèrent que l'Espagne s'éloigne de l'esprit du 18 juillet et de l'idéologie phalangiste de José Antonio Primo de Rivera. À leurs

---

<sup>361</sup> CACIAGLI, in : BLAS GUERRERO (DE), COTARELO, TEZANOS (éd.), *op. cit.*, p. 403.

<sup>362</sup> Il rejoint AP en 1982, PELLISTRANDI, art. cit.

<sup>363</sup> *Ibid.*, p. 182.

<sup>364</sup> Partido Demócrata Popular d'Óscar Alzaga qui vient lui aussi d'une scission d'UCD.

<sup>365</sup> Congreso de los diputados. *Elecciones Generales de 28 de octubre de 1982...*, loc. cit.

<sup>366</sup> RODRÍGUEZ JIMÉNEZ, art. cit., p. 250.



yeux, les coupables sont les réformistes qu'ils considèrent comme des traîtres à la nation, puisqu'en méprisant les valeurs phalangistes, ils exposent le pays à la menace de l'opposition clandestine. À la mort de Franco, cette droite dure fait partie intégrante des hautes sphères du pouvoir puisque de nombreux ministres, députés et généraux y adhèrent.

L'idéologie néo-franquiste repose sur une profonde ferveur religieuse – opposition au divorce, à l'avortement ainsi qu'à l'homosexualité entre autres –, sur l'unité de la patrie ainsi que sur le travail comme devoir imposé par Dieu. Le groupe le plus influent est Fuerza Nueva (FN)<sup>367</sup>, fondé à la fin des années 1960 par Blas Piñar, *procurador* aux Cortes et membre du conseil national du Mouvement depuis 1958<sup>368</sup>. Ses idées sont diffusées par l'hebdomadaire éponyme, publié dès janvier 1967 et dont le tirage atteindra les 45 000 exemplaires en 1979<sup>369</sup>. Durant la Transition, FN oscille entre 40 000 et 60 000 adhérents, chiffre conséquent puisqu'à la même période, le PSOE en rassemble par exemple environ 100 000<sup>370</sup>. À la mort de Franco, Fuerza Nueva est donc une force politique reconnue jouissant d'un électorat potentiel stable. Selon José Luis Rodríguez Jiménez,

Piñar se ganó el apoyo de militantes de base, tanto afines al falangismo, como al carlismo, o simplemente al franquismo, el de la etapa fundacional, militantes cansados de los repetitivos discursos de las conmemoraciones oficiales, también de miembros del clero, afines al integrista, de pequeños propietarios agrícolas, de militares y de funcionarios y cuadros del movimiento, de las jefaturas locales y provinciales que se sentían desatendidas por la falta de consignas de la secretaría General del movimiento y poco atraídas por el discurso aperturista<sup>371</sup>.

Cependant, lors du démantèlement du Mouvement en avril 1977<sup>372</sup>, les néo-franquistes ne font pas corps au sein d'un seul et même parti, Fuerza Nueva. De nombreuses associations politiques sollicitent leur légalisation. FN se retrouve donc en concurrence avec, entre autres, Falange Española de las JONS<sup>373</sup> créé en octobre 1976 par Raimundo Fernández Cuesta<sup>374</sup> et

---

<sup>367</sup> *Ibid.*, p. 237.

<sup>368</sup> RODRÍGUEZ JIMÉNEZ, art. cit., p. 238.

<sup>369</sup> *Ibid.*, p. 237 et 243.

<sup>370</sup> Il en possède 101 082 en 1979 et 97 320 en 1981, TEZANOS, in : BLAS GUERRERO (DE), COTARELO, TEZANOS (éd.), *op. cit.*, p. 439.

<sup>371</sup> RODRÍGUEZ JIMÉNEZ, art. cit., p. 239.

<sup>372</sup> *Ibid.*, p. 242.

<sup>373</sup> L'utilisation de ce nom, héritage symbolique du parti phalangiste original, fait l'objet de nombreuses querelles entre les partis d'extrême droite. La justice finit par trancher en accordant son usage à la formation politique de Raimundo Fernández Cuesta, RODRÍGUEZ JIMÉNEZ, art. cit., p. 241.

<sup>374</sup> Raimundo Fernández Cuesta participe à la création de la Phalange, en 1933. Dans les années 1950, il est secrétaire d'État à la Phalange. Il devient ensuite conseiller national et *procurador*.

Confederación Nacional de Excombatientes de José Antonio Girón de Velasco<sup>375</sup>. Cette fragmentation, ainsi que le manque de rénovation des programmes et l'usage de la violence sont les facteurs qui, selon José Luis Rodríguez Jiménez, expliquent les échecs électoraux néo-franquistes. De fait, sur les trois élections générales de 1977, 1979 et 1982, le meilleur score est celui réalisé par la coalition Unión Nacional en mars 1979 qui ne totalise pourtant que 2,31 % des voix<sup>376</sup>. Comment expliquer, alors, qu'avec si peu d'appui électoral et un seul voire aucun siège au Parlement, le discours néo-franquiste soit aussi relayé au sein de la société espagnole ?

Certes, l'extrême droite n'attire pas les suffrages mais elle sait créer le trouble dans les institutions. Le 12 février 1974, lorsque Carlos Arias Navarro prononce un discours dans lequel se profile une timide ouverture, la réponse néo-franquiste ne se fait pas attendre : José Antonio Girón de Velasco répond violemment au président du gouvernement dans un texte surnommé « el gironazo », publié le 28 avril en *Une d'Arriba*, quotidien appartenant au Mouvement national<sup>377</sup>. De même, lors des premiers mois de la Transition, l'extrême droite rejette systématiquement l'intégralité des projets allant dans le sens de la démocratie. Blas Piñar, Raimundo Fernández Cuesta et José Antonio Girón de Velasco font ainsi campagne contre la Loi pour la Réforme politique et contre la Constitution<sup>378</sup>. L'objectif de l'extrême droite est de faire obstacle à la construction démocratique mais, la stratégie des urnes ne fonctionnant pas, elle tente d'y parvenir en attaquant systématiquement le gouvernement et ses soutiens. Son intention est de distiller un sentiment de doute, voire de peur, dans la société afin de rendre plus acceptable l'idée d'un coup d'État militaire, seule solution permettant de mettre fin au démantèlement du franquisme.

La presse acquise à l'extrême droite, comme *El Alcázar*, *El Imparcial* ou *El Heraldillo español*, jouent un rôle crucial dans cette stratégie car, même si elle ne totalise que peu de ventes, son contenu scandaleux fait parler de lui ce qui accroît la diffusion des idées d'extrême droite. Ces titres réalisent ainsi ce que José Luis Rodríguez Jiménez appelle du « terrorisme journalistique ». Selon lui,

el mensaje era: el Gobierno es incapaz de controlar los acontecimientos y de resolver los problemas existentes [sic]. El objetivo: que los lectores sacaran como conclusión la antítesis entre democracia parlamentaria y seguridad y orden público, entre democracia y estabilidad y crecimiento económico y

---

<sup>375</sup> Membre de la Phalange dès sa création, José Antonio Girón de Velasco est ministre du Travail de 1941 à 1957. Même s'il n'a plus de charge politique, il intervient régulièrement dans les médias pour faire pression sur le secteur réformiste, durant les dernières années de la dictature.

<sup>376</sup> RODRÍGUEZ JIMÉNEZ, art. cit., p. 250.

<sup>377</sup> *Ibid.*, p. 239.

<sup>378</sup> *Ibid.*, p. 239, 242 et 248.

entre democracia y la pervivencia de España como nación, y que, de una vez por todas [...], un sector del Ejército propiciase, bien mediante la presión militar, un golpe blando (rectificación de contenidos de la Constitución, liquidación de las organizaciones terroristas mediante el empleo de efectivos militares), o bien, sacando los tanques a la calle, un golpe duro que propiciase un cambio de régimen<sup>379</sup>.

La stratégie de l'extrême droite ne fonctionne que partiellement. Certes, les attentats des groupuscules terroristes, comme le meurtre de l'étudiante communiste Yolanda González revendiqué par le Batallón vasco español, inquiètent les Espagnols<sup>380</sup>. Cependant, ces drames les poussent aussi, à l'inverse de l'effet recherché, à condamner une violence associée au passé franquiste. C'est le cas par exemple de l'attentat de la rue d'Atocha qui s'avère contre-productif puisqu'il accélère la légalisation du PCE. Par ailleurs, les tentatives de coups d'État les plus sérieuses – la Operación Galaxia de 1978 et la prise d'otages des députés lors de la cession du 23-F – non seulement échouent mais se heurtent elles aussi au rejet massif de la société civile. La manifestation de soutien à la démocratie, organisée quelques jours après le 23-F, rassemble ainsi plus d'un million de d'Espagnols<sup>381</sup>.

En définitive, l'extrême droite ne parviendra jamais à arrêter la Transition puisque la grande majorité des Espagnols a d'ores et déjà adhéré au projet démocratique. Néanmoins, les franquistes et néo-franquistes exercent une influence certaine sur l'Espagne en transition car, en créant un climat délétère, ils réveillent les peurs, déstabilisent la société et pèsent sur les discours et les choix des classes politique et médiatique.

Ils ne seront pas les seuls. D'autres organisations politiques jouissent d'un grand protagonisme durant la Transition. C'est le cas des partis nationalistes catalans et basques. Dans le cadre du sujet, la politique catalane fera l'objet d'un examen détaillé, puis nous dresserons un rapide panorama de celle du Pays-Basque.

## **I. 2. D. Les politiques catalane et basque**

Pour un large secteur de la population catalane, la Transition démocratique est l'occasion, longuement espérée, de revendiquer l'autonomie abolie en 1939. L'espoir se

---

<sup>379</sup> RODRÍGUEZ JIMÉNEZ José Luis. La prensa de extrema derecha en la transición del franquismo a la democracia (1973-1982). In : *El Argonauta español* [en ligne]. Janvier 2012, vol. 9. Disponible sur : « <http://journals.openedition.org/argonauta/1421> » (consulté le 1 avril 2020).

<sup>380</sup> GOR Francisco. El asesinato de Yolanda González, un paso más en la organización del terrorismo "ultra" en España. *El País*. 30 mars 1980.

<sup>381</sup> La manifestación más grande de la historia de España desfiló ayer por las calles de Madrid. *El País*. 28 février 1981, p. 11-12.

concrétise le 18 décembre 1979 lors la ratification finale du Statut d'autonomie<sup>382</sup>. Ce texte est le fruit de plusieurs années de travail.

Dès son arrivée au pouvoir, Juan Carlos I commence à réfléchir à l'organisation territoriale du pays et, en ce sens, il demande au gouvernement Arias de se rapprocher de Josep Tarradellas, président de la Generalitat, le gouvernement catalan en exil. La première rencontre a lieu en février 1976, dans la résidence de Tarradellas, à Saint-Martin-Le-Beau<sup>383</sup>. Manuel Fraga, alors ministre de l'Intérieur, travaille sur un projet de décentralisation de l'État dans lequel la Catalogne jouirait, non pas d'autonomie, mais d'une organisation administrative propre. De son côté, Tarradellas contacte le Consell de Forces Polítiques, une assemblée regroupant les principaux partis catalans, afin d'adopter une stratégie commune<sup>384</sup>. Ils décident de s'allier afin d'obtenir l'autonomie<sup>385</sup>.

Le gouvernement Arias se termine prématurément et Adolfo Suárez reprend le projet de décentralisation ébauché par son prédécesseur, tout en poursuivant, en parallèle, le dialogue officieux avec Tarradellas. Les négociations se font par l'intermédiaire de Manuel Ortínez, ami d'Alfonso Osorio<sup>386</sup>, et débouchent sur un autre projet, autonome cette fois, qui prévoit de « restablecer la Generalitat, invitar a Tarradellas a venir a Madrid, visitar al Rey, aceptar la Monarquía y la unidad de España, nombrarle presidente de la Generalitat, negociar con éste desde el Gobierno las funciones de la Generalitat »<sup>387</sup>. Sans y être pour autant totalement opposé, Suárez commence par rejeter cette option car, à son sens, le projet de décentralisation est plus aisé à mettre en pratique. Néanmoins, lors de la campagne pour les élections générales de juin 1977, il ne peut que se rendre à l'évidence : les Catalans tiennent à la Generalitat. Il faut donc compter sur son président en exil. Comme l'explique Carlos González Martínez,

---

<sup>382</sup> *Ley Orgánica 4/1979, de 18 de diciembre, de Estatuto de Autonomía de Cataluña* [en ligne]. BOE n° 306, 22 décembre 1979. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1979-30178> » (consulté le 1 avril 2020), p. 29363-29370.

<sup>383</sup> GONZÁLEZ MARTÍNEZ Carlos. *Instituciones históricas y cambio político: El restablecimiento de la Generalitat de Cataluña (1977)*. In : *Historia Contemporánea* [en ligne]. 2016, n° 53, p. 657-691. Disponible sur : « <https://www.ehu.es/ojs/index.php/HC/article/view/16738/14954> » (consulté le 2 avril 2020), p. 662-663.

<sup>384</sup> Partit carlí de Catalunya, Unió democràtica de Catalunya, Front nacional de Catalunya, Esquerra republicana de Catalunya, Partit popular de Catalunya, Convergència socialista de Catalunya, PSUC, Partit socialista d'alliberament nacional dels Països catalans, Esquerra democràtica de Catalunya, Convergència democràtica de Catalunya et Reagrupament socialista i democràtic de Catalunya.

<sup>385</sup> GONZÁLEZ MARTÍNEZ, art. cit., p. 661-662.

<sup>386</sup> *Ibid.*, p. 666.

<sup>387</sup> *Ibid.*, p. 667.

hubieron de llegar las elecciones del 15 de junio de 1977 para que la actitud de Moncloa hacia Tarradellas diera un giro de ciento ochenta grados. Desde los primeros días de la campaña se hizo evidente la importancia de la Generalitat, omniprésente en los discursos de los principales líderes nacionalistas<sup>388</sup>.

Les scores de l'UCD en Catalogne sont, en outre, décevants puisque le parti n'arrive qu'en quatrième position. Devant lui se trouvent le PSC-PSOE de Joan Reventós puis le PSUC et enfin la coalition Pacte Democràtic per Catalunya<sup>389</sup>. Tous trois soutiennent Josep Tarradellas<sup>390</sup>.

Dès le mois de juin 1977, Adolfo Suárez reprend donc les négociations avec lui. Tarradellas, les principaux partis catalans ainsi que le gouvernement – par l'intermédiaire de Salvador Sánchez-Terán – négocient ce qui sera la base du futur décret de rétablissement provisoire de la Generalitat. Ce texte, le Real Decreto-ley 41/1977, est publié le 29 septembre<sup>391</sup> à peine quelques jours après l'impressionnante célébration de la Diada<sup>392</sup>. Le 24 octobre, Josep Tarradellas se présente officiellement aux Catalans lors d'un discours dans lequel il prononce sa célèbre formule « Ciutadans de Catalunya : Ja sóc aquí! ». *La Vanguardia* lui consacre une pleine page en *Une*<sup>393</sup>.

Cette Generalitat n'a toutefois qu'un caractère provisoire et il convient encore de rédiger un statut pérenne. La tâche est confiée à la « Commission des vingt », un groupe composé de députés et sénateurs nationaux ainsi que de parlementaires catalans. Les travaux débutent à l'été 1978<sup>394</sup>. Une fois le texte prêt, il est soumis aux électeurs catalans qui l'approuvent par référendum le 25 octobre 1979<sup>395</sup>. Entre les mois de novembre et de décembre suivants, il est alors ratifié au Congrès des députés puis au Sénat. Finalement, le 18 décembre 1979, le roi promulgue la Loi Organique 4/1979 : quarante ans après l'avoir perdue, la Catalogne renoue avec son autonomie.

Pour *La Vanguardia*, premier quotidien de la communauté autonome, c'est une victoire. Dans un éditorial publié quelques jours avant le référendum, le journal citait les vers en catalan du poète Salvador Espriu et rappelait l'importance d'aller voter pour ratifier légalement une

---

<sup>388</sup> *Ibid.*, p. 670.

<sup>389</sup> Rassemblant, en plus des indépendants, Convergència Democràtica de Catalunya, Esquerra Democràtica de Catalunya et Front Nacional de Catalunya, tous trois membres du Consell de Forces Polítics.

<sup>390</sup> GONZÁLEZ MARTÍNEZ, art. cit., p. 670-671.

<sup>391</sup> *Real Decreto-ley 41/1977, de 29 de septiembre, sobre restablecimiento provisional de la Generalidad de Cataluña* [en ligne]. BOE n° 238, 5 octobre 1977. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1977-24354> » (consulté le 3 avril 2020), p. 22 047-22 048.

<sup>392</sup> La photo du journaliste Pérez de Rozas, en *Une de La Vanguardia* du 12 septembre 1979 en témoigne.

<sup>393</sup> *Une de La Vanguardia* du 25 octobre 1977.

<sup>394</sup> QUINTÀ Alfons. Primera reunió de la «Comisión de los Veinte». *El País*. 2 août 1978.

<sup>395</sup> Cataluña dijo «sí». *La Vanguardia*. 26 octobre 1979, p. 1.

situation de fait : la diversité territoriale au sein de l'unité nationale<sup>396</sup>. Quant à *El País*, la veille du scrutin, il concluait son éditorial par :

Votar mañana, y votar afirmativamente, es la única salida practicable para la situación del País Vasco y la confirmación de que la autonomía de Cataluña ha sido ganada gracias a la tenacidad, a la inteligencia y a la valentía ciudadana de los catalanes. Votar negativamente es un gesto que va a permitir a los nostálgicos del anterior régimen y a los auténticos artífices de los movimientos separatistas contar sus efectivos en esos territorios. Abstenerse, sin estar a favor de las opciones independentistas radicales en Cataluña y en el País Vasco y del terrorismo en Euskadi, es un acto de frivolidad o de cobardía política<sup>397</sup>.

De fait, la Catalogne, première communauté avec le Pays-Basque à accéder à l'autonomie, est un territoire clef pour l'État espagnol. Elle possède une forte identité qui se reflète dans son panorama politique singulier.

Aussi ne saurait-on appréhender la politique catalane sans envisager ses partis autochtones, qu'ils soient catalanistes, c'est-à-dire attachés à l'autonomie, ou nationalistes et donc partisans de l'indépendance. Tout d'abord, parce qu'ils influencent les décisions nationales. Ainsi, parmi les sept rédacteurs de la Constitution, deux appartiennent à des partis catalans : Jordi Solé Tura, au PSUC, et Miquel Roca, à Convergència Democràtica de Catalunya (CDC)<sup>398</sup>. Ce dernier joue un rôle clef dans la future organisation territoriale espagnole puisqu'il est celui qui défendra le modèle du « fédéralisme asymétrique », à savoir la possibilité pour chaque province de bénéficier d'un certain degré d'autogestion tout en privilégiant l'autonomie des trois nationalités historiques : la Catalogne, le Pays-Basque et la Galice<sup>399</sup>. Bien que la promulgation en 1983 de la LOAPA érode la primauté de ces nationalités par rapport au reste de l'Espagne, c'est bien l'option « asymétrique » que le Parlement choisit au moment de ratifier la Constitution<sup>400</sup>.

Durant la Transition, parmi les partis rassemblant le plus de suffrages en Catalogne, deux sont rattachés à des entités nationales : le PSUC, lié au PCE, et le Partit del Socialistes de Catalunya (PSC), lié au PSOE. C'est la coalition PSC-PSOE, et non l'UCD, qui est plébiscitée

---

<sup>396</sup> Éditorial Las urnas y el futuro. *La Vanguardia*. 21 octobre 1979, p. 7.

<sup>397</sup> Éditorial "Sí" a los estatutos. *El País*. 24 octobre 1979.

<sup>398</sup> Avocat et homme politique espagnol, Miguel Roca est également membre fondateur, aux côtés de Jordi Pujol, du CDC qui s'allie en 1978 avec Unión Democrática de Cataluña pour former le parti de coalition CiU. Miguel Roca est aussi élu au Congrès de députés.

<sup>399</sup> FERNÁNDEZ GARCÍA Alicia, PETITHOMME Mathieu. Structuration et trajectoires idéologiques des partis catalanistes et nationalistes catalans depuis la Transition : ERC, CiU, le PSC et le PSUC-ICV en perspective comparée. In : *Cahiers de civilisation espagnole contemporaine : De 1808 au temps présent* [en ligne]. Automne 2014, n° 13. Disponible sur : « <https://journals.openedition.org/ccec/5336> » (consulté le 3 avril 2020), p. 14.

<sup>400</sup> *Ley 12/1983, de 14 de octubre, del Proceso Autonómico* [en ligne]. BOE n° 247, 15 octobre 1983. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/act.php?id=BOE-A-1983-27280> » (consulté le 5 avril 2020).

puisque'elle gagne les trois élections générales de 1977, 1979 et 1982 avec respectivement 28 %, 29 % et 45 % des suffrages<sup>401</sup>. Le PSC, dirigé par Joan Reventòs, ne souhaite pas l'indépendance de la Catalogne. Il milite pour une identité plurielle, c'est-à-dire pour une Catalogne qui sache intégrer l'influence du reste de l'Espagne – influence liée aux migrations intérieures ou à l'usage du castillan par exemple – au sein d'une identité catalane forte<sup>402</sup>.

Quant au PSUC, dans un premier temps, il tire son épingle du jeu en rassemblant 18,31 % des votes aux élections générales de 1977 – à titre de comparaison, au niveau national, le PCE ne remporte que 6,3 % des voix – et devient ainsi le deuxième parti catalan. Il maintient ses résultats en mars 1979, avec 17,38 % mais subit le contre-coup de la crise du communisme espagnol dès les élections d'octobre 1982 puisqu'il chute à 4,62 % des voix<sup>403</sup>. Son projet pour la Catalogne passe à travers le prisme de l'idéologie communiste. Selon Alicia Fernández García et Mathieu Petithomme,

la contribution majeure du catalanisme résulterait selon lui de l'intégration des classes populaires dans un large mouvement social visant à obtenir une plus importante autonomie pour la Catalogne, ce qui en retour, contribuerait de même à la consolidation et à l'élargissement de la démocratie en Espagne à travers la fédéralisation de l'État national. La contribution du catalanisme ne doit donc pas seulement être pensée par rapport à la trajectoire propre de la Catalogne, mais aussi dans l'unité avec les classes populaires espagnoles<sup>404</sup>.

Le PSC et le PSUC n'ont donc aucune velléité indépendantiste et, sur les grands sujets nationaux, ils suivent la ligne de leur parti de rattachement. Au contraire, *Convergència i Unió* (CiU) de centre-droit aspire à une large autonomie alors que la gauche d'*Esquerra Republicana de Catalunya* (ERC) désire l'indépendance.

CiU naît en 1978 de la fusion entre le CDC de Jordi Pujol et la *Unión Democrática de Cataluña*. Lors des élections générales de mars 1979, il remporte déjà 16,38 % des voix et son ascension se confirme en octobre 1982 puisqu'il remplace le PSUC en tant que deuxième parti catalan avec 22,48 % des voix, derrière la coalition PSC-PSOE<sup>405</sup>. Cependant, c'est au niveau local qu'il a le plus d'influence. Ainsi, c'est lui qui sort vainqueur des élections au Parlement catalan de 1980, avec 27,7 % des voix, soit cinq points d'avance sur le PSC-PSOE<sup>406</sup>. Le leader

---

<sup>401</sup> Ministerio del Interior, *loc. cit.*

<sup>402</sup> FERNÁNDEZ GARCÍA, PETITHOMME, art. cit., p. 18.

<sup>403</sup> Ministerio del Interior, *loc. cit.*

<sup>404</sup> FERNÁNDEZ GARCÍA, PETITHOMME, *loc. cit.*

<sup>405</sup> Ministerio del Interior, *loc. cit.*

<sup>406</sup> FERNÁNDEZ GARCÍA, PETITHOMME, art. cit., p. 10.

de CiU, Jordi Pujol, retient d'ailleurs le record de longévité à la tête de la Generalitat puisqu'une fois élu le 24 avril 1980, il y restera jusqu'en 2003<sup>407</sup>. Bien qu'indépendantiste, CiU ne s'oppose pas au gouvernement central mais, sur son territoire, il privilégie les valeurs catalanes et prône l'assimilation des éléments extérieurs plutôt que leur intégration dans une identité plurielle<sup>408</sup>. De fait, selon Alexandra Palau, Jordi Pujol s'engage en politique afin de « poursuivre son projet de construction d'une nation catalane tout en revendiquant l'instauration d'un régime démocratique en Espagne »<sup>409</sup>. Dans les années 1970-1980,

au-delà des nombreuses références à la langue et à la culture présentées comme les principales caractéristiques constitutives de l'identité catalane, et qui justifient par là-même, aux yeux de Pujol, la spécificité de la Catalogne au sein de l'État espagnol, il évoque fréquemment la tradition politique profondément civile des Catalans à travers les expressions « *fer poble* » ou « *fer país* »<sup>410</sup>.

Le CiU mené par Pujol est l'option politique et idéologique soutenue par *La Vanguardia*. En effet, le journal est en faveur de l'unité nationale autour du projet démocratique mais il a aussi à cœur de protéger et de faire valoir l'idiosyncrasie catalane<sup>411</sup>. Au lendemain des élections pour le Parlement catalan remportées par Jordi Pujol, *La Vanguardia* publie d'ailleurs l'explicite éditorial « Victoria de la Cataluña reflexiva »<sup>412</sup>. Le leader des titres de presse catalans soutient donc le leader politique local.

Enfin, l'ERC d'Heribert Barrera est certes le parti le plus minoritaire, mais il est celui qui propose le projet le plus original pour la Catalogne. Il s'oppose à l'autorité madrilène, propose que l'identité locale puisse prédominer sur l'identité nationale et aspire à ce que les symboles et valeurs catalans prévalent sur les nationaux<sup>413</sup>. L'ERC se montre bien plus belligérant que CiU, c'est pourquoi il est à l'origine de nombreux débats publics sur l'équilibre entre l'État et les communautés autonomes. Ainsi, l'ERC est le seul parti catalaniste à défendre le « non » à la Constitution de 1978, puisque le texte propose la création d'une monarchie parlementaire alors que le parti milite pour la mise en place d'une république<sup>414</sup>. En outre, selon l'ERC, la Constitution soumet le catalan à ce qui serait la langue dominante de l'Espagne : le

---

<sup>407</sup> *Ibid.*, p. 13.

<sup>408</sup> *Ibid.*, p. 17.

<sup>409</sup> PALAU Alexandra. Un parcours emblématique au service d'une carrière politique : le discours nationaliste de Jordi Pujol. In : BRAVO Paloma, PALAU Alexandra (coord.) *Figures emblématiques de l'imaginaire politique espagnol*. Paris : Indigo & Côté femmes éditions, 2013, p. 201-217, p. 212.

<sup>410</sup> *Ibid.*, p. 212-213.

<sup>411</sup> BARRERA, NOGUÉ, *op. cit.*, p. 359.

<sup>412</sup> Éditorial Victoria de la Cataluña reflexiva. *La Vanguardia*. 21 mars 1980.

<sup>413</sup> FERNÁNDEZ GARCÍA, PETITHOMME, art. cit.

<sup>414</sup> *Ibid.*, p. 9.



castillan, considéré comme langue exogène<sup>415</sup>. De même, bien que, pragmatiquement, l'ERC se soit positionné pour le « oui » lors de la campagne pour le Statut d'autonomie, il milite tout de même pour obtenir davantage de droits tels que la possibilité d'exploiter les ressources naturelles catalanes ou de posséder une armée propre<sup>416</sup>. Connaître le contexte politique propre à la Catalogne est essentiel pour saisir tous les enjeux de certains articles de *La Vanguardia*.

Le contexte politique basque, quant à lui, diffère du catalan, notamment par la violence des revendications nationalistes qui s'expriment dans la région. Là encore, on ne saurait comprendre les choix des médias de l'époque sans connaître la situation spécifique de cette partie de l'Espagne. Durant la dictature franquiste, le Pays-Basque se voit confisquer ses prérogatives autonomiques acquises lors de la période républicaine, le régime cherchant à centraliser le pays et à consolider l'unité nationale autour d'une seule langue et d'un unique ensemble de références culturelles. Entre la fin des années 1950 et le début des années 1960, lorsque les mouvements contestataires se font de plus en plus manifestes, le Pays-Basque s'avère en être un foyer particulièrement dynamique. Divers facteurs expliquent cette virulence.

En premier lieu, la région est un bassin ouvrier et les secteurs de la métallurgie et de la sidérurgie qui s'y développent sont très actifs au sein des mouvements d'opposition syndicale. Les travailleurs s'engagent massivement dans les grèves illégales et les manifestations du franquisme tardif. Par exemple, la grève de Bandas, commencée le 30 novembre 1966 par une poignée de travailleurs biscayens, se prolonge durant six mois et mobilise 800 des 970 ouvriers de l'entreprise Laminación de Bandas<sup>417</sup>. Ces grèves illégales donnent lieu à une très forte répression policière, ce qui ne fait que tendre davantage les relations avec Madrid. La contestation sociale s'exprime aussi à travers l'indépendance de l'Église basque. Nombre de prêtres osent effectivement tenir tête au régime en défendant leur liberté et leurs particularités culturelles. C'est le cas, par exemple, de l'évêque de Bilbao, Antonio Añoveros Ataún, dont il a précédemment été question. Enfin, les années 1960 voient émerger l'organisation terroriste ETA qui vise à l'indépendance basque. Les dernières années du régime seront marquées par de meurtriers attentats, soutenus par un large secteur de la population basque, la cause *etarra* se confondant – à tort, comme le montrera l'avènement démocratique – avec la lutte contre l'autoritarisme franquiste. Le contexte basque est si explosif que le régime décrète l'état

---

<sup>415</sup> *Ibid.*, p. 16.

<sup>416</sup> *Ibid.*, p. 17.

<sup>417</sup> VIANA Israel. Los 800 trabajadores que desafiaron a Franco. *ABC* [en ligne]. Premier décembre 2016. Disponible sur : « [https://www.abc.es/historia/abci-50-anos-huelga-bandas-800-trabajadores-desafiaron-franco-201611301340\\_noticia.html](https://www.abc.es/historia/abci-50-anos-huelga-bandas-800-trabajadores-desafiaron-franco-201611301340_noticia.html) » (consulté le 23 juillet 2020).

d'exception dans la région à de nombreuses reprises au cours des dernières années de la dictature<sup>418</sup>. Selon l'historien Pere Ysàs,

la acción etarra acabó condicionando la vida sociopolítica vasca: sus acciones violentas provocaron una durísima represión que, con frecuencia, no golpeó solamente a ETA y a su entorno, sino que fue masiva e incluso indiscriminada, provocando una amplia solidaridad vecinal<sup>419</sup>.

La situation demeure tout aussi conflictuelle après 1975<sup>420</sup>. Les grèves et manifestations – en particulier en faveur de l'amnistie politique des membres de l'ETA – s'y multiplient. La mort de Franco n'est donc pas un point de départ automatique à l'amélioration des relations entre le gouvernement et un secteur de la société basque. D'ailleurs, lors du référendum sur la Loi pour la Réforme politique, le Pays-Basque se distingue par un faible taux de participation : 53,9 % contre 77,7 % à l'échelle nationale. À titre de comparaison, en Catalogne, les électeurs, concernés eux-aussi par la question autonomiste, ont été 74,1 % à se déplacer<sup>421</sup>. Selon Pere Ysàs,

el dato vasco es revelador de una notable radicalización política fruto, en muy buena medida, de la violencia etarra y de una acción gubernamental singularmente torpe y miope, especialmente en la actuación represiva de unas fuerzas policiales protagonistas de numerosos episodios de brutalidad. La radicalización de la situación política y social en el País Vasco constituiría una variable básica del proceso de transición<sup>422</sup>.

Cette tendance à l'abstention se confirme lors des élections générales de juin 1977 et du référendum constitutionnel. De fait, aucun élu basque ne se trouve parmi les sept rédacteurs de la Constitution. Cette mise à l'écart est à l'origine d'une campagne pour l'abstention menée par plusieurs partis régionaux et d'une adhésion moindre au texte. Le 6 décembre 1978, seuls 45,5 % des électeurs vont voter au Pays-Basque alors qu'ils sont 67,7 % à l'échelle nationale<sup>423</sup>. Malgré tout, la grande majorité des participants choisit de se positionner en faveur du texte

---

<sup>418</sup> C'est le cas, par exemple, après la grève de Bandas. *Decreto-ley 4/1975, de 25 de abril, por el que se declara el estado de excepción en las provincias de Guipúzcoa y Vizcaya* [en ligne]. BOE n° 100, 26 avril 1967. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1975-8741> » (consulté le 23 juillet 2020), p. 8870.

<sup>419</sup> YSÀS Pere. *Democracia y autonomía en la transición española*. In : *Ayer: Revista de Historia Contemporánea* [en ligne]. 1994, vol. 3, n° 15, p. 77-107. Disponible sur : « <http://revistaayer.com/anteriores/85> » (consulté le 23 juillet 2020), p. 88-89.

<sup>420</sup> La répression sanglante d'une grève à Vitoria, le 3 mars 1976, qui aboutit à l'assassinat de cinq travailleurs par la police, est un exemple de cette violence d'État. Il en sera question plus loin.

<sup>421</sup> YSÀS, *Democracia...*, art. cit., p. 95.

<sup>422</sup> *Ibid.*

<sup>423</sup> *Ibid.*, p. 101.

constitutionnel. Ainsi, même dans la province de Guizpúzcoa, là où les résultats sont les plus serrés, le « oui » l’emporte largement (à plus de 64 %)<sup>424</sup>.

Au niveau local, la principale force politique est le Partido Nacionalista Vasco (PNV), dirigé entre 1975 et 1977 par Ignacio Unceta, puis par Carlos Garaikoetxea jusqu’en 1980, et par Xabier Arzalluz jusqu’en 1984. En 1977 le PNV gagne les élections générales avec 29,28 % de voix, en 1979, avec 27,57 % – ce qui représente plus de huit points d’avance sur le PSE-PSOE, arrivé en deuxième position – et en 1982, il remporte à nouveau les suffrages avec 31,73 % des voix<sup>425</sup>. Durant la dictature, le PNV en exil est le parti nationaliste basque le plus actif. C’est aussi lui qui s’est le plus facilement recomposé sur le territoire espagnol, durant la Transition<sup>426</sup>. Le PNV est un parti libéral et démocrate-chrétien. Il lutte en faveur de l’autonomie régionale dans le respect de l’unité de l’État et de la démocratie espagnole<sup>427</sup>.

La deuxième puissance politique basque est le Partido Socialista de Euskadi, fédéré au PSOE (PSE-PSOE). Le PSE-PSOE allie nationalisme et socialisme mais, après la ratification du Statut d’autonomie en décembre 1979, il concentre son discours sur ce deuxième aspect afin de se distinguer de ses concurrents, notamment de la coalition Herri Batasuna (HB) qui base son action sur l’indépendance<sup>428</sup>. HB n’apparaît qu’en 1978, pourtant, dès les élections générales de 1979, il atteint le score de 14,99 %<sup>429</sup>, ce qui fait de lui un sérieux concurrent. Le PSE-PSOE obtient 26,48 % en 1977, puis 19,05 % en 1979. Cette forte perte de voix explique le recentrage de son discours autour des problématiques socialistes. Il fait 29,16 % en 1982, car, même si le soutien à HB n’a pas faibli, le PSE-PSOE bénéficie des mauvais résultats de l’UCD<sup>430</sup>.

HB est une coalition particulière dans le panorama politique basque pour ses relations avec l’organisation terroriste ETA, considérée comme son bras armé. À l’instar du PNV, HB prône l’usage de la langue et la valorisation de l’identité régionale. Elle souhaite aussi la reconnaissance de la souveraineté basque, selon elle usurpée par l’État. En revanche, HB appartient à la gauche *abertzale*, gauche indépendantiste opposée à ce qu’elle considère comme le conservatisme du PNV. La coalition se positionne contre le Statut d’autonomie, le

---

<sup>424</sup> Ministerio del Interior, *loc. cit.*

<sup>425</sup> *Ibid.*

<sup>426</sup> YSÀS, *Democracia...*, art. cit., p. 87.

<sup>427</sup> LANDABEREA ABAD Eider. Los nosotros en la Transición: memoria e identidad en las cuatro principales culturas políticas del País Vasco (1975-1980). In : *Bulletin d’histoire contemporaine de l’Espagne* [en ligne]. Octobre 2018, n° 50. Disponible sur : « <http://journals.openedition.org/bhce/914> » (consulté le 23 juillet 2020).

<sup>428</sup> *Ibid.*

<sup>429</sup> Ministerio del Interior, *loc. cit.*

<sup>430</sup> *Ibid.*

considérant insuffisant puisque, pour elle, l'objectif n'est pas l'autonomie mais l'indépendance<sup>431</sup>. En octobre 1982, HB réalise quasiment le même score qu'en 1979 : 14,71 %.

La particularité basque n'empêche pas les partis nationaux de se faire une place dans le panorama politique local même si, à l'exception du PSOE, leurs résultats sont plus modestes. Ainsi, lors des trois élections générales de 1977 à 1982, AP obtient d'abord 7,11 % des voix, puis 3,42 % au sein de la coalition UFV, et 11,64 % dans la coalition AP-PDP-PDL à laquelle se joint aussi l'UCD. Quant au PCE, dans la coalition PCE-EPK, il ne convainc pas les Basques car il n'obtient que 4,54 % des suffrages en 1977, puis 4,59 % en 1979 et 1,75 % en 1982. Il est cependant probable qu'il ait perdu des voix au profit du parti régional de gauche Euskadiko Ezkerra. Enfin, l'UCD paie le fait d'être le parti du gouvernement puisqu'en 1977 et en 1979, il n'arrive qu'en troisième position avec 12,81 % et 16,88 % respectivement et qu'en 1982, sa présence devient presque confidentielle dans la coalition AP-PDP-PDL<sup>432</sup>. Le Pays-Basque est donc une communauté autonome tout à fait particulière dans la politique espagnole. Les années de Transition y seront marquées par la défiance populaire envers le gouvernement, la violence terroriste et la forte influence nationaliste.

En définitive, la fin de la dictature bouleverse la scène politique espagnole. De profondes mutations se jouent sur la période 1975-1982. Après quarante ans d'ostracisme, le PCE parvient à intégrer le cercle des puissants, celui des partis qui *font* la vie publique. Pour autant, ses dissensions internes le fragilisent, détournent ses électeurs des urnes et détruisent ses espoirs de devenir un jour le premier parti d'opposition. La trajectoire du PSOE est plus flatteuse puisque, grâce à une communication habile et à des choix judicieux, le parti convainc les électeurs et accède au sommet de l'État dès 1982. À droite, AP possède un atout de taille : ses fondateurs sont des hommes politiques connus et respectés qui ont déjà prouvé qu'ils savaient diriger un pays. Toutefois, cet atout se retourne contre lui puisque la société associe ces figures de droite au passé franquiste qu'elle souhaite oublier. AP doit donc composer entre son indélébile héritage et la nouvelle image qu'il souhaite construire. Après quelques tâtonnements, il s'affirme en tant que force d'opposition, très conservatrice mais pleinement démocratique. Enfin, l'UCD, pièce maîtresse de cet échiquier, passe de la gloire à la faillite en six ans à peine. En négligeant les intérêts du groupe au profit du pouvoir de chacun, les trop nombreux leaders du parti en altèrent la cohésion. Il finit par se disloquer et, après deux années d'agonie, par disparaître en février 1983. Néanmoins, même si l'UCD ne parvient pas à proposer de projet cohérent, durant la Transition, il dispose de la majorité au Parlement, c'est

---

<sup>431</sup> LANDABEREA ABAD, art. cit.

<sup>432</sup> Ministerio del Interior, *loc. cit.*

donc lui qui pilote la quasi-totalité des réformes clefs permettant de démanteler le régime autoritaire et de rendre leur souveraineté aux Espagnols.

Adolfo Suárez doit avancer dans un contexte peu favorable puisque l'Espagne est touchée de plein fouet par la crise économique et subit de fréquentes attaques terroristes. Par ailleurs, il doit prendre en compte le poids de l'Église et de l'État, deux puissantes institutions dans les années 1970. Le gouvernement doit donc réformer tout en ménageant leurs sensibilités. Enfin les partis d'extrême droite font planer la menace d'un coup d'État alors que les groupes terroristes sèment l'angoisse et la mort. L'atmosphère sociopolitique se révèle donc pesante et bien peu propice à réformer sereinement.

Malgré tout, en l'espace de six ans, l'UCD au pouvoir pose tous les jalons du futur socle législatif de l'Espagne démocratique : légalisation des partis, amnistie pour les prisonniers politiques, organisation d'élections démocratiques et proclamation d'une Constitution. Par la suite, incapable de se maintenir, il laisse place au PSOE, inaugurant ainsi une nouvelle étape de l'histoire espagnole. Pour comprendre la période, il est à présent nécessaire de s'attarder sur les réformes permettant la restauration démocratique mais également sur les dynamiques de pouvoir qui influencent les décisions politiques.

## **I. 3. Légalisation de la démocratie : entre tensions et consensus**

### **I. 3. A. Les étapes politiques**

À la mort de Franco, don Juan Carlos choisit de ne pas brusquer les institutions et opte pour la stabilité en confiant la présidence du gouvernement à Carlos Arias Navarro. Toutefois, sa présence à la tête de l'État s'avère éphémère. Les conséquences de la crise économique de 1973 ainsi que la pression des mouvements d'opposition pour obtenir des mesures concrètes de démocratisation ont raison de lui. Don Juan Carlos le pousse à la démission. Le 5 juillet 1976, Adolfo Suárez prête serment devant le roi. Le nouveau président du gouvernement est issu du secteur réformiste du franquisme. Il sait que, pour avancer, l'Espagne doit s'engager dans un processus démocratique.

En juillet 1976, le contexte est trop tendu pour ignorer les demandes des Espagnols, notamment celle d'une amnistie généralisée. Cette dernière devient donc l'une des priorités du chef de l'État. Dès le mois de novembre 1975, don Juan Carlos concède des commutations de peines<sup>433</sup>. Selon Josefina Cuesta, son intention est de « vincular el concepto de monarquía con el de aceptación de todos los españoles y de reconciliación entre ellos »<sup>434</sup>. Néanmoins, le geste reste prudent car cette grâce, de caractère général, ne fait pas allusion aux condamnations politiques. Or, ce que souhaite l'opposition c'est une amnistie qui reconnaisse les victimes de la Guerre Civile et de la répression franquiste. Elle doit donc être politique afin d'ouvrir les portes de la mémoire nationale aux vaincus. Josefina Cuestas l'explique ainsi :

La amnistía para los vencidos y víctimas del régimen suponía, en primer lugar, poner en marcha procesos de lucha contra el olvido y la exclusión, de recuperar el recuerdo de los condenados, silenciados, represaliados o ausentes; en segundo lugar, la acción de borrar la causa de la inculpación; en tercero, rehabilitación y compensación de las víctimas –la amnistía, propiamente dicha–, y en cuarto, la justicia y el juicio para los verdugos o, en todo caso, la amnistía y el perdón. Por estos derroteros podría llegarse a la reconciliación, que tan invocada fue en la transición española. La petición de amnistía arreciaba ahora<sup>435</sup>.

Dans le cas du PCE, la demande d'amnistie est ancienne puisqu'elle apparaît dès 1956, lors de la proclamation de la stratégie de réconciliation nationale. Pour le parti,

el regreso de los exilados, sin discriminación ni vejaciones; la liberación de los presos políticos; la reconstrucción de decenas de miles de hogares deshechos y la reparación de las injusticias cometidas, allanaría el camino al entendimiento y crearía el terreno apropiado a la convivencia nacional, dando a los españoles las posibilidades de vivir libres del temor a la persecución y a la venganza<sup>436</sup>.

Les communistes estiment que l'Espagne ne peut espérer bâtir de réelle démocratie sans proclamer de large amnistie politique. Les partis qui, comme le PCE, sont favorables à cette mesure, remportent une première victoire le 30 juillet 1976. Le texte, signé par Adolfo Suárez et par le roi, indique que son objectif est d'atteindre l'union nationale grâce à la réconciliation – sous-entendu des vainqueurs et des vaincus – par l'amnistie concédée à tous les crimes et

---

<sup>433</sup> *Decreto 2940/1975, op. cit.*

<sup>434</sup> CUESTA Josefina. Recuerdo, silencio y amnistía en la Transición y en la democracia españolas (1975-2006). In : *Studia historica. Historia contemporánea* [en ligne]. 2007, n° 25, p. 125-165. Disponible sur : « [http://campus.usal.es/~revistas\\_trabajo/index.php/0213-2087/article/viewFile/1054/1132](http://campus.usal.es/~revistas_trabajo/index.php/0213-2087/article/viewFile/1054/1132) » (consulté le 5 avril 2020), p. 137.

<sup>435</sup> CUESTA, art. cit., p. 134.

<sup>436</sup> Comité central del Partido Comunista Español, *op. cit.*

délits politiques<sup>437</sup>. C'est une avancée importante pour la gauche et les secteurs sociaux contestataires. Néanmoins, leurs attentes ne sont pas totalement comblées puisque l'amnistie de 1976 ne concerne pas les actes politiques ayant porté atteinte à l'intégrité physique des personnes. Elle ne prévoit pas, non plus, de compensation financière pour les victimes de la guerre. La pression contre le gouvernement reprend donc de plus belle : de nombreuses manifestations pro amnistie sont organisées dans le pays, en particulier au Pays-Basque qui espère la libération des terroristes de l'ETA<sup>438</sup>. Les députés débattent de la question au Congrès et, à l'exception du groupe Alianza Popular, ils réclament une amnistie étendue<sup>439</sup>. Carme Molinero revient sur le discours de Marcelino Camacho visant à défendre le projet de loi :

Marcelino Camacho fue quien hizo la intervención más emotiva y, quizás por ello, más fácil de releer pasados casi treinta años. Camacho, en representación del Grupo Comunista, reivindicó el protagonismo comunista a la hora de exigir la amnistía, presentándola como “el resultado de una política coherente y consecuente que comienza con la política de reconciliación nacional de nuestro Partido, ya en 1956”. Más adelante, Camacho deja ver claramente cuáles eran las preocupaciones del momento: “nosotros, precisamente, los comunistas, que tantas heridas tenemos, que tanto hemos sufrido, hemos enterrado nuestros muertos y nuestros rencores. Nosotros estamos resueltos a marchar hacia delante en esa vía de la libertad, en esa vía de la paz y del progreso”<sup>440</sup>.

La presse se joint au débat. Dans leurs pages, les journaux d'opposition exhortent le gouvernement à promulguer une amnistie large, considérée non pas comme une grâce mais bien comme un droit. C'est, par exemple, l'idée principale de l'article d'Eduardo Haro Tecglen, publié le 7 août 1977 dans la revue *Triunfo*<sup>441</sup>. *El País* et *La Vanguardia* consacrent également de très nombreux éditoriaux à cette demande<sup>442</sup>. Pour eux, il s'agit d'une mesure de réconciliation nationale et d'un levier indispensable pour apaiser les tumultes liés à l'ETA.

En octobre 1977, l'opposition obtient gain de cause : toutes les condamnations pour des actes de nature politique – s'ils ont été commis avant le 15 décembre 1976 et quel qu'en fut le

---

<sup>437</sup> *Real Decreto Ley 10/1976, de 30 de julio, sobre amnistía* [en ligne]. BOE n° 186, 4 août 1976. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1976-14963> » (consulté le 6 avril 2020).

<sup>438</sup> GASTAMINZA Genoveva. Comienza la semana pro amnistía en el País Vasco. *El País*. 26 février 1977.

<sup>439</sup> CUESTA, art. cit., p. 143.

<sup>440</sup> MOLINERO, La política de..., art. cit., p. 220.

<sup>441</sup> Los límites de la amnistía. *Triunfo*. 7 août 1977, n° 706, cité dans RENAUDET, *op. cit.*, p. 363.

<sup>442</sup> À titre d'exemples, on relèvera d'une part La amnistía, ¿cuándo? (16 mai 1976), Esperando la amnistía (16 juillet 1976), En el cumpleaños del Rey (5 janvier 1977), La amnistía total y las autonomías (28 juillet 1977) ou La amnistía y las Cortes (4 octobre 1977) pour *El País* et d'autre part La lógica de la amnistía (13 juillet 1976), Hacia la reconciliación (18 juillet 1976), El espíritu de Santiago (28 juillet 1976), Amnistía y recuperación (13 janvier 1977) ou La voluntad de perdonar (19 mars 1977) pour *La Vanguardia*.

résultat – sont annulées<sup>443</sup>. La loi alloue également une compensation financière aux familles victimes de la dictature.

Ainsi, malgré ses imperfections et les problématiques qu'elle entraîne aujourd'hui, la loi d'amnistie de 1977 est un premier pas dans la construction démocratique car elle permet de libérer les opposants politiques et de légitimer leur lutte contre le franquisme<sup>444</sup>. Évidemment, l'amnistie ne suffit pas à bâtir un État démocratique<sup>445</sup>. En parallèle, pour le gouvernement, il est urgent de légaliser les partis et syndicats, avec lesquels les négociations sont d'ores et déjà ouvertes, et d'organiser des élections démocratiques.

C'est Torcuato Fernández Miranda qui initie les démarches. À l'arrivée de Suárez au pouvoir, cet ancien ministre franquiste, proche du roi et partisan de la transition vers un régime pleinement démocratique, est alors lui-même président de ce qui est encore les *Cortes* franquistes. Il transmet au gouvernement Suárez le projet de promulgation d'une nouvelle Loi fondamentale. Cette dernière, qui s'inscrirait dans l'arsenal législatif du régime, est en réalité une réforme politique qui sonnera le glas de la dictature à travers la légalisation des partis politiques et l'organisation d'élections libres. Le texte est proposé lors du conseil des ministres du 10 septembre 1976 et reçoit l'aval de l'équipe gouvernementale. Suárez le présente donc aux Espagnols le jour même, au cours d'une allocution télévisuelle dans laquelle il promet de rendre sa souveraineté au peuple<sup>446</sup>.

Le 19 octobre 1976, le texte devient officiellement un projet de loi, proposé aux *Cortes* par le gouvernement. Par ailleurs, puisqu'il se réfère à une Loi fondamentale de l'État, il est également examiné par le conseil du Mouvement national, même si ce dernier n'a pas de pouvoir décisionnel. Le texte est ainsi amendé, débattu et négocié par les *procuradores* du 15 au 17 novembre. L'extrême droite de Blas Piñar et les titres de presse qui la soutiennent, comme *El Alcázar*, s'y opposent catégoriquement puisqu'il signifie une rupture totale avec le régime

---

<sup>443</sup> *Real-decreto 46/1977, de 15 de octubre, de amnistía* [en ligne]. BOE n° 248, 17 octobre 1977. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/act.php?id=BOE-A-1977-24937> » (consulté le 15 avril 2020).

<sup>444</sup> À partir des années 2000, des voix, comme celle de Juan Carlos Monedero, politologue et idéologue du parti politique Podemos, s'élèvent pour déplorer cette loi. En effet, parmi ses bénéficiaires se trouvent les militaires, cadres et fonctionnaires franquistes. Ainsi, l'amnistie de 1977 permet la libération des activistes pro démocratie, toutefois, elle prive les victimes du régime d'entamer des poursuites contre leurs bourreaux. Pour autant, Josefina Cuesta rappelle que, durant la Transition, aucun parti politique, y compris de gauche, n'a exprimé la volonté de juger les faits commis durant la dictature. Par ailleurs, de nombreux historiens, à l'instar de Carme Molinero et de Pere Ysàs, rappellent la complexité de la situation : il semble impossible de juger les crimes du franquisme alors même que la Transition est menée, entre-autres, par d'anciens cadres franquistes.

<sup>445</sup> D'ailleurs, elle ne rétablit pas la paix au Pays-Basque, d'où la réflexion presque amère de *La Vanguardia*, six mois après la promulgation de l'amnistie, à propos des limites entre délit politique et crime dans l'éditorial ¿Qué es un delito político? *La Vanguardia*. 3 mars 1978, p. 5.

<sup>446</sup> RTVE. *Muere Adolfo Suárez: Los mejores discursos* [en ligne]. 2014. Disponible sur : « <https://www.rtve.es/noticias/muere-adolfo-suarez/discursos> » (consulté le 8 avril 2020).



antérieur<sup>447</sup>. Le reste de la presse est divisé. Ceux qui participent à l'opposition antifranquiste depuis les années 1960 – comme *Andalán*, *Triunfo* ou *Cuadernos para el Diálogo* – recommandent l'abstention. Isabelle Renaudet explique cette attitude par leur « défiance à l'égard de l'ancienne classe franquiste maintenue au pouvoir »<sup>448</sup>. *El País* ne se positionne pas explicitement mais, à demi-mot, recommande lui aussi l'abstention à travers la défense de l'« abstención activa », c'est-à-dire le choix de s'abstenir, non pas par paresse ou désintérêt, mais afin de pousser le gouvernement à donner plus de garanties aux citoyens quant à sa volonté de faire de l'Espagne une démocratie à part entière<sup>449</sup>. L'opinion de *La Vanguardia* est plus claire : le quotidien catalan est pleinement favorable au « oui » lors du référendum<sup>450</sup>.

Malgré l'opposition du Bunker et les réserves de plusieurs médias, les *Cortes* ratifient le projet à une large majorité – 425 votes pour, 59 contre et 13 abstentions – le 18 novembre 1976<sup>451</sup>. Lors du référendum organisé le 15 décembre, les Espagnols le plébiscitent à leur tour : parmi les 77,9 % d'électeurs ayant fait le déplacement, 94,5 % votent en faveur<sup>452</sup>. Le 4 janvier 1977, don Juan Carlos et Torcuato Fernández Miranda signent le texte définitif : la Loi pour la Réforme politique est adoptée<sup>453</sup>. En prévoyant l'organisation d'élections démocratiques, cette Loi fondamentale replace la responsabilité politique du pays entre les mains des Espagnols.

Par ailleurs, le 8 février 1977, un décret assouplit les conditions d'inscription dans le registre des associations politiques, inscriptions autorisées depuis juin 1976<sup>454</sup>. Une centaine de formations voit le jour. Au printemps 1977, la plupart des options politiques peuvent participer aux élections. Elles ont lieu le 15 juin 1977 et c'est l'UCD qui les remporte. Par leurs votes, les Espagnols expriment leur adhésion envers le chef du gouvernement et son activité politique de l'année écoulée – il convient de rappeler que Suárez n'avait pas été élu mais nommé par le roi – et ils lui offrent le champ libre pour mettre en place le dernier jalon de la construction démocratique : une constitution.

---

<sup>447</sup> Esta tarde, “duelo” Blas Piñar-Fernando Suárez. *El País*. 16 novembre 1976.

<sup>448</sup> RENAUDET, *op. cit.*, p. 361.

<sup>449</sup> Voir en particulier les éditoriaux El abstencionismo es defendible. *El País*. 30 novembre 1976 et Un trámite inevitable. *El País*. 15 décembre 1976.

<sup>450</sup> Éditorial Las respuestas a un referéndum. *La Vanguardia*. 14 décembre 1976, p. 7.

<sup>451</sup> Une de *La Vanguardia* : Sí a la reforma política. *La Vanguardia*. 19 novembre 1976.

<sup>452</sup> *La Vanguardia*. 16 décembre 1976, p. 3.

<sup>453</sup> *Ley 1/1977, de 4 de enero, para la Reforma Política* [en ligne]. BOE n° 4, 5 janvier 1977. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1977-165> » (consulté le 20 avril 2020), p. 170-171.

<sup>454</sup> Par exemple, en raccourcissant les délais de traitement des demandes par l'administration publique. *Ley 21/1976, de 14 de junio, sobre el derecho de asociación política* [en ligne]. BOE n° 144, 16 juin 1976. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1976-11502> » (consulté le 21 avril 2020), p. 11750-11752. *Real Decreto-Ley 12/1977, de 8 de febrero, sobre el derecho de asociación política* [en ligne]. BOE n° 35, 10 février 1977. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1977-3663> » (consulté le 21 avril 2020), p. 3223.

En effet, afin d'assurer à chaque individu la protection pérenne de ses droits fondamentaux et d'assembler les rouages de l'appareil législatif du pays, il est nécessaire de ratifier un texte constitutionnel. L'élaboration du projet débute après les élections de juin 1977. Les membres du Parlement fraîchement élus désignent une commission constitutionnelle formée par trente-six députés issus de la plupart des formations politiques représentées au Congrès et au Sénat. Sept d'entre eux sont chargés de la rédaction : les trois *ucédistes* Gabriel Cisneros, Miguel Herrero et José Pedro Pérez-Llorca ainsi que Manuel Fraga (AP), Gregorio Peces-Barba (PSOE), Jordi Solé Tura (PCE), Miquel Roca (CiU)<sup>455</sup>. Parmi eux, aucun député basque. Certes, Miquel Roca, nationaliste catalan, fait office d'intermédiaire<sup>456</sup> mais les Basques, écartés de ce moment si spécial de l'histoire espagnole, adhèrent moins au projet et de nombreux responsables politiques font campagne pour l'abstention<sup>457</sup>.

Après quatre mois de travail, le 23 décembre, une première version du texte est remise à Emilio Attard, président de la commission constitutionnelle. Cette dernière dépose alors 1 133 amendements qui sont étudiés jusqu'à l'été 1978. Une fois finalisé, le projet est débattu au Congrès des députés du 4 au 21 juillet, puis au Sénat du 28 septembre au 5 octobre. Par la suite, les deux chambres ayant travaillé indépendamment l'une de l'autre, une commission mixte effectue les dernières modifications. Antonio Hernández Gil, successeur de Torcuato Fernández Miranda à la présidence du Parlement, arbitre les négociations<sup>458</sup>. Le 31 octobre 1978, le Parlement ratifie le projet, clôturant ainsi la première étape du processus constitutionnel<sup>459</sup>. Dans un deuxième temps, le peuple espagnol est appelé à se prononcer sur le texte, par référendum. Le 6 décembre 1978, il vote massivement pour le « oui », qui l'emporte à 87,79 % des voix<sup>460</sup>. Enfin, don Juan Carlos met un point final à la procédure en apposant sa signature en bas du texte, le 27 décembre 1978<sup>461</sup>.

La Constitution confirme la monarchie parlementaire et réaffirme la pluralité politique. L'Espagne devient un État de droits qui respecte tous les acquis fondamentaux des Droits de l'Homme, tels que la liberté d'expression ou d'association. La souveraineté revient aux individus, déclarés libres et égaux. La nation est unie mais ouverte à l'autonomie (articles 143

---

<sup>455</sup> SÁNCHEZ GOYANES, *op. cit.*, p. 43.

<sup>456</sup> NAVARRO, *op. cit.*, p. 317.

<sup>457</sup> GOÑI Fermín. El PNV recomendará la abstención en el referéndum constitucional. *El País*. 30 octobre 1978.

<sup>458</sup> SÁNCHEZ GOYANES, *loc. cit.*

<sup>459</sup> La Constitución, aprobada por amplia mayoría. *La Vanguardia*. 1 novembre 1978, p. 5.

<sup>460</sup> Les Espagnols sont cependant moins nombreux à se déplacer que lors du vote pour la Loi pour la Réforme politique. Constitución, resultados finales. *La Vanguardia*. 8 décembre 1978, p. 1.

<sup>461</sup> *Constitución española* [en ligne]. BOE n° 311, 29 décembre 1978. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/act.php?id=BOE-A-1978-31229> » (consulté le 25 avril 2020).

et 151). Elle sépare le droit civil de la religion en déclarant que l'État est aconfessionnel mais réaffirme tout de même ses liens privilégiés avec le catholicisme (article 16).

Malgré ses défaut et imperfections, qui feront l'objet de commentaires plus en avant, la Constitution de 1978 est l'aboutissement de la transition législative entre le franquisme et la démocratie. Le texte met un terme légal à la dictature et, surtout, protège l'Espagne d'un éventuel retour en arrière. Comment réagissent à ce bouleversement l'Armée et l'Église, les deux institutions sur lesquelles s'est bâti le régime ?

### **I. 3. B. l'Église et l'Armée : disposées aux changements ?**

Durant le franquisme tardif, la hiérarchie ecclésiastique ainsi que de nombreux religieux en contact avec la population aspirent à la démocratisation de l'Espagne, certains intégrant même l'opposition clandestine<sup>462</sup>. Pendant la Transition, cette modernité institutionnelle s'incarne dans la figure de Vicente Enrique y Tarancón, président de la Conférence épiscopale.

Lorsque Franco meurt et que Juan Carlos de Bourbon accède au pouvoir, le nouveau roi n'a encore ni appui ni légitimité<sup>463</sup>. Désigné successeur officiel depuis 1969, il est le fils de Juan de Bourbon – publiquement opposé à la dictature depuis le manifeste de Lausanne de 1945 – mais son éducation, façonnée par le franquisme, le prédispose à suivre le chemin tracé par le régime. Le pouvoir officiel comme l'opposition voient donc en lui un roi fantoche, facilement manipulable, tant et si bien que ces derniers l'affublent même du surnom de Juan Carlos le Bref<sup>464</sup>. Pourtant, Vicente Enrique y Tarancón décide de lui tendre la main. Il sera pour lui un atout précieux au cours des années suivantes. Dans son homélie à l'occasion du couronnement du 27 novembre 1975, de façon à peine voilée, le cardinal l'exhorte à instaurer la démocratie et lui assure le soutien de l'Église dans cette tâche :

Pido para Vos acierto y discreción para abrir caminos del futuro de la Patria para que, de acuerdo con la naturaleza humana y la voluntad de Dios, las estructuras jurídico-políticas ofrezcan a todos los ciudadanos la posibilidad de participar libre y activamente en la vida del país, en las medidas concretas de gobierno que nos conduzcan, a través de un proceso de madurez creciente, hacia una Patria plenamente justa en lo social y equilibrada en lo económico.

---

<sup>462</sup> Voir. I. I. D. La contestation sociale.

<sup>463</sup> MARTÍN DE SANTA OLALLA SALUDES, Iglesia católica..., art. cit., p. 63.

<sup>464</sup> VILALLONGUA (DE) José Luis. Un Rey en el diván. *La Vanguardia*. 12 mars 1993, p. 45.

Pido finalmente, Señor, que nosotros, como hombres de Iglesia, y Vos, como hombre de Gobierno, acertemos en unas relaciones que respeten la mutua autonomía y libertad, sin que ello obste nunca para la mutua y fecunda colaboración desde los respectivos campos.

Sabed que nunca os faltará nuestro amor y que éste será aún más intenso si alguna vez debiera revestirse de formas discrepantes o críticas. También en ese caso contaréis, Señor, con la colaboración de nuestra honesta sinceridad<sup>465</sup>.

La fidélité de l'Église à l'égard du roi est une constante durant la Transition. En décembre 1975, la Conférence épiscopale l'approuve publiquement en le félicitant pour les commutations de peine accordées quelques jours plus tôt<sup>466</sup>. En outre, lorsqu'il est clair que le roi va rejeter les objectifs de sa formation initiale afin de participer activement à la démocratisation du pays, c'est même le Vatican qui le légitime publiquement en lui accordant l'honneur d'un entretien avec le pape, à Rome, en février 1977. Il s'agit là d'une distinction dont Franco n'a jamais pu se flatter<sup>467</sup>. Enfin, après la tentative de coup d'État de février 1981, c'est une nouvelle fois Tarancón qui publie un communiqué pour réaffirmer son soutien au roi et à la démocratie, communiqué rapidement suivi par une déclaration officielle de la Conférence épiscopale<sup>468</sup>.

L'État et l'Église collaborent prestement. Ensemble, ils se mettent au diapason des grandes puissances modernes européennes en rééquilibrant leurs relations. La première étape est de séparer le politique du religieux. Le 28 juillet 1976, ils signent l'*Acuerdo básico* qui permet au Saint-Siège de récupérer le droit de nommer librement les évêques espagnols, sans intervention de l'État, en échange de son renoncement aux privilèges accordés par le franquisme tels que l'immunité des prélats devant la loi<sup>469</sup>. Par ailleurs, l'Église confirme son intention de ne pas intervenir dans le jeu politique dans la *Nota sobre la participación política* de la commission permanente de la Conférence épiscopale, publiée le 2 février 1977. Il y est dit que :

La Iglesia no desea el poder político ni apoyar en él su acción pastoral. Y, por consiguiente, no entra en el juego de los partidos políticos. Más aún, deseamos que la Iglesia, en cuanto tal, en conformidad con la doctrina conciliar y teniendo en cuenta nuestra experiencia histórica, se mantenga en una actitud de independencia con respecto a los distintos partidos políticos<sup>470</sup>.

---

<sup>465</sup> Retranscription d'une partie de l'homélie du cardinal Tarancón, prononcée le 27 novembre 1975 dans l'église Saint-Jérôme-le-Royal de Madrid. RTVE. *La Transición* [en ligne]. Septembre 1995, chapitre 7. Disponible sur : « <https://www.rtve.es/alacarta/videos/la-transicion/transicion-capitulo-7/2066151/> » (consulté le 20 avril 2020).

<sup>466</sup> *Decreto 2940/1975...*, loc. cit.

<sup>467</sup> MARTÍN DE SANTA OLALLA SALUDES, *Iglesia católica...*, art. cit., p. 69.

<sup>468</sup> *Ibid.*, p. 78-79.

<sup>469</sup> *Ibid.*, p. 67.

<sup>470</sup> *Ibid.*, p. 70.

L'ancienne proximité entre l'Église et l'État n'en est pas révolue pour autant. De fait, les textes votés au Parlement sont favorables à l'institution. Certes, la Constitution instaure un État non confessionnel, c'est-à-dire qu'il n'existe pas de religion officielle, mais les législateurs font la part belle au catholicisme. C'est le seul culte explicitement cité dans l'article 16.3, qui assure que les pouvoirs publics « mantendrán las consiguientes relaciones de cooperación con la Iglesia Católica y las demás confesiones »<sup>471</sup>. Cette décision est loin de faire l'unanimité au sein de la classe politique, mais elle est entérinée au nom du consensus<sup>472</sup>. Parallèlement à la Constitution sont négociés les futurs accords entre le Saint-Siège et l'État espagnol, ratifiés le 3 janvier 1979 et signés au Vatican par le roi, le ministre des Affaires étrangères démocrate Marcelino Oreja ainsi que le cardinal Giovanni Villot. Ces accords économiques, juridiques, culturels et éducatifs offrent également de nombreux privilèges à l'Église. Ainsi, l'article 2 de l'*Acuerdo entre el Estado español y la Santa Sede sobre Enseñanza y Asuntos Culturales* impose la religion catholique comme un des enseignements obligatoirement proposés dans les établissements scolaires publics<sup>473</sup>.

En 1980, 70 % des congrégations religieuses masculines et 83,1 % des féminines se consacrent, au moins partiellement, à l'enseignement, signe que la mainmise de l'Église sur l'éducation n'est pas ébranlée par la Transition<sup>474</sup>. En outre, dans le cadre de l'*Acuerdo entre el Estado español y la Santa Sede sobre Asuntos Económicos*, signé lui aussi en janvier 1979, l'État s'engage à subventionner l'institution catholique<sup>475</sup>. Sur de nombreux aspects, l'éducation en particulier, l'État favorise donc l'Église.

De plus, même si cette dernière a assuré ne pas vouloir s'ingérer dans le débat politique espagnol, elle intervient tout de même en novembre 1977 à travers la publication, par la Conférence épiscopale, de *Los valores morales y religiosos ante la Constitución Española*. Dans cette déclaration, les évêques espagnols exhortent la commission de rédacteurs à veiller à

---

<sup>471</sup> Article 16. 3. de la Constitution espagnole.

<sup>472</sup> ROMERO José Manuel. España aconfesional y católica. *El País*. 5 décembre 2013.

<sup>473</sup> Article 2 de *Instrumento de Ratificación del Acuerdo entre el Estado español y la Santa Sede sobre Enseñanza y Asuntos Culturales, firmado en la Ciudad del Vaticano el 3 de enero de 1979* [en ligne]. BOE n° 300, 15 décembre 1979. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1979-29491> » (consulté le 26 avril 2020), p. 28784-28785.

<sup>474</sup> MOLINER PRADA Antonio. Aproximación a la Iglesia y Escuela durante la transición democrática española [en ligne]. In : AYMES Jean-René, FELL Ève-Marie, GUEREÑA Jean-Louis (dir.). *Ecole et Église en Espagne et en Amérique-Latine : aspects idéologiques et institutionnels*. Tours : Presses universitaires François-Rabelais, 1988, p. 149-168. Disponible sur « <https://books.openedition.org/pufr/5331> » (consulté le 21 avril 2020).

<sup>475</sup> Article 2. 1. de *Instrumento de Ratificación del Acuerdo entre el Estado español y la Santa Sede sobre asuntos económicos, firmado en Ciudad del Vaticano el 3 de enero de 1979* [en ligne]. BOE n° 300, 15 décembre 1979. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1979-29490> » (consulté le 27 avril 2020), p. 28782-28783.

ce que le texte constitutionnel défend les valeurs familiales et la vie humaine, dans une claire allusion à l'avortement<sup>476</sup>. Or, l'avortement est un thème sensible et clivant dont la légalisation future dépend des mots précis choisis par les législateurs. Cette déclaration de la Conférence épiscopale revient donc à exercer une pression sur la commission constitutionnelle ainsi que sur tous les croyants – élus ou non – qui se prononceront sur le texte. Malgré tout, les relations entre l'État et l'Église se normalisent durant la Transition car l'UCD au pouvoir, elle-même composée d'un courant démocrétien influent, ménage les sensibilités catholiques. Durant ces années charnières avant la victoire du PSOE, seules deux anicroches perturbent cette bonne entente.

La première correspond à la légalisation du PCE, en avril 1977. Pour l'Église, qui garde en mémoire les exactions communistes contre les religieux durant la guerre, la nouvelle est mal accueillie. Pablo Martín De Santa Olalla Saludes explique toutefois que la hiérarchie ecclésiastique s'abstient de commentaire : « la Iglesia, que había sufrido durante la Guerra Civil las iras comunistas (casi siete mil personas de condición religiosa habían perdido la vida), prefirió enmarcar esta legalización dentro de su actitud de remarcada neutralidad »<sup>477</sup>. Si l'Église se résigne à ce premier désenchantement, le deuxième, lié à la légalisation du divorce, provoque plus de résistance. En effet, au mois de mai 1977, la Commission épiscopale pour la doctrine de la foi – commission appartenant à la Conférence épiscopale – publie *La Estabilidad del matrimonio*. Dans ce texte, les évêques condamnent le divorce car, selon eux, il détruit la famille, valeur essentielle du christianisme :

La estabilidad inherente al vínculo matrimonial es un bien sumamente importante para la vida afectiva de los esposos, para la firmeza de la familia y, al mismo tiempo, un elemento integrante fundamental del bien común de la sociedad. El divorcio vincular pone en peligro estos bienes; es, de suyo, un mal para la sociedad<sup>478</sup>.

Le texte avertit également des conséquences d'une éventuelle légalisation : autoriser un divorce trop facile équivaldrait à ouvrir une boîte de Pandore et mènerait au désordre moral de la société.

---

<sup>476</sup> « A un orden jurídico justo le corresponde garantizar la defensa de la vida humana, desde el seno materno hasta el momento de la muerte, contra todo ataque que pueda amenazarla, aunque venga disfrazado de amor compasivo, de ideales políticos o de fría ciencia » cité par MARTÍN DE SANTA OLALLA SALUDES, Iglesia católica..., art. cit., p. 74.

<sup>477</sup> *Ibid.*, p. 71.

<sup>478</sup> Comisión episcopal para la doctrina de la fe. *La estabilidad del matrimonio* [en ligne]. Note doctrinale de la Conférence épiscopale espagnole du 7 mai 1977. Disponible sur : « [https://www.conferenciaepiscopal.nom.es/archivodoc/jsp/system/win\\_main.jsp](https://www.conferenciaepiscopal.nom.es/archivodoc/jsp/system/win_main.jsp) » (consulté le 21 avril 2020).

La experiencia de otros países muestra que la mera posibilidad legal del divorcio es ya una incitación al mismo. Este tipo de legislación es prácticamente irreversible, mueve a los propios legisladores a deslizarse por el plano inclinado de la progresiva multiplicación de las causas que legitiman la ruptura del compromiso matrimonial, induce a muchos a identificar lo “legalmente admitido” con lo “éticamente lícito”<sup>479</sup>.

L’Église se prononce donc sur le divorce civil. Elle ne peut ignorer que toutes les grandes puissances modernes l’ont déjà légalisé et qu’une mesure allant dans ce sens est imminente en Espagne, mais elle souhaite éviter la promulgation d’une loi trop permissive. Dans un premier temps, sa réaction reste mesurée, d’autant que le premier projet porté par le ministre Íñigo Cavero Lataillade est très conservateur. Mais, lorsque les débats s’orientent vers la possibilité d’un divorce d’un commun accord, c’est-à-dire sans faute imputable à l’une des deux parties, c’en est trop pour l’Église qui réagit vertement. Le 23 novembre 1979, la 32<sup>e</sup> assemblée plénière de la Conférence épiscopale espagnole déclare :

Consideramos que es absolutamente inaceptable el llamado divorcio consensual. Una ley que introdujese el divorcio de tal manera que la pervivencia del vínculo quedase a disposición de los cónyuges sería rechazable moralmente y no podría ser aceptada por ningún católico, ni gobernante ni gobernado<sup>480</sup>.

À partir de la nomination de Fernández Ordóñez comme nouveau ministre de la Justice, en septembre 1980, le projet s’assouplit. En conséquence, les relations avec l’Église se tendent. N’étant plus diligenté par un démocrate mais par un social-démocrate, le texte aboutit à un divorce plus accessible que celui initialement prévu par Íñigo Cavero Lataillade. Puisque cette version du projet est entérinée légalement, l’Église n’a d’autre possibilité que de l’accepter.

Cette dernière n’est donc plus un des piliers de l’État comme elle avait pu l’être sous Franco. Au cours de la Transition démocratique, et dans la lignée des recommandations du concile de Vatican II, l’Église et l’État se séparent. Leur relation se normalise, elle se rapproche de plus en plus de ce qui existe dans les autres démocraties européennes. Certaines décisions ne peuvent d’ailleurs pas attendre la totale normalisation démocratique afin d’être réglées. C’est le cas de la légalisation du parti communiste et du divorce.

---

<sup>479</sup> *Ibid.*

<sup>480</sup> *Instrucción civil sobre el divorcio* [en ligne]. Conclusions de la 32<sup>e</sup> assemblée plénière de la Commission épiscopale espagnole, 23 novembre 1979. Disponible sur : « [https://www.conferenciaepiscopal.nom.es/archivodoc/jsp/system/win\\_main.jsp](https://www.conferenciaepiscopal.nom.es/archivodoc/jsp/system/win_main.jsp) » (consulté le 21 avril 2020).

Toutefois, bousculer à l'excès les relations avec une institution si ancrée dans la vie quotidienne des Espagnols pourrait se révéler dangereux pour le nouvel équilibre démocratique. L'UCD au pouvoir s'attache donc à ménager les sensibilités religieuses des prélats mais aussi de ses propres élus démochrétiens, de ses électeurs et de l'opposition conservatrice, en accordant certains privilèges à l'Église.

Finalement, durant la Transition, le rapport de force entre l'État et l'Église évolue. La hiérarchie ecclésiastique ne s'oppose plus à un régime autoritaire mais à une démocratie qui, en se modernisant, légalise des pratiques contraires au dogme. Néanmoins, la fin théorique de la collusion entre l'Église et l'État ne sonne pas le glas de l'influence religieuse. D'ailleurs, l'institution et la morale catholiques impacteront les débats sur le divorce et l'avortement. Les habitudes issues de la dictature ne disparaissent pas automatiquement lors de la ratification de la Constitution. Un certain temps est nécessaire pour que chacun s'adapte au nouveau cadre légal, aux modes de fonctionnement et aux valeurs. L'Église n'est d'ailleurs pas la seule institution à connaître des transformations. L'Armée, elle aussi, doit évoluer sur certaines positions.

La Transition représente un bouleversement pour elle. Deuxième pilier du régime avec l'Église, elle doit trouver sa place dans le nouvel équilibre démocratique alors même qu'elle aussi est en pleine mutation. En effet, à la mort de Franco, la formation des cadets vient d'être réorganisée<sup>481</sup>, le matériel et l'armement attendent toujours d'être renouvelés, les documents officiels réactualisés, le fonctionnement réorganisé, et la stratégie de défense modernisée<sup>482</sup>. Selon Jérôme Pellistrandi, dix ans seront nécessaires pour parvenir à une transformation en profondeur de l'institution. Ainsi, alors qu'elle était encore obsolète au début des années 1970, elle fait une entrée symbolique dans le cercle des armées modernes occidentales en 1986, lors de la signature des accords de l'OTAN<sup>483</sup>.

Durant les premiers mois suivant la mort du dictateur, l'Armée ne connaît pourtant pas de grande révolution. Dans le gouvernement d'Arias Navarro, le vice-président chargé des affaires de la Défense est le général Fernando de Santiago y Díaz de Mendivil, proche du Bunker et opposé à toute ouverture démocratique. La situation évolue dès l'été 1976, une fois Adolfo Suárez au pouvoir. Ce dernier est alors dans une situation délicate puisque d'une part,

---

<sup>481</sup> PELLISTRANDI Jérôme. L'Armée espagnole à l'épreuve de la démocratie et de l'Europe : 1975-2002. In : *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire* [en ligne]. 2002, vol. 2, n° 74, p.101-111. Disponible sur : « <https://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2002-2-page-101.htm> » (consulté le 23 avril 2020), p. 104.

<sup>482</sup> *Ibid.*, p. 102-103.

<sup>483</sup> *Ibid.*, p. 105.



il n'a pas d'autre choix que de pousser en avant la Loi pour la Réforme politique, mais, d'autre part, il ne sait pas s'il pourra compter sur un large soutien pour la mettre en œuvre. De fait, en 1976, Suárez n'a pas été élu, il n'a donc pas encore de légitimité populaire pour réformer. Il est également conscient que les forces militaires et les secteurs de droite risquent d'opposer de fortes résistances au projet de loi, en particulier si le PCE est légalisé. Le cas échéant, l'Armée serait en mesure de renverser le nouveau régime. Avant toute déclaration publique, Suárez doit donc s'assurer de la fidélité des généraux.

Le 8 septembre 1976, il organise une réunion avec les membres des conseils supérieurs des Armées de terre, de mer et de l'air. L'objectif annoncé est de leur présenter la Loi pour la Réforme politique, mais pour le président du gouvernement, il s'agit avant tout d'une opération de communication destinée à remporter leur adhésion<sup>484</sup>. Sur le sujet communiste, son discours est équivoque. Certains généraux comprennent que le PCE ne serait jamais légal, d'autres que la chose serait soumise à condition. Les déclarations nébuleuses tenues par Adolfo Suárez ce jour-là resteront une énigme mais, dans le cadre d'une interview accordée à Julia Navarro, le principal intéressé se justifie :

No, no les engañé, [los militares] me preguntaron si iba a legalizar el PCE, y les aseguré que con los estatutos que en esos momentos tenía, de ninguna manera lo legalizaría. Y era verdad. No les dije más, es decir no añadí que si el PCE modificaba sus estatutos, y dependiendo de cómo fuera esa modificación, entonces sí procedería a su legalización<sup>485</sup>.

Quoi qu'il en soit, la réunion est un succès à court terme mais ses bénéfices sur le long terme sont à nuancer. En effet, la réaction mesurée des généraux espagnols permet au chef de l'État de présenter officiellement son projet deux jours plus tard, à ses ministres et à la population. Par ailleurs, elle lui donne l'occasion de se défaire de son encombrant vice-président chargé des affaires de la Défense qui, hostile à la légalisation des syndicats, démissionne. Il est opportunément remplacé dès le 23 septembre 1976 par Manuel Gutiérrez Mellado, général favorable à l'avènement démocratique, qui collaborera activement avec le gouvernement<sup>486</sup>.

Toutefois, cette réunion ne règle pas la question communiste. La légalisation du PCE six mois plus tard brise la confiance entre l'Armée et le gouvernement. Pour la plupart des

---

<sup>484</sup> MUÑOZ BOLAÑOS Roberto. Las Fuerzas armadas y la legalización del PCE. In : *Rúbrica Contemporánea* [en ligne]. 2013, vol. 2, n° 4, p. 101-120. Disponible sur : « <https://www.raco.cat/index.php/rubrica/article/view/v2n4-munoz> » (consulté le 23 avril 2020), p. 104.

<sup>485</sup> NAVARRO, *op. cit.*, p. 82.

<sup>486</sup> MUÑOZ BOLAÑOS, *loc. cit.*

militaires, le communisme est « l'incarnation du mal absolu et l'ennemi de l'Espagne », c'est pourquoi ils ne peuvent accepter sa légalisation<sup>487</sup>. Les conséquences sont immédiates : non seulement le ministre de la Marine, Gabriel Pita da Veiga, démissionne – il est remplacé par le vice-amiral Pascual Pery Junquera – mais, surtout, le président du gouvernement et le roi, premier général des Armées, perdent l'adhésion de la classe militaire qui se sent trahie<sup>488</sup>. Scandalisé, le conseil supérieur des Armées rédige ainsi plusieurs communiqués dont un directement adressé au roi, à qui il écrit que : « su figura se está deteriorando a consecuencia de la actitud del Gobierno (dejaciones, pasividad, falta de autoridad, indecisión...) »<sup>489</sup>. Quant à la réaction des responsables politiques de droite, elle ne se fait pas attendre. Selon Manuel Fraga, la légalisation du PCE est « un verdadero golpe de Estado, grave error político, farsa jurídica y quiebra a la vez de la legalidad y la legitimidad »<sup>490</sup>.

Certes, en juin 1977, l'appui de l'Armée n'est plus vital pour Adolfo Suárez puisque la victoire de l'UCD aux élections générales lui confère la légitimité nécessaire à la poursuite de ses réformes. En outre, grâce à la création du ministère de la Défense en juillet 1977, le gouvernement jouit d'un meilleur contrôle des forces armées qui, malgré leur amertume, acceptent l'autorité du gouvernement<sup>491</sup>. Cependant, la Transition n'en est pas moins déstabilisante pour les militaires : le pouvoir en place répudie les valeurs franquistes, légalise le PCE et prévoit même de concéder l'autonomie à certaines régions. Ce malaise est dangereux puisqu'il pourrait les pousser à se rebeller contre l'État. Dans le même temps, les responsables politiques d'extrême droite, relayés par la presse, n'ont de cesse d'annoncer la ruine de l'Espagne, prétendument menacée par l'action de Suárez et la négligence du roi. Ce discours, dans un contexte aussi instable, sème le trouble dans l'esprit d'un petit secteur de l'Armée qui, voyant que la situation lui échappe, se radicalise. La presse, qui l'a bien compris, prône l'apaisement. Le 16 avril 1977, *Informaciones*, *El País*, *Arriba*, *Pueblo*, *Diario 16*, *La Vanguardia* et *Ya*, entre autres, publient l'éditorial « No frustrar una esperanza » dans lequel ils rappellent le devoir de réserve de l'Armée. Cette dernière ne doit pas céder aux clameurs des groupuscules d'extrême droite qui ne cherchent qu'à déstabiliser le pays. Au contraire, elle se doit de respecter l'autorité de l'État et de protéger la souveraineté du peuple espagnol<sup>492</sup>. Mais

---

<sup>487</sup> PELLISTRANDI, L'Armée espagnole..., art. cit., p. 105.

<sup>488</sup> MUÑOZ BOLAÑOS, art. cit., p. 114.

<sup>489</sup> *Ibid.*, p. 116-118.

<sup>490</sup> Golpe de Estado, grave error político y farsa jurídica. *El País*. 12 avril 1977.

<sup>491</sup> Créé le 4 juillet 1977, il rassemble les anciens ministères de l'Armée de terre, de mer et de l'air. Sa direction est d'abord confiée à Manuel Gutiérrez Mellado, puis, en avril 1979, à Agustín Rodríguez Sahagún, un civil, ce qui représente une petite révolution pour l'Armée espagnole, PELLISTRANDI, art. cit., p. 105-106.

<sup>492</sup> CASTRO TORRES, *op. cit.*, p. 277-278.

ces paroles ne suffisent pas. Certains militaires décident de collaborer avec l'extrême droite et, ensemble, d'ignorer le cadre légal afin de participer à des actions violentes pour empêcher la transformation du pays.

### I. 3. C. Des années de violence

Démantèlement du Mouvement national, suppression des Lois fondamentales, légalisation des partis de gauche et des syndicats, organisation d'élections générales, prise de distance avec l'Église... toutes ces décisions révoltent l'extrême droite. Son objectif : arrêter le gouvernement avant qu'il ne détruise totalement l'« œuvre » franquiste. On l'a vu, la stratégie des urnes est inefficace car les Espagnols, avides de changement, tournent le dos aux partis radicaux. L'extrême droite fait donc le choix de la violence. Grâce à des actions terroristes, elle cherche à décrédibiliser le gouvernement aux yeux de la société espagnole afin que cette dernière, convaincue de l'incompétence de ses élus, accepte le retour à un régime autoritaire. Dans cette entreprise de déstabilisation, elle peut compter sur une presse partisane, en particulier sur des titres comme *El Alcázar* ou *El Imparcial*, mais aussi sur un secteur de l'Armée opposé au gouvernement<sup>493</sup>. De fait, après presque quatre décennies de dictature militaire, la frontière entre Armée et politique est tenue. Comme le rappelle Roberto Muñoz Bolaños,

Durante el Gobierno de Carlos Arias Navarro (XI/1975-VI/1976), la intervención de las FAS en el proceso político se iba a desarrollar bajo la forma de *influencia*, siguiendo la terminología de Samuel Finer. Si bien es cierto que durante este período el Ejecutivo careció de un proyecto articulado para iniciar la transición a la democracia, la jerarquía militar ejerció una función vigilante y actuó por dos cauces. El primero fue la presencia de cuatro militares en el Gobierno (el teniente general Fernando de Santiago y Díaz de Mendivil, vicepresidente del Gobierno para Asuntos de la Defensa; el almirante Gabriel Pita da Veiga Sanz, ministro de Marina; el teniente general Félix Álvarez-Arenas y Pacheco, ministro del Ejército, y el teniente general Carlos Franco Iribarnegaray, ministro del Aire), que no dudaron, especialmente Pita da Veiga, en hacer declaraciones insistiendo en el papel político de las FAS [...].

El segundo cauce fueron las reuniones que los sectores más involucionistas de la élite política y militar franquista mantuvieron con esos ministros militares [...]<sup>494</sup>.

---

<sup>493</sup> Antonio Alférez rappelle que durant la Transition, les ventes d'*El Alcázar*, qui avaient diminué avant la mort du dictateur, augmentent et atteignent une moyenne de 100 000 exemplaires par jour. À cette époque, le quotidien ne cesse d'interpeler « la moral y el ánimo de los irreductibles resistentes franquistas frente a las "hordas rojas" », ALFÉREZ, *op. cit.*, p. 127.

<sup>494</sup> MUÑOZ BOLAÑOS, art. cit., p. 102.

Difficile donc de définir la limite entre violence politique perpétrée par l'extrême droite, par les militaires ou même par des individus isolés fidèles aux idéaux franquistes, d'autant plus que la mouvance d'extrême droite se compose d'une myriade de groupuscules à l'organisation et aux revendications diverses<sup>495</sup>.

Il conviendra de distinguer trois types d'actions parmi ces mouvances : les agressions et assassinats aléatoires de groupuscules peu organisés comme Los Guerrilleros de Cristo Rey, le contre-terrorisme visant principalement l'ETA, et les complots ourdis par de hauts gradés de l'Armée afin de renverser le gouvernement. Toutes ces actions trouvent leur origine dans la nostalgie du franquisme mais ne représentent pas tous la même menace pour le pays.

Les Guerrilleros de Cristo Rey est un groupuscule terroriste peu organisé dont le leader officieux serait Mariano Sánchez Covisa<sup>496</sup>. Selon lui, les « guerriers » se chargent de remplacer les forces de l'ordre, jugées inefficaces, afin d'empêcher les ennemis nationaux – c'est-à-dire tous ceux qui cherchent à détruire le franquisme et ses valeurs – de nuire à l'Espagne<sup>497</sup>. Durant la Transition, en plus de la production illégale d'armes à feu, de nombreuses attaques, allant de la destruction de locaux à la rixe de rue et même au meurtre, sont à imputer aux Guerrilleros de Cristo Rey<sup>498</sup>. Par exemple, ils menacent les kiosques qui vendent des magazines pornographiques puisqu'ils sont contraires à la morale chrétienne, attaquent les librairies qui contiennent des livres de divulgation marxiste et s'en prennent à certains médias, comme en juillet 1977 lorsqu'ils ravagent les locaux de Radio Loyola qui avait diffusé du contenu en langue basque<sup>499</sup>. Les Guerrilleros agressent aussi des personnes : manifestants pro amnistie<sup>500</sup> ou même commerçants du Rastro de Madrid en octobre 1977<sup>501</sup>. Plusieurs meurtres leur sont également attribués comme celui de Norma Menchaca et de Carlos González, tous deux tués par balle lors de rassemblements populaires en juillet et en septembre 1976 respectivement, ainsi que celui d'Arturo Ruiz, en janvier 1977. Dans le premier cas, le fils de la victime

---

<sup>495</sup> Parmi ces groupes se trouvent Triple A, Batallón Vasco Español ou Grupos Armados Españoles, GONZÁLEZ SÁEZ Juan Manuel. Balance de víctimas mortales del terrorismo y la violencia política de la extrema derecha durante la Transición (1975-1982). In : *Historia Actual Online* [en ligne]. Hiver 2012, n° 27, p. 7-17. Disponible sur : « <https://www.historia-actual.org/Publicaciones/index.php/hao/article/view/668> » (consulté le 23 avril 2020), p. 7.

<sup>496</sup> MADUEÑO ÁLVAREZ Miguel. Guerrilleros de Cristo Rey: El brazo armado de la extrema derecha en los primeros años de la Transición. In : *La Razón Histórica* [en ligne]. 2017, n° 35, p. 158-180. Disponible sur : « <https://www.revistalarazonhistorica.com/35-8/> » (consulté le 2 avril 2020), p. 160.

<sup>497</sup> *Ibid.*, p. 162.

<sup>498</sup> *Ibid.*, p. 172.

<sup>499</sup> *Ibid.*, p. 167.

<sup>500</sup> *Ibid.*

<sup>501</sup> *Ibid.*, p. 169.

reconnaît aussi des militaires de la *guardia civil* parmi les agresseurs<sup>502</sup>. Selon l'expression de Miguel Madueño Álvarez, les Guerrilleros sont « le bras armé » de l'extrême droite. Certes, beaucoup d'actions revendiquées sont le fruit de groupes d'individus isolés mais de nombreuses affaires ont aussi éclaboussé des membres importants de l'extrême droite, comme Fernández Villamea, directeur du journal *Fuerza Nueva*<sup>503</sup>. Quant aux militaires, en particulier ceux de la *guardia civil*, ils sont davantage impliqués dans une autre forme d'action : le contre-terrorisme.

Ce type d'opération, connu en espagnol sous le nom de « terrorismo vigilante », est ce que Sophie Baby appelle « la guerre sale » contre le terrorisme<sup>504</sup>. Durant la Transition, l'ETA fait de nombreuses victimes et, face à l'impuissance du gouvernement pour mettre un terme aux enlèvements et aux assassinats, des groupuscules paramilitaires se mobilisent à l'instar de certains Guerrilleros, mais surtout du Batallón Vasco Español et des Anti Terrorismo de ETA<sup>505</sup>. Leur objectif est d'isoler l'ETA en s'en prenant à ceux qui les soutiennent<sup>506</sup>. Selon Juan Manuel González, ces actions sont menées avec la complicité voire sont dirigées secrètement par des membres de la *guardia civil* et de la police espagnole<sup>507</sup>. Ces forces de l'ordre complices sont donc responsables d'agressions et parfois de meurtres de citoyens espagnols, citoyens qu'elles ont pourtant le devoir de protéger. Bien qu'en dehors de toute légalité, les acteurs de ce « terrorismo vigilante » disent agir pour le bien de leur patrie. Cette logique entraînera l'extrême droite encore plus loin puisque, dans le but de rendre à l'Espagne sa grandeur passée, elle collabore avec l'Armée de terre et la *guardia civil* dans plusieurs projets de coups d'État qui alarment la Moncloa.

Durant la Transition, l'État déjoue plusieurs tentatives de coups d'État. Deux d'entre eux impliquent des généraux de l'Armée et sont connus du grand public. Ils ont pour objectif de déstabiliser le pouvoir afin d'imposer un gouvernement autoritaire encadré par des militaires franquistes et présidé par un roi que l'on espère passif. La première tentative, baptisée Operación Galaxia, du nom du bar madrilène où se déroulent les discussions, doit se tenir à un moment stratégique, le 17 novembre 1978, alors que le roi serait en voyage officiel au Mexique et qu'il ne resterait que quelques jours avant le référendum constitutionnel<sup>508</sup>. Cependant, un

---

<sup>502</sup> *Ibid.*, p. 170-171.

<sup>503</sup> *Ibid.*, p. 173.

<sup>504</sup> BABY Sophie. Les victimes oubliées de la transition espagnole. In : *Histoire@Politique* [en ligne]. 2016, mai / août, n° 29. Disponible sur : « <https://www.cairn.info/revue-histoire-politique-2016-2-page-88.htm> » (consulté le 23 avril 2020), p. 4.

<sup>505</sup> MADUEÑO ÁLVAREZ, art. cit., p. 162.

<sup>506</sup> *Ibid.*

<sup>507</sup> GONZÁLEZ SÁEZ, art. cit., p. 8.

<sup>508</sup> REBOLLEDO B. F. “Operación Galaxia”: la charla de café que pudo acabar en un golpe de Estado. *ABC*. 10 juin 2015.

des participants se rétracte et livre les conspirateurs aux autorités. Il s'agit d'Antonio Tejero, lieutenant-colonel de la *guardia civil* et de Ricardo Sáenz de Inestrillas, capitaine de la police armée<sup>509</sup>. Le projet avorte<sup>510</sup>. La deuxième tentative, elle, a bien lieu. Le 23 février 1981, lors de l'investiture de Leopoldo Calvo Sotelo, un groupe de *guardias civiles* mené par Antonio Tejero (libéré après seulement sept mois de prison) prend d'assaut le Congrès. Malgré la résistance de Manuel Gutiérrez Mellado, après une salve de tirs, tous les députés sont au sol. Tejero retient l'hémicycle en otage toute la nuit, alors qu'au même moment, Jaime Milans del Bosch, capitaine général de la III<sup>e</sup> région, fait défiler les chars dans les rues valenciennes et proclame l'état d'exception. Les putschistes comptent alors sur l'adhésion massive des responsables militaires espagnols afin de voir le coup d'État prospérer. Cependant, ces derniers hésitent à s'y associer, d'autant plus que ceux qui sont restés fidèles au roi agissent rapidement afin d'éviter un soulèvement général. Par ailleurs, lors d'une allocution télévisuelle, Juan Carlos I, chef des Armées, réprouve publiquement le coup d'État et réaffirme sa loyauté envers la Constitution. Il téléphone également à chaque général afin de s'assurer de son allégeance. Isolés et sans appuis extérieurs, Antonio Tejero, Milans del Bosh et leurs hommes se rendent. Le coup d'État du 23-F échoue<sup>511</sup>.

Certains historiens, essayistes et responsables politiques contredisent cette version des événements<sup>512</sup>. Plusieurs témoignages et éléments concrets<sup>513</sup> indiquent que, loin d'être l'initiative secrète d'une poignée de militaires et d'activistes d'extrême droite, le 23-F est en réalité une manœuvre politique ourdie, depuis l'été 1980 au moins, par le général Alfonso Armada, proche du roi, afin de mettre un terme à la gouvernance Suárez. Rappelons qu'en 1980, le chef de l'État est non seulement attaqué par ses adversaires politiques – AP tente de décrédibiliser le centre afin de construire la « gran derecha » alors qu'au printemps, le PSOE déposait une motion de censure contre le gouvernement – mais aussi par son propre camp. L'exécutif ne parvient pas non plus à endiguer la violence terroriste. Le pays connaît également

---

<sup>509</sup> La « Policía armada » est l'équivalent de l'actuelle « Policía nacional ». La terminologie change au cours de l'année 1978.

<sup>510</sup> Compañero de Tejero en la "Operación Galaxia". *El País*. 18 juin 1986.

<sup>511</sup> RTVE. *Ochéntame otra vez – 23-F: Yo lo viví* [en ligne]. 22 février 2018. Disponible sur : « <https://www.rtve.es/alacarta/videos/ochentame-otra-vez/ochentame-otra-vez-23-yo-vivi/4489139/> » (consulté le 24 avril 2020).

<sup>512</sup> Par exemple, le romancier et essayiste Javier Cercas dans CERCAS Javier. *Anatomía de un instante*. Barcelona : Debolsillo, 2009, 461 p. (Contemporánea).

<sup>513</sup> Jordi Gracia propose plusieurs exemples comme les témoignages de Leopoldo Calvo Sotelo et de l'ancien président de la Generalitat, Jordi Pujol, publiés dans l'ouvrage *Tiempo de construir*. Il renvoie également aux confidences de Javier Pradera, un des responsables d'*El País*, à l'écrivain et essayiste Javier Cercas. Enfin, il cite la copie d'un rapport sur le contenu de la proposition d'Alfonso Armada, présentée lors d'un déjeuner, le 22 octobre 1980, qu'Enrique Múgica, cadre du PSOE, aurait communiqué à Felipe González. GRACIA Jordi. *Javier Pradera o el poder de la izquierda*. Barcelona : Anagrama, 2019, livre numérique, chapitre 11.

de fortes tensions sociales liées aux conséquences de la crise économique. Adolfo Suárez ne semble donc plus parvenir à maintenir l'ordre, ce qui met en danger la permanence démocratique.

Selon cette version des évènements, dans le but de débloquer la situation, les responsables et figures politiques considèrent plusieurs hypothèses, telles que la création d'un gouvernement de coalition PSOE-UCD qui ne serait pas dirigé par Suárez<sup>514</sup>. De son côté, Alfonso Armada expose à Juan Carlos I ainsi qu'aux leaders des forces politiques démocratiques une autre solution. À son avis, il est très probable qu'un secteur de l'Armée et de l'extrême droite soient en train de fomenter un coup d'État dur en réponse à l'incapacité de l'UCD à mettre un terme aux troubles publics. Afin d'éviter cette menace, il propose d'organiser un coup d'État « modéré » dans le but d'écarter Adolfo Suárez et d'instaurer un gouvernement provisoire rassemblant les responsables des principales formations politiques, avec l'appui du roi. L'objectif annoncé est de rétablir l'ordre afin de préserver la démocratie<sup>515</sup>. Pour Jordi Gracia, entre l'été et l'automne 1980, les responsables politiques – le roi, Felipe González, Santiago Carrillo et Manuel Fraga, entre autres – sont au fait de la proposition d'Alfonso Armada pour « sauver » l'Espagne. Les rumeurs vont bon train et la presse aurait également eu connaissance de ce scénario, comme le suggère cet extrait de l'éditorial « Sueños de verano », publié par *El País* le 10 août 1980, et cité par Jordi Gracia :

Sin embargo, la transformación de esa batalla política en una conspiración palaciega sería harina de otro costal y un bocado difícilmente digerible por un régimen democrático. El éxito de una eventual maniobra extra parlamentaria para derribar del poder a Suárez, olvidando que es el presidente constitucional de este país gracias a los votos depositados libremente por los ciudadanos en las urnas, significaría, simplemente, el comienzo del fin de la experiencia parlamentaria en nuestro país<sup>516</sup>.

Même si ce projet avait existé et que les dirigeants des grands partis politiques en avaient eu connaissance, il est toutefois malaisé de déterminer le crédit qu'ils auraient pu donner à la concrétisation de ce scénario et, le cas échéant, leur degré d'implication.

Finalement, Adolfo Suárez démissionne avant le 23-F et le coup d'État raté ne donne pas lieu à la création du gouvernement provisoire prévu par Alfonso Armada. Ni le roi, ni aucun responsable politique n'est inquiété. En revanche, la presse se fait l'écho des enquêtes visant à

---

<sup>514</sup> Les rumeurs autour d'un gouvernement de coalition UCD-PSOE apparaissent dans *El País* dès 1979, par exemple dans l'éditorial El Congreso del PSOE. *El País*. 2 octobre 1979.

<sup>515</sup> GRACIA, *loc. cit.*

<sup>516</sup> Éditorial Sueños de verano. *El País*. 10 août 1980.

déterminer la complicité de certains généraux, notamment d'Alfonso Armada<sup>517</sup>. Plusieurs responsables militaires sont condamnés mais Juan Carlos Monedero relève dans leur sort des incohérences qui contribuent à accréditer la responsabilité du roi et des principaux leaders politiques dans le coup d'état :

¿Por qué sólo se procesaron a 33 militares de los más de 200 que tomaron el Congreso? ¿Por qué quedaron en libertad los tenientes de la División Acorazada que participaron en el golpe? ¿Por qué el gobierno socialista de Felipe González aplicó todo tipo de beneficios penitenciarios al coronel Luis Torres Rojas, condenado a 12 años de prisión, a los coroneles José Ignacio Sanmartín y Diego Ibáñez Inglés, y al comandante Ricardo Pardo Zancada, condenados a entre 10 y 12 años de prisión, de manera que no cumplieron ni la mitad de la pena impuesta? ¿Por qué los indultos a Armada –quien, pese a las razones de mala salud alegadas, 27 años después sigue vivo y “satisfecho”–, a Milans del Bosch y a Tejero, no habiendo ninguno expresado arrepentimiento alguno? ¿Por qué los procesados o condenados han seguido cobrando y cobran el 80 por ciento de su sueldo? Demasiados acuerdos para un golpe presentado como un momento en donde el pasado estuvo a punto de condenar el futuro<sup>518</sup>.

Face au 23-F, les médias se rangent presque unanimement du côté démocratique. C'est le cas d'*El País* qui, dès la soirée du 23 février, publie en *Une* l'inéquivoque titre « *El País* con la democracia »<sup>519</sup>. La plupart des autres quotidiens, comme *Diario 16*, *ABC*<sup>520</sup> ou *La Vanguardia*, affichent leur soutien dès le lendemain<sup>521</sup>. Cet appui plus tardif peut s'expliquer par une technologie d'impression trop peu performante pour permettre une distribution rapide des exemplaires mais aussi par une réaction de prudence : peut-être valait-il mieux attendre l'issue définitive du coup d'État avant de se positionner, par peur des conséquences sur la rédaction. Enfin, certains, et c'est le cas d'*El Alcázar*, font preuve d'une ambiguïté que l'on peut qualifier de complice<sup>522</sup>.

En Catalogne, durant la nuit du 23, l'équipe de *La Vanguardia* projette sur la façade principale du bâtiment les nouvelles qui arrivent au compte-goutte depuis les agences de presse

---

<sup>517</sup> El general Armada se propuso como jefe de una junta militar. *El País*. 26 février 1981.

<sup>518</sup> MONEDERO Juan Carlos. *La Transición contada a nuestros padres. Nocturno de la democracia española*. Madrid : Los libros de la Catarata, 2011, 232 p. (Mayor), p. 135.

<sup>519</sup> Ainsi que l'éditorial en *Une* ¡Viva la Constitución! *El País*. 24 février 1981, p. 1.

<sup>520</sup> Éditoriaux En defensa de la Constitución. *Diario 16*. 24 février 1981 et Respeto a la Constitución y calma nacional. *ABC*. 24 février 1981, p. 14.

<sup>521</sup> Dans son éditorial du 24, *La Vanguardia* affirme que « Ningún español sensato, y todavía somos mayoría, quiere caer nuevamente en la terrible condenación de la discordia civil, ni está dispuesto a que se le hurte la difícil libertad que hemos recobrado », éditorial Desafío a la legalidad. *La Vanguardia*. 24 février 1981. Le journal réaffirme son attachement à la démocratie dans l'éditorial du lendemain : La autoridad del Estado. *La Vanguardia*. 25 février 1981.

<sup>522</sup> *El Alcázar* masque à peine son soutien au coup d'État lorsqu'il glorifie la figure de Tejero dans un article le 26 février. PALOMINO Ángel. Tejero. *El Alcázar*. 26 février 1981.



et les autres médias. Les Barcelonais s'y agglutinent à tel point que les informations finissent par être clamées à la foule<sup>523</sup>. Le quotidien *Avui* lance quatre éditions. Le 24 février, les journaux de Barcelone vendent plus d'un million d'exemplaires. Cette réaction de repli vers la presse est d'ailleurs le témoignage de la confiance de la population envers les informations qu'elle communique.

Par conséquent, le 23-F, même avorté, entraîne des conséquences sur la politique espagnole. Selon Juan Carlos Monedero, il génère un sentiment d'anxiété dans la société, sentiment qui permet de conforter l'idée de consensus et invalide, par la même, tout examen critique du processus démocratique. Elle évite en particulier d'interroger les anciens cadres franquistes, encore au pouvoir<sup>524</sup>.

Finalement, qu'ils soient responsables politiques, militaires ou simples civils, les acteurs de la violence d'extrême droite menacent la sérénité du processus démocratique. Quel que soit leur degré de nuisance – de la destruction de locaux au coup d'État - ils font planer un sentiment d'insécurité sur la population espagnole et fragilisent sa confiance à l'égard de la jeune démocratie. Selon Sophie Baby, durant la Transition et jusqu'en 1982, les groupuscules d'extrême droite sont responsables de « 67 assassinats, dont 14 sont à mettre sur le compte de Force nouvelle, le parti de Blas Piñar, qui réussit à obtenir un siège de député en 1979, et 38 sur celui de la « guerre sale » contre le terrorisme basque sous les sigles ATE (Antiterrorisme ETA), Triple A ou BVE (Bataillon basque espagnol) »<sup>525</sup>.

Si elle parvient à jeter le doute sur la capacité de l'État à maintenir l'ordre, leur action reste toutefois contre-productive. En effet, le terrorisme d'extrême droite se révèle si utile au gouvernement qui s'en sert pour justifier ses réformes et ses choix. La logique est la suivante : les exactions d'extrême droite qui font tant de victimes sont les derniers soubresauts du franquisme, or, personne ne voudrait revenir à une société aussi violente, c'est pourquoi les Espagnols doivent appuyer les actions du gouvernement. C'est aussi sur cette logique que certains historiens et hommes politiques justifient aujourd'hui la tentative de coup d'état du 23-F : il aurait pu s'agir d'effrayer la population pour lui faire accepter des mesures exceptionnelles, situées hors de la législation démocratique mais légitimées par l'urgence de la situation. Par ailleurs, selon Miguel Madueño Álvarez, les forces de l'ordre n'hésitent pas à dissimuler certaines bavures en accusant l'extrême droite. Cette dernière se révèle donc être un

---

<sup>523</sup> BARRERA, NOGUÉ, *op. cit.*, p. 272-273.

<sup>524</sup> Juan Carlos Monedero utilise l'expression d'« elaboración del miedo », *op. cit.*, p. 139.

<sup>525</sup> BABY, *loc. cit.*

ennemi idéal pour l'État<sup>526</sup>. D'autres groupes terroristes se révèlent, eux, moins manipulables politiquement. C'est le cas de l'ETA.

Le triste record du nombre de victimes durant la Transition est détenu par l'ETA, organisation créée en 1959 afin d'obtenir l'indépendance du Pays-Basque<sup>527</sup>. Durant la dictature, l'ETA justifie ses crimes par la lutte contre le régime. Or, l'implacable répression franquiste – notamment lors du procès de Burgos en 1970 – offre aux terroristes une image de martyrs et leur permet de bénéficier de l'adhésion populaire<sup>528</sup>. Ainsi, c'est l'ETA qui revendique l'assassinat du général Carrero Blanco en 1973. Toutefois, à la mort du dictateur, loin de diminuer, le nombre d'attentats explose. Pour expliquer ce phénomène, Emilio Contreras, journaliste et fin connaisseur de la politique de l'époque, explique que les terroristes

sabían que la democracia acaba deslegitimando cualquier recurso a la violencia para alcanzar objetivos políticos, por la sencilla razón de que con la palabra y con el voto se puede conseguir cualquier objetivo, siempre que se tenga el apoyo mayoritario de los ciudadanos dentro de la ley. Cuando la palabra y el voto sustituyen a la violencia y a la muerte, la acción terrorista tiene los días –en este caso, los años– contados. Los etarras “vivían” mejor contra el franquismo, que contra la democracia; sabían que, desaparecida la coartada de la lucha contra la dictadura, ejercer el terrorismo contra la libertad y el voto les acabaría condenando a una derrota inevitable. Solo era cuestión de tiempo<sup>529</sup>.

De fait, durant la Transition, ce sont les années 1979 et 1980 qui se révèlent les plus meurtrières<sup>530</sup>, or ce sont celles qui suivent deux événements importants pour la vie démocratique du peuple basque : l'entrée en vigueur de la Constitution (décembre 1978) et du Statut d'autonomie (décembre 1979). Les *etarras* font planer un sentiment d'insécurité sur la population : ils menacent, taxent les commerçants pour financer leurs actions, font exploser des voitures piégées, kidnappent, assassinent... Entre 1975 et 1982 ils sont responsables de la mort de presque quatre-cents personnes<sup>531</sup>, dont de nombreux policiers et représentants politiques<sup>532</sup>.

---

<sup>526</sup> MADUEÑO ÁLVAREZ, art. cit., p. 178.

<sup>527</sup> Cronología gráfica de la historia de ETA. *La Vanguardia*. 3 mai 2018.

<sup>528</sup> GARCÍA DE LAS HERAS GONZÁLEZ Mariano. Procesos transicionales y violencia política: la continuidad de la lucha armada de ETA (1977-1982). In : *RIPS : Revista de investigaciones políticas y sociológicas* [en ligne]. 2018, vol. 17, n° 2, p. 87-112. Disponible sur : « <https://revistas.usc.gal/index.php/rips/article/view/4450> » (consulté le 24 avril 2020), p. 99.

<sup>529</sup> CONTRERAS Emilio. ETA, su enemigo fue la democracia, no Franco. *ABC*. 20 juin 2017.

<sup>530</sup> BABY, *loc. cit.*

<sup>531</sup> *Ibid.*

<sup>532</sup> Cincuenta años de terrorismo, 854 víctimas mortales. *El País*. 7 mai 2018.

La médiatisation de leurs actions renforce leur emprise sur une société basque qui vit dans l'angoisse<sup>533</sup>.

Enfin, du côté de l'extrême gauche, le GRAPO (Grupos de Resistencia Antifascista Primero de Octubre) est responsable de presque trois-cents attentats et de la mort de soixante-six personnes, entre 1976 et 1982<sup>534</sup>. Parmi ses crimes les plus médiatiques se trouvent les enlèvements d'Antonio María de Oriol, président du conseil d'État ainsi que d'Emilio Villaescusa, président du conseil suprême de Justice militaire, séquestrés ensemble durant plusieurs semaines avant d'être délivrés par la police en février 1977<sup>535</sup>. Le GRAPO est également responsable de l'attentat « California 47 » en mai 1976, cafétéria madrilène dans laquelle il fait exploser une bombe, faisant neuf morts et soixante-et-un blessés<sup>536</sup>.

En définitive, la Transition est un moment très particulier dans l'histoire espagnole dans la mesure où les Espagnols ont la chance d'assister et de participer à la construction démocratique de leur pays. Dans un effort commun pour se libérer de trente-six ans de dictature, citoyens et responsables politiques de gauche comme de droite avancent ensemble pour rendre possible chaque étape vers la normalisation démocratique. Toutefois, même si la trajectoire globale de l'Espagne est parfois donnée en exemple, le récit de la Transition ne saurait éluder la violence et la peur qui dominent le processus. Le terrorisme emporte de très nombreuses victimes et plonge la population dans un profond désarroi. L'instabilité de ces années est également propice à des agissements peu démocratiques de la part du gouvernement au pouvoir. D'une part, les dangers qui menacent l'Espagne permettent au chef de l'État d'en appeler au « consensus » afin d'étouffer les légitimes opinions discordantes de l'opposition, qu'elle soit politique ou associative, parmi elles, les critiques féministes. D'autre part, ces dangers servent à justifier une violence issue de l'État lui-même puisque, comme le rappelle Sophie Baby, dans le bilan des victimes de la Transition se trouvent aussi des citoyens ayant succombés aux violences policières :

Car le tableau victimaire de la transition ne serait pas complet si l'on omettait les nombreux individus tombés sous les balles des forces de l'ordre au cours de la dispersion d'une manifestation ou d'un incident

---

<sup>533</sup> L'ETA fait sa dernière victime en 2010, portant le bilan final des assassinats à 854, sans qu'aucun responsable politique n'ait pu mettre un terme à cette macabre série.

<sup>534</sup> BABY, art. cit., p. 4.

<sup>535</sup> Dos meses de cautiverio para el señor Oriol y dos semanas y media para Villaescusa. *El País*. 12 février 1977.

<sup>536</sup> El último atentado del GRAPO fue el asesinato de un policía en Madrid en noviembre del 2000. *ABC*. 18 juillet 2002.

policier (interpellation, course poursuite, barrage routier, etc.) : 146 civils et 30 membres des groupes armés y ont trouvé la mort entre la disparition de Franco et la fin 1982<sup>537</sup>.

L'État se trouve en réalité dans une situation très complexe puisque la Transition est menée par d'anciens franquistes qu'il faut ménager tout en satisfaisant l'opposition et en remplissant les impératifs démocratiques, et ce, dans un contexte de violence et de crise économique propice à une forte tension sociale.

### **I. 3. D. Crises économiques et conflits sociaux**

En effet, en 1973, les prix du pétrole s'enflamment, mettant à mal l'économie mondiale. À cette époque, le pétrole répond à 67 % des besoins énergétiques espagnols<sup>538</sup>. Les entreprises qui en dépendent voient donc augmenter leurs frais et perdent en compétitivité. Au niveau macroéconomique, l'augmentation du PIB espagnol passe de 7,8 % en 1973 à 1,1 % en 1975<sup>539</sup> alors qu'à une échelle plus réduite, le chômage augmente, passant de 2,2 % à 3,8 % des actifs entre 1973 et 1975<sup>540</sup>. Par ailleurs, à la suite de la forte croissance démographique des années 1960, de nombreux jeunes gens accèdent au marché du travail. Or dans ce contexte, l'Espagne n'est pas à même de créer de nouveaux postes<sup>541</sup>. Enfin, s'agissant d'une crise mondiale, le pays ne peut compter sur le dynamisme de ses voisins : les touristes étrangers sont moins nombreux à passer leurs étés sur les côtes espagnoles, les entreprises étrangères n'osent plus ou n'ont plus les moyens d'investir, et les exportations peinent à trouver des acheteurs<sup>542</sup>.

Pour enrayer la crise, l'État devrait réformer en profondeur son système industriel et mettre en place une stratégie économique à long terme : diminuer l'interventionnisme afin de flexibiliser l'économie, geler les salaires pour lutter contre l'inflation et dévaluer la peseta afin de rester compétitif sur les marchés étrangers. Or, la crise survient alors que l'Espagne entre dans une longue période d'instabilité politique. Le pays se trouve dans l'attente de la mort imminente du chef de l'État, personne ne saurait dire quel type de régime suivra et les ministres

---

<sup>537</sup> BABY, art. cit., p. 5.

<sup>538</sup> SERRANO SANZ José María. Crisis económica y transición política. In : *Ayer* [en ligne]. 1994, n° 15, p. 135-164. Disponible sur : « [http://revistaayer.com/sites/default/files/articulos/15-5-ayer15-LaTransicionalaDemocraciaenEspaña\\_Redero.pdf](http://revistaayer.com/sites/default/files/articulos/15-5-ayer15-LaTransicionalaDemocraciaenEspaña_Redero.pdf) » (consulté le 17 avril 2020), p. 154.

<sup>539</sup> *Ibid.*, p. 138.

<sup>540</sup> *Ibid.*

<sup>541</sup> *Ibid.*, p. 158.

<sup>542</sup> *Ibid.*, p. 143.

de l'Économie se succèdent trop rapidement pour pouvoir réformer<sup>543</sup>. Dans un premier temps l'Espagne ne parvient donc pas à réagir fermement à la crise. Les gouvernements successifs adoptent des mesures timides et inefficaces qui ne parviennent pas à assainir durablement l'économie<sup>544</sup>. Il faudra attendre les élections générales de juin 1977 pour instaurer le redressement nécessaire.

Le scrutin apporte effectivement au gouvernement ce dont il avait besoin pour réformer : la légitimité populaire à légiférer ainsi qu'une relative stabilisation politique. En 1977, la présidence revient à Suárez qui procède aux ajustements les plus urgents, quelques jours à peine après les élections. À gauche comme à droite, les hommes et femmes politiques ont conscience de la dangereuse dérive que la crise économique pourrait engendrer : une crise sociale et politique qui anéantirait le projet démocratique. La première mesure forte, décidée en juillet, correspond à la dévaluation de la peseta de 20 % par rapport à la valeur du dollar<sup>545</sup>. L'objectif est de rester compétitif afin de maintenir les échanges extérieurs. Cette décision permet aux produits espagnols de s'exporter plus facilement, d'autant que les partenaires européens et étatsuniens commencent à se remettre de la crise de 1973 et à investir à nouveau en Espagne<sup>546</sup>. La deuxième étape n'est autre que la signature des Pactes de la Moncloa, portés par le ministre de l'Économie, Enrique Fuentes Quintana. Ces Pactes sont un moment clef pour le redressement économique espagnol, mais leur portée va bien au-delà puisqu'ils symbolisent également le principe de consensus qui régit la construction démocratique espagnole<sup>547</sup>. L'intégralité des partis politiques influents de l'Espagne de 1977 parviennent à un compromis afin d'aider le pays à se relever. Ensemble, ils signent ces pactes, y compris le PCE et le PSOE alors même que les accords prévoient des gels salariaux. Le moment est si spécial que le 25 octobre 1977, la signature est retransmise en direct à la télévision<sup>548</sup>.

Les Pactes de la Moncloa permettent ainsi de maîtriser l'inflation et de dynamiser l'économie espagnole. Toutefois, ils n'évitent pas la récession – la croissance du PIB passe de 3,3 % en 1977 à 0,2 % en 1979 – ni le chômage qui double entre 1977 et 1980 puis à nouveau

---

<sup>543</sup> Entre les étés 1973 et 1977, s'enchaînent Antonio Barrera de Irimo, Rafael Cabello de Alba Gracia, Juan Miguel Villar Mir et Eduardo Carriles Galarraga.

<sup>544</sup> *Ibid.*, p. 145.

<sup>545</sup> DÍAZ GONZÁLEZ Enrique. El límite máximo de la devaluación se sitúa en el 20 por ciento. *El País*. 12 juillet 1977.

<sup>546</sup> SERRANO SANZ, art. cit., p. 147.

<sup>547</sup> Le consensus obtenu durant la Transition protège l'Espagne d'une radicalisation des oppositions qui auraient pu conduire à l'avènement d'un nouveau régime dictatorial. Néanmoins, il réduit au silence les mouvements minoritaires, à l'instar du mouvement féministe, qui souhaiteraient modifier l'orientation des choix gouvernementaux.

<sup>548</sup> CABRERA CALVO-SOTELO, art. cit., p. 98.

entre 1980 et 1985 jusqu'à toucher 20 % de la population active<sup>549</sup>. Et, de surcroît, l'horizon s'assombrit à nouveau lors du deuxième choc pétrolier, en 1979.

L'Espagne n'a eu le temps d'adapter sa consommation énergétique puisque le pays dépend encore du pétrole à 61 %<sup>550</sup>. L'industrie n'a pas non plus subi de profonde transformation. Selon José María Serrano Sanz, les années 1979-1982 sont les plus dures de la crise : « entre los años 1978 y 1982 se perdió casi uno de cada ocho empleos existentes en la economía española, un proceso de una magnitud desconocida »<sup>551</sup>. De fait, en 1980, l'Espagne enregistre le double de chômeurs que la moyenne des pays de l'OCDE<sup>552</sup>.

Ainsi, le premier choc pétrolier inaugure une décennie marquée par les bouleversements politiques, économiques et sociaux. Plongé dans l'incertitude politique, l'État tarde à réagir. Le redressement amorcé par l'UCD soulage l'économie à court terme. En 1982, le PSOE poursuit la politique de redressement de ses prédécesseurs et les résultats commencent à se faire sentir au milieu des années 1980, malgré un fort taux de chômage<sup>553</sup>. Plongés dans un système économique mal préparé, les Espagnols ont subi de plein fouet les conséquences de la crise. Ils y répondent par une vague de contestation sociale.

On l'a vu, les dernières années du régime franquiste sont marquées par les actions de citoyens avides de meilleures conditions de travail, actions qui ne cessent pas à la mort de Franco, bien au contraire. Les secteurs de l'opposition voient en effet la disparition du dictateur comme une occasion à saisir afin de se faire entendre. Le nombre de grèves explose qui mêlent les exigences politiques – amnistie et légalisation des partis politiques principalement – et économiques<sup>554</sup>. Rosa Carbó explique que c'est l'année 1976 qui concentre la plupart des mouvements sociaux de la Transition<sup>555</sup>. Les années 1979-1982, pourtant plus dures économiquement, connaissent quant à elles moins de grèves, parce que la plupart des enjeux politiques – amnistie, pluralité politique et élections libres – sont réglés et que les syndicats, une fois légalisés, se chargent de canaliser les revendications.

À partir de 1975-1976, les grèves se multiplient. Elles sont pour la plupart illégales, le droit de grève restant encore très limité, et le gouvernement d'Arias Navarro n'hésite pas à y

---

<sup>549</sup> SERRANO SANZ, art. cit., p. 138.

<sup>550</sup> *Ibid.*, p. 155.

<sup>551</sup> *Ibid.*, p. 158.

<sup>552</sup> *Ibid.*

<sup>553</sup> *Ibid.*, p. 160-161.

<sup>554</sup> BALFOUR, J. MARTÍN GARCÍA, in : QUIROSA-CHEYROUZE Y MUÑOZ (éd.), *op. cit.*, p. 61.

<sup>555</sup> CARBÓ Rosa. Precedentes: Las movilizaciones durante la Transición política. In : AGUILAR JOSÉ Salvador (dir.). *Una nueva sociedad civil: acciones colectivas de masas en la España posttransicional (1982-2002)* [en ligne]. Barcelone : Fondation Jaime Bofill, 2003, p. 98-132. Disponible sur : « <https://fundaciobofill.cat/uploads/docs/4/u/m/r/3/8/o/j/x/1374.pdf> » (consulté le 17 avril 2020), p. 112.

répondre durement, dans une escalade de violence qui entraîne la mort de plusieurs civils. Cette escalade atteint son apogée à Vitoria, le 3 mars 1976. Ce jour-là, la police déloge quatre mille grévistes, réunis dans une église de la ville basque. Elle leur tire dessus à balles réelles faisant cinq morts – le plus jeune n’a que dix-sept ans – et quarante blessés<sup>556</sup>. L’opposition accuse alors Manuel Fraga et Rodolfo Martín Villa, alors respectivement ministres de l’Intérieur et des Relations syndicales, mais ces derniers n’ont pas à répondre de leur gestion de la crise<sup>557</sup>. Vitoria reste paralysée jusqu’au 9 mars<sup>558</sup>. Les magasins sont fermés et les grévistes érigent des barricades pour ralentir la police<sup>559</sup>.

L’arrivée au pouvoir d’Adolfo Suárez ne calme pas les protestations mais la progressive démocratisation du pays, elle, apaise les tensions. Les syndicats accompagnent le gouvernement dans la Transition politique. La majorité s’oppose aux pratiques terroristes, se mobilise en faveur des élections de juin 1977 et milite pour le « oui » à la Constitution de 1978<sup>560</sup>. En revanche, même si la majorité donne son accord pour les Pactes de La Moncloa – avec réticence pour l’UGT<sup>561</sup> – ils s’opposent à la plupart des autres décisions économiques du gouvernement. Par conséquent, les grèves ne disparaissent pas totalement mais les revendications évoluent vers des thématiques strictement économiques. Ainsi, l’appel à la grève générale du 12 novembre 1976 est massif et largement médiatisé<sup>562</sup>. D’autres grèves, comme celles du 5 avril 1978, ponctuent ces années, mais sans parvenir à l’acmé des années 1975-1976<sup>563</sup>.

Ainsi, les deux chocs pétroliers successifs menacent de faire vaciller l’économie espagnole. Toutefois, le travail conjoint du gouvernement et de l’opposition politique et syndicale permet la mise en place de mesures stabilisatrices qui contiennent les conséquences de la crise sur le court terme et transforment l’économie espagnole sur le long terme. Au niveau social, ce sont les travailleurs qui subissent ces mesures. Le chômage augmente et le mécontentement gronde. De nombreuses grèves s’organisent. Après 1977, la plupart d’entre

---

<sup>556</sup> AIZPEOLEA Luis R. Vitoria, la mayor matanza de la Transición. *El País*. 30 août 2016.

<sup>557</sup> La responsabilité des ministres Martín Villa, Manuel Fraga et Alfonso Osorio est toutefois prouvée dans un rapport réalisé par l’Institut universitaire d’histoire sociale Valentin de Foronda de l’université du Pays-basque, sous l’impulsion d’une association de victimes. La commission parlementaire basque l’a utilisé pour statuer sur le drame en 2008, BABY, *art. cit.*, p. 8.

<sup>558</sup> CARBÓ, in : AGUILAR JOSÉ (dir.), *op. cit.*, p. 131.

<sup>559</sup> Dos muertos y más de treinta heridos en diversos enfrentamientos entre la policía y grupos de manifestantes. *La Vanguardia*. 4 mars 1976.

<sup>560</sup> REDERO SAN ROMÁN, in : QUIROSA-CHEYROUZE Y MUÑOZ (éd.), *op. cit.*, p. 169.

<sup>561</sup> *Ibid.*

<sup>562</sup> À titre d’exemple, cet article de *La Vanguardia* : La jornada de ayer en Cataluña. *La Vanguardia*. 13 novembre 1976, p. 4. Les syndicats protestent contre la suppression de l’article 35 du projet de Loi sur les Relations de Travail qui prévoyait qu’en cas de licenciement abusif, un employé pourrait choisir de recevoir une prime ou de réintégrer son poste, MOLINERO RUIZ, in : QUIROSA-CHEYROUZE Y MUÑOZ (éd.), *op. cit.*, p. 153.

<sup>563</sup> Satisfacción sindical por la respuesta obrera. *El País*. 6 avril 1978.

elles ont lieu dans le cadre légal, pour autant, la réponse du gouvernement est autoritaire, parfois même coupable puisqu'elle aboutit à des bavures policières entraînant la mort de civils. Cependant, cette réaction violente face à la rue, réaction qui pourrait rappeler celle du régime antérieur, ne décrédibilise pas le gouvernement qui maintient sa stratégie économique. Une fois la crise contenue par des mesures de redressement, elle ne représente plus de danger pour la démocratie, bien qu'elle doive être prise en compte pour comprendre les discours et décisions gouvernementales de la période.

En définitive, en 1975, la société espagnole s'est déjà profondément transformée. Les nouvelles générations sont mieux formées, plus connectées au mode de vie et à la culture des démocraties voisines, plus libres de mœurs et moins influencées par l'Église. Par ailleurs, si une partie de la population demeure dans l'expectative d'une éventuelle modernisation du régime, de nombreux individus – militants politiques, syndicaux, membres du clergé ou d'associations de quartier, étudiants, activistes pour la paix, écologistes, ou féministes – œuvrent déjà clandestinement à ce changement.

De leur côté, les ministres se trouvent face à la délicate gestion de l'après Franco. Si certains s'y refusent catégoriquement, d'autres se rendent à l'évidence : l'Espagne ne peut prétendre à intégrer le cercle des grandes puissances mondiales sans mettre un terme au pouvoir autoritaire de l'État. La nuance repose alors sur l'ampleur de l'évolution visée. Alors que le gros de l'opposition politique et sociale pousse à une *rupture* totale avec la dictature, pour de nombreux cadres du régime, il n'est question que d'une simple *réforme* des institutions. Finalement, cette option s'avérant infaisable, une partie du régime et l'opposition collaborent à un projet de rupture, conduite par d'anciens cadres franquistes, à partir de la législation franquiste. Cette transformation est menée par l'UCD mais les partis d'opposition – principalement le PSOE, le PCE et AP – ainsi que les mouvements sociaux influencent les choix politiques de l'exécutif. La Transition est donc le fruit d'un consensus politique et social à l'issue duquel les forces se rééquilibrent. Ainsi, si certaines formations, telles que le PSOE, en sortent grandies, la Transition se révèle destructrice pour d'autres partis, comme le PCE et l'UCD.

L'avènement démocratique fait également d'autres victimes, réelles cette fois. En effet, loin d'être un interlude idyllique dans l'histoire nationale, la Transition est une période de tensions ponctuée de violences. Alors que la crise économique pèse sur les foyers espagnols, le terrorisme emporte de nombreuses personnes et les tentatives de coups d'État oppressent la population et rappellent à tous que la stabilité démocratique n'est pas acquise. Ce contexte chargé – et les limitations qu'il induit dans la modernisation du pays – ne parvient pourtant pas



à stopper la marche vers la démocratie. Ainsi, en moins de deux ans, l'Espagne organise ses premières élections libres, en trois ans, elle se dote d'une Constitution et après sept ans arrive l'alternance politique. Enfin, le pays rattrape son retard sur ses voisins européens au niveau de la législation sociale, ce qui bénéficie particulièrement aux femmes puisque, dans l'Espagne du début des années 1970, les hommes et les femmes ne jouissent pas des mêmes droits.

En décembre 1978, la Constitution est un premier pas vers l'égalité puisque l'article 14 proclame que « los españoles son iguales ante la ley, sin que pueda prevalecer discriminación alguna por razón de nacimiento, raza, sexo, religión, opinión o cualquier otra condición o circunstancia personal o social ». Or, ce principe reste lettre morte tant que le gouvernement ne conduit pas de lois concrètes garantissant l'égalité. Cependant, après trente-six années d'éducation franquiste, le sort des citoyennes espagnoles est loin d'être sa priorité. Les associations, elles n'entendent pas manquer cette occasion de faire avancer leur cause. Leur mobilisation et la pression qu'elles exercent sur l'ensemble des responsables politiques contribuent à l'obtention d'une série d'avancées – dépenalisation de l'adultère, de la contraception, de la prostitution, de l'avortement et légalisation du divorce – qui révolutionnent la vie quotidienne de milliers de femmes et d'hommes. La Transition, théâtre du combat féministe, est donc un moment clef dans l'histoire des Espagnoles et de leurs droits.

## CHAPITRE II. TRANSITION ET FÉMINISMES

### II. 1. Naissance et trajectoire du féminisme de seconde vague

#### II. 1. A. Les efforts frustrés du féminisme de première vague

Le féminisme occidental de « deuxième vague » puise son origine et son nom dans les mouvements de femmes de la fin du XIX<sup>e</sup> et du premier tiers du XX<sup>e</sup> siècle. À cette époque, les revendications féministes, qui s'expriment déjà depuis de nombreuses années, rencontrent un peu plus d'écho auprès de la société et de la classe politique<sup>1</sup>. De plus en plus de femmes prennent conscience de l'injustice de leur sort, elles qui, socialement comme légalement, dépendent entièrement de la volonté masculine. Elles commencent alors à organiser des actions conjointes.

En France, les féministes – rappelons que nous le terme est considéré au sens large – militent pour que chacune ait accès à une éducation de qualité qui lui permette de comprendre et de participer à la vie publique du pays. C'est un des objectifs de Julie-Victoire Daubié, première bachelière française (1861), puis première femme à obtenir une licence de Lettres (1871). Militante féministe, elle revendique la mixité à l'école, la fin de l'influence religieuse sur l'éducation mais aussi le droit de vote des femmes et leur meilleure insertion professionnelle<sup>2</sup>. Le contexte historique est propice à l'émulation. En 1869 Léon Richer et

---

<sup>1</sup> L'historiographie féministe regorge de portraits de femmes qui ont lutté en faveur de l'égalité des sexes. Parmi elles, on pourrait citer par exemple Olympe de Gouges (*Déclaration des droits des femmes*, 1791, France), Mary Wollstonecraft (*A Vindication of the Rights of Woman*, 1792, Angleterre), Josefa Amar (*Discurso en defensa de del talento de las mujeres, y de su actitud para el gobierno*, 1786, Espagne) ou Inés Joyes y Blake (*Apología de las mujeres en carta original de la traductora a sus hijas*, 1798, Espagne). Cependant, toutes ces femmes pionnières prêchent dans le désert car la société dans laquelle elles évoluent n'est pas encore prête à entendre leur discours proto-féministe. La particularité de la première vague féministe ne se situe pas tellement dans ses revendications mais dans le crédit dont elle dispose auprès d'un secteur de la société.

<sup>2</sup> JACOBS-HERMÈS Michèle. Terriennes : Julie-Victoire Daubié, première bachelière de France [en ligne]. *TV5 Monde*. 23 mars 2019. Disponible sur : « <https://information.tv5monde.com/terriennes/julie-victoire-daubie-premiere-bacheliere-de-france-291435> » (consulté le 3 mai 2020).

Maria Deraisme fonde la Société pour la revendication des droits civils des femmes<sup>3</sup> afin d'offrir à leurs concitoyennes la même éducation et les mêmes opportunités dont bénéficient déjà les hommes. Plus tard, en 1898, Marguerite Durand crée *La Fronde*, quotidien dirigé et rédigé exclusivement par des femmes.

Les débats féministes intéressent la société française et les initiatives se multiplient au cours de la période<sup>4</sup>. Pour autant, leurs stratégies et idéologie divergent. Par exemple, Léon Richer et Maria Deraisme sont défavorables au droit de vote des femmes car ils craignent que ces dernières ne soient influencées par l'Église. Au contraire, le courant le plus radical, incarné par Hubertine Auclert, travaille pour un accès aux urnes généralisé<sup>5</sup>. En cela, Auclert œuvre en syntonie avec ses homologues européennes et étatsuniennes puisque la lutte pour le droit de vote est un des marqueurs du féminisme de première vague. Si en France, ce droit n'est acquis qu'en 1944, la plupart des pays occidentaux franchissent le pas dès le premier tiers du XX<sup>e</sup> siècle : la Finlande en 1906, la Norvège en 1913, le Danemark et l'Islande en 1915, l'Allemagne, l'Autriche et la Pologne en 1918, la Belgique en 1919, les États-Unis en 1920 et l'Espagne en 1931. L'historiographie féministe a érigé le combat des suffragettes anglo-saxonnes en symbole de cette première époque de lutte collective.

De fait, ces dernières ne cherchent pas à faire adopter des mesures palliatives pour améliorer la vie sociale des femmes mais bien à atteindre l'égalité totale devant la loi par un combat politique. Les suffragettes se coordonnent au sein de la Women's Social and Political Union, organisation politique créée en 1903. Sa première grande manifestation, en juin 1908, réunit 500 000 personnes<sup>6</sup>. Pour se faire entendre, les suffragettes n'hésitent pas à affronter la police et à mener des grèves de la faim. Elles subissent même le gavage forcé des autorités pénitentiaires<sup>7</sup>. En mars 1918, elles célèbrent une première victoire avec la reconnaissance du droit de vote pour les femmes de plus de 30 ans, avant d'obtenir la pleine égalité devant les urnes, en 1928<sup>8</sup>.

Le féminisme de première vague est un mouvement complexe. Tout d'abord, parce que toutes les militantes ne se revendiquent pas comme féministes et celles qui le font ne le sont pas toujours au vu de l'acception actuelle du terme. C'est donc a posteriori que ce phénomène

---

<sup>3</sup> KLEJMAN Laurence, ROCHEFORT Florence. Le féminisme sous la troisième république : 1870-1914. In : *Matériaux pour l'histoire de notre temps* [en ligne]. 1985, n° 1, p. 8-11. Disponible sur : « [https://www.persee.fr/doc/mat\\_0769-3206\\_1985\\_num\\_1\\_1\\_403977](https://www.persee.fr/doc/mat_0769-3206_1985_num_1_1_403977) » (consulté le 3 mai 2020), p. 8.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 10.

<sup>5</sup> *Ibid.*, p. 8.

<sup>6</sup> BARD Christine. « Mon corps est une arme » : des suffragettes aux Femen. In : *Les Temps modernes*. 2014, n° 678, p. 213-240, p. 215.

<sup>7</sup> *Ibid.*, p. 219.

<sup>8</sup> *Ibid.*, p. 224.

est désigné comme « féministe », mais aussi « de première vague ». Par ailleurs, la mise en œuvre et la finalité des actions varient d'une association à une autre. Certains groupes dits « féministes » visent à améliorer le sort des femmes, sans jamais remettre en question la hiérarchie des sexes. Par exemple, aux États-Unis, l'unique prétention de la Women's Christian Temperance Union est de venir à bout de l'alcoolisme, qui serait à l'origine, selon les fondatrices, de la violence des maris contre leurs épouses. Au contraire, d'autres groupes plus avant-gardistes luttent pour l'émancipation des femmes afin qu'elles retrouvent le contrôle de leur vie mais aussi de leur corps<sup>9</sup>.

L'Espagne prend part à cette agitation. Dès le XIX<sup>e</sup> siècle, plusieurs personnalités s'engagent pour l'égalité des sexes, à l'instar de Concepción Arenal, d'Emilia Pardo Bazán ou de Concepción Gimeno. La première suit un parcours remarquable pour l'époque car elle étudie le droit, cursus qui lui permet de prendre la mesure de l'injustice légale subie par les Espagnoles. Elle donne de nombreuses conférences sur la place des femmes dans la société et, en 1869, elle publie *La mujer del porvenir*, essai dans lequel elle dénonce les incohérences de la loi, parmi elles, le fait que les chrétiens vénèrent la Vierge mais que le sacerdoce soit réservé aux hommes ou que les femmes ne puissent aller à l'université alors que certaines, à l'instar de Marie Christine de Bourbon, ont déjà dirigé le pays. La thèse de Concepción Arenal s'inspire des valeurs morales chrétiennes puisqu'elle prône le rôle social des femmes qui, grâce à leurs qualités propres, telles que la douceur, seraient les mieux placées pour faire progresser le pays. La démarche principale reste toutefois de fonder leur éducation afin qu'elles s'intègrent à la vie publique<sup>10</sup>. Cet argument se trouve également au cœur de la conférence *La misión de la mujer en la sociedad* donnée par Francisco Pi y Margall et publiée en 1869. Le raisonnement est le suivant : puisque les femmes élèvent les enfants, leur influence sociale est décisive, c'est pourquoi il est primordial de leur offrir une éducation de qualité afin qu'elles œuvrent à la modernisation de la société<sup>11</sup>. L'idée s'inscrit dans l'air du temps puisqu'à l'époque, l'intellectualité espagnole s'intéresse de près à la réforme éducative qu'elle expérimente à travers des initiatives telles que La Institución Libre de Enseñanza, fortement influencée par le

---

<sup>9</sup> Par exemple, l'organisation étatsunienne Association for the Rights of Woman exclut les militantes qui dépassent le cadre de ses valeurs morales, à l'instar de Victoria Woodfull, mise à l'index pour avoir prôné une sexualité libre et hors mariage, BASH Française. Marginales ou minoritaires : deux féministes américaines au dix-neuvième siècle. In : *Cahier Charles V* [en ligne]. 1990, n° 12, p. 113-127. Disponible sur : « [https://www.persee.fr/doc/cchav\\_0184-1025\\_1990\\_num\\_12\\_1\\_1045](https://www.persee.fr/doc/cchav_0184-1025_1990_num_12_1_1045) » (consulté le 3 mai 2020), p. 124.

<sup>10</sup> CABALLÉ Anna. *El Feminismo en España: La lenta conquista de un derecho*. Madrid : Cátedra, 2013, 330 p. (La historia de...), p. 99.

<sup>11</sup> *Ibid.*, p. 100-101.

krausisme. Il s'agit toutefois d'un « féminisme social », moderne pour l'époque, mais qui se base sur une vision traditionnelle du rôle des femmes.

Au-delà de ces initiatives, certaines féministes dépassent les vellétés morales afin de revendiquer sans ambages des droits tangibles et immédiats. C'est le cas de l'écrivaine Emilia Pardo Bazán qui, souhaitant recevoir le même traitement que ses confrères, sollicite son admission à l'Académie espagnole, mais qui se voit contrainte d'abandonner après trois refus, en 1889, 1892 et 1912<sup>12</sup>. Souvent rappelée pour ses œuvres naturalistes, Emilia Pardo Bazán travaille également à la médiatisation des combats féministes grâce à la publication de *La Tribuna* (1883), roman sur les cigarières de La Corogne<sup>13</sup>, ou à la création de La Biblioteca de la mujer, collection de livres féministes internationaux<sup>14</sup>. Bien qu'Emilia Pardo Bazán soit parfois considérée comme « La Mary Wollstonecraft » espagnole – l'expression est empruntée à la biographe Anna Caballé<sup>15</sup> – ses attentes se brisent contre le puritanisme et l'étroitesse d'esprit des intellectuels de son époque. Elle ne parvient pas à obtenir d'avancées concrètes.

Il faut attendre encore quelques années avant que les initiatives personnelles ne se muent en véritables mouvements féminins dont l'écho dépasse les cercles intellectuels et bourgeois. Les premiers groupes de solidarité naissent dans les usines, en particulier dans celles du secteur textile, où les ouvrières font pression et obtiennent une protection légale spécifique, grâce notamment aux lois du 8 janvier 1907<sup>16</sup> et du 21 août 1923<sup>17</sup> destinées aux travailleuses enceintes. Par ailleurs, de nombreuses organisations de femmes voient le jour. À Madrid, se détachent trois groupes principaux : la Unión del feminismo Español, dirigé par Consuelo González Ramos qui propage ses idées grâce à la revue *La Voz de la Mujer* (1917-1931), la Unión de mujeres españolas menée par la Marquise de Ter et la Asociación de Mujeres Españolas de María Espinosa de los Monteros, qui elle aussi, dispose d'un magazine de référence, *Mundo Femenino* (1921-1936)<sup>18</sup>. La quasi-totalité des formations nationales convergent sur l'importance de l'éducation des femmes et de leur accès à la culture. Leur activité inspire de nombreuses initiatives. Ainsi, en 1926, María de Maeztu, enseignante de formation et qui a suivi un cursus universitaire international, fonde le Lyceum Club Femenino qui organise des conférences, des fêtes et des expositions. En parallèle, entre 1915 et 1936, elle dirige la

---

<sup>12</sup> *Ibid.*, p. 102 et 104.

<sup>13</sup> *Ibid.*, p. 108.

<sup>14</sup> *Ibid.*

<sup>15</sup> *Ibid.*, p. 101.

<sup>16</sup> *Ley de 8 de enero de 1907* [en ligne]. Gaceta de Madrid n° 10, 10 janvier 1907. Disponible sur : « <https://www.boe.es/datos/pdfs/BOE/1907/010/A00114-00114.pdf> » (consulté le 5 mai 2020), p. 114.

<sup>17</sup> *Decreto real de 21 de agosto de 1923* [en ligne]. Gaceta de Madrid n° 235, 23 août 1923. Disponible sur : « <https://www.boe.es/datos/pdfs/BOE/1923/235/A00811-00813.pdf> » (consulté le 5 mai 2020), p. 812-813.

<sup>18</sup> CABALLÉ, *op. cit.*, p. 173-174.

Residencia de Señoritas, établissement féminin d'études supérieures. Son objectif est de libérer les femmes de leur passivité en les invitant à se rencontrer, en stimulant leur goût pour la culture et en les incitant à prendre part aux débats publics<sup>19</sup>. Ces émulations donnent aussi lieu à des publications théoriques ainsi qu'à la récupération des figures féministes tutélaires, tâche à laquelle s'adonne Margarita Nelken. Membre du Lyceum Club Femenino, elle publie, entre autres, *La condición social de la mujer en España. Su estado actual: su posible desarrollo* (1919) ainsi que *Las escritoras españolas* (1930)<sup>20</sup>.

Toutefois, même si elles sont d'accord quant à la nécessité éducative, les différentes formations féministes s'opposent sur plusieurs points idéologiques. L'aspect religieux est celui qui divise le plus ce panorama bigarré d'associations et de clubs. En effet, les groupes catholiques ne peuvent souffrir d'être associés aux structures laïques. Chaque courant cherche à imposer sa définition du « vrai » féminisme, tantôt laïque, tantôt religieux. Anna Caballé explique que

la pujante organización de la activa María Espinoza supondría un desafío para el movimiento católico femenino, que llevaba años contraatacando con diversas iniciativas y ofreciendo del feminismo avanzado y laico una imagen desmitificadora y caricaturesca (se las trataba de *ridículas, tontas, locas*). Las réplicas habían sido continuas. Por poner un ejemplo, a la iniciativa de fundar la Residencia de Señoritas, las damas católicas contestaron fundando una Institución Teresiana que ofrecía estudios y un internado a las estudiantes de magisterio<sup>21</sup>.

Cependant, les errances dans la définition du mot « féminisme » et son appropriation par certains groupes conservateurs est une constante dans l'Histoire, y compris aujourd'hui. D'autres thèmes, plus spécifiques à la période, clivent les débats, en particulier la question du droit de vote des femmes. Alors que de nombreux pays européens l'ont déjà autorisé, l'Espagne hésite encore. Le sujet fait débat non seulement dans la société et les cercles politiques mais aussi parmi les féministes elles-mêmes.

Après la dictature de Primo de Rivera, le gouvernement provisoire de la Seconde République autorise le suffrage passif des femmes : elles ne peuvent pas voter mais elles sont autorisées à se présenter aux élections. En juin 1931, Clara Campoamor et Victoria Kent sont élues aux *Cortes*. Quelques mois plus tard, Margarita Nelken, rejoint l'assemblée<sup>22</sup>. Avocat

---

<sup>19</sup> *Ibid.*, p. 154 et 180.

<sup>20</sup> *Ibid.*, p. 162.

<sup>21</sup> *Ibid.*, p. 175-176.

<sup>22</sup> *Ibid.*, p. 193.

de formation, elles sont sensibles à la condition féminine, pourtant, lors de la rédaction de la Constitution, seule Clara Campoamor s'engage pour le vote des femmes<sup>23</sup>. Ce n'est pas étonnant car, si les partis de droite s'y opposent traditionnellement, à gauche, le suffrage féminin ne fait pas non plus l'unanimité. Victoria Kent et Margarita Nelken, comme nombre de leurs compagnons socialistes, estiment en effet que les Espagnoles sont passives et bigotes. Ils craignent que leur vote ne converge vers des options catholiques et conservatrices et considèrent donc que la mesure, aussi légitime soit-elle, doit être repoussée. Selon eux, avant de pouvoir voter en conscience, la femme espagnole doit d'abord acquérir les valeurs républicaines<sup>24</sup>. Néanmoins, pour un certain nombre de députés, comme Clara Campoamor et Manuel Carrasco Formiguera, le suffrage universel est un idéal démocratique qui doit primer sur les intérêts du parti. Et, quel meilleur départ pour la Seconde République que cette décision symbolique ? Ils s'engagent donc dans la défense du droit de vote des femmes – au prix de tentatives d'intimidations et de moult moqueries et quolibets à l'encontre de Clara Campoamor – et obtiennent gain de cause<sup>25</sup>. En octobre 1931, l'article 36 de la Constitution reconnaît le suffrage universel pour tous les individus de plus de 23 ans<sup>26</sup>.

Les avancées féminines ne s'arrêtent pas là. De fait, il devient urgent de légaliser le divorce car, le Code pénal de 1870 offrant une impunité presque totale à la violence des maris contre leur épouse, les faits divers tragiques s'accumulent<sup>27</sup>. De nombreuses femmes, coincées dans leur malheureuse union, n'ont aucune échappatoire. En 1903, la journaliste Carmen de Burgos, elle-même séparée de fait, fonde le Club de Matrimonios Malvenidos, groupe de pression en faveur de la légalisation du divorce. Le *Diario Universal*, journal dont elle devient par la suite rédactrice en chef, médiatise le message de ces « mal mariées » mais subit de violentes critiques<sup>28</sup>. Finalement, avec l'avènement de la République et dans la lignée du droit de vote, le divorce est légalisé en 1932<sup>29</sup>. C'est une avancée majeure dont les citoyens et les citoyennes jouiront fort peu.

En effet, après la Guerre Civile, la première vague du féminisme espagnol se brise contre l'idéologie national-catholique. Au cours des années 1940 et 1950, une chape de plomb

---

<sup>23</sup> Par ailleurs, depuis les années 1920, le terme « féminisme » met mal à l'aise. On s'en méfie et même Clara Campoamor ne s'en réclame pas, CABALLÉ, *op. cit.*, p. 198.

<sup>24</sup> *Ibid.*, p. 197-198.

<sup>25</sup> *Ibid.*, p. 200.

<sup>26</sup> Article 36 de la *Constitución de la República Española* [en ligne]. 9 décembre 1931. Disponible sur : « [http://www.congreso.es/docu/constituciones/1931/1931\\_cd.pdf](http://www.congreso.es/docu/constituciones/1931/1931_cd.pdf) » (consulté le 5 mai 2020).

<sup>27</sup> Par exemple, l'article 438 du Code pénal de 1870 autorise un mari trompé à frapper son épouse et l'amant de cette dernière. Si les blessures infligées sont graves ou entraînent la mort, alors la condamnation est l'exil.

<sup>28</sup> CABALLÉ, *op. cit.*, p. 188.

<sup>29</sup> *Ley del divorcio* [en ligne]. Gaceta de Madrid n° 7, 11 mars 1932. Disponible sur : « <https://www.boe.es/datos/pdfs/BOE/1932/072/A01794-01799.pdf> » (consulté le 5 mai 2020), p. 1762-1767.

recouvre les premières avancées. Le divorce est supprimé – ce qui induit d’inextricables complications administratives pour les couples y ayant eu recours – car la conduite de chacun, et en particulier des femmes, doit s’adosser à la morale catholique. Les Espagnoles ont l’obligation d’être chastes et toute relation sexuelle est proscrite avant le mariage, ce qui contribue au développement de la prostitution, officieusement tolérée par le régime<sup>30</sup>. La Section féminine, créée en 1934 et dirigée par Pilar Primo de Rivera, se charge de diffuser l’archétype de la femme franquiste : une mère et une épouse dévouée qui se consacre au foyer<sup>31</sup>. Dès 1937, un décret instaure un service social obligatoire de six mois minimum, destiné aux femmes de dix-sept à trente-cinq ans, organisé par la Phalange<sup>32</sup>. María Ángeles Larumbe, souligne l’importance de l’organisation durant les années 1940 et 1950 :

la Sección Femenina monopolizó el discurso oficial sobre la mujer durante cuatro décadas. Controlaba las asignaturas de Hogar y Educación Física en la enseñanza femenina; impartía el Servicio Social, prestación civil obligatoria por la que debía pasar toda joven del país, so pena de no poder obtener ningún certificado oficial; organizaba innumerables cursos de cocina, corte y confección, entre otros y, en definitiva, hacía oír su voz como si fuera la de todas las mujeres españolas<sup>33</sup>.

Dans une Espagne d’après-guerre, avide d’un salvateur rebond démographique, les femmes sont écartées de la sphère publique afin de donner naissance à de futurs travailleurs. Le *Fuero del Trabajo* de 1938 leur ferme d’ailleurs de nombreuses opportunités puisque, sauf situation exceptionnelle, elles ont interdiction de travailler de nuit ou comme ouvrière<sup>34</sup>. Les rares universitaires sont traitées avec paternalisme et, une fois mariées, poussées à abandonner leurs aspirations professionnelles. La loi les prive des carrières les plus prestigieuses, à l’instar du notariat, de la magistrature ou de la diplomatie, c’est pourquoi, dans les années d’après-guerre, aucune femme espagnole ne s’y illustre<sup>35</sup>. Les figures fortes et indépendantes du début

---

<sup>30</sup> Le régime collabore étroitement avec l’Église. Les mœurs libérées des années 1920-1930 sont resserrées et la prostitution s’avère alors un exutoire aux pulsions réprimées. Plutôt que de régler le problème, le franquisme détourne le regard, au moins jusqu’en 1956. Il taxe même les maisons closes, appelées « casas de tolerancia », qui payent des impôts et sont régulièrement inspectées, comme le serait n’importe quel commerce, CABALLÉ, *op. cit.*, p. 240.

<sup>31</sup> Ce qui, comme le note Anna Caballé, ne manque pas d’ironie compte tenu de la vie de Pilar Primo de Rivera : célibataire, sans enfant et à la tête d’une importante organisation officielle, CABALLÉ, *op. cit.*, p. 234.

<sup>32</sup> *Decreto declarando deber nacional de todas las mujeres españolas, comprendidas en edad de 17 a 35 años, la prestación del “Servicio Social”* [en ligne]. BOE n° 356, 11 octobre 1937. Disponible sur : « <https://www.boe.es/gazeta/dias/1937/10/11/pdfs/BOE-1937-356.pdf> » (consulté 26 juin 2020), p. 3785-3787.

<sup>33</sup> LARUMBE, *op. cit.*, p. 20.

<sup>34</sup> *Fuero del Trabajo* [en ligne]. BOE n° 505, 10 mars 1938. Disponible sur : « <https://www.boe.es/datos/pdfs/BOE/1938/505/A06178-06181.pdf> » (consulté le 6 mai 2020), p. 505-508.

<sup>35</sup> TOBOSO, in : GONZÁLEZ RUIZ, GUTIÉRREZ LÓPEZ, MARTÍNEZ TEN (éd.), *op. cit.*, p. 76.



du siècle sont oubliées au profit de nouveaux modèles, plus prosaïques, à l'instar de Rosa, mère courage, protagoniste du feuilleton radiophonique *Ama Rosa*. Les magazines de la Section féminine tels que *Medina* ou *Consigna* ou de l'Action catholique comme *Misión* ou *Para Nosotras*, se chargent de propager les modèles de conduites jugés propres aux femmes<sup>36</sup>. Les jeunes Espagnoles ont perdu le souvenir des luttes de leurs grands-mères pionnières.

Toutefois, à partir des années 1960, plusieurs facteurs se conjuguent qui permettent aux femmes de sortir peu à peu de leur torpeur. La croissance économique est propice à leur progressive insertion dans le marché du travail. Entre 1964 et 1974, même s'il est encore modeste<sup>37</sup>, le pourcentage de femmes de plus de quatorze ans exerçant une activité déclarée augmente, passant de 22 à 29,6 %<sup>38</sup>. Par ailleurs, grâce au relatif confort économique, les Espagnoles accèdent davantage à l'université. Ainsi, en 1973, 36,8 % des étudiants sont des femmes alors qu'elles n'étaient que 17,63 % en 1957<sup>39</sup>. D'ailleurs, un indice de ce changement est le retour, dix-sept ans après sa dissolution, de la Asociación Española de Mujeres Universitarias, d'abord à Oviedo et à Madrid en 1953, puis à Barcelone en 1970. Un autre indicateur de ces changements sociaux est le renouvellement de la presse féminine. Durant les années 1960, de nombreux magazines comme *Telva*, *Diana* ou *Cristal* – cette dernière sort des ateliers du groupe Godó, éditeur de *La Vanguardia* – voient le jour<sup>40</sup>. Ils ciblent la femme travailleuse, à celle qui doit concilier vie personnelle et vie professionnelle. En 1969, *Diana*, trimestriel édité par le Banco de Bilbao, s'adresse à ses lectrices de la façon suivante :

Para ti, mujer de hoy, que trabajas y sueñas. [...] Para ti nace esta revista [...] *Diana* es, sobre todo, el cálido homenaje de un Banco a la eterna y bella realidad de una trabajadora, de una oficinista, una estudiante, una ama de casa, una mujer de hoy que sigue siendo siempre y ante todo, mujer<sup>41</sup>.

---

<sup>36</sup> *Medina* est publiée entre 1941 et 1944. Elle se centre sur les thèmes folkloriques et le sport. *Consigna* est publiée entre 1941 et 1960 et s'intéresse à l'éducation des petites filles, *Misión* (1939-1947) et *Para Nosotras* (1941-1965) analysent les thèmes religieux, GALLEGO Juana. *Mujeres de papel: De ¡Hola! A Vogue: La prensa femenina en la actualidad*. Barcelona : Icaria, 1990, 208 p., p. 44-45.

<sup>37</sup> Selon les chiffres de l'INSEE, en France, en 1975, le taux d'activité des femmes de 15 à 64 ans est de 53,3 %, BÉRÉNI Laure, CHAUVIN Sébastien, JAUNAIT Alexandre, REVILLARD Anne. *Introduction aux études sur le genre*. Louvain-la-Neuve : De Boeck Supérieur, 2020, 431 p. (Ouvertures politiques), p. 234.

<sup>38</sup> NICOLAU Roser. Población, salud y actividad. In : CARRERAS Albert, TAFUNELL Xavier (coord.). *Estadísticas Históricas de España: Siglos XIX-XX, Volumen I* [en ligne]. Bilbao : Fundación BBVA, 2005. Disponible sur : « [https://www.fbbva.es/wp-content/uploads/2017/05/dat/DE\\_2006\\_estadisticas\\_historicas.pdf](https://www.fbbva.es/wp-content/uploads/2017/05/dat/DE_2006_estadisticas_historicas.pdf) » (consulté le 5 mai 2020), p. 100.

<sup>39</sup> Voir I. A. La Libération des mœurs du franquisme tardif.

<sup>40</sup> Magazine lancé en octobre 1963, éditée par la Sociedad Anónima de Revistas, prensa y ediciones. La revue est influencée par la religion catholique mais propage l'idée que la femme moderne peut lier sa foi à une vie professionnelle épanouie, GALLEGO, *op. cit.*, p. 67.

<sup>41</sup> *Ibid.*

La nouvelle femme espagnole est une femme qui se consacre à son foyer mais qui participe, elle aussi, au développement économique de son pays.

Les études et le travail rémunéré permettent donc aux femmes de voir au-delà des quelques rues du quartier et leur fournit le recul et les armes nécessaires pour dénoncer leur navrante situation. María Lafitte est une des précurseurs de cette réflexion. Aristocrate, mariée jeune sans avoir fait d'études, sa curiosité et son engagement lui offrent pourtant une place dans les cercles intellectuels. Dès 1948 elle publie *La Guerra secreta de los sexos* – titre ô combien audacieux pour l'époque – qui énumère les injustices subies par les femmes au fil de l'Histoire. En 1960, elle fonde le Seminario de Estudios Sociológicos sobre la Mujer (SESM) aux côtés de Lili Álvarez, sportive professionnelle puis journaliste. L'équipe du SESM organise des débats auxquels sont parfois conviés des invités et spécialistes reconnus. Le groupe réalise également des enquêtes de terrain. L'une d'entre elle, recueillie dans l'ouvrage *Habla la mujer en España* fait d'ailleurs état du manque criant de culture générale et de conscience politique des jeunes Espagnoles<sup>42</sup>.

Pourtant, le panorama international commence à évoluer. Alors que la jeunesse occidentale prône la liberté sexuelle, une nouvelle génération d'intellectuelles publie ce qui seront des ouvrages de référence du féminisme de seconde vague : *Deuxième sexe* de Simone de Beauvoir (1949), *The Feminine mystique* de Betty Friedan (1963) ou *Sexual politics* de Kate Millet (1969). Ces essais se diffusent dans les cercles militants espagnols. Les publications nationales affleurent elles aussi avec *La mujer española, 100 años de su historia* de María Lafitte (1960), *La alienación de la mujer* de Carlos Castilla del Pino (1968), *Mujer y sociedad* de Lidia Falcón (1969) ou *El feminismo ibérico* de Maria Aurèlia Capmany (1970).

Cependant, avant la mort de Franco, ces premiers remous féministes – entendu dans son acception la plus large – demeurent confidentiels car, même si l'emprise morale sur les femmes se desserre durant les années 1960, la majorité des Espagnoles, dépolitisées et peu cultivées, ne s'intéresse guère à sa propre condition. D'ailleurs, la plupart des ouvrages féministes circulent clandestinement et ne sont pas traduits. Ainsi, les premières militantes sont isolées et disposent de peu de ressources. Toutefois, leur travail pose les premiers jalons d'un mouvement d'ampleur qui se déploiera pleinement avec l'avènement démocratique.

---

<sup>42</sup> ÁLVAREZ Lili, BORREGUERO SIERRA Concepción, CAMPO ALANGE María, *et. al. Habla la mujer: Resultados de un sondeo en la juventud actual*. Madrid : Edicusa, 1967, 203 p.

## II. 1. B. Avènement démocratique et féminisme : qui sont les féministes espagnoles de la Transition ?

Depuis la fin des années 1960, les collectifs de femmes se multiplient : en 1971, l'avocate María Telo fonde la Asociación Española de Mujeres Juristas ; en 1973, Mabel Pérez Serrano et Ana María Pérez del Campo Noriega, alors étudiante en droit matrimonial, créent la Asociación de Mujeres Separadas, afin d'assister les femmes dans leurs démarches de séparation ; un an plus tard, Pilar de Yzaguirre, entrepreneuse culturelle, crée la Asociación para la Promoción y Evolución Cultural destinée aux femmes ; quelques semaines avant la mort de Franco naît le Seminario Colectivo Feminista et, un an plus tard, le Frente de Liberación de la Mujer (FLM) et la Asociación Democrática de la Mujer (ADM)<sup>43</sup>. Des centaines d'initiatives éclosent çà et là, au fil des nécessités, des conversations entre étudiantes et des lectures partagées. Dans un premier temps, beaucoup demeurent informelles. Leur activité dépend de l'initiative spontanée et improvisée de quelques militantes. Puis, avec la mort de Franco et l'intérêt croissant des Espagnols pour la question féminine, leur travail s'intensifie et leur organisation interne se précise. Une fois légalisées, ces associations féministes peuvent participer directement à la vie politique espagnole.

La différence majeure entre le féminisme du début du siècle et celui des années 1970 réside dans la finalité des actions. Dans les années 1900-1930, les militantes ne cherchent pas à transformer la société mais simplement à offrir aux femmes les mêmes opportunités qu'aux hommes. À l'inverse, à l'échelle occidentale, le féminisme de deuxième vague est révolutionnaire car il aspire à une refonte totale des relations entre les sexes. À partir des années 1960-1970, des voix s'élèvent pour dénoncer l'organisation patriarcale et androcentrée de la société<sup>44</sup>. Elles pointent du doigt le maintien des femmes dans une vie domestique, en dehors des sphères du pouvoir. Pour elles, la domination masculine s'exerce à tous les niveaux : légal, culturel, politique, familial et même médical puisque les femmes ont l'interdiction de contrôler leur fécondité. Pour le féminisme de deuxième vague, il s'agit donc de déconstruire ce système, maillon par maillon. Pour elles, un des enjeux essentiels réside dans le contrôle du corps à travers l'obtention du droit à la contraception et à l'avortement.

---

<sup>43</sup> TOBOSO, in : GONZÁLEZ RUIZ, GUTIÉRREZ LÓPEZ, MARTÍNEZ TEN (éd.), *op. cit.*, p. 86-87.

<sup>44</sup> Dans son dictionnaire féministe, la militante Victoria Sau définit l'androcentrisme de la façon suivante : « El hombre como medida de todas las cosas. Enfoque de un estudio, análisis o investigación desde la perspectiva masculina únicamente, y utilización posterior de los resultados como válidos para la generalidad de los individuos, hombres y mujeres », SAU Victoria. *Diccionario ideológico feminista: Volumen I*. Madrid : Icaria, 2000, 318 p. (La mirada esférica), p. 45.

Toutefois, si cet objectif général peut définir la seconde vague féministe à l'échelle internationale, le cas espagnol est à considérer à la lumière du très particulier contexte sociopolitique national. Au sortir de la dictature, plusieurs associations n'adhèrent pas aux nouvelles propositions du féminisme occidental. Certaines formations sont également encore trop récentes pour avoir théorisé leurs actions. De fait, le féminisme espagnol des années 1970 est des plus hétéroclites et se divise en de nombreux mouvements. Par exemple, il existe un « féminisme » catholique qui vise à améliorer les conditions de vie des femmes tout en conservant le schéma préférentiel de la femme au foyer. Un autre courant, le féminisme « radical », est indépendant des partis et n'accepte que les hommes ayant renoncé au patriarcat. L'adjectif « radical » est utilisé par les militantes elles-mêmes. Il ne signifie pas que le mouvement soit extrême mais que le féminisme en est l'élément constitutif, essentiel. L'unique objectif des activistes est d'atteindre l'égalité homme / femme. À l'inverse, le féministe de parti – *de doble militancia* comme les nomment les Espagnols de l'époque – milite à la fois pour les droits féminins mais aussi pour un parti politique, avec ce que cela peut comporter de limitations et incohérences. On mentionnera également le mouvement lesbien et, à la fin des années 1970, le féminisme de la différence qui exalte des valeurs dites féminines<sup>45</sup>. Parmi toutes ces options, deux grands courants se détachent, irréconciliables par définition : le féminisme de parti, lié aux organisations politiques et syndicales d'une part, et le féminisme radical, chef de file de la transformation idéologique de la deuxième vague d'autre part.

Les principaux représentants de la première voie sont la Asociación Democrática de la Mujer (ADM)<sup>46</sup>, Mujer y Socialismo ainsi que le Movimiento Democrático de Mujeres (MDM). Leur parcours commence dès la fin des années 1960. À cette époque, des groupes de femmes se forment au sein des partis et des syndicats afin de militer pour libérer les Espagnoles des limitations imposées par le régime. Parmi ces groupes se détachent l'ADM, Mujer y Socialismo lié au PSOE mais, surtout, le MDM, pionnier dans la lutte féministe de masse. Le MDM est une association de femmes fédérée au PCE. Implantée dans toute l'Espagne, elle diffuse ses idées à travers des publications régionales telles que *La mujer y la lucha* à Madrid<sup>47</sup> ou *Avanzando* à Valence<sup>48</sup>. Le MDM fait ses débuts en 1964, durant la dictature, à l'initiative de

---

<sup>45</sup> Le féminisme de la différence appelle les femmes à ne pas chercher à ressembler aux hommes mais à revendiquer leurs particularités féminines. Durant les rencontres féministes de Grenade de 1979, c'est Gretel Ammann qui s'en fait la porte-parole, LARUMBE, *op. cit.*, p. 220.

<sup>46</sup> Créée en mars 1976, l'ADM est issue d'une scission du MDM. L'association est fédérée au Partido del Trabajo de España et ses principales dirigeantes sont Francisca Sauquillo, Sacramento Martí y Lola Gaos. En février 1977, elle compte 1 200 adhérentes, CARRASCO Bel. Diccionario de grupos feministas. *El País*. 17 février 1977, p. 22.

<sup>47</sup> CABALLÉ, *op. cit.*, p. 261.

<sup>48</sup> ARRIERO RANZ Francisco. *El Movimiento Democrático de Mujeres: De la lucha contra Franco al feminismo (1965-1985)*. Madrid : Catarata, 2016, 302 p. (Investigación y debate), p. 230.

deux militantes communistes, Carmen Rodríguez et Dulcinea Bellido<sup>49</sup>. Le parti ne fait aucune difficulté pour créer l'organisation. En effet, le malaise va grandissant parmi les femmes du PCE qui voient leur mari partir en mission ou purger des peines de prison alors que, de leur côté, elles ne peuvent qu'attendre leur hypothétique retour tout en soutenant seules leur famille<sup>50</sup>. La création du MDM a donc l'avantage de mettre à profit l'énergie frustrée de centaine de femmes. Logiquement, elles axent leurs premières campagnes sur les demandes d'amnistie. Ce genre d'objectif, social et consensuel, permet, de surcroît, de capter de nouvelles adhérentes, ce qui convient très bien aux cadres communistes.

Néanmoins, pour rallier des femmes en-dehors du parti et donc acquérir de l'influence, le MDM relègue parfois ses idéaux communistes au second plan. Ainsi, le groupe décide d'infiltrer les organisations féminines qui pullulent en Espagne à la fin des années 1960 afin d'en débaucher les militantes. Les activistes du MDM attirent de nombreuses femmes au foyer, des activistes catholiques des branches féminines de la HOAC et de la JOC ainsi que des adhérentes d'association de voisins<sup>51</sup>. Ces nouvelles recrues n'adhèrent pas toutes aux idéaux communistes mais, au sein du MDM, elles envoient des lettres aux instances officielles pour exiger la libération des prisonniers politiques, tentent de rencontrer des élus, s'enferment dans des églises prêtées par l'opposition catholique – d'où l'importance d'en capter les militantes – ou organisent des manifestations illégales<sup>52</sup>. Elles œuvrent également à l'amélioration des conditions de vie dans les quartiers populaires – éclairage public, eau potable, transports urbains – et protestent contre le coût de la vie, en particulier contre l'augmentation du prix du pain.

Le MDM est donc le seul mouvement féministe à s'adresser à toutes les Espagnoles, de l'universitaire engagée à la mère de famille dépolitisée. Il réalise un travail de terrain qui lui permet de mener une action sociale de sensibilisation, notamment auprès des femmes au foyer, jusqu'alors limitées à leur rôle domestique. Par ailleurs, les réunions du MDM offrent un espace d'expression rare pour les femmes, qu'elles soient de ferventes militantes politiques ou de discrètes sympathisantes dans la mesure où elles peuvent choisir des horaires de réunions compatibles avec leurs obligations familiales et ne se voient plus confisquer la parole par les hommes, comme lors des réunions mixtes<sup>53</sup>. L'activité de l'association est donc essentielle pour

---

<sup>49</sup> *Ibid.*, p. 15.

<sup>50</sup> De fait, Carmen Rodríguez et Dulcinea Bellido sont mariées à Simón Sánchez Montero et Luis Lucío Lobato, tous deux condamnés à de longues peines, *ibid.*

<sup>51</sup> *Ibid.*, p. 50-52.

<sup>52</sup> *Ibid.*, p. 81.

<sup>53</sup> *Ibid.*, p. 128.

éveiller les consciences. Toutefois, jusqu'au début des années 1970, le MDM gravite encore très loin de l'engagement purement féministe.

De fait, l'organisation se heurte à un problème structurel : elle doit son existence et sa survie clandestine à l'adhésion de militantes de tous les horizons, mais, paradoxalement, c'est justement cette diversité qui l'empêche d'avancer. Comment conjuguer les aspirations féministes des dirigeantes du MDM avec les objectifs de chacune de ses adhérentes ? Pour l'association, il est impossible d'établir de programme qui satisfasse l'intégralité des courants hétéroclites qui la composent. D'ailleurs, l'identité du MDM n'est pas claire : s'agit-il d'une antenne féminine du PCE ayant pour mission de diffuser la doctrine communiste ou d'une association pour l'émancipation des femmes ? Ces problématiques marquent l'évolution du groupe qui, au fil des années, se transforme, au niveau de ses ambitions mais aussi dans son discours.

En raison de son origine communiste et de son travail social auprès des femmes modestes, en 1968, le MDM propose un premier programme très influencé par le socialisme et les questions économiques. Selon Francisco Arriero Ranz, il est encore loin du féminisme de seconde vague :

Obviamente, no era un texto inspirado por el feminismo de segunda ola que estaba desarrollándose en Estados Unidos y en Europa, sino que entroncaba con el feminismo socialista de los años treinta, aliñado con algunas ideas extraídas de los textos de Simone de Beauvoir y de Betty Friedan. De esta manera, se entiende que el programa se articulase alrededor de cuestiones generales en las que se incluían las reivindicaciones consideradas específicas de las mujeres y que lo político primase sobre lo feminista. También es significativo que apenas se mencionen cuestiones relacionadas con la sexualidad, más allá de la defensa del derecho a la anticoncepción<sup>54</sup>.

Cependant, à partir des années 1970, l'arrivée au MDM de nouvelles militantes issues de l'université ainsi que la collaboration avec des figures du féminisme radical, comme Lidia Falcón, Carmen Alcalde ou Empar Pineda, entraîne une réflexion au sein du comité de direction<sup>55</sup>. Peu à peu, il s'émancipe du parti et des attentes purement sociales. Dans son

---

<sup>54</sup> *Ibid.*, p. 182.

<sup>55</sup> Ces débats, loin d'être apaisés, se matérialisent parfois en guerre ouverte et en pressions mesquines entre les fondatrices et les nouvelles adhérentes, les premières convaincues du bienfait de travailler avec les associations de quartiers et de femmes au foyer, les secondes, prônant un féminisme plus pur et indépendant. Santiago Carrillo, lui, manipule ces conflits pour faire prospérer les options qui l'intéressent. Par exemple, lorsqu'il souhaite abandonner le léninisme, il a besoin de l'appui du secteur rénovateur du PCE. Or, pour gagner ses faveurs, Carrillo doit prouver qu'il pense en communiste moderne. Ce sont les militantes historiques du MDM qui en font les frais, en 1977, lors d'une réunion qui les rassemble avec le comité exécutif du PCE ainsi que des militantes critiques. Lors de cette rencontre, Santiago Carrillo désavoue le travail conjoint avec les associations de quartier et de

deuxième manifeste, publié en octobre 1976, le collectif se définit pour la première fois comme féministe et intègre les demandes du mouvement tel qu'il se développe à l'étranger. Par exemple, il exige le droit de chacune à disposer de son corps à travers la création de centres de planning familial, la contraception libre et gratuite, la dépénalisation de l'avortement, et la suppression du délit d'adultère. Il prône également la légalisation du divorce, la disparition de la différence légale entre enfant légitime et illégitime, ainsi que le partage de l'autorité parentale. Quant aux propositions liées aux quartiers populaires, le MDM le relègue aux dernières pages de son programme<sup>56</sup>. L'association passe ainsi de l'action sociale pour les femmes à la lutte féministe. Selon Francisco Arriero Ranz, un indice révélateur de cette évolution idéologique se trouve également dans la justification de ses nouvelles résolutions. Par exemple, la dépénalisation de l'avortement se trouve déjà dans le programme de 1968 mais les raisons pour le soutenir en 1976 ont changé. En effet, le MDM insiste alors sur le droit de chacune à disposer de son corps – thème phare du féminisme de seconde vague – alors qu'en 1968, avorter devait être autorisé pour éviter aux familles modestes d'avoir trop d'enfants à nourrir et de sombrer dans le dénuement. L'avortement devait alors revêtir un caractère transitoire puisqu'une fois la révolution communiste achevée, plus personne ne vivrait dans la misère<sup>57</sup>. La transformation idéologique du MDM est donc profonde et rapide, à tel point que l'organisation communiste renouvelle son programme dès février 1979<sup>58</sup>. Les militantes historiques comme Rosa Pardo ou Mercedes Comabella commencent même à signer des articles dans les magazines féministes spécialisés<sup>59</sup>. Toutefois, ces changements arrivent trop tard pour que le groupe parvienne à changer son image auprès des autres formations.

L'évolution vers un féminisme plus « pur » ne permet pas de sauver le mouvement de la dislocation. De fait, en choisissant une seule option parmi les divers courants qui le composent – féministe, communiste, catholique modéré, associatif apolitique, entre autres –, le MDM ne peut que perdre une partie de ses soutiens. Par exemple, dès qu'il s'éloigne de l'orthodoxie communiste pour intégrer des propositions féministes, les militantes d'extrême gauche lui reprochent de se laisser influencer par des idées qu'elles estiment bourgeoises<sup>60</sup>.

---

femmes aux foyers. Il dit que cette option est dépassée et exige que le MDM collabore avec le courant radical. Il donne donc raison au secteur critique, ce qui divise encore davantage le collectif, *ibid.* p. 276-277.

<sup>56</sup> *Ibid.*, p. 185-186.

<sup>57</sup> *Ibid.* p. 229-320.

<sup>58</sup> *Ibid.*, p. 188.

<sup>59</sup> *Ibid.*, p. 189.

<sup>60</sup> Selon les militantes de l'ORT, le MDM perd de vue l'objectif premier de lutte des classes. Elles s'attardent sur des problèmes secondaires alors que la priorité est de libérer ce qu'elles considèrent comme la classe opprimée, *ibid.*, p. 93.

C'est la raison pour laquelle les adhérentes proches de l'ORT abandonnent le MDM dès 1971<sup>61</sup>. Par ailleurs, lorsqu'en 1976, le MDM se positionne plus ouvertement en faveur de l'avortement, une partie des femmes au foyer et l'intégralité des catholiques se désolidarisent de l'association. En outre, non seulement le virage féministe fragmente le MDM mais il ne lui permet même pas de gagner une place aux côtés des militantes du courant radical. En effet, pour ces dernières, son allégeance politique est un péché originel impardonnable. Selon, Lidia Falcón, leader catalane, les femmes du MDM ne sont que des « adoradoras de Engels » qui parasitent le discours féministe avec des messages soufflés par la direction du PCE<sup>62</sup>. C'est pourquoi, à la fin des années 1970, le MDM n'est plus que l'ombre de lui-même. Il est devenu obsolète et n'attire plus les jeunes féministes. En 1980, il disparaît.

En définitive, l'histoire du féminisme espagnol des années 1970 est indissociable de celle du MDM. De fait, sa trajectoire est remarquable : premier mouvement féminin de masse – en 1977, il compte environ cinq mille militantes<sup>63</sup> – depuis la fin de la Seconde République, à la mort de Franco, il est sans conteste le plus influent. Son socle idéologique évolue énormément durant ses quinze années d'existence. Il passe de mouvement social de banlieues populaires, à véritable organisation féministe grâce à l'émulation du féminisme radical ainsi qu'à l'arrivée de nouvelles adhérentes baignées par les lectures de Beauvoir ou de Greer. Cependant, le MDM perd son équilibre en chemin car la fracture entre ce qu'il était et ce qu'il devient est trop profonde. Durant la Transition, l'organisation souffre de ses dissensions internes et se voit très vite dépassée idéologiquement par les nouvelles théories féministes. Les jeunes activistes lui préfèrent alors d'autres formations, comme l'ADM, Mujeres Libres ou le FLM, sonnante ainsi le glas de son existence<sup>64</sup>.

En réalité, l'écueil majeur du MDM est son identité même de féminisme de parti puisqu'en tant qu'organisme de tutelle du PCE, il dépend financièrement et logistiquement du bon vouloir communiste. Or, pour le PCE, les impératifs féministes passent généralement au second plan. Ils ne sont que des variables d'ajustement, d'autant plus que nombre de militants, quel que soit leur sexe, se méfient de ces activités féminines qui brouillent les objectifs du parti. En cela, le MDM est représentatif de l'ensemble des associations de femmes créées par les

---

<sup>61</sup> *Ibid.*, p. 183.

<sup>62</sup> *Ibid.*, p. 186.

<sup>63</sup> ARRIERO RANZ Francisco. El movimiento democrático de mujeres, del antifranquismo a la movilización vecinal y feminista. In : *Historia, trabajo y sociedad* [en ligne]. 2011, n° 2, p. 33-62. Disponible sur : « <http://www.lmayo.ccoo.es/fc5e7ce6a7e366f6e0b7dc5fa0d4bc3f000001.pdf> » (consulté le 5 mai 2020), p. 61.

<sup>64</sup> Mujeres Libres est une association de femmes anarchistes fondée durant la Seconde République et qui se revitalise durant la Transition. Le FLM voit le jour en 1976 et regroupe des socialistes qui, tout en acceptant les militantes liées aux partis, prônent l'indépendance du mouvement féministe.



formations politiques. *Mujer y Socialismo*, fédération liée au PSOE, connaît un sort identique. Il débute son parcours au début des années 1970 mais de nombreuses militantes s'essoufflent avant la fin de la décennie, tant il est complexe pour elles d'imposer leurs points de vue. Ces groupes naissent tous de la même façon. Ils sont l'initiative de militantes espérant pouvoir inscrire les demandes féministes à l'agenda de leur parti. Durant la Transition, elles y parviennent tant bien que mal, mais au prix d'efforts considérables et de profondes déconvenues. À la fin des années 1970, ces « doubles militantes », désabusées, optent en général pour agir seules, parallèlement à leur activité dans le parti, ou rejoignent les files radicales. Les organisations de ce type ne disposent pas des budgets et de la capacité de mobilisation du PCE ou du PSOE mais elles jouissent d'une totale liberté de décision.

À l'instar de leurs camarades européennes, canadiennes et étatsuniennes, les féministes qui se définissent comme « radicales » sont indépendantes de toute formation politique. Leur activité, portée par des intellectuelles et des femmes de loi, débute durant les dernières années de la dictature. L'apogée du féminisme radical espagnol coïncide avec la Transition démocratique, période de libertés retrouvées et d'opportunités dont le mouvement espère tirer profit. Durant les années 1970, il révolutionne le discours sur les sexes en diffusant et en nourrissant les thèses avant-gardistes des intellectuelles d'Europe et d'Amérique du Nord. Il fixe les objectifs prioritaires et exerce une pression constante sur les instances publiques afin d'être entendu dans le charivari de cette période agitée.

Si les hommes y sont exceptionnellement tolérés, la norme des associations radicales reste la non-mixité. En effet, les féministes combattent le système patriarcal, or, accepter l'engagement masculin exposerait les organisations à en reproduire le fonctionnement. Contrairement aux militantes de partis, les indépendantes refusent de s'associer aux formations politiques traditionnelles. Tout d'abord, parce qu'elles estiment que le féminisme est une option politique à part entière et doit se défendre en tant que telle. C'est pourquoi, Lidia Falcón, avocate, écrivaine et féministe influente, décide d'aller au bout de cette logique, en fondant en 1979 le *Partido Feminista*, une première en Espagne. Les féministes indépendantes ne sont d'ailleurs pas dupes quant à l'intérêt des partis pour leur cause. Dans un ouvrage collectif sur le féminisme des années 1970, Victoria Sendón de León, écrivaine et membre du *Seminario Colectivo Feminista*, se remémore son parcours et rappelle que :

la que más y la que menos habíamos sufrido en la universidad la manipulación de ciertos partidos de izquierda y sabíamos que para ellos lo del movimiento feminista era una mera excusa para ampliar sus

bases. Sabíamos por otras compañeras que en los partidos estaban para servir los cafés y limpiar los lugares de reunión una vez que los líderes hubieran terminado sus peroratas<sup>65</sup>.

Enfin, militer seules permet aux radicales de décider des campagnes à organiser et de s'exprimer publiquement, sans restriction ni consignes préalables. Car, plus qu'une liste de droits, le féminisme radical aspire à une libération totale des femmes dans tous les aspects de leur existence. Après quatre décennies de régime franquiste, elles ne tolèrent plus la moindre dépendance. Le mouvement doit d'ailleurs beaucoup à l'esprit révolutionnaire de mai 1968. Dans les années 1970, être féministe indépendante, c'est adhérer à une culture marginale, et selon l'expression de Victoria Sendón de León, être « underground »<sup>66</sup>.

En outre, de nombreuses militantes de ce courant empruntent une partie de leur socle théorique au marxisme. Le cheminement entre *Le Capital* et les articles du magazine *Vindicación Feminista* est toutefois semé de détours et d'approximations<sup>67</sup> car, en cherchant à donner de l'autorité à leurs revendications, les féministes altèrent l'orthodoxie marxiste. Alors que pour les militantes de partis, l'émancipation des femmes va de pair avec la suppression des classes sociales – enjeu principal de la lutte – et qu'il n'y a donc aucun lien entre l'ouvrière et la bourgeoise, les radicales, elles, estiment que les femmes sont une classe sociale à part entière. L'oppression n'est pas exercée par la bourgeoisie mais par le patriarcat, incarné par les hommes car ils exploitent les femmes. Ce sont elles qui portent la charge des tâches domestiques et de l'éducation des enfants. Or, pour ce travail, elles ne reçoivent pas de salaire, ne sont protégées par aucun contrat et ne bénéficient d'aucune considération. Par ailleurs, ne disposant d'aucun congé, les femmes ne peuvent espérer sortir de leur condition grâce au travail rémunéré, sauf à accepter de réaliser une double journée<sup>68</sup>. Pour les féministes radicales, la collaboration entre les sexes est donc illusoire : pourquoi les oppresseurs abandonneraient-ils leur pouvoir ? De nombreux travaux soutenant cette conception d'inspiration marxiste sont publiés au Canada, aux États-Unis, et en Europe et alimentent les débats entre les divers courants féministes<sup>69</sup>. La thématique reviendra également plus tard, notamment en France, à travers les travaux de la sociologue Christine Delphy, publiés à la fin des années 1990<sup>70</sup>.

---

<sup>65</sup> SENDÓN DE LEÓN Victoria. Colectivo Feminista. In : GONZÁLEZ RUIZ, GUTIÉRREZ LÓPEZ, MARTÍNEZ TEN (éd.), *op. cit.*, p. 369-376, p. 370.

<sup>66</sup> *Ibid.*

<sup>67</sup> Fondée par Lidia Falcón et Carmen Alcalde, c'est une des revues de référence du féminisme de l'époque.

<sup>68</sup> AMORÓS PUENTE Celia. Debates ideológicos en el movimiento feminista durante la transición española. In : GONZÁLEZ RUIZ, GUTIÉRREZ LÓPEZ, MARTÍNEZ TEN (éd.), *op. cit.*, p. 189-202, p. 196.

<sup>69</sup> LARUMBE, *op. cit.*, p. 239.

<sup>70</sup> DELPHY Christine. *L'ennemi principal : Économie politique du patriarcat*. Paris : Syllepse, 1998, 293 p. (Nouvelles questions féministes).

De nombreuses approches de cet acabit se propagent dans les années 1970. C'est le cas de la théorie biologiste, soutenue par Kate Millet dans *Sexual Politics* (1970), qui insiste sur le corps comme moyen de production. Selon elle, les femmes sont exploitées jusque dans leur chair car elles n'ont d'autre choix que de « produire » des enfants, d'où l'importance de l'accès généralisé à la contraception<sup>71</sup>.

Ce type de raisonnement rencontre pourtant des critiques. Ainsi, selon l'historienne Joan Scott, on ne saurait comparer le concept de classe et celui de genre car, si le premier a été clairement explicité dans le cadre de théories bien définies, ce n'est pas le cas du second :

quand nous invoquons la classe, nous travaillons avec ou contre une série de définitions qui, dans le cas du marxisme, impliquent une idée de causalité économique et une vision du chemin par lequel l'histoire a avancé dialectiquement. Il n'y a ce type de clarté ou de cohérence ni pour la catégorie de race ni pour celle du genre<sup>72</sup>.

Pour Joan Scott, si les chercheurs souhaitent comprendre l'Histoire à travers la question des relations entre les sexes, alors ils ne doivent pas se limiter à plaquer des raisonnements issus d'un autre concept – en l'occurrence, celui de classe – au concept de genre, mais doivent plutôt s'appliquer à théoriser le genre afin de l'utiliser comme catégorie d'analyse historique<sup>73</sup>. Les réserves de la chercheuse se justifient, mais les théories inspirées du marxisme n'en demeurent pas moins très pratiques pour les féministes radicales car elles contribuent à donner un sens et à légitimer leur combat. Il s'agit d'un récit fédérateur qui traduit l'idée qu'il existe un système global d'oppression. Il permet aussi de justifier l'importance donnée au contrôle du corps, un thème central durant la période. D'ailleurs, même pendant la dictature, un secteur de la population féminine tente déjà de maîtriser sa fertilité. Selon Florence Belmonte, « 38 % des femmes mariées avaient plus de quatre enfants en 1930 et malgré les recommandations du national catholicisme, elles n'étaient plus que 17 % en 1970 »<sup>74</sup>. La pilule contraceptive est une des nombreuses techniques utilisées. Elle fait son apparition dès 1964 avec la commercialisation de molécules comme Anovial 21 ou Eugynon. Comme la loi interdit encore la vente de ces produits, les laboratoires pharmaceutiques les distribuent sous d'autres

---

<sup>71</sup> M. SCANLON Geraldine. Orígenes y evolución del movimiento feminista contemporáneo. In : FOLGUERA Pilar (coord.). *El Feminismo en España: dos siglos de historia*. Madrid : Pablo Iglesias, 2007, p. 219-249, p. 229.

<sup>72</sup> SCOTT, art. cit., p. 126. La première version de l'article est publiée en 1986.

<sup>73</sup> *Ibid.*, p. 147.

<sup>74</sup> BELMONTE Florence. Pour sortir de la sphère privée : éducation et droits individuels (Des années soixante à la Transition). In : BELMONTE Florence (dir.). *Femmes et démocratie : les Espagnoles dans l'espace public (1968-1978)*. Paris : Ellipses, 2007, p. 175-192 (Capes-agrégation espagnol), p. 184.

appellations, par exemple, comme « régulateurs de cycles menstruels ». De nombreux médecins commencent à les prescrire, tant et si bien qu'en 1968, les pharmacies espagnoles vendent déjà plus d'un million et demi de boîtes de contraceptifs, chiffre qui dépasse les deux millions et demi en 1972<sup>75</sup>. Ainsi, à la mort de Franco, l'usage de la contraception – facilité par les ordonnances de complaisance – est loin d'être marginal mais il n'est pas non plus généralisé, et, surtout, il est toujours illégal<sup>76</sup>. C'est pourquoi, une des priorités du féminisme radical est de dépenaliser son usage ainsi que l'accès à l'avortement.

Car le corps est bien l'enjeu principal et l'une des nouveautés apportées par la nouvelle vague féministe. Il s'agit de l'appivoiser, de le comprendre voire d'en tirer du plaisir. Durant les années 1970, de nombreux groupes féministes – qu'ils soient indépendants ou liés aux partis – organisent des ateliers afin d'aider les femmes à en reprendre le contrôle<sup>77</sup>. L'objectif est de lutter contre l'ingérence sur leur corps d'une médecine vue comme patriarcale et de dissocier sexualité et maternité. De plus, les féministes réprouvent la prétendue libération sexuelle et la mode du « destape » des années 1970 qui aliènerait les individus. Selon elles, les femmes sont chosifiées et les hommes, renvoyés à leurs performances et leurs prétendues pulsions. Cette sexualité avilissante est bien loin du modèle révolutionnaire féministe.

Enfin, certaines militantes choisissent d'avancer à l'équilibre entre ces deux modèles, entre le féminisme radical et de parti. La journaliste et femme politique Anna Balletbò raconte comment est née cette volonté de trouver un juste milieu, une « troisième voie » :

Las mujeres de Convergència Socialista coincidimos, con otros colectivos no vinculados al Partido Comunista de España, en un posicionamiento ideológico de “tercera vía”, convencidas de que la lucha de las mujeres era revolucionaria y autónoma y que nuestros derechos no podían quedar supeditados a las estrategias de los hombres que gobernaban los partidos, ni, mucho menos, a la “emancipación de la clase obrera”.

Reconocíamos, eso sí, que para lograr nuestros objetivos era imprescindible un cambio social de progreso y la complicidad de los hombres ideológicamente más próximos. [...]

Discutimos mucho sobre los derechos de la mujer, las prioridades que debíamos defender y llegamos a la conclusión de que el cambio político, democrático y social por el que luchábamos en nuestros respectivos

---

<sup>75</sup> IGNACIUK Agata. *Anticoncepción hormonal en España y Polonia: discursos, debates y prácticas entre 1960 y 1980* [en ligne]. Thèse en Étude de genre. Université de Grenade, 2015, 350 p. Disponible sur : « <https://hera.ugr.es/tesisugr/24871722.pdf> » (consulté le 12 octobre 2020), p. 128.

<sup>76</sup> Pour se faire une idée des proportions, l'INE estime qu'en 1970, l'Espagne comptait plus de huit millions de femmes âgées de quinze à quarante-neuf ans, *Censo de población de 1970: Población total y población económicamente activa según la edad, el sexo y el estado civil* [en ligne]. IneBase. Disponible sur : « <https://www.ine.es/inebaseweb/pdfDispacher.do?td=139923&ext=.pdf> » (consulté le 12 octobre 2020).

<sup>77</sup> Voir, par exemple, cette série de reportages : TABOADA Leonor. La práctica del Self-Help. *Vindicación Feminista*. Février 1978, n° 20, p. 38-40 et mars 1978, n° 21, p. 16-18.

partidos, no podría relegar la reivindicación de nuestros derechos como mujeres a un tiempo distinto y posterior sino que debía hacerse simultáneamente. A este posicionamiento le dominamos “tercera vía”<sup>78</sup>.

Le féminisme indépendant, qu’il soit modéré ou plus extrême, est donc la somme d’une myriade de courants différents dont l’organisation, insaisissable, est en perpétuelle transformation. Parmi ces groupes, on pourrait citer le Seminario Colectivo Feminista créé en 1975 par Cristina Alberdi, Paloma Saavedra, Carmen Sarmiento et Victoria Sendón de León, le Colectivo Feminista lancé par Lidia Falcón<sup>79</sup> ou même la Organización de Mujeres Independientes fondée par Carmen Lorca<sup>80</sup>. Les groupes se font et se défont au gré des nouvelles arrivantes, des débats internes ou des résolutions communes. Ces perpétuelles transformations attestent de l’enthousiasme autour de la question féminine. En effet, loin de se limiter à leur collectif, qu’elles soient radicales ou de parti, communistes ou mêmes catholiques, les femmes des années 1970 partagent, échangent et débattent. Les campagnes communes sont souvent organisées dans une atmosphère électrique voire explosive, mais n’en sont pas moins efficaces pour faire prospérer les idées.

## **II. 1. C. L’organisation du féminisme de deuxième vague**

L’Espagne en cours de démocratisation est un terrain fertile pour l’apparition d’organisations féministes qu’elles soient indépendantes, liées aux partis et aux syndicats, anarchistes, catholiques, à but culturel, politique ou social. Durant la Transition, ces associations n’étant pas stables, il est impossible d’en connaître le nombre précis. Toutefois, en 1987, l’Instituto de la Mujer estime que durant la Transition, il existait environ six-cents organisations de ce type<sup>81</sup>. Dans ses premières années, ce tissu associatif possède des caractéristiques qui contrastent avec les autres mouvements de masse de la période, à l’instar de son rejet de la hiérarchie et de ses carences logistiques (cotisations non réglées par toutes les adhérentes, défaut de communication officielle sur les journées d’étude, ou absence de comité exécutif stable)<sup>82</sup>. Bien qu’ils puissent porter préjudice au maintien financier et à la visibilité médiatique des associations, ces particularismes ont aussi l’avantage de favoriser les prises

---

<sup>78</sup> BALLETBÒ Anna. *Una mujer en la Transición: Confesiones en la trastienda*. Barcelona : Flor del viento, 2004, 281 p. (Tramontana), p. 119.

<sup>79</sup> Le Colectivo Feminista de Madrid est issu d’une scission du SESM, SENDÓN DE LEÓN, in : GONZÁLEZ RUIZ, GUTIÉRREZ LÓPEZ, MARTÍNEZ TEN (éd.), *op. cit.*, p. 372.

<sup>80</sup> CARRASCO, art. cit.

<sup>81</sup> LARUMBE, *op. cit.*, p. 70.

<sup>82</sup> *Ibid.*, p. 71.

d'initiatives et la libre expression. De fait, les discussions et les débats théoriques sont au cœur des nombreuses journées communes organisées durant la Transition. La première se tient alors que Franco est toujours vivant.

En effet, la décision de l'ONU de faire de 1975 l'année internationale des femmes est un catalyseur pour le jeune féminisme espagnol. Deux sommets doivent se tenir : un premier, à Mexico, du 19 juin au 2 juillet 1975, destiné aux organisations officielles des états participant, et un deuxième à Berlin, du 20 au 24 octobre, pour les organisations non gouvernementales. En Espagne, Pilar Primo de Rivera, déléguée nationale de la Section féminine, entame les préparatifs en 1974. Afin de coordonner les interventions, elle organise des groupes de travail à l'échelle nationale et régionale. Bien entendu, la vie des Espagnoles s'est modernisée depuis l'après-guerre. Les comités régionaux débattent donc sur de nouveaux sujets comme la participation des hommes aux tâches ménagères ou l'injuste situation des mères célibataires. Cependant, comme le rappelle María Dolores Pelayo, ces avancées dans le discours franquiste ne sont que tolérées et demeurent toutes relatives. À titre d'exemple, Pelayo mentionne les remarques « bárbaras » contre les lesbiennes, proférées dans ces comités<sup>83</sup>. En parallèle des préparatifs gouvernementaux, les associations féministes espagnoles s'activent pour parvenir à envoyer une commission au congrès mondial de Berlin, mais aussi pour organiser la première rencontre nationale inter-associative. L'objectif est de contrer le discours officiel de la Section féminine, de protester contre la dictature et de réclamer l'égalité. Grâce à l'appui logistique du MDM, et aux aides financières de l'ONU, de la Junta Democrática et de la Fédération des Femmes Cubaines, treize espagnoles partent à Berlin<sup>84</sup>. Parmi les mille participantes des cent-cinquante pays représentés se trouvent donc Dulcinea Bellido, Mercedes Comabella, Pilar Gil, Trinitat Simó et Emma Castro pour le MDM, Mabel Pérez Serrano, présidente de l'Asociación Española de Mujeres Separadas, Nuria Pompeia pour ANCHE, Ana Mercadé pour la Associació Catalana de la Dona et Lole Díaz Aledo et Cristina Almeida, en tant qu'indépendantes<sup>85</sup>. La participation des féministes au sommet berlinois est une première victoire et un pied de nez à la Section féminine puisque les militantes utilisent l'influence et les financements de l'organisation pour diffuser un discours opposé au sien. Après Berlin, elles ont pour projet d'organiser une assemblée en Espagne.

---

<sup>83</sup> PELAYO María Dolores. El debate constitucional y las reformas legislativas de la igualdad. In : GONZÁLEZ RUIZ, GUTIÉRREZ LÓPEZ, MARTÍNEZ TEN (éd.), *op. cit.*, p. 99-130, p. 102-103.

<sup>84</sup> COMABELLA Merche, SALAS Mary. Asociaciones de mujeres y movimiento feminista. In : Asociación "Mujeres en la Transición democrática". *Españolas en la Transición: De excluidas a protagonistas (1973-1982)*. Madrid : Biblioteca Nueva, 1999, p. 25-125, p. 89.

<sup>85</sup> ARRIERO RANZ, *El Movimiento democrático de mujeres. De la lucha...*, *op. cit.*, p. 195.

Le comité de direction est nerveux car ces journées nationales ne sont pas prévues par la Section féminine. Il s'agit d'une rencontre semi-clandestine qui doit se dérouler en décembre<sup>86</sup>. Or, à l'automne 1975, Franco, bien que mourant, n'est pas encore passé. Par ailleurs, la publication d'un décret<sup>87</sup> durcissant la lutte anti-terroriste n'est pas de bonne augure<sup>88</sup>. Pourtant, le sommet est maintenu et, du 5 au 8 décembre 1975, un peu plus de deux semaines après la mort du dictateur, cinq-cents femmes venant de dix-neuf régions différentes et issues des groupes les plus divers se réunissent à l'école catholique Montpelier, à Madrid. Ces I Jornadas estatales para la liberación de la mujer réunissent de très nombreuses associations<sup>89</sup>. Le programme prévoit six conférences : « Mujer y sociedad », « Mujer y trabajo », « Mujer y barrio », « Mujer y ruralidad », « Mujer y educación » et « Mujer y familia »<sup>90</sup>. Ces Jornadas se placent donc sous le signe du pluralisme idéologique mais aussi de l'unité d'action, deux principes difficilement compatibles. De fait, les débats font le jour sur des postures irréconciliables, notamment à l'égard de la sexualité. Ainsi, pour les militantes catholiques et la plupart des femmes au foyer, souvent liées au MDM, il est hors de question de lutter pour le divorce et encore moins pour l'avortement. Par ailleurs, beaucoup se scandalisent de la volonté des radicales d'inclure la prostitution, l'adultère et l'homosexualité dans les demandes d'amnisties<sup>91</sup>. De même, aucune conférence n'aborde la question sexuelle, pourtant cruciale aux yeux des indépendantes. Cette omission s'explique par l'influence du MDM – qui, en 1975, n'a pas encore effectué sa conversion féministe – dans l'organisation des journées. Finalement, les questions sexuelles sont abordées dans « Mujer y familia », un choix bien malheureux selon les radicales qui, justement, rejettent les valeurs familiales traditionnelles et l'injonction à la maternité. Selon María Ángeles Larumbe, cette décision

levantó las críticas de aquellas que lo consideraban [este tema] especialmente importante y que merecía ser diferenciado de otros y tratado en profundidad, mientras que las mujeres del MDM argüían que temas

---

<sup>86</sup> Le sommet national est clandestin car il n'est pas autorisé par le régime. Il est néanmoins toléré car aucune organisatrice n'est réellement inquiétée par la police ou la Justice.

<sup>87</sup> *Decreto-ley 10/1975 de 26 de agosto sobre prevención del terrorismo* [en ligne]. BOE n° 205, 27 août 1975. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1975-18072> » (consulté le 15 octobre 2020).

<sup>88</sup> COMABELLA, SALAS, in : *Asociaciones de mujeres...*, *op. cit.*, p. 91.

<sup>89</sup> Les Asociación Española de Mujeres Universitarias de Barcelone et de Madrid, l'Asociación de Amas de Casa de Valladolid, les Asociación de Mujeres de Hogar de Torrelavega et de Santander, l'Asociación Universitaria para el Estudio de los Problemas de la Mujer de Madrid, le Centro Social de la Florida de Hospitalet, la Comisión Femenina del Club de Amigos de la Unesco d'Alicante et de Madrid, deux associations de quartier d'Hospitalet et deux de Valence, la HOAC de Madrid, le Movimiento Apostólico Seglar de Madrid, Mujeres Enlaces Sindicales de Madrid, la Subcomisión Femenina del Ateneo Mercantil de Valence, plusieurs membres du SESM ainsi que vingt-quatre associations de femmes au foyer.

<sup>90</sup> COMABELLA, SALAS, in : *Asociaciones de mujeres...*, *op. cit.*, p. 91-92.

<sup>91</sup> LARUMBE, *op. cit.*, p. 61.

como aborto, anticoncepción y sexualidad interesaban fundamentalmente a las mujeres burguesas y que los que despertaban mayor preocupación para la inmensa mayoría eran los relativos al encarecimiento de los precios o los equipamientos de los barrios donde vivían<sup>92</sup>.

Malgré ces dissensions, les Jornadas madrílènes sont très encourageantes pour le féminisme espagnol puisqu'elles sont la preuve que les efforts de la Section féminine pour diffuser son idéologie rétrograde n'ont pas suffi à stopper les vellétés d'émancipation. Il est vrai qu'une partie des sympathisantes se désolidarise d'actions jugées anticatholiques ou bourgeoises. Pour autant, ces journées n'en restent pas moins galvanisantes pour le jeune mouvement qui découvre son potentiel. Mary Salas et Mercedes Comabella, intellectuelles et anciennes militantes du SESM pour la première et du MDM pour la seconde, se souviennent que, « a pesar de la falta de libertades y de la represión que todavía continuaba ejerciendo el primer Gobierno de la monarquía, la sensación que se tenía era de que no había obstáculos infranqueables, de que todo era posible »<sup>93</sup>.

Un mois après les Jornadas, le 15 janvier 1976, les féministes organisent à Madrid leur toute première manifestation unitaire, soutenue par différents collectifs, sous le slogan « Mujer: lucha por tu liberación ». Les chiffres publiés dans les médias rapportent que le rassemblement attire entre plusieurs centaines et trois mille manifestantes. Les collectifs envoient également un courrier au président du gouvernement, Carlos Arias Navarro, dans lequel ils expriment leur « total disconformidad con la situación de opresión, en que las mujeres nos encontramos en el campo laboral, político, social y cultural »<sup>94</sup>.

Par la suite, le comité organisatif des Jornadas se pérennise à travers la Plataforma de Organizaciones y Grupos de Mujeres de Madrid, qui officialise sa création et son programme auprès des médias le 20 octobre 1976<sup>95</sup>. La plateforme permet une grande liberté d'expression et d'action, ce qui ne manque pas d'attirer une pluralité d'associations féministes, à l'origine de nombreuses campagnes communes. Bientôt, les slogans comme « Manolito, la cena te la haces solo » ou « yo también soy adúltera » résonnent dans les métropoles espagnoles. En outre, les féministes préparent d'autres assemblées nationales unitaires. Ainsi, en mai 1976, elles organisent les Jornades Catalanes de la Dona qui donneront le jour à la deuxième grande plateforme nationale, la Coordinadora Feminista de Barcelona<sup>96</sup>.

---

<sup>92</sup> *Ibid.*, p. 60.

<sup>93</sup> COMABELLA, SALAS, in : Asociaciones de mujeres..., *op. cit.*, p. 94.

<sup>94</sup> *Ibid.*, p. 94-95.

<sup>95</sup> En 1977, il change de nom pour celui de Plataforma de Organizaciones Feministas y Grupos de Mujeres de Madrid puis en 1978 pour Plataforma de Organizaciones Feministas de Madrid, *ibid.*, p. 93.

<sup>96</sup> LARUMBE, *op. cit.*, p. 75.



Les Jornades catalanes se tiennent du 26 au 30 mars 1976 à l'université de Barcelone. Alors que seules cinq-cents militantes avaient pu faire le déplacement pour celles de Madrid six mois plus tôt, ces deuxièmes journées en réunissent quatre mille ainsi qu'une centaine d'hommes (ils assistent aux conférences mais ne peuvent ni prendre la parole, ni voter). Parmi les communications programmées se trouvent plusieurs nouveautés comme la tant attendue « Mujer y sexualidad » ou « Mujer y comunicación de masas ». En plus de ces discussions, se déroulent des débats plus informels autour de la prostitution, de la situation des mères célibataires, des prisonnières ou des immigrées<sup>97</sup>. Les militantes vendent aussi des ouvrages féministes, des posters et des t-shirts. Elles organisent même une garderie éphémère afin que les mères de famille puissent assister aux conférences<sup>98</sup>. Là encore, certains thèmes font débat, mais les objectifs consignés dans les conclusions des journées vont plus loin que ceux de l'assemblée madrilène de décembre 1975. Les conclusions revendiquent notamment le droit à l'avortement et critiquent l'absence d'appui des partis politiques, ce qui ne manque pas d'embarrasser les militantes liées à ces formations. María Ángeles Larumbe résume le contenu du texte :

igualdad salarial y derecho al trabajo sin discriminaciones, socialización del trabajo doméstico y creación de servicios colectivos, enseñanza pública laica, gratuita y no discriminatoria, amnistía para las mujeres encarceladas, ley del divorcio, patria potestad compartida, legalización de los anticonceptivos y del aborto, abolición de la ley de Peligrosidad Social. Su consecución era clave para la emancipación de la mujer, pero era evidente que no sería posible sin el establecimiento de un régimen democrático.

En las conclusiones se hacía, entre otras, una denuncia expresa contra la falta de sensibilidad y el olvido permanente que los partidos de izquierda mostraban hacia la lucha feminista, relegándola siempre a un segundo plano al priorizar la lucha política, a pesar de haberse apresurado durante estos días a editar folletos, repartir panfletos y enviar comunicados<sup>99</sup>.

Enfin, ces journées si concourues confirment la progressive visibilité du mouvement féministe espagnol. Sur le modèle de ses homologues étrangers, il adopte le violet comme couleur de ralliement et fait du 8 mars une date symbolique de lutte<sup>100</sup>.

Le troisième et dernier principal rendez-vous national du féminisme espagnol de la Transition, les II Jornadas Estatales sobre la Mujer, se tient à Grenade, du 8 au 12 décembre

---

<sup>97</sup> *Ibid.*, p. 198-199.

<sup>98</sup> CABALLÉ, *op. cit.*, p. 275.

<sup>99</sup> LARUMBE, *op. cit.*, p. 205.

<sup>100</sup> *Ibid.*, p. 206.

1979<sup>101</sup> et réunit environ trois mille femmes<sup>102</sup>. Ces journées reçoivent une large couverture médiatique. À cette époque, le féminisme intéresse les médias. La dépénalisation de l'adultère et la légalisation des méthodes contraceptives viennent d'être proclamées et le procès de Basauri contre onze femmes et un homme accusés d'avoir participé à des avortements a fait couler beaucoup d'encre, à peine quelques semaines plus tôt. Les journalistes sont donc avides de suivre les débats.

Cependant, la ramification progressive de l'idéologie féministe n'est pas sans créer une cacophonie difficilement compatible avec l'unité d'action recherchée. Outre le classique clivage autour de l'avortement et du divorce, de nombreuses femmes ne se reconnaissent pas dans certains aspects des discours radicaux. Plusieurs organisations, à l'instar du Partido Feminista, rejettent non seulement la famille traditionnelle mais également les pratiques hétérosexuelles basées sur la pénétration. À leur sens, seul le lesbianisme permettrait une totale indépendance vis-à-vis des hommes<sup>103</sup>. Or, beaucoup d'activistes, professionnellement accomplies par ailleurs, s'épanouissent dans leur vie d'épouse et de mère. Ces théories leur semblent donc hypocrites et déconnectées de la réalité. Quant aux collectifs lesbiens, ils se sentent manipulés. En effet, certaines féministes semblent s'adonner à l'homosexualité comme s'il s'agissait d'une mode, alors même que les associations lesbiennes, sont invitées à se faire discrètes pour ne pas effaroucher l'opinion publique. Enfin, les militantes fédérées aux syndicats regrettent d'être mises à l'index alors que, pour elles, l'émancipation des femmes ne peut faire l'économie de l'indépendance financière.

Le bilan de ces II Jornadas Estatales sobre la Mujer est donc paradoxal. Pour de nombreuses militantes et chercheuses, comme Pilar Folguera, elles sont le début de la décomposition du féminisme espagnol. Néanmoins, elles peuvent également être considérées comme un point de départ car, si l'unité d'action est une gageure, le salut peut se trouver dans la pluralité non pas *du* mais *des* féminismes. Les journées de Grenade sont d'ailleurs fertiles en propositions puisqu'elles voient émerger le « féminisme de la différence », en vogue à partir des années 1980.

Ainsi, en popularisant les débats, les pionnières du féminisme de seconde vague en perdent le monopole. Les jeunes associations et, plus largement, l'ensemble de la société

---

<sup>101</sup> CABALLÉ, *op. cit.*, p. 298.

<sup>102</sup> Cette participation à la baisse peut s'expliquer par le lieu choisi, plus éloigné des deux grands centres féministes que sont Madrid et Barcelone mais aussi par le renoncement de certains groupes à échanger avec des associations qui leur semblent trop éloignées de leurs valeurs.

<sup>103</sup> Elles s'appuient pour cela sur les *Rapports* d'Alfred Kinsey, sur *The Myth of the Vaginal Orgasm* d'Ann Koedt et sur *Le Rapport Hitt* de la sexologue Shere Hitt, ouvrage qui avait d'ailleurs rencontré un certain écho dans la presse nationale, CABALLÉ, *op. cit.*, p. 299.

espagnole s'emparent de la question féminine, chacun se positionnant suivant ses propres valeurs. Les réponses des collectifs lesbiens sont par exemple totalement antagoniques par rapport à celles des partis de droite. Les théorisations et les points de vue se multiplient. Cet intérêt soudain est donc à la fois propice aux avancées législatives mais signifie aussi une perte de contrôle des féministes sur le discours autour de l'égalité des sexes. Au fil des ans, le féminisme s'institutionnalise.

Durant la Transition, être féministe – mais pas trop – est un gage de modernité<sup>104</sup>. De fait, qu'il s'agisse d'un intérêt sincère ou d'une stratégie de communication, le gouvernement Suárez décide de s'impliquer en créant, en août 1977, la Subdirección general de la condición femenina. Cette dernière dépend de la Dirección general del desarrollo comunitario, elle-même dans le giron du ministère de la Culture, dirigé par Pío Cabanillas. Au cours de l'été 1977, profitant d'une rencontre avec des associations, ce dernier leur fait part de la volonté du gouvernement de créer un organisme dédié aux questions féminines dans lequel travaillerait des féministes reconnues<sup>105</sup>. Ces dernières, prises de court, organisent à la hâte une rencontre inter-associative afin d'adopter une posture commune. Mais la rencontre, qui se tient les 24 et 25 septembre, n'aboutit qu'à d'amères reproches. En effet, certains groupes, à l'instar d'ADM, estiment que la création de la Subdirección est l'occasion pour le féminisme de participer à la démocratisation de la société, d'accéder plus facilement aux médias, de disposer de plus de moyens économiques et logistiques et de faire davantage pression sur les décisions gouvernementales. Pour d'autres, comme la Liga Comunista Revolucionaria ou la plupart des associations radicales, collaborer signifie sacrifier la cause sur l'autel de la commodité, perdre le contrôle d'un mouvement qui a vu le jour non sans difficultés, et dépendre à nouveau des hommes dont elles n'ont pas confiance<sup>106</sup>. Mary Salas y Mercedes Comabella rapportent que

las polémicas fueron virulentas y con una fuerte animadversión hacia cuantas manifestaron alguna postura favorable a un diálogo con la Administración, pero sobre todo con mucha acritud hacia mujeres militantes de partidos de izquierda y dentro de éstos a las mujeres del Partido Comunista de España, a las que se les

---

<sup>104</sup> En effet, les féministes « acceptées » sont celles qui revendiquent des droits qui font déjà consensus auprès des Espagnols. Celles qui s'engagent sur d'autres sujets, comme l'avortement, sont considérées comme plus marginales. Nous y reviendrons en détails dans la deuxième partie de cette thèse lorsque nous étudierons le discours d'*El País* et de *La Vanguardia* au sujet des militantes.

<sup>105</sup> ADM, l'Asociación de Mujeres Universitarias, l'Asociación para la Promoción y Evolución Cultural, l'Asociación de Mujeres Separadas, la Federación Provincial de Amas de Casa, le MDM et le SESM selon COMABELLA, SALAS, in : Asociaciones de mujeres..., *op. cit.*, p. 101.

<sup>106</sup> *Ibid.*, p. 102.

llegó a negar su propia condición de mujeres: “que se callen los partidos, que hablen las mujeres” o “traidoras” fueron algunas de las frases más suaves que allí se oyeron<sup>107</sup>.

En fin de compte, sur l'ensemble des associations présentes, quatorze décident de coopérer avec le gouvernement, trente-trois s'y refusent et douze s'abstiennent. Pío Cabanillas, indifférent à ces débats internes, est déjà en train de créer la sous-direction. Il commence d'ailleurs à contacter d'anciennes militantes franquistes et membres de la Section féminine, c'est pourquoi les féministes en faveur du projet n'ont plus le temps de tergiverser. Elles élisent une commission pour négocier leur participation<sup>108</sup>. Le dialogue avec les organisations féministes hostiles à une collaboration avec l'État ne donnant lieu qu'à de fielleux échanges, la commission y renonce rapidement. Pilar de Yzaguirre est nommé responsable de la Subdirección à laquelle prennent également part de nombreuses figures féministes comme Ana María Pérez del Campo, Pilar Folguera ou Elena de la Torre, membre de la Coordinadora de Amas de Casa<sup>109</sup>. En décembre 1981, après un remaniement du gouvernement *ucédiste*, Soledad Becerril remplace Pío Cabanillas au ministère de la Culture<sup>110</sup>. Puis, en 1983, une fois le PSOE au pouvoir et Javier Solana au ministère, la sous-direction est remplacée par l'Instituto de la Mujer<sup>111</sup>. C'est alors Carlota Bustelo, figure du PSOE et militante du FLM, qui le dirige. L'organisation gagne alors en autonomie et en budget puisqu'elle obtient les prérogatives d'une direction générale.

Finalement, l'institutionnalisation progressive du mouvement féministe implique des limitations puisqu'elle annule le caractère transgressif du mouvement et induit l'idée que seuls des élus politiques ou des « experts » peuvent s'exprimer sur le sujet. Ce ne sont plus les militantes mais l'État qui détient le monopole sur le discours féministe. L'institutionnalisation peut également dénaturer les objectifs du mouvement. Par exemple, une fois que le gouvernement ou les partis commencent à subventionner les centres de planning familial, ils gagnent un droit de regard sur ce qui s'y déroule et s'ingèrent dans leur gestion. C'est ce qu'explique Silvia Gil, à propos du PSOE :

---

<sup>107</sup> *Ibid.*

<sup>108</sup> Composée de Mercedes Comabella, Consuelo de la Gándara, Paloma González, Sacramento Martí, Rosa Pardo, Mabel Pérez-Serrano, Mary Salas et Pilar de Yzaguirre, *ibid.*

<sup>109</sup> *Ibid.*

<sup>110</sup> C'est la deuxième fois dans l'histoire nationale qu'une femme dirige un ministère. La première, Federica Montseny, est nommée ministre de la Santé en novembre 1936, durant la guerre.

<sup>111</sup> *Ley 16/1983, de 24 de octubre, de creación del Organismo Autónomo Instituto de la Mujer* [en ligne]. BOE n° 256, 24 octobre 1983. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/pdf/1983/BOE-A-1983-28126-consolidado.pdf> » (consulté le 20 octobre 2020).

La progresiva intromisión en la gestión de los centros fue desplazando el papel y el protagonismo de las mujeres del movimiento e introduciendo nuevas líneas de dirección que iban absolutamente en contra del espíritu originario de los centros. En el Centro Federico Rubio llegó a imponerse como norma que sólo fuesen atendidas familias, dejando fuera a madres solteras y a menores de edad, distorsionando su sentido: fomentar el control libre de la maternidad, separar la identificación entre sexualidad y reproducción, recuperar el control del cuerpo y fortalecer, en general, las redes y saberes feministas<sup>112</sup>.

Toutefois, cette institutionnalisation s'accompagne aussi de significatives avancées : dépenalisation de l'adultère et de la contraception et légalisation des associations féministes (1978), accès au divorce (1981) et à l'avortement (1983-1985). Par ailleurs, la Subdirección puis l'Instituto de la Mujer collaborent activement avec les associations féministes. En 1978, l'organisme produit une série de onze spots publicitaires dans lesquels les hommes prennent la place des femmes au cours de diverses situations, il lance le prix María Espinosa en juillet de la même année pour récompenser les travaux universitaires portant sur les femmes espagnoles, il édite la collection de livres « Mujer y... », crée le bande-dessinée *Zoe 14*, l'histoire d'une jeune fille qui éclaire ses amis sur des situations variées en les analysant au prisme de l'article 14 de la Constitution et organise également de nombreuses rencontres et conférences<sup>113</sup>.

En définitive, le franquisme n'est pas une parenthèse vide et silencieuse entre la première et la deuxième vague féministe. Le mouvement des années 1970 doit son essor à un long processus qui prend racine durant la dictature. Après l'amnésie forcée d'après-guerre, dans les années 1960 et grâce à l'enrichissement économique et culturel du pays, les mentalités espagnoles se décorsettent. Les jeunes universitaires redécouvrent les faits d'armes des pionnières et, grâce à leur formation et à l'influence du féminisme étranger, s'investissent dans la lutte pour l'égalité des sexes. En parallèle, d'autres groupes s'engagent sur le terrain afin de venir à bout de l'injustice et de l'isolement intellectuel subis par les femmes les plus modestes. La rencontre entre ces deux courants féministes est détonante voire conflictuelle mais leur travail collectif se révèle efficace. Ensemble, elles parviennent à sensibiliser la société espagnole, à intéresser les médias et à faire pression sur la classe politique. Dès 1978, selon une enquête de l'institut Metra Seis, 22 % des personnes interrogées connaissent une féministe et 18 % se réclament de ce mouvement, signe de l'ampleur qu'il est en train d'acquérir<sup>114</sup>. Les

---

<sup>112</sup> GIL Silvia. *Nuevos feminismos: Sentidos comunes en la dispersión. Una historia de trayectorias y rupturas en el Estado español*. Madrid : Traficantes de sueños, 2011, 344 p., p. 313-314.

<sup>113</sup> JORDANA María Luisa. Las mujeres y las instituciones. In : Asociación "Mujeres en la Transición democrática", *op. cit.*, p. 163-218, p. 204-205.

<sup>114</sup> Enquête *Los españoles y el feminismo* réalisée en 1978 par l'institut sociologique Metra Seis et citée dans FOLGUERA Pilar. De la Transición política a la paridad. In : FOLGUERA (coord.), *op. cit.*, p. 157-200, p. 180.

assemblées communes, les débats théoriques, les actions coordonnées, aussi explosifs soient-ils, permettent également aux activistes de se rendre compte que leur discours peut trouver un écho dans la société et potentiellement faire évoluer la législation espagnole. La nouvelle génération de militantes éveille les consciences de ses contemporains et impose la question féminine dans le débat public. Or, les politiques s’emparent bientôt du sujet et l’UCD puis le PSOE ne tardent pas à institutionnaliser ce combat en créant des organismes d’État dédiés. Cette institutionnalisation légitime et normalise le mouvement, mais, à la fois, elle menace de le contrôler voire d’empêcher les féministes de porter elles-mêmes leur discours. Ces dernières poursuivent leurs actions mais, à mesure qu’elles obtiennent des droits considérés aujourd’hui comme indispensables pour prétendre vivre dans une société moderne – égalité devant la loi, accès à la contraception, droit au divorce... – l’intérêt populaire s’essouffle. Ce manque d’engouement durant les années 1980 est peut-être le signe d’une amélioration effective des droits des Espagnoles grâce au travail des féministes qui, à la mort de Franco, ne peuvent laisser passer l’opportunité de mettre fin aux injustices envers les femmes.

## II. 2. La deuxième vague féministe et l’évolution législative

L’avènement du franquisme sonne le glas de la transformation sociale amorcée durant la Seconde République. Les unions civiles ainsi que le divorce sont abrogés. Désormais, les Espagnols se marieront à l’église et ne pourront se séparer que dans les strictes conditions fixées par le Vatican<sup>115</sup>. L’abolition de ces acquis s’accompagne du retour à la version initiale du Code civil de 1889. Une longue série de mesures, particulièrement discriminatoires envers les femmes, font leur réapparition. L’article 57 impose aux épouses d’« obéir » à leur mari qui, lui, doit les « protéger ». C’est l’époux qui fixe librement le lieu de résidence du couple (art. 57), administre les biens (art. 58), et détient la responsabilité parentale (art. 155). S’il décède, alors

---

<sup>115</sup> *Ley derogando la Ley de matrimonio civil de 28 de junio de 1932 y las disposiciones dictadas para su aplicación* [en ligne]. BOE n° 516, 21 mars 1938, p. 6353. Disponible sur : « <https://www.boe.es/gazeta/dias/1938/03/21/pdfs/BOE-1938-516.pdf> » (consulté le 21 octobre 2020), p. 6353 et *Ley de 23 de septiembre relativa al divorcio* [en ligne]. BOE n° 278, 5 octobre 1939. Disponible sur : « <https://www.boe.es/gazeta/dias/1939/10/05/pdfs/BOE-1939-278.pdf> » (consulté le 21 octobre 2020), p. 5574.

la femme récupère l'autorité légale sur ses enfants mais elle la perd à nouveau en cas de secondes noces (art. 168)<sup>116</sup>.

Le Code pénal franquiste est tout aussi hostile que le Code civil envers les Espagnoles. Il met en place des « délits spécifiques » aux femmes, comme l'usage de méthodes contraceptives, l'adultère et l'avortement<sup>117</sup>. Par exemple, la diffusion ou l'utilisation d'information ou de moyen pour contrôler la fertilité expose à une peine d'un à six mois de prison, assortie d'une amende allant de 1000 à 25 000 pesetas (art. 416). Une femme ayant avorté volontairement risque de six mois à six ans de détention (art. 413). Quant au médecin l'ayant assisté, il encourt de quatre à six mois d'incarcération ainsi que de 5000 à 50 000 pesetas d'amende. La législation sur l'adultère est encore plus injuste puisque le Code pénal prévoit deux sanctions différentes selon le sexe. Si une femme mariée commet un adultère, elle encourt jusqu'à six ans de prison (art. 449). En revanche, le délit d'adultère masculin n'existe pas. Pour que la justice intervienne, il faut qu'un homme marié vive en concubinage, c'est-à-dire que sa maîtresse loge au domicile conjugal, ou bien que leur relation soit suivie et de notoriété commune (art. 452). En outre, si un mari surprend son épouse adultère et l'agresse, la loi l'exempte de condamnation. Seul son assassinat ou celui de l'amant est puni mais la peine – de six mois à six ans d'exil – est dérisoire (art. 428)<sup>118</sup>.

Cette législation abusive engendre des injustices qui scandalisent, y compris parmi les franquistes. Plusieurs femmes du régime s'engagent pour assouplir les lois. C'est le cas de la juriste et essayiste Mercedes Fórmica. Cette dernière, qui œuvre déjà pour la protection des femmes battues, lance une campagne de sensibilisation afin de faire modifier la loi après la médiatisation d'un cas de maltraitance particulièrement cruel, à l'été 1953<sup>119</sup>. Après plusieurs années de lutte – elle écrit des articles, notamment « domicilio conyugal » dans *ABC*, envoie des courriers aux instances publiques et se tourne même vers le propre Franco – et l'appui de la Section féminine, elle obtient gain de cause avec la modification, en 1958, de soixante-six

---

<sup>116</sup> *Real Decreto de 24 de julio de 1889 por el que se publica el Código Civil* [en ligne]. Gaceta de Madrid n° 206, 25 juillet 1889. Disponible sur : « [https://www.boe.es/eli/es/rd/1889/07/24/\(1\)/con](https://www.boe.es/eli/es/rd/1889/07/24/(1)/con) » (consulté le 21 octobre 2020). La modification franquiste date du 9 octobre 1939.

<sup>117</sup> Les féministes s'opposent à ces délits qu'elles nomment elles-mêmes « delitos específicos » puisqu'ils ne concernent que les femmes (y compris l'adultère qui n'est pourtant pas inhérent à leurs caractéristiques biologiques).

<sup>118</sup> *Decreto de 23 de diciembre de 1944 por el que se aprueba y promulga el "Código Penal, texto refundido de 1944", según la autorización otorgada por la Ley de 19 de julio de 1944* [en ligne]. BOE n° 13, 13 janvier 1945. Disponible sur : « <https://www.boe.es/gazeta/dias/1945/01/13/pdfs/BOE-1945-13.pdf> » (consulté le 21 octobre 2020), p. 427.

<sup>119</sup> Un homme poignarde gravement son épouse, Antonia Pernia Obrador. Malgré cette attaque et des années de mauvais traitement, cette dernière, sauvée à l'hôpital, ne peut pas divorcer légalement. Par ailleurs, si jamais elle avait déménagé, selon le Code civil, elle aurait perdu la garde de ses enfants au profit par son mari violent, BUSUTIL Guillermo. Mercedes Fórmica: código de mujer. *El País*. 3 août 2016.

articles du Code civil. Par exemple, les veuves ne perdent plus leur responsabilité parentale en cas de deuxièmes noces et, lors d'une séparation, les épouses ne doivent plus être reconduites chez leurs parents ou dans un couvent mais peuvent loger où elles le désirent et garder leurs enfants à leurs côtés durant la procédure<sup>120</sup>. Le régime égrainera d'autres améliorations durant la dictature<sup>121</sup>. Néanmoins, ces modestes victoires ne transforment pas foncièrement la condition des Espagnoles ni leur place assignée de ménagères. La pression sociale et les engagements personnels ont permis d'obtenir d'indispensables avancées mais ces dernières font pâle figure par rapport aux profondes transformations des années 1970. Car la démocratisation de la société permet aux femmes engagées d'exercer une pression constante afin d'exiger une profonde modernisation légale. Les demandes concernent prioritairement la ratification de l'amnistie pour les délits spécifiques et des lois en lien avec le contrôle du corps : légalisation de la contraception et avortement libre. De fait, l'émancipation passe par l'indépendance financière, or comment conserver un travail sans pouvoir contrôler sa fécondité ? Le divorce fait lui aussi partie des priorités puisque l'impossibilité de divorcer a plus d'impact pour les femmes que pour les hommes. De fait, jusqu'en 1978, la loi est très sévère envers l'adultère féminin et les séparations de faits non encadrées par la loi fragilisent économiquement les femmes puisque ce sont elles ont généralement des revenus moindres voire n'exercent pas d'activité professionnelle.

On l'a vu, les associations féministes œuvrent dans la clandestinité, dès la fin des années 1960, c'est pourquoi, à la mort de Franco, les groupes sont déjà très réactifs et les premières victoires arrivent dès 1978.

## II. 2. A. 1978 : Les premières victoires

---

<sup>120</sup> *Ley de 24 de abril de 1958 por la que se modifican determinados artículos del Código civil* [en ligne]. BOE n° 99, 25 avril 1958. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1958-6677> » (consulté le 22 octobre 2020), p. 730-738.

<sup>121</sup> Par exemple, l'article 428 qui prévoyait une peine spéciale pour l'assassinat de la femme adultère ou de son amant par l'époux trompé disparaît du Code pénal, en 1963 : *Decreto 691/1963 de 28 de marzo* [en ligne]. BOE n° 84, 8 avril 1963. Disponible sur : « [https://www.boe.es/diario\\_boe/txt.php?id=BOE-A-1963-7722](https://www.boe.es/diario_boe/txt.php?id=BOE-A-1963-7722) » (consulté le 23 octobre 2020), p. 5871-5907.

En outre, la loi 14/1975 supprime la « licencia marital ». Les femmes n'ont plus besoin de l'aval de leur époux pour signer les documents administratifs ni gérer leurs biens, elles ne perdent plus leur nationalité au profit de celle de leur époux lorsqu'elle se marient et le foyer conjugal est choisi d'un commun accord. Cette modification est le résultat du travail de l'Asociación de Mujeres Juristas fondée par María Telo qui fournit des rapports et conseille le gouvernement franquiste sur la question, au cours de l'année 1974, PEREZ DEL CAMPO NORIEGA Ana María. La contribución política feminista a la transición democrática. In : GONZÁLEZ RUIZ, GUTIÉRREZ LÓPEZ, MARTÍNEZ TEN (éd.), *op. cit.*, p. 305-334, p. 314.



À la mort de Franco, des centaines de femmes se trouvent en prison<sup>122</sup>. La plupart sont condamnées pour délits spécifiques. Elles ont avorté, sont adultères, lesbiennes ou prostituées. Selon les chercheuses et activistes Mary Salas et Merche Comabella, en 1976, trois cent cinquante femmes sont incarcérées dans des établissements pénitenciers et plus de quatre-cents sont détenues dans des institutions spécialisées gérées par le Patronato de protección de la mujer<sup>123</sup>. Leur libération est un des objectifs principaux de la lutte féministe. Les associations organisent de nombreuses manifestations, notamment autour de la prison pour femmes de Yaserías, à Madrid en mars 1976 et 1977 et en juillet 1976, par exemple. Les concentrations ne sont pas spectaculaires car elles ne rassemblent que deux-cents à trois-cents personnes en moyenne, mais leur multiplication et leur progressive médiatisation finit par populariser le débat<sup>124</sup>. Les féministes investissent également la célébration du 8 mars qui devient, à partir de 1977, une occasion supplémentaire pour communiquer auprès du grand public. Pour Mary Salas et Merche Comabella,

se hacía progresos y se arrancaban espacios de libertad. Y uno de ellos fue la celebración, por primera vez en 1977, en la calle, de forma unitaria, del “8 de marzo. Día Internacional de la mujer”.

El Frente de Liberación de la Mujer lanzó cientos de globos, con diferentes lemas, que planearon por todo Madrid. El Movimiento Democrático de Mujeres presentó su campaña en todo el país por la igualdad de la mujer ante la ley. La Plataforma organizó un mitin en la cooperativa del Pozo del Tío Raimundo con el lema “ni una mujer en la cárcel, ni una mujer sin trabajo”, en el que participaron cerca de mil mujeres. El domingo 13 de marzo, más de doscientas mujeres se concentraron ante la cárcel de Yaserías con una pancarta donde se leía “anticoncepción, aborto, prostitución, adulterio no son delitos. Amnistía »<sup>125</sup>.

À l’automne 1976, la Plataforma de Madrid lance une pétition, envoyée le 15 novembre au ministère de la Justice, pour que soit abrogé l’article 449 du Code pénal concernant l’adultère féminin<sup>126</sup>. Du 4 au 8 mars 1976, une délégation d’une vingtaine de militantes part à Bruxelles

---

<sup>122</sup> Depuis 1954, la *Ley de Vagos y Maleantes* qui devient en 1970 la *Ley de Peligrosidad y Rehabilitación Social*, inclut les homosexuels dans la liste des individus menaçant l’ordre social, *Ley 16/1970, de 4 de agosto, sobre Peligrosidad y Rehabilitación Social* [en ligne]. BOE n° 198. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1970-854> » (consulté le 23 octobre 2020), p. 4862.

<sup>123</sup> COMABELLA, SALAS, in : *Asociaciones de mujeres...*, *op. cit.*, p. 97. Le Patronato de protección de la mujer est une organisation qui prend en charge les jeunes femmes dont la morale serait en danger. Elle gère des établissements fonctionnant comme des maisons de correction à travers toute l’Espagne. Aucune décision légale n’est nécessaire pour y envoyer une jeune femme.

<sup>124</sup> *Ibid.*, p. 97-99.

<sup>125</sup> *Ibid.*, p. 99.

<sup>126</sup> *Ibid.*, p. 97.

pour participer au Tribunal international sur les crimes contre les femmes qui réunit sept-cents personnes<sup>127</sup>. Pilar Escario estime que

Se creó un estilo propio, específico del movimiento feminista: las manos en forma de vagina, las mujeres bocadillo, los almohadones dentro de la ropa para simular un embarazo en las manifestaciones pro-aborto. Toda esta expresión creativa en las manifestaciones callejeras fue verdaderamente pionera en los años 60 y extraordinariamente vanguardista para este país, si se mira retrospectivamente. Además de la calle, se utilizaron iglesias, organizaciones culturales, grupos teatrales...

[...] Quiero resaltar y reivindicar como positivo el carácter notablemente libertario, ácrata, que caracterizó sobre todo la lucha callejera del movimiento feminista. La provocación era un instrumento imprescindible de aquella lucha<sup>128</sup>.

L'effervescence des actions communes renforce les liens entre les divers collectifs. En témoignent les slogans communs de l'époque : « yo también soy adúltera », « yo también he abortado », « yo también tomo anticonceptivos ». La première personne du singulier proclame l'engagement individuel au sein d'un groupe, les féministes, qui en défie un autre : la société patriarcale<sup>129</sup>. Toutes les campagnes menées contribuent alors à consolider la nouvelle identité collective ainsi qu'un sentiment de solidarité naissant.

Les associations mènent également des actions pour soutenir les femmes accusées d'adultère. C'est le cas d'Inmaculada Benito et de María Ángeles Muñoz dont les navrantes histoires sont largement relayées par les quotidiens nationaux. De fait, la profonde injustice qui définit ces deux affaires indignes une grande partie de la société espagnole puisque, dans les deux cas, les accusées sont séparées de longue date et d'un commun accord avec leur époux respectif. La première, Inmaculada Benito, ne vit plus avec Carmelo Caneiro, son ancien compagnon. Lors d'un déplacement aux Canaries avec un ami de Carmelo, Inmaculada confie son fils de trois ans à son ancienne belle-famille. Or, après quelque temps, cette dernière refuse de le rendre, à ses grands-parents maternels comme à sa mère. Carmelo, sous prétexte qu'Inmaculada a voyagé avec un homme, l'accuse d'adultère. Quant à María Ángeles Muñoz, après que son compagnon les a abandonnées, elle et leur fille, pour partir vivre avec un homme, elle se met à nouveau en ménage et conçoit un enfant avec son nouveau compagnon. Cependant,

---

<sup>127</sup> *Ibid.*, p. 98.

<sup>128</sup> ESCARIO Pilar. Lo personal es político. In : GONZÁLEZ RUIZ, GUTIÉRREZ LÓPEZ, MARTÍNEZ TEN (éd.), *op. cit.*, p. 213-218, p. 216-217.

<sup>129</sup> Vicenta Verdugo Martí développe cette idée de solidarité dans VERDUGO MARTÍ Vicenta. Desmontando el patriarcado: Prácticas políticas y lemas del movimiento feminista español en la Transición democrática. In : *Feminismo/s* [en ligne]. 2010, n° 16, p. 259-279. Disponible sur : « <https://doi.org/10.14198/fem.2010.16.12> » (consulté le 23 octobre 2020), p. 266.

puisque María Ángeles est encore mariée, non seulement son nouveau-né ne peut être reconnu par le père biologique, mais le mari qui l'a abandonnée l'attaque en justice pour adultère. Ces deux situations, pour invraisemblables qu'elles soient, tombent sous le coup de la loi. Les associations féministes se mobilisent alors pour aider ces femmes. Gloria Labarta, avocate d'Inmaculada Benito se souvient que « las catalanas y las madrileñas, que estaban mucho más organizadas, vinieron (a Zaragoza) con autobuses. Mientras nosotras estábamos en el juicio, ellas se manifestaban fuera con pancartas y gritando “Yo también soy adúltera”. Había un clamor popular en contra de esa legislación »<sup>130</sup>. Les féministes réalisent de nombreuses actions telles que la rédaction de pétitions, l'envoi de courriers au ministre de la Justice et au président du gouvernement ou l'organisation de manifestations. Ces procès médiatiques et les campagnes féministes qui leur sont associées sensibilisent l'opinion, majoritairement en faveur de la dépénalisation de l'adultère. De fait, selon Enric Leira, avocat de María Ángeles Muñoz, « todo el mundo quería ayudarla. El consenso era total, más allá de cuatro nostálgicos del nacionalcatolicismo »<sup>131</sup>.

Malgré tout, le Parlement met trop de temps, aux yeux des militantes, pour abroger les délits spécifiques. C'est pourquoi, le 14 juillet 1977, Dolors Calvet, députée du PCE-PSUC, présente un projet de loi pour l'amnistie des homosexuels, adultères et lesbiennes. En parallèle, elle organise des rencontres et des actions avec les collectifs gays et féministes afin de médiatiser son projet de loi. Par exemple, en décembre, le Front d'Alliberament Gai de Catalunya, le Col·lectiu de Lesbianes et la Coordinadora Feminista de Barcelona inaugurent les Jornadas del orgullo au Cine Niza de Barcelone, en présence de deux mille personnes. Finalement, les conclusions des Pactes de la Moncloa du 27 octobre 1977 inscrivent la dépénalisation de l'adultère dans les mesures urgentes à mettre en place<sup>132</sup>. Le projet de Dolors Calvet est quant à lui rejeté avec 156 de voix contre et 119 pour lors du vote du 12 janvier 1978<sup>133</sup>, ce qui peut laisser penser que le gouvernement *ucédiste* qui disposait alors de la majorité parlementaire, était certes d'accord avec le principe de dépénalisation mais voulait faire voter son propre texte plutôt que la proposition communiste. Finalement, le 26 mai 1978, la loi 22/1978 supprime le délit d'adultère du Code pénal<sup>134</sup>. En décembre, l'homosexualité et

---

<sup>130</sup> RUIZ MARULL David. Las dos últimas adúlteras de España. *La Vanguardia*. 11 mai 2017.

<sup>131</sup> *Ibid.*

<sup>132</sup> Article V. A. 1., p. 30 de *Los Pactos de la Moncloa: texto completo del acuerdo económico y del acuerdo político: Madrid, 8-27 octubre 1977* [en ligne]. Madrid : ministerio de la Presidencia, 2012, 39 p. Disponible sur : « <https://cpage.mpr.gob.es/producto/los-pactos-de-la-moncloa/> » (consulté le 23 avril 2022).

<sup>133</sup> LARUMBE, *op. cit.*, p. 115-118.

<sup>134</sup> *Ley 22/1978, de 26 de mayo, sobre despenalización del adulterio y del amancebamiento* [en ligne]. BOE n° 128, 30 mai 1978. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1978-13822> » (consulté le 26 octobre 2020), p. 12440.

la prostitution disparaissent de la Ley de Peligrosidad y rehabilitación social<sup>135</sup>. La contraception, quant à elle, est déjà légale depuis le mois d'octobre 1978.

L'usage ou la diffusion d'information concernant la contraception appartiennent eux aussi à la catégorie des délits spécifiquement féminins. Cependant, très peu de femmes sont en prison pour ce motif puisque l'utilisation d'une méthode contraceptive est difficile à prouver. Elle est en outre assez répandue et bien acceptée par la population espagnole, y compris avant la mort de Franco. Une enquête réalisée par le Centro de Investigaciones Sociológicas (CIS) en janvier 1978, et diffusée par la sociologue Inès Alberdi, montre en effet que 69 % des Espagnols estiment qu'un couple doit pouvoir choisir le nombre d'enfants qu'il aura ainsi que le moment pour les avoir. L'étude constate que ce sont les habitants des grandes villes qui y sont généralement les plus favorables. Les pourcentages sont plus élevés parmi les populations non croyantes ou qui votent à gauche puisque 86 % de individus se définissant de gauche et 95 % des non-croyants sont en faveur du contrôle de la fécondité. Toutefois, les individus que l'on aurait pu présumer comme plus conservateurs, à l'instar des catholiques pratiquants ou des électeurs de droite, sont majoritairement favorables, eux aussi, au contrôle des naissances : à 64 % pour les premiers et 56 % pour les seconds. Seuls les individus s'identifiant à l'extrême droite font exception puisque 60 % d'entre eux refuse de répondre à la question, même si le reste se positionne tout de même en faveur de la régulation des naissances<sup>136</sup>.

Par ailleurs, la plupart des Espagnols est au fait des méthodes contraceptives puisqu'en 1978, 75 % d'entre eux connaît la pilule et 65 % le préservatif<sup>137</sup>. Ces chiffres sont encore supérieurs si l'on n'interroge uniquement les femmes entre 18 et 55 ans engagées dans une relation de couple<sup>138</sup>. Les écarts se creusent selon les revenus (plus ils sont élevés, plus les personnes sont bien informées) et la pratique religieuse (les catholiques pratiquants connaissent moins bien les différentes méthodes)<sup>139</sup>. L'enquête demande également aux sondés s'ils utilisent un moyen de contraception. Puisque ces derniers sont alors interdits par la loi, on peut

---

<sup>135</sup> Ley 7/1978, de 26 de diciembre, de modificación de la Ley de Peligrosidad y Rehabilitación Social y de su Reglamento [en ligne]. BOE n° 10, 11 janvier 1979. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1979-700> » (consulté le 27 octobre 2020), p. 658-659.

<sup>136</sup> Enquête réalisée du 4 au 14 janvier 1978 par le CIS auprès de 1194 personnes, à l'échelle nationale, ALBERDI Inés. II. Informe-avance sobre les actitudes ante el divorcio y utilización de anticonceptivos. In : *REIS: Revista Española de Investigaciones Sociológicas*. Janvier-mars 1978, n° 1, p. 381-402, p. 395.

<sup>137</sup> *Ibid.*, p. 397.

<sup>138</sup> En 1977, 95 % d'entre elles connaissent la pilule contraceptive et 73 % le préservatif, selon la *Encuesta de Fecundidad* réalisée en 1977 par l'INE et citée dans DEL CAMPO URBANO Salustiano, RODRÍGUEZ-BRIOSO María del Mar. Población, hogares y familia en España. In : DEL CAMPO URBANO Salustiano, TEZANOS TORTAJADA José Félix. *España: una sociedad en cambio*. Madrid : Biblioteca Nueva, 2010, p. 33-100, p. 85.

<sup>139</sup> ALBERDI, art. cit., p. 399.

mettre en doute la sincérité des réponses et donc des résultats obtenus<sup>140</sup>. Toutefois, parmi tous les sondés, 30 % confirme avoir déjà eu recours ou pense, à l'avenir, avoir recours à ces méthodes. Donc, si malgré l'interdit légal, presque un tiers des individus répond tout de même positivement, on peut supposer un usage assez répandu.

Toutefois, il existe une profonde fracture sociale dans l'accès à la contraception. Ainsi, en 1977, 51 % des femmes analphabètes ou ayant arrêté l'école après la primaire affirment n'avoir jamais eu recours aux méthodes contraceptives alors que, parmi les diplômées du supérieur, elles ne sont que 16 % dans ce cas<sup>141</sup>. Dans les années 1970, de nombreuses Espagnoles ont des grossesses non désirées. Une partie d'entre elles décide de s'en défaire grâce à un avortement clandestin. Même si ce chiffre est probablement au-dessus de la réalité, la plupart des statistiques estiment qu'elles seraient 300 000 par an à faire ce choix<sup>142</sup>. En 1974, trois mille d'entre elles en seraient décédées<sup>143</sup>. La dépénalisation de la contraception n'a donc pas pour objectif de libérer des femmes de prison. Elle répond plutôt à un problème de santé publique et de justice sociale. Ce sont les femmes les plus modestes qui sont les moins bien

---

<sup>140</sup> De plus, si l'on compare cette étude avec celle réalisée par l'INE en 1977 et relayée par *REIS*, les chiffres sont très différents, *ibid.*, p. 400 et HERNÁNDEZ RODRÍGUEZ Gerardo. Aborto y planificación familiar: Aspectos sociológicos. In : *REIS*. 1979, n° 5, p. 137-163, p. 157.

<sup>141</sup> FOLGUERA, in : FLOGUERA (coord), *op. cit.*, p. 161.

<sup>142</sup> Ce chiffre est proposé car c'est celui qui se répète dans la plupart des sources bibliographiques, qu'elles datent des années 1970 ou qu'elles soient récentes. Il est toutefois à manier avec précaution et probablement faux. Tout d'abord, car l'avortement est alors une pratique clandestine, donc, par définition, difficile à quantifier. Par ailleurs, le sujet, délicat, engendre un degré de subjectivité accrue de la part des auteurs. Or, les chiffres, faciles à manier, permettent d'arriver à des conclusions diverses. Tout dépend du protocole de recherche. Quelle est la définition d'un avortement ? Doit-on prendre en compte les avortements spontanés ? Faut-il ne considérer que les chiffres officiels transmis par les hôpitaux ? Doit-on comptabiliser les interventions à l'étranger ? Il semble impossible pour un chercheur de n'avoir absolument aucun biais cognitif sur la question, ce qui peut influencer les protocoles ou les sources. Par exemple, en 1978, Gerardo Hernández Rodríguez, sociologue spécialiste de la thématique, affirmait que le nombre d'avortements en Espagne se situait aux alentours des 300 000 par an. Toutefois, il citait également le chiffre de 114 000, proposé par le rapport FOESSA de 1973, HERNÁNDEZ RODRÍGUEZ, *op. cit.*, p. 139-140. Toutefois, dans un ouvrage paru en 1992, il revient sur cette valeur pour conclure qu'en réalité, au début des années 1980, seules 100 000 Espagnoles avortent chaque année. Il opte alors pour l'estimation la plus basse proposée par les différentes études, HERNÁNDEZ RODRÍGUEZ Gerardo. *El aborto en España: análisis de un proceso socio-político*. Madrid : Universidad Pontificia Comillas, 1992, 350 p. (Estudios 51), p. 222. Comment expliquer cette différence allant du simple au triple ? Nous pouvons proposer trois hypothèses. Il est possible que le chiffre de 300 000 soit très surestimé et que le recul et la multiplication des études sur le sujet permettent au chercheur de s'en rendre compte. Une deuxième explication correspond aux événements qui séparent les deux études. Entre 1978 et 1992, l'Espagne a légalisé l'avortement. Il s'agit alors d'une réalité tangible et non plus d'une hypothétique réforme, les chiffres réels influencent peut-être l'estimation. Enfin, l'éditeur est à prendre en compte. L'article de 1978 est financé par le CIS, un organisme public, alors que l'ouvrage de 1992 est publié par une université catholique. Leur option idéologique pourrait-elle influencer sur les résultats communiqués par le chercheur ? Le fait est que dans *El aborto en España: análisis de un proceso socio-político* ce dernier expose un point de vue personnel contraire à l'avortement à plusieurs reprises (par exemple aux pages 251 ou 279), ce qui n'est pas le cas dans l'article de 1978. Quant aux ouvrages rédigés par des pro avortement, comment être sûr qu'ils ne relaient pas les estimations les plus hautes ? Il convient donc de garder en tête que les chiffres sur la question ne sont que d'imprécises estimations, même si le phénomène existe bel et bien.

<sup>143</sup> MONTERO COROMINAS Justa. Las aspiraciones del movimiento feminista y la transición política. In : GONZÁLEZ RUIZ, GUTIÉRREZ LÓPEZ, MARTÍNEZ TEN (éd.), *op. cit.*, p. 275-281, p. 287.

informées et donc les plus vulnérables. Pour les féministes, il est indispensable de disposer d'une loi pour former ces femmes aux méthodes contraceptives et leur éviter une grossesse non désirée.

Les militantes du PSOE, qui officialiseront leur organisation en 1974 sous le nom de *Mujer y Socialismo*, sont pionnières dans ce travail de sensibilisation. Dès le début des années 1970, elles arpentent les banlieues madrilènes afin d'organiser des sessions d'information. Elena Arnedo, gynécologue et membre du collectif, explique que

en aquellas reuniones les enseñábamos a las mujeres nociones de anatomía y fisiología de su aparato reproductor, difundíamos la buena nueva de la existencia de diversos métodos anticonceptivos, mostrábamos como trofeos los preservativos, los envases de las píldoras, los diafragmas, y también, si todo eso fallaba, no había que resignarse, quedaba un recurso último: ¡se podía abortar!, por supuesto<sup>144</sup>.

En 1974, elles ouvrent illégalement et sans aucun budget le premier centre de planning familial espagnol, le Centro Federico Rubio. Durant plusieurs années, la structure, nullement financée par le parti, ne tient que grâce à la bonne volonté et l'altruisme des militantes. Cependant, la progressive popularisation du mouvement féministe et l'insistance de *Mujer y Socialismo* poussent finalement les partis politiques de gauche à se saisir de la problématique. En 1978, le collectif socialiste parvient à obtenir un budget du PSOE pour ouvrir son deuxième centre, baptisé Pablo Iglesias. Elena Arnedo se souvient : « no nos resultó difícil obtener el beneplácito del partido, que comprendió que, además de ser una cantera de votantes, aquello favorecía el control de la natalidad en el que no sólo estaban implicadas las mujeres, compañeras, hermanas o madres, sino ellos mismos »<sup>145</sup>. D'autres initiatives de ce genre voient le jour sur tout le territoire, à l'instar du Centro Lope de Rueda ouvert par les femmes du PCE<sup>146</sup>.

Bientôt, le Parlement débat sur la dépénalisation de la contraception et la création de centres de planning familial. Le PSOE et le PCE y sont favorables, tout comme l'UCD au pouvoir, qui n'hésite même plus à envoyer du personnel du ministère de la Santé se former dans les centres illégaux<sup>147</sup>. En ce qui concerne l'UCD, le projet est essentiellement porté par la Subdirección general de la condición femenina. Pour le PSOE et le PCE, ce sont respectivement les députées Carlota Bustelo et Dolors Calvet qui s'en chargent. La libéralisation de la

---

<sup>144</sup> ARNEDO Elena. *Mujer y socialismo*. In : GONZÁLEZ RUIZ, GUTIÉRREZ LÓPEZ, MARTÍNEZ TEN (éd.), *op. cit.*, p. 219-246, p. 222.

<sup>145</sup> *Ibid.*, p. 228.

<sup>146</sup> BANNEL Suzel, PÉREZ-SERRANO Mabel. *Mujer y Salud*. In : Asociación "Mujeres en la Transición democrática", *op. cit.*, p. 303-324, p. 322.

<sup>147</sup> *Ibid.*

contraception est décidée, elle aussi, lors des Pactes de la Moncloa d'octobre 1977<sup>148</sup>. Seulement, l'approbation politique et sociale ne suffit pas.

En effet, si le projet de dépénalisation est validé au Congrès des députés, le Sénat, lui, ne l'adopte pas immédiatement et, puisqu'il n'est pas adopté avant la pause estivale, il est renvoyé à la rentrée 1978 et finalement adopté par les deux chambres à l'automne. Le 7 octobre 1978, la loi 45/1978 modifie les articles 416 et 343 bis du Code pénal : la contraception et sa publicité sont légalisées<sup>149</sup>. Quant aux plannings familiaux, un décret conjoint aux ministères de la Culture<sup>150</sup> et de la Santé, publié en septembre 1978 autorise leur création<sup>151</sup>. Le budget alloué à ces structures reste toutefois symbolique. Par ailleurs, comme le souligne Mary Nash, les féministes perdent le contrôle de ces centres, créés grâce à leur engagement personnel, au profit de l'État :

En este caso, como en otros, el gran éxito de las campañas feministas resultó en la adopción de sus propuestas por parte de las instituciones públicas y el reconocimiento político del valor de sus reivindicaciones con su integración en la cultura política democrática. La contrapartida de su integración en las dinámicas de las políticas públicas fue cierta pérdida de autenticidad feminista, un dilema común asociado con el triunfo de muchos movimientos sociales de vanguardia<sup>152</sup>.

1978 est donc une année clef pour les féministes car elle est ponctuée de victoires qui réduisent l'écart entre hommes et femmes. La dépénalisation de l'adultère, de l'usage de la contraception et de l'homosexualité redonne aux citoyennes un relatif contrôle sur leur corps et leur sexualité. Les prostituées, elles, ne sont plus condamnées à la double peine d'être à la fois en marge de la société et légalement coupables. Mais 1978 est symbolique à plus d'un titre puisqu'elle correspond à la promulgation de la Constitution espagnole, un texte programmatique dans lequel les militantes espagnoles placent beaucoup d'espoir.

La proclamation de la Constitution est effectivement une étape majeure de la Transition. Le texte institue les valeurs essentielles à la démocratie et met fin à de nombreuses injustices

---

<sup>148</sup> *Los Pactos de la Moncloa*, op. cit., article V. A. 2., p. 30.

<sup>149</sup> *Ley 45/1978, de 7 de octubre, por la que se modifican los artículos 416 y 343 bis del Código Penal* [en ligne]. BOE n° 243, 11 octobre 1978. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1978-25564> » (consulté le 10 novembre 2020), p. 23604.

<sup>150</sup> La Subdirección general de la condición femenina dépend du ministère de la Culture.

<sup>151</sup> *Real Decreto 2275/1978, de 1 de septiembre, sobre establecimiento de servicios de orientación familiar* [en ligne]. BOE n° 229, 25 septembre 1978. Disponible sur : « [https://www.boe.es/diario\\_boe/txt.php?id=BOE-A-1978-24414](https://www.boe.es/diario_boe/txt.php?id=BOE-A-1978-24414) » (consulté le 15 novembre 2020), p. 22334.

<sup>152</sup> NASH Mary. La construcción de una cultura política femenina desde la legitimidad feminista durante la transición política democrática. In : AGUADO Ana María, ORTEGA LÓPEZ Teresa María (coord.). *Feminismos y antifeminismos: culturas políticas e identidades de género en la España del siglo XX*. Valence : Publicacions Universitat de València, 2011, p. 283-386 (Oberta, Història), p. 303.

basées sur le sexe. Il instaure, entre autres, l'égalité entre les femmes et les hommes (art. 14), la liberté pour tous de choisir son domicile – mesure précieuse au regard de l'ancien article 57 du Code civil (art. 19) –, le droit de s'engager dans l'Armée, jusqu'alors refusé aux femmes (art. 30), l'égalité dans le mariage (art. 32.1) et au travail (art. 35). Il ouvre également la voie à une loi sur le divorce (art. 32.2)<sup>153</sup>.

Toujours est-il que la Constitution ne convainc pas les féministes. D'abord, parce que le texte a beau avoir « sept pères », il est orphelin de mère : aucune femme ne participe à sa rédaction. Quant à la commission constitutionnelle, elle ne s'ouvre qu'à une seule députée, María Teresa Revilla (UCD)<sup>154</sup>. Les associations féministes estiment en outre que le projet voté ne tient pas compte des besoins spécifiques des femmes. À leur sens, puisque les Espagnoles sont victimes d'une législation historiquement discriminatoire, il faudrait que la loi compense ce handicap en créant des mesures qui leur seraient spécialement destinées. Pour elles, il est donc indispensable de distinguer égalité et équité. Selon Francisco Arriero Ranz,

la Constitución, a pesar de suponer un gran avance, no tuvo en cuenta que la desigualdad de género tenía orígenes y configuraciones distintas al resto de las desigualdades sociales. Se concibió desde una perspectiva estática referida a un modelo masculino de Estado que, si bien era constitucional y democrático, no favorecía la integración de la mujer al no tener en cuenta que esta partía de una situación de atraso y marginación con respecto al hombre<sup>155</sup>.

Le 23 novembre 1977, après une « fuite » dans la presse, le grand public a accès au texte du préprojet et ce dernier ne fait que confirmer les craintes du mouvement féministe<sup>156</sup> car il ne promet aucun principe facilitant l'intégration des citoyennes dans la vie publique, n'envisage aucunement de législation sur les droits reproductifs, et, de surcroît, instaure la loi salique (art. 57). Par ailleurs, de nombreux collectifs dénoncent l'imprécision de certains termes et principes. Dans un article publié en avril 1978 par le magazine *Vindicación Feminista*, l'avocate Magda Oranich s'en insurge :

---

<sup>153</sup> PELAYO, in : GONZÁLEZ RUIZ, GUTIÉRREZ LÓPEZ, MARTÍNEZ TEN (éd.), *op. cit.*, p. 113-116.

<sup>154</sup> MONTERO COROMINAS, in : GONZÁLEZ RUIZ, GUTIÉRREZ LÓPEZ, MARTÍNEZ TEN (éd.), *op. cit.*, p. 280.

<sup>155</sup> ARRIERO RANZ, *El Movimiento democrático de mujeres. De la lucha...*, *op. cit.*, p. 235.

<sup>156</sup> Le socialiste Pablo Castellano fournit discrètement le préprojet au magazine d'information *Cuaderno para el Diálogo* qui le publie immédiatement. NAVARRO, *op. cit.*, p. 282-283. Il y aura au moins trois « fuites » qui sont en réalité des filtrations du texte voulues par certains hommes politiques. Nous reviendrons sur le sujet dans la deuxième partie de la thèse car tous les journalistes ayant réussi à obtenir des informations sont des femmes, ce qui est révélateur quant à leur statut dans la profession.



Es pues, imprescindible reivindicar concreción porque más adelante, si nos contentamos con una única declaración general de igualdad de sexos, es cuando llegan los *peros*. Igualdad sí, PERO, debe existir un cabeza de familia..., PERO alguien debe administrar los bienes del matrimonio..., PERO, la patria potestad conjunta podría representar un obstáculo a la unidad familiar..., PERO hay cargos para los cuales es imprescindible ser hombre..., PERO la mujer es menos productiva en el empleo..., PERO ante el paro es lógico que el gobierno garantice ante todo los puestos de trabajo del cabeza de familia... etc<sup>157</sup>.

Ces soupçons sont fondés puisque, lors de la dépénalisation de l'avortement, les Espagnoles sont justement victimes d'une ambiguïté dans le texte constitutionnel. L'article 15 dit que « todos tienen derecho a la vida y a la integridad física y moral, sin que, en ningún caso, puedan ser sometidos a tortura ni a penas o tratos inhumanos o degradantes ». Or, le pronom « todos » particulièrement imprécis pose un problème : peut-il renvoyer à un embryon ? À un fœtus ? À partir de combien de cellules devient-on un individu protégé par la Constitution ? Le choix des mots est donc un enjeu politique majeur car c'est sur le texte constitutionnel que se fondera l'intégralité de la législation espagnole à venir. La dépénalisation de l'avortement en est un exemple édifiant auquel Magda Oranich faisait explicitement référence dans son article d'avril 1978<sup>158</sup>. Lors de la rédaction de la Constitution, les partis de droite, soutenus par les secteurs conservateurs, comme l'Église, anticipent donc les possibilités législatives en restreignant au maximum la portée constitutionnelle. Francisco Arriero Ranz, explique ainsi que ces figures politiques « pusieron toda la carne en el asador para impedir que las mujeres lograran el control sobre sus cuerpos, movilizándolo a sus adeptos y lanzando una gran campaña desde su prensa afín »<sup>159</sup>.

Après son informelle parution, les associations se mobilisent pour transformer le texte. En décembre 1977, la Plataforma de Organizaciones Feministas de Madrid, plusieurs collectifs juridiques féministes ainsi que des avocates indépendantes reconnues obtiennent une audience auprès du président du Parlement, Antonio Hernández Gil, afin de lui exposer un programme en quinze points assorti de trois propositions secondaires<sup>160</sup>. Parmi les revendications se trouvent la suppression de la défense de la famille patriarcale par l'État, la légalisation du divorce par accord mutuel, la mixité scolaire, et l'abolition des discriminations envers les

---

<sup>157</sup> ORANICH Magda. La Constitución: piedra de toque. *Vindicación Feminista*. Avril 1978, n° 22, p. 21.

<sup>158</sup> « Y por último, el tema más espinoso, el tema tabú: el derecho al aborto. Aquí la lucha debe ser doble. Ante todo y como primordial conseguir su inclusión en la Constitución, como preconiza la enmienda presentada por la minoría parlamentaria comunista. Y luego andarnos con cuidado, porque pueden no sólo, incluir, sin formular un concepto del derecho a la vida de tal forma que posteriormente, puedan basarse en él, para declarar anticonstitucional, cualquier ley que intentase legalizar el aborto », *ibid.*

<sup>159</sup> ARRIERO RANZ, *El Movimiento democrático de mujeres. De la lucha...*, *op. cit.*, p. 236.

<sup>160</sup> *Ibid.*, p. 235.

enfants illégitimes<sup>161</sup>. Puis, lors des débats parlementaires, plusieurs députées comme Pilar Brabo (PCE), María Dolors Calvet (PSUC), Soledad Becerril, María Dolores Pelayo et María Teresa Revilla (UCD) proposent des amendements<sup>162</sup>. Pour autant, le texte définitif ne satisfait aucun courant féministe. Les radicales et certains collectifs comme la Plataforma de Madrid ou la Organización de Mujeres Demócratas font campagne pour le « non » et d'autres comme le FLM, l'ADM, la Unión de Mujeres Republicanas Revolucionarias et le MDM ne donnent pas de consigne de vote ou appellent à l'abstention<sup>163</sup>. Toutefois, quelques jours avant le référendum, la pression augmente et de nombreuses personnalités, à titre personnel, signent une tribune dans la presse afin de soutenir le « oui »<sup>164</sup>. Ce dernier mouvement met en exergue le dilemme qui accable la plupart des militantes de l'époque : faut-il continuer à lutter pour une législation favorisant l'émancipation féminine quitte à critiquer le processus démocratique ou alors céder à la pression sociale du consensus au risque de voir perdurer les discriminations envers les femmes ? Finalement, la Constitution de 1978 est une occasion manquée pour le féminisme espagnol dont la voix finit étouffée par les groupes de pouvoir conservateurs et la valeur clef de la période : le consensus.

## II. 2. B. 1981 : La légalisation du divorce

En ce qui concerne le divorce, le PCE et le PSOE proposent de légiférer dès 1977<sup>165</sup>. Certes, la problématique est bien antérieure à l'avènement démocratique. D'ailleurs, sous Franco déjà, les faits divers sur les violences faites aux femmes au sein des couples mariés poussaient certaines personnalités politiques, comme Mercedes Fórmica, et anonymes à revendiquer cette évolution législative. Pourtant, durant la dictature, elle est encore inenvisageable. Florence Belmonte explique en effet que « les franquistes considéraient sectaire la loi républicaine qui autorisait le divorce et la décrivaient comme une des lois les plus perfides

---

<sup>161</sup> Quince propuestas feministas para la Constitución. *El País*. 8 décembre 1977.

<sup>162</sup> SAN JOSÉ Begoña. Feminismo y sindicalismo durante la transición democrática española (1976-1982). In : GONZÁLEZ RUIZ, GUTIÉRREZ LÓPEZ, MARTÍNEZ TEN (éd.), *op. cit.*, p. 335-368, p. 343.

<sup>163</sup> ARRIERO RANZ, *El Movimiento democrático de mujeres. De la lucha...*, *op. cit.*, p. 238-239 et FERNÁNDEZ VARGAS Valentina. La transversalidad de la presencia femenina. In : GONZÁLEZ RUIZ, GUTIÉRREZ LÓPEZ, MARTÍNEZ TEN (éd.), *op. cit.*, p. 427-450, p. 430-431.

<sup>164</sup> Parmi elles, Dulcinea Bellida, Mary Salas, Rosa María Posada, Sacramento Martí, Lili Álvarez, Begoña San José, Ana María Pérez del Campo, Pilar Brabo, Irene Falcón et Soledad Becerril, ARRIERO RANZ, *El Movimiento democrático de mujeres. De la lucha...*, *op. cit.*, p. 214.

<sup>165</sup> Le divorce s'opposant aux Lois fondamentales du régime franquiste, il est nécessaire de démanteler ces lois avant de pouvoir légiférer. Le gouvernement ne commence donc à étudier la question qu'une fois la Constitution ratifiée, PÉREZ SERRANO Mar, RUBIO Teresa. Cambios legislativos. In : Asociación "Mujeres en la Transición democrática", *op. cit.*, p. 127-162, p. 150.

à l'encontre du sentiment religieux des Catholiques »<sup>166</sup>. Dans un premier temps, ce sont donc des collectifs civils qui défendent le droit au divorce.

Les deux groupes précurseurs sur le sujet sont la Asociación Española de Mujeres Juristas créée par María Telo en 1971 et la Asociación de Mujeres Separadas<sup>167</sup> fondée par Ana María Pérez del Campo Noriega et Mabel Pérez Serrano, en 1973. Ces associations viennent en aide aux femmes qui ont quitté ou souhaitent quitter leur conjoint et font pression sur le pouvoir en place afin de faciliter les séparations légales voire le divorce.

Durant la Transition, les campagnes de soutien aux femmes battues et aux adultères amplifient l'intérêt populaire autour de la question du divorce. Par exemple, en septembre 1979, des dizaines de militantes s'enchaînent aux grilles d'un tribunal ecclésiastique pour protester contre l'ingérence de l'Église dans la légalisation du divorce. Treize d'entre elles sont arrêtées. En 1980, les collectifs organisent une manifestation à vélo, dans laquelle les participants arborent des t-shirts pro légalisation<sup>168</sup>. Ana María Pérez del Campo parvient également à obtenir quelques minutes d'antenne dans l'émission de José Luis Izaguirre, sur Radio Peninsular, afin de convaincre les auditeurs<sup>169</sup>. Par ailleurs, l'action des femmes politiques – celles de Mujer y Socialismo, du MDM ou des indépendantes comme María Dolores Pelayo ou Soledad Becerril – est décisive au moment de convaincre les partis.

Toutefois, les initiatives féministes n'obtiennent pas toujours les résultats escomptés. Par exemple, en 1979, la Asociación de Mujeres Separadas, le MDM, l'ULM, l'ADM, le Colectivo Feminista de Madrid, la Federación Provincial de Amas de Casa et la Secretaría de la Mujer del Sindicato Universitario (appartenant tous à la Plataforma de Madrid) rédigent leur *Proyecto de Ley de divorcio*<sup>170</sup>. L'objectif est de faire signer ce document par plus de 500 000 personnes afin qu'il soit étudié au Parlement, dans le cadre de l'Initiative législative populaire prévue par la Constitution (art. 87.3) mais cette campagne se solde finalement par un échec puisque les collectifs ne parviennent pas à obtenir le nombre de participations minimum<sup>171</sup>. Pourtant, la société espagnole est relativement favorable au divorce. Pourquoi, alors, les associations subissent-elles ce revers ? L'explication la plus probable repose sur la

---

<sup>166</sup> BELMONTE, in : BELMONTE (dir.), *op. cit.*, p. 183.

<sup>167</sup> Qui devient la Asociación de Mujeres Separadas y Divorciadas après la légalisation du divorce en 1981.

<sup>168</sup> COMABELLA, SALAS, in : Asociaciones de mujeres..., *op. cit.*, p. 112.

<sup>169</sup> PÉREZ DEL CAMPO NORIEGA, in : GONZÁLEZ RUIZ, GUTIÉRREZ LÓPEZ, MARTÍNEZ TEN (éd.), *op. cit.*, p. 329

<sup>170</sup> Le texte exige entre autres la possibilité d'un divorce par consentement mutuel – c'est-à-dire sans qu'un des conjoints ne soit jugé coupable de faute –, établit un système de pension alimentaire dans lequel l'État prendrait le relai en cas de défaut de paiement, et propose que lors d'un désaccord, la garde des enfants revienne au parent qui s'en est le plus occupé, ARRIERO RANZ, *El Movimiento democrático de mujeres. De la lucha...*, *op. cit.*, p. 245-246.

<sup>171</sup> *Ibid.*

mauvaise image du féminisme auprès du grand public. Par exemple, comme l'explique Ainara Larrondo Ureta, la presse de l'époque témoigne régulièrement des divisions qui existent au sein des divers courants. Selon la chercheuse,

estas discrepancias se convirtieron en un rasgo esencial del movimiento en la prensa y también en una forma de representar su arrojo y energía. Es más, este tipo de polémicas resultaban tan habituales que en alguna ocasión incluso se echaron en falta, como muestra la crónica publicada por *Diario 16* (12/12/1977) en relación a las jornadas de la Mujer celebradas en Bilbao en 1977, donde la periodista afirma en tono crítico: “Escasa polémica, demasiado y poco ruido”<sup>172</sup>.

Or, dans une époque marquée par le consensus, comment adhérer à des actions menées par des militantes qui ne sont pas d'accord entre elles sur des sujets aussi essentiels au sein de leurs revendications ? De plus, plusieurs collectifs avaient appelé à l'abstention lors du référendum constitutionnel, refusant ainsi de soutenir le gouvernement dans une étape cruciale de la construction démocratique. Il est donc fort probable que de nombreux Espagnols n'aient pas appuyé les actions féministes voire se soient méfiés des militantes, sans doute jugées trop conflictuelles.

En outre, les campagnes pacifiques se révèlent parfois dangereuses. Les collectifs subissent des pressions pour cesser leurs revendications. Par exemple, en décembre 1977, des membres de la Asociación de Mujeres Separada et de l'ADM s'installent dans la basilique San Miguel de Madrid en signe de protestation. Des Guerrilleros de Cristo Rey, armés d'objets tranchants, encerclent alors les lieux et les menacent<sup>173</sup>.

Malgré tout, les efforts engagés sont récompensés puisque la persévérance des collectifs est un des facteurs expliquant le maintien de la question du divorce sur la scène publique. Certains milieux traditionnels, à l'instar de l'Église catholique, y répondent même favorablement. En effet, même s'ils sont généralement en désaccord avec le type de texte auquel aspirent les féministes, de nombreux prélats sont favorables à une loi civile sur le divorce. C'est le cas d'Antonio Aradillas, ancien aumônier des femmes d'Acción Católica, qui soutient la création de la Asociación de Mujeres Separadas, en 1974<sup>174</sup>.

---

<sup>172</sup> LARRONDO URETA Ainara. *La imagen pública del feminismo durante la Transición: una mirada desde la prensa*. Bilbao : Universidad del País Vasco, 2017, 205 p., p. 144.

<sup>173</sup> MORENO SECO Mónica. Feminismo, antifeminismo, catolicismo y anticlericalismo en la Transición Política a la democracia. In : AGUADO, ORTEGA LÓPEZ (coord.), *op. cit.*, p. 307-332, p. 330.

<sup>174</sup> Mónica Moreno Seco détaille les divers positionnements de l'Église ainsi que de ses prélats, *ibid.* La chercheuse revient sur l'exemple d'Antonio Aradillas à la page 318.

Ainsi, lors de la campagne pour les élections générales de mars 1979, PCE, PSOE et UCD inscrivent le divorce à leur programme. Après leur victoire, ce sont les centristes qui mènent à bien sa légalisation. Ils confient l'exécution du projet au démocrétien Iñigo Cavero qui s'entoure de José Luis Lacruz Berdejo, Manuel Peña, Agustín Luna, Manuel Villar Arregui et Eugenio Nasarre pour l'aider à le rédiger<sup>175</sup>. Après réflexion sur la forme que prendrait la légalisation du divorce, le groupe de travail écarte la promulgation d'un simple décret de loi et opte pour une refonte globale de la législation maritale dans le Code civil<sup>176</sup>. Le 14 août 1979, il présente sa *Reforma del régimen matrimonial del Código Civil y la regulación legal del divorcio* en conseil des ministres<sup>177</sup>. Le préprojet est accepté.

Iñigo Cavero et son équipe poursuivent alors leurs travaux. Le projet définitif est validé six mois plus tard par le gouvernement et présenté au Congrès des députés en mars 1980. Néanmoins, le Parlement lui réserve une très mauvaise réception. C'est le début d'une période troublée pour l'UCD. Outre les 389 amendements partiels, le texte essuie huit amendements globaux. Ces derniers mettent en exergue les positions antagoniques des députés siégeant au Congrès puisque la moitié le juge trop conservateur et l'autre moitié trop progressiste<sup>178</sup>.

En réalité, si le principe du divorce fait consensus au centre et à gauche, c'est sa mise en œuvre pratique qui entraîne de profonds désaccords. Pour les communistes, les socialistes et certains courants de l'UCD, le divorce d'Iñigo Cavero est beaucoup trop strict<sup>179</sup>. Cette rigueur tient à l'esprit même du projet démocrétien car, aux yeux des catholiques *ucédistes*, le divorce est une solution de dernier secours, pas un droit automatique. Pablo Martín de Santa Olalla Saludes résume d'ailleurs le texte comme « una síntesis perfecta entre la posibilidad del divorcio y la dificultad para obtener el mismo »<sup>180</sup>. Ainsi, pour divorcer, les Espagnols devraient remplir des conditions très précises et attendre plusieurs années.

Les dissensions entre les différents courants *ucédistes* accentuent la crise du parti. Certains titres de presse généraliste comme *El País* et de parti comme *El Mundo Obrero* se positionnent contre les articles les plus durs du projet centriste<sup>181</sup>. Tous les médias se font également écho de l'ambiance délétère régnant au sein de l'UCD et relayent tous les détails de la « guerre des clans », ce qui ne fait qu'exacerber les tensions. Le parti implose, ce qui contraint

---

<sup>175</sup> MARTÍN DE SANTA OLALLA SALUDES, *La ley del divorcio...*, art. cit., p. 526-527.

<sup>176</sup> Il y aura donc bien une loi sur le divorce mais c'est une loi qui permet en réalité de modifier le Code civil. Parler de « loi du divorce » est donc commode mais quelque peu imprécis.

<sup>177</sup> MARTÍN DE SANTA OLALLA SALUDES, *La ley del divorcio...*, art. cit., p. 527.

<sup>178</sup> PÉREZ SERRANO, RUBIO, in : Asociación "Mujeres en la Transición democrática", *op. cit.*, p. 152.

<sup>179</sup> Voir I. 2. A. Unión de Centro Democrático.

<sup>180</sup> MARTÍN DE SANTA OLALLA SALUDES, *La ley del divorcio...*, art. cit., p. 532.

<sup>181</sup> *Ibid.*

Suárez à un remaniement en septembre 1980. Iñigo Cavero perd le ministère de la Justice au profit de Fernández Ordóñez. Or, ce dernier, ancien haut dignitaire franquiste devenu un des représentants de la tendance socialdémocrate, ne souhaite pas poursuivre le travail de son prédécesseur et entreprend donc de détricoter le projet. Grâce à l'appui de l'opposition de gauche et d'une partie des députés centristes, il diminue les délais prévus par le projet. Le passage du texte à la commission de justice du Sénat ajoute alors ce que la presse nommera la « *clausula de dureza* » (art. 87). Elle donne au juge le droit de refuser un divorce s'il estime que la séparation suppose est trop grand préjudice pour l'un des époux ou pour les enfants, c'est-à-dire que, quand bien même un couple aurait parfaitement suivi la procédure, les époux pourraient encore se voir déboutés par une décision somme toute très subjective<sup>182</sup>. À nouveau, Fernández Ordóñez, avec le soutien de la gauche et des sociaux-démocrates *ucédistes*, parvient à supprimer cet article. Il instaure également la possibilité d'un divorce par commun accord. Cette intervention pour un divorce souple, rapide et facile d'accès lui confère une large couverture médiatique. Juste après la ratification de la loi, Fernández Ordóñez abandonne l'UCD pour rejoindre les rangs du PSOE.

Enfin, au niveau politique, il semble impossible de trouver un compromis car la légalisation du divorce n'est qu'un prétexte pour mener une guerre de pouvoir dans laquelle les enjeux vont bien au-delà de la promulgation du texte.

Au niveau social, les positions sont plus flexibles. Dans un premier temps, la société n'exprime pas de fort engouement pour le projet. La plupart des Espagnols est favorable à la séparation des couples qui ne fonctionnent plus. Cependant, séparation n'équivaut pas à divorce et beaucoup ne se positionnent pas immédiatement sur la question. En revanche, quelques mois avant le vote, après une longue période de débats dans les médias et dans la société, on constate que le divorce a conquis les plus indécis. Deux études du CIS publiées en janvier 1978 et en novembre 1980 témoignent de cette évolution<sup>183</sup>. En janvier 1978, les Espagnols sont très favorables à la séparation des ménages qui ne fonctionnent plus : 70 % d'entre eux estiment qu'un couple qui va mal a le droit de se séparer. En revanche, les résultats sont plus contrastés sur la question du divorce. S'ils devaient se prononcer sur la loi, 48 % de sondés voteraient « pour » ou « probablement pour » alors que 27 % voteraient « contre » ou « probablement contre ». Mais c'est surtout l'incertitude qui ressort de cette étude puisque 24 % des sondés

---

<sup>182</sup> *Ibid.*

<sup>183</sup> ALBERDI, art. cit.

disent hésiter voire ne répondent pas à la question<sup>184</sup>. Les individus qui se positionnent en faveur du divorce sont plus nombreux parmi les électeurs de gauche et les athées<sup>185</sup>.

Presque trois ans plus tard, les réponses sont très différentes. En novembre 1980, 72 % des personnes interrogées estiment qu'il faut légaliser le divorce dans certains cas et 10 % pensent qu'il faut le légaliser sans condition. Seulement 13 % sont contre. Ainsi, en 1980, 82 % des Espagnols sont favorables à une loi plus ou moins restreinte alors qu'ils n'étaient que 48 % en janvier 1978<sup>186</sup>. Leur opinion demeure toutefois légèrement incohérente puisque l'étude de 1980, qui se base sur un seul et même panel de personnes, présente des résultats contradictoires. En effet, si 82 % des sondés sont favorables au divorce, 36 % d'entre eux estiment pourtant que le lien du mariage est indissoluble<sup>187</sup>. Ces chiffres soulignent que la différence entre les lois civiles et religieuses n'est pas encore claire pour tous les citoyens espagnols et, par conséquent, que le discours de l'Église lors du processus de légalisation du divorce peut avoir beaucoup de poids dans les débats, et il en aura. Il en sera question plus en détails dans la troisième partie de la thèse.

Quoi qu'il en soit, entre 1978 et 1980, de plus en plus d'Espagnols sont favorables à la légalisation du divorce. Seule une minorité s'y oppose. De fait, entre les deux enquêtes, le pays s'est doté d'une Constitution, a terminé de légaliser les associations, démantelé le Mouvement national, dépénalisé l'homosexualité et la contraception, reconnu l'autonomie des nationalités et régions... Fin 1980, la légalisation du divorce est alors plus naturelle aux yeux d'une population plus rompue à la vie démocratique qu'au début de l'année 1978, d'autant que les réformes prioritaires sont passées. Le Parlement ratifie le divorce le 7 juillet 1981<sup>188</sup>. Début septembre, les bureaux habilités à enregistrer les demandes n'en comptent qu'une quarantaine à Madrid et une cinquantaine à Barcelone<sup>189</sup>. Ces chiffres démentent tous les pronostics annonçant le débordement des tribunaux d'affaires familiales. La ruée vers le divorce, annoncée par certains, en particulier par un secteur de l'Église catholique, n'a finalement pas lieu. De fait,

---

<sup>184</sup> Le total n'atteint pas 100 % mais 98 %, probablement parce que l'étude propose des valeurs arrondies, *ibid*, p. 388.

<sup>185</sup> 82 % de sondés d'extrême gauche sont favorables au divorce contre 0 % des sondés d'extrême droite et 17 % des sondés de droite. Par ailleurs, 95 % des non-croyants sont favorables au divorce contre 26 % des catholiques pratiquants, *ibid*.

<sup>186</sup> Étude menée menée à l'automne 1980 par le sociologue Salustiano del Campo en collaboration avec le CIS auprès d'un panel de 2 461 personnes majeures. CAMPO URBANO (DEL) Salustiano. Los españoles y el divorcio. In : *Cuenta y razón*. 1981, n° 2, p. 85-82, p. 88.

<sup>187</sup> *Ibid*.

<sup>188</sup> *Ley 30/1981, de 7 de julio, por la que se modifica la regulación del matrimonio en el Código Civil y se determina el procedimiento a seguir en las causas de nulidad, separación y divorcio* [en ligne]. BOE n° 172, 20 juillet 1981. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1981-16216> » (consulté le 2 novembre 2020), p. 16457-16462.

<sup>189</sup> Más demandas de divorcio en Barcelona que en Madrid. *El País*. 2 septembre 1981, p. 21.

une partie des prélats et, à l'occasion, l'institution elle-même, font campagne contre cette modification du Code civil.

C'est un fait, le divorce est totalement proscrit par l'Église, mais dans certains cas précis, seulement – comme la consanguinité, le refus ou l'impossibilité de procréer – le droit canon autorise la séparation matrimoniale mais seul le Tribunal ecclésiastique est autorisé à prononcer la nullité d'une union. La procédure est longue, complexe, coûteuse et nécessite la désignation d'un coupable entre les conjoints<sup>190</sup>. L'annulation des unions religieuses est donc très rare, réservée à un petit nombre et n'est pas assimilable avec ce que l'on entend par « divorce ».

Durant la Transition, l'Église ne peut pas s'opposer frontalement à la légalisation du divorce civil. Selon les conclusions conciliaires de Vatican II, les États doivent pouvoir légiférer à leur guise sur le mariage civil. Par ailleurs, la Constitution de 1978 réaffirme la séparation de l'Église et de l'État. Enfin, les Accords entre le Saint-Siège et l'État espagnol de janvier 1979 confirment la distinction entre unions civiles et religieuses. Dans un premier temps, l'Église se montre donc conciliante avec le projet d'Iñigo Cavero. D'ailleurs, l'UCD prend soin de ne froisser ni l'institution, ni ses électeurs catholiques. À l'automne 1979, le ministre de la Justice et Eugenio Nasarre, son directeur général chargé des affaires religieuses, organisent une visite de courtoisie au Vatican auprès de trois éminents représentants : Agostino Casaroli, secrétaire d'État, Monseigneur Silvestrini, président du conseil des affaires publiques et Eduardo Martínez Somalo, substitut du secrétaire d'État. Leur objectif est d'obtenir l'aval du Vatican à la loi sur le divorce afin de tuer dans l'œuf toute velléité de protestation du clergé espagnol. Bien qu'opposé par principe à cette évolution législative, le Vatican a conscience de son inéluctabilité. Ainsi, Pablo Martín De Santa Olalla Saludes raconte que, malgré les réticences,

Silvestrini se abrió a la oferta del gobierno español pues sabía que la batalla contra el divorcio mantenida en Italia había constituido un gran error y que, en cualquier caso, debía evitarse una división en el seno de la sociedad española. A partir de este momento, Cavero supo que la Iglesia, al mismo tiempo que mantendría inamovible su doctrina de la *indisolubilidad* del matrimonio, no se enfrentaría con el gobierno en su proyecto de regular civilmente el divorcio<sup>191</sup>.

Globalement, les représentants du clergé espagnol respectent la position vaticane. Depuis le début des années 1970 et, en particulier depuis l'arrivée de Vicente Enrique y

---

<sup>190</sup> MORENO SECO, in : AGUADO, ORTEGA LÓPEZ (coord.), *op. cit.*, p. 318.

<sup>191</sup> MARTÍN DE SANTA OLALLA SALUDES, *La ley del divorcio...*, art. cit., p. 528.



Tarancón à sa tête, la Conférence épiscopale, contrôlée par le courant progressiste de l'Église, se montre ouverte aux changements. Elle garde pour elle les réserves qu'elle pourrait nourrir à l'égard du divorce. Ainsi, Vincente Enrique y Tarancón, José María Bueno Monreal et Narciso Jubany, respectivement cardinaux-évêques de Madrid, Séville et Barcelone, ne s'opposent pas publiquement à une loi civile<sup>192</sup>.

Toutefois, lorsque Francisco Fernández Ordóñez récupère le dossier, la situation se dégrade car le projet comme le ministre sont alors bien différents. Pour l'Église, la version socialdémocrate du divorce est trop laxiste et menace l'institution familiale puisque sa trop grande souplesse permettrait de prononcer un divorce par simple « caprice ». Elle réplique vertement aux propositions du nouveau ministre. Pablo Martín De Santa Olalla Saludes explique :

El vuelco que la situación había dado obligó al Nuncio, Innocenti, a tomar cartas en el asunto. Por ello se entrevistó con el propio Fernández Ordóñez (27 de enero), siendo bastante tensa la conversación. [...] De allí no salió nada positivo e Innocenti sólo pudo marcharse con la certeza de que el ministro de Justicia llevaría adelante su proyecto.

También reaccionó la Conferencia Episcopal, que podemos suponer que se sentía traicionada por el Gobierno después de haber obstaculizado lo mínimo posible el proceso legal. El 15 de enero de 1981 se reunió el Comité Ejecutivo de la Conferencia Episcopal, acordándose convocar a la Comisión Permanente a una reunión extraordinaria y urgente para deliberar sobre el nuevo proyecto de ley, que se celebraría finalmente el 24 de enero<sup>193</sup>.

Le changement de ligne du gouvernement est une des raisons pour lesquelles Vicente Enrique y Tarancón, et par conséquent l'institution catholique, cesse de soutenir Adolfo Suárez, ce qui le fragilise alors même que sa gestion est déjà très critiquée. En réalité, les tensions entre l'État et l'Église ne font finalement que témoigner de la progressive normalisation de leurs rapports. Le régime franquiste a pris fin et le gouvernement n'a plus à suivre les exigences de l'institution religieuse. Certes, ses déclarations exercent une influence sur les choix des députés de droite et des démochrétiens *ucédistes* au moment de modifier et de voter le texte. Néanmoins, on peut douter de leur résonance dans la société de l'époque. En effet, rares sont les Espagnols qui consultent les rapports de la Commission épiscopale pour la doctrine de la foi. En revanche, ce qui crée la polémique et interpelle les citoyens sont les coups de sang médiatiques de certains prélats espagnols qui cherchent à bloquer la loi.

---

<sup>192</sup> *Ibid.*, p. 526.

<sup>193</sup> *Ibid.*, p. 537-538.

De fait, dès 1977 et les premières allusions à une évolution législative autour du divorce, des voix s'élèvent pour protester. Certains membres du clergé, faisant fi des consignes de la Conférence épiscopale, s'en prennent avec véhémence au très raisonnable projet d'Iñigo Cavero. C'est le cas par exemple de Luis Franco, évêque de Ténérife, de Pablo Barrachina, évêque d'Orihuela, de José Guerra Campos, évêque de Cuenca, mais aussi du puissant cardinal de Tolède, Marcelo González Martín. À l'exception de ce dernier, ces religieux n'occupent pas de postes particulièrement prestigieux, pourtant leurs actions et leurs propos tranchés pèsent dans le discours médiatique<sup>194</sup>. Par exemple, dans son allocution de Noël diffusée par la radio locale et la presse nationale, Ángel Temiño, évêque d'Orense, qualifie le divorce de « producto de la lujuria » et d'une « provocación al mal » et incite les fidèles à s'élever contre le projet<sup>195</sup>. De même, en juin 1981, la presse ne manque pas de communiquer le refus de Marcelo González Martín de voir Francisco Fernández Ordóñez participer à la procession du Corpus Christi<sup>196</sup>.

Les actions civiles ne sont pas en reste. Manifestations, communiqués de presse, déclarations percutantes : les associations catholiques et conservatrices mettent tout en œuvre pour que la presse relaye leur voix afin de maintenir une pression sur le gouvernement et de mobiliser les populations. Parmi de nombreux exemples, Mónica Moreno Seco cite les manifestations madrilènes de mai 1978, « en que se corearon eslóganes como “Defiende a España defendiendo a la familia”, “El divorcio rompe la familia. España se rompe sin familia” o “Suárez, atiende, la familia no se vende” »<sup>197</sup>. Plus tard, le 24 mai 1981, le journal *ABC* publie l'appel de l'association Sociedad Cultural Covadonga adressé à l'Église espagnole :

La Sociedad Cultural Covadonga, en este trance dramático por el que atraviesa España, se siente obligada por un deber de conciencia a publicar el presente manifiesto en las páginas de la prensa. Y, en espíritu de confianza, aguarda que la Jerarquía española, a través de la Conferencia Episcopal oiga la angustiada voz de sus ovejas que le imploran una actitud salvadora, indispensable para preservar el propio bien común de la sociedad española<sup>198</sup>.

---

<sup>194</sup> MORENO SECO, in : AGUADO, ORTEGA LÓPEZ (coord.), *op. cit.*, p. 326.

<sup>195</sup> El divorcio, « producto de la lujuria », según el obispo de Orense. *El País*, 27 décembre 1980.

<sup>196</sup> Hommage traditionnellement réservé au ministre de la Justice, MORENO SECO, *loc. cit.* et Marcelo González vetó a Fernández Ordóñez para presidir la procesión del Corpus por ser autor de la ley de Divorcio. *El País*. 19 juin 1981, p. 11.

<sup>197</sup> MORENO SECO, in : AGUADO, ORTEGA LÓPEZ (coord.), *op. cit.*, p. 327.

<sup>198</sup> A la Conferencia episcopal española. *ABC*. 24 mai 1981, p. 7. Le journal, qui figure parmi les plus vendus du pays, dédie l'intégralité d'une de ses premières pages à cet appel. Le texte est même illustré par une photo. Pour la Sociedad Cultural Covadonga, il s'agit donc d'une précieuse tribune pour se faire entendre.

En définitive, le divorce, sans être une demande sociale très forte, est largement accepté par la société espagnole. Très peu d'Espagnols y sont réellement défavorables, et ce, dès les premières années de la Transition. Avant tout, il offre une solution à des milliers de couples que la séparation, même légale, ne protège pas complètement. La loi profiterait en particulier aux femmes victimes de violence puisqu'elle permettrait de rompre officiellement tout lien administratif avec leur ex-mari.

Outre le fait d'apporter une solution indispensable à de nombreux couples, le divorce est également un gage de modernité. À l'exception de l'Irlande, toutes les démocraties européennes l'autorisent. Or, l'Espagne est avide d'intégrer la CEE et doit fournir des preuves de sa démocratisation. Ainsi, aux yeux des partis de gauche et du centre, la légalisation du divorce s'impose.

Toutefois, deux visions s'opposent et c'est cette différence de points de vue sur l'esprit de la loi qui cristallise les tensions. Les catholiques de l'UCD estiment que le divorce doit se limiter aux situations où il est strictement indispensable. Le secteur progressiste de l'Église espagnole est du même avis : seule l'union civile doit être concernée et ce, uniquement lorsque la situation est irrémédiable. En revanche, la gauche et une partie du centre considèrent que le divorce est un droit. C'est finalement dans cet esprit qu'est rédigée la loi de juillet 1981. Même si pour les féministes, cette dernière est « clairement insuffisante », on ne peut nier qu'elle représente une victoire importante et l'aboutissement d'un long travail de sensibilisation et d'explications<sup>199</sup>. Par ailleurs, la loi réaffirme la séparation de l'Église et de l'État, ce qui ne peut que satisfaire la plupart des associations féministes.

Même si le clergé espagnol se montre globalement diplomate avec le gouvernement, la promulgation de la loi représente tout de même une nouvelle estocade contre l'institution. Un secteur de l'Église, appuyé par la droite, l'extrême droite, les associations catholiques et certains groupuscules terroristes comme les Guerrilleros de Cristo Rey réagissent violemment aux attaques portées au catholicisme espagnol. La légalisation du divorce est donc un processus très long et sujet à polémiques. Pour les féministes espagnoles, il s'agit d'une victoire mais d'une victoire qui ne saurait suffire. À leurs yeux, l'État doit encore se charger d'un dernier chantier, celui de la dépénalisation voire de la légalisation de l'avortement. Les débats publics et

---

<sup>199</sup> L'expression "claramente insuficiente" est de la chercheuse María Ángeles Larumbe, LARUMBE, *op. cit.*, p. 136. Par exemple, la loi ne prévoit aucune mesure permettant de protéger le conjoint vulnérable dans le cas où l'autre partie n'honorait pas le paiement de la pension alimentaire. La plupart du temps, il s'agit de la femme qui a arrêté de travailler en se mariant et se trouve alors sans ressource.

médiatiques commencent à la fin des années 1970 mais aucun projet de loi n'est étudié au Parlement avant l'arrivée de Felipe González à la Moncloa.

## II. 2. C. Les débats sur l'avortement

Le débat sur l'avortement est tardif car le sujet embarrasse. Pour les partis de droite, le dépénaliser est inenvisageable. À gauche et au centre, la question se pose mais elle divise pour des questions morales et / ou stratégiques. La classe politique ne peut ignorer le problème de santé publique suscité par l'interdiction de l'avortement mais elle ne trouve aucun intérêt à s'aventurer dans un débat aussi délicat. Durant les trois années suivant la mort de Franco, beaucoup considèrent qu'il ne s'agit pas d'une priorité ou hésitent à se positionner pour ne pas perdre d'électeurs.

Pourtant, il est urgent de légiférer car durant la Transition, les enquêtes sociologiques de l'époque estiment que 300 000 femmes avortent clandestinement chaque année et que 3000 d'entre-elles en meurent. Même s'il s'agit d'estimations probablement bien au-dessus de la réalité, d'autres données, plus tangibles cette fois, soulignent l'urgence de la situation<sup>200</sup>. En effet, en 1974, plus de 2800 Espagnoles ont avorté en Angleterre et au Pays de Galles. Ce chiffre augmente pour atteindre le record de 21 999 – pour ces deux pays uniquement – en 1983 puis diminue de façon très nette après 1985, année de ratification de la loi de dépénalisation<sup>201</sup>. En janvier 1977, le magazine militant *Vindicación Feminista* publie même un article dans lequel Soledad Balaguer, activiste et rédactrice régulière, détaille la marche à suivre pour avorter à l'étranger. Elle indique les prix des interventions, l'attitude des médecins et relate même comment elle-même a pris rendez-vous dans une clinique de Perpignan<sup>202</sup>. Quelques mois plus tard, Alicia Fajardo, qui collabore également avec la revue, explique les méthodes pour avorter (curetage et Karman)<sup>203</sup>. La pratique clandestine est donc relativement répandue malgré les risques de condamnation pénale. Pour les féministes, la dépénalisation est cruciale afin de protéger les femmes qui ne peuvent s'offrir les services d'un médecin qualifié, mais aussi afin

---

<sup>200</sup> Les chiffres, on l'a vu (II. 2. A. Les premières victoires), sont à manier avec précaution car il s'agit d'un phénomène clandestin sur lequel il est uniquement possible de proposer des estimations.

<sup>201</sup> Il s'agit d'un décompte réalisé dans les cliniques étrangères, HERNÁNDEZ RODRÍGUEZ, *El aborto en... op. cit.*, p. 226.

<sup>202</sup> Rappelons que cet article, qui prône également l'usage de la contraception, aurait pu valoir des ennuis judiciaires à son autrice. Toutefois, la diffusion du magazine étant relativement confidentielle, Soledad Balaguer n'a pas été inquiétée. BALAGUER Soledad. Contracepción a la española: todas somos delincuentes. *Vindicación Feminista*. Janvier 1977, n° 7, p. 43.

<sup>203</sup> FAJARDO Alicia. El aborto en Italia ya no es delito. *Vindicación Feminista*. Mars 1977, n° 9, p. 52.

de faire libérer les personnes condamnées pour cette pratique. Dans un premier temps, le combat ne mobilise qu'une partie des collectifs car certaines associations redoutent que le grand public ne rejette le féminisme à cause de ce seul combat, jugé trop clivant<sup>204</sup>. Toutefois, grâce au développement des théories du féminisme de seconde vague et aux échanges entre les différentes associations, la demande de légalisation de l'avortement libre et gratuit prend de l'ampleur. Un évènement précipite le débat public : le procès de Bilbao.

En octobre 1979, le tribunal de Bilbao ouvre un procès contre dix femmes et un homme de Basauri, accusés d'avoir participé à des avortements. Immédiatement, les collectifs féministes se mobilisent pour médiatiser l'affaire. Leur objectif est de transformer ce fait divers en débat public, dans le cadre d'une stratégie résumée par le populaire slogan « lo personal es político ». Il s'agit de contraindre les pouvoirs publics à résoudre des problèmes sociaux jusqu'alors considérés comme privés, voire intimes. Le procès des « onze de Basauri » ou « onze de Bilbao », très relayé par la presse, dure quatre ans. Il est ajourné à trois reprises et se conclut en mars 1982. Le verdict est particulièrement intéressant. *La Vanguardia* en propose une synthèse :

La Audiencia Provincial de Bilbao que juzgó a once personas hace dos semanas por prácticas abortivas ha dictado sentencia en la que condena a Julia García Navarro a tres penas de 4 años, 2 meses y un día de prisión por cada uno de los delitos de que ha sido encontrada culpable. A José Seara se le condena a un mes. Ninguno de los dos tendrá que cumplir la pena, ya que para la primera el tribunal pide que se le aplique el indulto y el segundo ha cumplido ya la pena.

[...] La Audiencia dice que “debemos absolver y absolvemos” a Antonia Redonda Paz, Anunciación Taboada Andrade, Jofesa Perales, María Covadonga Martínez, Antonia Lastra Boada y Beatriz Pérez García de los delitos de aborto de los que se les acusaba por el Ministerio fiscal en esta causa. La absolución que se aplica a María Ángeles Rodríguez Lazcano y a Faustina Herrezuelo Morales lo es por apreciarse en ambas la circunstancia de eximente de estado de necesidad. Una persona más ha sido declarada en rebeldía<sup>205</sup>.

Pour deux des prévenues, le juge décide ainsi que la nécessité absolue – ici, le dénuement économique et social – justifie le recours à l'avortement. C'est une première qui ouvre une brèche dans la légitimation de cet acte. Cet argument social permet d'ailleurs d'obtenir l'adhésion de ceux qui pensent que la liberté de la femme sur son corps s'arrête là où commence celle du fœtus puisque, selon eux, si l'avortement par choix est répréhensible,

---

<sup>204</sup> MONTERO COROMINAS, in : GONZÁLEZ RUIZ, GUTIÉRREZ LÓPEZ, MARTÍNEZ TEN (éd.), *op. cit.*, p. 297.

<sup>205</sup> Nueve personas absueltas y dos condenadas por prácticas abortivas. *La Vanguardia*. 26 mars 1982. p. 11.

l'avortement pour ne pas sombrer dans la misère ou pour sauver sa propre vie peut se justifier. Ainsi, l'État ne devrait pas punir mais protéger les plus modestes ou celles dont une grossesse menée à terme menace la santé.

Le procès catalyse le mouvement féministe. Les collectifs, les basques, en particulier, se mettent en ordre de marche afin de défendre les onze de Basauri. Pour médiatiser le débat, les militantes organisent de nombreuses initiatives. Par exemple, elles s'enferment dans des mairies et des églises, taguent des murs, distribuent des tracts, manifestent, organisent des tables rondes, témoignent à la radio et la télévision, recueillent des signatures, tiennent des permanences d'information et récoltent des fonds<sup>206</sup>. Les associations féministes étrangères se solidarisent au mouvement et le tribunal de Bilbao reçoit des télégrammes et pétitions venues du monde entier<sup>207</sup>. L'ICAST, Réseau international de femmes pour le droit à l'avortement, la contraception et contre la stérilisation forcée, joue aussi un rôle important dans la médiatisation internationale de l'affaire<sup>208</sup>.

Les médias prennent eux aussi part au débat. Le 24 octobre 1979, le journal *Cambio 16* publie un manifeste en faveur des onze de Basauri signé par 1357 personnes. Les signataires, parmi elles des femmes politiques, des actrices, des juristes, des journalistes, ou des écrivaines, y affirment avoir avorté, elles aussi. L'auto-inculpation n'est pas un acte anodin puisqu'en plus de s'exposer publiquement auprès de leurs familles, de leurs employeurs et des autorités, certaines femmes risquent leur carrière, à l'instar de la gynécologue Elena Arnedo qui aurait pu ne plus pouvoir exercer. Ce même jour, plus de six mille personnes participent à une manifestation de soutien, à Bilbao<sup>209</sup>.

Le 26 octobre 1979, jour du verdict supposé – qui ne mettra pourtant pas fin à l'affaire –, *El País* publie un manifeste signé par 1200 hommes qui, en signe de solidarité, reprennent peu ou prou le texte publié le 24 dans *Cambio 16*. Certains noms font sensation comme celui de Santiago Carrillo, du député de Coalición Democrática Antonio de Senillosa, ou de Javier Solana, du comité exécutif du PSOE<sup>210</sup>. Les féministes basques font parvenir au juge de l'affaire Basauri un document pour le droit à l'avortement signé par 18 300 personnes<sup>211</sup>. Sur la promenade Víctor Pradera, des militantes, munies de slogans comme « Papa de Roma, el aborto

---

<sup>206</sup> MONTERO COROMINAS, in : GONZÁLEZ RUIZ, GUTIÉRREZ LÓPEZ, MARTÍNEZ TEN (éd.), *op. cit.*, p. 289-290.

<sup>207</sup> LARUMBE, *op. cit.*, p. 147.

<sup>208</sup> MONTERO COROMINAS, in : GONZÁLEZ RUIZ, GUTIÉRREZ LÓPEZ, MARTÍNEZ TEN (éd.), *op. cit.*, p. 291.

<sup>209</sup> LARUMBE, *op. cit.*, p. 145.

<sup>210</sup> Mil doscientos hombres reconocen haber prestado su ayuda para un aborto voluntario. *El País*. 25 octobre 1979.

<sup>211</sup> LARUMBE, *op. cit.*, p. 145-146.

no es una broma », s'enchaînent aux grilles du tribunal<sup>212</sup>. Plus de quatre-vingts avocates ainsi que des personnalités comme le vice-président du Congrès des députés, Luis Gómez Llorente, les députés Pilar Brabo (PCE), María Eulalia Vintró (PSUC), Jordi Solé Turá (PSUC) ou Maturana et Benegas (PSOE) font le déplacement<sup>213</sup>. Finalement, la session est ajournée et de longs mois s'écoulent à nouveau.

Les féministes catalanes créent la *Comissió pel Dret a l'Avortament*, qui se tient d'abord à Barcelone puis dans plusieurs grandes villes d'Espagne au cours de l'année 1981<sup>214</sup>. Au mois de mars 1982, quelques jours avant le verdict final,

las feministas barcelonesas se encerraron en el local de Amigos de la ONU, se manifestaron delante de la Generalitat, convocaron otra manifestación en la que, portando antorchas, desfilaron a lo largo de las Ramblas, ocuparon una Radio e interrumpieron el Plenario del Parlamento de Cataluña para mostrar de nuevo su apoyo y para que nadie olvidara a las 11 mujeres de Basauri, ya que este mismo mes, tras las suspensiones, tendría lugar la vista oral en la Audiencia de Bilbao<sup>215</sup>.

Les accusés de Basauri ressortent libres. Quant au mouvement féministe, il a accompli la mission qu'il s'était fixée : à partir de 1979, l'avortement se trouve au cœur du débat public.

Des enquêtes sociologiques de l'époque se dégagent plusieurs conclusions. Tout d'abord, en l'espace d'un lustre, les Espagnols se sont ouverts à la dépénalisation de l'avortement. Ainsi, les études nationales du CIS montrent qu'en novembre 1979, seuls 27 % des sondés y sont favorables contre 39 % en juillet 1981<sup>216</sup>. Les enquêtes de février 1983 et d'avril 1985, toutes deux basées sur le projet de loi du PSOE, confirment cette tendance. En février 1983, 57 % des sondés sont favorables au projet socialiste contre 64 % en avril 1985. Les avis contraires, quant à eux, passent de 35,5 % à 26 %<sup>217</sup>. Cette évolution peut s'expliquer par la médiatisation de certains faits divers comme celui des onze de Basauri, de Cerdanyola, et de la clinique Los Naranjos de Séville<sup>218</sup>, parmi les nombreuses affaires qui ponctuent

---

<sup>212</sup> *Ibid.*, p. 146.

<sup>213</sup> *Ibid.*, p. 147.

<sup>214</sup> *Ibid.*, p. 149.

<sup>215</sup> *Ibid.*

<sup>216</sup> Il conviendra toutefois de nuancer cette forte augmentation car la formulation de la question diffère entre les deux enquêtes : dans la première, il est demandé aux sondés s'ils sont favorables à la « légalisation » alors que dans la deuxième, il n'est question que de « dépénalisation ».

<sup>217</sup> Les quatre enquêtes citées sont organisées par le CIS et concernent l'ensemble du territoire national. Le pourcentage de personnes qui ne savent pas ou ne répondent pas reste stable autour des 10 % entre 1983 et 1985, HERNÁNDEZ RODRÍGUEZ, *El aborto en... op. cit.*, p. 266.

<sup>218</sup> En octobre 1979, la police arrête trois femmes et un homme de Cerdanyola pour avoir pratiqué des avortements. Le 21 octobre 1980, ce sont vingt-quatre personnes qui sont arrêtées dans le centre de planning familial « Los Naranjos », à Séville pour la même raison.

l'actualité de la Transition<sup>219</sup>. La progressive acceptation sociale de l'avortement est également liée à l'activité féministe, au renouvellement générationnel puis à l'impact de la politique d'information du PSOE, au pouvoir depuis octobre 1982<sup>220</sup>.

Une deuxième conclusion concerne la typologie des individus en fonction de leur opinion. Selon ces mêmes études du CIS, ce sont plutôt les jeunes (moins de 35 ans en 1979 et moins de 45 ans en 1983), diplômés, électeurs de gauche ou des partis radicaux et vivant dans des villes de plus de 100 000 habitants qui sont favorables à la légalisation et / ou la dépénalisation de l'avortement. La religion n'est pas un facteur discriminant, sauf pour les catholiques pratiquants, plus réticents que le reste de la population<sup>221</sup>. *A contrario*, les femmes, les personnes ayant fait peu d'études et qui sont plus âgées s'opposent davantage que la moyenne à cet acte<sup>222</sup>. Par ailleurs, une étude réalisée en juin 1977 par l'EDIS (Equipo de Investigación Sociológica) à Madrid, sur un échantillon de cinq cents personnes de plus de 18 ans, conclut que les femmes, et notamment celles qui se dédient à la vie domestique, sont moins favorables à l'avortement que la moyenne. En effet, selon l'enquête, 55 % des personnes interrogées s'y opposent, mais ce chiffre monte à 74 % pour les femmes au foyer. Or, statistiquement, ce sont ces personnes qui font moins d'études et s'insèrent moins dans la vie professionnelle qui ont le moins recours aux méthodes contraceptives<sup>223</sup>. Paradoxalement, celles qui rejettent le plus le droit à l'avortement sont celles qui, potentiellement, en bénéficieraient le plus<sup>224</sup>. À ce sujet, María Ángeles Larumbe explique que

las personas de menor nivel cultural y económico eran las que más se oponían al aborto, siendo a su vez las mujeres pertenecientes a ese segmento social quienes más sufrían las consecuencias de la inexistencia de una ley que regulara este derecho, ya que sus carencias educativas, la falta de recursos y de posibilidades para acceder a medios anticonceptivos y las dificultades en la atención médica hacían que se encontraran más expuestas a un embarazo no deseado, al tiempo que si decidían abortar se veían, en mayor medida, abocadas a hacerlo en condiciones higiénico-sanitarias precarias, con el consiguiente peligro para su salud y su vida<sup>225</sup>.

---

<sup>219</sup> La presse relaye d'autres cas. À titre d'exemple, on citera les articles suivants : Mañana comienza el juicio para ocho abortistas madrileñas. *El País*. 27 novembre 1979, p. 26, ou Juicio contra 21 proabortistas en Córdoba. *El País*. 8 octobre 1982, p. 30.

<sup>220</sup> HERNÁNDEZ RODRÍGUEZ, *El aborto en... op. cit.*, p. 271.

<sup>221</sup> ALCOBENDAS TIRADO María Pilar. Informes y encuestas del CIS sobre el aborto: 1979-1983. In : *REIS*. Janvier-mars 1983, n° 21, p. 255-261, p. 258-259.

<sup>222</sup> *Ibid.*, p. 257-261.

<sup>223</sup> EDIS. Abortar: un desafío a la España tradicional. *Vindicación Feminista*. Édition spéciale de 1982, p. 10.

<sup>224</sup> Rappelons qu'en 1977, 51 % des femmes analphabètes ou ayant arrêté l'école après la primaire affirment n'avoir jamais eu recours aux méthodes contraceptives alors que, parmi les diplômées du supérieur, elles ne sont que 16 % dans ce cas. FOLGUERA, in : FOLGUERA (coord.), *op. cit.*, p. 161.

<sup>225</sup> LARUMBE, *op. cit.*, p. 141.



Pour terminer, il est vrai que sur la période 1975-1985, les Espagnols se montrent de plus en plus indulgents sur la question. Néanmoins, pour la majorité, il s'agit d'un droit relatif à certaines circonstances. Ainsi, dans les différentes enquêtes du CIS citées plus haut, la majorité des sondés se dit favorable à l'avortement dans le cas où la vie de la femme enceinte est en danger. Ils sont 31 % à le penser en février 1979 mais cette proportion passe à 66 % en février 1983 puis augmente régulièrement jusqu'à atteindre les 82 % en juin 1988. En revanche, les Espagnols refusent d'associer avortement et droit à disposer de son corps. En effet, en novembre 1979, seuls 19 % des sondés se disent favorables à un avortement sur simple décision personnelle. Ce chiffre ne dépasse pas les 36 % en juin 1988<sup>226</sup>. Pour la société espagnole des années 1980, l'encadrement légal de cette pratique est donc un « moindre mal » chargé d'éviter des conséquences plus graves. Il relève davantage de la concession sociale que du droit à disposer de soi. Cette acceptation, à contre-cœur, ne fait pourtant pas l'unanimité car la dépénalisation, même dans les cas extrêmes, rebute un secteur de la population espagnole qui fera tout son possible pour enrailler l'évolution législative.

Leurs arguments reposent principalement sur la morale et la religion. Pour l'Église, l'avortement est un meurtre, c'est pourquoi les institutions et figures du catholicisme mondial s'opposent à sa dépénalisation. C'est le cas de la Conférence épiscopale espagnole mais aussi de Mère Thérèse qui, lors d'un discours le 17 octobre 1979, le qualifie de « crime contre la paix »<sup>227</sup>. Le pape Jean Paul II y est également hostile, ce qui l'expose aux critiques des collectifs pro avortement lors de sa visite sur le territoire à l'automne 1982<sup>228</sup>. De fait, malgré sa progressive sécularisation, l'Espagne reste un pays de sensibilité catholique, dans lequel il semble difficile, même pour les individus athées, de ne pas être imprégné par les valeurs judéo-chrétiennes. D'ailleurs, la ligne officielle de l'UCD est claire : jamais le parti n'autorisera la dépénalisation de l'avortement<sup>229</sup>. Un des slogans féministes de l'époque est d'ailleurs « UCD, UCD, la sotana se te ve »<sup>230</sup>. Certes, l'institution catholique n'est pas monolithique et plusieurs personnalités proches de l'Église – à l'instar du théologien laïque Enrique Miret Magdalena – se positionnent en faveur de l'avortement dans certains cas (extrême pauvreté ou risque mortel

---

<sup>226</sup> HERNÁNDEZ RODRÍGUEZ, *El aborto en...* op. cit., p. 269.

<sup>227</sup> AMIGUET Teresa. Teresa de Calcuta, una beata en la corte del Nobel. *La Vanguardia*. 17 octobre 2017.

<sup>228</sup> MORENO SECO, in : AGUADO, ORTEGA LÓPEZ (coord.), op. cit., p. 314.

<sup>229</sup> Le parti l'affirme à maintes reprises, tout au long de la période étudiée, comme le montre cet article, par exemple : UCD y Alianza Popular se declararon contra el aborto. *El País*. 7 juillet 1978, p. 12.

<sup>230</sup> MORENO SECO, in : AGUADO, ORTEGA LÓPEZ (coord.), op. cit., p. 315.

pour la femme enceinte)<sup>231</sup>. Ces exemples font néanmoins figure d'exception. Par ailleurs, l'intégralité de l'institution s'est toujours opposée à l'avortement par choix.

Plusieurs groupes de pression anti-avortement proches du catholicisme coexistent sur la période. Leurs modalités d'action sont similaires à celles des associations féministes : manifestations, pétitions, recueil de signatures, graffitis, sit-in... Ils sont particulièrement actifs au cours des premiers mois de 1983, une fois le projet de dépénalisation du PSOE rendu public<sup>232</sup>.

Les groupuscules d'extrême-droite ne sont pas en reste. Comme lors des mobilisations contre le divorce, les Guerrilleros de Cristo Rey menacent les associations féministes<sup>233</sup>. Le parti Fuerza Nueva de Blas Piñar organise lui aussi une manifestation, en mars 1982<sup>234</sup>.

Enfin, une partie de l'institution médicale se positionne elle aussi contre le projet de loi. C'est le cas de la Real Academia de Doctores qui publie un document contre l'avortement, le 25 avril 1983<sup>235</sup>. Deux mois avant, deux-cents étudiants en médecine s'étaient reclus dans les locaux de l'Université Autonome de Madrid, en signe de protestation<sup>236</sup>. Toutes ces actions n'échappent pas aux décideurs politiques qui surveillent l'opinion médiatique et les divers sondages sur le sujet. De fait, les programmes de chaque parti se basent sur des convictions morales mais aussi sur des stratégies électorales. Il est donc impensable de se positionner sur cette thématique sans anticiper la réaction de son électorat. Détaillons le discours de la classe politique concernant l'avortement.

Sur toute la période allant de la mort de Franco à la loi de juillet 1985, la quasi-totalité des partis politiques est d'accord sur le fait qu'une éducation sexuelle solide – que chacun envisage à sa manière – doit pouvoir prévenir les avortements. Sa dépénalisation, elle, est loin de créer un tel consensus. L'extrême droite, AP et l'UCD sont contre et leur position n'évolue aucunement entre leurs premières déclarations des années 1970 et les débats parlementaires de

---

<sup>231</sup> *Ibid.*, p. 320.

<sup>232</sup> Cette année-là, les collectifs Pro-Vida et Adevida plantent des croix dans le jardin entourant le monument à la Constitution afin de symboliser toutes les vies sacrifiées, selon eux, en cas de dépénalisation. En février, huit-cents étudiants signent une lettre contre le projet de loi. Le 5 mars, une manifestation réunit entre 200 000 et 500 000 personnes à Madrid. Quelques jours plus tard, la Real Academia de Ciencias morales y políticas adresse un manifeste au gouvernement dans lequel l'institution culturelle exprime son attachement à la vie humaine et son opposition à l'avortement. En janvier 1987, plusieurs associations dont Pro-Vida et Adevida, déposent des jouets devant le ministère de la Justice. HERNÁNDEZ RODRÍGUEZ, *El aborto en... op. cit.*, p. 284 et 293.

<sup>233</sup> MORENO SECO, in : AGUADO, ORTEGA LÓPEZ (coord.), *op. cit.*, p. 330.

<sup>234</sup> HERNÁNDEZ RODRÍGUEZ, *El aborto en... op. cit.*, p. 285.

<sup>235</sup> *Ibid.*, p. 293.

<sup>236</sup> *Ibid.*, p. 285.

1983<sup>237</sup>. Lors des campagnes électorales de 1977 et de 1979, les centristes de la Unión Democrática Española et du Partido Popular y sont eux aussi opposés<sup>238</sup>.

Les partis de gauche sont embarrassés au moment de répondre aux groupes de pression pour la dépénalisation de l'avortement car se positionner officiellement sur un sujet aussi délicat risque de leur porter préjudice dans les urnes. Néanmoins, à partir des années 1979-1980 et de la médiatisation du procès de Basauri, ils commencent à se prononcer plus clairement. La plupart admet la dépénalisation de l'avortement, soit dans certains cas – en particulier lorsqu'il existe un danger pour la vie de la femme enceinte – soit dans les premières semaines de la grossesse, sans avoir à en justifier la raison. C'est le cas du Frente Sindicalista Revolucionario, du Partido Socialista Popular (PSP), du PSOE, du PCE, et du PSUC<sup>239</sup>. Seule la Federación de Partidos Socialistas<sup>240</sup> insiste sur le fait que cet acte ne doit pas être entendu comme une solution d'extrême nécessité mais comme un droit inaliénable à disposer librement de son corps<sup>241</sup>.

Au tournant des années 1980, de nombreuses formations politiques sont donc favorables à la dépénalisation de l'avortement, généralement sous certaines conditions. Toutefois, ces partis n'ont pas le poids électoral suffisant pour prétendre influencer l'évolution législative. Seul le PSOE pourrait éventuellement faire pression mais il se trouve face à deux groupes parlementaires importants : celui d'AP et celui d'UCD. D'ailleurs, le PCE propose un projet de loi soutenu par le PSOE mais il n'obtient pas assez de votes pour être étudié au Parlement<sup>242</sup>.

Toutefois, au-delà d'un engagement qui peut être sincère, les propositions de dépénalisation de l'avortement sont aussi une façon de conquérir l'électorat *progre*, en particulier les femmes, et de se positionner comme formation politique moderne<sup>243</sup>. À cet égard, l'attitude du PCE est édifiante. Durant toute la campagne pour les élections générales de 1977, et ce malgré les demandes réitérées du MDM, le parti refuse d'intégrer l'encadrement légal de l'avortement à son programme. Selon Francisco Arriero Ranz, « la dirección del PCE maniobró

---

<sup>237</sup> Certains membres de l'UCD s'expriment pour, mais à titre personnel. C'est le cas de Francisco Fernández Ordóñez.

<sup>238</sup> Unión Democrática Española est un parti démochrétien centriste qui fusionne avec le Partido Popular Demócrata Cristiano en 1977 puis avec l'UCD en 1978. Le Partido Popular est une formation politique de centre-droit fondée par Pío Cabanillas et José María de Areilza en 1976 et dont beaucoup de membres intègrent l'UCD.

<sup>239</sup> Le Frente Sindicalista Revolucionario est un parti phalangiste. Le PSP est une formation socialiste fondée par Enrique Tierno Galván et qui intègre le PSOE après les élections de 1977.

<sup>240</sup> Parti qui réunit Convergència socialista de Catalunya, Partit Socialista del País Valencià, Partit Socialista de les Illes, Partit Socialista de Menorca, Partido Socialista Galego, Partido Socialista de Andalucía, Partido Autonomista Socialista de Canarias, Partido Socialista de Aragón, l'Eusko Sozialistak et Convergencia Socialista de Madrid.

<sup>241</sup> HERNÁNDEZ RODRÍGUEZ, *El aborto en... op. cit.*, p. 161-164.

<sup>242</sup> El Grupo Parlamentario Comunista presenta una proposición de ley de aborto. *El País*. 18 juin 1981, p. 15.

<sup>243</sup> *Progre* est une abréviation utilisée à l'époque pour envoyer aux personnes progressistes et à leurs idées. Il est parfois utilisé de façon railleuse.

para congelar el debate sobre el aborto, por temor a los efectos electorales negativos que pudiera tener si se planteaba de forma directa a una sociedad que, en su opinión, todavía no estaba preparada para abordarlo con serenidad »<sup>244</sup>. Par ailleurs, de nombreux militants considèrent que la question relève d'une conception « bourgeoise » de la société et n'a pas lieu de figurer parmi les objectifs du parti. Par discipline, les féministes du PCE acceptent donc de renoncer à cette revendication, durant la campagne. Pourtant, à la surprise générale, seulement deux jours avant le vote et sans en référer au MDM, Santiago Carrillo annonce, dans un message à la télévision diffusé le 13 juin 1977, que « los que condenan el aborto son los que envían a sus señoras a las clínicas de Londres y de Suiza a hacérselo en las mejores condiciones y sin que nadie se entere » suggérant ainsi que le PCE serait disposé à dépénaliser l'avortement<sup>245</sup>. Les féministes du parti sont amères et désabusées. Durant toute la campagne, elles ont suivi les consignes, quitte à renoncer publiquement à leurs convictions, pour que le parti les décrédibilise au dernier moment à travers une annonce décidée sans elles. Pour autant, cette allusion à la dépénalisation ne semble être qu'une stratégie puisqu'elle n'est suivie d'aucune proposition concrète du parti lors du débat constitutionnel et de la campagne pour les élections générales de 1979<sup>246</sup>. Le PCE attendra l'année 1980 pour proposer son projet de loi.

Le PSOE est encore plus frileux sur la question que son homologue communiste. Dans les résolutions de son congrès extraordinaire de mai 1979, le parti condamne le principe de l'avortement mais s'ouvre à sa légalisation pour mettre un terme au drame des pratiques clandestines dans les couches sociales les plus fragiles. Les socialistes sont donc loin de considérer l'avortement comme un droit à disposer de son corps même si son positionnement est un signe de modernité dans le contexte de la Transition. Les conclusions précisent :

- a) Legalización del aborto como *último método* de interrupción en un embarazo no deseado, que posteriormente podría tener funestas consecuencias, tanto para la madre como para el recién nacido.
- b) No obstante, los socialistas en contra de las acusaciones vertidas por la burguesía, queremos dejar claro que no somos abortistas ya que para la propia mujer, el aborto en sí es una agresión.

---

<sup>244</sup> ARRIERO RANZ, *El Movimiento democrático de mujeres. De la lucha...*, op. cit, p. 249.

<sup>245</sup> RTVE. *Propaganda electoral de los líderes en las elecciones de 1977* [en ligne]. Juin 2017. Disponible sur : « <https://www.rtve.es/alacarta/videos/fue-noticia-en-el-archivo-de-rtve/propaganda-electoral-lideres-elecciones-1977/2344067/> » (consulté le 9 juin 2020), 28<sup>e</sup> minute.

<sup>246</sup> ARRIERO RANZ, *El Movimiento democrático de mujeres. De la lucha...*, op. cit, p. 252.

Solamente las mujeres de las clases más elevadas pueden permitirse el lujo de abortar sin detrimento de su salud; sin embargo, mantienen una actitud hipócrita de cara a la sociedad, impidiendo con su intransigencia que las clases populares accedan al mismo de forma legalizada<sup>247</sup>.

Pourtant, la mention à l'avortement ne figure pas dans leur programme électoral pour les élections de mars 1979, célébrées seulement deux mois avant le congrès. Il n'est donc pas question de s'imposer au grand public comme des défenseurs de l'avortement, juste avant les élections générales. Ce n'est qu'en 1980, après l'emballement médiatique autour du procès Basauri (sa médiatisation débute en octobre 1979), que le PSOE affiche pleinement son soutien à la modification du Code pénal. Il en précise les conditions en 1982 : « regulación de la interrupción del embarazo en situaciones como peligro para la vida de la mujer, peligro de nacimiento con graves patologías físicas o síquicas y violaciones, asegurando el respeto a la libre conciencia de cada ciudadano »<sup>248</sup>. Les débats liés aux différentes affaires judiciaires d'avortement ont probablement permis aux cadres socialistes de se sensibiliser à la question et de prendre du recul sur le positionnement à suivre. De plus, puisque dans les années 1980, la société espagnole se montre moins réfractaire à la modification du Code pénal qu'au cours des années 1970, le soutien populaire est beaucoup plus large qu'auparavant. Le 28 octobre 1982, le PSOE gagne les élections générales. Le parti dispose alors de la majorité au Congrès des députés ainsi qu'au Sénat<sup>249</sup>. Il a donc la latitude nécessaire pour concrétiser son programme électoral en légiférant<sup>250</sup>.

Enfin, au cours des dix ans suivant la mort de Franco, la société espagnole rattrape son retard par rapport aux autres pays européens sur la législation spécifique aux femmes. La loi ne condamne plus l'adultère, et autorise la contraception et le divorce. Quant à l'avortement,

---

<sup>247</sup> *Resoluciones del 28 congreso del Partido Socialista Obrero Español* [en ligne]. PSOE, 17-20 mai 1979. Disponible sur : « <https://www.psoe.es/media-content/2016/04/resoluciones-197905-28congreso2.pdf> » (consulté le 9 juin 2020), p. 37.

<sup>248</sup> *Por el cambio: Programa electoral Partido Socialista Obrero Español* [en ligne]. PSOE, 1982. Disponible sur : « <https://www.psoe.es/media-content/2015/09/695589-000000550978.pdf> » (consulté le 9 juin 2020), p. 35.

<sup>249</sup> Congreso de los diputados. *Elecciones Generales de 28 de octubre de 1982...*, loc. cit.

<sup>250</sup> Pourtant, la dépénalisation de l'avortement se traduit par une loi limitée, ratifiée le 6 octobre 1983 au Congrès des députés puis le 30 novembre au Sénat mais finalement remaniée et définitivement adoptée en 1985, après un recours pour inconstitutionnalité. Seules trois situations permettent d'avorter : lorsque la santé physique ou mentale de la femme enceinte est en danger, lorsque la grossesse est le fruit d'un viol dénoncé à la police et antérieur à douze semaines, et lorsque l'enfant à naître sera atteint d'un lourd handicap et que l'intervention a lieu dans les vingt-deux premières semaines de gestation. *Ley Orgánica 9/1985, de 5 de julio, de reforma del artículo 417 bis del Código Penal* [en ligne]. BOE n° 166, 12 juillet 1985. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1985-14138> » (consulté le 8 juin 2020), p. 22041.

Les féministes sont déçues puisque, selon elles, le PSOE ne produit qu'une loi minimale qui octroie à la société – ici, au médecin – un droit de regard et des prérogatives sur le corps des femmes, LARUMBE, *op. cit.*, p. 152. Néanmoins, les enquêtes d'opinion sont claires. En 1983, la grande majorité des Espagnols est encore hostile à l'avortement par choix. Le PSOE reflète donc malgré tout l'opinion d'une grande partie de la société.

il est dépenalisé en 1985. Les successifs gouvernements de l'UCD ne sont pas spécialement proactifs sur la question féminine mais le manque d'empressement pour s'atteler à certaines lois – dépenalisations de l'adultère, de la prostitution, de l'homosexualité et des moyens de contraception – tient l'inertie du parti sur ces sujets, pas à son opposition. La société espagnole est prête à accepter ces premières évolutions légales qui s'ajustent à l'air du temps et la pression féministe permet de hâter un processus qui culmine en 1978 avec la ratification des lois 7/1978 et 45/1978.

La question du divorce est moins consensuelle et provoque davantage de remous, non sur le principe mais sur la forme qu'il prendra. Une partie minoritaire de la population est contre et celle qui est pour ne s'entend pas sur tous les points du texte. Pourtant, la classe politique est consciente de l'imminence de la légalisation. La quasi-totalité des puissances occidentales autorise le divorce et la hiérarchie de l'Église n'est pas contre, pourvu qu'il soit civil et très encadré. Cependant, le premier projet proposé par l'UCD se révèle particulièrement conservateur. Les prérogatives du juge sont trop importantes pour assurer des décisions justes, les conditions à remplir sont très exigeantes, en particulier au niveau des délais à respecter, et les décisions s'appuient sur la notion très judéo-chrétienne de culpabilité du conjoint. L'activisme féministe au sein et en dehors des partis, la pression de figures publiques, la gauche, ainsi que l'action d'un secteur de l'UCD auront raison de cette première version et c'est finalement une loi plus souple et moderne qui sera ratifiée. Malgré tout, les débats autour du divorce mettent en lumière un des enjeux de l'avènement démocratique : quelle Espagne souhaite construire le peuple nouvellement souverain ? Quelle place accorder à la religion et à l'Église dans ce nouvel État en devenir ? La question est de savoir à quel rythme et à quel point rompre avec les valeurs de la société d'avant la mort de Franco.

Ces problématiques s'exaspèrent encore davantage lors du débat sur l'avortement. La jeune démocratie espagnole se doit de trancher, et pour cela, d'opérer un véritable choix de société. Or, personne ne semble enthousiaste à l'idée de se positionner sur un sujet aussi délicat. Grâce au travail féministe, les médias et les représentants politiques finissent par se prononcer sur des faits divers saisissants, tels que le procès de Bilbao, et la question est finalement débattue. La loi, ratifiée à l'été 1985, n'est pas pleinement satisfaisante pour les militantes. Aux yeux de certaines associations, la bataille idéologique est perdue car le texte ne repose pas sur la souveraineté des femmes sur leur corps mais sur le bon vouloir du législateur puisque c'est la loi qui, en fixant les conditions pour exempter ou non les responsables d'un avortement, a le dernier mot. Pour les opposants à la dépenalisation, la modification du Code pénal va trop loin car, en acceptant l'avortement pour raisons psychologiques, la loi en étend l'accès au plus grand

nombre. Toutefois, presque quarante ans plus tard, aucun responsable politique n'a réussi à proposer de projet alternatif qui fasse l'unanimité<sup>251</sup>. Et, en attendant, le texte de 1985 a permis d'épargner des grossesses non désirées à des milliers femmes. Malgré les reproches qu'il a essuyés, en 1985 le PSOE aurait difficilement pu aller au-delà de la loi ratifiée.

Enfin, il convient de remarquer que, dans leur positionnement sur la législation ayant trait aux femmes, les partis politiques se montrent particulièrement attentifs aux opinions médiatiques et aux résultats des sondages puisque, outre leurs convictions, ils doivent envisager les élections. Leur objectif est donc de rassurer leur électorat et d'attirer de nouvelles voix. Durant la Transition, l'intérêt porté à la condition féminine est associé au progrès social. La plupart des partis travaille donc à une communication les associant à l'évènement des droits féminins. Certaines formations politiques, qui semblent pourtant peu sensibles aux revendications féministes, comme l'UCD et AP, se dotent même de leur propre section dédiée. Déterminons à présent si cette nouvelle image que les dirigeants politiques souhaitent offrir d'eux-mêmes suffit à attirer les électrices et si elle a un impact sur le rôle et l'influence des femmes politiques au sein des partis.

## **II. 3. Femmes et partis politiques**

### **II. 3. A. Les partis politiques et les citoyennes espagnoles**

Dans les années 1970, la plupart des partis s'intéressent à la très en vogue question d'égalité des sexes. Pour eux les Espagnoles sont un « marché » à saisir car, bien qu'elles constituent la moitié de l'électorat potentiel, elles représentent moins de 50 % des voix car leur taux d'abstention est supérieur à celui des hommes. Si aujourd'hui, le sexe n'a plus d'incidence

---

<sup>251</sup> La *Ley Orgánica 2/2010 de salud sexual y reproductiva y de la interrupción voluntaria del embarazo*, ratifiée sous la gouvernance du socialiste José Luis Rodríguez Zapatero, modernise la loi de 1985 mais, dès l'arrivée au pouvoir deux ans plus tard du Partido Popular (PP), le ministre de la Justice Alberto Ruiz-Gallardón tente de la supprimer pour revenir à la version antérieure, plus restrictive. Le PP propose alors *l'Anteproyecto de Ley Orgánica de Protección del Concebido y los Derechos de la Embarazada*, ratifié fin 2013 puis abandonné en 2014 à la suite de la pression de la rue. La question est toujours source de polémiques puisque, dans son programme en vue des élections de novembre 2019, le parti d'extrême droite VOX proposait non pas de modifier mais de supprimer l'accès à l'avortement.

sur la fréquentation des urnes<sup>252</sup>, durant la Transition et jusque dans les années 1980, il s’agit pourtant bel et bien d’une variable à prendre en compte. Ainsi, dans un sondage réalisé en vue des élections générales de juin 1977, 88,1 % des hommes interrogés prévoient d’aller voter contre seulement 82,4 % des femmes. Une étude postérieure, menée par le CIS, confirme cette tendance : 57 % des femmes déclarent se rendre à tous les scrutins contre 63 % des hommes<sup>253</sup>. En outre, les femmes sont plus indécises quant à la liste ou au candidat pour lequel voter donc potentiellement plus perméables à l’argumentaire des différents partis<sup>254</sup>. Les sondages les désignent aussi comme moins engagées et politiquement plus passives. En 1978, seul 26 % d’entre elles affirment s’informer par la presse contre 49 % des hommes. D’ailleurs, l’écrasante majorité – 89 % – ne s’est jamais rendu à un meeting politique contre seulement 67 % des hommes<sup>255</sup>.

Dans son étude sur la participation féminine à la politique de la Transition, Cecilia Raposo explique cette tendance. Selon elle, les Espagnoles sont en général moins intéressées que les hommes par la politique parce qu’elles y sont moins représentées – la majorité des élus est de sexe masculin – et qu’elles se sentent moins concernées par les sujets débattus. Elles pâtissent en outre d’un retard générationnel dans l’accès aux études supérieures c’est pourquoi elles sont moins bien formées que leurs compagnons au moment de prendre part à la vie civique.

C’est cette frange de la population, l’électorat féminin peu investi en politique, que les partis espèrent capter, en particulier lorsqu’ils savent que leur base électorale sera insuffisante pour gagner. Ils cherchent alors à élargir leur cible de votants. Pour ce faire, ils doivent avant tout miser sur la télévision. En effet, les citoyennes espagnoles, souvent occupées par la gestion de la vie familiale ou par leur double journée, au travail puis au foyer, n’ont guère de temps que pour le petit écran<sup>256</sup>. Or, il s’agit d’un média moins exigeant dans la mesure où les téléspectateurs n’ont pas à se renseigner en amont pour suivre l’actualité. RTVE sélectionne et décrypte l’information essentielle à leur place. Rappelons par ailleurs que jusqu’en 1983, les Espagnols n’ont accès qu’à deux chaînes de télévision, toutes deux publiques, ce qui limite

---

<sup>252</sup> La participation s’équilibre dans les années 1990, RUIZ Cristina, URIARTE Edurne. *Mujeres y hombres en las élites políticas españolas: ¿diferencias o similitudes?* In : *Reis*. Octobre-décembre 1999, n° 88, p. 207-232, p. 213.

<sup>253</sup> Selon l’étude 1348 du CIS, publiée en mai 1983 et relayée par JUSTEL Manuel. *Crónica y documentación: Panorama de la abstención electoral en España*. In : *Revista de Estudios Políticos* [en ligne]. Avril-juin 1990, n° 68, p. 343-396. Disponible sur : « <https://recyt.fecyt.es/index.php/RevEsPol/issue/view/2632> » (consulté le 21 juin 2020), p. 378-379.

<sup>254</sup> Enquête réalisée par la société Sofemasa et citée par RAPOSO Cecilia. *La participación política de las mujeres*. In : Asociación “Mujeres en la Transición democrática”, *op. cit.*, p. 219-250, p. 235.

<sup>255</sup> Enquête post-électorale réalisée par Emopública pour El Instituto Nacional de Publicidad, publiée les 28 mars et 4 avril 1978 dans l’hebdomadaire *La Calle* et relayée par Cecilia Raposo dans RAPOSO, in : Asociación “Mujeres en la Transición democrática”, *loc. cit.*

<sup>256</sup> *Ibid.*



d'autant plus le choix et la pluralité des opinions. Le gouvernement utilise cet avantage en sa faveur, comme l'explique Federico Bellido Peris :

Desde el inicio de su mandato, Suárez se rodeó de un equipo de expertos en comunicación que le aconsejaban y que sabían sacar de él lo mejor de su imagen y de su capacidad comunicativa. El monopolio televisivo público, a través del cual el 85% de la población se informaba, siempre estuvo al servicio directo del gobierno y no es casualidad que uno de los primeros nombramientos del nuevo gobierno fuera el de su principal responsable, Rafael Ansón Oliart, conocido publicista que ya le había asesorado en otras ocasiones y que no tuvo problema en dirigir la campaña electoral del presidente en junio del 77, siendo todavía director de RTVE. Así como, el de uno de los que serían sus asesores durante la campaña del Referéndum de la Ley para la Reforma Política, Ramón Massó, otro conocido publicista catalán vinculado al Opus Dei que por aquel entonces se encontraba desarrollando su teoría sobre lo que él denominaba el "politing", o lo que vendría a ser un especie [*sic*] de conjunto programático de la acción política en una sociedad mediática y democrática. Con todo ello, la pequeña pantalla, en tanto que espacio informativo, instancia socializadora y legitimadora por excelencia, se convirtió en el principal instrumento de la acción política gubernamental<sup>257</sup>.

Ainsi, à partir des élections générales de 1977, les partis politiques courtisent les femmes, dans l'espoir d'attirer les voix incertaines, mais que leur proposent-ils concrètement ?<sup>258</sup>

Lors de la campagne pour les élections générales de juin 1977, aucune loi visant à adoucir le sort des femmes n'a encore été votée. Tout reste à construire et les formations politiques peuvent donc tout envisager. À l'exception de l'extrême droite, toutes soulignent les injustices légales subies par les citoyennes et se proposent d'y remédier. Cependant, les degrés d'engagement divergent.

En Catalogne et au Pays-Basque, ce sont les revendications autonomistes qui priment et, même si le PNV et la coalition Pacte Democràtic per Catalunya promettent la fin des discriminations envers les femmes, leur programmes respectifs n'approfondissent guère la question<sup>259</sup>.

---

<sup>257</sup> BELLIDO PERIS Federico. La Transición televisiva. Adolfo Suárez y la personificación de la reforma política. In : *IX Encuentro Internacional de Investigadores del Franquismo 80 años de la Guerra Civil Española* [en ligne]. Mars 2016, Grenade. Disponible sur : « <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01672051> » (consulté le 21 juin 2020).

<sup>258</sup> Adolfo Suárez adresse même un courrier exclusivement destiné aux citoyennes madrilènes dans lequel il sollicite leur soutien, SAUPIN Catherine. Élections législatives de juin 1977, Adolfo Suarez écrit aux femmes madrilènes. In : *Parlement[s], Revue d'histoire politique* [en ligne]. Novembre 2017, HS n° 12, p. 233-240. Disponible sur : « <https://www.cairn.info/revue-parlements-2017-3-page-233.htm> » (consulté le 23 juin 2020).

<sup>259</sup> RAPOSO, in : Asociación "Mujeres en la Transición democrática", *op. cit.*, p. 229-230.

Ce sont les partis d'extrême gauche comme la Liga Comunista Revolucionaria, le Movimiento Comunista de España, le Partido Comunista de España (marxista-leninista) et la coalition électorale Frente Democrático de Izquierdas (FDI) qui avancent les propositions les plus avant-gardistes<sup>260</sup>. Le positionnement du FDI est particulièrement moderne puisqu'il reprend presque l'intégralité des demandes les plus controversées, y compris dans les rangs féministes, comme celle de la dépénalisation de l'avortement. Ce n'est pas un hasard car, comme le rappelle María Ángeles Larumbe, une des formations rattachées au FDI n'est autre que la Federación de Organizaciones Feministas del Estado Español<sup>261</sup>. C'est cette dernière qui se charge de rédiger le tract destiné aux femmes, *Elecciones. Las mujeres por nuestros derechos*. Dans ce document, le FDI revendique, entre autres, la suppression des concepts légaux d'enfant illégitime et d'adultère, la dépénalisation de la contraception et de l'avortement, la légalisation du divorce et la suppression des délits d'homosexualité et de prostitution<sup>262</sup>. La plupart de ces propositions apparaissent également dans le prospectus général, destiné à l'ensemble des votants, ce qui prouve l'engagement inéquivoque de la coalition sur ces sujets<sup>263</sup>.

À gauche, les programmes sont plus limités. Le PSOE et le PCE se rejoignent sur de nombreux points. En ce qui concerne la famille, ils s'engagent eux aussi sur la suppression des différences quant à la légitimité des descendants, sur l'égalité dans le mariage, notamment en ce qui concerne l'autorité parentale, et sur la légalisation du divorce. Dans le domaine professionnel, ils proposent de supprimer les injustices légales et d'aider les femmes à s'insérer dans le monde du travail, par exemple en créant davantage de places en garderie. Les partis comptent également sur une éducation non discriminatoire afin de gommer les différences sociales et culturelles entre homme et femme. Enfin, sur les droits sexuels, les deux partis insinuent une dépénalisation de la contraception, puisque les socialistes annoncent « el derecho a la maternidad voluntaria y responsable » et les communistes, le projet d'une « voluntaria planificación familiar a expensas de la Seguridad Social ». En revanche, aucun des deux programmes ne propose la dépénalisation de l'avortement (et ce, malgré l'annonce surprise de

---

<sup>260</sup> LARUMBE, *op. cit.*, p. 93.

<sup>261</sup> *Ibid.*

<sup>262</sup> FDI. *Elecciones: Las mujeres por nuestros derechos (2)* [en ligne]. Archivo de la Transición, mai 1977 (mis en ligne en juillet 2018). Disponible sur : « <https://archivodelatransicion.es/fondo-documental/movimientos-sociales-y-obreros/fondo-documental-movimientos-sociales-mujeres-federacion-de-organizaciones-feministas-del-estado-espanol> » (consulté le 22 juin 2020).

<sup>263</sup> FDI. *Programas político y económico del FDI* [en ligne]. Archivo de la Transición, mai 1977 (mis en ligne en juillet 2018). Disponible sur : « <https://archivodelatransicion.es/fondo-documental/organizaciones-politicas/frente-democratico-de-izquierdas-fdi-resto-del-estado-espanol> » (consulté le 22 juin 2020).

Santiago Carrillo à la télévision le 13 juin)<sup>264</sup>. Le PSOE et le PCE s'engagent donc sur un certain nombre de thèmes mais ne se hasardent pas sur la question de l'avortement. Pourtant, à gauche, d'autres formations s'engagent. C'est le cas du PSP, qui, dès cette première campagne de 1977, se positionne en faveur de l'avortement afin d'éviter les pratiques clandestines<sup>265</sup>.

Pour ce qui est du centre, la Federación de la Democracia Cristiana (FDC), de centre-gauche, et l'UCD proposent toutes deux une meilleure intégration des femmes dans la vie professionnelle et une loi sur le divorce. Toutefois, la FDC s'aventure plus loin que l'UCD car elle inscrit mot pour mot l'expression « ley sobre el divorcio » dans son programme alors que le parti du gouvernement avance à pas feutrés : « UCD cree que las nuevas Cortes han de aprobar una nueva normativa referente al matrimonio civil y propugnar la distinción entre el compromiso religioso y la regulación civil del matrimonio »<sup>266</sup>. On remarquera l'usage de la périphrase pour éviter le mot « divorce » ainsi que le sujet du verbe « aprobar » grâce auquel le parti renvoie au Parlement la responsabilité de la légalisation du divorce. De plus, sur les sujets liés au sexe, alors que la FDC suggère la légalisation des centres de planning familial – « se llevará a cabo una política de educación de la vida familiar y de la paternidad responsable » – l'UCD n'y fait pas mention. Les *ucédistes* se positionnent également contre l'avortement<sup>267</sup>.

Enfin, AP consacre lui aussi quelques lignes de son programme à la thématique féminine. Le parti souhaite l'égalité juridique entre les deux sexes, la fin des discriminations envers les enfants illégitimes et le développement de l'accès à l'éducation et à la culture pour les femmes. Cependant, aucun des thèmes abordés n'a trait aux droits sexuels. AP n'évoque ni la régulation de la fertilité, ni l'avortement. Par ailleurs, la thématique féminine n'est pas traitée en tant que telle mais seulement évoquée comme composante indissociable de la vie familiale. Car l'attachement à la religion catholique et à l'institution familiale est la pierre angulaire du programme de la droite : « afirmamos la concepción cristiana de la familia y sus valores permanentes »<sup>268</sup>. Une des mesures avancées pour protéger la famille est de renforcer l'activité associative (collectifs de parents d'élèves, de mères au foyer, de consommateurs...) <sup>269</sup> afin de

---

<sup>264</sup> Les programmes du PCE et du PSOE sont cités dans RAPOSO, in : Asociación "Mujeres en la Transición democrática", *op. cit.*, p. 227-228.

<sup>265</sup> *Ibid.*, p. 229.

<sup>266</sup> *Ibid.*, p. 227 et 230.

<sup>267</sup> *Ibid.*

<sup>268</sup> *Ibid.*, p. 228.

<sup>269</sup> Plus précisément, le programme indique que « para potenciar la defensa de la familia y de los intereses familiares, se promocionará el asociacionismo de vecinos, amas de casa, consumidores, padres de alumnos, familias numerosas, padres y protectores de subnormales, para las que el Estado debe instrumentar los medios necesarios para el cumplimiento de sus fines, no sólo reivindicativos, sino informativos, encaminados a su autopromoción », « La familia y la mujer » p. 34 du livret publié lors de la campagne électorale de 1977. Partido Popular. *¿Qué es Alianza Popular?*, *op. cit.*

garantir la stabilité de l'organisation sociale. L'objectif n'est donc pas de révolutionner la vie des Espagnoles mais seulement de supprimer les injustices les plus flagrantes, dans le respect de la morale catholique. Contrairement aux partis de la gauche et du centre, la droite ne prétend donc pas modifier la législation liée au mariage, au sexe ou au contrôle de la natalité.

Que conclure de ces programmes ? Tout d'abord que, mis à part l'extrême droite, l'ensemble des partis politiques est d'accord sur le fait que les femmes sont victimes d'une injustice liée à leur sexe et que cette injustice se reflète dans la loi et dans leur difficile intégration sociale. Par ailleurs, tous affirment leur détermination à combattre les discriminations. Ce discours est logique car les partis n'ont rien à perdre à défendre les femmes car, qui pourrait s'opposer à l'égalité entre les citoyens ? En outre, grâce à leurs propositions, ils espèrent s'attirer les faveurs des électrices. Enfin, ils s'offrent ainsi, à moindre frais, une apparence de modernité. Or, certains en ont terriblement besoin, à l'instar d'AP qui cherche par tous les moyens à s'éloigner de l'ombre franquiste qui colle à son identité. D'ailleurs, toutes les formations politiques promettent de lutter contre les inégalités mais très peu avancent de mesures concrètes pour y parvenir. On peut donc supposer qu'il s'agit parfois d'un effet d'annonce.

D'autre part, l'étude des programmes montre que si les propositions économiques et sociales – parmi elles, l'augmentation du nombre de garderies pour que les femmes puissent travailler, l'égalité des salaires ou le soin porté à l'éducation des filles – font consensus, ce n'est pas le cas des thèmes moraux et sexuels tels que la contraception, l'avortement, l'adultère, la prostitution et le divorce, parfois éludés voire clairement rejetés. En réalité, seule l'extrême gauche s'engage pleinement sur ces sujets, ce qui suppose deux questions. Tout d'abord, il s'agit de savoir si le féminisme est une thématique universelle ou spécifiquement de gauche. Ensuite, il s'agit de comprendre pourquoi le discours du PCE et du PSOE est plus modéré alors que l'idéologie de ces partis est très proche de celle de leurs homologues d'extrême gauche. Plusieurs études, consacrées au signe politique du féminisme proposent des pistes de réflexion autour de ces thématiques<sup>270</sup>. En se basant sur ces approches classiques ainsi que sur le contexte spécifique de l'Espagne des années 1970 et 1980 – notamment à travers les enquêtes du CIS et

---

<sup>270</sup> Dans sa thèse publiée en 2002, Antonia María Ruiz Jiménez cite plusieurs enquêtes sociologiques du CIS ainsi que les travaux de Maurice Duverger (*La participation des femmes à la vie politique*, 1955), Joni Lovenduski (*Women and European Politics: Contemporary Feminism and Public Policy*, 1986) et de Pippa Norris (*Politics and Sexual Equality: The Comparative Position of Women in Western Democracies*, 1987), RUIZ JIMÉNEZ Antonia María. *Mecanismos del cambio ideológico e introducción de políticas de género en partidos conservadores: el caso de AP-PP en España en perspectiva comparada* [en ligne]. Thèse en Sciences sociales. Université Autonome de Madrid, 2002, 601 p. Disponible sur : « <https://www.march.es/en/bibliotecas/publicaciones/visor/fjm-pub/1074/8/> » (consulté le 23 juin 2020), p. 383.

des entretiens auprès de spécialistes – Antonia María Ruiz Jiménez apporte une réponse à ces questions<sup>271</sup>. Selon elle, certaines revendications féministes sont tout à fait compatibles avec le discours de la droite espagnole. C'est le cas de tout ce qui a trait à l'égalité des opportunités et des droits, à l'école ou au travail, ainsi qu'à la lutte contre les violences sexistes et sexuelles<sup>272</sup>. En revanche, les thèmes liés à la sexualité et aux nouveaux modèles familiaux – foyer monoparental et évolution des comportements genrés au sein du couple, entre autres – ont une « charge idéologique » de gauche<sup>273</sup>. Ils relèvent de valeurs traditionnellement défendues par la gauche. Or, les thématiques sexuelles et le rejet de la famille traditionnelle sont justement au cœur des revendications du féminisme de deuxième vague. C'est pourquoi, durant la Transition, la droite ne peut être qu'en décalage avec les valeurs féministes. Certes, Alianza Popular pourra assumer des demandes annexes, comme celle de la revalorisation salariale. Toutefois, dans les années 1970, ce type d'exigences est déjà unanimement entériné par la société. Au contraire, ce qui fait la modernité de la lutte féministe des années de Transition, ce qui la motive, est incompatible avec l'idéologie de droite. Ainsi, sur cette période, le féminisme s'inscrit à gauche.

Mais, alors, pourquoi le PCE et le PSOE ne reprennent-ils pas l'intégralité du programme féministe, à l'instar d'autres formations politiques, comme le FDI ? On peut supposer que les petits partis de gauche et d'extrême gauche savent qu'ils n'ont que peu de chance de gagner les élections ce qui leur confère une liberté de parole accrue et, effectivement, lors des élections générales de 1977, le FDI ne remporte que 0,67 % des suffrages<sup>274</sup>. En revanche, pour le PCE et le PSOE, les enjeux sont plus importants. Ils ne doivent pas déstabiliser leur électorat, sous peine de revers politique. Leur communication et prises de parole sont plus prudentes et calculées. Logiquement, plus les partis ont de probabilité de gagner les élections, plus ils se tiennent à distance des controverses, comme celles créées par le féminisme. Il est aussi possible qu'ils les utilisent à propos. C'est ce que fait Santiago Carrillo lorsqu'il décide de soutenir l'avortement, deux jours avant le scrutin. Cette annonce inattendue prend de cours ses adversaires politiques et, même si le pari est risqué, il peut lui attirer les faveurs des derniers électeurs indécis. Le PCE et le PSOE n'assumeraient donc pas pleinement les thèmes féministes mais les utiliseraient, par petite touche, pour jouer sur leur image sans se compromettre.

---

<sup>271</sup> *Ibid*, p. 383-391.

<sup>272</sup> *Ibid*, p. 390.

<sup>273</sup> *Ibid*, p. 387.

<sup>274</sup> Ministerio del Interior, *loc. cit.*

Enfin, en s'intéressant de plus près aux résultats des élections générales de juin 1977, on constatera que ce sont les femmes qui, en majorité, ont voté pour l'UCD (le parti leur doit 56 % de ses votes<sup>275</sup>) alors qu'elles boudent le PSOE (il ne leur en doit que 33,7 %<sup>276</sup>). De même, les électrices soutiennent AP. Cette tendance dépasse d'ailleurs les seules élections de 1977. Selon Antonia María Ruiz Jiménez,

la preferencia de las mujeres por las ideologías de centro y derecha, comparada con las preferencias de los hombres por la izquierda, era todavía clara a finales de los años sesenta, pero comenzó a diluirse en los ochenta, hasta el punto de ser prácticamente imperceptibles en las elecciones legislativas generales de 1989 y se invirtió durante los años noventa<sup>277</sup>.

Pourtant, les programmes d'UCD et surtout d'AP sont courts quant aux droits des femmes. On peut supposer qu'ils bénéficient de leurs voix car, durant la Transition, les valeurs de centre et de droite sont plus rassurantes quant au respect de la tradition et des valeurs familiales. Par ailleurs, l'UCD est au pouvoir depuis déjà un an lors des élections de 1977. Le parti a donc eu l'occasion de prouver sa capacité à démocratiser le pays en douceur, sans soubresaut révolutionnaire, ce qui peut attirer les électrices. Puis, pour expliquer l'inversion de cette tendance, Antonia María Ruiz Jiménez avance des raisons liées à l'évolution socio-économique des années 1970-1980 : les femmes font plus d'études, s'intègrent davantage au marché du travail et seraient donc plus en demande d'avancées sociales<sup>278</sup>. Cette lente bascule du vote féminin de droite à gauche entre les années 1970 et 1990 apparaît clairement lorsque l'on considère la différence de genre dans les votes entre AP et le PSOE<sup>279</sup>. Lors des élections générales de 1979, AP a huit points d'avance sur le PSOE chez les femmes, à celles de 1982, il en a cinq, puis seulement deux en 1986<sup>280</sup>. Ainsi, durant la Transition, même si ce sont les formations de gauche et d'extrême gauche qui endossent la majorité des revendications féministes, elles n'attirent pas plus de votes féminins que d'autres partis, moins engagés qu'elles. On peut donc en conclure que les électrices ne basent pas uniquement leurs critères sur les propositions liées au genre.

---

<sup>275</sup> RUIZ JIMÉNEZ, *op. cit.*, p. 331.

<sup>276</sup> QUAGGIO Giulia. La cuestión femenina en el PSOE de la Transición: de la marginación a las cuotas. In : *Arenal: Revista de historia de las mujeres* [en ligne]. Janvier-juin 2017, vol. 24, n° 1. Disponible sur : « <https://revistaseug.ugr.es/index.php/arenal/article/view/3878> » (consulté le 30 juin 2020), p. 235.

<sup>277</sup> *Ibid.*, p. 329.

<sup>278</sup> *Ibid.*, p. 325-328.

<sup>279</sup> RUIZ JIMÉNEZ, *op. cit.*, p. 330.

<sup>280</sup> Lors des élections de 1989, les votes féminins sont à l'équilibre entre les deux partis, le PSOE gagne ensuite une avance d'un point en 1993 et 1996 puis de deux points en 2000. Les chiffres se basent sur les enquêtes 1327, 1542, 1842, 2061 et 2384 du CIS et sont repris par Antonia María Ruiz Jiménez, *ibid.*, p. 332.

En outre, on le constate en comparant les programmes de gauche et d'extrême gauche, il semblerait que plus les chances de remporter un scrutin soient élevées, plus les formations politiques soient mesurées dans leurs propositions ce qui, potentiellement, pourrait gêner leurs militantes. Les hommes de gauche, plus féministes que leurs homologues de droite et du centre, partagent-t-ils le pouvoir avec leurs consœurs ?

### **II. 3. B. Femmes politiques et partis**

Très tôt, le PCE diffuse un discours égalitaire dans ses rangs. Il affirme vouloir valoriser l'action féminine parmi ses adhérents. En mai 1977, les communistes font la part belle aux femmes à l'occasion d'une assemblée électorale organisée à Madrid, à laquelle assistent 20 000 personnes. La presse la qualifie même de « meeting féministe » car y prennent tour à tour la parole des militantes comme Dulcinea Bellido, Mercedes Comabella, Begoña San José et Cristina Almeida. Pourtant, l'aspiration égalitaire demeure illusoire car, dans les faits, les femmes du PCE n'ont que peu d'influence. De fait, lors de cette rencontre de mai 1977, la direction communiste interdit à ses intervenantes de se prononcer sur certains sujets tels que le divorce ou l'avortement<sup>281</sup>. Elles n'ont donc aucune liberté de parole. Leur présence confère au parti une image de modernité sans l'incommoder avec des thématiques féministes qui pourraient déplaire aux sympathisants. En réalité, les militantes sont victimes d'une contradiction entre l'intention du parti de supprimer les discriminations liées au sexe d'une part, et l'ambition politique de leurs camarades ainsi que l'androcentrisme ambiant d'autre part. Francisco Arriero Ranz met en exergue cette incohérence et cite, à propos, l'intervention d'une militante dirigée aux hommes du parti :

Para la mayoría de intervinientes [*sic*] existía una gran contradicción entre la teoría y la praxis, entre el compromiso con la igualdad que proclamaba el ideario comunista y el comportamiento sexista, autoritario y patriarcal de muchos militantes, tanto en el partido como en sus hogares. Así lo expresaba la camarada Teresa B:

“Ahora bien, hay dentro de nuestro propio Partido, camaradas, hombres y mujeres que necesitan aún educarse en este sentido. Yo creo que algunos camaradas no son impermeables a los prejuicios. Teóricamente lo ven bien todo pero a la hora de la verdad se comportan cómo se comportarían otros no comunistas. A veces nos reunimos en casa de un camarada casado. Él milita, es activo, le preguntas: ¿Y tu mujer es del Partido? Y contesta “Ah, no”. ¿Qué impide que sea ella del Partido si tienen todas las

---

<sup>281</sup> ARRIERO RANZ, *El Movimiento democrático de mujeres. De la lucha...*, op. cit., p. 212-213.

condiciones para serlo? Ahí está la cuestión: ella ha de quedar en casa, con todo el peso de las tareas domésticas. Él milita. Es un problema de educación, pero lo es”<sup>282</sup>.

Par ailleurs, lorsqu’elles militent, les femmes sont souvent reléguées à des actions jugées secondaires et moins prestigieuses, comme la collaboration avec les associations de quartiers<sup>283</sup>. Mais, plus que la redoutée ingérence des femmes dans les affaires communistes, c’est surtout l’influence des courants féministes que craignent les militants du PCE. En effet, bien que le parti finisse par assumer la plupart de ses revendications au cours des années 1970 et 1980, dans un premier temps, le mariage entre les deux idéologies n’est pas très heureux. Au PCE, on estime que le féminisme est un mouvement bourgeois, car il revendique l’accès à un confort égoïste, qui de surcroît, relève de la vie privée et non du monde du travail, c’est pourquoi les militants – hommes comme femmes – s’agacent de voir les revendications féministes prendre de l’ampleur dans le parti. Le comité de direction du PCE, quant à lui, se méfie du MDM et fait en sorte de le garder sous contrôle afin d’étouffer dans l’œuf toute possibilité de courant d’opinion indépendant au sein du parti<sup>284</sup>. D’ailleurs, à la fin des années 1970, les défections sont nombreuses au MDM. Mises à l’index par une large partie de leurs compagnons communistes, limitées par le comité de direction, critiquées par le féminisme radical et parfois même désavouées publiquement – par exemple, lors de l’intervention de Santiago Carrillo sur la question de l’avortement en 1977 –, elles choisissent bien souvent de militer en dehors du PCE<sup>285</sup>. Au sein des CCOO, la situation est similaire. La direction syndicale voit d’ailleurs d’un mauvais œil les rapprochements entre le MDM et ses Secretarías de la mujer<sup>286</sup>. Chez les communistes, le bilan est donc mitigé. Durant les années 1970 et 1980, l’évolution du discours officiel ne s’accompagne pas d’une transformation des mentalités ou des pratiques au sein de l’organisation. Le PCE discrimine encore ses militantes en raison de leur sexe. En revanche, il a tout de même intégré certaines demandes féministes, comme l’explique Francisco Arriero Ranz :

En cuanto a su trabajo hacia adentro en el PCE y en CC OO, consiguieron que ambas organizaciones asumieran teóricamente el discurso feminista, pero en la práctica, siguieron siendo unas estructuras

---

<sup>282</sup> « Coloquio sobre la Mujer Española » publié dans *Nuestra Bandera*, en 1966, et cité par Francisco Arriero Ranz, *ibid.*, p. 34-35.

<sup>283</sup> Selon les recherches de Vicenta Verdugo, citée par cité par Francisco Arriero Ranz, *ibid.*, p. 130.

<sup>284</sup> *Ibid.*, p. 176.

<sup>285</sup> *Ibid.*

<sup>286</sup> Elles existent d’abord au niveau régional puis à l’échelle nationale et sont animées par des femmes importantes du syndicat comme Begoña San José, Dulce Nombre Caballero, Ramona Parra ou Natividad Camacho, *ibid.*, p. 226.



controladas por varones, en las que se mantuvieron los comportamientos sexistas y donde las militantes continuaron encontrándose con techos de cristal<sup>287</sup>.

De plus, outre la légendaire Dolores Ibárruri, plusieurs militantes parviennent à se faire un nom et une place au sein du parti, même s'il s'agit encore d'une minorité. C'est le cas de Dulcinea Bellido (en sixième position dans la liste de Madrid pour les élections de juin 1977), de Rosalía Sender (en sixième position pour Valence), de Concepción Lago (en cinquième position pour Pontevedra), de María Ángeles Fernández Tovar (en cinquième position pour Ourense) ou d'Isabel Llacer, d'Ana Cari, de Mercedes Comabella et de Mercedes Pintó (toutes les quatre, un peu plus loin dans leur liste respective)<sup>288</sup>.

Toutefois, ce bilan quelque peu amer commence à s'adoucir à la fin des années 1980. L'élément qui permet une réelle, rapide et efficace intégration des femmes au sein du parti est l'instauration de quotas. Lors du XII<sup>e</sup> congrès du parti, en octobre 1987, le PCE vote l'obligation de compter au moins de 25 % de femmes dans ses listes électorales et structures de parti. Quant au CCOO, elles franchissent le pas quelques années plus tard<sup>289</sup>. Ainsi, elles qui ne dénombrèrent qu'une moyenne de 7,51 % de femmes dans ses différents secrétariats entre 1976 et 1978 atteignent le chiffre de 30 % dans les années 2010, ce que la militante Begoña San José attribue à la discrimination positive<sup>290</sup>. Quant au PCE, sur 100 adhérents, en 1983, seuls 12,4 % sont des femmes mais ce chiffre passe à 18 % en 1990 puis à 32 % en 2001<sup>291</sup>.

Le PSOE est plus volontaire que son homologue communiste. Dès les années 1970, il met en œuvre des actions concrètes afin d'aider ses adhérentes à participer à la vie du parti. Tània Verge rappelle ainsi que

en el partido se entendió en un inicio que, dado que hombres y mujeres habían sido sometidos a formas de socialización y educación diferentes, era necesario fomentar las capacidades de liderazgo femenino para situar a las mujeres en condiciones de igualdad en la participación política. El número de cursos o ciclos formativos ofrecidos ha ido aumentando progresivamente y también lo ha hecho el número de mujeres inscritas<sup>292</sup>.

---

<sup>287</sup> *Ibid*, p. 286-287.

<sup>288</sup> *Ibid*, p. 212.

<sup>289</sup> VERGE MESTRE Tània. *Partidos y representación política: Las dimensiones del cambio en los partidos políticos españoles, 1976-2006*. Madrid : CIS, 2007, 466 p. (Monografías n° 249), p. 181.

<sup>290</sup> SAN JOSÉ, in : GONZÁLEZ RUIZ, GUTIÉRREZ LÓPEZ, MARTÍNEZ TEN (éd.), *op. cit.*, p. 363-364.

<sup>291</sup> VERGE MESTRE, *op. cit.*, p. 180.

<sup>292</sup> VERGE MESTRE Tània. De la cuota a la democracia paritaria: estrategias partidistas y representación política de las mujeres en España. In : *Política : Revista de Ciencia Política* [en ligne]. 2006, n° 46, p. 107-139. Disponible sur : « <https://revistapolitica.uchile.cl/index.php/RP/issue/view/1674> » (consulté le 26 juin 2020), p. 116.

Par ailleurs, certaines femmes ont d'ores et déjà accès à des postes de pouvoir au sein du parti durant la Transition. C'est le cas de Carmen García Bloise<sup>293</sup>, de María Izquierdo<sup>294</sup>, de Carmen Mestre<sup>295</sup> ou d'Elena Flores<sup>296</sup>. Dès la fin des années 1970, la promotion de la militance féminine est d'ailleurs un des objectifs socialistes :

el discurso por la igualdad de la mujer estuvo ya presente en los primeros congresos celebrados en período democrático. En el XXVIII Congreso (1979) se valoró la participación de las mujeres en los órganos del partido como insatisfactoria y se planteó la necesidad de incorporar la problemática de la mujer en las propuestas del partido como símbolo de la identidad de la izquierda y como elemento diferenciador del programa de la derecha. El XXIX Congreso (1981) volvía a reconocer la escasa incidencia política de la mujer, tanto en el partido como en los órganos de representación institucional. De hecho, la igualdad política se fijará no sólo como meta del partido sino como "condición imprescindible para la existencia de la propia democracia"<sup>297</sup>.

Ce sont principalement les féministes de Mujer y Socialismo qui parviennent à faire bouger les lignes. La commission voit officiellement le jour en janvier 1977 grâce à un petit noyau de femmes – Carlota Bustelo en tête mais aussi Elena Arnedo et Carmen García Bloise – dont beaucoup militent en dehors du parti. Elena Arnedo se souvient que

era un grupo heterogéneo en el que convivían veteranas mujeres socialistas y feministas, viejas luchadoras republicanas, jóvenes socialistas y sindicalistas y sobre todo mujeres que procedían del movimiento feminista, principalmente del FLM. Lo que nos cuestionaba era que todas habíamos optado por trabajar dentro de un partido político, el PSOE, como medio más eficaz para lograr nuestras reivindicaciones. Las que procedíamos de movimientos feministas nos habíamos reafirmado en la peliaguda doble militancia y las originariamente mujeres del partido o del sindicato habían hecho suyo el pensamiento feminista<sup>298</sup>.

---

<sup>293</sup> Après des années de militance au sein du PSOE en exil, Carmen Bloise revient à Madrid en 1975 et devient secrétaire à l'administration de la nouvelle commission exécutive du parti, choisie lors du XXVII<sup>e</sup> congrès, en octobre 1976. Par la suite, elle se charge du secrétariat d'organisation jusqu'en 1984 et, à la fin des années 1980, du secrétariat de la commission exécutive du parti. Cinquième sur la liste du PSOE à Madrid, elle est députée à partir de 1977 puis sera régulièrement réélue jusque dans les années 1990.

<sup>294</sup> Elle devient députée pour la circonscription de Grenade en 1977, puis est réélue en 1979 et 1986. Au PSOE, elle est secrétaire de la Politique autonome au sein de la commission exécutive fédérale entre 1979 et 1983, RAPOSO, in : Asociación "Mujeres en la Transición democrática", *op. cit.*, p. 240.

<sup>295</sup> Carmen Mestre commence à militer durant ses études. Elle participe à la création du FLM en 1975 et intègre en 1979 Mujer y Socialismo, la section féminine du PSOE, dont elle coordonne l'action entre 1980 et 1984. En octobre 1981, lors du XXIX<sup>e</sup> congrès du PSOE, elle devient membre de la commission exécutive du parti. Parallèlement à son engagement socialiste, elle réalise sa carrière au sein de l'administration espagnole.

<sup>296</sup> Elena Flores intègre le PSOE en 1977. Elle est secrétaire des Relations internationales de la commission exécutive fédérale du parti entre 1984 et 1994. En 1994, elle devient vice-présidente du Parti des Socialistes Européens.

<sup>297</sup> VERGE MESTRE. De la cuota..., art. cit., p. 110-111.

<sup>298</sup> ARNEDO, in : GONZÁLEZ RUIZ, GUTIÉRREZ LÓPEZ, MARTÍNEZ TEN (éd.), *op. cit.*, p. 223.

Dans un premier temps, la direction du PSOE se méfie du collectif. Ce dernier doit aussi supporter l'hostilité de nombreux adhérents, y compris de femmes, qui critiquent l'isolement volontaire de leurs camarades au sein de ce nouveau groupe<sup>299</sup>. Non sans insister, *Mujer y Socialismo* parvient tout de même à obtenir son inscription au sein du secrétariat fédéral à la formation de la commission exécutive fédérale, dirigé par Luis Gómez Llorente<sup>300</sup>. En juin 1977, le PSOE arrive deuxième aux élections et Carlota Bustelo obtient un siège au Parlement, ce qui confère plus de résonances aux idées du collectif. De plus en plus de militantes rejoignent la commission, notamment grâce à la fusion du PSOE et du PSP à l'automne 1977<sup>301</sup>. Lors de la rédaction de la Constitution, elles présentent des recommandations au parti en vue des négociations. En mai 1978, elles proposent également d'instaurer un quota de 10 % de femmes sur les listes électorales et demandent que *Mujer y Socialismo* passe de simple sous-secrétariat à secrétariat à part entière, ce qui accroîtrait son influence et lui confèrerait un budget plus confortable<sup>302</sup>.

Rapidement, le groupe obtient ses premières victoires : en 1978, le PSOE lui fournit un local afin d'organiser des réunions de travail ainsi qu'un petit budget pour fonder leur deuxième centre de planning familial, Pablo Iglesias. *Mujer y Socialismo* est également invité à partager son expertise sur la situation des femmes espagnoles dans le cadre de colloques internationaux, signe de sa grandissante légitimité<sup>303</sup>.

En 1982, une fois arrivé au pouvoir, le PSOE, poussé par le collectif – et en particulier par Pilar Llopis, Carlota Bustelo, Delia Blanco, Ángeles Yáñez, Carmen Martínez Ten et Elena Arnedo – fonde l'Instituto de la Mujer, dirigé par Carlota Bustelo<sup>304</sup>. Inspiré de la Subdirección general de la condición femenina *ucédiste*, son objectif est de réaliser des études autour de la vie sociale, politique, culturelle et économique des Espagnoles et de proposer des initiatives permettant leur meilleure insertion sociale. Un an plus tard, lors du XXX<sup>e</sup> congrès socialiste, en décembre 1984, *Mujer y Socialismo* obtient son statut de secrétariat fédéral<sup>305</sup>.

Ainsi, les actions entreprises par le collectif entraînent donc des conséquences positives sur l'influence des propositions féministes et l'intégration de la militance féminine au sein du PSOE. L'instauration des quotas, en particulier, est à l'origine de l'augmentation du nombre de

---

<sup>299</sup> VERGE MESTRE. De la cuota..., art. cit., p. 110

<sup>300</sup> ARNEDO, in : GONZÁLEZ RUIZ, GUTIÉRREZ LÓPEZ, MARTÍNEZ TEN (éd.), *op. cit.*, p. 224.

<sup>301</sup> *Ibid.*, p. 226.

<sup>302</sup> *Ibid.*, p. 227.

<sup>303</sup> *Ibid.*, p. 228.

<sup>304</sup> *Ibid.*, p. 232.

<sup>305</sup> Il est fixé à 25 % et arrive lors du XXXI<sup>e</sup> congrès, en janvier 1988. Ce chiffre sera revu à la hausse en 1994 jusqu'à ce que le parti impose la parité absolue en 1997, *ibid.*, p. 234.

femmes à des postes de responsabilité. En 1979 et 1984, le comité fédéral du PSOE n'est composé que de 5,2 % puis 5,5 % de femmes mais ce chiffre passe à 13,9 % en 1988, à 20,5 % en 1990, puis à 40,8 % en 1997 et en 2000. En ce qui concerne la commission exécutive fédérale, elle ne compte que 8 % de femmes en 1979, 12 % en 1981, 17,6 % en 1984 mais déjà 26,1 % en 1988, 21,2 % en 1990<sup>306</sup>, 31,4 % en 1994 et dépasse les 40 % dans les années 2000<sup>307</sup>. Des quotas seront également imposés, avec succès, à la UGT et aux CCOO<sup>308</sup>. En outre, la synergie entre les actions menées par *Mujer y Socialismo* et le nouveau discours féministe du PSOE porte ses fruits en termes d'affiliation : au début de la Transition, le nombre de militantes est inférieur à 10 %, il passe à 13,5 % en 1986, 18,8 % en 1989 et s'approche des 30 % à la fin des années 1990<sup>309</sup>.

En Catalogne, les victoires des femmes socialistes sont plus rapides. En 1982, après un vote très disputé entre les adhérents, le PSC-PSOE impose un quota de 12 % de femmes dans les instances du parti. Il faut dire que les catalanes peuvent compter sur l'appui du féminisme radical, très actif à Barcelone, ainsi que sur des figures populaires comme Anna Balletbò, députée PSC de 1979 à 1983 et une des principales promotrices des Journées Catalanes de la Dona ainsi que des célébrations du 8 mars à Barcelone<sup>310</sup>.

Ainsi, à partir des années 1970, l'influence des femmes au sein du PSOE n'a fait qu'augmenter. Les propositions féministes sont entendues et les militantes bénéficient d'une discrimination positive leur permettant d'atteindre des postes de responsabilité. Néanmoins, le parti présente lui aussi des incohérences, carences et limitations.

En effet, ce rapide panorama révèle que la plupart des mesures tangibles pour garantir l'égalité des sexes n'arrivent que dans les années 1980 alors que les demandes en ce sens se font entendre depuis la mort de Franco. Pourquoi attendre aussi longtemps alors que dès 1977, dans son programme électoral, le PSOE prétend lutter en faveur des droits féminins ? Mateos Abdón explique que, malgré les annonces socialistes, « la tónica de esos años fue relegar la problemática de la mujer para más adelante, ocupando un espacio en las políticas sectoriales ya en los años de poder »<sup>311</sup>. Pourtant, la victoire de 1982 ne s'accompagne pas d'une série de mesures consacrées aux femmes. Durant la Transition, le discours féministe du PSOE se voit

---

<sup>306</sup> Cette diminution peut s'expliquer par la forte augmentation, au même moment, du nombre de femmes au sein du comité fédéral.

<sup>307</sup> VERGE MESTRE, *Partidos y...*, *op. cit.*, p. 196.

<sup>308</sup> Ils sont imposés au sein de l'UGT dans les années 1990 et donnent des résultats meilleurs qu'aux CCOO puisque le syndicat socialiste parvient à une parfaite parité dans les années 2010, SAN JOSÉ, in : GONZÁLEZ RUIZ, GUTIÉRREZ LÓPEZ, MARTÍNEZ TEN (éd.), *loc. cit.*

<sup>309</sup> VERGE MESTRE, *Partidos y...*, *op. cit.*, p. 166.

<sup>310</sup> MATEOS, *op. cit.*, p. 270.

<sup>311</sup> *Ibid.*, p. 70.

donc invalider par l'attitude réfractaire d'une partie des adhérents et par les choix stratégiques du parti. Les principes annoncés lors des congrès de 1979 et 1981 ne suffisent pas à bouleverser les habitudes. C'est ce que dénonce d'ailleurs la militante féministe Pilar Jaime González, dans une tribune publiée en 1978 par *El País*. Selon elle, de nombreux députés du PSOE tiennent un discours sur les femmes qu'ils ne s'appliquent pas à eux-mêmes :

Indigna la noticia en la que tras el intento de la diputada socialista Carlota Bustelo de contestar a un representante del Gobierno que en ese momento se pronunciaba sobre el tema del aborto, Alfonso Guerra "superdiputado" del PSOE, la hacía gestos y ademanes espectaculares para prohibirla semejante licencia y hacerla volver a su escaño [sic]<sup>312</sup>.

Les féministes du PSOE doivent donc s'armer de patience. Il leur faudra dix ans pour obtenir la ratification de la politique de quotas demandée en 1978. De même, elles attendront cinq ans et essuieront deux refus – lors du congrès de 1979 puis de 1981 – avant que Mujer y Socialismo ne devienne un secrétariat à part entière<sup>313</sup>. L'enthousiasme des débuts retombe donc assez vite lorsqu'elles constatent qu'elles devront se battre contre l'inertie du parti. Dans certains cas, derrière cette indolence se cache même une certaine hostilité envers elles. Mateos Abdón explique qu'en Catalogne,

algunas mujeres socialistas, como Aurelia Capmany, Marta Mata o Anna Balletbò, habían presionado a sus compañeros para conseguir una feminización del partido. Sin embargo, ciertos veteranos como Francesc Ramos, antiguo deportado en la Unión Soviética, criticaron esta política de discriminación positiva alegando que el número de afiliadas era menor del 5 por 100, y éstas ya tenían una sobrerrepresentación<sup>314</sup>.

De fait, dans les années 1970, le PSOE se méfie du féminisme. Même si l'accueil qui lui est réservé n'est pas aussi glacial qu'au PCE, aux yeux de nombreux militants socialistes, mais également, comme l'indique Tània Verge, pour certaines figures du parti, il relève d'un mouvement bourgeois :

Incluso en 1978, Alfonso Guerra, Vicesecretario General del PSOE, afirmaba que las mujeres tenían razones para reivindicar ciertos derechos pero que los movimientos feministas eran absolutamente

---

<sup>312</sup> JAIME GONZÁLEZ Pilar. El aborto en España. *El País*. 21 décembre 1978, p. 25.

<sup>313</sup> ARNEDO, in : GONZÁLEZ RUIZ, GUTIÉRREZ LÓPEZ, MARTÍNEZ TEN (éd.), *op. cit.*, p. 230-231.

<sup>314</sup> MATEOS, *loc. cit.*

reaccionarios dado que constituían una desviación respecto al objetivo de construcción de la democracia y del socialismo<sup>315</sup>.

D’ailleurs, l’action des femmes du parti est contrôlée. Elles dépendent toujours des décisions des hommes. Dans un premier temps, Mujer y Socialismo est encadré par Luis Gómez Llorente, responsable du Secrétariat fédéral de formation de la commission exécutive fédérale, puis par Javier Solana, ministre de la Culture<sup>316</sup>. Pour Elena Arnedo, cet encadrement répond à la crainte – selon elle infondée – depuis les hautes sphères du parti, de voir le mouvement se muer en courant d’opposition :

En mayo de 1978, tuvieron lugar unas jornadas de reflexión y estudio sobre Mujer y Socialismo. La denominación de “jornadas de reflexión” fue una manera de evitar reticencias en el partido, de hecho se trataba de una asamblea en las [sic] que participaban las mujeres del partido de toda España. Nos reunimos en un hotel de Madrid donde se presentó nuestro “jefe”, Luis Gómez Llorente, para prohibirnos expresamente que hiciésemos cualquier tipo de votación o elección, porque, en una serie de equívocos, la ejecutiva federal temía que nos convirtiéramos en “tendencia” dentro del partido<sup>317</sup>.

Cette subordination aux hommes du parti n’est pas sans éveiller la frustration et un sentiment d’injustice chez les militantes, à l’instar de Carlota Bustelo. Bien qu’elle reste fidèle au PSOE – elle prend la tête du fringant Instituto de la Mujer en 1983 – à l’occasion des élections générales de 1979, elle s’en prend publiquement à la direction du parti. Ses deux années comme députée l’ont désabusée. Elle se dit lasse de prêcher pour les droits des femmes sans obtenir de résultats concrets, et décide donc de ne pas se présenter aux élections. Or, le PSOE aurait caché ces raisons qui l’embarrassent, prétextant une décision personnelle. Carlota Bustelo, offusquée, se confie donc au journal *El País* :

Los motivos por los que he abandonado la candidatura –señaló– no son personales, como dice la nota difundida por el PSOE, sino de carácter estrictamente político. Todo el trabajo que he llevado a cabo por el tema de la mujer, tanto a nivel general desde el Parlamento, como dentro del partido desde el grupo Mujer y Socialismo no ha servido de nada. No nos ha dado más que sonrisas, y no estoy dispuesta a ser utilizada como un botón de muestra, como una prueba de que el PSOE se interesa por el problema de la mujer cuando en realidad, no es así<sup>318</sup>.

---

<sup>315</sup> VERGE MESTRE. De la cuota..., art. cit., p. 110.

<sup>316</sup> ARNEADO, in : GONZÁLEZ RUIZ, GUTIÉRREZ LÓPEZ, MARTÍNEZ TEN (éd.), *op. cit.*, p. 225 et 232.

<sup>317</sup> *Ibid*, p. 227.

<sup>318</sup> Carlota Bustelo: “Mi partido no tiene interés por la mujer”. *El País*. 23 janvier 1979, p. 11.

La charge contre le parti – violente et assénée en pleine campagne électorale – révèle le sentiment de désarroi partagé par un certain nombre de militantes socialistes.

D'autre part, même si la discrimination positive opérée par le PSOE s'avère efficace sur le long terme, dans les années 1980, les socialistes ne peuvent afficher que de piètres résultats quant à l'accès des femmes aux postes de pouvoir. Or, si les dirigeants du parti n'exercent qu'une influence très relative sur les affiliations et les votes, leur marge de manœuvre est bien plus importante lorsqu'il s'agit de voter pour les cadres du parti. Durant la Transition, le PSOE n'a donc pas exercé de politique volontariste dans le sens de l'inclusion féminine au sommet de la hiérarchie. Il faut d'ailleurs attendre 1988, soit six ans après l'arrivée de Felipe González au pouvoir, pour que deux femmes n'entrent au gouvernement. Il s'agit de Matilde Fernández Sanz pour les Affaires sociales et de María Rosa Conde Gutiérrez del Álamo en tant que porte-parole.

Finalement, durant la Transition, le PSOE peine à clarifier sa politique liée aux questions de genre. Sans vraiment savoir comment s'y prendre, la plupart des militants et dirigeants souhaite promouvoir l'influence féminine à l'intérieur du parti et dans la société espagnole. Néanmoins, pour la plupart des affiliés, la question est secondaire. Certains, même, continuent à penser que le féminisme est une menace. Globalement, le PSOE ne le rejette pas mais son soutien n'est que symbolique. Il apparaît dans les discours et les résolutions mais pas dans les décisions concrètes. D'ailleurs, les socialistes ne s'appliquent pas les principes qu'ils défendent car, dès que des postes de pouvoir sont en jeu, ils en bloquent l'accès aux femmes. La sincérité et l'engagement du PSOE s'arrête donc là où commencent les intérêts de ses barons. Pourtant certains militants, notamment des militantes feront évoluer les pratiques et intégreront des propositions féministes concrètes aux programmes. Grâce à leur opiniâtreté, elles parviennent, petit à petit, à venir à bout des principales résistances. Leurs idées infusent dans les programmes et progressivement, les femmes politiques parviennent à se faire une place dans les comités de direction alors très masculins. Le PSOE se limite au strict minimum quant à sa politique d'égalité des sexes. Son discours, très engagé, n'est pas suivi de prises de positions fortes au sein de son organisation.

En ce qui concerne les centristes, ils sont tout aussi prudents et moins engagés que les socialistes. Pourtant, leur discours abonde lui aussi dans le sens de la suppression des discriminations de genre. Ainsi, lors du premier congrès de l'UCD, en octobre 1978, le parti dédit un rapport de treize pages à la problématique féminine. Parmi les différentes rubriques se trouve « La mujer en el partido » dans lequel il rédige sa profession de foi quant à l'intégration des militantes au sein des différents organes *ucédistes* et notamment aux postes de pouvoir. Les

centristes estiment qu'il est temps que leur « attitude paternaliste » envers les militantes laisse place à un soutien véritable afin que celles qui le souhaitent puissent progresser dans la hiérarchie. Le rapport cite la suppression des obstacles liés au genre dans la vie politique et personnelle des militantes comme une « priorité » et conclut que :

el esfuerzo común de hombres y mujeres irá encaminado a una nueva sociedad donde ambos alcancen su propia identidad, con su especificidad biológica, en el desempeño de un papel social que ya no vendrá determinado más que por las características y cualidades personales de cada uno. [...] En consecuencia con todo lo expuesto UCD, que asume la igualdad de la mujer en el partido, deberá adoptar una política de incorporación de ésta en los diferentes puestos de responsabilidad, tanto dentro de él como en la Administración de los asuntos del Estado y en las diferentes selecciones que sucesivamente se realicen<sup>319</sup>.

Pour autant, au regard du nombre de femme élues au sein des organes de direction du parti, lors de ce même congrès d'octobre 1978, l'UCD agit en totale contradiction avec sa propre déclaration. Une seule femme, Carmela García-Moreno, parvient à intégrer le comité exécutif, malgré les trente-six postes à pourvoir (celui du secrétaire exécutif et des trente-cinq membres). Quant au Conseil politique national, formé par 115 membres et par le comité exécutif, il ne s'ouvre qu'à six femmes (soit 5,2 %) : Soledad Arahetes, Soledad Becerril, Carmen Llopart, Ana María Oriol, María Dolores Pelayo et Nona Inés Vilariño<sup>320</sup>. De la même façon, un an auparavant, lors de la création du parti, les centristes n'avaient élu qu'une seule femme, Carmela García-Moreno, parmi les sept responsables des différents secrétariats<sup>321</sup>. Rappelons également qu'Adolfo Suárez ne nomme aucune ministre au cours de ses cinq ans – et trois gouvernements – au pouvoir<sup>322</sup>. Il faudra attendre l'investiture de Leopoldo Calvo Sotelo, en février 1981, pour que Soledad Becerril devienne la deuxième femme de l'histoire espagnole – après Federica Montseny – à accéder au poste de ministre, de la culture en l'occurrence. Cependant, Montseny et Becerril partagent le désaveu d'avoir dû attendre des périodes troubles pour accéder au pouvoir : la première est nommée durant la Guerre Civile, et la deuxième, alors que la crise centriste bat son plein. Ainsi, l'UCD affiche sa volonté de promouvoir l'intégration des femmes dans la société et inspire une série de lois en ce sens – comme l'accès à la contraception et la dépénalisation de l'adultère –, mais le parti, qui se positionne contre toute mesure de discrimination positive, est dirigé pour et par les hommes.

---

<sup>319</sup> RAPOSO, in : Asociación "Mujeres en la Transición democrática", *op. cit.*, p. 238-239.

<sup>320</sup> *Ibid.*, p. 339-340.

<sup>321</sup> Rappelons que pour les élections de juin 1977, l'UCD ne s'était présenté que comme simple coalition. C'est en octobre 1977 que la formation s'organise en tant que parti en élisant, entre autres, son comité exécutif.

<sup>322</sup> Juillet 1976 – juillet 1977, juillet 1977 – avril 1979 et avril 1979 – février 1981.



Pour Alianza Popular, il en va de même. Lui aussi est défavorable à la discrimination positive. Ses propres militantes s'opposent à cette idée. Elles expliquent qu'elles préfèrent ne devoir leur ascension dans la hiérarchie qu'à leurs qualités professionnelles. Or, ce système ne porte pas ses fruits puisque, depuis la formation d'AP et jusqu'en 1989, le comité exécutif national ne compte jamais plus de 13 % de femmes, le minimum étant de 4 % en 1981<sup>323</sup>. Ces scores ne sont pas surprenants et les autres partis, même à gauche, ne font pas mieux. En revanche, il est intéressant de constater que la présence féminine à la tête d'AP n'augmente pas au cours du temps, contrairement à celle du PSOE et du PCE qui eux, ont imposés des quotas de femmes dans les listes électorales et aux postes stratégiques. Avant les années 1990, la proportion de femmes aux postes clefs d'AP connaît de légères variations mais demeure toujours aux alentours des 10 %. Ce n'est qu'à partir des années 1990 – qui, selon Tània Verge, correspondent à une meilleure intégration des problématiques féminines à la politique du parti – que ce chiffre augmente : le comité exécutif national compte 18 % de femmes au début des années 1990, 20 % au début des années 2000 et 28 % en 2004<sup>324</sup>.

Parmi les militantes d'AP se démarquent Isabel Tocino et Carmen Llorca. La première, car elle sera à la tête de Mujeres Conservadoras, groupe féminin créé en 1982 sous l'impulsion de Manuel Fraga. Désignée comme « dame de fer » d'AP, elle est, un moment, pressentie pour prendre la suite du leader du parti<sup>325</sup>. Néanmoins, Isabel Tocino ne partage pas les idéaux féministes. Proche de l'Opus Dei, elle est contre le divorce et la dépénalisation de l'avortement. De même, Mujeres Conservadoras n'est pas un groupe féministe, comme le MDM ou Mujer y Socialismo. Tout d'abord, car il est créé par la direction d'AP. Il n'est donc pas le fruit d'une poussée féministe au sein du parti mais plutôt d'un « effet de mode », de la volonté des cadres de droite de se doter, eux aussi, d'un groupe féminin.

La deuxième femme forte d'AP, Carmen Llorca, suit une trajectoire plus insolite. En 1976, elle fonde et préside Mujeres Independientes, collectif féminin de sensibilité de droite mais militant à l'écart des partis politiques. Elle est également la première femme à diriger l'Ateneo de Madrid, entre avril 1974 et 1975. Ses idées dénotent avec celles du parti. Depuis Mujeres Independientes, elle affirme être en faveur du divorce et pour la libération des femmes. Nuria Félez Castañé rappelle d'ailleurs : « invitó al Ateneo a Esther Vilar y en palabras de la

---

<sup>323</sup> VERGE, *Partidos y...*, *op. cit.*, p. 196.

<sup>324</sup> *Ibid.*

<sup>325</sup> FÉLEZ CASTAÑÉ Nuria. Del hogar a la arena política: Las mujeres de AP y UCD. In : ESQUEMBRE CERDÁ María del Mar, MAÑAS VIEJO Carmen, MONTESINOS María Nieves, MORENO SECO Mónica (éd.). *I Coloquio Internacional Haciendo Historia: género y transición política "Transiciones en marcha"* (Alicante, 28-29 mai 2014). Alicante : Université d'Alicante, 2015, p. 29-40, p. 36.

propia prensa “con Betty Friedan de por medio, va a traer a la docta aula, con perdón, a Pilar Careaga”, con motivo de la celebración del Año Internacional de la Mujer »<sup>326</sup>. Toutefois, et probablement à cause de ses idées trop progressistes pour la droite et l'époque, elle n'obtiendra jamais de poste prestigieux au sein de la hiérarchie du parti<sup>327</sup>. Alianza Popular prêche donc pour le mérite personnel et ne met en place aucune mesure de discrimination positive.

Malgré tout, et tout à fait paradoxalement puisqu'il n'a jamais mené de campagne en ce sens, AP est un des partis qui compte le plus d'adhérentes. Son taux d'affiliation féminine dépasse largement celui du PCE et du PSOE. Elles sont 27,9 % en 1982 – alors que pour la même date, le PSOE en compte environ 10 % et le PCE 12 % – et dépassent les 30 % en 1999<sup>328</sup>. Tània Verge explique ce fort taux de participation féminine par trois facteurs : tout d'abord, AP attire des femmes de classe aisée qui ne travaillent pas, il leur est donc plus facile de dégager du temps pour militer. En outre, à gauche, les adhésions transitent souvent par les syndicats. Or, les hommes sont plus nombreux que les femmes à exercer une activité rémunérée et donc à traiter avec les syndicats et les formations politiques dont ils dépendent. La gauche a donc moins facilement accès aux potentielles recrues. Enfin, AP ne cache pas ses liens avec l'Église catholique, institution plus prisée par les femmes que par les hommes durant la Transition démocratique<sup>329</sup>.

Alianza Popular et Unión de Centro Democrático ne sont donc, en principe, pas opposés à ce que les femmes du parti accèdent aux postes d'influence. Toutefois, leurs cadres n'ont pas l'intention de favoriser les profils en fonction de leur sexe. Chaque militant doit se faire une place et jouer des coudes pour accéder au sommet de la hiérarchie. Cependant, dans cette course vers le pouvoir, les femmes sont désavantagées car elles pâtissent des stéréotypes de genre, au sein du parti mais aussi en dehors, aux yeux de l'opinion publique et médiatique. Ne pas mettre en place de politique spécifique pour valoriser les carrières politiques des militantes signifie les reléguer à des postes sans importance, voire à instrumentaliser leur image à des fins électorales. Selon Nuria Félez Castañé, au centre et à droite,

se da la imagen de que fueron integradas en la política más que como sujetos que podían efectivamente aportar algo a la misma, como piezas de concordia, como peones en un mundo de hombres, hecho por ellos y sin visos de cambio. Lo que interesaba de sus vidas personales y de sus trayectorias se remarcaba,

---

<sup>326</sup> *Ibid.*, p. 33.

<sup>327</sup> Mais elle est élue députée en 1982.

<sup>328</sup> VERGE, *Partidos y...*, *op. cit.*, p. 192.

<sup>329</sup> VERGE MESTRE. De la cuota..., art. cit., p. 119.

tratando de asemejarlas a las ciudadanas comunes, como medio para que éstas últimas cambiaran la dirección de su voto al ver a mujeres como ellas en las Cortes<sup>330</sup>.

Ainsi, durant la Transition, les femmes politiques, à défaut d'accéder massivement aux postes de direction, participent à faire modifier la législation espagnole dans le sens de l'égalité des sexes. L'intégration féminine à la vie politique, elle, ne peut s'imposer aussi rapidement. Plus progressive, elle nécessite de briser des préjugés et réticences qui finiront par disparaître, grâce entre autres, au renouveau générationnel. Le centre et la droite ne s'impliquent nullement dans cette petite révolution. Les communistes du PCE, non plus. Ces derniers travaillent pourtant avec des militantes engagées sur le sujet mais leur combat ne sert que de levier électoral, lorsque le parti en décide ainsi. Seul le PSOE se montre plus actif mais, là encore, les changements tangibles arriveront bien après la Transition et au cours d'une progression globale ponctuée de petites involutions.

Cette analyse a quelques limites. En effet, s'il est plutôt aisé d'étudier les mesures d'intégration féminine décidées par les partis, il est bien plus complexe d'établir si les femmes avaient, de leur côté, réellement envie d'intégrer les postes de direction. Il est vrai que plusieurs personnalités, comme Carlota Bustelo, s'expriment en ce sens. Cependant, on ne saurait déterminer si elles représentent une minorité ou alors la tendance générale sans étudier l'attitude sociale des femmes au sein des formations politiques. Certains facteurs, tels que les obligations familiales, les poussent-ils à éviter de s'avancer dans la hiérarchie des partis ? Les études consultées ne le précisent pas.

Quels qu'en soient les raisons, leur intégration dans les partis est malaisée. De la même façon, de nombreux éléments mettent en lumière les mêmes difficultés au sein des autres instances démocratiques. Certes, là encore, on ne pourra étudier qu'une partie des causes puisque les études ne précisent pas le degré d'engagement des femmes. Néanmoins, l'analyse de leur participation à la vie parlementaire et à leur accès aux charges d'élues est tout de même intéressante car elle fait état de contrastes non seulement quantitatifs mais également qualitatifs entre les charges occupées par les hommes ou par les femmes.

### **II. 3. C. Les élues politiques**

---

<sup>330</sup> FÉLEZ CASTAÑÉ, in : ESQUEMBRE CERDÁ, MAÑAS VIEJO, MONTESINOS, MORENO SECO (éd.), *op. cit.*, p. 37.

Le Parlement se prononce sur les lois qui orienteront le futur de la société espagnole. Pour tous les courants d'opinion, y compris féministes, il est indispensable d'y siéger, notamment lors d'une période aussi charnière que la construction démocratique où des décisions essentielles vont être prises. Pourtant, là encore, il s'agit d'un environnement masculin qui est peu accessible aux militantes<sup>331</sup>. En 1977, sur les 350 sièges que compte le Congrès des députés, seulement vingt-et-un, soit 6 %, sont occupés par des femmes, une proportion qui reste stable sur la période étudiée. Le pourcentage d'élues n'augmentera qu'à partir de la fin des années 1980, grâce, selon Tània Verge Mestre, à l'apparition des quotas dans les listes électorales<sup>332</sup>. Le Sénat présente des scores tout aussi médiocres : 2,32 % de femmes entre 1977 et 1979. Dans l'hémicycle siégeaient donc 259 hommes pour seulement six femmes. Comme au Congrès des députés, ce taux n'évolue pas sur la période mais augmente au cours des années 1990. Il dépasse les 10 % en 1989 et les 20 % en 2000<sup>333</sup>.

En ce qui concerne la proportion non pas d'élues mais de candidates, aucune formation politique ne s'illustre spécialement dans ses efforts pour encourager ce que l'on nomme aujourd'hui « la parité » des listes électorales. Lors des premières élections générales de 1977, avec quatre-vingt-trois candidates, c'est le FDI qui présente le plus de femmes. Ensuite, parmi les partis plus influents, le PCE fait figure d'exemple avec cinquante-neuf candidates, puis viennent le PSOE (quarante-huit) et AP (quarante-cinq). L'UCD n'en présente que trente<sup>334</sup>. Lors des deux élections suivantes, la proportion de candidates dans les listes socialistes diminue<sup>335</sup>. Au Sénat, ce sont à nouveau les communistes qui se montrent les plus paritaires, même si la représentation féminine demeure minime : 6 % de candidates pour le PCE en 1977, 7 % en 1979 et 11 % en 1982<sup>336</sup>.

Par ailleurs, les femmes sont moins bien placées que les hommes dans les listes électorales. Or, au Congrès, les candidats sont élus à la proportionnelle, leur position est donc primordiale. Là encore, le PSOE ne fait pas figure d'exemple puisqu'il faut attendre 1986 pour

---

<sup>331</sup> Les raisons sont nombreuses : certains compagnons politiques empêchent les femmes d'accéder au pouvoir, les préjugés sexistes influencent les votes des citoyens, enfin, les femmes elles-mêmes peuvent avoir tendance à s'auto-censurer. De plus, dans l'Espagne des années 1970, le soin des enfants repose principalement sur les mères de famille. Or, pour celles qui ne résident pas dans la capitale, il est difficile s'occuper de leur progéniture tout en passant la semaine à Madrid.

<sup>332</sup> Les femmes représentent 5 % des élues au Congrès des députés en 1979 et 5,9 % en 1982, VERGE, *Partidos y...*, *op. cit.*, p. 204.

<sup>333</sup> En 1979, il y a le même ratio entre les sexes puis, en 1982, les femmes représentent 4,35 % des élues, *ibid.*, p. 207.

<sup>334</sup> RAPOSO, in : Asociación "Mujeres en la Transición democrática", *op. cit.*, p. 225.

<sup>335</sup> Pour le PCE : 12,2 % en 1977, 11,8 % en 1979 et 12,2 % en 1982. Pour AP, aux mêmes dates, 11,5 %, 15,1 % et 9,9 %, enfin pour le PSOE : 10,3 %, 10,2 % et 8,3 %, VERGE, *Partidos y...*, *op. cit.*, p. 203-204.

<sup>336</sup> AP propose 2 % de candidates au Sénat en 1977 et 1979 et 4 % en 1982. Quant au PSOE, il en propose 2 % en 1977, puis 3 % en 1979 et 6 % en 1982, *ibid.*, p. 206-207.

qu'au moins une femme soit en tête de liste d'une circonscription. Au PCE, sur cent candidates aux élections de 1977, 26,2 % se trouvent dans la première moitié de la liste. Elles sont 30,2 % à cette position en 1982. Pour AP, les chiffres sont de 21,4 % en 1977 et de 29,5 % en 1982<sup>337</sup>. Ces résultats ne sont pas surprenants à la lecture du témoignage d'Anna Balletbò, députée PSC en 1979, qui dévoile les coulisses de la formation des listes électorales de son parti :

En la práctica la técnica masculina de confección de listas electorales consistía en lo siguiente: primero se ponían ellos, los jefes; a continuación trataban de colocar a algún representante obrero, de la UGT o de CC.OO. según afinidades, y que en el caso de Convergència era siempre el mismo obrero, afiliado al SOC (Sindicat Obrer de Catalunya). Como es de suponer, los representantes sindicales siempre eran hombres. También era importante dar cabida a gente joven, de modo que se organizaba una simbólica escudriñada general en las juventudes correspondientes que daba como resultado inequívoco la inclusión del primer secretario, varón por supuesto. Finalmente si se disponía de alguna veterana se la colocaba entre el sexto y el séptimo lugar de la lista o bien, si no había candidata con dichas características, la inclusión de la primera mujer llegaba a la denominada "franja de seguridad". A la "agraciada" se le aseveraba eufóricamente de que todas las encuestas daban por segura su elección. Se trataba naturalmente de encuestas propias cargadas de optimismo militante y que a veces más parecía que se habían hecho en la misma sede del partido. Al final pasaba lo inevitable y la mayoría de mujeres se quedaban en las puertas de la elección<sup>338</sup>.

Voilà pourquoi, selon elle, durant la Transition, le Parlement demeure une institution masculine. La représentation féminine, que l'on se réfère au nombre d'élues ou à la position des candidates dans les listes, est minime.

Néanmoins, en observant ces chiffres sur un temps plus long, on constatera l'efficacité des quotas, en particulier chez les socialistes. Ainsi, la présence des candidates du PSOE dans les listes pour le Congrès des députés bondit de 28,9 % à 46,4 % entre 1993 à 2000, soit en l'espace de seulement sept ans<sup>339</sup>. Au contraire, les chiffres d'Alianza Popular, qui n'applique pas de mesure de discrimination positive, augmentent de façon progressive et restent inférieurs à ceux des socialistes, au Sénat comme au Congrès des députés<sup>340</sup>. Durant la Transition, la présence des femmes au Parlement est donc de l'ordre testimoniale. Elles sont peu nombreuses et occupent majoritairement les positions les plus défavorables dans les listes électorales. La question de la parité est trop moderne pour l'époque. Elle ne se posera réellement qu'à partir des années 1990. Pour Cecilia Raposo, les partis sont donc encore indifférents à la valorisation

---

<sup>337</sup> Pour le PSOE, les chiffres sont très instables : 37,2 % en 1977, 18,7 % en 1979, 28,8 % en 1982, *ibid.*, p. 203.

<sup>338</sup> BALLETBÒ, *op. cit.*, p. 144-145.

<sup>339</sup> VERGE, *Partidos y...*, *op. cit.*, p. 203.

<sup>340</sup> *Ibid.*, p. 203-204 et 206-207.

des candidatures féminines : « cabe pensar que se pusieron en las listas más para cumplir y captar el voto de las mujeres »<sup>341</sup>.

En outre, pour compléter cette brève analyse, il convient de s'intéresser à un aspect plus qualitatif : les missions confiées aux députées, une fois élues. L'étude de la répartition sexuelle dans les différentes commissions de la législature 1977-1979 révèle que le Parlement destine ses députées aux groupes de travail les moins prestigieux comme la Comisión especial para el estudio de los problemas de los disminuidos físicos y mentales, la Comisión especial de los problemas de la tercera edad ou la Comisión de educación<sup>342</sup>. Carlota Bustelo en témoigne dans un entretien à Giulia Quaggio :

Para empezar yo pedí estar en Trabajo, Salud, no sé si en Educación o Justicia, donde me pareció que podía influir más en los temas que me interesaban. No estuve en ninguna. Me metieron en Minusválidos, Cultura y una especial para la reforma de las Prisiones. En esta trabajé muchísimo. Luego, fui consiguiendo aliados en las comisiones en las que estaba. Conseguí estar en la de Presupuesto<sup>343</sup>.

Les députées sont donc renvoyées vers les commissions qui les rapprochent des tâches traditionnellement dévolues aux femmes, comme le soin aux personnes fragiles. Ainsi, même lorsqu'elles atteignent de hautes fonctions publiques, les femmes politiques de la Transition sont encore renvoyées à leur sexe et aux stéréotypes de genre. La situation est la même dans l'ensemble des institutions de l'État. Par exemple, entre 1978 et 2018, le Tribunal constitutionnel n'admet que six femmes parmi les soixante-trois juges qui s'y sont succédés<sup>344</sup>.

Au niveau local, le constat est identique. Lors des élections de 1979, sur l'ensemble des maires espagnols, 1,19 % seulement sont des femmes<sup>345</sup> et, entre 1979 et 1983 aucune maire ne dirige de villes de plus de 50 000 habitants<sup>346</sup>. Les femmes politiques ne compensent donc pas leur manque d'influence au Parlement par un pouvoir accru au niveau local.

---

<sup>341</sup> RAPOSO, in : Asociación "Mujeres en la Transición democrática", *op. cit.*, p. 226.

<sup>342</sup> La liste complète des commissions parlementaires de 1977-1979 ainsi que des noms de chacun de leurs membres est consultable dans SEVILLA MORENO Julia (coord.) *et al. Las mujeres parlamentarias en la legislatura constituyente* [en ligne]. Madrid : Cortes generales, departamento de publicaciones ministerio de la presidencia, secretaría general técnica, 2006, 532 p., (Monografías, n° 109). Disponible sur : « <http://www.mcu.es/ccbae/es/consulta/registro.cmd?id=228869> » (consulté le 30 juin 2020), p. 511-523.

<sup>343</sup> QUAGGIO, art. cit., p. 236.

<sup>344</sup> La première, Gloria Begué, est nommée en 1980, TC celebra Día de la Mujer recordando a Gloria Begué, su primera magistrada. *La Vanguardia*. 8 mars 2018.

<sup>345</sup> Elles sont 15,19 % en 2007, *Estudio comparativo sobre el perfil de los alcaldes y alcaldesas españoles tras las elecciones de 1979 y 2007* [en ligne]. Ministerio de Política territorial español. Disponible sur : « [https://www.mptfp.gob.es/es/portal/politica-territorial/local/sistema\\_de\\_informacion\\_local\\_-SIL-/cargos\\_representativos/estudios\\_alcaldes/estudio\\_comparativo\\_alcaldes\\_1979\\_2007.html](https://www.mptfp.gob.es/es/portal/politica-territorial/local/sistema_de_informacion_local_-SIL-/cargos_representativos/estudios_alcaldes/estudio_comparativo_alcaldes_1979_2007.html) » (consulté le 30 juin 2020), p. 5.

<sup>346</sup> *Ibid.*, p. 10.

Ce panorama ainsi que certains témoignages, comme celui de Carlota Bustelo, poussent de nombreux chercheurs à évoquer la « désillusion » des femmes politiques au terme de la première législature de 1977-1979. C'est le cas de María Ángeles Larumbe qui décrit l'amertume de centaines de militantes qui, une fois passé l'enthousiasme des premières élections générales, réalisent que les leaders politiques ne font que se servir d'elles pour améliorer leur image et conquérir l'électorat féminin<sup>347</sup>. La presse de l'époque fait explicitement référence à ce désenchantement. Dans un article publié par *El País* en février 1979, Pilar de Yzaguirre cherche à savoir si le féminisme est bel et bien entré « en crise » comme l'affirmeraient les médias. Au cours de sa démonstration, elle conclut que « los partidos parlamentarios y, en particular, UCD y PSOE, obstaculizan el paso de la mujer a puestos de responsabilidad »<sup>348</sup>. Elle s'étonne également que de nombreuses députées élues en 1977 ne se représentent pas, deux ans plus tard. C'est le cas, on l'a vu, de Carlota Bustelo, mais aussi de María Dolores Calvet, Dulcinea Bellido, Mercedes Comabella, María Jiménez Bemejo, Sacramento Martí, Ana Mercadé, Mabel Pérez Serrano, Delia de Ribera, Mary Salas et Mercedes Serrano, entre autres. Toutefois, elle met en exergue le nombre de candidates qui, en deux ans, a presque doublé, passant de 663 à 1091, tous partis confondus<sup>349</sup>. Malgré la désillusion et les défections des pionnières, les femmes sont de plus en plus séduites par l'engagement politique et de nouvelles candidates font leur apparition sur les listes, à l'instar de Jimena Alonso, Anna Balletbò, Carmela García Moreno, Pilar Llopis, Carmen de Pablo, Rosa Posada ou Elena de la Torre<sup>350</sup>. De fait, l'Espagne est en train de vivre une profonde transformation et les victoires législatives célébrées en 1978 – dépénalisation de l'adultère, de la prostitution, de l'homosexualité, légalisation des mesures contraceptives – donnent de l'espoir aux féministes. Toujours est-il que certaines cèdent à l'usure de près de dix ans de lutte. Les premières à s'engager au sein de leur parti sont déçues du manque de solidarité de leurs camarades masculins. Elles attendent depuis trop longtemps que les formations politiques ne s'engagent pleinement sur les sujets liés au genre, en particulier dans leur propre fonctionnement en tant que parti. De nombreuses femmes politiques se sentent donc instrumentalisées voire trahies. C'est pourquoi, en 1979, beaucoup décident de ne pas réitérer l'expérience parlementaire. Malgré tout, le dynamisme des différents courants féministes et les récentes victoires engendrent une forte émulation qui poussent de nouvelles militantes à

---

<sup>347</sup> Le terme de « desencanto » est emprunté à Ángeles Larumbe : LARUMBE, *op. cit.*, p. 104.

<sup>348</sup> YZAGUIRRE (DE) Pilar. La mujer frente a las elecciones: análisis comparado de las listas electorales. *El País*. 11 février 1979. p. 17.

<sup>349</sup> *Ibid.*

<sup>350</sup> Ce sont les nouveaux noms qui attirent l'attention de Pilar de Yzaguirre et qu'elle cite dans son article, *ibid.*

s'engager. Leur persévérance dans le combat leur ouvrira à elles, ainsi qu'aux générations suivantes, les portes des plus grandes institutions politiques espagnoles, même si, encore aujourd'hui, l'égalité des sexes n'y est pas encore pleinement atteinte.

En définitive, derrière *le* féminisme espagnol de deuxième vague se cachent *des* féminismes, différents dans leur définition comme dans leurs projets. Les profils des militantes, leur âge, leur opinion politique, leur formation académique, leur lieu de résidence et leur vécu personnel donnent lieu à une multitude de combinaisons qui rendent ces divers courants difficiles à appréhender. Certains collectifs développent un féminisme social basé sur l'action auprès des plus modestes, s'apparentant ainsi aux groupes précurseurs de la première vague. C'est le cas des formations madrilènes nées à la fin des années 1960, souvent liés au MDM, et qui se confondent parfois avec les associations de femmes au foyer. Au contraire, le féminisme dit « radical » – qu'il conviendrait plutôt de désigner comme « indépendant » – ainsi que les nouveaux groupes apparus autour de 1975 tissent des liens avec les grandes figures du mouvement de deuxième vague. Ils prônent une transformation de la société en profondeur qui passerait par la destruction du système patriarcal et la libération des corps. Les collectifs agissent par petit noyaux, tantôt seuls, tantôt au sein de partis politiques. Les féministes radicales tentent d'apporter des éléments théoriques au mouvement et fixent les principales revendications alors que les modérées sensibilisent et attirent le grand public.

Durant la Transition, leur trajectoire n'est pas sans écueil. Les militantes sont exposées aux préjugés sexistes ancrés dans la tradition et confortés par trente-six années de national-catholicisme. Elles doivent également faire face aux réticences voire au rejet des partis politiques, de l'Église, de certains médias et secteurs de la société mais aussi, pour celles qui ont fait le choix de l'indépendance, aux difficultés financières. Malgré ces limitations, elles parviennent progressivement à gagner en visibilité et en légitimité, notamment grâce à la médiatisation de leur mobilisation au cours de grands faits divers nationaux à l'instar des procès des dernières adultères ou de Basauri. Les médias jouent donc un rôle essentiel car ce sont elles qui décident ce qu'il convient de relayer et le cadrage choisi pour le faire<sup>351</sup>. Ils définissent quelle place accorder au féminisme, s'il convient de le présenter comme un mouvement social ou politique et qui doit en parler.

---

<sup>351</sup> Le cadrage (ou *framing*) est un concept théorisé par Todd Gitlin en 1980. Il désigne la façon de présenter un sujet, le choix d'insister sur différents aspects au détriment d'autres, BASTIN Gilles. *Petit lexique du journalisme*. Fontaine : Presses universitaires de Grenoble, 2018, 167 p. (Le journalisme en plus), p. 29.



De fait, une des grandes victoires du féminisme est d'avoir réussi à imposer certains thèmes – égalité dans le monde professionnel<sup>352</sup>, adultère, violences sexistes... – à l'agenda médiatique et politique de la Transition. Les militantes visibilisent des problématiques jusqu'alors considérées comme privées. Toute la particularité et les enjeux du féminisme de deuxième vague tiennent à cela : à politiser l'intime<sup>353</sup>. Selon Mary Nash, « se inició un largo proceso de redefinición de la política. En este sentido, los aspectos íntimos, personales de la vida privada, cobraron una dimensión central en la identificación de la opresión femenina, y por tanto, en el proyecto de transformación personal y social de las mujeres »<sup>354</sup>.

Toutefois, pour se faire entendre, les militantes ont besoin de relais dans l'opinion. Les partis politiques en sont un, c'est pourquoi les associations comme Mujer y Socialismo ou le MDM ainsi que la Subdirección tentent de mobiliser les formations politiques auxquelles elles sont rattachées, mais leurs résultats sont limités. En parallèle, les médias peuvent eux aussi représenter un relai et les militantes les utilisent.

De fait, la presse en particulier joue un rôle central dans le débat public de l'époque. Intéressons-nous aux titres qui font et défont l'opinion. Analysons si les médias parviennent à fonctionner normalement malgré plusieurs décennies de censure. Réfléchissons aussi à l'impact de la presse : est-ce que tous les Espagnols doivent lire les journaux pour que l'opinion médiatique devienne une opinion publique ? Le concept même d'« opinion publique » nécessite d'ailleurs quelques éclaircissements.

---

<sup>352</sup> Par exemple, en 1979, les femmes peuvent prétendre intégrer la police nationale, corps de métier qui leur était interdit jusqu'alors.

<sup>353</sup> La division de l'espace entre sphère privée, domestique et publique est une des thématiques récurrentes des études sur l'histoire des femmes. Comme le rappelle Gloria Ángeles Franco Rubio, l'accès des femmes à l'espace public varie non seulement selon les époques mais également selon les milieux. FRANCO RUBIO, in : CHACÓN, VISCEGLIA, MURGIA, TORÉ (éd.), *op. cit.*, p. 46.

<sup>354</sup> NASH, in : AGUADO, ORTEGA LÓPEZ (coord.), *op. cit.*, p. 303-304.

## CHAPITRE III. LA PRESSE ESPAGNOLE ET LA TRANSITION DEMOCRATIQUE

Depuis le XIX<sup>e</sup> siècle et le développement des entreprises éditoriales, la question soulève d'infinis débats entre les intellectuels : dans un contexte démocratique, les médias exercent-ils un pouvoir sur les citoyens ?

Pour Alexis de Tocqueville, pionnier des sciences politiques, la presse confère du pouvoir à ses lecteurs car elle leur permet de comprendre le fonctionnement et l'activité des instances démocratiques<sup>1</sup>. À l'inverse, le marxisme considère que les médias participent au contrôle de la société puisqu'ils diffusent les idées de la classe dominante<sup>2</sup>. Les sociologues de l'École de Paul Lazarsfeld estiment quant à eux que, même si les médias peuvent exercer une influence sur les citoyens, ses effets sont limités puisqu'ils ne s'adressent pas à des masses passives, mais à des personnes pourvues d'esprit critique<sup>3</sup>.

Aujourd'hui, même si plusieurs chercheurs tels que Noam Chomsky, mettent en garde contre la manipulation de la communication de masse, la plupart des sociologues, à l'instar d'Érik Neveu, estiment que les médias participent à un réseau d'influences multiples qui se jouent entre les différents titres, la société, les figures politiques et les annonceurs, entre autres<sup>4</sup>. L'idée que la presse serait un quatrième pouvoir, aux côtés des institutions législative, exécutive et judiciaire est donc à nuancer, surtout à l'heure où les réseaux sociaux concurrencent la presse et la radio en tant que sources d'information<sup>5</sup>.

Les différentes théories de la sociologie des médias permettront de multiplier les points de vue et les approches au moment d'analyser le discours d'*El País* et de *La Vanguardia* ainsi que ses effets sur la société espagnole. Nous y reviendrons dans la troisième partie de la thèse en les appliquant à des articles et des thématiques bien précis. Mais, d'abord, dans le cadre de

---

<sup>1</sup> Alexis de Tocqueville (1805-1859) est un des pionniers des sciences politiques en France. MAIGRET Éric. *Sociologie de la communication et des médias*. Malakoff : Armand Colin, 2015 (1<sup>ière</sup> éd. 2007), 319 p. (Collection U), p. 33.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 35-36.

<sup>3</sup> Le courant lazarsfeldien se développe aux États-Unis à partir des années 1940, *ibid.*, p. 69-77.

<sup>4</sup> NEVEU Érik. *Sociologie du journalisme*. Paris : La Découverte. 2013 (1<sup>ière</sup> éd. 2001), 128 p. (Repères. Culture – Communication, 313).

<sup>5</sup> Selon une enquête du CIS relayée par *La Vanguardia*, lors des élections générales de 2019, 61,3 % des Espagnols se sont informés à travers la télévision, 12,8 % à travers les réseaux sociaux et seulement 7,7 % et 7 % à travers la presse et la radio, respectivement. CIS. Los españoles prefieren redes sociales a radio o prensa para informarse en campaña electoral, donde la tv reina. *La Vanguardia*. 29 octobre 2019.

cette première partie de contextualisation, nous adopterons une approche historique de la question. L'objectif est de brosser un panorama précis de la situation de la presse en Espagne et de saisir le rôle central que jouent certains titres dans le processus de démocratisation.

## **III. 1. Qu'est-ce qu'informer ?**

### **III. 1. A. La presse a-t-elle un rôle ?**

Grâce à la loi Fraga de 1966, les revues et quotidiens prennent un second souffle. La suppression de la censure préalable notamment donne l'occasion à la presse d'opposition d'apporter une version contrastée de l'actualité, un discours critique qui diffère de la version officielle. Elle fédère et inspire les secteurs antifranquistes. Toutefois, ces publications doivent s'exprimer à demi-mot pour éviter les amendes, les suspensions à répétition qui menacent leur viabilité économique, voire les sanctions pénales envers leur personnel.

Le décès de Franco ne solutionne en rien la situation car, en l'absence de nouvelle législation – la première réforme de l'information n'a lieu qu'en avril 1977 – c'est encore la *Ley de Prensa e imprenta* qui s'applique. Ainsi, légalement, entre la loi de 1966 et celle de 1977, la situation ne s'améliore guère pour la presse espagnole.

Néanmoins, la mort du dictateur en novembre 1975 rompt le *statu quo* et ouvre une nouvelle étape de l'histoire. Ce contexte trouble dans lequel l'État n'est pas encore stable et légitime renforce l'influence de la presse qui s'érige alors en quatrième pouvoir, mais seulement jusqu'en 1977 et les premières élections libres, voire jusqu'à la proclamation de la Constitution en 1978.

En effet, c'est justement la situation de confusion généralisée qui donne tout son poids à l'information écrite. Les journalistes ont donc une lourde responsabilité. Selon Ricardo Martín de la Guardia,

el reto era inexorable; al margen ya de la cuestión económica, la responsabilidad de los periodistas en la Transición, tanto individual como colectivamente considerados, debía garantizar su compromiso con el

fomento de una opinión libre, plural, capaz de servir de base y estímulo al Estado Democrático de Derecho<sup>6</sup>.

Durant la Transition, certains journaux, comme *El País*, *ABC* et *La Vanguardia*, font office de repères pour les citoyens espagnols. Selon Gérard Imbert, ces « journaux de référence dominante » se définissent par :

des caractéristiques formelles, graphiques et sectionnelles : format tabloïd, caractères plus petits, diversification des rubriques avec une place de choix accordée à l'actualité internationale et à l'économie ; moindre part laissée à la publicité, aux photographies ; collaborateurs extérieurs en plus grand nombre, sans qu'ils appartiennent forcément à la profession ; tirage parmi les trois plus importants à l'échelon national. Quant à leur fonction, on peut considérer ces journaux comme des journaux de référence (*Le Monde*, *El País*, *Corriere della Sera*, autrefois *The Times*, etc.), expression de l'opinion nationale, jouant un rôle de « représentation » à l'étranger et servant de plate-forme pour les communications sociales importantes : communiqués et annonces diverses des grandes sociétés, associations, instances officielles (administration, justice...). C'est pourquoi nous les appellerons aussi « journaux de référence ». Idéologiquement ils se situent au centre (centre-droite, centre-gauche) selon une ligne modérée et « apolitique » qui prône l'objectivité, l'indépendance ou la neutralité. Pour ce qui est du public privilégié qu'ils visent, ils se centrent autour de deux grandes catégories sociales : les instances dirigeantes du pays (politiques et économiques), les fractions influentes des intellectuels (je prends le terme au sens large)<sup>7</sup>.

L'ampleur du pouvoir acquis par la presse de référence s'explique par le décalage de plus en plus criant entre la société de la fin des années 1970 et l'administration franquiste. En effet, le dictateur est mort mais les institutions héritées de la dictature, elles, sont encore sur pied. Les *Cortes* franquistes ne peuvent devenir démocratiques du jour au lendemain et sans aucune base légale. Il faut donc du temps et une série de mesures concrètes (telles que la promulgation de la Loi pour la Réforme politique, la légalisation des partis d'opposition et les premières élections) afin que les Espagnols accordent leur pleine confiance aux futurs Congrès des députés et Sénat et que ces derniers parviennent à un fonctionnement normalisé. C'est pourquoi, durant les années suivant la mort du dictateur, le Parlement est trop fragile pour être le lieu central des débats. Alors, puisque l'institution est en construction, les échanges sur l'avenir politique de l'Espagne se déroulent ailleurs : dans l'espace symbolique du journal.

---

<sup>6</sup> MARTÍN DE LA GUARDIA Ricardo. *Cuestión de tijeras. La censura en la transición a la democracia*. Madrid : Síntesis, 327 p. (Nuestro Ayer), p. 295.

<sup>7</sup> IMBERT Gérard. *Le discours du journal, à propos de « El País » : Pour une approche socio-sémiotique du discours de la presse*. Paris : Édition du Centre national de la recherche scientifique, 1988, 192 p. (Maison des pays ibériques), p. 22-23.

Ainsi, jusqu'aux premières élections générales, la presse, malgré sa vulnérabilité légale, n'a pas de mal à s'imposer contre un État faible et des institutions peu légitimes. Juan Luis Cebrián explique que ce phénomène débute bien avant 1975 : « tras el asesinato de Carrero comenzó a ser palpable la pudrición del régimen, la desesperación de sus gestores y el pavor de la ciudadanía. Esta empezaba a reclamar voces independientes y no contaminadas que la ayudaran a comprender su entorno y a ejercer sus propias decisiones »<sup>8</sup>. Cette situation se poursuit à la mort de Franco : « el continuismo que Arias Navarro pretendía imponer resultaba a todas luces imposible. Proliferaban los conflictos y las conspiraciones, y el único lugar en el que la disidencia y la pluralidad social del país se hacían patentes era precisamente en los diarios y las revistas »<sup>9</sup>. Les grands quotidiens d'information générale projettent une image de fiabilité jusque dans leur forme puisque leur organisation interne met en avant la nature plurielle de leur discours, pluralité qui n'existe pas encore au sein des institutions publiques. En effet, Gérard Imbert rappelle que le journal est un espace polyphonique puisque son discours se compose de paroles qu'il assume comme propres (l'éditorial par exemple) et de la mise en scène des paroles d'autrui<sup>10</sup> (tribune signée par un personnage public, propos d'une personne rapportés par un journaliste...). Ces différents types de discours sont répartis au sein de diverses rubriques, comme l'éditorial, les tribunes d'opinion ou le courrier des lecteurs, dans lesquelles s'expriment donc une pluralité de voix, pluralité qui fait justement défaut à l'État. Ainsi, dans les années 1970, la presse a représenté ce quatrième pouvoir en Espagne. Elle exerce donc une influence mais comment l'utilise-t-elle ?

Tout l'abord, l'intégralité de la presse d'information générale (quotidiens et magazines) diffuse l'actualité mais ce ne sont que les titres les plus sérieux qui la décryptent. Ce rôle est d'autant plus central que, dans un contexte postdictatorial, les lecteurs ne sont pas rompus à l'ensemble des usages démocratiques, c'est pourquoi, les journaux se chargent d'explicitier toutes les étapes et leurs enjeux. Selon Carmen Castro Torres,

Hasta las elecciones de junio de 1977, la prensa –siguiendo la estela de su función en el tardofranquismo– continuó ejerciendo como “parlamento de papel”, en ausencia de unas Cortes verdaderamente democráticas. A su cargo corrió especialmente la función de introducir a los nuevos actores políticos llamados a protagonizar el cambio, a la vez que se afanó por hacer presentes los nuevos valores democráticos que debían sustituir a los predominantes hasta entonces. Esta labor pedagógica continuó de alguna manera hasta la aprobación de la Constitución, mediante la estimulación del necesario consenso

---

<sup>8</sup> CEBRIÁN, *op. cit.*, chapitre 5.

<sup>9</sup> *Ibid.*, chapitre 8.

<sup>10</sup> IMBERT, *op. cit.*, p. 12.

político para llegar a un texto aceptado por todos. La progresiva normalización del juego político post-constitucional le llevó finalmente a recuperar su papel natural dentro del juego partidista de acuerdo con los principios ideológico-políticos de cada medio<sup>11</sup>.

*La Vanguardia* et *El País* prennent en charge ce rôle didactique. Par exemple, à l'occasion des élections générales de 1977, ils expliquent à leurs lecteurs comment voter. Le premier publie une bande-dessinée représentant le parcours d'un électeur dans un bureau de vote. Les légendes précisent le lieu où se rendre pour participer, le document à apporter, ainsi que les différences de couleurs entre les bulletins pour choisir les députés et les sénateurs<sup>12</sup>. Le second propose une sorte d'itinéraire du votant, explique l'objectif du scrutin et détaille le nombre et l'origine des députés à élire<sup>13</sup>.

Mais les journaux ne se bornent pas à informer et à vulgariser, ils proposent aussi des textes d'opinion dans leurs éditoriaux ou par l'intermédiaire de tiers – journalistes ou collaborateurs externes – au cœur de rubriques différenciées. Ils ne se contentent pas de propager des faits, mais créent un lieu de débat d'opinions qui se croisent, se nuancent, voire se répondent. Selon Gérard Imbert, cet approfondissement des événements est une des caractéristiques des journaux d'élite :

la presse dominante donnerait l'évènement « digéré », passé par le filtre d'analyse, ce qui présuppose évidemment de la part du lecteur une certaine connaissance des tenants et des aboutissants de l'actualité. Plus qu'une information de l'évènement, ce type de presse apporterait un savoir qui se grefferait sur une information déjà donnée par les autres médias, en particulier la télévision<sup>14</sup>.

Les journaux de référence apportent donc un point de vue spécifique à un événement. Un regard qui dépend de leur ligne idéologique et qui fera autorité.

Par ailleurs, la presse utilise son influence pour médiatiser les acteurs encore officieux de la Transition espagnole. Alors que les partis politiques ne sont pas légalisés, les quotidiens et magazines en présentent déjà les leaders et leurs programmes. En cela, ils devancent l'activité du gouvernement car, en offrant la parole aux représentants des partis encore clandestins, ils légitiment leur existence et leur importance sur la scène politique espagnole avant même que

---

<sup>11</sup> CASTRO TORRES, *op. cit.*, p. 234.

<sup>12</sup> LAFITA Sanz. Cómo votar en las elecciones de mañana. *La Vanguardia*. 14 juin 1977, p. 1.

<sup>13</sup> GIL FRANQUESA José. Así se vota. *El País*. 15 juin 1977, p. 10.

<sup>14</sup> IMBERT, *op. cit.*, p. 22.

l'État ne les reconnaisse officiellement<sup>15</sup>. La situation est identique en ce qui concerne les mouvements sociaux considérés comme marginaux. En leur consacrant un espace, certains journaux réhabilitent des groupes mis à l'index par l'État, c'est ce que Gérard Imbert nomme « la función socializadora de la prensa » et qui, selon lui, s'accroît lors des périodes où l'appareil de l'État montre des carences<sup>16</sup>. Ainsi, dès 1976, *El País* consacre régulièrement des reportages à la question homosexuelle alors même que cette orientation sexuelle est punie par la loi jusqu'en 1978<sup>17</sup>. C'est pourquoi, comme l'affirme Antonio Alférez, durant la Transition, « la prensa no sólo fue testigo de los hechos; fue el motor de muchos acontecimientos »<sup>18</sup>. En se posant en censeur de l'actualité et en seule référence fiable pour appréhender les transformations politiques et sociales, entre la fin de la dictature et les élections générales de 1977 au moins, la presse dispose d'un véritable ascendant sur les gouvernements de Transition. Elle pousse les réformes et juge les décisions du pouvoir. Selon Carmen Castro Torres,

poco a poco se impone una tendencia que se consolidará en la Transición, y es que la prensa se adelanta a la clase política, exige de ésta avances que lleven a la inevitable democratización, aspiración máxima de la gran mayoría de la sociedad que saben recoger medios independientes, y trasladarla a los que detentan el poder<sup>19</sup>.

L'opposition est donc redevable à l'égard des journaux. Elle en est aussi dépendante. Puisqu'elle ne siège pas encore au Parlement et que ses actions de terrain – comme les meetings, ou le porte-à-porte – ne peuvent qu'avoir un impact limité, elle a impérativement besoin de la tribune médiatique. Elle est contrainte de compter sur le bon vouloir des journalistes<sup>20</sup>.

Durant la Transition, les journaux de référence représentent donc un des moteurs de la transformation nationale car ils transmettent les valeurs démocratiques et incitent les lecteurs à participer à la vie publique<sup>21</sup>, ils font le lien entre citoyens et responsables politiques, critiquent les dysfonctionnements de l'État, poussent aux réformes, contribuent à consolider les

---

<sup>15</sup> À titre d'exemple, un article de *La Vanguardia*, publié moins d'un mois après la mort de Franco : WIRTH Rafael. Miembros de la oposición ilegal y un representante de las Cortes dialogan en el Consejo de Europa. *La Vanguardia*. 16 décembre 1975, p. 11.

<sup>16</sup> IMBERT, *op. cit.*, p. 30.

<sup>17</sup> Par exemple, ce reportage d'Alfonso García Pérez : PÉREZ GARCÍA Alfonso. Los homosexuales españoles empiezan a organizarse. *El País*. 31 octobre 1976, p. 48.

<sup>18</sup> ALFÉREZ, *op. cit.*, p. 13.

<sup>19</sup> CASTRO TORRES, *op. cit.*, p. 169.

<sup>20</sup> *Ibid.*, p. 190.

<sup>21</sup> Même si, malgré leurs efforts, les Espagnols connaissent encore mal le fonctionnement des nouvelles institutions, GARCÍA GONZÁLEZ Gloria, REDERO SAN ROMÁN Manuel. Prensa y opinión pública en la Transición española. In : *Anales de la Universidad de Alicante: Historia contemporánea*. 1991-1992, n° 8-9, p. 85-120, p. 105.

changements, notamment en promouvant le consensus, et, enfin, sélectionnent ce qui est dit et ce qui est tu, c'est-à-dire mettent en avant certains thèmes au détriment d'autres, ce qui peut avoir une influence sur l'agenda politique<sup>22</sup>. Ces publications attestent, légitimisent et jugent. Elles définissent ce qui est important ou pas puisque, si les journaux de référence décident d'ignorer un évènement ou un groupe social, alors médiatiquement – et souvent publiquement, tant l'opinion publique et médiatique sont alors liées – ils n'existent pas. Selon Gérard Imbert, cette presse dispose donc d'un pouvoir performatif car non seulement elle reproduit mais elle *produit* le réel<sup>23</sup>. C'est également ce qu'Eva Aladro Vico appelle un « pouvoir de projection » : les journaux de référence projettent des informations dans la tête des lecteurs. Or, selon elle, même si elles sont fausses, le public les assume comme vraies<sup>24</sup>. La presse exerce donc une incidence sur la réalité et, en ce sens, porte une responsabilité. Il en a été question lors de la démission d'Adolfo Suárez. Durant ses derniers mois au pouvoir, de nombreux journaux comme *El País*, n'ont eu de cesse de dénoncer son action à la tête du pays. La décision du président du gouvernement leur est donc en partie imputable<sup>25</sup>.

Ainsi, sous le prétexte de représenter la voix du peuple et la pluralité, la presse de référence, et dans une moindre mesure, le reste des publications d'information générale, se mue donc en arbitre de la vie politique nationale. Or, ce statut et cette indépendance nouvelle tantôt attisent les convoitises, tantôt irritent. Par exemple, lors des élections générales de 1979, les dirigeants d'EDICA, groupe éditeur de *Ya*, souhaitent que le journal favorise la candidature d'Alianza Popular. Or, une grande partie des responsables du journal, à commencer par le directeur, Alejandro Fernández Pombo, soutient la tendance démocrétienne. C'est pourquoi ils appuient l'UCD de Suárez et n'avantagent pas la droite dans leur traitement informatif. Après la défaite d'AP aux élections, Manuel Fraga, furieux, reproche alors au quotidien d'avoir fait perdre son parti<sup>26</sup>. Être journaliste, directeur ou éditeur de presse durant la Transition signifie donc recevoir des influences extérieures, ce qui peut générer une certaine pression.

### **III. 1. B. Qu'est-ce qu'informer dans l'Espagne de la Transition ?**

---

<sup>22</sup> *Ibid.*, p. 99-101.

<sup>23</sup> IMBERT, *op. cit.*, p. 43.

<sup>24</sup> ALADRO VICO Eva. *Las diez leyes de la teoría de la información*. Madrid : Síntesis, 2015, livre numérique, chapitre 2.

<sup>25</sup> Voir I. 2. A. Unión de Centro Democrático.

<sup>26</sup> ALFÉREZ, *op. cit.*, p. 59-60.



Informar, c'est toujours diffuser ou publier malgré les contraintes structurelles de la pratique journalistique telles que les délais de production qui doivent être courts, l'espace ou le temps d'antenne limité, la sélection et la hiérarchisation des événements, ou les budgets à respecter. Mais, dans l'Espagne des années 1970-1980 informer implique aussi de savoir parer les tentatives d'ingérence des groupes de pression, notamment politiques, subir les menaces terroristes, mais aussi assumer l'héritage de la législation médiatique franquiste : les derniers soubresauts de la censure gouvernementale et le monopole de l'État sur l'information radiophonique et la télévision.

En effet, après la mort de Franco et particulièrement à partir de l'arrivée d'Adolfo Suárez au pouvoir, l'attitude du gouvernement envers la presse s'assouplit. Toutefois, les automatismes acquis au cours des trente-six années de dictature ont la vie dure, du côté de l'État comme du côté des rédactions. Ainsi, en juillet 1976, lorsqu'Adolfo Suárez est nommé président du gouvernement, il n'envisage pas l'instauration immédiate de la liberté de la presse. On peut supposer que son objectif est de verrouiller l'information et de se garder la possibilité de sanctionner les journaux qui, selon lui, se montrent trop critiques ou encouragent la protestation sociale, dans un contexte où la construction démocratique est encore fragile. Le but serait donc d'empêcher la presse de saper l'autorité de l'État.

La monarchie, en manque de légitimité, bénéficie du soutien des grands médias. C'est ce que démontrent notamment les travaux de Ricardo Zugasti Azagra<sup>27</sup> qui explique que « se cimentó pragmáticamente una relación de complicidad entre los actores periodísticos y la Corona »<sup>28</sup>. De même, selon Guillermo López García et Lidia Valera Ordaz, dès l'arrivée du roi au pouvoir, les médias « sellaron un pacto no escrito con la Monarquía. Unos por miedo a una involución (franquista), y otros a una evolución (republicana y/o revolucionaria) »<sup>29</sup>. Quant au gouvernement, il n'est pas en reste puisque, selon Sabino Fernández Campo, ancien secrétaire général de la maison du roi, les ministres de Suárez n'hésitent pas à appeler les directeurs des journaux qui dépasseraient, à leurs yeux, les limites du publiable<sup>30</sup>. Ces appels ont-ils exercé une influence sur les lignes éditoriales ? On ne saurait le prouver ou en évaluer

---

<sup>27</sup> ZUGASTI AZAGRA Ricardo. *La forja de la complicidad: monarquía y prensa en la transición española (1975-1978)*. Madrid : Fragua. 2007, 431 p.

<sup>28</sup> ZUGASTI AZAGRA Ricardo. La prensa de la Transición como cómplice de Juan Carlos I: El ejemplo de la legitimidad franquista de la Monarquía. In : *Espacio, tiempo y forma. Serie V, Historia contemporánea*. 2006, tome 18, p. 299-322, p. 319.

<sup>29</sup> LÓPEZ GARCÍA Guillermo, VALERA ORDAZ Lidia. La información sobre la monarquía española en los nuevos tiempos digitales: EIDiario.es y VoxPopuli.com. In : *AdComunica: Revista científica de estrategias, tendencias e innovación en comunicación*. Novembre 2013, n° 6, p. 65-81, p. 67.

<sup>30</sup> Déclarations de Sabino Fernández Campo à Carmen Castro Torres lors d'un entretien organisé par la chercheuse, CASTRO TORRES, *op. cit.*, p. 248.

l'impact. Quoi qu'il en soit, cette pression de l'État est incompatible avec la volonté de liberté d'expression.

Aux yeux de nombreux professionnels de l'information, certains agissements de l'exécutif relèvent même de l'intimidation, à l'instar de la perquisition de l'appartement de Juan Luis Cebrián, le 7 février 1977. Selon *Diario 16*, cette intrusion de la police au domicile personnel du directeur d'*El País* n'est motivée par aucune décision de justice si ce n'est par une interprétation abusive du décret de lutte anti-terroriste. Selon un article du quotidien, repris par la suite dans la revue de presse d'*El País*, « podemos encontrarnos ante un caso de imprudencia o, lo que es peor, de aparente intimidación a la Prensa »<sup>31</sup>. Toutefois, selon Juan Luis Cebrián, la presse n'est pas non plus exempte de responsabilité. D'ailleurs, le jour de la sortie en kiosque d'*El País*, alors qu'Arias Navarro est encore au pouvoir, Cebrián y signe une tribune, dans laquelle il dénonce la complaisance des journalistes à l'égard du gouvernement. Il écrit que, même après la mort de Franco :

se han mantenido hábitos y vicios difíciles de borrar. La veneración al poder que el franquismo enquistó entre nosotros es todo lo contrario de lo que una Prensa libre necesita si quiere convertirse en un instrumento de participación y diálogo al servicio de los ciudadanos. Durante cuarenta años los lectores españoles han sido convenientemente amaestrados para la llamada crítica constructiva, adjetivo éste inventado por la clase dirigente a fin de evitar toda crítica a secas que perjudique o ponga en peligro sus intereses. [...]

Los niveles de libertad de Prensa en nuestro país, al margen de innegables avances obtenidos en el pasado reciente, siguen siendo muy bajos para lo que la democracia tradicional exige. La “información” sobre las actividades de los ministros o los directores generales ocupa en gran parte los espacios de política de los periódicos, que dedican páginas y páginas a discursos oficiales que nadie lee pero cuya publicación aplaca –teóricamente al menos– otras iras desatadas<sup>32</sup>.

La transformation politique et sociale doit donc avancer de pair avec la progressive normalisation des rapports presse-classe politique.

De plus, les quotidiens et magazines subissent d'autres pressions, celles des cercles d'extrême droite. Les attaques, physiques ou symboliques, se multiplient. Par exemple, le 12 mars 1976, José Antonio Martínez Soler, directeur de l'hebdomadaire *El Doblón*, est séquestré, roué de coups et menacé de mort s'il refuse de s'exiler<sup>33</sup>. Quelques mois plus tard, à l'occasion

---

<sup>31</sup> Cebrián el secuestrador. *Diario 16*. 9 février 1977, p. 4, repris par *El País* le 10 février et cité par Carmen Castro Torres, *ibid.*, p. 251.

<sup>32</sup> CEBRIÁN Juan Luis. El País que queremos. *El País*. 4 mai 1976.

<sup>33</sup> PÉREZ José Ángel. 43 años del secuestro del periodista José Antonio Martínez Soler. *Diario de Almería*. 12 mars 2019.

de l'anniversaire de la disparition de Franco, cent mille personnes manifestent leur soutien à l'ancien régime lors d'un rassemblement à Madrid. À l'issue de la rencontre, un groupe d'individus repère un camion transportant la dernière édition de *Diario 16*, le vandalisent et brûlent deux mille exemplaires du journal<sup>34</sup>.

Enfin, la presse subit la menace terroriste. Les groupuscules actifs durant ces années charnières comme ETA, GRAPO, FRAP, Triple A, ou les Guerrilleros de Cristo Rey, nourrissent des desseins différents voire opposés, mais partagent une même caractéristique : leur rejet de l'État et du démantèlement du régime tel qu'il est mis en place. Or, les magazines et quotidiens démocratiques sont justement un des moteurs de la disparition du franquisme et deviennent donc une cible à abattre<sup>35</sup>. En maintenant une angoisse latente parmi les journalistes, les organisations terroristes cherchent à leur retirer leur arme principale : la parole. Ainsi, le 20 septembre 1977, un colis piégé explose dans le Raval barcelonais, au siège des magazines *El Popus*, *Party* et *El Ciervo*. Il entraîne la mort de Joan Peñalver, portier de l'immeuble et cause de nombreux blessés. L'attentat, dirigé contre *El Popus* et revendiqué par l'organisation Triple A (Alianza Apostólica Anticomunista), révolte la presse nationale. Le 21, lors d'une réunion d'urgence organisée par les syndicats de la presse catalane, les journaux de la région décident de se mettre en grève, en signe de solidarité à l'égard des victimes. La presse madrilène leur emboîte le pas. Le 22, plusieurs journaux comme *El País* ou *Informaciones* reproduisent l'éditorial « La democracia amenazada »<sup>36</sup>, publié conjointement la veille par plusieurs titres catalans. Par ailleurs, les syndicats organisent une manifestation et, en dépit de l'avis de la plupart des directeurs, décident de faire grève<sup>37</sup>. Le 23, aucun quotidien madrilène – à l'exception d'*El Alcázar* – ne sort en kiosque<sup>38</sup>. Un an plus tard, la presse espagnole est de nouveau la cible d'une attaque terroriste lorsque le 28 juin 1978, le journaliste José María Portell est abattu par des membres de l'ETA. Ce dernier, fin connaisseur de l'organisation,

---

<sup>34</sup> Unas 100.000 personas añoraron a Franco en la plaza de Oriente. *El País*. 21 novembre 1976.

<sup>35</sup> Toutefois, le rapport à la presse peut aussi être plus ambigu. En effet, la couverture médiatique des attentats donne de l'écho aux actions terroristes. Par ailleurs, le GRAPO a aussi su utiliser la presse. Par exemple, en décembre 1976, lors de l'enlèvement d'Antonio María de Oriol y Urquijo, les terroristes téléphonent à *El País* pour exprimer leurs revendications et lui donner des indications afin de récupérer un message. La communication se poursuit durant plusieurs semaines au cours desquelles le quotidien collabore avec les autorités afin de faire libérer l'otage, CEBRIÁN, *Primera... op. cit.*, chapitre 10.

<sup>36</sup> La democracia amenazada. *El País*. 22 septembre 1977.

<sup>37</sup> Miguel Ángel Aguilar (*Diario 16*), José Ramón Alonso (*Pueblo*), Alejandro Armesto (*Arriba*), José Luis Cebrián Boné (*ABC*), Juan Luis Cebrián (*El País*), Jesús de la Serna (*Informaciones*) et Alejandro Fernández Pombo (*Ya*) signent un communiqué dans lequel ils expliquent que faire grève n'est pas une réponse appropriée car cette mesure se rapporte aux conflits professionnels alors que la réaction médiatique à l'attentat est de l'ordre du politique. Ils redoutent que l'extrême droite non démocratique et les groupes terroristes utilisent cette grève comme argument contre la presse, CASTRO TORRES, *op. cit.*, p. 334.

<sup>38</sup> *Ibid.*, p. 334-335.

s'était exprimé sur l'importance de la combattre. L'attentat glace la profession puisque, non seulement la victime, directeur de *La Hoja del Lunes* de Bilbao et correspondant en Biscaye de *La Vanguardia*, est un des leurs, mais, de plus, ce n'est pas sur son lieu de travail mais devant sa maison qu'il est assassiné. Cela ne peut qu'angoisser davantage les journalistes et leurs familles. Tout le secteur se sent concerné, comme le confirme *La Vanguardia* dans son éditorial du 29 juin : « es natural que nosotros, periodistas, sintamos como un mordisco en el corazón el holocausto de un compañero. Es natural pero tenemos vedado manifestarlo porque la verdad es que no debe existir diferencias ante la lívida y abominable presencia de la crueldad »<sup>39</sup>. À l'instar de son confrère catalan, *El País* explique que ce meurtre émeut particulièrement les professionnels de l'information mais souligne qu'il s'agit avant tout d'un attentat contre la liberté d'expression, une des valeurs *sine qua non* de la démocratie et que c'est bien la liberté d'informer qui est la cible terroriste :

El brutal atentado que ha costado la existencia al director de la *Hoja del Lunes* de Bilbao hace que todos los periodistas nos sintamos enfilados desde ahora por las armas asesinas, pero no pretendemos en modo alguno conceder a nuestras vidas mayor precio que a las del resto de nuestros conciudadanos. Y, sin embargo, el crimen de Portugaleta reviste una significación nueva, un contenido simbólico que hace trascender la protesta corporativa de los profesionales de la información hasta la defensa de la libertad de expresión como elemento básico para la construcción de una comunidad democrática<sup>40</sup>.

Enfin, *El País* lui-même est victime d'un attentat à la lettre piégée, quatre mois seulement après l'assassinat de José María Portell. Le 30 octobre 1978, le quotidien reçoit un courrier destiné au journaliste sportif, Julián García Candau. Il explose entre les mains de Juan Antonio Sampedro, chef des services généraux d'*El País*, qui perd un œil, plusieurs doigts et sa rate, tue Andrés Fraguas, garçon de service âgé de 19 ans, et fait plusieurs blessés. Pour Juan Luis Cebrián, les motivations des terroristes sont claires : faire taire le journal pour l'empêcher de participer à la construction démocratique. Dans *Primera Página*, il raconte :

Nos hallábamos de manera evidente ante una ofensiva coordinada de sectores provenientes del antiguo régimen que trataban de hacer naufragar la débil barca de la Transición política. El periódico se había ido convirtiendo poco a poco en uno de sus emblemas, al ejercer el papel de lo que el profesor Aranguren había descrito en sus páginas como "intelectual colectivo": centro de reflexión y de impulso a la acción de la sociedad civil en los logros democráticos<sup>41</sup>.

---

<sup>39</sup> Éditorial Llorar con los ojos secos. *La Vanguardia*. 29 juin 1978, p. 5.

<sup>40</sup> Éditorial Morir en Euskadi. *El País*. 29 juin 1978.

<sup>41</sup> CEBRIÁN, Primera..., *op. cit.*, chapitre 12.

Durant la Transition, être journaliste d'information générale en faveur de la démocratie implique donc de subir des pressions politiques et de devenir une cible pour certains groupuscules terroristes. Dans ces conditions, et en réponse aux intimidations, informer peut même relever de l'engagement citoyen. La tâche est d'autant plus complexe que la presse est encore tributaire de la censure, qu'elle soit officielle et dictée par des juges ou officieuse et exercée via des canaux privés.

En effet, au cours des premières années de Transition, l'information écrite est toujours régie par la *Ley de Prensa e imprenta*. Or, bien qu'à l'époque de sa promulgation, elle fasse souffler un vent de liberté dans les rédactions, elle n'en est pas moins limitée. L'article deux, en particulier, dit que :

La libertad de expresión y el derecho a la difusión de informaciones, reconocidas en el artículo primero, no tendrán más limitaciones que las impuestas por las leyes. Son limitaciones: el respeto a la verdad y a la moral; el acatamiento a la Ley de Principios del Movimiento Nacional y demás Leyes Fundamentales; las exigencias de la defensa Nacional, de la seguridad del Estado y del mantenimiento del orden público interior y la paz exterior; el debido respeto a las Instituciones y a las personas en la crítica de la acción política y administrativa; la independencia de los Tribunales, y la salvaguardia de la intimidad y del honor personal y familiar<sup>42</sup>.

Ces cas pour lesquels la liberté de la presse ne s'applique pas sont imprécis et sujets à interprétation. D'ailleurs, entre 1966 et 1975, 61 % des procédures ouvertes à l'encontre des journaux ne reposent que sur l'infraction supposée de l'article 2<sup>43</sup>.

En outre, à partir d'avril 1967, la presse espagnole est soumise aux nouveaux articles 165 et 165 bis du Code pénal<sup>44</sup>. Ces derniers durcissent la *Ley de Prensa e imprenta*, jugée trop laxiste par le secteur immobiliste du franquisme. Ils restreignent l'espace de liberté conféré un an auparavant car, en cas d'infraction, les directeurs et journalistes risquent désormais des peines de prison. Il ne s'agit plus de sanction administrative mais bien de sanction pénale. Cette

---

<sup>42</sup> *Ley de prensa e imprenta, loc. cit.*

<sup>43</sup> Et 66 % si l'on ajoute celles qui concernent plusieurs articles, dont le numéro 2. Ces résultats sont une des conclusions d'une étude d'Isabelle Renaudet portant sur 1350 dossiers, de 1966 à 1975, RENAUDET, *op. cit.*, p. 248.

<sup>44</sup> *Ley 3/1967 de 8 de abril, sobre modificación de determinados artículos del Código Penal y de la Ley de Enjuiciamiento Criminal* [en ligne]. BOE n° 86, 11 avril 1967. Disponible sur : « [https://www.boe.es/biblioteca\\_juridica/anuarios\\_derecho/articulo.php?id=ANU-P-1967-30063900675](https://www.boe.es/biblioteca_juridica/anuarios_derecho/articulo.php?id=ANU-P-1967-30063900675) » (consulté le 25 juin 2020), p. 4776-4789.

disposition, toujours en vigueur après la mort de Franco, est une « épée de Damoclès »<sup>45</sup> sur les rédactions et leurs équipes de directions. Elle pousse à l'autocensure.

De même, la *Ley de jurisdicciones* de 1945<sup>46</sup> donne le droit à l'Armée de juger, selon ses propres lois, les civils qui injurieraient ou discréditeraient l'institution<sup>47</sup>. Dans les procès, elle est alors à la fois juge et partie. Cette disposition est utilisée durant la Transition pour déclencher des procédures contre des artistes – la troupe Els Joglars<sup>48</sup> ou la réalisatrice Pilar Miró pour son film *El crimen de Cuenca* – mais aussi contre des journalistes. C'est le cas d'Eugenio Suárez, directeur du *Sábado Gráfico*, qui encourt une peine de quatre ans de prison pour avoir publié en septembre 1976 les noms des militaires espagnols soupçonnés d'implication dans le scandale Lockheed<sup>49</sup>. Dans ces trois affaires, la plupart des titres de presse soutiennent les accusés et profitent de ces faits divers pour dénoncer la législation obsolète et liberticide qui pèse sur la presse. Finalement, Eugenio Suárez est gracié en janvier 1978<sup>50</sup> mais sa mésaventure fait bien état d'anomalies légales qui ne sauraient perdurer dans un état démocratique, d'autant que la justice dispose d'autres outils, en plus de l'article 2 de *Ley de Prensa e imprenta* et de la *Ley de jurisdicciones* pour contrôler l'information.

En avril 1968, le régime se dote de la *Ley de secretos oficiales*, qui n'est pas modifiée avant octobre 1978. Elle permet à l'État d'interdire aux médias de diffuser des informations susceptibles de « dañar o poner en riesgo [sic] la seguridad del Estado o compromet[er] los intereses fundamentales de la Nación en materia referente a la defensa nacional, la paz exterior o el orden constitucional »<sup>51</sup>. Or, cette définition imprécise permet à l'État de « classer défense » de nombreux sujets. C'est le cas, par exemple, des verdicts dictés par le TOP<sup>52</sup>. De même, en juin 1976, *Cuadernos para el Diálogo* doit retirer un reportage sur la torture<sup>53</sup> en

---

<sup>45</sup> L'expression est de Carmen Castro Torres, CASTRO TORRES, *op. cit.*, p. 48.

<sup>46</sup> En 1945 le régime publie le nouveau Code de justice militaire dont l'article 317.

<sup>47</sup> CASTRO TORRES, *loc. cit.*

<sup>48</sup> Gabriel Renom Belso, María Mercedes de Maetzu y Manso de Zúñiga, Andrés Salsona Planas et Arnaldo Vilardebo Cladellas de la troupe Els Joglars sont condamnés pour le contenu du spectacle *La Torna*, le 6 mars 1978, à deux ans de prison. Ils seront graciés le 4 janvier 1979, HERNANDO ZAMANILLO Esteban José. El delito de injurias a los ejércitos: Del Cu-cut a la torna. In : *Studia Histórica. Historia contemporánea*. 2018, n° 36, p. 227-256, p. 232 et 250.

<sup>49</sup> Piden cuatro años de prisión para Eugenio Suárez. *El País*. 27 novembre 1976.

<sup>50</sup> Amnistiado el director de "Sábado Gráfico". *El País*. 18 janvier 1978.

<sup>51</sup> *Ley 9/1968 de 5 de abril sobre secretos oficiales* [en ligne]. BOE n° 84, 6 avril 1968. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/act.php?id=BOE-A-1968-444> » (consulté le 15 octobre 2020).

<sup>52</sup> CASTRO TORRES, *op. cit.*, p. 51.

<sup>53</sup> Le reportage faisait partie du n° 162 de la semaine du 5 au 11 juin 1976, RENAUDET, *op. cit.*, p. 374.

Guinée Equatoriale<sup>54</sup>, ce qui relance le débat dans certains titres de presse<sup>55</sup>. Dans un éditorial publié le 15 août 1976, *El País*, railleur, revient d'ailleurs sur l'incident<sup>56</sup>.

*Triunfo*, quant à lui, estime que la « declaración de materia reservada daña a todo el conjunto de la información y de la opinión nacional, y reproduce la existencia de una forma legal de censura, que no parece concordar con la imagen que se está dando de estos tiempos »<sup>57</sup>. D'ailleurs, certains journaux se plaignent de l'utilisation excessive que fait Adolfo Suárez de cette *Ley de secretos oficiales*, à l'instar de *Cuadernos para el Diálogo* dans son éditorial « Desatino y Marcelino »<sup>58</sup>. Par exemple, en août 1976, le gouvernement Suárez déclare que l'élaboration de la *Ley para la Reforma Política* tombe sous le coup de la loi, c'est-à-dire que la presse ne peut pas informer les citoyens des articles qui ne sont pas encore officiellement votés. Cette mesure n'est pas du goût de la presse d'information générale. *ABC* titre qu'il s'agit d'une « desafortunada decisión »<sup>59</sup> et, perplexe, déplore « esta sorprendente utilización de la facultad calificadora de la Administración como materias reservadas de temas que hasta ahora eran de fácil acceso y normal tratamiento en los medios de comunicación »<sup>60</sup>.

Par ailleurs, le gouvernement dispose d'un autre levier pour contrôler la presse, le Jurado de ética profesional periodística, apte à évaluer la morale des journalistes<sup>61</sup>. Ce jury, composé de deux membres de l'Asociación de prensa – mais qui ne travaillent pas ou plus pour un journal – et de deux membres du ministère de l'Information et du Tourisme, peut aller

---

<sup>54</sup> Jusqu'en 1968, l'Espagne possède une colonie en Guinée Equatoriale. Par la suite, le gouvernement y mène encore des activités classées secret défense entre 1971 et octobre 1976, RIESCO PÉREZ Santiago. *Guinea Ecuatorial, 50 años de independencia y silencios* [en ligne]. RTVE, 20 octobre 2018. Disponible sur : « <https://www.rtve.es/noticias/20181012/guinea-ecuatorial-50-anos-independencia-silencios/1815726.shtml> » (consulté le 6 août 2020).

RTVE. *Muere Adolfo Suárez: Los mejores discursos* [en ligne]. 2014. Disponible sur : « <https://www.rtve.es/noticias/muere-adolfo-suarez/discursos> » (consulté le 8 avril 2020).

<sup>55</sup> *ABC* et *La Vanguardia* n'évoquent pas le problème législatif et ne font pas référence à la situation guinéenne avant la levée de l'interdiction, en octobre 1976. C'est seulement à partir de cette date qu'ils publient des articles sur la question, comme : Guinea, un enigma que se desvela. *La Vanguardia*. 20 octobre 1976, p. 8 et Personalidades del gobierno colonial, implicadas en el golpe de estado contra Macías. *ABC*. 21 octobre 1976, p. 19. Par ailleurs, *La Vanguardia* soutient le gouvernement lorsqu'en septembre 1976, le ministre de l'Information et du Tourisme affirme que la presse doit être libre à l'exception de trois domaines : la monarchie, l'Armée et l'unité nationale. Le journal n'exprime aucune critique face à ces limitations « raisonnables » selon l'éditorial Las tres limitaciones. *La Vanguardia*. 7 septembre 1976, p. 3.

<sup>56</sup> Éditorial Secretos oficiales. *El País*. 15 août 1976.

<sup>57</sup> La tortura, materia reservada. *Triunfo*. 12 juin 1976, n° 698, p. 12.

<sup>58</sup> Éditorial Desatino y Marcelino. *Cuadernos para el Diálogo*. 6 septembre 1976, n° 248, cité par CASTRO TORRES, *op. cit.*, p. 249.

<sup>59</sup> Une du journal *ABC*. 29 août 1976.

<sup>60</sup> Éditorial Materias reservadas. *ABC*. 28 août 1976, p. 15-16.

<sup>61</sup> *Orden por la que se aprueba la nueva redacción del Reglamento del Jurado de Ética Profesional Periodística y del Jurado de apelación* [en ligne]. BOE n° 87, 11 avril 1969. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1969-425> » (consulté le 6 août 2020), p. 5256-5259.

jusqu'à prononcer l'inhabilitation définitive d'un journaliste. Modifiée en 1969, la loi est encore utilisée durant la Transition<sup>62</sup>.

Enfin, le 1 avril 1977, la nouvelle loi dite *Antilibelo*<sup>63</sup> proclame la liberté de la presse et supprime l'article 2 de la loi Fraga de 1966. Il s'agit là d'une mesure encourageante saluée par une partie de la presse, à l'instar de *La Vanguardia*<sup>64</sup> et d'*ABC*<sup>65</sup>. Comme le souligne Isabelle Renaudet, ce décret-loi est d'ailleurs d'autant plus nécessaire qu'il est proclamé au début de la campagne pour les premières élections générales espagnoles depuis la Seconde République. Pour que le scrutin soit démocratique, les débats doivent pouvoir se dérouler librement dans les médias<sup>66</sup>. Toutefois, cette nouvelle loi comporte encore des limites à la liberté d'expression puisque l'article 3 permet à l'administration de saisir les titres de presse qui portent atteinte à l'unité nationale, à l'institution monarchique et aux Forces armées, ce que certains journaux ne manquent pas de dénoncer. C'est le cas d'*El País* qui qualifie le décret de « medida legal torpe, medrosa, políticamente inculta e ilustrativa de los síndromes que aquejan al Gabinete »<sup>67</sup>. Un an après la proclamation de cette loi *Antilibelo*, rien n'a changé. Dans son éditorial « Prensa y democracia », le quotidien partage alors un nouveau plaidoyer en faveur de la liberté d'expression<sup>68</sup>. En ce sens, le journal rappelle que la liberté de la presse est un des baromètres de la démocratie. C'est pourquoi les lecteurs devraient s'indigner eux aussi : avec cette loi, le gouvernement laisse l'Espagne stagner dans une situation intermédiaire, entre dictature et démocratie, ce qui l'isole d'autant plus par rapport aux puissances occidentales. Le quotidien insinue en outre que ces mesures restrictives ne sont pas légitimes car elles ne servent pas le bien commun mais les intérêts personnels du gouvernement : « [la administración de justicia] hoy está *violentada* por la necesidad de aplicar una legislación desfasada, caduca y eminentemente *política* »<sup>69</sup>. Remarquons l'emploi de l'italique : la gouvernance Suárez forcerait ses institutions, uniquement pour soutenir sa stratégie politique. Enfin, *El País* tente de convaincre ses lecteurs, chiffres à l'appui, que trois ans après la mort de Franco, la presse

---

<sup>62</sup> Elle est à l'origine de la condamnation de Mayte Mancebo à une interdiction d'exercer pour la publication de photographies jugées pornographiques, comme l'explique l'éditorial Prensa y democracia. *El País*. 9 avril 1978, p. 6.

<sup>63</sup> *Real Decreto-ley 24/1977, de 1 de abril, sobre libertad de expresión* [en ligne]. BOE n° 87, 12 avril 1977. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1977-9008> » (consulté le 23 août 2020), p. 7928-7929.

<sup>64</sup> Éditorial El fin del artículo segundo. *La Vanguardia*. 3 avril 1977, p. 5.

<sup>65</sup> Éditorial Libertad de expresión. *ABC*. 2 avril 1977, p. 2.

<sup>66</sup> RENAUDET, *op. cit.*, p. 376.

<sup>67</sup> Éditorial Decreto-ley contra la libertad de expresión. *El País*. 13 avril 1977.

<sup>68</sup> Cebrián est condamné en 1980 pour la publication de cet éditorial. Finalement, il ne réalise pas sa peine et, une fois le PSOE au pouvoir, bénéficie de la suppression de ses antécédents pénaux, CEBRIÁN, Primera..., *loc. cit.*

<sup>69</sup> Prensa y democracia, art. cit.



est encore victime de l'État : « en los meses que vienen desde las pasadas elecciones generales, se pueden contar ocho secuestros, diecisiete procesamientos, nueve sumarios más abiertos »<sup>70</sup>. De fait, le quotidien ne peut être qu'exaspéré par la loi *Antilibelo* puisqu'elle fait planer sur le directeur la menace de poursuites judiciaires et que les condamnations impliquent un coup financier.

Finalement, la normalisation des rapports entre la presse et la classe politique s'amorce en syntonie avec le reste de la législation espagnole durant la période constitutionnelle. La *Ley de secretos oficiales* est abolie en octobre 1978<sup>71</sup>. En outre, l'article 20. 1. a. de la Constitution reconnaît le droit « a expresar y difundir libremente los pensamientos, ideas y opiniones mediante la palabra, el escrito o cualquier otro medio de reproducción » alors que l'article 20. 1. d. reconnaît celui de « comunicar o recibir libremente información veraz por cualquier medio de difusión ». Par ailleurs, l'article 117 indique que « la ley regulará el ejercicio de la jurisdicción militar en el ámbito estrictamente castrense », ce qui signifie que la presse ne devrait plus tomber sous le coup de la *Ley de jurisdicciones*. La loi *antilibelo* est abolie en 1979 et la loi de *jurisdicciones*, l'année suivante<sup>72</sup>.

En définitive, au début de la Transition, la tolérance de l'État postfranquiste à l'égard de la presse est relative car, même si la pression se relâche, l'exécutif dispose d'un arsenal légal complet pour intimer le silence aux publications trop vindicatives. En réalité, l'objectif est d'avoir les moyens de faire taire les titres qui mettraient à mal l'embryon de démocratie en poussant la population civile à se soulever ou en décrédibilisant le gouvernement ou le roi. Aux yeux de l'État, la presse doit, si ce n'est soutenir, du moins ne pas entraver les délicates premières étapes vers la démocratie. Par conséquent, ces lois contre la presse vont peu à peu disparaître au fur et à mesure que se consolide le nouveau système politique : à partir des premières élections démocratiques et, surtout, de l'entrée en vigueur de la Constitution.

Ainsi, la mort de Franco n'est pas synonyme de liberté d'expression. La presse possède un ascendant sur le pouvoir politique mais, de son côté, l'État dispose d'outils légaux pour riposter face aux critiques. Finalement, il existe une pression réciproque, un rapport de force qui parfois s'exerce entre la presse et les autres groupes de pouvoir, l'État notamment. La presse surveille, pousse et commente les décisions gouvernementales, mais, de son côté, le gouvernement n'hésite pas à utiliser la palette légale héritée du franquisme pour garder un

---

<sup>70</sup> *Ibid.*

<sup>71</sup> *Ley 48/1978, de 7 de octubre, por la que se modifica la Ley de 5 de abril de 1968, sobre Secretos Oficiales* [en ligne]. BOE n° 243, 11 octobre 1978. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1978-25567> » (consulté le 1 septembre 2020), p. 23605-23606.

<sup>72</sup> *Derogada la Ley Antilibelo en vísperas de la campaña electoral. El País*. 26 janvier 1979.

relatif contrôle sur l'information dans cette période délicate. Au fur et à mesure, et notamment grâce à la proclamation de la Constitution, la situation se normalise. Après les élections, la presse commence à perdre son statut de parlement de papier mais, en contrepartie, elle se libère d'une série d'entraves législatives. Si la radio, elle aussi se démocratise rapidement, il n'en est pas de même pour un autre média populaire espagnol : la télévision.

La grande majorité des foyers espagnols dispose d'un téléviseur et / ou d'une radio. Selon l'enquête FOESSA de 1973, « tous les jours, ou presque », 47 % de la population écoute la radio et 73 % regarde la télévision<sup>73</sup>. La communication audiovisuelle représente donc un enjeu pour l'État. Ce dernier l'utilise comme levier afin d'obtenir l'adhésion des masses à ses orientations politiques. Durant la dictature, les médias audiovisuels servent les intérêts franquistes en reproduisant les valeurs du régime. Pour en assurer un contrôle optimal, ils sont déclarés monopoles d'État et encadrés par la Dirección general de radiodifusión y televisión à partir de 1957<sup>74</sup>.

À la mort de Franco, les lois encadrant la radio s'adaptent assez vite aux aspirations démocratiques. L'information radiophonique n'est plus monopole d'État à partir d'octobre 1977<sup>75</sup>. La législation télévisuelle, elle, est plus longue à se normaliser. Le petit écran reste une arme politique pour la balbutiante démocratie. Il est d'ailleurs le moyen de communication privilégié d'Adolfo Suárez qui l'utilise pour marquer les temps forts de l'actualité<sup>76</sup>. Ce dernier en connaît tous les ressorts mais aussi toute l'étendue de pouvoir puisqu'il a dirigé RTVE entre 1969 et 1973<sup>77</sup>. Ce n'est donc pas un hasard si lors de sa prise de fonction en juillet 1976, c'est le petit écran qu'il choisit pour se présenter aux Espagnols. Son aisance télévisuelle lui permet alors de gagner en crédibilité et en légitimité auprès du grand public à un moment où le Parlement et les commentateurs politiques – notamment dans la presse – restent cois face à sa

---

<sup>73</sup> Enquête FOESSA 1973, citée par BERGARECHE D'GROS (DE) Isabel (coord.) Consumo, trabajo y ocio en el desarrollo económico. In : FUNDACIÓN FOESSA. *Estudios Sociológicos sobre la situación social de España, 1975*. Madrid : editorial Euroamérica, 1976, p. 937-1143, p. 1032.

<sup>74</sup> *Decretos de 6 de diciembre de 1957 por los que se autoriza al Ministro de Información y Turismo para efectuar las adquisiciones que se determinan* [en ligne]. BOE n° 311, 13 décembre 1957. Disponible sur : « <https://www.boe.es/gazeta/dias/1957/10/29/pdfs/BOE-1957-272.pdf> » (consulté le 25 août 2020), p. 7518-7519.

<sup>75</sup> *Real Decreto 2664/1977, de 6 de octubre, sobre libertad de información general por las emisoras de radiodifusión* [en ligne]. BOE n° 255, 25 octobre 1977. Disponible sur : « [https://www.boe.es/diario\\_boe/txt.php?id=BOE-A-1977-25582](https://www.boe.es/diario_boe/txt.php?id=BOE-A-1977-25582) » (consulté le 2 septembre 2020), p. 23386-23387.

<sup>76</sup> Par exemple, Adolfo Suárez intervient à la télévision lors d'allocutions le 6 juillet 1977 durant le journal télévisé à l'occasion de sa nomination en tant que président du gouvernement, le 14 décembre 1976 à la veille du référendum pour la Loi pour la Réforme politique, le 29 janvier 1981 après les tragiques événements de la « semaine noire », le 3 mai 1977 pour lancer la campagne présidentielle et il s'adresse encore aux Espagnols dans le spot électoral de l'UCD diffusé le 13 juin 1977, MARTÍN JIMÉNEZ Virginia, PELAZ LÓPEZ José-Vidal. Suárez y Calvo-Sotelo en la pequeña pantalla: un estudio comparado del liderazgo televisivo durante la Transición democrática en España (1976-1982). In : *Communication & Society*. 2019, vol. 32, p. 251-265, p. 257.

<sup>77</sup> *Ibid.*, p. 253.

nomination<sup>78</sup>. En outre, comme l'expliquent Virginia Martín Jiménez et José-Vidal Pelaz López, la popularité et la facilité d'accès de la télévision permettent au nouveau président du gouvernement d'impliquer tous les citoyens espagnols dans le projet de Transition : « la televisión fue para Suárez un nexo de unión con la ciudadanía a la que transmitía un mensaje que animaba a la colaboración y en el que daba por seguro el éxito de la Transición a pesar de los escollos del camino »<sup>79</sup>. Grâce à la télévision, le chef de l'État atteint les masses populaires et se pose en homme de confiance, proche de ses concitoyens. La législation télévisuelle héritée du franquisme s'avère alors très commode pour le gouvernement car, grâce à elle, ce dernier s'assure un plus large soutien populaire. Par ailleurs, RTVE est un enjeu électoral puisque, lors des trois premières élections démocratiques, 68,35 % des Espagnols suivent la campagne devant leur écran, alors que seulement 26,9 % le font à travers les journaux, 17,5 % à travers la radio, et 4,4 % dans les meetings<sup>80</sup>, d'où la conclusion amère d'*El País* dans un éditorial au sujet du scrutin de juin 1977 :

En un curioso momento político-cultural de la vida española, en que inexplicablemente desciende la venta de prensa diaria y aumenta la intoxicación televisiva, quienes tengan en sus manos este último medio tienen ya en el bolsillo los votos necesarios para ser aplaudidos en las próximas Cortes<sup>81</sup>.

Le 3 mai 1977, un décret régle l'accès à la télévision : les coalitions ou partis se présentant dans vingt-cinq circonscriptions ou plus disposent de trois espaces télévisuels gratuits, de dix minutes chacun<sup>82</sup>. Tous les grands candidats ont donc l'occasion de s'adresser directement aux Espagnols. Ce décret cache pourtant un accès à la télévision inéquitable : l'UCD au pouvoir se sert de son influence sur RTVE pour accaparer le reste du temps d'antenne et favoriser la candidature de Suárez. D'ailleurs, il existe de véritables conflits d'intérêts entre le gouvernement et la télévision publique puisque le directeur de la campagne *ucédiste*, Rafael Ansón, n'est autre que le directeur général de RTVE et que le responsable de la campagne télévisuelle, Gustavo Pérez Puig, est également le conseiller en image de Suárez<sup>83</sup>. Pourtant, les autres partis en lice ne s'insurgent pas de ses anomalies démocratiques. Quant à la presse, elle

---

<sup>78</sup> *Ibid.*

<sup>79</sup> *Ibid.*, p. 256.

<sup>80</sup> Étude de J. M. Contreras, *ibid.*, p. 254.

<sup>81</sup> Éditorial Ganará RTVE. *El País*. 10 mai 1977.

<sup>82</sup> MARTÍN JIMÉNEZ Virginia. El mitin del cuarto de estar: el protagonismo de la televisión en las campañas electorales de la Transición democrática (1977-1979). In : BERROCAL GONZALO Salomé (dir.). *Periodismo político: nuevos retos, nuevas prácticas: actas de las comunicaciones presentadas en el XVII Congreso Internacional de la Sociedad Española de Periodística* (Valladolid, 5-6 mai 2011). Valladolid : université de Valladolid, 2011, p. 560-577, p. 565.

<sup>83</sup> *Ibid.*

critique la manipulation de la télévision par l'État<sup>84</sup> mais ne se saisit pas du cas des élections générales de 1977.

À partir de 1979, en revanche, la situation a changé. Les formations politiques d'opposition ont alors mieux compris les enjeux de la télévision dans les campagnes électorales et convoitent, elles aussi, le temps d'antenne. En outre, l'Espagne a ratifié la Constitution, or cette dernière impose de garantir l'accès aux médias pour les « grupos sociales y políticos significativos, respetando el pluralismo de la sociedad y de las diversas lenguas de España » (article 20. 4.). Ainsi, lors des élections de 1979, les partis d'opposition et un secteur de la presse s'élèvent contre la mainmise du gouvernement sur la télévision. Par exemple, *El País* mène une enquête dont les résultats, publiés le dernier jour de la campagne prouvent l'iniquité de l'accès au petit écran entre les partis<sup>85</sup>. Dans l'Espagne constitutionnelle, l'utilisation partisane de RTVE par le gouvernement n'est plus acceptée.

La nécessaire démocratisation de la télévision est d'ailleurs un des arguments phares de la motion de censure des socialistes de mai 1980. À la tribune de l'assemblée, Alfonso Guerra dénonce longuement « la incompetencia » de la direction de RTVE, « la corrupción », « el desorden » et conclue sur le général « olor a podrido » qui selon lui se dégage de l'institution<sup>86</sup>.

L'arrivée de Leopoldo Calvo Sotelo au pouvoir en février 1981 n'apporte pas de changement significatif. Il souhaite rompre avec le présidentielisme télévisuel<sup>87</sup>, pourtant, lui aussi s'expose régulièrement sur le petit écran<sup>88</sup>. D'ailleurs, la monopolisation du discours du gouvernement se répète lors de la campagne électorale de 1982. Ainsi, selon *El País*, entre le 1 et le 10 mai 1982, c'est-à-dire à quelques jours des élections du Parlement andalou, les journaux

---

<sup>84</sup> Par exemple, en janvier 1977, dans *Triunfo*, Manuel Vázquez Montalbán revient sur l'annulation d'une émission créée par Montserrat Roig. Selon lui, le projet aurait été stoppé par la Moncloa en raison des liens entre l'écrivaine et le PSUC. Il conclut son article de la façon suivante : « increíble que sea una empresa estatal la que predique con el ejemplo y en un momento en que pretendía lavarse la cara de maquillajes fascistas. Posible quitarse el maquillaje, pero imposible cambiar de piel ». VÁZQUEZ MONTALBÁN Manuel. RTVE en Barcelona: Entre el colonialismo y la inquisición. *Triunfo*. 29 janvier 1977, n° 731, p. 14.

<sup>85</sup> « los miembros de UCD eran los que más tiempo televisivo habían acaparado, sumando apariciones y alusiones verbales, un 98,1 %; con lo cual el PSOE y el PCE consiguieron tan sólo un 1,03 %. Éditions des 27 février et 1 mars 1979. Cité par MARTÍN JIMÉNEZ, in : BERROCAL GONZALO (dir.), *op. cit.*, p. 574.

<sup>86</sup> Congreso de los diputados. *Diario de sesiones del Congreso de los diputados, sesión plenaria n° 93, miércoles 28 de mayo de 1980* [en ligne]. Disponible sur : « [http://www.congreso.es/public\\_oficiales/L1/CONG/DS/PL/PL\\_093.PDF](http://www.congreso.es/public_oficiales/L1/CONG/DS/PL/PL_093.PDF) » (consulté le 18 août 2020), p. 6087-6089.

<sup>87</sup> MARTÍN JIMÉNEZ, PELAZ-LÓPEZ, art. cit., p. 258.

<sup>88</sup> Par exemple, il accorde un entretien à la journaliste Rosa María Mateo le 28 février 1981, le 11 juin 1981, puis le 27 février 1982. Il s'adresse également aux Espagnols à travers la télévision le 8 mai 1981, puis à quatre reprises en 1982, *ibid.*, p. 260.

télévisés de la chaîne n° 1 de TVE dédie 17,6 % à l'UCD en campagne (indépendamment des autres informations au sujet du gouvernement *ucédiste*) contre seulement 9,8 % au PSOE<sup>89</sup>.

Par ailleurs, la gestion de RTVE est très instable puisqu'entre novembre 1975 et octobre 1982, pas moins de sept directeurs s'y succèdent<sup>90</sup>. Certains, notamment Fernando Arias Salgado et Robles Piquer, essuient de fortes critiques. Par exemple, Carlos Robles Piquer, beau-frère de Manuel Fraga, est désapprouvé par le PSOE, de nombreux collaborateurs, ainsi que le conseil d'administration de RTVE. Certains médias, en particulier *El País*<sup>91</sup>, dénonce la « sumisión de éste al poder » et estime que sa gestion est « marcada por el sello de la calamidad »<sup>92</sup>.

Lorsqu'il arrive à la tête de l'État, l'UCD n'a donc aucun intérêt à démocratiser le fonctionnement et l'accès à la télévision puisque son discours serait alors nuancé voire réfuté par ses adversaires politiques. Néanmoins, au fil des mois, il adapte la législation télévisuelle à la nouvelle réalité politique et sociale car les critiques viennent des autres partis mais aussi des médias, notamment de la presse d'opposition qui ne manque pas de relever les anomalies de RTVE.

La première réforme intervient en janvier 1980 avec l'*Estatuto de la radio y la televisión*. Il s'agit d'un pas vers la démocratisation de TVE puisqu'un des principes de la loi réside dans l'expression de la pluralité idéologique<sup>93</sup>. L'article 24 indique également que « la disposición de espacios en RCE, RNE y TVE se concretará de modo que accedan a estos medios de comunicación los grupos sociales y políticos más significativos ». Enfin, le texte prévoit la création d'une commission parlementaire chargée de contrôler l'activité de RTVE (art. 26). L'*Estatuto de la radio y la televisión* est une première étape mais elle ne signifie pas pour autant la libéralisation de TVE : l'article 1. 2. spécifie que radios et télévisions sont des services publics liés à l'État et, en outre, l'émission de chaîne privée est encore impossible. D'ailleurs, la loi déçoit les groupes médiatiques qui espèrent pouvoir investir dans le secteur. Ainsi, la société *Antena 3* – détenue, entre autres, par le groupe Godó, propriétaire de *La Vanguardia* – ne peut toujours pas émettre alors qu'il existe depuis le 6 octobre 1977<sup>94</sup>. Il faudra attendre le printemps

---

<sup>89</sup> PÉREZ ORNIA José Ramón. UCD y el Gobierno protagonizaron el 65 % del tiempo que Televisión dedicó a los partidos y a la campaña electoral andaluza. *El País*. 17 mai 1982.

<sup>90</sup> Il s'agit de Jesús Sancho Rof, Gabriel Peña Aranda, Rafael Ansón Oliart, Fernando Arias-Salgado Montalvo, Fernando Castedo Álvarez, Carlos Robles Piquer et Eugenio Nasarre Goicoechea.

<sup>91</sup> MARTÍN JIMÉNEZ, PELAZ-LÓPEZ, art. cit., p. 259.

<sup>92</sup> Éditorial Encerrados de nuevo con un solo juguete. *El País*. 1 juillet 1982.

<sup>93</sup> *Ley 4/1980, de 10 de enero, de Estatuto de la Radio y la Televisión* [en ligne]. BOE n° 11, 12 janvier 1980. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1980-724> » (consulté le 15 octobre 2020), p. 844-848.

<sup>94</sup> BARRERA, NOGUÉ, *op. cit.*, p. 320.

1988, soit plus de cinq ans après l'arrivée du PSOE au pouvoir avant que ne soit autorisée la concession de canaux de diffusion pour les chaînes privées, même si, elle n'en autorise la création que de trois (art. 4)<sup>95</sup>. La normalisation de la vie politique espagnole s'accompagne d'une démocratisation de la gestion de ce média. Pour autant, la télévision restera un enjeu politique durant de longues années. Selon Jean-Stéphane Duran Froix,

La disparition de la dictature n'a pas sonné le glas de l'ingérence du politique dans ce domaine. Au contraire, celle-ci s'est même exacerbée sous la démocratie, au gré de l'alternance à la tête du pays des deux puissants partis de la gauche (le Parti socialiste ouvrier espagnol, PSOE) et de la droite (le Parti populaire, PP)<sup>96</sup>.

Ainsi, durant la Transition, la presse doit composer avec la concurrence de la télévision, un média plus accessible à l'ensemble des classes sociales. Journaux et magazines ont donc intérêt à rester attractifs afin de maintenir les revenus issus des ventes et de la publicité. Certaines revues cherchent alors l'originalité et le scandale, à l'instar d'*Interviú*. Quant aux quotidiens et magazines d'information générale, ils peuvent compter sur le prestige de leurs signatures et la fiabilité de leur contenu, car c'est bien dans la qualité de l'information et des colonnes d'opinions que réside la plus-value de la presse face à la télévision. Malgré son taux de pénétration plus faible dans la société espagnole – 98 exemplaires vendus pour 1000 habitants en 1975 et 79 en 1982<sup>97</sup> – durant la Transition, la presse d'information générale est encore créatrice d'opinion. Mais, l'opinion elle-même est un concept aux limites floues sur lequel il est nécessaire de s'attarder.

### III. 1. C. Presse et opinion publique

En effet, « l'opinion publique » est une expression d'usage commode qui renvoie en réalité à un concept dont la définition a évolué au cours des siècles. Elle désigne à l'origine le jugement d'une élite éclairée sur un sujet donné. Elle est le « fruit de l'activité d'individus qui

---

<sup>95</sup> *Ley 10/1988, de 3 de mayo, de Televisión Privada* [en ligne]. BOE n° 108, 5 mai 1988. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1988-11073> » (consulté le 16 octobre 2020), p. 13666-13669.

<sup>96</sup> DURAN FROIX Jean-Stéphane. *La télévision espagnole : un contre-modèle ?* Paris : Orphys, 2009, 149 p., p. 32

<sup>97</sup> Pour ces mêmes dates, la France en vend 238 et 191 et l'Allemagne occidentale 325 et 408. RAMOS SIMÓN Luis Fernando. La difusión de la prensa diaria en España: El liderazgo de Madrid. In : *QuadernsDigital.net* [en ligne]. Janvier 2000, n° 17. Disponible sur : « [http://quadernsdigitals.net/datos\\_web/articles/telos/telos17/t17difusion.htm](http://quadernsdigitals.net/datos_web/articles/telos/telos17/t17difusion.htm) » (consulté le 02/02/2021).

s'investissent sur le plan politique »<sup>98</sup>. À partir de la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, l'opinion publique commence à renvoyer à l'avis des masses, généralement médiatisé par des tiers à l'instar d'élus politiques, de délégués syndicaux ou de journalistes<sup>99</sup>.

Derrière le caractère essentialiste de l'expression « opinion publique » affleurent donc plusieurs nuances. De fait, si on peut considérer qu'un petit nombre de personnes issues du même milieu social peuvent être d'accord sur un thème, il semble impossible qu'il en soit de même pour l'ensemble des individus d'un pays. Car, certains sujets font consensus mais d'autres engendrent d'inévitables clivages. Il semble donc inimaginable que l'ensemble des citoyens ne partagent qu'un seul et même avis, c'est pourquoi, il faudrait accorder l'expression au pluriel : il existe *des* opinions.

Il conviendrait en outre de préciser le terme « publique ». L'opinion publique renvoie-t-elle uniquement à ce que diffusent les médias (dans ce cas il s'agirait plutôt d'opinion médiatique) ? Représente-t-elle au contraire l'ensemble des avis individuels qui formeraient des tendances générales, même si leurs échos ne dépassent pas la sphère privée ? Ou, au contraire, l'opinion publique ne reflète-elle que la position des groupes possédant une projection sociale à l'instar des partis politiques, médias, militantes féministes, étudiants ou syndicats ?

Finalement, puisque l'expression « opinion publique » se compose d'une unité illusoire et d'une épithète ambiguë, il est nécessaire, pour être exact, de préciser qui émet chaque avis. Mais alors, pourquoi continuer à utiliser un concept qui semble aussi inopérant ? Pourquoi chercher à définir ce à quoi aspire une opinion publique si hétérogène ?

Malgré ses limitations, déterminer les tendances de l'opinion publique peut s'avérer très utile pour les groupes de pression au moment de s'exprimer publiquement sur un sujet. C'est le cas pour l'avortement, par exemple. Le PSOE et le PCE ne se positionnent sans ambages qu'après le procès de Bilbao. L'opinion publique – qui renvoie à l'avis moyen, au jugement majoritaire de citoyens lambda – est alors davantage sensibilisée à la question et moins réfractaire qu'auparavant à la promulgation d'une loi de dépenalisation. Ce sont les sondages, rares si ce n'est uniques moyens de « mesurer » l'opinion, qui mettent en évidence cette tendance. Ces derniers représentent donc de précieux outils mais ils sont à manier avec précaution. Comme l'explique Patrick Champagne<sup>100</sup>, les sondages sont une manière d'objectiver cette « entité métaphysique vague » qu'est l'opinion. Or, selon lui, l'opinion

---

<sup>98</sup> L'Opinion publique. In : *Blog Le Politiste* [en ligne]. Disponible sur : « <https://le-politiste.com/lopinion-publique/> » (consulté le 19 août 2020).

<sup>99</sup> *Ibid.*

<sup>100</sup> CHAMPAGNE Patrick. *Faire l'opinion. Le nouveau jeu politique*. Paris : Éditions de Minuit, 1990, 314 p. (Le sens commun).

publique est un produit fabriqué par les sondeurs, journalistes et politologues qui les commandent et les diffusent<sup>101</sup>. Pierre Bourdieu, estime quant à lui que les enquêtes d'opinion sont récusables, d'abord parce que tout le monde ne s'est pas forgé de jugement sur l'intégralité des sujets, ensuite parce que tous les avis ne se valent pas – certaines personnes sont mieux informées que d'autres –, mais aussi parce que les enquêtes tiennent peu compte des non-réponses ce qui déforme les résultats, et enfin parce que les questions peuvent être en décalage avec les intérêts de ceux qui y répondent. Par conséquent, les sondages donnent l'illusion qu'il existe une opinion publique alors qu'en réalité, ils ne peuvent refléter qu'une « opinion moyenne »<sup>102</sup>. Cette réponse moyenne n'est toutefois pas dénuée d'intérêt, notamment si elle vient compléter une étude plus approfondie qui se baserait en parallèle sur des éléments qualitatifs. Il conviendra donc d'analyser les résultats des sondages dans leur contexte.

« L'opinion publique » est donc un abus de langage car cette locution englobe une réalité complexe. Toutefois, même si une multitude d'avis peuvent coexister sur un sujet, de grands courants d'opinion ont tendance à émerger.

Tous les groupes disposant d'une visibilité auprès du grand public peuvent influencer la société. Néanmoins, pour exercer un véritable poids sur l'opinion, pour non seulement l'influencer mais aussi pour la créer, il faut être – ou du moins sembler – assez légitime et impartial pour donner son avis. De ce fait, les points de vue des organisations politiques ou des collectifs militants sont parfois accueillis avec méfiance si les lecteurs estiment que ces groupes sont trop partisans et intéressés pour s'exprimer en leur nom. De même, une célébrité ne bénéficiera pas de l'autorité nécessaire pour imposer son avis sur l'ensemble des sujets.

Quant aux citoyens, ils pourraient être créateurs d'opinion puisqu'ils peuvent être compétents sur des thèmes précis et ne sont a priori mus par aucun prosélytisme. Cependant, ils disposent de peu de leviers pour médiatiser leurs idées. Afin de se faire entendre, il leur est donc nécessaire d'intégrer des collectifs tels que des associations de voisins ou des partis politiques, mais alors, d'aucun considérerait que leur opinion ne reflèterait plus celle d'un expert mais celle de leur nouveau groupe d'appartenance. Une autre solution serait d'utiliser les médias pour propager leur discours mais ce dernier serait alors assumé par la presse, la radio ou la télévision et subirait donc d'inévitables transformations. Par exemple, dans les journaux, chacun peut s'exprimer via « le courrier des lecteurs » mais les lettres publiées sont sélectionnées, titrées, et souvent coupées. La parole individuelle doit s'adapter au cadre formel

---

<sup>101</sup> L'Opinion publique, art. cit.

<sup>102</sup> BOURDIEU Pierre. L'opinion publique n'existe pas. In : *Les Temps modernes*. Janvier 1973, n° 318, p. 1292-1309.



imposé par le média. Cette étape dénature alors l'ambition de libre expression de l'opinion citoyenne.

De plus, selon Gloria García González et Manuel Redero San Román, durant la Transition, les Espagnols s'intéressent peu à la vie publique<sup>103</sup>. Les orientations et décisions politiques sont le fruit de petits groupes qui composent l'élite alors que les masses, elles, ne s'investissent guère, la Guerre Civile et la dictature les ayant éloignées de la politique. Il existe dans le pays « una mayoría silenciosa y despolitizada, con actitudes políticas muy elementales, más preocupada por cuestiones económicas concretas que por los problemas políticos globales »<sup>104</sup>. Ainsi, dans l'Espagne postfranquiste, en général, la population espagnole n'est pas faiseuse d'opinion. Elle a confié cette tâche à des tiers, parmi eux, les médias. Ces derniers analysent, jugent et déterminent l'importance de chaque événement. Ainsi, dans un article publié en 1974, Elisabeth Noëlle-Neumann insiste sur le pouvoir annihilant des médias et des attendus sociaux sur les opinions personnelles puisque, selon elle, « pour ne pas se retrouver isolé, un individu peut renoncer à son propre jugement »<sup>105</sup>. Lorsqu'il est soumis à la pression du reste de la société, des médias ou des sondages, il peut avoir tendance à se ranger du côté de l'opinion dominante. Dans l'Espagne des années 1970-1980, les citoyens ont peu de prise sur ce qui fait la *Une* de l'actualité alors que les médias, plus particulièrement les journaux de référence, disposent d'un rôle prépondérant comme créateurs d'opinion. Les titres de presse doivent gagner ce statut.

Pour ce faire, tout d'abord ils mettent en scène leur légitimité en communiquant sur leur objectivité et en se présentant comme la voix de leurs lecteurs. En effet, à partir de la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, « le développement d'une presse à grand tirage va entraîner certains journalistes à parler au nom de l'opinion publique, la vente de leurs journaux signifiant une adhésion implicite du lecteur à leur ligne politique »<sup>106</sup>. Dans le cas de l'Espagne en Transition, selon Gérard Imbert, les journaux de références comme *El País* s'intéressent à des thèmes et se positionnent sur des sujets au nom d'une opinion publique très floue. Pour lui, loin de faire la jonction entre les aspirations citoyennes et les sphères de pouvoir, les journaux de références créent et diffusent des points de vue qui leur sont propres :

---

<sup>103</sup> GARCÍA GONZÁLEZ, REDERO SAN ROMÁN, art. cit., p. 102.

<sup>104</sup> *Ibid.*

<sup>105</sup> NOËLLE-NEUMANN Elisabeth. La spirale du silence. Une théorie de l'opinion publique. In : *Hermès, La Revue* [en ligne]. 1989, vol. 1, n° 4, p. 181-189. Disponible sur : « <https://www.cairn.info/revue-hermes-la-revue-1989-1-page-181.htm> » (consulté le 19 août 2020), p. 181.

<sup>106</sup> L'Opinion publique, art. cit.

C'est ce qu'on pourrait appeler le discours de l'opinion publique, cette tendance du journal de référence à se poser comme porte-voix de la collectivité au nom d'une opinion publique qui, dans les premières années de l'après-franquisme, n'existe pas encore en tant que telle, ou pour le moins se montre indécise et divisée sur un bon nombre de problèmes, notamment ceux qui relèvent des droits de l'homme, comme peut l'être la peine de mort ou, dans un autre ordre d'idées, le divorce, les contraceptifs et l'avortement... C'est donc une opinion publique incertaine, qui est en germe, en voie de constitution ; opinion publique qu'on peut « manipuler » (comme instance émissive) à qui on peut « faire-dire », dont la volonté (le vouloir comme modalité sémiotique) peut être utilisée pour créer des consensus autour de ce que le journal contribue à présenter comme les grands thèmes nationaux<sup>107</sup>.

Pour tenter de faire naître et d'influencer les tendances, les journaux de référence utilisent des stratégies d'autojustification. La première consiste à gommer les signes de leur subjectivité. En effet, à première vue, ils différencient clairement les articles informatifs qui visent l'objectivité, des articles d'opinion – tribunes signées ou éditoriaux – plus engagés. En général, une rubrique spécifique – *Tribuna de La Vanguardia* pour le quotidien catalan, *Opiniones ajenas, polémicas, cartas, puntualizaciones, comentarios* pour *ABC* ou *Opinión* pour *El País* – permet de les isoler. Ils sont aussi parfois signalés par une typographie dédiée, comme l'italique. Néanmoins, la presse de référence tente tout de même d'estomper la subjectivité de ces écrits d'opinion. Ainsi, les tribunes sont signées par des figures dont le renom fait autorité. Si l'auteur est moins connu, alors le journal publiera une petite note de présentation indiquant notamment sa profession ou son domaine de compétence. L'objectif est de montrer qu'il s'agit d'un spécialiste de la question et donc de légitimer son discours<sup>108</sup>. De même, l'éditorial, reflet du point de vue officiel du journal, se présente paradoxalement comme un texte logique, basé sur la raison. Pour ce faire, l'éditorialiste utilise ce que Gérard Imbert nomme des mécanismes de « débrayage cognitif » et « de débrayage actanciel ». Le premier consiste à utiliser des expressions comme « il est évident que » ou « on sait que » dans le but d'ériger les arguments avancés par l'éditorial en principes que le lecteur ne saurait remettre en question. Le deuxième outil sert à se protéger d'éventuelles critiques en utilisant des propos rapportés, il « tend à faire disparaître les marques directes de la subjectivité (les manifestations du Je parlant), il porte les marques d'une subjectivité indirecte à travers les jugements interprétatifs, évaluatifs et surtout axiologiques (jugements de valeurs) »<sup>109</sup>. L'éditorial utilise donc une série de leviers rhétoriques pour s'afficher comme un discours « objectif et hors polémique »<sup>110</sup> qui fait

---

<sup>107</sup> IMBERT, *op. cit.*, p. 15.

<sup>108</sup> L'idée est de Gérard Imbert, *ibid.*, p. 49.

<sup>109</sup> *Ibid.*, p. 101-102.

<sup>110</sup> *Ibid.*, p. 100.

autorité<sup>111</sup>. L'opinion du journal de référence et de ses collaborateurs, pourtant partielle par définition, se présente donc comme celle du bon sens<sup>112</sup>.

Par ailleurs, la presse dispose d'un autre pouvoir pour influencer l'opinion : la maîtrise du « quand », du « quoi » et du « comment ». Les rédactions imposent l'agenda de l'information. Il s'agit du pouvoir d'*agenda-setting*, théorisé par Edward McCombs et Donald L. Shaw en 1972<sup>113</sup>. Cette maîtrise temporelle leur permet d'influencer les points de vue à des moments stratégiques comme avant des votes à l'assemblée, des élections ou la sentence dans certains procès. Selon la formule de Bernard Cohen, citée par McCombs et Shaw, la presse « may not be successful much of the time in telling people what to think, but it is stunningly successful in telling its readers what to think *about* »<sup>114</sup>. Ils ne sont pas les seuls à détenir ce pouvoir et ils se trouvent d'ailleurs bien souvent en concurrence avec d'autres agendas – politique en particulier – mais leur influence peut être décisive. En outre, les médias choisissent quelle visibilité accorder aux informations. Ce sont eux qui sélectionnent ce qui fait ou non l'actualité et masquent – intentionnellement ou par pur souci d'espace disponible – certains aspects de la réalité, ce qui pousse Elena Méndez García de Paredes à écrire que « la realidad se debe a que ha aparecido en el medio »<sup>115</sup>. Par exemple, si l'organisation d'une manifestation n'est pas relayée par les journaux, alors elle risque d'attirer moins de participants. De plus, en dédiant de l'espace à un sujet, les journaux lui insufflent de la valeur. De fait, pour un lecteur confiant, il est logique d'estimer que ce qui est publié est digne d'intérêt alors que ce qui est omis est négligeable. De même, ils ont le pouvoir de façonner la représentation du réel puisqu'en agissant sur l'angle informatif, le vocabulaire utilisé, les illustrations, la formulation des titres ou le choix des rubriques, chaque équipe de rédaction peut influencer l'interprétation du lecteur. Par exemple, les cas de violences envers les femmes prennent une valeur symbolique lorsqu'ils passent des rubriques de faits divers à celles de société puisqu'il s'agit alors de considérer un acte isolé et relevant souvent du cadre privé comme la manifestation d'un phénomène social de plus grande ampleur. C'est ainsi que les journaux hiérarchisent

---

<sup>111</sup> *Ibid.*, p. 107.

<sup>112</sup> *Ibid.*

<sup>113</sup> SHAW Donald, MCCOMBS Maxwell. The Agenda-setting function of mass media. In : *The Public Opinion*. 1972, vol. 36, n° 2, p. 176-182. On pourrait traduire cette phrase par : « Il est possible que la presse ne parvienne pas toujours à dire aux gens comment penser mais elle parvient étonnamment bien à dire aux lecteurs ce à quoi ils doivent penser ».

<sup>114</sup> *Ibid.*, p. 178. L'ouvrage de Cohen est le suivant : COHEN Bernard. *Press and foreign policy*. Princeton : Princeton University Press, 1963, 298 p.

<sup>115</sup> MÉNDEZ GARCÍA DE PAREDES Elena. Lengua y manipulación en el discurso de la información periodística. In : MONTORO DEL ARCO Esteban Tomás, MOYA CORRAL Juan Antonio (coord.). *El español en contexto. Actas de las XV Jornadas sobre la lengua española y su enseñanza* (Grenade, 18-21 novembre 2009). Grenade : Universidad de Granada, p. 53-85, p. 57.

l'information. Certaines rubriques – notamment celles d'opinion, d'économie et de politique nationale – confèrent plus de prestige que d'autres<sup>116</sup>.

Enfin, l'image est, elle aussi, un outil puissant pour conditionner l'opinion. En effet, les photographies de presse, loin d'être des éléments purement illustratifs, portent en elles une information. La décision d'accoler une photo à un article, le choix de sa taille, de son emplacement, de son cadrage ou la sélection du sujet sont autant d'éléments qui vont influencer le lecteur – consciemment ou non – dans son interprétation du message informatif. De la même façon, les dessins de presse peuvent exercer une influence sur l'opinion. Dans les années 1970, ils connaissent d'ailleurs un véritable *boom* grâce notamment à la loi Fraga mais aussi à l'arrivée d'une nouvelle génération de professionnel qui délaissent les dessins atemporels pour couvrir l'actualité<sup>117</sup>. Durant la Transition, chaque grand quotidien travaille en collaboration avec un ou plusieurs dessinateur(s) : Antonio Mingote pour *ABC* (depuis les années 1950, ce qui reste une exception), Chumy Chúmez pour *Madrid*, Máximo pour *Pueblo* puis *El País*, Forges pour *Informaciones* puis *Diario 16*, Peridis pour *Informaciones* puis *El País*, mais aussi Muntañola et José Luis Martín pour *La Vanguardia*<sup>118</sup>. Dans certains cas, le dessin n'est qu'une respiration dans le journal, une pastille humoristique destinée à détendre le lecteur. Dans d'autres, en revanche, il est porteur d'information. Il révèle l'opinion de son auteur et cherche à ce que le lecteur la partage. D'ailleurs, bien souvent on le trouve dans la rubrique d'opinion – c'est le cas chez *El País* – dans laquelle il fonctionne comme une véritable tribune. Durant la Transition, les dessinateurs s'expriment sur les différentes étapes du processus et raillent parfois les choix du gouvernement. Par exemple, pour protester contre la *Ley de secretos oficiales*, Perich publie un dessin dans lequel une voyante s'excuse auprès d'un client : « lo siento, no puedo predecirle el futuro, es materia reservada »<sup>119</sup>. Ce genre de vignettes, loin d'être anodin, engendre d'ailleurs un conflit entre *La Vanguardia* et le dessinateur, conflit qui débouchera par le départ de ce dernier. L'impact du dessin de presse est d'autant plus important que c'est souvent l'élément qui est localisé en premier par l'acheteur lorsqu'il feuillète son journal. Ainsi, à travers le prisme de l'humour ou des représentations symboliques de l'actualité, les auteurs offrent aux quotidiens une alternative pour influencer l'opinion.

---

<sup>116</sup> GARCÍA-ALBI Inés. *Nosotras que contamos: Mujeres periodistas en España*. Barcelone : Plaza y Janés, 2007, 246 p., p. 183-184.

<sup>117</sup> MELÉNDEZ MALAVÉ Natalia. *El humor gráfico en el diario El País durante la Transición política española (1976-1978)* [en ligne]. Thèse en Sciences de la communication. Université de Malaga, 2005, 526 p. Disponible sur : « <https://riuma.uma.es/xmlui/handle/10630/5170> » (consulté le 16 août 2020), p. 231.

<sup>118</sup> *Ibid.*, p. 241.

<sup>119</sup> SEGADO BOJ Francisco. Las puertas del campo: Censura y coacción informativa durante la transición, reflejada en el humor gráfico de la prensa diaria (1974-1977). In : *Anàlisi*. 2009, n° 39, p. 17-34, p. 29.

Ainsi, la presse, et en particulier les journaux de référence, est promotrice de tendances, de courants d'opinion qui prétendent refléter les aspirations de la société. Or, rendre compte d'une opinion publique si variée et incertaine est une gageure. Qui se cache en réalité derrière les prises de position médiatique et à qui s'adresse la presse ?

En premier lieu, les journaux de référence se caractérisent, entre autres, par leurs prestigieuses signatures. Ces auteurs, qu'ils soient cadres politiques, artistes reconnus ou même entrepreneurs à succès<sup>120</sup>, dynamisent les ventes et assoient la réputation du titre. Leur fidélité est donc primordiale. C'est ce que révèle, par exemple, la correspondance entre Carlos Godó et Horacio Sáenz Guerrero, respectivement propriétaire et directeur de *La Vanguardia*. En effet, dans plusieurs lettres, Sáenz Guerrero insiste pour que l'entreprise investisse davantage afin d'éviter les défections parmi ses collaborateurs les plus populaires :

Como ejemplo, ponía en sus conocimientos que *El Correo Catalán* se les había llevado ya a José María Gironella porque le pagaba 20.000 pesetas por artículo, cuando *La Vanguardia* le pagaba 4.000; que *El País* pagaba a tres de sus colaboradores (Emilio Romero, Martín Ferrand y Álvarez-Solís) 500.000 pesetas mensuales, y a los de colaboración normal, entre 25.000 y 45.000 pesetas por artículo. El director hace hincapié en que *La Vanguardia* no pagaba los artículos políticos, por ejemplo, y que había colaboradores de secciones fijas "tan importantes y tan leídos" como Magín Pont Mestres y Fuentes Lojo sobre temas tributarios, que no cobraban nada desde hacía años<sup>121</sup>.

De fait, attirer des collaborateurs renommés permet d'inciter les clients à acheter. Or, la presse espagnole en a besoin car en 1980, le taux de pénétration des quotidiens, soit le pourcentage d'acheteurs par rapport à la population cible, n'est que de 26,7 % contre 49,6 % pour les magazines, 51,4 % pour la radio et 81,1 % pour la télévision<sup>122</sup>. En 1986, l'Espagne ne vend que 78 journaux pour mille habitants alors qu'à la même époque, la Grande Bretagne en écoule 414, l'Allemagne 350 et la France 212<sup>123</sup>. Ce désamour populaire peut être lié à l'histoire du pays car la censure exercée sur les médias par le régime franquiste est en partie responsable de ce phénomène. Certes, grâce à la loi Fraga, un secteur de la presse nationale a pu se rebeller contre le régime mais les critiques, dissimulées pour éviter les sanctions, n'ont pas été reçues

---

<sup>120</sup> Gérard Imbert ajoute que dans le cas d'*El País* il est courant que les actionnaires importants signent eux-aussi des articles, IMBERT, *op. cit.*, p. 49.

<sup>121</sup> Lettre d'Horacio Sáenz Guerrero à Carlos Godó datée du 2 février 1979 et citée par BARRERA, NOGUÉ, *op. cit.*, p. 293.

<sup>122</sup> Asociación para la investigación de medios de comunicación (AIMC). *Marco General de los medios en España 2019* [en ligne]. Disponible sur : « <https://www.aimc.es/otros-estudios-trabajos/marco-general/descarga-marco-general/> » (consulté le 27 août 2020), p. 11.

<sup>123</sup> NEGRÓ ACEDO Luis. *El diario El País y la cultura de las élites durante la Transición*. Madrid : Foca, 2006, 205 p. (Foca investigación), p. 9.

par l'ensemble de la population mais seulement par les groupes sociaux sensibles aux mouvements civiques et politiques en faveur de la démocratie. En outre, excepté ces quelques titres dissidents, la plupart des journaux finit par s'accommoder de la censure pour subsister : ils évitent les sujets trop polémiques voire se montrent complaisants envers le régime. La désaffection de la société espagnole viendrait donc de sa méfiance envers une presse manipulée par le régime. Cette crise de confiance expliquerait le retard accumulé par rapport au reste de l'Europe, car même si durant les dernières années du franquisme et les premiers balbutiements de la Transition, les ventes s'emballent – c'est l'époque du « parlement de papier » –, l'engouement s'essouffle lorsque point le *desencanto*. De nombreux citoyens se détournent alors du monde politique et, par là même, de la presse d'information quotidienne, très centrée sur l'actualité de ce microcosme<sup>124</sup>. Finalement, selon Jean-Pierre Castellani et Miguel Urabayen,

il a fallu attendre 1994, c'est-à-dire dix-neuf ans après la fin de la dictature franquiste et son contrôle politique et moral de l'information, pour que l'Espagne passe enfin la barre fatidique de l'indice des 100 exemplaires vendus pour 1000 habitants qui est considéré, en général, comme le seuil minimum pour qu'un pays soit inclus dans le groupe des pays développés dans le domaine de la lecture de la presse<sup>125</sup>.

Mais alors, si les masses se désintéressent des journaux, comment expliquer l'influence de la presse sur l'opinion ? Comment un nombre si réduit de lecteurs pourrait avoir un impact sur l'ensemble de la société ?

Aux yeux Luis Negró Acedo, l'important n'est pas le nombre de journaux vendus mais le profil des acheteurs. Selon lui, l'histoire de la Transition prouve la capacité de certains lecteurs à catalyser les aspirations démocratiques de la presse de leur temps pour devenir eux-mêmes moteurs du changement<sup>126</sup>. De fait, c'est aux classes les mieux formées que s'adressent les journaux de référence et, elles-mêmes en sont les principales consommatrices. Ainsi, en 1980, Carmen Fernández de Blas brosse le portrait du lecteur moyen de ce type de publication. Il s'agit d'une personne « situad[a] en los estratos sociales cuya renta es superior a la media de nuestra población y eso determina que tenga su residencia en una zona urbana, interclasista, pero con una población estable e integrada »<sup>127</sup>. Le revenu moyen est un facteur discriminant

---

<sup>124</sup> GARCÍA GONZÁLEZ, REDERO SAN ROMÁN, art. cit., p. 119.

<sup>125</sup> CASTELLANI, URABAYEN, *op. cit.*, p. 23.

<sup>126</sup> NEGRÓ ACEDO, *loc. cit.*

<sup>127</sup> FERNÁNDEZ DE BLAS Carmen. Inventario de la prensa española. In : *Información Comercial Española, ICE: Revista de economía*. 1980, n° 567, p. 96-16, cité par GARCÍA GONZÁLEZ, REDERO SAN ROMÁN, art. cit., p. 91-92.

dans l'intérêt porté à l'information écrite puisque, dans l'Espagne de 1980, 66,1 % des personnes de classes aisées lisent la presse contre seulement 15 % des personnes de classes populaires<sup>128</sup>. Les journaux d'information générale sont donc conçus par une élite pour une élite.

Par ailleurs, la presse espagnole des années 1970-1980 est essentiellement masculine. Les travaux de Juana Gallego montrent qu'il ne s'agit pas d'un choix intentionnel des rédactions mais plutôt d'un décalage entre la réalité du monde et sa représentation dans les journaux. Selon elle, les équipes de direction ont une perception erronée du contenu de leur journal. Parmi les soixante-douze directeurs interrogés par la chercheuse, 58 % estiment que les hommes sont plus intéressés que les femmes par la presse, 3 % pensent l'inverse et 38 % considèrent que l'intérêt est égal entre les sexes. En revanche, lorsqu'il s'agit de *leur* journal, les réponses diffèrent puisque 64 % des directeurs considèrent que leur publication suscite autant l'intérêt des hommes que des femmes. Le pourcentage passe donc de 38 % à 64 % lorsqu'il s'agit de juger leur propre travail. Or, pour tous les titres étudiés, le véritable pourcentage de lectrices est toujours inférieur à 40 %<sup>129</sup>. Finalement, la proportion réelle entre lecteurs et lectrices dévoile clairement une sorte d'aveuglement des professionnels du milieu quant à l'inclusion des femmes dans le journal<sup>130</sup>. En outre, puisque la presse d'information générale ne s'adresse pas aux lectrices, celles-ci s'en détournent. Une étude de l'Asociación de Editores de Diarios Españoles (AEDE) montre ainsi qu'en 1983, seules 40 % de femmes lisent la presse contre 60 % d'hommes<sup>131</sup>. Selon l'association, ce résultat est le « reflejo de una inadecuación de los contenidos de los diarios frente a las expectativas de las mujeres, dificultando su incorporación a la lectura habitual de diarios »<sup>132</sup>.

Ainsi, les quotidiens d'information nationale sont construits par une élite pour un segment de la population espagnole, un secteur influent, avide d'information et qui dispose d'un pouvoir d'achat confortable<sup>133</sup>. Ils s'adressent plutôt aux hommes et leur lectorat est lui aussi majoritairement masculin. Tous ces éléments invalident la capacité de la presse à refléter

---

<sup>128</sup> RIOJA Mariano. Ideología y problemas de los diarios españoles. In : *Razón y Fe*. Juillet-août 1980, tome 202, n° 990, p. 35-44, cité dans GARCÍA GONZÁLEZ, REDERO SAN ROMÁN, *loc. cit.*

<sup>129</sup> Résultats obtenus dans le cadre de la thèse de Juana Gallego, portant sur la période 1976-1986, et utilisés par la chercheuse dans son ouvrage, GALLEGO, *op. cit.*, p. 28-29.

<sup>130</sup> À titre d'exemple, 30,7 % des lecteurs d'*El Periódico de Catalunya* sont des femmes. Pour *La Vanguardia* elles sont 35,7 %, pour *Avui* 37,7 % et pour *El País* 30,2 %. Les chiffres sont extraits du dossier « Nuestros Periódicos: renovarse o morir » publié dans le n° 16 du magazine *Vivir en Barcelona*, en octobre 1986 et cités par Juana Gallego, *ibid.*, p. 27.

<sup>131</sup> Étude relayée par Juana Gallego dans GALLEGO, *ibid.*

<sup>132</sup> Extrait de la conclusion de l'étude de l'AEDE citée par Juana Gallego, *ibid.*, p. 30.

<sup>133</sup> GARCÍA GONZÁLEZ, REDERO SAN ROMÁN, *art. cit.*, p. 92.

fidèlement l'opinion de la majorité des Espagnols puisqu'en réalité, l'opinion médiatique fait écho à celle de ce petit groupe privilégié qui a le pouvoir de faire naître des tendances.

Ces acteurs de l'information entretiennent par ailleurs des relations étroites avec de nombreux responsables politiques. Selon Carmen Castro Torres, cette complicité est le fruit d'un travail commun pour consolider la démocratie espagnole, travail réalisé d'une part au Parlement en construisant le support légal de l'État et, d'autre part, au cœur des rédactions, en influençant l'opinion pour qu'elle accueille favorablement les décisions de l'exécutif<sup>134</sup>. Selon la chercheuse, dans les années 1970-1980, les rapprochements entre professionnels de l'information et responsables politiques sont légion. Les premiers considèrent ces relations comme un moyen de gagner de l'influence et les seconds, comme une occasion d'apparaître sous un jour favorable<sup>135</sup>. Or, cette complicité peut dénaturer la distance critique que les journalistes devraient idéalement respecter vis-à-vis des élus. L'examen de la correspondance du propriétaire de *La Vanguardia* en offre un exemple. Avant les élections de 1977, Carlos Godó, proche de López Rodó et d'AP, insiste auprès d'Horacio Sáenz Guerrero afin d'organiser un entretien pour son ami. L'interview, menée par Mary Mérida, est publiée en pages 3 et 4 de l'édition du 22 avril<sup>136</sup>. Elle est donc le fruit de l'entremise d'un professionnel de l'information en faveur d'un homme politique. Cette collusion presse / politique ne peut que jeter un doute supplémentaire sur l'impartialité des journaux puisqu'il est impossible d'exprimer l'opinion majoritaire – si tant est qu'elle existe – lorsque les amitiés et intérêts avec les hautes sphères du pouvoir conditionnent le traitement de l'information.

Enfin, une dernière entorse au principe d'honnêteté de la presse réside dans l'attitude de nombreuses rédactions vis-à-vis du gouvernement, dans l'immédiat postfranquisme. En effet, une fois le dictateur disparu, la plupart des journaux de référence appuient toutes les initiatives pouvant mener à la démocratie. Craignant que l'instabilité politique n'engendre davantage de violence voire un coup d'état, ces publications cherchent à faciliter le consensus. Ce dessein louable les amène cependant à conditionner l'opinion en invalidant voire en passant sous silence certaines anomalies du projet *suariste*. Au nom de leur devoir civique, les rédactions éludent parfois trop obligeamment les remarques ou critiques constructives de l'opposition politique et sociale, empêchant ainsi tout débat citoyen autour de la construction démocratique. C'est ce qu'avancent de nombreux chercheurs comme Carmen Castro Torres qui souligne que

---

<sup>134</sup> CASTRO TORRES, *op. cit.*, p. 331-332.

<sup>135</sup> *Ibid.*, p. 332.

<sup>136</sup> BARRERA, NOGUÉ, *op. cit.*, p. 349.



ese ejercicio de responsabilidad que lleva a los periodistas a no poner en tela de juicio la institución monárquica y otros aspectos esenciales del proceso reformista, tiene algunos aspectos criticables y es que a partir de las elecciones de 1977, precisamente porque están convencidos de que es necesario prestar apoyo a la nueva etapa constituyente, se unen al consenso. Con esta actitud se abandona el papel crítico que habían ejercido en las etapas anteriores y quizá esto contribuyó al desinterés de la opinión pública por la prensa, que se tradujo en una caída de las ventas<sup>137</sup>.

Le soutien presque inconditionnel des journaux de référence au consensus leur fait donc étouffer les aspirations de tout un secteur critique de la société espagnole.

En définitive, les grands quotidiens nationaux participent pleinement à la Transition. Face à un État en construction, ils sont les garants de la démocratie puisque jusqu'en 1977, les débats publics n'ont pas lieu à l'assemblée mais bien dans les pages des journaux. Ce sont les journalistes qui décryptent et jugent l'actualité. Ce sont eux qui décident ce qui mérite de faire l'information. Ils ont un pouvoir performatif sur la réalité espagnole. Cette influence leur fait subir des pressions de la part des successifs gouvernements mais aussi d'organisations terroristes qui, par la violence, tentent de leur intimer le silence.

Toutefois, sous couvert de médiatiser la voix du peuple, la presse ne diffuse que l'opinion d'un petit nombre, d'une élite formée par des journalistes en vogue, des représentants politiques, des entrepreneurs, des intellectuels ou des artistes. Elle ne reflète donc pas l'opinion publique et ne se dirige pas non plus aux masses populaires. En conséquence, seul un secteur minoritaire de la population lit la presse. Ces lecteurs possèdent toutefois les moyens de faire avancer le processus démocratique. Poussés par l'opinion médiatique, ils défendent la politique de pactes et le gouvernement.

L'information écrite joue donc un rôle clef durant la Transition. Elle vit une période particulièrement riche durant laquelle certains journaux connaissent leur âge d'or alors que d'autres ne parviennent pas à négocier le virage et s'enfoncent dans d'insolubles crispations idéologiques et financières. En quelques années, le panorama de la presse espagnole se trouve bouleversé. Ainsi, entre 1975 et 1984, soixante quotidiens ferment leurs portes<sup>138</sup> alors même que soixante-douze arrivent sur le marché entre 1976 et 1989<sup>139</sup>. Analysons la façon dont les titres historiques appréhendent cette période. Dans un premier temps, nous nous intéresserons aux destins de la presse franquiste. Nous étudierons ensuite comment les quotidiens leaders de l'information générale, *ABC* et *La Vanguardia*, ainsi que les magazines d'opposition comme

---

<sup>137</sup> CASTRO TORRES, *op. cit.*, p. 330.

<sup>138</sup> *Ibid.*, p. 237.

<sup>139</sup> CASTELLANI, URABAYEN, *op. cit.*, p. 149.

*Cuadernos para el Diálogo* ont vécu la Transition. Enfin, nous verrons que la construction démocratique voit fleurir de nouveaux, et nombreux, titres de presse.

## III. 2. Le nouveau visage de la presse espagnole

### III. 2. A. Le démantèlement de la presse du Mouvement national

Pour bien comprendre les changements qui s'opèrent dans la presse franquiste durant la Transition, il faut avoir en tête l'origine et le fonctionnement de la presse du Mouvement national. Durant la Guerre Civile, au fur et à mesure qu'elles avancent sur le territoire, les troupes franquistes prennent le contrôle des rédactions. Après la guerre, la gestion de certains titres comme *La Vanguardia* repasse aux mains de leurs propriétaires légitimes. D'autres, notamment les publications ayant soutenu la République, sont définitivement nationalisés et forment ce que le régime appellera la chaîne de presse du Mouvement<sup>140</sup>. Ce dernier les subventionne et leur impose de vanter les valeurs franquistes. En parallèle, le gouvernement détient aussi de nombreuses chaînes de radio ainsi que l'agence de presse Pyresa, destinées elles-aussi à la propagande.

Parmi les journaux gouvernementaux, on peut citer *La Voz de Almería*, *Línea*, *La Hora leonesa* ou *La Voz de España* mais les plus emblématiques sont certainement les quotidiens *Pueblo* et *Arriba*, respectivement organes de presse des Syndicats verticaux et de la Phalange. L'histoire du premier est indissociable de celle d'Emilio Romero, son directeur entre 1954 et 1975. Grâce à sa gestion, le journal connaît une époque de splendeur, en particulier entre 1966 et 1975, période durant laquelle il dépasse systématiquement les 150 000 exemplaires vendus par jour<sup>141</sup>. Avec Emilio Romero, *Pueblo* est plus fort, s'émancipe de l'influence du

---

<sup>140</sup> *Ley de 13 de junio de 1940 por la que se dispone pasen al Patrimonio de la Delegación Nacional de Prensa y Propaganda de F. E. T. y de las J. O. N. S., con facultades de libre disposición, las máquinas y demás material de talleres de imprenta o editoriales incautadas por el Ministerio de la Gobernación y su Dirección General de Prensa* [en ligne]. BOE n° 206, 24 juillet 1940. Disponible sur : « <https://www.boe.es/gazeta/dias/1940/07/24/pdfs/BOE-1940-206.pdf> » (consulté le 27 août 2020), p. 5122-5123.

<sup>141</sup> 151 000 en 1965, 193 000 en 1970 et 182 000 en 1970, au millier près, DAVARA TORREGO Francisco Javier. Los periódicos españoles en el tardo franquismo: consecuencias de la nueva ley de prensa. In : *Comunicación y hombre: revista interdisciplinar de ciencias de la comunicación y humanidades*. 2005, n° 1, p. 131-148, p. 135.

gouvernement et se permet même d'en critiquer certains membres et décisions. De fait, le directeur est un homme puissant qui dispose de l'immunité parlementaire à titre personnel et professionnel grâce à sa charge de conseiller national pour Avila. Il côtoie régulièrement les figures du régime, qu'elles soient phalangistes, catholiques ou liées à l'Opus Dei<sup>142</sup>. Mais, justement, l'influence de Romero et sa gestion de *Pueblo* commencent à agacer certains hommes politiques à l'instar de Fernández Sordo, Rodríguez de Valcárcel et Arias Navarro qui ourdissent jusqu'à obtenir sa destitution en 1975. Une fois Romero évincé du journal, les ventes chutent dangereusement sans que les cinq directeurs qui se succèdent entre 1975 et 1984 ne parviennent à y remédier<sup>143</sup>. L'arrivée sur le marché de concurrents comme *El País* complique d'autant plus la situation. Chaque année, la moyenne des ventes de *Pueblo* diminue d'environ 45 000 exemplaires<sup>144</sup>. De plus, l'instabilité de la direction se ressent sur la cohérence de la ligne éditoriale. Le quotidien s'arrête définitivement en 1984<sup>145</sup>.

Le profil d'*Arriba* est très différent de celui de *Pueblo*. *Arriba* n'est pas un quotidien aussi populaire mais son histoire lui confère une autorité morale puisque son fondateur en 1935 n'est autre que José Antonio Primo de Rivera. Durant toute la période franquiste, le quotidien défend les postures les plus immobilistes du régime. Il dénonce toute politique d'ouverture et c'est d'ailleurs lui qui publie le « gironazo » en avril 1974<sup>146</sup>. *Arriba* n'évolue pas avec son temps c'est pourquoi il perd des lecteurs à mesure que la société espagnole se transforme<sup>147</sup>. En 1960, il vend encore environ 51 000 exemplaires par jour mais ce chiffre tombe à 28 000 en 1965 puis à 18 000 en 1970<sup>148</sup>. Le dernier numéro paraît en juin 1979<sup>149</sup>.

Au-delà des spécificités inhérentes à chacun, le point commun des journaux du Mouvement national est de peiner à s'adapter à l'après Franco. La progressive liberté de la presse impose à ces journaux de revoir leur ligne éditoriale : doivent-ils continuer à soutenir le gouvernement alors que ses valeurs et aspirations diffèrent totalement de celles du franquisme ou alors doivent-ils rester fidèles aux principes du national-catholicisme ? La suppression légale du Mouvement national en avril 1977 finit de déstabiliser les équipes<sup>150</sup>. Elles n'ont plus

---

<sup>142</sup> ALFÉREZ, *op. cit.*, p. 117-118.

<sup>143</sup> Luis Ángel de La Viuda, Juan Fernández Figueroa, José Ramón Alonso y Rodríguez-Nadales, Manolo Cruz et José Antonio Garriarán, *ibid.*, p. 120-121.

<sup>144</sup> CASTRO TORRES, *op. cit.*, p. 212.

<sup>145</sup> ALFÉREZ, *op. cit.*, p. 122.

<sup>146</sup> Voir I. 2. C. L'opposition de droite.

<sup>147</sup> DAVARA TORREGO, *loc. cit.*

<sup>148</sup> *Ibid.*, p. 144.

<sup>149</sup> Conflicto en la prensa del Estado. *La Vanguardia*. 17 juin 1979, p. 5.

<sup>150</sup> *Real Decreto-ley 23/1977, de 1 de abril, sobre reestructuración de los órganos dependientes del Consejo Nacional y nuevo régimen jurídico de las Asociaciones, funcionarios y patrimonio del Movimiento* [en ligne]. BOE

l'obligation de faire la propagande du régime et doivent se redéfinir idéologiquement. Au cours de cette période, *Arriba* accueille une nouvelle génération de journalistes. Le quotidien ouvre son horizon thématique, nuance son discours et gagne en pluralité. *Pueblo* et *Arriba* commencent par soutenir le gouvernement<sup>151</sup> mais, à partir des Pactes de la Moncloa et de l'intention exprimée par l'UCD de supprimer la chaîne de presse du Mouvement, ils prennent leurs distances avec l'exécutif et se rapprochent de l'opposition, en particulier du PSOE<sup>152</sup>. Toutefois, la décision du gouvernement ne leur laisse que quelques années avant leur fermeture définitive.

En effet, une fois au pouvoir, Adolfo Suárez doit décider du sort de ces périodiques. Ces derniers pèsent sur les finances de l'État puisque, au fil du temps, leurs ventes baissent au profit des publications privées. En 1945, sur cent journaux et magazines vendus, 41,2 appartiennent à l'État alors que 58,8 sont privés. Cette proportion évolue en faveur du secteur privé puisqu'elle passe à 31,5 contre 68,5 en 1960 puis à 26 contre 74 en 1970<sup>153</sup>. Après la mort de Franco, la situation n'est plus tenable : les équipements sont obsolètes et les équipes sont trop nombreuses. Les journaux sont soumis à la loi du marché, c'est-à-dire qu'ils doivent pouvoir concurrencer les nouvelles publications et équilibrer les comptes alors même que le contexte très compétitif et l'augmentation du prix du papier amplifient les difficultés<sup>154</sup>. Leurs ventes diminuent : en 1977, l'ensemble de ces publications s'écoule à 423 456 exemplaires par numéro, puis à 404 662 en 1979 et plus qu'à 361 375 en 1981<sup>155</sup>. En 1977, parmi ces trente-cinq titres, seuls cinq vendent plus de 30 000 exemplaires par numéro<sup>156</sup>. En mars 1975, Emilio Romero, devenu délégué national de la chaîne de presse du Mouvement, avait bien proposé un

---

n° 83, 7 avril 1977. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1977-8855> » (consulté le 28 août 2020), p. 7768-7770.

<sup>151</sup> MARTÍNEZ FÁBREGAS Jezabel, SALGADO DE DIOS Francesc. La prensa franquista durante la primera fase del cambio de régimen (1975-1977). Los casos de *Arriba*, *Pueblo* y *El Alcázar*. In : *Texto y Visual Media* [en ligne]. 2016, n° 9, p. 195-214. Disponible sur : « <https://textualvisualmedia.com/index.php/txtvmedia/article/view/71> » (consulté le 2 septembre 2020), p. 202-203.

<sup>152</sup> MARTÍNEZ FÁBREGAS Jezabel, ROMERO DOMÍNGUEZ Lorena. *Arriba* durante la Transición española: el abandono de su función propagandística con respecto al Gobierno. In : *Historia y Comunicación Social* [en ligne]. 2014, vol. 19, p. 321-340. Disponible sur : « [http://dx.doi.org/10.5209/rev\\_HICS.2014.v19.47298](http://dx.doi.org/10.5209/rev_HICS.2014.v19.47298) » (consulté le 2 septembre 2020), p. 336.

<sup>153</sup> FERNÁNDEZ SEBASTIÁN, FRANCISCO FUENTES, *op. cit.*, chapitre 9.

<sup>154</sup> Durant la dictature, l'État fixe le prix du papier mais, avec la démocratie, ce sont les différents groupes de presse qui s'en chargent, ensemble. En 1970, un kilo de papier coûte 4 pesetas. En 1999, après 24 modifications, il atteint les 125 pesetas, CASTELLANI, URABAYEN, *op. cit.*, p. 34-35.

<sup>155</sup> HERAS PEDROSA (DE LAS) Carlos. *La Prensa del Movimiento y su gestión publicitaria (1936-1984)*. Malaga : Universidad de Málaga, 2000, 277 p. (Estudios y ensayos), p. 69.

<sup>156</sup> MARTÍNEZ FÁBREGAS Jezabel. *La imagen del gobierno en la prensa oficial durante la Transición Española (1975-1978): análisis comparativo de Arriba, Pueblo, Solidaridad Nacional, El Pueblo Gallego, Hierro, Sur y Odiel* [en ligne]. Thèse de journalisme. Université de Séville, 2014, 304 p. Disponible sur : « <https://idus.us.es/handle/11441/48966> » (consulté le 4 septembre 2020), annexes p. 5.

plan pour réduire les déficits mais ce dernier s'avère insuffisant d'autant que les pertes financières ne sont pas le seul problème<sup>157</sup>. C'est aussi du point de vue éthique que l'existence de médias gouvernementaux pose question. Selon *El País*,

el Gobierno, usufructuario de ese costoso tinglado, carece de argumentaciones jurídicas, políticas y morales para disponer de tan poderoso aparato, que *simula* hablar desde la sociedad cuando, en realidad, obedece las instrucciones que recibe de los despachos oficiales. Máxime cuando la explotación de ese instrumento de intoxicación y propaganda, especialmente útil para preparar unas elecciones o santificar al presidente del Gobierno mediante las técnicas del "culto a la personalidad", es deficitaria<sup>158</sup>.

De fait, en mai 1980, tous supports confondus (presse, radio, télévision), 60 % de l'information est gouvernementale<sup>159</sup>. En outre, les chaînes de télévision privée sont interdites jusqu'en 1988. De nombreuses personnalités médiatiques – dont le propre Emilio Romero – dénoncent cette mainmise de l'État sur la presse et les médias audiovisuels. Pour lui, ainsi que pour de nombreux observateurs, cette situation est antidémocratique, d'autant que ces périodiques et canaux gouvernementaux constituent une concurrence déloyale puisqu'ils reçoivent d'importantes subventions publiques<sup>160</sup>. C'est ce que critique *Diario 16* qui accuse *Pueblo* de recevoir trois millions de pesetas d'aide par jour de la part du gouvernement<sup>161</sup>. Le journal s'insurge également contre l'impudence de certains titres de presse gouvernementale qui, après avoir collaboré avec le régime, se targuent de s'être rebellé contre le franquisme et se posent en censeurs des pratiques démocratiques de chacun<sup>162</sup>. Ces polémiques ainsi que les malheureux résultats financiers de ces journaux poussent le gouvernement Suárez à légiférer.

En avril 1977, après la suppression légale du Mouvement national, les médias gouvernementaux passent sous la tutelle du Medios de Comunicación Social del Estado (MCSE), organisme dépendant du ministère de l'Information et du Tourisme et créé spécialement pour les gérer<sup>163</sup>. Quelques semaines plus tard, le quotidien *Pueblo* – dont la

---

<sup>157</sup> Le plan repose, entre autres, sur la séparation des structures politique et économique au sein de la Délégation nationale de presse et de radio du Mouvement national, les études des résultats économiques de chaque publication ou canal radiophonique, la réorganisation et travail sur l'image d'*Arriba* et de *Pyresa*, ainsi qu'une nouvelle politique de ressources humaines, *ibid.*, p. 54-55.

<sup>158</sup> Éditorial Ni cuarto poder ni prensa del Estado. *El País*. 21 octobre 1977, cité par CASTRO TORRES, *op. cit.*, p. 335.

<sup>159</sup> CASTRO TORRES, *ibid.*, p. 336.

<sup>160</sup> CAVERO José. *El PSOE contra la prensa: Historia de un divorcio*. Madrid : Temas de hoy, 1991, 301 p. (España hoy), p. 22.

<sup>161</sup> CASTRO TORRES, *op. cit.*, p. 336.

<sup>162</sup> Éditorial Prensa y democracia/1. *Diario 16*. 18 septembre 1978, p. 4, cité par Carmen Castro Torres, *ibid.*

<sup>163</sup> *Real Decreto 708/1977, de 15 de abril, por el que se da cumplimiento a la disposición final primera del Real Decreto 596/1977, de 1 de abril, y se da estructura orgánica al Organismo autónomo Medios de Comunicación*

propriété juridique est complexe puisqu'il appartient au patrimoine des anciens Syndicats verticaux – intègre le MCSE<sup>164</sup>.

Dans un premier temps, l'objectif de cet organisme est confus. Doit-il organiser le sauvetage ou bien la fermeture, au prix de milliers de licenciements, des médias qu'il gère ? Le rôle du MCSE est étudié lors des négociations des Pactes de la Moncloa, à l'automne 1977. Selon Carlos de las Heras Pedrosa, deux philosophies se dégagent alors :

UCD, AP y, naturalmente, la representación del Gobierno, consideran incongruente en un régimen de libertades democráticas la existencia de una prensa financiada en exclusiva por el Estado y dependiente en la práctica del Gobierno existente en cada circunstancia. Por el contrario, PSOE y PCE apoyan y defienden su existencia en base a que no ha de ser una prensa gubernamental, sino pluralista, que ha de estar al servicio del interés público y ser independiente, garantizando esta independencia los Patronatos que se instituyan o los Consejos de Dirección que se nombren con participación de la Administración de los propios trabajadores y del Parlamento<sup>165</sup>.

S'ils divergent sur le sort à réserver au MCSE, les partis s'accordent en revanche sur l'importance de protéger ses salariés. Durant ces années, l'organisme financé par l'État s'attèle alors à empêcher les faillites. Il fait stopper les embauches, investit dans de nouvelles machines et améliore les processus de commercialisation<sup>166</sup>. Un juin 1979, le gouvernement publie un décret pour que le personnel qui aurait perdu son emploi à la suite d'une restructuration se voit proposer un poste dans l'administration publique<sup>167</sup>. La loi de privatisation est promulguée en avril 1982<sup>168</sup>. Les journaux du MCSE seront vendus aux enchères (art. 2) et ceux qui ne trouvent pas d'acquéreurs entreront en liquidation judiciaire (art. 5). Une fois au pouvoir, le gouvernement de Felipe González poursuit la suppression des MCSE<sup>169</sup> à travers le décret

---

*Social del Estado* [en ligne]. BOE n° 95, 27 avril 1977. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1977-9827> » (consulté le 3 septembre 2020), p. 8606-8607.

<sup>164</sup> *Real Decreto 806/1978 de 3 de abril*, cité par HERAS PEDROSA (DE LAS), *op. cit.*, p. 67.

<sup>165</sup> *Ibid.*

<sup>166</sup> *Ibid.*, p. 72.

<sup>167</sup> *Real Decreto 1434/1979, de 16 de junio, sobre régimen del personal del Organismo autónomo Medios de Comunicación Social del Estado en los supuestos de reestructuración o suspensión de los periódicos adscritos al mismo* [en ligne]. BOE n° 145, 18 juin 1979. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1979-14376> » (consulté le 3 septembre 2020), p. 13505-13506 et cité dans *ibid.*, p. 68.

<sup>168</sup> *Ley 11/1982, de 13 de abril, de supresión del Organismo autónomo Medios de Comunicación Social del Estado* [en ligne]. BOE n° 99, 26 avril 1982. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1982-9659> » (consulté le 3 septembre 2020), p. 10528-10529.

<sup>169</sup> Lors des Pactes de la Moncloa, le PSOE se positionne pourtant contre la privatisation. Pour José Caverro, ce revirement s'explique par plusieurs facteurs. Tout d'abord, l'ombre franquiste plane encore sur les journaux du MCSE. Ils ont également une mauvaise réputation dans le milieu journalistique, ils ne sont peu voire pas rentables, et, surtout, ils embarrassent le PSOE qui ne sait pas comment les gérer, CAVERO, *op. cit.*, p. 111.

1357/1983<sup>170</sup>. Des ventes aux enchères ont lieu dans le courant de l'année suivante. En 1984, les journaux gouvernementaux n'existent plus<sup>171</sup>.

Ainsi, la presse du Mouvement ne survit pas à la Transition démocratique. Qu'en est-il des autres publications qui ont connu la dictature ? Nous verrons que ces années d'effervescence requièrent de la souplesse aux entreprises de presse car elles doivent s'adapter à un milieu de plus en plus concurrentiel et professionnel. Certains titres résistent mais beaucoup d'autres disparaissent, y compris certains ayant marqué le franquisme tardif.

### III. 2. B. Les « historiques » à l'épreuve de la Transition

En 1975, avec une moyenne de plus de 220 000 exemplaires vendus chaque jour, *La Vanguardia* est le premier quotidien d'information générale du pays<sup>172</sup>. Durant la Transition, le journal conserve sa réputation. En mai 1977, il est le deuxième titre espagnol à intégrer la prestigieuse association de presse européenne TEAM (Top European Advertising Media)<sup>173</sup>. À la fin des années 1970, il fait également son entrée dans le classement des cinquante meilleurs quotidiens répertoriés dans l'ouvrage *The world's great dailies: profiles of fifty newspapers* de John Calhoun Merrill et Harold A. Fisher. Jusqu'alors, seul *ABC* bénéficiait de cet honneur<sup>174</sup>. *La Vanguardia* conserve sa cohérence idéologique tout au long de la période. Le journal soutient sans détour le processus démocratique et saisit très justement la ferveur nationaliste qui grandit en Catalogne après la mort de Franco, reflétant en cela les aspirations de ses lecteurs. En février 1976, la direction du journal choisit Manuel Ibáñez Escofet, défenseur de la tradition catalane, comme directeur adjoint, ce qui tend d'ailleurs à renforcer l'aspect local du titre<sup>175</sup>. Toutefois, *La Vanguardia* s'adapte moins bien aux autres aspects de l'Espagne postfranquiste. Le journal semble en décalage par rapport aux profondes mutations sociales de la Transition.

---

<sup>170</sup> *Real decreto 1357/1983, de 25 de mayo, por el que se aprueba el Reglamento para la aplicación de la Ley 11/1982, de 13 de abril, de supresión del Organismo autónomo Medios de Comunicación Social del Estado* [en ligne]. BOE n° 126, 27 mai 1983. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1983-15107> » (consulté le 4 septembre 2020), p. 14790-14792.

<sup>171</sup> Toutefois, selon José Cavero, après la dissolution de cette presse d'État, les publications les plus rentables sont rachetées par des entrepreneurs proches du PSOE, c'est pourquoi le parti conserverait un fort ascendant sur une partie de la presse. En outre, l'État détient alors 99 % de l'agence de presse EFE, ainsi que la totalité des parts de RTVE et un pourcentage important dans de nombreuses radios comme Cadena Ser, Radio Intercontinental ou Radio España, CAVERO, *op. cit.*, p. 116-117.

<sup>172</sup> Selon les chiffres communiqués par la OJD, entre juin 1974 et mai 1975, *La Vanguardia* imprime en moyenne 226 533 exemplaires par jour et en vend 220 217.

<sup>173</sup> GARRIGO Andrés. "La Vanguardia" ingresa en la asociación de los más importantes diarios europeos. *La Vanguardia*. 11 mai 1977, p. 3.

<sup>174</sup> BARRERA, NOGUÉ, *op. cit.*, p. 296.

<sup>175</sup> ALFÉREZ, *op. cit.*, p. 75.

Face à de nouveaux concurrents – à l'échelle nationale avec *El País* sorti en mai 1976, à l'échelle locale avec *El Periódico de Catalunya* apparu en octobre 1978 – le quotidien est en perte de vitesse<sup>176</sup>. De plus, une partie des lecteurs étant attirés par de nouvelles publications, les ventes diminuent : entre mai 1978 et avril 1979 le journal chute à environ 186 000 exemplaires par jour<sup>177</sup>. Cette perte d'exploitation engendre un cercle vicieux puisque certains publicistes commencent à se tourner vers *El Periódico de Catalunya*, jugé plus dynamique et dans l'air du temps, ce qui réduit encore davantage les recettes<sup>178</sup>. Or, *La Vanguardia* a cruellement besoin de liquidités. En 1975, l'entreprise éditrice cumule trente-quatre millions de pesetas de déficit<sup>179</sup>. Ses installations techniques sont plus anciennes et moins performantes que celles des quotidiens nés dans les années 1970. Il lui faut investir pour rester compétitif. Son personnel, trop nombreux, représente lui aussi un poids sur les finances car le groupe emploie 1 600 personnes dont seulement 10 % participent à la rédaction. À la fin des années 1970, Javier Godó, fils de Carlos Godó et gérant de l'entreprise, lance un plan d'assainissement économique sur dix ans, basé sur le non-renouvellement des départs, la proposition de retraites anticipées et de primes de licenciement<sup>180</sup>. Il améliore aussi la chaîne de distribution afin d'assurer le bon approvisionnement des kiosques et réfléchit à une réorganisation des pages dans le but d'augmenter l'espace publicitaire<sup>181</sup>. En 1980, le journal confie à Juan Fermín Vilches, qui a déjà travaillé sur la maquette d'*El Periódico de Catalunya*, le soin de moderniser le visuel du journal<sup>182</sup>. La stratégie est menée sur le long terme car l'objectif est d'éviter le renvoi de personnel dans un contexte de crise économique, mais elle finit par porter ses fruits. En 1977, les comptes retrouvent un équilibre fragile<sup>183</sup> et à partir de 1981, les ventes reprennent et frôlent, sans toutefois les dépasser encore, les 200 000 exemplaires<sup>184</sup>. La Transition est donc une étape délicate pour *La Vanguardia* mais il retrouve un nouveau souffle durant les années 1980.

*ABC*, deuxième quotidien d'information générale le plus lu en 1975, connaît une trajectoire similaire. Durant la Transition, à la suite de choix entrepreneuriaux malheureux –

---

<sup>176</sup> *Ibid.*

<sup>177</sup> Selon les chiffres communiqués par la OJD, entre mai 1978 et avril 1979, *La Vanguardia* imprime en moyenne 200 647 exemplaires par jour et en vend 186 173. On remarquera que l'écart entre les exemplaires imprimés et vendus a augmenté depuis 1974. Ce manque d'ajustement représente un coût supplémentaire et souligne que le journal ne s'attendait pas à une telle mévente.

<sup>178</sup> ALFÉREZ, *op. cit.*, p. 76.

<sup>179</sup> BARRERA, NOGUÉ, *op. cit.*, p. 294.

<sup>180</sup> *Ibid.*, p. 325.

<sup>181</sup> *Ibid.*, p. 328-329.

<sup>182</sup> *Ibid.*, p. 253.

<sup>183</sup> *Ibid.*, p. 294.

<sup>184</sup> Selon les chiffres communiqués par la OJD, entre avril 1981 et mars 1982, *La Vanguardia* imprime en moyenne 213 403 exemplaires par jour et en vend 196 829.



échecs du développement des ateliers graphiques *Barajas* ainsi que du lancement d'une version étatsunienne du journal – les finances de l'entreprise sont au plus mal. Elle engrange des dettes<sup>185</sup>. Or, *ABC* aurait lui aussi besoin de remplacer ses machines vieillissantes et de réduire son personnel afin de gagner en souplesse et d'alléger ses coûts de production. Par ailleurs, depuis plusieurs années déjà, le journal est à contre-courant des nouvelles aspirations sociales. Alors que la dictature vit ses dernières heures et que la majorité des titres de presse se perdent en conjectures sur le futur du pays, *ABC*, lui, continue à soutenir le régime. Ce décalage avec la société se répercute sur les ventes. Alors qu'en 1970, chaque jour, environ 204 000 personnes achètent le journal, en 1975, elles ne sont plus que 187 000<sup>186</sup> et en 1981, 137 000<sup>187</sup>. Les changements de direction ne contribuent guère au redressement. En janvier 1975, le directeur et fils du fondateur, Juan Ignacio Luca de Tena, décède. Il est remplacé par José Luis Cebrián Boné, ancien responsable d'*El Alcázar*, mais ce dernier voit immédiatement son pouvoir limité par la junte des fondateurs et par le conseil de direction et, dès sa prise de poste, il reçoit les « Normes » d'*ABC*, un document rédigé par le conseil de direction pour préserver la ligne très conservatrice du quotidien<sup>188</sup>. José Luis Cebrián Boné n'a donc pas de prise sur l'orientation idéologique du journal et se limite à réaliser certains changements pratiques au niveau du *design* ou des rubriques<sup>189</sup>. Sa direction ne permet pas d'améliorer les chiffres de ventes. En 1977, il est remplacé par Guillermo Luca de Tena y Brunet. Sa désignation est un signe d'ouverture pour *ABC* qui se défait de l'emprise de Torcuato, le frère de Guillermo, dont les idées sont bien plus conservatrices<sup>190</sup>. Cependant, la situation du journal ne s'améliore vraiment qu'à partir de 1983. Les ventes connaissent alors une croissance vertigineuse : en 1985, elles atteignent en moyenne les 218 739 exemplaires par jour<sup>191</sup>. Cette reprise s'explique par la nomination de Luis María Ansón, dont la très grande expérience et le professionnalisme sont efficaces. Il clarifie la présentation du journal et, surtout, définit plus clairement sa ligne idéologique. Face au gouvernement socialiste de Felipe González, *ABC* profite du confortable statut de journal d'opposition, « toujours au cœur de la polémique »<sup>192</sup>. Enfin, après l'effervescence des années 1970, la disparition de nombreux titres de presse reporte les lecteurs vers les journaux qui,

---

<sup>185</sup> ALFÉREZ, *op. cit.*, p. 29.

<sup>186</sup> DAVARA TORREGO, art. cit., p. 144.

<sup>187</sup> 136 666 précisément, BARRERA, NOGUÉ, *op. cit.*, p. 295.

<sup>188</sup> BARRERA Carlos, RAMOS-RUGEL Raquel. La difícil autonomía de José Luis Cebrián como director del diario *ABC*, 1975-1977. In : *Revista internacional de Historia de la Comunicación*. 2017, n° 8, p. 43-62, p. 44.

<sup>189</sup> *Ibid.*, p. 52.

<sup>190</sup> *Ibid.*, p. 59.

<sup>191</sup> EDO Concha. La prensa de Madrid en la década de los 90. In : *Estudios sobre el mensaje periodístico*. 1995, n° 2, p. 127-141, p. 131.

<sup>192</sup> ALFÉREZ, *op. cit.*, p. 45.

comme lui, ont résisté à la décennie<sup>193</sup>. Ainsi, à l’instar de son confrère catalan, *ABC* connaît une période très creuse durant la Transition mais reprend de plus belle durant les années 1980. Tous les grands quotidiens n’ont pas cette chance.

L’historique *Informaciones*, qui en 1976 vendait encore plus de 80 000 exemplaires par jour, s’effondre en à peine quelques années<sup>194</sup>. Ses difficultés commencent avec la sortie d’*El País*, redoutable concurrent qui capte une partie de son lectorat et de ses rédacteurs. Par la suite, craignant que le grand public ne les associe à l’idéologie très progressiste du journal, les entités bancaires qui composent son actionnariat majoritaire décident de revendre leurs parts. Or, l’acheteur n’est autre que Sebastián Auger, sulfureux entrepreneur catalan et propriétaire de plusieurs titres de presse comme *Diario Mundo*. Sa réputation de gestionnaire irresponsable est telle que Jesús de la Serna, alors directeur d’*Informaciones*, démissionne dès qu’il apprend le rachat. De fait, une fois arrivé à la tête du journal, Sebastián Auger continue à s’endetter et finit par faire faillite, entraînant dans sa chute tous les journaux dont il est propriétaire. Durant les dernières années d’*Informaciones*, cinq directeurs se succèdent sans toutefois parvenir à redresser la situation. Le journal ferme définitivement ses portes en 1983<sup>195</sup>.

De même, si *Ya* survit à la Transition, dans les années 1980, le quotidien n’est plus que l’ombre de lui-même. En 1976, sous la direction de Fernández Pombo, il atteint pourtant son record de diffusion : 170 000 exemplaires vendus par jour en moyenne<sup>196</sup>. Le journal propose alors une ligne un peu plus progressiste et bénéficie de la désaffection d’une partie du lectorat d’*ABC*<sup>197</sup>. Cependant, lui aussi subit l’engorgement du marché et souffre notamment de la concurrence d’*El País*. De plus, en 1980, EDICA, société éditrice du quotidien décide de remplacer Fernández Pombo par José María Castaños. Dès lors, la ligne de *Ya* change radicalement. Selon Antonio Alférez, « muchos han calificado esta etapa de reaccionaria y algunos han llegado a encasillarla en posiciones pro-golpistas con el pretexto de la línea seguida por algunos de sus colaboradores »<sup>198</sup>. Les lecteurs ne soutiennent plus un journal qu’ils ne reconnaissent pas et les ventes s’effondrent. En 1985, le quotidien n’écoule plus que 87 757 exemplaires par jour en moyenne et, même s’il résiste encore quelques années, il finit par fermer ses portes en 1996.

---

<sup>193</sup> CASTELLANI, URABAYEN, *op. cit.*, p. 72.

<sup>194</sup> ALFÉREZ, *op. cit.*, p. 107.

<sup>195</sup> *Ibid.*, p. 110.

<sup>196</sup> *Ibid.*, p. 54.

<sup>197</sup> *Ibid.*, p. 56.

<sup>198</sup> *Ibid.*, p. 62-63.

Finally, the Transition is a period of redefinition for the main daily general information newspapers. Their equipment and their management have aged and cannot rival those of their young competitors. Moreover, they must adapt to new relationships with the State and to deep social transformations, which are nevertheless difficult to grasp. Some, like *Informaciones*, cumulate these problems with their own difficulties. They do not manage to cross this crucial period and disappear. This is the case of several daily newspapers but also of the quasi-totality of opposition magazines of the late Francoism.

In fact, if antifrancoist reviews functioned as well during the dictatorship, it is because they represent the only alternative to the official discourse. Their pages are one of the rare places where it is possible to criticize the regime and to propose a contrasting version of reality. Or, the democratic adventurism trivializes their discourse since little by little, political, social as well as the ensemble of the media can express itself freely. These magazines lose the key to their success: they are no longer antifrancoist but fall into the common domain of opposition<sup>199</sup>. Their readers, however faithful, begin to detach themselves to turn towards titles more in line with their ideology since, as Isabelle Renaudet,

The antifrancoist publications benefited in fact from the lack of freedom created by the dictatorship. In these conditions, the fact of reading these reviews did not necessarily mean that the reader adhered fully to their editorial line, but that he found in them the means to express his disagreement with the dominant ideology. The success that the opposition press would encounter did not mean that its public identified with its discourse<sup>200</sup>.

In addition, in a period also characterized by upheaval, readers are more eager for new news. The periodicity, generally weekly or monthly, of antifrancoist magazines played in their favor during the dictatorship since they circumvented censorship as much as the distance with events was large. However, this turned against them during the Transition because the public wants to be up to date on the latest news and prefers to consult daily newspapers<sup>201</sup>. Their structure is no longer adapted to the media world of post-Francoism. The explosion of the number of publications during the Transition provokes a strong competition between different titles of the press and, to survive, these must

---

<sup>199</sup> RENAUDET, *op. cit.*, p. 414.

<sup>200</sup> *Ibid.*, p. 421.

<sup>201</sup> *Ibid.*, p. 420.

disposer d'une structure entrepreneuriale solide et d'une ligne éditoriale claire. Or, les magazines antifranquistes sont fondés par des individus engagés politiquement mais souvent étrangers à la profession journalistique. De plus, la nécessité de s'unir pour combattre la dictature qui solidarisait des personnes d'idéologies aussi différentes n'a plus lieu d'être dès lors que le gouvernement met en marche la réforme. Les dissensions et mésententes quant au projet des magazines commencent à tendre les rédactions<sup>202</sup>.

À l'aube de cette nouvelle étape, chaque publication opte pour une stratégie différente. *Cuadernos para el Diálogo* ne souffre pas d'une baisse de ses ventes, au contraire, elles passent de 35 236 en moyenne en 1975 à 54 131 en 1977. En revanche, la crise interne de la revue met un terme à ses ambitions. Elle sort son dernier numéro à quelques semaines du référendum constitutionnel. *Triunfo*, quant à lui, connaît une première scission en 1978, lorsque César Alonso de los Ríos, Manuel Vázquez Montalbán et Fernando Lara quittent la rédaction pour fonder *La Calle*, plus à gauche. Le magazine, qui sort en mars ne tient qu'un peu plus d'un an puis ferme ses portes en 1980<sup>203</sup>. *Triunfo*, quant à lui, perd presque la moitié de ses ventes en trois ans, passant de 83 357 exemplaires écoulés par numéro en 1976 à 45 396 en 1979<sup>204</sup>. Sa diffusion prend fin en juin 1982<sup>205</sup>.

En outre, certaines publications choisissent de profiter de la fin du franquisme pour adoucir ou au contraire durcir leur ligne éditoriale. Ces modifications comportent un risque. Ainsi, lorsque le démocrate Narcís-Jordi Aragó remplace Carmen Alcalde à la tête de *Presència*, le magazine change radicalement de ton et, selon l'ancienne directrice, cet « affadissement de la ligne éditoriale » serait « à l'origine du déclin » de la revue<sup>206</sup>. Au contraire, selon Isabelle Renaudet, certains lecteurs, gênés par le socialisme de plus en plus marqué d'*Andalán* auraient fini par se détourner de l'hebdomadaire<sup>207</sup>. Finalement, d'autres publications décident d'abandonner la lutte politique afin de devenir de simples magazines d'actualité. C'est le choix de *Cambio 16* qui, grâce à cette décision et à une structure entrepreneuriale plus solide que celle de ses pairs, traverse la période sans difficulté particulière<sup>208</sup>. En définitive, tel que le suggèrent Javier Fernández Sebastián et Juan Francisco Fuentes, comme dans le mythe de Saturne, la Transition finit par dévorer la presse qui l'a

---

<sup>202</sup> *Ibid.*, p. 430.

<sup>203</sup> RENAUDET, *op. cit.*, p. 406.

<sup>204</sup> *Ibid.*, p. 492.

<sup>205</sup> ALFÉREZ, *op. cit.*, p. 93.

<sup>206</sup> RENAUDET, *op. cit.*, p. 404.

<sup>207</sup> *Ibid.*, p. 417.

<sup>208</sup> *Ibid.*, p. 391.

engendrée<sup>209</sup>. Les journaux en faveur de la démocratie n'ont plus lieu d'être une fois leur vœu exaucé. Ils n'ont alors d'autre choix que de s'adapter ou de disparaître. Mais alors, qu'en est-il pour les journaux qui, au contraire, voient leur plus grande hantise se réaliser avec le démantèlement du franquisme ? Présentons le cas d'*El Alcázar*.

*El Alcázar* naît en 1936, dans la forteresse de Tolède, tenue par les troupes insurgées du général Moscardó. Son identité première est donc intimement liée à la Guerre Civile. En 1939, le gouvernement l'autorise à intégrer le circuit commercial classique. Contrôlée par le général Moscardó et La Hermandad de Nuestra Señora Santa María del Alcázar, sa ligne éditoriale est claire : encenser le soulèvement militaire, la figure de Franco, et relayer les messages du gouvernement<sup>210</sup>. En 1949, la Hermandad confie le journal à la maison d'édition PESA. Petit à petit, et grâce à l'influence de directeurs comme Jesús María Zuloaga, le quotidien commence à changer. La rhétorique belliqueuse qui caractérisait son discours s'atténue et le journal s'ouvre alors à des thèmes plus populaires et sociaux. Par ailleurs, en juillet 1959, Florentino Pérez-Embid prend la direction du conseil d'administration de PESA. Ce monarchiste convaincu pousse *El Alcázar* à regarder vers le futur, selon lui incarné par don Juan Carlos de Borbón<sup>211</sup>. Mais le changement majeur survient en 1963, lorsque José Luis Cebrián Boné devient directeur du journal. Il est jeune, diplômé et expérimenté. Avec lui, *El Alcázar* continue à développer des thématiques populaires comme le football ou la corrida, mais il s'intéresse également davantage à l'actualité européenne<sup>212</sup>. En outre, sans s'y opposer radicalement, il remet subtilement en question certains aspects du régime. Grâce à cette nouvelle ligne « moderna, abierta, partidaria del pluralismo y con guiños hacia la futura monarquía y la democracia », le journal multiplie ses ventes et commence même à concurrencer *Pueblo*<sup>213</sup>. Ainsi, de 25 000 exemplaires vendus en moyenne par jour en 1963, avec Cebrián Boné, il passe à 140 000 en 1968<sup>214</sup>. Ce succès grandissant n'est pas du goût du gouvernement, en particulier de Manuel Fraga, d'autant qu'*El Alcázar* commence à se mêler de sujets propres au monde du travail. La Hermandad et le général Moscardó n'apprécient pas, eux non plus, la nouvelle ligne éditoriale. En septembre 1968, ces

---

<sup>209</sup> FERNÁNDEZ SEBASTIÁN, FRANCISCO FUENTES, *op. cit.*, chapitre 12.

<sup>210</sup> NIETO-ALISEDA CAUSO Rafael Ángel. *El Alcázar*: La etapa aperturista de un periódico laureado por el franquismo. In : *Aportes*. Février 2012, n° 79, p. 93-112, p. 99.

<sup>211</sup> *Ibid.*, p. 101-102.

<sup>212</sup> *Ibid.*, p. 94.

<sup>213</sup> *Ibid.*, p. 104.

<sup>214</sup> *Ibid.*

derniers communiquent à PESA la cessation de son contrat. Selon eux, la société n'a pas respecté la clause de fidélité envers Franco<sup>215</sup>. Le journal ferme<sup>216</sup>.

Neuf jours plus tard, *El Alcázar* rouvre ses portes mais n'a plus rien de commun avec son ancienne version. La société éditrice, les équipes, le *design* et surtout la ligne éditoriale ont changé. Comme à ses débuts, le quotidien s'inscrit dans la glorification du soulèvement de 1936. Il n'est donc plus en phase avec la société du *boom* économique, prête à s'ouvrir sur l'Europe. De plus, en 1975, la Confederación Nacional de Ex Combatientes, présidée par José Antonio Girón de Velasco, intègre le conseil d'administration de DYRSA, la nouvelle société éditrice<sup>217</sup>. Au début des années 1970, les ventes s'effondrent et la disparition du quotidien semble imminente jusqu'à ce qu'Antonio Izquierdo en prenne les commandes en 1977<sup>218</sup>.

Sans transformer radicalement la ligne du quotidien, Antonio Izquierdo adapte les thématiques au public de la fin des années 1970. *El Alcázar* s'adresse alors aux « oubliés » de la Transition, à ceux qui regrettent le régime franquiste, par fidélité envers ses principes ou simplement parce que la vie leur semblait alors plus facile, loin du chômage, de l'inflation et de l'insécurité qui marquent l'après Franco. Le quotidien manipule le mécontentement. Il traite l'actualité à travers un prisme catastrophiste qui amplifie tous les maux du pays : il insiste sur les conséquences de la crise économique, fait le compte des victimes du terrorisme et condamne chaque décision gouvernementale. Selon Antonio Alférez, « *El Alcázar* no sólo recoge la desilusión nacional, sino que la estimula, con todos los medios a su alcance »<sup>219</sup>. Le journal s'adresse aussi aux militaires, pointés du doigt notamment après le 23-F<sup>220</sup>. Or, à une époque où la quasi-totalité des titres de presse promeut la démocratie et le consensus, les Espagnols opposés à la réforme *suariste* se précipitent vers les rares publications qui reflètent leur point de vue, d'où une spectaculaire reprise des ventes. De 13 000 exemplaires par numéro en 1975, il passe à 70 000 en 1978<sup>221</sup>.

Le nouveau souffle d'*El Alcázar* n'est pas du goût de tous. Si une partie des titres de presse – dont *La Vanguardia* – ne se prononcent pas quant à son influence sur la société espagnole, d'autres, en particulier *El País* et *Diario 16*, la dénoncent. Ainsi, en 1978, lors d'une manifestation, quatre militants d'extrême droite agressent un journaliste d'*El País*. Antonio

---

<sup>215</sup> *Ibid.*, p. 106.

<sup>216</sup> En 1970, le Tribunal suprême donne raison à PESA mais l'ancienne Association de rédacteurs estime qu'il est trop tard pour modifier, à nouveau, la ligne du journal et décide d'abandonner la procédure, en échange d'une compensation financière de l'État, *ibid.*, p. 107.

<sup>217</sup> *Ibid.*

<sup>218</sup> ALFÉREZ, *op. cit.*, p. 130-133.

<sup>219</sup> *Ibid.*, p. 136.

<sup>220</sup> *Ibid.*, p. 137.

<sup>221</sup> GARCÍA GONZÁLEZ, REDERO SAN ROMÁN, art. cit., p. 102.

Girón de Velasco estime alors qu'il ne s'agit là que d'un incident sans importance. En conséquence, le journal de PRISA publie un éditorial dans lequel il qualifie le militaire et son quotidien de « matones intrascendentes » ainsi que de nostalgiques du franquisme<sup>222</sup>. *El Alcázar* tente alors de décrédibiliser *El País* en l'accusant de faire une « rabieta » puis retourne ses arguments contre lui. Juan Luis Cebrián n'est pas désigné par son nom mais comme « niño de Vicente ». En plus d'insister sur la supposée immaturité de son homologue, cette expression fait référence à son histoire familiale, histoire liée à la dictature puisque son père était directeur d'*Arriba* puis secrétaire général de la presse du Mouvement national. Enfin, l'éditorial estime que la violence ne vient pas des partisans d'*El Alcázar* mais de ceux qui, comme *El País*, soutiennent une démocratie jugée illusoire et responsable de nombreuses morts<sup>223</sup>. Au fil des années, les deux journaux entretiennent d'autres polémiques<sup>224</sup>. Les critiques ne viennent pas que d'*El País* et ne se limitent pas à *El Alcázar*. En réalité, durant la Transition se joue une guerre médiatique entre les titres pro-démocratisation et ceux qui cultivent une certaine ambiguïté par rapport à la dictature. Ainsi, après La Operación Galaxia<sup>225</sup>, *El País* et *Diario 16* dénoncent le traitement médiatique de la tentative de coup d'état par leurs confrères d'*El Alcázar* et d'*El Imparcial*. Dans son éditorial du 22 novembre 1978, *Diario 16* sous-entend l'existence d'une collusion entre ces journaux et les militaires ayant ourdi le complot :

Queda un largo capítulo de cuestiones por plantear que requerirán un nuevo comentario. He aquí alguno de sus apartados: las inercias de los servicios de información militares y las actitudes minimizadoras de los acontecimientos adoptadas por *El Imparcial* y *El Alcázar*. ¿Qué ha pasado para que en esta ocasión no se hayan abierto esas listas de solidaridad que otras veces provocan simples arrestos?<sup>226</sup>

Après le 23-F, la tension augmente et de nombreux médias expriment leur colère envers les journaux d'extrême droite, en particulier envers *El Alcázar*, responsable, selon eux, d'avoir fomenté la tentative de coup d'état en donnant la parole au collectif putschiste *Almendros*. Le 26 février 1981, *El País* publie une tribune d'Antonio Tovar dans laquelle ce dernier dénonce la culpabilité des « microcéfalos de *El Alcázar* » qui, en minimisant La Operación Galaxia,

<sup>222</sup> Éditorial Matones intrascendentes. *El País*. 6 juin 1978.

<sup>223</sup> Éditorial Las rabiets de los Trascendentes. *El País*. 7 juin 1978.

<sup>224</sup> Los diarios *El País* y *El Alcázar* polemizan por el número de asistentes a la manifestación del « Día de la patria » de Fuerza Nueva. *La Hemeroteca del buitre* [en ligne]. Disponible sur « <https://lahemerotecadelbuitre.com/piezas/los-diarios-el-pais-y-el-alcazar-polemizan-por-el-numero-de-asistentes-a-la-manifestacion-del-dia-de-la-patria-espanola-de-fuerza-nueva/#.YCTuLnnjKUn> » (consulté le 11 février 2021).

<sup>225</sup> Voir I. 3. C. Des années de violence.

<sup>226</sup> Éditorial cité dans NIETO-ALISEDA CAUSO Rafael Ángel. *El periódico El Alcázar: del autoritarismo a la democracia*. Thèse en Sciences de la communication. Université San Pablo, 2014, 536 p., p. 308.

auraient contribué au 23-F<sup>227</sup>. En mars 1981, le directeur de *Diario 16*, Pedro José Ramírez, signe un article dans lequel il demande aux publicistes et aux citoyens et boycotter *El Alcázar*<sup>228</sup>. En juin, *Cambio 16* désigne le journal comme un des « veraderos enemigos de España »<sup>229</sup>, en septembre, *Sábado Gráfico* le qualifie de « peste española » et demande sa fermeture<sup>230</sup>.

De nombreux représentants politiques souhaitent également la fin du journal. C'est le cas, par exemple, du député PSOE Enrique Múgica qui s'exprime officiellement en ce sens le 26 février 1981<sup>231</sup>. Le gouvernement Suárez aimerait, lui aussi, le voir disparaître mais le fait d'imposer une fermeture signifierait bafouer les valeurs essentielles de la jeune démocratie, à commencer par la liberté de la presse. L'UCD au pouvoir ne peut donc se permettre de faire taire le journal sans renoncer aux principes démocratiques que le parti dit défendre. Signe de ce malaise, TVE qui, rappelons-le, appartient au gouvernement, invite même Antonio Izquierdo à débattre au sujet du 23-F<sup>232</sup>.

C'est finalement sous la gouvernance du PSOE qu'*El Alcázar* ferme ses portes. En effet, les socialistes mettent en place une stratégie d'étouffement contre le quotidien – stratégie sanctionnée deux fois par le Tribunal suprême – en lui refusant des subventions publiques et des espaces de publicité gouvernementale<sup>233</sup>. Par ailleurs, dix ans après la mort de Franco, une fois la démocratisation entérinée, la crise économique passée et le gouvernement socialiste

---

<sup>227</sup> Comme le souligne J. F. Lamata, la prise de parole d'Antonio Tovar est d'autant plus symbolique que ce dernier faisait partie des cadres du régime durant les toutes premières années de la dictature. Antonio Tovar carga contra *El Alcázar* desde las páginas de *El País* mientras aumentan las peticiones de cierre del diario ultra. *La Hemeroteca del buitre* [en ligne]. Disponible sur « <https://lahemerotecadelbuitre.com/piezas/tras-el-23-f-se-multiplican-las-peticiones-de-cierre-al-diario-el-alcazar-polemica-entre-garcia-serrano-y-antonio-tovar-el-pais/#.YCTyfXnjKUM> » (consulté le 11 février 2021).

<sup>228</sup> El director de *Diario 16*, Pedro J. Ramírez, hace un llamamiento a lectores y anunciantes para que boicoteen al diario *El Alcázar*. *La Hemeroteca del buitre* [en ligne]. Disponible sur « <https://lahemerotecadelbuitre.com/piezas/el-director-de-diario16-pedro-j-ramirez-hace-un-llamamiento-lectores-y-anunciantes-del-periodico-el-alcazar-para-boicotarlo-y-conseguir-su-quebra/#.YCTww3njKUM> » (consulté le 11 février 2021).

<sup>229</sup> La revista *Cambio 16* asegura que los verdaderos enemigos de España son García Carrés, Girón y su periódico *El Alcázar*. *La Hemeroteca del buitre* [en ligne]. Disponible sur : « <https://lahemerotecadelbuitre.com/piezas/la-revista-cambio16-asegura-que-los-verdaderos-enemigos-de-espana-son-garcia-carres-giron-y-su-periodico-el-alcazar/#.YCQJ4nnjKUI> » (consulté le 11 février 2021).

<sup>230</sup> La revista *Sábado Gráfico* de Eugenio Suárez califica al periódico *El Alcázar* de ser la « peste española ». *La Hemeroteca del buitre* [en ligne]. Disponible sur « <https://lahemerotecadelbuitre.com/piezas/la-revista-sabado-grafico-califica-al-periodico-el-alcazar-de-ser-la-pestes-espanola/#.YCTvB3njKUM> » (consulté le 11 février 2021).

<sup>231</sup> Antonio Tovar..., art. cit.

<sup>232</sup> Intenso debate en TVE entre los directores de *El País* y *El Alcázar* sobre el 23-F, Juan Luis Cebrián y Antonio Izquierdo. *La Hemeroteca del buitre* [en ligne]. Disponible sur « <https://lahemerotecadelbuitre.com/piezas/intenso-debate-en-tve-entre-los-directores-de-el-pais-y-el-alcazar-sobre-el-23-f/#.YCQJ2nnjKU> » (consulté le 11 février 2021).

<sup>233</sup> NIETO-ALISEDA CAUSO, *El Alcázar*..., art. cit., p. 109.



installé, la ligne éditoriale basée sur le « desencanto » ne fait plus autant recette qu'avant. En 1987, *El Alcázar* ferme, faute de moyens financiers mais aussi de lecteurs.

Finalement, pour la presse espagnole, la Transition est l'occasion d'un rééquilibrage des forces. Chaque maison doit s'adapter à cette nouvelle donne. Dans un marché où la demande augmente mais où l'offre explose, les journaux historiques doivent rester compétitifs pour survivre. Il s'agit alors de s'équiper, d'adapter sa gestion des ressources humaines voire de modifier son *business plan*. Certains, comme *El Alcázar*, voient dans la période l'occasion de se positionner dans une attitude de perpétuelle opposition, ce qui fonctionne un temps. Quant aux deux quotidiens leaders de l'information générale – *ABC* et *La Vanguardia* – ils parviennent à traverser cette période creuse grâce à des choix stratégiques qui porteront leurs fruits dans les années 1980. En revanche, les revues d'opposition, elles, ont perdu leur raison d'être et la faiblesse de leur modèle entrepreneurial ne leur permet généralement pas de se maintenir dans un marché aussi saturé, car de nombreuses nouvelles publications envahissent les kiosques.

### III. 2. C. Les nouveaux arrivants de la presse espagnole

Après la mort de Franco, les kiosques espagnols regorgent de nouveaux titres dont certains s'imposent durablement dans le paysage médiatique. Le plus emblématique de la période, *El País*, devient, en à peine quatre ans, le chef de file des quotidiens d'information générale. En 1980, il dépasse *La Vanguardia* avec une moyenne de plus de 230 000 exemplaires vendus chaque jour et franchit allègrement la barre des 300 000 à partir de 1983<sup>234</sup>. À l'origine d'*El País* il y a trois hommes : José Ortega Spottorno, fils du philosophe José Ortega y Gasset, Carlos Mendo et Darío Valcárcel. À leurs côtés se trouve Manuel Fraga, soutien de la première heure, même s'il finit par être déçu de la ligne éditoriale du journal<sup>235</sup>. Leur idée de fonder un titre moderne, libéral et pro européen germe bien avant 1976 et la sortie du premier numéro, le 4 mai. PRISA, l'entreprise éditrice du journal, naît dès janvier 1972. Cependant, les autorités franquistes craignant que ce nouveau média ne vise à déstabiliser le pouvoir, elles retardent au maximum les procédures administratives. Ainsi, l'admission officielle de PRISA au registre des entreprises de presse n'a lieu qu'en septembre 1975. Quant au quotidien, il ne sortira que huit mois plus tard<sup>236</sup>. *El País* doit sa fortune à une série de facteurs : son profil actionnarial –

---

<sup>234</sup> Selon les chiffres communiqués par la OJD, entre juillet 1980 et juin 1981, *El País* imprime en moyenne 280 357 exemplaires par jour et en vend 234 016. En 1983, ces valeurs passent respectivement à 412 569 et 340 998.

<sup>235</sup> CEBRIÁN, Primera..., *op. cit.*, chapitre 7.

<sup>236</sup> CASTRO TORRES, *op. cit.*, p. 216.

le journal est plus stable et indépendant car il n'est pas entre les mains d'une seule famille mais d'une multitude d'actionnaires –, la modernité de ses machines d'impression, la jeunesse de son équipe – la moyenne d'âge de 35 ans<sup>237</sup> en fait un titre en phase avec les récentes évolutions sociales<sup>238</sup> –, le prestige de ses collaborateurs ponctuels et la qualité des journalistes titulaires<sup>239</sup>. Le quotidien fonctionne car il est le fruit de l'effort commun d'investisseurs et de travailleurs convaincus par la Transition démocratique. Tous collaborent pour créer

un periódico de ámbito y difusión nacional, con información veraz, independencia política, liberalismo cultural y afán descentralizador. La defensa de la democracia pluralista y el europeísmo sincero serían también dos opciones irrenunciables<sup>240</sup>.

La parution du journal bouleverse la stabilité des autres titres de la presse nationale qui perdent des lecteurs au profit du nouvel arrivant. *El País* devient une référence qui commence même à débaucher les professionnels les plus prisés. Ainsi, à l'été 1982, tout un petit groupe de journalistes – dont le propre directeur Antonio Franco – abandonnent *El Periódico de Catalunya* pour participer à la création de l'édition catalane d'*El País*<sup>241</sup>.

Pourtant *El Periódico* est lui aussi très récent. Lancé en octobre 1978, le quotidien « populista »<sup>242</sup> du groupe ZETA remplit un vide dans le panorama médiatique catalan en parvenant à capter « un lector muy específico de Cataluña, que no veía reflejado su estilo en las páginas frías de *La Vanguardia* »<sup>243</sup>. Le journal accorde une place de choix à l'actualité catalane, contrairement aux publications plus généralistes comme *La Vanguardia*. Une des clefs de son succès réside également dans sa façon « entre épica y dramática » de traiter l'actualité du *Barça*<sup>244</sup>. Malgré des débuts difficiles – notamment avec l'échec de son édition madrilène – *El Periódico* parvient à trouver sa place et son public dans un marché saturé. En 1981, trois ans après son lancement, il s'en écoule environ 100 000 exemplaires par jour<sup>245</sup>.

Enfin, dans l'immédiat postfranquisme, la presse catalane accueille un troisième quotidien emblématique qui, lui aussi, survivra à la Transition : *Avui*. Ce dernier sort en kiosque le 23 avril 1976 et se présente comme un sérieux concurrent pour *La Vanguardia* puis *El*

---

<sup>237</sup> FERNÁNDEZ BEAUMONT José. Etapas y cambios en la redacción y la sociedad. In : IMBERT, VIDAL-BENEYTO (coord.), *op. cit.*, p. 257-287, p. 259.

<sup>238</sup> *Ibid.*, p. 265.

<sup>239</sup> CASTRO TORRES, *op. cit.*, p. 216.

<sup>240</sup> FERNÁNDEZ BEAUMONT, in : IMBERT, VIDAL-BENEYTO (coord.), *op. cit.*, p. 260.

<sup>241</sup> ALFÉREZ, *op. cit.*, p. 225.

<sup>242</sup> L'adjectif qualificatif est d'Antonio Alférez, *ibid.*, p. 223.

<sup>243</sup> *Ibid.*, p. 225.

<sup>244</sup> *Ibid.*

<sup>245</sup> *Ibid.*, p. 224.

*Periódico* mais finalement le quotidien, entièrement rédigé en catalan, n'atteint pas les chiffres de vente espérés.

De fait, entre fin 1978 et début 1979, en incluant les journaux sportifs, la Catalogne compte quatorze quotidiens. Aux onze titres en circulation à la mort de Franco s'ajoutent donc *Avui*, *Catalunya Express* (en décembre 1976), *El Periódico de Catalunya* et *Sport* (en novembre 1979)<sup>246</sup>. Or, la demande est insuffisante pour que tous se maintiennent. Les titres gérés par Sebastián Auger disparaissent lorsque son groupe fait faillite en 1980. Il s'agit de *Mundo Diario*, *Tele/eXprès* – détenu pendant un temps par la famille Godó – *Catalunya Express* et le quotidien sportif *4-2-4*. Au cours des années suivantes, *El Noticiero Universal* et *El Correo Catalán* terminent eux aussi leur course alors que d'autres comme le *Diario de Barcelona* et *Avui* sont en difficulté<sup>247</sup>. De même, au niveau national, malgré ses ventes honorables, *Diario 16* ne rencontre pas le succès de *Cambio 16*. En effet, l'hebdomadaire *Cambio 16*, fondé en 1971 et dirigé par Juan Tomás de Salas, fonctionne très bien et frôle même les 500 000 exemplaires par semaine entre 1975 et 1976<sup>248</sup>. Néanmoins, *Diario 16*, quotidien créé sur le même modèle et sorti en octobre 1976, subit la concurrence d'*El País*, inauguré six mois plus tôt. Par ailleurs, l'entreprise éditrice met en marche plusieurs projets simultanés<sup>249</sup>. L'expansion du groupe est trop rapide et mal gérée d'autant que les ventes, inférieures aux espérances, engendrent des tensions entre les associés<sup>250</sup>. Le quotidien ne commence à faire des profits qu'en 1985<sup>251</sup>. Bien qu'il parvienne finalement à se maintenir à flots, sa trajectoire est emblématique de celles des nombreuses publications créées dans l'excitation des premières années postfranquistes sans qu'elles ne soient soutenues par un réel projet entrepreneurial.

L'enthousiasme des éditeurs de périodiques d'information générale dépasse la capacité d'absorption des lecteurs espagnols, d'autant qu'au fil des années et de la consolidation démocratique, une partie d'entre eux finit par se détourner de la presse d'information au profit de publications plus légères<sup>252</sup>.

L'addiction des Espagnols pour les magazines mondains et autres revues à scandale croît effectivement d'année en année. En 1972, ils en consomment chaque semaine un million et demi d'exemplaires. En 1976, les ventes franchissent la barre des deux millions puis celle

---

<sup>246</sup> CASTRO TORRES, *op. cit.*, p. 237-238.

<sup>247</sup> BARRERA, NOGUÉ, *op. cit.*, p. 238.

<sup>248</sup> CASTRO TORRES, *op. cit.*, p. 238.

<sup>249</sup> En plus de *Cambio 16* et de *Diario 16*, elle lance *Historia 16* et *Almanaque de Guapas y Golosos*, ALFÉREZ, *op. cit.*, p. 208.

<sup>250</sup> *Ibid.*, p. 210.

<sup>251</sup> *Ibid.*, p. 215.

<sup>252</sup> CASTELLANI, URABAYEN, *op. cit.*, p. 117.

des deux millions et demi en 1980<sup>253</sup>. Ce type de presse offre aux Espagnols leur part de rêve sur papier glacé. Apolitique, il vise un public large et avide d'oublier les tracas du quotidien. À la fin des années 1970, leur chef de file, *¡Hola!*, vend à lui seul environ 400 000 exemplaires par semaine, soit bien plus que n'importe quel quotidiens d'information générale espagnol<sup>254</sup>. Malgré leurs thématiques frivoles, l'importance de ces publications ne saurait être minimisée. De fait, cette « presse du cœur » acquiert parfois une dimension politique puisqu'elle ouvre ses pages aux élus et candidats, leur offrant ainsi l'occasion de montrer une autre image d'eux-mêmes plus intime et plus humaine. Ces derniers accèdent à une large audience, ce qui leur donne l'opportunité de gagner des voix<sup>255</sup>. Les magazines ne prenant pas officiellement parti, leurs rapports avec le pouvoir sont amènes. Bien que certains soient plus audacieux que d'autres – par exemple, *Diez Minutos* n'hésite pas à publier les photos de célébrités en maillot de bain<sup>256</sup> – ces revues « désirent garder un certain bon goût, de la décence et la volonté de ne jamais tomber dans le graveleux »<sup>257</sup>.

À l'inverse, la presse à scandale base sa ligne éditoriale sur le sensationnalisme, voire la trivialité. C'est le cas de l'iconique *Interviú*. De l'avis d'Antonio Alférez, Zeta, son groupe éditeur, « creció a expensas de tres “S”, –sexo, sangre y sensacionalismo– mezcladas en *Interviú* y otras revistas menores, más o menos pornográficas »<sup>258</sup>. Dans les pages d'*Interviú*, les très nombreux lecteurs trouvent tour à tour des images pornographiques, des photos de victimes d'attentat et des sujets sur les derniers scandales politiques et financiers. Au regard des impressionnants chiffres de vente, force est de constater que ce mélange hétéroclite fait recette : 329 000 exemplaires écoulés en 1977, 706 000 en 1978 et 593 000 en 1979<sup>259</sup>. Cependant, la misogynie d'*Interviú* et ses provocations réitérées envers les féministes font du magazine un des principaux ennemis des collectifs militants. En 1977, la violence symbolique d'un appel à témoin scandalise tout particulièrement les associations. Le journal dit alors rechercher « [una] mujer violada para abrir proceso informativo contra violadores. Preferible embarazada a consecuencia del acto »<sup>260</sup>. *Interviú* exploite ce genre de scandales. D'ailleurs, quelques semaines auparavant, le journaliste Joan de Segarra proposait aux membres du Colectivo Feminista de Barcelona de se faire inséminer par Copito de nieve, gorille albinos du zoo de

---

<sup>253</sup> *Ibid.*, p. 99.

<sup>254</sup> Plus précisément, *¡Hola!* vend 401 000 exemplaires par semaine en 1976, 367 000 en 1977, 370 000 en 1978 et 400 000 en 1979, RENAUDET, *op. cit.*, p. 392.

<sup>255</sup> ALFÉREZ, *op. cit.*, p. 175.

<sup>256</sup> *Ibid.*, p. 178.

<sup>257</sup> CASTELLANI, URABAYEN, *op. cit.*, p. 103.

<sup>258</sup> ALFÉREZ, *op. cit.*, p. 219.

<sup>259</sup> RENAUDET, *loc. cit.*

<sup>260</sup> QUINTÀ Alfons. Un centenar de feministas asalta la sede de “*Interviú*”. *El País*. 4 octobre 1977.

Barcelone, dans le but de faire perdurer l'espèce<sup>261</sup>. Les féministes répondent à chacune de ces bravades. Ainsi, à l'occasion du 8 mars 1978, plusieurs collectifs organisent un autodafé d'exemplaires de la revue. Le mensuel *Vindicación Feminista* revient alors sur l'épisode en ces termes : « una formidable hoguera avivada por las brujas feministas que el día 8 del pasado mes levantaban en las Ramblas de Barcelona. INTERVIÚ quemaba como ninguna y crepitaba chispas de sexo, sangre y violencia »<sup>262</sup>. Toutefois, ce genre d'esclandre confère encore plus de résonance à ces publications. Les revues à scandale rencontrent donc un succès populaire mais leur ligne éditoriale, souvent basée sur le sexe et la pornographie, s'adresse essentiellement à un public masculin. Pourtant, au-delà de la presse du cœur, il existe des revues sérieuses qui ne s'adressent qu'aux femmes.

Avant la Transition, plusieurs magazines féminins comme *Telva*, *Cristal* et *Diana* rencontrent un certain succès. En 1978 sort également *Dunia*, qui devient vite la référence du genre. Le périodique, plutôt progressiste, soutient les revendications féminines et devance ses concurrents sur des sujets comme l'usage de la pilule contraceptive. Il est détenu par un groupe étranger, l'allemand Gruner und Jarh, ce qui est rare pour l'époque puisqu'avant 1986, les investisseurs internationaux sont bridés par la législation<sup>263</sup>. Par ailleurs, dans les années 1970, les lectrices espagnoles sont encore trop en décalage avec le reste du marché féminin pour que toutes les formules étrangères fonctionnent. Ainsi, en 1978, le lancement de la version espagnole de *Cosmopolitan* est un échec alors que, lorsqu'il tente à nouveau de s'implanter dix ans plus tard, il fonctionne très bien<sup>264</sup>. *Dunia* est un succès parce qu'il cible des Espagnoles intéressées par des domaines inexplorés par les autres revues féminines à l'instar de la psychologie, la médecine, l'art, la législation ou le théâtre, ce que l'éditorial du magazine définit comme « todo aquello que ha entrado en su órbita y cuyos conocimientos la estimulan y ayudan en su lucha hacia nuevas metas ». *Dunia* s'adresse donc à des lectrices actives et formées mais dont les modes de vie et les valeurs ne sont pas encore celles de leurs voisines européennes, à des Espagnoles elles aussi « en transition ». Selon Juana Gallego, « aquí está la diferencia con *Cosmopolitan*, no abandona tan drásticamente el "rol" femenino. La feminidad por tanto no era

---

<sup>261</sup> LARUMBE María Ángeles. Prensa y periodistas feministas: una escritura al servicio de la liberación de las mujeres. El ejemplo de *Vindicación feminista* (1976-1979). In : ARRIAGA FLÓREZ Mercedes (coord.). *Escritoras y pensadoras europeas*. Sevilla : Arcibel, 2007, p. 389-423, p. 395.

<sup>262</sup> La pornografía y el sexo en la hoguera. *Vindicación Feminista*. Avril 1978, n° 22, p. 3.

<sup>263</sup> Ses limitations sont dérogées par la promulgation du *Real decreto legislativo 1265/1986, de 27 de junio, sobre inversiones extranjeras en España* [en ligne]. BOE n° 154, 28 juin 1986. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1986-17103> » (consulté le 12 février 2021), p. 23536-23538.

<sup>264</sup> GALLEGO, *op. cit.*, p. 69-70.

vulnerada. Una propuesta más agresiva hubiera sido el fracaso de *Dunia* como lo fue de *Cosmopolitan* »<sup>265</sup>.

Durant la Transition se développent également d'autres publications destinées aux femmes mais à l'opposé de la ligne de revues comme *Cosmopolitan* : les magazines féministes. Le plus emblématique de la période est sans conteste *Vindicación feminista*. Le mensuel, publié par Lidia Falcón et Carmen Alcalde à partir de juillet 1976, dénonce les discriminations liées au genre et milite pour l'égalité légale. Il est le porte-parole des associations féministes, en particulier du Colectivo Feminista de Barcelona. Le magazine réalise un travail d'investigation approfondi et collabore avec des professionnelles de l'époque comme la journaliste Soledad Gallego ou l'avocate Magda Oranich. Il organise des sondages et études dans toute l'Espagne afin de donner la parole aux femmes et de mieux saisir leurs problématiques<sup>266</sup>. Ses correspondantes à l'étranger rendent compte de l'avancées des luttes féministes aux États-Unis et dans le reste de l'Europe, notamment en Italie, après le drame de Seveso qui relance le débat sur l'avortement<sup>267</sup>. Toutefois, le ton caustique voire agressif du magazine peut rebuter le lectorat potentiel. Les publicistes ne s'intéressent pas au mensuel, ce qui ne l'aide pas à améliorer ses finances. Pour être rentable, il doit vendre au moins 20 000 exemplaires<sup>268</sup> de chaque numéro, or, au fil des années, le chiffre moyen stagne autour des 15 000<sup>269</sup>. *Vindicación* ne survit que grâce aux fonds personnels de ses collaboratrices<sup>270</sup>. Il publie son dernier numéro en 1982.

En juin 1976<sup>271</sup>, quelques mois après la sortie de *Vindicación* apparaît *Opción*, le second titre féministe de la période, dirigé par Carmen de Eulate et Rosario Ros. Il dénonce la vacuité des magazines féminins et la misogynie du reste des publications, en particulier de celles qui, comme *Interviú*, sont destinées aux hommes. *Opción* aspire à proposer un contenu sérieux qui fait appel à l'intelligence des lectrices afin de briser les stéréotypes de genre qui les excluent de la vie politique espagnole. Sa déclaration de foi l'expose ainsi :

---

<sup>265</sup> *Ibid.*

<sup>266</sup> Par exemple, il propose une radiographie intime de la sexualité des femmes dans Encuesta sobre la conducta sexual femenina. *Vindicación Feminista*. Juin 1979, n° 28, p. 16-36.

<sup>267</sup> Par exemple, à travers la série de reportages d'Alicia Fajardo, tels que FAJARDO Alicia. Monstruosa nube... Los envenedadores de Seveso. *Vindicación Feminista*. Novembre 1977, n° 17, p. 32.

<sup>268</sup> *Ibid.*, p. 30.

<sup>269</sup> LARUMBE, *Las que dijeron...*, *op. cit.*, p. 177.

<sup>270</sup> Eliseo Bayo, époux de Lidia Falcón, y investit une partie de ses économies. Quant à Marisa Híjar, collaboratrice régulière du magazine, elle contracte même des prêts pour financer le projet, LARUMBE María Ángeles. *Vindicación feminista: una voz colectiva, una historia propia: antología facsímil de textos, 1976-1979*. Saragosse : PUZ, Prensas universitarias de Zaragoza, 2009, 399 p., p. 26.

<sup>271</sup> Gratuit, ce premier numéro sert à faire connaître le magazine auprès des professionnels du secteur. Le premier exemplaire public, lui, sort en décembre 1976, GALLEGO, *op. cit.*, p. 142.

Es indiscutible que existen unas revistas de gran éxito comercial dedicadas a la mujer: su secreto está en adaptar el cuento de cenicienta para las mentalidades adultas, manteniendo los sueños y las ilusiones que las mujeres necesitan para soportar su gris condición. Están luego las publicaciones serias, las que dan una visión real del acontecer ciudadano. Ante estas revistas les sugerimos un entretenimiento: contar las fotos y comprobar cuántas nos ofrecen de hombres y de mujeres. El porcentaje les resultará revelador, salvo en la sección de chismorreos que siempre cae alguna actriz, cantante o princesa, las demás se nutren de machos, porque son machos los que en realidad hacen y deshacen. No podemos olvidarnos, porque abundan, de esas otras para hombres y repletas de fotos de mujeres. Son publicaciones similares a las que podrían editar los gremios de ganaderos, solo que en vez de vacas, en estas salen señoras imponentes en carnes y curvas. Además del papel de madre y esposa, ese otro ganado reluciente también ha sido desde siempre muy proporcionado por el hombre.

Con *Opción* no vamos a vender sueños ni ilusiones, sino a destruirlos para intentar que la realidad, una realidad nueva y mejor, supla esa ausencia de protagonismo femenino.

Con *Opción* vamos a intentar hacer una revista de denuncia, de aspiraciones, de peticiones que queremos ya, aquí y ahora. Queremos conseguir, en lo posible, un cambio social; una nueva sociedad hecha, en todos sus aspectos, por mujeres y hombres a la par [...] <sup>272</sup>.

Même avec un ton plus modéré que son confrère, *Opción* ne trouve pas d'audience assez large pour se maintenir. Il disparaît en juin 1977, après sept numéros. Mais alors, comment expliquer l'échec de ces publications alors même que l'Espagne connaît la plus grande vague féministe depuis les années 1930 ? Selon Juana Gallego, ces magazines doivent leurs déboires à leurs caractéristiques propres. Tout d'abord, ils reposent davantage sur un projet politique et militant que sur un projet commercial, c'est pourquoi leur stratégie économique ne fonctionne pas. Ils surgissent par nécessité et tentent d'imposer des points de vue qui vont à l'encontre de l'opinion commune. En outre, leur réalisation artisanale ne facilite pas leur insertion dans un marché particulièrement concurrentiel, d'autant que les activistes qui les produisent entretiennent des liens affectifs, ce qui engendre parfois des mésententes nuisant à la stabilité de leur produit. Enfin, le ton plaintif et victimaire de beaucoup de revues féministes peut refroidir le grand public et les condamne à s'en tenir à une audience de militantes convaincues <sup>273</sup>.

En définitive, dans le monde de l'information générale, l'offre se multiplie alors que la demande stagne après les frémissements de l'immédiat postfranquisme. De même, les publications féministes, trop austères et trop politiques, ne trouvent pas leur public. En

---

<sup>272</sup> Premier éditorial d'*Opción* cité par Juana Gallego, *ibid.*, p. 142-143.

<sup>273</sup> *Ibid.*, p. 193-194.

revanche, les Espagnols sont de plus en plus friands de divertissements et suivent fidèlement la presse mondaine et les journaux à scandale. La mort de Franco entraîne donc un bouleversement du panorama de la presse espagnole. Le relâchement du contrôle de l'État transforme les règles du jeu médiatique et déstabilise les publications, en particulier celle dont l'histoire et le fonctionnement sont liées à l'ancien régime.

Pour conclure, la mort de Franco et l'avènement démocratique bouleversent le microcosme de la presse espagnole. Les deux leaders du marché des quotidiens d'information générale peinent à s'adapter à cette nouvelle époque mais procèdent aux ajustements nécessaires à leur maintien. Les publications les plus fragiles n'ont d'autre choix que de fermer, tout comme les journaux liés à l'ancien régime. La dictature étant légalement terminée, la presse du Mouvement national et la presse antifranquiste n'ont plus de raison d'être. Leurs objectifs sont à redéfinir alors même que le contexte est très compétitif et que l'obsolescence de leurs installations les handicapent pour générer du profit.

Enfin, la période est propice à l'explosion de l'offre médiatique. Les magazines, qu'ils profitent de la mode du *destape* ou répondent au besoin de légèreté des Espagnols, rencontrent un vif succès. Par ailleurs, la Transition voit aussi naître le quotidien d'information générale qui viendra ébranler les plus grands et notamment *La Vanguardia*, en redéfinissant le jeu médiatique : *El País*.

### **III. 3. *El País* et *La Vanguardia* durant la Transition**

#### **III. 3. A. Deux identités distinctes**

*El País* et *La Vanguardia* sont les deux quotidiens d'information générale les plus vendus d'Espagne, mais leur succès respectif est la conséquence de deux idiosyncrasies très différentes. Durant la Transition, les lecteurs respectent *La Vanguardia* pour son histoire et sa réputation alors qu'ils affectionnent *El País* pour sa fraîcheur et sa modernité. La trajectoire de chaque maison commence à un siècle d'intervalle. Le premier exemplaire de *La Vanguardia* paraît en 1881, en Catalogne. À l'origine organe de presse du parti libéral, il est créé par les frères Bartolomé et Carlos Godó pour soutenir la campagne de Práxedes Mateos Sagasta contre



le conservateur Antonio Cánovas del Castillo<sup>274</sup>. Après la victoire de leur candidat, les Godó continuent à publier leur titre qui finit par s’émanciper de tout parti politique en 1888<sup>275</sup>. À partir de cette date, il est dirigé par Modesto Sánchez Ortiz, puis par Miquel dels Sants Oliver – sous la gestion duquel il devient le quotidien le plus vendu de Catalogne – et par Ezequiel Boixet i Alfred Opisso<sup>276</sup>. Lorsqu’éclate la Guerre Civile, c’est Agustí Calvet, dit Gaziél, qui le dirige depuis plus de quinze ans mais ce dernier fuit la ville. Une partie des travailleurs s’organise alors en comité ouvrier et prend le contrôle de la rédaction. Le comité désigne María Luz Morales comme nouvelle directrice. Par la suite, lui succèdent Paulino Masip et Fernando Vázquez Ocaña<sup>277</sup>.

Le 25 janvier 1939, Barcelone tombe aux mains franquistes et le régime – après quelques hésitations – rend la propriété de *La Vanguardia* à la famille Godó<sup>278</sup>. Durant la dictature, sous la houlette de Carlos Godó Valls, petit-fils et petit-neveu des fondateurs, le journal connaît quatre directeurs. Le premier, Manuel Aznar, reste trois mois. Secondé par Josep Pla, il redonne un semblant de normalité au quotidien. Il impose un ton conservateur, évite les excès propagandistes<sup>279</sup> et relance la publication du supplément illustré. Les collaborations prestigieuses réapparaissent peu à peu<sup>280</sup>.

Toutefois, en avril 1939, Ramón Serrano Súñer, alors ministre de l’Intérieur, convainc Franco de remplacer Manuel Aznar par Luis Martínez de Galinsoga. L’arrivée du nouveau directeur met fin à la « tradición liberal y cultural del periódico », et donc à un équilibre qu’il venait à peine de retrouver grâce au binôme Aznar-Pla<sup>281</sup>. Luis Martínez de Galinsoga espère utiliser son poste comme tremplin politique. Le quotidien – et notamment la rubrique *Los Hombres y los días* – lui sert alors de tribune. Au fur et à mesure que ses espoirs d’avancement

---

<sup>274</sup> BARRERA, NOGUÉ, *op. cit.*, p. 15.

<sup>275</sup> *Ibid.*, p. 17.

<sup>276</sup> *Ibid.*, p. 25-26.

<sup>277</sup> Le choix d’une femme comme directrice ne doit pas être interprété comme le signe d’une quelconque sensibilité féministe de la part du comité ouvrier. Dans cette période trouble, occuper un tel poste est très risqué. María Luz Morales n’a pas postulé, elle est désignée. En refusant le poste, elle se serait exposée à un danger immédiat. En l’acceptant, elle se condamne, sans le savoir, à plusieurs semaines d’incarcération dans les prisons franquistes, BARRERA, NOGUÉ, *op. cit.*, p. 38-40.

<sup>278</sup> Le régime ne rend pas immédiatement la propriété de *La Vanguardia* à la famille Godó. Pourtant, Carlos Godó avait soutenu le soulèvement militaire en 1936. Les journalistes Manuel Aznar et Antonio Martínez Tomás intercèdent en sa faveur et, finalement, Ramón Serrano Súñer, ministre de l’Intérieur et beau-frère de Francisco Franco, accepte de rendre l’entreprise à la famille, *ibid.*, p. 43-45.

<sup>279</sup> Bien qu’il décide de renommer le journal *La Vanguardia Española*, titre ayant pour but de flatter l’ambition unitaire du régime naissant tout en gommant l’identité régionale du quotidien. L’adjectif « española » n’est abandonné qu’en 1978, *ibid.*, p. 48. Dans son éditorial du 17 août 1978, le journal revient sur ce changement. Il précise que cet adjectif, fruit d’une « asombrado exaltación patriotería », étant inutile, il a décidé de le supprimer. Una obviedad. *La Vanguardia*. 17 août 1978 et BARRERA, NOGUÉ, *op. cit.*, p. 48.

<sup>280</sup> *Ibid.*, p. 48-50.

<sup>281</sup> Comme l’expliquent en ces termes Carlos Barrera et d’Anna Nogué, *ibid.*, p. 51.

politique s'estompent, ses rapports avec la rédaction se tendent et il devient de plus en plus hostile aux particularismes catalans<sup>282</sup>. Son départ précipité du journal en 1960 en est d'ailleurs la conséquence<sup>283</sup>. Malgré le prosaïsme des vingt « années Galinsoga », *La Vanguardia* maintient ses ventes et continue à attirer des collaborateurs de renom. Par la suite, ses directeurs – Manuel Aznar (de retour entre 1960 et 1963), Xavier de Echerrari (1963-1969) et Horacio Sáenz Guerrero (1969-1982) – rendent au journal son identité catalane, bourgeoise et libérale<sup>284</sup>. Le nombre de pages augmente : en 1956, chaque numéro en compte environ quarante, puis quatre-vingt au cours des années 1960 et souvent plus d'une centaine durant la Transition<sup>285</sup>. *La Vanguardia* se dote de rotatives plus performantes et imagine de nouveaux rendez-vous avec ses lecteurs : en juin 1961 sort le premier supplément en couleur et de nouvelles rubriques font leur apparition comme *El color de mi cristal* de Joaquín Muntañola (1961) ou *Retablo femenino* de María Pilar Comín (1962)<sup>286</sup>. Les ventes, elles aussi, augmentent : de 150 000 exemplaires environ en 1955, le journal passe à 200 000 en 1965 puis à 220 000 à la mort de Franco<sup>287</sup>.

Entre octobre 1969 et décembre 1982, *La Vanguardia* est confiée à Horacio Sáenz Guerrero. Ce dernier connaît très bien la maison. Il y entre en 1942, alors qu'il n'a que vingt-et-un ans, et y réalise toute sa carrière. Fils du rédacteur en chef d'*El Noticiero Universal*, Horacio Sáenz Guerrero embrasse le métier de journaliste à la mort de son père pour subvenir rapidement aux besoins de sa famille. Sous la direction de Galinsoga, il a l'occasion de rédiger des articles dans toutes les rubriques et d'occuper la quasi-totalité des postes, depuis l'assemblage des pages jusqu'à la direction du service graphique. Manuel Aznar voit en lui son dauphin et le prépare à prendre les commandes du journal en le nommant directeur-adjoint. En 1963, Xavier de Echerrari lui renouvelle sa confiance. Pour Carlos Godó, le lien d'Horacio Sáenz Guerrero avec *La Vanguardia* ainsi que sa discrétion et sa neutralité politique font de lui un candidat idéal pour le poste de directeur<sup>288</sup> et il sera donc désigné pour prendre la suite de Xavier de Echerrari<sup>289</sup>.

Après la mort de Franco, Carlos Godó intervient régulièrement auprès d'Horacio Sáenz Guerrero afin d'influencer la ligne éditoriale. À cette époque, son fils, Javier, commence lui

---

<sup>282</sup> *Ibid.*, p. 52 et p. 60.

<sup>283</sup> Lors d'une messe dans l'église de San Isidro de Barcelone, le 21 juin 1959, Luis Martínez de Galinsoga se plaint que l'homélie soit prononcée en catalan. Face aux justifications du prêtre, il s'exclame « todos los catalanes son una mierda ». L'épisode est repris et amplifié par la presse. Le directeur est alors poussé à la démission.

<sup>284</sup> BARRERA, NOGUÉ, *op. cit.*, p. 92.

<sup>285</sup> *Ibid.*, p. 58 et p. 101.

<sup>286</sup> *Ibid.*, p. 92.

<sup>287</sup> *Ibid.*, p. 58.

<sup>288</sup> *Ibid.*, p. 89-90.

<sup>289</sup> Depuis la promulgation de la loi Fraga, le régime ne peut plus ingérer dans la nomination des directeurs de presse, comme il avait pu le faire en choisissant Xavier de Echerrari, ancien directeur d'*Arriba*, en 1963.

aussi à s'impliquer dans les choix du journal et de l'entreprise. Il devient gérant en 1970 puis gérant-éditeur en 1982, c'est-à-dire qu'il coordonne rédaction, stratégie commerciale et développement industriel<sup>290</sup>. Ce sont ses idées et actions qui aident *La Vanguardia* à reprendre un second souffle, après les délicates années 1970. Représentant d'une droite qu'il estime « moderne, democrática y monárquica »<sup>291</sup>, Javier Godó pousse Horacio Sáenz Guerrero, trop timoré selon lui, ainsi que son père, encore très lié au franquisme, à un peu plus d'audace et de fraîcheur. Ainsi, dans une lettre adressée à Carlos Godó, en mars 1974, il écrit :

Nosotros, en mi opinión –no sé hasta qué es una responsabilidad nuestra como Empresa– llevamos algún tiempo algo adormilados pues, últimamente, no hemos efectuado ningún fichaje interesante, y el periódico, con nuestros excesivos recelos y temores, está adquiriendo un tono gris que no me gusta nada<sup>292</sup>.

Durant la Transition, l'expérience d'Horacio Sáenz Guerrero et le dynamisme de Javier Godó permettent à *La Vanguardia* de se maintenir à flots.

Le profil d'*El País* est très différent. Au début des années 1970, José Ortega Spottorno, décide de renouer avec sa tradition familiale en démarrant une entreprise journalistique<sup>293</sup>. Pour concrétiser son projet, il s'entoure de Darío Valcárcel – proche d'*ABC* et de figures de droite comme José María de Areilza ou Antonio de Senillosa – ainsi que du journaliste Carlos Mendo<sup>294</sup>. Ensemble, ils cherchent des actionnaires afin de lever des fonds pour PRISA, leur société éditrice. Ortega se tourne vers ses contacts du monde de l'édition et Valcárcel vers ses connaissances politiques<sup>295</sup>. Finalement, ils parviennent à attirer de très nombreux actionnaires – ils sont 1906 en 1977<sup>296</sup> – provenant d'horizons et de tendances politiques très variés puisqu'en 1981, parmi les investisseurs se trouvent Manuel Fraga Iribarne et José Ramón Lasuen Sancho (AP) mais aussi Fernando Álvarez de Miranda, Fernando Chueca Goitia (UCD) ou encore Josep Andreu Abello, Carlos María Bru Buron (PSOE)<sup>297</sup>. De même, le conseil d'administration réunit des personnalités de droite, à l'instar de Miguel Herrero de Miñón, également conseiller de PRISA entre 1973 et 1974 ainsi que des figures de gauche comme le

---

<sup>290</sup> *Ibid.*, p. 322-323.

<sup>291</sup> C'est ainsi qu'il se décrit en 1978 au magazine *La Actualidad Española*, *ibid.*, p. 280.

<sup>292</sup> *Ibid.*, p. 181.

<sup>293</sup> Fils du philosophe Ortega y Gasset, son arrière-grand-père est aussi le fondateur d'*El Imparcial*, journal que son grand-père a également dirigé.

<sup>294</sup> CEBRIÁN, *Primera...*, *op. cit.*, chapitre 7.

<sup>295</sup> *Ibid.*

<sup>296</sup> BUSTAMANTE Enrique. *El País: análisis del poder*. In : IMBERT, VIDAL-BENEYTO (coord.), *op. cit.*, p. 57.

<sup>297</sup> *Ibid.*, p. 82-84.

communiste Ramón Tamames, lui aussi conseiller pour l'entreprise, dès 1973. D'ailleurs, ce dernier participe aussi à une des premières levées de fond : au début du projet, son ami José Ortega le rencontre par hasard à l'aéroport de Barajas et lui propose de participer à un dîner avec des investisseurs valenciens. Tamames accepte et c'est finalement lui qui convaincra les hommes d'affaires<sup>298</sup>. Sur la pluralité idéologique des investisseurs, Juan Luis Cebrián se rappelle :

En el Consejo de Administración se daban cita personalidades de todo género. Amén de José Ortega, Valcárcel, Polanco y su socio de toda la vida Francisco Pérez González, allí estaban entre otros Julián Marías, presunto heredero intelectual de Ortega y Gasset, el hijo mayor de este, Miguel, y el yerno, José Varela, casado con Soledad. Ramón Tamames se había incorporado a sugerencia de José, en su calidad de autor de Alianza Editorial. Antonio Senillosa [*sic*] fungía como representante de Areilza, y Carlos Mendo como el hombre de Fraga, junto con Manuel Milián Mestre, un catalán espeso e inteligente que había ayudado a movilizar los capitales que apoyaban la influencia del antiguo ministro de Información franquista. Mendo había renunciado a su doble condición de consejero delegado y director *in pectore* para dar paso a los nombramientos de Polanco y mío<sup>299</sup>.

Pour Enrique Bustamante, cette structure actionnariale dans laquelle collaborent des profils si différents est un exemple pour la future démocratie : « como una muestra de lo que en todo el país era posible conseguir », même si, et il en sera question plus loin, cette entente ne dure que les premières années<sup>300</sup>. Quoi qu'il en soit, les successives levées de fond ont beau être un succès, le journal n'est toujours pas en kiosque.

En effet, l'État franquiste se méfie de ce nouveau titre qui pourrait chercher à le déstabiliser, c'est pourquoi le ministère de l'Information et du Tourisme retarde les démarches administratives. Ainsi, la première demande officielle pour inscrire PRISA au registre des entreprises journalistiques – condition *sine qua non* pour publier – date du 2 juin 1972 alors que le journal, lui, ne sort que quatre ans plus tard<sup>301</sup>. Après la légalisation de l'entreprise, les mois défilent et la situation ne se débloque pas. En 1973, Carlos Mendo, qui devait assurer la direction du journal, accepte donc un poste de responsable de presse à l'ambassade espagnole de Londres. Pour le suppléer, José Ortega Spottorno et Darío Valcárcel font appel à Jesús Polanco, entrepreneur et fondateur de la maison d'édition Santillana. Il intègre le comité

---

<sup>298</sup> CACHO Jesús. *El negocio de la libertad*. Madrid : Foca, 1999, 651 p. (Foca investigación), p. 97.

<sup>299</sup> CEBRIÁN, *op. cit.*, chapitre 8.

<sup>300</sup> BUSTAMANTE, in : IMBERT, VIDAL-BENEYTO (coord.), *op. cit.*, p. 57.

<sup>301</sup> CASTRO TORRES, *op. cit.*, p. 213.

exécutif et commence à modifier les contours du projet initial<sup>302</sup>. Polanco n'apprécie guère les liens amicaux étroits unissant Carlos Mendo à Manuel Fraga<sup>303</sup>. D'une part, il estime que les convictions et la trajectoire politique de celui qui sera le leader d'AP ne correspondent pas à l'image du futur journal, qu'il souhaite voir s'adresser à un public « joven y universitario »<sup>304</sup>, d'autre part, il souhaite éviter que Fraga n'exerce trop d'influence sur l'entreprise<sup>305</sup>. Jesús Cacho donne une autre explication. Selon lui, l'entrepreneur désire secrètement prendre le contrôle de l'entreprise, ce qui explique qu'il cherche à en écarter les actionnaires les plus influents, à l'instar de Fraga Iribarne<sup>306</sup>. Quoi qu'il en soit, Polanco parvient à convaincre ses collaborateurs et José Ortega Spottorno voyage alors à Londres pour demander à Carlos Mendo de renoncer à la direction. Ce dernier accepte<sup>307</sup> et se voit, au fil des années, dépossédé de son pouvoir<sup>308</sup>. Après l'éviction de Carlos Mendo, PRISA doit trouver un directeur à ce qui sera *El País*. Le choix se porte d'abord sur l'écrivain Miguel Delibes mais la perspective de devoir s'installer à Madrid alors que son épouse est gravement malade le conduit à refuser la proposition<sup>309</sup>. C'est finalement Juan Luis Cebrián qui est officiellement nommé en décembre 1975<sup>310</sup>. *El País* paraît donc après la mort de Franco, le 4 mai 1976, faisant de lui un journal vierge de tout passé franquiste. Cette sortie tardive constitue un avantage puisqu'elle consolide sa légitimité à se présenter comme journal pleinement démocratique voire comme la manifestation de l'esprit de la Transition. Selon Antonio Alférez, Juan Luis Cebrián est l'incarnation du quatrième pouvoir. Personnage des plus influents de la fin des années 1970, il joue, selon lui, « el papel de *enfant terrible* la burguesía ilustrada »<sup>311</sup>. Bachelier à quinze ans, journaliste à dix-huit, il est rédacteur en chef de *Pueblo* à vingt-et-un ans, directeur-adjoint d'*Informaciones* à vingt-quatre ans, directeur des services informatifs de TVE à vingt-neuf ans et devient, à trente ans, directeur d'*El País*. Juan Luis Cebrián est issu d'une famille conservatrice de classe moyenne haute<sup>312</sup>.

---

<sup>302</sup> ALFÉREZ, *op. cit.*, p. 237.

<sup>303</sup> C'est Carlos Mendo qui avait invité Manuel Fraga à investir, CASTRO TORRES, *op. cit.*, p. 213.

<sup>304</sup> CASTRO TORRES, *op. cit.*, p. 214.

<sup>305</sup> CEBRIÁN, *Primera...*, loc. cit.

<sup>306</sup> CACHO, *op. cit.*, p. 103.

<sup>307</sup> ALFÉREZ, *op. cit.*, p. 239 et 241.

<sup>308</sup> Par exemple, en novembre 1978, Jesús Polanco le remplace à la tête des fondateurs. Le groupe réunit alors José Ortega Spottorno, Ramón Jordán de Urríes, Juan José de Carlos et Darío Valcárcel, ce dernier s'étant opposé à la nomination de Jesús Polanco, FERNÁNDEZ BEAUMONT, in : IMBERT, VIDAL-BENEYTO (coord.), *op. cit.*, p. 268.

<sup>309</sup> CACHO, *op. cit.*, p. 98.

<sup>310</sup> Juan Luis Cebrián, directeur de *El País*. *Informaciones*. 17 décembre 1975, p. 4.

<sup>311</sup> Les deux expressions sont d'Antonio Alférez, ALFÉREZ, *op. cit.*, p. 241.

<sup>312</sup> *Ibid.*, p. 239-241.

Avec le duo Cebrián / Polanco, le projet initial évolue. En moins de dix ans, ils vont faire de PRISA en véritable empire, « el más poderoso grupo multimedia de España, con presencia en casi todas las facetas del negocio de la comunicación y el *entertainment* »<sup>313</sup>. Pour parvenir à cet objectif, Jesús Polanco ne se contente pas de participer au projet, il cherche à le contrôler. Selon Jesús Cacho, son influence grandissante sur l'entreprise déclenche une guerre de pouvoir entre les actionnaires.

En effet, au cœur du projet de PRISA se trouve la pluralité idéologique. C'est pourquoi, dès les premiers mois d'existence de l'entreprise, José Ortega, Carlos Mendo et Darío Valcárcel s'accordent sur le fait qu'aucun actionnaire ne pourra y investir plus de deux millions de pesetas (chiffre qui passe à cinq millions, à la suite d'autres levées de fond)<sup>314</sup>. Or, ce « pacto de caballeros »<sup>315</sup> est mis à mal lors de l'assemblée générale des actionnaires d'avril 1977 au cours de laquelle Jesús Polanco dévoile son désir de s'emparer de la majorité des parts pour prendre le contrôle de PRISA. Plusieurs actionnaires dont le propre Darío Valcárcel lui reprochent alors de trahir l'identité de l'entreprise<sup>316</sup>. C'est le début de plusieurs années de lutte d'influence entre les instances directives de PRISA. Deux « clans » s'affrontent. Le premier est mené par Polanco, soutenu par José Ortega et Juan Luis Cebrián. L'autre est représenté par Darío Valcárcel mais discrètement inspiré et financé par l'avocat Antonio García-Trevijano intéressé lui aussi par le contrôle de PRISA<sup>317</sup>. Chaque secteur agglutine autour de lui une partie des actionnaires<sup>318</sup>. Le conflit prend fin lors de l'assemblée générale de 1980. Elle doit, entre autres, voter le Statut de rédaction proposé par les partisans de Jesús Polanco. La ratification de ce projet signifierait que la majorité des actionnaires soutient l'entrepreneur, au détriment de Valcárcel et du secteur de droite. Finalement, c'est Polanco qui remporte le bras de fer, avec 33 % des voix contre 31 % pour son adversaire<sup>319</sup>. L'échec de Darío Valcárcel et d'Antonio García-Trevijano marque le début de la progressive concentration des pouvoirs de PRISA entre les mains de Jesús Polanco. À partir de 1980, le secteur de droite abandonne et beaucoup d'actionnaires vendent leurs parts<sup>320</sup>. C'est ainsi que Jesús Polanco « se [queda] con la merienda »<sup>321</sup>. À la fin de l'année 1983, « debía contar con el 20 por 100 del capital social, pero

---

<sup>313</sup> CACHO, *op. cit.*, p. 125.

<sup>314</sup> *Ibid.*, p. 94.

<sup>315</sup> L'expression est de Cacho, *ibid.*

<sup>316</sup> *Ibid.*, p. 103.

<sup>317</sup> *Ibid.*, p. 104.

<sup>318</sup> *Ibid.*, p. 103-105.

<sup>319</sup> *Ibid.*, p. 105-106.

<sup>320</sup> Quant à Darío Valcárcel, il perd peu à peu tous ses pouvoirs au sein de l'entreprise. En 1977, il perd son poste de directeur-adjoint, en 1978, celui d'adjoint à la présidence du conseil, en 1979 celui de secrétaire du conseil d'administration et en 1982, il n'a plus de siège à la junta de fondateurs, ALFÉREZ, *op. cit.*, p. 245.

<sup>321</sup> Selon l'expression de Jesús Cacho, CACHO, *op. cit.*, p. 103.

ya era capaz de presentarse en la Junta General de Accionistas con el respaldo de más del 75 por 100 del accionario »<sup>322</sup>. La guerre des actionnaires entraîne des conséquences sur l'évolution de la ligne éditoriale d'*El País*.

En effet, José Ortega Spottorno, Darío Valcárcel et Carlos Mendo avaient imaginé que le quotidien serait un support d'expression pour les intellectuels de droite mais Juan Luis Cebrián, lui, souhaite élargir la cible du journal. En mars 1976, il explique qu'« *El País* no va a ser elitista ni popular. Va a ser un periódico de calidad, con gran tirada »<sup>323</sup>. La pluralité idéologique des collaborateurs permet de capter des lecteurs aux profils plus variés que ce qui était prévu à l'origine. En effet, le quotidien, dans l'air du temps, attire de prestigieux intellectuels et figures publiques, désireux de participer à la transformation politique et sociale de leur pays, comme Javier Pradera, Vicente Verdú, Francisco Umbral, Juan Cueto, Maruja Torres, Juan Cruz, Francisco Calvo Serraller, Julián Marías, Luis Goytisolo, Juan Benet, José Luis López Aranguren et Fernando Savater<sup>324</sup>. Il parvient à capter les aspirations et préoccupations de son temps. Par exemple, en 1976 et 1977, il publie de nombreux articles sur les associations de voisins, leurs actions et leur revendication, un phénomène traité plus tardivement par *La Vanguardia*<sup>325</sup>.

Par ailleurs, contrairement à ce que désirait le secteur actionnarial mené par Darío Valcárcel, la ligne politique d'*El País* le situe à gauche. Carmen Castro Torres, écrit qu'il se montre « defensor de la línea del PSOE y comprensivo con el PC aunque no lo considera así el que fue su secretario general, Santiago Carrillo »<sup>326</sup>. Il est en revanche très critique envers la droite d'Alianza Popular, ce qui ne peut que décevoir Manuel Fraga, particulièrement impliqué dans la création du journal<sup>327</sup>. Ce positionnement ne déplaît pas qu'au leader d'AP : les actionnaires du groupe de Darío Valcárcel estiment que le journal n'est pas suffisamment libéral, se situe trop à gauche voire soutien le marxisme. Finalement, en janvier 1982, sachant qu'Antonio García-Trevijano et lui ne parviendraient plus à contrôler PRISA, Darío Valcárcel démissionne de son poste de membre du conseil d'administration de PRISA pour devenir sous-directeur d'*ABC*, titre correspondant davantage à sa sensibilité idéologique<sup>328</sup>. Quant à *El País*,

---

<sup>322</sup> *Ibid.*, p. 109.

<sup>323</sup> ALFÉREZ, *op. cit.*, p. 242.

<sup>324</sup> GARCÍA GONZÁLEZ, REDERO SAN ROMÁN, *art. cit.*, p. 93.

<sup>325</sup> Au cours de l'année 1976, le journal catalan propose régulièrement un encart « Los vecinos tienen algo que decir » mais *El País* traitait déjà la question depuis plusieurs semaines.

<sup>326</sup> CASTRO TORRES, *op. cit.*, p. 217.

<sup>327</sup> La derecha, sin líderes, *art. cit.*

<sup>328</sup> Darío Valcárcel, accionista y fundador de EL PAÍS, acepta el cargo de Subdirector del ABC, su diario competidor. *La hemeroteca del buitre* [en ligne]. Disponible sur : « <https://lahemerotecadelbuitre.com/piezas/dario-valcarcel-accionista-y-fundador-de-el-pais-acepta-el-cargo-de-subdirector-del-abc-su-diario-competidor/#.YCOVnnjKU1> » (consulté le 10 février 2021).

il reste de centre gauche voire de gauche. Il soutient pleinement le projet démocratique, c'est pourquoi, même s'il ne partage pas entièrement les valeurs *ucédistes* il défend la réforme politique d'Adolfo Suárez.

Le quotidien se présente comme le porte-parole des valeurs de la Transition. Or, ce positionnement lui vaut de nombreuses critiques puisqu'en se définissant comme la matérialisation des principes démocratiques, *El País* s'arroge la propriété intellectuelle de la jeune démocratie. Ainsi, dans le tout premier numéro, Juan Luis Cebrián présente le titre comme « símbolo real de algo más definitivo e importante: el advenimiento de un régimen de libertad y unas formas de convivencia, modernas y civilizadas entre los españoles »<sup>329</sup>. Il est vrai qu'*El País* est un journal emblématique de la Transition. Il distribue les bons points et les blâmes. Sa date de sortie et la diversité de ses contributeurs lui offrent la légitimité nécessaire pour s'exprimer et être écouté. En quelques mois seulement, il devient une véritable « institución social »<sup>330</sup>, créatrice d'opinion et censeuse des décisions politiques. Cependant, en imposant ses critères comme seules options valides, ne devient-il pas trop autoritaire ? Certains observateurs, à l'instar de l'historien Juan Pablo Fusi, lui reprochent effectivement son « irremediable voluntad de ejercer un verdadero contrapoder político »<sup>331</sup>. Dans son ouvrage *El negocio de la libertad*, Jesús Cacho va bien au-delà dans la critique. L'écrivain et journaliste présente *El País* comme un des instruments de PRISA et de Jesús Polanco pour manipuler l'opinion publique et agir sur les décisions politiques. Selon lui, ce pouvoir débute au tournant des années 1980, lorsque Jesús Polanco prend possession de l'entreprise, mais ce n'est qu'à partir de 1985, à la suite d'accords passés avec le gouvernement socialiste, que l'influence de PRISA et de ses instruments comme *El País* prend une ampleur démesurée sur la vie politique espagnole. Pour lui, PRISA devient alors « [un] grupo de comunicación puesto al servicio de los intereses políticos de un Gobierno y, particularmente, de su presidente, a cambio de favores económicos de toda índole »<sup>332</sup>. À partir de ces années, *La Vanguardia* deviendra d'ailleurs ce que Jesús Cacho appelle « un satélite de PRISA », prêt à soutenir ses positions<sup>333</sup>. Sur la période 1976-1982, les lignes éditoriales de ces quotidiens sont pourtant assez différentes.

Contrairement à son confrère madrilène, *La Vanguardia* doit assumer son passé franquiste. Selon Carlos Barrera et Anna Nogué, il ne peut être accusé d'avoir collaboré avec

---

<sup>329</sup> CEBRIÁN, *El País* que..., art. cit.

<sup>330</sup> GARCÍA GONZÁLEZ, REDERO SAN ROMÁN, art. cit., p. 94.

<sup>331</sup> FUSI Juan Pablo. La cultura de la transición. In : *Revista de Occidente*. Juillet-août 1991, n° 122-123, p. 37-64, p. 41, cité par GARCÍA GONZÁLEZ, REDERO SAN ROMÁN, *ibid.*

<sup>332</sup> CACHO, *op. cit.*, p. 125.

<sup>333</sup> *Ibid.*, p. 235.



la dictature. Certes, Carlos Godó a profité des largesses du régime – il est désigné *procurador* à deux reprises – et a clairement exprimé son attachement envers le *caudillo* lors de sa mort, mais la législation franquiste n'a pas laissé d'autre choix au journal. Ce dernier, comme le reste des quotidiens d'information générale, n'a pas bénéficié d'une grande marge de manœuvre pour s'exprimer et a alors préféré s'accommoder du régime. Par ailleurs, la neutralité et le soutien au gouvernement quel qu'il soit font partie de l'ADN de *La Vanguardia* qui, toujours, aspire à la modération de son engagement politique<sup>334</sup>.

À la fin des années 1960, Horacio Sáenz Guerrero définissait son journal comme « muy de nuestra tierra: burguesa y conservadora, llena de alientos liberales, en el sentido más puro de la palabra »<sup>335</sup>. Parmi ses caractéristiques, se détachent l'importance qu'il porte à son histoire et à ses traditions, la fidélité de ses lecteurs (au début des années 1980, plus de la moitié des ventes correspondent à des abonnements) et ses liens précieux avec la Catalogne<sup>336</sup>.

Dans les années 1970, *La Vanguardia* attire des signatures libérales comme celles de Julián Marías, José Ferrater Mora, José Luis López Aranguren, Antonio Garrigues Díaz-Cabañate, Jorge Edwards, Terenci Moix, Antonio de Senillosa ou Antoni Tàpies. Il ouvre également ses pages à des intellectuels étrangers comme Indro Montanelli, alors chroniqueur pour le *Corriere della Sera* ou les Français Raymond Aron et Jacques Maritain. Le très en vogue Francisco Umbral collabore également depuis sa chronique « Desde la Cibeles con una sonrisa » et le dessinateur politique Perich, publie lui aussi plusieurs vignettes dans le journal<sup>337</sup>. *La Vanguardia* montre donc des signes de modernité. Cependant, on l'a vu, cette timide ouverture semble bien terne en comparaison du vent de fraîcheur que font souffler ses nouveaux concurrents, *El País* en tête. Dans la rédaction du quotidien catalan, les journalistes savent qu'ils doivent respecter le ton mesuré du journal et évitent donc toute polémique dans le choix des sujets comme dans leur traitement<sup>338</sup>. Selon Antonio Alférez, *La Vanguardia* cherche avant tout à ne pas « déranger » ses lecteurs<sup>339</sup>. Le quotidien soutient la démocratie mais il n'est que spectateur du changement. Le fait d'éviter presque systématiquement les débats politiques et sociaux de l'époque vaut à son directeur d'être régulièrement accusé de « tremenda pereza por la política »<sup>340</sup>. À la fin des années 1970, *La Vanguardia* est en perte de vitesse.

---

<sup>334</sup> BARRERA, NOGUÉ, *op. cit.*, p. 70-71.

<sup>335</sup> *Ibid.*, p. 19.

<sup>336</sup> ALFÉREZ, *op. cit.*, p. 73.

<sup>337</sup> *Ibid.*, p. 166-167.

<sup>338</sup> BARRERA, NOGUÉ, *op. cit.*, p. 160.

<sup>339</sup> ALFÉREZ, *op. cit.*, p. 74.

<sup>340</sup> BARRERA, NOGUÉ, *op. cit.*, p. 158.

Pourtant, le dynamisme du marché journalistique préoccupe le quotidien catalan qui tente d'éviter une fuite de lecteurs aux profits d'*El Periódico de Catalunya*, titre plus populaire<sup>341</sup> et dont les ventes ont doublé entre 1978 et 1982<sup>342</sup>. Chacun s'observe et s'adapte. Par exemple, le comte de Godó, conscient de l'indispensable modernisation technique de ses ateliers, visite ceux d'*El País* deux semaines à peine après sa sortie en kiosques<sup>343</sup>. Les poids lourds de l'actualité quotidienne cherchent à rafler leur lectorat respectif. En 1976, *La Vanguardia* s'implante à Madrid. Le journal ne prévoit pas d'édition spéciale mais cherche à mieux couvrir l'actualité de la capitale. *El País*, en revanche, lance une véritable édition catalane en octobre 1982. Aucune de ces initiatives ne rencontre le succès escompté. En effet, *La Vanguardia* peine à trouver un équilibre entre son attachement local et son idéal national, d'autant que l'équipe envoyée sur place ne suit pas les instructions de la direction<sup>344</sup>. Les ventes du journal dans la région madrilène laissent à désirer<sup>345</sup>. Quant à l'édition catalane d'*El País*, trois ans après son lancement, elle est encore difficilement rentable<sup>346</sup>.

De même, la décision de sortir le lundi doit elle aussi se lire comme une stratégie commerciale. Ainsi, lorsque *Diario 16* lance la tendance, ses concurrents lui emboîtent le pas. *El País* et *La Vanguardia* sont en kiosques dès le lundi 19 avril 1982. À l'époque, la maison Godó rencontre pourtant des difficultés financières et publier un jour de plus signifie embaucher du personnel et utiliser des locaux jusqu'alors prêtés aux rédactions de *La Hoja del lunes* et de *Mundo Deportivo*<sup>347</sup>. Toutefois, pour ne pas être devancé, le journal n'a d'autre choix que de s'adosser à ses concurrents<sup>348</sup>. Il s'agit donc d'une période de transformations rapides qui nécessitent de perpétuels ajustements. TISA et PRISA, entreprises éditrices respectives de *La Vanguardia* et d'*El País* doivent maintenir leurs comptes à l'équilibre, tout en poursuivant la course aux investissements.

Dans les années 1970-1980, parmi les coûts principaux des entreprises de presse se trouvent la masse salariale, l'impression – les prix du papier, jusqu'alors encadrés par le régime, augmentent fortement – ainsi que la distribution. La modernisation orchestrée par Javier Godó, même si elle représente un investissement non négligeable, finit par améliorer sur le long terme

---

<sup>341</sup> Antonio Alférez le qualifie même de « populista », ALFÉREZ, *op. cit.*, p. 79.

<sup>342</sup> Il passe progressivement de plus de 55 000 exemplaires vendus par jours en 1978 à plus de 112 000 en 1982, BARRERA, NOGUÉ, *op. cit.*, p. 246.

<sup>343</sup> *Ibid.*, p. 291.

<sup>344</sup> Selon Carlos Barrera et Anna Nogué, son responsable, José María Ansón, désobéit sciemment à Horacio Sáenz Guerrero, *ibid.*, p. 300-302.

<sup>345</sup> *Ibid.*, p. 304.

<sup>346</sup> ALFÉREZ, *op. cit.*, p. 250.

<sup>347</sup> BARRERA, NOGUÉ, *op. cit.*, p. 330.

<sup>348</sup> C'est cette course aux lecteurs qui vaut sa destitution à Horacio Sáenz Guerrero car l'entreprise le juge trop attentiste. Elle le remplace par Lluís Foix le premier janvier 1983, *ibid.*, p. 389.

les finances de TISA puisque le nouveau matériel, et notamment les ordinateurs, permettent de diminuer le nombre de travailleurs et donc les dépenses liées aux salaires. Par ailleurs, les nouvelles rotatives, plus efficaces, diminuent les coûts de production.

Au niveau des recettes, les quotidiens peuvent compter sur leurs suppléments dominicaux. Leurs pages, de meilleure qualité, et leurs reportages, plus approfondis, attirent davantage de lecteurs qu'au cours de la semaine<sup>349</sup>. La publicité assure, elle aussi, d'essentielles rentrées d'argent. Javier Godó s'appuie d'ailleurs sur ce levier pour enrayer le déficit des années 1970. En augmentant l'espace publicitaire au détriment de l'espace informatif – la multiplication du nombre de pages n'étant pas rentable à cause du prix du papier – la direction parvient à absorber une partie des pertes liées à la diminution des ventes<sup>350</sup>. Malgré tout, cette solution a ses limites puisqu'il convient aussi de veiller à la teneur des publicités afin qu'elles ne détonnent pas. En 1977, Carlos Godó et Horacio Sáenz Guerrero échangent d'ailleurs plusieurs courriers en ce sens. Il s'agit pour eux d'éviter les annonces de mauvais goût, en particulier celles qui utilisent des visuels érotiques, afin de ne pas perdre de lecteurs en donnant une mauvaise image de la maison<sup>351</sup>. Pourtant, *La Vanguardia* ne peut pas se permettre de boudier ses annonceurs puisque certains s'en détournent déjà au profit de la télévision<sup>352</sup> ou de publications plus en vogue, comme *El País*. Chez ce dernier, la place réservée à la publicité augmente rapidement : elle passe de 27,34 % du contenu en 1976 à 40,01 % en 1980<sup>353</sup>. Les profits qu'elle génère croissent, eux aussi. En 1976, les revenus de PRISA proviennent pour 38,1 % de la publicité et 61,6 % des ventes mais cette proportion se stabilise à environ 50/50 à partir de 1978 et jusqu'en 1983<sup>354</sup>. D'autre part, et notamment à partir des années 1980, les éditeurs de presse diversifient leurs activités jusqu'à devenir de puissantes entreprises multimédias. Les Godó possèdent par exemple des actions de *Tele/eXprès* (1974-1977) et de l'agence d'information Sapisa, devenue Colpisa (1967-1982)<sup>355</sup>. Tout comme PRISA qui

---

<sup>349</sup> Les chiffres sont un peu postérieurs à la période d'analyse mais permettent de se faire une idée du phénomène : en 1987, *El País* vend en moyenne 372 747 exemplaires durant la semaine contre 785 455 le dimanche et pour *La Vanguardia*, les chiffres sont de 201 015 contre 316 425. CASTELLANI, URABAYEN, *op. cit.*, p. 51-52.

<sup>350</sup> BARRERA, NOGUÉ, *op. cit.*, p. 290.

<sup>351</sup> *Ibid.*, p. 277.

<sup>352</sup> Avec l'accès généralisé à la télévision, le ratio entre le coût d'un spot publicitaire et le nombre d'individus impactés devient très intéressant. La presse se plaint alors régulièrement de la concurrence qu'elle juge déloyale du petit écran dans la course aux annonceurs, GARCÍA GONZÁLEZ, REDERO SAN ROMÁN, *art. cit.*, p. 111.

<sup>353</sup> MONTEIRA Félix. El aspecto formal del periódico. In : IMBERT, VIDAL-BENEYTO (coord.), *op. cit.*, p. 181-188, p. 185.

<sup>354</sup> La somme des revenus issus de la publicité et des ventes ne parvient jamais à 100 % du budget car PRISA bénéficie d'autres sources de revenus mineures. En 1978, la publicité lui rapporte 50,2 % des bénéfices, puis le chiffres se stabilise autour de 47 % entre 1979 et 1983. Quant aux ventes, elles représentent 49,7 % en 1978, puis descendent légèrement autour des 48 ou 49 % jusqu'en 1983, BUSTAMANTE, in : IMBERT, VIDAL-BENEYTO (coord.), *op. cit.*, p. 90.

<sup>355</sup> BARRERA, NOGUÉ, *op. cit.*, p. 401-402.

rachète 9,257 % des actions de SER (Sociedad Española de Radiodifusión) en 1984<sup>356</sup>, ils investissent à la radio ainsi qu'à la télévision grâce à leurs parts dans *Antena 3*.

Enfin, les entreprises éditrices vivent des subventions versées par l'État. Bien que l'institutionnalisation de ces aides n'ait lieu qu'en 1979, selon José Fernández Beaumont, la pratique est déjà courante dans les années 1970. Trois critères permettent d'établir les sommes versées :

[...] la tirada media diaria controlada por la Oficina de Justificación de la Difusión (O.J.D.) se multiplicaba por el número de días aparecido en el semestre anterior. La cifra obtenida equivaldría en pesetas al montante neto de la subvención (1 peseta por ejemplar difundido); además existía una compensación prevista por la adquisición de papel de factura nacional (11 pesetas por kg. consumido). Así pues, las ayudas estaban en directa consonancia con la envergadura de las empresas, dado que no se preveía ningún correctivo que permitiera beneficiar proporcionalmente a las pequeñas empresas sobre las grandes. Esa fue la razón por la que se acusó a tal criterio de servir no para garantizar el necesario pluralismo en España, sino más bien al contrario, para robustecer a la gran empresa favoreciendo los procesos de concentración. [...] Como ejemplo de las ayudas otorgadas en los primeros años de la democracia podría ser válida la librada en 1979 entre 110 diarios; su cuantía global ascendió a 769 millones de pts., resultando los rotativos *La Vanguardia* (61 mili.), *ABC* –edición de Madrid– (48.8 mili.), *As* (48 mili.), *El País* (40.5 mili.) y *Ya* (39.2 mili.) los más beneficiados por ser, en el conjunto del país, los de más alta tirada<sup>357</sup>.

Or, la dépendance envers les subventions de l'État peut poser un problème au niveau de la neutralité de l'information. La loi régulatrice de 1984<sup>358</sup> n'impose aucunement à la presse de soutenir les décisions du gouvernement pour recevoir des aides de l'État mais, comme l'affirme le propre Horacio Sáenz Guerrero en 1978 – et alors même que son journal en perçoit – « los periódicos españoles no deben subsistir gracias a subvenciones, por la elemental razón –entre otras– de que al admitirlas se están prostituyendo »<sup>359</sup>. Néanmoins, les chiffres de vente confortables d'*El País* et de *La Vanguardia* les protègent d'une éventuelle ingérence de l'État, contrairement à *Avui* qui, par exemple, ne survit que grâce aux subventions de la Generalitat<sup>360</sup>. Quant à la pression des investisseurs sur la ligne éditoriale, ils ne la subissent pas non plus. Le premier a construit son idéologie à partir des opinions de Godó, or, ces positions restent stables

---

<sup>356</sup> PRISA en détient 26 % dès 1986, CASTELLANI, URABAYEN, *op. cit.*, p. 57.

<sup>357</sup> GARCÍA GONZÁLEZ, REDERO SAN ROMÁN, *art. cit.*, p. 108-109.

<sup>358</sup> *Ley 29/1984, de 2 de agosto, por la que se regula la concesión de ayudas a Empresas Periodísticas y Agencias Informativas* [en ligne]. BOE n° 185, 3 août 1984. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1984-17386> » (consulté le 17 février 2021), p. 22628-22629.

<sup>359</sup> Déclaration d'Horacio Sáenz Guerrero citée par BARRERA, NOGUÉ, *op. cit.*, p. 280.

<sup>360</sup> *Ibid.*, p. 238.

puisque la famille demeure l'actionnaire majoritaire de TISA. En ce qui concerne *El País*, l'actionnariat de PRISA est trop composite pour influencer sa ligne<sup>361</sup>. Par ailleurs, en 1980, le journal se dote d'un Statut de rédaction qui régule les relations entre l'équipe de journalistes et la direction de l'entreprise, fixe la ligne éditoriale et introduit une clause de conscience permettant aux travailleurs de refuser la publication d'un article, ce qui protège encore davantage l'identité du journal<sup>362</sup>.

Rappelons-le, *El País* et *La Vanguardia* sont donc avant tout des entreprises à but lucratif qui dépendent de facteurs extérieurs, comme le soutien des lecteurs ou des annonceurs, pour exister. Dans ces conditions, parviennent-ils à informer ?

### III. 3. B. *El País* et *La Vanguardia* informent-ils ?

Tout d'abord, intéressons-nous aux lecteurs d'*El País* et *La Vanguardia*<sup>363</sup>. En 1977, 26,8 % des clients d'*El País* sont âgés de dix-neuf à vingt-cinq ans et 30 % ont entre vingt-cinq et trente-quatre ans. Au fil des mois, cette deuxième proportion augmente. En 1980, ils sont déjà 32 % puis 38,5 % en 1983. Ce sont eux qui forment le gros de l'audience d'*El País*. Le journal attire donc essentiellement un public de jeunes voire très jeunes actifs<sup>364</sup>. *La Vanguardia*, au contraire, ne touche pas de tranche d'âge aussi marquée et son audience majoritaire est plus mûre que celle d'*El País*. Sur la période 1977-1983, le pourcentage de lecteurs âgés de vingt-cinq à trente-quatre ans se maintient autour des 17 %. En revanche, le pourcentage de la tranche des trente-cinq à quarante-quatre ans chute au profit des cinquante-cinq ans et plus qui sont 22,1 % en 1977 puis 32,4 % en 1980 et 35,7 % en 1983. Cette année-là, l'audience de *La Vanguardia* est plus âgée que celle de l'édition madrilène d'*ABC* qui ne compte que 33,6 % de cinquante-cinq ans et plus. En comparaison, en 1983 toujours, *El País* n'est lu que par 14,1 % d'individus de plus de cinquante-cinq ans. Une conséquence logique de la différence d'âge entre les lecteurs d'*El País* et de *La Vanguardia* concerne leur niveau d'étude : le premier attire principalement des diplômés du supérieur – 39,3 % en 1980 – alors que le second est majoritairement lu par des personnes qui ont arrêté l'école avant le secondaire

---

<sup>361</sup> BUSTAMANTE, in : IMBERT, VIDAL-BENEYTO (coord.), *op. cit.*, p. 85.

<sup>362</sup> FERNÁNDEZ BEAUMONT, in : IMBERT, VIDAL-BENEYTO (coord.), *op. cit.*, p. 272.

<sup>363</sup> L'intégralité des données de ce point provient des archives de l'AIMC, fournies par José Andrés Gabardo Vallejo, son directeur technique. L'association a perdu les chiffres de 1975 et 1976.

<sup>364</sup> *Diario 16*, qui sort la même année, s'adresse aux mêmes lecteurs : en 1977, la majorité d'entre eux (35,9 %) a entre 19 et 25 ans puis, en 1983, entre 24 et 35 ans (29 %).

– 49 % en 1980 –, car, on l’a vu, la massification de l’accès à l’université n’a lieu qu’à partir des années 1960.

D’autre part, les lecteurs de *La Vanguardia* se concentrent essentiellement dans la région catalane – 96,5 % d’acheteurs catalans en 1983 – alors qu’*El País* rayonne davantage sur l’ensemble du territoire : dans la province madrilène d’abord (35,7 % des consommateurs), mais aussi en Andalousie (10,1 %) et même en Catalogne (10,3 %). Par ailleurs, *La Vanguardia* est plus populaire dans les moyennes et petites villes qu’*El País* puisqu’en 1978, le quotidien écoule 17,7 % de ses exemplaires dans des communes de moins de 30 000 habitants, là où son confrère n’en vend que 11,9 %<sup>365</sup>. En réalité, le quotidien catalan irradie principalement autour de Barcelone, alors qu’*El País* intéresse davantage les autres métropoles espagnoles. En 1978, *La Vanguardia* vend seulement 7,7 % de ses exemplaires dans les villes de plus de 100 000 habitants, autres que Madrid et Barcelone, là où *El País* en écoule 27,1 %.

Ces données permettent de conclure que le lecteur type d’*El País* est bien plus ciblé que celui de *La Vanguardia*. Alors que le quotidien de Sáenz Guerrero touche un large spectre social – même s’il se concentre sur une province en particulier –, celui de Cebrián intéresse une catégorie de lecteurs beaucoup plus définie : les jeunes actifs des grandes villes. Dès lors, il lui est plus facile de satisfaire son audience, contrairement à *La Vanguardia* qui se doit de rester plus consensuel afin d’obtenir l’adhésion de tous. Les études de marché réalisées par ce dernier en 1981 concluent qu’un tiers de ses lecteurs se considère centriste et s’identifie à la ligne mesurée de Jordi Pujol<sup>366</sup>. En outre, le lecteur d’*El País* est plus diplômé et, selon José Fernández Beaumont, il multiplie les sources d’informations : il achète des magazines spécialisés, écoute la radio et regarde des programmes télévisés bien précis<sup>367</sup>. Ces caractéristiques font de lui un acheteur plus exigeant que celui de *La Vanguardia*. Il est également probable que la jeunesse des lecteurs d’*El País* lui offre plus de latitude que son confrère catalan pour évoquer et se positionner sur des sujets relatifs aux valeurs traditionnelles espagnoles.

D’autre part, les deux quotidiens sont assez populaires pour protéger leur ligne éditoriale d’une éventuelle ingérence du gouvernement et leur structure actionnariale est telle que les investisseurs ne sauraient dénaturer leur identité. Toutefois, l’idiosyncrasie des

---

<sup>365</sup> À titre de comparaison, en 1978, sur l’ensemble des journaux étudiés par l’AIMC, 13,9 % des lecteurs sont madrilènes, 10,3 % barcelonais, 19,7 % vivent dans d’autres agglomérations de plus de 250 000 habitants, 17,6 % dans des agglomérations de 100 000 à 250 000 habitants, 11,6 % dans des agglomérations de 30 000 à 100 000 habitants, 26,6 % dans des agglomérations de moins de 30 000 habitants.

<sup>366</sup> BARRERA, NOGUÉ, *op. cit.*, p. 280.

<sup>367</sup> FERNÁNDEZ BEAUMONT, in : IMBERT, VIDAL-BENEYTO (coord.), *op. cit.*, p. 258.

quotidiens les rapprochent inévitablement d'une tendance politique. Parviennent-ils à maintenir une distance critique suffisante pour garantir, non pas une illusoire impartialité totale mais, à minima, l'honnêteté de leur démarche informative ?

Pour *La Vanguardia*, la tâche est complexe. Le journal a connu l'époque franquiste, durant laquelle les relations interpersonnelles entre gouvernement, directeurs et propriétaires de presse faisaient loi. Durant la Transition, Carlos Godó reçoit d'ailleurs régulièrement des plaintes de ses contacts politiques au sujet des articles publiés par le journal. On lui reproche à lui et à Horacio Sáenz Guerrero de dénigrer un régime qui leur a bénéficié<sup>368</sup>. L'ancien *procurador* transmet les plaintes au directeur mais, selon Carlos Barrera et Anna Nogué, il s'agit davantage d'une façon de s'acquitter d'une obligation envers ses connaissances plutôt que de la volonté d'influencer la ligne éditoriale<sup>369</sup>. De fait, Ricardo Martín de la Guardia explique que « sus estrechas relaciones con los poderes de Estado no fueron óbice para que a lo largo de toda su trayectoria Godó fuera un defensor a ultranza de la independencia del diario frente a las imposiciones de la Dirección General de Prensa »<sup>370</sup>. Sa position n'évolue en rien pendant la Transition. Aucune de ses tentatives de pression n'aboutit à un changement de cap. Par exemple, malgré les affinités de certains rédacteurs réguliers avec AP et les liens amicaux de Carlos Godó avec certains de ses membres, le journal n'a pas soutenu Manuel Fraga lors des élections de 1977<sup>371</sup>. Par ailleurs, José María de Areilza, personnage particulièrement apprécié par la rédaction et qui collabore régulièrement, n'obtient aucun traitement de faveur<sup>372</sup>. Avant les élections générales de 1977, il avait caressé l'espoir d'être le candidat de la coalition *ucédiste*, pourtant lorsque le choix se porte sur Suárez, c'est ce dernier que *La Vanguardia* soutient. Dans son éditorial Areilza-Suárez, le journal souligne les mérites de son collaborateur mais expose aussi ses faiblesses et ce qui, au contraire, fait d'Adolfo Suárez un meilleur candidat<sup>373</sup>. Pour autant, *La Vanguardia* ne devient pas une sorte d'organe de presse *ucédiste*. Bien que le journal soit traditionnellement pro gouvernemental, Horacio Sáenz Guerrero veille à son indépendance. Par exemple, en septembre 1977, il rédige un courrier à la famille Godó dans lequel il souligne le problème de compter Carlos Sentís et Luis María Ansón, tous deux très proches de l'UCD, au sein du conseil de direction<sup>374</sup>. *La Vanguardia* se permet aussi de se

---

<sup>368</sup> BARRERA, NOGUÉ, *op. cit.*, p. 275-276.

<sup>369</sup> *Ibid.*, p. 272.

<sup>370</sup> MARTÍN DE LA GUARDIA, *op. cit.*, p. 106.

<sup>371</sup> Par exemple, en 1977, Alfonso Balcells Gorina, rédacteur habituel de tribunes d'opinion, est candidat au Sénat sous l'étiquette AP, Alfonso Balcells Gorina, candidato a senador. *La Vanguardia*. 24 mai 1977, p. 13.

<sup>372</sup> BARRERA, NOGUÉ, *op. cit.*, p. 350.

<sup>373</sup> Éditorial Areilza-Suárez. *La Vanguardia*. 12 juin 1977, p. 7.

<sup>374</sup> BARRERA, NOGUÉ, *op. cit.*, p. 277.

désolidariser du gouvernement. Par exemple, après les Pactes de la Moncloa, Carlos Godó estime que l'exécutif doit faire ses preuves. Le journal exerce alors une pression pour que Suárez mette en place les mesures négociées<sup>375</sup>. Malgré sa docilité envers le pouvoir en place, *La Vanguardia* garde son indépendance et se montre relativement neutre vis-à-vis des différents partis politiques nationaux.

Pour *El País*, il n'en est rien. Certes, comme son confrère catalan, il publie les programmes et déclarations des tous les partis politiques en lice avant chaque élection générale. Il ouvre également ses pages à l'intégralité des candidats, y compris à des personnalités comme Manuel Fraga, même après avoir publié des éditoriaux à son encontre<sup>376</sup>. Cependant, le journal prend davantage position que *La Vanguardia*. Si, dans un premier temps, il soutient l'UCD, seul parti selon lui capable d'assurer la démocratisation nationale, il commence à se montrer plus critique en 1979, et finit par l'attaquer systématiquement à partir de 1980. En effet, les dissensions *ucédistes* et le positionnement du gouvernement sur des thèmes comme l'entrée dans l'OTAN ou la participation de l'Armée dans la lutte antiterroriste lui déplaisent. En 1979, Juan Luis Cebrián signe une tribune dans laquelle il insiste sur l'origine franquiste de l'UCD et de son leader, devenu « secretario general de un partido de corte, maneras y virtualidades fascistas, [el] líder de una formación democrática con perfiles de modernismo »<sup>377</sup>. De même, lorsque le président du gouvernement annonce sa démission, l'éditorial « Adiós Suárez, adiós » dresse une liste de critiques envers sa gestion du pays, lui reproche de ne pas « dar la cara »<sup>378</sup> et de fuir la situation sans demander son reste. Les dernières lignes de l'éditorial en résument la sévérité : « [I]a imagen del Suárez fugitivo y desdeñoso es la imagen de su partido en esta hora de incapacidades »<sup>379</sup>. Selon Santiago Martínez Sánchez, au cours des mois suivants, *El País* néglige Leopoldo Calvo Sotelo, à qui il n'accorde aucun entretien durant tout son mandat, préférant centrer son activité informative sur le thème des luttes internes à l'UCD ainsi que sur la droitisation du parti, « obsesión del diario, más ideológica que informativa, casi enfermiza »<sup>380</sup>. Au contraire, Felipe González fait l'objet d'une attention particulière. Ainsi, le 1 février 1981, alors qu'Adolfo Suárez a annoncé son départ, *El País* explique, à demi-mot, que le leader du PSOE est le meilleur candidat pour le substituer. L'éditorial « Las salidas de la crisis » dit : « que Felipe González puede ser un buen presidente de Gobierno y que merecería

---

<sup>375</sup> *Ibid.*, p. 279.

<sup>376</sup> À titre d'exemple : FRAGA IRIBARNE. Las luces y las sombras de la Constitución. *El País*. 26 octobre 1978.

<sup>377</sup> CEBRIÁN Juan Luis. El País que tenemos. *El País*. 22 juillet 1979.

<sup>378</sup> Selon l'expression utilisée dans l'éditorial, Adiós, Suárez, adiós. *El País*. 18 février 1981.

<sup>379</sup> *Ibid.*

<sup>380</sup> MARTÍNEZ SÁNCHEZ, in : ITURRIAGA BARCO, NAVAJAS ZULBEDIA (coord.), *op. cit.*, p. 210-211.



la pena que el cuerpo electoral le brindara tal oportunidad es una opinión mantenida en estos momentos incluso por gentes que no le votaron hace dos años »<sup>381</sup>. Au sujet du PSOE, Juan Luis Cebrián explique que

ambos compartíamos la misma clientela. “Nuestro electorado es el lectorado de *El País*, y eso no podemos ignorarlo de ninguna forma”, decía con frecuencia Alfonso Guerra, sabedor de que con muchos de sus compañeros manteníamos nexos generacionales y de amistad bastante poderosos. Por si eso fuera poco, una gran parte de los nuevos ministros llamaron a formar parte de sus equipos de comunicación y prensa a redactores nuestros, con los que mantenían afectos y complicidades diversos<sup>382</sup>.

Au début des années 1980, le titre madrilène se montre donc très partisan. D’ailleurs, selon García-Trevijano, évincé lors du conflit entre les actionnaires, « Felipe ganó porque *El País*, es decir, Polanco y Cebrián, que ya tenían una gran influencia social, decidieron jugar esa carta »<sup>383</sup>. Toutefois, le journal n’est pas toujours fidèle au parti socialiste. Ainsi, il ne manque pas de s’en désolidariser lorsque ce dernier se rapproche du gouvernement, à l’été 1981<sup>384</sup>. De plus, une fois Felipe González au pouvoir, les relations entre le gouvernement et le titre de PRISA se tendent<sup>385</sup> et, on l’a vu, selon Jesús Cacho, il faut attendre l’année 1985 et le référendum sur l’entrée dans l’OTAN pour qu’ils commencent à collaborer<sup>386</sup>. Certes, *El País* est plutôt un journal de gauche et il coïncide souvent avec les idées du PSOE mais plus que soutenir un parti, le quotidien souhaite imposer son propre pouvoir. Pour Jesús Cacho, Polanco ne sert pas le gouvernement mais collabore avec lui lorsque cela s’avère bénéfique pour PRISA : « ¿Es que Jesús Polanco es un miembro destacado del Partido Socialista Obrero Español? Ni hablar. Jesús Polanco es simplemente “del Gobierno”, siempre que el Gobierno de turno se pliegue a sus deseos »<sup>387</sup>. Ainsi, *El País* se place en arbitre politique et explique à ces lecteurs ce qu’il convient de penser. Ses prises de positions sont bien plus franches que celles de *La Vanguardia* et, c’est pourquoi, le journal informe mais il souhaite aussi orienter les lecteurs.

---

<sup>381</sup> Éditorial Las salidas de la crisis. *El País*. 1 février 1981.

<sup>382</sup> CEBRIÁN, *Primera...*, *op. cit.*, chapitre 15.

<sup>383</sup> CACHO, *op. cit.*, p. 104.

<sup>384</sup> MARTÍNEZ SÁNCHEZ, in : ITURRIAGA BARCO, NAVAJAS ZULBEDIA (coord.), *op. cit.*, p. 219.

<sup>385</sup> Une fois le PSOE au pouvoir, les relations de Felipe González avec le journal se tendent, ce dernier n’hésitant pas à récriminer certaines des décisions socialistes. Par ailleurs, le président du gouvernement voit d’un mauvais œil la transformation de PRISA en puissant groupe multimédia, CAVERO, *op. cit.*, p. 54.

<sup>386</sup> CACHO, *op. cit.*, p. 126.

<sup>387</sup> *Ibid.*, p. 127.

En outre, un autre pouvoir pourrait influencer l'information, celui de l'Église. En effet, malgré la progressive sécularisation de la société, la religion conserve un ascendant sur la population. Comment se positionnent les journaux face à elle ?

*La Vanguardia* est encore très attaché à la tradition catholique espagnole et fait la part belle aux informations sur la vie spirituelle, notamment dans la rubrique *Religión* dans laquelle le cardinal-archevêque de Barcelone dispose d'une tribune régulière. Ses homélies sont retranscrites mot pour mot, sans aucun commentaire journalistique. De même, en mars 1979, le quotidien consacre six pages à la lettre encyclique *Redemptor Hominis* du pape Jean Paul II, elle-aussi publiée dans son intégralité et sans commentaire<sup>388</sup>. Le journal de Sáenz Guerrero joue donc le rôle de vecteur direct du message de l'Église là où *El País* décide de ne pas relayer le texte mais d'en proposer une analyse, dans ce cas précis plutôt réservée, puisque le journaliste Juan Arias juge le message papal conservateur et peu innovant<sup>389</sup>. D'autre part, le titre madrilène propose de façon irrégulière un petit encart nommé *Cultos* dans lequel le catholicisme est majoritaire mais pas l'unique religion représentée. Le quotidien publie des tribunes d'hommes d'Église mais ces derniers ne sont que des rédacteurs ponctuels venus exposer un point de vue sur des sujets d'actualité<sup>390</sup>. Contrairement à *La Vanguardia*, dans les articles de nature religieuse, *El País* ne s'adresse pas, par défaut, à des chrétiens. Le respect des consignes de la hiérarchie catholique a donc beaucoup plus d'importance pour le titre de la famille Godó que pour celui de PRISA, ce qui explique en partie la liberté de ton de ce dernier autour des sujets comme la sexualité, la contraception ou le divorce. Par exemple, dans la rubrique dominicale *Temas para debate* du 24 janvier 1982, *El País* publie une série d'articles sur le « post-cristianismo » qui questionnent l'utilité de la figure de Jésus Christ dans la société espagnole industrielle. Ce genre de débat n'a pas sa place dans *La Vanguardia*.

*El País* et *La Vanguardia* sont donc deux quotidiens aux profils très différents du fait de leur histoire, leur trajectoire, leur ligne éditoriale, la typologie de leurs lecteurs, leurs affinités politiques et leurs relations avec le pouvoir. Ils se rejoignent cependant sur leur qualité de journaux de référence dominante, selon la définition de Gérard Imbert. Certes, on pourrait objecter que *La Vanguardia* est un journal à part, à mi-chemin entre titre régional<sup>391</sup> et national, et très lié, qui plus est, à la ville de Barcelone puisqu'elle concentre à elle seule 81 % des

---

<sup>388</sup> Carta encíclica "Redemptor Hominis". *La Vanguardia*. 16 mars 1979, p. 43-48.

<sup>389</sup> ARIAS Juan. Un documento sin grandes novedades. *El País*. 16 mars 1979.

<sup>390</sup> À titre d'exemple, cet article du théologien et chanoine de la cathédrale de Madrid, José María González Ruiz : GONZALEZ RUIZ José María. El divorcio, una falsa batalla. *El País*. 15 septembre 1979, p. 18.

<sup>391</sup> L'adjectif « régional » est entendu dans le sens de « local ». Rappelons en effet que, selon la Constitution de 1978, la Catalogne est une « nationalité », pas une « région ».

ventes<sup>392</sup>. Néanmoins, le quotidien remplit tous les critères fixés par Gérard Imbert pour le définir comme journal de référence et il est traditionnellement considéré comme un titre national alors que son concurrent *El Periódico de Catalunya* est généralement vu comme titre régional<sup>393</sup>.

En effet, *El País* et *La Vanguardia* sont deux quotidiens indépendants qui visent les classes moyennes et moyenne-hautes. Chacun accorde une place de choix à l'actualité internationale – *El País* place même cette rubrique en premier, juste après la *Une* – et disposent de nombreux correspondants à l'étranger. Ils attirent des signatures prestigieuses qui assoient leur respectabilité et leur crédibilité. Bien que la ligne éditoriale d'*El País* se situe plutôt à gauche et celle de *La Vanguardia*, plutôt à droite, leurs positions demeurent modérées et gravitent autour du centre, par conviction mais aussi dans le but d'œuvrer à la consolidation démocratique de l'immédiat postfranquisme. D'un point de vue formel, ils séparent clairement les articles d'information et d'opinion. Ils les placent dans des rubriques à part et *El País* insiste même sur cette différence en utilisant l'italique pour les titres des tribunes d'opinion. Les deux quotidiens proposent du contenu de qualité en offrant à leurs lecteurs des données chiffrées, à travers des sondages politiques ou des enquêtes d'opinion, et en précisant leurs sources. Ils ne se contentent pas de diffuser l'information fournie par les agences de presse mais disposent de journalistes professionnels qui décryptent l'actualité et publient des rapports.

En définitive, *El País* et *La Vanguardia* informent leurs lecteurs mais l'identité de chacun influence leur traitement de l'actualité. Elle est moderne, impertinente mais parfois partisane pour le premier et traditionnelle, sérieuse mais parfois trop réservée pour le deuxième. Est-ce l'image que ces quotidiens véhiculent-ils d'eux-mêmes ? Tâchons d'analyser la façon dont ils s'autodéfinissent.

### III. 3. C. Les métadiscours d'*El País* et de *La Vanguardia*

Tout d'abord, *La Vanguardia* et *El País* se définissent en se nommant. Le premier se présente comme une institution catalane puisque, jusque fin 1980, sous son titre se trouvent les indications « Fundada en 1881 por don Carlos y don Bartolomé Godó » et celle de « Barcelona ». Cependant, le 6 janvier 1981, le journal modifie sa manchette. Son année de création, le nom de ses fondateurs et son lieu d'édition disparaissent au profit du nom de son

---

<sup>392</sup> ALFÉREZ, *op. cit.*, p. 73.

<sup>393</sup> CASTELLANI, URABAYEN, *op. cit.*, p. 27.

directeur. Ce changement traduit la volonté du journal de retravailler son image. Il n'insiste plus sur son histoire et son passé mais se présente désormais comme un titre moderne. En outre, la suppression de la mention de Barcelone peut se lire comme une invitation pour les lecteurs non catalans à s'aventurer dans un journal qui s'adresse aussi à eux. Cette modification le rapproche d'*El País* : lui aussi choisit de mettre en avant l'identité de son directeur et, comme si son lancement inaugurerait un nouveau départ dans la vie médiatique espagnole, le journal indique son âge en chiffre romain.

Par ailleurs, les pages des journaux dévoilent la vie interne de la rédaction et de l'entreprise et célèbrent leurs victoires. Par exemple, le 28 octobre 1979, *La Vanguardia* publie un article sur l'hommage que la rédaction a rendu à Horacio Sáenz Guerrero, à l'occasion de ses dix ans en tant que directeur<sup>394</sup>. De même, durant toute l'année 1981, les *Unes* du journal sont marquées par le logo « 1881-1981 » dédié à son centenaire. Le 1 février, jour anniversaire, plusieurs pages reviennent longuement sur l'évènement. La *Une*, d'abord, insiste sur la cohérence du parcours entre les deux dates – une petite fille du XIX<sup>e</sup> siècle tient entre ses mains l'exemplaire de 1981 – puis le journal publie un message signé par l'entreprise qui revient sur l'importance du travail d'équipe au sein de la rédaction. Quelques pages plus loin, le lecteur peut consulter les dizaines de vœux envoyés par les confrères nationaux et internationaux du journal catalan. Le courrier des lecteurs est lui aussi consacré aux lettres de félicitations. Enfin l'éditorial dresse le bilan de cet anniversaire<sup>395</sup>. Quant à *El País*, il fête son millième numéro le 22 juillet 1979. Il édite alors un supplément qui revient sur les temps forts de l'actualité depuis sa sortie – supplément placé, comme un petit cahier, au centre de chaque exemplaire – et Juan Luis Cebrián signe une tribune en *Une*<sup>396</sup>. Au-delà de l'envie de partager ces agréables moments avec leurs lecteurs, ces célébrations publiques insistent sur le succès qu'ils rencontrent. Elles soulignent qu'un nombre important d'individus leur font confiance et les soutiennent. Or, quelle meilleure autopromotion et autojustification que l'approbation du public ? De plus, en montrant leur succès, les journaux se présentent aussi comme des références, des titres que tout le monde consulte, des quotidiens, en somme, incontournables. *El País* publie d'ailleurs plusieurs articles sur ses excellents chiffres de vente tout au long de la période étudiée<sup>397</sup>, ce que ne manque pas de faire *La Vanguardia* dès que sa situation s'améliore<sup>398</sup>.

---

<sup>394</sup> Homenaje íntimo de la redacción a don Horacio Sáenz Guerrero. *La Vanguardia*. 28 octobre 1979, p. 5.

<sup>395</sup> Édition de *La Vanguardia* du 1 février 1981, pages 1, 5, 6 et 7 respectivement.

<sup>396</sup> CEBRIÁN., *El País* que tenemos..., art. cit.

<sup>397</sup> Par exemple, Más de 200.000 ejemplares de venta diaria en el mes de mayo. *El País*. 21 juin 1980.

<sup>398</sup> “La Vanguardia”, un diario en auge. *La Vanguardia*. 13 avril 1982, p. 13.

En outre, le quotidien madrilène communique sur sa transparence. Il informe ses lecteurs de la vie de l'entreprise mais aussi de l'état des comptes et des bilans de PRISA<sup>399</sup>. Les assemblées générales sont ouvertes au public et leurs comptes-rendus résumés dans le journal<sup>400</sup>. Mais cette honnêteté envers les lecteurs lui permet là encore de faire valoir ses excellents résultats. C'est le cas, par exemple de « Un 17 % de dividendo », article qui souligne qu'à peine quatre ans après son lancement, le journal est déjà capable de reverser de confortables dividendes à ses actionnaires<sup>401</sup>. *La Vanguardia*, qui vit des années plus sombres, est plus réservé<sup>402</sup>.

Enfin, le quotidien madrilène met en scène ses collaborateurs. Ainsi, à l'occasion de son deuxième anniversaire, *El País* égraine les noms de l'intégralité de son équipe ainsi que de celui de tous ses actionnaires et ce, sur trois pages complètes<sup>403</sup>. En outre, chaque modification dans la composition des équipes de direction – du côté de la rédaction comme du côté de l'entreprise – fait l'objet d'une brève. Par exemple, en juillet 1978, *El País* présente à ses lecteurs les deux nouveaux directeur-adjoints, José Luis Martín Prieto et Augusto Delkaner, qui remplacent Rafael Conte, affecté à la rubrique culturelle. Le journal consacre quelques lignes à leur biographie respective et publie leur photo<sup>404</sup>. De même, l'intégration de Juan Salvat au conseil d'administration de PRISA est annoncé dans l'édition du 26 mai 1979<sup>405</sup>. Au contraire, *La Vanguardia* se fait, là encore, très discret sur son équipe. De fait, la mort de Franco n'a entraîné aucun changement de direction à la tête de l'entreprise ou du journal. Quant à la rédaction, la tendance est plus à l'économie qu'à l'embauche. Seul le changement de directeur – Horacio Sáenz Guerrero, remercié en décembre 1982, et remplacé par Lluís Foix – entraîne une communication officielle du journal qui consacre un article, sans photo, à son nouveau directeur et publie un modeste organigramme, à l'intérieur du journal<sup>406</sup>. Ainsi, *El País* est en représentation alors que *La Vanguardia* se borne à la pudeur. Comment expliquer deux stratégies de communication si différentes ? En réalité, la discrétion fait partie de l'identité du quotidien catalan et les délicates années qu'il est en train de vivre n'incitent pas à la monstration.

---

<sup>399</sup> Par exemple, du vote en conseil d'administration des statuts de rédaction, Éditorial El estatuto. *El País*. 19 juin 1980.

<sup>400</sup> Par exemple, El País es el diario de mayor difusión en España. *El País*. 21 juin 1980.

<sup>401</sup> Un 17 % de dividendo. *El País*. 21 juin 1980.

<sup>402</sup> Cependant, tout comme *El País*, il s'exprime pour justifier les régulières augmentations du prix des exemplaires qui touche l'ensemble des publications espagnoles à la suite de la hausse des coûts du papier. À titre d'exemple, voir les *Unes* des exemplaires du 19 mai 1981, pour les deux journaux.

<sup>403</sup> Édition du 4 mai 1977, p. 24-26.

<sup>404</sup> Nuevos subdirectores de El País. *El País*. 8 juillet 1978, p. 7.

<sup>405</sup> Juan Salvat se incorpora al consejo de PRISA, editora de El País. *El País*. 26 mai 1979.

<sup>406</sup> Luis Foix, nuevo director de La Vanguardia. *La Vanguardia*. 1-2 janvier 1983, p. 4. L'organigramme se trouve sur la même page.

Au contraire, *El País*, en plein déploiement dans un contexte commercial pourtant dégradé, expose sa force. Il met en scène les individus qui, pour lui, fabriquent l'information. Ces derniers passent de l'ombre à la lumière puisque leur nom occupe un espace physique dans le journal. Chaque jour, le quotidien rappelle qui ils sont et, parfois, leur dédit une photo et un article. Il montre les acteurs de son pouvoir<sup>407</sup>.

En un mot, *El País* et *La Vanguardia* utilisent l'espace du journal pour parler d'eux-mêmes. Le lecteur est le principal destinataire de ce métadiscours mais il n'est pas qu'un simple allocataire passif. Lui aussi investit le journal et en devient l'acteur.

En effet, les quotidiens parlent de leurs lecteurs. D'où viennent-ils ? Qui sont-ils ? Sont-ils fidèles ? Par exemple, *La Vanguardia* se targue d'être « el diario de España que tiene más suscriptores, entre tres y doce veces más que los diarios más relevantes del país »<sup>408</sup>. *El País* s'aventure encore davantage dans leur profil sociologique en indiquant leur niveau d'étude, revenus moyens, sexe, habitudes de loisirs et opinions politiques<sup>409</sup>. La maison Cebrián profite même d'un appel téléphonique pour présenter un de ses lecteurs les plus illustres : le chef de l'État en personne. En effet, en juin 1979, le journal publie un article pour expliquer que la Moncloa l'a contacté afin de rectifier une erreur dans un numéro déjà paru. Pour le quotidien, il n'est pas question de manquer cette occasion pour montrer que le gouvernement espagnol le lit et donc le reconnaît en tant que titre de qualité. L'information fait la *Une*<sup>410</sup>.

D'autre part, l'audience des deux journaux peut s'exprimer elle-même et en son nom à travers le *Courrier des lecteurs*. Dans un article de *La Vanguardia*, Juan Antonio Giner explique que cette rubrique est un véritable espace démocratique, une zone d'échange indispensable entre journalistes et lecteurs<sup>411</sup>. Toutefois, on l'a vu, il ne s'agit pas d'un lieu de liberté totale puisque ce sont les rédactions qui sélectionnent, coupent et titrent les lettres. En réalité, l'intérêt de publier cette correspondance est d'inciter les lecteurs potentiels à ouvrir le journal puisque, selon Juan Antonio Giner, il s'agit généralement d'une rubrique très populaire. De plus, les périodiques montrent qu'à leur échelle, eux aussi instaurent un espace démocratique ouvert à tous. Ceci explique d'ailleurs pourquoi ils publient les missives offensantes. En effet, pour un journal, les diffuser est une façon de prouver son honnêteté et sa transparence. Par ailleurs, en sélectionnant, contrôlant et diffusant lui-même des accusations à son encontre, il tue dans l'œuf les éventuelles critiques. Par exemple, dans « Pues sí, publicamos la carta », *La Vanguardia*

---

<sup>407</sup> Pour Gérard Imbert, la rubrique *Opinión* est d'ailleurs une « zone de monstration », IMBERT, *op. cit.*, p. 70.

<sup>408</sup> «La Vanguardia», un diario en auge, art. cit.

<sup>409</sup> Así son los lectores de EL PAÍS. *El País*. 4 mai 1978.

<sup>410</sup> Suárez y siete ministros rectifican a EL PAÍS. *El País*. 12 juin 1979, p. 1.

<sup>411</sup> GINER Juan Antonio. Las cartas al director. *La Vanguardia*. 16 août 1978, p. 6.

sélectionne le courrier d'un lecteur mécontent de ne pas voir apparaître sa lettre contre le divorce dans la rubrique dédiée. Il explique : « Todo ello me induce a dudar de la posible objetividad en la selección de las cartas, y a su posible manejo »<sup>412</sup>. Or, en publiant ces lignes, le quotidien catalan désamorce la critique et se dégage de cette accusation. On notera d'ailleurs que le titre choisit ne résume pas le courrier mais répond non seulement à l'individu mécontent mais aussi à l'ensemble de l'audience. Le courrier des lecteurs permet donc au journal d'anticiper et de contrer les accusations qu'il reçoit. Les lettres peuvent même provoquer une réaction de soutien de la part du lectorat. Dans « Los masones de EL PAÍS », la critique est si violente – le titre est accusé de « mala leche anticlerical, de desinformación, de manipulación » et son personnel de « intelectuales pretendidamente “radicales”, radical-socialistas, masones » – que les lecteurs ne peuvent que prendre le parti de l'accusé<sup>413</sup>. Enfin, le courrier réprobateur souligne que le journal est au centre du débat. Or, la polémique ne peut que piquer la curiosité du public et entretenir l'intérêt pour la publication. *El País* et *La Vanguardia* n'hésitent d'ailleurs pas à communiquer dans les moments de crise, là aussi, pour en garder le contrôle.

Par exemple, entre mars et avril 1977, une partie du personnel de *La Vanguardia* entame une grève si suivie que le jeudi 31 mars, le quotidien ne sort pas en kiosque. Dès le lendemain, dans un article intitulé « Explicación al lector », la direction revient sur les causes de ce manquement, puis, courant avril, plusieurs articles, publiés en *Une*, font le point sur l'avancement des négociations avec les syndicats<sup>414</sup>. De prime abord, il semble surprenant que *La Vanguardia* évoque aussi ouvertement les problèmes de l'entreprise, surtout lorsqu'ils pourraient passer inaperçus auprès des lecteurs puisque le journal continue globalement à sortir en kiosque. Néanmoins, le quotidien a tout intérêt à communiquer sur cette crise car, s'il ne le faisait pas, alors il laisserait le champ libre aux grévistes pour exposer leur version des faits. Or, il ne souhaite pas que d'autres aspects du conflit – comme les problèmes économiques de TISA ou le plan de redressement de Javier Godó – soient exposés aux lecteurs. Ainsi, en s'exprimant, *La Vanguardia* occupe le terrain de la parole et peut se justifier. Dans « Explicación al lector », il s'excuse auprès de son lectorat et explique qu'il a tout mis en œuvre pour prendre en compte les demandes de ceux qui, il insiste, représenteraient une minorité :

---

<sup>412</sup> MORER DE LLORENS Javier. Pues sí, publicamos la carta. *La Vanguardia*. 4 mars 1977, p. 5.

<sup>413</sup> Los masones de EL PAÍS. *El País*. 22 février 1980.

<sup>414</sup> «La Vanguardia» se publica porque sus trabajadores siguen negociando con la empresa. *La Vanguardia*. 24 avril 1977, p. 5 et El personal de «La Vanguardia» decide seguir trabajando y negociando. *La Vanguardia*. 26 avril 1977, p. 3.

A consecuencia de la petición formulada por los trabajadores de T.I.S.A., de que les fuera abonada la cantidad lineal de cincuenta mil pesetas como participación, en el aumento del precio de los periódicos, se celebró una asamblea, a la que aproximadamente asistió un veinte por ciento de la plantilla de 1.262 personas y en la que se exigió de la empresa una respuesta afirmativa e inmediata a su petición. Ante la negativa de la empresa a esa exigencia, dicho número de trabajadores optó declararse en huelga y encerrarse en unas dependencias. Con anterioridad, la empresa, que ha celebrado diversos pactos de mejora y tiene a la vista la negociación del próximo convenio colectivo, había ofrecido establecer unas conversaciones, fijando un límite de tiempo –el 20 de abril–, a partir del cual los trabajadores podrían adoptar las decisiones que consideraran convenientes. La contestación fue negativa y por ello empezaron la huelga y el encierro. Desde entonces, la actitud de los huelguistas –situados en la ilegalidad– evolucionó hasta presentar a la empresa, a media tarde de ayer, una propuesta en la que, esencialmente, solicitaban que no se produjeran sanciones y, a cambio, ofrecían reintegrarse al trabajo. Así se aceptó<sup>415</sup>.

Les travailleurs en grève ne disposant pas du pouvoir de prendre la parole dans le journal, le lecteur n'a accès qu'à la version de l'entreprise, grâce à quoi *La Vanguardia* garde le contrôle de son image.

De même, entreprises et rédactions utilisent les pages du journal comme une arme pour se défendre contre les critiques, voire pour riposter. C'est le cas par exemple lors des différents procès à l'encontre de Juan Luis Cebrián, en particulier lors de sa condamnation pour la publication de l'éditorial « Prensa y democracia ». Le 10 mai 1980, au lendemain de la sentence, les journalistes d'*El País* se mettent en ordre de marche pour défendre leur directeur. Le numéro consacre un large espace à l'affaire. Il résume les faits, relaye les messages de soutien de confrères et de représentants politiques et communique la réaction de Cebrián. Enfin, comme une bravade, le quotidien nomme son éditorial du jour comme celui d'avril 1978 pour lequel il avait été inquiété<sup>416</sup>. Cette communication de crise vise à discréditer la décision de justice. Loin de se laisser intimider, la rédaction se sert du journal comme d'une arme pour condamner la sentence et pour dénoncer le manque de liberté d'expression en Espagne.

En définitive, *La Vanguardia* et *El País* sont deux des quotidiens d'information générale qui rencontrent le plus de succès dans l'Espagne de la Transition, pourtant, ils s'appuient sur deux modèles bien différents. Le titre catalan incarne la tradition, la pondération et l'attachement à l'ordre gouvernemental alors que le madrilène est plus sûr de lui et audacieux. Le succès insolent d'*El País* déstabilise l'équilibre du marché au moment où *La Vanguardia*

---

<sup>415</sup> Explicación al lector. *La Vanguardia*. 1 avril 1977, p. 5.

<sup>416</sup> El Tribunal Supremo considera delito un editorial calificado como falta por la Audiencia. *El País*. 10 mai 1980, Las primeras reacciones coinciden en que la sentencia contribuye a limitar la libertad de expresión. *El País*. 10 mai 1980, Declaración del director de EL PAÍS. *El País*. 10 mai 1980, Editorial Prensa y democracia. *El País*. 10 mai 1980.



peine à s'adapter aux changements sociaux et au durcissement de la concurrence, même si ces difficultés finissent par se résorber, au début des années 1980, grâce à l'action de Javier Godó. Ils sont des quotidiens de référence pour la société espagnole. Cette dernière respecte leur travail journalistique et a confiance en l'information qu'ils publient. Durant la Transition, *La Vanguardia* mais surtout *El País* qui se trouve alors en parfaite syntonie avec l'époque, peuvent influencer l'opinion. Le titre des Godó, libéral sur le plan économique, monarchiste et plutôt conservateur sur les sujets de société, propose une option de centre droit alors que celui du duo Polanco / Cebrián – par ailleurs plus explicite sur ses opinions politiques – se situe au centre gauche. Cependant, malgré leurs affinités politiques, aucun de ces quotidiens ne se laisse dicter sa ligne par un parti politique mais *El País* tend à imposer ses convictions politiques comme les seules valides alors que *La Vanguardia* est plus réservé.

Enfin, le succès d'*El País* et de *La Vanguardia* tient à leur *story telling*. En effet, le choix de la manchette, l'organisation interne des rubriques ou l'option d'insister, ou non, sur l'organigramme révèlent l'impression qu'ils veulent donner d'eux-mêmes. Ainsi, alors que *La Vanguardia* cherche à rafraîchir son image de marque, *El País*, lui, expose son pouvoir. De plus, en communiquant sur leur vie interne, ils tissent un lien privilégié avec leurs lecteurs en lui permettant de pénétrer les arcanes de la rédaction, comme s'il faisait partie de la maison. Ce dernier est d'ailleurs invité à participer et à réagir dans le but de créer une communauté de fidèles autour de chaque quotidien.

## Conclusions

Finalement, la mort de Franco permet l'officialisation d'une transition qui a déjà commencé. Dès les années 1960, sur de nombreux aspects, les Espagnols vivent déjà comme leurs voisins européens. Même si les traditions religieuses sont bien ancrées dans les mentalités, les mœurs se libèrent et le contrôle de l'Église se relâche. La société du *boom* économique a désormais plus largement accès à l'université, aux biens de consommation et aux produits culturels venus de l'étranger.

Par ailleurs, les formations politiques et syndicales clandestines modifient leurs stratégies en infiltrant les réseaux d'opposition qui commencent à se former au sein des universités, du clergé, et des groupes de voisins et de travailleurs. Les revendications

démocratiques rencontrent désormais l'adhésion de secteurs moyennement voire peu politisés. Les actions des groupes de pression font des émules et créent des soubresauts contestataires qui déstabilisent le régime et contribuent à craqueler son image. Grâce aux possibilités offertes par la loi Fraga, la presse d'opposition se fait l'écho de ces mobilisations et contribue, elle aussi, à faire pression sur l'État pour obtenir des avancées démocratiques. Son succès en kiosque est grandissant.

À la mort de Franco, le régime, sur le déclin depuis plusieurs années, n'a d'autre choix que de se transformer. La question est alors de savoir si cette transformation passera par une réforme des institutions ou par une véritable rupture avec la dictature. Les déboires du gouvernement d'Arias Navarro invalident la première option. Seule la solution d'une cassure nette est envisageable. Toutefois, cette rupture tant espérée par l'opposition clandestine ne s'accompagne pas d'une profonde rénovation politique. Certes, de nouveaux visages apparaissent à la télévision – celui d'Adolfo Suárez d'abord mais aussi de Felipe González – malgré tout, ce sont essentiellement d'anciens cadres franquistes, dont le propre Suárez, qui mèneront le changement. Cette marche vers la démocratie se déroule dans un contexte très délicat marqué par la crise économique, le chômage, les attaques terroristes et un profond sentiment d'incertitude quant au devenir du pays. Pour protéger la construction démocratique, les principaux partis mènent alors une politique de pactes grâce à laquelle le gouvernement parvient à organiser les élections générales en juin 1977 et à ratifier une nouvelle constitution en décembre 1978. Enfin, après six années de gouvernance, l'UCD finit par se disloquer irrémédiablement, cédant la place au PSOE qui gagne les élections d'octobre 1982. Cette alternance marque le début de la normalisation de la vie politique espagnole et la fin de la Transition.

C'est dans ce contexte que la seconde vague féministe espagnole prend son envol. Avec l'UCD au pouvoir, les associations obtiennent de significatives avancées juridiques qui légalisent des pratiques de fait, à l'instar de l'usage de la contraception, mais qui offrent aussi une nouvelle étape dans la vie de milliers d'individus, grâce notamment à la dépenalisation de l'adultère et à la légalisation du divorce. En ce qui concerne la loi, le bilan de la période 1976-1982 est donc très positif pour les féministes. À l'inverse, leur réseau associatif, lui, est au plus mal. En effet, à la mort de Franco, les groupes militants grandissent et se structurent très rapidement. Ils organisent des sommets, publient des magazines et parviennent à se faire entendre dans les médias. Toutefois, cet essor n'est qu'éphémère puisque les désaccords idéologiques, les conflits personnels et le manque de stratégie commune viennent très rapidement à bout de la bonne volonté des activistes. Par ailleurs, l'État espagnol, qui a bien

conscience de la nécessité de prendre en compte les problématiques spécifiquement féminines, crée des institutions spécialisées à l’instar de la Subdirección de la condición femenina. Certes, son travail de recherche et de sensibilisation coïncide parfois avec les objectifs des féministes et permet de financer et de médiatiser efficacement leurs luttes. Néanmoins, la Subdirección n’a pas vocation à militer et ne saurait s’opposer aux décisions d’un gouvernement qui le finance. De plus, son existence retire aux associations le monopole du discours sur les femmes car, contrairement aux collectifs indépendants, il dispose des moyens de l’État pour se faire entendre. C’est pourquoi la Subdirección, dans une moindre mesure, et El Instituto de la Mujer, surtout, dépossèdent les féministes d’une partie de leur combat. C’est désormais l’institution qui fixe les priorités et choisit les stratégies. Implicitement, ceci transmet l’idée selon laquelle les thèmes relatifs aux femmes sont réservés aux professionnels, pas aux associations<sup>417</sup>. Ainsi, le résultat de la lutte féministe des années 1970 est tout à fait paradoxal : le mouvement s’essouffle et disparaît alors même qu’une partie de ses revendications trouve une place dans l’agenda ministériel. Qu’en est-il de la presse ? Intéressons-nous au traitement qu’elle réserve – en particulier *El País* et *La Vanguardia* – à ce mouvement. Durant les années de Transition ces quotidiens ont la responsabilité de traiter une actualité très chargée tout en faisant face à leurs propres problématiques internes. Face au vacarme informatif de ces années, les deux quotidiens ont-ils su, mais également voulu, entendre les voix féministes ?

---

<sup>417</sup> C’est l’idée développée par Silvia Gil dans GIL, *op. cit.*, p. 112.

# **DEUXIEME PARTIE – LES FEMMES ET LEUR PLACE DANS *EL PAIS* ET *LA VANGUARDIA* DURANT LA TRANSITION**

De nombreuses études évoquent « la place des femmes » mais le sens de cette expression est parfois nébuleux. En effet, qu'est-ce que l'on entend par là et de quelles femmes parle-t-on ? Cette deuxième partie déclinera la thématique à travers trois aspects. Le premier chapitre s'intéressera à la place des professionnelles de l'information, des salariées et collaboratrices d'*El País* et de *La Vanguardia*, au sein des rédactions et des sociétés éditrices. Il s'appuiera, entre autres, sur la série d'entretiens réalisés auprès des employés de ces deux périodiques<sup>1</sup>. Le second chapitre traitera la question des femmes « de papier », c'est-à-dire des femmes comme sujet des articles, dans l'espace symbolique du journal. L'objectif sera de comprendre de qui les quotidiens parlent-ils mais aussi comment et pourquoi. Enfin, le dernier chapitre analysera les relations entre les féministes et les rédactions et la façon dont ces relations transparaissent dans le contenu éditorial. Ces deux chapitres reposeront sur l'étude des articles tirés de la base de données.

## **CHAPITRE IV. UN JOURNALISME AU FEMININ ?**

### **IV. 1. L'essor du journalisme féminin**

---

<sup>1</sup> Josefa Gutiérrez, Karmentxu Marín, Rosa Montero, Lola Galán, Rosi Rodríguez, Gabriela Cañas, Bel Carrasco, Margarita Sáenz-Díez, Vladimir de Semir, et Ángel Sánchez Harguindey.

## IV. 1. A. L'intégration des femmes comme professionnelles de l'information

Le 17 novembre 1941, le régime franquiste fonde l'École officielle de journalisme. L'institution, qui ouvre ses portes aux premiers étudiants dès janvier 1942, s'adresse aux hommes comme aux femmes. Pilar Narvi3n se rappelle que, dans la promotion 1946, en plus d'elle, il y avait « cuatro o cinco chicas. Estaba Aurora Mateos, que trabaj3 en revistas, y Manoli Mart3nez Romero, que escrib3a en *Arriba* y que despu3s de tener siete hijos volvi3 al peri3dico »<sup>2</sup>. Entre les ann3es 1940 et 1960, plusieurs professionnelles s'3panouissent dans de brillantes carri3res. C'est le cas de Pilar Narvi3n, premi3re journaliste femme puis directrice-adjointe de *Pueblo*<sup>3</sup> mais aussi de Mary G. Santa Eulalia, premi3re femme 3 int3grer la r3daction de *La Hoja del Lunes* en 1968<sup>4</sup>, ou m3me de Josefina Carabias qui devient, en 1954, une des premi3res correspondantes 3 l'3tranger – apr3s Carmen de Burgos<sup>5</sup> – en s'installant 3 Washington pour le compte d'*Informaciones*<sup>6</sup>.

Lorsqu'elles se rem3morent leurs ann3es de formation, ces journalistes estiment n'avoir rencontr3 aucun 3cueil particulier. In3s Garc3a-Albi pr3cise en effet que « los profesores y sus compa3eros las trataban por igual aun siendo pocas »<sup>7</sup>. Toutefois, elles font encore figure d'exception dans le panorama de la presse espagnole. De fait, lorsque Mary G. Santa Eulalia revient sur les r3actions suscit3es par son activit3 professionnelle, elle explique : « la mayor3a de mis amigas eran amas de casa, me miraban y pensaban: “3sta se sale del tiesto”. Mi mundo siempre ha sido muy de hombres. Ser periodista era como cuando eras peque3a y tu madre te dec3a “mira, un avi3n”, como una cosa extraordinaria »<sup>8</sup>. D'ailleurs, parmi les 3tudiantes de l'3cole officielle de journalisme, nombreuses sont celles qui n'entrent jamais dans le m3tier,

---

<sup>2</sup> GARC3A-ALBI, *op. cit.*, p., p. 68.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 66.

<sup>4</sup> SANTA EULALIA Mary G. Auge del periodismo femenino espa3ol. *La Hoja del lunes*. 16 juillet 1973, p. 15.

<sup>5</sup> Carmen de Burgos est consid3r3e comme la pionni3re du journalisme f3minin en Espagne. En 1903, elle int3gre la r3daction de *Diario Universal* et en 1909, elle devient correspondante de guerre au Maroc, SAUPIN Catherine. L'3mancipation en point de mire chez la correspondante 3trang3re Josefina Carabias. In : *M3moire(s), identit3(s), marginalit3(s) dans le monde occidental contemporain* [en ligne]. 2020, n3 21. Disponible sur : « <http://journals.openedition.org/mimmoc/3834> » (consult3 le 11 novembre 2020).

<sup>6</sup> Josefina Carabias n'est pas de la m3me g3n3ration que Pilar Narvi3n et Mary G. Santa Eulalia. Elle commence 3 travailler comme journaliste dans les ann3es 1930. Lorsqu'3clate la Guerre Civile, elle est contrainte de s'exiler en France durant quelques ann3es mais, 3 son retour en 1942, la Direcci3n General de Seguridad lui interdit d'exercer. Elle vit alors des articles qu'elle publie dans la presse espagnole – sous pseudonyme – et en Argentine. En 1948, Francisco Luciente, directeur d'*Informaciones* et ami personnel, lui propose de travailler pour son journal en tant que secr3taire. En d3cembre 1951, elle finit par r3cup3rer le droit d'exercer et int3gre alors officiellement la r3daction. C'est l'unique femme 3 occuper ce poste, *ibid.*

<sup>7</sup> GARC3A-ALBI, *op. cit.*, p. 68.

<sup>8</sup> *Ibid.*, p. 69.

soit parce qu'elles décident de se marier et de se consacrer à leur foyer, soit parce qu'elles préfèrent se tourner vers l'écriture<sup>9</sup>, un métier qui permet une organisation horaire plus souple.

Malgré tout, entre le début des années 1940 et la fin des années 1960, de plus en plus de femmes deviennent journalistes. Cette évolution est lente et progressive. Selon un article de la propre Mary G. Santa Eulalia, « desde el año 1942 hasta 1950 se consiguió un total de 27 [mujeres en la Escuela de periodismo], mientras en los diez años posteriores se entregaron título a 140 y del 1960 al 1972, a 109 »<sup>10</sup>. Dans les années 1960, le journalisme est donc encore une profession presque exclusivement masculine. En réalité, il faudra attendre les années 1970 pour assister à une véritable entrée des femmes dans le métier, comme en témoigne une autre étude de Mary G. Santa Eulalia :

De acuerdo con los ficheros de la federación de Asociaciones de Prensa que se me ha permitido consultar, 1.671 colegas, en posesión de carnet y título, ejercían como periodistas, junto a 5.829 varones. De ellas, 1.271 se inscribieron entre 1970 y 1981. Únicamente cuatrocientas datan de más atrás<sup>11</sup>.

Finallement, le statut de femme journaliste se normalise durant les années 1980, comme en témoigne le pourcentage d'étudiantes inscrites en Sciences de l'information : 45,1 % pour l'année universitaire 1980-1981, soit près de la moitié de l'effectif total<sup>12</sup>. Le travail de Mavi Carrasco Rocamora et Amparo Moreno Sardà permet également de se faire une idée de l'ampleur du changement en Catalogne. Pour leur étude, les chercheuses ont sélectionné dix quotidiens d'information générale de la région et ont calculé le nombre moyen de femmes dans les rédactions entre 1966 et 1986. Les résultats obtenus font état d'une intégration progressive et continue. En effet, en 1966, elles ne représentent que 6,25 % des employés de ces dix journaux. Ce chiffre passe ensuite à 10 % en 1970, puis à 16,9 % en 1978, à 22 % en 1982 et enfin à 31,5 % en 1986<sup>13</sup>. Au niveau national, le nombre de femmes journalistes passe de 863

---

<sup>9</sup> *Ibid.*, p. 68.

<sup>10</sup> SANTA EULALIA, *loc. cit.*

<sup>11</sup> Les recherches de Mary G. Santa Eulalia datent du début des années 1980. SANTA EULALIA Mary G. La potente ola del periodismo femenino. In : BORREGUERO Concha (éd.). *La mujer española, de la tradición a la modernidad (1960-1980)*. Madrid : Tecnos, 1986, p. 127-132, p. 130.

<sup>12</sup> CAPEL MARTÍNEZ Rosa María, PÉREZ SERRANO Mabel. Mujer y educación. In : Asociación "Mujeres en la Transición democrática", *op. cit.*, p. 251-268, p. 263.

<sup>13</sup> Les quotidiens étudiés sont les suivants : *El Correo Catalán, El Noticiero Universal, Solidaridad Nacional, La Vanguardia, Los Sitios, El Diario Español de Tarragona, La Mañana de Lérida, Mundo Diario, Tele/eXpres* et *El Periódico de Catalunya*. En comparant les chiffres de cette étude avec le pourcentage de femmes inscrites en Sciences de l'information, on constate qu'il y a plus d'étudiantes que de journalistes en activité. Cette différence peut s'expliquer par plusieurs facteurs. Tout d'abord, l'étude de Mavi Carrasco Rocamora et Amparo Moreno Sardà ne concerne que dix journaux catalans. Il est donc possible que la présence féminine dans ces médias ne soit pas tout à fait représentative de la moyenne nationale. Par ailleurs, les deux chercheuses n'analysent que des quotidiens d'information générale, on peut donc penser qu'à la suite de leurs études, une partie des étudiantes en Sciences de

en 1970 à 2924 en 1981. Il a donc plus que triplé. Sur ces dix mêmes années, le nombre d'hommes exerçant ce métier n'augmente que de 50 %. On assiste donc à une progressive féminisation de la profession et cette dernière n'est pas seulement une conséquence logique de l'intégration plus générale des femmes sur le marché du travail puisque qu'entre 1970-1981, le nombre d'actives n'augmente que de 7,5 %<sup>14</sup>. Le journalisme attire donc spécifiquement les femmes<sup>15</sup>.

De fait, le contexte historique est lui aussi favorable à leur insertion dans ce secteur puisque l'offre médiatique augmente à la mort de Franco. Pour couvrir l'actualité chargée de la Transition démocratique, les directeurs cherchent des journalistes qui sauront capter l'air du temps. De nombreuses femmes saisissent alors cette opportunité :

en aquel momento, las miradas estaban puestas en la capital. Era donde se cortaba el bacalao. Y ellas, las que habían empezado a trabajar justo antes de la muerte de Franco, aprovecharon el momento. Se necesitaban profesionales en esta nueva etapa, una nueva generación de periodistas que escribiera la crónica de lo que estaba pasando. Había que modernizar las redacciones y reinventar el estilo periodístico<sup>16</sup>.

La radio et la télévision, quant à elles, jouissaient déjà d'une plus grande présence féminine que la presse. En effet, comme le rappelle Inés García-Albi, à la radio « se necesitaban voces femeninas. Por contraste. Una radio sólo con voces masculinas hubiera sido un fracaso »<sup>17</sup>. La télévision réclamait le concours de femmes pour la même raison. Toutefois, comme pour la presse, les années 1970 représentent un tournant pour les médias audiovisuels. Ces derniers recherchent de nouveaux profils : au-delà des locutrices et des présentatrices, ils s'ouvrent aux journalistes. En effet, la suppression du monopole informatif de Radio Nacional

---

l'information se dirigent vers d'autres types de publications, comme les magazines. Enfin, on peut supposer que certaines se réorientent vers d'autres domaines d'activité voire n'entrent jamais dans le monde du travail. CARRASO ROCAMORA Mavi, MORENO SARDÀ Amparo. La visibilidad de la mujer periodista como productora de información: periodismo en Cataluña 1966-1986. In : CADRADO BOLAÑOS Jara (éd.). *Las huellas del franquismo: pasado y presente*. Grenade : Comares, 2019, p. 832-855, p. 835.

<sup>14</sup> Pour les chiffres de 1970 : INE. *Censo de población de 1970. Tomo III: Características de la población* [en ligne]. Disponible sur : « <https://www.ine.es/inebaseweb/treeNavigation.do?tn=92694&tns=140031#140031> » (consulté le 8 juin 2021), chapitre 13, p. 40-47. Pour les chiffres de 1981 : INE. *Censo de 1981. Población ocupada por sexo, profesión y ramas de actividad* [en ligne]. Disponible sur : « <https://www.ine.es/jaxi/Tabla.htm?path=/t20/e243/e01/a1981/10/&file=01033.px&L=0> » (consulté le 8 juin 2021).

<sup>15</sup> À titre de comparaison, en France, en 1960, 14,3 % des journalistes sont des femmes. Elles sont presque 20 % en 1975 puis 30 % en 1987. Entre 1978 et 1984, tous sexes confondus, le nombre de détenteurs d'une carte de presse passe de 15 500 à 20 500, RIEFFEL Rémi. La profession de journaliste entre 1950 et 2000. In : *Hermès, La revue*. 2003, vol. 1, n° 35, p. 49-60, p. 52 et 55.

<sup>16</sup> GARCÍA-ALBI, *op. cit.*, p. 109.

<sup>17</sup> *Ibid.*, p. 131.

Española en octobre 1977 confère un attrait nouveau aux stations de radio privées qui attirent les jeunes professionnels en formant de nouvelles équipes de rédaction pour couvrir l'actualité. Parmi eux se trouvent Nuria Ribó, Mercedes Milá, Julia Otero ou même Concha García Campoy qui bientôt deviennent des noms familiers de la profession<sup>18</sup>. La télévision elle aussi développe de nouveaux programmes. À TVE, la pionnière de l'information est Elena Martí. Elle revient sur son arrivée dans la rédaction :

Desembarqué en informativos en 1970. Previamente había sido locutora en la segunda cadena. Mientras estudiaba Periodismo y Filosofía y Letras, llegué a los informativos gracias a una carta que le escribí a Pepe de las Casas. "Estoy acabando periodismo y quiero salir de aquí", le puse. Pues en quince días lo resolvió, algo completamente milagroso. "Sí, vente, porque necesitamos gente joven, y... ¡mujeres además! Estupendo". Como redactora de informativos, en aquel momento sólo estaba yo. Además, había dos secretarias de redacción. Tengo la gloria de haber roto la gran barrera masculina de los telediarios, que era avasalladora. Y si bajáis ahora tendréis que buscar debajo de las mesas para encontrar un chico<sup>19</sup>.

Finalment, le franquisme n'a pas empêché les femmes de participer à l'histoire du journalisme espagnol. Après Carmen de Burgos et Sofía Casanova dans les années 1930, Josefina Carabias, Pilar Narvió et Mary G. Santa Eulalia, entre autres, participent à l'histoire de la profession. Cependant, elles ne sont encore qu'une poignée au sein d'une majorité masculine. Ce n'est qu'à partir du moment où les jeunes femmes accèdent en nombre à l'université, c'est-à-dire entre les années 1960 et 1970, que le métier se féminise réellement. À la mort du dictateur, les journaux ont besoin de nouvelles plumes pour rédiger, jour après jour, la chronique de la Transition. Or, chaque année, les universités espagnoles diplôment de nouveaux professionnels, prêts à faire souffler un vent de fraîcheur au sein des rédactions du franquisme tardif. Parmi eux, des femmes qui aspirent elles aussi à prendre part à l'aventure. D'aucuns estiment alors que l'arrivée de cette nouvelle génération de journalistes imprime un style particulier à la profession.

#### **IV. 1. B. Un style « féminin » ?**

---

<sup>18</sup> En 1977, Nuria Ribó intègre la rédaction de SER à Barcelone. La même année, Julia Otero entre à Radio Sabadell et, trois ans plus tard, travaille comme journaliste pour Radio Juventud. Mercedes Milá intervient d'abord dans le programme « A toda radio » de Luis del Olmo sur Radio Peninsular puis en 1978, elle présente le programme télévisé « Dos por dos », avec Isabelle Tenaille. Quant à Concha García Campoy, en 1979 elle intègre l'émission « Antena Pública » sur la COPE d'Ibiza, *ibid.*, p. 131-132.

<sup>19</sup> *Ibid.*, p. 141-142.



De nombreux témoignages, comme celui du journaliste Jesús Picatoste, laissent à penser que les femmes apportent une nouvelle façon de faire du journalisme<sup>20</sup>. Aucune caractéristique biologique propre aux femmes ne justifie cette prétendue « spécificité féminine » et on ne saurait donc l'essentialiser. En revanche, certains indices montrent qu'elle a bel et bien qu'elle a existé même si elle n'est que le fruit d'une conjoncture sociale et historique particulière.

Le premier facteur clef de cette « différence » est générationnel. Les femmes n'entrent vraiment dans la profession qu'à partir des années 1970 donc, durant la Transition, la plupart d'entre elles sont jeunes. À leurs côtés des journalistes hommes débutent également dans le métier mais ces derniers se fondent parmi le reste de leurs collègues, plus âgés. C'est pourquoi, au sein de ces nouvelles promotions qui modernisent le monde journalistique, les jeunes femmes se font davantage remarquer que leurs camarades. Pour Charo Zarzalejos, journaliste à la *Gaceta del Norte* de Bilbao, dans les années 1970, elles apportent alors « una cierta frescura, un cierto candor principalmente por la juventud »<sup>21</sup>.

Le deuxième facteur expliquant la particularité du journalisme féminin repose sur la relation entre la presse et les représentants politiques. En effet, jusqu'alors, ces derniers n'ont l'habitude de traiter qu'avec des hommes. Or, durant la Transition, plusieurs femmes sont correspondantes régulières au Parlement. C'est le cas de Susana Olmo, Raquel Heredia, Consuelo Álvarez de Toledo, Pilar Urbano – cette dernière étant d'ailleurs la seule femme à couvrir entièrement les procès du 23-F –, Charo Zarzalejos, Nativel Preciado ou Pilar Cernuda<sup>22</sup>. Au fil des mois, leurs responsables se rendent compte qu'elles sont un atout pour les rédactions puisqu'elles obtiennent plus d'informations que leurs collègues :

Los directores y redactores jefes se dieron cuenta de que para nosotras era mucho más fácil tener acceso a los políticos que para los hombres –asegura Rosa Villacastín–, porque como no había costumbre de hablar con mujeres, te cantaban *La Traviata*. Con nosotras se explayaban y siempre dábamos exclusivas<sup>23</sup>.

De fait, selon Inés García-Albi, le préprojet constitutionnel fuite dans la presse grâce aux indiscretions de certains hommes politiques auprès de journalistes femmes :

Fue en noviembre de 1977. El borrador de la Constitución era la pieza más preciada del momento. Pero se mantenía en secreto. Parecía que no iba a haber filtraciones. Pero las hubo, y todas a mujeres. Concha

---

<sup>20</sup> Dans cet entretien accordé à Carmen Castro Torres en 1999, Jesús Picatoste se réfère en particulier aux journalistes envoyées pour réaliser des sujets au Parlement, CASTRO TORRES, *op. cit.*, p. 328.

<sup>21</sup> Témoignage recueilli par Carmen Castro Torres en 1999, *ibid.*, p. 327.

<sup>22</sup> GARCÍA-ALBI, *op. cit.*, p. 111.

<sup>23</sup> *Ibid.*

Bordona, que entonces contaba veinticuatro años, consiguió que Gabriel Cisneros le dejara ver el borrador mientras se iba a tomar un café. Volvió encantada a la agencia con sus notas. Ese mismo día, Consuelo Álvarez de Toledo regresó a la redacción de EFE, también con información. EFE no tenía todo el borrador, pero sí lo suficiente como para hacer ruido. Y entonces apareció la tercera en discordia. Sol Gallego-Díaz telefoneó desde *Cuadernos para el Diálogo*. Ellos habían conseguido el texto completo, así que pidió a sus colegas que esperaran<sup>24</sup>.

Certes, il est bien peu probable que des hommes politiques aussi expérimentés que Gabriel Cisneros se soient fait « piéger » par de jeunes journalistes. Il ne fait pas de doute que leurs intentions au moment de dévoiler des informations confidentielles sont intéressées. Toutefois, il est frappant de constater que les filtrations sont obtenues uniquement par des femmes, alors même qu'elles sont encore minoritaires parmi les journalistes. Cette situation n'est pas spécifique à l'Espagne. Selon Eugénie Saitta, Cégolène Frisque et Béatrice Damian-Gaillard,

certaines travaux démontrent qu'elles [les journalistes] parviennent parfois à transformer leur statut de minorité, de « handicap » en ressource professionnelle, par l'instauration d'autres formes relationnelles avec leurs interlocuteurs, fondées sur la confiance, du fait que ces derniers les perçoivent comme « inoffensives », car non apparentées au « genre viril »<sup>25</sup>.

Ainsi, selon les témoignages de l'époque, la relation entre femmes de presse et hommes politiques est informelle et détendue. On peut donc penser qu'elle se prête davantage aux confidences et aux informations en *off*. Certains pensent que cette proximité n'est pas souhaitable puisqu'elle peut aboutir à des manœuvres malhonnêtes et peu professionnelles dans le but d'influencer l'une ou l'autre des parties. Ainsi, Jesús Picatoste affirme que « se sobrepasaron un poco los límites por el excesivo compadreo entre políticos y periodistas pero considero que fue positivo en aquel momento »<sup>26</sup>. Le deuxième facteur qui peut expliquer la particularité du style féminin repose donc sur la curiosité suscitée par les journalistes femmes. Leur jeunesse et le fait qu'elles soient encore peu à travailler dans les rédactions leur permettent

---

<sup>24</sup> *Ibid.*, p. 101-102.

<sup>25</sup> Les chercheuses citent par exemple les travaux de Gertrude Robinson, sur le contexte canadien des années 2000 et l'étude de Lucie Schoch et Fabien Ohl sur les journalistes sportives suisses, là aussi des années 2000, DAMIAN-GAILLARD Béatrice, FRISQUE Cégolène, SAITTA Eugénie. Introduction. Le journalisme « au féminin » : dynamiques de spécialisation, enjeux organisationnels et traitement de l'information. In : DAMIAN-GAILLARD Béatrice, FRISQUE Cégolène, SAITTA Eugénie (dir.). *Le journalisme au féminin : assignations, inventions, stratégies*. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2010, p. 11-43, p. 28.

<sup>26</sup> CASTRO TORRES, *op. cit.*, p. 328.

de tisser des relations plus personnelles avec leurs interlocuteurs et d'obtenir davantage d'informations ou, du moins, des informations différentes.

D'ailleurs, plusieurs d'entre elles cultivent cette originalité. C'est ce qui inspire la création des « petits-déjeuners du Ritz ». À l'époque, les jeunes journalistes en vue se regroupent au sein de collectifs – à l'instar du Club de los Jóvenes ou de Crónica – qui proposent aux personnages clefs de l'actualité de se prêter au jeu de l'interview. Dans le plus connus à l'époque, le club Blanco White, se retrouvent José Oneto, Lorenzo Contreras, Federico Ysart, Juan Luis Cebrián, Miguel Ángel Aguilar, Ramón Pi, Josep Meliá, José Antonio Novais, Pedro Calvo Hernando et Luis Apostúa<sup>27</sup>. Sous l'impulsion de Pilar Urbano, une version féminine, Los desayunos del Ritz, voit le jour. Ces rendez-vous réguliers menés par Urbano, Consuelo Álvarez de Toledo, Pilar Cernuda, Charo Zarzalejos, Julia Navarro et Raquel Herredia finissent par acquérir une relative renommée et par attirer des personnages importants. Julia Navarro s'en souvient :

Nos convertimos en un grupo muy potente. Pilar y Consuelo hacían selección. Tuvimos mucha suerte y conseguimos muchas exclusivas. Al principio hubo cierto cachondeito, pero luego hubo cola. Se convirtió en un foro de prestigio y los políticos se pirraban por venir. Conseguimos varias exclusivas: negociaciones Iglesia-Estado, algún capítulo de la Constitución. Iba todo tipo de gente. De la curia a banqueros. Duraron varios años<sup>28</sup>.

Selon Charo Zarzalejos, « la gente que iba allí se fiaba, lo que era *off the record*, lo era. Estábamos cuatro o cinco horas con un señor que era siempre el personaje adecuado en el momento adecuado. Esa fue la clave del éxito »<sup>29</sup>.

Ainsi, il existe bien un « style féminin » dans la façon de faire du journalisme durant la Transition. D'ailleurs, de nombreuses études en sociologie du travail associent certaines attitudes professionnelles aux hommes et d'autres aux femmes. Toutefois, il faut rester prudent. En effet, ce « style féminin » ne renvoie qu'à certaines pratiques d'une génération dans un contexte historique précis. Si l'on étend la réflexion à l'écriture féminine dans la presse en général la question se complexifie. En effet, il est vrai que certaines particularités se dégagent des articles écrits par les femmes journalistes. Ainsi, selon Érik Neveu, ces dernières ont tendance à s'intéresser aux gens ordinaires et à proposer des portraits de type « tranche de vie », elles se basent sur des considérations psychologiques pour analyser les personnalités

---

<sup>27</sup> *Ibid.*

<sup>28</sup> GARCÍA-ALBI, *op. cit.*, p. 115-116.

<sup>29</sup> CASTRO TORRES, *op. cit.*, p. 329.

médiatiques et se montrent moins déférentes, plus ironiques que leurs confrères, envers les autorités politiques et sociales<sup>30</sup>. Néanmoins, le chercheur met lui aussi en garde : si ces spécificités peuvent exister chez certaines professionnelles, elles ne sont ni systématiques, ni dues uniquement au genre de l'autrice. Au contraire, ces tendances observables sont la conséquence de multiples facteurs.

En premier lieu, Neveu explique que les femmes sont principalement engagées pour travailler dans des rubriques comme Société ou Vie quotidienne. Or, elles se prêtent particulièrement au traitement intimiste de l'information. Le style personnel attribué à l'écriture féminine serait donc en partie dû au type de texte qu'on leur demande d'écrire, il serait la « manifestation de jeu de contraintes professionnelles »<sup>31</sup>.

Par ailleurs, Béatrice Damian-Gaillard, Cégolène Frisque et Eugénie Saitta insistent sur un autre facteur : le recrutement. Ce sont les directions des journaux qui décident d'embaucher un profil de journaliste plutôt qu'un autre. La façon d'écrire dépend donc de leur choix<sup>32</sup>. Certains journaux inviteraient donc – explicitement ou pas – ses rédactrices à adopter une écriture spécifique, que ce soit dans l'angle, le ton ou le sujet. Ainsi, il serait réducteur de conclure à un quelconque style qui ne serait induit que par une prédisposition naturelle liée au sexe car les consignes données par les journaux ainsi que l'attribution de certaines rubriques aux femmes biaisent les conclusions que l'on pourrait tirer de la lecture de leurs articles.

En outre, contrairement à d'autres autrices comme les romancières, les journalistes doivent respecter les codes uniformisants de la profession. De fait, la plupart ont reçu une formation qui influence leur façon d'écrire. Or, l'École officielle de journalisme et, à partir de 1975, les facultés de Sciences de l'information ne font aucune différence entre hommes et femmes. Etudiants et étudiantes accèdent aux mêmes contenus et méthodes. La bibliographie et les enseignements les conditionnent de la même façon.

De plus, les journaux exercent, eux aussi, une influence sur l'écriture puisque chaque maison imprime sa personnalité et impose un cadre à ses employés. Parfois – et c'est le cas à *El País* – un livre de style établit des normes de rédaction précises. Quant aux articles, ils sont relus et corrigés par des tiers qui les modifient souvent, en particulier au niveau des titres.

---

<sup>30</sup> NEVEU Érik. Le genre du journalisme : Des ambivalences de la féminisation d'une profession. In : *Politix : Revue des Sciences sociales et politiques*. 2000, n° 51, p. 179-212, p. 191.

<sup>31</sup> *Ibid*, p. 194.

<sup>32</sup> DAMIAN-GAILLARD Béatrice, FRISQUE Cégolène, SAITTA Eugénie. Le journalisme au prisme du genre : une problématique féconde. In : *Questions de communication* [en ligne]. 2009, n° 15, p. 175-201. Disponible sur : « <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.544> » (consulté le 11 juin 2021).

Enfin, si la théorie de l'écriture féminine n'est que partiellement efficiente c'est aussi parce qu'elle omet l'influence de la personnalité de chaque individu. Partir du principe qu'il existe un style journalistique féminin ou masculin revient à essentialiser la femme et l'homme en considérant que les pratiques dépendent du genre voire du sexe et à faire fi des nuances et des spécificités de chacun ainsi que du contexte historique. La question se pose souvent dans le cadre de l'écriture littéraire. On ne peut écarter l'idée que subir des stéréotypes de genre et vivre des expériences communes poussent certaines femmes à aborder des thèmes ou à adopter un langage qui leur est propre. Toutefois, le nombre de facteurs à prendre en compte pour expliquer ce phénomène – comme le contexte sociopolitique ou les règles de l'industrie éditoriale – est, là encore, considérable<sup>33</sup>. L'écriture de presse se prête beaucoup moins à ce genre de débat. En effet, la production médiatique est plus codifiée que l'écriture littéraire. Lorsqu'une journaliste écrit, en plus de sa personnalité propre et de son époque, il faut prendre en compte les normes et contraintes de la sphère médiatique dans laquelle elle évolue, l'idiosyncrasie de la maison pour laquelle elle écrit, la rubrique dans laquelle elle travaille, voire les consignes qu'elle a reçues. Tous ces facteurs diluent l'influence des seules éventuelles « tendances féminines ». C'est pourquoi il est vrai que l'on peut parler de « journalisme au féminin » et même parfois observer les particularités relevées par Érik Neveu mais il est important de ne pas établir de stricte relation entre femme journaliste et écriture stéréotypée. Certains rejettent d'ailleurs catégoriquement cette idée, à l'instar d'Ángel Sánchez Harguindey, journaliste à *El País* depuis 1976. Pour lui, même durant la Transition, cette différence de style de travail ou d'écriture n'existait « para nada »<sup>34</sup>.

Pour conclure, la transformation de la presse durant la Transition démocratique est portée par une jeune génération de professionnels, génération au sein de laquelle on dénombre – phénomène nouveau – de plus en plus de femmes. S'il est abusif d'évoquer un quelconque « style féminin », il convient tout de même d'insister sur leur rôle dans la nouvelle façon de faire du journalisme. Leur jeunesse, mais aussi les réactions qu'elles suscitent chez des hommes politiques peu habitués à traiter avec les femmes, contribue à la modernisation des pratiques

---

<sup>33</sup> La théorie de l'écriture féminine naît dans les années 1970 avec des autrices telles qu'Hélène Cixous ou Luce Irigaray. Elle est particulièrement liée à l'essor du féminisme de deuxième vague. Certaines écrivaines contemporaines comme Florence Montreynaud ou Vanessa Montfort rejettent cette théorie. Malgré tout, la question du style féminin fait encore l'objet de nombreuses publications et manifestations scientifiques. À titre d'exemple, citons cet ouvrage, fruit d'un séminaire organisé à Lille en 2013 : LEDUC Guyonne (coord.), *Comment faire des études-genres avec de la littérature : Masquereading*. Paris : L'Harmattan, 2014, 314 p. (Des idées et des femmes).

<sup>34</sup> Questions et réponses échangées par courriel en mars 2022. Ángel Sánchez Harguindey a commencé à publier dans le journal en mai 1976 et il écrivait encore régulièrement en mars 2022, date à laquelle il a accepté de répondre à quelques questions.

journalistiques. Voyons comment se déroule l'intégration féminine et comment sont considérées ces nouvelles actrices de l'information.

#### IV. 1. C. Les limites de l'essor du journalisme féminin

D'un point de vue quantitatif, durant la Transition, les femmes sont en train de rattraper leur retard sur le sexe opposé puisqu'elles sont de plus en plus nombreuses à intégrer les rédactions. Leur présence se normalise dans les années 1980 et, à partir des années 1990, elles représentent environ la moitié des effectifs. Cependant, d'un point de vue qualitatif, il n'en va pas de même. De fait, la mixité n'est pas nécessairement garante d'égalité. Dans leur *Introduction aux études sur le genre*, Laure Bereni, Sébastien Chavin, Alexandre Jaunait et Anne Revillard étudient la question. Ils soulignent que « plusieurs travaux montrent que la mixité s'accompagne d'une recomposition, plutôt que d'un effacement, des distinctions sexuées et des inégalités ». Ils expliquent que les études les plus récentes rejettent l'idée selon laquelle la présence féminine diminuerait le prestige d'une profession. En réalité, « en situation de mixité, on observe souvent des déclinaisons sexuées d'un même métier » mais aussi des différences de progressions dans les carrières entre les hommes et les femmes<sup>35</sup>.

Ce constat se vérifie dans le contexte de la presse espagnole. En effet, dans les années 1960, en fonction de leur sexe, les journalistes n'ont pas accès aux mêmes responsabilités puisque les quotidiens ne confient que certaines thématiques bien précises aux femmes de leur rédaction. Il s'agit de sujets considérés plus spécifiques à leur genre à l'instar de la mode, de la maison ou de l'éducation. Les journaux leur demandent également plus volontiers de couvrir les *soft news* que les *hard news*, ces dernières étant généralement réservées aux hommes<sup>36</sup>. Inés García-Albi explique : « como siempre, a las mujeres, temas de mujeres. La gran mayoría de las entrevistadas lo cuentan. Era difícil de escapar... pues cultura, moda, sociedad y frivolidades varias »<sup>37</sup>. Le changement de décennie n'est pas synonyme d'évolution des mentalités. Concha Bordona, qui intègre l'agence de presse EFE en 1972, fait part de son expérience : « después

---

<sup>35</sup> BÉRÉNI, CHAUVIN, JAUNAIT, REVILLARD, *op. cit.*, p. 251.

<sup>36</sup> Dans *Making News: A Study in the construction of reality* (1978), Gaye Tuchman différencie les *soft news* des *hard news*. Les *soft news*, sont les informations légères, « froides », c'est-à-dire qu'elles ne sont pas urgentes et qu'elles peuvent donc éventuellement être traitées plus tard. Elles ont une dimension « magazine ». À l'inverse, les *hard news*, les informations dures, « chaudes », sont urgentes. Là où les *softs news* peuvent rendre compte d'un phénomène (par exemple, la régulière hausse du prix du pain) ou des résultats d'une enquête (comme la vie dans les quartiers périphériques de Madrid), les *hard news* sont des informations brutes, elles rendent compte d'un événement, par exemple d'une attaque terroriste. Ces actualités urgentes sont celles qui font généralement la *Une*.

<sup>37</sup> GARCÍA-ALBI, *op. cit.*, p. 76.

de la muerte de Carrero Blanco, cuando se dieron cuenta de que valía para esto, me dieron la información de consumo. Ya se sabe: vosotras, las mujeres, al tomate, el mercado y a la comprita »<sup>38</sup>. Inés García-Albi ajoute d'ailleurs que Concha Bordona « no fue la única mujer a la que le dieron la cesta de la compra, también Juby Bustamante estaba en el mercado a primera hora de la mañana »<sup>39</sup>. Durant la Transition, la situation évolue très légèrement car un certain nombre de journalistes commencent à se spécialiser dans l'actualité politique ce qui, pour l'époque, est une grande nouveauté. Toutefois, la plupart se voient encore assignées aux rubriques moins prisées, comme Société ou Culture. Dans leur étude sur la presse quotidienne catalane, Mavi Carrasco Rocamora et Amparo Moreno Sardà expliquent :

En 1978, estas dos secciones representan el 48% de la superficie del diario firmado por mujer (sociedad, un 30% y, cultura, un 18%). Y, en los años siguientes, la suma de estas dos secciones, abarcan [sic] más de la mitad de la superficie firmada por mujeres, de las piezas publicadas y concentran [sic] la mitad de las firmas encontradas<sup>40</sup>.

Les chercheuses analysent ensuite l'opposition entre *soft news* et *hard news* – qui pour elles sont les informations des rubriques International, Politique, Économie et Opinion – à travers le prisme du genre. Elles concluent alors qu'entre 1974 et 1982, les articles de *hard news* signés par des femmes n'excèdent pas 35 % de la surface totale de ce qu'elles écrivent dans les journaux<sup>41</sup>. À la radio, il en va de même : « las mañanas para los hombres y las tardes y fines de semana para las mujeres », comme l'explique la journaliste radio, Ángeles Afuera<sup>42</sup>.

À cette « ségrégation horizontale » s'ajoute une « ségrégation verticale » puisque les femmes peinent à accéder aux postes de direction<sup>43</sup>. Selon Pilar Cernuda, « los hombres que estaban haciendo información política tenían los mismos planteamientos de trabajo que nosotras y el trato entre hombres y mujeres era exactamente igual », elle ajoute néanmoins : « dentro de nuestras empresas no teníamos puestos de poder »<sup>44</sup>.

---

<sup>38</sup> *Ibid.*, p. 89.

<sup>39</sup> *Ibid.*

<sup>40</sup> Pour parvenir à ces résultats, les chercheuses analysent les numéros des dix journaux cités uniquement durant les 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> semaines des mois de mai et de novembre 1978, 1982 et 1984. Ces chiffres sont donc à considérer plutôt comme des tendances que comme des résultats précis, CARRASO ROCAMORA, MORENO SARDÀ, in : CADRADO BOLAÑOS (éd.), *op. cit.*, p. 839.

<sup>41</sup> Là encore, elles analysent les dix mêmes journaux, durant les 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> semaines des mois de mai et de novembre 1974, 1978, 1982, *ibid.*, p. 840.

<sup>42</sup> GARCÍA-ALBI, *op. cit.*, p. 136.

<sup>43</sup> Les expressions sont empruntées à Béatrice Damian-Gaillard, Cégolène Frisque et Eugénie Saitta, DAMIAN-GAILLARD, FRISQUE, SAITTA, in : DAMIAN-GAILLARD, FRISQUE, SAITTA (dir.), *op. cit.*, p. 18.

<sup>44</sup> CASTRO TORRES, *op. cit.*, p. 327.

Enfin, les mentalités évoluent plus lentement que la législation. Ainsi, la modernité et l'indépendance affichée par la jeune génération de journalistes est parfois mal interprétée par certains collègues. Inés García-Albi se souvient en effet que « el ambiente era muy machista. El inicio de la liberación de la mujer aturulló a los hombres que confundían la modernidad, o el “ser moderna”, con otros campos. No faltó el acoso sexual »<sup>45</sup>. Rosa Montero raconte d'ailleurs « colaboré en *Pueblo*, que dejé porque me pareció un lugar muy machista [...]. Emilio [Romero] apoyaba a las mujeres porque se acostaba con ellas »<sup>46</sup>.

D'autres attitudes se veulent parfois bienveillantes mais relèvent du paternalisme voire de l'infantilisation, comme en témoignent de nombreuses professionnelles de l'information, à l'instar d'Encarna Samitier. Arrivée à l'*Heraldo de Aragón* en 1981, elle explique que « ser periodista joven y mujer hace un cuarto de siglo significaba estar expuesta a las actitudes paternalistas que impregnaban toda la sociedad, lo que hoy llamamos micromachismos. Lo sorprendente y triste es que a veces venían de algunos compañeros también jóvenes »<sup>47</sup>. Ces attitudes ne se limitent pas au secteur de la presse. Ainsi, Carmen Sarmiento se souvient que, parce qu'elle était une femme, TVE avait refusé de l'envoyer couvrir un conflit : « la primera vez que me ofrecí cubrir el golpe de Estado a Haile Selassie en Etiopía, me echaron una reprimenda monumental porque, en aquella época, 1974, había una mentalidad muy paternalista en los medios de comunicación »<sup>48</sup>.

Certes, plusieurs études ont montré que, dans certains cas, un comportement protecteur pouvait jouer en faveur des femmes. Par exemple, dans le milieu de la police française, « le tabou social concernant l'exercice de la violence par les femmes a pu favoriser l'accès plus rapide de ces dernières à des postes de direction »<sup>49</sup>. Malgré tout, « ces mêmes représentations entretiennent toutefois simultanément une illégitimité durable des femmes dans la profession, se traduisant par la dévalorisation de leur travail et par des comportements discriminatoires au quotidien »<sup>50</sup>.

---

<sup>45</sup> GARCÍA-ALBI, *op. cit.*, p. 95.

<sup>46</sup> *Ibid.*

<sup>47</sup> FRANCO Ana. Encarna Samitier: “Es importante acertar en cómo mostramos los avances de las que rompen moldes”. *Forbes* [en ligne]. 11 octobre 2018. Disponible sur : « <https://forbes.es/empresas/46227/encarna-samitier-es-importante-acertar-en-como-mostramos-los-avances-de-las-que-rompen-moldes/> » (consulté le 12 juin 2021).

<sup>48</sup> PASO GALLEGO (DEL) Ana Cristina. *Rol de las mujeres periodistas españolas en la cobertura de conflictos armados* [en ligne]. Thèse en Sciences de l'information. Université Complutense de Madrid, 2017, 824 p. Disponible sur : « <https://eprints.ucm.es/id/eprint/42087/1/T38630.pdf> » (consulté le 12 juin 2021), p. 134.

<sup>49</sup> BÉRÉNI, CHAUVIN, JAUNAIT, REVILLARD, *op. cit.*, p. 255. Les chercheurs basent leur conclusion sur les travaux de Geneviève Pruvost : PRUVOST Geneviève. La dynamique des professions à l'épreuve de la féminisation : l'ascension atypique des femmes commissaires. In : *Sociologie du travail*. Janvier-mars 2007, vol. 49, n° 1, p. 84-99.

<sup>50</sup> BÉRÉNI, CHAUVIN, JAUNAIT, REVILLARD, *loc. cit.*



Pour conclure, les rédactions acceptent largement la nouvelle génération de journalistes. L'offre médiatique est en train de se renouveler et les titres de presse ont besoin de jeunes professionnels formés et motivés. La plupart des quotidiens accueillent donc les nouvelles diplômées comme ils le faisaient déjà avec leurs homologues masculins. Certains insistent même pour les intégrer elles, spécifiquement. Par exemple, Margarita Rivière explique qu'Antonio Asensio l'embauche à *El Periódico* « porque quería una mujer »<sup>51</sup>. Pourtant, la présence des femmes n'est pas encore normalisée puisqu'elles sont écartées des postes de direction et des espaces les plus prestigieux des journaux<sup>52</sup>. Les méfiances internes et la prégnance d'*a priori* sexistes dans les rédactions peuvent expliquer ces réticences. On peut aussi supposer que leur présence est également vue par certains professionnels comme un effet de mode. Elle ne serait qu'un argument de vente. En effet, la multiplication des titres de presse entraîne une forte concurrence. Les quotidiens doivent se montrer de plus en plus compétitifs. Embaucher ces journalistes peut donc être une stratégie *marketing* intéressante pour les directions. D'une part, parce que cela prouverait qu'elles participent à la modernisation de la société, d'autre part, parce que leurs titres seraient ainsi plus susceptibles d'attirer le lectorat féminin. Or, nul ne saurait dédaigner ces lectrices potentielles qui offrent à l'époque des records de ventes à la presse sentimentale comme *¡Hola!* ou *Pronto*. Le contexte économique du secteur médiatique bénéficierait donc à l'essor du journalisme féminin. Quant est-il à *El País* et *La Vanguardia* ?

## **IV. 2. Les femmes d'*El País* et de *La Vanguardia***

### **IV. 2. A. *El País*, *La Vanguardia* et leurs lectrices**

Avant d'aborder la situation des femmes comme professionnelles de l'information, intéressons-nous aux femmes comme lectrices. Durant la Transition, les Espagnoles lisent peu

---

<sup>51</sup> « La fama es una competición que administran los medios ». *El País*. 23 décembre 2009.

<sup>52</sup> Les journalistes espagnoles des années 2010-2020 se plaignent encore de l'attitude de leurs collègues et supérieurs. Le cinquième point du manifeste *Las periodistas paramos* publié en mars 2018 à l'occasion de la JIDF dit : « el ninguneo, la condescendencia, el paternalismo y los mansplaining están a la orden del día en las redacciones y fuera de ellas, en nuestra actividad diaria », Manifeste *Las periodistas paramos* [en ligne]. Disponible sur : « <https://lasperiodistasparamos.wordpress.com/> » (consulté le 12 juin 2021).

la presse quotidienne. Cette situation n'est pas propre au pays. Pour Sylvie Debras, plusieurs facteurs expliquent ce manque d'appétence. Tout d'abord, se sont généralement les femmes qui se chargent des enfants, c'est pourquoi elles ont peu de temps libre. Elles préfèrent alors la radio et la télévision qui peuvent rester allumées pendant qu'elles cuisinent ou s'occupent de la maison. Généralement, elles ne profitent d'un instant de détente qu'une fois le soir arrivé. Or, à ce moment de la journée, elles privilégient les lectures récréatives, d'autant que les informations de la journée se sont éventées. Elles les ont déjà commentées avec leur mari ou les ont entendues dans les médias audiovisuels. En outre, puisqu'elles ne sont pas des lectrices régulières, les femmes manquent une partie des événements et peinent ensuite à suivre l'actualité si les faits ne sont pas rappelés, ce qui n'est pas toujours le cas dans les journaux de référence dominante. Elles finissent donc souvent par « perdre le fil »<sup>53</sup>.

En Espagne, parmi les quotidiens les plus vendus de la Transition, *El País* fait partie de ceux qui intéressent le moins les femmes. Entre 1977 et 1983, le pourcentage de lectrices par rapport aux lecteurs se situe presque systématiquement en-dessous de la moyenne nationale (qui oscille entre un minimum de 34,5 % et 38,2 % entre 1977 et 1981) et de la moyenne de *La Vanguardia* (de 34,2 % à 44,9 % entre 1977 et 1982). De 1978 à 1981, *El País* ne dépasse jamais les 34 % de consommatrices alors que sur la même période, *La Vanguardia* en compte entre 34,2 % et 37,1 %<sup>54</sup>. Dans un premier temps, *El País* rebute particulièrement les femmes au foyer. Jusqu'à 1981, elles sont seulement 17 à 18 % de cette catégorie de la population à s'y intéresser. Elles finiront par adhérer au journal au fil des années : en 1982, elles sont plus de 20 % à le lire puis 23,4 % en 1983, ce qui correspond alors à la moyenne nationale<sup>55</sup>. Sur cette même période 1977-1983, *La Vanguardia* oscille entre 23 et 26 % environ<sup>56</sup>. Durant la Transition, *El País* est donc l'un des quotidiens qui attire le moins les lectrices. Pourtant, dans un article du 4 mai 1978, le journal s'enorgueillit de son audience féminine : « el porcentaje de mujeres que leen este periódico es elevado (un 38 %) en relación con la imagen tónica de la mujer como consumidora casi en exclusiva de información *sentimental* o publicaciones estrictamente femeninas »<sup>57</sup>. Le chiffre avancé dans l'article ne correspond pas à ceux de

<sup>53</sup> DEBRAS Sylvie. La moitié du lectorat. In : BARRÉ Virginie, DEBRAS Sylvie, HENRY Natacha, TRANCART Monique, *et. al. Dîtes-le avec des femmes : Le sexisme ordinaire dans les médias*. Paris : Centre de formation pour la presse associative, 1999, p. 107-140 (Médialibre), p. 119-122.

<sup>54</sup> Entre 1977 et 1983, *El País* compte pour chaque année 35,3 %, 28 %, 32,2 %, 32,4 %, 33,5 %, 42,3 %, 38,1 % lectrices. *La Vanguardia* suit la même trajectoire, augmentation de 1982 comprise, mais sans la baisse en 1978 : 34,2 %, 36,4 %, 37,1 %, 36,7 %, 36,3 %, 42,9 %, 35,5 %.

<sup>55</sup> 24 % de femmes au foyer lectrices de presse pour cette année-là.

<sup>56</sup> Tous ces chiffres proviennent des archives de l'AIMC et sont fournis par José Andrés Gabardo Vallejo, directeur technique de l'association.

<sup>57</sup> Así son los lectores de EL PAÍS. *El País*. 4 mai 1978.

l'AIMC (35,3 % en 1977 et 28 % en 1978). Peut-être s'agit-il d'une erreur ou d'une autre méthode de comptage. Dans tous les cas, la conclusion d'*El País* est trompeuse car, quelle que soit la façon de calculer, c'est un fait : il attire moins de femmes que ses principaux concurrents. Par ailleurs, même s'il est vrai que les chiffres avancés (par *El País* ou l'AIMC) confirment que les femmes ne lisent pas uniquement des magazines féminins, ils montrent aussi qu'elles sont peu nombreuses, comparées aux hommes, à consommer des quotidiens d'information générale. Ainsi, il peut sembler paradoxal qu'*El País*, dont les quotas lectrices / lecteurs n'ont rien d'exceptionnels, se targue d'attirer les femmes. En réalité, il s'agit probablement d'une question de stratégie commerciale car, à l'époque, l'intérêt pour l'égalité des sexes est en vogue dans les cercles *progre* donc, en montrant que le lectorat féminin le soutient, *El País* légitime son image de journal moderne. De fait, selon la journaliste Gabriela Cañas<sup>58</sup>, « en aquel entonces, tener mujeres en la redacción te daba una imagen de modernidad muy importante que venía de los movimientos de izquierda que reivindicaban mucho la presencia de las mujeres »<sup>59</sup>. En insistant sur l'adhésion des femmes au journal, *El País* veut prouver qu'il est à la page et qu'il défend des idées avant-gardistes. Il réalise une sorte de *femvertising*, c'est-à-dire qu'il s'approprie le thème de l'émancipation féminine à des fins commerciales<sup>60</sup>. D'autres publications des années 1970 ont manifesté leur soutien aux femmes et sont aujourd'hui accusées d'avoir voulu « voler » leur lutte. C'est le cas de *Newsweek* qui, en 1970 affiche en *Une* le dessin d'une femme levant le poing accompagné du titre « Women in Revolt ». Cinquante ans plus tard ce numéro de l'hebdomadaire se voit érigé en exemple de *femvertising* par *S Moda*, un des suppléments... d'*El País*<sup>61</sup>.

*La Vanguardia*, quant à lui, attire plus de lectrices que son confrère madrilène. Une explication possible à cet écart tient à l'âge des deux journaux. Le quotidien catalan est bien installé dans le panorama de la presse espagnole. Il a eu le temps de trouver son public et obtient donc de meilleurs résultats que son jeune concurrent quant à la proportion de lectrices,

---

<sup>58</sup> Gabriela Cañas travaille à *El Diario de Cádiz*, à *El Globo* puis entre à *El País* en 1981. Elle est d'abord simple journaliste et écrit régulièrement pour le supplément dominical. Elle devient ensuite responsable des rubriques *Local* et *Sociedad*. Dans les années 2000, elle passe quelques temps comme correspondante à Bruxelles. À son retour, elle reste fidèle à *El País* et, en parallèle, donne des cours pour le Master de journalisme du quotidien, formation organisée à l'université Autonome de Madrid. En 2020, elle devient la première femme présidente de l'agence de presse EFE.

<sup>59</sup> Entretien avec Gabriela Cañas réalisé en visioconférence, le 1 mai 2019.

<sup>60</sup> Le *femvertising* est un néologisme qui désigne l'appropriation de la lutte féministe à des fins commerciales. De nombreuses militantes dénoncent ce qu'elles estiment être une utilisation hypocrite et une réécriture fallacieuse de la thématique de l'émancipation féminine. Plusieurs recherches accusent aussi les médias dominants de ce genre de pratiques. C'est ce que démontre Catherine Rottenger dans : ROTTENGER Catherine. *The Rise of neoliberal feminism*. New York : Oxford University Press, 2018, 225 p.

<sup>61</sup> GÓMEZ URZAIZ Begoña. ¿Qué quieren (comprar) las mujeres? Tu anuncio machista, no. *S Moda*. 4 janvier 2017.

consommatrices généralement moins nombreuses et plus difficiles à séduire. D'ailleurs, pour *ABC*, maison elle aussi bien installée, il en va de même. Dans les années 1970, son lectorat est moins masculin que celui d'*El País*. Le titre de Cebrián, en revanche, ne sort en kiosque qu'en 1976. Peut-être lui faut-il un temps d'adaptation avant de trouver son cœur de cible. Cette hypothèse semble se confirmer pour deux raisons. Tout d'abord, le même phénomène se répète non plus au niveau du sexe mais de l'âge des lecteurs. On l'a vu, dans un premier temps, la majorité d'entre eux ont entre dix-neuf et vingt-quatre ans puis le groupe majoritaire passe à celui des vingt-cinq à trente-quatre ans<sup>62</sup>. De la même façon, le nombre de lectrices d'*El País* augmentera avec le temps. Par ailleurs, *Diario 16*, jeune publication là encore, connaît la même évolution qu'*El País*, tant au niveau du sexe que de l'âge de son lectorat. Ainsi, les chiffres des premières années ne seraient pas entièrement représentatifs du rapport des femmes au contenu du journal. De fait, une fois *El País* installé dans le paysage médiatique au début des années 1980, *La Vanguardia* et lui finissent par présenter des chiffres similaires quant au sexe des consommateurs.

Cette progressive adhésion féminine est révélatrice. En effet, dans les années 1970 et jusqu'à la fin des années 1980, les femmes sont politiquement plus conservatrices que les hommes. Ainsi, lors des élections de 1979, elles sont 9 % de plus qu'eux à choisir l'UCD. À l'inverse, les hommes soutiennent davantage les partis de gauche comme le PSOE (7 % de plus qu'elles) et le PCE (3 % de plus). En 1982, malgré les mauvais scores de l'UCD, les bulletins féminins sont une nouvelle fois globalement plus à droite que les masculins. Les électrices optent davantage pour Suárez et Fraga que les électeurs (2 % de plus environ) et boudent les socialistes et les communistes (respectivement 6 % et 2 % de bulletins en moins que les hommes)<sup>63</sup>. Ainsi, le faible taux de lectrices des premières années d'*El País* confirme son image de journal de gauche. Au contraire, l'augmentation du lectorat féminin suggère qu'au fil du temps, il semble plus conventionnel à leurs yeux.

Quoi qu'il en soit, ces scores, on l'a vu, sont dans la moyenne des autres quotidiens de l'époque. Ainsi, ni *El País*, ni *La Vanguardia* n'attirent particulièrement les femmes. Face à ce constat similaire, les journaux réagissent différemment puisque seul *La Vanguardia* met en place une stratégie spécifique pour conquérir cette part de marché.

---

<sup>62</sup> Voir III. 3. B. *El País* et *La Vanguardia* informent-ils ? On notera d'ailleurs que la courbe d'âge du lectorat de *Diario 16*, lui aussi sorti durant la Transition, est similaire à celle d'*El País*.

<sup>63</sup> PALLARÉS Francesc, RIBA Clara. Variables socioestructurales y comportamiento electoral en las elecciones generales españolas. Una perspectiva evolutiva 1979-2000. In : *Revista de Estudios Políticos (nueva época)*. Janvier-mars 2007, n° 135, p. 109-158, p. 117.

En effet, *El País* ne propose pas de zone ou de pages explicitement destinées aux femmes. Le journal souhaite croire – ou faire croire – à l’adhésion des lectrices même si ses scores en la matière ne sont pas très satisfaisants, du moins au cours des premières années. Certes, l’encart *Gente* reproduit les codes des magazines féminins puisque chaque jour y sont listées les dernières indiscretions sur les célébrités du moment. Malgré tout, ce quart de page ne saurait à lui seul attirer les lectrices. Son format court, ses sujets légers et sa place stratégique en dernière page du journal semblent plutôt destinés à encourager les passants venus feuilleter les titres en kiosque, à acheter le journal. Il s’agirait donc plutôt d’une rubrique pour attirer le chaland que pour séduire spécifiquement le lectorat féminin.

*La Vanguardia*, lui, essaye ouvertement d’attirer les femmes. En 1976, un petit encart intitulé *Las mujeres tienen algo que decir* fait son apparition et reparaît régulièrement au cours des semaines suivantes. Dans cet espace, le journal relaye les demandes et plaintes féminines. Par exemple, le 23 novembre 1976, il publie un article sur María Ángeles Muñoz, une des dernières femmes accusées d’adultère<sup>64</sup>. En outre, au mois de mars 1984, le journal inaugure un supplément hebdomadaire, nommé *La Vanguardia Mujer*. Toutefois, et de façon très paradoxale, la création de ce supplément ainsi que l’existence d’un encart dédié sont justement des preuves que le quotidien dans sa globalité ne s’adresse pas aux femmes car, pourquoi créer des espaces spécifiques si ce n’est parce que le reste des pages n’est pas adapté à elles. Selon Juana Gallego, ces tentatives pour toucher le public féminin relèvent donc d’un aveu :

De forma implícita se reconoce que la mujer es una audiencia que requiere una información específica, y esa información específica ha de ir en un suplemento especial denominado *La Vanguardia Mujer*, y no integrada en el propio diario, tal vez porque la dirección entiende que los temas que le interesan a la mujer no le interesan al hombre. Sin embargo, el mismo director confiesa “y sí hombre soy, todo lo de la mujer me interesa” ¿Cree que a los demás hombres no le interesará todo lo referido a la mujer? ¿Por qué crear un suplemento *aparte* para ellas? ¿No es un reconocimiento implícito de que el diario es para los hombres<sup>65</sup>?

Selon Juana Gallego, en réalité, *La Vanguardia* crée ce supplément afin d’attirer les annonceurs de produits pour femmes qui rechignent à acheter les encarts publicitaires qu’il propose dans l’édition classique. La méfiance des publicistes souligne qu’eux-mêmes estiment qu’investir dans de l’espace du périodique n’est pas rentable au vu du faible pourcentage de

---

<sup>64</sup> María Ángeles Muñoz se reafirmó en su negativa de entregar a su hija. *La Vanguardia*. 23 novembre 1976, p. 37.

<sup>65</sup> GALLEGO, *op. cit.*, p. 32.

lectrices. L'intérêt d'attirer les femmes vers le journal est donc aussi un enjeu économique pour *La Vanguardia*<sup>66</sup>. Pourtant, l'équation est difficile à résoudre : les hommes représentent la majorité des lecteurs. Il faut donc les contenter en publiant des articles qui les intéressent afin d'éviter une dangereuse chute des ventes. Or, cette orientation thématique éloigne les femmes du journal ce qui alimente le problème. En proposant des espaces dédiés aux femmes, le quotidien fournit un effort pour s'ouvrir aux lectrices, mais, par là même, confirme implicitement que son édition classique est plutôt réservée aux hommes. Pour résoudre ce paradoxe, Juana Gallego propose d'aborder des thématiques féminines au sein même du journal. Toutefois, la chercheuse anticipe les probables réticences face à un tel choix : « ¿O quizás es que incluir temas "femeninos" en el diario sería, seguramente, transformar lo que hasta hoy conocemos por diario en otra cosa de futuro incierto? »<sup>67</sup>. Les réflexions de la chercheuse nous poussent alors à penser la définition du « thème féminin » car, en réalité, c'est ce concept qui pose un problème.

En effet, si le média reproduit la séparation classique entre sphère privée, associée aux femmes, et vie publique, associée aux hommes, alors les articles dédiés aux femmes auraient majoritairement trait à la décoration, à l'éducation des enfants, aux vacances. Si, au contraire et dans une optique performatrice, le journal représente les femmes qui commencent à se faire une place dans la sphère publique, il risque de ne se faire l'écho que d'un secteur minoritaire de la population féminine. Tout dépend de la façon dont la direction et la rédaction du journal définissent « la femme espagnole ». Mais, là encore, chercher à parler spécifiquement aux femmes sans en donner une définition limitée et essentialiste se révèle être une gageure. « La » femme espagnole de la Transition n'existe pas. Comment axer la ligne éditoriale pour que les femmes se sentent incluses ?

Une autre solution serait de cesser de chercher à s'adresser spécifiquement à un sexe ou un autre mais de proposer des thèmes plus diversifiés qui permettent d'étendre l'audience à de nouveaux lecteurs et parmi eux, à de nouvelles lectrices. Pour ce faire, le journal devrait disposer d'une rédaction plurielle et à l'image du type de lecteurs qu'il recherche. Pour intéresser les femmes, *El País* et *La Vanguardia* devraient donc en intégrer au sein de toutes leurs équipes. Qu'en est-il dans les faits ? Intéressons-nous à l'accueil réservé à la nouvelle génération de professionnelles par les deux quotidiens.

---

<sup>66</sup> *Ibid.*, p. 32.

<sup>67</sup> *Ibid.*

## IV. 2. B. Plafond de verre et division genrée du travail

*La Vanguardia* est peu sensible à l'arrivée de la nouvelle vague de professionnelles dans les rédactions des années 1970. Selon la journaliste Margarita Sáenz-Díez, embauchée par le quotidien catalan en 1974, « era un periódico de gente muy respetuosa entre unos y otros, de gente muy preparada, pero había una mayoría absoluta y, vamos total, de hombres. No solamente en los cargos de responsabilidad, sino que todos eran hombres »<sup>68</sup>. De fait, à la lecture des numéros de 1976 à 1982, force est de constater que la quasi-totalité des articles signés le sont par des hommes. De même, ce sont des hommes qui dirigent le journal. Dans la famille Godó, ce sont Carlos et son fils Javier qui gèrent l'entreprise et échangent régulièrement avec le directeur Horacio Sáenz Guerrero ainsi qu'avec les sous-directeurs, Jaime Arias et Manuel Ibáñez Escofet. De même, l'équipe administrative<sup>69</sup> et l'équipe logistique<sup>70</sup>, qui réunissent en tout seize personnes sont, elles aussi, exclusivement masculines.

Certes, l'équipe de rédacteurs en chef, elle, n'est pas composée que d'hommes, il y a aussi des femmes. Toutefois, ces dernières ne sont que deux pour un total de douze personnes : ainsi, Margarita Saéenz-Díez de la rubrique *Política* (catalane)<sup>71</sup> et Ángeles Masó d'*Espectáculos* collaborent avec Carlos Nadal (*Internacional*), Francisco González Ledesma (*España*), Miguel Martín et Joaquín Escudero (*Cataluña*), Domingo García (*Deportes*), Vladimir de Semir (*Tecnologías y Ciencias*), Josep Ramoneda (*Cultura*), Eduardo Martín de Pozuelo (*Sucesos*), Juan María Hernández Puértolas (*Economía*) et Jordi Piquer (*Religión*). La présence de Margarita Saéenz-Díez et d'Ángeles Masó diversifie le profil des responsables mais elle ne révolutionne pas pour autant le caractère incontestablement masculin de la rédaction.

D'ailleurs, lors de son lancement, même le supplément *La Vanguardia Mujer* est dirigé par un homme, Francesc Noy. La photo de l'équipe de direction, prise lors de la soirée d'inauguration, est éloquent : on n'y voit qu'une femme, la coordinatrice exécutive du supplément Carmina Verdejo, entourée de cinq hommes : Horacio Sáenz Guerrero, conseillé

---

<sup>68</sup> Entretien téléphonique avec Margarita Sáenz-Díez, réalisé le 31 octobre 2020.

<sup>69</sup> La direction administrative se compose de Ramón Pascual (administrateur), Carlos Fajardo (directeur général administratif), Jaume Francés (directeur technique), José Romero (directeur des ateliers de Pueblo Nuevo), Josep María Massó (directeur de la comptabilité et des budgets), Ángel García Latasa (directeur de la publicité), Juan Pons (directeur des ressources humaines), Pablo Tesón (responsable de distribution), Esteban Sillué (secrétaire d'administration) et de Germán de Beascoecha (secrétaire du comité éditorial et adjoint à la gérance). L'organigramme se trouve dans le premier numéro dirigé par Lluís Foix. *La Vanguardia*. 3 janvier 1983, p. 4.

<sup>70</sup> Ignacio Grasas est directeur de l'édition, César Mora et José María Milagro sont secrétaires de rédaction, Francesc Noy travaille à la coordination des activités culturelles, Miguel Viliagrasa à la maquette et Javier Comín à l'impression, *ibid.*

<sup>71</sup> Plus précisément, il s'agit de la rubrique de politique catalane.

de direction, ainsi que Javier Godó, éditeur, Francesc Noy, directeur, José María Lladó, directeur commercial vers qui est dirigé un micro, et Carlos Fajardo, directeur général administratif<sup>72</sup>. La totalité du pouvoir de *La Vanguardia* est donc entièrement assumée par des hommes.

Toutefois, il ne s'agit pas là d'une décision irrévocable, voire d'une décision consciente de la famille Godó ou d'Horacio Sáenz Guerrero. Les nominations de Margarita Saénz-Díez et d'Ángeles Masó en sont la preuve. La première explique que le poste lui a été offert par la direction, sans qu'elle n'ait à le solliciter, alors qu'elle travaillait comme correspondante à Lisbonne pour le journal :

Me llamó el director un día y el subdirector de entonces [...]. Me llamaron para decirme que si me interesaba la propuesta, que creían que podría desempeñarme y así fue. Dije que sí enseguida porque estaba en la sección de Internacional y por eso fui a Lisboa e inmediatamente creamos la sección de Política catalana<sup>73</sup>.

Selon la journaliste, dans les années 1970, l'intégration des femmes au sein de la rédaction n'est pas encore à l'ordre du jour : « no se hablaba. Por eso, para mí fue una sorpresa, no podía imaginar mi incorporación a este cargo »<sup>74</sup>. Nous sommes en mars 1978 et Margarita-Saénz Díez est la première femme à devenir responsable d'une rubrique à *La Vanguardia*<sup>75</sup>. Durant la Transition, le journal ne pratique donc pas de politique favorisant l'entrée des femmes parmi le personnel ou les cercles de direction. Par ailleurs, rappelons qu'il s'agit d'une période difficile pour l'entreprise. Elle perd de l'argent, c'est pourquoi la dynamique n'est pas à l'embauche de jeunes talents.

À *El País*, la situation est tout autre. Le journal fait partie de ceux qui emploient le plus de femmes. Gabriela Cañas se souvient de la réaction des personnes à qui elle se présentait, au début des années 1980 :

me hace gracia porque cuando ibas a algún sitio, te miraban como: “Oh, eres mujer directora de *El País*”, formaba parte de la vanguardia, y eso me hacía gracia porque la gente de mi generación –entonces éramos todos muy jóvenes– lo veíamos como algo natural porque las facultades de periodismo estaban llenas de mujeres, pero no llegaban<sup>76</sup>.

---

<sup>72</sup> Presentación de *La Vanguardia / Mujer*. *La Vanguardia*. 28 mars 1984, p. 30.

<sup>73</sup> Entretien téléphonique avec Margarita Saénz-Díez, réalisé le 31 octobre 2020.

<sup>74</sup> *Ibid.*

<sup>75</sup> BARRERA, NOGUÉ, *op. cit.*, p. 252.

<sup>76</sup> Entretien avec Gabriela Cañas réalisé en visioconférence, le 1 mai 2019.



Josefa Gutiérrez insiste elle aussi sur l'importance de la présence féminine à *El País*. Entrée dans le journal comme claviste en avril 1976, un mois avant la sortie du premier exemplaire, elle travaille pour le quotidien de 1976 à 2019<sup>77</sup>, date à laquelle elle prend sa retraite. Elle est alors directrice des Ressources humaines du groupe PRISA. Selon elle, les femmes ont activement participé à la création puis à la vie quotidienne du journal : « yo no tengo la sensación de que haya sido un periódico dirigido por hombres prioritariamente, y yo creo que las mujeres hemos tenido mucha participación en la casa »<sup>78</sup>. De fait, contrairement à *La Vanguardia*, dans *El País*, il est fréquent de lire des articles signés par des femmes, et ce, dès 1976<sup>79</sup>. Parmi les journalistes régulières se trouvent Bel Carrasco. Arrivée en 1976, elle débute par la transcription d'articles dictés au téléphone par les correspondants à l'étranger et en région. Elle rédige également les communiqués envoyés par les agences de presse. Par la suite, elle écrit ses propres sujets, dans la rubrique *Trabajo* puis dans *Sociedad* et *Cultura*<sup>80</sup>. Elle collabore alors, entre autres, avec Joaquina Prades, journaliste de *Sociedad* arrivée elle aussi en 1976, et Rosa María Pereda. Une autre figure de la rédaction de l'époque est Karmentxu Marín. Elle écrit d'abord pour *Sociedad* et *Cultura* avant de couvrir l'actualité parlementaire pour la rubrique *Nacional*, à partir de 1980<sup>81</sup>.

En parallèle, une autre voie d'accès pour intégrer la rédaction du quotidien est de collaborer avec son supplément hebdomadaire. Parmi les femmes d'*El País*, plusieurs débudent ainsi. C'est le cas de Lola Galán qui rejoint l'équipe quotidienne en février 1981 mais aussi de Rosa Montero, qui débute dans le supplément en 1977 puis collabore régulièrement avec le quotidien, sans toutefois intégrer l'équipe de rédaction en poste fixe<sup>82</sup>.

<sup>77</sup> Avec une pause de quelques années durant lesquelles elle travaille pour le journal *El Globo*.

<sup>78</sup> Entretien avec Josefa Gutiérrez réalisé le 25 avril 2019, à Madrid.

<sup>79</sup> Durant la Transition, Soledad Álvarez, María Pilar Fernández Pallarés, Rocío García Beato, Rosa María Artal, Pilar Bonet, Anunciación Bremón, Marina G. Cañas, Bel Carrasco, Koro Castellano, Esther Ferrer, María Dolores Galán, Soledad Gallego-Díaz, Ángeles García Vargas, Isabel Llorens, Karmentxu Marín, María Luisa Pereda, Joaquina Prades, Rosa I. Rivas, Mariló Ruiz de Elvira, Maruja Torres et Rosa Montero signent régulièrement des articles dans le journal. María Elvira Bremón, elle, fait partie de l'équipe de documentalistes et Marisa Flórez, de celle des photographes. La majorité de ces professionnelles sont des journalistes permanentes de la rédaction du quotidien. D'autres, comme Rosa Montero, y collaborent ponctuellement. BLAS Isabel. *Comunicación e información de mujeres y para mujeres*. In : Asociación "Mujeres en la Transición democrática", *op. cit.*, p. 325-426, p. 353.

<sup>80</sup> CARRASCO Bel. *Periodista accidental*. Texte inédit, offert par Bel Carrasco le 3 avril 2019, dans l'attente de notre rencontre.

<sup>81</sup> Entretien avec Karmentxu Marín réalisé le 25 avril 2019, à Madrid.

<sup>82</sup> Il s'agit avant tout d'un choix. S'en tenir à une collaboration permet à Rosa Montero de développer d'autres activités en parallèle de ses articles pour *El País*. Dans les années 1970, elle écrit déjà pour d'autres titres comme *Hermano Lobo* ou *Posible* et publie son premier roman en 1979. Par ailleurs, comme elle le confie à Paula Corroto, elle ne se sent guère à l'aise avec le statut de journaliste « star » : « Todo el mundo empezó a hablarme de mi trabajo, de lo que tenía que hacer para mantenerme. Y me empezó a entrar un ataque de agobio por la hipervisibilidad. Estaba desesperada. A mí no me gusta el periodismo de edición, soy un desastre de

De plus, non seulement *El País* s'ouvre aux journalistes femmes mais le quotidien leur permet aussi d'accéder à des postes de pouvoir. C'est le cas de Soledad Álvarez-Coto qui intègre la rédaction dès le mois de mai 1976, commence à encadrer les journalistes de *Política y Regiones* en septembre 1977, puis, deux ans plus tard, devient rédactrice en chef de cette rubrique<sup>83</sup>. Le quotidien insiste sur ces successives promotions. En septembre 1977, il publie un article pour informer les lecteurs des changements dans la rédaction et présente sa journaliste de la façon suivante :

La nueva jefa de *Política y Regiones*, Soledad Álvarez-Coto, veintinueve años, soltera<sup>84</sup>, es, igualmente, una de las redactoras fundacionales del periódico. [...] Desempeña la subjefatura de la sección que ahora dirige y es una de las escasas periodistas de la prensa occidental que asume la dirección de un área de información política en un diario de alcance nacional<sup>85</sup>.

De même, en 1980, Rosa Montero est nommée rédactrice en chef du supplément dominical. Selon Josefa Gutiérrez, « antes de escribir columnas, ella tenía la categoría de jefe. Y ella tenía de secretario un chico. Es decir que ha sido muy innovadora »<sup>86</sup>. Enfin, Soledad Gallego-Díaz, entrée à *El País* en 1976 – d'abord comme collaboratrice, en parallèle de son activité à *Cuadernos para el Diálogo*, puis comme journaliste à plein temps de la rubrique *Política* – devient sous-directrice du supplément en 1987 puis directrice-adjointe du quotidien en 1988<sup>87</sup>. Ainsi les femmes journalistes ne sont pas exclues de l'histoire d'*El País*, bien au contraire. Elles ont toujours fait partie de la rédaction et plusieurs sont parvenues à des postes de direction.

Néanmoins, un examen plus minutieux des chiffres nuance cette impression générale. En effet, la création d'*El País* est un projet porté par des hommes. Lors de l'inauguration du quotidien, sur les soixante-sept journalistes, seules sept sont des femmes (soit 10,4 %), les autres arriveront dans les semaines et les mois suivants<sup>88</sup>. De même, il faut attendre l'année 2018, soit quarante-deux ans après l'inauguration du journal, pour que le poste de directeur soit

---

organización », CORROTO Paula. Entrevista a Rosa Montero. “Escribir ficción forma parte de mi manera de ser. El periodismo forma parte de mi ser social”. In : *Letras libres* [en ligne]. 7 janvier 2018. Disponible sur : « <https://letraslibres.com/revista/entrevista-a-rosa-montero-escribir-ficcion-forma-parte-de-mi-manera-de-ser-el-periodismo-forma-parte-de-mi-ser-social/> » (consulté le 21 juin 2021).

<sup>83</sup> GALLEGO Juana (dir.). *La prensa por dentro. Producción informativa y transmisión de estereotipos de género*. Barcelona : Amelia Romero, 2002, 440 p. (Los libros de la frontera), p. 113-114.

<sup>84</sup> L'âge et le statut marital sont également précisés dans la présentation de ses collègues hommes.

<sup>85</sup> Cambios en la Redacción de EL PAÍS. *El País*. 11 septembre 1977 p. 20.

<sup>86</sup> Entretien avec Josefa Gutiérrez réalisé le 25 avril 2019, à Madrid.

<sup>87</sup> GALLEGO, *La prensa...*, op. cit., p. 114.

<sup>88</sup> *Ibid.*, p. 113.

occupé par une femme, Soledad Gallego-Díaz. La domination masculine est aussi de mise dans l'entreprise éditrice. Ainsi, en 1976, le conseil d'administration de PRISA, composé de vingt-et-un membres, est entièrement masculin<sup>89</sup> et, parmi les actionnaires du groupe, seuls 12,4 % sont des femmes (136 pour 1096). Elles ont d'ailleurs peu d'actions. Selon un rapport de juillet 1981, une femme seulement détient plus d'un pour cent du capital. Il s'agit de María Carmen Giménez Camaló qui possède 1,8 % de PRISA. Les seize autres actionnaires dans ce cas sont des hommes ou la société PROPUSA. Ils disposent à eux seuls de 50,2 % du capital<sup>90</sup>. Par conséquent, si les journalistes femmes parviennent à se faire une place au sein de la rédaction, le sommet de la hiérarchie, du côté du journal comme de l'entreprise éditrice, est réservé aux hommes.

Certes, pour l'époque et au regard de la situation de beaucoup d'autres quotidiens d'information générale espagnols, *El País* peut sembler exemplaire. Nous ne sommes qu'en 1976, dans un pays qui s'émancipe tout juste du national-catholicisme et dans lequel la simple présence d'un noyau de femmes dans les rédactions est déjà un marqueur de modernité. Ainsi, reprocher aux journaux leur manque de parité pourrait revenir à les juger avec un regard trop contemporain. Toutefois, dès les années 1970, des voix s'élèvent déjà qui critiquent l'omniprésence des hommes à *El País*. C'est le cas de la féministe Pilar de Yzaguirre, très déçue par l'assemblée générale des actionnaires de PRISA. En effet, elle confie avoir acheté des actions de l'entreprise, convaincue qu'*El País* donnerait la parole aux femmes et parlerait de féminisme. Le 5 mars 1977, elle se rend donc à l'assemblée générale des actionnaires mais, une fois arrivée, elle tombe des nues :

Mi ideal se derrumbó en cuanto, al entrar, me encontré con una mesa presidencial –ocupada por el consejo de administración– compuesta por veintiuna personas de variadas ideologías y variados rasgos: rubias, morenas, altas, bajas... pero con una nota en común: *todas eran varones*<sup>91</sup>.

Selon elle, l'assemblée n'a rien de moderne, elle ne diffère en rien des institutions traditionnelles : « parece un cónclave eclesiástico, un estado mayor militar, la Real Academia Española, el Consejo del Reino o el Gobierno español, que nos dan una imagen exclusivamente masculina ». Sa déception s'accroît au moment du vote puisqu'aucune femme ne fait partie de

---

<sup>89</sup> BLAS, in : Asociación "Mujeres en la Transición democrática", *loc. cit.*

<sup>90</sup> Juste avant la levée de fond de juillet 1981, le capital de la société est de 375 000 000 pesetas. PRISA est détenue par 1108 actionnaires. Parmi eux, dix-sept seulement possèdent plus d'un pour cent du capital. L'un d'entre eux est la société PROPUSA, BUSTAMANTE, in : IMBERT, VIDAL-BENEYTO (coord.), *op. cit.*, p. 58.

<sup>91</sup> YZAGUIRRE (DE) Pilar. El sexismo de EL PAÍS y el sexismo del país. *El País*. 13 mars 1977.

la liste proposée : « se nos facilitó una lista de 63 nombres de personas para elegir a veintiuna, y el sesgo estadístico volvió a repetirse: las 63 eran personas de variadas ideologías, unas rubias, otras morenas, con ojos negros o con ojos azules, pero todas eran varones... »<sup>92</sup>.

Par ailleurs, la comparaison avec la France est peu flatteuse pour le quotidien madrilène. En effet, en 1978, les titres de presse français comptent en moyenne 24 % de femmes. À la même époque, à *Le Monde*, elles représentent 22,1 % des journalistes, 37,6 % des cadres administratifs et 52,5 % des employés (hors ouvriers et cadres techniques, catégories encore très masculines)<sup>93</sup>.

Ainsi, *El País* est un journal moderne et ouvert aux femmes mais, au moment où elles touchent du doigt le sommet de la hiérarchie, ces dernières se heurtent à un plafond de verre. Elles peuvent être journalistes, rédactrices en chef, correspondantes à l'étranger. Elles peuvent devenir célèbres et être respectées par la profession. En revanche, durant la Transition, elles n'atteignent pas les postes les plus prestigieux, dans le journal ou à PRISA. Gabriela Cañas explique que, « en *El País*, desde el principio, hubo firmas de periodistas muy, muy batalladoras, pero nunca o casi nunca tuvieron puestos de decisión, o sea, eran periodistas brillantes sin mando en plaza »<sup>94</sup>.

En réalité, en 1976 le quotidien se trouve dans la moyenne basse des rédactions occidentales<sup>95</sup>. Il n'est pas particulièrement en avance sur son temps au sujet de la mise en pratique de l'égalité hommes / femmes. D'ailleurs, il lui faudra autant de temps que la plupart de ses confrères avant de nommer sa première directrice. Soledad Gallego-Díaz est choisie en 2018, après Jill Abramson au *New York Times* en 2011 ou Khatarine Viner à *The Guardian* en 2015.

À *La Vanguardia*, en revanche, la question du plafond de verre ne se pose pas. La direction du journal n'est pas sensibilisée à la cause féminine. L'intégration des femmes et leur accès aux postes de pouvoir n'est pas encore d'actualité.

Mais le nombre de femmes aux différents niveaux de la pyramide hiérarchique n'est pas le seul indicateur pour évaluer leur intégration et leur pouvoir au sein des quotidiens car, dans les rédactions, les inégalités se jouent aussi horizontalement, dans la répartition des rubriques.

---

<sup>92</sup> *Ibid.*

<sup>93</sup> EVENO Patrick. *Histoire du journal Le Monde : 1944-2004*. Paris : Albin-Michel, 2004, 720 p., p. 273.

<sup>94</sup> Entretien avec Gabriela Cañas réalisé en visioconférence, le 1 mai 2019.

<sup>95</sup> Les rédactions québécoises, quel que soit le type de média, ne comptent que 13 % de journalistes femmes en 1972 (puis 19 % en 1987), SAINT-JEAN Armande. *L'éthique de l'information* [en ligne]. Montréal : Presse de l'université de Montréal, 2002. Disponible sur : « <https://books.openedition.org/pum/15609?lang=fr#ftn3> » (consulté le 14 juin 2021).

En effet, dans un quotidien d'information générale, certaines sont plus prestigieuses que d'autres. Selon Bel Carrasco, « en todos los medios responden más o menos a un mismo patrón: Política (Reina Madre), Economía (Delfín del Reino), Comarcas, Sociedad, Cultura (Cenicienta)... »<sup>96</sup>. Durant la Transition, les hommes ont souvent la charge de l'actualité la plus impérieuse, la plus urgente, celle qui fait les titres. Les femmes, en revanche, se chargent généralement de rubriques moins convoitées. Inés García-Albi explique :

Las asignaturas maría eran aquellas por las que no había que preocuparse, que se aprobaban sin estudiar y donde los profesores no eran exigentes. Entre las marías más famosas estaban la religión, el dibujo y el deporte. Pues bien, la sección de cultura siempre se ha considerado una de las marías del periodismo, junto a sociedad y deportes. Antaño, cuando las secciones no estaban tan delimitadas, la compañera de cultura era sociedad. Incluso en algunos medios siguen estando juntas, como hermanas, a pesar de ser disciplinas muy diferentes. En cultura aterrizan muchas de las mujeres que hacen prácticas en los diarios. Siempre ha sido una sección muy femenina, y en la que antes han llegado a ejercer el mando. [...] Ha sido un campo de pruebas para el mando femenino. Hoy por hoy, el buque cultural está comandado indistintamente por hombres y mujeres, aunque la tripulación sigue siendo de mayoría femenina. No se puede decir lo mismo del mundo de la crítica cultural, donde los nombres femeninos brillan por su ausencia<sup>97</sup>.

Ainsi, les rubriques essentielles à l'information du jour (*hard news*) seraient réservées aux hommes alors que les rubriques facultatives, celles dont la publication n'est pas urgente (*soft news*), reviendraient aux femmes. *El País* et *La Vanguardia* obéissent-ils à ce schéma ?

Pour le quotidien catalan, globalement, oui. La quasi-totalité des rédactrices de *La Vanguardia* travaillent dans les rubriques « marías » ou écrivent sur des sujets dits « féminins ». À l'occasion du centenaire du journal, Jaime Arias, un des sous-directeurs, publie un article spécial sur une double page en couleur. Dans ce texte intitulé « El engranaje informativo », il présente les coulisses de la rédaction en proposant aux lecteurs de se fondre dans la peau d'un observateur anonyme et de déambuler, le temps d'une journée, parmi les bureaux et les machines à écrire. Tout au long de ce circuit imaginaire, Jaime Arias explique les différentes étapes de fabrication du quotidien et en présente les principaux acteurs. Entre le personnel administratif, la direction, les journalistes fixes et les collaborateurs, il cite en tout plus de 150 noms<sup>98</sup>. Parmi eux, huit femmes journalistes : María del Pilar Comín, Margarita Saénz-Díez, Ángeles Masó, Rosa María Cort, María Asunción Guardia, María Dolores Massana, Olga

---

<sup>96</sup> CARRASCO. Periodista..., art. cit.

<sup>97</sup> GARCÍA-ALBI, *op. cit.*, p. 183-184.

<sup>98</sup> ARIAS Jaime. El engranaje informativo. *La Vanguardia*. 1 février 1981, p. 3 et 47.

Spiegel et Teresa Bagaría. Pour Jaime Arias, ces professionnelles font donc partie des personnages emblématiques de la rédaction, de ceux qui, jour après jour, donnent vie à *La Vanguardia*. Or, presque toutes ces femmes sont affectées aux *soft news*. En effet, María del Pilar Comín est la spécialiste « mode » du journal. Entre juin 1976 et octobre 1982, elle signe environ 290 articles. La grande majorité – plus de 260 d’entre eux – sont consacrés aux dernières tendances vestimentaires et à l’actualité des podiums<sup>99</sup>. María Asunción Guardia, Rosa María Cort et Olga Spiegel, elles, contribuent toutes trois à la culture, rubrique « maría » par excellence selon Inés García-Albi. María Asunción Guardia et Rosa María Cort couvrent l’actualité culturelle catalane alors qu’Olga Spiegel rédige les comptes-rendus de grands mouvements et évènements artistiques<sup>100</sup>. En revanche – et en ce sens, *La Vanguardia* illustre à nouveau les propos d’Inés García-Albi – c’est à un homme, Fernando Gutiérrez, que le journal confie la critique culturelle<sup>101</sup>. De même, dans un article concernant les cadeaux à offrir à Noël, Soledad Balaguer propose d’acheter des livres aux enfants et conseille aux lecteurs de se fier aux avis de ses confrères : « Rosa María Cort le informa semanalmente de las últimas novedades infantiles, de la misma forma que Lluís Permanyer le tiene al tanto de los best-sellers »<sup>102</sup>. C’est donc à une femme – à une mère ? – que l’on confie un genre littéraire mineur alors que l’actualité des *best-sellers* est couverte par un homme. D’ailleurs, Soledad Balaguer n’est pas citée dans l’article anniversaire mais elle aussi fait partie de l’équipe de rédaction et elle aussi se voit majoritairement confier des articles culturels et sociétaux<sup>103</sup>.

La majorité des femmes journalistes de *La Vanguardia* se consacrent donc aux *soft news*. Leurs articles proposent des informations non prioritaires, c’est-à-dire des informations que la rédaction ne considère pas comme essentielles à l’actualité du jour et qui peuvent donc attendre avant d’être publiées. Et, effectivement, les signatures féminines n’apparaissent pas quotidiennement dans le journal mais se concentrent sur la fin de semaine, au cœur de la rubrique *Fin de Semana* et du supplément en couleur intégré à l’exemplaire dominical. La hiérarchie entre hommes et femmes s’établit donc non seulement au niveau des rubriques pour lesquelles ils travaillent mais aussi au niveau du moment de la semaine où leur nom apparaît dans le journal. Les femmes sont renvoyées au samedi et au dimanche, à la partie « détente »

<sup>99</sup> Les autres s’intéressent aux thèmes touristiques, culturels ou religieux qui sont majoritairement publiés à la fin du journal.

<sup>100</sup> À titre d’exemple, cet article sur la rétrospective sur Magritte organisée par le Centre Pompidou : SPIEGEL Olga. Magritte, de la lógica al misterio. *La Vanguardia*. 8 avril 1979, p. 49.

<sup>101</sup> ARIAS, El engranaje..., art. cit., p. 3.

<sup>102</sup> BALAGUER Soledad. Por Navidad, regale cultura. *La Vanguardia*. 16 décembre 1979, p. 55.

<sup>103</sup> À titre d’exemple, cet article sur Picasso : BALAGUER Soledad. Más de ciento cincuenta grabados de Picasso para el museo de la calle de Montcada. *La Vanguardia*. 25 août 1979, p. 12, ou cet article sur le tourisme à Cadix : BALAGUER Soledad. La vuelta a Cádiz, en caballo. *La Vanguardia*. 24 juin 1979, p. 47.

du quotidien alors que les hommes se consacrent à l'information principale. D'ailleurs, à quelques exceptions près, Olga Spiegel et María Dolors Massana, écrivent exclusivement pour le supplément dominical<sup>104</sup>. María Dolors Massana, spécialisée dans les articles de société sur l'Amérique du Nord, devient même responsable de la rubrique *Fin de Semana*<sup>105</sup>. Les femmes travaillant à plein temps dans la rédaction se chargent donc essentiellement de l'aspect « magazine » du quotidien<sup>106</sup>.

Toutefois, il existe deux exceptions : celle de Margarita Saénz-Díez et de Teresa Bagarí. La première, on l'a vu, devient rédactrice en chef de la rubrique de politique catalane. La deuxième est plus polyvalente. Cette ancienne championne de golf rédige les comptes-rendus des derniers événements de la discipline, dans la rubrique ô combien masculine *Deportes*<sup>107</sup>, de nombreux reportages légers pour l'édition du dimanche<sup>108</sup> ainsi que, plus ponctuellement, quelques articles de politique nationale<sup>109</sup>. Ces journalistes parviennent donc à s'imposer dans des pré carrés masculins comme la politique et le sport.

Certes, il serait tentant de balayer d'un revers de main ces deux contre-exemples. En effet, Margarita Saénz-Díez est nommée rédactrice en chef de la rubrique de politique catalane. Or, même si traiter le sujet est important pour le journal<sup>110</sup>, il n'en reste pas moins qu'il s'agit d'une rubrique régionale, donc secondaire par rapport à *España* qui traite de la politique nationale. De même, on pourrait estimer que le parcours atypique de Teresa Bagarí explique son statut particulier au sein de la rédaction. Toutefois, le fait que ces deux journalistes aient la possibilité d'évoluer dans des domaines si fortement dominés par leurs collègues masculins montre que la direction de *La Vanguardia* ne s'oppose pas, par principe, à l'avancement des femmes. D'ailleurs, avant de se spécialiser assez durablement sur les thématiques culturelles et sociétales, Soledad Balaguer publie un cycle de quatre reportages politiques sur le Front Polisario<sup>111</sup>. Elle passe plusieurs semaines en tant qu'envoyée spéciale en Algérie et le journal

---

<sup>104</sup> Contrairement à celui d'*El País*, il ne s'achète pas à part, il est intégré aux autres pages.

<sup>105</sup> ARIAS, El engranaje..., art. cit., p. 3.

<sup>106</sup> Pour le moment, nous laisserons de côté les collaboratrices ponctuelles. D'une part, parce que la plupart interviennent peu dans le journal donc leurs articles ne peuvent illustrer de tendance générale, d'autre part, parce que certaines tribunes feront postérieurement l'objet d'un commentaire spécifique.

<sup>107</sup> À titre d'exemple : BAGARÍA Teresa. Espero que el golf me dé muchas más satisfacciones y pueda vivir de él. *La Vanguardia*. 9 août 1982, p. 21.

<sup>108</sup> Sur le tourisme ou l'éducation par exemple comme : BAGARÍA Teresa. La banda de Nueva Orleans. *La Vanguardia*. 31 décembre 1978, p. 41.

<sup>109</sup> À l'instar de l'article suivant : BAGARÍA Teresa. La CSCE, pendiente del debate sobre Polonia. *La Vanguardia*. 6 février 1982, p. 12.

<sup>110</sup> *La Vanguardia* a conscience de l'importance de couvrir le sujet autonomiste qui refait surface dans la société catalane et intéresse les lecteurs, BARRERA, NOGUÉ, *op. cit.*, p. 254.

<sup>111</sup> BALAGUER Soledad. En la noche helada del desierto, los saharauis se agrupan en torno al transistor que les lleva noticias de su pueblo. *La Vanguardia*. 28 janvier 1976, p. 23. El pueblo saharauí, cuyo número exacto se desconoce, sigue en busca de una patria. *La Vanguardia*. 29 janvier 1976, p. 25. Se acumulan los trágicos relatos

publie ses articles dans la rubrique *Información del extranjero*. Elle goûte donc, même si ce n'est que ponctuellement, à une rubrique un peu plus prestigieuse. Malgré tout, ces exemples ne sont que des exceptions au sein d'une tendance générale. En effet, on ne peut ignorer les différences constatées entre journalistes hommes et femmes quant à leur nombre, aux postes qu'ils occupent dans la hiérarchie du journal, aux thèmes sur lesquels ils écrivent, au moment de la semaine auquel ils sont publiés ou à leur salaire<sup>112</sup>.

Par conséquent, ces exceptions nous permettent de conclure que *La Vanguardia* ne discrimine pas spécifiquement les femmes mais qu'il n'exerce aucune politique volontariste sur la question de l'égalité des sexes au travail. Le journal n'est pas du tout sensibilisé au thème. Cette différence s'explique par une convergence de facteurs.

Tout d'abord, la moyenne d'âge de la direction et de la rédaction, plus élevée que celle des derniers quotidiens sortis en kiosque dont *El País*, tend à davantage de conformisme. Le respect des traditions, valeur chère au journal, ne le pousse pas non plus à révolutionner ses pratiques. En outre, parmi les nouveaux titres, beaucoup sont basés à Madrid, donc on peut supposer que les jeunes professionnelles se tournent davantage vers la capitale que vers Barcelone pour trouver du travail. Enfin, rappelons que TISA connaît des années sombres. La dynamique n'est donc pas à l'embauche. Tous ces facteurs expliquent l'inertie de *La Vanguardia* dans sa gestion du personnel. Margarita Sáenz-Díez explique d'ailleurs qu'à l'époque, la question de l'intégration des journalistes aux postes de direction ne se posait même pas : « No se hablaba. [...] La redacción de *La Vanguardia* no era excesivamente reivindicativa en el tema de la igualdad de género. Mejor dicho, no era significativa en ese capítulo »<sup>113</sup>. Selon la journaliste, durant la Transition, aucune femme de l'équipe ne se plaint d'un quelconque plafond de verre et ce, pour deux raisons :

primero, porque había pocas mujeres en la redacción, y en segundo lugar [...] ese reclamo entonces no había madurado, al menos en *La Vanguardia*. *El País* era una redacción mucho más joven. En cambio, la

---

de los protagonistas de un dramático éxodo. *La Vanguardia*. 31 janvier 1976, p. 23. Se intenta conseguir una república no alineada, popular y democrática. *La Vanguardia*. 4 février 1976, p. 23.

<sup>112</sup> À partir des années 2000, l'écart salarial entre les hommes et les femmes dans le monde médiatique est très documenté. Il n'existe en revanche que peu de données concernant les années 1970 et 1980. Toutefois, selon L'*Anuario Estadístico* de 1976 réalisé par l'INE, pour l'activité « Imprentas y editoriales », quel que soit le poste occupé, les femmes gagnent moins que les hommes : INE. *Anuario Estadístico de 1976. Número de trabajadores y retribución media por hora trabajada* [en ligne]. Disponible sur : « <https://www.ine.es/inebaseweb/pdfDispacher.do?td=128658&ext=.pdf> » (consulté le 14 juin 2021), chapitre VIII, p. 311.

<sup>113</sup> Entretien téléphonique avec Margarita Sáenz-Díez, réalisé le 31 octobre 2020.



redacción de *La Vanguardia* era una redacción masculina mayoritariamente poco reivindicativa. Por tanto, en ese punto, al menos que yo lo viviera, no se daba esa dificultad<sup>114</sup>.

Ainsi, l'inégalité de traitement entre les hommes et les femmes de *La Vanguardia* tient davantage à la passivité de la direction et de la rédaction qu'à un rejet des femmes. Peut-être aussi estime-t-il ce mouvement négligeable au regard du reste de l'actualité de l'époque ou le juge-t-il en inadéquation avec ses valeurs. Il est aussi probable qu'occupé par d'autres sujets, le journal ne songe même pas à la possibilité d'appliquer les demandes féministes à son propre fonctionnement. Une étude postérieure vient, en partie, éclairer la question.

Dans les années 1990, une équipe de chercheurs – Juana Gallego, Elvira Altés, María Eugenia Melús, Jaume Soriano et María José Cantón – s'installe plusieurs jours dans les locaux des principaux quotidiens nationaux afin de déterminer les relations entre hommes et femmes au sein des rédactions ainsi que la place des professionnelles dans l'élaboration de l'information. Ils constatent que les équipes de *La Vanguardia* ne maîtrisent pas le concept de genre :

los asuntos que tienen connotaciones sexuales o relación con las cuestiones de género est[á]n trufados de comentarios jocosos [porque] sencillamente se ignor[a] la posibilidad de promover temas con lo que hemos denominado perspectiva de género [...] puesto que se desconoce su significado<sup>115</sup>.

Les chercheurs ajoutent également qu'au « desconocimiento de en qué consisten los temas relativos al género se une la incomodidad que produce abordar algunos de ellos »<sup>116</sup>. Ce constat fait état de la situation des années 1990, soit vingt ans après la période étudiée, ce qui laisse à penser que dans les années 1970-1980, la rédaction n'était pas non plus sensibilisée à ces thèmes. Quelle qu'en soit la cause – méconnaissance, négligence ou rejet –, la direction de *La Vanguardia* n'applique pas la philosophie féministe à son fonctionnement interne. L'identité du journal est claire et chacun s'y conforme. La rédaction ne revendique pas de changement que la direction n'encourage pas au préalable. De fait, les journalistes ont conscience de travailler pour une véritable institution médiatique et ne s'attachent pas à la transformer. « Todos sabíamos el marco en que estábamos trabajando » rapporte Margarita Sáenz-Díez<sup>117</sup>. Son collègue Vladimir de Semir va dans le même sens : « había una censura para los grandes

---

<sup>114</sup> *Ibid.*

<sup>115</sup> GALLEGO, *La prensa ... op. cit.*, p. 246.

<sup>116</sup> *Ibid.*, p. 262.

<sup>117</sup> Entretien avec Margarita Sáenz-Díez, réalisé par téléphone le 31 octobre 2020.

temas y había una censura interna. Cada uno sabía lo que podía publicar »<sup>118</sup>. D'ailleurs, le journaliste explique que la thématique de l'égalité homme / femme était encore trop récente pour que les équipes n'envisagent de l'appliquer au fonctionnement interne du périodique<sup>119</sup>.

Sur certains aspects, la situation est similaire à *El País*. Tout d'abord, parce que la répartition des jours de la semaine suivant le sexe des journalistes est la même. Certes, un petit noyau d'employées écrit pour l'édition quotidienne mais c'est avant tout en fin de semaine que se concentre le travail féminin. Rosa Montero explique que, de la même façon, dans l'équipe du supplément dominical d'*El País* il y a très peu d'hommes. Selon elle, en 1981,

había muchas más colaboradoras, es decir había más mujeres subcontratadas que hombres dentro del mismo nivel de bondad periodística. Casi todo el suplemento dominical se hacía con colaboradoras, lo que era como un principio de machismo. Eran buenisimas –pero estaban subcontratadas– entonces cuando hacíamos las reuniones con todo el mundo había un montonazo de mujeres y uno o dos hombres, nada más<sup>120</sup>.

Parmi ces femmes se trouvent des journalistes comme Gabriela Cañas, Soledad Ortega ou Mercedes Puyo<sup>121</sup>. La plupart ne sont que collaboratrices, c'est-à-dire que leur situation professionnelle est plus précaire que certains de leurs collègues puisqu'elles ne bénéficient pas d'un poste fixe.

En outre, comme à *La Vanguardia*, la plupart des journalistes qui travaillent pour *El País* écrivent dans les rubriques *Cultura* et *Sociedad*. C'est le cas de Bel Carrasco, de Rosa María Pereda, de Joaquina Prades ou de Lola Galán, qui de surcroît, débute dans le supplément dominical. Cette situation s'enracine dans le temps.

Ainsi, dans les années 1990, en parallèle de l'observation menée à *La Vanguardia*, le groupe de chercheurs de Juana Gallego s'installe à *El País*. Plus de vingt ans sont alors passés depuis la première édition du 4 mai, pourtant, l'étude confirme que les femmes sont encore davantage assignées aux *soft news* que les hommes et elle insiste sur le cercle vicieux engendré par cette répartition : en travaillant pour des rubriques considérées comme secondaires, les femmes sont vues comme moins compétentes que les journalistes de *Nacional* ou *Economía*. L'attribution des rubriques a donc une incidence sur l'image, voire sur la carrière, de chacun. Si certaines thématiques ont le pouvoir d'anoblir le statut d'un rédacteur, d'autres en revanche

---

<sup>118</sup> Entretien avec Vladimir de Semir réalisé le 5 octobre 2021, en visioconférence.

<sup>119</sup> *Ibid.*

<sup>120</sup> Entretien avec Rosa Montero réalisé le 24 avril 2019, à Madrid.

<sup>121</sup> BLAS, in : Asociación "Mujeres en la Transición democrática", *loc. cit.*

peuvent ébranler la considération professionnelle qu'on lui porte. De fait, plusieurs études<sup>122</sup> sur les liens entre genre et travail mettent en évidence une dévalorisation des qualités du travail féminin.

À travers l'assimilation des compétences professionnelles des femmes et des qualités « naturelles » associées à leur rôle dans la sphère privée se joue ainsi un processus de négation de ces compétences comme des qualifications, redevables d'une reconnaissance professionnelle et économique<sup>123</sup>.

Les chercheurs en arrivent aux mêmes conclusions après leur observation à *El País* :

Curiosamente, tanto para las secciones, como para los contenidos y los profesionales que se hacen cargo de ellos, los temas *blandos* son aquellos donde se concentra más presencia femenina, con lo cual se entra en otro de los bucles perversos, según el cual, a las mujeres les interesan más los temas *blandos*, en los que, lógicamente, hay más mujeres implicadas; pero como estas cuestiones se restringen a unas secciones y se categorizan como de menor importancia por los mismos profesionales, la vulnerabilidad que recubre esa clasificación se extiende a las periodistas que se especializan en ellos<sup>124</sup>.

Toutefois, l'équipe de Juana Gallego explique que certains travailleurs – souvent des femmes puisque leur proportion est plus élevée dans les rubriques concernées – déjouent ce mécanisme de dévalorisation à travers des stratégies permettant de prioriser un article par rapport à un autre. Ils lui font prendre du galon, le passant ainsi du statut de *soft news* à *hard news*<sup>125</sup> :

Como consecuencia, una estrategia habitual para evitar que un asunto deje de publicarse es *endurecerlo*, es decir, despersonalizarlo, adjudicarle una perentoriedad y construirlo como información objetiva. Así, los contenidos de Sociedad han incrementado su repertorio de temas duros mediante las noticias de descubrimientos científicos, de investigación espacial, medio ambiente, legislación, infraestructuras, etcétera. Otro de los recursos empleados en este proceso es el de politizar aquellos temas que tienen una clara implicación humana [...] de manera que esa perspectiva convierta en importante una cuestión que podría ser considerada menor<sup>126</sup>.

---

<sup>122</sup> Par exemple, l'ouvrage *Le Prix des sentiments. Au cœur du travail émotionnel* d'Arlic Hochschild sur le travail des hôtesse de l'air, cité par BÉRÉNI, CHAUVIN, JAUNAIT, REVILLARD, *op. cit.*, p. 249.

<sup>123</sup> *Ibid.*

<sup>124</sup> GALLEGO, *La prensa...*, *op. cit.*, p. 166-167.

<sup>125</sup> L'équipe de chercheuses traduit le concept de *hard* et *soft news* par *contenidos duros* et *contenidos blandos*. En s'appuyant sur les travaux de la néerlandaise Liesbest Van Zooner, elles définissent les contenus *blandos* de la façon suivante : personnalisation de l'article ou intérêt pour un groupe et un mouvement social, thématisation d'une tendance sociale plus que présentation d'un événement isolé, actualité durable qui n'impose pas de publication urgente, prédominance des reportages et des interviews sur d'autres styles de texte.

<sup>126</sup> GALLEGO, *La prensa...*, *loc. cit.*

Les conclusions de l'équipe de chercheurs prouvent que la différence de statut entre hommes et femmes au sein de la rédaction d'*El País* est une question de fond, qui perdure bien après la Transition. Gabriela Cañas confirme la dévalorisation professionnelle de celles et ceux qui, au début des années 1980, écrivaient sur les thématiques dites « féminines » :

Hablar de feminismo, hablar de mujeres, no se consideraba como un periodismo serio. *El País* ha sido siempre un periódico muy político, menos mal ahora está abriéndose paso a otro tipo de cosas, pero siempre ha sido y sigue siendo un periódico muy político. Por tanto, el periodismo serio se consideraba que era la política nacional e internacional, la economía... y por tanto a eso se dedicaban todos los hombres y algunas mujeres. Digamos que el tema “mujeril” como decían de forma peyorativa, no era muy serio. Es verdad que se hacía ya reportajes de mujeres, mujeres presas, el aborto, etcétera, pero no llegábamos al nivel de ahora, sin duda<sup>127</sup>.

Par conséquent, selon l'équipe de chercheurs de Juana Gallego, dans les années 1990, certaines journalistes font en sorte d'éviter les sujets « féminins » afin de ne pas être accusées de manque de professionnalisme et de partialité<sup>128</sup>.

Au contraire, celles et ceux qui aspirent à offrir une place à ces thématiques au sein de l'actualité quotidienne insistent. En effet, dans les années 1970 et 1980, les journalistes se voient contraint de batailler pour imposer des thèmes nouveaux aux côtés de sujets considérés comme plus « politiques » et donc, prioritaires. Gabriela Cañas raconte une anecdote révélatrice du manque d'enthousiasme de ses collègues au moment de couvrir les violences envers les femmes. En 1984, alors qu'elle est rédactrice en chef de *Sociedad*, elle assiste aux réunions de rédaction qui, chaque semaine, fixent les grands thèmes des éditoriaux. Elle est alors la seule femme et, face au manque de considération de ses collègues, elle peine à imposer ses opinions :

Yo, en estas reuniones, me sentía tan sola... estaban catedráticos de la universidad, filósofos, siempre eran los jefes de cada sección, los jefes del periódico y luego unos sabios –siempre hombres, obviamente—. Tú, cuándo querías hablar de estos temas, estabas tan sola, te sentías tan en minoría [...]. Aparte, tú no eras considerada una sabia, ni mucho menos, simplemente eres la responsable de una sección<sup>129</sup>.

Elle revient également sur la réaction outrée du conseil de rédaction lorsqu'elle suggère de diminuer l'espace dédié à l'ETA afin de couvrir davantage les violences contre les femmes :

---

<sup>127</sup> Entretien avec Gabriela Cañas réalisé en visioconférence, le 1 mai 2019.

<sup>128</sup> GALLEGO. *La prensa...*, op. cit., p. 224.

<sup>129</sup> Entretien avec Gabriela Cañas réalisé en visioconférence, le 1 mai 2019.

Fue cuando yo dije que me parecía que tratábamos demasiado el tema de ETA. Yo pensé: no damos los asesinatos de mujeres a manos de hombres cuando hay tantas mujeres que están muriendo por este tipo de terrorismo (lo podríamos llamar de otra forma). Y bueno, no sabes la que montaron mis compañeros hombres. Me dijeron que esta comparación no tenía ningún sentido y que además, ETA era un problema político y que yo estaba hablando de otra cosa<sup>130</sup>.

De même, Rosa Montero se souvient que la rédaction couvrait volontiers ce qu'elle appelle « les grandes campagnes » – celle du divorce, de l'avortement ou de l'adultère –, mais que ses compagnons ne voyaient pas l'intérêt de parler d'autres sujets défendus par le mouvement féministe tels que les violences au sein du couple ou la discrimination quotidienne et qu'il fallait alors insister pour leur trouver un espace dans le journal<sup>131</sup>.

L'organisation des ressources humaines d'*El País* présente donc des caractéristiques similaires à celles de *La Vanguardia* : les femmes ont moins accès à l'actualité vibrante de la Transition. Elles se consacrent davantage à l'information sociale, culturelle et aux sujets les moins convoités que le journal traite dans les rubriques secondaires, celle qui arrivent dans les dernières pages ou dans le supplément dominical. Néanmoins, la comparaison ne va pas au-delà de ces considérations générales. En effet, alors même que son équipe est plus réduite, *El País* emploie plus de femmes que son concurrent<sup>132</sup>. En outre, on l'a vu, plusieurs d'entre elles – Rosa Montero, Karmentxu Marín, Soledad Álvarez-Coto, Soledad Gallego-Díaz – intègrent des postes clefs, privilège uniquement réservé à Margarita Sáenz-Díez à *La Vanguardia*<sup>133</sup>. Les choix d'*El País* peuvent paraître paradoxaux. Le journal mérite que l'on s'attarde sur ses contradictions.

#### **IV. 2. C. *El País*, une rédaction machiste ?**

Sur la question du sexisme de la rédaction, les professionnels interrogés divergent. Ángel Sánchez Harguindey, Josefa Gutiérrez, Rosi Rodríguez, Karmentxu Marín et Lola Galán expliquent n'avoir ressenti aucun machisme de la part de l'équipe. Les deux dernières

---

<sup>130</sup> *Ibid.*

<sup>131</sup> Entretien avec Rosa Montero réalisé le 24 avril 2019, à Madrid.

<sup>132</sup> Rappelons tout de même que ce n'est pas parce qu'un journal emploie plus de femmes qu'il est automatiquement plus sensible à la condition féminine ou même que les professionnelles qu'il a recrutées le sont. La réflexion doit dépasser le simple décompte.

<sup>133</sup> Avec les limites que l'on connaît : il s'agit d'un poste de politique locale qui circonscrit les possibilités d'action de Margarita Sáenz-Díez à ce domaine bien précis. Elle n'a pas de pouvoir réel sur l'ensemble de la rédaction.

nuancent néanmoins : la rédaction étant à l'image de la société espagnole de l'époque, un regard contemporain la jugerait différemment aujourd'hui. Pour Lola Galán,

la sociedad ha cambiado mucho en estos años. Lo que antes era considerado normal, ahora sería diferente. Cuando trabajaba en *El País*, era normal que los hombres te dijeran cosas en la calle, era algo que pasaba y ahora es rarísimo, ahora es impensable. En ese mismo sentido, la redacción se parecía a la sociedad. Un poquito mejor que en la calle porque en *El País* éramos jóvenes, entusiastas y amantes de una profesión y porque nos parecía que, con el periódico, renovábamos completamente la sociedad<sup>134</sup>.

Ainsi, Rosi Rodríguez et Karmentxu Marín se remémorent des remarques ou des attitudes équivoques qui seraient déplacées aujourd'hui, mais qui à l'époque, ne portaient pas à conséquence sur le plan professionnel. Pour Karmentxu Marín, il s'agissait plutôt d'un machisme « subtil » lié à la période mais qui n'empêchait pas une attitude générale « muy cordial »<sup>135</sup>.

Par ailleurs, pour certaines journalistes ayant évolué dans la rédaction à l'époque de la Transition, il est normal que les sujets « féminins » soient majoritairement traités par les femmes car ils suscitent chez elles plus d'intérêt. Selon Lola Galán, « seguramente las mujeres nos sentiríamos más sensibilizadas con algunos temas, por eso los escribíamos »<sup>136</sup>. La journaliste explique, en outre, que confier ce genre de thèmes à un homme pourrait éveiller les critiques :

Darfa lugar a ciertas sospechas: “¿Por qué defiende o informa sobre estos temas? Es alguien que no los puede conocer tan de cerca”. Porque, indudablemente, aunque hay muchísimas mujeres que son más machistas que los hombres, en general, uno piensa que los problemas que afectan directamente a la mujer pues tiene que conocerlos mejor una mujer, los tiene que vivir más de cerca<sup>137</sup>.

De fait, certains courants féministes de l'époque, en particulier le mouvement radical, estiment que les hommes ont spolié la parole de femmes et leur ont ainsi retiré le pouvoir d'agir sur la vie publique. Pour ces groupes non mixtes, comme le Colectivo Feminista de Barcelona mené par Lidia Falcón, le discours masculin sur des sujets liés aux femmes est illégitime car seules les « victimes » – selon le lexique d'usage – doivent pouvoir s'exprimer. Rappelons d'ailleurs que *Vindicación Feminista*, magazine fondé par Lidia Falcón et Carmen Alcalde,

---

<sup>134</sup> Entretien avec Lola Galán réalisé le 25 avril 2019, à Madrid.

<sup>135</sup> Entretien avec Karmentxu Marín réalisé le 25 avril 2019, à Madrid.

<sup>136</sup> Entretien avec Lola Galán réalisé le 25 avril 2019, à Madrid.

<sup>137</sup> *Ibid.*

n'est signé que par des femmes. D'autres militantes sont plus nuancées. Elles ne souhaitent pas réduire les hommes au silence mais leur demandent, dans un premier temps, de se tenir en retrait, comme l'explique la chercheuse Imelda Whelehan :

The mid-'80s signalled a return to an argument that was fiercely debated in the late '60s about the place of men in feminist debate. As I have already outlined, most feminists agreed that women needed space and time to develop their own arguments and theoretical perspectives, because men –regardless of the benignity of their intentions– represented the means by which female discourse could be/ had been absorbed and defused by a patriarchal sleight of hand<sup>138</sup>.

Ainsi, l'implication des hommes sur les sujets féminins reflète le manque d'intérêt mais aussi, peut-être, le manque de légitimité ressentis par certains employés de la rédaction. D'ailleurs, selon Ángel Sánchez Harguindey, l'actualité féministe intéressait les hommes car elle constituait un exemple de mouvement légitime : « supongo que [les interesaba] a unos más que a otros pero en general, el diario estaba a favor de todas las reivindicaciones sociales justas »<sup>139</sup>.

En outre, on l'a vu, les hommes occupent la quasi-intégralité des postes de direction d'*El País*. Or, de l'avis de plusieurs membres l'équipe, les femmes en sont en partie responsables. Ainsi, Rosi Rodríguez, secrétaire du quotidien à partir de 1976, justifie cette situation par « la falta de ambición »<sup>140</sup> des journalistes. En effet, l'éducation, l'absence de modèle ou l'intériorisation du principe de domination masculine pourraient expliquer que certaines renoncent à occuper des postes à responsabilité. De plus, ce type de statut implique davantage d'investissement dans la rédaction. Et justement, à une époque où la charge familiale incombe généralement aux femmes, une partie des journalistes pouvaient décider de privilégier leur vie privée à leur vie professionnelle. Cela expliquerait l'attrait pour le statut de collaboratrice, un statut plus précaire mais qui offre davantage de liberté pour organiser son emploi du temps. De même, le choix de ne pas sacrifier sa vie privée à l'information justifie l'importante proportion de femmes travaillant pour le supplément. Certes, les articles du

---

<sup>138</sup> WHELEHAN Imelda. *Modern feminist thought: from de second wave to post-feminism*. Edimbourg : Edinburgh university press, 1995, 270 p., p. 184. On pourrait traduire cette citation par : « Le milieu des années 1980 a marqué le retour d'un argument âprement débattu à la fin des années 1960 quant à la place des hommes au sein du débat féministe. Comme je l'ai déjà souligné, la plupart des féministes étaient d'accord sur le fait que les femmes avaient besoin d'espace et de temps pour développer leurs propres arguments et perspectives théoriques, car les hommes – en dépit de la bienveillance de leurs intentions – représentaient le moyen par lequel le discours féminin pouvait être / avait été absorbé et désarmé par un tour de passe-passe patriarcal ».

<sup>139</sup> Questions et réponses échangées par courriel en mars 2022.

<sup>140</sup> Entretien avec Rosi Rodríguez réalisé le 26 avril 2019, à Madrid.

*Suplemento dominical*, plus poussés, nécessitent des recherches plus approfondies. Néanmoins, leur rédaction est moins précipitée et permet davantage de souplesse horaire, ce qui contraste avec la pression informative de l'édition quotidienne. D'ailleurs, dans son ouvrage sur le journalisme au féminin, Inés García-Albi parvient à un constat similaire : dans les années 1970, les femmes travaillent davantage pour les magazines que pour les quotidiens<sup>141</sup>. En outre, Rosi Rodríguez et Karmentxu Marín racontent que, durant la Transition, de nombreux journalistes aimaient terminer leurs journées de travail au restaurant ou dans des bars, jusque tard dans la nuit. Or, ces moments de détente sont difficilement accessibles aux mères de famille, ce qui contribue à desservir leur carrière. C'est ce que souligne Margareta Melin-Higgins, dans le cas de la Grande-Bretagne. Cette dernière

pointe l'habitude des hommes journalistes de poursuivre la journée de travail au pub (« *after-hour pub tradition* ») où se décident par exemple les avancements de carrière et se rencontrent aussi les sources. On voit là comment les réseaux informels et les logiques de cooptation jouent en défaveur des femmes dans l'obtention de promotion professionnelle<sup>142</sup>.

Ainsi, l'impact de la charge familiale explique, en partie, l'inégalité entre hommes et femmes au travail et la réticence de ces dernières à occuper des postes sur lesquels s'exerce trop de pression. Selon Gabriela Cañas, cette réticence est d'ailleurs la raison avancée par Juan Luis Cebrián pour expliquer les différences liées au sexe au sein de sa rédaction :

[Juan Luis Cebrián] fue el primero que dio ciertas responsabilidades importantes a mujeres como en aquel momento a Sol Álvarez-Coto que era la jefa de la sección de *Nacional*. La jefa de documentación, que entonces era muy importante porque no había internet y había que hacer piezas de documentación muy sólidas, también era una mujer. Sol Gallego-Díaz [...] era ya muy reconocida por el propio director. Rosa Montero fue una de las primeras redactoras jefas y la nombró Juan Luis Cebrián... Pero siempre se quejaba de algo que nosotras no podíamos combatir. Decía que las mujeres no queríamos responsabilidades y que rechazábamos los puestos<sup>143</sup>.

Dans son ouvrage *Primera Página*, Juan Luis Cebrián explique que, lorsqu'il quitte la direction d'*El País* en 1988, c'est à Soledad Gallego-Díaz qu'il propose de le remplacer. Or,

---

<sup>141</sup> GARCÍA-ALBI, *op. cit.*, p. 81.

<sup>142</sup> DAMIAN-GAILLARD, FRISQUE, SAIITA, in : DAMIAN-GAILLARD, FRISQUE, SAIITA (dir.), *op. cit.*, p. 23.

<sup>143</sup> Entretien avec Gabriela Cañas réalisé en visioconférence, le 1 mai 2019.



celle-ci refuse et c'est pour cela que Joaquín Estefanía est nommé directeur<sup>144</sup>. Rosa Montero abonde, elle aussi, dans ce sens :

a principios del 81, Cebrián, que entonces era director del periódico [...], me ofreció que fuera la redactora-jefa del *Suplemento Dominical* [...]. Yo no quería, no me gustaba el periodismo de dirección y por otra parte me daba miedo como a tantas otras mujeres, coger puestos de poder, como tantas mujeres me daba miedo asumir un puesto de poder y esa fue una de las razones por las que dije que sí porque claro luego decían “se os ofrece puestos a las mujeres y ninguna quiere”. Lo decía Cebrián. Y es verdad<sup>145</sup>.

Ainsi, la sur-représentation masculine aux différents postes serait en partie imputable à l'appréhension des journalistes au moment de s'avancer dans la hiérarchie. Toutefois, cette explication ne peut être la seule réponse donnée au statut dominant des hommes dans le journal et dans l'entreprise car, contrairement à *La Vanguardia*, à *El País*, l'égalité des sexes au travail est un sujet qui est pensé voire débattu. En fait, les aspirations égalitaires du journal s'émaillent en se heurtant à la vie de tous les jours au sein de la rédaction. Certains scrupules féminins contribuent à ralentir l'évolution des pratiques mais ils n'expliquent pas toutes les inégalités. Les discriminations envers les femmes sont également le fruit d'un machisme sous-jacent.

En effet, sur la question des postes à responsabilités, certaines journalistes remettent en question la version des équipes de direction. C'est le cas de Gabriela Cañas. Selon elle, à l'exception de Juan Luis Cebrián, les responsables ne proposent pas de postes importants aux femmes. « Yo creo que no se les ofrecía. Creo que es un mito que los hombres se han inventado, era una excusa perfecta e irrefutable porque ¿cómo vas a rebatir a un tipo si no tienes los datos? »<sup>146</sup>.

De plus, contrairement à leurs collègues, Gabriela Cañas et Rosa Montero évoquent, elles, un machisme sous-jacent qui pouvait peser sur la carrière des journalistes. Rosa Montero explique que, durant la Transition, les hommes de la rédaction soutiennent certaines causes féministes mais que leur attitude générale n'en est pas moins machiste :

había cosas básicas que claro que nos apoyaban como el aborto o el divorcio. Eran cosas básicas sociales y civiles. Pero esto no quiere decir que los hombres de la redacción fueron feministas. Eran paternalistas horriblemente paternalistas. Yo tenía mucho éxito desde joven y tenía que soportar todo el rato que los

---

<sup>144</sup> CEBRIÁN, Primera Página..., *op. cit.*, chapitre 17.

<sup>145</sup> Entretien avec Rosa Montero réalisé le 24 avril 2019, à Madrid.

<sup>146</sup> Entretien avec Gabriela Cañas réalisé en visioconférence, le 1 mai 2019.

periodistas me dieran palmaditas en el hombro y que me dijeran cómo había que hacer las cosas. Eso era en *El País*<sup>147</sup>.

Gabriela Cañas, elle, se souvient que Juan Luis Cebrián souhaite bâtir un journal moderne qui garantisse l'égalité des sexes, y compris dans ses propres locaux, mais qu'il ne parvient pas à imposer cette aspiration personnelle à toute la rédaction. Tout d'abord, à cause d'une sorte d'aveuglement quant à la situation réelle des femmes dans l'entreprise, ensuite, parce qu'il ne peut maîtriser le sexisme d'une partie de ses équipes. Elle explique :

Sí [había machismo en *El País*], aparentemente no, porque era un periódico moderno de gente moderna y joven donde había mujeres muy potentes, pero donde se imponía el criterio y las decisiones masculinas. Yo recuerdo que yo formé parte de los comités de empresa desde el principio y, en los primeros años ochenta, hicimos el primer informe sobre las mujeres en *El País*. El informe era demoledor y recuerdo que hasta a Juan Luis Cebrián, que era el director, le sentó fatal. No admitía que hubiera machismo en *El País*, no admitía que hubiera desigualdad, pero los datos estaban ahí. No me acuerdo exactamente, pero si las mujeres éramos el 30 % de la plantilla, éramos el 5 % de las jefaturas. Era un periódico realmente muy masculino y a los hombres del periódico les sentó muy mal, decían que no era así y que ellos eran súper modernos. Pero nosotras sentíamos que no, que las mujeres muy brillantes escribían mientras que los despachos los ocupaban los hombres, y los siguen ocupando hombres<sup>148</sup>.

Pour Gabriela Cañas, le sexisme se manifeste d'autant plus qu'un poste important est en jeu :

Él [Juan Luis Cebrián] se molestaba mucho por el tema, pero cada vez que nombraba a una mujer se quejaban los hombres. Decían: "pero, cómo es posible que fulanita ocupe este puesto, que es una tía que no sabe nada de nada, que es muy joven...". O sea, había un rechazo por detrás porque por delante ya nadie se atrevía, pero por detrás, las críticas eran feroces para con las mujeres que tenían ciertas responsabilidades<sup>149</sup>.

Or, pour une partie de la rédaction, le problème n'existe pas. Ainsi, malgré les données factuelles indiquant le contraire, Ángel Sánchez Harguindey explique qu'il n'était pas plus difficile pour une femme que pour un homme d'accéder aux meilleures fonctions : « creo que no era fácil para ninguno. No hay que olvidar que un diario es una empresa jerárquicamente

---

<sup>147</sup> Entretien avec Rosa Montero réalisé le 24 avril 2019, à Madrid.

<sup>148</sup> Entretien avec Gabriela Cañas réalisé en visioconférence, le 1 mai 2019.

<sup>149</sup> *Ibid.*

piramidal »<sup>150</sup>. Il rejette également la division genrée des rubriques : « Yo fui jefe de *Cultura*, redactor jefe de *El País Semanal* y responsable de *Opinión* y no creo que se consideraran unas secciones femeninas y otras no. Había mujeres en todas las secciones, de *Internacional* a *Deportes* »<sup>151</sup>.

D'ailleurs, lorsque les journalistes d'*El País* ont été sollicités pour s'exprimer sur la question dans le cadre de cette thèse, hommes et femmes ont adopté des attitudes opposées. En effet, la quasi-totalité des journalistes femmes contactées a immédiatement donné son accord pour participer. À l'inverse, parmi la dizaine d'hommes contactés, et malgré la réitération des demandes, seul Ángel Sánchez Harguindey a accepté de témoigner. Peut-être qu'aux yeux de ces journalistes, il n'y a pas d'intérêt à évoquer la place des femmes dans les rédactions, qu'il ne s'agit pas d'un sujet pertinent, ou peut-être craignent-ils qu'une représentation moins idéalisée de cette période ne vienne entacher leurs souvenirs.

Pourtant de son côté, Rosa Montero se rappelle également avoir affronté de fortes critiques de la part d'un groupe de collègues mais aussi de José Luis Martín Prieto, adjoint à la direction du journal, au moment de sa nomination en tant que rédactrice en chef du supplément, certains faisant même « campaña contra [ella] »<sup>152</sup>. Une fois en poste, elle transforme les habitudes de travail en diminuant le poids de la hiérarchie. Par exemple, elle encourage la prise de décision horizontale en organisant des réunions avec toute l'équipe<sup>153</sup>. À l'époque, la plupart des travailleurs du supplément étant des femmes, ces réunions sont vite baptisées le *gineceo* par certains collègues. À leur tour, certains hommes nomment leurs propres tables rondes le *comapa* (*Comité Machista de El País*)<sup>154</sup>. La plaisanterie est anodine mais elle conforte aussi les attitudes sexistes de certains employés, hommes comme femmes. En outre, ces noms renforcent l'idée que le travail des femmes est moins professionnel que celui des hommes. En effet, le gynécée grec renvoie à des appartements réservés aux femmes. Il fait donc partie de la sphère privée, voire de l'intime. Le comité, en revanche, s'inscrit sans équivoque dans le monde

---

<sup>150</sup> Questions et réponses échangées par courriel en mars 2022.

<sup>151</sup> *Ibid.*

<sup>152</sup> Entretien avec Rosa Montero réalisé le 24 avril 2019, à Madrid.

<sup>153</sup> Rosa Montero décide de modifier les pratiques de direction mais il s'agit d'un choix personnel. Il ne suffit pas de confier les commandes d'une équipe à une femme pour assister à une révolution des façons de faire. Une entreprise médiatique ne devient pas féministe simplement parce qu'une femme en devient responsable. Cette dernière peut tout à fait reproduire les modèles de management classique. Être une femme ne signifie donc pas automatiquement s'engager contre les discriminations liées au sexe, ce qui s'explique par un manque de convictions sur le sujet ou la volonté de se faire accepter par ses pairs. C'est ce que montrent par exemple Marsha Barber et Ann Rahaula dans leur article « A Portrait of Women as Newsroom Leaders: A Canadian Perspective ». DAMIAN-GAILLARD, FRISQUE, SAITTA, in : DAMIAN-GAILLARD, FRISQUE, SAITTA (dir.), *op. cit.*, p. 22.

<sup>154</sup> GALLEGO, *La prensa...*, *op. cit.*, p. 114.

du travail ou de la politique, dans la sphère publique en somme. Ces noms choisis par un groupe d'hommes pour se désigner eux-mêmes et désigner leurs collaboratrices matérialisent des conceptions de genre bien ancrées dans les mentalités<sup>155</sup>. Au sujet de son groupe de travail, Rosa Montero se remémore d'ailleurs les moqueries d'une partie de la rédaction :

cuando yo era redactora jefa, el periódico estaba abierto y tenía cubículos de cristal. Entonces yo hice una cosa que no se había hecho hasta entonces –y luego he aprendido que es una manera de actuar típica de las jefaturas femeninas– es que empecé a hacer reuniones de colaboradores una vez a la semana. Eran reuniones horizontales, reuniones de todo el equipo. Eso es típico de las jefaturas femeninas, se ha estudiado después pero entonces yo no lo sabía<sup>156</sup>. Llegué y lo hice. [...] Entonces pasaba la gente por la ventana nos hacían « ji ji ji » y muecas como si fuéramos monos, ¡increíble!<sup>157</sup>

Comme Gabriela Cañas, elle précise l'attention portée par le directeur quant à l'égalité des sexes, une attention qui n'est pas commune à ses collaborateurs : « he de decir que Cebrián era un hombre que estaba a favor de la incorporación de las mujeres, no así el resto de la redacción que era muy machista, era una redacción muy machista, era un país muy machista entonces »<sup>158</sup>.

---

<sup>155</sup> Dans le même ordre d'idées, dans leur ouvrage *Au labeur des dames. Métiers masculins, emplois féminins* (1989), Margaret Maruani et Chantal Nicole étudient le conflit entre dactylos et clavistes. « Au *Clavier enchaîné*, à partir de 1970 et en dépit d'une grève des ouvriers du livre contre l'embauche des femmes, des femmes issues des écoles de dactylos sont employées comme clavistes. Ce nouveau métier, qui accompagne l'introduction de l'informatique, a un contenu formellement identique à celui des correcteurs [...]. Par contre, pour ces mêmes tâches, les clavistes (femmes) et les correcteurs (hommes) jouissent de conditions de travail bien différentes ». Ainsi, le nom donné à chaque activité nourrit la discrimination sexuée du travail, BÉRÉNI, CHAUVIN, JAUNAIT, REVILLARD, *op. cit.*, p. 249-250.

<sup>156</sup> Dans un article sur le *leadership* féminin, Sarah Saint-Michel et Nouchka Wielhorski font l'état de la question. Elles signalent que les nombreuses études sociologiques consacrées à ce sujet ont donné lieu à des résultats disparates et à des conclusions parfois opposées. Certains chercheurs estiment en effet que le genre du leader n'a pas d'impact sur son style de management. C'est le cas, par exemple, d'Eleanor Maccoby et de Carole Nagy Jacklin dans leur ouvrage *The psychology of sex differences* (1974) ou de Karen J. Maher dans son article « Gender related stereotypes of transformational and transactional leadership » (1997). Un des arguments avancés soutient que les chefs exprimeraient davantage les caractéristiques comportementales que la société attend d'eux en tant que leader que les caractéristiques supposément liées à leur genre.

D'autres études concluent au contraire qu'il existe des compétences managériales spécifiques au genre. Par exemple, les femmes seraient plus enclines à établir des relations interpersonnelles avec leur employés alors que les hommes se positionneraient davantage dans des relations verticales basées sur la domination. C'est une des conclusions d'Alice Eagly dans *Sex differences in social behavior: A social-role interpretation* (1987).

Sarah Saint-Michel et Nouchka Wielhorski démontrent quant à elles que si le sexe du responsable n'a pas d'incidence sur son style de direction, il conditionne en revanche la réaction de ses équipes. En effet, selon les chercheuses, en cas d'échec du *leadership* féminin, les salariés se désengageraient davantage de l'entreprise qu'en cas d'échec masculin. SAINT-MICHEL Sarah, WIELHORSKI Nouchka. *Style de leadership, LMX et engagement organisationnel des salariés : le genre du leader a-t-il un impact ?* In : @GRH [en ligne]. 2011, n° 1, p. 13-38. Disponible sur : « <https://hal-paris1.archives-ouvertes.fr/hal-01907955> » (consulté le 6 décembre 2020).

<sup>157</sup> Entretien avec Rosa Montero réalisé le 24 avril 2019, à Madrid.

<sup>158</sup> *Ibid.*

Les journalistes qui perçoivent et sont sensibles au sexisme ambiant peuvent le trouver pesant, en particulier lorsqu'elles occupent des postes prestigieux puisqu'à la pression subie par le poste s'ajoutent des remarques ou exigences liées à leur sexe. Cela expliquerait en partie pourquoi Soledad Álvarez-Coto, responsable de *Nacional*, décide d'abandonner sa position pour celle, moins prestigieuse, d'envoyée spéciale à New-York. La journaliste explique qu'être une femme l'a handicapé au moment de se maintenir à une place si concurrentielle. D'une part parce que son sexe représentait un argument supplémentaire pour remettre en question ses qualités professionnelles : « ¿cómo una sección tan importante podría estar dirigida por una mujer? » pensaient, selon elle, ses collègues<sup>159</sup>. D'autre part, parce qu'il a servi d'excuse pour minimiser son salaire : « siempre he ganado menos que los hombres que tenían el mismo rango. En *El País*, estando de redactora jefa, ganaba menos que el chico de internacional. Discutí y me replicaron: “Pero si no estás casada, ni tienes hijos”. Siempre ha sido así »<sup>160</sup>.

Ainsi, pour moderne et engagé que le journal puisse être, sa rédaction est influencée par les préjugés de son temps. Quant à Juan Luis Cebrián, il ne se serait pas rendu compte de ce sexisme ambiant. Dans son article de mars 1977, Pilar Yzaguirre se plaint, on l'a vu, du manque de femmes dans les instances directive de PRISA. Elle explique cette situation par l'aveuglement de la direction. Tout comme la société, les acteurs d'*El País* sont habitués aux discriminations envers les femmes :

Está tan enraizada en todas las mentes, no ya la preponderancia, sino el protagonismo exclusivo del varón y lo masculino, que este exclusivismo ya no es consciente, esto es, ya no responde a una premeditación, sino que se ha fijado en el subconsciente, allí donde se acumula el conjunto de tradiciones, costumbres y creencias del pasado. [...]

EL PAÍS se proclama liberal, independiente y democrático. Pero no hay democracia donde no concurren todos los sectores de la población, donde no se tiene presente el elemento más marginado de la historia de la Humanidad. Claro que el sexismo de EL PAÍS no es más que el sexismo del país y hasta del mundo todo. Hay que hacer una revolución del inconsciente<sup>161</sup>.

Cet article de Pilar Yzaguirre est publié dans les pages d'*El País*, ce qui montre que la direction et une partie de la rédaction savent ce que certaines féministes leur reprochent. Un regard cynique pourrait également y voir une stratégie de communication, l'occasion pour le journal de balayer d'éventuelles critiques sur son manque d'engagement, une sorte de *mea*

---

<sup>159</sup> GARCÍA-ALBI, *op. cit.*, p. 109-110.

<sup>160</sup> *Ibid.*

<sup>161</sup> YZAGUIRRE (DE). El sexismo..., art. cit.

*culpa* préventif d'autant que Juan Luis Cebrián déclare publiquement être en faveur des mesures de discrimination positive dans la société espagnole mais n'en met aucune en pratique dans le journal<sup>162</sup>. Quelles que soient les motivations qui mènent à la publication de cet article, ce qu'il dénonce est loin d'être infondé. En outre, la probable bonne volonté d'une partie de la rédaction et de la direction d'*El País* n'est pas sans limite.

En effet, certaines femmes parviennent à intégrer *Nacional* ou à occuper des postes importants pour le supplément, mais il existe un pré carré où les hommes règnent sans partage : la rubrique *Opinión*. Selon Soledad Gallego-Díaz, au moins jusque dans les années 2010 et quel que soit le quotidien, très peu de femmes rédigent les tribunes et éditoriaux de cette rubrique<sup>163</sup>. Ainsi, *El País* ne nomme aucune femme en poste fixe à *Opinión* avant 2009 et l'arrivée de Gabriela Cañas<sup>164</sup>. Or, selon la journaliste, « la sección de opinión de *El País* ha sido siempre muy importante, ha sido como el cerebro. Era la que decidía qué eran los temas importantes, cómo tratarlos, cómo abordarlos »<sup>165</sup>. Ainsi, en les écartant de cette rubrique, le journal empêche ses journalistes femmes de réellement peser sur l'opinion. Durant la Transition, *El País* ne propose que très ponctuellement des prises de positions féminines alors que l'opinion masculine, elle, s'exprime tous les jours. Sur ce point, il rejoint son confrère catalan, la rubrique *Tribuna de La Vanguardia* étant presque exclusivement masculine<sup>166</sup>. Par conséquent, les femmes ont très peu de poids sur la ligne éditoriale des deux quotidiens car elles sont presque totalement exclues des pages les plus engagées du journal, ces pages où il se positionne sur l'actualité (dans l'éditorial) ou donne la parole à des personnalités qui, elles aussi, engagent leur parole (dans les tribunes). Il s'agit donc de la rubrique la plus révélatrice de l'identité du titre de presse. Or, les journalistes d'*El País* ne participent pas à cette autodéfinition.

En définitive, *La Vanguardia* est une maison très masculine. Elle emploie peu de femmes, des femmes qui, sauf exception, n'ont pas accès aux postes à responsabilités ni aux rubriques « nobles » mais qui se chargent de l'actualité la moins urgente et des thèmes les plus légers. La plupart de leurs articles sont publiés en fin de semaine, lorsque le journal accorde

---

<sup>162</sup> Il s'agit d'une des mesures de son projet de « revolución tranquila » qu'il expose lors d'une conférence en juillet 1982, à la Universidad Internacional Meléndez y Pelayo de Madrid, GIJÓN Víctor. Cebrián propugna un cambio basado en la reforma burocrática y la liberación femenina. *El País*. 29 juillet 1982.

<sup>163</sup> GARCÍA-ALBI, *op. cit.*, p. 124.

<sup>164</sup> Entretien avec Gabriela Cañas réalisé en visioconférence, le 1 mai 2019.

<sup>165</sup> *Ibid.*

<sup>166</sup> Entre les nombreux commentateurs et éditorialistes – Joan Fuster, Antonio de Senillosa, Alfonso Balcells Gorina, Víctor Reina, ou Guillermo Díaz Plaza – qui signent régulièrement les tribunes, on retrouve très ponctuellement des noms comme Esther Tusquets ou Nuria Pompeia. Cependant, ces femmes ne travaillent pas pour *La Vanguardia* mais y collaborent de temps à autre et n'ont donc pas de poids sur la ligne éditoriale du quotidien.

aux lecteurs une respiration de deux jours après une semaine d'informations plus denses. À l'inverse, *El País* est une maison plus féminine dans laquelle les professionnelles peuvent accéder à des postes à responsabilités. Néanmoins, cette possibilité est limitée puisqu'aucune n'intègre la rubrique d'opinion, « cerveau » du quotidien, ni les postes de direction au sein de PRISA. Durant la Transition, *El País* n'est pas encore parvenu à l'égalité des sexes ni dans le nombre de femmes engagées ni dans la qualité des postes qui leur sont proposés. Plusieurs facteurs expliquent ce constat.

Tout d'abord, la question commence à peine à se poser dans la société espagnole et donc, n'a pas encore fait d'émules dans les entreprises médiatiques. Ainsi, en ce qui concerne *La Vanguardia*, ni la direction ni la rédaction n'y sont sensibles. Dans les années 1970, le quotidien catalan ne s'est pas encore saisi du problème et, par ailleurs, son ADN conservateur ne pousse pas ses employés à la revendication. À *El País*, au contraire, Juan Luis Cebrián comprend que l'égalité hommes / femmes est un symbole de modernité et souhaite que son journal porte cette valeur. Toutefois, il se heurte à des réticences internes de la part de la rédaction, en particulier lorsqu'un poste important est à pourvoir. Les bureaux de la rue Miguel Yuste ne sont effectivement pas imperméables à la mentalité de la société postfranquiste, machiste à l'occasion. Juan Luis Cebrián estime que son implication sur la question devrait suffire à faire évoluer les attitudes de ses employés or, si l'on en croit les témoignages de plusieurs journalistes de l'époque, ce n'est pas le cas, d'autant que, malgré les efforts annoncés, jamais il ne nomme de femme dans la rubrique ô combien stratégique *Opinión* et ce, malgré avoir affirmé être en faveur de quotas, qu'il n'instaure pas dans sa propre rédaction. Enfin, les travailleuses elles-mêmes ne sont pas toujours désireuses de s'avancer hiérarchiquement. Dans un pays où ce sont les femmes qui organisent la vie familiale, beaucoup d'entre elles préfèrent conserver un poste modeste mais souple plutôt que d'accéder à un statut plus prestigieux mais personnellement exigeant.

Enfin, il convient de considérer l'influence que l'intégration des femmes dans les entreprises et rédactions médiatiques exerce sur le fonctionnement interne des journaux. Nommer des femmes ne suffit pas à rendre un quotidien plus sensible à la question de l'égalité entre les sexes, y compris si ces dernières se trouvent aux postes de direction. D'une part, car toutes les femmes ne sont pas nécessairement engagées contre les discriminations sexistes et d'autre part car, dans le but de favoriser leur intégration dans un milieu majoritairement masculin, certaines évitent de bouleverser les habitudes de l'entreprise. De fait, les récentes analyses sur la division sexuée du travail tendent à prouver que non seulement les organisations



professionnelles reproduisent les inégalités mais aussi qu'elles les produisent<sup>167</sup>. Ainsi, il ne suffit pas de parvenir à la mixité pour obtenir l'égalité des sexes.

Certes, les quotidiens en tant qu'institutions pourraient tâcher d'impulser les changements sociaux, néanmoins, leur raison d'être n'est pas de militer mais d'informer et de générer des bénéfices. D'ailleurs, ils sont façonnés par des journalistes qui ont, peu ou prou, les mêmes *a priori* que le reste de leurs concitoyens. En conséquence, l'évolution des pratiques professionnelles va de pair avec les progressives transformations sociales. Donc, pour influencer les rédactions, les problématiques d'égalité des sexes doivent se situer au cœur du débat public. Or, c'est là tout l'enjeu des luttes féministes de l'époque : amener ces sujets privés sur la scène publique.

À la fin des années 1970, certaines journalistes tentent de faire évoluer le regard du journal sur la question mais elles ne sont pas assez nombreuses et ne disposent pas des moyens, et notamment du pouvoir décisionnel, pour révolutionner les pratiques salariales ou la ligne éditoriale. Si l'on procède par analogie avec les thèses du philosophe Antonio Gramsci, pour transformer le fonctionnement des rédactions, il faudrait que les journalistes agissent comme des « intellectuels organiques » afin de faire adhérer la masse des travailleurs à une autre vision du monde, à un nouveau projet pour le quotidien. Tous les journalistes peuvent jouer le rôle d'intellectuels organiques. En revanche, pour être efficaces, ils doivent disposer des outils nécessaires pour diffuser leurs idées à l'ensemble des travailleurs. Dans notre cas, ce serait par exemple l'idée que le pouvoir du journal est discriminant et qu'il faut encourager la participation active des femmes à la construction de l'information ainsi qu'aux prises de décisions. Si la masse des employés souscrivait à cette conception et acceptait d'y apporter son soutien, alors le fonctionnement de la rédaction pourrait évoluer. Pour se transformer, les journaux nécessitent donc des meneurs du changement<sup>168</sup>. Or, durant la Transition, à *El País* et *La Vanguardia* cela n'a pas été le cas car la voix des potentiels intellectuels organiques ne rencontre pas assez d'écho<sup>169</sup>. Malgré tout, certains cherchent à transformer les mentalités.

Certaines femmes notamment sont désireuses de concilier leur engagement féministe avec leur activité de journaliste. Plusieurs d'entre elles ont participé à des projets parallèles à

---

<sup>167</sup> BÉRÉNI, CHAUVIN, JAUNAIT, REVILLARD, *op. cit.*, p. 224.

<sup>168</sup> HOARE George, SPERBER Nathan. *Introduction à Antonio Gramsci*. Paris : La Découverte, 2019 (1<sup>ère</sup> éd. 2013), 127 p. (Repères : Sciences politiques, droit), p. 27-36.

<sup>169</sup> Une partie de l'explication tient peut-être à leur nombre. En effet, selon de nombreuses études sociologiques, pour qu'une nouvelle idée s'impose, il faut qu'elle soit portée par au moins 25 % des individus d'un groupe. C'est le concept de « masse critique » qui veut qu'« une fois la masse critique atteinte, un petit nombre d'individus fortement engagés peut faire basculer l'opinion publique et bouleverser les conventions sociales solidement établies ». BARONCHELLI Andrea. Face aux conventions sociales, les minorités militantes font la force. *Le Monde*. 29 juin 2018.



l'instar de l'écriture de magazines féministes. Nous verrons si leur travail (notamment le style des textes, le ton, ou le choix des thèmes) s'en est ressenti. Nous le comparerons avec leurs articles dans *El País* et *La Vanguardia*. À l'inverse, nous chercherons aussi à déterminer la place accordée par les quotidiens aux femmes qui se consacrent pleinement à leur activisme mais qui collaborent ponctuellement avec eux.

### IV. 3. Concilier journalisme et activisme

Pour mener à bien cette étude, il est nécessaire de faire un détour par la presse féministe. Durant la Transition fleurissent des dizaines de publications telles que *La Gaceta feminista*, *La Mujer y la lucha*, *Emancipació* – respectivement éditées par l'ADM, le MDM et la Associació Catalana de la Dona, liée au PTE – mais aussi *Opción* ou *Vindicación Feminista*. C'est ce dernier titre qui a fait l'objet d'un examen approfondi. Plusieurs raisons justifient ce choix.

Tout d'abord, parmi tous les magazines publiés, très peu – mais c'est le cas d'*Opción* et de *Vindicación* – passent par la chaîne de production commerciale classique. Les autres sont des bulletins destinés aux militant(e)s de partis ou d'associations. Cette spécificité nous pousse à les écarter de l'étude afin de privilégier les publications qui, comme *El País* et *La Vanguardia*, visent le grand public. En outre se pose la question de la diffusion des titres. Durant la Transition, la santé des médias féministes est précaire. La plupart ne publie qu'une poignée de numéros avant de disparaître. De plus, la majorité des exemplaires publiés a aujourd'hui disparu. Par exemple, sur les sept numéros d'*Opción*, un seul est encore conservé et consultable à la Bibliothèque nationale d'Espagne à Madrid. Or, tirer des conclusions à partir de quelques pages d'un ou deux exemplaires n'est pas envisageable. *Vindicación Feminista* se révèle donc être le choix le plus pertinent.

Il s'agit d'un magazine destiné au grand public et vendu en kiosque et, grâce au travail de María Ángeles Larumbe, ses vingt-neuf numéros sont consultables dans leur intégralité<sup>170</sup>. Ceci permet d'appuyer l'analyse sur un nombre d'articles important, d'autant que le volume de la revue – environ soixante-huit pages par numéro – donne accès à une grande diversité de contenus. En outre, la publication de *Vindicación* couvre globalement la période étudiée puisqu'elle court de juillet 1976 à décembre 1979 avant la parution d'un numéro spécial en

---

<sup>170</sup> LARUMBE, *Vindicación...*, op. cit.

1982. Enfin, *Vindicación* s'impose par son statut de titre iconique. Dans les années 1970, il est le seul magazine à avoir attiré un grand nombre de personnalités respectées et provenant d'horizons divers. Aujourd'hui encore, il fait l'objet de nombreux travaux scientifiques<sup>171</sup>. Enfin, même si le féminisme radical l'influence grandement, *Vindicación* propose tout de même des points de vue contrastés ainsi qu'une ouverture sur le féminisme international à travers la rubrique *Mujeres del Mundo* dirigée par Regina Bayo et María Encarna Sanahuja. L'analyse reposera donc sur l'étude des vingt-neuf numéros édités. Toutefois, tous les articles publiés n'ont pas été sélectionnés.

De fait, l'objectif de ce travail est de comparer l'attitude des autrices – journalistes de métier ou non – au moment de publier dans les quotidiens d'information générale d'une part et dans la presse féministe d'autre part. Nous nous intéresserons à ce qui les pousse à écrire, à leurs intentions. Nous analyserons également les stratégies qu'elles utilisent dans chaque média pour défendre leur point de vue. Pour ce faire, seuls les articles des autrices ayant signé à la fois pour *Vindicación* et pour *El País* et / ou *La Vanguardia* sont pris en compte. Ces femmes<sup>172</sup> sont au nombre de douze : Lidia Falcón, Cristina Alberdi, Inés Alberdi, Magda Oranich, Victoria Sau, Rosa Montero, Marta Pessarrodona, Victoria Sendón, Soledad Gallego-Díaz, Ana Maria Moix, Soledad Balaguer et Cristina Peri Rossi. L'intégralité de leurs articles publiés entre juin 1976 et octobre 1982 a donc été analysée afin de déterminer s'il s'en dégagait des tendances, des points communs, ou des oppositions<sup>173</sup>.

#### IV. 3. A. Pourquoi écrire ?

Tout d'abord, alors qu'il semble naturel que des militantes féministes cherchent à faire entendre leur voix au sein de publications spécialisées telles que *Vindicación Feminista*, en ce qui concerne les professionnelles de l'information, la question se pose, en particulier

---

<sup>171</sup> Des ouvrages comme celui de María Ángeles Larumbe, de thèses comme celle de Claudia Jareño Gila – JAREÑO GILA Claudia. *La revue Vindicación Feminista (1976-1979) et le féminisme radical espagnol dans un contexte transnational : actrices, échanges et influences*. Thèse en Études hispaniques. Université Paris 8, 2019, 629 p. – ou de très nombreux articles de revue à l'instar de celui de Rosalía Cornejo Parriego : CORNEJO PARRIEGO Rosalía. *Vindicación Feminista (1976-79): Humor y desencanto en el movimiento de mujeres de la Transición*. In : *Revista de estudios hispánicos*. 2010, vol. 44, n° 3, p. 569-588.

<sup>172</sup> La participation masculine n'a pas été écartée *a priori* mais *Vindicación Feminista* ne publie que des articles écrits par des femmes.

<sup>173</sup> Lidia Falcón, ne signe qu'un article. Son influence sur *Vindicación Feminista* s'exerce plutôt à travers son poste de co-directrice. Cristina et Inés Alberdi signent chacune un article, Magda Oranich, onze, Victoria Sau, neuf, Soledad Gallego-Díaz, deux, Ana Maria Moix, treize, Soledad Balaguer, onze, et Cristina Peri Rossi, un.

lorsqu'elles ont un emploi fixe. Pourquoi certaines journalistes d'*El País* et de *La Vanguardia* participent-elles à ce type de projet ?

En premier lieu, on peut penser que la nature du média facilite les collaborations. *Vindicación* est un mensuel, les autrices ont donc le temps de rédiger leurs articles tout en menant à bien leur travail quotidien dans leur rédaction de rattachement. En outre, la finalité d'une revue n'est pas d'informer exhaustivement sur chaque événement qui fait l'actualité. La pression informative est donc moindre, c'est pourquoi les articles entrent peu en concurrence les uns avec les autres. Un magazine présente moins de sujets mais les approfondit davantage, en particulier quand, à l'instar de *Vindicación*, il se spécialise dans une thématique. Ainsi, les journalistes disposent de plus de liberté et de plus d'espace pour développer leurs textes. Par exemple, entre 1976 et 1982, Marta Pessarrodona publie des articles culturels à la fois dans *La Vanguardia* et dans *Vindicación*. Et, alors que le quotidien catalan lui offre, tout au plus, une moitié de page<sup>174</sup>, avec le magazine, elle obtient toujours au moins deux pages complètes<sup>175</sup>. Dans le numéro de juillet 1979, elle dispose même de sept pages, son nom est écrit en gros caractères et il s'accompagne d'une grande photo d'elle<sup>176</sup>. Enfin, les journalistes déjà engagées dans la construction d'un quotidien se spécialisent souvent dans un seul domaine. Ce projet de collaboration parallèle peut donc leur apporter une bouffée d'air frais à leurs pratiques. Par exemple, dans *La Vanguardia*, Soledad Balaguer écrit entre autres sur l'art, la ville de Barcelone et les loisirs, alors que dans *Vindicación*, elle se concentre exclusivement sur la situation politique et sociale des femmes, sujet qu'elle n'aborde qu'exceptionnellement dans son travail quotidien<sup>177</sup>. De même, Soledad Gallego-Díaz, qui ne signe que des articles et reportages informatifs dans *El País*, obtient une tribune d'opinion politique dans *Vindicación*. Et, alors que pour le quotidien madrilène elle adopte un ton neutre, pour le magazine féministe, elle sort de sa réserve en signant un texte grinçant et sans illusion dans lequel elle se demande si le gouvernement Suárez « [les] va a engañar a todos » lors des élections générales de 1977<sup>178</sup>. Ainsi, *Vindicación* peut attirer les journalistes d'*El País* et de *La Vanguardia* car le format magazine permet davantage de liberté dans les sujets, le ton mais aussi dans l'organisation du

---

<sup>174</sup> Elle dispose d'un quart de page pour cet article de décembre 1978 : PESSARRODONA Marta. Feminismo, socialismo y sociología. *La Vanguardia*. 10 décembre 1978, p. 59 et d'une moitié de page pour celui-ci : PESSARRODONA Marta. Milan Kundera: La desmemoria y la muerte. *La Vanguardia*. 15 avril 1982, p. 42.

<sup>175</sup> À titre d'exemple, un article de novembre 1977 : PESSARRODONA Marta. Radclyffe Hall: una mujer que amó a las mujeres. *Vindicación Feminista*. Novembre 1977, n° 17, p. 42-43.

<sup>176</sup> PESSARRODONA Marta. Las mujeres, la literatura y el sexo. *Vindicación Feminista*. Juillet 1979, n° 29 p. 84-90.

<sup>177</sup> Notamment dans cet article légèrement antérieur à la période étudiée : BALAGUER Soledad. A finales de este mes se celebrarán "las Jornades Catalanes de la Dona". *La Vanguardia*. 6 mai 1976, p. 35.

<sup>178</sup> GALLEGO-DÍAZ Soledad. Elecciones: ¿Nos van a engañar a todos? *Vindicación Feminista*. Février 1977, n° 8, p. 17.

travail. Par ailleurs, ce projet apporte un peu de nouveauté dans le quotidien des journalistes. Le magazine féministe tire parti, lui aussi, de cette collaboration puisque la participation des professionnelles de l'information crédibilise son image. *Vindicación* cherche à se faire une place au sein de la presse commerciale et à être perçu, non pas comme un bulletin destiné aux militantes déjà encartées dans des associations, mais comme une publication grand public, une image que le concours des journalistes de métier contribue à construire.

À l'inverse, pour quelle raison des femmes dont l'information n'est pas le métier collaborent-elles avec de grands quotidiens nationaux ? Pour répondre à cette question, il faut dissocier deux situations : d'une part, la collaboration pour écrire sur ses sujets de prédilection – comme la littérature, le droit, ou le cinéma –, d'autre part, la collaboration pour écrire sur la cause des femmes.

Dans le premier cas, il peut s'agir pour les autrices d'élargir leur audience, de gagner en prestige et d'obtenir la reconnaissance de leurs pairs. En effet, durant la Transition, *El País* et *La Vanguardia* sont les deux quotidiens leaders de l'information générale. Apposer son nom au bas d'une de leurs pages peut être vécu comme une consécration ou, du moins, comme la marque d'une reconnaissance professionnelle. L'écrivaine Cristina Peri Rossi fait partie de ses personnalités ayant collaboré avec *La Vanguardia*. Après avoir dû quitter son Uruguay natal en raison de son engagement communiste, elle s'installe en Catalogne en 1972. Elle quitte un moment l'Espagne pour éviter une extradition puis revient finalement à Barcelone en 1975, après avoir obtenu la nationalité espagnole. Cristina Peri Rossi s'y installe alors durablement et y poursuit son activité littéraire. À partir de 1981, elle commence à signer quelques articles dans le quotidien de la famille Godó<sup>179</sup>. Cette collaboration n'est pas anodine. Symboliquement, elle marque l'adoubement de l'écrivaine par la Catalogne à travers une de ses institutions officielles les plus prestigieuses : *La Vanguardia*.

Dans le second cas, qui concerne les activistes féministes, la collaboration avec les grands quotidiens nationaux répond elle aussi à un intérêt très pragmatique : se faire entendre du plus grand nombre. Effectivement, *El País* et *La Vanguardia* sont des faiseurs d'opinion, les militantes ne peuvent donc faire l'économie de leur participation dans des médias aussi influents. La diffusion de *Vindicación* n'est pas comparable à la leur puisque le magazine vend à peine 15 000 exemplaires, soit environ douze à quinze fois moins qu'eux. L'échec commercial des magazines féministes « grand public » et la prétention des bulletins à n'informer que leur cercle militant transfèrent donc la responsabilité de la parole féministe aux grands quotidiens

---

<sup>179</sup> Par exemple, PERI ROSSI Cristina. Los guerreros y la muerte. *La Vanguardia*. 17 juillet 1981, p. 13.

nationaux. Ainsi, si les journalistes de métier peuvent apprécier de s'évader de la lourdeur des structures très organisées comme les quotidiens d'information générale, les militantes, elles, ne sauraient se priver de la tribune offerte par ces grandes maisons. Leur participation répond donc en partie à des raisons stratégiques.

Finalement, du point de vue des quotidiens, attirer des signatures extérieures contribue à renforcer l'autorité et la respectabilité du journal, surtout lorsque ces signatures sont renommées. Par exemple, lorsqu'elle écrit dans *El País* et *La Vanguardia*, Marta Pessarrodona a déjà publié plusieurs ouvrages<sup>180</sup>, donc non seulement elle est légitime en tant que collaboratrice pour la rubrique culturelle, mais ses tribunes sont aussi une valeur ajoutée au journal. En ce qui concerne le quotidien catalan, l'explication ne va guère au-delà puisque, sur la période étudiée, les collaboratrices de *Vindicación* y publient très peu d'articles en lien avec le féminisme. En revanche, le cas se présente à de nombreuses reprises pour *El País* qui cède ponctuellement la parole à Lidia Falcón, Cristina Alberdi, Inés Alberdi, Magda Oranich, Victoria Sau et Soledad Balaguer pour aborder ces thématiques. En se donnant la peine de les inviter, *El País* bénéficie de l'expertise de professionnelles sur des questions pointues, notamment lorsqu'il s'agit d'analyser certains projets de loi à travers le prisme féministe. Par ailleurs, remplacer les éditorialistes habituels par des militantes renforce la pluralité d'opinion, valeur recherchée par le quotidien madrilène. Vis-à-vis des lecteurs, *El País* peut donc se présenter comme un forum, une zone de débat dans laquelle toutes les parties s'expriment et confrontent leurs avis. D'ailleurs, la plupart des textes recensés sont des articles d'opinion : leurs titres en italique – marque distinctive de cette catégorie – sont majoritairement suivis du sous-titre « Tribuna ». Le texte de Magda Oranich, « Una prohibición hipócrita »<sup>181</sup>, se retrouve même dans la sous-rubrique dominicale *Temas para debate* d'*Opinión*.

En outre, plusieurs publications laissent à penser qu'*El País* cherche à créer la polémique et à faire parler de lui à travers des textes osés. En effet, le journal peut espérer que certains articles féministes, écrits avec passion et sans demi-mesure, provoquent de vives réactions propices à attirer les lecteurs. C'est le cas des tribunes signées par Rosa Montero<sup>182</sup>. La journaliste et écrivaine qui dispose déjà, au tournant des années 1980, d'une relative notoriété, publie plusieurs articles qui font grand bruit. Par exemple, en février 1979 elle signe « A ti, mujer », tribune parodique qui dénonce l'hypocrisie et l'opportunisme des partis

---

<sup>180</sup> *Primers dies de 1968* (1968), *Setembre 30* (1969), *Vida privada* (1972), *Memòria* (1979), *A favor meu, nostre* (1981).

<sup>181</sup> ORANICH Magda. Una prohibición hipócrita. *El País*. 13 décembre 1981, p. 13.

<sup>182</sup> Qui, rappelons-le, n'est que collaboratrice de l'édition quotidienne.

politiques, en quête de voix féminines pour les élections municipales d'avril 1979. Rosa Montero manie l'ironie et le sarcasme pour critiquer un intérêt qu'elle juge douteux envers la cause féminine, une attention nouvelle qualifiée d'« enternecedora por parte de esos hombres que tanto nos quieren y a los que tanto debemos »<sup>183</sup>. Elle critique le fait que les partis utilisent leurs militantes et candidates à des fins de communication. Enfin, à travers des double-sens (« pechuga », « mona »), elle dénonce la déshumanisation de ces femmes, exhibées comme des bêtes de foire :

Todos los partidos dicen tener la solución de nuestros males, alardean de su definida vocación antimachista y prometen convertirnos en Sísí emperatriz a cambio de nuestro voto. Hay pocas mujeres en las listas, eso es cierto, y relegadas más bien a puestos por debajo de la línea de flotación, pero esto se compensa por lo mucho que alardean de ellas. Somos tan modernos que tenemos dieciséis candidatas, dieciséis, trompetea por ejemplo UCD mientras les hace desfilar por la pasarela electoral enseñando el muslamen político y la pechuga centrista: porque de las diputables, en general, no interesa lo que digan, sino su condición mona y femenina<sup>184</sup>.

De même, dans « Hombres y mujeres », Rosa Montero s'en prend à la gent masculine qui, selon elle, n'a pas réussi à s'adapter aux changements sociaux des années 1970, en particulier à l'émancipation des femmes. Qu'ils soient « inteligentes, [...] progresistas » ou machistes et nostalgiques du franquisme – l'écrivaine associe le sexisme à la dictature – Rosa Montero en brosse un portrait grotesque. Les premiers

ya no se atreven a ligar según las pautas clásicas porque temen incurrir en el machismo: se arrinconan en una esquina de sus vidas y observan a las mujeres con ojos medrosos y golositos, a la espera de que alguna de ellas se decida a meterle mano, y son como las adolescentes que antaño se agrupaban en los guateques contra el muro, aguardando a que les sacaran a bailar<sup>185</sup>.

Les seconds, quant à eux, s'accrochent à des modèles anachroniques, c'est pourquoi ils se ridiculisent alors même qu'ils croient séduire :

se refugian en un viejo mito macho, en ese Superman muy fuerte y muy hombre, y pretenden que al ver la película muchas de nosotras sintamos la añoranza de ser conducidas de nuevo entre sus brazos. Pero les ha salido un Superman de corcho y algo tonto, demasiado musculoso para el gusto actual y vistiendo

---

<sup>183</sup> MONTERO Rosa. A ti, mujer. *El País*. 17 février 1979, p. 48.

<sup>184</sup> *Ibid.*

<sup>185</sup> MONTERO Rosa. Hombres y mujeres. *El País*. 14 mars 1979, p. 52.

sospechosa de rojo y azul, los colores de Fuerza Nueva. Superman no existe hoy más que en la nostalgia del varón, que se creyó divino sólo porque, según las crónicas, Dios le creó primero, cosa, por cierto, que habría que revisar hoy con detenimiento para ver si es verdad. Pero los hombres insisten en supermanizarse a destiempo, aterrados por el cambio. Y así, muchas noches se escucha un “flap-flap-flap” que viene del espacio, algo así como un batir de alas despeluchadas y cansinas: son los últimos supermanes de esta era, apenas murciélagos ciegos que se golpean contra el muro<sup>186</sup>.

La misandrie de l'article et son style provocateur font réagir l'audience, réactions que le journal compile volontiers dans le courrier des lecteurs<sup>187</sup>. Ainsi, en réponse à « Hombres y mujeres », *El País* publie la lettre suivante : « Con respecto al artículo “Hombres y mujeres”, de Rosa Montero, publicado en EL PAÍS de 14 de marzo, nuestro comentario es: ¿Qué pasa, tía? »<sup>188</sup>. On notera que ce sont deux journalistes d'*El País* qui signent cette lettre, signe de camaraderie ou, à l'inverse, d'une critique ouverte envers Rosa Montero et son article. Selon la principale intéressée, l'intention serait plutôt la seconde<sup>189</sup>. Le quotidien a donc tout intérêt à céder un espace aux collaboratrices féministes car non seulement il réaffirme ainsi ses valeurs de pluralité et de liberté d'expression mais il favorise également des débats supposés générateurs de ventes. D'ailleurs, les articles de Rosa Montero précédemment cités se trouvent en dernière page du journal, espace ô combien stratégique puisqu'accessible, d'un simple coup d'œil et sans même ouvrir le journal, à l'acheteur hésitant. Ces tribunes d'opinion contrastent avec les reportages factuels, publiés à l'intérieur du journal<sup>190</sup>. Les médias trouvent donc leur compte dans ses collaborations. Quelle place leur consacrent-ils ?

### **IV. 3. B. Quelle place pour ces autrices dans les journaux ?**

*La Vanguardia* destine la majorité de ses journalistes femmes aux rubriques culturelles et sociales ainsi qu'aux pages du weekend. Pour les collaboratrices extérieures, du moins pour celles qui écrivent aussi dans *Vindicación*, le quotidien agit de même. Ce n'est donc pas pour leurs idéaux féministes mais plutôt pour leurs talents de romancières ou de critiques littéraires

---

<sup>186</sup> *Ibid.*

<sup>187</sup> Rosi Rodríguez révèle en effet qu'il s'agit d'un des critères de sélection des lettres du courrier des lecteurs : « si [las cartas] eran críticas, se publicaban. Si han salido, es porque eran las más críticas. Eso es seguro ». Entretien avec Rosi Rodríguez réalisé le 26 avril 2019, à Madrid.

<sup>188</sup> JAVIER Francisco, OLIVARES Miguel. ¿Qué pasa Rosa? *El País*. 18 mars 1979, p. 9.

<sup>189</sup> Entretien avec Rosa Montero réalisé le 24 avril 2019, à Madrid.

<sup>190</sup> En effet, les articles de Rosa Montero qu'*El País* publie dans d'autres espaces du journal sur la période étudiée sont informatifs. À titre d'exemple : MONTERO Rosa. El feminismo del Tercer Mundo pasa directamente por la política. *El País*. 8 mai 1979, p. 29.

que le journal fait appel à elles. Certes, *La Vanguardia* informe ses lecteurs de l'actualité féministe mais il le fait généralement par le biais de ses journalistes « maison ». Ainsi, sur la période étudiée, le quotidien n'invite presque aucune autrice de *Vindicación* pour donner son avis sur la cause féministe. Ceci est d'autant plus surprenant que de nombreuses figures du mouvement militent dans la région catalane, notamment Lidia Falcón qui, à partir de 1981, préside le Partido Feminista. Il faudrait déterminer si *La Vanguardia* proscrit ce genre de collaboration ou si, au contraire, ce sont les militantes qui rejettent toute participation. Certains indices laissent à penser que c'est bien le quotidien catalan qui est à l'origine du boycott de certaines personnalités. En effet, les féministes, elles, tentent à plusieurs reprises de s'y exprimer. C'est justement le cas de Lidia Falcón qui contacte le journal à travers le courrier des lecteurs.

Tout commence en 1976, lorsque des féministes de parti, menées par Nieves Guirado, publient une missive polémique au sujet des Jornades Catalanes de la Dona. Dans ce courrier, les signataires condamnent les thèses du féminisme radical – thèses soutenues entre autres par Lidia Falcón – et dénoncent la vision partielle que les médias auraient transmise des journées<sup>191</sup>. Avec sa fille Regina Bayo mais aussi Isabel Monteagudo, Carmen Alcalde et Teresa Estany – toutes membres du Colectivo Feminista de Barcelona et proches du magazine *Vindicación Feminista* – Lidia Falcón co-signe alors deux lettres en réponse au courrier de Nieves Guirado. Dans le premier texte affleure déjà le sentiment d'animosité qui marquera l'ensemble de l'échange puisque les militantes se disent victimes de « calomnias » et reprochent « la absoluta ignorancia » de leurs homologues<sup>192</sup>. Elles réfutent, point par point, tout ce qui leur est reproché. Le 11 juillet, le groupe de Nieves Guirado répond à Lidia Falcón et l'accuse d'« erigirse en las sumas pontificadoras del feminismo »<sup>193</sup>. En réponse, et sur un ton tout aussi acerbe, ces dernières se disent lasses de l'infructueuse polémique, une lassitude dont le quotidien se fait alors écho en intitulant leur courrier « Un diálogo estéril entorno a las “Jornades” »<sup>194</sup>. À l'exception de ces courriers et sur la période étudiée, Lidia Falcón ne signe plus rien dans *La Vanguardia*. Pourtant, le journal publie des articles à son sujet, signe qu'il la considère digne

---

<sup>191</sup> Onaria FURRIOL, Nieves GUIRADO, Rosa LLEONART, Anna MERCADÉ, Anna VELA, M. Rosa VELA, del Departamento de la Mujer de la Asociación de Amigos de las NN. UU. y del Secretariado de las Jornadas. Puntualizaciones sobre “Las Jornades Catalanes de la Dona”. *La Vanguardia*. 22 juin 1976, p. 30.

<sup>192</sup> ALCALDE Carmen, BAYO Regina, ESTANY Teresa, FALCÓN Lidia, MONTEAGUDO Isabel y Colectivo Feminista de Barcelona. “Les Jornades Catalanes de la Dona”. *La Vanguardia*. 4 juillet 1976, p. 28.

<sup>193</sup> FURRIOL María, Nieves GUIRADO, Rosa LLEONART, Anna MERCADÉ, Anna VELA, M. Rosa VELA, del Departamento de la Mujer de la Asociación de Amigos de las NN. UU. y del Secretariado de las Jornadas. A propósito de las “Jornades”: ¿ qué es lo que reivindican las mujeres ? *La Vanguardia*. 11 juillet 1976, p. 32.

<sup>194</sup> ALCALDE Carmen, BAYO Regina, ESTANY Teresa, FALCÓN Lidia, MONTEAGUDO Isabel y Colectivo Feminista de Barcelona. Un diálogo estéril entorno a las “Jornades”. *La Vanguardia*. 31 juillet 1976, p. 22.



d'intérêt<sup>195</sup>. Comment alors expliquer cette absence, d'autant plus surprenante que Falcón collabore régulièrement avec d'autres médias généralistes et qu'elle semble – du moins par ces courriers – intéressée par le quotidien<sup>196</sup> ? On peut supposer que *La Vanguardia*, journal très mesuré, ne souhaite pas collaborer avec une personnalité aussi tranchée. D'ailleurs, la publication de l'échange épistolaire entre les groupes féministes n'est pas anodine puisqu'elle contribue à diffuser une très mauvaise image de la lutte féministe incarnée par Lidia Falcón. Cette dernière ponctue son argumentation d'attaques *ad hominem* et d'insultes à peine voilées. De plus, les débats, pour le moins stériles, concernent des points de détails. Cette joute idéologique peut donc sembler bien futile et déconnectée de la réalité aux yeux du quotidien et de ses lecteurs et lectrices. Enfin, ce type d'attaques nourrit le stéréotype de la féministe aigrie et opposée à tout. Or, entre 1976 et 1982, ces courriers sont les seuls textes féministes signés par Lidia Falcón que *La Vanguardia* publie. Ce choix éditorial laisse donc à penser que le titre catalan cherche à décrédibiliser, non pas le féminisme en général, mais du moins *ce* féminisme prôné par Falcón et le Colectivo Feminista de Barcelona, très influent en Catalogne et à *Vindicación*. Ainsi, *La Vanguardia* oriente la perception du lecteur en ne lui offrant qu'une vision partielle du discours de cette branche du féminisme. Il conserve sa ligne modérée, loin du ton véhément de certaines activistes.

*El País*, au contraire, réserve des espaces d'expression – y compris féministes – à de nombreuses militantes de *Vindicación*. Tout comme les journalistes du quotidien, ces dernières publient dans *Sociedad* (c'est le cas de Soledad Balaguer, de Lidia Falcón, de Cristina Alberdi, d'Inés Alberdi et de Rosa Montero), dans *Cultura* (Soledad Balaguer et Marta Pessarrodona), mais elles parviennent également à obtenir de nombreux sujets dans des rubriques « nobles » telles que *Nacional* (Cristina Alberdi), ou même *Opinión* (Lidia Falcón, Cristina Alberdi, Magda Oranich et Victoria Sau)<sup>197</sup>. Quelle que soit la rubrique, et même en dehors d'*Opinión*,

---

<sup>195</sup> À titre d'exemple, ce court article de juin 1977 : Presentación del libro "En el infierno" de Lidia Falcón. *La Vanguardia*. 23 juin 1977, p. 29 ou cette brève d'octobre 1976 : Las feministas dedican un homenaje a Lidia Falcón. *La Vanguardia*. 30 octobre 1976, p. 27.

<sup>196</sup> Par exemple, Lidia Falcón commence à collaborer avec *El País* en 1982 et, sur cette seule année, elle y publie quatre tribunes.

<sup>197</sup> À titre d'exemple, quelques références pour chaque rubrique :

*Sociedad* : ALBERDI Cristina, ABRIL Consuelo, CERRILLOS Ángela. El proyecto sobre divorcio y causas de separación conyugal. *El País*. 18 juillet 1980, p. 28. ALBERDI Inés. Aspectos sociológicos del divorcio. *El País*. 6 avril 1980, p. 22. BALAGUER Soledad. Una experiencia apasionante. *El País*. 6 juin 1976. FALCÓN Lidia. Derecho a matar. *El País*. 13 octobre 1982, p. 34. MONTERO Rosa. Purgatorio e infierno de ciento cincuenta mujeres en la cárcel de Yeserías. *El País*. 24 août 1979, p. 16.

*Cultura* : BALAGUER Soledad. Muchas dificultades para la reaparición de "Ajoblanco". *El País*. 7 août 1976. PESSARRODONA Marta. Ser mujer, catalana y escritora: una meditación. *El País*. 21 novembre 1980, p. 37.

*Nacional* : ALBERDI Cristina. La constitución y la mujer. *El País*. 7 janvier 1978, p. 12.

la plupart des articles sont des tribunes axées sur l'actualité, en particulier sur la situation des femmes espagnoles et sur les évolutions légales les concernant. Ainsi, comme elles le font dans *La Vanguardia*, les collaboratrices d'*El País* écrivent sur des sujets dont elles sont spécialistes, à l'instar de la littérature. Néanmoins, contrairement à son confrère catalan, le quotidien madrilène leur permet également de donner leur avis sur des thèmes féministes. Ce choix peut sembler paradoxal puisque l'on sait que les femmes qui travaillent habituellement pour le quotidien ont très peu accès aux tribunes et à la rubrique *Opinión*. Les autrices extérieures obtiennent donc des privilèges dont sont privées les journalistes de la maison mais cet état de fait est explicable.

Tout d'abord, on l'a vu, écrire sur des sujets féminins est susceptible de fragiliser le statut des employées d'*El País*. Ces dernières peuvent donc d'elles-mêmes se montrer réticentes à aborder ces thèmes. De plus, en ce qui concerne le journal, il est plus confortable de déléguer les sujets polémiques – notamment celui de l'avortement – à des auteurs extérieurs puisque si un article essuie des critiques, alors le quotidien peut aisément rejeter la responsabilité des propos tenus sur une personne étrangère à sa rédaction et arguer qu'il œuvre à la liberté d'expression<sup>198</sup>. Enfin, certaines autrices de *Vindicación* sont plus légitimes pour exposer leur point de vue que la plupart des journalistes. De fait, toutes celles qui s'expriment dans *Opinión* sont avocates, ce qui leur confère plus d'autorité au moment de se positionner dans une époque de refonte législative. D'ailleurs, adossée à leur signature, le journal ne manque pas de préciser leur profession. Ainsi, Magda Oranich est présentée comme « abogada »<sup>199</sup>, Cristina Alberdi comme « abogada feminista especializada en derecho de familia »<sup>200</sup>, Lidia Falcón comme « abogada, escritora y feminista »<sup>201</sup> et Inés Alberdi comme « abogada, profesora de Sociología de la Familia en la Universidad Complutense y Visiting scholar en la Universidad norteamericana de Georgetown »<sup>202</sup>. Cette convergence de facteurs expliquent pourquoi certaines militantes parviennent à exposer leur point de vue dans des tribunes féministes et à pénétrer la très masculine rubrique *Opinión*, une permission qui n'est pas, ou très rarement, concédée aux journalistes de la maison.

---

*Opinión* : ALBERDI Cristina. Un largo camino. *El País*. 9 août 1981, p. 10. FALCÓN Lidia. Las mujeres y la guerra. *El País*. 21 mai 1982, p. 11. ORANICH, Una prohibición... art. cit. SAU Victoria. Mundo macho. *El País*. 7 septembre 1982, p. 9.

<sup>198</sup> Moralement, pas légalement, puisque la *Ley de Prensa e imprenta* est encore en vigueur à la mort de Franco et donc que le directeur est encore responsable pénalement de ce que son journal publie.

<sup>199</sup> ORANICH, Una prohibición..., art. cit.

<sup>200</sup> ALBERDI, Un largo..., art. cit.

<sup>201</sup> FALCÓN, Diez variaciones..., art. cit.

<sup>202</sup> ALBERDI, Aspectos..., art. cit.

Enfin, les militantes de *Vindicación Feminista* sont aussi des lectrices d'*El País* et de *La Vanguardia*. On l'a vu, Lidia Falcón s'adresse directement au quotidien catalan pour apporter des précisions sur les thèses défendues par El Colectivo Feminista de Barcelona. Elle n'est pas la seule à écrire directement aux journaux. Victoria Sau rédige elle aussi une missive à *La Vanguardia* pour lui reprocher l'androcentrisme d'un de ses articles, androcentrisme qui conduit à une explication scientifique incorrecte<sup>203</sup>. De même, *El País* reçoit des lettres de Victoria Sendón et de Cristina Alberdi. La première prend la plume pour vulgariser la théorie du féminisme de la différence<sup>204</sup>. La seconde revient sur un point légal soulevé par un article du quotidien. Au nom du Colectivo Jurídico Feminista de Madrid, elle précise pourquoi la future dépénalisation de l'adultère n'implique pas la création de nouveaux délits et reproche à *El País* son manque de discernement au moment de publier l'article en question :

La difusión mediante un medio de comunicación social tan importante como la prensa de interpretaciones jurídicas de este tipo, claramente personales y, a nuestro criterio, con bases jurídicas mal interpretadas puede incidir negativamente en las mujeres españolas que, sujetas a una legislación claramente discriminatoria, admitan sin poner en tela de juicio la supuesta aparición de nuevas posibilidades de verse perseguidas por la ley<sup>205</sup>.

Ainsi, avant d'être autrices, les militantes féministes sont avant tout lectrices. Elles suivent l'information à travers la presse et n'hésitent pas à écrire à leurs journaux afin de commenter certains articles ou de répondre à des points précis de l'actualité féministe. De leur côté, les quotidiens ne rechignent pas à leur donner la parole y compris lorsque, comme c'est le cas de Victoria Sau et de Cristina Alberdi, elles critiquent un article publié. En revanche, lorsqu'elles sont autrices, les militantes ne reçoivent pas le même accueil entre *El País* et *La Vanguardia* car, si le quotidien madrilène leur offre de l'espace pour apprécier l'actualité à travers un regard féministe, son confrère catalan leur réserve généralement les rubriques et thèmes traditionnellement féminins. Les articles féministes sont plutôt signés par des journalistes de la maison ou par des collaborateurs ou collaboratrices peu clivants<sup>206</sup>. Alors,

---

<sup>203</sup> SAU Victoria. Un niño clónico puede ser una niña. *La Vanguardia*. 23 juillet 1978, p. 7.

<sup>204</sup> SENDÓN Victoria. Sobre feminismo. *El País*. 3 janvier 1981, p. 9.

<sup>205</sup> ALBERDI Cristina. Adulterio y escándalo público. *El País*. 13 janvier 1978, p. 6.

<sup>206</sup> C'est le cas de la romancière Esther Tusquets qui collabore régulièrement dans *La Vanguardia*. Jamais elle ne s'est revendiquée féministe mais, dans une tribune datant d'avril 1981, elle aborde un thème osé pour la ligne éditoriale du quotidien : les liens entre féminisme et lesbianisme. Elle revient sur cette association fallacieuse et explique, dans un texte tendre qui s'en prend, non pas aux hommes, mais à la structure sociale, pourquoi – et ce sont ses termes – certaines féministes se « radicalisent », TUSQUETS Esther. Feminismo y homosexualidad. *La Vanguardia*. 15 avril 1981, p. 6.

pour espérer trouver une place dans *La Vanguardia*, les militantes doivent adoucir quelque peu leurs propos afin de correspondre aux attentes du journal. De même, *El País* n'est pas une publication féministe, c'est pourquoi on peut supposer que pour lui aussi, les autrices adaptent leur style d'écriture. Analysons l'impact de ces ajustements sur les articles.

### IV. 3. C. Une écriture spécifique à chaque média

En ce qui concerne *La Vanguardia*, il est clair que les militantes s'adaptent à la ligne éditoriale. Ainsi, le ton des articles de Marta Pessarrodona et d'Ana Maria Moix, toutes deux collaboratrices, divergent lorsqu'elles écrivent pour *Vindicación* ou pour le quotidien catalan. Par exemple, dans les deux médias, Marta Pessarrodona exprime son intérêt pour la littérature et le féminisme (elle est d'ailleurs une des rares autrices de *Vindicación* à s'exprimer sur ce sujet dans le quotidien catalan). Toutefois, alors qu'elle s'assume pleinement comme militante lorsqu'elle travaille pour le magazine, elle se montre d'une extrême prudence quand elle écrit pour le quotidien<sup>207</sup>. Prenons l'exemple de l'article « Feminismo en la Universidad » paru en février 1980<sup>208</sup>. Ce sujet, situé dans la rubrique *Cultura*, informe de la tenue de Journées sur le patriarcat organisées par le groupe d'Études sur les femmes du département de sociologie de l'Université Autonome de Madrid. Dans ce texte, Marta Pessarrodona insiste sur la menace que suppose l'institutionnalisation du mouvement féministe. Or, pour en arriver à cette conclusion, l'autrice passe par des chemins détournés. Dans un premier temps, elle ne se pose pas en féministe mais en simple observatrice qui se dit intriguée d'apprendre qu'une institution dite « patriarcale » comme l'université organise un événement de ce type. Elle se dissimule également derrière le pronom sujet « nous », pronom dont le lecteur ne comprend pas immédiatement à qui il renvoie :

En las mismas hojas informativas se sugieren temas como la familia, la sexualidad, el control de la natalidad, la Iglesia, el trabajo, las instituciones económicas... y, en último lugar –cosa que nos ha resultado curiosa–, la educación. (Nuestra curiosidad se refiere al hecho de partir la convocatoria de la universidad, institución secularmente patriarcal)<sup>209</sup>.

---

<sup>207</sup> En 1977, *Vindicación Feminista* l'envoie couvrir le procès de María Ángeles Muñoz, aux côtés de la photographe Colita. Or, c'est bien au nom du magazine – comme l'indique par exemple le « V » majuscule avant les questions – que Marta Pessarrodona interviewe la jeune femme. Elle s'exprime également au nom du journal : « Finalmente queremos manifestar que VINDICACIÓN critica el aspecto de [...] », PESSARRODONA Marta. Leyes machistas contra María Ángeles Muñoz. *Vindicación Feminista*. Janvier 1977, n° 7, p. 20.

<sup>208</sup> PESSARRODONA Marta. Feminismo en la universidad. *La Vanguardia*. 28 février 1980, p. 25.

<sup>209</sup> *Ibid.*

Au fil des paragraphes, Marta Pessarrodona continue à utiliser cet intrigant pronom sans le définir. Finalement, ce n'est qu'au deux tiers de l'article qu'elle précise enfin à qui il renvoie. Ce « nous » désigne les féministes et, plus précisément, le Movimiento de Liberación de la Mujer (MLM). Marta Pessarrodona prépare donc son lecteur durant plusieurs dizaines de lignes avant d'annoncer son soutien au MLM. Elle le laisse d'abord pénétrer dans l'article et suivre son raisonnement. Ensuite, elle insiste sur l'inoffensivité de ce groupe, selon elle peu organisé, et ce n'est qu'après cet « aveu » qu'elle passe à la première personne :

Por otra parte, el personal feminista, entre el que nos contamos, aunque reciente el éxito (numérico) y fracaso (de ponencias) de las Jornadas Estatales, celebradas en Granada el pasado mes de diciembre, a buen seguro se volcará en estas Jornadas sobre el patriarcado. [...]

Por creer en el Movimiento de Liberación de la Mujer, que es un movimiento de mujeres que creemos que las mujeres están oprimidas en nuestra sociedad debido a su sexo, una organización a la que nadie se inscribe (a diferencia, naturalmente, de un partido político) y que no tiene ni presidentas, ni secretarías generales, ni estatutos; por creer en el feminismo, en una palabra, no dejo de sentir un cierto temor cuando veo que las “instituciones” jerarquizadas asumen –o incluso patrocinan–, una convocatoria eminentemente feminista, temor que no me impide celebrar su convocatoria misma, colaborar incluso, según se tercié<sup>210</sup>.

Pourtant, après cette confidence, Marta Pessarrodona reste prudente. Elle ne tente pas personnellement de convaincre le lecteur de se méfier lui aussi du féminisme institutionnel, mais confie plutôt cette tâche – et donc, renvoie la responsabilité de ce positionnement – à d'autres auteurs à travers une courte bibliographie qu'elle propose au lecteur. Ce type de précautions langagières se répète dans d'autres articles. Ainsi, dans « Desde Rusia, y sin amor », l'autrice commence son sujet par une information sur la situation d'un groupe féministe russe<sup>211</sup>. Cette situation l'amène à parler du contexte français – puisqu'un almanach rédigé par le groupe est traduit en France – jusqu'à en arriver aux thèses de Simone de Beauvoir. Une nouvelle fois, tous les enjeux de l'article se concentrent dans les dernières lignes. En effet, à travers l'exemple russe et l'allusion à Beauvoir, Marta Pessarrodona parle en réalité de l'attitude des partis politiques de gauche à l'égard des mouvements féministes. Car l'autrice rappelle que ce sont bien des communistes qui traquent les femmes de l'association russe. De même, elle

---

<sup>210</sup> *Ibid.*

<sup>211</sup> Elle explique que le KGB poursuit le groupe María, une association de militantes réunies autour d'un magazine. Selon Marta Pessarrodona, le magazine en question n'intéressait pas le KGB jusqu'au jour où il a commencé à publier des articles exhortant les femmes à convaincre leurs époux de ne pas participer à la guerre en Afghanistan. PESSARRODONA Marta. Desde Rusia, y sin amor. *La Vanguardia*. 20 novembre 1980, p. 74.

précise qu'à la fin de sa vie, Simone de Beauvoir renonce à l'idée de révolution socialiste comme solution à l'inégalité des sexes. Ainsi, contrairement à ce qu'indique son titre, l'article de Marta Pessarrodona ne parle pas du contexte russe mais de l'opposition entre le féminisme de parti et le féminisme radical, cette dernière option étant, à son sens, la seule réellement efficace. Et, pour parvenir à cette conclusion, la poétesse passe par des chemins détournés qui occupent les trois quarts de son article (l'anecdote russe et la référence à Beauvoir) et jamais elle n'évoque ni son propre engagement, ni même le contexte espagnol qui, pourtant, transparaît clairement entre les lignes de sa conclusion :

La lección que de todo ello podamos aprender en el Occidente seguramente es la misma que aprendió, no sabemos por qué caminos, la propia Simone de Beauvoir, quien, en 1972, al publicar su última entrega memorialística, *Tout compte fait*, se retractaba, hasta cierto punto, de la tesis final de *El segundo sexo* (1949), que suponía que cuando la sociedad se organizare según esquemas de izquierdas –para decirlo a grosso modo– la problemática de la condición de mujer no existiría. Sabido es que Beauvoir no ha adoptado, después de tales explicitaciones, posiciones de derechas –también diciéndolo a grosso modo– como seguramente tampoco la derecha podrá apropiarse de las palabras de las disidentes rusas, quienes manifiestan que en Rusia la mujer es una esclava del esclavo. Quien sí puede apropiarse de ambas cosas es el feminismo radical, el que cree en la diferencia y que la lucha de la mujer es prioritaria a otra lucha, y que no se puede compartir con la lucha de un partido político de hombres, y cree, en definitiva, que el feminismo es la alternativa para cambiar el mundo en que vivimos<sup>212</sup>.

Or, dans *Vindicación Feminista* Marta Pessarrodona se montre beaucoup plus directe et affirme clairement ses convictions féministes.

La comparaison des articles que la romancière et poétesse Ana Maria Moix écrit pour le quotidien ou pour le magazine nous amène à une conclusion similaire. Ainsi, cette dernière dissocie-t-elle complètement son travail en fonction du support. Dans *La Vanguardia*, elle met à l'honneur ses romanciers préférés tels que Milan Kundera ou Katherine Mansfield<sup>213</sup>. Son style est neutre et mesuré. Elle s'efface et modère ses opinions. Par exemple, elle reste dans la réserve sur des sujets qui pourraient pourtant faire l'objet d'une analyse féministe. Ainsi, à propos de Virginia Woolf, Ana Maria Moix précise qu'elle est devenue une des icônes du mouvement féministe. Or, elle explique que la plupart des publications dont l'écrivaine anglosaxonne fait l'objet ne traitent que de thématiques extralittéraires, elle décide donc de centrer son article sur les particularités stylistiques de l'écriture woolfienne, en ignorant certains

---

<sup>212</sup> *Ibid.*

<sup>213</sup> MOIX Ana Maria. Milan Kundera: La desmemoria y la muerte. *La Vanguardia*. 15 avril 1982, p. 42 et MOIX Ana Maria. Katherine Mansfield: Un otoño en Baviera. *La Vanguardia*. 2 novembre 1982, p. 40.

aspects de sa vie, notamment ceux qui séduisent les mouvements féministes<sup>214</sup>. De même, lorsque Marguerite Yourcenar devient la première femme à intégrer l'Académie française, Ana Maria Moix indique qu'elle ne souhaite pas « polemizar » sur une quelconque victoire féministe puis s'emploie, tout au long de son article, à dégager l'apport de l'œuvre de Yourcenar au monde de la culture<sup>215</sup>.

Rien de plus différent de ce qu'elle publie dans *Vindicación*. En effet, entre le premier et le 24<sup>e</sup> numéro du magazine, elle tient la rubrique *Nena no t'enfilis*, dans laquelle elle raconte l'histoire fictive d'une famille espagnole. Rosalía Cornejo Parriego présente cette « crónica paródica de la Transición »<sup>216</sup> de la façon suivante :

La columna de Moix está escrita en forma de un diario en el que una joven narra la vida de su familia durante la Transición. Se trata de una familia burguesa catalana de derechas, compuesta, además de por la adolescente autora del Diario, por el padre (apodado *el capo* por su hija), la madre y dos hermanos (Rafael y Ernesto, anarquista y comunista, respectivamente). No faltan en este cuadro familiar la abuela que añora los años en los que en el Liceo, templo de la burguesía catalana, se plantaban bombas; ni tampoco una prima extranjera, Florentina, que desempeña un papel clave. Los conflictos familiares son numerosos y surgen principalmente por la férrea oposición del padre al cambio que se está produciendo, y su tenaz adherencia a valores franquistas que intenta combinar con sentimientos nacionalistas, mientras sus hijos, e incluso su mujer, dan la bienvenida a la recién nacida democracia, aunque poniendo de manifiesto sus contradicciones y paradojas<sup>217</sup>.

Dans cette chronique féroce, Ana Maria Moix assouvit tous ses fantasmes<sup>218</sup>. Le père de famille subit une torture à la fois physique et morale de la part des autres personnages. À travers ces attaques systématiques, c'est à la morale conservatrice qui survit à Franco que s'en prend l'autrice car, pour Rosalía Cornejo Parriego, du fait de ses réactions hystériques et de son hostilité systématique face au changement, *el capo* symbolise la « masculinidad en crisis » à la mort du dictateur<sup>219</sup>. Au fil des épisodes, il devient la victime favorite de l'écrivaine puisqu'elle le fait régulièrement s'évanouir – lorsqu'il apprend que sa fille s'est inscrite à l'université ou que son épouse a participé à une manifestation féministe – ou même manquer de s'étouffer, par

---

<sup>214</sup> MOIX Ana Maria. La escritura del tiempo. *La Vanguardia*. 24 janvier 1982, p. 18.

<sup>215</sup> MOIX Ana Maria. Marguerite Yourcenar, una mujer entre los varones “inmortales”. *La Vanguardia*. 9 mars 1980, p. 33.

<sup>216</sup> CORNEJO PARRIEGO, art. cit., p. 572.

<sup>217</sup> *Ibid.*, p. 571.

<sup>218</sup> Par chronique, on entendra un texte d'opinion publié régulièrement à un emplacement spécifique du journal. La chronique possède un titre distinctif, dans ce cas « Nena, no t'enfilis ». Elle est toujours signée par le même auteur.

<sup>219</sup> *Ibid.*, p. 574.

exemple quand le présentateur radio informe que le PCE vient d'être légalisé<sup>220</sup>. À mesure qu'avance l'histoire, le lecteur s'aperçoit que la famille le déteste en silence, comme l'indique cette remarque du quatrième épisode, lorsqu'il perd conscience : « pero con gran decepción, sobre todo por parte de mamá, recobró el sentido »<sup>221</sup>. À la fin du journal, Ana Maria Moix finit même par l'assassiner :

Y, siguiendo el criterio de Florentina, y para no empeorar el estado de este pastel redondo, finaliza [sic] estas anotaciones. Y también a decir verdad, en señal de luto por la muerte del *capo*, suicidado hace 48 horas al descubrir que ha estado casado 30 años con un travesty [sic] (el que se suponía mi madre) sin saberlo. Le siguió, en el suicidio, mi hermano Ernesto que no sabía cómo explicar a la central del partido que es hijo de hombre y hombre. Y a Ernesto, lo ha sucedido en la ventana Rafael al grito de *¡Antes la muerte que ver mi Edipo materno por los suelos!* Mi madre, es decir, un señor divertidísimo que se llama Manolo y está como quiere –con quien ya teníamos nuestros más y nuestros menos mientras *ora* mi madre– asegura, como es natural, que no nos parió ni a mí ni a mis hermanos (hijos, en realidad, de una vecina de la señora de los lavados de una sala de fiestas –eso sí, muy conocida de la ciudad donde mi madre, quiero decir, Manolo, cantaba canciones de Conchita Piquer vestido de tonadillera–) pero que le pareció divertido gastarle una broma a un señor (mi padre) que dijo a sus compañeros de mesa que lucían bigote en forma de cruz gamada: *¡Maricones al paredón!*, mientras él –Manolo, mi madre ...– cantaba *la española cuando besa es que besa de verdad*<sup>222</sup>.

Ana Maria Moix signe ici une fin absurde, grotesque et doublement symbolique. Tout d'abord, parce que ce sont les nouvelles mœurs de la société espagnole – ici, la volonté de normaliser l'homosexualité et le travestissement – qui assassinent la morale franquiste incarnée par le père de famille. Ensuite, parce que ce dénouement ne manque pas d'écorché, au passage, les partis de gauche puisqu'Ernesto et Rafael, respectivement militants communiste et anarchiste, ont beau proclamer leur ouverture d'esprit et leur progressisme, ils ne supportent pas d'apprendre la véritable identité de leur mère et se suicident eux-aussi.

En outre, à travers le personnage de Florentina, Ana Maria Moix met en scène ses fantasmes féministes, notamment parce que l'adolescente terrorise les garçons du quartier. Par exemple, elle piège son cousin en le forçant à révéler à sa petite-amie qu'il l'a trompée avec une prostituée, transmet volontairement la rubéole aux camarades qui se moquent d'elle en

---

<sup>220</sup> MOIX Ana Maria. Nena no t'enfilis. *Vindicación Feminista*. Respectivement octobre 1976, n° 4, p. 11 ; janvier 1977, n° 7, p. 64 ; mai 1977, n° 11, p. 14.

<sup>221</sup> MOIX Ana Maria. Nena no t'enfilis. *Vindicación Feminista*. Octobre 1976, n° 4, p. 11.

<sup>222</sup> MOIX Ana Maria. Nena no t'enfilis. *Vindicación Feminista*. Juin 1978, n° 24, p. 47.



classe ou verse du sel dans la tisane de son oncle lorsqu'il ose la complimenter sur ses qualités de future femme au foyer<sup>223</sup>.

Enfin, le « journal » d'Ana Maria Moix est aussi une chronique malicieuse de la Transition dans laquelle l'autrice porte un regard personnel – et parfois spécifiquement féministe, grâce aux réactions de Florentina – sur les événements politiques qui rythment ces années, à l'instar de la légalisation du parti communiste, des élections générales de juin 1977 ou du retour de Josep Tarradellas en Catalogne<sup>224</sup>. *Nena no t'enfilis* est donc un rendez-vous imminemment politique et engagé.

Ce positionnement est plutôt surprenant compte tenu du caractère neutre et consensuel des articles qu'Ana Maria Moix rédige pour *La Vanguardia*. Toutefois, on l'a vu, les journalistes et collaboratrices du quotidien n'ont pas l'opportunité – ou alors exceptionnellement, comme c'est le cas de Margarita Sáenz-Díez – de s'exprimer sur des sujets politiques. On peut donc penser qu'Ana Maria Moix s'en donne à cœur joie sur ce type de thèmes lorsqu'elle a l'occasion de les aborder. Ainsi, selon si elle écrit pour le magazine ou pour le quotidien, la romancière propose des contenus radicalement différents, dans le ton employé comme dans les sujets traités. De fait, cette insolente chronique trouverait difficilement sa place dans les pages de *La Vanguardia*. Pour autant, cela signifie-t-il que ce périodique interdit à ses collaboratrices de publier ce qui leur plaît ?

En réalité, il est probable que les collaboratrices, du fait de leur position moins légitime, s'auto-censurent pour correspondre aux critères du journal. Cette prudence, commune dans la presse, peut être exacerbée pour ceux qui écrivent ponctuellement pour *La Vanguardia* car l'histoire et l'aura du titre peuvent avoir un effet inhibant. Cette analyse se confirme à travers l'étude des articles signés par Soledad Balaguer, journaliste à *La Vanguardia*.

En effet, Soledad Balaguer ose exprimer son engagement féministe, quitte à critiquer ouvertement ses collègues. Par exemple, en février 1976, Noel Clarasó qui, tous les jours, publie un billet d'humeur<sup>225</sup> dans l'encart « El pro y el contra », revient sur la série de reportages de Balaguer à propos de la situation au Sahara<sup>226</sup>. Sans citer sa collègue, il relève les extraits de l'article qui l'ont choqué, par exemple, le fait que des femmes prennent les armes ou sacrifient

---

<sup>223</sup> MOIX Ana Maria. *Nena no t'enfilis*. *Vindicación Feminista*. Respectivement novembre 1976, n° 5, p. 11 ; décembre 1976, n° 6, p. 15 ; mars 1977, n° 9, p. 13.

<sup>224</sup> MOIX Ana Maria. *Nena no t'enfilis*. *Vindicación Feminista*. Respectivement mai 1977, n° 11, p. 14 ; juillet 1977, n° 13, p. 45 ; novembre 1977, n° 7, p. 17.

<sup>225</sup> On entendra le terme de « billet d'humeur » comme une forme particulière de la chronique. La présence de l'auteur y est plus manifeste. Ce type de texte exprime sa façon personnelle de considérer un thème ou un événement. Le lecteur y retrouve un style et un ton particuliers.

<sup>226</sup> CLARASÓ Noel. Avanzadillas. *La Vanguardia*. 12 février 1976, p. 70.

leur nouveau-né pour faire la guerre. Il explique alors que le sexe féminin est fait pour la paix et qu'il n'a donc aucun respect pour ces femmes soldats. Il ajoute que, s'il en rencontrait une, peut-être lui prendrait-il son arme ou se proposerait-il pour adopter ses enfants. À la lecture de ce billet, Soledad Balaguer prend la plume pour rédiger une lettre en réponse à Clarasó, lettre qui apparaîtra, quelques jours plus tard, dans le courrier des lecteurs. Tout d'abord, elle revendique la « maternité » de l'article initial, puis elle dénonce la réaction teintée d'impérialisme de son collègue :

No tiene usted derecho, señor Clarasó, intentar arrebatarnos el fusil a esas mujeres. Esas mujeres, mayores de edad, tienen todo el derecho a buscar su libertad con los medios a los que se ven constreñidas por las circunstancias. Dice usted en su artículo que le gustaría pedirles sus hijos para educarlos usted. No creo que ninguna de esas mujeres se los diera. Porque esos niños son y serán saharauis, con derechos sobre la tierra de sus abuelos, con derecho a una nacionalidad y una dignidad, por las que están luchando sus padres y sus madres<sup>227</sup>.

Cette lettre n'est pas la seule envoyée par Soledad Balaguer. En effet, dans un courrier publié en mai 1979, la journaliste réagit à un article de Lluís Permanyer :

Leo con asiduidad los siempre estupendos artículos de Lluís Permanyer, compañero de profesión y, a pesar de ello, buen amigo. Por eso me extraña que en la edición del 17 de mayo haya caído en la sutil trampa del machismo encubierto, vicio que, la verdad sea dicha, no esperaba de él. Se trata de los dos pies de foto de la página 45, en su artículo –muy bueno, como siempre– sobre Virginia Woolf. Son los siguientes: “Parece una modelo a medida del gran Modigliani”. Y el otro: “Sospecho que este rostro habría entusiasmado a los pintores prerrafaelistas”. Pero, por el amor de Dios, ¿es que ni siquiera tratándose de una escritora de la categoría de la Woolf, pueden los hombres prescindir del físico? Si las mujeres somos inteligentes y feas, nos critican. Si, además de inteligentes, somos guapas, nos quitan el derecho a ser tratadas como nuestros compañeros los hombres: siempre hay que recordar que se es mujer; por lo tanto, objeto de las miradas sexuales de los hombres<sup>228</sup>.

Ainsi, Soledad Balaguer ne cache pas ses opinions au moment d'écrire pour le journal. D'ailleurs, même si elle traite majoritairement de sujet sociaux et culturels, son engagement féministe affleure aussi de temps à autres. Par exemple, à l'occasion des premières Jornades Catalanes de la Dona, elle rédige un article dans lequel elle réalise un véritable travail pédagogique puisqu'elle communique des informations très précises : elle dresse la liste

---

<sup>227</sup> BALAGUER Soledad. El respeto a las mujeres del señor Clarasó. *La Vanguardia*. 18 février 1976, p. 32.

<sup>228</sup> BALAGUER Soledad. Modo de ver el machismo. *La Vanguardia*. 26 mai 1979, p. 5.

exhaustive des associations participantes puis explique en quoi consiste cette rencontre, pourquoi les partis politiques n'y sont pas conviés, et quelle sera la place des hommes désireux d'y participer<sup>229</sup>. De même, dans un article sur le rôle des conservatrices dans plusieurs grands musées espagnols, elle s'exclame : « el patrimonio es nuestro, caballeros », faisant ainsi référence à un célèbre slogan féministe de l'époque<sup>230</sup>. Enfin, Soledad Balaguer ose s'attaquer à son propre employeur puisqu'elle n'hésite pas à critiquer ouvertement les publicités publiées par *La Vanguardia* dans le numéro de *Vindicación Feminista* d'octobre 1976 :

La publicidad en prensa también ha reflejado siempre las posturas más tradicionalmente machistas de la sociedad. Eso se ve hasta en los anuncios económicos. Recorto de La Vanguardia el siguiente anuncio: *Mujer. Una nueva y atractiva profesión puede ser la suya. A menudo Ud. habrá pensado seguramente en la conveniencia de desarrollar una profesión que además de gustarle le proporcione interesantes ingresos y le permita realizarse plenamente. Quizás ante algún posible trabajo se haya preguntado ¿Serviré yo? ¿Ganaré suficiente dinero? ¿Tendré suficiente experiencia? ... No dude en llamarnos*<sup>231</sup>.

Certes, les ventes du magazine féministe sont confidentielles et ce genre de critiques n'a donc aucun impact sur l'image de *La Vanguardia* mais, s'il en est informé, le quotidien les admet. Ainsi, *La Vanguardia* fait preuve d'une relative tolérance vis-à-vis de l'engagement féministe de ses employées et collaboratrices. Relative car, on l'a vu avec l'exemple de Lidia Falcón, il n'accepte pas toutes les collaborations. De plus, il n'existe pas de preuves assurant que la direction était au fait des critiques de Soledad Balaguer dans *Vindicación*. Enfin, cette dernière ne répond pas au sexisme de ses confrères à travers une tribune du type « droit de réponse » mais par une simple lettre dans le courrier des lecteurs, comme si elle ne faisait pas partie de la rédaction. Le journal ne lui accorde donc aucun espace particulier et, d'ailleurs, ces lettres sont les seuls textes que Balaguer publiera dans la rubrique d'opinion *Tribuna* sur la période étudiée. Par ailleurs, si *La Vanguardia* publie un article à l'occasion de l'ouverture des Jornades Catalanes de la Dona, il ne montre pas d'intérêt spécifique pour cette manifestation et se contente de transmettre les informations fournies par les agences de presse<sup>232</sup>. Ironie du sort, c'est donc chez *El País*, un des confrères du quotidien catalan, que Soledad Balaguer obtient

---

<sup>229</sup> BALAGUER, A finales de este mes... art. cit.

<sup>230</sup> Quelques mois plus tôt, en juillet 1979, ce slogan, « el placer es mío, caballero » faisait la *Une* du n° 28 de *Vindicación Feminista*. BALAGUER Soledad. A la caza y captura de nuestro patrimonio artístico. *La Vanguardia*. 21 novembre 1979, p. 47.

<sup>231</sup> BALAGUER Soledad. Publicidad: el machismo a flor de piel. *Vindicación Feminista*. Octobre 1976, n° 5, p. 55.

<sup>232</sup> *La Vanguardia* ne fait que transcrire, sans commentaire, le texte lu lors de la conclusion de cette manifestation. El domingo se clausuraron las "Jornades catalanes de la dona". *La Vanguardia*. 1 juin 1976, p. 36.

une tribune pour s'exprimer à l'issue de ces journées<sup>233</sup>. Ainsi, *La Vanguardia* ne bride pas spécifiquement ses journalistes et collaboratrices féministes. En revanche, elles sont tenues de respecter le style sobre et non polémique du journal, ce qui peut les pousser à réserver leurs textes militants à d'autres publications qui les accueilleront plus volontiers, à l'instar de *Vindicación Feminista*, ou dans le cas de Soledad Balaguer, à *El País*.

Pour le quotidien madrilène, la situation est un peu différente. Il ne fuit pas la controverse, bien au contraire comme on l'aura constaté au sujet des articles de Rosa Montero. En revanche, là encore, on remarque que certaines militantes adoucissent leurs textes lorsqu'ils sont destinés au journal alors qu'elles publient des articles bien plus forts dans *Vindicación*. C'est le cas, par exemple, de Lidia Falcón dont la prose est parfois violente lorsqu'elle s'adresse aux lectrices du magazine féministe<sup>234</sup>. Par exemple, dans « Persona o carne de represión », elle dénonce l'emprisonnement de femmes pour pratiques abortives supposées. Le lexique utilisé insiste sur la déshumanisation des accusées : « carne de reproducción », « dan con sus huesos en la cárcel »<sup>235</sup>. De même, l'avocate définit la prison comme « [un] cubo de basura habilitado para quitar de en medio a todos los que nos estorban y no sabemos dónde ubicarlos »<sup>236</sup>. En revanche, même si Lidia Falcón cherche souvent à persuader en émouvant dans *El País*, jamais elle n'utilise de registre purement pathétique comme elle peut le faire dans *Vindicación*. En premier lieu, parce que le quotidien est lu par d'autres avocats. Sa crédibilité professionnelle est donc en jeu. Face à ses pairs, même pour donner son avis, il convient de s'en tenir à des éléments factuels. De plus, la grande majorité des lecteurs d'*El País* sont des hommes qui ne sont pas nécessairement sensibles à la cause féministe. Pour les convaincre, Lidia Falcón doit donc adapter son discours. Enfin, le quotidien concerne une part de contrôle puisque tous les textes publiés, y compris ceux des collaborateurs, doivent respecter le livre de style. Publié pour la première fois en 1977, le *Libro de Estilo* d'*El País* est un manuel destiné à uniformiser les pratiques au sein de la rédaction. Il précise notamment comment structurer les articles, vérifier et citer les sources, rédiger les titres ou utiliser la ponctuation et les majuscules. Dans les années

---

<sup>233</sup> D'ailleurs, contrairement à *La Vanguardia* qui se contente de reproduire le communiqué officiel des « journées », *El País*, à travers le compte-rendu détaillé de Soledad Balaguer, en fournit une véritable analyse. BALAGUER Soledad. Una experiencia apasionante. *El País*. 6 juin 1976.

<sup>234</sup> La violence des éditoriaux du magazine de Falcón et d'Alcalde insiste sur la souffrance des corps au point d'acquérir une dimension cathartique. Par exemple, dans l'édition du n° 14 on peut lire : « Sexo envilecido, cuerpos en todas las posturas, para los voraces desatados tras la represión de cuarenta años de color de sotana. Y cuando el sexo y el cuerpo para envilecer no puede ser usado y abusado: cuando todo lo sucio no se puede hacer, hay que ser limpios de corazón y rechazar el aborto, asesinando a las madres que no son cebo erótico, y castigar con veinte años de cárcel a las madres que tampoco son cebo erótico », Éditorial Matar o morir de aborto. *Vindicación Feminista*. Août 1977, n° 14, p. 4.

<sup>235</sup> FALCÓN Lidia. ¿Personas o carne de represión? *Vindicación Feminista*. Septembre 1977, n° 15, p. 16-17.

<sup>236</sup> *Ibid.*

1970, en Espagne, les manuels de ce type n'existent pas. C'est le jeune quotidien qui met cette pratique – par ailleurs assez répandue dans d'autres pays d'Europe – au goût du jour. Pour la direction, le livre de style est un moyen d'uniformiser le produit et de conférer plus de cohérence à la marque *El País* auprès des lecteurs. Il agit aussi comme garde-fou pour l'équipe. Les collaborateurs se doivent de le respecter et donc de proscrire certaines pratiques. Par exemple, il leur est interdit de commencer une phrase par un adverbe, ils doivent également éviter les énoncés trop longs, les mots vulgaires et la multiplication des adjectifs<sup>237</sup>. Ainsi, « l'auto-censure » des militantes de *Vindicación* dans *El País* s'explique par des raisons stratégiques et par les règles stylistiques imposées par le journal. Ces normes les contraignent sur la forme de leur discours, mais les thèmes, eux, sont plus libres. Analysons les différences dans les sujets traités entre *La Vanguardia*, *El País* et *Vindicación*.

Certains sujets se font écho entre les quotidiens et le mensuel. C'est notamment le cas des journées féministes, des débats publics comme celui du divorce ou de l'avortement, des faits divers médiatisés. Toutefois, *Vindicación Feminista* propose également des thématiques ou des angles inédits, que l'on ne retrouve pas dans les quotidiens cités. De fait, il s'agit d'un magazine spécialisé dont l'intégralité des pages a trait à la thématique féminine. La revue dispose donc de beaucoup plus d'espace que la presse généraliste pour s'étendre sur ces sujets ou pour aborder des thématiques originales pour l'époque comme le rôle des femmes dans l'histoire des sciences, l'alcoolisme féminin ou la situation des femmes à l'étranger<sup>238</sup>.

De plus, la ligne éditoriale de *Vindicación* est très différente de celle des quotidiens, en particulier de *La Vanguardia*. Par exemple, le magazine est ouvertement anticlérical alors que le quotidien catalan, on l'a vu, entretient des liens privilégiés avec la hiérarchie ecclésiastique<sup>239</sup>. Ainsi, dans une claire allusion au pape Jean-Paul II, Soledad Balaguer se réfère à l'institution comme « la Santa Madre Iglesia, Católica, Apostólica y, hasta ahora, Romana, y a partir de ahora Machistopolaca »<sup>240</sup>. Ainsi, bien souvent, l'angle des sujets abordés diffère, en particulier en comparaison avec *La Vanguardia*.

Enfin, les ventes de *Vindicación Feminista* n'ont pas de commune mesure avec celles de *La Vanguardia* ou d'*El País*. Or, ce caractère presque confidentiel plus de liberté d'expression que les leaders du marché. Par exemple, en 1977, Juan Luis Cebrián est inquieté

---

<sup>237</sup> ALONSO Julio (coord.). *Libro de estilo*: El País. Madrid : PRISA, 1980 (1<sup>ière</sup> éd. 1977), 343 p., p. 18.

<sup>238</sup> BALAGUER Soledad, Colita. El alcoholismo femenino, la enfermedad de la frustración. *Vindicación Feminista*. Mars 1977, n° 9, p. 44-47 ; FAJARDO Alicia, SAU Victoria. Las mujeres sabias asustan a los hombres. *Vindicación Feminista*. Juillet 1977, n° 13, p. 54-59 et rubrique *Mujeres del Mundo*.

<sup>239</sup> Voir III. 3. B. *El País* et *La Vanguardia* informent-ils ?

<sup>240</sup> BALAGUER Soledad. Juan Pablo II, una futura excomulgada te saluda. *Vindicación Feminista*. Décembre 1979, n° 29, p. 42.

par la justice après la publication d'un article sur la contraception dans le supplément dominical<sup>241</sup>. De fait, avant 1978, il est interdit de faire la promotion ou de communiquer des informations sur les méthodes contraceptives. Pourtant, *Vindicación* peut se le permettre sans se voir poursuivi. D'ailleurs, dans un article publié par la revue en 1977, Soledad Balaguer dresse l'état de la question en Espagne puis précise la marche à suivre pour avorter à l'étranger, quels sont les prix pratiqués et les subtilités légales à connaître<sup>242</sup>. Ainsi, même si ses ventes insuffisantes plongent *Vindicación Feminista* dans la faillite, elles lui confèrent aussi plus de liberté de parole ce qui explique que le magazine puisse traiter certains thèmes qui restent sensibles pour les grands quotidiens.

Par ailleurs, la grande différence dans le nombre de lecteurs explique aussi le fort contraste entre la tonalité des articles publiés dans *Vindicación Feminista* d'une part et dans *El País* et *La Vanguardia* d'autre part. En effet, nombreuses sont les militantes qui usent d'une écriture intime dans la revue. Ce style personnel génère un sentiment de proximité et de complicité avec les lectrices. Par exemple, pour s'adresser à elles, les autrices recourent souvent au pronom « nosotras ». Or, ce pronom n'a pas du tout la même valeur que lorsqu'il est utilisé dans les quotidiens. Dans *El País* et *La Vanguardia*, il est généralement<sup>243</sup> employé dans des articles signés collectivement par plusieurs membres d'une association féministe pour préciser que derrière la personne qui prend la plume se trouvent d'autres signataires<sup>244</sup>. Dans le mensuel, en revanche, il renvoie systématiquement à une communauté de femmes – autrices mais aussi lectrices – qui s'unissent à travers un journal car elles se considèrent victimes d'un système machiste. En créant un sentiment de solidarité, ce « nous » tisse un lien, un sentiment de sororité, entre les militantes et leur audience. Presque toutes les activistes de *Vindicación* l'ont manié au moins une fois, à l'instar de Victoria Sau<sup>245</sup>, de Soledad Balaguer<sup>246</sup> ou de Magda Oranich. Par exemple, cette dernière conclut son article « Cuestiones de urgencia: anticonceptivos, divorcio, adulterio, amancebamiento » de la façon suivante :

---

<sup>241</sup> L'article est le suivant : Los anticonceptivos. *El País Semanal*. 20 février 1977, p. 14-15. L'affaire est relayée dans : Los anticonceptivos en España. *El País*. 30 mars 1977.

<sup>242</sup> BALAGUER Soledad. *Contracepción...*, art. cit.

<sup>243</sup> À quelques exceptions près, par exemple l'article « A ti, mujer » de Rosa Montero, MONTERO, A ti..., art. cit.

<sup>244</sup> Par exemple, dans « El Proceso de Bilbao », Cristina Alberdi parle à la première personne du pluriel (« queremos resaltar que nuestra lucha », « queremos llamar la atención », « queremos recordar »...) parce qu'elle signe son article aux côtés d'autres avocates du Collège de Madrid. El proceso de Bilbao. *El País*. 21 octobre 1979, p. 14.

<sup>245</sup> Par exemple dans « Tristes tópicos », elle écrit « cuando las mujeres tomemos el poder le quitaremos, eso sí, sus privilegios al macho humano ». SAU Victoria. Tristes tópicos. *Vindicación Feminista*. Avril 1978, n° 22, p. 64.

<sup>246</sup> Par exemple, « Contracepción a la española: todas somos delincuentes », débute ainsi : « una de dos: o las españolas tenemos unos desarreglos ováricos de padre y muy señor, o resulta que somos unas perfectas delincuentes ». BALAGUER. *Contracepción...*, art. cit.

Nosotras las mujeres pensamos que todas estas cuestiones son urgentes y lo tenemos que demostrar. Sólo nuestra lucha puede conseguir que las reformas que hoy están en marcha beneficien a todas las mujeres. Sólo nuestra lucha puede conseguir que no se acuerden únicamente de nosotras en el momento de las elecciones<sup>247</sup>.

Cette complicité avec les lectrices transparaît encore plus particulièrement dans certains textes de Soledad Balaguer lorsque cette dernière se confie sur sa situation de femme séparée. Ainsi dans « Mujeres separadas, vidas deshechas », elle écrit : « las mujeres separadas, me parece, podrían –podríamos– hacer nuestro aquel verso del poeta: *Je porte mon cœur en écharpe* »<sup>248</sup>. Plus tard, elle explique que le positionnement de l'Église sur la question du divorce est injuste pour ceux qui, comme elles, sont croyants :

Una que se considera cristiana, que seguramente se divorciará en cuanto le dejen (más que nada, porque creo que mi ex-marido tiene todo el derecho a casarse con su mujer, si le apetece) y que seguramente no se volverá a casar (más que nada, porque me estoy planteando la vida en pareja de otra forma), reivindica el derecho a seguir siendo cristiana desde la legalidad. Porque ser cristiana ilegal es algo que no me lo puede quitar nadie<sup>249</sup>.

Soledad Balaguer aurait difficilement pu faire un aveu aussi intime dans *La Vanguardia* car la ligne éditoriale du quotidien et son lectorat, plus large et hétérogène, ne s'y prêtent pas. *Vindicación Feminista* prend donc parfois des allures de journal intime dans lequel les autrices confient leurs pensées à leurs lectrices.

D'ailleurs, cette différence de proximité avec l'audience se ressent aussi sur la solennité des articles. De nombreuses militantes de *Vindicación* adoptent effectivement un style bien plus relâché lorsqu'elles écrivent pour le magazine que lorsqu'elles le font pour *El País* ou *La Vanguardia*. Par exemple, pour condamner l'idée selon laquelle les féministes sont sexuellement insatisfaites, Victoria Sau se moque du manque de savoir-faire des hommes : « con sujetos así es muy difícil tener relaciones *satisfactorias*, como ahora se dice. [...] Total, que al hombre le hemos de colgar el farolillo rojo »<sup>250</sup>. De même, l'autrice se permet parfois certaines vulgarités : « el primero que dijo que las feministas somos unas resentidas, con ánimo

---

<sup>247</sup> ORANICH Magda. Cuestiones de urgencia: anticonceptivos, divorcio, adulterio, amancebamiento. *Vindicación Feminista*. Janvier 1978, n° 19, p. 19.

<sup>248</sup> BALAGUER Soledad. Mujeres separadas, vidas deshechas. *Vindicación Feminista*. Février 1977, n° 8, p. 46.

<sup>249</sup> BALAGUER. Juan Pablo II... art. cit.

<sup>250</sup> SAU. Tristes..., art. cit.

de ofender, no tenía ni zorra idea de lo que son la opresión y explotación de la mujer »<sup>251</sup>. Le ton, en revanche, est plus sérieux lorsque les textes sont destinés à *El País* ou *La Vanguardia*.

Ainsi, *Vindicación Feminista* est un espace dérivatif permettant de déverser les frustrations des autrices, tantôt avec humour, tantôt avec amertume. Les militantes considèrent l'adhésion de leurs lectrices au féminisme comme un principe acquis. La revue leur sert donc d'exutoire. À l'inverse, les pages d'*El País* et de *La Vanguardia* sont l'espace du combat. Les militantes ont besoin de les investir afin d'occuper la scène politico-médiatique et de convaincre leurs lecteurs.

De fait, on a pu constater que, dans *La Vanguardia*, Marta Pessarrodona tentait parfois d'euphémiser ses textes. L'objectif de ces précautions langagières est de convaincre le lecteur en le faisant adhérer au propos et en évitant de le heurter. Les efforts de construction rhétorique se présentent aussi à *El País*, d'autant plus, d'ailleurs, puisque les articles féministes des militantes de *Vindicación* sont plus nombreux. Par exemple, Cristina Alberdi implique spécifiquement les hommes dans ses développements, comme dans cet article d'août 1981 dans lequel elle explique : « también el hombre en el sistema patriarcal es víctima de su propia preeminencia, que interioriza desde el primer aprendizaje »<sup>252</sup>. Elle n'est pas la seule à tenter d'impliquer le lecteur dans son argumentation. C'est aussi le cas de Rosa Montero qui interpelle l'audience d'*El País* sur la question de l'avortement :

Mientras tanto –mientras lees esto– alguna de las 300.000 españolas que abortan anualmente estará sometiéndose a las manos inciertas pero baratas de un carnicero del país, sentirá cómo la desgarran por dentro las agujas de media que maneja una comadrona a la luz de un flexo, o cómo corta y raspa su interior un cuchillo de cocina mal hervido o un bisturí sin filo. Más allá está el dolor, la soledad, la infección y la miseria. Recuérdalas, y cuando oigas a un profeta o te suba a los labios el exabrupto justiciero, espera un segundo, piensa en cuantos otros “crímenes” eres cómplice y decide cuál ha de ser la dirección que han de tomar tus ansias redentoras<sup>253</sup>.

Dans cet extrait, Rosa Montero dresse le tableau vivant d'un avortement clandestin, une description dans laquelle elle immerge de force son lecteur pour qu'il fasse corps avec la victime et partage sa douleur. Elle l'émeut et lui fait voir l'horreur, crument et bien malgré lui, afin de le pousser à réagir.

---

<sup>251</sup> SAU Victoria. Tristes tópicos. *Vindicación Feminista*. Mai 1978, n° 23, p. 40.

<sup>252</sup> ALBERDI. Un largo..., art. cit.

<sup>253</sup> MONTERO Rosa. Aborto. *El País*. 31 mars 1979, p. 56.



Lidia Falcón s'appuie elle aussi sur le registre de l'émotion et l'associe à une construction argumentative très spécifique. Par exemple, dans « Derecho a matar », elle défend Neus Soldevila, mère de famille accusée d'avoir orchestré l'assassinat de son mari violent avec la complicité de ses enfants et de la domestique<sup>254</sup>. Pour persuader son lecteur, elle débute l'article par un tout autre sujet : la violence institutionnelle. Durant trois longs paragraphes, elle explique que tous les États et leur législation autorisent la violence et les meurtres pourvu qu'ils servent le pays. Elle donne l'exemple de la guerre des Malouines mais aussi de la récente mort d'un jeune voleur de voiture aux mains de deux policiers en patrouille. Elle insiste sur les causes qui, légalement, peuvent justifier le meurtre (à l'instar de la légitime défense, de la faim et de la détresse psychologique) puis, seulement après avoir rappelé au lecteur que la loi justifie parfois les crimes les plus violents, elle en arrive enfin au cas de Neus Soldevila : « si los militares, los soldados, los policías, los que son agredidos, los que deben obedecer órdenes, los locos y los borrachos y los que tienen mucha hambre pueden matar a un semejante, ¿por qué Neus Soldevila no? Yo sólo tengo una respuesta: porque es una mujer ». Ici, la construction argumentative de Lidia Falcón produit un effet de contraste censé pousser le lecteur à se poser cette question : comment l'Espagne peut-elle justifier une guerre et toutes les horreurs citées par Falcón mais pas l'acte d'une femme victime de mauvais traitements ? Ce type de construction – venant des militantes précédemment citées ou d'autres autrices – n'existe pas dans *Vindicación Feminista* car l'adhésion du lecteur est un axiome des articles.

De même, lorsqu'elles écrivent dans *El País*, les militantes de *Vindicación Feminista* savent qu'elles s'adressent à un public averti. On le constate notamment à la lecture des articles ayant trait à l'évolution législative car, pour être compris, ces derniers demandent souvent aux lecteurs d'avoir suivi l'actualité et de connaître le contexte. En revanche, dans *Vindicación*, la lecture des articles exige moins de prérequis. Ils sont donc plus accessibles<sup>255</sup>. En outre, certaines autrices simplifient leur style ou vulgarisent leur propos. Magda Oranich, en particulier, se montre très didactique. Dans *Vindicación Feminista*, elle s'exprime en termes clairs et précise tout ce qui pourrait s'avérer obscur pour ses lectrices, y compris le mot « constitution »<sup>256</sup>.

<sup>254</sup> En 1981, elle est condamnée à 28 ans de prison. ARIZABALAGA Mónica. La dulce Neus, que indujo a sus hijos a matar al padre tirano. *ABC*. 2 juillet 2020.

<sup>255</sup> Cela ne signifie pas que l'information est moins précise, elle est simplement plus explicitée. Par exemple, dans le numéro de décembre 1979, Cristina Alberdi signe un article extrêmement documenté et d'une grande précision concernant les lois de divorce anglaise, étatsunienne et italienne. ALBERDI Cristina. Divorcio: derecho comparado. *Vindicación Feminista*. Décembre 1979, n° 29, p. 15-19.

<sup>256</sup> ORANICH, La Constitución..., art. cit.

Enfin, dans le magazine, les autrices se permettent plus de subjectivité dans le traitement de l'information que dans les quotidiens. En effet, si l'objectivité totale est impossible, même pour des journaux de référence tels que *La Vanguardia* ou *El País*, l'éthique professionnelle impose d'informer le lecteur sur la nature du texte qu'il a entre les mains. Il doit pouvoir savoir s'il s'agit d'une simple information ou d'un article d'opinion. Or, si *El País* et *La Vanguardia* différencient ces deux catégories grâce à une typographie et / ou une rubrique spécifique(s), pour *Vindicación Feminista* il n'en est rien, c'est pourquoi la nature de certains textes est ambiguë. Ce qui se présente comme une information semble parfois manipulé dans le but de soutenir une position précise. Par exemple, dans son article « Sahara: Las mujeres luchan por su libertad », article présenté comme « reportaje », Soledad Balaguer offre une vision presque utopique de la vie des Sahariennes pour justifier les bienfaits qu'aurait, en Espagne, l'évolution de la législation familiale et notamment la légalisation du divorce :

esta misma relación familiar amplia destraumatiza el proceso de divorcio. En la actualidad, según las leyes saharauis, sólo el hombre puede pronunciar divorcio contra su mujer. Sin embargo, la mujer puede dejar al marido e ir a casa de sus padres, con sus hijos, sin que por ello sea penalizada. Cuando una mujer decide no volver con su marido, normalmente, éste, sin ningún tipo de pega legalista, decide divorciarse de ella, con el sentido común de que un matrimonio se rompe cuando las cosas no funcionan bien entre la pareja. Los niños, acostumbrados a una célula familiar de las características descritas, no pasan ningún tipo de trauma: su entorno apenas cambia, al faltar el padre del hogar –normalmente los niños se quedan con la madre– no falta una pieza esencial e insustituible: el padre es sólo uno más en el conjunto tribal<sup>257</sup>.

En réalité, à travers cette lecture très personnelle de la situation des Sahariennes, Soledad Balaguer profite du reportage pour faire passer ses propres convictions féministes, ce qui se perçoit également par l'utilisation de l'expression de « classe opprimée », propre aux considérations féministes occidentales et qui apparaît également dans l'article. Ainsi, contrairement aux standards des quotidiens de référence, dans *Vindicación Feminista*, les autrices mêlent parfois opinion et information. On peut donc conclure qu'il existe bel et bien une écriture spécifique à chaque support. *Vindicación* se présente comme un magazine tout public mais ses ambitions sont davantage militantes qu'informatives. Les textes y sont plus intimes, le ton est plus relâché. Les femmes qui participent à ce projet voient dans le magazine une occasion d'exprimer leur féminisme, avec l'espoir d'influencer la société espagnole. Pour toutes – journalistes de métiers, avocates ou femmes de lettre – il s'agit d'une activité

---

<sup>257</sup> BALAGUER Soledad. Sahara: Las mujeres luchan por su libertad. *Vindicación Feminista*. Juillet 1976, n° 1, p. 18.

complémentaire. Ce support de libre expression permet aux journalistes de publier des textes plus personnels et moins restreints par la ligne idéologique ou les contraintes du format quotidien. Les autres professionnelles jouissent aussi de cette liberté mais nombre d'entre elles se tournent également vers des quotidiens à grand tirage, afin de se faire entendre du plus grand nombre et, surtout, en dehors de leur cercle d'adhésion. Leurs écrits sont alors plus techniques et l'argumentation y est plus rigoureuse que dans *Vindicación*. *El País* et *La Vanguardia* acceptent bien volontiers ces signatures qui apportent leur expertise et / ou leur renom à la maison. Toutefois, dans le cas du journal catalan, les articles signés par les collaboratrices ne doivent pas trop détoner, d'où l'exclusion de certaines figures du mouvement féministe, probablement trop impétueuses. Il est donc possible pour les journalistes et collaboratrices des quotidiens de concilier activisme et journalisme mais les velléités de chacune passeront toujours après les contraintes imposées par la forme (un quotidien généraliste qui dispose d'un nombre de pages limités), par la ligne éditoriale (l'idéologie du journal a donc un impact sur le ton et le choix des thèmes) et par le public des leaders de l'information générale. Les textes publiés par les quotidiens sont donc nécessairement plus sobres que ceux de *Vindicación*.

En définitive, la mort de Franco coïncide avec l'essor du journalisme féminin, amorcé au tournant des années 1970. Parcelle par parcelle, les nouvelles générations conquièrent de nouveaux territoires journalistiques. Elles passent d'abord des magazines féminins aux journaux d'information générale, puis des rubriques Culture et Société aux rubriques Politique ou Information nationale. Durant la Transition, cette évolution ne fait que commencer et les professionnelles qui ont accès aux espaces du quotidien les plus convoités font encore figure d'exception. De même, rares sont celles qui obtiennent des postes de direction. Malgré tout, certaines commencent à ouvrir des passages jusqu'alors barrés, passages dans lesquels s'engouffreront de plus en plus de leurs collègues.

De leur côté, *El País* et *La Vanguardia* ne s'opposent en rien à cette évolution mais ne l'encouragent pas non plus. En ce qui concerne le quotidien de la famille Godó, la féminisation des équipes n'est pas perçue comme un enjeu. La direction, ancrée dans ses traditions, et la rédaction, docile et habituée à suivre sa hiérarchie, ne se posent pas la question. À l'inverse, *El País* est un journal plus jeune et dynamique. Son directeur, Juan Luis Cebrián, est sensible à l'intégration des femmes aux postes à responsabilités. Toutefois, ses bonnes intentions se voient en partie freinées à tous les échelons hiérarchiques par un machisme propre à l'époque mais aussi aux réticences de certaines journalistes peu désireuses d'être des pionnières. Ainsi, la

majorité des professionnelles d'*El País* et *La Vanguardia* occupent des postes leur procurant peu d'influence décisionnelle.

Parmi ces femmes – qu'elles soient journalistes de métier ou qu'elles ne collaborent que de temps à autre – certaines s'engagent dans les mouvements féministes de l'époque. Pour elles, il est possible de concilier activisme et journalisme. Toutefois, elles mélangent très peu ces deux activités. De fait, pour celles qui sont liées à *La Vanguardia*, il est impensable de pas respecter l'ADN du journal. À *El País*, la question n'est pas tant de savoir ce qui est dit mais qui le dit. Le quotidien laisse peu de place à l'expression de ses journalistes. En revanche, les collaboratrices de renom, en particulier les avocates, ont voix au chapitre, y compris dans la si prisée rubrique *Opinión*. Ceci explique aussi que certaines journalistes de la rédaction d'*El País* militent en parallèle. Ainsi, le sort des femmes d'*El País* et de *La Vanguardia* est mitigé. Petit à petit, elles s'avancent dans la hiérarchie mais, durant la Transition, elles souffrent encore d'un net désavantage par rapport à leurs homologues masculins. Si les femmes en chair et en os doivent encore jouer des coudes pour se faire une place dans la vie des rédactions, voyons ce qu'il en est des femmes de papier, de celles qui habitent les pages du journal.

## CHAPITRE V. LES FEMMES DE PAPIER DANS *EL PAIS* ET *LA VANGUARDIA*

La méthodologie utilisée au cours de ce travail s'inspire des approches proposées par Michael Huberman et Matthew B. Miles dans leur *Analyse des données qualitatives*<sup>1</sup>. Dans cet ouvrage, ils conseillent d'organiser chaque étude en quatre étapes : le recueil de données, leur condensation (sélection puis tri des éléments pertinents), leur présentation sous forme de textes, tableaux, ou de diagrammes, et l'élaboration puis la vérification des conclusions. Nous avons suivi ces étapes en les adaptant à notre sujet.

La première partie de l'étude, le recueil de données, s'est traduit par la lecture des numéros d'*El País* et de *La Vanguardia* publiés entre le 3 juillet 1976 et le 28 octobre 1982 et la sélection des articles pertinents dans chaque exemplaire. Cette sélection s'est voulue élargie afin de ne pas orienter les futurs résultats. Par exemple, aucune thématique précise, telle que « les femmes et la santé » ou « les femmes et la loi », n'a été sélectionnée au détriment d'autres. Au contraire, ont été retenus l'intégralité des articles portant sur l'idée générale de femme, de féminité, de féminisme ou sur une personnalité féminine en particulier.

Ces articles ont été classés dans différentes rubriques thématiques afin d'en faciliter l'exploitation ultérieure. Ce classement – ou condensation des données selon Huberman et Miles – s'est effectué en parallèle de l'étape de recueil. Par conséquent, les rubriques d'indexation ont légèrement évolué au cours des premiers jours de travail afin d'englober au mieux tous les cas de figure, quitte à devoir revenir en arrière pour réorganiser certaines références. La quasi-totalité des articles concernant « les femmes de papier » a ainsi pu être catégorisée<sup>2</sup>. Les rubriques naissent donc d'une démarche empirique, l'exploitation des journaux, pas de choix préalables à la lecture.

Les publications d'*El País* et de *La Vanguardia* ont été traitées séparément mais en utilisant le même système de rangement afin de pouvoir comparer les résultats de ces deux « sites ». Les rubriques thématiques utilisées dans ce chapitre sont les suivantes : femmes et

---

<sup>1</sup> HUBERMAN Michael, MILES Matthew B. *Analyse des données qualitatives*. Bruxelles : De Boeck Supérieur, 2015 (1<sup>ière</sup> éd : 1991), 626 p. (Méthodes en Sciences humaines).

<sup>2</sup> Quelques textes, notamment certains faits divers, se sont révélés inclassables mais ne représentent qu'un nombre dérisoire d'articles par rapport à l'ensemble.

associations (de voisins, de femmes au foyer et d'épouses d'ouvriers<sup>3</sup>), femmes et culture (parmi elles, les femmes de lettres, les intellectuelles, les artistes de cinéma et de théâtre), sportives et femmes politiques<sup>4</sup>. On constatera que les profils étudiés correspondent partiellement aux rubriques des journaux (politique, culture, sport...). Pour cause, au moment de communiquer l'information, la presse opère déjà sa propre sélection puisque chaque sujet doit pouvoir s'incorporer à une rubrique du journal. Ce premier filtre effectué par la rédaction conditionne le type d'individu qui apparaîtra dans chaque édition et, par la même, influence la construction des catégories de notre étude<sup>5</sup>. L'analyse porte donc bel et bien sur les femmes à travers le regard des journaux et pas telles qu'elles sont en réalité dans l'Espagne des années 1970 et 1980, puisqu'il s'agit bien d'étudier les journaux et leurs points de vue.

Par ailleurs, rappelons que dans tout ce chapitre V et dans les suivants, même si les conclusions sont parfois exprimées en chiffres, c'est bien l'analyse qualitative qui prime. En effet, prétendre être en mesure d'avancer des résultats d'une rigueur mathématique en sélectionnant manuellement des articles sur une si longue période revient à s'engager dans un pari hasardeux. Tout d'abord, car le corpus est très riche. Il rassemble 3901 numéros composés chacun de plusieurs dizaines de pages. Ensuite, parce que l'objectivité du travail se heurte parfois à des limites. Par exemple, le classement de certains textes peut être sujet à débat, suivant les sensibilités personnelles. Par conséquent, on ne saurait s'en tenir à une série de données calculées au dixième près. Toutefois, ces écueils qui rendent impossible l'étude purement quantitative ne sont pas un frein à l'approche qualitative. De fait, malgré les probables omissions et hésitations, une sélection objective et régulière d'un nombre conséquent d'articles – 10 782 en tout – permet d'obtenir des séries de références représentatives<sup>6</sup>. L'analyse qualitative permet alors d'en interpréter les grandes tendances et d'en dégager des conclusions. Pour autant, une fois les références sélectionnées, effectuer des calculs s'avère tout de même utile. De fait, certains articles ou thématiques marquent plus l'esprit du lecteur que d'autres et ces premières impressions, si elles ne sont pas vérifiées, peuvent altérer les conclusions. Compter permet alors de contrôler ses propres prévisions et, le cas échéant, de les invalider,

---

<sup>3</sup> Seules les femmes d'ouvriers feront l'objet d'une étude car le secteur ouvrier est celui qui subit le plus fortement les chocs pétroliers de 1973 et 1979, il est également très actif syndicalement. C'est pourquoi il n'y a que ces femmes qui parviennent à se rassembler et à se faire entendre dans les journaux.

<sup>4</sup> En parallèle, nous avons mené d'autres études et récolté d'autres articles au sujet, entre autres, de la législation (avortement, contraception, divorce, adultère) ou du traitement du féminisme. Nous y reviendrons plus loin.

<sup>5</sup> C'est le cas pour les « femmes de papier » mais nous aurons l'occasion de nous défaire des rubriques imposées par les journaux au cours d'autres études, en particulier au sujet du féminisme et de l'évolution de la législation.

<sup>6</sup> Afin d'éviter de se trouver submergés par un trop grand nombre de références, certains chercheurs choisissent de se limiter à l'étude de seulement quelques jours par semaine ou de quelques semaines par an puis de considérer que les résultats pourraient être élargis à tous les jours d'une année entière. Cette option a semblé trop aléatoire et a donc été écartée.

évitant ainsi au maximum les biais cognitifs. C'est la dernière étape proposée par Huberman et Miles. Par ailleurs, l'avantage d'une approche quantitative ciblée est de communiquer les résultats de façon plus lisible et plus concrète. Les données chiffrées, à défaut d'être des vérités mathématiques absolues, sont alors de bons baromètres. Ils serviront à matérialiser de façon plus tangible les tendances constatées.

En outre, avant de présenter les résultats, il convient de préciser que deux archétypes supplémentaires se sont dessinés au cours de la lecture des exemplaires mais que ces modèles ont dû être partiellement écartés. Le premier correspond aux femmes exerçant des métiers considérés comme masculins tels que policier, militaire, ou pilote d'hélicoptère. Le nombre d'articles de cette catégorie n'est pas suffisant – une dizaine dans *El País* et une trentaine dans *La Vanguardia* –, pour en tirer des conclusions solides. En revanche, des remarques sur le traitement médiatique de ces professionnelles d'exception permettront ponctuellement de contraster ou d'approfondir les résultats des autres catégories. L'autre modèle abandonné est celui des femmes vues comme victimes. La première raison tient à l'impossibilité de réaliser une approche qualitative. En effet, dans les années 1970 et 1980, la violence envers les femmes n'est pas encore considérée comme un problème de société. Les quotidiens n'analysent pas les faits divers comme les signes d'un phénomène social plus large. Par conséquent, la quasi-totalité des articles portant sur la violence de genre sont des brèves perdues en fin de journal<sup>7</sup>. Or, il serait hasardeux de baser un travail qualitatif sur à peine quelques lignes. La deuxième raison pour ne pas étudier cette représentation des femmes repose, on l'a vu, sur le manque de fiabilité d'un travail purement quantitatif, d'autant que l'emplacement de ces brèves est très aléatoire, surtout dans *La Vanguardia*. Les autres modèles féminins représentés dans les deux

---

<sup>7</sup> *La Vanguardia* refuse ouvertement de donner de l'importance à ce qu'il ne considère que comme des faits divers. C'est ce que le journal explique dans un éditorial daté du 24 septembre 1977. À Sabadell, un homme assassine sa compagne et des manifestations éclatent pour protester contre ce crime. Or, le quotidien catalan condamne fermement ces réactions car, selon lui, « los crímenes pasionales, las historias de amores no correspondidos y de amantes despechados, los ramalazos de locura que ofuscan los cerebros y arman las manos de los homicidas, son viejos como la humanidad misma y merecen, normalmente, las líneas de una gacetilla en la sección de Sucesos de los periódicos ». Ici, *La Vanguardia*, comme la plupart des journaux de l'époque, traite le sujet à travers une rhétorique romantique et minimise l'évènement. Quant à *El País*, sur la période étudiée, il publie trois éditoriaux à ce sujet. Dans celui de 1977, il parle de ce qu'il estime être une recrudescence des cas de viols et explique que ces agressions sont le fruit d'un manque d'éducation. Dans celui de février 1982, le lecteur peut apprécier une évolution de son discours car il soulève alors des problématiques très modernes comme le traitement involontairement brutal des victimes par la police ou la nécessité de créer des unités spécialement formées pour recueillir leur témoignage. Enfin, celui d'octobre 1982, très court, insiste sur l'importance d'adapter le Code civil à l'époque. Dans tous les cas, le journal constate un problème mais il ne considère pas les viols comme la manifestation d'un machisme systémique et, surtout, continue ensuite à traiter les affaires de ce type comme des faits divers isolés, ce qui restreint leur étude d'autant que les articles restent rares et très courts. Éditoriaux Contra la violación, educación. *El País*. 27 octobre 1977 ; Las violaciones y el honor. *El País*. 7 février 1982 et Perdón al violador. *El País*. 1 octobre 1982.

quotidiens ont pu être exploités. Enfin, l'étude intégrera ponctuellement certains exemples qui ne correspondent à aucun des archétypes étudiés mais qui permettront d'enrichir la réflexion.

Dans un premier temps, nous concentrerons notre attention sur le traitement médiatique qu'*El País* et *La Vanguardia* réservent à toutes les typologies de femmes mentionnées et sur ce que ce traitement révèle de chacun des deux quotidiens. Nous aborderons ensuite la question du sexisme afin de déterminer dans quelles situations il se manifeste. Enfin, nous nous arrêterons sur plusieurs événements majeurs de l'histoire des femmes durant la Transition afin de confirmer, d'infirmer mais surtout d'affiner les observations concernant chaque titre mais aussi d'ébaucher une évolution temporelle que nous préciserons dans le chapitre suivant.

## **V. 1. Quels types de femmes les lecteurs rencontrent-ils dans les journaux ?**

### **V. 1. A. Les sportives : victimes de la pression éditoriale**

Le sport féminin est très minoritaire dans les rubriques *Deportes* d'*El País* et de *La Vanguardia*. Le nombre réduit d'articles – 71 et 50 respectivement – facilite l'étude puisque tous les textes centrés sur une athlète ont pu être sélectionnés. La sportive peut être le thème principal mais aussi secondaire des articles sélectionnés car ces derniers abordent généralement plusieurs thématiques. Seuls les références n'offrant qu'une suite de résultats sportifs sans autre commentaire ont été écartées.

L'étude met en lumière deux conceptions différentes du journalisme sportif chez les quotidiens. À *El País*, les auteurs donnent leur opinion et s'engagent personnellement alors qu'à *La Vanguardia* ils s'effacent en faveur du sujet. C'est ce que souligne la *Figure 1* qui représente le positionnement des journalistes à l'égard des sportives et des rencontres féminines.



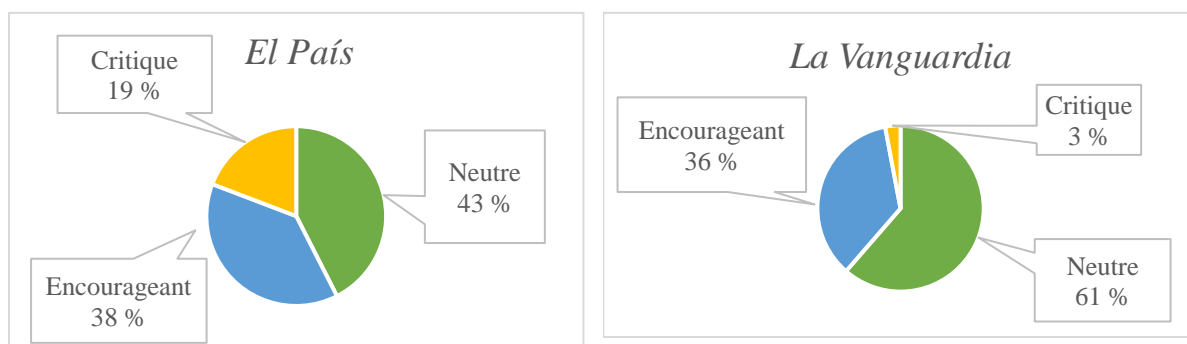


Figure 1 : Attitude du journaliste envers le sport féminin ou la sportive sur un total de 71 articles pour *El País* et de 50 pour *La Vanguardia* (en pourcentages arrondis à l'entier).

Les auteurs d'*El País* donnent leur avis personnel – qu'il soit positif ou négatif – dans 57 % des cas contre seulement 39 % pour ceux de *La Vanguardia* qui s'en tiennent donc généralement aux faits.

Dans ces journaux, l'engagement personnel se traduit par une série d'indicateurs tels que le vocabulaire affectif et évaluatif, la modélisation du discours ou l'utilisation régulière de la première personne du sujet. C'est le cas lorsque le journaliste d'*El País* Julián García Candau s'oppose à la création de la catégorie « judo féminin » en vue des Jeux olympiques. Il utilise une expression familière qui témoigne clairement de son opposition : « incluir a las mujeres es una salida de madre »<sup>8</sup>. Il défend son point de vue en expliquant que le judo n'a pas de lien avec l'origine grecque des Jeux et que la multiplication des épreuves met en danger la faisabilité de la compétition : « va a llegar un momento en que la celebración de los Juegos resultará imposible. Es evidente que existen algunos deportes cuyo carácter olímpico es, o nulo, o muy dudoso. El judo es de los que carecen en absoluto de raigambre olímpica »<sup>9</sup>. On peut supposer que le journaliste s'inquiète des résultats de la délégation nationale : en Espagne, le judo masculin est peu répandu et la pratique féminine encore plus anecdotique, les chances d'obtenir une médaille sont donc nulles<sup>10</sup>. Le journaliste défend l'intérêt national en excluant l'intégration des femmes à la compétition. L'expression « salida de madre » fait état d'une grande liberté et d'une volonté de proximité avec le public. Les journalistes sportifs d'*El País* s'adressent aux

<sup>8</sup> GARCÍA CANDAU Julián. Quieren incluir al judo femenino en los Juegos de Moscú. *El País*. 28 juillet 1976, p. 24.

<sup>9</sup> *Ibid.*

<sup>10</sup> La première compétition de judo féminin espagnol a lieu en 1972. Les combats y sont interdits et les judokates se contentent donc de montrer certaines techniques de la discipline. Le judo masculin intègre les Jeux olympiques à partir de 1964 mais, signe que sa pratique est encore récente en Espagne, le pays n'envoie de participants qu'à partir de 1972. Les femmes, elles, ne peuvent s'affronter aux Jeux que depuis 1992. LÓPEZ CHÁVEZ Almudena. *El tratamiento del judo femenino en la prensa española (1972-2012)*. Thèse en Sciences de l'information. Université Complutense de Madrid. 2019, 437 p., p. 100 et p. 139.

lecteurs comme à des amis avec lesquels ils commentent l'actualité dans un langage direct voire familier. Ils les guident sur ce qu'ils doivent penser des athlètes et des clubs. Leur style est également plus polémiste. Le spectacle a donc lieu dans les stades mais parfois aussi dans les articles. La différence avec le style des journalistes sportifs de *La Vanguardia* ressort particulièrement lorsque l'on compare le traitement qu'ils réservent à un même sujet. Par exemple, le discours des deux quotidiens à l'égard de Nadia Comaneci ne saurait être plus différent car, s'ils célèbrent à l'unisson les exploits de la jeune athlète lors des Jeux de Montréal, ils se désolidarisent complètement l'un de l'autre lorsque cette dernière montre des signes d'épuisement. En pleine Guerre Froide, Nadia Comaneci est un symbole politique pour la Roumanie de Ceausescu. Elle et ses camarades doivent incarner l'excellence du modèle communiste, c'est pourquoi elles sont soumises à une surveillance permanente et à des entraînements si intensifs qu'ils mettent en danger leur santé<sup>11</sup>. Or, lorsque Nadia Comaneci, sous pression, cesse de correspondre à l'image idéale de l'été 1976, le journaliste d'*El País* Juan Mora s'en prend à elle dans plusieurs articles. Ainsi, même s'il explique qu'elle n'est en réalité qu'une jeune fille apeurée, il lui reproche tout de même son attitude lors d'une visite à Madrid : « nada la hacía sonreír o hablar », « tras recibir dos ramos de flores, que en seguida dejó en manos de sus acompañantes [...] », « ni siquiera conoce los nombres de las españolas con las que se va a enfrentar estos días »<sup>12</sup>. À l'inverse, pour *La Vanguardia*, Juan Pardo relève le même détachement de la jeune athlète mais il témoigne de la compassion envers elle. D'abord, il insiste sur le jeune âge des sportives : « las jóvenes gimnastas –la mayor tiene 16 años– », « Nadia Comaneci y sus jovencísimas compañeras me dieron la sensación de cervatillos asustados », « yo pienso que son unas niñas », « sus profundos ojos, tan infantiles »<sup>13</sup>. Il souligne également la rigueur de leur existence : « detenerse a pensar lo que es la vida de estas niñas –que no son nada más que esto– es terrible ». Enfin il avoue que leur attitude « [le] conmovió en extremo »<sup>14</sup>. *El País* se montre agressif envers la sportive car elle n'offre pas le spectacle attendu. Ainsi, là où les journalistes de *La Vanguardia* s'effacent par rapport à leur sujet, ceux d'*El País* se mettent en lumière. Leur présence est plus manifeste et leur expertise en tant que commentateurs sportifs les pousse à rédiger ce qui s'apparente davantage à des

---

<sup>11</sup> L'historien Stejarel Olaru raconte le calvaire de ses jeunes gymnastes dans un livre sorti en 2021 : OLARU Stejarel. *Nadia si Securitatea*. Bucarest : Epica Fiction & History, 2021, 416 p.

<sup>12</sup> MORA Juan. Nadia Comaneci llegó ayer a Madrid. *El País*. 27 avril 1977.

<sup>13</sup> PARDO Juan. Nadia Comaneci llegó a Barcelona sin su sonrisa de Montreal. *La Vanguardia*. 30 avril 1977, p. 46.

<sup>14</sup> *Ibid.*

rubriques d'opinion qu'à des articles informatifs alors que le journal les annonce comme tels<sup>15</sup>. *El País* développe donc un journalisme sportif « à spectacle » alors que *La Vanguardia* préfère la sobriété.

En revanche, tous deux se retrouvent dans la représentation de la société espagnole car ils reflètent la réalité du sport féminin en Espagne. En effet, la faible représentation des sportives dans les pages des journaux renvoie à leur absence dans les clubs car, à l'époque, rares sont les Espagnoles pratiquant une activité sportive. Les campagnes telles que « Contamos contigo » de 1967, et dans une moindre mesure « Vive deportivamente » de 1969, commencent à peine à porter leurs fruits<sup>16</sup>. Les femmes sont 12,8 % en 1975, 17 % en 1980 et 23 % en 1985 à faire du sport. Les proportions augmentent au fil du temps mais sont toujours deux fois inférieures à celles des hommes, respectivement de 22 %, 33 % puis 46 %<sup>17</sup>. Les sportives, toutes nationalités confondues, ne sont guère plus nombreuses à participer aux compétitions internationales. Lors des Jeux olympiques de 1976 et de 1980, elles représentent moins de 25 % des participants. Dans la délégation espagnole des Jeux de 1976, elles sont 9,5 % puis 5,7 % dans celle de 1980<sup>18</sup>.

Les journaux s'adaptent donc à une réalité sociale, une réalité à laquelle ils participent également au vu de la prégnance du genre au sein des rédactions. Ainsi, à *La Vanguardia* pas une seule femme ne signe d'article sur les sportives. À *El País*, on ne compte qu'une seule référence, un article de Mabel Galaz sur la championne d'équitation Géraldine Ress<sup>19</sup>. La présence des femmes, comme sujets ou autrices, est donc exceptionnelle. Les journaux ne communiquent qu'occasionnellement sur le sport féminin parce que ce dernier n'est encore qu'en phase de développement.

De plus, les quotidiens s'adaptent aussi à la réalité de la répartition genrée des disciplines car, comme l'explique la chercheuse Begoña Marugán Pintos, aux yeux d'une

---

<sup>15</sup> Rappelons qu'*El País* différencie clairement les articles informatifs des articles d'opinion grâce à l'utilisation de l'italique. Or, les textes concernant Nadia Comaneci signés par Juan Mora sont classés comme étant informatifs.

<sup>16</sup> Campagnes lancées par le délégué national de l'Éducation physique et des sports, Juan Antonio Samaranch, à destination de toute la population espagnole. SOLAR CUBILLAS Luis Vicente. Las políticas deportivas en el proceso de descentralización. In : PUIG I BARATA Núria, CAMPS POVILL Andreu (coord.). *Diálogos sobre el deporte (1975-2020)*. Barcelona : INDE Publicaciones, p. 86-102, p. 90.

<sup>17</sup> MARUGÁN PINTOS Begoña. Análisis sociológico del deporte femenino. In : MARUGÁN PINTOS Begoña (éd.). *El deporte femenino, ese gran desconocido*. Madrid : Instituto de estudios de género de la Universidad Carlos III de Madrid, 2019, p. 45-68, p. 55.

<sup>18</sup> Elles sont onze sur un total de 115 personnes en 1976 et huit sur un total de 156 en 1980. JIMÉNEZ MORALES Roberto. *El deporte femenino español en los Juegos Olímpicos*. Madrid : Ministerio de educación cultura y deporte, Subdirección general de documentación y publicaciones, 2015, 316 p., p. 76 et p. 83.

<sup>19</sup> La présence de la journaliste au sein de la rubrique n'est pas le gage d'un traitement équilibré entre homme et femme journaliste car sur, la période étudiée, Mabel Galaz est la spécialiste de l'équitation. Elle écrit exclusivement sur ce sujet. Or, l'équitation est une des rares disciplines mixtes. GALAZ Mabel. Geraldine Ress: "La mujer tiene las mismas posibilidades que el hombre". *El País*. 19 mai 1982, p. 52.

grande partie de la société, certains sports sont féminins, d'autres, masculins : « los deportes aceptables para mujeres (gimnasia, natación, tenis, etc.) enfatizan las cualidades estéticas y a menudo son actividades individuales en contraste con aquellas que enfatizan competición directa y deportes de equipo »<sup>20</sup>. Cette répartition selon des stéréotypes de genre se retrouve dans *El País* et *La Vanguardia*. Dans le premier, la gymnastique et le tennis représentent la moitié des sports mentionnés (respectivement 24 % et 25,3 % des références collectées). Dans le second, il s'agit de la gymnastique (30,8 %) et de l'athlétisme (19,2 %). Logiquement, les deux sportives les plus citées par les deux journaux – la gymnaste Nadia Comaneci et la tenniswoman Chris Evert – évoluent dans les disciplines considérées comme féminines. Ces deux sports sont aussi ceux dans lesquels on peut lire le plus de noms propres de sportives et dans lesquels la différence de traitement médiatique entre les hommes et les femmes est la moins marquée. Les femmes ont un nom et les journalistes jugent leurs performances à travers des commentaires techniques et approfondis, comme en témoignent les riches comptes-rendus de Miguel Ángel Calleja dans *El País* à l'occasion de la Coupe de la Fédération 1979<sup>21</sup> ou l'hommage de Josep Corominas dans *La Vanguardia* à la championne d'athlétisme Irena Szewinska lorsqu'elle prend sa retraite<sup>22</sup>.

D'ailleurs ce sont dans les articles sur ces disciplines « féminines » que l'on trouve le plus de détails sur la vie privée des sportives. Ainsi, grâce à la presse, le lecteur apprend que Nadia Comaneci passe ses vacances d'été à Bucarest<sup>23</sup> ou que Chris Evert et John Lloyd ont officialisé leurs fiançailles<sup>24</sup>. On pourrait penser que parler de la vie privée d'une sportive revient à ignorer ses qualités professionnelles pour ne s'intéresser qu'à des aspects prosaïques de son existence mais on constate plutôt l'inverse. En effet, le processus de starification dont bénéficient certaines grandes championnes est le même que celui que connaissent les idoles masculines, notamment dans le monde du football. Elles deviennent des vedettes, suscitent l'engouement populaire, ce qui engendre des conséquences positives sur la visibilité de leur discipline.

Enfin, c'est à travers ces sports que l'Espagne a le plus de chances de briller internationalement. Or, la performance sportive peut se draper d'une valeur politique : si le pays est en mesure de rivaliser avec les grandes nations occidentales alors c'est que lui aussi est

---

<sup>20</sup> MARUGÁN PINTOS, in : MARUGÁN PINTOS (éd.), *op. cit.*, p. 57.

<sup>21</sup> CALLEJA Miguel Ángel. España, eliminada de la Copa Federación por Yugoslavia. *El País*. 2 mai 1979.

<sup>22</sup> COROMINAS Josep. Se retiró Irena Szewinska, la primera dama del atletismo internacional. *La Vanguardia*. 17 octobre 1980, p. 62.

<sup>23</sup> Nadia, en familia. *La Vanguardia*. 17 août 1976, p. 29.

<sup>24</sup> Chris Evert y John Lloyd oficializan su noviazgo. *El País*. 23 décembre 1978.

moderne. Les journaux considèrent donc le sport féminin comme un enjeu de progrès politique et social, comme en témoignent les commentateurs sportifs de l'époque. C'est le cas de Chema Conesa d'*El País* qui se réjouit de l'autorisation pour les cyclistes femmes de concourir dans des compétitions qui leur étaient jusqu'alors interdites par le régime :

Las españolas tienen un nuevo deporte: el ciclismo. El invento hay que agradecerse a la nueva Federación Española de Ciclismo que ha podido rehabilitarlo como disciplina deportiva tras casi cuarenta años de negativas por parte de la Sección Femenina, que lo consideraba impropio para la mujer ideal española. [...] Se rompe con ello el enorme paréntesis que ha logrado casi olvidar la existencia de este deporte<sup>25</sup>.

De même, Andrés Mercé Varela de *La Vanguardia* déplore que le football féminin intéresse si peu les Espagnols alors qu'il est en plein essor voire bien installé dans les pays de la CEE :

Hace un lustro, las veinte mil jugadoras alemanas con ficha federativa, se reunían en 1.010 equipos. Esta temporada, ha comenzado el campeonato alemán con 215.817 futbolistas, que forman 1.798 equipos femeninos, casi tantos como futbolistas masculinos hay en España. [...] En Italia ha llegado a niveles considerables y el profesionalismo es de rigor en los cinco equipos punteros de Milán, Nápoles y Roma. En Francia, nuestro vecino país, conoce asimismo un auge creciente, aún sin alcanzar las cifras germanas. [...] Entretanto, en España, parecen haber perdido eco los primeros entusiasmos levantados por el fútbol femenino<sup>26</sup>.

Cette logique explique aussi le mécontentement de Julián García Candau face au projet de création d'une catégorie féminine dans l'épreuve de judo des Jeux olympiques : l'Espagne démocratique voudrait, elle aussi, pouvoir se vanter de ses grandes championnes. Toutefois, la résistance de certains journalistes et chroniqueurs (le substantif est entendu au sens large)<sup>27</sup>, loin des préoccupations politiques, reflètent également la réalité du sexisme de l'époque. Ainsi, dans son billet d'humeur « El pro y el contra », Noel Clarasó dit au lecteur : « soy enemigo de discriminaciones. Pero eso no impide que el fútbol me parezca poco adecuado para las mujeres »<sup>28</sup>. De même, lorsqu'en octobre 1980, Adolfo Suárez nomme Rosa Posada pour représenter l'Espagne au sein du comité de la Coupe du monde de football de 1982, Julián

---

<sup>25</sup> CONESA Chema. Las mujeres ya pueden competir. *El País*. 13 avril 1977, p. 39.

<sup>26</sup> MERCÉ VARELA Andrés. El fútbol se universaliza. *La Vanguardia*. 8 octobre 1977, p. 43.

<sup>27</sup> On entendra « chroniqueur » au sens large du terme, c'est-à-dire comme auteur d'une chronique ou comme journaliste d'opinion, qu'il soit collaborateur ou membre de la rédaction.

<sup>28</sup> CLARASÓ Noel. Futbolistas. *La Vanguardia*. 19 octobre 1977, p. 61.

García Candau rédige une tribune dans laquelle il confirme qu'elle a sa place dans le comité mais uniquement parce que le poste n'implique pas d'expertise footballistique mais des aptitudes administratives car, pour lui, les femmes n'appartiennent pas au monde du football :

Una mujer en el comité del Mundial no es noticia que pueda sorprender. En definitiva, este no es un ente de la gente del fútbol. Es una reunión de miembros de la Administración con tres hombres del baloncesto en lo alto de la cucaña mundialista. Rosa Posada será el teléfono rojo de Suárez en el comité<sup>29</sup>.

Les journaux reflètent donc l'ambivalence d'un secteur social intéressé par le sport qui semble à la fois désireux de voir les Espagnoles briller aux côtés des autres sportives des grandes puissances occidentales mais dont l'opinion est aussi marquée par les stéréotypes avec lesquels il a grandi. Pour autant, cette réalité dont les quotidiens témoignent n'en est pas moins sujette à déformation.

En effet, les pages des journaux contiennent moins de sportives qu'il n'en existe dans la réalité. Ainsi, dans *El País*, sur les 1952 exemplaires étudiés, seulement 71 contiennent un ou plusieurs articles dont un des sujets principaux est une sportive, ce qui représente moins de 4 %. À *La Vanguardia*, sur 1949 exemplaires, les sportives n'apparaissent qu'à 50 reprises, soit dans moins de 3 % des cas. Or, en 1975, 12,8 % des Espagnoles pratiquent un sport et ce chiffre monte à 17 % en 1980. Ainsi, les quotidiens sous-représentent ces femmes. Elles ne sont qu'une touche colorée qui détone au sein de l'uniformité masculine de la rubrique. Pour expliquer ce constat, il convient de rappeler que la majorité des lecteurs sont des hommes et on peut supposer que ces derniers apprécient de suivre l'actualité sportive masculine, celle qui les représente. Selon la chercheuse Begoña Marugán Pintos, cette attitude contraste d'ailleurs avec celle des femmes puisque « lo que más les interesa a las mujeres es [la] práctica activa [del deporte] y no manifiestan mucho interés ni por asistir a eventos deportivos, ni por verlos, ni en informase sobre los mismos »<sup>30</sup>.

Cette distorsion de la réalité s'explique également par une hiérarchisation des disciplines. Le sport le plus populaire en Espagne étant sans conteste le football, il est le fer de lance de la rubrique dans les deux quotidiens. Or, si dans les années 1970-1980 le football masculin est pleinement démocratisé, sa pratique féminine n'en est encore qu'à ses balbutiements et la situation se répercute sur le nombre réduit d'articles<sup>31</sup>.

---

<sup>29</sup> GARCÍA CANDAU Julián. La mujer del presidente. *El País*. 4 octobre 1980, p. 31.

<sup>30</sup> MARUGÁN PINTOS, in : MARUGÁN PINTOS (éd.), *op. cit.*, p. 56.

<sup>31</sup> Le premier tournoi officiel de football masculin a lieu en 1930 alors qu'il faut attendre 1970 pour qu'un championnat féminin – non officiel – soit organisé, puis 1991 pour le coup d'envoi de la première Coupe du monde

Enfin se pose une question de rentabilité. Tous sports confondus, les hommes rapportent davantage de revenus publicitaires, ce qui peut expliquer que les quotidiens leur réservent plus d'espace dans la rubrique<sup>32</sup>. *El País* est conscient de l'absence de modèles féminins dans *Deportes*. Le journal publie même le courrier d'une lectrice à ce sujet<sup>33</sup>. *Mea culpa* ou stratégie pour se dédouaner, quelles que soient les intentions du journal au moment de publier cette lettre, elle n'aura pas d'impact sur sa ligne éditoriale. L'exclusion des femmes est d'autant plus notable que plusieurs journalistes dénoncent leur discrimination dans le milieu du sport. Ainsi, Juan Mora d'*El País* déplore que « de nuevo la mujer queda discriminada » dans une épreuve de marathon alors que Josep Corominas regrette le « machismo » de la Fédération espagnole d'athlétisme<sup>34</sup>. Il existe donc une part d'incohérence entre les vœux de certains journalistes et les choix éditoriaux des quotidiens, une incohérence qui s'explique par la pression éditoriale : les journaux ne peuvent pas tout montrer, tout publier, ils sont donc contraints d'opérer les choix les plus rentables.

Pour conclure, *El País* et *La Vanguardia* se distinguent donc par deux styles différents au moment de parler des athlètes. Le premier est plus polémiste et incisif, le second plus informatif et sobre. Les deux quotidiens cherchent à attirer les lecteurs vers ces pages populaires, or l'actualité sportive féminine n'étant pas le sujet le plus vendeur, ils proposent une représentation légèrement déformée de la réalité espagnole. L'actualité sportive masculine étant un sujet plus populaire que la féminine, le sport féminin est sous-représenté dans les journaux par rapport à sa pratique réelle en Espagne. Le miroir médiatique se révèle donc légèrement déformant. L'étude des deux autres profils féminins présents dans les journaux, les femmes évoluant dans les mondes culturel et politique, permettront d'apporter d'autres conclusions, non plus sur la relation entre la réalité et sa représentation dans chaque journal, mais plutôt sur leur définition de ce qui « fait » l'information. Nous verrons que *La Vanguardia* accorde de l'importance à l'actualité de proximité et que le journal s'envisage presque comme

---

officielle féminine. FIFA. Planeando la primera Copa Mundial de la FIFA. In : *fifa.com* [en ligne]. Disponible sur : « <https://es.fifa.com/news/planeando-primera-copa-mundial-fifa-522278> » (consulté le 24 avril 2021) et 1° Copa mundial de fútbol femenino... 30 años después. In : *Fémima Fútbol* [en ligne]. Disponible sur : « <https://feminafutbol.com/columnas/1-copa-mundial-de-futbol-femenino-30-anos-despues-33001/> » (consulté le 24 avril 2021).

<sup>32</sup> Pour un approfondissement de la question sur l'équilibre entre performances, rentabilité et salaire selon les sexes : MIGUEL TRULA Esther ¿Deben realmente las mujeres deportistas ganar lo mismo que los hombres? In : *Magnet* [en ligne]. Disponible sur : « <https://magnet.xataka.com/en-diez-minutos/deben-realmente-las-mujeres-deportistas-ganar-lo-mismo-que-los-hombres> » (consulté le 24 avril 2021).

<sup>33</sup> Du moins, au cours des cinq mois suivants, GARRIDO María Jesús. Las mujeres y el deporte. *El País*. 24 mai 1982, p. 13.

<sup>34</sup> MORA Juan. La Federación no reconoce la mejor marca nacional femenina de maratón. *El País*. 16 décembre 1981, p. 51 ; COROMINAS Josep. El machismo federativo en el reparto de premios. *La Vanguardia*. 10 août 1982, p. 25.

un magazine dans lequel le lecteur sélectionne ce qui l'intéresse. Au contraire, nous constaterons qu'*El País* choisit de ne publier que l'information essentielle pour comprendre le fonctionnement de l'Espagne à l'intérieur d'une logique internationale.

## **V. 1. B. Femmes de culture et femmes politiques : intérêt régional contre intérêt (inter)national**

Pour étudier le traitement médiatique des femmes politiques au sein des deux quotidiens, nous avons sélectionné les articles dont le thème principal est une élue ou candidate en Espagne ou à l'étranger. Les articles se limitant à mentionner des figures politiques féminines ont été écartés au profit de ceux qui en faisaient leur sujet principal. Le travail s'intéresse donc bien uniquement au traitement médiatique réservé aux femmes politiques au sens premier. On recense 63 références dans les pages d'*El País* et 52 dans celles de *La Vanguardia*. Ces maigres résultats ne sont pas étonnants au vu du faible pourcentage de femmes politiques en Espagne et dans le reste des pays occidentaux. À l'inverse, les résultats concernant les femmes de culture sont, eux, plus surprenants.

En effet, la rubrique culturelle se trouve dans l'intégralité des exemplaires du corpus. Presque tous les numéros mentionnent le nom d'au moins une comédienne ou autrice. Les chiffres sont tels que, dès la phase préparatoire de recueil des données, seuls ont été retenus les articles culturels réellement centrés sur les femmes ou le féminisme. Tous les textes ne faisant que citer un nom ou une œuvre féminine ont été exclus. Il en a été de même pour les brèves, peu exploitables qualitativement, ainsi que pour les encarts publicitaires. À l'issue de cette première étape, le nombre d'articles s'élevait alors à seulement un peu plus de 255 pour *La Vanguardia* et à plus de 150 pour *El País*. Ces chiffres réduits contrastent par rapport au premier *a priori* de lecture dans la mesure où le corpus donnait pourtant l'impression d'une très forte présence féminine dans la rubrique. Une première conclusion se dessine alors : les femmes sont bien présentes dans *Cultura* mais en tant que personnages secondaires. L'immense majorité des articles renvoie d'une part aux hommes du monde de la culture, d'autre part à des sujets plus larges comme l'organisation de manifestations culturelles ou à des considérations sur des thématiques générales telles que la danse ou la poésie<sup>35</sup>.

---

<sup>35</sup> Rappelons toutefois que si un article ne parle pas d'une femme, ce n'est pas forcément parce qu'il parle d'un homme puisque toutes les références ne mentionnent pas obligatoirement une personne identifiable.



Il convient en outre de commenter la différence entre les résultats obtenus dans chacun des journaux. Certes, le quotidien catalan offre davantage d'espace aux femmes de culture que son confrère madrilène. Cependant, cela ne signifie pas qu'il leur accorde plus d'importance. En effet, mathématiquement, puisqu'il se compose de plus de pages – la moyenne est de soixante-neuf pages par exemplaires pour les 255 numéros retenus – il a l'opportunité de glisser plus d'articles sur cette thématique. À l'inverse, l'espace plus réduit d'*El País* – cinquante pages en moyenne sur les 150 exemplaires – ne lui permet pas de publier autant de sujets. Pris dans la concurrence, les articles ont moins d'occasions d'être publiés qu'à *La Vanguardia*. Le titre catalan a également tendance à multiplier les sujets courts d'information pure, sans réel commentaire alors qu'*El País* propose des textes souvent plus longs avec un ratio supérieur d'articles d'opinion<sup>36</sup>. La quantité n'est donc pas le gage d'un approfondissement du sujet. Ainsi, la comparaison entre le nombre de références par journal ne permet pas de conclure à un intérêt supérieur de l'un ou de l'autre pour la thématique. Le faible nombre de références dans chacun de ces sites justifie d'ailleurs le contraire.

Enfin, précisons que, dans *El País* comme dans *La Vanguardia*, les autrices de fiction et de non-fiction<sup>37</sup> sont au centre de plus de la moitié des articles recensés (54 % pour le premier et 58 % pour le second). À première vue, ce résultat semble étonnant car les journaux offrent beaucoup d'espace au cinéma. En réalité, si les actrices sont sous-représentées (10 % des articles pour *El País* et 17 % pour *La Vanguardia*) c'est parce qu'elles ne sont pas à l'origine du message de l'œuvre théâtrale ou cinématographique mais n'en sont qu'un des composants auquel les journalistes se limitent donc à faire allusion. Seul un petit nombre d'actrices parvient à devenir le sujet central des articles et donc à apparaître parmi nos références.

Par ailleurs, le profil des femmes mentionnées dans chaque quotidien est intéressant puisqu'au fil de la lecture des différences significatives se sont dessinées entre les personnalités politiques et culturelles choisies par *La Vanguardia* d'une part et par *El País* d'autre part. À travers ses choix différents, le premier confirme son appartenance régionale alors que le second témoigne de son ouverture sur le monde et de son goût pour les *hard news*.

---

<sup>36</sup> Par exemple, le 20 janvier 1977, les deux journaux publient l'histoire d'une enseignante congédiée pour être tombée enceinte alors qu'elle était célibataire. *La Vanguardia* se limite à cette information, traitée comme un fait divers quelconque. *El País*, en revanche, propose une véritable réflexion sur le rejet dont font l'objet les mères célibataires. Pour le journal, il ne s'agit pas d'une anecdote isolée mais de la matérialisation d'un problème social de plus grande ampleur. D'ailleurs, le 21 janvier, il publie un article sur la question : PEREDA Rosa María. La madre soltera, legalmente equiparada y socialmente discriminada. *El País*. 21 janvier 1977, p. 20. L'article occupe une place importante sur la page et s'accompagne de la photo d'une femme avec un bébé dans les bras.

<sup>37</sup> Par « autrices de non-fiction » sont entendues les intellectuelles qui ont publié un essai, une étude ou un dictionnaire. Ce dernier cas, très spécifique, ne concerne que María Moliner qui décède en 1981 et fait alors l'objet d'une attention particulière des journaux.

Tout d'abord, *La Vanguardia* est moins perméable aux aléas de l'actualité qu'*El País*. La programmation de ses articles culturels s'attèle davantage à mettre en avant certaines écrivaines, en particulier les écrivaines catalanes, qu'à commenter l'intégralité des événements qui font l'actualité. Ainsi, la géronaise Mercé Rodoreda<sup>38</sup> fait partie des trois personnalités littéraires féminines qui apparaissent le plus souvent dans le journal, aux côtés de Marguerite Yourcenar et de Carmen Conde, élues respectivement membres de l'Académie espagnole en 1978 et de l'Académie française en 1980. D'autres autrices régionales sont aussi régulièrement mises à l'honneur à l'instar de Maria Aurèlia Campany ou de María-José Ragué Arias<sup>39</sup>. *La Vanguardia* s'intéresse également aux autrices anglosaxonnes comme Virginia Woolf ou les sœurs Brontë dont les ouvrages connaissent un regain d'intérêt durant la deuxième vague féministe<sup>40</sup> même si le journal soit n'établit pas de véritable lien avec le mouvement soit le rejette<sup>41</sup>. En outre, il revient sur des personnalités qui ont marqué l'histoire des lettres comme Gertrude Stein et rappelle aux lecteurs les dates anniversaires et autres jours de commémoration<sup>42</sup>. Dans le cas des femmes de culture, *La Vanguardia* propose donc énormément d'articles sur des sujets très variés qui, souvent, n'ont pas de lien avec l'actualité. Il se présente alors davantage comme un magazine que comme un quotidien.

À l'inverse, pour *El País*, c'est l'instantanéité qui prime. Le journal informe essentiellement sur les autrices qui marquent l'agenda de l'époque. C'est en particulier le cas de Carmen Conde et de Marguerite Yourcenar. Le cadrage choisi est celui du genre<sup>43</sup>. Le journal, à l'instar de son homologue catalan, se félicite de la nomination de femmes à des

<sup>38</sup> Elle fait l'objet de trois articles le 10 octobre 1979, à l'occasion de son anniversaire, et de trois autres le 13 mai 1980, lorsqu'elle reçoit le XII<sup>e</sup> prix d'honneur des Lettres catalanes.

<sup>39</sup> Par exemple, dans Debate sobre el libro de María-José Ragué Arias "Proceso a la familia". *La Vanguardia*. 5 juin 1979, p. 19.

<sup>40</sup> À titre d'exemple : MOIX Ana Maria. Virginia Woolf: "Diario de una escritora". *La Vanguardia*. 24 juin 1982, p. 40.

<sup>41</sup> Il est vrai que dans le cas de Virginia Woolf, il établit tout de même un lien entre l'écrivaine et la seconde vague féministe espagnole. Néanmoins, ce ne sont pas les journalistes du quotidien mais des collaboratrices elles-mêmes impliquées dans la militance, Ana Maria Moix et Cristina Peri Rossi, qui établissent ce lien. Par ailleurs, leur positionnement est étonnant car, si toutes deux reconnaissent que nombre de féministes revendiquent cette filiation, à titre personnel, elles la rejettent. Pour Ana Maria Moix, il ne s'agit que d'une mode, d'une façon pour le mouvement de faire parler de lui : « [han] enarbolado su nombre como reclamo para sus reivindicaciones » alors que pour Cristina Peri Rossi, ce lien « [le] parece superfluo y panfletario » (MOIX, La escritura..., art. cit. et PERI ROSSI Cristina. Del otro lado del abismo. *La Vanguardia*. 24 janvier 1982, p. 19). Les deux écrivaines craignent de réduire Virginia Woolf à un courant politique et social alors que, selon elles, son œuvre est bien plus riche que cela, d'autant que le contexte dans lequel elle l'a écrite n'est pas comparable à l'Espagne des années 1970. Ainsi, *La Vanguardia* ne perçoit pas le phénomène du retour aux autrices anglosaxonnes grâce aux mouvements féministes. Ce sont des personnalités sensibles au sujet qui le soulignent. Lorsque ces dernières publient dans le journal, elles ne le font pas en tant que militantes mais comme expertes littéraires, ce qui leur permet d'évacuer la question.

<sup>42</sup> CRUSET José. La pequeña noticia de Gertrude Stein. *La Vanguardia*. 25 juin 1978, p. 21.

<sup>43</sup> Pour le terme de « cadrage », voir BASTIN, *loc. cit.*

charges si prestigieuses et c'est sur cet aspect de l'information qu'il insiste. Le décès de María Moliner fait également l'objet de fortes réactions mais davantage pour son travail et la singularité de ses méthodes que pour le fait d'être une femme. Signe de l'importance qu'*El País* donne à la nouvelle, il lui consacre trois tribunes signées par Gabriel García Márquez, Victoria Kent et Manuel Seco<sup>44</sup>. À eux seuls, les articles sur Carmen Conde, Marguerite Yourcenar et María Moliner représentent plus de la moitié des références sur les autrices publiées par le quotidien. Le même intérêt pour l'actualité transparait dans le traitement informatif d'autres personnalités. C'est notamment le cas de la comédienne Maria Casarès dont le retour d'exil émeut les observateurs de la Transition. Tous les sujets publiés par *El País* sur la période étudiée informent sur sa vie, sa filiation et son voyage en Espagne mais pas ou très peu sur son activité professionnelle<sup>45</sup>. C'est l'aspect symbolique et historique de cet événement qui intéresse le journal, pas les qualités de la comédienne ou les œuvres dans lesquelles elle joue.

En réalité, cette différence de cadrage constatée entre *El País* et *La Vanguardia* s'explique par deux conceptions opposées de l'expérience de lecture proposée par les quotidiens. Là où le madrilène offre un condensé d'actualité que chacun est à même de lire entièrement dans la journée, le catalan déploie davantage de sujets. Il n'invite pas le consommateur à lire exhaustivement mais plutôt à sélectionner les articles selon ses centres d'intérêts. Cette différence dans le traitement de la temporalité et dans l'expérience de lecture recherchée explique aussi les choix éditoriaux des deux titres : si *La Vanguardia* accepte de gonfler son édition du weekend avec des pages spéciales, le *Fin de semana*, *El País*, lui, décide d'externaliser ce supplément dans un produit vendu à part. *La Vanguardia* se montre donc plus proluxe, ouvrant ainsi ses pages à plus de femmes alors qu'*El País* se cantonne à l'essentiel de l'actualité, ce qui confère d'autant plus de valeur aux articles qu'il publie. Cette stratégie, économe en moyens humains et financiers, se révèle donc aussi source de prestige pour le journal. Ainsi, lorsqu'il choisit les sujets qu'il publiera, le titre madrilène s'adosse exclusivement à l'actualité. À l'inverse, son confrère catalan se présente comme un produit hybride, à la fois quotidien et magazine, un journal à profil local puisqu'il fait la part belle à sa culture régionale. Cette logique régionale se retrouve dans le traitement des femmes politiques.

En effet, le choix des candidates et élues représentées reproduit ces marqueurs identitaires qui définissent les deux journaux. *La Vanguardia* confirme son empreinte régionale

---

<sup>44</sup> GARCÍA MÁRQUEZ Gabriel. La mujer que escribió un diccionario. *El País*. 12 février 1981, p. 9 ; KENT Victoria. María Moliner, una obra cumbre. *El País*. 6 mars 1981, p. 7 ; SECO Manuel. María Moliner, una obra, no un nombre. *El País*. 25 mai 1981, p. 36.

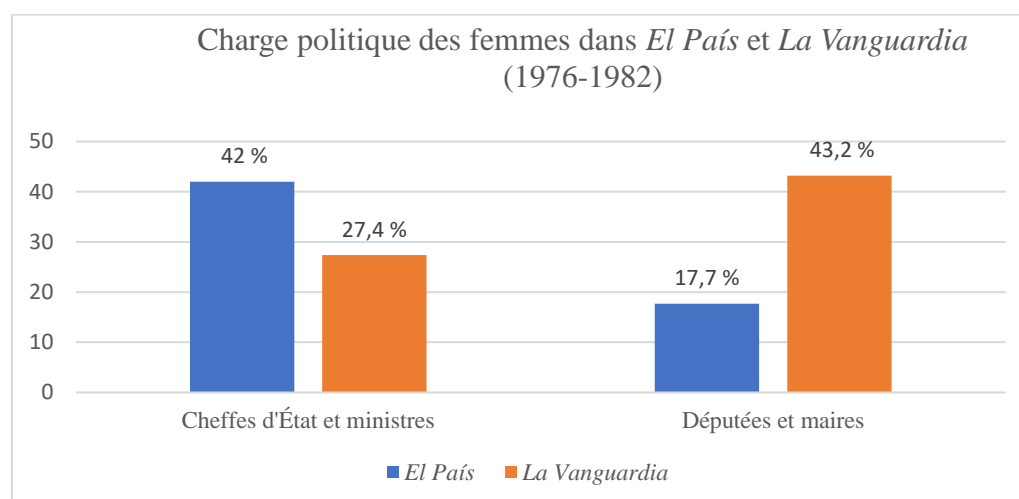
<sup>45</sup> À titre d'exemple, PEREDA Rosa María. Regreso a Madrid de María Casares. *El País*. 20 juillet 1976, p. 32.

car il porte une attention particulière à la politique locale, en particulier catalane. Au contraire, *El País* se présente comme un titre national et ouvert sur l'actualité mondiale. Par exemple, il propose environ autant d'articles sur les femmes politiques espagnoles qu'étrangères - 52,4 % pour les premières et 47,6 % pour les secondes - alors que *La Vanguardia* s'intéresse davantage aux espagnoles qui concentrent 65,4 % de ces références. Comme en témoigne le *Tableau 1*, cette tendance se vérifie lorsque l'on étudie la charge politique des femmes représentées.

	<i>El País</i>	<i>La Vanguardia</i>
Cheffes d'État	22,6 %	17,6 %
Ministres	19,4 %	9,8 %
Députées	16,1 %	31,4 %
Maires	1,6 %	11,8 %
Autre poste au gouvernement (directrice de cabinet, secrétaire d'État...)	22,6 %	11,8 %
Poste de direction dans un parti politique	17,7 %	17,6 %

*Tableau 1 : Charge des femmes politiques dans les journaux (en pourcentages arrondis au dixième)*

Si l'on se concentre sur les profils les plus précis - cheffe d'État, ministre, députée et maire - on constate qu'*El País* renvoie davantage aux hautes sphères du pouvoir alors que *La Vanguardia* a tendance à se concentrer sur la politique de proximité, comme le suggère la *Figure 2*.



*Figure 2 : Nombre d'articles d'El País et de La Vanguardia en fonction du type de charge politique des femmes, 1976-1982 (en pourcentage arrondis au dixième)*

La sensibilité régionale de *La Vanguardia* s'explique par son intérêt pour le territoire catalan mais aussi par le contexte politique dans la mesure où la fin des années 1970 correspond aux débats autour du Statut d'Autonomie catalane finalement adopté à la suite du référendum

d'octobre 1979. Sur le sujet, le journal se rapproche du discours de la CiU : il prône la reconnaissance d'une identité particulière mais dans le respect de l'unité nationale. L'écrasante majorité de ses lecteurs étant Catalans, *La Vanguardia* renforce donc sa couverture de la politique régionale, c'est pourquoi la quasi-totalité des maires et députées citées par le journal sont catalanes. Le quotidien est curieux de connaître « ses » élues et de les présenter aux lecteurs. Cet intérêt renforcé se traduit également par la création en 1977 de la rubrique Política (catalane) dirigée par Margarita Sáenz-Díez. Lorsque cette dernière compose son équipe, elle y intègre Vladimir de Semir, jusqu'alors correspondant à Sant Cugat del Vallés et ses alentours. Selon lui, la création de la rubrique donne « un valor a todo lo que iba a pasar en Cataluña durante la Transición »<sup>46</sup>. Il estime que le choix de Margarita Sáenz-Díez n'est pas non plus anodin, non pas pour son sexe mais pour sa jeunesse. Pour Vladimir de Semir, ce choix prouve que *La Vanguardia* cherche à offrir un regard neuf et moderne à ses lecteurs sur la transformation politique catalane<sup>47</sup>. Le journal montre ainsi qu'il est dans l'air du temps et qu'il participe à sa manière au renouveau de l'histoire régionale. Ainsi, à l'issue des élections municipales de mars 1979, il publie un cycle de quatre reportages en pleine page, consacré à la personnalité et aux parcours des dix-huit nouvelles maires catalanes<sup>48</sup>. Il renouvelle l'expérience en mai 1980 avec les députées du Parlement autonome<sup>49</sup>. *La Vanguardia* relaye également de nombreuses anecdotes concernant les élues catalanes, qu'elles siègent au Parlement national ou autonome. Il suit, entre autres, la grossesse d'Anna Balletbò<sup>50</sup> ou relate un échange entre Maria Dolors Calvet et le président du Congrès<sup>51</sup>. On l'a vu, *La Vanguardia* a développé une relation privilégiée avec le public catalan. La rédaction est située à Barcelone, excentrée de la capitale. Elle s'ancre dans son territoire.

*El País*, quant à lui, est davantage happé par la politique nationale et les affaires étrangères. D'ailleurs, l'ordre des rubriques ne laisse pas de doute quant aux priorités de chacun : le quotidien madrilène place l'actualité internationale en premier, avant l'actualité espagnole. Pour Juan Luis Cebrián, il s'agit de montrer que son titre est cosmopolite et ouvert sur le monde : « podía parecer un contrasentido que diéramos prioridad a las noticias de fuera en un momento en que la actualidad internacional más vibrante en la prensa de todo el mundo

---

<sup>46</sup> Entretien avec Vladimir de Semir réalisé le 5 octobre 2021, en visioconférence.

<sup>47</sup> *Ibid.*

<sup>48</sup> CALAF Andreu, ESCUDERO Joaquín, GISBERT Josep, GONZÁLEZ CABEZAS J. R. Alcaldesas de Cataluña. *La Vanguardia*. 11, 17, 25 et 29 août 1979, p. 2.

<sup>49</sup> MONTANER Jordi. Siete mujeres en el Parlament. *La Vanguardia*. 7, 8, 14 et 16 mai 1980, p. 8.

<sup>50</sup> Anna Balletbò: "Mis gemelos se retrasaron hasta verlo claro". *La Vanguardia*. 14 juillet 1981, p. 7.

<sup>51</sup> La député corrige Heribert Herrera qui l'appelle « señorita diputado » et non « señora diputado ». L'anecdote fait sourire *La Vanguardia* qui titre "Nunca más señorita diputada" (on remarquera l'hésitation quant à l'accord), Nunca más "señorita diputada". *La Vanguardia*. 25 juillet 1980, p. 8.

la constituían los acontecimientos de España. Pero me horrorizaba la idea de hacer un periódico provinciano »<sup>52</sup>. Pour le catalan, c'est l'inverse. L'actualité internationale intervient après les informations nationales, ce qui correspond à une structure plus classique que l'on retrouve dans la plupart des autres titres espagnols de l'époque, à l'instar d'*ABC*.

Cet intérêt pour la politique locale se répercute dans le nombre de femmes représentées. Sur la période étudiée, *El País* et *La Vanguardia* informent majoritairement sur les trois mêmes personnes : Margaret Thatcher, Carmen Díez de Rivera et Soledad Becerril. En revanche, alors qu'*El País* s'en tient peu ou prou à ces trois figures politiques, le quotidien catalan propose davantage de diversité. Il ouvre ses pages à plus de femmes politiques et publie des articles dont l'objectif n'est pas de présenter un évènement mais une ou plusieurs personnalités. *El País* se concentre donc sur un petit nombre de figures politiques influentes là où *La Vanguardia* élargit sa sélection, notamment aux élues de terrain. Cette différence s'explique par la place accordée à l'information politique locale dans les deux quotidiens. *El País* y porte peu d'intérêt, tout le contraire de *La Vanguardia* qui lui confère de plus en plus d'importance depuis la mort de Franco. Le journal ne s'intéresse plus uniquement aux leaders politiques mais s'ouvre aux figures moins connues du grand public. Il dispose pour cela d'une équipe de rédaction bien plus nombreuse que celle d'*El País* et de correspondants installés dans les petites villes catalanes et donc capables de proposer des articles plus originaux quant aux personnalités mises en avant.

Finalement, les pages d'*El País* témoignent de l'évolution de la société et notamment de son ouverture sur le monde. Le journal non seulement reflète mais encourage ces changements, en particulier grâce au poids qu'il accorde à la politique internationale. De fait, pour Juan Luis Cebrián, il est crucial que l'Espagne intègre la CEE<sup>53</sup>. La stratégie de *La Vanguardia* est toute autre. Le journal ne cherche pas à agir sur l'ouverture de l'Espagne, son but est plus autocentré et a trait au journal en lui-même puisqu'il souhaite renforcer sa couverture de l'information locale. Le choix de cet ancrage territorial fait écho au contexte de réflexion autonomiste auquel le journal, véritable institution régionale, ne saurait rester étranger. Par ailleurs, au vu de la grande instabilité que connaît le pays durant la Transition, cette stratégie peut s'avérer rassurante pour les acheteurs. *La Vanguardia* se pose en valeur sûre, proche de ses lecteurs. Toutefois, cette dimension traditionnelle réconfortante pour l'audience engendre aussi un certain immobilisme dans les représentations féminines et dans les modèles prônés par le quotidien. C'est le cas dans le traitement qu'il réserve aux femmes militant au sein d'association de voisins, de mères au foyer et d'épouses d'ouvrier. Alors qu'*El*

---

<sup>52</sup> CEBRIÁN, Primera..., *op. cit.*, chapitre 8.

<sup>53</sup> *Ibid.*, chapitre 15.

*País* donne à voir les mutations sociales que connaissent ces secteurs de la population, *La Vanguardia* s'en tient à une vision surannée qui contraste avec la nouvelle réalité espagnole.

### **V. 1. C. Les « femmes de » : entre immobilisme et engagement politique**

La fin du franquisme voit naître et se développer de nombreux groupes de citoyens avides de participer à la vie politique et sociale espagnole. C'est le cas des associations de voisins mais aussi d'autres collectifs, comme celui des mères au foyer qui s'unissent afin d'améliorer les conditions de vie dans leur ville ou leur quartier (par exemple, au niveau de la sécurité des routes, des infrastructures, ou du prix des denrées de première nécessité). Elles réalisent un travail social. Certaines épouses d'ouvriers, elles, agissent pour défendre les intérêts professionnels de leurs maris, car les chocs pétroliers de 1973 et 1979 se répercutent particulièrement sur leur secteur d'activité. Les femmes soutiennent donc les mouvements syndicaux dans lesquels militent leurs époux. Ce sont ces trois catégories – femmes dans les associations de voisins, épouses d'ouvriers et mères au foyer – qui feront l'objet d'un commentaire dans cette partie.

Les militantes des mouvements féministes n'intègrent pas cette étude. Ce mouvement d'émancipation est un cas particulier d'engagement politique et social et il fera l'objet d'un chapitre indépendant. Par conséquent, les articles portant sur l'action de ces groupes féministes, même lorsqu'ils sont infiltrés dans d'autres associations – pratique encore courante au début de la Transition – ont été écartés. Sans ces références, finalement très nombreuses, le nombre de textes sur l'engagement associatif féminin s'étioule fortement. Dans chaque quotidien, apparaît seulement une trentaine de textes. Ce résultat n'a rien d'étonnant. D'une part, parce que dans les associations de voisins, les meneuses sont rares. Rappelons qu'au sujet de ses amies militant dans de groupes mixtes, Victoria Sendón de León expliquait que « estaban para servir los cafés y limpiar los lugares de reunión ». D'autre part, en ce qui concerne les femmes au foyer, même si elles sont très nombreuses en Espagne, elles sont, par définition, liées à la sphère privée, c'est pourquoi il est très exceptionnel que leurs actions trouvent un écho dans la sphère publique<sup>54</sup>. Elles ne participent que très peu à la vie de la cité et sont donc presque invisibles dans la

---

<sup>54</sup> Voir II. 1. B. Avènement démocratique et féminisme : qui sont les féministes espagnoles de la Transition ?

presse<sup>55</sup>. À *La Vanguardia*, les références se répartissent de façon homogène sur la période étudiée. À *El País* au contraire, elle se concentrent sur les années 1976 et 1977. Cette différence tient au cadre informatif choisi par chaque journal.

Dans un premier temps, nous nous intéresserons au quotidien madrilène et constaterons qu'il traite largement le thème de la mobilisation des femmes au sein des associations. Puis, nous nous attarderons sur le cas de *La Vanguardia*. Nous commenterons d'abord son hostilité envers les mouvements citoyens et donc son rejet pour l'engagement des femmes d'ouvriers ou des femmes d'associations de voisins. Puis, nous verrons au contraire qu'il accorde une place de choix à la figure de la mère au foyer. Toutefois, nous analyserons le discours de plusieurs de ses auteurs et dessinateurs (à l'instar de Noel Clarasó, Laplace, et Muntañola) et constaterons que le quotidien représente en réalité la femme au foyer traditionnelle, pas celle qui milite dans les années 1970 et 1980.

Tout d'abord, *El País* encourage l'engagement citoyen. Pour lui, l'action associative féminine est de nature sociale mais aussi politique car elle a pour objectif de faire pression sur le gouvernement afin d'obtenir certaines améliorations (responsables locaux élus démocratiquement, égalité des citoyens dans l'accès aux services publics, lutte contre le chômage, entre autres). Elle participe au processus de transition vers la normalité démocratique. Or, un des objectifs annoncés par le journal est de soutenir cette transition. Aussi, *El País* choisit-il d'orienter l'information vers les combats de ces groupes et l'influence qu'ils sont susceptibles d'exercer sur les décisions politiques. Plus de la moitié des références a trait à leurs luttes (actions contre l'augmentation du prix du pain ou soutien aux époux dans des usines). Ce soutien ne vient pas seulement de quelques journalistes mais bien du quotidien lui-même, en tant qu'institution. En effet, en septembre 1976, dans son éditorial, « Vecinos, a asociarse », *El País* encourage les initiatives citoyennes : « estas entidades, contempladas aún con recelo desde algunas instancias de la Administración, están dando un claro ejemplo de cómo la participación ciudadana, responsablemente organizada, es no sólo deseable, sino necesaria para la solución de problemas que a todos afectan »<sup>56</sup>.

Le nombre d'articles publiés chute après 1977. De fait, une fois les élections générales passées, les initiatives de quartier disparaissent au profit de mouvements politiques plus organisés. La normalisation de la vie démocratique s'accompagne donc d'une perte de

---

<sup>55</sup> Au troisième trimestre 1976, parmi les Espagnoles âgées de 16 à 54 ans, 3,2 millions sont actives seulement, contre 5,9 millions d'inactives. INE. *Encuesta de población activa. Serie 1976-1995* [en ligne]. In : IneBase. Disponible sur : « [https://www.ine.es/jaxi/Tabla.htm?path=/t22/e308/meto\\_02/pae/px/10/&file=01001.px&L=0](https://www.ine.es/jaxi/Tabla.htm?path=/t22/e308/meto_02/pae/px/10/&file=01001.px&L=0) » (consulté le 5 mai 2021).

<sup>56</sup> Éditorial Vecinos, a asociarse. *El País*. 9 septembre 1976.



légitimité de ces actions citoyennes et d'un essoufflement du mouvement qui se répercute dans sa représentation par le journal, même s'il le soutenait.

À l'inverse, pour lui, le modèle de femme au foyer appartient au passé. On le constate en particulier à travers le traitement qu'il réserve à Carmen Gómez Ojea, mère au foyer qui remporte l'édition 1982 du prix Nadal de littérature. Alors que *La Vanguardia* s'accorde à montrer à quel point il est exceptionnel qu'une femme remporte cette distinction<sup>57</sup>, *El País* lui, s'étonne que la gagnante soit une femme *au foyer* : « Carmen Gómez Ojea, ama de casa asturiana, premio Nadal con "Cantiga de Agüero" »<sup>58</sup>. Certes, la rédaction catalane mentionne l'activité de Carmen Gómez Ojea mais son confrère madrilène – sans toutefois remettre en doute les qualités littéraires de la gagnante – insiste sur le caractère insolite de son profil. Dans un premier article, au-delà du titre, son identité de femme au foyer est rappelée pas moins de quatre fois<sup>59</sup>. Dans un second sujet, cette caractéristique revient également, accompagnée cette fois de la réponse de la principale intéressée : « cuando en televisión le preguntaron ayer si le había extrañado que le dieran el Premio Nadal, con naturalidad respondió que no, para añadir que lo extraño sería que lo obtuviera una mona, pero no una señora que es ama de casa »<sup>60</sup>. Pour *La Vanguardia*, ce détail est traité avec plus de détachement. De fait, alors qu'on pourrait accuser *El País* d'un certain snobisme – rappelons d'ailleurs les faibles audiences du journal chez les femmes au foyer – son homologue, au contraire, exprime plusieurs fois son respect envers cette tranche de la population<sup>61</sup>. De fait, leur positionnement est diamétralement opposé sur la question puisque *La Vanguardia* loue le modèle de la femme au foyer et dénigre les mobilisations des femmes d'ouvriers ou des militantes d'associations de voisins.

*La Vanguardia* semble effectivement insensible à toute mobilisation sociale. Il ne s'intéresse nullement à l'essor des manifestations de femmes d'ouvriers ou des associations de voisins. Seule la femme au foyer apparaît dans le journal. Néanmoins, sa représentation désuète et stéréotypée contraste avec la réalité d'un pays en pleine mutation.

Il faut attendre mai 1979 pour que le journal traite des associations de voisins dans un éditorial. Or, ce texte critique l'activité de groupes qui, à ses yeux, ont perdu leur légitimité avec l'avènement démocratique : « tienen su razón de existir, pero sólo mientras su

---

<sup>57</sup> On remarquera le rapport intertextuel entre cette formulation et le reste des références évoquant les pionnières dans le monde de la culture : Una mujer gana el premio Eugenio Nadal. *La Vanguardia*. 7 janvier 1982, p. 6.

<sup>58</sup> Carmen Gómez Ojea, ama de casa asturiana, premio Nadal con "Cantiga de Agüero". *El País*. 7 janvier 1982, p. 44.

<sup>59</sup> *Ibid.*

<sup>60</sup> MANUEL VAQUERO José. Carmen Gómez Ojea: "Me gusta la literatura y vivir literariamente". *El País*. 8 janvier 1982, p. 21.

<sup>61</sup> Voir IV. 2. A. *El País*, *La Vanguardia* et leurs lectrices.

comportamiento no pretenda ser un voto más en las decisiones municipales »<sup>62</sup>. Il est vrai qu'en 1979, l'opinion du journal peut s'entendre car l'Espagne a célébré des élections libres et possède une Constitution. Les citoyens disposent de nombreux canaux démocratiques pour s'exprimer. Toutefois, on peut aussi supposer que la victoire de la gauche lors des élections municipales – les socialistes du PSE-PSOE arrivent en tête, suivis par les communistes du PSUC – n'est pas étrangère à cette hostilité soudainement explicite de *La Vanguardia*, journal qui, jusqu'alors, n'avait fait aucun commentaire sur les associations de voisins. De fait, la majorité de ces groupes sont soutenus par les socialistes et les communistes, les attaquer revient donc à attaquer leurs appuis politiques. De plus, pour *La Vanguardia*, le respect de l'ordre et des institutions sont des valeurs essentielles c'est pourquoi les mouvements de protestation féminins n'ont pas leur place dans le quotidien. Ce dernier se méfie des mouvements populaires. Par exemple, dans un courrier adressé à Horacio Sáenz Guerrero, Carlos Godó se plaint de

la tendencia sostenidamente izquierdista de las corresponsalías regionales, casi todas ellas confiadas a elementos subversivos, si es que no a profesionales de la agitación que se complacen a consagrar casi exclusivamente su interés a todas las cuestiones conflictivas y de agitación social, con tono muy alejado de la moderación y la objetividad que debería ser su normal [sic]<sup>63</sup>.

Certes, Carlos Godó n'est pas le directeur du journal mais il donne régulièrement son avis et suit attentivement les décisions. Il peut donc exercer une influence sur les choix d'Horacio Sáenz Guerrero. Finalement, la seule « femme de » que le quotidien cautionne est la femme au foyer mais jamais elle n'apparaît comme un acteur politique ou social.

Les femmes au foyer sont effectivement bien visibles dans le journal mais à travers des représentations dépolitisées. C'est le cas dans les dessins d'actualité d'Oli (Enrique Oliván Turrau) de la rubrique *España*. Pour lui, ces femmes sont les témoins privilégiés de la crise économique car ce sont elles qui achètent les fournitures de première nécessité. Le dessinateur utilise donc la figure de la ménagère pour incarner la hausse des prix et les difficultés financières des foyers. Sous sa plume, elle réapparaît toujours sous le même aspect : celui d'une personne d'une cinquantaine d'années, bien en chair dans une robe à motifs, tenant à la main son panier de courses ou son chariot. Dans un dessin d'octobre 1981 (*Figure 3*), alors qu'elle marche dans la rue, l'air sombre, elle semble même confier ses difficultés au lecteur<sup>64</sup>.

---

<sup>62</sup> Éditorial Asociaciones de vecinos. *La Vanguardia*. 30 mai 1979, p. 5.

<sup>63</sup> BARRERA, NOGUÉ, *op. cit.*, p. 271.

<sup>64</sup> OLI. Sonrío, luego existo. *La Vanguardia*. 1 octobre 1981, p. 10.



Figure 3 : Planche d'Oli publiée dans *La Vanguardia*, le 1 octobre 1981, p. 10

Ce personnage revient ponctuellement, souvent aux côtés de son mari, assise à table ou devant la télévision. Cependant, jamais elle ne critique ni même ne fait référence aux décisions du gouvernement. Elle ne fait qu'incarner les difficultés sociales des classes moyennes et modestes. C'est là, peut-être aussi le fruit « l'auto-censure » souvent mentionnée par les journalistes de *La Vanguardia* : il fallait éviter certains sujets ou certains angles afin de se conformer aux valeurs de la maison. Le quotidien catalan n'a pas l'habitude de critiquer le gouvernement. Cela fait partie de son identité et Oli l'évite soigneusement. D'ailleurs, pour lui, le personnage de la femme au foyer sert aussi de prétexte pour qu'un deuxième individu prenne la parole. Il l'utilise comme un outil, un témoin de la situation économique du pays.

Ainsi, même si *La Vanguardia* ne saurait méconnaître l'activité des associations de femmes au foyer, il choisit de l'ignorer. Il véhicule plutôt une image de ces femmes inspirée de la morale national-catholique. Peut-être ne voit-il pas l'intérêt de parler d'elles ou peut-être que leurs liens avec la gauche est un frein à leur présence dans le journal. Quoi qu'il en soit, il est décalage avec ce que vit l'Espagne d'un point de vue politique. Pour illustrer ce décalage et en donner un aperçu, nous nous appuyerons d'abord sur l'exemple de la très populaire rubrique *Pasatiempos* dans laquelle se trouvent les dessins humoristiques d'Alex Graham et de Jean Laplace ainsi que les chroniques de Noel Clarasó. Ces trois auteurs transmettent aux lecteurs une vision caduque de la femme au foyer.

Alex Graham et Jean Laplace sont respectivement Écossais et Français. Leurs travaux s'exportent dans le monde entier. Or, l'internationalisation impose à ses deux auteurs de schématiser leurs illustrations afin qu'un public aussi large que possible puisse les apprécier.

Cette simplification entraîne des conséquences sur les profils des personnages car, pour être compris de tous, ils doivent correspondre à des archétypes. Les femmes au foyer n'échappent pas à ce processus de simplification et stéréotypisation.

En ce qui concerne *Fred Basset* d'Alex Graham, la bande-dessinée met en scène la vie quotidienne d'un couple marié. L'homme travaille dans un bureau et sa conjointe est femme au foyer. Le dessinateur livre une représentation très classique des relations conjugales. L'épouse évolue dans un environnement domestique. Elle apparaît dans la cuisine, en train de laver la vaisselle ou de préparer le repas, mais aussi dans la salle à manger lorsqu'elle débarrasse la table. Elle représente la ménagère typique : elle enfile son tablier pour cuisiner<sup>65</sup> et, lorsqu'elle sort, elle porte un fichu sur les cheveux et son panier à provisions<sup>66</sup>. C'est un personnage qui se dévoue à son mari, comme dans un épisode de juillet 1981, dans lequel on la voit préparer la maison avant son retour du travail. Elle dépose notamment ses chaussons près de la cheminée afin qu'ils soient chauds à son arrivée<sup>67</sup>. De même, elle anticipe sa mauvaise mémoire et, pour son anniversaire, réserve une table au restaurant. Le chien commente : « Es el cumpleaños de ella y él va a llevarla a cenar fuera. ...Pero ella todavía no se lo ha dicho »<sup>68</sup>. La femme prend soin de sa famille et gère toute l'organisation domestique. Elle est douce, conciliante et pragmatique. Elle représente l'idéal de la femme au foyer. Enfin, les époux évoluent dans des espaces différenciés.

Quant aux dessins de Jean Laplace, ils représentent eux aussi les mères au foyer puisque l'on voit régulièrement ses personnages féminins aux côtés d'enfants en bas âge. Même les rares qui exercent un emploi rémunéré se rattachent à la maternité. Par exemple, dans une illustration d'avril 1981, le dessinateur ajoute un nourrisson dans le tiroir du bureau d'une secrétaire. Elle peut donc s'émanciper par le travail mais elle n'est pas libre de son rôle de mère pour autant<sup>69</sup>. La vignette pourrait se lire comme une remise en question ironique de l'illusoire libération des femmes mais, au vu de l'expression enjouée de l'intéressée et du reste du corpus, il semblerait plutôt qu'il s'agisse d'un clin d'œil humoristique sur la supposée capacité des femmes à tout concilier. Par ailleurs, un des attributs des personnages féminins de Laplace est la pelote de laine. Elle est le signe de leur appartenance à la vie domestique<sup>70</sup>.

---

<sup>65</sup> Par exemple, dans cet épisode où elle se tient devant la table du petit-déjeuner qu'elle vient de préparer : GRAHAM Alex. Fred Basset. *La Vanguardia*. 3 juillet 1981, p. 59.

<sup>66</sup> À titre d'exemple : GRAHAM, 29 juillet 1978..., *op. cit.*

<sup>67</sup> GRAHAM Alex. Fred Basset. *La Vanguardia*. 7 juillet 1981, p. 83.

<sup>68</sup> GRAHAM Alex. Fred Basset. *La Vanguardia*. 5 avril 1978, p. 61.

<sup>69</sup> LAPLACE Jean. Los 8 errores. *La Vanguardia*. 19 avril 1981, p. 67.

<sup>70</sup> À titre d'exemple, cette vignette dans laquelle une mère, fichu dans les cheveux, tricote devant une pile de parcs pour bébé où jouent ses enfants. LAPLACE Jean. Los 8 errores. *La Vanguardia*. 19 juillet 1981, p. 91.

Certes, Laplace développe également le personnage de l'épouse hargneuse et violente qu'il dessine armée d'un rouleau à pâtisserie, prête à fondre sur son compagnon. C'est notamment le cas dans une scène publiée en juin 1981, un homme rentre chez lui en courant, l'air inquiet. Derrière lui le suit son épouse, vêtue d'un tablier, disposée à lui asséner un coup de rouleau. Devant lui, cachée dans un recoin se trouve un voleur qui, dans un mouvement identique à celui de la femme, tient un bâton en l'air (Figure 4)<sup>71</sup>. Le dessinateur réalise ici un parallèle entre la mégère et le malfrat, deux êtres identiquement menaçants. De même, dans plusieurs dessins, les épouses attendent leur conjoint devant la porte du domicile, prêtes à en découdre. L'une d'entre elles, coquettement vêtue d'une robe à pois et soigneusement maquillée et coiffée se poste à l'entrée, dans un ring de boxe fermé par des cordes<sup>72</sup>. Ainsi, Laplace transgresse le stéréotype de la douce femme au foyer car cette dernière cherche en réalité à dominer son mari. Malgré tout, elle n'a pas de vie propre, pas d'ambition, et n'existe que par rapport à lui.

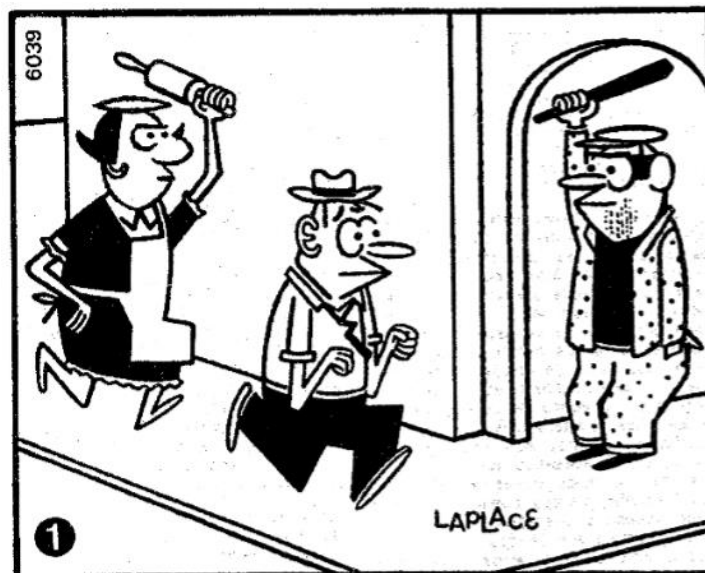


Figure 4 : Planche de Laplace publiée dans *La Vanguardia*, le 13 juin 1981

Les dessins de Graham et de Laplace ne sont donc engagés ni politiquement ni socialement. Ils ne produisent pas d'illustrations soumises à l'actualité mais proposent une vision atemporelle des femmes et des relations de couple. C'est cette image de la femme au foyer que *La Vanguardia* transmet à son lecteur. Sur la même page, la rubrique du romancier Noel Clarasó défend également cette représentation.

<sup>71</sup> LAPLACE Jean. Los 8 errores. *La Vanguardia*. 13 juin 1981, p. 67.

<sup>72</sup> LAPLACE Jean. Los 8 errores. *La Vanguardia*. 6 février 1981, p. 63.

Pour lui, la famille traditionnelle bâtie sur le mariage est une structure irremplaçable qui garantit l'intérêt général : « no creo que la familia tradicional pueda ser sustituida, para el bien común, por ninguna otra organización »<sup>73</sup>. À son sens, seul le mariage peut apporter la stabilité nécessaire à l'harmonie sociale. Il l'exprime en de nombreuses occasions, comme dans cet extrait de février 1981 : « desde que el mundo es mundo no se ha inventado otro tipo de unión entre el hombre y la mujer que pueda sustituir al matrimonio para el mejor bien de todos »<sup>74</sup>. Selon lui, cette structure élémentaire de toute société repose sur certaines règles dont la stricte distinction des rôles de chaque individu au sein du couple. Le mariage se révèle donc aussi un des garants de l'ordre politique, ce qui, en février 1981 doit probablement résonner fortement dans l'esprit des lecteurs espagnols. En filigrane, le chroniqueur de *La Vanguardia* suggère ainsi son opposition à la légalisation du divorce.

Clarasó estime que les hommes et les femmes sont des êtres différents qui doivent s'acquitter de tâches spécifiques, à savoir la sécurité économique pour les uns et le maintien du foyer pour les autres. Dans de nombreuses colonnes, il rappelle que la place naturelle de la femme est auprès de sa famille : « a mí me parece que la más alta misión de la mujer es la maternidad y el gobierno del hogar »<sup>75</sup>, « nunca podré estar de acuerdo en nada que desvalorice la altísima misión de la mujer, en el hogar como esposa y como madre »<sup>76</sup>. Par conséquent, le chroniqueur célèbre tout ce qui contribue à cette vision de la famille, à l'instar du jour de la fête des mères qui fait l'objet de plusieurs articles au fil des années<sup>77</sup>. Noel Clarasó a d'ailleurs une idée précise des qualités de l'épouse parfaite. Dans « Una escuela », il en dresse un portrait-robot. Il part de l'anecdote de la création d'une école pour femmes au foyer et imagine les enseignements qu'il aimerait voir au programme. Cette liste, qui constitue son idéal, ressemble fortement aux manuels de parfaites épouses en vogue dans les années 1940-1950. On pourrait donc penser que l'intention de Clarasó est de parodier ce type de textes. Toutefois, l'étude du reste de ses chroniques invalide cette option. Il n'y a pas d'ironie. Même si le ton est léger, ce sont de véritables conseils. Il demande :

- Que enseñaran a las esposas a dar siempre la razón a sus maridos y a decirles siempre que sí. Y que después hicieran lo que les pareciera bien.
- Que les enseñaran a no discutir nunca con el marido. Que en vez de discutir les digan: “Como tú quieras”. Y que después hagan lo que quieran ellas.

---

<sup>73</sup> CLARASÓ Noel. Señoras mías. *La Vanguardia*. 12 juin 1979, p. 51.

<sup>74</sup> CLARASÓ Noel. Matrimonio. *La Vanguardia*. 10 février 1981, p. 85.

<sup>75</sup> CLARASÓ Noel, 23 octobre 1981..., art. cit.

<sup>76</sup> CLARASÓ Noel. Textualmente. *La Vanguardia*. 7 mai 1978, p. 92.

<sup>77</sup> À titre d'exemple, celui de 1981 : CLARASÓ Noel. Día tres. *La Vanguardia*. 7 mai 1981, p. 69.

- Que elogien al marido por aquellas cualidades de las que carece; pues es así como ellos a veces las adquieren.
- Que en vez de intentar corregir los defectos del marido se gocen en el aprecio de las buenas condiciones naturales que le encuentren.
- Que digan al esposo: “He hecho esto así” o “he puesto esto aquí” porque he recordado que tú me lo dijiste. Y esto aunque el esposo nunca haya dicho nada.
- Que usen con frecuencia frases como estas: “Gracias a ti”, “no sabes cómo te lo agradezco”, “no todas las mujeres tienen la suerte de un marido como tú”. Y esto aunque piensen lo contrario<sup>78</sup>.

Cet extrait est très représentatif du ton débonnaire des chroniques de Noel Clarasó. Derrière ses conseils naïfs, on peut lire sa vision de la vie conjugale. La femme doit être conciliante et douce et, grâce à un bienveillant savoir-faire, doit parvenir manœuvrer son mari afin qu’il lui obéisse dans la gestion des affaires domestiques. Pour le romancier, les couples ne peuvent qu’être mariés et le bonheur ne repose que sur la division genrée des tâches. L’influence de l’épouse s’arrête aux portes de sa maison mais le mari l’aime et la respecte pour son dévouement. Ainsi, les colonnes de Noel Clarasó se caractérisent par leur aménité. Néanmoins, elles ne représentent qu’un seul modèle de couple et d’organisation familiale dans lequel la femme n’a qu’un rôle de faire-valoir.

En parallèle de cette répartition genrée des rôles se dessine aussi un partage territorial entre sphère privée et sphère publique. Clarasó se confie d’ailleurs sur la vie de son propre foyer et explique que : « “allí dentro” son las estancias (estancitas), de su propio reino dentro de la casa, en las que yo soy un vasallo obediente »<sup>79</sup>. Son épouse est donc littéralement la « maîtresse » de la maison et en particulier de la cuisine. Cet espace est le sien, pas celui de son mari. À l’inverse, lorsque Clarasó présente des scènes d’extérieur, notamment au café, tous les personnages sont des hommes<sup>80</sup>.

De la même manière, l’espace de sa rubrique est un espace masculin. On l’a vu, les journaux traitent des affaires publiques. Ils sont donc écrits majoritairement par des hommes et pour des hommes. En cela, la colonne du romancier ne fait pas exception. Ainsi, lorsqu’il aborde des sujets féminins, il s’interroge sur la composition de son lectorat : « mucho me temo que las lectoras, si es que las tengo, me pataleen algo de lo que voy a decir »<sup>81</sup>. Cependant, inconsciemment, c’est à la gent masculine qu’il s’adresse, comme le confirment les extraits

<sup>78</sup> CLARASÓ Noel. Una escuela. *La Vanguardia*. 11 mars 1978, p. 57.

<sup>79</sup> CLARASÓ, 5 décembre 1979..., art. cit.

<sup>80</sup> Les conversations du petit groupe des sept amis qui se retrouvent dans le café du coin reviennent régulièrement dans les chroniques, par exemple dans CLARASÓ Noel. Monopoligamia. *La Vanguardia*. 23 mai 1978, p. 85 ou dans CLARASÓ Noel. Coeducación. *La Vanguardia*. 30 mai 1980, p. 69.

<sup>81</sup> CLARASÓ Noel. Pataleo. *La Vanguardia*. 4 avril 1981, p. 59.

suiuants : « los discriminados somos nosotros, los hombres », « las mujeres van más de tiendas que nosotros los hombres », ou « tal vez es uno de los misterios de la mentalidad femenina, túnel oscuro para nosotros los hombres »<sup>82</sup>. Noel Clarasó imagine donc davantage les femmes à leurs affaires qu'en train de lire *La Vanguardia*.

En parallèle, il dévalorise systématiquement celles qui choisissent d'exercer une activité professionnelle. Aussi, explique-t-il qu' « en los países donde la mujer ha alcanzado mayor autonomía, también es mayor la disgregación de la familia, la delincuencia juvenil y la infelicidad de la mujer »<sup>83</sup>. Il a donc conscience de l'évolution sociale qui s'opère autour de lui – même si à son sens, ce changement n'a pas lieu en Espagne – mais il la rejette.

Finalement, le discours de Noel Clarasó est très logique compte tenu du contexte historique. Le romancier et chroniqueur est un homme né en 1899. On l'imagine difficilement prôner la libération de la femme et l'abolition des différences de genre. De même, la stéréotypisation de la femme au foyer dans les dessins d'Alex Graham et de Jean Laplace n'a rien d'étonnant puisqu'il s'agit d'œuvres qui doivent être comprises immédiatement dans tous les pays où elles sont publiées. En réalité, ce qui importe c'est la raison pour laquelle *La Vanguardia* continue à publier ces contenus. Certes, on peut supposer l'existence d'un lien amical entre la direction du journal et Clarasó, un chroniqueur qui, jour après jour et depuis plusieurs décennies, rédige des billets. Il s'agit d'un rendez-vous quotidien pour les lecteurs et rappelons que la plupart sont des abonnés. Néanmoins, peut-être est-ce aussi une façon pour le journal de s'opposer tacitement à l'évolution des mœurs voulues par certains secteurs de la population. Au lieu de représenter des femmes qui manifestent sur les marchés ou se rendent dans les quartiers populaires pour informer sur la contraception – les militantes féministes infiltrent de nombreuses associations de femmes au foyer – le journal donne à voir la mère traditionnelle, celle qui s'occupe de sa famille. De fait, cette représentation peu moderne représente finalement la masse silencieuse des femmes espagnoles de la Transition car celles qui s'engagent à l'époque ne sont encore qu'une minorité. En ce sens, le quotidien montre la réalité de l'Espagne de son époque. Cette représentation peut aussi s'avérer être un refuge : dans un contexte social des plus instables, *La Vanguardia* se raccroche à une valeur qui lui semble immuable, celle de la famille traditionnelle. Le journal refuserait donc de remettre en question ce repère, en particulier le rôle clef de la mère au foyer.

---

<sup>82</sup> CLARASÓ Noel. Callejeo. *La Vanguardia*. 3 septembre 1977, p. 41 ; CLARASÓ Noel. Tiendas. *La Vanguardia*. 28 décembre 1978, p. 57 ; CLARASÓ Noel. Eleonora. *La Vanguardia*. 2 juin 1979, p. 65.

<sup>83</sup> CLARASÓ Noel. ¿Igualdad? *La Vanguardia*. 30 octobre 1980, p. 51.



Une des rares discordances à cette représentation se trouve dans un article signé par Elisa Lamas. Dans « Canto poético a las madres de familia », la journaliste interroge la tendance de la classe politique à flatter cette figure dans le but de pousser les jeunes femmes à renoncer à leur carrière pour élever des enfants :

Caen poco a poco en la cuenta de que la producción fundamental y fundante de todas las demás producciones, desde la de automóviles hasta la de ministros, es la producción de ciudadanos de recambio. Sin niños, se acaban los países. Y las mujeres de los más ricos y adelantados parecen poco dispuestas a seguir asegurando ese recambio, que durante muchísimo tiempo no ha sido estimado ni contabilizado en ningún sitio<sup>84</sup>.

Pour elle, les femmes ne devraient pas renoncer aux avantages d'un travail rémunéré car,

Si una chica trabaja seis horas diarias cinco días a la semana en una oficina, con vacaciones pagadas, Seguridad Social y demás gajes, se la considera población activa pero si se casa con su jefe y se encuentra como consecuencia trabajando dieciséis horas al día, sin vacaciones ni fiestas ni salario, criando hijos y educándolos, pasa a la categoría de población no activa<sup>85</sup>.

Elisa Lamas considère donc qu'être femme au foyer relève du sacrifice personnel. Toutefois, la journaliste est la seule à contrebalancer le discours de ses collègues. Cet article est le seul à dénoncer les injustices de la condition de mère au foyer. Il témoigne aussi de la progressive relève générationnelle qui se déroule au sein de la rédaction. Certes, lorsqu'elle écrit ce texte, Elisa Lamas a déjà cinquante ans mais selon Vladimir de Semir, durant la Transition, *La Vanguardia* tient à embaucher de jeunes journalistes afin de moderniser sa ligne. Il explique que « era significativo esta mezcla de gente de *La Vanguardia* con gente joven y con mucho ímpetu. El director lo propiciaba. Yo me acuerdo de que nos llamaba a gente joven a su despacho para discutir y ver lo que opinábamos de algunos temas »<sup>86</sup>. L'immobilisme de *La Vanguardia* sur les questions d'organisation familiale peut donc s'expliquer par son opposition idéologique envers les mouvements de protestation, opposition confortée par l'âge de ses journalistes, la relève générationnelle ne faisant que commencer.

---

<sup>84</sup> LAMAS Elisa. Canto poético a las madres de familia. *La Vanguardia*. 22 mars 1979, p. 6.

<sup>85</sup> *Ibid.*

<sup>86</sup> Entretien avec Vladimir de Semir réalisé le 5 octobre 2021, en visioconférence.

Quelle qu'en soit la raison, le fait est que *La Vanguardia* s'en tient à une image désuète et idéalisée de ces femmes, une image qui ne correspond guère à leurs problématiques économiques et qui, de surcroît, ne fait aucunement écho aux mobilisations de type associatif auxquelles certaines prennent part. Pour lui, les femmes au foyer ne sont pas de potentielles actrices mais des spectatrices d'un changement extérieur : la Transition. Elles sont des sujets, pas des protagonistes. À l'inverse, *El País* participe à la pression politique de la rue sur le gouvernement afin de faire évoluer la législation. Le journal prend part aux changements et le montre à ses lecteurs. *La Vanguardia* connaît l'existence de ces mouvements mais il s'en tient à l'écart pour des raisons idéologiques et peut-être aussi pour mieux correspondre à son lectorat, plus conservateur que celui d'*El País*.

Enfin, après l'étude des articles concernant les sportives, intellectuelles et artistes, ainsi que les personnes engagées dans le réseau associatif, nous pouvons déjà avancer plusieurs conclusions. Tout d'abord, les femmes sont très rares dans les pages des journaux. *El País* et *La Vanguardia* reflètent ici la réalité de l'époque : les Espagnoles participent moins que leurs homologues masculins à la vie publique. Le lectorat essentiellement masculin et les thèmes des rubriques amplifient également l'absence féminine.

En outre, durant la Transition, *El País* a le regard tourné vers l'étranger et le reste des puissances occidentales alors que *La Vanguardia* se replie davantage sur la Catalogne. De fait, le jeune quotidien souhaite que l'Espagne puisse rivaliser en termes de démocratie avec ses voisins. Il participe donc aux évolutions politiques et sociales de la Transition alors que son confrère en est le spectateur. La ligne idéologique et le lectorat de ces deux journaux expliquent en partie cette opposition. Le madrilène se vend comme un produit moderne qui accompagne et stimule les changements de cette période. Ce n'est pas l'image de marque du catalan. Ses journalistes sont plus prudents et soucieux de respecter l'idiosyncrasie du journal. Ce dernier fête son centenaire en 1981 et ne saurait soudainement se révolutionner et risquer de perdre son identité et sa cohérence. Il est également bien plus conservateur que son confrère et ne soutient pas toutes les transformations politiques et sociales de l'époque. Les préjugés sexistes influencent beaucoup la représentation, souvent stéréotypée et idéalisée, qu'il offre des femmes. Pour autant, cette représentation n'a pas pour objectif de les discriminer volontairement, loin de là. Aussi, est-il pertinent de parler de sexisme dans les journaux ?

## V. 2. Le contenu des journaux est-il sexiste ?

Dans un premier temps, il s'agira d'analyser pourquoi les femmes font l'objet d'un traitement médiatique différent des hommes. Nous présenterons une série d'explications liées au contexte historique d'une part, et aux contraintes de l'écriture journalistique d'autre part. Ensuite, nous nous intéresserons aux changements sociaux et culturels des années de transition et verrons comment ils se répercutent sur la façon dont les quotidiens parlent des femmes. Il sera question de leur accès à de nouveaux types d'emplois, de la mode du *destape* mais également de la réflexion autour de la question du genre qui a lieu (ou non) au sein des rédactions. Finalement, nous traiterons les cas dans lesquels les journalistes se montrent ouvertement sexistes et tâcherons d'en déterminer les raisons.

### V. 2. A. Un traitement spécifique fidèle à la mentalité de l'époque

Juger des articles écrits il y a plus de quarante ans selon des critères actuels ne présente pas d'intérêt. Il est évident que de nombreux textes publiés durant la Transition par *El País* et *La Vanguardia* seraient aujourd'hui considérés comme sexistes. En revanche, l'étude des articles qui utilisent sciemment le sexe d'une personne pour lui nuire s'avère plus pertinent car les raisons de ses attaques trahissent l'opinion des journaux sur certains thèmes. Aussi, nous avons entrepris de classer l'intégralité des références concernant les femmes politiques, les femmes de culture (intellectuelles et artistes) et les sportives selon trois catégories<sup>87</sup>. Ces catégories s'attachent à la façon de présenter l'information dans chaque article. La première renvoie aux textes neutres, la deuxième aux textes présentant un traitement différencié qui aujourd'hui serait considéré comme sexiste mais qui n'était pas vu ainsi par l'auteur de l'époque, et la troisième aux articles qui visent à nuire à une ou plusieurs femmes en raison de leur sexe. La *Figure 5* présente les résultats.

---

<sup>87</sup> Les femmes au foyer, épouses d'ouvrier et militantes dans des associations de voisins n'ont pas été intégrées à l'étude car les articles concernés sont trop peu nombreux pour qu'un résultat chiffré ait du sens. De plus, l'angle informatif entre les deux journaux diffère énormément sur cette thématique c'est pourquoi une comparaison quantitative n'est pas pertinente.

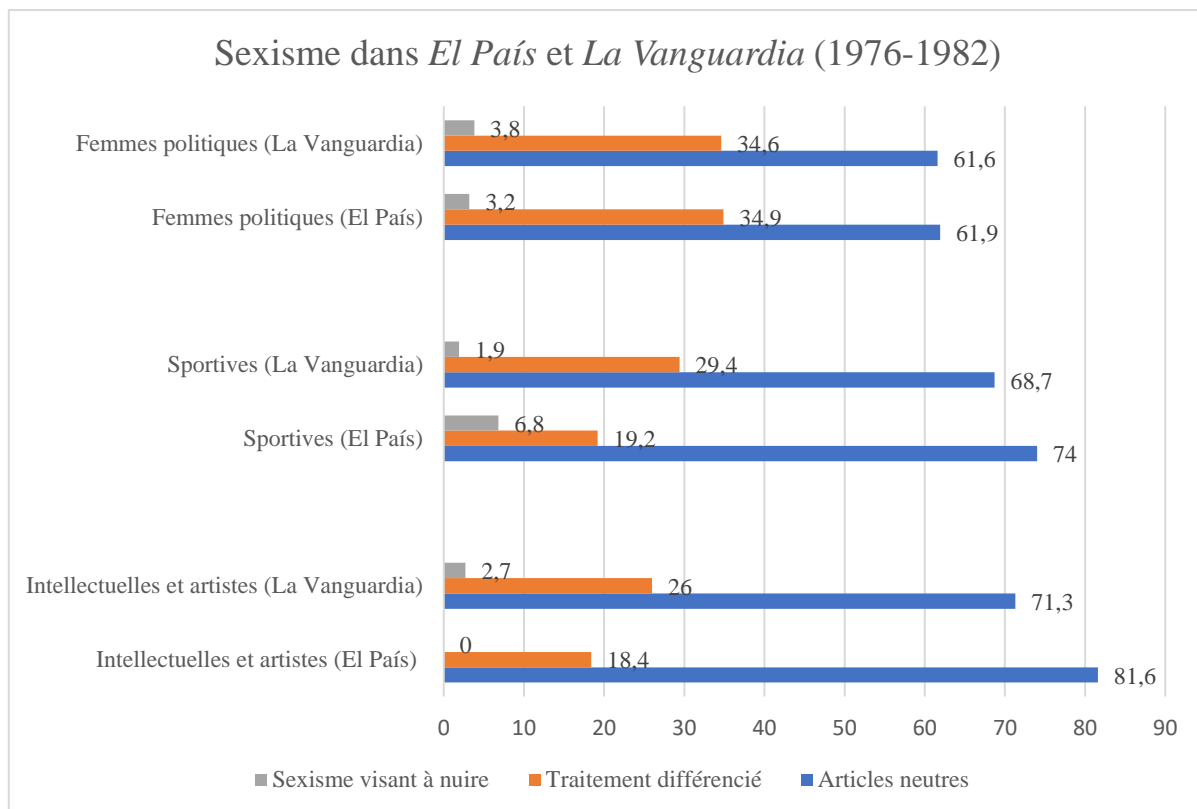


Figure 5: Sexisme dans *El País* et *La Vanguardia* (1976-1982). Résultats en pourcentages arrondis au dixième

La Figure 5 permet de conclure que les journaux ne s'attaquent que très exceptionnellement aux femmes en raison de leur sexe. Compte-tenu de l'époque, ils ne sont pas sexistes. En revanche, il est courant que les journalistes informent différemment selon si le sujet de l'article est un homme ou une femme. Plusieurs raisons peuvent expliquer ce traitement spécifique. Tout d'abord, le fait que certains milieux soient presque exclusivement réservés aux hommes : la présence des femmes y détonne et cela se reflète dans le traitement médiatique qui leur est réservé. Par ailleurs, la différence de traitement peut aussi être une sorte de passage obligé qui découle de certaines conventions dans l'écriture journalistique.

En effet, le stéréotype est un ressort indispensable à certains contenus médiatiques. C'est particulièrement le cas du dessin de presse car pour exprimer une idée complexe les illustrateurs ne peuvent rédiger de longs discours et doivent donc s'appuyer sur des codes partagés par tous, des images qui renvoient les lecteurs à des références communes. C'est pourquoi le dessin de presse n'offre presque exclusivement des représentations féminines stéréotypées telles que la ménagère, la mère aimante, la femme fatale... Elles se basent sur des séries de personnages archétypaux, des références comprises par tous et donc qui ne sauraient évoluer subitement. C'était le cas de la femme au foyer d'Alex Graham et de Jean Laplace pour *La Vanguardia*

mais c'est aussi le cas pour des artistes espagnols dont les dessins n'ont pas vocation à s'exporter, à l'instar de Muntañola.

Joaquím Muntañola travaille à *La Vanguardia* et publie dans *Barcelona*. Cette rubrique, moins stratégique et moins prisée qu'*España* ou *Tribuna*, lui permet d'aborder des thèmes relatifs aux *soft news*. Il traite de sujets de société variés à travers des dessins très figuratifs. Leur message est clair, direct et prête souvent à rire (jaune). Cet humour s'appuie sur l'exploitation de stéréotypes sexistes. Par exemple, l'artiste tourne en dérision l'avarice féminine en mettant en scène une femme en plein *setting* pour pousser son époux à lui offrir un chemisier<sup>88</sup>. Dans une Espagne marquée par les mobilisations sociales et politiques, la cause défendue semble dérisoire et la ménagère, ridicule. La demande est infantile et frivole. Pour faire rire son lecteur, Muntañola tire aussi parti de la mauvaise réputation des femmes au volant. Un de ses dessins montre une dame roulant à vive allure dans un virage serré. Son mari, à la place du passager, jure alors à un policier que son permis est faux<sup>89</sup>.

Par ailleurs, certains genres médiatiques à l'instar du journalisme d'interview sont propices à renforcer les stéréotypes. Ainsi, lorsqu'un professionnel s'intéresse à l'intimité d'une célébrité, il dévoile aux lecteurs sa vie d'homme ou de femme. Les détails choisis ou les questions posées sont alors plus susceptibles de relever du cliché. Aussi, lorsque Carmen Conde est élue à l'Académie espagnole, elle gagne en popularité et sa vie privée commence à faire l'objet de toutes les attentions. *El País* publie alors un article dans lequel Rosa Pereda boit le thé en sa compagnie. L'angle choisit par la journaliste humanise Carmen Conde. Elle explique ce qu'elle aime faire le dimanche, son lien avec Amanda Junquera (sans en mentionner la nature), ou le soin qu'elle apporte à son jardin. Ce type de texte, proche du journalisme d'interview, rapproche Conde du lecteur puisqu'il la présente comme une personne presque ordinaire. Toutefois, il insiste aussi sur des aspects domestiques qui soulignent le genre de la poétesse et nourrissent les stéréotypes sexistes. Par exemple, l'article précise la façon dont elle compte se coiffer ainsi que la venue de sa styliste le jour où elle lira son discours<sup>90</sup>. Ce type de texte est ambivalent car il renforce la distinction entre les sexes mais offre également plus de visibilité aux femmes. Comme les hommes, elles deviennent des « stars » dont le quotidien intéresse. Or, dans les années 1970-1980, dans de nombreux milieux, les femmes sont encore très minoritaires et ce type d'articles contribue à normaliser leur présence. D'ailleurs, le traitement spécifique médiatique souligne justement leur faible représentation réelle.

---

<sup>88</sup> MUNTAÑOLA. El color de mi cristal. *La Vanguardia*. 13 novembre 1977, p. 22.

<sup>89</sup> MUNTAÑOLA. El color de mi cristal. *La Vanguardia*. 18 octobre 1981, p. 23.

<sup>90</sup> PEREDA Rosa María. Carmen Conde leerá hoy su discurso de ingreso. *El País*. 28 janvier 1979, p. 40.

En effet, il s'agit d'une époque qui connaît de nombreuses pionnières. Dans certains domaines, les journalistes ne voient pas la femme dans un rôle de premier plan. Leur façon de traiter l'information peut s'en ressentir, en particulier à travers des commentaires sur le physique de ces femmes<sup>91</sup>, sur leur vie de mère et d'épouse, et sur leurs attitudes jugées plus ou moins « féminine » alors que ces aspects n'ont rien à voir avec le sujet de l'article. Cette attitude peut aussi se traduire par un certain paternalisme ou des questions très orientées et de type affectif. Par exemple, dans son interview à Montserrat Gudiol, première femme à devenir membre de la corporation de l'Académie de Beaux-Arts de San Jordi, María Asunción Guardia explique que cette nomination est historique car elle représente un jalon « en el largo camino hacia la igualdad ». Pourtant, la journaliste n'a de cesse de rappeler l'échec de l'artiste en tant qu'épouse : « ha triunfado, pero está sola. Su marido la dejó hace cinco años, con seis hijos »<sup>92</sup>. Elle lui demande également si le prix à payer est de « ¿renunciar a una vida familiar, a un marido, en este caso, por amor al arte? »<sup>93</sup>. Le fait de demander à une personne qui a sacrifié de nombreux aspects de sa vie – temps libre, santé mentale et relations amicales notamment – si elle regrette ses choix est légitime et on pourrait imaginer un journaliste poser la question à un homme. Néanmoins, dans ce cas, María Asunción Guardia ne fait référence qu'à la vie de famille de son interlocutrice car, dans les mentalités de l'époque, c'est par une vie de foyer épanouie que la femme, même lorsqu'elle travaille, trouve son équilibre. Et, pourtant, ici la journaliste ne cherche en aucun cas à délégitimer Montserrat Gudiol.

À un autre niveau de lecture, le traitement spécifique réservé aux femmes de papier souligne le caractère masculin de certaines équipes de rédaction. C'est le cas dans *La Vanguardia*. Ses journalistes sportifs rédigent parfois des comptes-rendus qui apprécient le corps des athlètes depuis une perspective d'homme hétérosexuel. Ce phénomène, théorisé en 1975 sous le nom de *male gaze* par Laura Mulvey<sup>94</sup>, est flagrant dans cet extrait de *La Vanguardia* :

Se trata de la holandesa Cornelia Van Oosten, una mujer femenina, que ya es decir, tratándose de una especialidad tan dura como el ciclismo, que además es guapa, y simpática. [...] Está casada y no tiene hijos pero desde hace seis años, es un valor seguro para Holanda, tanto en pista como en ruta [...]. Tiene una bien ganada fama de mujer elegante y sobre todo de amable y simpática. Lo que se dice, una mujer, mujer. La segunda clasificada, se llama Casani y es italiana, con hechuras de Sofía Loren, ampulosa y

<sup>91</sup> Lorsqu'il n'est pas en relation avec leur activité professionnelle. Par exemple, les commentaires sur le physique d'une actrice peuvent se justifier car elle se produit sur scène et son apparence est un outil de travail.

<sup>92</sup> GUARDIA María Asunción. Montserrat Gudiol: la renuncia tras el éxito. *La Vanguardia*. 21 janvier 1981, p. 11.

<sup>93</sup> *Ibid.*

<sup>94</sup> MULVEY Laura. Visual pleasure and narrative cinema. In : *Screen*. Octobre 1975, vol. 16, n° 3, p. 6-18.

magnificente. En cambio la tercera, que es la belga Reynders, está rozando la cuarentena y es más bien un hombre que una mujer, con voz y ademanes incluidos. En su cuerpo no asoma ningún rasgo femenino y es un “specimen” digno de estudio<sup>95</sup>.

Dans ce texte, le compte-rendu cycliste passe au second plan, derrière l’ « analyse » physique. Pour Juan P. Saserra, les sportives hollandaise et italienne sont belles mais également séduisantes. L’idée de désir charnel affleure notamment lorsqu’il fait référence aux courbes de Sofia Loren. Or, inconsciemment, cette façon de sexualiser les corps induit une connivence masculine avec le lecteur, connivence qui exclue une partie de l’audience : les femmes<sup>96</sup>. C’est ce type d’indices qui, entre autres, peut expliquer le manque d’appétence féminine pour la lecture des grands quotidiens. Soulignons, de surcroît, que la cycliste belge qui ne correspond pas aux standards de féminité du journaliste, à ce qu’il considère comme « una mujer, mujer », est totalement déshumanisée puisque renvoyée au statut de « spécimen ». Pourtant, malgré leurs maladresses, ces articles n’ont pas l’objectif de rejeter les femmes du monde du sport. Ils témoignent simplement d’une mixité faible voire inexistante dans certaines sphères sociales. *La Figure 5* indique d’ailleurs que les journalistes ont davantage tendance à souligner que leur sujet est une femme lorsque cette dernière évolue dans des milieux d’hommes : le traitement différencié est bien plus courant envers les femmes politiques qu’envers les actrices et écrivaines et ce, pour les deux quotidiens. Quoi qu’il en soit et malgré ce qui passerait aujourd’hui pour des maladresses voire du sexisme, *El País* et *La Vanguardia* relaient l’existence de ces nouveaux paradigmes féminins.

## **V. 2. B. Les journaux se font l’écho de l’implantation de nouveaux modèles de conduite féminine**

De fait, les quotidiens ne sont pas aveugles face aux nouvelles mœurs de la société espagnole. Tout d’abord, les femmes ont accès à de nouveaux emplois ou à de nouveaux modèles de conduite, ce que les journaux ne manquent pas de relayer. Ils présentent les premières policières, mais aussi les premières femmes ministres. Toutes font l’objet d’un traitement différencié, par exemple à travers les titres, l’usage de l’humour, ou la masculinisation des termes. Par ailleurs, la mode du *destape* influence elle aussi les

---

<sup>95</sup> SASERRA Juan P. Cornelia Van Costen, De Holanda, se adjudicó la prueba de damas. *La Vanguardia*. 5 septembre 1976, p. 33.

<sup>96</sup> Plus précisément, les femmes hétérosexuelles et les hommes homosexuels.

représentations, en particulier à *El País* à travers les chroniques de Francisco Umbral, ou les dessins de Máximo. Le quotidien madrilène se fait l'écho de la libération du corps féminin même si sa représentation passe par un regard très masculin. Enfin, la problématique du genre et la façon dont les journalistes doivent parler des femmes est une question qui se pose au sein de la rédaction madrilène. Nous le constaterons en évoquant certaines thématiques développées par le journal mais aussi en analysant les choix des accords grammaticaux.

Tout d'abord, de nombreuses femmes décident de ne pas suivre le modèle de leurs mères et font évoluer les habitudes. Ces transformations se perçoivent différemment dans les journaux. *La Vanguardia* ne reflète que partiellement l'évolution sociale et politique espagnole. Il est vrai qu'il rend compte de certains nouveaux modèles. Par exemple, lorsqu'à partir de 1979, la police nationale se féminise, l'artiste Oli dessine une agente occupée à rédiger une amende pour un conducteur qui lui demande « ¿Estudias o trabajas? »<sup>97</sup>. Avec une touche d'humour, il se fait donc l'écho de l'accueil amusé que de nombreux Espagnols réservent aux nouvelles recrues. Il s'agit également d'une variation autour du stéréotype de la femme au volant. Ce n'est plus elle qui cherche à éviter l'amende en charmant le policier mais l'inverse : c'est l'homme qui tente de l'enjôler. Par cette inversion des rôles, Oli montre que dans certaines situations, le sexe importe peu puisqu'hommes et femmes usent des mêmes ruses pour s'en sortir. Ils sont égaux dans leurs petits travers. Ainsi, le dessinateur modernise la représentation des femmes dans la presse. Il les fait sortir des traditionnels rôles de mères ou de femmes au foyer pour endosser celui de policières, un métier dans lequel le lecteur ne les a encore jamais vues.

*La Vanguardia* évoque également des thèmes d'actualité. Ainsi, Muntañola souligne les frictions des couples mariés autour des débats de société de l'époque. Dans un dessin d'avril 1980, il met en scène deux jeunes gens qui se tiennent amoureusement par le bras lors d'une manifestation. La femme porte une pancarte en faveur de la légalisation des méthodes contraceptives alors que son mari en porte une en faveur des politiques natalistes. Un homme qui vient de les croiser commente alors, narquois : « Es un matrimonio ejemplar, pero no sé cómo acabará la cosa »<sup>98</sup>.

Le dessinateur traite aussi de la violence de genre. Dans une vignette de janvier 1978, une dame se confie à une amie : « Mi marido está evolucionando. Ahora, sólo me pega el lunes, miércoles y viernes »<sup>99</sup>. D'autres illustrations sont plus violentes car elles montrent le visage tuméfié de la victime ou l'agression en train de se dérouler. Le dessinateur compense toujours

---

<sup>97</sup> OLI. Sonrío, luego existo. *La Vanguardia*. 20 novembre 1981, p. 14.

<sup>98</sup> MUNTAÑOLA. El color de mi cristal. *La Vanguardia*. 25 avril 1980, p. 33.

<sup>99</sup> MUNTAÑOLA. El color de mi cristal. *La Vanguardia*. 17 janvier 1978, p. 20.



la gravité de ces scènes par une légende comique ou la remarque incongrue d'un personnage. Par exemple, une femme jetée au sol avoue ne pas comprendre le geste de son compagnon, « ahora que le habían hecho un estudio astrológico que le definía como hombre pacífico »<sup>100</sup>. De même, un homme en train d'étrangler sa femme lui demande « ¿puedes explicarme por qué eres partidaria del divorcio? »<sup>101</sup>. Pourtant, derrière l'humour de ces illustrations tragi-comiques se cache aussi une critique sociale : le pays est en cours de démocratisation mais la transformation des institutions n'a pas révolutionné les mentalités. Les Espagnols ne sont pas si avancés que cela puisqu'ils frappent toujours leurs femmes. Muntañola donne alors de la voix aux victimes du machisme. On le constate dans une vignette de mai 1982 où, accolée au dessin d'une jeune femme en mini-jupe, il dresse la liste de tous les comportements gênants qu'elle subit (*Figure 6*)<sup>102</sup>. Néanmoins, la femme est là encore présentée comme une « poupée ».



Figure 6 : Planche de Muntañola publiée dans *La Vanguardia*, le 24 février 1980, p. 25

Par ailleurs, les deux journaux expriment leur surprise à l'égard du parcours de certaines femmes qui ont repoussé la ligne entre les deux sexes. Cette surprise transparait dans le traitement informatif particulier qu'ils leur réservent. Cette façon de parler d'elles montre que leur trajectoire est inédite à leurs yeux. Il ne transcrit pas de sexisme de la part des journalistes

<sup>100</sup> MUNTAÑOLA. El color de mi cristal. *La Vanguardia*. 24 février 1980, p. 25.

<sup>101</sup> MUNTAÑOLA. El color de mi cristal. *La Vanguardia*. 18 décembre 1980, p. 28.

<sup>102</sup> MUNTAÑOLA. El color de mi cristal. *La Vanguardia*. 24 mai 1982, p. 16.

mais plutôt leur étonnement. La construction particulière des titres ainsi que le choix de « masculiniser » ces femmes méritent d'être analysés.

Tout d'abord, cette expression de l'inédit transparait à travers les titres. Dans les deux quotidiens y compris le madrilène, on remarque que certains titres d'articles utilisent le genre à la place de l'identité de la personne. Par exemple, dans « Una mujer entrará hoy a formar parte de la Real Academia española de la Lengua »<sup>103</sup>, c'est à Carmen Conde que renvoie *El País*. De même, dans « Mujer (primera vez), novelista (segunda) » et « Una mujer en la junta, por primera vez », *La Vanguardia* se réfère respectivement à Mercé Rodoreda et María Ángeles Cerdá<sup>104</sup>. Ici, les titres invisibilisent et essentialisent les femmes. Pour les journalistes, ce n'est plus tant leur identité mais leur sexe qui compte. C'est ce que l'essayiste étatsunienne Katha Pollitt nomme le syndrome de la Schtroumpfette. Pour expliquer ce « syndrome », elle part d'un constat : les histoires pour enfants se structurent généralement autour d'un groupe de garçons dans lequel se trouve une fille. Or, les scénaristes n'assignent aucune personnalité propre à ce personnage. Il ne vaut que pour son sexe et ne réagit qu'en fonction du groupe :

Contemporary shows are either essentially all-male, like "Garfield", or are organized on what I call the Smurfette principle: a group of male buddies will be accented by a lone female, stereotypically defined. [...] The message is clear. Boys are the norm, girls the variation; boys are central, girls peripheral; boys are individuals, girls types. Boys define the group, its story and its code of values. Girls exist only in relation to boys<sup>105</sup>.

Les Schtroumpfs ont tous une caractéristique propre (cuisinier, costaud, farceur...) alors que la caractéristique de la Schtroumpfette est d'être une femme. Dans la presse, on reconnaît les schtroumpfettes grâce aux titres commençant par « una mujer ». Cette intertitularité externe<sup>106</sup> relie tous les articles présentant les femmes comme des pionnières dans leur milieu, qu'elles soient artistes, sportives, ou élues politiques. Ils permettent au lecteur de contextualiser immédiatement l'information et le type d'article qu'il a sous les yeux. Ces titres sont aussi le

---

<sup>103</sup> Una mujer entrará hoy a formar parte de la Real Academia española de la Lengua. *El País*. 9 février 1978, p. 48.

<sup>104</sup> FAULÍ Josep. Mujer (primera vez), novelista (segunda). *La Vanguardia*. 13 mai 1980, p. 21 ; Una mujer, en la junta por primera vez. *La Vanguardia*. 18 novembre 1979, p. 29.

<sup>105</sup> POLLITT Katha. Hers; The Smurfette Principle. *The New York Times Magazine*. 7 avril 1991, p. 22. On pourrait traduire cet extrait par : « Souvent, les séries télévisées contemporaines n'ont que des personnages masculins, comme "Garfield", ou alors s'organisent selon ce que j'appelle le syndrome de la Schtroumpfette : un groupe de copains, accompagnés d'une seule femme, en général définie de manière stéréotypée. [...] Le message est clair. Les garçons sont la norme, les filles la variation ; les garçons sont centraux, les filles sont en périphérie ; les garçons sont des individus alors que les filles sont des personnages types. Les garçons définissent le groupe, son histoire et ses valeurs. Les filles existent seulement dans leur relation aux garçons ».

<sup>106</sup> Le terme est emprunté à HOEK Léo Huib. *La marque du titre : Dispositifs sémiotiques d'une pratique textuelle*. La Haye, Paris, New-York : Mouton éditeur, 1981, 368 p., p. 300.

symptôme que la présence des femmes dans certains milieux – institutions culturelles, politique ou certaines disciplines sportives – n’est pas normalisée. Celles qui parviennent à briser le plafond de verre ne sont encore que des « anomalies », des « schtroumpfette » qui importent davantage pour leur simple existence, pour le symbole qu’elles représentent, plutôt que pour leur individualité.

Le choix des titres permet de repérer les milieux les plus touchés par le syndrome de la Schtroumpfette. Dans le contexte politique, on constate ainsi que la formulation « una mujer... » revient particulièrement lorsqu’il s’agit des postes les plus prestigieux comme celui de chef d’État ou de ministre. Ces quelques exemples en témoignent : « Una mujer puede convertirse en primer ministro de Suecia », « Una mujer puede acceder mañana a la presidencia de Islandia », « Francia: Otras dos mujeres pasan a ser ministros » et « Una mujer dirigirá el socialismo cántabro »<sup>107</sup>. Ainsi, les femmes sont si rares à toucher le sommet de la hiérarchie politique que les journalistes renseignent d’abord les lecteurs sur leur sexe avant de préciser leurs lignes idéologiques. L’information principale est donc que l’élue est une femme. Cependant, une fois passée cette « surprise » initiale, le journaliste communique généralement son nom et son programme qui constituent l’information secondaire. C’est le cas lors de la désignation de Maria Lurdes Pintassilgo comme Première ministre du Portugal. En *Une*, pour introduire la nouvelle, *El País* titre « Una mujer, primera ministra de Portugal », puis en page deux : « María Lurdes Pintassilgo, nueva Primera Ministra de Portugal »<sup>108</sup>. L’auteur en dit alors un peu plus sur elle. De même, le 28 juin 1980, le journal titre « Una mujer puede acceder mañana a la presidencia de Islandia » puis, quatre jours plus tard : « Vigdís Finnbogadóttir, una protagonista de cincuenta años, elegida presidenta de Islandia »<sup>109</sup>. Toutefois, l’intérêt pour les élues n’est pas systématique et se borne parfois à leur sexe, notamment quand elles proviennent de pays ayant peu de relations diplomatiques avec l’Espagne. C’est le cas d’Eugenia Charles, désignée Première ministre de Dominique en juillet 1980 et dont le nom n’apparaît que dans le corps des articles d’*El País*, pas dans les titres<sup>110</sup>. De même, le syndrome de la Schtroumpfette revient pour les disciplines sportives considérées comme masculines – par exemple dans « Una mujer, árbitro de boxeo », « En Italia, una mujer árbitro » (on remarquera l’accord au masculin

---

<sup>107</sup> Dans cet ordre : GUEVARA Gabriel. Una mujer puede convertirse en primer ministro de Suecia. *El País*. 7 septembre 1978, p. 5 ; MORENO Ricardo. Una mujer puede acceder mañana a la presidencia de Islandia. *El País*. 28 juin 1980, p. 4 ; Francia: Otras dos mujeres pasan a ser ministros. *La Vanguardia*. 11 janvier 1978, p. 17 ; Una mujer dirigirá el socialismo cántabro. *La Vanguardia*. 20 novembre 1979, p. 13.

<sup>108</sup> GUARDIOLA Nicole. María Lurdes Pintassilgo, nueva Primera Ministra de Portugal. *El País*. 19 juillet 1979, p. 1 ; GUARDIOLA Nicole. María Lurdes Pintassilgo, nueva Primera Ministra de Portugal. *El País*. 19 juillet 1979, p. 2.

<sup>109</sup> MORENO, Una mujer..., art. cit ; MORENO Ricardo. Vigdís Finnbogadóttir, una protagonista de cincuenta años, elegida presidenta de Islandia. *El País*. 1 juillet 1980, p. 2.

<sup>110</sup> Par exemple, dans Una mujer será primera ministra de Dominicana. *El País*. 25 juillet 1980, p. 5.

du substantif « árbitro »), « Dos mujeres ganaron el Rally de España », ou « El mejor tirador español es una mujer »<sup>111</sup> – ou lorsque les femmes entrent dans de prestigieuses institutions comme lorsque *La Vanguardia* titre « Una mujer reta a los “inmortales” de la Academia Francesa » pour se référer à l’entrée de Marguerite Yourcenar à l’Académie française<sup>112</sup>.

Il est discutable de reprocher leur sexisme aux articles qui omettent le nom de cette « mujer » dont ils vont parler car, même s’ils ne contribuent pas à normaliser la présence des femmes à tous les échelons de la vie politique, ils ne font que pointer du doigt une discrimination réelle et indépendante de leur volonté.

En parallèle, un autre indice de la récente entrée des femmes dans certaines domaines se trouve dans l’usage du genre grammatical. On l’a remarqué en ce qui concerne l’accord des noms de charges politiques. Pour autant, l’étude de l’intégralité du corpus offre d’autres exemples, concernant les sportives notamment, et apporte des conclusions complémentaires.

*El País* et *La Vanguardia* – on l’a vu avec l’exemple de la cycliste belge – décrivent certaines athlètes comme des garçons manquées<sup>113</sup>. Pourtant, la masculinisation de ces sportives ne va pas de pair avec d’autres critiques et se révèle assez rare dans les deux journaux. C’est d’ailleurs plutôt l’inverse.

En effet, on remarque que plus le journaliste se montre critique, plus il a tendance à mettre en avant le sexe de son sujet. En réalité, c’est l’hyper féminisation des athlètes qui est le signe d’un rejet. Il accentue l’idée de décalage, l’impression qu’elles n’ont pas leur place dans certaines disciplines, notamment celles qui ne séparent pas les épreuves hommes des épreuves dames. Cette impression se vérifie dans le traitement dont fait l’objet Maribel Atiénzar, une torera décriée par de nombreux journalistes d’*El País*. Elle est qualifiée de « señorita torera » par Jorge Laveron et de « señorita » par Joaquín Vidal qui demande même aux lecteurs s’ils apprécient « las dulces suavidades artísticas (estamos en toreo estricto ¡ojo!) de la señorita Atiénzar »<sup>114</sup>. Dans les textes plus neutres voire enthousiastes au sujet d’Atiénzar, ils ne l’appellent que par son nom. Insister sur l’identité féminine d’une sportive insinue donc qu’elle n’a pas sa place, qu’elle détonne, dans une discipline. Au contraire, lorsqu’un journaliste veut

---

<sup>111</sup> Dans ces cas précis, il s’agit de la boxe, du football, de la formule 1 et du tir. Voici les références complètes : Una mujer, árbitro de boxeo. *La Vanguardia*. 26 juillet 1979, p. 39 ; En Italia, una mujer árbitro. *La Vanguardia*. 26 janvier 1978, p. 41 ; LEWIN Ignacio. Dos mujeres ganaron el Rally de España. *El País*. 25 octobre 1977, p. 41 : El mejor tirador español es una mujer. *El País*. 30 juin 1981, p. 62.

<sup>112</sup> GUARDIA María Asunción. Una mujer reta a los “inmortales” de la Academia Francesa. *La Vanguardia*. 13 novembre 1979, p. 43.

<sup>113</sup> José Antonio Rodríguez parle de la « hombruna rumana Carmen Bunanciu » dans cet article : RODRÍGUEZ José Antonio. URSS y la RDA dominaron las Copas de Europa. *El País*. 14 août 1979, p. 33.

<sup>114</sup> Ces expressions apparaissent, dans cet ordre, dans les articles suivants : LAVERON Jorge. Maribel y la extraña corrida de mañana en Las Ventas. *El País*. 8 juillet 1978, p. 32 ; LAVERON, De nuevo Maribel..., art. cit. ; VIDAL, Maribel rompió..., art. cit.

saluer les performances d'une athlète, il la compare à un homme. C'est le cas de la nageuse Marita Koch dont *El País* loue les exploits dans « Marita Koch, cada vez más cerca del hombre »<sup>115</sup>. Il montre que la masculinisation peut aussi être un signe d'acceptation voire une façon de pousser à la suppression de la différence entre les sexes. Dans le monde du sport, cela se matérialiserait même par la création d'épreuves mixtes dans certaines disciplines pour lesquelles les performances féminines se rapprochent des masculines. C'est d'ailleurs ce qu'expliquait Benoîte Groult au sujet de la langue : « la dévalorisation par le langage contribue elle aussi à fragiliser les femmes, elle les masculinise peu à peu à mesure qu'elles conquièrent du prestige »<sup>116</sup>.

Ainsi, l'accord au masculin est ambivalent car il peut être considéré comme un acte de rejet. Néanmoins, il peut aussi insister sur les capacités exceptionnelles d'une femme dans un milieu d'hommes. Par conséquent, la masculinisation peut être une preuve de respect voire d'admiration de la part d'un journaliste. En ce sens, la conclusion d'un billet d'humeur signé par Francisco Umbral et dédié à Carmen Díez de Rivera est significative : « A mí me gusta Carmen Díez de Rivera como mujer, como político y como señor particular »<sup>117</sup>. Parce qu'elle marque la politique de l'immédiat postfranquisme – bien qu'elle ne soit jamais élue – la directrice de cabinet d'Adolfo Suárez a l'honneur d'être considérée comme un homme.

Donc, durant la Transition, les nouveaux chemins empruntés par certaines femmes intriguent les rédactions qui réservent à ces pionnières un traitement particulier. Pourtant, *El País* et *La Vanguardia* les encouragent. Les deux quotidiens en tant qu'institution affirment sans détour leur opposition à toute discrimination liée au sexe tandis qu'une partie de leurs journalistes disent soutenir le féminisme. La distinction a son importance car, si dénoncer les injustices est somme toute très prudent (qui se déclarerait en faveur ?), soutenir un mouvement politico-social est bien plus clivant et périlleux. Par exemple, l'élection de Marguerite Yourcenar à l'Académie française permet aux deux journaux de s'ébaudir de la modernité espagnole tout en condamnant le machisme français. Ainsi, Feliciano Fidalgo explique que « la tradición misógina ha frustrado todos los intentos de las postulantes a inmortales [...]. Esta obstinación antifeminista de los académicos galos se explicaría, en parte, por razones de edad, no excelentemente conservada: de los cuarenta miembros del *clan*, diez nacieron el siglo pasado »<sup>118</sup>. De son côté, la rédaction de *La Vanguardia* défend la candidate, puisque,

---

<sup>115</sup> Marita Koch, cada vez más cerca del hombre. *El País*. 1 juin 1979, p. 47.

<sup>116</sup> GROULT Benoîte. Préface. In : BARRÉ, DEBRAS, HENRY, TRANCART, *et. al.*, *op. cit.*, p. 11-14, p. 13.

<sup>117</sup> UMBRAL Francisco. Carmen Díez de Rivera. *La Vanguardia*. 8 juin 1977, p. 20.

<sup>118</sup> FIDALGO Feliciano. Marguerite Yourcenar, elegida miembro de la Academia Francesa. *El País*. 7 mars 1980, p. 32.

En España, la brecha feminista en lo más alto de las letras se produjo ya hace tiempo, con la elección de Carmen Conde como miembro de la Real Academia de la Lengua. La noticia de la candidatura femenina en Francia ha puesto una vez más de relieve el hermetismo masculino, incluso de los hombres más cultos<sup>119</sup>.

Relativisons le patriotisme de Feliciano Fidalgo : Carmen Conde n'accède à l'Académie espagnole que deux ans plus tôt. De même, en ce qui concerne la présence des femmes dans le monde très masculin de la tauromachie, Joaquín Vidal, journaliste à *El País* s'exprime ainsi : « La mujer irrumpió en el mundo taurino con todos los derechos y lo ideal es que cuaje este movimiento, hasta el punto de que haya toreras en gran número capacitadas para el oficio. El arte y la técnica de torear no tienen por qué ser capacidades exclusivas del hombre, y no lo son »<sup>120</sup>. Le thème de l'égalité homme / femme est en vogue à la fin des années 1970. Difficile donc d'imaginer *El País* et *La Vanguardia* ne pas soutenir publiquement cette cause. Pour autant, comment mesurer la portée réelle de leurs discours ?

En ce qui concerne *El País*, les déclarations contre les discriminations envers les femmes sont suivies d'actions. Le journal madrilène, on l'a vu, relaye les luttes féminines. Il offre une tribune aux femmes pour exprimer leurs revendications. De même, lorsque Carmen Conde entre à l'Académie, il publie un article dans lequel la poétesse s'exprime à la première personne. La journaliste Rosa María Pereda lui donne la parole au lieu de recourir à des propos rapportés<sup>121</sup>. Même si aujourd'hui, la présence féminine dans le journal semble bien maigre, pour l'époque *El País* s'engage pour mettre en avant les femmes et ce qu'elles ont à dire ou à revendiquer.

À l'inverse, pour *La Vanguardia*, s'exprimer en faveur de l'égalité homme / femme dans tous les domaines semble être une convention, une position qu'il se doit d'adopter car elle correspond aux nouveaux temps. La rédaction est probablement sincère lorsqu'elle se range du côté de l'émancipation féminine. Rien ne permet d'en douter. Toutefois, le fait est qu'elle n'agit pas en faveur de l'émancipation féminine. Le journal propose très peu d'articles concernant la libération des femmes de leur rôle traditionnel, n'évoque jamais de thèses féministes concernant l'existence d'un « système » créateur de discrimination et invisibilise les actions de lutte féminine. Par ailleurs, il continue à diffuser des représentations de femmes traditionnelles et

---

<sup>119</sup> Una mujer reta a los "inmortales" de la Academia Francesa. *La Vanguardia*. 13 novembre 1979, p. 44.

<sup>120</sup> VIDAL Joaquín. Maribel y la corrida mixta. *El País*. 5 juillet 1978, p. 40.

<sup>121</sup> PEREDA Rosa María. Carmen Conde: "Mi misión es abrir paso a otras mujeres con una obra consistente". *El País*. 10 février 1978, p. 28.

stéréotypées qui, peu à peu, s'éloignent de ce que sont les jeunes générations. Pour *La Vanguardia*, rien n'a réellement changé depuis la mort de Franco. Si l'on ne considère que la thématique féminine, les exemplaires des années 1976-1977 auraient tout à fait pu paraître sous la dictature. Le traitement médiatique dont font l'objet les « pionnières » et donc parfois paradoxal. Il souligne justement que leur parcours sort de l'ordinaire. Les journaux reflètent cette « anomalie » mais ne sont pas parvenus à un même degré de réflexion sur la question.

En second lieu, et en parallèle de l'émergence de ces nouveaux modèles, une nouvelle mode qui affleurerait déjà sous le franquisme provoque l'engouement des Espagnols depuis 1975 : le *destape*. Comment les journaux abordent-ils cette nouvelle esthétique érotique ?

Tout d'abord, *La Vanguardia* décide de l'ignorer. Les seuls corps dénudés sont ceux des publicités pour les films de ce genre, publicités indispensables à l'équilibre économique du journal mais que la direction souhaite le plus petites possible. En juin 1977, Horacio Sáenz Guerrero répond d'ailleurs à une plainte de Carlos Godó en proposant de « reducir las dimensiones de los anuncios sobre temas erótico-pornográficos, eliminando cualquier grabado que pudiera herir los sentimientos del lector »<sup>122</sup>.

Au contraire, *El País* représente cette Espagne sexualisée. Les tribunes de Francisco Umbral et les dessins de l'artiste Máximo se situent dans cette esthétique propre à leur époque.

Tout d'abord, le romancier et chroniqueur Francisco Umbral s'inscrit en plein dans l'air du temps. Dans ses textes, il égrène les noms – écrits en gras – de ceux qui font l'actualité. Dirigeants politiques ou icônes populaires, toutes les personnalités en vue se concentrent dans les lignes de « Diario de un snob » et de « Spleen de Madrid ». L'emplacement qu'*El País* réserve à ses billets d'humeur est révélatrice de la fonction que le journal leur attribue. Entre 1976 et 1982, ils sont presque toujours dans la rubrique *Sociedad* ce qui montre qu'ils sont en prise directe avec l'actualité des mœurs. Au cours de l'année 1979, « Spleen de Madrid » se trouve aussi en dernière page. Il s'agit d'un endroit stratégique. *El País* mise sur Umbral pour convaincre les potentiels lecteurs d'acheter le journal. De fait, dans les années 1970, le romancier est très en vogue. Selon Karmentxu Marín, sa popularité et la sensibilité littéraire d'*El País* sont deux facteurs importants pour comprendre son rayonnement au sein du quotidien :

En un principio, el periódico se niega a tener columnistas como tenían los demás periódicos, pero luego cayó. Umbral era un gran personaje, un escritor muy original, muy misógino visto desde ahora, pero con mucha influencia y mucha gracia. Entonces, el periódico lo valoraba. Date cuenta que el director del

---

<sup>122</sup> BARRERA, NOGUÉ, *op. cit.*, p. 277.

periódico estuvo a punto de ser Miguel Delibes, el premio literario. El periódico ha cuidado siempre mucho el tema de la literatura y Umbral era rompedor. Entonces se le toleraba todo<sup>123</sup>.

Les chroniques d'Umbral sont donc un produit d'appel pour *El País*. Selon Luis Negro Acedó, « contribuyeron en gran medida a establecer el perfil de un periódico que iba a convertirse muy pronto en la referencia cultural de las clases medias cultas de la España democrática »<sup>124</sup>. Pourtant, comme le suggère Karmentxu Marín lorsqu'elle affirme qu'« on lui tolérait tout », le romancier se montre irrévérencieux et bien peu malléable dans ses prises de positions. Selon le propre Umbral, c'est cette indépendance qui aurait conduit à la fin de sa collaboration avec *El País*, en 1988 :

Quando los socialistas [...] están celebrando su victoria previa y han movido mucho el eslogan del voto útil, yo publico una columna en *El País* titulada "El voto inútil", que es el voto comunista, el que yo propugno. A partir de ahí, González pide mi cabeza o mis testículos a Cebrián, a elegir, y principia mi eclipse de luna en la casa<sup>125</sup>.

Juan Luis Cebrián aurait donc préféré sacrifier la liberté de ton de son chroniqueur plutôt que ses relations privilégiées avec le PSOE au pouvoir. Cependant, la version du directeur d'*El País* est tout autre. Selon lui, à la fin des années 1980, les textes d'Umbral deviennent répétitifs c'est pourquoi il décide de ne les publier qu'une fois par semaine, en dernière page. Pour se venger, Umbral aurait décidé d'utiliser ses billets pour critiquer « acremente, y con notable injusticia »<sup>126</sup> de nombreuses figures culturelles respectées par le journal. Pour Cebrián, il s'agit d'une provocation. Il décide de reléguer la tribune dans les pages intérieures. Cette disposition aurait poussé Francisco Umbral à démissionner<sup>127</sup>.

Quoi qu'il en soit, le romancier est un spectateur actif de la transformation sociale des années de Transition. C'est un polémiste et ses écrits soulèvent des questions politiques, souvent liées à la liberté sexuelle. Par exemple, dans « Travestís » il pointe du doigt l'hypocrisie d'une partie de la classe politique qui discrimine les homosexuels et les travestis lorsqu'ils aspirent à participer à la vie publique mais les ignore voire les tolère lorsqu'ils sont en situation de précarité : « gais, travestís, homosexuales, son reprimidos, perseguidos (acaba de prohibirse,

---

<sup>123</sup> Entretien avec Karmentxu Marín réalisé le 25 avril 2019, à Madrid.

<sup>124</sup> NEGRÓ ACEDO, *op. cit.*, p. 131.

<sup>125</sup> Propos de Francisco Umbral tirés d'UMBRAL Francisco. *La década roja*. Barcelona : Planeta, 1993, 379 p., p. 54 et cités par NEGRÓ ACEDO, *loc. cit.*

<sup>126</sup> CEBRIÁN, Primera..., *op. cit.*, chapitre 17.

<sup>127</sup> *Ibid.*



un congreso al respecto) por nuestros liberales novoeuropeístas, pero se les consiente en sus formas peripatéticas y mendicantes. Lo que pasa en la calle, parece que no pasa »<sup>128</sup>.

Par ailleurs, il sensualise voire sexualise l'actualité et ses acteurs. Sous sa plume, les personnalités, et notamment les femmes, deviennent des objets esthétiques. La figure de la muse, de l'amante et de la sainte sont des motifs littéraires dont il use pour construire ses textes. Il transforme les femmes de chair et d'os en femmes de papier, en êtres modelés pour servir son style littéraire. Elles passent donc du statut d'individus à celui de personnages. Umbral ne les traite pas comme des personnes réelles mais, pour les besoins de ses textes, il leur attribue des paroles et des actes imaginaires. Il en fait des archétypes, mais des archétypes sexualisés et réifiés. Par exemple, il présente les femmes qui gravitent, d'une façon ou d'une autre, autour du pouvoir comme des objets de désirs. Au sujet de Bárbara Rey, actrice et présentatrice de télévision qui soutient l'UCD en 1977, il écrit :

ahora Bárbara Rey viene a dar en musa de la Unión de Centro Democrático. Es lo que le ha faltado a Fraga para ganar: una señorita. [...] La UCD es una cosa muy americana. Se les acusa de que no tienen programa, ideología ni partido. Yo creo que tienen a **Bárbara Rey**, que es todo un programa erótico, toda una ideología y todo un partido<sup>129</sup>.

Cet extrait souligne l'omniprésence de la thématique sexuelle chez Umbral. Il témoigne aussi du caractère politique de ses textes. Ici, le romancier critique l'UCD qui, selon lui, ne repose sur aucune idéologie puisque son seul argument de campagne est une jolie blonde. Implicitement, il suggère qu'Adolfo Suárez a donc une piètre estime de la capacité de réflexion et de la maturité politique des Espagnols puisqu'il mise sur le physique d'une femme pour obtenir des votes. Par la même, Umbral dénigre ceux qui s'y laisseraient prendre.

Sa tribune du 12 avril 1979 présente un autre exemple très similaire. Helga Soto vient d'être nommée responsable presse pour le PSOE et a acquis beaucoup d'influence. Umbral conseille donc aux représentants publics de se rapprocher d'elle afin de la « courtiser » politiquement. Il file la métaphore en dépeignant la responsable en communication comme une Roxane à charmer : « ¿cómo ser el Cyrano de Helga Soto ? », « lo peligroso, estos días, es alejarse de la órbita de Helga Soto y regazo de Helga Soto, de la mesa de Helga Soto »<sup>130</sup>. Umbral se dit fasciné par les femmes d'influence. Ce sentiment se traduit chez lui par des propos

---

<sup>128</sup> UMBRAL Francisco. Travestís. *El País*. 15 avril 1979, p. 36.

<sup>129</sup> UMBRAL Francisco. Bárbara Rey. *El País*. 17 juin 1977, p. 29.

<sup>130</sup> UMBRAL Francisco. Helga Soto. *El País*. 12 avril 1979, p. 32.

galants<sup>131</sup> mais aussi par des remarques libidinales. Il a également bien conscience que l'Espagne est en pleine évolution, une évolution politique mais aussi sociale puisque les femmes peuvent accéder à de meilleurs postes. Toutefois, il semble agacé par la lenteur des changements car même si de plus en plus de ses concitoyennes évoluent dans la sphère publique, elles n'ont souvent le rôle que de figurantes ou de faire-valoir. De plus, les Espagnoles seraient elles-mêmes victimes de leur propres mentalités, modelée par presque quarante ans de dictature. Umbral l'illustre notamment dans « Más mujeres », article dans lequel il déplore leur hystérie face aux icônes masculines de l'époque : « la represión social, sexual y mental de la mujer española ha sido tanta, durante *cuarenta años y pico de siglos*, que ahora estalla con ocasión de **Sandokán**, de **Robert Redford** o de cualquiera: “Quiero tener un hijo tuyo” »<sup>132</sup>. Ce comportement écervelé est pour lui caractéristique de la plupart de ses compatriotes. Seules les féministes, plus réfléchies, s'en préserveraient :

Frente a los movimientos feministas, que cada día son más coherentes y eficaces, estos referéndums espontáneos y vaginales en favor de **Sandokán** o del último galán mundial que pasa por Madrid como un ángel sexual, yo diría que, en el fondo, unas y otras quieren lo mismo: liberarse. Sólo que las *progres* lo hacen por la vía organizativa, corporativa y decente, mientras que las otras –la mayoría– lo hacen por la vía irracional y gesticulante<sup>133</sup>.

Ainsi, les tribunes de Francisco Umbral exploitent le motif de la sexualité débridée, très en vogue après la mort de Franco, mais elles l'envisagent de façon politique : la prétendue frénésie sexuelle des Espagnols est la preuve que la société démocratique est encore immature.

Enfin, à travers Umbral, *El País* profite de la liberté d'expression et la promet<sup>134</sup>. Par ses moqueries et son impudence, le romancier cherche à faire rire, à agacer et à mettre en valeur son anticonformisme. Ses critiques et attaques verbales envers la gent féminine lui servent à bâtir son propre personnage. Il se met en scène et revendique son machisme comme signe de modernité, de liberté d'esprit et d'impertinence. Ainsi, il écrit : « Montserrat Roig, sobre todo, es novelista. Su última novela me la dedica así, con letra todavía colegial: “Para Paco, deliciosamente misógino. Con muchos besos” »<sup>135</sup>. Lui-même est un personnage de sa rubrique : il est le *dandy* madrilène. D'ailleurs, la plupart des textes qu'il rédige pour *El País*

---

<sup>131</sup> A Cristina Alberdi, il écrit : « Cristina, amor, lo mío no era una jactancia, aunque la jactancia sea la expresión natural de los seres jactanciosos. Era un elogio metafórico de ese pasar a la ofensiva que caracteriza a la mujer española desde hace unos años », UMBRAL Francisco. Cristina Alberdi. *El País*. 3 octobre 1980, p. 30.

<sup>132</sup> UMBRAL Francisco. Más mujeres. *El País*. 2 décembre 1976, p. 28.

<sup>133</sup> *Ibid.*

<sup>134</sup> Même si elle est encore relative dans les premières années de la Transition.

<sup>135</sup> UMBRAL Francisco. Montserrat Roig. *El País*. 12 décembre 1978, p. 30.

n'auraient jamais pu paraître sous Franco. Le journal profite donc d'une relative liberté retrouvée par la presse pour les publier. Le fait de proposer ce type de chronique aux lecteurs est un signe de modernité. *El País* est en phase avec le secteur de la société espagnole qui est en train de moderniser les mœurs et de faire évoluer les codes.

La localisation géographique des rédactions joue elle aussi probablement un rôle dans le degré de compréhension des nouvelles tendances sociopolitiques. *El País* se trouve à Madrid, épicerie des grandes décisions et de la révolution culturelle de la Movida. Les chroniques d'Umbral s'ancrent d'ailleurs fortement dans cet univers. Pendant plusieurs années, la rubrique s'intitule même *Spleen de Madrid*, faisant explicitement référence à la capitale. L'écrivain utilise des mots de *cheli*, argot propre à la jeunesse madrilène et dont il publie même un dictionnaire en 1983<sup>136</sup>. Ses rubriques débutent souvent par un dialogue dans la queue d'une boulangerie de quartier ou lors de grands événements qui ont eu lieu dans la capitale. Umbral évolue dans la ville où la Transition s'écrit jour après jour puisque la rénovation culturelle de ces années a lieu à Madrid. À l'inverse, *la Vanguardia* semble excentré de cette effervescence. Il n'est que le témoin lointain de ce qui se passe à Madrid.

*El País* se tourne donc vers la liberté de mœurs. Son esthétique est dans l'air du temps et, même s'il en est probablement le plus symbolique, Umbral n'en est pas le seul représentant. En effet, le sexe fait partie intégrante de l'esthétique du dessinateur Máximo San Juan. Par exemple, pour figurer la douceur de l'été il prend le parti de dessiner des femmes nues. Il les imagine blondes, poitrine découverte, et il les munit d'une queue de sirène, tantôt à partir de la taille, tantôt à partir des chevilles, leur corps dénudé se trouvant alors complètement exposé au regard du lecteur. Máximo dessine ces créatures lascives assises en bord de mer, mais aussi à leur balcon sur la côte, à l'instar des touristes qui profitent du soleil espagnol<sup>137</sup>. Pour montrer que les représentants politiques sont partis en vacances, il remplace même une des statues de lion accolée aux marches du Congrès des députés par une sirène<sup>138</sup>. Máximo sexualise le corps de femmes qui, sous sa plume, deviennent l'allégorie de l'Espagne durant la pause estivale. Elles sont comme des nymphes et ne valent que pour leurs formes. Ce sont des productions purement esthétiques. En parallèle, le dessinateur aborde l'engouement espagnol pour le *destape* à travers plusieurs illustrations presque identiques entre elle dans lesquelles une foule

---

<sup>136</sup> Par exemple, dans ce texte dédié au *cheli*, Umbral utilise de nombreux vocables qui lui sont propres comme « tronco » qui désigne un ami proche : UMBRAL Francisco. Lázaro, tronco. *El País*. 16 octobre 1979 et UMBRAL Francisco. *Diccionario cheli*. Barcelona : Grijalbo, 1983, 255 p.

<sup>137</sup> MÁXIMO. *El País*. 2 août 1978, p. 7.

<sup>138</sup> MÁXIMO. *El País*. 23 août 1980, p. 6.

compacte se presse devant d'immenses seins nus<sup>139</sup>. Ces poitrines sont comme de gigantesques statues vénérées par une multitude d'adorateurs. Máximo réduit alors ces femmes à un simple attribut sexuel, comme pour montrer qu'à l'instar des actrices et des mannequins qui participent à l'industrie du *destape*, leur visage ou leur identité n'importent guère aux Espagnols.

Enfin, *El País* propose une véritable réflexion autour de la problématique du genre, une réflexion proposée par certains de ses auteurs mais aussi par la direction elle-même. En effet, comme son homologue Muntañola, Máximo s'engage sur le thème de la violence sexiste. En février 1978, il dessine des rues qui prennent la forme d'un labyrinthe (*Figure 7*). La scène se déroule de nuit. Une jeune femme avance dans ce dédale. À un croisement se dresse un grand panneau « Violadores sueltos » derrière lequel le lecteur aperçoit une ombre inconnue. Le dessinateur présente donc la ville comme un espace dangereux pour les femmes<sup>140</sup>. L'Espagne démocratique et « civilisée » n'en reste pas moins une jungle dans laquelle le panneau se révèle être une bien maigre protection. Le lecteur fera le parallèle avec l'évolution politique espagnole : déclarer que l'Espagne est un pays démocratique ne suffit pas à transformer la société et, dans ce cas, rien n'a vraiment changé pour les femmes.



Figure 7 : Planche de Máximo, publiée dans *El País*, le 14 février 1978, p. 7

Par ailleurs, cette réflexion sur le genre est également portée par les responsables du journal. D'ailleurs, la lecture des articles concernant les femmes politiques a mis à jour une différence dans l'usage du genre grammatical entre *El País* et *La Vanguardia*. Comme le montre le *Tableau 2*, le journal catalan refuse de féminiser certains termes, c'est-à-dire que là

<sup>139</sup> MÁXIMO. *El País*. 14 septembre 1977, p. 9 et 31 août 1980, p. 9.

<sup>140</sup> MÁXIMO. *El País*. 14 février 1978, p. 7.

où les noms et adjectifs devraient être accordés au féminin, ils le sont au masculin. Aussi, dans de nombreux articles, le lecteur peut-il trouver des expressions comme « la nuevo presidente » ou « la citado diputado »<sup>141</sup>.

Articles qui choisissent d'accorder au masculin les titres et charges des élues politiques	
<i>El País</i>	7,9 %
<i>La Vanguardia</i>	67,3 %

Tableau 2 : Articles d'El País et de La Vanguardia dont les noms et adjectifs restent au masculin alors qu'ils devraient être accordés au féminin sur le nombre total des articles recensés concernant les femmes et la politique (1976-1982), en pourcentages arrondis au dixième

Dans les deux tiers des articles publiés par *La Vanguardia*, le journaliste fait le choix de conserver le masculin pour se référer à une charge politique occupée par une femme. On peut ainsi penser qu'inconsciemment, pour les rédacteurs, la politique est une affaire d'hommes. La masculinisation des termes est très courante dans *La Vanguardia* durant les années 1976-1978, puis elle laisse place à une très progressive féminisation. Ainsi, « alcaldesa » apparaît en 1979, après les élections municipales lors desquelles certaines femmes remportent les suffrages<sup>142</sup>. « Ministra » arrive en 1981, après la nomination de Soledad Becerril comme ministre de la Culture<sup>143</sup>. En revanche, les premières références aux « diputadas » ne se trouvent qu'à partir de 1980, alors que les premières députées de la Transition foulent l'hémicycle dès 1977<sup>144</sup>. Le processus de normalisation linguistique est donc assez long et hésitant. Le manque de cohérence affiché dans certains articles révèle d'ailleurs les doutes des journalistes au moment de rédiger. Par exemple, l'auteur de « Eulàlia Calzada, segunda mujer que interviene ante la Cámara », article pourtant court, utilise tantôt une forme, « la diputado comunista es responsable del área de enseñanza », tantôt l'autre « Barrera rogó a la diputada que retirase uno de los papeles »<sup>145</sup>.

À l'inverse, la plupart des articles d'*El País* adoptent l'accord au féminin. On pourra attribuer ce résultat au choix éclairé d'une rédaction jeune et moderne. Toutefois, la décision ne vient pas d'elle mais de la direction du journal puisque c'est le livre de style qui précise l'obligation de l'accord au féminin. Dans la réédition de 1980, on peut y lire : « Cargos y títulos observarán rigurosa concordancia de género con sus poseedores. Así, se escribirá "la doctora",

<sup>141</sup> Respectivement dans FOIX Luis. Primera mujer presidente de una República europea. *La Vanguardia*. 1 juillet 1980, p. 21 et Nunca más..., art. cit.

<sup>142</sup> Par exemple, dans CALAF, ESCUDERO, GISBERT, GONZÁLEZ CABEZAS, art. cit.

<sup>143</sup> Par exemple dans PORCEL Baltazar. Doña Soledad, las damas. *La Vanguardia*. 25 décembre 1981, p. 7.

<sup>144</sup> Par exemple, dans MONTANER, art. cit.

<sup>145</sup> Eulàlia Calzada, segunda mujer que interviene ante la Cámara. *La Vanguardia*. 11 octobre 1980, p. 8.

“la ingeniera”, “la diputada” o “la primera ministra”, cuando tales condiciones o títulos se refieran a una mujer »<sup>146</sup>. Ainsi, les journalistes parlent de « jefa » ou de « ministra »<sup>147</sup>. Un éditorialiste se reprend même ostensiblement pour souligner que l’accord au féminin est un choix bien conscient : « Margaret Thatcher, primer ministro de Gran Bretaña – primera ministra, aceptando ya como lógica la terminación femenina – [...] »<sup>148</sup>. Ainsi, au tournant des années 1980, la direction du journal a déjà le souci de féminiser les textes, une démarche tout à fait moderne pour l’époque.

En définitive, *El País* se présente comme un journal progressiste et audacieux qui a tout à fait compris les mutations sociales dans années 1970. Il utilise pleinement et, en cela, encourage, le développement de la liberté d’expression pour donner la parole à des artistes qui renouvellent les représentations. À l’inverse, *La Vanguardia* est légèrement en retard sur son temps. Le journal ne traite qu’une partie des nouvelles thématiques. En décidant d’ignorer certains sujets, il n’est plus tout à fait en phase avec les jeunes générations. Sa ligne idéologique, le poids de sa tradition et sa situation géographique expliquent ces différences. *El País* encourage l’égalité entre les sexes même si cette attitude comporte des limites liées notamment aux mentalités de l’époque. Au contraire, pour *La Vanguardia*, les déclarations de principe restent lettre morte. Son inaction témoigne de la prégnance aux codes moraux traditionnels au sein de la rédaction et de la direction. La différence entre les deux journaux révèle aussi qu’ils envisagent différemment le moment historique qu’ils sont en train de vivre. Pour *El País*, la Transition est un moment symbolique qui restitue au peuple sa souveraineté et instaure l’égalité entre les citoyens. La lutte contre les discriminations sexistes est donc légitime dans ce contexte. Le journal pense qu’il s’agit d’une époque clef dans l’histoire des femmes et désire participer aux évolutions en cours. À l’inverse, pour *La Vanguardia*, la révolution féminine n’a pas sa place dans le processus de Transition. Ce dernier est mené par les institutions. La population espagnole se doit de faire corps derrière le gouvernement afin de l’aider à mener à bien sa mission. La différence entre les journaux ne tient donc pas vraiment à la vision du rôle des femmes en tant qu’actants politiques mais à ce que chacun projette sur la Transition. Pour *La Vanguardia*, l’émancipation féminine est une thématique très secondaire, voire déplacée lorsqu’elle prend la forme de contestations, au regard de ce qui se joue dans les hautes sphères politiques. De fait, sans même parler de féminisme dans le sens d’idéologie politique et sociale,

---

<sup>146</sup> ALONSO (coord.), *op. cit.*, p. 17.

<sup>147</sup> Respectivement dans Ana María Fernández-Llamazares. *El País*. 28 mars 1978, p. 13 et dans Una mujer, primera ministra de Portugal. *El País*. 19 juillet 1979, p. 1.

<sup>148</sup> Éditorial Trío de damas. *El País*. 24 juillet 1979.

la simple idée d'émancipation peut donner lieu non pas à un traitement différencié dû à l'époque mais à un sexisme bien réel. Dans les deux journaux certains sujets provoquent une réaction de rejet envers les femmes de la part des journalistes.

## V. 2. C. Une modernité qui se heurte à des limites : le sexisme des journaux

Tout d'abord, *El País* et *La Vanguardia* se méfient des femmes qui « trop émancipées ». Par exemple, dans un compte-rendu d'une conférence sur Ana-María Matute réalisée par Teresa Moix, le journaliste de *La Vanguardia* Rafael Wirth reproduit des stéréotypes à l'encontre des féministes<sup>149</sup>. Il insinue qu'elles rejettent la vie de couple : « cuando el marido desapareció en la historia de Ana-María, la vida de la escritora-mujer cambió. “Se volvió más abierta”. Las mujeres que asistían a la charla (algunas, sin duda, feministas disfrazadas) sonríen satisfechas »<sup>150</sup>. Dans sa référence à des féministes qui se seraient infiltrées dans le public, on peut aussi lire la méfiance de Rafael Wirth envers un mouvement qui pourrait potentiellement contaminer des femmes à première vue inoffensives. Cette défiance envers les féministes affleure dans les articles les plus anodins. Elle se manifeste à travers certaines questions ou indications visant à préciser l'adhésion d'une femme au mouvement alors que son travail ou son actualité n'y sont aucunement liés. Le phénomène concerne davantage *La Vanguardia* qu'*El País*. En effet, il n'est pas absolument nécessaire d'indiquer si une personne adhère ou non au féminisme lorsque son travail n'y a pas trait. Ainsi, dans le cas des artistes et intellectuelles, un article sur cinq dans *La Vanguardia* ajoute une précision. Pour *El País*, c'est le cas dans 8 % des références. Ainsi, dans ses interviews, Félix Pujol pose presque systématiquement la question « ¿femenina o feminista? » à ses interlocutrices, y compris lorsque leur activité n'a aucun rapport avec le sujet. On remarquera, de surcroît, que pour le journaliste les deux termes sont antithétiques<sup>151</sup>.

Un phénomène identique a lieu dans les articles sur les femmes exerçant des métiers considérés comme masculins. À *La Vanguardia*, c'est le cas de plus de la moitié des trente-deux textes recensés, la majorité des références correspondant d'ailleurs à des interviews

---

<sup>149</sup> Le terme est utilisé ici au sens large dans le sens de femmes qui cherchent à s'émanciper, sans nécessairement militer.

<sup>150</sup> WIRTH Rafael. Ana María Matute, una mujer liberada. *La Vanguardia*. 13 mars 1982, p. 37.

<sup>151</sup> Parmi les nombreux exemples, on peut citer son entretien avec la chanteuse Mari-Dolç : PUJOL Félix. Mari Dolç, una voz de Tarragona. *La Vanguardia*. 17 décembre 1980, p. 27.

menées par Félix Pujol. *El País* est moins concerné car il présente moins d'une dizaine d'articles sur cette thématique, pourtant, c'est la remarque de son journaliste Juan Cruz qui illustre le mieux cette méfiance face au « danger » féministe. Ainsi, au sujet de la première promotion de policières espagnoles, il écrit :

Las alumnas elegidas para responder a los periodistas consideran que el hecho de que ésta sea la primera vez en la historia de España en que ocurre que mujeres estudian para policías no supone que estas agentes femeninas vayan a hallar traumas en el ejercicio de su labor. “Nosotras –dijo una de ellas– venimos a realizar una profesión como personas, no como mujeres. Tampoco venimos a cubrir un hueco, sino a realizar las mismas tareas que nuestros compañeros. No se producirán situaciones de discriminación, ni salarial ni de ningún tipo”. Ninguna de estas alumnas milita en movimientos feministas<sup>152</sup>.

La dernière phrase est éloquent. Si Juan Cruz précise qu'elles ne militent pas au sein d'associations d'émancipation féminine c'est parce que ce détail a son importance. En effet, être féministe à l'époque n'est pas anodin. Cela signifie avoir une conscience politique, généralement de gauche ou d'extrême gauche, mais aussi être associée à une série de stéréotypes comme la haine des hommes ou l'intransigeance. C'est pourquoi, le fait que les futures policières ne soient pas féministes s'avère rassurant sur leurs intentions et leur confère plus de légitimité : elles s'engagent par vocation, pas en vue de faire du prosélytisme. D'ailleurs, à travers cette remarque, Juan Cruz souligne aussi qu'il est possible de faire avancer une cause sans nécessairement appartenir à un réseau militant. Malgré tout, cet ajout montre aussi que l'émancipation n'est pas toujours bien vue par les journalistes. Elle doit rester dans le cadre qu'ils jugent acceptables.

De son côté, *La Vanguardia* trace certaines limites à l'acceptation bienveillante des pionnières, des limites qui commencent à se dessiner dès lors qu'une femme intègre une institution prestigieuse. Par exemple, il a beau saluer l'entrée de Carmen Conde à l'Académie, il estime pourtant qu'il ne faut que « ceder sitio a la mujer » comme l'indique le titre d'un de ses éditoriaux<sup>153</sup>. On remarquera ici le choix éloquent du verbe qui trahit l'opinion réelle du quotidien. À ses yeux, certains titres sont trop importants, trop symboliques, pour être pleinement partagés par les deux sexes. Le signifiant « ceder » souligne aussi l'existence de résistances masculines. D'ailleurs, Carmen Conde est « académico » pour *La Vanguardia* alors

---

<sup>152</sup> CRUZ Juan. Por primera vez, mujeres españolas estudian para policías. *El País*. 7 février 1979, p. 7.

<sup>153</sup> Ceder sitio a la mujer. *La Vanguardia*. 10 février 1978, p. 7.



qu'elle est « académica » pour *El País*<sup>154</sup>. Le choix du genre grammatical est ici révélateur de la légitimité accordée.

De même, lorsqu'il commence à être question de femmes militaires – en Espagne comme à l'étranger – le commentateur de *La Vanguardia* Francisco Luis Sepúlveda se montre circonspect voire hostile. Dans un article publié en juin 1978 et éloquentement intitulé « La invasión femenina de las Fuerzas Armadas », il fait part de ses craintes face au principe de non-discrimination conduit jusqu'à « sus últimas consecuencias »<sup>155</sup>. Dans une tribune rédigée en novembre 1980, il utilise à nouveau le terme d'« invasión » et met en garde contre ces « concesiones » qui ne sauront être « rectificadas » par la suite<sup>156</sup>. Ainsi, dans les deux journaux, les déclarations de principes sont favorables à la suppression des discriminations de genre mais, dans les faits, certains journalistes et parfois la direction expriment quelques réticences, voire une claire misogynie, qui témoignent des préjugés d'une partie de la population espagnole de l'époque.

Enfin, le machisme qui affleure parfois dans les journaux est aussi une arme qui sert leurs lignes politiques respectives. Par exemple, chez Francisco Umbral, qui soutient les communistes, vise systématiquement les représentantes politiques conservatrices. Pour lui, Margaret Thatcher est une « vagina hueca »<sup>157</sup> et María Victoria Fernández España et elles sont des « varonas »<sup>158</sup>. De la même façon, dans *La Vanguardia*, l'intervieweur Félix Pujol accuse Anna Balletbò de mettre en danger son parti puisque son accouchement pourrait avoir lieu lors d'un vote important : « veremos qué te dice tu partido si pierde una votación por faltar tu voto »<sup>159</sup>. Certes, la remarque peut être lue sous le ton de l'humour, néanmoins il convient de rappeler le profil de Balletbò. Elle est elle-même journaliste de formation et a travaillé pour plusieurs médias avant de s'engager en politique<sup>160</sup>. En 1979, elle est élue députée dans le groupe parlementaire Socialistes de Catalunya, option politique bien plus à gauche que celle promue par *La Vanguardia*. Anna Balletbò est également active au sein du réseau féministe catalan. Elle participe notamment à l'organisation des Jornades Catalanes de la Dona en 1976<sup>161</sup>. On peut donc supposer que le commentaire de Félix Pujol est intentionné et vise à

---

<sup>154</sup> Le terme apparaît non seulement dans plusieurs articles mais aussi dans un éditorial, Ceder sitio a la mujer. *La Vanguardia*. 10 février 1978, p. 7.

<sup>155</sup> SEPÚLVEDA (DE) Francisco. La invasión femenina de las Fuerzas Armadas. *La Vanguardia*. 30 juin 1978, p. 16.

<sup>156</sup> SEPÚLVEDA (DE) Francisco. Militares femeninos. *La Vanguardia*. 1 novembre 1980, p. 5.

<sup>157</sup> Il emprunte l'expression à Montserrat Roig. UMBRAL Francisco. Las ninfas. *El País*. 2 mai 1979, p. 52.

<sup>158</sup> UMBRAL Francisco. Las varonas. *El País*. 24 octobre 1978, p. 52.

<sup>159</sup> PUJOL Félix. Anna Balletbó, embarazo en el Congreso. *La Vanguardia*. 17 janvier 1981, p. 21.

<sup>160</sup> BALLETBÒ, *op. cit.*, p. 66.

<sup>161</sup> *Ibid.*, p. 101-105.

discréditer une journaliste qui a « trahi » le métier pour militer, à gauche, qui plus est. En toile de fond, se trouve donc aussi la relation des journaux avec l'activisme féministe. Nous traiterons la question en détail dans le chapitre suivant mais pouvons déjà avancer que *La Vanguardia* ne considère pas les militantes d'un bon œil car elles appartiennent aux mouvements de revendications de gauche et d'extrême gauche.

Finalement, le sexisme des journaux se manifeste lorsque les femmes touchent à des domaines considérés comme des chasses gardées masculines (à l'instar de l'Armée pour *La Vanguardia*) mais aussi, et surtout, lorsqu'elles s'engagent en politique. Le sexe est alors un argument supplémentaire pour fragiliser les élues. *La Vanguardia* attaque les personnalités qui ne défendent pas sa ligne politique. Il défend son positionnement personnel. Pour *El País*, il s'agit avant tout d'être à la hauteur de ce qu'exige le moment historique que le pays est en train de vivre. Le journal critique les femmes politiques dont les opinions et prises de position ne sont pas considérées comme modernes. Il donne un sens à l'époque, or, pour lui, certaines femmes avancent à contre-sens de ce qu'il considère comme le futur sociopolitique souhaitable. *El País* voudrait façonner la direction que doit prendre le pays, d'où ces attaques sexistes.

L'étude des figures féminines dans *El País* et *La Vanguardia* permet donc de dégager les caractéristiques inhérentes aux deux journaux ainsi que leur façon d'appréhender leur rôle au cours de cette étape politique et sociale si particulière qu'est la Transition. Le quotidien madrilène se tourne vers le reste du monde afin de rattraper le retard espagnol. Il soutient les revendications démocratiques de la population et se fait l'écho des nouveaux modèles sociaux mais se montre intransigeant envers ceux qui ne correspondent pas à son idéal citoyen car se voit lui-même comme un guide vers la modernité et la démocratie. À l'inverse, *La Vanguardia* met l'accent sur l'information locale dans un contexte de bouleversements politiques majeurs pour la Catalogne. Il ne participe pas à la définition de la « nouvelle » Espagne mais soutient l'État dans son projet de construction démocratique, quelle qu'en soit la forme. En ce sens, il se méfie grandement des initiatives populaires, jugées néfastes pour la stabilité du pouvoir en place et pour le processus de Transition en général. L'étude des femmes de papier dans *El País* et *La Vanguardia* prouve que les deux journaux définissent différemment leur statut et leur rôle dans la société. Ils n'ont pas du tout le même rapport à la thématique féminine. Toutefois, puisque le pays est alors en pleine mutation, il est probable que les quotidiens évoluent eux aussi. Ces conclusions doivent donc être affinées d'un point de vue chronologique. Pour ce faire, nous nous arrêterons sur une série de dates clefs qui jalonnent la période allant de 1976 à 1982. Ce travail permettra de confronter les caractéristiques de chaque quotidien qui viennent

d'être dégagées à des événements bien précis afin de vérifier et d'enrichir les conclusions. Elle permettra également de balayer toute la période dans l'objectif d'une mise en perspective diachronique.

### **V. 3. *El País*, *La Vanguardia* et les dates clefs de l'histoire des femmes durant la Transition démocratique**

L'analyse s'articule autour de six événements majeurs : la date symbolique du 8 mars, journée internationale des droits des femmes (JIDF), la nomination et la destitution de Carmen Díez de Rivera, directrice de cabinet d'Adolfo Suárez de juillet 1976 à mai 1977, la création de la Subdirección general de la condición femenina en septembre 1977 et la désignation de Soledad Becerril comme ministre de la Culture lors du remaniement de décembre 1981. Le choix de ces événements permet une analyse non plus thématique mais chronologique de la période.

Certaines dates ont été écartées de l'étude. C'est le cas du retour d'exil de Dolores Ibárruri et de Victoria Kent, en mai et en octobre 1977 respectivement. En effet, leur arrivée en Espagne correspond à un événement politiquement symbolique pour la Transition en général mais pas pour l'histoire des femmes en particulier car les journaux présentent Dolores Ibárruri et Victoria Kent comme des figures de la lutte contre le fascisme, pas comme des personnalités qui font avancer la cause féminine. Quelles que soient leurs opinions, elles sont adouées par l'exil et leur parole n'est précieuse que parce qu'elle est légitimée par leur opposition au franquisme. Ce sont des figures tutélaires venues du passé et qui ne semblent pas pouvoir participer aux changements de l'époque puisque les journaux les considèrent comme des incarnations de la Seconde République<sup>162</sup>.

De même, la figure de la reine Sofía ne fera pas l'objet de commentaire. Il est vrai que la mort de Franco et le couronnement de Juan Carlos I auraient pu lui conférer un nouveau rôle en tant que modèle de femme puissante et moderne mais cela n'a pas été le cas, du moins dans *El País* et *La Vanguardia*. Ils ne lui dédient qu'une ligne ou deux lorsqu'elle fête son

---

<sup>162</sup> Et ce, alors que Santiago Carrillo est vu comme quelqu'un de lié à la Transition.

anniversaire ou parraine un évènement caritatif. Ces références sont trop ponctuelles et laconiques pour faire l'objet d'une analyse.

Enfin, les dates clefs liées aux procès médiatisés ainsi qu'à la promulgation de lois (sur le divorce, la contraception ou l'adultère) seront étudiés par le menu dans la suite de la thèse.

Dans le cadre des six évènements traités, nous constaterons qu'il existe une évolution dans le discours des journaux, en particulier d'*El País*, au fil des années. Nous commencerons à dégager quelques éléments pour l'expliquer, éléments que nous approfondirons dans le chapitre suivant. Nous montrerons d'abord qu'entre 1976 et 1977, la thématique féminine est une variable d'ajustement pour les quotidiens. Ils proposent des articles sur la question mais elle n'est pas vue comme un enjeu majeur. Le discours se modifie en 1978. Le féminisme de seconde vague est à son apogée et parvient à imposer le thème de l'émancipation féminine au cœur du débat public, d'autant que le Parlement discute alors de la dépénalisation de l'adultère et de la légalisation de la contraception. Enfin, l'engouement finit par retomber à la fin de la période, comme le suggère le traitement médiatique de la nomination de Soledad Becerril, première femme ministre depuis Federica Montseny.

### **V. 3. A. L'émancipation féminine : thématique accessoire (1976-1977)**

En 1970, Adolfo Suárez est directeur général de RTVE. Il engage Carmen Díez de Rivera en tant que directrice de service puis secrétaire de direction, à ses côtés. En janvier 1976, il est alors ministre-secrétaire général du Mouvement et la nomme directrice de cabinet<sup>163</sup>, poste qu'elle occupe à nouveau lorsque Suárez devient président du gouvernement, à l'été 1976<sup>164</sup>. Devenir directrice de cabinet signifie pouvoir exercer une influence sur les décisions politiques du Président du gouvernement. Par ailleurs, cette nomination intervient à un moment qui marque un tournant dans l'histoire de la Transition. L'entrée de Carmen Díez de Rivera au gouvernement a donc de quoi éveiller l'intérêt des journaux. Pourtant, il n'en est rien. *El País* comme *La Vanguardia* se contentent de publier une brève d'agence afin d'informer les lecteurs de la nomination. Quelques jours plus tard, le quotidien madrilène publie également un bref

---

<sup>163</sup> Orden de 8 de enero de 1976 por la que se nombra Director del Gabinete del Ministro Secretario general del Movimiento a doña Carmen Díez de Rivera y de Izcaza, publié dans le Bulletin Officiel de l'État n° 12, le 14 janvier 1976, p. 748.

<sup>164</sup> Orden de 19 de julio de 1976 por la que se nombra Director del Gabinete del Presidente del Gobierno a doña Carmen Díez de Rivera Icaza [en ligne]. BOE n° 173, 20 juillet 1976. Disponible sur : « [https://www.boe.es/diario\\_boe/txt.php?id=BOE-A-1976-768](https://www.boe.es/diario_boe/txt.php?id=BOE-A-1976-768) » (consulté le 14 août 2021), p. 14 066.

compte-rendu de son parcours professionnel dans un article dédié aux vingt-six nouveaux membres de l'équipe Suárez. Certes, parmi tous les collaborateurs, c'est elle qui suscite le plus de lignes – une dizaine – mais la présentation n'en reste pas moins sommaire<sup>165</sup>. Carmen Díez de Rivera suscite donc peu d'intérêt de la part d'*El País* et de *La Vanguardia*. Ils ne cherchent pas à ériger cette inconnue du grand public en symbole. En réalité, en juillet 1976, les projecteurs sont braqués sur Adolfo Suárez car les journaux s'interrogent sur la sincérité de son projet et sur la façon dont il compte le mener à bien. Cette actualité politique de premier rang prend le dessus sur toutes les autres et vient éclipser la nouvelle de la nomination de Carmen Díez de Rivera qui aurait pu devenir un symbole de l'émancipation féminine postfranquiste.

Toutefois, son départ en mai 1977 ne suscite, lui non plus, aucun commentaire particulier. *El País* publie un résumé de l'agence Cifra<sup>166</sup> et *La Vanguardia* y consacre un court article en page dix de son édition du 14 mai. Ce dernier précise, comme pour expliquer cette décision, que Carmen Díez de Rivera milite pour le PSP et s'intéresse ensuite plus amplement à la structure du cabinet du président du gouvernement et aux possibles successeurs<sup>167</sup>. Le lendemain, le journal dédit encore quelques lignes au sujet dans un article publié en *Une* qui fait le bilan de tous les thèmes discutés lors du conseil des ministres<sup>168</sup>. L'indifférence des journaux est, cette fois-ci, plus étonnante. En effet, après dix mois au poste de directrice de cabinet, Carmen Díez de Rivera est devenue une figure reconnue du grand public qui a joué un rôle important dans la politique *suariste*, notamment dans le rapprochement entre le PCE et le gouvernement. L'exemple le plus connu est celui de la remise du prix organisé par le magazine *Mundo* au Ritz de Barcelone le 20 janvier 1977. Carmen Díez de Rivera et Santiago Carrillo savent que l'un et l'autre s'y rendront et le leader communiste profite de la soirée pour saluer la directrice de cabinet. Ce geste, éminemment politique, représente le premier contact public entre le parti encore illégal et l'État espagnol. Carmen Díez de Rivera, en faveur de la légalisation du PCE, est elle aussi décidée à échanger publiquement quelques mots avec Carrillo et lui propose même de se retrouver autour d'un verre, à l'occasion<sup>169</sup>. Les médias se font largement écho de cette audacieuse et ô combien stratégique discussion. De plus, lors de cette même soirée, Carmen Díez de Rivera affirme que ni Suárez ni elle ne se présenteront aux élections générales et se déclare favorable à la dépénalisation de l'avortement<sup>170</sup>. Ces prises de

---

<sup>165</sup> Biografías. *El País*. 23 juillet 1976.

<sup>166</sup> Carmen Díez de Rivera cesará como jefa del gabinete del presidente. *El País*. 13 mai 1977.

<sup>167</sup> Carmen Díez de Rivera cesa como jefe del Gabinete del presidente Suárez. *La Vanguardia*. 13 mai 1977, p. 10.

<sup>168</sup> Decidido propósito de continuar el proceso político emprendido y lograr la conciliación nacional. *La Vanguardia*. 14 mai 1976, p. 3.

<sup>169</sup> Anoche se saludaron en Barcelona. Carrillo y Carmen Díez de Rivera se piropearon. *Diario 16*. 20 janvier 1977.

<sup>170</sup> *Ibid.*

positions, risquées car contraires au discours officiel du gouvernement *suariste*, démontrent l'indépendance et la force de caractère de Carmen Díez de Rivera. Elle est devenue une personnalité politique majeure de la période. Pourtant, *El País* comme *La Vanguardia* ne font que très peu de cas de son renvoi. Comment l'expliquer ?

En ce qui concerne *La Vanguardia*, il s'agit probablement d'un problème de divergence idéologique. Carmen Díez de Rivera est trop à gauche pour le journal c'est pourquoi ce dernier ne cherche pas à la mettre en avant. Tout d'abord, quelques jours après sa désignation, il publie un article dans lequel il reprend les déclarations qu'elle confie au magazine *Blanco y Negro*. Or, toutes les citations choisies la désignent implicitement comme communiste, par exemple : « mientras el capital siga en las mismas manos, mientras lo que prime sea los intereses creados sobre el beneficio de la colectividad, todo seguirá igual », ou bien « ¿cómo hacer saltar todo esto? »<sup>171</sup>. En choisissant certaines citations tirées de *Blanco y Negro*, *La Vanguardia* peut vouloir montrer que Carmen Díez de Rivera est potentiellement dangereuse car le changement qu'elle propose est trop rapide et imprudent. Dans les dernières lignes de l'article, il conclut : « la nueva directora del Gabinete de Suárez se autodefinió como “rebelde” e “iconoclasta” »<sup>172</sup>.

Quant à l'épisode du Ritz, *La Vanguardia* ne saurait le passer sous silence mais le journal minimise son impact politique. Il ne lui consacre aucun article entier mais seulement quelques lignes dans un sujet intitulé « Carmen Díez de Rivera: “La situación de la mujer en España es una cuestión estructural” », titre bien éloigné de l'information majeure de la soirée<sup>173</sup>. L'article se trouve d'ailleurs dans la rubrique *Cataluña*, ce qui montre que le journal se refuse à le reconnaître comme un évènement de politique nationale. De même, une photo de la rencontre, présentée comme un fait divers, est publiée au pied de la page 28, soit dans les pages intérieures, une position extrêmement discrète<sup>174</sup>. Le journal refuse donc de s'engager sur ce terrain car soutenir le geste de Carmen Díez de Rivera envers le PCE risquerait de déplaire aux lecteurs et aux annonceurs sans compter qu'il est possible que la direction du journal ne soit pas favorable à la légalisation du parti. D'ailleurs, ce sont des chroniqueurs qui traitent le sujet. *La Vanguardia* se défousse de la responsabilité de se positionner grâce à ses journalistes d'opinion. Ainsi, dans cette même édition du 21 janvier, Lluís Permanyer salue la réaction de la directrice de cabinet : « la actitud que me parece modélica es la exhibida con un aire muy “décontracté” por Carmen Díez de Rivera. Carrillo la saludó, y a renglón seguido ella le espetó

---

<sup>171</sup> La derecha en España, a través de su historia, ha sido siempre irracional. *La Vanguardia*. 31 juillet 1976, p. 9.

<sup>172</sup> *Ibid.*

<sup>173</sup> J. M. P. Carmen Díez de Rivera: “La situación de la mujer en España es una cuestión estructural”. *La Vanguardia*. 21 janvier 1977, p. 21.

<sup>174</sup> Santiago Carrillo en Barcelona. *La Vanguardia*. 21 janvier 1977, p. 28.

con una normalidad que algún avisado calificará de europea y democrática »<sup>175</sup>. De même, lorsqu'elle quitte le gouvernement, seuls les journalistes d'opinion lui rendent hommage. Dans *El tiempo y su estribillo*, Francisco Umbral, qui la connaît personnellement, la qualifie de « curiosa mujer, apasionante mujer » et affirme que « va a resultar al final la Juana de Arco de la democracia española »<sup>176</sup>. Manuel Jiménez de Parga, quant à lui, la qualifie de « mujer guapa, inteligente, y capaz de desempeñar cargos de responsabilidad política »<sup>177</sup>. Le quotidien catalan, lui, refuse d'assumer ce type de discours concernant une personnalité liée au PSP<sup>178</sup>. On peut également supposer qu'aux yeux de *La Vanguardia*, Carmen Díez de Rivera commet une faute morale car son départ pour le PSP un mois avant les élections fragilise la coalition politique UCD. La directrice de cabinet est responsable d'un fâcheux désordre. La relation que *La Vanguardia* entretient avec Díez de Rivera confirme sa méfiance envers les partis de gauche et d'extrême gauche, méfiance voire rejet déjà remarqués dans son positionnement à l'égard d'autres figures politiques de gauche ainsi que des mouvements de femmes d'ouvriers et de femmes au foyer.

Pour *El País*, l'invisibilisation de Carmen Díez de Rivera répond à une logique différente. En 2014, le quotidien publie un article dans lequel il souligne l'importance de cette personnalité politique. Le journaliste Rafael Fraguas écrit alors qu'elle a été « la mujer más importante entre la clase política española que gestionó de cerca la Transición de la dictadura a la democracia »<sup>179</sup>. Il énumère ses succès politiques comme son rôle dans la légalisation du PCE et le soutien des médias socialistes allemands à Suárez et rend hommage à son intelligence politique et à son fort caractère<sup>180</sup>. Ainsi, pour la rédaction d'*El País* de 2014, Carmen Díez de Rivera est le symbole d'un engagement politique sincère en faveur de la démocratie, un symbole d'autant plus fort et moderne pour l'époque qu'elle est une femme. On sait que, durant la Transition, le journal a appelé de ses vœux à cet engagement citoyen et, pourtant, il n'a pas vu en la directrice de cabinet l'incarnation de cet engagement qu'il célèbre quarante ans plus tard. On l'a vu, durant la Transition, *El País* saisi pleinement le pouls de la société. Il comprend et encourage les nouvelles dynamiques sociales. Ces conclusions sont certes vraies mais à nuancer car, en ce qui concerne Carmen Díez de Rivera, il a manqué de recul sur son époque.

---

<sup>175</sup> PERMANYER Lluís. Firmar autógrafos. *La Vanguardia*. 21 janvier 1977, p. 54.

<sup>176</sup> UMBRAL Francisco. Carmen Díez de Rivera. *La Vanguardia*. 8 juin 1977, p. 20.

<sup>177</sup> JIMÉNEZ DE PARGA Manuel. Todos constituyentes. *La Vanguardia*. 20 mai 1977, p. 6.

<sup>178</sup> Toutefois, *La Vanguardia* relaie son démenti face aux rumeurs qui circulent sur elle à la fin du mois de mai, rumeurs selon lesquelles elle serait assignée à résidence par la police : Mentís oficial a ciertos rumores sobre la detención de Carmen Díez de Rivera. *La Vanguardia*. 31 mai 1977, p. 15.

<sup>179</sup> FRAGUAS Rafael. La mirada de una mujer cercana: “una travesía del desierto en gran soledad”. *El País*. 23 mars 2014.

<sup>180</sup> *Ibid.*

On le remarque également dans la campagne du quotidien madrilène contre la candidature d'Adolfo Suárez pour les élections générales de juin 1977. Dans un éditorial, *El País* considère que l'UCD n'a pas d'existence réelle, pas de socle idéologique car il ne s'agit que d'une « heteróclita combinación » formée dans l'unique but de conserver le pouvoir. Le journal exprime sa déception puisque les élections ne seront pas, à son sens, l'occasion d'un renouvellement politique mais plutôt une adaptation de la dictature :

todavía queda en pie, aunque formalmente haya sido desmontado, el formidable aparato caciquil que, en el ámbito municipal, fue segregando durante cuarenta años el sindicalismo vertical, las hermandades de labradores, las organizaciones locales del Movimiento, el monopolio de los ayuntamientos y diputaciones, el control de las entidades de crédito oficial, etcétera<sup>181</sup>.

Ainsi, *El País* félicite donc les personnalités politiques qui quittent le gouvernement afin de ne pas participer à une stratégie électorale qu'il estime si peu démocratique. L'éditorial se réfère par exemple à Enrique Larroque. Dans les mois suivants, et notamment en mai 1977, le journal publie plusieurs textes d'opinion sur la question<sup>182</sup> mais aucun n'établit de relation entre le départ de Carmen Díez de Rivera et l'opposition à la candidature de Suárez, alors qu'il s'agit d'une des raisons expliquant la fin de leur collaboration. De même, les brèves concernant son renvoi n'y font pas allusion. Pourtant, la directrice de cabinet avait publiquement confirmé, lors de la soirée du Ritz, qu'il ne se présenterait pas, ce qui aurait pu pousser les journalistes à faire le lien.

De même, lorsqu'*El País* relate les événements de la soirée du 20 janvier 1977, il ne dédie que deux phrases à la rencontre entre Carmen Díez de Rivera et Santiago Carrillo : « minutos antes el secretario del PCE, Santiago Carrillo: "Merece la pena haber venido sólo por la jefa del Gabinete Técnico del presidente Suárez". Carmen Díez de Rivera "A ver si luego charlamos y tomamos un chinchón" se habían saludado cordialmente, sin ningún protocolo »<sup>183</sup>. Dans l'article, la directrice de cabinet n'est citée que dans ce passage puis pour signaler que la presse réclamait des photos d'elle. Le journaliste Ismael López Muñoz attribue la totalité du protagonisme et de la stratégie politique à Santiago Carrillo.

Ainsi, Carmen Díez de Rivera n'intéresse le journal que dans les périodes de creux informatif. C'est pourquoi il ne publie d'interview d'elle qu'en novembre 1976, soit cinq mois

---

<sup>181</sup> Éditorial No todo el centro es igual. *El País*. 18 mars 1977.

<sup>182</sup> Par exemple : DE LA PEÑA Eurico. La democracia humillada. *El País*. 17 mai 1977.

<sup>183</sup> LÓPEZ MUÑOZ Ismael. "Los verdaderos españoles del año son los que sufren, todavía, encarcelados". *El País*. 21 janvier 1977.



après sa nomination officielle. L'échange se trouve dans une rubrique mineure, *Sociedad*, alors qu'il aurait pu apparaître dans *España* au vu des questions mais aussi de la fonction même de directrice de cabinet du président du gouvernement<sup>184</sup>. De même, elle fait l'objet d'une interview mais dans *El País Semanal* seulement et en octobre 1977, soit trois mois après les élections<sup>185</sup>. Ces éléments mettent en exergue la relativité de l'intérêt d'*El País* à l'égard de cette figure politique. Le journal comprend la société de la Transition démocratique et soutien la cause féminine mais il ne discerne pas ce qu'aurait pu incarner Carmen Díez de Rivera.

Finalement, *La Vanguardia* invisibilise cette femme politique alors qu'*El País* la fait passer au second plan. Ils ne voient pas ce qu'elle représente dans la jeune société postfranquiste : une femme qui, depuis l'enfance, côtoie l'élite du régime mais qui milite pour la souveraineté citoyenne. Durant la période 1976-1977, la construction démocratique est encore trop fragile pour que les journaux s'intéressent pleinement à la thématique féminine. Elle est encore une variable d'ajustement car elle n'est pas encore un sujet politique central. Le même phénomène s'observe lors de la création de la Subdirección.

En avril 1977, le gouvernement Suárez démantèle le Mouvement national et les organismes à caractère social qui en dépendent, parmi eux, la Section féminine<sup>186</sup>. Pour la remplacer, en août, il crée la Subdirección general de la condición femenina, supervisée par la Dirección general de Desarrollo comunitario, elle-même rattachée au ministère de la Culture<sup>187</sup>. Selon le Bulletin officiel de l'État, la Subdirección veillera à l'intégration sociale et professionnelle des femmes et au développement des conditions permettant l'égalité des sexes<sup>188</sup>. *El País* s'empare immédiatement du sujet. Dès le lendemain de la parution du décret, il publie un éditorial intitulé « La condición femenina » dans lequel il critique la création de la Subdirección<sup>189</sup>. À son sens, créer une institution spécifiquement dédiée aux femmes ne fait que renforcer les discriminations – « institucionalizar y eternizar una marginación » – c'est pourquoi la disposition est contreproductive. Pour le quotidien, cette création n'est qu'un effet d'annonce car elle ne saurait régler des problèmes de discriminations qui ne s'atténueront qu'à travers la suppression d'une série de lois jugées archaïques :

---

<sup>184</sup> FRAGUAS Rafael. Carmen Díez Rivera, directora de Gabinete de Adolfo Suárez. *El País*. 27 novembre 1977, p. 14. On remarquera que cette interview est réalisée par Rafael Fraguas, le même qui rend hommage à Carmen Díez de Rivera 38 ans plus tard, dans l'article de 2014. Le journaliste était personnellement convaincu de la transcendance de cette figure politique, malgré la mollesse du reste de la rédaction.

<sup>185</sup> MONTERO Rosa. Carmen Díez de Rivera: "Nunca vi claro el centro". *El País Semanal*. Octobre 1977, n° 25.

<sup>186</sup> Article 3 du *Real Decreto-Ley 23/1977, de 1 de abril*, art. cit.

<sup>187</sup> Article 10 du *Real Decreto 2258/1977, de 27 de agosto, sobre estructura orgánica y funciones del Ministerio de Cultura* [en ligne]. BOE n° 209, 1 septembre 1977. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1977-21144> » (consulté le 15 août 2021), p. 19583.

<sup>188</sup> *Ibid.*

<sup>189</sup> Éditorial La condición femenina. *El País*. 2 septembre 1977.

En tanto nadie promueve seriamente la definitiva transformación del Código Civil napoleónico, cuando la reforma fiscal en marcha no favorece el trabajo de la mujer casada y hasta los partidos más proclives a las transformaciones sociales en profundidad han vuelto a relegar a la mujer a un papel secundario, un ministerio acoge en el dulce y tímido seno de una subdirección general ni más ni menos que a la condición femenina<sup>190</sup>.

*El País* se positionne donc en faveur de l'émancipation féminine. D'ailleurs, derrière la mention du Code civil napoléonien se trouvent des revendications déjà exprimées par les féministes comme l'égalité des droits parentaux ou l'accès à toutes les carrières professionnelles (telle que l'Armée). De plus, le journal propose plusieurs articles sur le sujet au cours du mois de septembre, articles presque tous signés par Bel Carrasco<sup>191</sup>.

Le journal se montre donc à la fois sceptique mais aussi curieux de savoir quel impact peut avoir cette nouvelle institution. En cela, il confirme son engagement envers la cause féminine. Toutefois, le cadrage choisit est plus social que politique. À l'exception de l'éditorial, tous les articles sur la question se trouvent dans *Sociedad*. De fait, *El País* n'établit pas de lien entre la création de la Subdirección et l'actualité espagnole, notamment les procès pour adultère qui pourtant ont encore lieu à l'époque. Il offre un point de vue très global sur « la condition féminine ». Il faudra attendre la fin de l'année 1977 – période à laquelle les féministes parviennent à médiatiser les grandes affaires d'adultère – pour que le propos se politise davantage et devienne un véritable enjeu aux yeux du journal.

Quant à *La Vanguardia*, il ne publie aucun sujet qui annoncer l'existence de ce nouvel organisme et, pour cause, toute son attention se porte sur un autre sujet : la Diada à venir et l'attitude de Josep Tarradellas. Ainsi, sur les dix-neuf éditoriaux publiés lors de la première quinzaine de septembre, cinq ont trait à la question de l'autonomie catalane<sup>192</sup>. *La Vanguardia* confirme donc ainsi son attachement à l'égard de la politique locale.

Finalement, entre 1976 et 1977, la thématique féminine est encore optionnelle pour *La Vanguardia* et *El País*. Le premier n'exprime pas d'intérêt pour le sujet. Le second est plus

---

<sup>190</sup> *Ibid.*

<sup>191</sup> CARRASCO Bel. Sorpresa y escepticismo entre las feministas ante el Subsecretariado de la Condición Femenina. *El País*. 3 septembre 1977, p. 16 ; CARRASCO Bel. Los colectivos feministas, contra la Subdirección de la Condición Femenina. *El País*. 8 septembre 1977, p. 21 ; Grupos feministas colaboran con la Administración. *El País*. 14 septembre 1977, p. 22 et CARRASCO Bel. Desacuerdo de los grupos feministas sobre la Subdirección de la Condición Femenina. *El País*. 27 septembre 1977, p. 21.

<sup>192</sup> Éditoriaux Lo que importa. *La Vanguardia*. 3 septembre 1977 ; Presidir, sin exclusiones. *La Vanguardia*. 4 septembre 1977 ; Victoria del sentido común. *La Vanguardia*. 6 septembre 1977 ; Un papel digno. *La Vanguardia*. 11 septembre 1977 ; "La Diada", lección de civismo. *La Vanguardia*. 13 septembre 1977.

curieux et se positionne clairement en faveur de l'émancipation mais l'actualité politique des premières années de la Transition est tellement dense que la lutte pour l'égalité des sexes reste un sujet secondaire. De plus – hormis lors des manifestations – le journal considère généralement qu'il s'agit d'une thématique plus sociale que politique, signe qu'en 1977, les féministes ne sont pas encore parvenues à « transformer le privé en politique ». Car si la presse relaye et médiatise les questions d'égalité des sexes, ce sont bien les féministes qui, les premières, dénoncent les discriminations. En ce sens, les festivités du 8 mars jouent un rôle important puisqu'elles permettent aux militantes de faire entendre leur message. Il s'agit d'une date clef de l'histoire des femmes, notamment au cours de la Transition démocratique qui la redécouvre, après quarante années d'absence puisqu'elle n'était plus célébrée durant le franquisme. Dans le paragraphe suivant, nous analyserons le traitement journalistique de cette journée. À travers cette étude, nous observerons que l'année 1978 est un tournant dans le discours médiatique sur les femmes.

### **V. 3. B. 1978 : l'année des femmes célébrée par le 8 mars**

Analyser l'évolution du traitement médiatique de la journée du 8 mars dans *El País* et *La Vanguardia* revient à analyser leur intérêt pour la cause féminine et permet de vérifier si l'engagement de chaque rédaction est réel et pérenne ou simplement une question de mode. On l'a vu, le journal madrilène incite la classe politique à prendre des décisions en faveur de l'égalité homme / femme alors que le catalan n'est pas encore sensible à la question. Nous verrons que ces deux positionnements se répercutent dans la façon dont ils abordent le 8 mars au fil des années.

Ces conclusions seront d'autant plus fortes qu'elles seront mises en perspective avec le traitement informatif d'autres titres de presse : le quotidien *ABC*, les hebdomadaires *Destino* et *Triunfo*<sup>193</sup> ainsi que plusieurs publications féministes. Né en 1903, *ABC* est une référence de la presse espagnole. Il est le troisième quotidien d'information générale de la période. C'est un journal monarchiste, conservateur et de sensibilité catholique. Son étude conjointe à celle d'*El País* et de *La Vanguardia* permet donc de dresser un panorama assez complet et très contrasté du discours de la presse quotidienne de l'époque<sup>194</sup>. Quant à *Destino*, à l'instar de *La*

---

<sup>193</sup> *Triunfo* devient mensuel au cours de l'année 1981.

<sup>194</sup> Pour les trois titres, nous avons analysé les numéros allant du 7 au 10 mars inclus, entre 1977 (première édition espagnole de la journée depuis la Seconde République) et 1982.

*Vanguardia*, il s'inscrit dans un contexte catalan. Il est donc le témoin de l'évolution d'une société et d'un type de féminisme parfois différent de la capitale. Pour Dolors Lamarca,

va ser més que un setmanari. Va connectar amb amplis sectors de la població, i va esdevenir indispensable per conèixer l'evolució de la cultura i els costums de Catalunya. Va deixar una gran petja no tan sols en el món de la premsa, sinó com a part d'una societat que volia ser diferent sota el franquisme<sup>195</sup>.

*Triunfo*, lui, rencontre alors des problèmes financiers qu'il ne parviendra pas à solutionner, mais n'en reste pas moins une référence pour le monde intellectuel, grâce notamment aux prestigieuses signatures de Manuel Vázquez Montalbán ou d'Enrique Miret Magdalena<sup>196</sup>.

Enfin, écouter le discours militant permet de prendre du recul par rapport aux résultats obtenus, c'est pourquoi nous nous appuyons sur deux sources qui ne sont pas des produits commercialisés pour le grand public mais des bulletins associatifs : *Emancipació* de l'Asociació Catalana de la Dona pour le mois de mars 1977 et *Gaceta Feminista* de l'ADM de Madrid pour celui de 1978<sup>197</sup>. Les numéros de mars et d'avril 1977 et 1978 du mensuel *Vindicación Feminista* complèteront le panorama.

Nous verrons que les années 1976 et 1977 correspondent à une étape de récupération de la symbolique du 8 mars par les associations féministes et que, par voie de conséquence, les journaux en parlent peu ou pas, puis que l'année 1978 représente un tournant, à la fois pour la célébration de cette date mais aussi pour sa visibilité dans la presse, enfin nous constaterons que les choix éditoriaux des années 1979 à 1982 sont révélateurs de la sincérité des journaux pour la cause féminine et, qu'en ce sens, *El País* se démarque des autres publications.

Il existe plusieurs versions concernant l'origine de la JIDF<sup>198</sup>. Selon le site officiel de l'ONU, c'est le parti socialiste étatsuniens qui, le premier, décide en 1909 d'instaurer sa journée nationale, célébrée au mois de février. L'idée est reprise en 1910, dans un contexte de revendications suffragistes, lors de la Conférence internationale des femmes socialistes organisée à Copenhague. Les premières célébrations officieuses en Europe (Allemagne,

---

<sup>195</sup> Dolors Lamarca a été directrice de la Bibliothèque de Catalogne. Biblioteca de Catalunya. *Destino* [en ligne]. 2009. Disponible sur : « <https://www.bnc.cat/digital/destino/index.html> » (consulté le 18 août 2021).

<sup>196</sup> Pour ces deux hebdomadaires, nous avons analysé le numéro paru avant le 8 mars et les trois numéros suivant cette date, sur toute la période pour *Triunfo* et jusqu'à 1980 seulement pour *Destino* puisque le journal disparaît cette année-là.

<sup>197</sup> Ce travail demeure toutefois lacunaire car aucune revue féministe ne s'est durablement installée dans le panorama médiatique espagnol et très peu ont été conservées.

<sup>198</sup> Selon l'ONU, il n'existe pas de nom officiel ou universel pour cette journée. Nous opterons donc pour le nom généralement utilisé en France depuis les années 2010.

Autriche, Danemark et Suisse) a lieu le 19 mars de l'année suivante. Le 8 mars n'est donc pas la première date retenue. Le choix de ce jour vient de la mobilisation des femmes russes. En effet, tous les 23 février depuis l'année 1913, elles fêtent leur JIDF mais l'édition de 1917 prend cependant un tour particulièrement politique. Deux millions de soldats russes sont morts durant la première Guerre Mondiale et, après plusieurs hivers difficiles, les récoltes ne permettent pas de nourrir toute la population. Le 23 février 1917, les femmes réclament du pain. Les travailleurs des usines se joignent à elles. La révolution éclate, une de ses conséquences étant l'obtention du droit de vote féminin. Or, dans le calendrier grégorien, le 23 février correspond au 8 mars qui sera finalement la date retenue par le mouvement féministe<sup>199</sup>.

L'Espagne franquiste ne célèbre pas cette journée. Elle reparaît dans l'actualité à la fin des années 1970, stimulée par l'essor des organisations féministes mais aussi par l'ONU qui déclare 1975 « Année internationale de la femme » et la période 1976-1985 « Décennie pour la femme : égalité, développement et paix »<sup>200</sup>. Les militantes espagnoles réunies lors des Journées Catalanes de la Dona de mai 1976 décident alors de faire du 8 mars une journée de ralliement féministe<sup>201</sup>. La première célébration postfranquiste date donc de 1977. À Barcelone, le dimanche 6 mars, la Coordinadora Feminista organise une conférence à laquelle assistent environ mille personnes pour dénoncer la discrimination envers les femmes dans la loi espagnole ainsi qu'une marche, le mardi 8, qui rassemble deux mille manifestantes<sup>202</sup>. Cette édition ne ressemble en rien à celles que l'Espagne connaît depuis la fin des années 2010. En premier lieu, parce que l'évènement se déroule loin du centre-ville, entre la promenade de Torras y Bagès et la prison pour femmes de la Trinitat<sup>203</sup>, au nord de Barcelone<sup>204</sup>. En second lieu, parce que la manifestation n'est ni populaire, ni festive. Les féministes organisent une journée de revendication dans le but d'exiger des autorités la dépénalisation de l'adultère et de la contraception, la légalisation du divorce ainsi que l'amnistie pour les citoyennes condamnées dans ce type d'affaires. À Madrid, l'ambiance est plus légère. Même si les manifestantes font elles aussi référence aux « délits spécifiques », l'attention est davantage portée sur les

---

<sup>199</sup> ONU. Journée internationale des femmes. 8 mars. *Site officiel des Nations Unies* [en ligne]. Disponible sur : « <https://www.un.org/fr/observances/womens-day/background> » (consulté le 18 août 2021).

<sup>200</sup> ONU. Décennies internationales. *Site officiel des Nations Unies* [en ligne]. Disponible sur : « [https://undocs.org/es/A/RES/3520%20\(XXX\)](https://undocs.org/es/A/RES/3520%20(XXX)) » (consulté le 25 août 2021). Les préparatifs gérés par la Section féminine permettent aux féministes contraires au discours officiel de se rencontrer et de s'organiser.

<sup>201</sup> LARUMBE, *Las que dijeron...*, op. cit., p. 206.

<sup>202</sup> CANALS Enric. «La Ley: opresión, represión y prisión contra la mujer». *El País*. 8 mars 1977.

<sup>203</sup> En 1983, la Trinitat devient un centre pour jeunes détenus. Les femmes sont alors transférées dans la prison Wad-Ras. Ajuntament de Barcelona. *La prisión de mujeres de la Trinitat (1963-1983)* [en ligne]. Site officiel de l'Ajuntament de Barcelona. Disponible sur : « <https://ajuntament.barcelona.cat/memoriademocratica/es/placa-memoria/la-prision-de-mujeres-de-la-trinitat-1963-1983/> » (consulté le 25 août 2021).

<sup>204</sup> LARUMBE, *Las que dijeron...*, op. cit., p. 112.

discriminations professionnelles<sup>205</sup>. Les manifestantes lâchent des ballons, récitent des poèmes et entonnent des chansons même si, là encore, le gros de l'évènement est excentré puisqu'il se déroule à la coopérative féministe du Pozo del Tío Raimundo<sup>206</sup>.

*El País* fait preuve d'un véritable intérêt pour le 8 mars 1977. Il propose trois articles signés par des journalistes de son équipe : Enric Canals qui couvre les événements de Barcelone et Bel Carrasco, ceux de Madrid<sup>207</sup>. Canals revient sur la conférence du dimanche 6 mars, liste les revendications féministes et rappelle les origines de la journée<sup>208</sup>. L'article permet au lecteur de comprendre, simplement, le discours des militantes. De son côté, Bel Carrasco insiste sur les différentes initiatives féministes et l'ambiance légère des célébrations madrilènes. Le quotidien est donc un soutien pour le mouvement car il résume ses attentes et en propose une image positive, le dernier article titrant même « El "Día de la mujer" ha sido un éxito »<sup>209</sup>. Rappelons que l'Espagne s'apprête à célébrer les premières élections démocratiques depuis la Transition. Médiatiser la parole des mouvements citoyens peut être une façon pour *El País* de contraindre les partis politiques à se positionner par rapport à certains sujets, dans ce cas, à celui de l'émancipation féminine.

De son côté, *La Vanguardia* dédie un article à la conférence du dimanche 6 mars. Le texte est court et ne fait que citer les sujets débattus. Il conclue sur la décision des féministes de manifester mardi le 8 devant la prison de la Trinitat. Toutefois, ce n'est pas cet évènement qui intéresse le journal – il ne donnera d'ailleurs lieu à aucun article – mais plutôt l'existence d'une réunion officielle organisée par une association régionale. L'article se trouve dans la rubrique *Cataluña*, dans la sous-rubrique « Foro político de Cataluña ». Le journal se concentre donc sur l'existence d'un travail théorique dans le cadre d'une rencontre légale et dûment organisée qui a lieu dans la région. Il ne fait aucun commentaire sur le contenu de ce qui est dit et ignore l'aspect de phénomène social plus spontané que revêt la manifestation du 8. Pour le quotidien,

---

<sup>205</sup> Cette différence souligne que les deux tendances principales du féminisme de l'époque opposent deux villes : à Barcelone se développe un féminisme radical qui revendique la libération des corps alors qu'à Madrid, c'est un féminisme plus social, lié aux partis et à l'influence du MDM qui prédomine.

<sup>206</sup> CARRASCO Bel. El "Día de la mujer" ha sido un éxito. *El País*. 9 mars 1977, p. 21.

<sup>207</sup> CANALS Enric. "La Ley: opresión...", art. cit. ; CARRASCO Bel. Hoy, jornada de la mujer en Madrid. *El País*. 8 mars 1977 ; CARRASCO, El "Día de la mujer"... , art. cit.

<sup>208</sup> Toutefois, ses informations sont erronées car il explique que le 8 mars serait un hommage au décès de 129 travailleuses dans l'incendie de l'usine textile Cotton, basée à New York, alors qu'elles faisaient grève pour obtenir de meilleures conditions de travail. Cette version apocryphe et ses diverses nuances (selon les années, *ABC* évoque la mort de 128, 129 ou 146 femmes) est celle que reprendront tous les titres étudiés sur la période, y compris les magazines féministes. Il semblerait que cette légende soit une déformation de l'histoire de l'incendie de la Triangle Shirtwaist du 25 mars 1911 dont l'Organisation internationale du Travail propose le récit : OIT. L'incendie de la « Triangle Shirtwaist » et la Journée internationale de la femme : cent ans après [en ligne]. Site officiel de l'OIT. Disponible sur : [https://www.ilo.org/global/about-the-ilo/mission-and-objectives/features/WCMS\\_152728/lang--fr/index.htm](https://www.ilo.org/global/about-the-ilo/mission-and-objectives/features/WCMS_152728/lang--fr/index.htm) » (consulté le 18 août 2021).

<sup>209</sup> CARRASCO, El "Día de la mujer"... art. cit.

la conférence se suffit à elle-même, comme en témoigne le passé-simple du titre de l'article « Se conmemoró el “Día internacional de la mujer” »<sup>210</sup>. Ce traitement informatif de la part d'un périodique qui généralement relaye ce type de journées thématiques met en exergue les tâtonnements autour du 8 mars. Cette date n'a pas encore vraiment de sens pour la presse et même les féministes ne l'ont pas encore entièrement investie. Par exemple, *Diario 16* informe de la manifestation devant la prison de la Trinitat mais ne fait pas de lien entre cet évènement et la célébration de la JIDF<sup>211</sup>. *ABC*, *Triunfo* et *Destino*, quant à eux, ne font aucunement référence à des célébrations féministes. Même les publications spécialisées semblent prises de court. Ainsi, *Vindicación Feminista* n'anticipe pas la journée et propose un sujet non pas dans son numéro de mars, mais dans celui d'avril 1977. Le magazine y consacre un éditorial ainsi qu'une brève sur les manifestations madrilènes en fin de numéro<sup>212</sup>. *Emancipació* n'y fait pas référence dans son édition du mars<sup>213</sup>. Le 8 mars 1977 n'est pas encore un véritable symbole pour les féministes espagnoles mais les choix d'*El País* et de *La Vanguardia* sont déjà révélateurs de leur lucidité sur la période. *El País* est au fait de l'organisation des militantes et en offre un compte-rendu clair, précis et simple d'accès. Il est dans une démarche didactique envers le lecteur et, comme il a pu le faire lors des manifestations de femmes au foyer ou d'épouses d'ouvriers, il joue le rôle de porte-parole d'une initiative citoyenne. *La Vanguardia*, lui, est moins au fait des réalités de la rue et préfère se tourner vers l'aspect plus institutionnel des célébrations.

En 1978, la célébration du 8 mars se déroule de façon plus unitaire. Les associations s'accordent pour désigner cette journée « Día internacional de la Mujer trabajadora », nom qui perdurera tout au long des années 1980<sup>214</sup>. Elles organisent des manifestations dans toutes les grandes villes. À Madrid, la Plataforma rassemble plus de quinze mille manifestantes, rue d'Alcalá. À Barcelone, environ cinq mille femmes défilent sur les Ramblas. Certaines y brûlent des magazines pornographiques, notamment *Interviú*. Elles organisent un rassemblement aux allures de fête de quartier dans le centre civique Les Cotxeres de Sants durant lequel se produisent des chanteuses comme Julia León. Les Basques elles aussi mettent sur pied un concert qui a lieu au Boulevard, à Saint-Sébastien<sup>215</sup>.

<sup>210</sup> Se conmemoró el “Día internacional de la mujer”. *La Vanguardia*. 8 mars 1977, p. 23.

<sup>211</sup> Feministas detenidas en Barcelona. *Diario 16*. 10 mars 1977.

<sup>212</sup> L'éditorial reprend la version erronée de l'origine du 8 mars, Las mártires de Cotton. *Vindicación Feminista*. Avril 1977, n° 10, p. 16 et Nos comunican que... *Vindicación Feminista*. Avril 1977, n° 10, p. 66.

<sup>213</sup> *Emancipació*. Mars 1977, n° 1 [en ligne]. Archivo de la Transición: Hemeroteca mujeres. Disponible sur : « <https://s3.eu-west-3.amazonaws.com/webpte/Hemeroteca/Emancipacio+1.pdf> » (consulté le 25 août 2021).

<sup>214</sup> *Ibid.*

<sup>215</sup> LARUMBE, Las que dijeron..., *op. cit.*, p. 158.

Sur la période étudiée, cette édition du 8 mars est la seule qui suscite des publications dans l'intégralité des journaux étudiés à l'exception de *Destino*. De fait, de 1977 à 1980, l'hebdomadaire ne propose aucun sujet en rapport avec la JIDF. Cette absence est d'autant plus remarquable en 1978, date à laquelle culminent les célébrations et leur couverture médiatique. De plus, cette année-là, le titre est géré par Josep Pernau, journaliste qui, quelques années auparavant partageait avec Jaume Arias la direction de *Diario Femenino* (1968-1974), un quotidien ouvert à l'émancipation féminine et aux signatures d'activistes comme Lidia Falcón ou Carmen Alcalde. Une hypothèse pour expliquer cette omission repose sur l'identité des propriétaires de *Destino*. Entre 1974 et 1978, la revue appartient à Jordi Pujol, leader du CDC puis du CiU. Ce dernier exerce une influence sur la ligne éditoriale<sup>216</sup>. Or, on peut supposer qu'il n'apprécie guère de mettre en avant le féminisme catalan, très proche des partis communistes et notamment du PSUC. De même, entre 1978 et jusqu'à sa fermeture, l'hebdomadaire est aux mains de Josep María de Porcioles, ancien maire de Barcelone et collaborateur de Franco, peu enclin, lui non plus, à favoriser le discours communiste<sup>217</sup>. Les autres titres – *ABC*, *El País*, *La Vanguardia* et *Triunfo* – parlent quant à eux des manifestations et la presse féministe en profitent pour faire le point sur l'avancée des luttes.

L'édition 1978 est donc exceptionnelle car, sur toute la période étudiée, c'est celle qui suscite le plus de réactions médiatiques, une visibilité bienvenue pour un mouvement féministe dont l'influence dépend des médias. Cet intérêt nouveau s'explique par un contexte favorable : l'Espagne a enfin pu célébrer ses premières élections libres depuis la Seconde République et se dotera bientôt d'une Constitution. Tous les signaux sont au vert pour espérer une normalisation démocratique complète. Les journaux peuvent donc se tourner vers d'autres sujets jusqu'alors estimés secondaires. De plus, de nombreux syndicats et partis de gauche participent à la marche. Leur présence à la fois fragilise le mouvement qui subit une récupération politique mais le légitime aussi aux yeux du grand public. On peut supposer que leur venue représente une raison supplémentaire pour la presse de relayer l'évènement. En outre, le mouvement féministe s'est organisé. En 1978, la plupart des associations sont légalisées et les grandes affaires – à l'instar des procès pour adultère contre Inmaculada Benito et María Ángeles Muñoz – ont permis de populariser leurs combats.

---

<sup>216</sup> Comme l'expliquent Félix Martínez et Jordi Olivares dans : MARTÍNEZ Félix, OLIVARES Jordi. *Jordi Pujol: en nombre de Catalunya*. Madrid : Debate, 2005, 452 p. (Arena abierta), p. 152-153.

<sup>217</sup> SINCA Genis. El alcalde Porcioles y la Operación Cataluña [en ligne]. Site officiel de l'*Ajuntament de Barcelona*. Disponible sur : « <https://www.barcelona.cat/bcnmetropolis/2007-2017/es/calaixera/biografies/lalcalde-porcioles-i-loperacio-catalunya/> » (consulté le 26 août 2021).



Les titres militants préparent davantage leur communication. *Vindicación Feminista* et le mensuel *Gaceta Feminista* couvrent le sujet, cette fois, dès leur numéro de mars. Toutefois, le ton utilisé par l'une et l'autre des revues ne saurait être plus différent. En effet, bien que *Gaceta Feminista* soit destinée aux militantes de l'ADM madrilène, son discours est beaucoup plus pondéré que celui de *Vindicación*, qui pourtant s'adresse au grand public. Ainsi, après avoir rappelé la légende à l'origine des festivités du 8 mars, ainsi que la tenue de la Conférence de Copenhague de 1911, l'éditorial de la *Gaceta* insiste sur la nécessité d'obtenir l'égalité des sexes et, modeste, tente de convaincre une lectrice qu'il ne considère pas nécessairement acquise à sa cause : « reconozcan que es bastante más lógico [...] »<sup>218</sup>. À l'inverse, l'éditorial de *Vindicación* revendique non pas l'égalité mais la révolution des femmes sur la société machiste<sup>219</sup>. Il se montre hostile envers les initiatives favorables à l'émancipation féminine qui ne seraient pas menées par des militantes radicales, à l'instar de la décision des Nations Unies de dédier l'année 1975 à la promotion des femmes<sup>220</sup>. Le titre de Lidia Falcón s'oppose péremptoirement à tous ceux qui ne pensent pas exactement comme lui et ne cache ni l'amertume ni le besoin de vengeance qui le muent<sup>221</sup>. Ce discours du courant féministe dominant en Catalogne contribue à expliquer la frilosité des quotidiens de la zone à soutenir leurs revendications.

La presse d'information générale fournit quant à elle une information plus neutre mais tout de même marquée par l'idéologie propre à chaque titre. C'est *El País* qui se montre le plus positif et encourageant. Il dédie l'intégralité de sa dernière page du 9 mars à la JIDF, ce qui donne une excellente visibilité aux actions et revendications. L'article, signé par Karmentxu Marín, explique dans le détail les objectifs féministes, ceux qui ont trait au domaine professionnel mais aussi à la libération sexuelle. Il avance des chiffres précis pour prouver que

<sup>218</sup> 8 de Marzo, día internacional de la Mujer. *Gaceta Feminista* [en ligne]. *Archivo de la Transición: Hemeroteca mujeres*. Mars 1978, n° 1. Disponible sur : « <https://s3.eu-west-3.amazonaws.com/webpte/Hemeroteca/Gaceta+Feminista/Gaceta+Feminista+1.pdf> » (consulté le 26 août 2021).

<sup>219</sup> « hoy, en este aniversario debe quedar muy claro que las mujeres ya no luchan por igualarse a los hombres dentro de una sociedad detestable [...]. Sino que el feminismo es –tiene que serlo– un proceso revolucionario de toda una clase-mujer [...] ». En memoria de las 129 víctimas de Cotton. Feminismo: Ni una mujer más debe morir. *Vindicación Feminista*. Mars 1978, n° 21, p. 3. Notons que l'on retrouve ici la rhétorique féministe empruntée au marxisme.

<sup>220</sup> Pour le magazine, elle se caractérise par son « oportunismo » et masque de mauvaises intentions, une « trampa » de l'ONU. Selon le mensuel, l'objectif serait d'empêcher une véritable révolution féministe en proposant un ersatz de changement, « un resurgimiento » du mouvement, « moderado e hipócrita ». D'ailleurs, *Vindicación* s'en prend même aux propres suffragettes des années 1910 car elles ne se seraient pas fait l'écho du meurtre des 129 travailleuses de Cotton, trop obnubilées qu'elles étaient par le combat pour obtenir le droit de vote, *ibid.*

<sup>221</sup> « las feministas, en la otra radicalización, retomaban el hilo del resentimiento y la revolución de sus hermanas del 1900 », *ibid.* Sur l'idée de vengeance, l'éditorial du numéro d'avril 1977 est encore plus clair : « Cuando la ira de las mujeres se desate serán tantos los agravios que vengar, que no bastará el hipócrita acto de contricción [*sic*] del que están haciendo ahora gala los partidos y los sindicatos masculinos ». Las mártires..., art. cit.

les Espagnoles sont bel et bien des citoyennes discriminées par la société et souligne le caractère unitaire des manifestations. Le texte est donc une bonne publicité pour le mouvement<sup>222</sup>.

À l'inverse, *ABC* se contente d'un court article. La première moitié rappelle la légende – présentée comme véridique – du 8 mars. L'autre informe de la tenue d'une série de manifestations auxquelles prendront part plusieurs partis politiques et syndicats. Le quotidien explique que l'objectif de cette journée est d'obtenir l'égalité au travail. Il ne mentionne aucunement la lutte pour abolir les délits spécifiques aux femmes. De fait, le nom que les militantes choisissent pour cette journée, « Día internacional de la Mujer trabajadora », est le fruit d'un consensus entre les différentes associations et peut se révéler trompeur pour les médias car il ne traduit que partiellement le programme de nombreux groupes. De plus, on peut supposer qu'*ABC*, titre conservateur, refuse de promouvoir des lois concernant la liberté sexuelle ou l'avortement. Par ailleurs, il n'offre aucun détail sur leur déroulement, si ce n'est le fait que certaines militantes ont brûlé des magazines pornographiques. Cette précision, en particulier parce que c'est la seule que le journal communique, peut être préjudiciable à l'image du mouvement<sup>223</sup>. Le quotidien semble donc peu intéressé par le sujet, d'autant que l'article est court, perdu au milieu du journal (44<sup>e</sup> page sur un total de 112), situé entre plusieurs publicités et non signé.

La couverture de l'évènement proposée par *La Vanguardia* et *Triunfo* est plus contrastée. En effet, le quotidien catalan publie deux articles dans lequel il apprécie davantage la façon dont se déroulent les manifestations que ce qui les motive. Tous deux se trouvent dans l'édition du 9 mars. Le premier brosse un portrait très négatif du rassemblement puisque « se registraron incidentes » que le journal précise<sup>224</sup>. À l'inverse, le second concerne la marche de Barcelone qui s'illustre pour être « pacífica », se déroule « con perfecto orden » et dispose d'un « eficaz servicio interno de orden »<sup>225</sup>. Ainsi, *La Vanguardia* relaye l'action mais ne se soucie pas de l'objectif de cette journée ou du caractère symbolique qu'elle est en train d'acquérir pour les sympathisants et les militantes féministes. À sa manière, la position de *Triunfo* est identique. Il donne la parole à une féministe, l'éditrice Ymelda Navajo qui participe à la marche madrilène. L'article, illustré par une photographie de Carmen Basañez, occupe la moitié d'une page. *Triunfo* consacre donc de la place à l'évènement. Pourtant, après avoir lu l'article, le lecteur ne saurait dire ce que les militantes ont organisé ou même ce qu'elles désirent obtenir. L'angle

---

<sup>222</sup> MARÍN Karmentxu. Ayer se celebró el Día Internacional de la Mujer Trabajadora. *El País*. 9 mars 1978.

<sup>223</sup> Puestos de trabajo sin discriminación para las mujeres. *ABC*. 9 mars 1978, p. 44.

<sup>224</sup> Madrid: Manifestación en el Día de la Mujer Trabajadora. *La Vanguardia*. 9 mars 1978, p. 13.

<sup>225</sup> Barcelona: Miles de mujeres se manifestaron en el centro de la ciudad. *La Vanguardia*. 9 mars 1978, p. 70.

adopté par Ymelda Navajo est très différent de celui de Karmentxu Marín dans *El País* car il met en avant les syndicats et partis politiques participant à la manifestation au détriment des féministes. Navajo n'explique pas le programme féministe ou le contenu des flyers distribués. Comme l'indique le titre – « Timadas por un día » – l'article est le témoignage d'une militante désabusée par une journée qui lui a été volée. Selon elle, les syndicats et formations politiques n'ont défilé que pour imposer leurs propres revendications :

[...] es este último adjetivo [cachondeo] el que define una jornada de lucha supuestamente feminista que finalizó en una manifestación donde las propias mujeres terminaron por ignorar si asistían a una marcha contra el empalme Tajo-Segura, a favor de las autonomías extremeñas o por la recuperación del patrimonio artístico vallisoletano<sup>226</sup>.

Navajo insiste aussi sur les tensions que la situation engendre entre les militantes proches des partis et leurs camarades indépendantes. L'article est donc davantage centré sur les polémiques autour de la récupération politique du mouvement féministe que sur le mouvement lui-même. Or, c'est le seul sujet que *Triunfo* consacre au 8 mars sur toute la période étudiée. Par conséquent, l'effacement du message féministe au profit d'une controverse politique ne se produit pas uniquement lors de la manifestation mais également dans l'espace symbolique du magazine<sup>227</sup>. À titre de comparaison, la situation se reproduit à Madrid en 1980. *El País* consacre alors quelques lignes de l'article à ces incidents mais le reste est dédié aux activités organisées par les féministes<sup>228</sup>.

Enfin, la JIDF de 1978 est la première à véritablement attirer l'attention médiatique. Toutefois, parmi les journaux généralistes étudiés, seul *El País* semble y voir une signification particulière qu'elle n'a pas encore acquis dans l'Espagne de l'époque. De fait, pour *ABC*, *La Vanguardia* et *Triunfo*, il ne s'agit que d'une manifestation comme les autres, si ce n'est qu'elle réunit toutes les associations dans différentes villes. Le journal madrilène tente donc de stimuler le changement. Contrairement à ses confrères, il n'est pas commentateur mais

---

<sup>226</sup> NAVAJO Ymelda. Timadas por un día. *Triunfo*. 18 mars 1978, n° 790, p. 27.

<sup>227</sup> L'exaspération d'Ymelda Navajo est aussi symptomatique d'une vague de désenchantement féministe qui culminera lors des houleuses Journées de Grenade en 1979. Certaines féministes estiment en effet que les partis politiques ne s'engagent pas sincèrement auprès des femmes mais se servent d'elles pour parfaire leur communication (voir II. 3. C. Les élus politiques). Ce *desencanto* peut aussi expliquer le dénouement si pessimiste et cynique de la chronique « Nena, no t'enfilis » de Moix, dans *Vindicación Feminista*.

<sup>228</sup> En effet, la remarque occupe douze des soixante-dix lignes que compte l'article. Il dit : « En la manifestación de ayer, como ya ha ocurrido en anteriores ocasiones, se corearon consignas que tenían muy poco que ver con el objetivo de la marcha, como aquella respaldada por el PCE (m-1): "España, mañana, será republicana", o la pancarta que este mismo grupo portaba: "Yanquis, fuera de España. Contra el fascismo y el imperialismo", o los cantos de "Sí, sí, libertad, socialismo, PCE" », Tres mil personas conmemoran en Madrid el Día Internacional de la Mujer Trabajadora. *El País*. 9 mars 1980, p. 16.

acteur des transformations sociales de la Transition car il contribue à faire du 8 mars un symbole qu'il n'est pas encore.

Par la suite, entre 1979 et 1981, *ABC* réduit la place accordée au 8 mars. En 1979, il publie un très court article dans lequel il ne fait qu'évoquer les manifestations nationales. À nouveau, il ne renvoie qu'aux revendications professionnelles, éludant les demandes liées aux corps et notamment à l'avortement. Certes, le journal s'en tient à l'intitulé de la journée choisi par les féministes elles-mêmes mais il évite aussi d'aborder un sujet qui peut déplaire à son lectorat conservateur. L'année suivante, il n'insère qu'une brève dans son édition au lendemain de la journée qui rappelle son origine ainsi que son caractère international mais ne fait aucune référence aux manifestations nationales ayant eu lieu la veille. En mars 1981, il ne dédie aucun article au sujet. En revanche, l'année suivante, il propose un long texte qui occupe les deux tiers de la page 42 de l'édition du 9 mars. L'explication de ce revirement se trouve dans le chapeau de l'article :

El Día Internacional de la Mujer Trabajadora, 8 de marzo, tuvo ayer en nuestro país un reconocimiento oficial del que había carecido, con la participación del ministro de Trabajo, Santiago Rodríguez Miranda, y la directora general de Acción Social, Teresa María Mendizábal, que visitaron el centro de Formación Profesional del INEM en Carabanchel<sup>229</sup>.

Pour *ABC*, la JIDF ne devient donc légitime que lorsqu'elle est reconnue par l'institution. Sa présence ne se justifie dans le journal qu'à partir de sa validation officielle. Cette attitude se retrouve aussi dans les choix de *La Vanguardia*.

En effet, une fois instituée, la journée du 8 mars devient pour lui une sorte de marronnier. D'ailleurs, le quotidien n'informe que des actes protocolaires comme les réunions, des événements qui se déroulent donc dans un cadre bien établi. Par exemple, les éditions 1980, 1981 et 1982 de la JIDF bénéficient d'un article chacune. Le premier informe de la conférence d'une avocate féministe sur la façon d'aider les femmes à mieux s'intégrer dans le monde du travail, le second de l'existence d'un courrier envoyé au Tribunal constitutionnel par les associations féministes et les syndicats de travailleurs afin de faire appliquer l'égalité homme / femme et le dernier d'une soirée organisée dans un théâtre afin de célébrer la journée<sup>230</sup>. À l'inverse, le quotidien voit d'un mauvais œil les manifestations. Il ne couvre que celle qui se

---

<sup>229</sup> Reconocimiento oficial del Día de la Mujer Trabajadora. *ABC*. 9 mars 1982, p. 42.

<sup>230</sup> BRAU Albert. Conmemoración provincial del I Día Internacional de la Mujer Trabajadora. *La Vanguardia*. 13 mars 1979, p. 34 ; Hoy, Día Internacional de la Mujer trabajadora. *La Vanguardia*. 8 mars 1981, p. 11 et Mañana en el Lliure, "Día de la mujer Trabajadora". *La Vanguardia*. 7 mars 1982, p. 59.

déroule en 1979 à Barcelone et, de surcroît, en ne soulignant que les désagréments qu'elle provoque pour la population. Le titre insiste déjà : « una manifestación feminista colapsó el tráfico urbano »<sup>231</sup>. Plus loin dans l'article, l'auteur revient sur la question : « la circulación quedó obviamente paralizada organizándose un atasco impresionante, no solamente en las calles antes sino prácticamente en todo el Ensanche »<sup>232</sup>. *La Vanguardia* explique que la police tente à de nombreuses reprises et sans succès de disperser les manifestants. Il qualifie toutes ces circonstances d'« incidentes »<sup>233</sup>. Or, en plus des féministes, l'article indique la présence du PSUC et de divers partis communistes, mouvances politiques auxquelles le journal n'adhère pas, ce qui peut expliquer son animosité. D'ailleurs, *El País* diffuse une version très différente de cet évènement. Tout d'abord, il apporte des circonstances atténuantes aux manifestants. Certes, la police a dû les disperser mais la manifestation avait été interdite au dernier moment : « el Gobierno Civil había prohibido la convocatoria a últimas horas de anteanoche, alegando la ilegalidad de la coordinadora »<sup>234</sup>. En outre, il ne rapporte pas le chaos évoqué par son confrère mais explique au contraire que les manifestants « fueron dispersados pacíficamente por la policía »<sup>235</sup>.

De fait, le discours d'*El País* contraste fortement avec celui des deux autres leaders de l'information générale. Son intérêt pour les célébrations du 8 mars augmente au fil des années et ce, malgré l'infléchissement de la propre mobilisation féministe. Entre 1979 et 1982, il y accorde jusqu'à quatre articles par an. Les éditions de 1980 et de 1982 donnent lieu à un éditorial chacune ainsi qu'à un appel en *Une* pour celle de 1980. Les articles sont généralement longs et reviennent en détails sur le nombre de manifestants, les actions réalisées et les slogans, non seulement à Madrid et à Barcelone mais aussi dans d'autres zones d'Espagne, notamment au Pays-Basque, communauté qui attire davantage l'attention depuis l'ouverture du procès de Bilbao. *El País* envoie également ses journalistes sur place. Ainsi, un article de 1980 rapporte que « en Sevilla, un grupo de feministas repartió flores a los transeúntes en la plaza Nueva, al tiempo que se solicitaba su firma para un escrito dirigido al alcalde en el que se pide la cesión de un local municipal a las organizaciones sevillanas de la mujer, según informa nuestro corresponsal »<sup>236</sup>.

---

<sup>231</sup> Una manifestación feminista colapsó el tráfico rodado. *La Vanguardia*. 9 mars 1979, p. 22.

<sup>232</sup> *Ibid.*

<sup>233</sup> *Ibid.*

<sup>234</sup> Manifestaciones feministas en el día..., art. cit.

<sup>235</sup> *Ibid.*

<sup>236</sup> Tres mil personas conmemoran..., art. cit.

Dans son éditorial du 9 mars 1980, le quotidien établit un lien entre lois féministes et modernisation nationale. Selon lui, il est honteux qu'un pays qui se prétend démocratique discrimine encore la moitié de sa population. Tout comme il le faisait déjà lors de sa création en septembre 1977, *El País* se montre circonspect quant à l'existence de la Subdirección, à la fois nécessaire mais aussi significative des carences sociales espagnoles : « es motivo de alarma que una sociedad supuestamente cambiante y progresista mantenga direcciones generales de la mujer como direcciones generales de lo Contencioso »<sup>237</sup>. Il profite aussi de cet éditorial et de celui de 1982 pour blâmer le comportement des féministes. En 1980, il explique que certaines adoptent des positions erronées et radicales et que ces attitudes peu constructives incitent à la misogynie :

Bajo esta luz hay que contemplar el radicalismo de algunos planteamientos feministas, que pueden, a veces, no acertar con sus razonamientos, pero que encuentran su última y definitiva razón en una interminable e histórica lista de marginaciones, discriminaciones y hasta humillaciones, para mayor gloria de la prevalencia de un sexo sobre el otro<sup>238</sup>.

Le quotidien espère également « que se termine con el más estúpido de los malentendidos de la humanidad: el que ha conducido al enfrentamiento de los sexos »<sup>239</sup>, un vœu qu'il réitère dans l'éditorial du 9 mars 1982<sup>240</sup>. Ainsi, au fil des années, le 8 mars est devenu une journée avant tout politique pour *El País*. Elle lui permet de faire un point annuel sur l'évolution législative espagnole. Car, selon lui, la suppression des lois discriminatoires envers les femmes et le débat autour de certains sujets de société comme l'avortement sont le signe que l'Espagne entre dans le cercle des États européens modernes. Il prend donc le sujet très au sérieux et ce, en dépit des réserves qu'il émet envers certains courants féministes. D'ailleurs, il est le seul des quotidiens étudiés à prendre explicitement position dans des éditoriaux. Pour lui, le féminisme célébré par la journée du 8 mars est un sujet qui mérite de figurer à une place stratégique du journal car sa santé en dit long sur la société espagnole des années 1970-1980.

En définitive, à l'exception d'*El País*, les journaux se limitent à refléter – avec un point de vue propre à la ligne éditoriale de chacun – la réalité du mouvement. Ils se posent en commentateurs. L'étude du traitement médiatique de la journée du 8 mars au cours de la période met en exergue l'évolution des célébrations et l'opinion de chaque titre au sujet de

---

<sup>237</sup> Mujeres. *El País*. 9 mars 1980.

<sup>238</sup> *Ibid.*

<sup>239</sup> *Ibid.*

<sup>240</sup> El día de la Mujer..., art. cit.

l'émancipation féminine d'une part et de la mobilisation féministe d'autre part. Pour *La Vanguardia* l'intérêt pour le 8 mars répond à un effet de mode puisqu'après 1978, les articles se réduisent à peau de chagrin. Par ailleurs, l'étude confirme qu'il s'oppose à tout mouvement de revendication de gauche, surtout s'il se déroule dans la rue. Le journal est pour l'ordre et l'institutionnel. Au contraire, *El País* ne se limite pas à commenter l'existence du mouvement mais participe à sa construction car ses choix éditoriaux renforcent et légitiment l'action militante aux yeux des lecteurs. De plus, même quand l'enthousiasme féministe s'épuise, le journal maintient ce rendez-vous annuel. En parallèle, au fil des années, on note tout de même l'expression d'une méfiance voire d'un ressentiment avec les militantes, sentiment qui a déjà été observé de la part des deux journaux et dont la cause sera décryptée dans le chapitre suivant<sup>241</sup>. L'étude de la journée du 8 mars corrobore certaines caractéristiques déjà observées dans *El País* et *La Vanguardia* mais elle permet aussi, et surtout, de tracer une évolution au cours du temps. Si progressivement, les journaux s'intéressent à la thématique féminine, à partir de 1979, ils commencent soit à s'en détacher ou du moins à se détacher des célébrations féministes, soit à exprimer des réserves par rapport à la « transformation féministe » de la société. Ce sentiment se manifeste particulièrement chez *El País* à la fin de la période étudiée, qui correspond aussi à la nomination de Soledad Becerril comme ministre de la Culture.

### **V. 3. C. *El País*, *La Vanguardia* et la nouvelle ministre de la Culture : entre *desencanto* et conformisme**

Le premier décembre 1981, Leopoldo Calvo Sotelo choisit Soledad Becerril comme ministre de la Culture<sup>242</sup>. Cette nomination est très symbolique puisque l'Espagne n'a pas connu de femme ministre depuis la Guerre Civile. Pourtant *El País* comme *La Vanguardia* ne se montrent guère enthousiastes. Pour cause, le parti *ucédiste* n'est plus que l'ombre de ce qu'il était. Le remaniement proposé par le président du gouvernement n'est donc qu'une tentative pour continuer à tenir jusqu'aux élections, malgré les affrontements et les nombreuses démissions. Il ne représente pas l'avènement d'un nouveau projet politique pour l'Espagne. Cette nomination s'inscrit donc dans un contexte de crise du parti.

---

<sup>241</sup> Voir V. 2. C Une modernité qui se heurte à des limites : le sexisme des journaux.

<sup>242</sup> *Real Decreto 2830/1981, de 1 de diciembre, por el que se nombran Ministros del Gobierno* [en ligne]. BOE n° 288, 2 décembre 1981. Disponible sur : « <https://www.boe.es/boe/dias/1981/12/02/pdfs/A28203-28203.pdf> » (consulté le 25 août 2021), p. 28203.

Dans son éditorial du 2 décembre, *La Vanguardia* n'évoque même pas le fait que Soledad Becerril soit une femme mais insiste plutôt sur les raisons de ce choix dans le cadre d'une lutte entre les différents blocs politiques *ucédistes* : « a última hora, también el desflecado sector liberal ha encontrado en Soledad Becerril la posibilidad de continuar dando fe de vida en el centrismo »<sup>243</sup>. Pour le quotidien, l'information essentielle n'est pas la nomination d'une femme à ce poste mais plutôt le nouvel équilibre des forces au sein du gouvernement, après le remaniement, d'autant que, selon lui, Soledad Becerril est un choix par défaut réalisé à la dernière minute. Ce ne sont ni sa personnalité ni son parcours qui motivent sa désignation mais simplement son adhésion au courant libéral de l'UCD.

L'éditorial d'*El País* va dans le même sens. Il estime que le remaniement est sans intérêt : « el nuevo Gobierno formado por Leopoldo Calvo Sotelo no brinda novedades políticas dignas de mención »<sup>244</sup>. Les choix – y compris, donc, celui de Soledad Becerril – lui semblent insignifiants. Il est vrai qu'*El País* attaque systématiquement l'UCD depuis plus d'un an mais, dans ce cas, certes que le choix de Soledad Becerril ne tombe pas sous le sens. En effet, parmi tous les candidats possibles, Leopoldo Calvo Sotelo a choisi une personne sans aucune expérience dans le domaine culturel. Si on la compare à Ricardo de la Cierva, à la tête du ministère de janvier à septembre 1980, elle ne peut faire que pâle figure. C'est cette déception qu'exprime *El País* dans son éditorial : « a la hora de determinar que una mujer ocupe una cartera, por primera vez desde Federica Montseny en este país, ha hecho una opción de dudosa eficacia »<sup>245</sup>. Selon le journal, pour que la démarche de nommer une femme ait de la valeur, pour qu'elle soit véritablement symbolique, il ne suffit pas de désigner n'importe qui. Or, pour lui, le choix s'est porté sur la mauvaise personne car elle n'a pas les aptitudes requises et, il en sera question juste après, parce qu'elle n'incarne pas le modèle de femme prôné par le journal.

Ainsi, les premiers commentaires d'*El País* et de *La Vanguardia* concernant la nomination de Soledad Becerril se rejoignent. En revanche, passé ce premier désappointement, ils font des choix différents.

Malgré ses doutes, *La Vanguardia* offre un bon accueil à la ministre. Cette décision est logique de la part d'un quotidien aussi respectueux des institutions. Parmi les nouveaux entrants au gouvernement, Soledad Becerril est celle qui bénéficie du commentaire le plus long. La description de son parcours accompagnée de sa photo apparaissent en *Une*, dans un article consacré au remaniement. Un intertitre indique « Soledad Becerril, la primera mujer ministro

---

<sup>243</sup> Éditorial Un gobierno discutido. *La Vanguardia*. 3 décembre 1981, p. 5.

<sup>244</sup> Éditorial Reajuste ministerial. *El País*. 2 décembre 1981.

<sup>245</sup> *Ibid.*



desde la II República »<sup>246</sup>. Les portraits de ses collègues – sans illustration et deux à trois fois plus réduits que le sien – n’arrivent que trois pages plus loin<sup>247</sup>. Le quotidien fait donc preuve d’un certain conformisme en éludant, à dessein, le manque de rayonnement de la ministre afin de ne se concentrer que sur le symbole que représente sa nomination. Il publie également une interview d’elle. En plus des questions purement politiques, la journaliste Pilar Cernuda s’attarde sur des aspects personnels de son existence. Elle lui demande par exemple : « ¿Cómo han acogido la noticia sus hijos? », « ¿Qué supone ser la primera mujer ministra en España desde tiempos de la Segunda República? », « ¿Qué piensa su marido de todo esto? »<sup>248</sup>. Il est possible que l’attitude de *La Vanguardia* à l’égard de Soledad Becerril relève davantage du passage obligé que d’un intérêt véritable. Quoi qu’il en soit, le quotidien joue le jeu du gouvernement et salue le symbole.

De fait, le journal n’était pas dans l’attente d’un quelconque signal de la part du chef de l’État sur le sujet de l’égalité des sexes. D’ailleurs, au sein de la rédaction, le point de vue sur le rôle des femmes n’a pas connu de spectaculaire transformation depuis la mort de Franco et ce, malgré plus d’un lustre de débats féministes. C’est ce que suggèrent les observations de plusieurs chroniqueurs et notamment celles de Baltasar Porcel. En effet, le romancier, commentateur régulier du journal, signe une tribune en faveur de la féminisation du monde politique mais en véhiculant une vision traditionnelle des femmes en décalage avec les nouveaux modèles qui se développent depuis les années 1970. Tout d’abord, il essentialise le rôle de chacun selon son sexe : « la mujer posee tres grandes cualidades de las que, por lo común, carece el varón, educado cara a un pragmatismo constante: la intuición, la audacia y un sentido de la realidad desprovisto de prejuicio »<sup>249</sup>. Il espère donc que Soledad Becerril va apporter au gouvernement ce qu’il considère comme des qualités typiquement féminines : « de ponerse a la tarea, lamentaría que lo hiciera queriéndose equiparar al hombre, en lugar de aportar un aire más sensitivo, personal y fresco, que la mujer puede dar »<sup>250</sup>. Baltasar Porcel explique aussi que « una de las más excitantes conquistas femeninas ha sido la del lápiz de labios, la del perfume, la del airoso zapato con tacón, la del vestido fantasioso »<sup>251</sup>. Enfin, il exprime son admiration envers les femmes et encourage la ministre : « Por ello, confío en doña Soledad Becerril, por ello mi amor en las damas. Todas las damas »<sup>252</sup>. Ici, le chroniqueur se

---

<sup>246</sup> Calvo Sotelo ha formado Gobierno. *La Vanguardia*. 2 décembre 1981, p. 3.

<sup>247</sup> Los nuevos ministros. *La Vanguardia*. 2 décembre 1981, p. 6.

<sup>248</sup> CERNUDA Pilar. “Entré de puntillas”. *La Vanguardia*. 3 décembre 1981, p. 9.

<sup>249</sup> PORCEL, art. cit.

<sup>250</sup> *Ibid.*

<sup>251</sup> *Ibid.*

<sup>252</sup> *Ibid.*

positionne en faveur de l'intégration des femmes dans la sphère politique mais n'avance que des arguments pour le moins traditionalistes qui trahissent une vision désuète de la société. Le positionnement d'*El País* est aux antipodes de celui de *La Vanguardia*.

Loin d'entériner le choix du président du gouvernement, *El País* exprime de vives critiques à l'encontre de cette désignation. Dans son éditorial du 3 décembre, il estime que l'entrée de Soledad Becerril au gouvernement est un « *gesto para la galería* »<sup>253</sup>, c'est-à-dire une stratégie de communication de la part de Calvo Sotelo afin de se donner une apparence de modernité. Toutefois, le journal refuse de se montrer dupe et de collaborer avec le gouvernement en célébrant cette nomination. À l'inverse, il souligne le manque d'expérience et donc de légitimité de la nouvelle ministre puisque sa désignation confirme « el deteriorado papel asignado tradicionalmente por UCD al Ministerio de Cultura »<sup>254</sup>. *El País* fait donc preuve d'une forte animosité. Cela pourrait paraître étonnant car, malgré tout, l'arrivée d'une femme au pouvoir est un signal positif pour l'évolution vers l'égalité des sexes. Toutefois, on peut supposer que cette réaction est la conséquence de sa campagne contre l'UCD mais aussi du désenchantement du quotidien à l'égard de la lutte pour l'émancipation féminine.

En effet, dès 1976, *El País* s'est engagé pour cette cause. Or, cinq ans plus tard, il y a certes eu d'authentiques avancées législatives – comme la dépénalisation des méthodes contraceptives et de l'adultère – mais, pour le journal, les mentalités, elles, évoluent trop lentement. Le choix de Soledad Becerril en témoigne. À travers ses pages, *El País* cherche à démontrer qu'elle ne correspond pas à la femme moderne dont la société postfranquiste a besoin, selon lui. Ainsi, dans un article publié le 2 décembre qui présente tous les nouveaux entrants au gouvernement, le journaliste précise que Becerril n'adhère pas au mouvement féministe : « A la pregunta de si es feminista, respondió en una ocasión: “Si como feminismo se entiende la defensa de los derechos de la mujer, sí; pero si se entiende la militancia en el movimiento feminista, no” »<sup>255</sup>. Il souligne aussi qu'elle est contre la dépénalisation de l'avortement :

la nueva ministra de Cultura puso especial cuidado en la elaboración de aquella respuesta y en la precisión que le pedimos: “¿Ha firmado alguna vez, en alguna etapa anterior de su vida, cualquier documento favorable a reivindicaciones femeninas, entre las que pudiera estar el tema del aborto?”.

Igualdad de derechos

---

<sup>253</sup> Éditorial El Gobierno y la Oposición. *El País*. 3 décembre 1981.

<sup>254</sup> *Ibid.*

<sup>255</sup> Ocho personas protagonizan el cambio de rumbo del Gobierno. *El País*. 2 décembre 1981.

La nueva ministra se limitó a responder: “En líneas generales”, y explicó que nunca había estampado su firma en documentos relacionados con el mencionado método de interrupción voluntaria del embarazo. “Sí, me he solidarizado”, añadió, “con muchas de las demandas en pro de derechos cuyo cumplimiento es una condición para lograr la igualdad entre todos los seres. También he suscrito campañas en favor de poner todos los medios que sean posibles para hacer factible la verdadera equiparación de oportunidades entre la mujer y el hombre en la sociedad”<sup>256</sup>.

Or, à l’époque, le droit à l’avortement est un thème qui a déjà été largement débattu, notamment lors du procès des onze de Basauri dont la dernière session remonte à l’été. *El País* s’est lui-même déclaré en faveur de sa dépénalisation. Le malaise de Soledad Becerril au moment d’évoquer le sujet montre que la première femme ministre depuis la Seconde République n’est pas assez progressiste aux yeux d’*El País* pour représenter l’Espagne des années 1980 ou alors qu’elle suit tellement la discipline de parti qu’elle en sacrifie l’intérêt de ses concitoyennes. On peut donc supposer que, pour le journal, l’UCD de Calvo Sotelo gâche un évènement symbolique, la nomination d’une femme ministre, en choisissant une personne qui ne correspond pas à ses critères de modernité. Le président du gouvernement usurpe cette occasion historique et en altère la valeur. Le journal exprimerait donc sa déception à l’égard d’un rendez-vous manqué, une sorte de désillusion quant à l’attitude d’une classe politique tournée vers le passé. Il se refuse à ériger la ministre en symbole. Cette position illustre également la tendance d’*El País* à se poser en censeur du gouvernement, en juge des valeurs qui fondent la nouvelle démocratie. À l’inverse, *La Vanguardia* ne réclame aucun compte. De fait, le journal n’a engagé aucune réflexion sur ce que devrait être le nouveau paradigme de femme « moderne ». Il lui est donc plus facile d’accepter Soledad Becerril car, pour lui, le symbole aurait pu fonctionner avec n’importe quelle femme. *El País*, lui, en attendait plus. À sons sens, l’UCD n’incarne pas la « nouvelle Espagne » à laquelle il aspire et qu’il essaye de construire. Ainsi, le discours d’*El País* témoigne d’un engagement plus fort dans la construction politique et sociale du pays que celui de *La Vanguardia*. Le quotidien se pose en faiseur d’opinion alors que son confrère se limite à commenter l’actualité.

Pour conclure, l’étude des femmes dans les pages des journaux permet de dégager une évolution chronologique de 1976 à 1982 au cours de laquelle la thématique féminine devient de plus en plus populaire jusqu’à passer une nouvelle fois au second plan, à la fin de la période. Au cours de ces six années, *La Vanguardia* suit cette tendance générale. Néanmoins, il est

---

<sup>256</sup> CRUZ Juan. Soledad Becerril juzga “madura” la reacción de la sociedad española ante el divorcio. *El País*. 4 décembre 1981, p. 14.

intéressant de constater à quel point les paroles de Vladimir de Semir sont en consonnance avec les résultats obtenus : le quotidien est en pleine évolution. D'une part, il renouvelle progressivement ses équipes de rédaction pour y intégrer plus de jeunes professionnels, d'autre part, Javier Godó prend de plus en plus d'initiatives pour transformer l'entreprise de son père. Par conséquent, la ligne éditoriale de *La Vanguardia* manque parfois de cohérence. Le titre publie ponctuellement des articles progressistes qui montrent que le journaliste a bien saisi les évolutions de son temps quant à la place des femmes puis, quelques pages plus loin, des articles terriblement misogynes et déconnectés de la réalité sociale. Malgré tout, durant la Transition, le contenu progressiste reste rare. Le quotidien salue les progrès vers l'égalité mais il demeure proche de la représentation traditionnelle des femmes.

Par ailleurs, le journal se distinguant par son respect envers le pouvoir de l'État, il rejette tout type de manifestation citoyenne. Pour lui, ce sont les élus qui doivent mener le processus de Transition. La presse et les citoyens, notamment les féministes ou les « femmes de », doivent quant à eux en être les spectateurs voire le soutenir.

À l'instar de *La Vanguardia*, *El País* représente peu les femmes et, parfois, use de stéréotypes qui seraient aujourd'hui jugés sexistes. Malgré tout, il s'engage très tôt pour l'émancipation féminine. De fait, il participe à faire de cette problématique un sujet en vogue. Si le quotidien est si déterminé à faire avancer la cause c'est parce qu'il a une idée précise des étapes à franchir pour que l'Espagne intègre enfin le cercle des États modernes. Or, il est convaincu qu'éliminer les discriminations en est une condition *sine qua non*. Pour lui, l'égalité des sexes est un signe de maturité démocratique. Il joue alors de toute son autorité afin d'influencer les décisions politiques et les mentalités de ses concitoyens. En ce sens, *La Vanguardia* et *El País* proposent deux définitions différentes du rôle de la presse : pour le premier, elle doit se limiter à relayer des informations alors que pour le second, elle doit orienter le débat public vers les sujets qu'elle estime essentiels. *El País* souhaite influencer la société. Ce désir parfois frustré peut expliquer certaines déclarations, comme son regret lors de la désignation de Soledad Becerril mais aussi les relations paradoxales qu'il entretient avec les associations féministes. Il semble donc pertinent de poursuivre l'analyse sur cette relation car elle va permettre d'expliquer d'une part pourquoi *El País* et *La Vanguardia* se montrent aussi méfiants envers les féministes comme nous avons eu l'occasion de le remarquer<sup>257</sup>, et d'autre part, l'origine du *desencanto* du journal madrilène.

---

<sup>257</sup> Voir V. 2. C. Une modernité qui se heurte à des limites : le sexisme des journaux

## CHAPITRE VI. LES FEMINISTES SONT-ELLES LES BIENVENUES DANS LES PAGES D'*EL PAÍS* ET DE *LA VANGUARDIA* DURANT LA TRANSITION ?

L'analyse se polarise non pas sur le féminisme en tant qu'idéologie mais sur les personnes qui font vivre ce mouvement, c'est-à-dire sur les militantes engagées dans des associations qui s'en réclament. Par conséquent, le corpus, qui s'étend de juillet 1976 à octobre 1982, a écarté les nombreux articles n'y faisant pas explicitement référence. Cela a par exemple été le cas de textes qui développaient des considérations générales sur le mouvement ou couvraient des luttes féministes comme l'accès à la contraception mais ne mentionnaient pas les activistes elles-mêmes. Notre démarche s'appuie donc sur le paradigme de l'individualisme méthodologique développé par des sociologues comme Raymond Boudon et s'écarte d'une logique purement holiste, trop homogénéisante dans le cadre de notre étude<sup>1</sup>. En effet, il semble réducteur d'expliquer le comportement de milliers d'Espagnols à partir de codes de conduites attribués à l'idéologie féministe. Les militants ne représentent pas une masse homogène qui agirait de concert. Chacun a intégré le féminisme à sa façon, selon ses valeurs et son éducation. D'ailleurs, il n'existe pas un mais *des* féminismes puisque les principes fondamentaux de ce mouvement se ramifient au fil des interprétations, donnant lieu à de nombreuses théories ou mises en pratiques qui parfois s'opposent. Enfin, l'action des féministes espagnoles est à considérer au regard du contexte historique, politique et économique de la Transition démocratique. Ce contexte influence irrémédiablement l'attitude des militantes mais aussi et surtout la réponse sociale et médiatique que reçoivent leurs actions et qui nous intéresse particulièrement dans le cadre de cette thèse. Commençons par analyser le discours officiel d'*El País* et de *La Vanguardia* à l'égard des féministes.

---

<sup>1</sup> BOUDON Raymond. Individualisme et holisme en sciences sociales. In : BIRNBAUM Pierre, LECA Jean (dir.). *Sur l'individualisme*. Paris : Presse de Sciences Po, 1991 (1<sup>ière</sup> éd. 1986), p. 45-59.

## VI. 1. Quelle est la position officielle des journaux à propos des féministes ?

### VI. 1. A. Deux définitions différentes du féminisme

Entre juillet 1976 et octobre 1982, *La Vanguardia* et *El País* publient respectivement 268 et 464 articles sur le féminisme. Parmi ces textes, on ne s'intéressera qu'à ceux qui se réfèrent aux militantes. On en dénombre 178 dans le premier titre contre 343 dans le second. En d'autres termes, le quotidien madrilène publie presque deux fois plus de sujets sur l'activité féministe que le catalan. Le titre de la famille Godó a également tendance à mentionner les associations dans des textes plus sommaires. Ainsi, 57 des 178 références collectées – soit 32 % – sont des brèves ou des sujets très courts<sup>2</sup>. À *El País* ce chiffre n'est que de 13,4 %. Les militantes font donc bien l'objet d'articles dans les deux quotidiens mais le madrilène s'intéresse plus à elles que son confrère.

Par ailleurs, il convient de préciser ce que chaque journal entend par le terme « féminisme » car la lecture de tous les textes publiés révèle que chacun cadre<sup>3</sup> différemment l'information sur le sujet ce qui, *in fine*, aboutit à deux définitions différentes du terme.

Pour *El País*, le féminisme est un mouvement organisé de revendications sociopolitiques. Le journal estime que l'essentiel de son action réside dans la lutte pour les droits, c'est-à-dire dans une démarche de revendications à la fois sociales – cadre qui prédomine dans les années 1976-1977 – et politiques, notamment à partir de 1978 et jusqu'à la fin de la période étudiée. Puisque ce sont les militantes qui sont à l'origine de la plupart des manifestations, recueils de signatures et autres enfermements volontaires, le journal considère qu'elles sont légitimes pour incarner le mouvement. Dans un éditorial de septembre 1976, il le dit clairement : « la lucha puramente feminista tiene un sentido, aunque sesudos varones se tomen a risa este nuevo sufragismo »<sup>4</sup>. Avant que les autres acteurs publics, en particulier les partis politiques, s'engagent sur cette thématique, les féministes en sont donc les seules « propriétaires morales »<sup>5</sup>.

---

<sup>2</sup> Lorsque le texte ne dépasse pas cinq phrases environ et ne répond qu'à des questions basiques (qui, quand, où...), il a été comptabilisé dans les brèves.

<sup>3</sup> BASTIN, *loc. cit.*

<sup>4</sup> Éditorial La derrota histórica de la mujer. *El País*. 25 septembre 1976.

<sup>5</sup> Nous le verrons par la suite, au fil des mois et notamment après 1979, *El País* reconsidère sa position.

Le quotidien associe le féminisme à l'essor de groupes tels que le MDM, l'ADM ou le FLM. Pour lui, c'est un mouvement moderne lié à l'avènement démocratique. Son développement est assimilable à celui des associations de voisins dans la mesure où il s'agit dans les deux cas de groupes militants qui remettent indirectement en question le fonctionnement du régime en exigeant une société plus libre et égalitaire, dans les relations entre les sexes pour les uns, et dans l'accès aux services publics notamment pour les autres. Ce sont donc des mouvements qui regroupent de citoyens désireux de s'approprier l'action politique, c'est-à-dire désireux de s'engager afin de résoudre des problématiques délaissées par un État jugé défaillant. *El País* considère donc le développement des associations féministes comme un signe de démocratisation. De fait, dans un éditorial de 1976, il exprime l'idée qu'il est nécessaire non pas de proposer une série de mesures pour améliorer le sort des femmes mais bien de transformer la société en profondeur :

No basta con recomponer los códigos para sacar a las mujeres de su gineceo histórico. No basta con designar ministros de la *condición femenina* para extraer a la mujer de su marginación. No basta la utilización de la mano de obra femenina, necesaria en períodos de desarrollo industrial, para tener por salvado el papel de la mujer en una sociedad que pretenda ser moderna.

Hombres y mujeres habrán de replantearse su relación personal, económica y social en el seno de las células familiares. Sólo una profunda y prolongada reflexión sobre el secuestro del papel social de la mujer en la historia podrá deparar una nueva convivencia entre los sexos en la que la cooperación y complementación sustituyan a la instrumentalización y las discriminaciones<sup>6</sup>.

Derrière cette affirmation affleure l'idée que la discrimination envers les femmes est un problème systémique dans la société espagnole, l'éditorial utilise d'ailleurs l'expression de « sociedades patriarcales ». Pour *El País*, la société a donc besoin d'une transformation en profondeur, transformation qui a une chance de voir le jour dans le contexte de la Transition démocratique. Or, le journal déplore l'inefficacité de la classe politique pour la mettre en œuvre : « la experiencia apunta que ni los más radicales partidos o movimientos políticos han dado solución a la continuidad de sociedades patriarcales »<sup>7</sup>. Le pouvoir en place est donc en décalage avec le « sens de l'Histoire », expression qui est à entendre selon une acception empruntée au marxiste mais qui ne considèrerait que la dimension politique et sociale (en dehors de l'aspect économique). Pour *El País*, seuls les mouvements citoyens – parmi eux, le féminisme – sont capables de questionner la toute-puissance du pouvoir politique en place et

---

<sup>6</sup> La derrota..., art. cit.

<sup>7</sup> *Ibid.*

donc de créer une société plus égalitaire et, *in fine*, plus démocratique. Quant aux dirigeants politiques, ils nagent à contre-courant de l'Histoire, c'est-à-dire de la nécessaire et inéluctable évolution vers une société moderne. Ainsi, dès 1976, *El País* établit une forte relation entre féminisme et politique. À l'inverse, ces problématiques sont totalement étrangères à *La Vanguardia* qui, lui, n'associe le féminisme qu'à un mouvement culturel et social.

En effet, le quotidien catalan considère le terme au sens large. Pour lui, le féminisme renvoie à toute initiative favorable aux femmes. Par conséquent, le journal peut utiliser l'adjectif « féministe » pour désigner des groupes conservateurs même s'ils ne partagent en rien les valeurs de celles qui militent dans les associations. C'est par exemple le cas d'un article de janvier 1981 intitulé « Propuestas feministas » dans lequel les jeunes catholiques du Diocèse de Barcelone proposent que les femmes aient progressivement accès aux mêmes responsabilités que les hommes et puissent être ordonnées<sup>8</sup>. On constate donc que le cadrage du féminisme atténue sa dimension politique et n'implique pas nécessairement de lutte militante<sup>9</sup>.

De fait, sur la période étudiée, un tiers des 268 articles sur le féminisme ne se réfère pas aux associations. À titre de comparaison, ce n'est le cas que d'un article sur cinq dans *El País*. Pour *El País*, le féminisme est donc un mouvement organisé de revendications sociopolitiques alors que pour *La Vanguardia*, il s'agit d'un style de vie qui se diffuse dans la société et qui peut se définir en-dehors de groupes structurés. Dans le but d'illustrer cette différence, l'étude a réparti les articles collectés au sein des catégories suivantes : lutte pour l'obtention de droits, relations avec la classe politique, considérations idéologiques, vie interne des associations, conférences et rencontres, activités culturelles, mobilisations étrangères et enfin polémiques et scissions internes. Les deux premières catégories regroupent les sujets liés à la politique nationale. Or, si la moitié des articles d'*El País* s'y inscrivent (172 sur 343), ce n'est le cas que de 30 % environ des sujets de *La Vanguardia* (55 sur 178). C'est aussi ce que confirme une étude d'Ainara Larrondo Ureta qui analyse le discours sur les féministes d'une série de médias – *ABC*, *Ya*, *Informaciones*, *Diario 16*, *El País*, *Pueblo* et *Arriba* – entre 1975 et 1979. Selon

---

<sup>8</sup> Propuestas feministas. *La Vanguardia*. 18 janvier 1981, p. 29.

<sup>9</sup> Il est vrai que l'ordination des femmes aurait pu être un enjeu politique, notamment lors des débats autour de la loi sur le divorce qui opposent les courants progressistes et conservateurs de l'Église espagnole. Toutefois, cela n'a pas été le cas. La question a pourtant été soulevée lors du synode des évêques de 1971 et a même connu un écho dans la presse, par exemple, dans le magazine *Blanco y Negro*, produit par le même groupe éditorial qu'*ABC* (P. PIETRONI. ¿Sí o no a la mujer sacerdote? *Blanco y Negro*. 13 novembre 1971, p. 46-49). Néanmoins, les évêques espagnols ne se divisent pas sur le sujet. Au contraire, il se montrent tous défavorables à cette proposition, plutôt portée par des évêques étrangers tels que le cardinal canadien George Bernard Flahiff ou l'archevêque jamaïcain Samuel Carter. Au niveau du socle catholique, l'Espagne n'a pas non plus connu de grand mouvement populaire ou de chef de file en faveur d'une telle évolution, à l'instar de Suzanne van der Mersch en Belgique. La question de l'ordination des femmes n'est donc pas devenue un enjeu politique dans l'Espagne de l'époque.



elle, *El País* est celui qui confère le plus d'importance au lien entre féminisme et politique<sup>10</sup>. L'information ayant trait aux associations féministes est donc plutôt politique pour *El País*. Le discours du quotidien catalan, lui, se situe dans la continuité de celui de la dictature. « Féminisme » est un substantif en vogue qu'il utilise comme une idée générale de visibilité et de promotion des femmes alors que pour *El País*, il est pris au sens plus étroit de mouvement sociopolitique identifiable. Cette différence peut surprendre car *La Vanguardia* n'est pas sans ignorer les manifestations et autres engagements politiques des activistes. Il relaye même la création du parti féministe<sup>11</sup>. Privilégier ce cadrage qui minimise voire ignore la dimension politique du mouvement s'avère révélateur quant à sa position : il refuse de promouvoir l'activité des militantes. Or, le cadrage d'un sujet – ainsi que la sélection de ce qui constitue l'information du jour – est un des pouvoirs des médias. Sélection et cadrage peuvent effectivement peser sur l'opinion du lecteur<sup>12</sup>. Selon Érik Neveu,

un ensemble de recherche s'est également développé autour de la notion d'*agenda-setting* [McComb et Shaw, 1972]. Le terme – qu'on pourrait traduire par fixation d'un ordre du jour – désigne la capacité qu'ont les médias par la sélection des nouvelles de produire une hiérarchisation de l'information et d'exercer ainsi une influence qui n'est pas tant de modeler des comportements que de définir des thèmes dignes de l'attention collective. Ce pouvoir se prolonge dans des cadrages (*framing*) qui constituent une panoplie souvent limitée de modes de traitement d'un sujet et sont d'autant de filtres qui bloquent la couverture d'événements qui ne rentrent pas dans les cadres et ne disposent pas de relais sociaux<sup>13</sup>.

*La Vanguardia* propose donc à son lecteur un cadrage particulier des informations liées au féminisme. Ce cadrage élude une partie des informations. Il est aussi comme une grille de lecture de sa propre opinion sur le sujet.

En effet, le cadre d'un sujet propose une version de la réalité, une représentation qui est susceptible de pousser les lecteurs à redéfinir cette réalité. Or, *El País* et *La Vanguardia* leur soumettent deux images distinctes d'un même fait social. Ils insistent chacun sur un aspect différent du signifié « féminisme ». À ce stade, une hypothèse se dessine : le journal catalan choisit d'ignorer la dimension politique du mouvement féministe parce qu'il est contre. Pour lui, les femmes ne devraient pas exiger de mesures spécifiques encadrées légalement. C'est le

---

<sup>10</sup> LARRONDO URETA, *op. cit.*, p. 139.

<sup>11</sup> Constitución del Partido Feminista. *La Vanguardia*. 10 mai 1979, p. 11.

<sup>12</sup> Ils le peuvent mais cette domination du journal sur le lecteur est à nuancer. Elle est loin d'être automatique et dépend de la capacité de l'audience à adopter un recul critique sur tel ou tel sujet et à contraster les sources d'informations. La troisième partie de la thèse reviendra dans le détail sur la question.

<sup>13</sup> NEVEU, *Sociologie...*, *op. cit.*, p. 85-86.

gouvernement qui, à son rythme, se chargera de désarticuler les lois qui ne correspondent plus aux valeurs du pays. Les féministes ne devraient donc pas interpeler la classe politique, surtout dans une période aussi charnière que la Transition. De fait, pour le journal, non seulement l'État a des sujets plus urgents à traiter mais les modalités d'action des militantes telles que les manifestations ou les enfermements volontaires sont susceptibles de le déstabiliser alors même que le contexte – crise économique et sociale, terrorisme et menace de coup d'État – n'est pas favorable à une sereine construction démocratique.

Par ailleurs, au moins jusqu'aux premières élections générales de 1977, contrairement aux magazines féministes, la presse dispose d'un réel pouvoir sur la société espagnole. Selon Ainara Larrondo Ureta, elle est devenue un espace de légitimation et de délégitimation sociale<sup>14</sup>. Par conséquent, le fait de ne pas évoquer le mouvement féministe revient à ne lui accorder aucun crédit, à nier sa pertinence voire son existence. Le silence de *La Vanguardia* suggérerait donc son opposition à l'aspect militant de la mouvance féministe. La nature du féminisme catalan, plus virulent et plus politique que le madrilène, pourrait d'ailleurs renforcer ce sentiment d'hostilité. De fait, on l'a vu, *La Vanguardia* ne donne jamais la parole à Lidia Falcón alors qu'elle est très active à Barcelone et visible dans d'autres médias. Ainsi, *El País* et *La Vanguardia* opéreraient les mêmes choix éditoriaux entre les militantes féministes d'une part et les femmes d'ouvrier et les activistes d'associations de voisins d'autre part. L'analyse des éditoriaux, ligne officielle de chaque quotidien, confirme cette hypothèse.

## **VI. 1. B. La ligne officielle de *La Vanguardia* : un silence réprobateur**

Sur toute la période *ucédiste*, *La Vanguardia* ne propose pas un seul éditorial entièrement consacré aux mouvements féministes. Sur ces six années, le journal publie pourtant 3155 éditoriaux (généralement deux par numéro) qu'il dédie parfois à des sujets proches comme l'accès à la contraception ou l'égalité hommes / femmes dans certains milieux<sup>15</sup>. Néanmoins, aucun ne traite spécifiquement de l'émergence de groupes d'émancipation féminine. Par exemple, l'éditorial « Tras las sentencias de Bilbao » publié dans l'édition du 26 mars 1982 ne fait aucune référence à la mobilisation militante alors qu'elle a été largement médiatisée dans

---

<sup>14</sup> LARRONDO URETA Ainara. La representación pública del movimiento de liberación de la mujer en la prensa diaria española (1975-1979). In : *Historia contemporánea*. 2009, vol. 2, n° 39, p. 627-655, p. 637.

<sup>15</sup> Par exemple, dans le monde des arts : Una maniobra o una frivolidad. *La Vanguardia*. 2 avril 1980 ou Ceder sitio..., art. cit.

le reste de la presse mais aussi dans quelques articles du quotidien. Dans ce court texte – le journal publie ce jour-là trois éditoriaux sur la même colonne qui n’en accueille généralement qu’un ou deux – *La Vanguardia* ne se positionne pas sur la question de l’avortement. Il se contente de résumer factuellement la sentence et réclame à la classe politique et au pouvoir législatif un éclaircissement sur la question. Le quotidien admet que la loi n’est pas adaptée mais il refuse de s’engager dans le débat, ce qui montre qu’il estime que ce rôle ne revient pas à la presse mais aux institutions démocratiques : « el “vacío legislativo” invocado parece lógico que se llene. [...] El tema es delicado y sería deseable que se afrontara por los diversos partidos con sentido de la responsabilidad y de la moderación »<sup>16</sup>. Ce choix éditorial offre deux conclusions. Tout d’abord, il peut être révélateur de la conception du journalisme de *La Vanguardia* : pour lui, les journaux devraient relayer et décrypter l’information sans chercher à influencer leurs lecteurs. Nous reviendrons sur cette hypothèse au cours de la troisième partie de la thèse. Par ailleurs, il prouve que *La Vanguardia* décide de faire du féminisme militant un sujet secondaire de l’actualité espagnole. Cette absence représente aussi la manifestation silencieuse, l’expression « en négatif », de son hostilité envers un mouvement auquel il ne désire accorder aucune légitimité en lui dédiant un éditorial car, la presse étant un espace de légitimation sociale, donner un avis, même négatif, sur les féministes, signifie leur conférer du crédit.

Parmi les éditoriaux de la période, deux dévoilent l’opinion du journal à propos des militantes. Le premier, intitulé « Una juventud crítica » traite de la visite de Jean-Paul II à Munich, en novembre 1980<sup>17</sup>. Lors de la cérémonie, Barbara Engl, qui représente l’association de la jeunesse catholique allemande, pose une série de questions au Pape. Elle l’interroge sur l’opposition de l’Église à l’ordination des femmes et sur son obstination à imposer le célibat alors même que l’institution manque de prêtres. Elle lui fait également part de la nécessité d’une communication officielle sur la vie de couple et la sexualité. Le pape ne répond à aucune de ces questions teintées de féminisme et la réaction de *La Vanguardia* témoigne de son attachement aux conventions et à l’ordre établi ainsi du peu de cas qu’il accorde à ces considérations. En effet le journal décrédibilise Barbara Engl en raison de son âge mais aussi de son genre. Il renvoie son comportement à l’expression d’une rébellion typiquement adolescente :

---

<sup>16</sup> Éditorial Tras las sentencias de Bilbao. *La Vanguardia*. 26 mars 1982, p. 5.

<sup>17</sup> Éditorial Una juventud crítica. *La Vanguardia*. 22 novembre 1980, p. 5.

Un Papa viajero [...] no podía dejar de tropezar con la “contestación” de los jóvenes, hijos de una sociedad crítica, desarrollada y permisiva. Es la misma “contestación” con que se enfrentan cada día los padres, los maestros, los sacerdotes y cuantos tratan con el mundo de la juventud<sup>18</sup>.

Le journal semble donc déconnecté d’une jeunesse – ici allemande mais par extension nationale – qui remet en cause les coutumes de l’Église. Il justifie également l’audace de la jeune femme par une « considerable dosis de picardía femenina »<sup>19</sup>. Il ne propose aucune analyse de fond sur ses demandes qu’il discrédite par avance, à cause de son sexe et de son âge. Son discours paternaliste présente l’incident comme une anecdote légère – on notera d’ailleurs l’utilisation des guillemets à « contestación » –, une impertinence adolescente regrettable mais négligeable.

Le second éditorial, « El ruido municipal », renvoie plus directement aux mouvements féministes<sup>20</sup>. Dans ce texte, *La Vanguardia* s’indigne que la mairie de Barcelone ait organisé une « Semana de los movimientos radicales » regroupant entre autres les associations féministes, écologistes, homosexuelles et antimilitaristes. Pour le quotidien, ces groupes mènent un lobbying auprès de la municipalité afin d’obtenir son aide pour imposer leur idéologie au plus grand nombre : « han empezado por convencer al Ayuntamiento de que tiene que subvencionar esa propaganda entre la juventud no organizada »<sup>21</sup>. De fait, le quotidien s’oppose à ce que ces collectifs – y compris les féministes – organisent des rencontres au sein des écoles comme le prévoit la mairie : « el municipio los reúne y agita, a modo de cóctel curiosamente didáctico, y se les ofrece ocasión de predicar en cinco institutos de enseñanza y seis escuelas de formación profesional »<sup>22</sup>. On remarquera l’utilisation du verbe « prêcher » qui souligne la menace de prosélytisme que présage *La Vanguardia*. Le journal explique que la ville est en réalité en train d’organiser une semaine « de agitación » durant laquelle les groupes vont pouvoir réaliser leur propagande et, ce, grâce à l’argent du contribuable. Il estime que la mairie s’est laissé attirer par les sirènes de ces groupes marginaux et le regrette<sup>23</sup>. Or, à l’époque, le maire n’est autre que Narcís Serra, un socialiste du PSC. Ce n’est pas le parti que soutient *La Vanguardia*, plus proche du centre-droit CiU. Cette attaque envers les féministes, présentées comme des marginales, est donc aussi une attaque envers les socialistes catalans qui, comme le PSUC, participent à leur promotion. L’hypothèse selon laquelle *La Vanguardia* élude

---

<sup>18</sup> *Ibid.*

<sup>19</sup> *Ibid.*

<sup>20</sup> Éditorial El ruido municipal. *La Vanguardia*. 18 avril 1982, p. 7.

<sup>21</sup> *Ibid.*

<sup>22</sup> *Ibid.*

<sup>23</sup> *Ibid.*

sciemment l'aspect revendicatif et politique du féminisme se confirme donc. Il cherche à décrédibiliser l'action militante, présentée comme un énième mouvement de gauche, fruit d'une mode qui ne représente en rien les valeurs de la « vraie » Catalogne et de ses habitants. Le journal se pose en défenseur d'une majorité silencieuse, lésée par l'influence de ce type de mouvements revendicatifs appuyés par la municipalité socialiste : « la juventud que no hace tanto ruido acaso merecería con más razón que el Ayuntamiento se fije en ella »<sup>24</sup>. Le silence réprobateur de *La Vanguardia* ne se rompt donc que pour censurer officiellement les militantes depuis cet éditorial.

## **VI. 1. C. La ligne officielle d'*El País* : de l'engouement à la prise de distance**

À *El País* la logique n'est pas du tout la même. Loin de se montrer silencieux, le journal fait référence aux militantes dans quinze éditoriaux. Dans un premier temps, il soutient l'option féministe puis il finit par prendre ses distances avec les activistes. Pour expliquer ce revirement, Gérard Imbert invoque la publication du manifeste des 1357. Pour lui, par cet acte hautement symbolique, les associations s'affranchissent de l'idéal du consensus, cher à de nombreux médias qui soutiennent la Transition, parmi eux, *El País*<sup>25</sup>. L'analyse des éditoriaux confirme son raisonnement.

Ainsi, dans les années 1976-1978, le journal se montre encourageant envers les actions féministes. Dans un éditorial sur le divorce publié en juin 1976, il appuie son propos par des chiffres fournis par la Asociación de Mujeres Separadas, signe de la confiance qu'il accorde au collectif. De plus, en le citant, il contribue à lui donner de l'autorité sur la question<sup>26</sup>. Trois mois plus tard, dans « La derrota histórica de la mujer » le quotidien témoigne également de sa profonde compréhension du mouvement féministe et s'engage en sa faveur. Il fait part des tensions entre les principaux courants militants : « ¿Qué hacer?, se preguntan. ¿Trabajar dentro de los partidos tradicionales por la transformación de la sociedad o agruparse en frentes de reivindicación femenina buscando un área de batalla individual, como sexo discriminado frente al sexo objetivamente opresor? »<sup>27</sup>. Il souligne également l'hypocrisie des hommes de gauche qui n'appliquent pas à leur couple leurs idéaux égalitaires : « las mujeres de muchos militantes

---

<sup>24</sup> *Ibid.*

<sup>25</sup> IMBERT, in : IMBERT, VIDAL-BENEYTO (coord.), *op. cit.*, p. 28-29.

<sup>26</sup> Éditorial La cuestión del divorcio. *El País*. 6 juin 1976.

<sup>27</sup> La derrota..., art. cit.

izquierdistas (teóricamente los más empeñados en reivindicaciones feministas) desempeñan papeles domésticos absolutamente tradicionales ». On l'a vu, le journal montre aussi qu'il a compris que l'ambition féministe ne se limitait pas à l'obtention de quelques lois mais à une transformation des mentalités. Reprenons la dernière phrase de l'éditorial, citée plus haut : « la lucha puramente feminista tiene un sentido, aunque sesudos varones tomen a risa el nuevo sufragismo »<sup>28</sup>. Ici, non seulement le journal défend les militantes en dépit des préjugés sociaux mais il reconnaît la filiation entre la première vague du début du XX<sup>e</sup> siècle et le regain d'activité des citoyennes espagnoles, ce qui renforce leur légitimité et confirme la nature politique de leurs revendications. Ainsi, entre 1976 et 1977, le soutien d'*El País* envers les féministes semble inconditionnel.

Les premières nuances arrivent à l'automne 1977. Dans « La trivialización del feminismo », le quotidien atteste à nouveau de l'importance du féminisme dans une société encore très discriminatoire mais précise aussi qu'il désapprouve certaines de ses stratégies : « no siempre elabora con seriedad y rigor sus propuestas; pero esa inmadurez teórica y esa dispersión son la consecuencia lógica e inevitable de todo fenómeno social que comienza »<sup>29</sup>. Néanmoins, le journal continue à soutenir les activistes, *a fortiori* lorsque leurs objectifs convergent (l'idée semble relever du truisme pourtant nous verrons qu'*El País* s'est ensuite opposé à elles alors qu'ils poursuivaient le même but). Par exemple, en décembre 1977, dans un éditorial consacré au divorce, le journal médiatise les revendications féministes en listant leurs propositions pour une éventuelle future loi<sup>30</sup>. Ce type de texte est une tribune précieuse pour les activistes puisqu'elles ne disposent pas de support médiatique aussi puissant. Ainsi, entre 1977 et 1978, le journal appuie les militantes mais censure leurs excès. À l'automne 1979, il commence à prendre ses distances.

Le 26 octobre 1979, *El País* publie un éditorial acerbe à leur rencontre<sup>31</sup>. La date choisie correspond à l'ouverture de la nouvelle session du procès de Bilbao, une semaine après la diffusion du manifeste des 1357. Dans ce texte, le quotidien s'insurge de l'animosité et de l'intensité dans les débats autour de l'avortement. Selon lui, les principaux responsables de cette situation sont les réseaux féministes car ces derniers seraient à l'origine d'un emballement dangereux pour la démocratie. Le journal ajoute que les groupes qui disent lutter contre les stéréotypes ne sont eux-mêmes pas exempts de préjugés :

---

<sup>28</sup> *Ibid.*

<sup>29</sup> Éditorial La trivialización del feminismo. *El País*. 14 septembre 1977.

<sup>30</sup> Éditorial El divorcio. *El País*. 10 décembre 1977.

<sup>31</sup> Éditorial El proceso de Bilbao. *El País*. 26 octobre 1977.

La polémica abierta en torno a ese proceso, cuyo momento más espectacular ha sido el escrito de 1.300 españolas declarándose incurso en la legislación penal contra el aborto, ha demostrado que plantea un tema tan cargado de pasiones, prejuicios e intolerancias que amenaza con dividir a la opinión pública en bandos irreconciliables, cerrados al sereno intercambio de argumentos y razonamientos<sup>32</sup>.

L'utilisation du substantif « bandos » est loin d'être anodine. Ici, le journal fait planer la menace d'une nouvelle guerre civile comme celle qui a détruit l'Espagne des années 1930, une guerre civile certes symbolique, mais pour le moins malséante dans un pays qui est tout juste parvenu à ce que la plupart des options politiques collaborent afin de ratifier une Constitution. *El País* insiste :

Sería lamentable que la sociedad española, que ha renunciado a utilizar la dialéctica de los puños y de los improperios en buena parte de los litigios de intereses y de ideas que irremediamente enfrentan a los ciudadanos, transformara la cuestión del aborto en motivo para cavar de nuevo las trincheras, aunque sólo sea en un sentido figurado y simbólico<sup>33</sup>.

Le quotidien reproche aux féministes une véhémence qu'il estime irresponsable dans le contexte national. Pour lui, elles divisent la société. Il blâme d'autant plus ce comportement que les autres forces en présence – y compris des partis politiques de droite dont le journal ne partage pas les valeurs – s'efforcent d'être plus consensuels :

Contra este temor, nada infundado, es posible esgrimir, sin embargo, el hecho significativo de que en sectores conservadores empiecen a abrirse paso, incluso en medios de opinión tajantemente antiabortistas, expresiones y actitudes de algún modo comprensivas hacia los condicionamientos sociales, económicos y familiares de las interrupciones del embarazo<sup>34</sup>.

Malgré ces griefs, *El País* semble lui aussi chercher à ne pas tomber dans l'écueil de la polémique puisqu'il tempère ensuite ses propos :

Por lo demás, lo que algunos entienden como radicalismo feminista ante este problema debe ser comprendido con mayor generosidad social y hasta intelectual. Debe entenderse, por ejemplo, la

---

<sup>32</sup> *Ibid.*

<sup>33</sup> *Ibid.*

<sup>34</sup> *Ibid.*

intencionalidad política –en el más noble sentido del término– de las mujeres o los hombres que suscriben manifiestos de solidaridad con las encausadas en Bilbao<sup>35</sup>.

Toutefois, il finit par revenir à la critique féministe à la fin de l'éditorial : « es verdad que existe un radicalismo feminista que peca de demagogia o de cierto esperpentismo, y que no es lo más conveniente el intento de algunas organizaciones feministas de monopolizar la discusión de problemas como el del aborto »<sup>36</sup>. Ainsi, *El País* se positionne en faveur de la dépénalisation de l'avortement et pour l'acquittement des accusées mais il condamne la stratégie de mobilisation féministe. À son sens, ses excès participent au clivage politique et social et menacent le fragile consensus qui, jusqu'alors, a permis l'avènement démocratique. Gérard Imbert l'expose ainsi :

Con los diferentes juicios pendientes en 1979, y como respuesta a la toma de posición del Episcopado, *El País* da la palabra a diferentes sectores del público, las feministas en particular, que aparecen como portavoces de una opinión pública favorable al aborto. Pero en cuanto las feministas se radicalizan (manifiesto de las 1.300 mujeres que declaran haber abortado), y se manifiestan en tanto grupo, erigiéndose, ya no en portavoces del actante colectivo sino de sí mismas, dentro de un planteamiento que integra el tema a unas reivindicaciones feministas (derecho a disponer de su propio cuerpo, etc.), el periódico toma sus distancias y tiende a presentar a las feministas como antidesinatario del querer colectivo, oponiendo un interés "partidista" –el de las feministas "radicales"– a un presunto interés colectivo, el de *todas* las mujeres. A una imagen fraccionada de la opinión opone una imagen ideal (indivisa) de la opinión en nombre del consenso<sup>37</sup>.

Par ailleurs, Gérard Imbert explique que durant les premières années de la Transition, la presse libérale s'occupe de sujets que l'État n'est pas encore en mesure de traiter, c'est pourquoi elle s'ouvre à des courants marginaux à l'instar des réseaux féministes, mais qu'au fil des mois, elle cherche à intégrer ces sujets dans une représentation normalisée de l'Espagne<sup>38</sup>. Pour le journal, la consolidation démocratique devrait donc pousser les féministes à la modération, ce qui n'a pas eu lieu et donc justifie la prise de distance du journal. L'Espagne s'est doté d'un appareil démocratique à partir duquel les citoyens peuvent s'exprimer sans recourir à des actions illégales. Pour *El País*, les comportements trop radicaux ne sont alors plus excusables, notamment lorsque le contexte sociopolitique est aussi instable.

---

<sup>35</sup> *Ibid.*

<sup>36</sup> *Ibid.*

<sup>37</sup> IMBERT, in : IMBERT, VIDAL-BENEYTO (coord.), *loc. cit.*

<sup>38</sup> *Ibid.*, p. 30.



De fait, sur la question des relations entre la rédaction du quotidien et les mouvements féministes au cours des années 1970-1980, l'avis des journalistes est contrasté. Ainsi, Karmentxu Marín explique que, même si les travailleurs d'*El País* considèrent que certaines sont trop radicales, ils n'hésitent pas à faire appel à elles pour obtenir des informations : « generalmente nos mandaron a mujeres y yo nunca tuve ningún problema »<sup>39</sup>. Lola Galán témoigne également de l'entente cordiale entre les militantes et les journalistes mais précise bien que le périodique se dissocie de certaines féministes : « Había algunas feministas extremistas muy ligadas a partidos radicales, estoy pensando en Lidia Falcón que entonces estaba más próxima a partidos muy radicales. Eso sí, *El País* no tenía simpatías hacia los partidos muy radicales »<sup>40</sup>. La rhétorique féministe de la campagne de soutien aux onze de Bilbao à l'automne 1979 finit donc de convaincre le journal de prendre ses distances avec des mouvements qui ne respectent pas son idéal de modération politique. Il ne déclare pas la guerre aux militantes – de fait, même Lidia Falcón publie encore dans le journal – mais ces éditoriaux témoignent de sa réserve, voire de son animosité à l'égard de certaines attitudes<sup>41</sup>.

En outre, il rejette une série d'approches féministes. Par exemple, dans un éditorial de décembre 1979, il se positionne contre l'argument principal des courants radicaux pour revendiquer la dépénalisation de l'avortement : le droit des femmes à disposer de leur corps en toutes circonstances. Indirectement, il attaque encore les militantes car, pour lui, ce raisonnement qu'il juge clivant non seulement crispe le débat mais se révèle aussi contre-productif puisqu'il rebute certains acteurs qui auraient pu soutenir la loi au nom de la justice sociale :

Los argumentos no han sido, en la mayoría de los casos, brillantes. Plantear, por ejemplo, la delicada cuestión de la interrupción del embarazo como si se constituyera una sacra prolongación del derecho de la mujer a disponer del propio cuerpo provoca un innecesario rechazo de quienes piensan, desde distintas perspectivas, que el aborto puede ser un mal necesario y, por tanto, despenalizable; pero no necesariamente un acto de afirmación de la libertad humana o una decisión que no plantea problemas morales<sup>42</sup>.

Indirectement, *El País* reproche à certains courants féministes de mettre en danger l'objectif principal de la lutte au nom de considérations idéologiques qu'il ne partage pas. Pour

---

<sup>39</sup> Entretien avec Karmentxu Marín réalisé le 25 avril 2019, à Madrid.

<sup>40</sup> Entretien avec Lola Galán réalisé le 25 avril 2019, à Madrid.

<sup>41</sup> Rappelons que sur l'année 1982, elle signe quatre tribunes.

<sup>42</sup> Éditorial Más sobre el aborto. *El País*. 1 décembre 1979.

le journal, cette obstination envenime les débats et pénalise des milliers de femmes qui voudraient voir la loi évoluer :

No hace falta, por tanto, que las promotoras de esa campaña esgriman razones o actitudes que, por su sectarismo, sólo logran herir las emociones y las sensibilidades de quienes no comparten sus criterios y provocan una mayor dificultad en la obtención del fin que ellas mismas persiguen<sup>43</sup>.

*El País* estime que l'attitude d'une partie des militantes est « sectaire », c'est-à-dire qu'elles ne sont pas des citoyennes responsables, qui œuvrent pour le bien commun. Il se désolidarise d'elles et les exclue de la communauté démocratique. Les féministes radicales sont pour lui des marginales qui ont perdu la notion du bon sens. De fait, selon Pamela Beth Radcliff, dans la presse, « se discutía el feminismo en el contexto de la identidad española, no como forma de dar poder a las mujeres »<sup>44</sup>. En d'autres termes, les médias peuvent être d'accord pour défendre certaines demandes féminines mais ils ne le font pas au nom d'idéaux féministes – dans le cas de l'avortement, le droit de disposer de son propre corps – mais au nom de ce qu'ils estiment être les valeurs modernes de l'Espagne postfranquiste.

Les éditoriaux postérieurs ne sont pas aussi âpres envers les groupes féministes mais témoignent encore de la désaffection du journal à leur égard. Dans « Mujeres en Copenhague », il les raille en affirmant qu'elles n'arrivent même pas à s'entendre entre elles :

La Conferencia Mundial sobre la Mujer, organizada por las Naciones Unidas y clausurada recientemente en Copenhague, ha confirmado una polémica que ya es tradicional en los movimientos de mujeres la eterna disputa sobre si puede considerarse la lucha por la liberación femenina sobre la base de una realidad social y económica establecida o si, por el contrario, es absolutamente indispensable transformar primero esas condiciones de vida y, a partir de ahí, comenzar la trayectoria concreta por mejorar el tratamiento dado a las mujeres en relación a su sexo<sup>45</sup>.

En filigrane se dessine le stéréotype de la femme querelleuse que le journal utilise pour décrédibiliser le mouvement. Néanmoins, il nuance en montrant qu'à l'échelle mondiale, les militantes ne sont pas les seules coupables de ce qu'il juge comme l'inefficacité de leurs actions. En effet, pour *El País*, de nombreux États – il ne mentionne pas l'Espagne – manipulent le

---

<sup>43</sup> *Ibid.*

<sup>44</sup> RADCLIFF Beth. La historia oculta y las razones de una ausencia: la integración del feminismo en las historiografías de la transición. In : GONZÁLEZ RUIZ, GUTIÉRREZ LÓPEZ, MARTÍNEZ TEN (éd.), *op. cit.*, p. 53-70, p. 56.

<sup>45</sup> Éditorial Mujeres en Copenhague. *El País*. 3 août 1980.

féminisme à des fins politique. En ce sens, il déclare que, lors du sommet de Copenhague, derrière les clivages autour des mesures à prendre pour améliorer le sort des femmes se dissimulent en réalité des affrontements politiques :

Durante diecisiete días, las 1.010 mujeres y los 307 hombres que han integrado las 145 delegaciones oficiales enviadas en representación de los países miembros de la ONU han debatido la “cuestión palestina”, bajo la arenga de la en otro tiempo secuestradora de aviones Laila Jhaled; las magnificencias del Islam y el imán Jomeini; el golpe militar de Bolivia; el posible secuestro de la señora Sadat; el enfrentamiento soviético-norteamericano; la invasión de la Camboya de Pnom Penh, y el *apartheid* de África del Sur<sup>46</sup>.

Quant aux militantes, elles participent à ce jeu de dupes, parfois à contrecœur, le journal évoquant la « estrecha vigilancia de los respectivos Gobiernos sobre las mujeres enviadas a Copenhague »<sup>47</sup>. À l'échelle internationale, les féministes sont donc doublement impuissantes puisqu'elles sont bloquées par leurs polémiques internes – comme c'est le cas au niveau national, en Espagne – mais également manipulées au nom d'enjeux géopolitiques et diplomatiques. Or, *El País* s'agace de cette incapacité à agir :

El desarrollo de esta conferencia no ofrece, por tanto, síntomas inequívocos que posibiliten la ruptura del aparente callejón sin salida en que se halla el movimiento feminista a escala mundial, y que, por interesadas manipulaciones, transforman estos encuentros en imágenes distorsionadas que rozan los límites de lo grotesco<sup>48</sup>.

Ainsi, les féministes font elles-mêmes échouer leur cause en se fourvoyant dans de continuelles querelles de clocher alors même qu'elles devraient faire front pour empêcher les manipulations politiques et atteindre leurs objectifs. Le journal les présente donc comme les membres d'un mouvement devenu inopérant.

Dans la même logique, *El País* minimise l'influence des militantes espagnoles dans le débat sur l'avortement. Symboliquement, il les exclue du « vouloir collectif »<sup>49</sup> en suggérant que leur mobilisation n'est qu'anecdotique dans la lutte pour la dépénalisation. Il publie en effet deux éditoriaux consacrés à la réouverture du procès de Bilbao en juin 1981. Le premier se contente d'évoquer les violences policières en réponse aux enfermements volontaires pour

---

<sup>46</sup> *Ibid.*

<sup>47</sup> *Ibid.*

<sup>48</sup> *Ibid.*

<sup>49</sup> L'expression est empruntée à Gérard Imbert, IMBERT, in : IMBERT, VIDAL-BENEYTO (coord.), *loc. cit.*

souligner la tension qui entoure le procès : « lo más grave del desalojo a bofetadas de las feministas madrileñas es precisamente el motivo de su encierro: el juicio que se cierra el martes sobre las presuntas abortistas de Bilbao »<sup>50</sup>. Ici, *El País* invite d'ailleurs le lecteur à ne pas centrer son attention sur le sort des militantes mais sur celui des accusées. Il évoque aussi dans l'article « los que lo defienden [el aborto] », périphrase qui suggère que les féministes ne sont pas les seules à soutenir la dépénalisation. Dans l'éditorial du 17 juin, le journal élude même complètement leur existence. Il ne les mentionne à aucun moment<sup>51</sup>. Ainsi, *El País* en tant qu'institution n'offre plus de tribune aux mobilisations féministes. Il informe encore de leur activité dans ses articles mais tend à les ignorer dans ses éditoriaux. De plus, on constate que le journal amalgame toutes les militantes sous le même substantif « feministas » alors même qu'il connaît les différences idéologiques qui séparent les associations<sup>52</sup>. Cette tendance à unifier artificiellement tous les courants sous une même bannière peut traduire la lassitude du journal envers les excès et l'inefficacité stratégique des militantes. *El País* recherche la facilité informative et ne fait plus d'effort pour être précis. Une seconde explication, complémentaire à la première, renvoie à l'évolution même du mouvement féministe : au fil des mois, seules les « radicales » sont parvenues à conserver une relative visibilité médiatique. Les féministes de parti, les femmes des associations de voisins et celles de collectifs de mères au foyer n'existent presque plus dans l'espace médiatique. Les premières ont été remplacées par les hommes de leur parti puisqu'au début des années 1980, au sein des formations de gauche, ce ne sont plus les militantes « de base » mais les leaders qui s'expriment publiquement sur les problématiques féminines. Quant aux associations de voisins, elles ont quasiment disparu. Enfin, les groupes de femmes au foyer ne soutiennent pas la dépénalisation de l'avortement, c'est pourquoi *El País* ne les assimile plus au féminisme<sup>53</sup>. Ainsi, il convient de nuancer : certes, le journal a perdu l'envie de s'attarder sur les subtilités de chaque association, néanmoins ces subtilités sont également en train de disparaître, à l'instar des groupes qui les portaient.

Le dernier éditorial consacré aux militantes sur la période étudiée paraît à l'occasion du 8 mars de l'année 1982. *El País* revient alors sur l'histoire du féminisme depuis le début du

---

<sup>50</sup> Éditorial Palos en Madrid, Proceso en Bilbao. *El País*. 14 juin 1981.

<sup>51</sup> Éditorial Juicio aplazado. *El País*. 17 juin 1981.

<sup>52</sup> Lui-même explicite les différences entre féminisme de parti et féminisme radical dans son éditorial du 14 septembre 1977 (La trivialización..., art. cit.). De même, le « Diccionario de grupos feministas » réalisé par Bel Carrasco identifie, dès février 1977, pas moins de quatorze associations.

<sup>53</sup> Au début des années 1980, c'est la réforme du Code civil permettant le divorce qui est au cœur de l'actualité. Toutefois, cela ne signifie pas que le sujet cristallise les débats. En réalité, après la promulgation de la Constitution, il n'est plus tellement question de savoir s'il faut légaliser le divorce ou non, mais plutôt de décider sous quelles conditions le faire. Cette question n'oppose pas fondamentalement les féministes radicales aux associations de femmes au foyer. À l'inverse, l'avortement est une problématique bien plus clivante.

siècle jusqu'aux années 1980 pour terminer sur les courants nationaux. Les crispations liées aux campagnes de 1979 et 1981 semblent s'être dissipées. Le journal ne condamne plus le féminisme espagnol mais il en propose un jugement très nuancé. Il estime que « tiene todavía en nuestro país un largo camino por delante »<sup>54</sup>. Cette réflexion peut renvoyer à la fois à l'immatunité d'un mouvement qui doit encore se consolider mais aussi au travail qu'il lui reste à accomplir au vu de la situation des citoyennes espagnoles. Par ailleurs, il regrette que les hommes soient exclus du mouvement : « frente a quienes sugieren, o proponen – desde el interior mismo del propio movimiento feminista – que los hombres son sus peores enemigos, habrá que decir y repetir que pueden ser también sus mejores aliados »<sup>55</sup>. Cette réflexion est significative et peut expliquer le rejet d'*El País* envers les militantes. Leur obstination à repousser les hommes lui semble absurde. Un an auparavant, l'écrivaine Esther Tusquets adressait un reproche similaire aux militantes depuis une tribune de *La Vanguardia* : « sea cual sea mi grado de feminismo, no participaré en ningún género de actividad o militancia de la que los varones sean a priori excluido »<sup>56</sup>.

En conclusion, la position officielle des journaux confirme ce que suggérait leur cadrage de la thématique féministe. Plutôt que d'attaquer les militantes, *La Vanguardia* élude presque totalement leur rôle. L'activisme féministe n'a pas d'existence officielle pour lui. La seule mention concrète du mot « féminisme » le présente – en à peine quelques mots – comme une mode indument imposée par la gauche grâce à l'argent du contribuable. Pour le reste, *La Vanguardia* délégitime le mouvement en faisant le choix du silence. Quant à *El País*, il participe à ériger les symboles féministes – par exemple, la date du 8 mars – et à en expliquer les revendications mais, en parallèle, au fil des années, il estompe le protagonisme des militantes dans l'évolution du statut et du rôle des femmes en Espagne. Il est donc favorable au *feminismo* mais de plus en plus hostile envers les *feministas*.

Au-delà des éditoriaux, les journaux ont aussi à leur disposition d'autres moyens d'exprimer des jugements, cette fois plus officieux. Par exemple, les choix éditoriaux (notamment celui des titres, des angles et de l'emplacement des textes) ont le pouvoir de modeler l'image des féministes. De même, faire appel à des chroniqueurs permet d'encourager un point de vue que le journal ne saurait assumer. La presse peut arguer que ces derniers sont libres de leurs opinions et que ce qu'ils écrivent ne reflète qu'un avis personnel. Toutefois – et

---

<sup>54</sup> Éditorial El Día de la Mujer trabajadora. *El País*. 9 mars 1982.

<sup>55</sup> *Ibid.*

<sup>56</sup> TUSQUETS Esther. Wajda: Una cine libre, feminista, universal. *La Vanguardia*. 11 janvier 1981, p. 6. Le chroniqueur Félix Pujol glisse la même réflexion au cours d'une interview avec María José Ragué : PUJOL Félix. María José Ragué, una feminista explotada. *La Vanguardia*. 25 mars 1981, p. 27.

tout particulièrement dans le cas des signatures quotidiennes – les chroniqueurs partagent une proximité idéologique avec le titre pour lequel ils écrivent. Par leur truchement, le quotidien peut dire sans dire, exposer un avis sans en endosser la responsabilité et, s’il essuie une critique, plaider la liberté d’expression de sa rédaction. Certaines formes journalistiques sont d’ailleurs propices aux discours plus subtils et au double-sens. C’est le cas des billets d’humeur ou des représentations iconographiques. Nous nous intéresserons donc à l’opinion des journaux en dehors des éditoriaux, dans un premier temps à travers les discours parallèles produits par les chroniqueurs – en particulier par Noel Clarasó et Francisco Umbral car ils possèdent leur propre chronique, ce qui suggère que leur avis est important dans la ligne de chaque journal – puis par les choix éditoriaux des deux quotidiens.

## **VI. 2. Les journaux tiennent-ils un discours parallèle à leur position officielle ?**

### **VI. 2. A. Les chroniqueurs de *La Vanguardia* contre la transformation de l’Espagne prônée par les féministes**

Sur la période étudiée, *La Vanguardia* publie 268 articles faisant référence aux militantes. Dans quarante-cinq d’entre eux, l’auteur exprime un avis à leur sujet. Dans presque les trois quarts des cas, l’avis est défavorable, une proportion en cohérence avec la ligne officielle du journal<sup>57</sup>. Les rédacteurs d’opinion rejettent les valeurs morales et l’influence politique des féministes. Ils leur reprochent de vouloir transformer la société.

Tout d’abord, les féministes sont présentées comme dangereuses pour la tradition catholique espagnole. *La Vanguardia* ne peut pas témoigner officiellement de son attachement aux valeurs religieuses car, pour être crédible il ne doit pas prêter le flanc à des accusations de parti-pris ou de prosélytisme. Toutefois, plusieurs indices prouvent sa relation privilégiée avec l’Église, par exemple, l’existence de la rubrique *Religión* qui, de surcroît, ne se consacre qu’au catholicisme. En outre, certains rédacteurs d’opinion expriment leur foi sans détour. C’est bien

---

<sup>57</sup> Sur les quarante-cinq articles dans lesquels l’opinion est clairement exprimée, trente-trois sont contre les féministes et douze sont pour.

sûr le cas du cardinal-évêque de Barcelone Narciso Jubany qui signe régulièrement des textes dans le quotidien mais aussi d'autres signataires comme Noel Clarasó qui en 1976 écrit « cristiano he sido siempre »<sup>58</sup>. Régulièrement, les auteurs de *La Vanguardia* attaquent les féministes sur ce terrain. Ils les accusent de menacer les valeurs traditionnelles chères au catholicisme, notamment l'importance de la famille comme unité de base de la société espagnole. Par exemple, ils dénoncent la pression qu'elles exercent sur le gouvernement afin d'obtenir une loi de divorce rapide et sans coupable. En effet, *La Vanguardia* s'est officiellement rangé derrière la nécessité de légaliser le divorce mais ses chroniqueurs et journalistes d'opinion sont nombreux à se positionner contre une procédure « facile » voire contre la notion même de divorce<sup>59</sup>. Ils reprochent aux activistes de vouloir détruire la famille.

Par exemple, Noel Clarasó explique : « ruego que nadie piense, por lo que diré a continuación, que en el tema “matrimonio” tengo ideas subversivas. No, no. En nuestra civilización cristiana la fidelidad es condición que, en el matrimonio, garantiza la convivencia feliz »<sup>60</sup>. Le choix de l'expression « idées subversives » ramène le lecteur à une rhétorique franquiste, ce qui est déjà révélateur de la façon conservatrice de Clarasó d'aborder les changements sociaux. Cet extrait vient d'une tribune publiée en 1980 et intitulée « Fidelidad ». Ces deux éléments suggèrent que l'auteur fait référence aux débats autour du divorce. Pour lui, il n'est pas acceptable de rompre le mariage car ce serait est une menace pour l'harmonie sociale. C'est également ce qu'explique José María Vía dans « La familia, reducto de la libertad »<sup>61</sup>, publié un an plus tôt. Dans cet article, le journaliste déplore la déchéance des valeurs familiales dans le monde :

A la familia [...] le pasa, por lo menos, que los divorcios más o menos legales o camuflados y las separaciones aumentan a ojos vista. [...] Le pasa que las “relaciones prematrimoniales” sin ningún compromiso de futuro parecen a muchos casi plenamente normales desde cualquier punto de vista. Le pasa finalmente que de manera acelerada el mismo matrimonio como institución es devaluado cada día más en ciertos ambientes. En las grandes ciudades y en los medios universitarios y de profesiones liberales, los llamados “matrimonios a prueba” o temporales no parecen ya un fenómeno marginal o secundario sin relevancia sociológica<sup>62</sup>.

---

<sup>58</sup> CLARASÓ Noel. Avanzadillas. *La Vanguardia*. 12 février 1976, p. 70.

<sup>59</sup> Par exemple, dans l'éditorial Cuestiones previas a un debate. *La Vanguardia*. 4 mars 1980, p. 5. Dans la troisième partie de la thèse, nous verrons qu'une des raisons de ce refus est la confusion qu'il existe encore à l'époque entre le droit civil et le droit canon.

<sup>60</sup> CLARASÓ Noel. Fidelidad. *La Vanguardia*. 6 septembre 1980, p. 41.

<sup>61</sup> VIA J. M. La familia, reducto de libertad. *La Vanguardia*. 18 mai 1979, p. 35.

<sup>62</sup> *Ibid.*

Il explique ensuite que dans de nombreux pays comme la France ou l'Allemagne, non seulement l'Église mais aussi des associations laïques s'organisent pour sauver la famille traditionnelle. Alors, il regrette que cela ne soit pas le cas en Espagne, notamment à cause des militantes féministes qui, selon lui, ont envahi le discours politique de l'extrême gauche : « cuando uno lee a ciertos prohombres del marxismo español repetir los esloganes de los grupos más radicales del “feminismo” o de los “gays”, comprende que en esto, como en otras cosas, España sigue siendo diferente »<sup>63</sup>. Le journaliste soulève ici plusieurs aspects de la question. Pour lui, non seulement les féministes détruisent les valeurs morales espagnoles mais les représentants politiques soutiennent et médiatisent leurs positions les plus « radicales ». À travers cette remarque il attaque les partis de gauche et d'extrême gauche jugés irresponsables. Ce reproche fait écho à la critique de *La Vanguardia* envers la mairie de Barcelone dans l'éditorial « El ruido municipal » et souligne une nouvelle fois la distance du quotidien envers la gauche. José María Vía dénonce la collusion entre les militantes et les représentants politiques qui se seraient alliés afin de détruire l'Espagne traditionnelle. Face à cette situation, il pousse le lecteur à réagir : les autres démocraties européennes défendent la famille contre les féministes, donc les citoyens Espagnols devraient faire de même. Noel Clarasó comme José María Vía présentent donc les activistes comme des personnes dangereuses pour les valeurs espagnoles, une critique générale sur le manque de moralité des militantes qui se couple à des attaques politiques.

De plus, certains chroniqueurs affirment que la prétendue entente entre militantes et partis de gauche réduit au silence le reste de la société, en d'autres termes, ils accusent les féministes de monopoliser le discours politique alors même qu'elles ne représentent qu'une minorité de citoyens<sup>64</sup>. Par exemple, Néstor Luján revient sur une manifestation réunissant trois cents mille veuves afin de protester contre le ministère de la Culture parce que, selon elles, ce dernier « se hace eco y respalda a los grupos feministas como única imagen de la mujer española »<sup>65</sup>. Dans son article, Luján met alors en garde les militantes :

muy a menudo, el exceso de publicidad se suscita por las extravagancias de los conceptos expresados y que son aprovechados por el instinto periodístico, o por unas posibilidades económicas que no responden a una real fuerza sobre la opinión de un país. Los peligros que se corren al calibrar excesivamente la propaganda ya sea de las feministas o de cualquier otro movimiento sonado y extremo es el de exagerar

---

<sup>63</sup> *Ibid.*

<sup>64</sup> Là encore, les journalistes font échos à l'éditorial « El ruido municipal ».

<sup>65</sup> LUJÁN Néstor. Las realidades del feminismo. *La Vanguardia*. 4 Juin 1978, p. 7.



sus auténticas posibilidades. En una democracia sólo los votos cuentan y sólo pesan las opiniones de quienes fueron elegidos por mayoría en las urnas<sup>66</sup>.

Dans sa tribune, il explique que les revendications féministes sont illégitimes car elles ne correspondent à aucune demande sociale. Les citoyens espagnols n'en veulent pas. Néstor Luján réalise un parallèle avec le courant français :

Sobre el movimiento "Choisir" y sobre las atrocidades que madame Halimi, minuciosa y trascendental, expresaba en sus discursos, entrevistas y escritos corrió más tinta que sobre la mayoría de partidos políticos. Parecía efectivamente que el movimiento "Choisir" era cosa considerable y que iba a conmocionar las elecciones. Llegaron éstas y todo se fue en humo<sup>67</sup>.

Ici, il explique que la forte couverture médiatique dédié au féminisme français ne lui a été d'aucune utilité pour gagner l'assentiment de la population et prédit le même destin au mouvement espagnol puisqu'il estime que le féminisme n'est qu'une mode, l'expression artificielle d'une prétendue modernité qui ne représente personne.

Noel Clarasó lui aussi insiste sur le caractère hors-sol et préfabriqué d'un mouvement « venu d'ailleurs ». Il cite par exemple le rapport Hite<sup>68</sup>, une étude réalisée aux États-Unis et dont les résultats sont repris non seulement par les féministes mais également par la presse espagnole<sup>69</sup>. Clarasó remet en question ses conclusions car elles ne résultent que de trois mille témoignages, un nombre qui, selon lui, ne peut refléter l'opinion de toute la population féminine des États-Unis. Cet argument réfutable<sup>70</sup> s'accompagne également d'une critique *ad hominem* à l'encontre de Shere Hite. En effet, sous couvert de retranscrire les propos d'un journaliste, Noel Clarasó présente la chercheuse comme une personne peu féminine puisqu'elle possède « un pecho francamente irrisorio ». Il la décrit aussi comme quelqu'un qui sort peu et qui n'a pas beaucoup d'interactions sociales : « su piel es blanca, como traslúcida », « se ve que este

---

<sup>66</sup> *Ibid.*

<sup>67</sup> *Ibid.*

<sup>68</sup> En 1976, l'historienne et militante féministe Shere Hite publie un rapport sur la sexualité des citoyennes étatsuniennes. La chercheuse envoie d'abord des milliers de questionnaires par la poste puis en analyse statistiquement les réponses. Son rapport présente les résultats obtenus.

<sup>69</sup> Par exemple : CRUZ Juan. Los dátiles. *El País*. 30 novembre 1977.

<sup>70</sup> Cet argument n'est pas légitime. En effet, dans les années 2000, les grands instituts de sondage français interrogent par exemple autour d'un millier de personnes lors de leurs études. COMBESSIE. Jean-Claude. *La Méthode en sociologie*. Paris : La Découverte, 2007 (1<sup>ière</sup> éd. 1996), 124 p. (Repères), p. 45. En revanche, la question que Clarasó ne soulève pas et qui pourrait poser un problème est celle de la représentativité de l'échantillon choisi puisque Shere Hite envoie les questionnaires par la poste et ne sait pas, à l'avance, qui lui répondra.

verano no ha tomado el sol »<sup>71</sup>. Les critiques renvoient davantage à la personnalité et au mode de vie de la chercheuse qu'à ses résultats. Elles donnent à entendre que le rapport Hite est le fruit d'une féministe aigrie. Or, même s'il est vrai que Shere Hite milite pour les droits des femmes, cela ne l'empêche pas d'être qualifiée professionnellement pour écrire sur le sujet puisqu'elle détient une maîtrise d'histoire de l'université de Columbia. Clarasó présente ici l'activisme de Shere Hite comme un féminisme aseptisé, un féminisme pseudo-intellectuel qui ne représente pas les Étatsuniennes et encore moins les Espagnoles.

Aussi, comme pour rétablir la vérité de ce que signifie vraiment le féminisme, un mot que les militantes auraient injustement accaparé, le chroniqueur en propose sa propre définition. Dans un billet de mai 1979, il rapporte ce qu'un membre de son groupe d'amis aurait raconté :

Y en demostración de nuestro feminismo español nos contaba una escena de una obra teatral del poeta Eduardo Marquina [...]. El caballero Diego de Acuña de Carvajal, al final del segundo acto, se ofrece como prisionero y rompe su espada para salvar con este gesto a dos enamorados. Y le dice a la mujer:

– ¡España y yo somos así señora!

Frase que resume muy bien el valiente y gallardo feminismo de nosotros los españoles<sup>72</sup>.

Une nouvelle fois, le féminisme se mêle à l'idée d'identité nationale. Ici, Noel Clarasó oppose un féminisme propre au pays, « nuestro feminismo español », à ce que l'on suppose être un féminisme « étranger ». Ce féminisme venu d'ailleurs est celui que les militantes seraient en train d'importer en Espagne. Le ton patriotique de l'extrait est d'ailleurs frappant et peut suggérer que, tel le général Diego de Acuña de Carvajal, Noel Clarasó va défendre, non pas un couple, mais sa patrie face à une fausse conceptualisation du féminisme.

De fait, cette pièce est connue pour mettre à l'honneur le patriotisme de son héros<sup>73</sup>, notamment grâce à la réplique suivante, encore célèbre aujourd'hui<sup>74</sup> : « Por España / y el que quiera defenderla, / honrado muera. / Y el que traidor la abandone, / no tenga quien le perdone, / ni en tierra santa cobijo, / ni una cruz en sus despojos, / ni las manos de un buen hijo / para cerrarle los ojos »<sup>75</sup>. La référence choisie par Noel Clarasó n'est donc pas fortuite. Elle suggère

---

<sup>71</sup> CLARASÓ Noel. Informes. *La Vanguardia*. 16 octobre 1977, p. 92.

<sup>72</sup> CLARASÓ Noel. Feminismos. *La Vanguardia*. 17 mai 1979, p. 85.

<sup>73</sup> En réalité, dans l'œuvre, Diego de Acuña de Carvajal choisit l'amour pour les êtres chers avant l'amour pour la patrie. Ce n'est pas ce que le public, au fil des années, a retenu de la pièce.

<sup>74</sup> En 2018, le parti politique Vox reprend ces mêmes vers, ce qui est révélateur des valeurs nationalistes qui leur sont attribués. RAMÍREZ Daniel. Vox recupera el brindis de los tercios de Flandes: "que el traidor a España no encuentre perdón". *El Español*. 16 octobre 2018.

<sup>75</sup> MARQUINA Eduardo. *En Flandes se ha puesto el sol*. Madrid : Biblioteca Renacimiento, 1911, 204 p. L'œuvre est jouée pour la première fois en 1909.

qu'il faut sauver l'Espagne contre les attaques – et ici, les influences – étrangères dont une des incarnations est le féminisme militant. D'ailleurs, face à cette idéologie extérieure qui cherche à envahir sa patrie, Noel Clarasó brandit sa propre définition du féminisme. Or, elle est l'exact inverse de la définition usuelle puisqu'ici, il n'est nullement question d'émancipation : la femme dépend de l'homme et n'a même pas de rôle dans l'histoire. Dans cette anecdote, l'homme est acteur et la femme, spectatrice. Ainsi, Clarasó veut défendre ce « féminisme ibérique » contre les militantes qui, elles, cherchent à imposer un autre modèle venu de l'étranger. Par extension, il est possible de lire chez le chroniqueur une certaine appréhension face au processus de Transition en lui-même car transformer le pays afin qu'il puisse rivaliser avec les grandes puissances mondiales peut aussi l'amener à perdre sa propre identité. Les féministes, à l'instar de certains acteurs publics, menaceraient donc le pays car elles profiteraient du processus de démocratisation pour imposer des normes et des valeurs qui dénatureraient la société espagnole, celle de l'Espagne « d'avant », une Espagne qui, durant presque quarante années de dictature, a combattu les conceptions socialistes et communistes du monde. Pour Clarasó, ce sont ces options politiques qui, insidieusement, sont en train d'infiltrer la société à travers les militantes.

Finalement, les chroniqueurs de *La Vanguardia* présentent les militantes comme une menace sociale et politique qui chercherait à modeler l'Espagne selon ses critères non seulement minoritaires mais également venus d'ailleurs. Par cette critique sous-jacente le journal montre aussi sa façon de concevoir l'évolution sociale. À son sens, un petit groupe ne devrait pas imposer ses valeurs à toute une population. C'est cette dernière qui, à son rythme devrait – si elle le souhaite – modifier ses traditions. Sur le plan moral, il ne faut donc pas chercher à dicter de nouvelles normes. À l'inverse, on l'a vu, *El País* encourage les revendications féministes sans s'interroger sur leur représentativité. Le fait que les Espagnols adhèrent ou pas à certains changements n'est pas envisagé par le journal qui se limite à exprimer ses propres critères sur ce qui convient ou non au pays. Ainsi, le discours des journalistes d'opinion de *La Vanguardia* ne contredit pas son discours officiel mais laisse entrevoir, derrière l'animosité, la crainte de perdre l'Espagne authentique. Le discours des signatures d'opinion d'*El País*, notamment celui de Francisco Umbral, va lui aussi plus loin que la position officielle du journal car non seulement ils regrettent les choix stratégiques des militantes, mais ils expriment également un sentiment d'amertume qui ne transparaît pas dans les éditoriaux.

## VI. 2. B. L'amertume des chroniqueurs d'*El País*

En effet, les auteurs d'*El País* soutiennent et à la fois critiquent les féministes. Leurs reproches envers elles sont plus cassants et personnels que dans les éditoriaux. Ainsi, Francisco Umbral souhaite la libération des mœurs et s'intéresse au mouvement. Il est au fait de son actualité et de ses préoccupations. Par exemple, il connaît les groupes de *self-help* et le travail de Leonor Taboada :

El otro día me llama Leonor Taboada desde Palma de Mallorca:

– ¿Passa contigo, tío? No haces más que largar de mí.

Bueno, parece que la feminista, que estuvo hace poco en Madrid, enseñando a las madrileñas a mirarse por dentro con un espejito, ha perdido acento argentino y ganado acento irónico con los años. Eso me gusta<sup>76</sup>.

En septembre 1978, il mentionne également la tenue des Jornadas de la Condición Femenina<sup>77</sup>. Comme les éditoriaux de la première période d'*El País*, ses textes participent donc à médiatiser et généralement à soutenir les actions féministes. Par exemple, lorsque l'ADM et la Asociación de Mujeres Separadas s'installent illégalement dans la basilique San Miguel de Madrid en décembre 1977<sup>78</sup>, il les cite dans deux textes, publiés à trois jours d'intervalle. Il leur assure alors son soutien et critique l'Église :

les quiero decir a las feministas lo que ya les he dicho: que no hay actitudes individuales que denunciar, sino una actitud social, histórica, que es la de la Iglesia, con todos los tabúes secundarios [...]. Pero ellas ya están orientadas, y la prueba es que van a encerrarse o se han encerrado ya en sagrado. O sea, que corto porque voy a encerrarme con ellas<sup>79</sup>.

Toutefois, l'adhésion du romancier à la vague féministe est conditionnelle. Il rejette certaines postures et manières de concevoir la lutte. Pour lui, seul le féminisme par l'action est valide. Les « bonnes » féministes sont celles qui agissent, celles qui revendiquent leur droit à vivre comme bon leur semble, quitte à bousculer les mentalités. Pour Umbral, l'Espagne a besoin d'exemples, de personnalités qui brisent les codes, pas de théoriciennes. Le féminisme ne doit pas se focaliser sur le genre mais sur la participation des femmes à la vie publique. Le

---

<sup>76</sup> UMBRAL Francisco. Maribel Atiénzar. *El País*. 11 juillet 1978, p. 25.

<sup>77</sup> UMBRAL Francisco. Las jais. *El País*. 14 septembre 1978.

<sup>78</sup> Voir II. 2. B. 1981 : La légalisation du divorce.

<sup>79</sup> Umbral Francisco. Feministas. *El País*. 7 décembre 1977, p. 28.

romancier prône un mouvement non pas intellectuel mais actionnel et politique, un féminisme concret, à l'instar de celui incarné par Carmen Díez de Rivera ou de l'actrice María Asquerino. Cette dernière est une inspiration pour les femmes, justement car elle ne revendique rien mais que, grâce à son travail, elle excelle dans son domaine. En 1978, Umbral écrit :

Siempre, aunque ella no lo sepa, la he puesto como ejemplo de fémina sin feminismo, de mujer que ha empezado por hacerse un hombre y un nombre, que se ha independizado sin proclamas, en la guerra como en la guerra, en el amor como en el amor, y digo que si todas hicieran como ella, más trabajo vocacional y menos congresos, más vocación trabajadora y menos asambleas, ya tendríamos resuelto el problema de la mujer en España. [...] Todos los días salen en este periódico cartas abiertas dándole vueltas al rollo del feminismo. Una mujer emancipada –y podría dar otros nombres y apellidos– empieza a emanciparse por el trabajo<sup>80</sup>.

Selon le romancier, certaines féministes, des féministes en quelque sorte « dévoyées », ne libèrent pas la société, au contraire, elles imposent leurs théories. Cette rigueur ne lui plaît guère puisqu'elle remet en question son art de vivre et sa relation aux femmes. Les activistes sont donc pour lui des « gorgonas »<sup>81</sup>, des « fanáticas »<sup>82</sup> dépourvues de sens de l'humour. Le désamour entre le chroniqueur d'*El País* et les militantes féministes est réciproque.

Sa tribune se fait d'ailleurs l'écho de leurs attaques mutuelles. Par exemple, en octobre 1976, il fait référence à *Vindicación Feminista* en ces termes : « hay una revista de vindicaciones femeninas que me ha puesto una esquila, sin duda por macho, machista y discriminador »<sup>83</sup>. Pour Umbral, les autrices de ce magazine discriminent les femmes qui ne correspondent pas à leur modèle. C'est le cas de Lola Flores. Dans une chronique, il la met en garde : « como la cojan a usted por banda las de la vindicación femenina esa, que son el rayo que no cesa [...], la van a lapidar a usted »<sup>84</sup>. En réalité, le mensuel représente tout ce qu'Umbral abhorre : la victimisation et la théorisation. Pour le romancier – sensible aux valeurs du PCE – les activistes de *Vindicación* n'œuvrent pas à l'émancipation de toutes, au contraire, elles ne s'adressent qu'à la bourgeoisie intellectuelle, une bourgeoisie coupée du monde réel. Elles ne peuvent que demeurer dans un vain entre-soi : « las chicas de servir han sido las primeras

---

<sup>80</sup> UMBRAL Francisco. María Asquerino. *El País*. 24 mars 1978, p. 14. Remarquons au passage qu'Umbral lui confère le statut d'homme – « una mujer que ha empezado por hacerse un hombre y un nombre » –, signe de son admiration.

<sup>81</sup> Dans UMBRAL Francisco. Nuria Espert. *El País*. 2 février 1977, p. 21, il écrit : « –Porque tú eres un machista y un reprimido– me dice el coro de las progres, hechas unas gorgonas ».

<sup>82</sup> Dans UMBRAL Francisco. Madre no hay más que una. *El País*. 4 juillet 1978, p. 25, il écrit : « Nora es una cosa inencontrable: una feminista con sentido del humor. Una irónica en el reino de las fanáticas ».

<sup>83</sup> UMBRAL Francisco. Malmaridada. *El País*. 9 octobre 1976, p. 27.

<sup>84</sup> UMBRAL Francisco. Lola Flores. *El País*. 1 mars 1977, p. 23.

emancipadas y liberadas de este país, aunque no las saquen en *Vindicación femenina*, que al fin y al cabo es una revista para intelectuales [*sic*] y bachilleras, mujeres sabias y demás *moliéres* [*sic*] »<sup>85</sup>.

Ainsi, Francisco Umbral s'exaspère du comportement d'une partie des militantes. Ses réflexions mettent à jour de possibles erreurs stratégiques de la part de certaines. En effet, le romancier se montre souvent misogyne dans sa rubrique, mais il est d'accord avec les revendications. Il est favorable à l'accès à la contraception, à la dépénalisation de l'homosexualité et de l'adultère, à une loi sur le divorce et accepte aussi l'avortement comme ultime recours. Il porte en lui le machisme de son époque mais il est ouvert à la libéralisation des mœurs. Lui aussi est un *progre* de la Transition. De fait, en octobre 1979, à l'occasion du procès des « onze de Basauri », il fait partie des 1200 hommes à avoir signé le manifeste en faveur de la dépénalisation de l'avortement publié dans la presse<sup>86</sup>. Par conséquent, si un secteur du mouvement féministe – en l'occurrence le secteur radical, celui qui s'est chargé de théoriser les demandes – n'est pas parvenu à le convaincre, c'est peut-être parce que les militantes n'ont pas choisi la stratégie la plus efficace. L'essoufflement de l'activisme féministe et les critiques qu'il essuie viennent en partie de son échec à rallier les hommes. De fait, un mouvement qui exclue la moitié de la population ne saurait être très populaire. Ainsi, derrière les attaques d'Umbral envers les féministes on peut lire une sorte d'agacement voire d'amertume.

C'est également ce qui émane de cet extrait d'une tribune d'Antonio de Senillosa à propos de la littérature féminine :

¿Confesaré que me place leer esa literatura femenina intimista y a menudo impúdica? No me importa que algunas veces –pocas– desprendan un tufillo sectario. Las mujeres feministas, por muy radicales e injustas que puedan llegar a ser, no consiguen irritarme; en cambio, soy menos paciente con los hombres feministas que detestan esa realidad concreta y entrañable que es la mujer y pretenden convertirla en algo abstracto e inexistente<sup>87</sup>.

---

<sup>85</sup> UMBRAL Francisco. El miniporno. *El País*. 25 mars 1977, p. 24.

<sup>86</sup> Plus précisément, *Diario 16* affirme que les signataires sont environ mille alors qu'*El País* les estime à environ mille deux-cents. Il y a donc deux-cents signatures de différence. Peut-être ces quotidiens n'ont-ils pas eu accès au document complet ou bien n'ont-ils pas disposé d'assez de temps pour faire le décompte avant d'envoyer leur édition du jour à l'impression. Mil doscientos hombres reconocen haber prestado su ayuda para un aborto voluntario. *El País*. 26 octobre 1979 et Mil españoles afirman haber ayudado a un aborto. *Diario 16*. 26 octobre 1979.

<sup>87</sup> La tribune paraît à l'identique dans *El País* et *La Vanguardia*. SENILLOSA (DE), Antonio. María Casares. *El País*. 30 septembre 1980, p. 11 et SENILLOSA (DE), Antonio. María Casares. *La Vanguardia*. 4 octobre 1980, p. 6.

Ici, De Senillosa souligne les différentes ramifications du mouvement féministe et rejette celles qu'il estime sectaires. L'enjeu pour lui tient à la définition de *la* femme. Il explique que certains hommes soutiennent des théories féministes vides de sens et qui vont à l'encontre de sa propre définition des femmes, de leur « realidad concreta y entrañable ». On retrouve ici le même rejet exprimé par Umbral envers des théories sur le genre développées par certaines militantes, un rejet qui s'accompagne d'une critique envers les hommes qui les encouragent (les figures politiques d'extrême gauche ?). Pourtant, Antonio de Senillosa n'est pas opposé au féminisme et a d'ailleurs démontré son soutien en signant le manifeste des 1200 en faveur de la dépénalisation de l'avortement<sup>88</sup>, ce qui est un geste fort venant d'un député de la coalition de droite CD. Ainsi fait-il part, un an après la signature du manifeste, de sa déception vis-à-vis d'un mouvement qu'il juge parfois « injusto » envers ses alliés masculins.

Les discours d'Umbral et de De Senillosa vont donc plus loin que les éditoriaux d'*El País* car ils dépassent les reproches factuels afin d'exprimer de la lassitude voire de l'amertume envers l'ingratitude des féministes et le manque de pertinence de leurs choix stratégiques. Comme le journal, ce sont des « déçus » du mouvement.

Cette perte d'enthousiasme générale se répercute dans la façon dont le quotidien informe. En effet, entre 1976 et 1977 notamment, il a à cœur d'offrir de la visibilité médiatique aux associations. Il communique alors régulièrement sur la vie interne de chaque groupe (création, programme, débat, organisation...). À titre d'exemple, on pourra citer des articles comme « Programa electoral de la Federación de Organizaciones Feministas », « Presentación de la Federación de Organizaciones Feministas » ou « Presentación de la Unión para la Liberación de la Mujer »<sup>89</sup>. Durant cette période, le journal fait de la pédagogie auprès des lecteurs en leur expliquant le but des campagnes d'émancipation et les subtilités idéologiques de chaque collectif. Ainsi, en février 1977, il publie un article intitulé « Diccionario de grupos feministas » dans lequel la journaliste Bel Carrasco détaille les théories et objectifs de quatorze associations<sup>90</sup>. De fait, selon Ainara Larrondo Ureta, le premier trimestre de 1977 est une période durant laquelle une partie de la presse cherche à comprendre les féministes et leurs revendications<sup>91</sup>. Pour la chercheuse,

---

<sup>88</sup> Mil doscientos..., art. cit.

<sup>89</sup> J. A. E. Programa electoral de la Federación de Organizaciones Feministas. *El País*. 28 janvier 1977, p. 22 ; QUINTÀ Alfons. Presentación de la Federación de Organizaciones Feministas. *El País*. 2 février 1977, p. 21 ; Presentación de la Unión para la Liberación de la Mujer. *El País*. 15 mars 1977, p. 21.

<sup>90</sup> FLM, ADM, MDM, SEMS, Colectivo feminista de Madrid, ou Seminario colectivo feminista. CARRASCO, Diccionario de..., art. cit.

<sup>91</sup> Elle cite en exemple deux articles de *Ya* et *Informaciones*. ARROYO Julia. Los movimientos femeninos se lanzan a la calle. *Ya*. Janvier 1977 et ROSIQUE Francisca. Movimientos Feministas en España. Hay doscientas

Este interés de la prensa responde a la llegada de las elecciones legislativas de junio de ese mismo año y resulta indicativo del carácter político que la prensa confiere a la lucha de las mujeres. La extensión, profundidad y tono de estos textos periodísticos consigue presentar el feminismo como un movimiento en la calle, plural, de creciente fama y envite social<sup>92</sup>.

Il est vrai que, selon Gabriela Cañas, *El País* ne peut faire l'économie de ce sujet. Ses équipes

estab[an] acompasando las ansias de libertad que quería la sociedad y estos temas interesaban. La mayoría de los lectores eran hombres, pero sabíamos que también había muchas mujeres muy potentes en la redacción como Rosa Montero, Sol Gallego-Díaz, Bel Carrasco, Karmentxu Marín... Entonces era algo que estaba ahí y que no podías desechar, a lo que no le podías dar la espalda<sup>93</sup>.

Néanmoins, le journal finit par ne plus informer sur la vie des associations militantes, comme en témoigne la *Figure 8*.

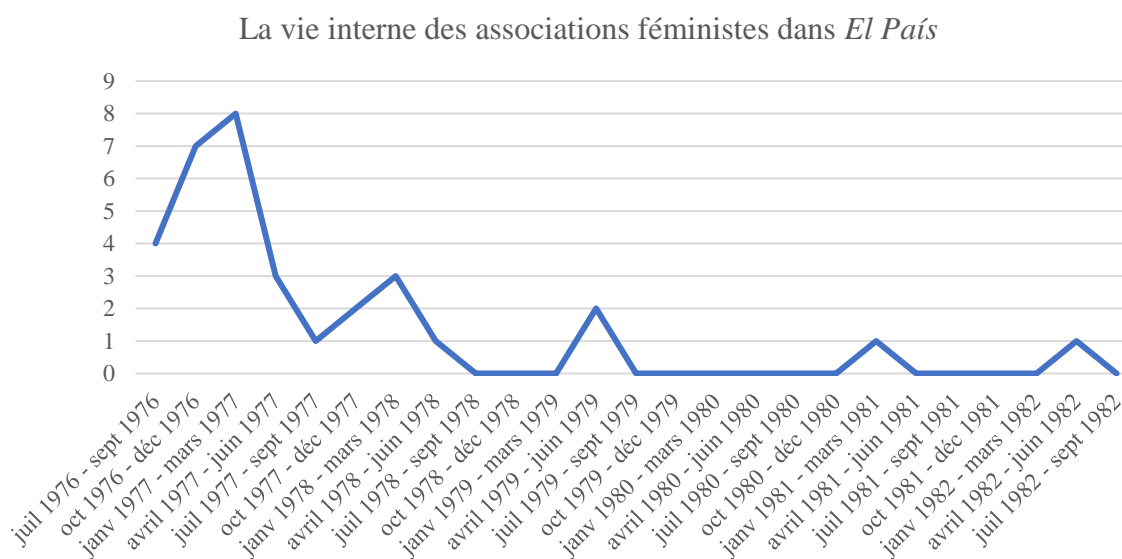


Figure 8 : Évolution du nombre d'articles consacrés à la vie interne des associations féministes dans *El País*, par trimestre entre juillet 1976 et septembre 1982

*El País* s'implique dans la vie politique en collaborant avec une cause comme le féminisme afin que ses revendications puissent être entendues par le plus grand nombre mais

siglas para agruparlos. *Informaciones*. 25 février 1977. LARRONDO URETA, La representación..., art. cit. p. 642-643.

<sup>92</sup> *Ibid*, p. 643.

<sup>93</sup> Entretien avec Gabriela Cañas réalisé en visioconférence, le 1 mai 2019.



le journal finit par se sentir trahi par le comportement de certaines militantes qu'il juge irresponsables. Une nouvelle fois, il se pose en censeur, notamment à travers Umbral, du comportement que devraient respecter les citoyens et, dans ce cas, les activistes. De la même façon que Soledad Becerril ne correspondait pas à son idéal de femme moderne, les féministes espagnoles du courant radical – que le journal finit par désigner comme « las feministas » sans plus de précision – n'incarnent pas ce que pour lui le mouvement devrait être.

En définitive, pour *El País* comme pour *La Vanguardia*, les féministes sont des contremodèles de citoyenneté. Le journal catalan s'oppose à l'idéologie politique et aux valeurs morales qu'elles tentent d'imposer. Pour lui, elles cherchent à briser le mode de vie espagnol. Quant au quotidien madrilène, il ne réprovoque pas le fond des revendications mais leur forme. Selon lui, certains courants gâchent les efforts réalisés par l'ensemble du mouvement ainsi que par les médias et les figures publiques qui le soutiennent. Dans ses éditoriaux, le quotidien conteste le discours et les moyens mis en œuvre par les militantes. À travers ses auteurs, il rejette les excès de théorisation et laisse entrevoir sa déception, une déception qui, peut-être, naît de son échec à façonner, comme il le voudrait, un mouvement qu'il a encouragé. Seulement, les attitudes et discours qu'il rejette ne résultent que de certains courants dits radicaux, ce que le journal ne peut ignorer. Pourtant il choisit de simplifier l'information. À *La Vanguardia*, le phénomène d'uniformisation est similaire même si l'on peut émettre des doutes quant à son intentionnalité. Selon Ainara Larrondo Ureta, la tendance à l'amalgame est commune à la plupart des journaux de l'époque :

comienzan a forjar una idea del movimiento vinculada a determinadas peticiones y acciones subversivas que desafían el orden impuesto. Este concepto mediático resulta una etiqueta homogeneizadora y pone el acento en tres rasgos: la falta de acuerdo de sus integrantes ante un proyecto común, su intransigencia y su descontento, lo que contrasta con la idea de consenso promovida en el contexto del cambio<sup>94</sup>.

Les deux quotidiens se montrent inflexibles avec ce qu'ils considèrent comme des excès des activistes et, dès le début de la période étudiée, participent à marginaliser les militantes.

---

<sup>94</sup> LARRONDO URETA, *La representación...*, art. cit., p. 636.

## **VI. 2. C. Les choix éditoriaux d'*El País* et de *La Vanguardia* participent à la consolidation des stéréotypes sur les féministes**

Durant la Transition, la féministe devient un personnage familier pour les Espagnols. En 1978, lors d'une enquête réalisée par Metra Seis, 22 % des personnes interrogées affirment connaître une féministe et 18 % se déclarent comme telles alors même que la plupart des associations n'a officiellement que deux ans d'existence légale<sup>95</sup>. À mesure que la figure de la militante se popularise, on lui accole une série de caractéristiques. Elle devient un personnage stéréotypé. La presse joue un rôle important dans la médiatisation des militantes mais elle participe également à la création de cette image archétypale qui diffère de la réalité puisqu'elle en exacerbe certaines caractéristiques au détriment d'autres. Par exemple, leur agressivité ou la violence des différents qui les opposent. Ces caractéristiques sont parfois bien réelles mais ne sauraient définir à elles seules la deuxième vague du féminisme espagnol. L'étude des articles collectés dans la base de données montre que *La Vanguardia* et *El País* participent à forger cette représentation simplificatrice, une représentation qui pourrait inciter les lecteurs à marginaliser les féministes. Le quotidien catalan construit et renforce les stéréotypes dans le corps même des articles. Pour le madrilène, la construction archétypale est indirecte. De fait, en première lecture et malgré les critiques qu'il peut leur adresser, *El País* soutient les activistes, même après 1979. Ainsi, entre juillet 1976 et octobre 1982, il publie trente-cinq tribunes d'opinion sur le féminisme. Parmi elles, seize sont favorables aux militantes et seulement sept leur sont opposées<sup>96</sup>. Pourtant, à travers le cadrage informatif choisi, le titre des articles ou la sélection des détails relevés, *El País* participe lui aussi à créer une définition réductrice et souvent peu flatteuse des militantes. Après l'avoir détaillé, nous tâcherons d'expliquer la raison d'un discours aussi paradoxal.

Tout d'abord, les journaux dépeignent les activistes comme des femmes incapables de s'entendre, comme le montre cette série de titres empruntés à *El País* et *La Vanguardia* comme « Escisión en el grupo feminista de Madrid », « Escisión en la Associació Catalana de la Dona », « Fuerte crisis en la Asociación Democrática de la Mujer » ou encore « El Colectivo feminista

---

<sup>95</sup> FRANCO RUBIO, in : CHACÓN, VISCEGLIA, MURGIA, TORÉ (éd.), *op. cit.*, p. 180.

<sup>96</sup> Dans les douze autres tribunes, l'auteur ne se positionne que par rapport à l'idéologie, pas aux militantes. À titre de comparaison, dans *La Vanguardia*, on ne dénombre que sept tribunes en leur faveur contre vingt-et-une, soit le triple, à leur encontre (dix autres tribunes ne font que les citer, sans se prononcer).

se fracciona »<sup>97</sup>. Les rencontres féministes sont aussi l'occasion de souligner leurs frictions. Ainsi, même les journées catalanes, premières conférences officielles après les rencontres semi-légales de Madrid, sont montrées comme le théâtre de luttes intestines. *El País* publie plusieurs articles – de deux mois antérieurs à la période étudiée – dans lesquels ce que les féministes nomment des débats d'idées sont présentés comme de violentes controverses. Le premier n'informe aucunement du contenu des communication mais relaye une polémique. Son titre – « En las Jornadas Catalanas de la Mujer no quieren hombres » – est équivoque puisqu'il laisse penser que les hommes n'ont pas eu accès au site, ce qui est faux. En revanche, dans l'article, on apprend qu'une seule des nombreuses associations, El Colectivo Feminista, s'est plaint de leur présence<sup>98</sup>. De même, dans un sujet paru deux jours plus tard, Alfons Quintà insiste sur les clivages entre les groupes, il ironise même sur la véhémence de l'un d'entre eux, le Colectivo Feminista à nouveau :

El grupo denominado *colectivo feminista*, que viene a considerar al hombre –al macho– como una clase social homogénea, así como opresora de la clase antagónica, –la hembra–, había protestado por la beatífica presencia en la sala de unos pacientes observadores *enemigos*, es decir, de hombres. Entre estos se hallaban el doctor Joan Colominas, secretario general del Partit Popular de Catalunya, el escritor Josep M. Castellet y el abogado Marc Palmes, quienes aguantaron estoicamente los ataques que se formularon contra la clase social a la que irremisiblemente pertenecen<sup>99</sup>.

Le journaliste présente également la séance comme un immense désordre, comme le soulignent de nombreux passages de l'article tels que « un panorama lleno de contradicciones y enfrentamientos », « los enfrentamientos tuvieron efecto desde el primer día », « este conflicto del primer día de las jornadas estuvo a punto de tener consecuencias graves », « un auténtico temporal de protestas. Se arrebató el micro a las ponentes y se produjeron abucheos nada agradables », ou même « salieron de él varias chispas, hecho que concordó con la electrización de la sala »<sup>100</sup>. *El País* s'étend tellement sur les divisions et affrontements que Trinitat Simó réagit dans une tribune publiée quelques jours plus tard. Pour elle, les militantes étaient si nombreuses et leurs opinions si variées que collaborer semblait être une gageure. Pourtant, la féministe estime le pari gagné et se félicite de la rédaction de conclusions communes, ce sur

---

<sup>97</sup> Escisión en el grupo feminista de Madrid. *El País*. 9 octobre 1976, p. 25 ; Escisión en la Associació Catalana de la Dona. *El País*. 28 janvier 1977, p. 22 ; Fuerte crisis en la Asociación Democrática de la Mujer. *El País*. 5 février 1977, p. 20 ; El Colectivo feminista se fracciona. *La Vanguardia*. 23 avril 1977, p. 25.

<sup>98</sup> En las Jornadas Catalanas de la Mujer no quieren hombres. *El País*. 26 mai 1976.

<sup>99</sup> QUINTÀ Alfons. Contradicciones y enfrentamientos en torno al papel de la mujer. *El País*. 30 mai 1976.

<sup>100</sup> *Ibid.*

quoi la presse n'a pas insisté, selon elle. Par la suite, elle évoque la couverture médiatique reçue par l'évènement et déplore que les journalistes ne se soient intéressés qu'à la polémique autour de la présence masculine et aux désaccords entre les groupes. À son sens, la presse « en vez de hacer hincapié en las cuestiones serias, ha descrito, a veces con una profusión de detalles que sólo prevenían de [sic] la imaginación del que redactaba, los sucesos anecdóticos que podían originar o un escándalo morboso o una irónica sonrisa de protección »<sup>101</sup>. Selon elle, l'information diffusée n'est pas objective et relève d'une attitude « paternalista »<sup>102</sup>. Ce manque d'objectivité est souligné à de nombreuses reprises, par exemple lorsque Trinitat Simó évoque les « detalles imaginarios », la façon « no demasidad[a] objetiv[a] o verídica » de décrire les faits ou lorsqu'elle dénonce les « comentarios anecdóticos e irónicos [que] en nada pretenden beneficiar la información objetiva sobre las jornadas »<sup>103</sup>. Or, elle montre que ce manque de professionnalisme contraste avec l'attitude des militantes. En effet, alors que l'Espagne est en plein processus de Transition, ce sont les féministes et non les commentateurs médiatiques qui offrent un exemple de citoyenneté :

creo que es un hecho sin precedentes el que más de 3.000 mujeres, de diferentes partidos políticos y de diferentes tomas de postura frente al feminismo, llegaran al diálogo y a unos acuerdos mayoritariamente respaldados. [...] ¿No supone, al contrario, una lección de unidad y de civismo<sup>104</sup>?

Moins d'un an après la mort du dictateur, elles organisent une véritable rencontre démocratique. À l'inverse, pour Simó, bon nombre de journalistes, par leur manque d'honnêteté professionnelle, n'ont pas évolué. Ils ne sont pas à la hauteur de ce moment historique puisqu'ils ne relèvent que les aspects qui leur permettront de vendre : « la prensa se ha cebado »<sup>105</sup>.

La désunion des militantes n'est pas un thème propre à *El País*. Aina Larrondo Ureta relève plusieurs textes publiés dans *Diario 16* en mai 1977 comme : « La Internacional Feminista sin representación española. Lidia Falcón no firmó el acuerdo » ou « Los Colectivos de Madrid y Barcelona, en la Internacional Feminista. Réplicas a Lidia Falcón »<sup>106</sup>. Il semble pourtant logique que des désaccords existent parmi les associations. Ce sont les mêmes types de mésententes qui se développent au sein des formations politiques et qui entraînent parfois la création de courants au sein d'un même parti. Cependant, dans le cas des féministes, la presse

---

<sup>101</sup> SIMÓ Trinitat. Feminismo y prensa. *El País*. 8 juin 1976.

<sup>102</sup> C'est l'adjectif qu'elle utilise, *ibid.*

<sup>103</sup> *Ibid.*

<sup>104</sup> *Ibid.*

<sup>105</sup> *Ibid.*

<sup>106</sup> LARRONDO URETA, La representación..., art. cit., p. 646.

personnalise ces discordances et tend à présenter les militantes comme des mégères qui se déchirent. Karmentxu Marín le confirme : « me temo que una gran parte de la población masculina dijera: “es un corral de pollos y se están pegando entre ellas”. Me temo que esto ha durado algún tiempo »<sup>107</sup>.

Par ailleurs, les journaux présentent les féministes comme d'éternelles insatisfaites. Dans « ¡Esas mujeres! », tribune parue dans *La Vanguardia*, Claudio Sánchez-Albornoz s'intéresse à celles qui demandent à l'Église d'autoriser l'ordination des femmes et de se prononcer sur le sexe de Dieu<sup>108</sup>. L'historien se moque de leurs prétentions qui sont pour lui grotesques et le signe qu'elles ont perdu la raison. Il parle de « la inverosimilitud de la demanda del grupo de alocadas de hoy »<sup>109</sup>. Il insiste sur leur folie et la puissance de leurs pulsions : « empiezan a vociferar algunas impacientes », « esas alocadas mujeres », « la estulticia de esas mujeres »<sup>110</sup>. Selon lui, seule la prétendue insatisfaction chronique des femmes à l'égard de leur statut social peut expliquer qu'elles en arrivent à ce genre de considérations, alors que, selon lui, elles ont atteint l'égalité puisque l'une d'entre elles est parvenue au sommet de l'État :

desde hace más de medio siglo han ido alcanzando la igualdad política y jurídica con los hombres y hoy lo son todo, desde alcaldesas de Madrigal de las Altas Torres, donde nació otra mujer famosa: Isabel la Católica, primer ministro de una gran potencia, aludo a la “Dama de hierro”. Pero no están todavía satisfechas. Un nuevo apetito de acción las sacude a la hora de ahora<sup>111</sup>.

Dans *El País*, Victoria Kent se désole, elle aussi, de ce qu'elle présente comme la frustration chronique et l'amertume des féministes. À son sens, la seule requête légitime est celle de l'égalité devant la loi et les femmes devraient se contenter. En effet, la démocratie ne doit tolérer qu'une seule catégorie de citoyens, c'est-à-dire que les hommes et les femmes doivent bénéficier des mêmes droits. En revanche, pour l'ancienne ministre, ignorer les différences physiques de chacun serait une erreur. Elle explique que « la mujer no estará nunca capacitada para los trabajos en las minas, ni para formar parte del cuerpo de bomberos, ni para ser capitán de un buque de guerra, ni piloto aviador con mando en las grandes líneas aéreas »<sup>112</sup>. Il est donc nécessaire que chaque individu assume le rôle social qui lui échoit selon son sexe. Victoria Kent estime que celui de la femme est d'être le pilier de la famille : « el hogar ha sido,

---

<sup>107</sup> Entretien avec Karmentxu Marín réalisé le 25 avril 2019, à Madrid.

<sup>108</sup> SÁNCHEZ-ALBORNOZ Claudio ¡Esas mujeres! *La Vanguardia*. 31 décembre 1980, p. 5.

<sup>109</sup> *Ibid.*

<sup>110</sup> *Ibid.*

<sup>111</sup> *Ibid.*

<sup>112</sup> KENT Victoria. Feminismo consciente. *El País*. 12 octobre 1977, p. 24.

es y será una institución formada y sostenida por la mujer »<sup>113</sup>. Elle prône donc une libération non pas « féministe » mais « féminine » puisqu'elle n'aspire pas à une totale assimilation entre les sexes, uniquement à la fin d'une série d'injustices légales visant les femmes. Elle enjoint ses concitoyennes à ne pas en demander davantage, les différences sociales entre les sexes étant pour elles pleinement justifiées puisque « naturelles »<sup>114</sup>. Elle conclue son article en invitant les femmes à les accepter : « no seamos agrias feministas, seamos femeninas, conscientes de la noble misión de la mujer »<sup>115</sup>.

Dans ce texte, Victoria Kent développe une sorte de « féminisme de la différence »<sup>116</sup> avant l'heure, une position qui est flagrante à la lecture de cet autre extrait : « a mi juicio el hombre y la mujer son seres humanos diferentes, ni superiores ni inferiores, son diferentes »<sup>117</sup>. Ainsi, bien qu'elle aussi exprime une critique envers l'attitude des féministes, elle ne se positionne pas sur la même ligne qu'*El País* qui défend plutôt une position humaniste sur la question. Dans un contexte de construction démocratique, il prône l'égalité entre citoyens dans tous les domaines et quel que soit leur sexe. Or, plus cette égalité se matérialise légalement en Espagne, plus le quotidien madrilène considère que les féministes sont égoïstes car elles ne s'en contentent pas.

Cette opinion est partagée par la plupart des titres de presse. Étant donné que les militantes ont déjà obtenu l'accès à la contraception et la dépénalisation de l'adultère, les médias estiment que leurs exigences deviennent abusives. Selon Lola Galán, « eran grupos vistos como insignificantes, sobre los que se podía bromear, a quienes se podía caricaturizar... No se les daba un trato respetuoso. ¿Por qué? Pues porque se consideraba, en aquella época, que las mujeres no tenían tantos elementos de los que quejarse »<sup>118</sup>. Pour Ainara Larrondo Ureta, le féminisme est vu comme un mouvement « inconformista, en permanente queja, contrario a todo, intransigente y centrado en acusar, protestar, denunciar y criticar »<sup>119</sup>.

Cette constante opposition féministe suggérée par la presse se reflète dans les titres choisis par *El País* et *La Vanguardia* car certains desservent clairement le mouvement en insistant sur les querelles personnelles ou l'opposition à telle ou telle mesure. C'est le cas, par exemple, de « La protesta femenina se radicaliza »<sup>120</sup>. À l'inverse, d'autres comme

---

<sup>113</sup> *Ibid.*

<sup>114</sup> « en los sectores de actividades que exigen un desarrollo de fuerzas físicas, superiores a los que normalmente concede la naturaleza a la mujer, ella estará siempre en condiciones de inferioridad », *ibid.*

<sup>115</sup> *Ibid.*

<sup>116</sup> Voir II. 1. B. Avènement démocratique et féminisme : qui sont les féministes espagnoles de la Transition ?

<sup>117</sup> *Ibid.*

<sup>118</sup> Entretien avec Lola Galán réalisé le 25 avril 2019, à Madrid.

<sup>119</sup> LARRONDO URETA Ainara. *La imagen..., op. cit.*, p. 169.

<sup>120</sup> MORIONES Julio. La protesta femenina se radicaliza. *La Vanguardia*. 30 novembre 1976, p. 28.

« Trescientas feministas apoyan a la madre encausada » présentent le féminisme comme un mouvement constructif et solidaire<sup>121</sup>. Parmi les références collectées durant l'étude, nous avons comptabilisé celles dont les titres desservaient ou, au contraire, profitaient à l'image publique des militantes. Les *Figures 9 et 10* rendent compte des résultats.

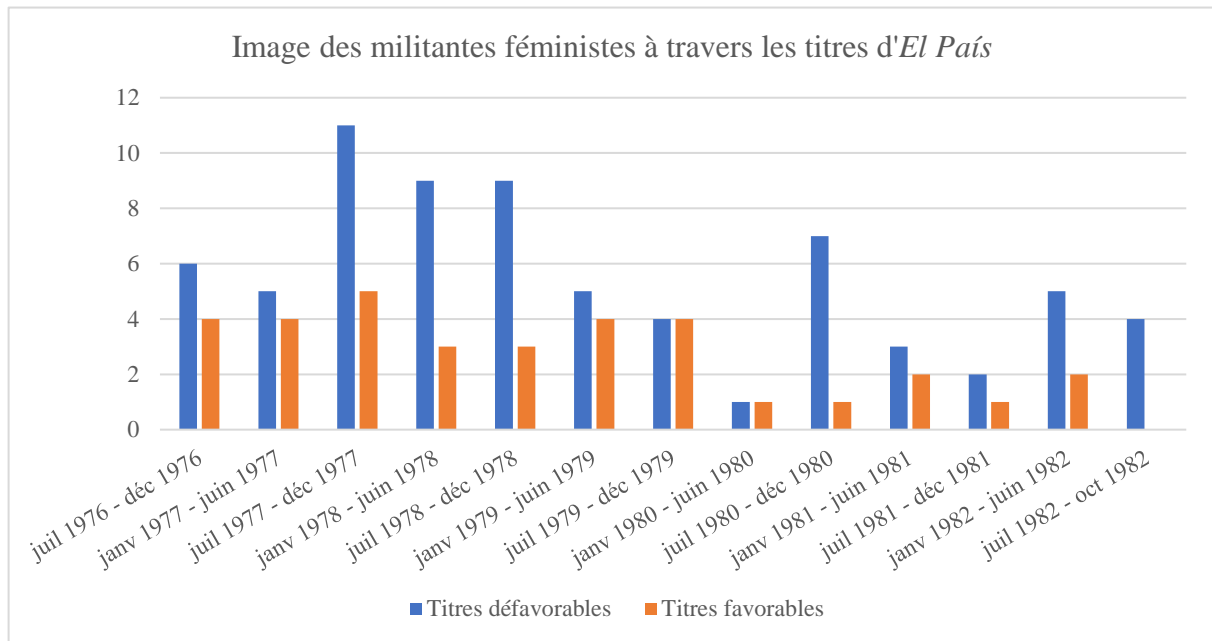


Figure 9 : Image des militantes féministes à travers les titres d'El País entre juillet 1976 et octobre 1982

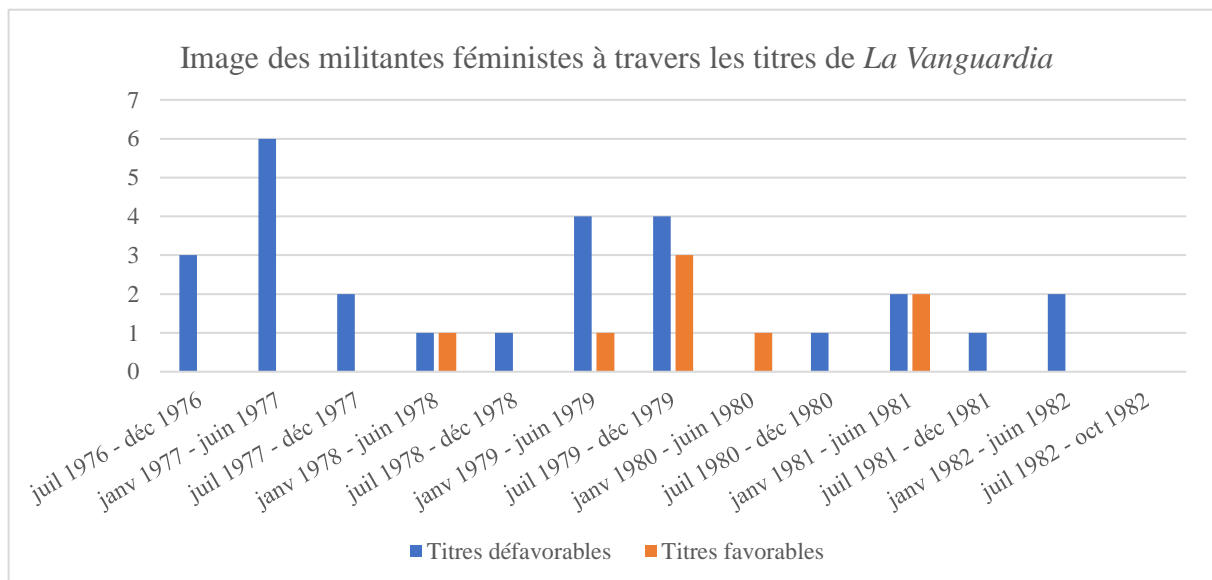


Figure 10 : Image des militantes féministes à travers les titres de La Vanguardia entre juillet 1976 et octobre 1982

<sup>121</sup> Arconada. Trescientas feministas apoyan a la madre encausada. *El País*. 16 juin 1978, p. 28.

Tout d'abord, la *Figure 9* comptabilise plus d'articles que la *Figure 10*. Or, les titres « neutres » ayant été écartés du décompte, cela suggère qu'*El País* publie davantage d'articles, mais surtout que leurs titres sont légèrement plus incisifs que ceux du journal catalan. Un calcul rapide le confirme : 80 % des titres de *La Vanguardia* qui renvoient aux militantes sont purement descriptifs et n'ont donc pas d'influence sur leur image contre 70 % à *El País*<sup>122</sup>. De plus, il apparaît que, dans les deux journaux et quelle que soit la période, la majorité des titres dessert l'image des féministes. *La Vanguardia* se montre un peu plus dur que son confrère puisque si l'on écarte les références « neutres » du calcul, on parvient à 77 % d'intitulés défavorables. À *El País*, c'est environ 67 %. Ainsi, le lecteur débute généralement la lecture des articles – si tant est qu'il en lise le contenu – avec un *a priori* négatif sur les militantes.

Enfin, les deux quotidiens ont tendance à diffuser l'idée que les féministes sont agressives. C'est le cas de nombreux articles de *La Vanguardia*. Par exemple, Valentín Popescu accuse la féministe allemande Alice Schwarzer d'être « feroz », « empecinada » et, pour parler des militantes qui la soutiennent, il utilise l'expression « Alicia y sus mujeres », comme s'il s'agissait de ses « hommes de main » et qu'elle-même était un malfrat<sup>123</sup>. Mais les Espagnoles ne sont pas en reste puisque Lluís Permanyer les qualifie de « frenéticas militantes que luchan de manera aberrante contra la misma naturaleza o que se dejan ganar por delirios viscerales »<sup>124</sup>. À *El País*, les critiques de ce type sont moins courantes et moins vives. Néanmoins, certaines actions objectivement violentes les justifient. Par exemple, à la suite de l'appel à témoins lancé par *Interviú* en 1977 pour trouver une femme violée prête à partager son histoire<sup>125</sup>, un groupe de féministes saccage les locaux du magazine. Alfons Quintà les présente alors comme en proie à une violence aveugle. Le choix du verbe « asaltar » dans le titre évoque même une attaque militaire. Le journaliste insiste sur « la excitación de las feministas » lorsqu'elles aperçoivent l'auteur présumé de l'annonce<sup>126</sup>. Les militantes refusent de communiquer et préfèrent agresser indistinctement tous les individus présents sur les lieux comme le soulignent ces deux extraits : « antes de que éste pudiese explicarse fue agredido » et « la lluvia de huevos y tomates también afectó a otras personas, incluida una periodista que mostró su disconformidad ante las agresiones »<sup>127</sup>. Enfin, Alfons Quintà raconte le plaisir qu'elles auraient ressenti en brûlant des exemplaires de la revue : « uno de los actos que produjo mayor satisfacción a las manifestantes

---

<sup>122</sup> 178 références pour *La Vanguardia* dont 143 titres neutres, 8 favorables et 27 défavorables contre 343 références pour *El País* dont 238 titres neutres, 34 favorables et 71 défavorables.

<sup>123</sup> POPESCU Valentín. Las feministas quieren crear un partido. *La Vanguardia*. 30 août 1981, p. 15.

<sup>124</sup> PERMANYER Lluís. Beauvoir y el feminismo. *La Vanguardia*. 27 novembre 1981, p. 4.

<sup>125</sup> Voir III. 2. C. Les nouveaux arrivants de la presse espagnole.

<sup>126</sup> QUINTÀ. Un centenar..., art. cit.

<sup>127</sup> *Ibid.*



fue la quema en plena calzada de ejemplares del semanario »<sup>128</sup>. À travers ce plaisir à détruire affleure le lien entre la féministe et la figure de la sorcière<sup>129</sup>. Cet autodafé renvoie également aux pratiques nazies, imitées au sortir de la Guerre Civile par les phalangistes. Derrière ce récit se dessine donc l'idée selon laquelle les féministes sont sectaires et totalitaires. Par les expressions qu'il choisit et les détails qu'il met en avant, le journaliste contribue à les associer aux représentations mythologiques des harpies, déesses de la dévastation. L'attitude des féministes provoque d'ailleurs une levée de boucliers de la presse qui fait corps derrière *Interviú* : « todo esto hizo que otras publicaciones salieran en defensa de *Interviú* criticando la intolerancia y la histeria de una minoría de mujeres que habían tenido un comportamiento tan salvaje intentando coartar la libertad de expresión »<sup>130</sup>. Ce type d'actions violentes – et illégales – fait donc grand bruit dans les médias, probablement au détriment d'initiatives qui auraient donné meilleure presse aux militantes.

*El País* et *La Vanguardia* contribuent donc à diffuser des stéréotypes concernant les féministes. Ces représentations correspondent parfois à la réalité. Par exemple, dans le cas de l'incident dans les locaux d'*Interviú*, la chercheuse María Ángeles Larumbe raconte que les militantes « enfurecidas » sont extrêmement nombreuses – deux mille, selon elle – et qu'elles brisent volontairement des projecteurs et des machines de travail<sup>131</sup>. Malgré tout, la généralisation de ces travers reste fautive dans la mesure où elle est loin de correspondre à l'ensemble des militantes et à l'ensemble de leurs activités. Le positionnement et le discours plus « médiatisable » de certains courants radicaux, à Barcelone surtout et dans une moindre mesure à Madrid, a finalement éclipsé celui des groupes plus modérés. La presse reprend majoritairement les initiatives des radicales, communiquant ainsi une fausse impression d'homogénéité du féminisme. *El País* et *La Vanguardia* insistent sur l'intolérance, l'obstination, la violence et l'incapacité à travailler ensemble de certaines activistes. Pourquoi les quotidiens ne cherchent-ils pas davantage la nuance ?

En ce qui concerne *La Vanguardia*, le journal rejette le mouvement donc cherche à nuire à son image. En ce qui concerne *El País*, en revanche, ce choix peut sembler paradoxal mais résume finalement assez bien l'ambivalence du journal qui d'une part partage et soutient la plupart des idées féministes mais qui d'autre part ne saurait accepter les méthodes et postures de certaines militantes. Deux autres hypothèses peuvent également étayer l'explication. La

---

<sup>128</sup> *Ibid.*

<sup>129</sup> Lien que la journaliste et féministe Mona Chollet étudie dans un essai publié en 2018 : CHOLLET Mona. *Sorcières : La puissance invaincue des femmes*. Paris : La Découverte, 2018, 232 p. (Zones).

<sup>130</sup> LARUMBE, *Las que dijeron...*, *op. cit.*, p. 167-168.

<sup>131</sup> *Ibid.*

première repose sur le sexisme d'une partie de la rédaction. On l'a vu, de nombreux journalistes d'*El País* dédaignent voire discriminent les activistes, en réponse parfois au refus de certaines de laisser les hommes participer à leur combat. Or, la rédaction du journal étant majoritairement masculine, leurs opinions inamicales seraient celles qui ressortiraient de la lecture de la plupart des articles<sup>132</sup>. La seconde hypothèse s'appuie sur des considérations purement marketing : les informations concernant les disputes et autres polémiques sont plus accrocheuses que les comptes-rendus de débats d'idées. Ainsi, choisir des angles légèrement racoleurs permet au journal d'attirer le lecteur. Il se présente également comme un quotidien au cœur de l'information, un forum de débats, un espace symbolique où l'actualité se crée. Cela explique par exemple l'intérêt qu'il trouve à publier l'article de Trinitat Simó donc lequel la militante se plaint de la couverture médiatique des Jornades. Ces sujets sensationnels prouvent que les journalistes d'*El País* sont au cœur des événements. D'ailleurs, le pourcentage d'articles relayant les différentes actions féministes – comme les manifestations, les enfermements volontaires, ou les pétitions – entre juillet 1976 et octobre 1982 représente environ 37 % des références, soit un tiers des sujets publiés. À titre de comparaison, pour *La Vanguardia*, qui lui aussi a couvert les grandes campagnes, ce chiffre n'est que de 23 %<sup>133</sup>. La communication du madrilène tire donc parti du tumulte féministe pour proposer des articles plus piquants. De fait, selon Pilar Toboso,

el feminismo postfranquista fue un movimiento minoritario, pero muy activo en los años de la Transición, por la presencia y la visibilidad que le brindaron los medios de comunicación: unos, porque creían en sus propuestas y otros, porque el discurso rompedor de las feministas suponía un espectáculo, estimulaba el debate y aumentaba la audiencia<sup>134</sup>.

Par conséquent, il convient de nuancer l'aide apportée par *El País* au mouvement féministe avant 1979. Certes, il participe à faire connaître et à légitimer l'activité militante mais, dès le départ, il axe sa communication sur des excès qui ne sont le fruit que d'un secteur particulier.

---

<sup>132</sup> Les journalistes femmes sont plus nombreuses à signer les articles concernant les féministes que leurs confrères. Toutefois, la majorité des textes ne sont pas signés. Ils sont anonymes ou proviennent d'agences de presse. Par ailleurs, généralement, ce n'est pas l'auteur d'un article qui en rédige le titre définitif. On peut donc supposer, au vu de la supériorité numérique masculine de la rédaction d'*El País*, que les hommes interviennent beaucoup dans la rédaction des articles au sujet des militantes.

<sup>133</sup> Pour *El País*, c'est le cas de 126 articles sur les 343 que compte l'échantillon et pour *La Vanguardia*, de 42 articles sur 178.

<sup>134</sup> TOBOSO Pilar. El movimiento feminista y la política de pactos de la Transición: logros y renuncias. In : *Debats : Revista de cultura, poder i societat*. 2018, vol. 132, n° 1, p. 39-49, p. 42.

Finalement, l'analyse de l'expression indirecte de l'opinion des journaux débouche sur des résultats différents entre *La Vanguardia* d'une part et *El País* d'autre part. Le journal catalan est très cohérent dans sa ligne idéologique. Il se méfie de ce que représentent les féministes et refuse qu'elles constituent un modèle social. Pour le journal, la Transition démocratique est une transformation politique du pays, pas une transformation sociale. Cela explique que, pour lui, les changements doivent émaner des dirigeants politiques. À l'inverse, le quotidien madrilène estime que la Transition démocratique doit s'accompagner d'une transformation sociale. Parmi la série d'évolutions nécessaires se trouve la meilleure intégration des femmes dans la sphère publique, c'est pourquoi il est d'accord avec les féministes sur la plupart des idées de fond. En revanche, le journal se désolidarise d'elles lorsqu'il considère que la forme prise par leurs revendications se heurte à ce qu'il juge comme l'indispensable consensus politique de la période. Ceci explique – en plus du goût pour la polémique et d'un probable fond de sexisme dans la rédaction – que les reproches ponctuent sa couverture médiatique du sujet même avant la prise de distance plus nette de 1979.

Les deux premières parties de l'étude ont permis d'appréhender les discours officiels et officieux d'*El País* et de *La Vanguardia* envers une catégorie de femmes de papier bien précise, les militantes féministes. Cette grille de lecture nous permet d'analyser comment le positionnement idéologique des deux journaux se répercute dans leur manière d'informer. Dans un premier temps, nous nous concentrerons sur l'identité de ceux qui rédigent les articles sur les féministes et ce qu'elle dit des journaux. Ensuite, nous étudierons plusieurs événements clefs de l'agenda féministe. Nous constaterons que le traitement informatif confirme d'une part l'aversion de *La Vanguardia* pour les initiatives citoyennes qui ne s'inscrivent pas dans le cadre légal et, d'autre part, le lien établi par *El País* entre féminisme et démocratie.

## **VI. 3. Un positionnement idéologique qui se répercute dans le traitement de l'information**

### **VI. 3. A. Qui parle des féministes dans *El País* et *La Vanguardia* ?**

Avant de pénétrer davantage dans le contenu des articles sur les féministes, il s'est agi de déterminer qui les écrivait. Parfois, il est impossible de connaître le sexe de l'auteur car la signature se présente sous forme d'initiales ou se limite au nom d'une agence de presse, par exemple. C'est le cas dans 63 % des articles recensés dans *La Vanguardia* et dans 47 % de ceux d'*El País*<sup>135</sup>. Ces chiffres suggèrent un manque d'engagement du quotidien catalan dans la couverture informative du sujet. En effet, le journal se limite souvent à des résumés d'agences ou à des articles courts et anonymes, au détriment de sujets plus approfondis, signés par ses journalistes.

Par ailleurs, en ce qui concerne le sexe de l'auteur, à *La Vanguardia*, 7 % des articles seulement sont écrits par des femmes et 30 % par des hommes. L'explication la plus évidente repose sur la composition de la rédaction de *La Vanguardia* : le journal ne dispose tout simplement pas du personnel féminin nécessaire ou d'un assez grand nombre de collaboratrices pour garantir plus de parité. À *El País*, en revanche, 31 % des articles sont signés par des femmes contre 22 % par des hommes. Cette répartition est assez rare pour être mentionnée, les rédactrices étant minoritaires au sein de la rédaction<sup>136</sup>. Pourtant, comme l'expliquait Lola Galán, à l'époque il semble plus « naturel » que ce soient des femmes qui se chargent d'informer sur le mouvement féministe, parce qu'on les considère plus légitimes et parce que, si ces derniers s'investissaient davantage, ils pourraient être accusés de confisquer la parole aux premières intéressées<sup>137</sup>. Néanmoins, ce choix peut se révéler pernicieux dans la mesure où il nourrit l'idée que l'engagement féministe ne concerne que les femmes et qu'il n'est pas de l'ordre du débat public.

En ce qui concerne la profession des rédacteurs, outre les journalistes professionnels, *La Vanguardia* sollicite majoritairement des intellectuels (des écrivains, sociologues, ou historiens) tels que Claudio Sánchez-Albornoz ou Sergio Vilar<sup>138</sup>. Le journal propose aussi quelques signatures politiques comme celle de Carlos Sentís<sup>139</sup>. À l'inverse, même si *El País*

---

<sup>135</sup> On compte 112 articles sur 178 pour *La Vanguardia* et 161 sur 343 pour *El País*.

<sup>136</sup> On ne se réfère ici qu'aux textes signés. En effet, la plupart des articles ne le sont pas. Il est donc probable que, dans leur globalité, les sujets soient écrits par une majorité masculine puisque la rédaction compte plus d'hommes que de femmes.

<sup>137</sup> Voir IV. 2. C. *El País* : une rédaction machiste ?

<sup>138</sup> SÁNCHEZ-ALBORNOZ, ¡Esas mujeres!, art. cit. et VILAR Sergio. La mujer y la política. *La Vanguardia*. 19 juin 1981, p. 6.

<sup>139</sup> Il connaît parfaitement la maison pour y avoir travaillé durant de longues années, en parallèle de ses autres activités médiatiques et avant de s'engager pour l'UCD. SENTÍS Carlos. Propaganda de anticonceptivos. *La Vanguardia*. 4 avril 1980, p. 5.

offre généralement une place de choix aux signatures littéraires<sup>140</sup>, en ce qui concerne les informations féministes, il privilégie les collaborateurs politiques comme Roberto Lertxundi, María Dolores Calvet ou José Luis Álvarez Álvarez<sup>141</sup>. Cela correspond au cadrage du sujet par les deux maisons.

Enfin, les féministes s'expriment aussi sur leur propre mouvement mais davantage à *El País* qu'à *La Vanguardia*. En effet, dans le quotidien catalan, sur les 268 articles dédiés non plus seulement à l'activité militante mais au féminisme en général seuls 5 % sont rédigés par des femmes qui se déclarent féministes. C'est le cas d'Anna Balletbò, María-José Arias, Marta Pessarodona, Ana Maria Moix, Elisa Lamas, Marilyn French, Soledad Balaguer, María Subirats. De plus, leurs articles ne renvoient pas systématiquement à l'engagement féministe. Par exemple, Marta Pessarodona, María-José Arias et Ana Maria Moix collaborent en leur qualité d'écrivaines afin de valoriser la culture féministe mais ne se présentent pas comme des activistes. *El País* laisse un peu plus de place aux signatures militantes. Sur les 464 articles dédiés au féminisme 9 % sont écrits par des féministes déclarées comme Cristina Alberdi, Empar Pineda, Carmen Alcalde ou Ana María Pérez del Campo. Or, pour les associations, faire entendre leur voix dans le journal signifie être validées en tant qu'option politico-sociale. En parallèle, certains titres y trouvent leur compte. Ainsi, on constate une tendance à la démonstration chez *El País*, comme si le quotidien cherchait à certifier aux lecteurs qu'il collabore avec les leaders du mouvement, quitte à faire preuve d'une certaine lourdeur. Par exemple, le 31 juillet 1979, il publie un article d'opinion rédigé par plusieurs activistes et, en bas du texte, indique non seulement leurs noms mais aussi, et en toutes lettres, les sept organisations dans lesquelles elles militent :

---

<sup>140</sup> De fait, selon Inés García-Albi, « Juan Luis Cebrián tuvo claro desde el principio que la sección de cultura debía ser fuerte e importante, cosa no habitual en los diarios de entonces », GARCÍA-ALBI, *op. cit.*, p. 189. Rappelons aussi que le poste de directeur avait été proposé à Miguel Delibes avant qu'il ne revienne à Cebrián.

<sup>141</sup> LERTXUNDI Roberto. Los juicios de Bilbao sobre el aborto. *El País*. 13 mars 1982, p. 32 ; CALVET María Dolores. Las mujeres, ciudadanas de segunda categoría. *El País*. 16 septembre 1978, p. 16 ; ÁLVAREZ ÁLVAREZ José Luis. Una política feminista. *El País*. 7 avril 1977, p. 7.

La signature du futur maire AP de Madrid dans *El País* peut surprendre puisqu'il ne partage pas la même politique que le quotidien. Or, il est possible que justement, José Álvarez Álvarez souhaite s'associer à ce journal en particulier afin de modifier l'image de son parti. Deux éléments invitent à cette hypothèse. La date, tout d'abord, puisque ce texte paraît deux mois avant les élections générales de 1977, mais aussi la teneur de l'article en lui-même. En effet, dans son texte, José Álvarez Álvarez dit qu'il défend l'égalité homme / femme, dresse la liste des domaines dans lesquels la société doit encore progresser et prétend même soutenir les féministes. Certes, il nuance son propos – il précise son désaccord quant à de nombreuses actions militantes, cultive l'ambiguïté sur certaines questions comme celle de l'avortement et insiste sur l'importance des femmes au foyer – néanmoins, son discours se veut progressiste. Il ne mentionne son lien avec AP qu'à la fin de l'article, lorsqu'il insiste sur le fait qu'il s'agit du meilleur parti pour défendre la cause féminine.

Ana María Pérez del Campo (Asociación de Mujeres Separadas), Paloma González (Unión para la Liberación de la Mujer), Carmen Saavedra (Colectivo Feminista), Raquel Ruiz (Sindicato Unitario), Merche Comabella (Federación Provincial de Amas de Casa), Felí Martín (Asociación Democrática de la Mujer), Mercedes Coello (Movimiento Democrático de la Mujer)<sup>142</sup>.

Dans ce type de cas, on est en droit de se demander s'il ne s'agit pas davantage d'une ostentation que d'un éclaircissement pour le lecteur, le journal cherchant ainsi à se définir comme forum démocratique dans lequel chacun a voix au chapitre, y compris ceux qui s'opposent au discours de l'État. D'ailleurs, préciser tous ces sigles joue en défaveur des militantes puisqu'ils peuvent suggérer au lecteur que les féministes s'enferment dans des considérations théoriques et administratives au détriment des problématiques pratiques, ce qui est parfois le cas, par exemple lors des II Jornadas Estatales sobre la Mujer de 1979. Lors de cette rencontre organisée à Grenade, les activistes se déchirent sur des points théoriques alors même qu'elles auraient pu profiter de la vague de soutien populaire et médiatique à l'égard des onze accusés de Basauri pour consolider la campagne en faveur de la dépénalisation de l'avortement.

Ainsi, les différences de sensibilité et les subtilités des lignes éditoriales d'*El País* et de *La Vanguardia* se reflètent dans les signatures des articles. Le journal catalan considère que le mouvement féministe est un enjeu social et culturel avant d'être politique. C'est l'inverse pour son homologue madrilène. Ce dernier, qui bénéficie d'une équipe plus jeune et plus mixte, choisit de faire entendre la voix des femmes, y compris des féministes dont il fait ressortir la présence. *La Vanguardia*, quant à lui, n'a pas vraiment le choix du fait de son équipe. Ce sont donc majoritairement des hommes – journalistes ou collaborateurs – qui s'expriment. On relève aussi la volonté du quotidien catalan de ne pas offrir de résonance particulière à un mouvement qu'il n'approuve pas alors que son confrère madrilène souhaite lui conférer un traitement spécial, notamment à travers la majorité de signatures féminines ou la monstration des autrices féministes. Cette attention est le signe d'une véritable considération pour le sujet dans le journal<sup>143</sup>.

Par ailleurs, s'il est important de savoir qui parle des féministes, il est également nécessaire de savoir de quoi ces auteurs parlent. Quels types d'évènement couvrent-ils ? Il est

---

<sup>142</sup> MARÍA PÉREZ DEL CAMPO Ana, GONZÁLEZ Paloma, SAAVEDRA Carmen, RUIZ Raquel, COMABELLA Merche, MARTÍN Felí, COELLO Mercedes. Divorcio y bendición episcopal. *El País*. 31 juillet 1979, p. 24.

<sup>143</sup> La réflexion passe aussi par une attention particulière réservée aux accords grammaticaux, réflexion inscrite dans le livre de style (Voir V. 2. B. Les journaux se font l'écho de l'implantation de nouveaux modèles conduite féminine).

vrai que la mise à l'agenda d'un sujet dépend d'une myriade de facteurs tels que la période de l'année, la pression informative, le conjoncture politique, la force de la mobilisation citoyenne, la préparation de l'opinion, ou le choix des *gatekeepers*<sup>144</sup>. Par exemple, l'ouverture du procès contre les onze de Basauri en 1978 passe inaperçue dans la presse alors que sa réouverture fait les gros titres à peine six mois plus tard. De même, d'autres cas bénéficient de moins de retentissement à l'instar des avorteurs de l'affaire Cerdanyola qui se déroule à la même période que le procès de Bilbao<sup>145</sup>. Toutefois, le silence autour de certains thèmes émane aussi des choix médiatiques. Par exemple, lorsqu'en mars 1979, le journaliste Andreu Calaf annonce l'ouverture du premier centre de planning familial catalan<sup>146</sup>, il omet de mentionner qu'il existe déjà un réseau de ce type créé deux ans plus tôt par les associations féministes, avec le concours du collectif DAIA<sup>147</sup>. Il est possible qu'il ne connaisse pas ces structures mais aussi qu'il ne souhaite pas communiquer au sujet d'initiatives qui sont illégales avant 1978. Ainsi, le choix de traiter ou de négliger un sujet est révélateur de l'idéologie de chaque titre de presse.

Dans le but d'approfondir l'étude d'*El País* et de *La Vanguardia*, nous avons choisi d'étudier leur façon d'aborder une série de grands événements féminins. Afin de choisir les événements majeurs sur lesquels allaient reposer l'analyse, nous avons réalisé un graphique présentant le nombre d'articles concernant l'activité féministe tout au long de la période dans les deux journaux. Les pics informatifs correspondent aux thèmes qui suscitent le plus de réaction de la part des deux quotidiens et qui ont donc été sélectionnés. *La Figure 11* présente les résultats :

---

<sup>144</sup> Le *gatekeeper* est la personne chargée de choisir les sujets qui donneront lieu à des articles. Il est un des nombreux rouages du processus de construction informative. Le psychologue Kurt Lewin est le premier à théoriser le *gatekeeping* dans son ouvrage *A dynamic theory of personality* (1935). En 1950, David Manning White applique ce concept à la communication médiatique. BASTIN, *op. cit.*, p. 75.

<sup>145</sup> Un homme et trois femmes sont arrêtés pour pratiques abortives à Cerdanyola (Barcelone). Les médias en parlent et l'affaire est même citée dans le manifeste des 1200 hommes déclarant avoir prêté leur concours à un avortement. Mil españoles afirman... art. cit.

<sup>146</sup> CALAF Andreu. Cataluña tendrá diez centros de planificación familiar. *La Vanguardia*. 29 mars 1979, p. 33.

<sup>147</sup> FERRÉ BALRICH Meritxell. Los logros de Planificación familiar (CFP) en Cataluña: Logros del movimiento feminista en la Transición. In : IBARRA AGUIRREGABIRIA Alejandra (coord.). *No es país para jóvenes: Actas del III Encuentro de jóvenes investigadores de la AHC* (Vitoria, 13-16 septembre 2011) [en ligne]. Vitoria : Instituto Valentín Foronda, 2012. Disponible sur : « <https://dialnet.unirioja.es/servlet/libro?codigo=558989> » (consulté le 11 octobre 2021).

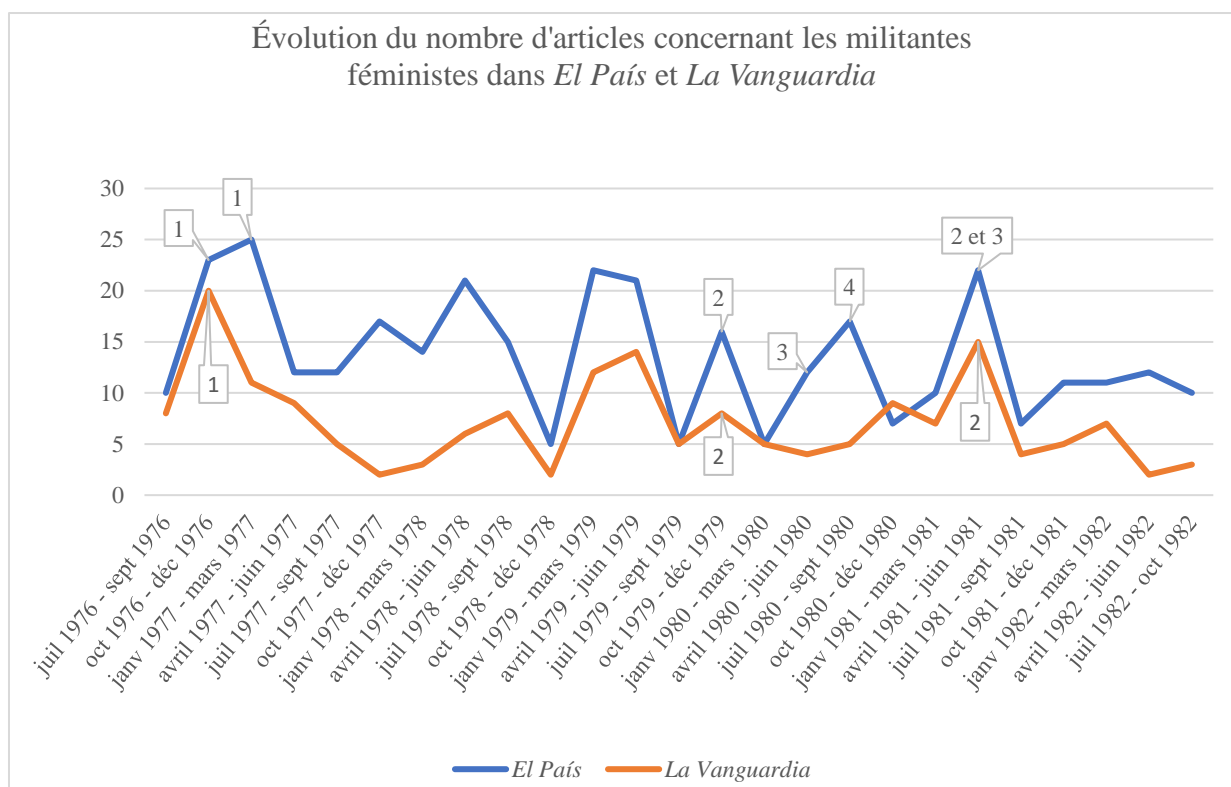


Figure 11 : Évolution du nombre d'articles concernant les militantes féministes, entre juillet 1976 et octobre 1982, dans *El País* et *La Vanguardia*

En 1977 et 1978, une nette différence sépare *La Vanguardia* et *El País*. Le quotidien madrilène s'intéresse énormément à la vie associative féministe, ce dont témoigne la courbe. Les élections municipales de mars 1979 ainsi que les débats concernant la loi sur le divorce et la dépénalisation de l'avortement occupent particulièrement les médias au cours de la première moitié de l'année 1979 et expliquent le pic informatif constaté. Toutefois, durant cette période, aucun évènement particulier ne se démarque. C'est pourquoi l'analyse va se centrer sur les moments suivants : le procès de la dernière adultère María Ángeles Muñoz (repéré par le chiffre 1 sur le graphique), celui des onze de Bilbao (2), le déroulement des Semanas de la Mujer organisées par le PSOE (3) et la Conferencia mundial sobre la Mujer (4), ces deux derniers évènements n'étant traités que par *El País*. Les résultats de l'étude font état de profonds contrastes dans les choix éditoriaux opérés.

### VI. 3. B. La manifestation : preuve de dissidence pour *La Vanguardia*



Les militantes féministes organisent des évènements de soutien – manifestations, enfermements volontaires, distributions de tracts, envois de courriers, notamment – à María Ángeles Muñoz ainsi que pour les onze accusés de Bilbao lors de leur procès respectifs pour adultère et pratiques abortives<sup>148</sup>. *La Vanguardia* et *El País* proposent des versions différentes de la mobilisation féministe lors de chacun de ces évènements. En ce sens, le quotidien catalan se montre bien plus critique que le madrilène à l'égard de ces actions, en particulier lorsqu'elles sont illégales.

Entre novembre et décembre 1976, les associations mènent à bien une campagne relayée par la presse en faveur de l'acquittement de María Ángeles Muñoz et de la suppression du délit d'adultère. *La Vanguardia* publie quelques sujets sur l'affaire dont trois renvoient aux mobilisations féministes. Les articles sont avant tout descriptifs et informent des modalités des manifestations. Le journal insiste sur la légitimité de ces actions, par exemple, en précisant le fait que l'ancien compagnon de María Ángeles Muñoz ait disparu en apprenant la grossesse de son épouse<sup>149</sup>. Toutefois, deux des trois articles expriment aussi des réticences quant à la mobilisation féministe. Par exemple, le journaliste Martín Anglada estime qu'un des slogans utilisés lors des manifestations – « Una mujer sin hombre es como un pez sin bicicleta » – est trop « radical »<sup>150</sup> et que cette devise n'a pas de lien avec le procès. Ainsi, il adhère à la nécessité de modifier une loi objectivement discriminatoire mais blâme l'indépendance féministe et ses velléités de détruire l'institution familiale, à commencer par le couple. Une dizaine de jours plus tard, *La Vanguardia* informe à nouveau d'une manifestation en lien avec l'affaire. L'article semble purement informatif et neutre mais le choix des détails relevés par l'auteur suggère certains excès dans le comportement des militantes. Il précise effectivement que ces dernières manifestent sans autorisation et signale que leur marche bloque le trafic routier<sup>151</sup>. D'ailleurs, le titre lui-même insiste sur l'intransigeance de femmes qui non pas « piden » mais « exigen » l'égalité devant la loi<sup>152</sup>.

---

<sup>148</sup> Le cas d'Inmaculada Benito, jugée le 6 octobre pour des faits similaires, génère moins d'articles que celui de María Ángeles Muñoz. Tout d'abord, car c'est elle qui inaugure la séquence médiatique sur la lutte contre le délit d'adultère. L'affaire introduit ce sujet à l'agenda médiatique. À l'inverse, lors du procès de María Ángeles Muñoz, l'opinion est déjà sensibilisée au thème. En outre, le premier procès a lieu à Saragosse alors que le deuxième se tient à Barcelone. La taille de cette ville ainsi que le dynamisme de son tissu féministe ont pu favoriser la médiatisation de l'affaire. D'ailleurs, la mobilisation militante est alors plus visible. Certes, lors du procès Benito, l'antenne aragonaise d'ADM avait organisé des manifestations, collecté des signatures et affrété deux bus pour faire venir des soutiens depuis Madrid. Toutefois, dans le cas de María Ángeles Muñoz, les manifestations ont lieu à Madrid et à Barcelone soit dans les villes où résident les journalistes de deux rédactions.

<sup>149</sup> ANGLADA Martín. María Ángeles Muñoz sigue sin entregar su hija al juez. *La Vanguardia*. 16 novembre 1976, p. 35.

<sup>150</sup> *Ibid.*

<sup>151</sup> Manifestaciones de mujeres exigiendo igualdad ante la ley. *La Vanguardia*. 25 novembre 1976, p. 13.

<sup>152</sup> *Ibid.*

*El País* ne relève pas ce genre de détails. Par exemple, le récit de la manifestation madrilène du 24 novembre 1976 réalisé par Bel Carrasco<sup>153</sup> diffère de celui publié dans *La Vanguardia*. En effet, la journaliste présente les forces de l'ordre comme un instrument de répression gouvernemental qui interdit aux citoyens de s'exprimer. L'article utilise deux fois le verbe « cargar » et trois fois le substantif « detención ». À l'inverse, l'auteur de *La Vanguardia* fait certes référence à une « energética represión » policière mais insiste surtout sur le rôle pacifique des agents puisqu'il précise que ces derniers ont protégé les féministes de groupuscules d'extrême droite, venus chercher querelle<sup>154</sup>. Enfin, Bel Carrasco évoque des « fuentes feministas », affichant ainsi ses bonnes relations avec les militantes<sup>155</sup>. Son article, accompagné d'une photo de la manifestation, obtient même la dernière page de l'édition, signe de l'importance que la rédaction d'*El País* confère au sujet, d'autant que la mobilisation féministe autour de l'affaire Muñoz avait déjà fait la *Une* du 17 octobre. Ainsi, dès l'automne 1976, le traitement des actions féministes diffère entre les journaux. Le titre catalan soutient leur objectif mais rejette l'idée de manifestation.

Quant aux événements liés au procès des onze de Bilbao, *La Vanguardia* commence à s'y intéresser en octobre 1979. En réalité, c'est déjà la deuxième fois que le juge convoque ces femmes accusées de pratiques abortives. La première séance se déroule en juin 1978 mais n'attire pas la presse, contrairement à la seconde qui s'ouvre en octobre 1979. Certains titres, dont *El País*, communiquent alors profusément sur l'affaire. *La Vanguardia* ne se passionne pas autant pour le sort des accusées mais propose tout de même quelques articles. Entre octobre et novembre 1979, il publie quatorze sujets concernant l'avortement (parfois mêlés à d'autres thèmes, notamment à celui du divorce) dont six renvoient spécifiquement au procès. Trois d'entre eux se réfèrent à la mobilisation féministe. Ils paraissent le même jour, au lendemain de l'audience. Les autres communiquent l'opinion de certaines entités – à l'instar des municipalités et des formations politiques – sur la question<sup>156</sup>. Parmi les articles dédiés aux féministes, le premier ne fait que mentionner, en une phrase, leur réaction après la décision du juge de reporter le procès. Les deux autres renvoient à la mobilisation qui, selon *La Vanguardia*, est non seulement anecdotique mais également source d'ennuis. Les deux sujets, très courts, sont placés à la suite dans un filet de brèves. Le premier rend compte d'un rassemblement solidaire alors que le second informe de la blessure subie par un avocat lors d'une manifestation pro-

---

<sup>153</sup> CARRASO Bel. Un millar de personas, en favor de los derechos de la mujer. *El País*. 25 novembre 1976, p. 48.

<sup>154</sup> Manifestaciones de mujeres exigiendo..., art. cit.

<sup>155</sup> CARRASCO, Un millar..., art. cit.

<sup>156</sup> Par exemple, El ayuntamiento de Oviedo, en favor de las abortistas. *La Vanguardia*. 28 novembre 1979, p. 14.

avortement. Ainsi, *La Vanguardia* ne communique pas sur le message des militantes mais sur les heurts liés à leur activité. En outre, le titre que le journal choisit pour le deuxième article peut tromper le lecteur puisqu'il indique « Abogado herido en una manifestación pro-abortista »<sup>157</sup>. Or, le texte explique ensuite que les blessures n'ont aucun rapport avec le rassemblement puisque ce sont des Guerrilleros de Cristo Rey qui auraient agressé l'homme. On peut donc interpréter le choix de ce titre comme la volonté de délégitimer les groupes féministes, signalés comme responsables de troubles à l'ordre public. Par ailleurs, *La Vanguardia* choisit de ne s'en faire l'écho qu'à la page 58 sur 60, c'est-à-dire dans un espace intérieur de la fin du numéro, au sein de la rubrique *Cierre* alors que les articles relayant les discours d'instances officielles se trouvent, eux, dans la rubrique *España*. Ainsi, le journal informe du procès des onze de Bilbao mais choisit de laisser s'exprimer les institutions officielles au détriment des mouvements féministes auxquels il consacre d'ailleurs trois fois moins d'articles qu'*El País*. Le quotidien renvoie les militantes à leur marginalité, d'abord concrètement en les désignant comme des agitatrices sociales, mais aussi symboliquement en les exilant à la marge du journal, au sein des dernières pages.

En juin 1981, *La Vanguardia* se fait l'écho du redémarrage de la procédure. Son premier article est une brève relayant l'arrestation de douze militantes accusées d'avoir taggué des messages de soutien dans la rue madrilène Tomás Bretón<sup>158</sup>. Dans cet article, il se limite à informer de l'arrestation. Ce n'est pas le choix opéré par *El País*<sup>159</sup> qui, contrairement à son confrère, communique aussi sur l'issue de cette arrestation et donne la parole aux militantes. Selon lui, au cours de leur garde à vue, ces dernières auraient subi de mauvais traitements<sup>160</sup>.

De la même façon, le deuxième article publié par *La Vanguardia* informe de la nouvelle suspension du procès. Le texte ne fait que mentionner la mobilisation mais les quelques précisions introduites par le journaliste véhiculent une image peu flatteuse des féministes car ce dernier explique que c'est à cause d'elles que le procès se tient à huis clos et donc que leur action est non seulement contreproductive mais porte également préjudice aux accusées :

El nuevo juicio, pues ya en octubre de 1980 [sic] se intentó llevar a cabo otro que al final fue aplazado por incomparecencia de una de las acusadas, será a puerta cerrada, en contra de la voluntad expresada por las presuntas abortistas, que lo desean público. [...]

---

<sup>157</sup> Abogado herido en una manifestación pro-abortista. *La Vanguardia*. 27 octubre 1979, p. 58.

<sup>158</sup> Doce proabortistas detenidas. *La Vanguardia*. 11 juin 1981, p. 17.

<sup>159</sup> Il informe de l'arrestation à la fin de l'article suivant : El parlamento vasco no estudió el juicio contra 11 mujeres acusadas de prácticas abortivas. *El País*. 11 juin 1981, p. 19.

<sup>160</sup> En libertad las 12 detenidas por realizar pintadas en favor del aborto. *El País*. 12 juin 1981, p. 19.

A esta conclusión se ha llegado, al parecer, debido al ambiente creado por la coordinadora feminista de Vizcaya y diversos partidos de izquierda, con la celebración de encierros, manifestaciones y encarcelamientos solicitando la amnistía para las encausadas y la legalización del aborto<sup>161</sup>.

Une nouvelle fois, *El País* est largement moins catégorique. Lui aussi revient sur l'imposition du huis clos mais, à son sens, c'est avant tout la présence d'une foule de journalistes et de curieux qui aurait pesé sur la décision du juge. Il décortique le communiqué officiel transmis à la presse :

Dicho artículo dice textualmente que "las actuaciones judiciales serán públicas, con las excepciones que prevean las leyes de procedimiento". En cuanto a las "circunstancias concurrentes ya puestas de manifiesto", citadas en el auto, se refiere probablemente a la presencia frente a las puertas del Palacio de Justicia de Bilbao, el 26 de octubre de 1979, de varios cientos de personas y, entre ellas, de al menos una veintena de corresponsales de Prensa, radio y televisión de todo el mundo<sup>162</sup>.

*La Vanguardia* délégitime donc les féministes en tant qu'actrices de l'émancipation féminine car elles feraient plus de mal que de bien. Le journal donne à voir un mouvement peu responsable dont les agissements irrfléchis troublent l'ordre social et nuisent à autrui. Le quotidien se méfie des manifestations car elles remettent en question l'ordre étatique et ses valeurs alors qu'*El País*, plus sensible à la souveraineté populaire, enjoint ses lecteurs à s'engager de façon citoyenne dans la mesure où ils le font pacifiquement. Le traitement des grandes mobilisations féministes est donc cohérent avec la ligne d'un journal basé sur le respect presque inconditionnel envers les institutions et l'idée que les changements sociopolitiques doivent être engagés non pas par la rue mais par la classe politique.

### **VI. 3. C. Le féminisme : baromètre de la démocratie pour *El País***

Dès son lancement, *El País* s'engage pour une participation démocratique plus directe, c'est pourquoi, dans un premier temps, il communique beaucoup sur les groupes féministes qui représentent pour lui un espoir de changement. Toutefois, après 1979, il prend ses distances avec les militantes. À son sens, médiatiser leurs actions n'est plus une fin en soi. Il ne considère

---

<sup>161</sup> Hoy, juicio contra once presuntas abortistas. *La Vanguardia*. 16 juin 1981, p. 19.

<sup>162</sup> UNZUETA Patxo. El juicio de Bilbao sobre presuntas prácticas abortivas será a puerta cerrada. *El País*. 13 juin 1981, p. 15.

plus les féministes comme les seules personnes légitimes pour défendre les intérêts des citoyennes espagnoles et pour faire évoluer la loi. La société a fait du chemin depuis la mort de Franco et les débats autour de la dépénalisation de la contraception l'ont sensibilisée aux problématiques liées à la santé sexuelle et reproductive. La plupart des partis politiques ont également inclus ces questions à leurs programmes et discours. Les féministes ne sont donc plus les seules à s'engager sur ces sujets, et notamment sur celui de l'avortement. En réalité, ce qui intéresse vraiment *El País* n'est pas tant le féminisme et ses représentantes mais la façon dont la classe politique les appréhende parce que leur réaction face à ce mouvement est pour lui un baromètre démocratique. En effet, il permet de vérifier l'acceptation de l'expression du peuple par l'État, d'apprécier le degré de modernité des principaux partis politiques en présence et de se comparer avec le reste des nations voisines.

Tout d'abord, à travers les militantes, le quotidien dénonce la violence de l'État. Au fil des années, il insiste de plus en plus sur la répression policière lors des manifestations féministes. Ainsi, lors de la deuxième session du procès de Bilbao, entre octobre et novembre 1979, le quotidien publie quarante-cinq articles au sujet de l'avortement, soit environ un par jour (il ne sort pas encore les lundis) dont vingt sont directement liés au procès et onze à la mobilisation associative. S'il s'engage en faveur des prévenues, il se montre plus réservé au sujet des associations dont les actions ne suscitent que des commentaires succincts et prosaïques. L'intérêt du journal ne s'anime qu'à l'occasion de débordements des forces de l'ordre lors des manifestations du 20 octobre. Il publie alors des textes engagés pour dénoncer ce qu'il considère comme l'autoritarisme et la violence de l'État. Leur style tranche avec l'écriture sans fioriture des articles consacrés à la mobilisation féministe. Ainsi, une des sous-tribunes du 21 octobre titre « La policía carga contra las feministas » et précise que l'opération est menée « con gran dureza »<sup>163</sup>. Dans les pages intérieures, un article se charge d'approfondir l'information. L'adverbe du titre insiste à nouveau sur ce qui est présenté comme un abus de pouvoir de la police : « cargó violentamente ». Les deux termes se répètent dans le corps du texte, deux fois pour le verbe et une fois pour l'adverbe. L'auteur du sujet insiste sur le manque de déontologie policière car les agents s'en prennent personnellement aux manifestantes – « profirieron gritos injuriosos » – et se montrent brusques et violents puisque « dos abogadas resultaron contusionadas por los golpes de la policía » et que « se produjeron numerosas caídas, como consecuencia de la aglomeración y de los golpes de los policías »<sup>164</sup>. Cette description contraste avec le portrait que dresse le journaliste de l'action menée par les militantes : elles

---

<sup>163</sup> La policía carga contra las feministas. *El País*. 21 octobre 1979, p. 1.

<sup>164</sup> *Ibid.*

s'organisent calmement en assemblée, acceptent d'écourter l'action après une discussion avec le gardien, votent des résolutions et rédigent des télégrammes. *El País* informe également de la participation de Carmen Díez de Rivera et de Cristina Alberdi, avocate qui collabore régulièrement avec le quotidien. La mention de ces deux personnalités respectables ne fait qu'insister sur le contraste entre mobilisation civilisée et répression abusive ainsi que sur la carence démocratique des pouvoirs publics.

Par ailleurs, précisons que ces deux personnalités sont en désaccord avec l'UCD. Carmen Díez de Rivera est connue pour s'être opposée à la candidature d'Adolfo Suárez lors des élections de 1977, leur mésentente avait conduit à la démission de la directrice de cabinet. Quant à Cristina Alberdi, elle est proche du PSOE. Ainsi, l'allusion à ces deux femmes n'est pas anodine. Ici, symboliquement, *El País* montre que c'est la gauche qui incarne le débat démocratique et qui s'oppose à la violence de l'exécutif *ucédiste*. *El País* couvre donc largement l'affaire et insiste sur le rôle des féministes. Toutefois, s'il dénonce clairement le sort qui leur est réservé durant les manifestations et actions pacifiques, son objectif est avant tout de critiquer l'UCD d'une part et de mettre en avant le socialisme, d'autre part.

Lors de la réouverture du procès un an et demi plus tard, cette tendance s'est accentuée. *El País* s'intéresse bien davantage à la réaction politique et citoyenne face à l'affaire qu'à la seule mobilisation féministe. L'action des militantes est considérée comme une partie d'un tout et un des symptômes des anomalies de l'État puisque les activistes mettent à jour sa violence et son obstination à ne pas entendre la clameur de la société. C'est ce que montre notamment une tribune du 14 juin 1981 qui relate les affrontements entre les militants et la police lors d'une mobilisation nationale pro-avortement. Le texte, qui dénombre les blessés, pêche par sa redondance puisque les mêmes chiffres se répètent à seulement deux phrases d'intervalle, non pas dans le chapeau mais bien dans le corps du texte, comme si le journal cherchait à accentuer le sentiment de répression policière généralisée alors qu'il ne s'agit que d'un incident, peut-être représentatif d'une attitude générale, mais somme toute isolé<sup>165</sup>.

De plus, la tribune met en avant deux initiatives en soutien aux prévenues, des initiatives indépendantes des réseaux féministes : la publication d'une lettre ouverte signée par cinquante-huit avocats et la diffusion d'un communiqué du PSOE. Le journal propose à ses lecteurs un extrait du texte socialiste : « Manifestamos nuestro apoyo solidario y urgimos la necesidad de

---

<sup>165</sup> L'article dit : « con un balance de seis policías heridos, diecinueve mujeres también heridas y un número indeterminado de detenciones » puis « veinticinco personas heridas –diecinueve mujeres y seis policías municipales– ». Se intensifica la campaña de solidaridad con las once mujeres acusadas de abortar. *El País*. 14 juin 1981, p. 1.

regular el tratamiento del aborto, adecuándose a la realidad de los graves problemas que encierra »<sup>166</sup>. Face à un État jugé répressif, le quotidien présente les socialistes comme les garants du bon sens et de la démocratie, une attitude qu'il soulignait déjà à l'automne 1979, à travers deux articles dans lesquels le PSOE demandait des comptes au gouvernement au sujet d'autres débordements<sup>167</sup>. La mise en avant des socialistes s'accroît à mesure que s'aggrave la crise au sein de l'UCD. Ainsi, *El País* relaye encore les initiatives des militantes mais c'est davantage la réaction généralisée de groupes de pouvoir politiques et sociaux qui l'intéresse, d'autant que le quotidien ne cautionne plus systématiquement l'option féministe. À travers les attaques envers les militantes, c'est donc la politique intérieure du gouvernement que critique *El País*. À son sens, la répression lors des manifestations est une anomalie démocratique. Or, cette anomalie s'explique par le contexte historique. En effet, après la mort de Franco, la police elle-même doit mener à bien sa transition car les agents, formés durant la dictature, sont davantage entraînés pour la répression que pour la sécurisation<sup>168</sup>. La violence s'exprime avant tout dans la lutte antiterroriste et la « guerre sale »<sup>169</sup> menée par l'exécutif contre des groupuscules comme l'ETA à travers ses commandos para-policiers, les Grupos Antiterroristas de Liberación (GAL). En parallèle, et on le constate avec l'exemple féministe, les manifestations de citoyens sont elles aussi le théâtre de brutalités, non pas du GAL mais de la police. Selon Gonzalo Wilhelmi<sup>170</sup>, les forces de l'ordre se polarisent autour de deux courants principaux : les partisans des pratiques de la Brigada político-social, police politique créée sous Franco et qui disparaît totalement en 1986 et ceux d'une police se voulant plus moderne et démocratique, à l'instar de membres de plusieurs syndicats comme celui de la Unión Sindical de Policías, légalisé en juillet 1979<sup>171</sup>. Or, Gonzalo Wilhelmi explique que, sous la gouvernance *ucédiste*, les agents de la Brigada bénéficient de plus d'avancement dans la hiérarchie que leurs confrères :

---

<sup>166</sup> *Ibid.*

<sup>167</sup> Par exemple : Los socialistas piden explicaciones sobre la actuación de la policía contra las feministas. *El País*. 9 novembre 1979, p. 14.

<sup>168</sup> Comme l'explique Gonzalo Wilhelmi dans WILHELMI Gonzalo. Las otras víctimas de una transición nada pacífica. In : MUGA José Luis, VEGA SOMBRÍA Santiago (coord.). *Verdad, justicia y reparación: Actas del I Congreso de víctimas del franquismo* (Rivas-Vacía Madrid, 20-22 avril 2012) [en ligne]. Sevilla : Atrapasueños, 2013. Disponible sur : « <https://www.congresovictimasfranquismo.org/comunicaciones/> » (consulté le 2 avril 2021), p. 2.

La question de l'évolution des directives et de l'organisation administrative de la police espagnole durant la période est complexe et dépasse le cadre de cette thèse mais l'ouvrage de Diego López Garrido en offre une étude détaillée : LÓPEZ GARRIDO Diego. *El aparato policial en España: Historia, sociología e ideología*. Barcelona : Ariel, 1987, 178 p.

<sup>169</sup> L'expression est de Sophie Baby, BABY, art. cit., p. 4.

<sup>170</sup> WILHELMI, in : MUGA, VEGA SOMBRÍA (coord.), *op. cit.*, p. 4

<sup>171</sup> Constituida la Unión Sindical de Policías. *Diario 16*. 6 juillet 1979.

Los antiguos miembros de la policía política franquista (BPS) fueron premiados con ascensos, mientras la minoritaria y democrática Unión Sindical de Policías (USP) era perseguida. Desde la izquierda radical se criticaron los nombramientos de los nuevos jefes de la policía en junio de 1979 (Manuel Ballesteros, Carlos Santos Anechina y José Sainz González) por su pasado en la BPS y su participación en violaciones de derechos humanos<sup>172</sup>.

Ainsi, l'UCD au pouvoir favoriserait la répression policière. Or, la gauche parlementaire<sup>173</sup> s'oppose à l'usage de la violence, qu'elle émane de la population (notamment des groupuscules terroristes) ou de l'État<sup>174</sup>. Le PSOE et le PCE notamment craignent une escalade des incidents pouvant aboutir à une involution à travers à un coup d'État qui replongerait l'Espagne dans un régime autoritaire. *El País* partage cette crainte. Pour lui, la violence d'État est la marque des régimes autoritaires, c'est pourquoi il relaye les plaintes de ces partis politiques de gauche et notamment des leaders du socialisme espagnol. Le quotidien madrilène utilise également le discours socialiste pour nourrir son offensive de plus en plus visible contre l'UCD. Par conséquent, il loue indirectement les qualités du PSOE en le présentant comme un parti qui incarne la raison démocratique. Pour lui, Felipe González représente donc la possibilité d'une présidence moderne et apaisée dans le nouvel État de droit. À l'inverse, Adolfo Suárez est dépeint comme dépassé par son temps. Lui, ainsi que les membres de son parti, auraient trop d'attaches avec le passé franquiste, eux qui ont quasiment tous occupé des charges politiques durant la dictature. Pour *El País*, l'Espagne doit laisser derrière elle l'étape de la Transition afin que s'engage dans celle de la normalisation politique, une normalisation allant de pair avec un usage de la force publique mesuré.

En outre, le choix d'*El País* d'informer sur les grandes rencontres du féminisme socialiste prouvent là encore son rapprochement progressif avec le PSOE. De fait, la *Figure 11* témoigne d'un pic informatif aux printemps 1980 et 1981. Or, durant les mois de juin de ces deux années se sont tenues les I et II Semanas de la Mujer organisées par le parti. Le quotidien leur dédie d'abord quatre grands articles entre le 4 et le 8 juin 1980<sup>175</sup>. L'année suivante, il

---

<sup>172</sup> WILHELMI, in : MUGA, VEGA SOMBRÍA (coord.), *loc. cit.*

<sup>173</sup> Sophie Baby et Javier Muñoz Soro citent par exemple la Liga Comunista Revolucionaria, le PCE Internacional ou le Partido Comunista Proletario. BABY Sophie, MUÑOZ SORO Javier. El discurso de la violencia en la izquierda durante el último franquismo y la transición (1968-1982). In : LEDESMA José Luis, MUÑOZ SORO Javier, RODRIGO Javier (coord.) *Cultura y políticas de la violencia: España siglo XX*. Madrid : Siete Mares, 2005, p. 279-304, p. 279.

<sup>174</sup> *Ibid.*, p. 300.

<sup>175</sup> La marginalización de la mujer, analizada en las jornadas socialistas. *El País*. 4 juin 1980, p. 19 ; La ilustración en la literatura infantil, analizada en la Semana Socialista de la Mujer. *El País*. 5 juin 1980, p. 18 ; La I Semana de



intensifie sa communication en proposant sept longs sujets dont un illustré par une photo. Il dépêche Karmentxu Marín enfin de couvrir au mieux les débats et propose même un article d'opinion signé par Sacramento Martí<sup>176</sup>. À titre de comparaison, *La Vanguardia* ne fait aucune mention de la rencontre de 1980 et ne consacre que deux textes très sobres à celle de 1981 : une brève le 5 juin pour l'ouverture des conférences et un article court le 9 pour leur clôture<sup>177</sup>. L'intérêt d'*El País* pour ces journées est donc aussi le signe de son rapprochement avec l'idéologie des socialistes de Felipe González. De fait, quand le journal sort en kiosques en 1976, le PSOE ne représente pas encore pour lui une option politique sûre car il est le théâtre d'affrontements entre les *históricos* et le groupe *renovado*. Il n'est pas encore parvenu à rassembler toutes les personnalités socialistes dont les efforts se fragmentent au sein de plusieurs partis. *El País* rend d'ailleurs compte de ces divisions dans plusieurs éditoriaux<sup>178</sup>. En revanche, aux printemps 1980 puis 1981, la situation a considérablement évolué. Le PSOE a su fédérer le socialisme espagnol et collaborer avec le gouvernement afin de faciliter le processus démocratique, il a abandonné le marxisme et adopté un discours plus modéré. *El País*, de plus en plus contraire à l'UCD et peu convaincu par sa Subdirección general de la condición femenina, est alors plus enclin à soutenir le PSOE, en l'occurrence en informant sur les activités de sa formation féminine<sup>179</sup>. Dans tous les cas, pour lui, le féminisme n'appartient plus aux militantes. C'est un thème politique qui doit se débattre au Parlement.

Enfin, la couverture médiatique que le quotidien accorde aux grandes rencontres internationales témoigne de son attachement à la politique étrangère. Il le prouve à de nombreuses reprises en publiant des articles comme : « Reunión Internacional en Roma sobre la violencia contra las mujeres », « Las mujeres socialistas y comunistas de Francia se enfrentan a sus partidos » ou « Manifestación en Argel contra el proyecto de ley antifeminista »<sup>180</sup>. C'est

---

la Mujer analiza los problemas de las trabajadoras. 7 juin 1980, p. 18 et Finaliza la I Semana de la Mujer organizada por los socialistas. *El País*. 7 juin 1980, p. 16.

<sup>176</sup> MARÍN Karmentxu. Se inicia la Semana de la Mujer, organizada por el PSOE. *El País*. 2 juin 1981, p. 16 ; MARÍN Karmentxu. La opresión que sufre la mujer, origen de muchas neurosis. *El País*. 3 juin 1981, p. 28 ; MARTÍ VALLBONA Sacramento. Feminismo y lactancia artificial. *El País*. 4 juin 1981, p. 30 ; MARÍN Karmentxu. La Semana de la Mujer destaca la poca militancia política femenina. *El País*. 4 juin 1981, p. 31 ; Discriminación de la mujer en los medios de comunicación. *El País*. 5 juin 1981, p. 31 ; MARÍN Karmentxu. Debates sobre las exigencias legales y sociales hacia la madre soltera. *El País*. 6 juin 1981, p. 29 et MARÍN Karmentxu. El trabajo femenino debe ser potenciado con desgravaciones fiscales. *El País*. 7 juin 1981, p. 25.

<sup>177</sup> Segundo encuentro de mujeres socialistas. *La Vanguardia*. 5 juin 1981, p. 10 et Concluyó el II encuentro de Mujeres Socialistas. *La Vanguardia*. 9 juin 1981, p. 7.

<sup>178</sup> Par exemple, dans : Congreso del PSOE, primer balance. *El País*. 9 décembre 1976 ou dans La unidad de los socialistas. *El País*. 23 janvier 1977.

<sup>179</sup> Voir I. 2. Le nouvel échiquier politique à la mort de Franco.

<sup>180</sup> Reunión Internacional en Roma sobre la violencia contra las mujeres. *El País*. 30 mars 1978, p. 24 ; FIDALGO Feliciano. Las mujeres socialistas y comunistas de Francia se enfrentan a sus partidos. *El País*. 13 juin 1978, p. 2 et OSTOS Manuel. Manifestación en Argel contra el proyecto de ley antifeminista. *El País*. 19 novembre 1981, p. 8.

également le cas en juin 1980 lors de la Conférence mondiale sur les femmes organisée par l'ONU à Copenhague. Le quotidien propose alors onze articles très détaillés expliquant jour après jour les enjeux géopolitiques de cette rencontre officielle et de sa jumelle officieuse, organisée en parallèle par des féministes indépendantes. Soledad Gallego-Díaz, rédactrice de la rubrique politique, est même envoyée sur place. L'intérêt pour les rencontres internationales prouve que, pour *El País*, le féminisme est un des enjeux du futur. En effet, au-delà des opinions de chacun sur le sujet, selon lui, une nation ne saurait se définir comme démocratique si elle ne prend pas en compte les demandes féminines et féministes. Ainsi, la couverture médiatique qu'*El País* confère aux féministes le définit comme un quotidien soucieux de l'actualité politique et internationale, et lui permet de consolider son image de journal moderne et ouvert sur le monde. Elle témoigne aussi de ses affinités idéologiques avec le PSOE.

## Conclusions

Enfin, pour *El País*, le féminisme est une question politique intimement liée à la Transition démocratique. Pour lui, être féministe signifie aller dans le sens de l'histoire. Le journal aborde le sujet sous un angle national mais aussi international puisque s'engager contre les discriminations de genre est pour lui une des conditions pour être admis symboliquement dans le cercle des grandes démocraties. À l'inverse, durant la période étudiée, *La Vanguardia* se tourne vers la politique catalane. Pour lui, la Transition « vient d'en haut » car ce n'est qu'un processus d'adaptation politique. Il se montre donc globalement passif face à l'actualité, il en est un des relais, alors qu'*El País* cherche à *faire* l'information, à la créer. Pour le madrilène, il s'agit d'accompagner l'actualisation des valeurs espagnoles. Or, la métamorphose du pays implique un engagement populaire, d'où ses velléités à façonner l'information et d'où sa bienveillance à l'égard des manifestations et autres événements citoyens qui cherchent, eux aussi, à avoir un impact sur la société. Cette différence de conceptualisation du processus de Transition explique également le rapport au temps de chaque quotidien. *La Vanguardia* prend son temps, il cultive un aspect « magazine » et, de façon plus globale, considère que l'évolution des mentalités se réalisera au rythme de la société. Or, ce choix lui fait rater le train de la modernité. *El País*, lui, est davantage dans l'instantanéité, par sa forme mais aussi par son désir de provoquer lui-même les changements sociaux. Ces différences de temporalités impliquent

des divergences dans la relation aux lecteurs : *La Vanguardia* cherche à s'adapter à eux, à ce qu'ils désirent lire, alors qu'*El País* tente de les influencer. Les deux quotidiens ont donc une définition différente de ce que signifie « informer ». Ils ne conçoivent pas leur mission de la même façon. C'est ce qui ressort, aussi, du discours de chacun lors des débats autour des grandes lois concernant le devenir féminin. Nous étudierons les quatre réformes les plus symboliques : la légalisation du divorce mais aussi la dépénalisation de l'adultère, de la contraception et de sa publicité ainsi que les prémisses de celle de l'avortement. Nous constaterons alors que cette différence de conception de ce qu'est la Transition entraîne des conséquences quant au positionnement des deux journaux et à leurs velléités d'influencer population.

# TROISIEME PARTIE – *EL PAIS* ET *LA VANGUARDIA* FACE A L'EVOLUTION LEGISLATIVE DURANT LA TRANSITION DEMOCRATIQUE : ADULTERE, CONTRACEPTION, DIVORCE ET AVORTEMENT

La Transition démocratique représente un coup d'accélérateur pour la modernisation de la législation espagnole car elle est l'occasion d'éliminer une série d'archaïsmes légaux qui ne persistaient qu'en vertu de l'idéologie national-catholique. Le démantèlement du régime permet au Parlement démocratique d'ajuster des lois devenues inadaptées aux nouvelles pratiques sociales des années 1970. En ce sens, dès 1978, il autorise la publicité et l'utilisation de méthodes contraceptives et dépénalise l'adultère<sup>1</sup>. Trois ans plus tard, il introduit la possibilité de divorcer civilement grâce à la modification de la régulation du mariage dans le Code civil<sup>2</sup>. Quant à la dépénalisation de l'avortement, si elle n'est pas encore débattue par les députés et sénateurs durant la période qui nous occupe, elle commence toutefois à faire l'objet d'un fort intérêt médiatique à partir de la réouverture du procès des onze de Bilbao à l'automne 1979.

La troisième partie de cette thèse s'intéressera à la ligne d'*El País* et de *La Vanguardia* à l'égard de cette « mise à jour » législative opérée durant la Transition démocratique. Le premier chapitre s'attachera à déterminer le positionnement idéologique de chaque publication, d'abord d'un point de vue officiel à travers la lecture des éditoriaux, puis d'un point de vue plus indirect grâce à l'analyse des autres articles publiés. Ce travail permettra de mettre à jour deux conceptions différentes du rôle de l'Église catholique dans la vie publique espagnole entre *El País* et *La Vanguardia*. Le deuxième chapitre évaluera le degré d'influence que les journaux

---

<sup>1</sup> Voir II. 2. A. 1978 : Les premières victoires.

<sup>2</sup> Il ne s'agit pas à proprement parler d'une « loi sur le divorce » mais d'une modification de la régulation du mariage dans le Code civil. Néanmoins, cet abus de langage est fort utilisé à l'époque. Durant la Transition, la classe politique et les médias parlent à l'unisson de « ley de divorcio ».

exercent, ou désirent exercer, sur ces projets de loi. Cette étude montrera qu'ils souhaitent jouer un rôle dans l'évolution législative et qu'ils manient l'information à cet effet. Ce travail posera également quelques jalons pour développer le troisième chapitre. Cette dernière partie, dédiée aux débats autour du divorce et de l'avortement, démontrera qu'*El País* et *La Vanguardia* abandonnent parfois leur devoir informatif au profit d'enjeux propres aux deux journaux et à leur direction, que les enjeux soient politiques ou économiques. Ce chapitre sera donc aussi l'occasion de réfléchir à la signification d'« informer » pour chacun de ces titres.

Le présent travail repose sur la lecture de l'intégralité des articles ayant trait aux quatre thématiques étudiées – la dépenalisation de l'adultère et de l'avortement et la légalisation du divorce ainsi que celle des contraceptifs et de leur publicité – publiés dans *El País* et *La Vanguardia* entre le 3 juillet 1976 et le 28 octobre 1982. La méthodologie utilisée est la même que celle choisie dans la deuxième partie de la thèse. Elle s'inspire des recommandations de Michael Huberman et Matthew B. Miles. Chacune des quatre thématiques, ou « sites » selon la terminologie des chercheurs, a été étudiée séparément mais en utilisant les mêmes rubriques d'indexation afin d'être en mesure de comparer les résultats. À nouveau, la démarche choisie est qualitative et s'appuie sur l'analyse du discours. Néanmoins, elle ne se prive pas des éléments quantitatifs d'analyse de contenu qui se révéleraient pertinents pour éclairer certains aspects de la question.

L'étude s'appuie sur 806 articles d'*El País* et 485 de *La Vanguardia*. Les thématiques qui concentrent le plus l'attention des deux journaux sont, dans l'ordre : la dépenalisation de l'adultère (26 articles dans le journal madrilène, 14 articles dans le journal catalan), la légalisation de la publicité et de l'usage de contraceptifs (95 articles pour le premier, 61 pour le second), la dépenalisation de l'avortement (312 et 134) et la légalisation du divorce (379 et 276)<sup>3</sup>. Les éditoriaux, traités à part, feront l'objet d'un commentaire particulier et n'entrent pas dans le décompte. Les trois chapitres suivants présentent les résultats.

---

<sup>3</sup> Pour *El País*, quelques rares articles traitant de deux thèmes à la fois ont été intégrés dans deux catégories, c'est pourquoi la somme des articles par thématique est de 812 et pas de 806.

# CHAPITRE VII. COMMENT SE POSITIONNENT *EL PAIS* ET *LA VANGUARDIA* A L'EGARD DE CES EVOLUTIONS LEGISLATIVES ?

## VII. 1. Quelle est leur ligne éditoriale officielle ?

### VII. 1. A. La ligne éditoriale des journaux concernant la dépenalisation de l'adultère et de la contraception

Dans un premier temps, intéressons-nous à l'adultère et à ce que les journaux communiquent dans leurs éditoriaux à ce sujet, *id est* à leur ligne officielle. *El País* et *La Vanguardia* se positionnent très tôt et sans réserve en faveur de la dépenalisation de l'adultère, délit qui leur semble être un véritable archaïsme dans l'Espagne des années 1970. Dans un éditorial publié quelques semaines avant le début de la période étudiée, le journal madrilène estime que la législation relative au mariage, d'inspiration napoléonienne, induit des situations « medievalmente discriminatorias para la mujer »<sup>4</sup>. Son confrère catalan explique qu'il s'agit d'une « reivindicación feminista, [y de] un clamor social »<sup>5</sup>. Lorsque le gouvernement annonce son projet de dépenalisation, le quotidien rappelle le décalage entre la loi et les mœurs espagnoles : « se había producido una profunda transformación que divorciaba la ley y la realidad del país »<sup>6</sup>. Néanmoins, au-delà de ce postulat de départ, le raisonnement des journaux diffère.

En effet, *La Vanguardia* ne propose qu'un seul éditorial concernant la suppression du délit d'adultère<sup>7</sup>. Il est daté du 30 octobre 1977, soit sept mois avant la promulgation officielle de la loi de mai 1978<sup>8</sup>. Cependant, l'abrogation de cette disposition légale a déjà fait l'objet

---

<sup>4</sup> Éditorial Por una moral civil. *El País*. 20 mai 1976.

<sup>5</sup> Éditorial Respeto a la vida privada. *La Vanguardia*. 30 octobre 1977, p. 7.

<sup>6</sup> *Ibid.*

<sup>7</sup> Un autre éditorial publié en 1980 mentionne aussi l'adultère (La mujer, persona y no objeto. *La Vanguardia*. 15 octobre 1980, p. 5) mais il se réfère à une déclaration du Pape et n'a pas de lien avec la dépenalisation ratifiée en 1978. Nous y reviendrons par la suite.

<sup>8</sup> Ley 22/1978, de 26 de mayo..., *op. cit.*

d'un consensus entre les principaux leaders politiques lors de la publication des Pactes de la Moncloa quelques jours plus tôt. *La Vanguardia* se limite donc à exprimer son approbation à l'égard d'une mesure déjà actée par un large spectre politique, de la gauche communiste de Santiago Carrillo jusqu'à la droite de Manuel Fraga. À l'inverse, *El País* publie deux éditoriaux en amont de tout accord, en mai puis en octobre 1976, soit plus d'un an avant *La Vanguardia*. Par conséquent, contrairement au quotidien catalan, il n'est pas sur le registre du commentaire mais sur celui de l'argumentation car il exhorte la classe politique à abroger les lois jugées obsolètes. Dans le premier texte, *El País* se limite à citer l'adultère aux côtés d'une série d'autres thèmes – comme la contraception, le divorce, le mariage civil ainsi que le partage de l'autorité parentale et du patrimoine au sein du couple – que la classe politique devrait, selon lui, traiter en urgence. Le journal dénonce l'inertie des figures de pouvoir qui ne s'engagent pas, ou pas assez, sur le sujet : « son asuntos de primerísimo interés social que curiosamente soslayan los políticos »<sup>9</sup>.

Le second éditorial, « ¿Cinco años por ir a Canarias? », paraît en octobre 1976, à l'occasion de l'ouverture du procès contre María Ángeles Muñoz. *El País* y défend l'accusée et dénonce la loi en vigueur<sup>10</sup>. Par deux fois il précise son âge, 21 ans, comme pour insister sur la double peine qu'elle risque de subir : être envoyée en prison mais aussi y gâcher sa jeunesse. Le journal présente les faits de façon à souligner l'absurdité de la situation et notamment le décalage entre l'insignifiance du délit et la lourdeur de la peine encourue : « a esta mujer se la quiere meter ni más ni menos que en la cárcel bajo la acusación de haber, presuntamente, yacido con un hombre que no era el suyo », « hay cosas que –pese a su gravedad– no pueden tomarse en serio. Cosas como que en Zaragoza se pidan nada menos que cinco años de cárcel para una mujer por presunto adulterio »<sup>11</sup>. Pour *El País*, cette affaire jugée ubuesque est le fruit d'une législation machiste qu'il pointe ironiquement du doigt lorsqu'il souligne que « curiosamente, esta mujer va a ser juzgada por hombres »<sup>12</sup>. Enfin, le quotidien emploie des termes très durs pour dénoncer la loi. Le ton est acerbe pour définir la législation sur les relations familiales, « tan arcaica que da miedo o risa contemplarla » et qui est une « prueba de atraso social, cultural, político y jurídico »<sup>13</sup>. Par conséquent, même si *El País* et *La Vanguardia* sont tous deux en faveur de la suppression du délit d'adultère, on ne saurait assimiler leurs démarches. Le premier est proactif et s'exprime bien plus tôt que le second. Il prend parti en accusant la

---

<sup>9</sup> Por una moral..., art. cit.

<sup>10</sup> Éditorial ¿Cinco años por ir a Canarias? *El País*. 6 octobre 1976.

<sup>11</sup> *Ibid.*

<sup>12</sup> *Ibid.*

<sup>13</sup> *Ibid.*

classe politique d'une lenteur coupable puisqu'elle envoie des citoyennes espagnoles en prison. Le titre catalan, lui, constate. Il ne s'engage pas, il n'accuse rien ni personne. Il s'agit là d'une différence majeure dans leur façon de concevoir leur mission. Le quotidien madrilène estime que la presse a un rôle politique à jouer durant la Transition. Elle serait la matérialisation de la voix du peuple guidant les dirigeants. Le catalan, lui, se contente de faire le lien entre la classe politique et la société, c'est-à-dire qu'il se limite à informer voire à se positionner sur certains thèmes, mais ne considère pas que la presse ait à donner des indications au gouvernement ou au Parlement, du moins sur ce sujet.

Par ailleurs, la manière dont les journaux se positionnent par rapport à la société civile n'est pas non plus la même puisque *La Vanguardia* médiatise un évènement lié au pouvoir alors qu'*El País* participe à la transformation d'un fait divers en un fait politique. Dans le premier cas, l'information descend de la sphère politique en direction des citoyens (la classe dirigeante a ratifié un projet), dans le second cas, elle prend le chemin inverse puisque l'histoire d'une anonyme parvient à la connaissance de tout un chacun, jusqu'aux plus hauts niveaux de la société (la situation d'une citoyenne doit pousser les députés à agir). Dans le premier cas, le quotidien informe, dans le second, il tente d'exercer une pression.

Enfin, il convient de souligner la subtile différence entre les arguments déployés par les deux titres de presse. En effet, ils sont d'accord pour pointer du doigt l'anachronisme de la loi, mais ils se distinguent sur le reste du raisonnement. Pour *El País*, la pénalisation de l'adultère mais également l'interdiction d'utiliser des moyens de contraception sont des preuves parmi tant d'autres de l'intromission de l'Église catholique dans les affaires civiles. Pour lui, la séparation entre l'Église et l'État est une condition *sine qua non* de l'avènement démocratique. C'est un sujet dont il est très soucieux et qui fait l'objet de nombreux éditoriaux tout au long de la période<sup>14</sup>. Par conséquent, lorsqu'il argumente en faveur de la dépénalisation de l'adultère – ce sera également le cas pour la libéralisation de la contraception – en réalité, il attaque l'influence de la morale catholique sur la législation espagnole. C'est l'objectif de son éditorial dont le titre en résume parfaitement la teneur : « Por una moral civil »<sup>15</sup>. Dans ce texte, *El País* entérine le fait que le franquisme ait délégué la gestion d'une série de thèmes liés aux mœurs à l'Église. Toutefois, il demande au nouvel État démocratique de reprendre la main sur ces questions. Selon lui,

---

<sup>14</sup> Nous y reviendrons en détails dans la dernière partie de ce chapitre, « Le discours sur l'Église : deux visions de son rapport à la politique ».

<sup>15</sup> Por una moral..., art. cit.



La clave de estos asuntos reside efectivamente en que la Iglesia y el Estado asuman sus competencias específicas sin interferirse. O, más concretamente, que el Estado asuma sus propias responsabilidades en materia de moral civil, hasta ahora dimitidas en favor de una moral pública estrictamente religiosa<sup>16</sup>.

La rédaction de ces lignes est quelque peu antérieure à la période étudiée. Le chef du gouvernement est alors Arias Navarro. Il n'a encore adopté et n'adoptera aucune mesure pour endiguer l'influence de l'Église. Or, cette dernière dispose de nombreux avantages, notamment en vertu du Concordat signé en 1953, encore pleinement valide lorsque l'éditorialiste rédige ces lignes<sup>17</sup>. Pour *El País*, le poids de l'Église dans les affaires de la cité doit prendre fin, d'une part pour assurer le bon fonctionnement démocratique, et d'autre part car c'est la seule solution pour venir simplement à bout d'une série d'anomalies légales telles que la pénalisation des « délits spécifiques » : « el rescate de esta moral civil a que aludimos nos llevaría a un desglose infinito de situaciones todavía objeto de persecución social o judicial desde perspectivas –a la postre– sólo religiosas »<sup>18</sup>. On peut émettre l'hypothèse que la « morale civile » qu'il appelle de ses vœux sans la définir peut s'apparenter à un humanisme qui s'inspirerait librement et sans contrainte des principes généraux de la religion catholique et qui saurait s'adapter à l'évolution des pratiques sociales. À ce titre, pour le quotidien, il faudrait par exemple cesser de criminaliser l'homosexualité, rejetée par l'Église, mais que la loi devrait autoriser<sup>19</sup>. La dénonciation de l'emprise du droit canon sur les lois civiles apparaît également dans l'éditorial concernant l'affaire Muñoz. *El País* explique que « las mujeres pueden ir a la cárcel por un solo pecado de adulterio (digámoslo así) »<sup>20</sup>. Ici, le journal utilise à dessein le terme religieux de « péché » en lieu et place du terme civil de « délit ». Il estime que la place de l'Église en Espagne est un sujet central mais il associe l'institution à un temps désormais révolu.

En effet, durant la dictature franquiste, l'Église est ce que l'on appelle un pouvoir de faits, c'est-à-dire une entité qui ne fait pas partie des institutions politiques mais qui exerce une forte influence sur elles. Il existe de nombreux pouvoirs de faits comme les syndicats, le secteur bancaire, l'Armée mais aussi, dans certaines conditions, la presse. Durant la Transition démocratique, ces pouvoirs sont d'autant plus puissants que les nouvelles institutions politiques sont fragiles. L'Église notamment, jouit d'un fort ascendant sur les décideurs. Elle a bénéficié

---

<sup>16</sup> *Ibid.*

<sup>17</sup> Par exemple, selon l'article XXIII du Concordat, l'État espagnol s'engage à reconnaître civilement les mariages religieux : *Concordato entre la Santa Sede y España* [en ligne]. 27 octobre 1953. Disponible sur : « [https://www.vatican.va/roman\\_curia/secretariat\\_state/archivio/documents/rc\\_seg-st\\_19530827\\_concordato-spagna\\_sp.html](https://www.vatican.va/roman_curia/secretariat_state/archivio/documents/rc_seg-st_19530827_concordato-spagna_sp.html) » (consulté le 24 avril 2022).

<sup>18</sup> Por una moral..., art. cit.

<sup>19</sup> *Ibid.* L'État dépénalise l'homosexualité en décembre 1978, *Ley 7/1978...*, *op. cit.*

<sup>20</sup> ¿Cinco años por ir..., art. cit.

de privilèges durant la dictature et, même si la Conférence épiscopale espagnole, et à sa tête le cardinal Vicente Enrique y Tarancón, s'engage pour la normalisation démocratique, elle n'est pas prête à renoncer à tous leur privilège, en particulier en ce qui concerne l'éducation<sup>21</sup>. Or, *El País* souhaite la suppression de ce pouvoir de fait. En ce sens, il est favorable à la rupture avec la dictature et non à une simple réforme de ce régime. Une rupture signifierait remettre en question les avantages que l'État concède à l'Église et qui fait d'elle un pouvoir de fait. Ce n'est pas le chemin qu'est en train d'emprunter l'UCD puisque le gouvernement ne prend aucune décision forte pour mettre un terme à l'influence de l'Église. Le journal s'en contrarie. Il souhaiterait une coupure nette des relations. *La Vanguardia* n'est pas aussi catégorique. À l'inverse, il est en faveur, non pas d'une rupture, mais d'une réforme des rapports Église / État.

D'ailleurs, le quotidien catalan développe un discours argumentatif très différent de celui de son confrère. Il pense qu'il existe des lois « machistes » telles que le délit d'adultère mais que personne n'en est vraiment responsable<sup>22</sup>. Elles sont le fruit des us et coutumes partagés par l'ensemble de la société et il est naturel qu'elles évoluent de concert avec elle. Le journal considère que, dans les années 1970, il est anormal que la loi s'immisce encore dans la vie privée des citoyens, c'est pourquoi il se réjouit de l'abrogation du texte punissant l'adultère : « implica sobre todo el reconocimiento de la madurez y responsabilidad humana, al dejar al margen del Derecho todo comportamiento sexual »<sup>23</sup>. Pour autant, il ne soulève pas la question de la place de l'Église dans la société.

En outre, la façon dont le quotidien madrilène traite la dépénalisation de l'adultère montre que l'éditorial est utilisé comme un lieu de communication avec la classe politique pour lui demander d'opérer les changements qui lui semble indispensables afin de construire la démocratie. Cela signifie que le journal se sait lu – ou du moins, il l'espère – par les leaders des partis de l'époque. Rappelons d'ailleurs que sa création a suscité beaucoup d'expectatives et que des noms connus de la sphère publique, à l'instar de Manuel Fraga, se sont engagés dans le projet. Certes, de nombreux investisseurs – et Fraga lui-même – ont finalement été déçus par la ligne éditoriale du journal et ont pris leurs distances. Néanmoins, dès son lancement, *El País* sait qu'il peut être puissant et, en se positionnant de la sorte, il nourrit ce pouvoir. Ici, il se place en position d'exiger. Certes, on imagine mal les différents partis politiques agir en fonction des

---

<sup>21</sup> DE CARLI Romina. La alianza entre Iglesia y Monarquía en la España de la transición a la democracia. In : GRÉGORIO Pierre-Paul (dir.). Poderes fácticos y transiciones democráticas. *Individu & nation* [en ligne]. Dijon : Université de Bourgogne, TIL. 2015, vol. 6. Disponible sur : « <http://preo.u-bourgogne.fr/individuetnation/index.php?id=343> » (consulté le 23 juin 2022).

<sup>22</sup> C'est le terme qu'il utilise dans *Respeto* a..., art. cit.

<sup>23</sup> *Ibid.*

injonctions de chaque éditorialiste espagnol. Néanmoins, il est possible que certaines demandes aient tout de même une incidence sur la classe politique, en particulier lorsqu'elles émanent des journaux considérés comme sérieux. Après tout, les médias reconnus sont eux aussi des pouvoirs de fait à l'époque. Il est également plausible que ce genre de texte ait un effet sur les lecteurs. L'idée est de les impressionner, de leur montrer que la rédaction ose dicter sa conduite au gouvernement, que le résultat soit probant, ou non.

En parallèle, dans les années 1976-1978, un autre sujet intéresse les médias, celui de la légalisation de la publicité et de l'utilisation des méthodes contraceptives. Là encore, au premier abord, le sujet semble consensuel. Pour les deux quotidiens, il s'agit d'une décision évidente qui ne nécessite pas d'engager de débat. *El País* mentionne la suppression de ce délit dans « Por una moral civil » mais ne traite de la question en profondeur que dans l'éditorial « Hacia una política sexual », publié le 27 décembre 1978, soit plus de deux mois après la ratification de l'abrogation de la loi<sup>24</sup>. Par la suite, deux autres éditoriaux reviendront sur la mise en place des mesures officielles et sur l'efficacité de la politique d'éducation sexuelle menée par le gouvernement<sup>25</sup>. *La Vanguardia* ne s'empresse pas non plus de commenter cette disposition. Il ne propose que deux éditoriaux au sujet de l'implantation des centres de planning familial en Catalogne, publiés six mois après la modification du Code pénal.

Pourtant, l'accès à la contraception intéresse les deux journaux. Au cours de la période étudiée, *El País* et *La Vanguardia* publient respectivement 95 et 61 articles sur le sujet. Tous deux s'attachent particulièrement à divulguer des informations sur les moyens contraceptifs, depuis leur fonctionnement jusqu'aux dernières innovations technologiques. C'est le cas d'un tiers des textes publiés par le quotidien madrilène et d'un quart de ceux publiés par le catalan. Ainsi, *La Vanguardia* propose régulièrement des articles signés par Luis Daufí, enseignant-chercheur associé à la faculté de médecine de l'Université de Barcelone jusqu'en 1966 puis directeur de l'Institut des Sciences de l'éducation de l'Université autonome de Barcelone. Dans des textes comme « Píldora para el hombre: ultrasonidos » ou « Inhibina: regulación de la fertilidad », Luis Daufí vulgarise les dernières avancées médicales et dédramatise le fait de parler de contraception<sup>26</sup>. *El País* fournit lui aussi des informations au sujet de ces méthodes. Les données qu'il communique, parfois trop pratiques, lui valent d'ailleurs des ennuis avec la justice avant que ne soit promulguée la loi de dépénalisation. L'exemple le plus connu est celui

---

<sup>24</sup> Ley 45/1978, de 7 de octubre..., op. cit.

<sup>25</sup> Por una moral..., art. cit., Hacia una política sexual. *El País*. 27 décembre 1978, La población mundial. *El País*. 21 mars 1979, Magisterio de costumbres. *El País*. 15 avril 1979.

<sup>26</sup> DAUFÍ Luis. Píldora para el hombre: ultrasonidos. *La Vanguardia*. 31 octobre 1976, p. 53, DAUFÍ Luis. Inhibina: regulación de la fertilidad. *La Vanguardia*. 24 avril 1977, p. 37.

de procès à l'encontre de Juan Luis Cebrián pour l'article « Los anticonceptivos » publié non pas dans le quotidien mais dans *El País Semanal*<sup>27</sup>. Dans ce sujet de deux pages, le journaliste liste les moyens de contraception les plus courants avec leurs avantages, leurs inconvénients et des schémas à l'appui.

Ainsi, *El País* et *La Vanguardia* ne négligent pas la thématique de l'accès à la contraception, seulement, elle n'est pas assez politique, pas assez déterminante dans la vie des Espagnols, pour faire l'objet de nombreux éditoriaux. De fait, contrairement au délit d'adultère, l'usage de contraceptifs n'est quasiment jamais puni par la loi tant il est difficile à prouver. Par ailleurs, l'utilisation du préservatif est assez répandue et de nombreux médecins contournent la législation pour prescrire la pilule<sup>28</sup>. Consacrer une série d'éditoriaux sur ce sujet peut donc sembler peu pertinent. Toutefois, *El País* et *La Vanguardia* en publient quelques-uns. Les deux journaux n'y défendent donc pas la future loi puisque, semble-t-il, elle fait consensus et n'a pas besoin d'être défendue. Pourquoi, alors, lui consacrent-ils un éditorial ? La lecture des textes indique qu'en réalité, les deux quotidiens utilisent le thème de la contraception comme prétexte pour aborder des questions politiques.

En effet, en ce qui concerne *El País*, les éditoriaux sont à nouveau l'occasion de mettre en garde contre l'intromission de l'Église dans la vie de la cité. On l'a remarqué dans « Por una moral civil » (mai 1976) mais c'est aussi le cas dans « Hacia una política sexual » (décembre 1978) et dans « Magisterio de costumbre » (avril 1979). Le concept de « morale civile » et de séparation entre l'Église et l'État se répète dans l'éditorial de 1978 mais les nouvelles dispositions légales réjouissent le journal :

La despenalización de los anticonceptivos –y su regulación sanitaria– entraña la aceptación de que existe una legítima moral civil en materia sexual a la que deben atenerse todos los ciudadanos que no se sientan obligados por su conciencia religiosa, también legítima y digna del máximo respeto, pero que no debe ser aplicada indiscriminadamente a toda la población<sup>29</sup>.

« Magisterio de costumbres » est quant à lui plus pessimiste car, à l'occasion des célébrations de la Semaine sainte, l'éditorialiste constate que, malgré des évolutions législatives qu'il juge positives, les injonctions de la morale national-catholique pèsent encore sur la société civile. Il met en garde les lecteurs contre des habitudes qui n'ont plus lieu d'être dans une démocratie moderne (d'où le titre de l'éditorial) :

---

<sup>27</sup> Los anticonceptivos. *El País Semanal*. 20 février 1977, p. 14-15.

<sup>28</sup> Voir II. 2. A. Les premières victoires.

<sup>29</sup> Hacia una política..., art. cit.

En estos últimos tiempos comienza un cierto retroceso, pero sujeto a formas de irracionalidad que ofrecerían perfiles cómicos si no encerraran una ingenuidad preocupante. La prohibición de películas “S” durante el Jueves y el Viernes Santo, y de espectáculos teatrales con desnudos, es de una rareza considerable, que emana del Ministerio del Interior, contra la opinión del de Cultura<sup>30</sup>.

Pour *El País*, les acquis légaux des trois dernières années ne sont donc pas à l’abri d’un retour en arrière. Plus loin, il cite d’ailleurs de possibles « sanciones sobre los anticonceptivos »<sup>31</sup>.

Le quotidien de la famille Godó utilise lui aussi le thème de la contraception comme argument politique. Ainsi, alors qu’il n’a encore publié aucun éditorial sur la question, au mois d’avril 1980, le journal en propose deux, à seulement quelques jours d’intervalle. Ces textes sont une attaque en règle menée contre le PSUC. Ils reviennent sur une controverse survenue en Catalogne entre Josep Tarradellas et le parti.

Le 20 mars 1980, les premières élections pour le Parlement catalan désignent Jordi Pujol (CiU) comme nouveau président de la Generalitat. Il est officiellement investi le 24 avril 1980. Avant cette date, c’est le Parlement provisoire qui administre les affaires de la communauté autonome. Présidé par Josep Tarradellas (ERC), il réunit des représentants des divers courants politiques. Par exemple, c’est Ramón Espasa i Oliver, membre du PSUC, qui administre le ministère d’Assistance sanitaire et sociale. Or, à la fin du mois de mars 1980, ce ministère décide de lancer une campagne d’information autour de la contraception à travers des tracts diffusés dans tout le territoire catalan. Par cette initiative, le PSUC met en place à l’échelle régionale ce que le gouvernement a décidé à l’échelle nationale, à savoir la diffusion d’informations sur la sexualité. En effet, un décret, publié en septembre 1978, officialisait la création de centres publics d’« orientación familiar »<sup>32</sup>. Pourtant, Josep Tarradellas, président

---

<sup>30</sup> Magisterio de..., art. cit.

<sup>31</sup> L’idée de « sanction » peut faire référence au décret de décembre 1978 qui complète la dépenalisation ratifiée en octobre 1978 en régulant les règles de distribution de molécules et dispositifs contraceptifs. Si l’éditorial « Hacia una política sexual » ne montre aucune réticence quant à ce décret, un article de Karmentxu Marín se révèle plus circonspect car, selon la journaliste, le contrôle sanitaire spécifique décidé dans le décret peut être un frein à l’usage des contraceptifs. L’article est le suivant : MARÍN Karmentxu. Conseguir anticonceptivos sigue siendo difícil. *El País*. 28 décembre 1978, p. 22-23. Voici le décret auquel le journal fait référence : *Real Decreto 3033/1978, de 15 de diciembre, por el que se desarrolla la Ley 45/1978, de 7 de octubre, por la que se modifican los artículos 416 y 343 bis del Código Penal* [en ligne]. BOE n° 307, 25 décembre 1978. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1978-31079> » (consulté le 20 mai 2022), p. 29127-29128.

<sup>32</sup> *Real Decreto 2275/1978, de 1 de septiembre...*, op. cit. Le premier centre administré par l’État ouvre en décembre 1978, comme l’indique cet article : Apertura del primer centro de Orientación Familiar. *El País*. 15 décembre 1978, p. 23. Donc, même si, faute d’investissements suffisants, le gouvernement n’a pas ouvert les 74 centres promis (à ce sujet, voir l’article de Karmentxu Marín : MARÍN Karmentxu. Los centros de Planificación

par intérim de la Generalitat, bloque la distribution des tracts, prétextant une irrégularité dans la procédure administrative. Selon les informations obtenues par Alfons Quintà, correspondant d'*El País* à Barcelone, ce blocage est illégal :

Algunas fuentes indicaron que, en el terreno meramente formal, Tarradellas utilizó el argumento de que él y el consejo ejecutivo debían aprobar dichas publicaciones. Pero las fuentes indicaron que ello era una barbaridad. “Se trata”, dijeron, “de una actividad propia de la Consejería y no de toda la Generalidad”<sup>33</sup>.

La passe d’armes entre le PSUC et Josep Tarradellas provoque alors une polémique dans laquelle chacun choisit son parti. *La Vanguardia* décide de défendre le président par intérim dans le but d’attaquer les communistes du PSUC, et ce, non sans une part de malhonnêteté intellectuelle. C’est l’objectif des éditoriaux des 2 et 17 avril : « Una maniobra o una frivolidad » et « La Conselleria de Sanitat no tenía derecho »<sup>34</sup>.

Tout d’abord, le journal joue avec les limites entre vérité et désinformation. En effet, le titre du deuxième éditorial présente l’action du PSUC comme illégale, ce qui est faux. En outre, le journal estime que l’initiative est illégitime puisqu’elle n’est pas le résultat d’une large consultation politique et sociale : « la planificación demográfica es un problema de Estado y que sólo se puede aplicar por las Instituciones después de un debate profundo en el que participe la sociedad entera »<sup>35</sup>. Pourtant *La Vanguardia* n’est pas sans savoir que le gouvernement central a déjà acté la décision de lancer une campagne d’information sur les méthodes contraceptives ainsi que la création de centres de planning familial depuis déjà deux ans. Certes, le quotidien peut regretter qu’un débat plus approfondi n’ait pas eu lieu mais il ne saurait blâmer le PSUC d’agir en accord avec une loi ratifiée à l’échelle nationale.

En parallèle, *La Vanguardia* se définit comme protecteur du peuple catalan. Il justifie d’ailleurs son intervention dans le débat politique en précisant que ce sont les lecteurs qui l’ont sollicitée. Il se limiterait donc à parler au nom du peuple, pas dans son propre intérêt. Il justifie sa prise de position contre le PSUC de la même façon. Ce ne serait pas son avis, mais celui de la majorité :

---

Familiar ni planifican ni funcionan. *El País*. 11 novembre 1979, p. 17), il se positionne tout de même en faveur de leur mise en place.

<sup>33</sup> QUINTÀ Alfons. Tarradellas suspende una campaña de Planificación Familiar. *El País*. 23 mars 1980, p. 15.

<sup>34</sup> Éditoriaux Una maniobra o una frivolidad. *La Vanguardia*. 2 avril 1980, p. 5 et La Conselleria de Sanitat no tenía derecho. *La Vanguardia*. 17 avril 1980, p. 5.

<sup>35</sup> La Conselleria de Sanitat..., art. cit.

la noticia de que la Generalitat iba a comenzar una campaña orientadora sobre planificación familiar motivó la llegada de docenas de cartas de protesta a nuestra Redacción en el brevísimo plazo de veinticuatro horas. Este alud de “Cartas de los lectores” amainó cuando se supo que el presidente Tarradellas había suspendido la campaña<sup>36</sup>.

Pour *La Vanguardia*, les lettres prétendument reçues dévoilent donc l’usurpation de la souveraineté du peuple par les communistes. Ces derniers agiraient non pas selon la volonté des citoyens mais selon leurs ambitions propres. *La Vanguardia* se met donc en valeur car il montre qu’il intervient pour garantir la démocratie. De fait, le quotidien décrit le parti comme une formation dangereuse qui menace la Catalogne.

En effet, il commence par souligner sa forte empreinte idéologique. Le PSUC est pour lui un « partido fuertemente ideologizado », qui cherche à faire la « apología poco meditada de la planificación familiar »<sup>37</sup> et qui souhaite « soumettre » la population – le choix du verbe n’est pas anodin – à ses choix idéologiques puisqu’à cause de leurs actions « Cataluña quedará sometida a una atmósfera de planificación familiar »<sup>38</sup>. D’ailleurs, le champ lexical utilisé par le journal décrit le PSUC comme un parti autoritaire puisque, derrière les deux éditoriaux de *La Vanguardia* se cache l’idée que les communistes catalans seraient guidés par l’URSS. La filiation sous-entendue par le journal s’apprécie particulièrement dans l’extrait suivant :

Es sorprendente que esta campaña comience cuando Cataluña acaba de elegir su Parlament, que en todo caso tiene que ser el origen del debate público. A no ser que la campaña se haya puesto en marcha ahora, con turbias complicidades, para burlar uno de los imperativos democráticos de la institución parlamentaria, que es la representación de la voluntad popular<sup>39</sup>.

Pourtant, le journal sait que, depuis au moins quatre ans, le PCE s’est officiellement émancipé de la tutelle soviétique pour intégrer l’eurocommunisme. La plupart des figures du PSUC – à l’exception de Pere Ardiaca – en a fait de même<sup>40</sup>. De plus, même s’il est effectivement possible que le PSUC profite des derniers jours précédant la prise de pouvoir de CiU pour mener à bien sa politique, il n’enfreint aucune règle démocratique et *La Vanguardia* n’avance aucun argument solide pour étayer la sibylline théorie des « turbias complicidades ».

---

<sup>36</sup> Una maniobra o..., art. cit.

<sup>37</sup> *Ibid.*

<sup>38</sup> La Conselleria de Sanitat..., art. cit.

<sup>39</sup> *Ibid.*

<sup>40</sup> Voir I. 2. B. Le PSOE et le PCE : principaux partis d’opposition de gauche.

Enfin, les dernières lignes de l'éditorial du 17 avril assènent le coup final aux communistes, presque explicitement accusés de vouloir annihiler la population catalane. Le journal renvoie en effet le public à la lecture de l'œuvre de Thomas Malthus et de l'essai *Catalunya, poble decadent* de Josep A. Vandellós :

El tema es delicado y nos permitimos recordar un libro que causó gran impresión en los años de la República: "Catalunya, poble decadent", de Josep A. Vandellós. Hay que tener en cuenta muchos factores para decidir, además de los morales, que siempre han de merecer respeto. Ya sabemos que el tema no es nuevo y, desde Malthus hoy, se ha escrito y discutido ampliamente sobre el mismo<sup>41</sup>.

Or, ces références bibliographiques sont lourdes de sens. Thomas Malthus est l'auteur d'une théorie qui défend, entre autres choses, le contrôle du taux de natalité afin de dynamiser la croissance économique, son axiome étant qu'un couple avec moins d'enfants à charge vivrait mieux. *La Vanguardia* ironise donc sur l'hypocrisie des valeurs du PSUC : « las teorías de Malthus eran capitalismo químicamente puro y por ello sorprende más que la iniciativa haya partido de una Conselleria regida por comunistas. Como es tremendamente capitalista el "a baby and a car" (un hijo y un coche) »<sup>42</sup>. Quant à Josep A. Vandellós, ses travaux datent des années 1930 et développent la thèse selon laquelle le faible taux de natalité ainsi que l'arrivée d'immigrés venus du sud de l'Espagne seraient à l'origine de la disparition du « véritable » peuple catalan. *La Vanguardia* veut donc démontrer que la politique de planification familiale menée par le PSUC serait une technique pour supprimer l'essence de la population catalane. On retrouve ici l'idée selon laquelle la gauche tente d'imposer des valeurs prétendument progressistes à la société. C'était le même argument développé par Noel Clarasó et Nestor Luján au sujet des féministes<sup>43</sup>. Ici, le journal n'hésite pas à présenter l'accès à la contraception comme une menace, simplement pour attaquer une formation politique. Selon *La Vanguardia*, le parti ne représente en aucun cas le peuple catalan. Ce n'est pas le PSUC qui incarne le « vrai nationalisme », ce sont les hommes politiques du centre, des hommes dotés d'un sens moral plutôt traditionnel.

La position du titre catalan se veut donc inquiétante. Cependant, l'argumentation semble très exagérée, voire absurde, lorsque l'on consulte la version de cette affaire décryptée par le journaliste d'*El País*, Alfons Quintà. Selon lui, ce que *La Vanguardia* décrit comme des affiches

---

<sup>41</sup> La Conselleria de Sanitat..., art. cit.

<sup>42</sup> *Ibid.*

<sup>43</sup> Voir VI. 2. A. Les chroniqueurs de *La Vanguardia* contre la transformation de l'Espagne prônée par les féministes.



« de mal gusto », « absolutamente desagradable[s] »<sup>44</sup> seraient en réalité des tracts tout à fait inoffensifs puisque « tanto las frases como los dibujos eran de una delicadeza extrema. En parte coincidían con informaciones semejantes editadas de forma sistemática en Gran Bretaña desde hace diez años »<sup>45</sup>. Quant à l'obstruction de la campagne d'information, elle ne serait due qu'aux valeurs morales de Josep Tarradellas puisque le journaliste indique qu'«[algunas fuentes] señalaban como razón auténtica de la actitud de Tarradellas “su ya probado reaccionarismo”, y le atribuían el haber expresado en privado criterios sobre una presunta indecencia de la campaña »<sup>46</sup>. Il ajoute que des « fuentes feministas catalanas expresaron anoche su incontenible irritación ante esta nueva postura de Tarradellas, que, según una feminista, “conforma un todo con anteriores actitudes de Tarradellas, que por ultramachistas producen tanta pena como repugnancia” »<sup>47</sup>. *La Vanguardia* favorise donc la polémique autour de l'accès à l'information et aux méthodes contraceptives afin de critiquer un parti politique contraire à sa ligne idéologique et à celle de Carlos Godó, plus proche des valeurs d'AP. Il détourne l'information à des fins politiques avec des méthodes rappelant la propagande. Néanmoins, le récit proposé par *El País* n'est pas non plus dépourvu d'intentions. Le journal est favorable à la diffusion d'informations concernant les méthodes contraceptives et, de fait, le compte-rendu d'Alfons Quintà comporte des jugements de valeur, comme l'évocation de la « delicadeza extrema » des affiches. Le fait que la campagne existe en Grande-Bretagne n'est pas non plus la preuve irréfutable de sa qualité. Il trahit plutôt l'estime de la rédaction d'*El País* à l'égard des grandes puissances européennes et sa volonté de s'aligner sur leurs pratiques.

Par conséquent, le thème de la légalisation des informations et méthodes contraceptives n'est pas un enjeu en soi mais il est utilisé par les deux journaux à des fins politiques. *El País* s'en sert pour exposer sa vision de l'Espagne et pour dénoncer les anomalies légales qui retardent le processus de modernisation. *La Vanguardia* le manipule et l'exagère avec des objectifs propres à la direction.

À l'inverse, les deux autres projets qui nous occupent, la légalisation du divorce et la dépenalisation de l'avortement, intéressent les rédactions pour leur contenu et les changements que leur ratification engendreraient en Espagne. Ils font l'objet de plus d'éditoriaux, des éditoriaux qui abordent des questions de fond.

---

<sup>44</sup> Una maniobra o..., art. cit.

<sup>45</sup> QUINTÀ, Tarradellas suspende..., art. cit.

<sup>46</sup> *Ibid.*

<sup>47</sup> *Ibid.*

## VII. 1. B. La légalisation du divorce

*El País* et *La Vanguardia* sont favorables à la légalisation du divorce. C'est une mesure qui, pour eux, va dans le sens d'un retour à une législation plus libérale. De fait, les deux journaux vantent les mérites de certaines lois promulguées avant la dictature. Ainsi, à deux reprises les éditoriaux d'*El País* présentent la Seconde République comme un exemple à suivre pour la nouvelle démocratie car c'est la seule période dans l'histoire espagnole durant laquelle les citoyens ont pu bénéficier du mariage civil que le journal appelle de ses vœux : « numerosas centurias, sólo interrumpidas por el lapso de la segunda República, han mezclado dos cosas tan nítidamente diferenciadas como el matrimonio civil y el matrimonio religioso »<sup>48</sup>.

De même, *La Vanguardia* explique que les différentes réformes du Code civil prévues par l'UCD de 1979 avaient déjà été ratifiées par la Generalitat dans les années 1930 : « desde Cataluña, nos alegramos de que esta reforma apunte hacia un camino que el derecho catalán ya había emprendido hace tiempo »<sup>49</sup>. Les deux quotidiens considèrent que le franquisme a bloqué toutes les réformes sur la législation familiale qu'il aurait fallu entreprendre au fil des années. Les lois à venir visant à moderniser le Code civil vont donc mettre un terme à l'accumulation d'anomalies issues du franquisme. Toutefois, le cas du divorce fait l'objet de deux approches différentes suivant les journaux.

*El País* est impatient et entre en campagne pour que cette mesure soit adoptée promptement et selon des modalités progressistes : procédure simple, rapide et bon marché, possibilité d'accords à l'amiable et marge de manœuvre réduite pour les juges. Ses éditoriaux sont de véritables manifestes adressés à la classe politique. Le titre catalan partage la plupart des points de vue de son confrère mais il ne s'engage pas avec autant d'ardeur dans cette « bataille » et se dérobe bien volontiers à l'effervescence des débats.

En ce sens, *La Vanguardia* manifeste la patience et la sérénité d'un journal historique qui a su s'accommoder des contraintes de la loi, notamment durant le franquisme. Au cours de la période étudiée, il publie douze éditoriaux sur la thématique du divorce. Pour lui, la question de savoir s'il faut ou non le légaliser ne se pose même pas. Dès le mois d'octobre 1977, et avant même que n'aient lieu les premiers débats, il l'évoque comme une mesure déjà actée. Ainsi, dans un éditorial consacré à la dépénalisation de l'adultère, il explique que tromper son époux ou épouse ne sera plus un délit mais servira probablement de preuve dans d'autres procédures

---

<sup>48</sup> Éditorial Por una ley del Divorcio. *El País*. 30 juin 1977. Une référence similaire se trouve également dans l'éditorial El divorcio que viene. *El País*. 17 octobre 1979.

<sup>49</sup> Éditorial El nuevo "Código de la familia". *La Vanguardia*. 3 juillet 1979, p. 5.

civiles, dont les affaires de divorce : « aunque el deber de fidelidad conyugal siga siendo jurídicamente exigible dentro del matrimonio, su incumplimiento sólo podrá producir efectos civiles dentro de éste –separación, divorcio, custodia de los hijos, etc.–, pero no en otras esferas ajenas »<sup>50</sup>. Le discours du journal est logique dans la mesure où la légalisation du divorce fait partie des promesses de campagne d'Adolfo Suárez, élu trois mois plus tôt.

*La Vanguardia* se dit favorable à cette évolution dans un éditorial de mars 1978. La Constitution est alors en cours de rédaction et le ministre de la Justice, Landelino Lavilla, vient d'annoncer une série de lois à venir, parmi elles, la dissolution civile des mariages. Le journal s'en réjouit et se dit optimiste quant à l'avenir du pays qui serait, selon lui, en passe de construire une « nouvelle justice »<sup>51</sup>. La possibilité de mettre fin aux unions malheureuses lui semble être une décision courageuse de la part du nouvel État démocratique. Elle est le signe que ce dernier se distingue de l'ancien régime : « queremos destacar el hecho de que problemas hasta ahora mezquinamente tratados se están abordando con sinceridad: por ejemplo el del divorcio »<sup>52</sup>. *La Vanguardia* a foi dans le gouvernement *ucédiste* car il pense que sa « nouvelle justice » donnera naissance à une « nouvelle société »<sup>53</sup>, une société qui refuse la double morale et l'hypocrisie franquistes dans le but d'affronter ses problèmes.

Par la suite, une fois dissipé l'enthousiasme des premières annonces de l'UCD, le quotidien invite le gouvernement à passer aux actes. Son adresse à la classe politique s'explique par deux facteurs. Tout d'abord, la proclamation de la Constitution qui induit l'existence du divorce civil, l'article 32. 2. imposant en effet à la loi de réguler « las formas de matrimonio, la edad y capacidad para contraerlo, los derechos y deberes de los cónyuges, las causas de separación y disolución y sus efectos ». Le second facteur correspond à la publication, en janvier 1979, des nouveaux accords entre l'État espagnol et le Saint-Siège. L'article VI. 2. de ces accords indique que deux époux

podrán acudir a los Tribunales Eclesiásticos solicitando declaración de nulidad o pedir decisión pontificia sobre matrimonio rato y no consumado. A solicitud de cualquiera de las Partes, dichas resoluciones eclesiásticas tendrán eficacia en el orden civil si se declaran ajustadas al Derecho del Estado en resolución dictada por el Tribunal Civil competente<sup>54</sup>.

---

<sup>50</sup> Respeto a la..., art. cit.

<sup>51</sup> Le titre de l'éditorial adopte l'expression : La nueva justicia. *La Vanguardia*. 10 mars 1978, p. 5.

<sup>52</sup> *Ibid.*

<sup>53</sup> L'expression est, là encore, tirée de l'éditorial.

<sup>54</sup> Article VI. 2. de l'*Instrumento de Ratificación del Acuerdo entre el Estado español y la Santa Sede sobre asuntos jurídicos, firmado el 3 de enero de 1979 en la Ciudad del Vaticano* [en ligne]. BOE n° 300, 15 décembre 1978. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1979-29489> » (consulté le 22 mai 2022), p. 28781-28782.

Cette dernière partie pose un problème puisque l'État n'a pas encore légalisé le divorce. Par conséquent, à partir de la promulgation de ce texte, les annulations décidées par les tribunaux ecclésiastiques ne sont plus valables civilement alors qu'elles l'étaient auparavant. *La Vanguardia* considère donc qu'il devient urgent de régler la situation :

no puede prorrogarse por mucho tiempo la situación de incertidumbre jurídica por la que estamos atravesando. Piénsese que tenemos aún vigente una legislación matrimonial nacida en función de unas premisas confesionales, que no se compaginan con la Constitución de 1978, hasta el punto de que por ello hemos pasado ya formalmente a un sistema de matrimonio civil opcional o facultativo, y sobre cuyo desarrollo futuro gravita el Acuerdo concordatario suscrito en 1979 y entrado en vigor a principios de año con el cúmulo de problemas prácticos que todo ello ha ocasionado<sup>55</sup>.

L'année suivante, alors que les débats ont avancé et se centrent désormais sur les aspects techniques du texte, le quotidien catalan se positionne en faveur des options les plus progressistes. Il est favorable à ce que, dans le but d'alléger la procédure, les deux parties puissent demander le divorce ensemble, et pas l'une contre l'autre. Cette close est défendue par Francisco Fernández Ordóñez mais rejetée par la droite et les démocrates de l'UCD. Le journal explique que « se trata, simplemente [...] de que sin modificar para nada las causas de divorcio establecidas en el proyecto, y habiendo ya causa de divorcio en un caso concreto, lo puedan solicitar ambos cónyuges de común acuerdo y sin necesidad de reproducir una contienda procesal »<sup>56</sup>. Le quotidien s'oppose aussi à ce que le juge puisse refuser le divorce lorsqu'il considère qu'il porte un grave préjudice à un des conjoints ou aux enfants. Il s'agit d'une mesure soutenue par la droite et les démocrates *ucédistes* mais qui ne convainc pas le quotidien puisque, selon lui, « pensar que se puedan salvar valores o intereses familiares obligando a una pareja a convivir bajo el mismo techo, no parece nada presentable »<sup>57</sup>. Le titre de la famille Godó est donc partisan d'un divorce souple et moderne.

Pour autant, aucun éditorial ne blâme ou ne discute les propositions plus conservatrices présentées par certaines figures politiques. De fait, tout au long de la période étudiée, *La Vanguardia* fait preuve d'indulgence à l'égard des différents projets de dissolution du mariage, des ministres qui les portent et même des lenteurs parlementaires. Par exemple, même s'il n'est pas tout à fait d'accord avec le texte proposé par Iñigo Cavero, il l'estime digne d'intérêt : « aun

---

<sup>55</sup> Éditorial Cuestiones previas a un debate. *La Vanguardia*. 4 mars 1980, p. 5.

<sup>56</sup> Éditorial El proyecto de ley del divorcio. *La Vanguardia*. 17 mars 1981, p. 5.

<sup>57</sup> *Ibid.*

cuando dejaba algunos e importantes cabos sueltos, sirvió al menos para que el asunto echase a andar »<sup>58</sup>. De plus, malgré les polémiques et les retards, le bilan qu'il dresse en août 1981 de la légalisation du divorce en Espagne est plutôt positif : « si hacemos balance del entero proceso legislativo y de sus múltiples y variadas incidencias, debemos convenir en que se ha mantenido dentro de unos cauces de moderación aceptables »<sup>59</sup>. De fait, une des caractéristiques de la ligne éditoriale de *La Vanguardia* sur le sujet est de prendre du recul par rapport à l'Histoire. Comme nous avons eu l'occasion de le souligner, le quotidien catalan n'a pas non plus le même rapport au temps que son homologue madrilène, d'où une certaine tolérance par rapport aux débats soulevés par le divorce, débats qui, rappelons-le, sont pourtant tellement violents qu'ils participent à la dislocation du parti de la majorité. Néanmoins, *La Vanguardia* les relativise :

Con una cierta perspectiva histórica, los debates y polémicas con que ha ido avanzando en el Parlamento el proyecto no han sido excesivos. Ha ocurrido siempre, y desde luego en mayor medida, cuando se ha tratado de implantar legislativamente el divorcio en un conjunto político no revolucionario y, sobre todo, en países con larga tradición católica. Ocurrió en Francia [...]. Aconteció también en Austria con la legislación divorcista de 1938. Y tenemos reciente el caso de Italia<sup>60</sup>.

Sur ce sujet, le journal fuit donc toute polémique. Son objectif est d'accompagner l'évolution législative en informant ses lecteurs de l'évolution des débats, des enjeux à venir et en invitant le gouvernement, sans jamais désautoriser ou critiquer les projets, à faire émerger une loi. Ce positionnement se reflète également dans son discours concernant l'Église.

En effet, il se montre très compréhensif à l'égard des déclarations de la Conférence épiscopale. Ainsi, même après la publication en novembre 1979 d'*Instrucción civil sobre el divorcio*, texte qui durcit le ton contre le projet de légalisation du divorce, *La Vanguardia* estime que l'Église espagnole est dans son droit<sup>61</sup>. De fait, même lorsque l'institution religieuse ne partage pas son point de vue, le journal demeure très respectueux envers elle. Le Pape notamment fait l'objet d'un traitement presque complaisant. Ainsi, lors de l'ouverture du synode de septembre 1980, le quotidien fait l'éloge de ses qualités. Il revient sur ses déclarations concernant l'avortement et le divorce « sobre los que el Papa, con la franqueza y coraje que le caracterizan, ha dejado bien clara la posición de la Iglesia católica en repetidas y recientes intervenciones »<sup>62</sup>.

---

<sup>58</sup> *Ibid.*

<sup>59</sup> Éditorial Entrada en vigor del divorcio. *La Vanguardia*. 1 août 1981, p. 7.

<sup>60</sup> El proyecto de ley..., art. cit.

<sup>61</sup> Voir I. 3. B. L'Armée et l'Église : disposées aux changements ?

<sup>62</sup> Éditorial Un Sínodo "extramuros". *La Vanguardia*. 25 septembre 1980, p. 5.

Le journal, véritable soutien de l'Église, lui demande toutefois de fuir les discours trop clivants car, selon lui, un positionnement trop drastique contre la légalisation du divorce pourrait menacer la démocratie :

si no queremos repetir el pasado –que sería imperdonable a estas alturas– habría que huir de radicalismos, en el sentido de que la Iglesia siga el camino de avanzar en la comprensión de su propia función respecto al matrimonio (especialmente de los católicos), y el Estado, sin pruritos jurisdiccionales históricos, pueda arbitrar una legislación matrimonial válida para todos los ciudadanos y respetuosa con las creencias religiosas de los mismos<sup>63</sup>.

Néanmoins, tout laisse à penser, et notamment la date, que cette mise en garde ne s'adresse pas à l'institution religieuse dans sa globalité mais à certains dignitaires ecclésiastiques en particulier, puisqu'un petit nombre d'entre eux, à l'instar de Marcelo González, s'opposent alors fortement à la légalisation du divorce. En février 1980, soit quelques jours avant la parution de l'éditorial, Laureano Castán, évêque de Sigüenza-Guadalajara, publiait d'ailleurs en ce sens *La indisolubilidad del matrimonio y el derecho natural*<sup>64</sup>. Cette mise en garde est le seul bémol que *La Vanguardia* exprimera à propos de l'Église sur le sujet. Pour le reste, le journal défend son positionnement car il lui semble logique, même s'il pense que l'État devrait s'en détacher afin de proclamer un divorce moderne, digne de la période charnière que l'Espagne est en train de vivre.

Ces choix éditoriaux montrent aussi que *La Vanguardia* participe à calmer les débats, à propos de l'Église, mais pas seulement. En effet, revenons à l'éditorial du 17 mars 1981. Ce dernier défend la disposition additionnelle n° 6 introduite par Fernández Ordóñez en assurant qu'elle est très différente d'un divorce par consentement mutuel. Pourtant, cette affirmation n'est pas très honnête puisqu'en réalité, la disposition additionnelle n° 6 revient peu ou prou à cela dans la mesure où elle indique qu'il est possible de divorcer en justifiant d'une séparation légale. Les demandeurs doivent présenter « la resolución estimatoria de la demanda de separación o testimonio que acredite la interposición de demanda de separación »<sup>65</sup>. Or, depuis le vote de l'amendement de l'*ucédiste* socialdémocrate Javier Moscoso, l'article 82.5 du projet précise qu'une des causes de séparation est « el cese efectivo de la convivencia conyugal

---

<sup>63</sup> Cuestiones previas..., art. cit.

<sup>64</sup> MARTÍN DE SANTA OLALLA SALUDES, La ley del divorcio..., art. cit., p. 532.

<sup>65</sup> C'est ce qui est écrit dans le texte validé par la commission de justice du Congrès des députés et publié par les journaux en décembre 1980, par exemple dans Texto íntegro del proyecto de divorcio dictaminado por la Comisión de Justicia del Congreso. *El País*. 21 décembre 1980, p. 16-18. Le texte demeure inchangé dans le BOE du 20 juillet 1981 qui ratifie la loi 30/1981 du 7 juillet.

durante seis meses, libremente consentido »<sup>66</sup>. Donc, le projet de loi ratifié en décembre 1980 par la commission de justice du Congrès des députés autorise la séparation légale par consentement mutuel (article 82.5). Et, en parallèle, il indique que, pour divorcer, les deux parties peuvent se limiter à présenter une demande de séparation (c'est ce que prévoit la fameuse disposition additionnelle n° 6). Par conséquent, Fernández Ordóñez introduit indirectement le divorce par consentement mutuel car, pour y accéder, il suffit de vivre séparément pendant six mois, puis de se séparer légalement d'un commun accord et ensuite de demander le divorce en présentant un justificatif officiel de séparation. Le simple accord des deux parties suffit donc pour accéder au divorce.

Or, *La Vanguardia* est tout à fait conscient qu'il s'agit d'un divorce à l'amiable « caché » puisque, le 20 décembre 1980, il titre déjà « Divorcio por mutuo acuerdo »<sup>67</sup>. Le journaliste Jordi Piquer le répète également dans un rapport paru à la fin du mois de janvier 1981<sup>68</sup>. Le quotidien n'est donc pas dupe, pourtant, dans l'éditorial du 17 mars 1981, il choisit délibérément d'adopter la version euphémistique du ministre : « comencemos por la disposición adicional introducida a instancias del señor Fernández Ordóñez [...]. Confundir eso con el divorcio consensual es no querer informarse de lo que este último significa en el Derecho europeo »<sup>69</sup>. Ce changement de discours est révélateur de la tension qui existe dans l'Espagne de ce début d'année 1981. Entre la publication de l'article de Piquer et celle de l'éditorial de mars, une date, le 23 février, a tout fait basculer. Tout laisse donc à penser que *La Vanguardia* désire apaiser les esprits autour de cette disposition additionnelle qui cristallise le mécontentement des démocréristes *ucédistes*, de la droite et de l'Église<sup>70</sup>. Le quotidien cherche, encore plus qu'à l'accoutumée, à apaiser la polémique.

Ainsi, au fil des années de gestation de la réforme du mariage dans le Code civil, *La Vanguardia* fait donc part de son sentiment à travers ses éditoriaux mais jamais ne tente de déstabiliser les différentes puissances en présence, bien au contraire.

Le discours d'*El País* est très différent de celui de son confrère catalan car il est non seulement en faveur de la légalisation du divorce mais il fait campagne en ce sens. Durant la

---

<sup>66</sup> Il s'agit de l'article 82.5 déjà présent en ces termes dans le texte de la commission publié par les journaux, en décembre 1980 et qui sera définitivement ratifié en juillet 1981. *El País* souligne le rôle du député dans PRADES Joaquina. Rechazado el divorcio por mutuo acuerdo. *El País*. 17 décembre 1980, p. 13.

<sup>67</sup> Divorcio por mutuo acuerdo. *La Vanguardia*. 20 décembre 1980, p. 3.

<sup>68</sup> PIQUER J. Los obispos, contra la "ley Ordóñez". *La Vanguardia*. 28 janvier 1981, p. 17.

<sup>69</sup> El proyecto de ley..., art. cit.

<sup>70</sup> La position du courant libéral *ucédiste* – une vingtaine de députés – fluctue au fil des mois. En mars 1981, ce secteur finit par se ranger aux côtés de Fernández Ordóñez, comme l'indique notamment l'article suivant : PRADES Joaquina. Los liberales dejan solos a los democristianos de UCD en la contestación a la "Ley Ordóñez". *El País*. 19 mars 1981, p. 11.

période étudiée, il publie 24 éditoriaux sur la question, soit le double de *La Vanguardia*. Par ailleurs, alors que le titre catalan s'en tenait au motif de la nécessaire adéquation de la loi à la société moderne, le madrilène développe un véritable plaidoyer. Tous les arguments lui permettant de l'étayer se répètent au fil des éditoriaux jusqu'à provoquer une impression de saturation médiatique.

Dès 1977, il se positionne en faveur d'un divorce court et ouvert au consentement mutuel, c'est pourquoi, contrairement à *La Vanguardia*, il critique la première version du projet de loi d'Iñigo Cavero :

El proyecto de ley sobre el divorcio que será discutido en el Parlamento no contempla un aspecto tan elemental como la concesión del divorcio a petición y consenso de ambas partes. Por otra parte, los plazos divorcistas son excesivamente cautelosos. Tres años de separación legal y cinco de separación de hecho son la base mínima para acceder al divorcio. No parece otra cosa sino que los redactores del proyecto tuvieran al ser humano por réplica biológica de Matusalén<sup>71</sup>.

Le premier argument avancé par *El País* est celui de la nécessaire séparation entre l'Église et l'État, déjà développé lors de la dépénalisation de l'adultère et de la légalisation de la contraception<sup>72</sup>. Dans le cas du divorce, le corolaire de cette disjonction entre droit civil et droit canon est l'obligation d'accepter la possibilité de divorcer par consentement mutuel, sans nécessité de justifier la décision du ou des époux :

Es dudosamente discutible el derecho que tienen dos firmantes de un contrato de matrimonio civil a disolverlo de común acuerdo. Como en buena lógica, no se puede impedir a una de las partes la rescisión del contrato con las penalizaciones obligadas por el resarcimiento de los intereses lesionados de la otra parte, y con la atención debida a la tutela de los intereses de los hijos<sup>73</sup>.

Le journal considère donc que le débat autour du consentement mutuel n'a pas lieu d'être puisqu'il s'agit pour lui de considérations religieuses, non civiles.

Par ailleurs, *El País* insiste sur le décalage entre les désirs des Espagnols et ce que leur permet la loi. D'ailleurs, à l'en croire, la plupart contournent déjà l'interdiction en faisant prononcer des annulations de mariage à l'étranger, par des tribunaux ecclésiastiques plus

---

<sup>71</sup> Éditorial El divorcio. *El País*. 10 décembre 1977.

<sup>72</sup> L'argument revient dans de nombreux éditoriaux à l'instar de Más sobre el divorcio. *El País*. 13 février 1977, El divorcio que..., 1979, art. cit. ou Las leyes de la discordia. *El País*. 21 décembre 1980.

<sup>73</sup> Éditorial Divorcio por consenso. *El País*. 7 juin 1979. L'argument se répète dans El divorcio que..., 1979, art. cit.



accommodants – « al amparo de la universalidad de la Iglesia, lo que resultaba difícil de arreglar en Madrid se arregla con mayor celeridad y discreción en Brooklyn o en Haití »<sup>74</sup> – mais également en faisant de fausses déclarations ou même en refusant de se marier en dépit des conséquences<sup>75</sup> :

se está produciendo un número creciente de uniones libres en la juventud [...]. Se ha popularizado también un sistema de declaraciones notariales, depositadas en el momento de contraer matrimonio, dando cuenta de irregularidades o faltas de voluntad real, con la intención de utilizarlas como disolventes el día en que el vínculo deje de funcionar. Los matrimonios en el extranjero tienen también partidarios. Es decir, que se produce una especie de busca de situaciones que tienden de alguna forma a reparar lo que la ley, todavía, hace irreparable<sup>76</sup>.

Enfin, comme *La Vanguardia*, le quotidien explique que la légalisation du divorce est une condition *sine qua non* pour prétendre figurer parmi les démocraties modernes. Toutefois, le ton est bien plus cassant chez le titre madrilène que chez son confrère catalan puisqu'il dénonce le rejet d'un divorce souple comme un « medievalismo »<sup>77</sup>. En mars 1981, alors que la loi n'est pas encore ratifiée, il explique même que la classe politique devrait avoir honte à l'égard des autres nations :

Mucho se ha comentado, y con razón, acerca del deterioro que para la imagen y el buen nombre de España, como país moderno, civilizado y europeo, supuso el asalto al palacio del Congreso y el secuestro de los diputados y de los miembros del Gobierno. En menor medida, el actual espectáculo de los diputados centristas, encerrados en la Cámara con un solo juguete y cortando cabellos en cuatro a propósito del divorcio, contribuye también a esa sensación de tristeza colectiva que los españoles comienzan a sentir frente al mundo exterior<sup>78</sup>.

Leur lenteur renvoie l'Espagne au banc des pays occidentaux ce qui provoque une sorte de *desencanto* chez *El País*. Aussi, le journal oscille-t-il entre impatience – le titre de l'éditorial du 18 mars 1981, « El cuento de nunca acabar »<sup>79</sup>, en est la preuve la plus éloquente – et agacement, voire colère, contre l'UCD au pouvoir et notamment contre ses représentants qui retardent à dessein la promulgation de la loi. Ainsi, le député Manuel Díaz Piniés fait l'objet

---

<sup>74</sup> Éditorial El divorcio. *El País*. 30 septembre 1980.

<sup>75</sup> Par exemple, ne pas bénéficier de la prime de veuvage.

<sup>76</sup> Éditorial Divorcio y Libertad. *El País*. 11 juin 1980.

<sup>77</sup> Éditorial El divorcio que..., 1979, art. cit.

<sup>78</sup> Éditorial Voto de consciencia. *El País*. 14 mars 1981.

<sup>79</sup> Éditorial El cuento de nunca acabar. *El País*. 18 mars 1981.

d'un éditorial cinglant après avoir déposé un amendement sur la totalité du projet en avril 1980<sup>80</sup>, tout comme le libéral Miguel Herrero de Miñón, porte-parole du groupe parlementaire centriste, accusé de s'opposer au projet social-démocrate par pure ambition politique<sup>81</sup>.

*El País* opère un fort matraquage médiatique des mêmes arguments avec un ton qui durcit au fil des mois. Il publie même certains éditoriaux à quelques jours d'intervalle seulement<sup>82</sup>. Le journal a recours au registre de la persuasion en faisant appel au « bon sens » de la classe politique. La notion de sens commun revient d'ailleurs régulièrement dans les éditoriaux, comme si ce dernier poussait naturellement au divorce. C'est ce que montre cet extrait de 1977 : « el sentido común de los pueblos que habitan estados antidivorcistas les ha conducido a suertes de divorcio personal »<sup>83</sup>. Le journal attribue également cette qualité aux acteurs publics qui agissent en faveur du projet de divorce auquel il aspire. Ainsi, « Francisco Fernández Ordóñez ha resumido excelentemente esa posición de simple sentido común y de respeto mínimo a la dignidad y a la libertad ciudadanas: “La voluntad de las personas no se investiga”. La voluntad se constata, sin más historias »<sup>84</sup>. De même, pour *El País*, le cardinal Enrique y Tarancón « ha hecho gala de su sentido común y de su conocida capacidad para la escritura entre líneas al señalar que en las posiciones de la Iglesia sobre estos temas, además de “investigación teológica” y de “investigaciones científicas” resultaría necesario tener en cuenta “las experiencias de fe de los matrimonios, porque esto último no lo tenemos” »<sup>85</sup>. En réalité, le fait que ces déclarations témoignent ou non d'un quelconque « sens pratique » renvoie à la sphère de l'opinion. Le bon sens est une notion subjective, c'est pourquoi ce qu'*El País* présente comme un motif irréfutable relève en réalité d'un avis personnel. Ici, le journal cherche à persuader le lecteur en employant l'argument d'autorité d'une prétendue sagesse pratique. Par là même, il s'en prend au démocrate de l'UCD : leur obstination à entraver l'accès au divorce signifierait qu'ils sont dépourvus de bon sens pour mener le pays. Ce ne sont pas eux mais les sociaux-démocrates comme Fernández Ordóñez ainsi que l'opposition de gauche qu'il convient d'écouter.

En définitive, *La Vanguardia* prend de la hauteur sur les événements de la Transition. Il prend en compte l'histoire de l'Espagne et admet que le pays puisse rencontrer des obstacles sur le chemin de la modernité. Lorsqu'il compare la situation nationale avec celle des autres

---

<sup>80</sup> Éditorial El divorcio que viene. *El País*. 25 avril 1980.

<sup>81</sup> Éditorial El pretexto del divorcio. *El País*. 5 décembre 1980.

<sup>82</sup> C'est le cas des éditoriaux Voto de conciencia, art. cit., et de El cuento de..., art. cit., publié à quatre jours d'intervalle.

<sup>83</sup> Éditorial El divorcio..., 25 avril 1980, art. cit.

<sup>84</sup> Éditorial Las leyes de la..., art. cit.

<sup>85</sup> Éditorial Hablar demasiado. *El País*. 21 octobre 1980.

pays européens, il estime qu'elle n'est pas si adverse. Il propose donc une réflexion sur le long terme, reçoit les événements avec philosophie, et se place en retrait des polémiques.

À l'inverse, *El País* recherche une modernité instantanée. Il n'accepte pas que l'Espagne puisse accuser du retard face aux autres nations et semble vouloir ignorer les conséquences de trente-six années de dictature sur les relations entre l'Église et l'État ainsi que sur les idéaux de la classe politique. En réalité, il aurait souhaité une Transition sous forme de rupture. Or, c'est une réforme qui est en train d'avoir lieu. La démocratie est en phase de se construire grâce à l'opposition anciennement clandestine mais également grâce à des personnes qui ont participé au système antérieur.

Finalement, à trop accepter les retards ou la pression exercée par l'Église sur la vie législative, *La Vanguardia* pourrait glisser vers une dangereuse passivité, une inertie qui ferait de lui un organe de presse au service du gouvernement et qui l'empêcherait de dénoncer les dysfonctionnements démocratiques. Au contraire, à force de vouloir intervenir dans le débat politique et de dénoncer toutes les décisions qui ne vont pas dans son sens, *El País* risque de crisper voire d'hystériser le débat, ce qui, nous le verrons par la suite, peut aussi relever d'une tactique politique.

## VII. 1. C. Le projet de dépénalisation de l'avortement

L'avortement n'est ni légalisé ni dépénalisé durant la Transition. C'est en 1985, sous la gouvernance socialiste et après le verdict du Tribunal constitutionnel, qu'avorter devient possible sous certaines conditions en Espagne<sup>86</sup>. En revanche, dès la fin des années 1970, plusieurs affaires comme celle de la clinique Los Naranjos de Séville ou des onze de Basauri s'invitent dans le débat public et incitent ses acteurs à donner leur avis.

*El País* développe le sujet dans seize éditoriaux au cours de la période étudiée. Dans « Por una moral civil » (1976), il n'affiche pas encore son opinion mais explique que la question mérite d'être rapidement débattue. En effet, si des cendres du franquisme émerge un État laïque comme le souhaite le journal, alors il faudrait réviser un certain nombre de lois, parmi elles, celle de la criminalisation de l'avortement<sup>87</sup>. Par la suite, dans les éditoriaux publiés avant la médiatisation du procès des onze de Basauri, le quotidien rappelle des évidences – il s'agit

---

<sup>86</sup> *Ley Orgánica 9/1985, de 5 de julio... op. cit.*

<sup>87</sup> Por una moral..., art. cit.

d'une question délicate, « el espinoso problema del aborto » écrit-il en juillet 1979 – mais se garde encore d'exprimer un avis clair.

En outre, lorsqu'il apprend la mort d'un enfant à la suite du refus de ses parents, témoins de Jéhovah, d'autoriser une transfusion sanguine, *El País* publie un éditorial intitulé « Los límites de la libertad religiosa »<sup>88</sup>. Dans ce texte, il propose un article à intégrer dans la future Constitution :

En la futura Constitución española debiera quizá constar a este efecto de proteger un bien tan precioso como la vida humana una referencia jurídica tan clara y contundente como la que se encuentra en el artículo segundo de la Constitución de la República Federal de Alemania [...]: “Todos tienen derecho a la vida y a la integridad física”. El juego jurídico que este precepto ha dado luego en la jurisprudencia a la hora de enfocar arduos problemas como el aborto, la eutanasia o incluso la tortura, sería suficiente para mostrar su importancia y su fecundidad [...]»<sup>89</sup>.

Nous sommes en octobre 1977, quelques semaines avant que le texte du préprojet contenant la formulation « todos tienen derecho a la vida » ne paraisse dans la presse. Sans le savoir, *El País* propose donc la version de l'article 15 qui provoquera tant de controverses lors du processus de dépénalisation de l'avortement, même si, selon lui, cette formulation ne devrait poser aucun problème. Le journal n'est donc pas particulièrement sensible à cette cause, voire la dessert puisqu'il propose la formulation qui permettra aux partis conservateurs de s'y opposer. Dans un premier temps, il renvoie la responsabilité du débat à l'État.

Le déclic qui pousse *El País* à changer de discours est la réouverture du procès des onze de Basauri, en octobre 1979. Tout d'abord, il a conscience que les enjeux du verdict dépassent le fait divers. Le déroulement du procès et la décision du juge seront pour lui un baromètre de la démocratie, quatre ans après la mort de Franco : « va a reunir características de *piedra de toque* para advertir hasta qué punto la democracia política ha reportado o no nuevas maneras de comportamiento social y de afrontar problemas tan delicados como el del aborto »<sup>90</sup>. À partir de l'automne 1979 et jusqu'à la fin de la période étudiée, *El País* se montre de plus en plus clair dans son engagement en faveur de la dépénalisation de l'avortement. Cette évolution s'explique par l'ampleur qu'acquiert le procès des onze de Basauri dans le débat public espagnol.

Les premiers éditoriaux sont prudents. Ainsi, dans celui du 7 octobre, le journal ne se dit pas encore favorable à une modification du Code pénal mais affirme que l'État et les

---

<sup>88</sup> Éditorial Los límites de la libertad religiosa. *El País*. 29 octobre 1977.

<sup>89</sup> *Ibid.*

<sup>90</sup> Éditorial ¿Bilbao, como Salem? *El País*. 7 octobre 1979.

différents acteurs sociaux doivent proposer une solution aux personnes accusées de pratiques abortives. Il s'agirait d'une solution intermédiaire : « a la postre, entre la despenalización del aborto y dejar las cosas como están hay, sin duda, soluciones que es preciso debatir y encontrar »<sup>91</sup>. Le plus probable serait que le journal fasse référence à une dépénalisation dans certains cas. C'est d'ailleurs ce qu'il demande sans équivoque en mars 1982 afin d'aider les victimes de l'huile de colza frelatée<sup>92</sup>. Parmi elles se trouvent de nombreuses femmes enceintes qui craignent que leur enfant naisse avec des malformations ou des séquelles cérébrales. Pour *El País*, l'avortement thérapeutique sur demande de la famille est, dans ce cas, pleinement justifié. Il exhorte la classe politique à modifier au plus vite la législation afin de permettre aux parents de décider et rappelle que c'est le choix que l'Italie avait fait lors de l'accident de Seveso :

antes de resolver el problema de fondo, y quizá como una forma de empezar a resolverlo, el Gobierno tiene que responder al angustioso problema *concreto* de las embarazadas que padecen el síndrome tóxico. Si nuestras autoridades no quieren caer en la monstruosidad moral de responder con el código penal a las dolorosas preguntas de esas mujeres, añadiendo sanciones de privación de libertad al ya terrible castigo que padecen las *madres del síndrome*, tendrán que buscar una salida humana y sensata a la situación. Sin duda un Estado de Derecho no puede incurrir en la aplicación selectiva de las normas y sólo la reforma del código penal y la legalización del aborto terapéutico puede ser una solución seria del problema. [...] Nadie debe olvidar que un gobierno democristiano arbitró en Italia soluciones para la tragedia de Seveso durante el verano de 1976<sup>93</sup>.

L'urgence de la situation des victimes du drame de l'huile contaminée mais également l'expérience des campagnes en faveur des onze de Bilbao ont fait oublier ses précautions langagières à *El País*. Les successives affaires de ce type sensibilisent et finissent par convaincre le journal qui prend alors ouvertement parti. Ainsi, après l'automne 1979, il passe d'un discours neutre dans lequel il confie à l'État la responsabilité du débat à un discours engagé en faveur de la dépénalisation. Dès lors, il est de plus en plus pressant à l'égard des parlementaires qui n'ont pas encore fait évoluer la loi. En 1982, il les accuse non seulement de ne pas avoir dépénalisé l'avortement mais également de ne pas assez aider les foyers modestes qui ne veulent pas accueillir d'enfant, faute de moyens :

---

<sup>91</sup> *Ibid.*

<sup>92</sup> Voir I. 2. A. Unión de Centro Democrático.

<sup>93</sup> Éditorial Consecuencia de la colza. *El País*. 2 mars 1982.

Mientras nuestros Torquemadas locales apilan leña verde para reducir al silencio a sus contradictores<sup>94</sup>, la discusión de moralistas, sociólogos y juristas en el mundo civilizado sobre los *delitos sin víctima* se centra mucho más sobre el *derecho a la elección* de la mujer embarazada que en torno a especulaciones generales sobre el *derecho al aborto*. Muy pocos niegan que la interrupción voluntaria del embarazo plantea un delicado conflicto entre valores positivos, pero pocos afirman que la vida de la madre deba ser sacrificada en provecho de un huevo que acaba de ser fertilizado. Porque no es el Poder Judicial, sino el Poder Legislativo, el gran responsable de esa sangrante injusticia de la que son víctimas las mujeres sin medios económicos a quienes la salud, la pobreza o la angustiada situación familiar de tener que trabajar y cuidar de la prole obligan a abortar<sup>95</sup>.

Le discours d'*El País* à propos de la dépénalisation de l'avortement, d'abord prudent, se renforce donc au fil des années. Il développe peu ou prou les mêmes démonstrations depuis l'automne 1979, seulement, il les assume de plus en plus, c'est-à-dire que les arguments n'apparaissent plus seulement dans les tribunes signées par des collaborateurs mais également dans les éditoriaux. La justification principale avancée par le journal réside dans l'injustice que représente la pénalisation de l'avortement. Tout d'abord, parce que les accusées sont souvent seules et impuissantes face à la machine juridique. Elles sont en réalité des victimes de l'injustice sociale. Ce sont des David face à un Goliath judiciaire. En ce sens, le quotidien les compare aux sorcières de Salem puisqu'elles sont accusées d'une défaillance dont l'État est responsable :

Sin una política seria de planificación familiar, sin una educación sexual responsable y que alcance a todos los estamentos sociales, con el portillo del aborto en el extranjero para las mujeres pudientes o, al menos, las bien informadas, el proceso de Bilbao amenaza con convertirse en un remedo del proceso de Salem. Once mujeres españolas no pueden pagar ante la sociedad por todas las que han hecho otro tanto, pero desde la impunidad de la información, la cultura o el dinero<sup>96</sup>.

Cet extrait présente également un autre motif pour modifier la loi : la rigueur du système judiciaire ne s'abat que sur les plus faibles puisque les classes aisées ont les moyens d'avorter à l'étranger. La loi n'est donc pas la même pour tous les citoyens, ce qui est inconcevable dans un État de droit :

---

<sup>94</sup> La référence à Torquemada renvoie peut-être à l'affaire de la clinique de Los Naranjos. En effet, dans le cadre de l'élan de solidarité envers les accusés, plusieurs centaines d'Espagnols signent une lettre dans laquelle ils affirment avoir avorté ou participé à un avortement. Un juge de Séville décide alors de prendre en compte le contenu de cette lettre et commence à mettre en examen certaines signataires, AGUILAR José. Un juez de Sevilla cita a varias mujeres en relación con presuntos abortos. *El País*. 20 octubre 1981, p. 26.

<sup>95</sup> Éditorial Entre Londres y Bilbao. *El País*. 19 mars 1982.

<sup>96</sup> ¿Bilbao, como..., art. cit.

El mejor ejemplo de que existen situaciones de discriminación y desigualdad que superan la imaginación de cualquier demagogo es el hecho de que el aborto realizado por una mujer española será o no delito exclusivamente en función de que la interesada carezca o disponga de los ingresos y la información suficientes para viajar a Londres<sup>97</sup>.

Par ailleurs, le journal souligne que l'avortement est dépénalisé voir légal dans de nombreux pays voisins c'est pourquoi il n'est pas insensé d'amorcer le débat en Espagne. Le fait d'aligner la législation espagnole sur celle des grandes puissances européennes pourrait également se révéler avantageux pour intégrer la CEE, et *El País* y est extrêmement favorable :

La idea de Europa no puede reducirse a la abolición de las barreras aduaneras y a un Mercado Común para los negocios. El espacio jurídico europeo, unificador de las normativas civiles, mercantiles y penales de todos los países afectados, será probablemente una realidad operativa antes que las instituciones políticas nacionales se ensamblen en una sola soberanía. Situado el problema en esa perspectiva histórica, aunque sea a largo plazo, parece insensato no comenzar, desde ahora, a reducir progresivamente las distancias<sup>98</sup>.

La seule réserve du journal se réfère à la légalisation de l'avortement en vertu du droit des femmes à disposer de leur corps. Il s'oppose à ce motif et le fait savoir en décembre 1979, alors même qu'il exprime de fortes réserves à l'égard des mouvements féministes :

Los argumentos no han sido, en la mayoría de los casos, brillantes. Plantear, por ejemplo, la delicada cuestión de la interrupción del embarazo como si se constituyera una sacra prolongación del derecho de la mujer a disponer del propio cuerpo provoca un innecesario rechazo de quienes piensan, desde distintas perspectivas, que el aborto puede ser un mal necesario y, por tanto, despenalizable; pero no necesariamente un acto de afirmación de la libertad humana o una decisión que no plantea problemas morales<sup>99</sup>.

Pour lui, la classe politique est tenue d'apporter une solution légale à ce problème social. Elle doit aussi adosser son cadre législatif à celui de ses voisins européens afin de mettre un terme à l'injustice qui se creuse entre celles qui peuvent avorter à l'étranger, et les autres. Néanmoins, à son sens, la dépénalisation est un « moindre mal ». Il érige donc une barrière

---

<sup>97</sup> Entre Londres y..., art. cit.

<sup>98</sup> Éditorial El proceso de Bilbao. *El País*. 26 octobre 1979.

<sup>99</sup> Éditorial Más sobre el aborto. *El País*. 1 décembre 1979.

morale à la réforme pénale : pour lui, avorter n'est pas un droit. Par conséquent, il est en désaccord avec le féminisme radical.

À l'inverse, *La Vanguardia* demeure silencieux sur le sujet. Certes, il informe de la tenue du procès des onze de Bilbao mais il ne propose aucun commentaire institutionnel sur la question. Au cours de la période étudiée, il publie deux éditoriaux concernant l'avortement. Le premier concerne le référendum italien et le second, le verdict du « procès des onze »<sup>100</sup>.

En 1981, lorsqu'il commente le « non » italien au référendum qui prévoyait, entre autres, une modification de la législation sur l'avortement, le quotidien affirme que cette décision est logique car mesurée. Il regrette en revanche que l'État ait opté pour une consultation populaire car il considère que « en la convocatoria de los referéndums italianos había un cierto abuso, no legal, pero sí moral contra el buen orden democrático. Consistía [...] en recurrir al voto popular allí donde era mucho más lógica la competencia del trámite normal de la democracia representativa »<sup>101</sup>. Il ajoute plus loin que « el aborto crea problemas tan vitales para la humanidad que por su misma delicadeza parece requerir un ámbito de estudio y decisión más preparado y restringido que los 43 millones y pico de personas que fueron invitadas a pronunciar su veredicto en Italia »<sup>102</sup>. À son sens, ce n'est pas à la population de décider mais aux parlementaires, c'est-à-dire des personnes formées qui disposeront du temps et des outils nécessaires pour analyser les tenants et aboutissants de chaque décision. Pour lui, ce sont avant tout les élus qui font vivre la démocratie. À travers le vote, les citoyens confient leur souveraineté à des représentants politiques. C'est ce groupe de personnes qui est légitime pour décider des orientations nationales. Ils ont gagné ce pouvoir pour un temps donné et la population se doit de les laisser travailler jusqu'aux élections suivantes.

À la lecture de cet argument, on peut supposer que *La Vanguardia* estime qu'à l'instar des citoyens lambdas, la presse ne devrait pas non plus toujours s'exprimer, *id est*, que les journaux n'ont pas de légitimité sur tous les thèmes. Cette conception de l'information éclairerait différemment ce qui a pu passer pour la « prudence » du journal : cette prétendue prudence reflèterait en réalité un choix éthique, d'une éthique politique. Néanmoins plusieurs éléments étudiés nuancent fortement cette hypothèse. Par exemple, lorsque *La Vanguardia* ne donne pas d'avis officiel quant à la mobilisation féministe, il le fait indirectement à travers ses choix éditoriaux. De même, il décide de ne pas commenter le développement des premières

---

<sup>100</sup> Les 17 et 18 mai 1981, les Italiens sont appelés à se prononcer, par référendum, sur cinq projets de loi : extension ou restriction de l'avortement (les deux mesures sont antithétiques, la première est portée par le Partido Radical et la seconde par une association pro-vie), réglementation du port d'armes et abrogation de la prison à perpétuité.

<sup>101</sup> Éditorial El "no" italiano. *La Vanguardia*. 20 mai 1980, p. 5.

<sup>102</sup> *Ibid.*



mesures de planning familial en Catalogne, mais lorsque c'est le PSUC qui les met en place, alors il sort de sa réserve pour les attaquer. Ces exemples invalident donc la thèse du « silence éthique ».

Par ailleurs, dans l'éditorial sur le « non » italien, *La Vanguardia* souligne à quel point la dépénalisation de l'avortement est un thème délicat – « entran implicaciones religiosas, morales, sociológicas, médicas, etcétera »<sup>103</sup> – mais il ne mentionne pas les raisons qui poussent certaines femmes à faire ce choix malgré les risques de poursuites pénales. Par exemple, il n'évoque pas la précarité économique, l'isolement social de certaines femmes ou le fait qu'une partie d'entre elles sont encore des adolescentes. En effet, en Italie, l'avortement est partiellement dépénalisé, ce qui, en principe, solutionne les pratiques clandestines, mais la réalité est plus complexe et de nombreuses femmes ont encore recours à des avorteurs illégaux<sup>104</sup>. Ce que l'on constate ici, c'est que le journal n'a pas l'intention d'établir de lien entre le vote italien et la situation espagnole, ce qui peut s'expliquer par son refus de se positionner sur la question.

Le second éditorial se refuse à nouveau à tout positionnement, y compris à propos du verdict du procès de Basauri, qualifié de « benigna conclusión », ce qui est davantage un fait qu'une opinion<sup>105</sup>. En revanche, le journal insiste pour que la classe politique légifère afin que ce type de situations ne se reproduise plus, c'est d'ailleurs le sens du titre « Tras la sentencia de Bilbao ».

En définitive, on avancera deux hypothèses pour expliquer le silence de *La Vanguardia* concernant la dépénalisation de l'avortement. Tout d'abord, il est possible que la question fasse débat parmi les cadres dirigeants du journal, comme c'est le cas, et nous y reviendrons, parmi ses collaborateurs. Une autre hypothèse, plus pragmatique, renvoie au lectorat. Le quotidien, toujours prudent, préfère se taire afin de ne froisser ni son public, ni ses annonceurs. Quelle qu'en soit la cause, *La Vanguardia* n'apporte rien au débat. Il se mure dans un silence qui contraste avec l'engagement d'*El País* et se limite à renvoyer la responsabilité au Parlement.

Finalement, *El País* encourage les réformes et se projette dans les futurs possibles – il anticipe notamment l'entrée dans la CEE – il essaye donc de faire partie des précurseurs, de ceux qui font l'actualité. Évidemment, il ne l'a créé pas à lui seul puisqu'il médiatise et

---

<sup>103</sup> *Ibid.*

<sup>104</sup> Il se heurte toutefois au manque de médecins acceptant de le pratiquer car la loi prévoit le droit à l'objection de conscience, droit auquel ont recours de nombreux professionnels. Par ailleurs, ceux qui officient dans des cliniques religieuses subissent parfois des pressions afin de ne pas pratiquer ce type d'acte. Voir par exemple ARIAS Juan. Una superior de una orden religiosa italiana, condenada por antiabortista. *El País*. 19 janvier 1979, p. 2.

<sup>105</sup> Éditorial. Tras la sentencia de Bilbao. *La Vanguardia*. 26 mars 1982, p. 5.

commente un mouvement poussé et débattu au sein des partis politiques et des associations notamment. Néanmoins, il encourage les discussions et souhaite apporter sa contribution. *La Vanguardia* suit l'actualité. Il regarde plutôt vers le passé et a le sens de l'Histoire. Concernant les thèmes étudiés, il agit en commentateur de l'information car il évite sciemment de s'avancer sur certaines de ces questions d'actualité.

De plus, dès le début de la période étudiée, *El País* veut participer à la modernisation de la législation espagnole en encourageant la ratification des lois qui lui semblent justes. Sa démarche est parfois presque militante. D'ailleurs, il emprunte une série d'expressions et de formules aux associations, il parle par exemple de « *leyes patriarcales y falocráticas* », termes issus du discours féministe<sup>106</sup>. Ses éditoriaux portent sa philosophie et donc nécessairement un point de vue sur la situation espagnole. Néanmoins, dans les autres rubriques, ses choix éditoriaux sont eux aussi très engagés. Même s'il est clair qu'il nourrit le débat public, il joue avec les limites du pacte informatif auquel il a souscrit avec le lecteur car il apporte très peu de variétés de points de vue sur les questions étudiées. Il s'agira donc d'analyser le reste du journal et de constater comment affleure ce point de vue.

Voici à présent établi le discours officiel de chaque titre à propos de la dépenalisation de l'adultère et de l'avortement ainsi que de la légalisation du divorce et de l'accès à la contraception. Confrontons maintenant la voix qui s'exprime dans l'éditorial à la polyphonie des paroles qui animent les autres pages.

## **VII. 2. Les lignes officielles exprimées dans les éditoriaux d'*El País* et de *La Vanguardia* sont-elles cohérentes avec les autres voix de ces journaux ?**

### **VII. 2. A. Un positionnement similaire sur de nombreux points...**

---

<sup>106</sup> Por una moral..., art. cit.

La ligne éditoriale des articles publiés par *El País* et *La Vanguardia* sur les thématiques travaillées est en partie cohérente avec ce qui a été observé dans leurs éditoriaux respectifs.

Tout d'abord, la dépénalisation de l'adultère et la légalisation de la contraception et de sa publicité semblent actées dès 1976. Ces sujets n'entraînent pas de polémique et chacun sait qu'il ne s'agit que d'une question de temps avant que ne soient modifiés les textes de loi correspondants. C'est ce que confirme le faible taux d'articles d'opinion sur le total des textes publiés. Dans le quotidien madrilène, sur vingt-six sujets concernant l'adultère seulement trois, soit 11,5 % se positionnent pour ou contre<sup>107</sup>. Dans *La Vanguardia*, sur quatorze sujets, les trois textes annoncés comme des tribunes d'opinion sont favorables à la modification du Code pénal. De même, l'accès à la contraception n'engendre pas de polémique puisque, dans les deux quotidiens, 94 % des articles publiés sont purement informatifs (6 tribunes sur 95 articles dans *El País* et 4 sur 61 dans *La Vanguardia*).

Ces deux thématiques font également l'objet d'un faible engagement personnel. Par exemple, seul un tiers des sujets concernant l'accès à la contraception est suivi du nom d'un journaliste ou collaborateur du quotidien barcelonais. Le reste est soit signé « La Vanguardia » ou par le nom d'une agence de presse, soit non signé. Pour le titre madrilène, l'identité de l'auteur apparaît dans moins de la moitié des articles.

À l'inverse, le divorce est une question plus clivante. Les chiffres démontrent que le débat a vraiment cours tout au long de la période. Dans un premier temps, les polémiques gravitent autour du bienfondé de le légaliser ou non puis, une fois la Constitution ratifiée, plutôt autour de la forme que doit prendre la loi<sup>108</sup>. Ainsi, à *El País*, 25 % des articles sur le divorce sont des articles d'opinion, ils sont 24 % à *La Vanguardia*.

Quant à l'avortement, les chiffres suggèrent que la question intéresse les journaux puisqu'avant même qu'elle ne fasse l'objet d'un quelconque travail parlementaire, elle provoque la publication de 342 articles d'*El País* et 134 de *La Vanguardia*. En revanche, contrairement au divorce, il est clair que le débat n'est pas pleinement en cours puisque le titre de Cebrián ne propose que 14 % d'articles d'opinion et celui de Sáenz Guerrero, 15 %. Enfin,

---

<sup>107</sup> En réalité, six articles sont annoncés comme des tribunes d'opinion. Une moitié se positionne par rapport à la dépénalisation de l'avortement, l'autre moitié propose un avis sur d'autres aspects de la question, à savoir le machisme de la société (FALCÓN, Diez variaciones..., art. cit.), l'adultère au Moyen-Âge (SOTOMAYOR Manuel. Las infidelidades y el cristianismo. *El País*. 14 février 1982, p. 12.) et la façon dont chaque individu appréhende les affaires d'adultère (GARRIGO Luis. De la tragedia a la banalidad. *El País*. 14 février 1982, p. 13).

<sup>108</sup> C'est pourquoi il est presque impossible de proposer une étude statistique sur le nombre d'opinions favorables ou non. Les avis ne se polarisent pas autour des choix du « pour » et du « contre » mais se subdivisent en une série d'options différentes au fil du temps, des projets et des amendements.

comme le suggère la *Figure 12*, le quotidien madrilène devance le catalan en proposant très rapidement des articles engagés pour ou contre la dépénalisation de l'avortement.

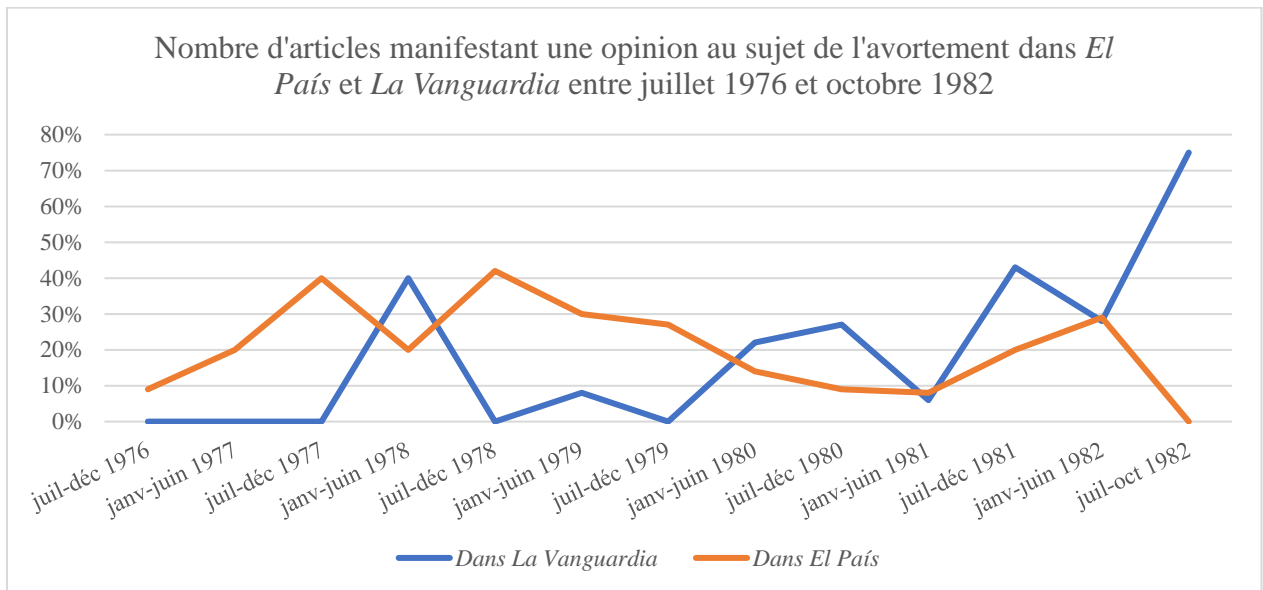


Figure 12

Néanmoins, le graphique montre aussi que le titre de la famille Godó finit lui aussi par publier des articles d'opinion, et ce dès la fin de l'année 1977, alors même qu'il demeure silencieux dans ses éditoriaux. À partir de 1980, il en propose d'ailleurs davantage qu'*El País*. Leur analyse permettra d'approcher le point de vue et les contradictions de *La Vanguardia* sur le sujet.

Ces quelques remarques préliminaires ont donné l'occasion de confirmer le degré d'intérêt des deux journaux envers le divorce et l'avortement. L'étude plus approfondie des articles, notamment des tribunes, permettra quant à elle d'observer des différences significatives de cadrage de ces thématiques entre l'un et l'autre.

## VII. 2. B. ... mais qui dévoile des différences significatives de cadrage...

En ce qui concerne *La Vanguardia*, un premier élément étonnant est la très forte proportion d'hommes à signer les tribunes. Certes, on l'a dit, le quotidien catalan dispose d'une équipe majoritairement masculine et n'a pas engagé de réflexion sur la place des femmes dans

sa rédaction<sup>109</sup>. Malgré tout, les chiffres sont remarquables puisque, concernant le divorce, 65 des 66 articles d'opinion sont signés par des hommes. Pour ce qui est de l'avortement, une thématique qui concerne en premier lieu les femmes, on aurait pu imaginer que *La Vanguardia* aurait adapté le choix de ses auteurs, mais il n'en est rien. En effet, les écarts sont plus réduits mais la préférence va tout de même aux hommes puisque quinze des vingt signataires le sont. Cet étonnant constat est pourtant très logique si l'on prend en compte le cadrage réalisé par le titre catalan à propos de ces deux sujets.

Certes, la rédaction de *La Vanguardia* est loin de respecter la parité mais l'omniprésence masculine a également une autre origine. Parmi les auteurs qui signent le plus de tribunes se trouvent de très nombreux experts de la législation civile. Ainsi, à lui seul, Víctor Reina, professeur de droit matrimonial à l'Université de Barcelone, écrit 12 des 66 tribunes<sup>110</sup>. Il n'est pas le seul. D'autres professionnels, à l'instar de l'avocat Adrián Pérez Mayor, en rédigent également<sup>111</sup>. Ces textes décryptent les enjeux de l'évolution du projet de loi en explicitant ses subtilités aux lecteurs. Ils sont tous favorables à la prompte ratification d'une loi souple et facile d'accès. Par exemple, Víctor Reina est contre la « clause de dureté », celle qui prévoit de conférer davantage de liberté au juge : « hay un punto en que el proyecto nos parece francamente inadmisibile y hasta contradictorio: aquél en que se facultó al juez para denegar el divorcio si ocasiona perjuicios graves a los hijos o al otro cónyuge »<sup>112</sup>. À l'automne 1980, il s'impatiente des lenteurs parlementaires et souhaiterait voir la loi rapidement adoptée :

Nadie puede esperar razonablemente, y menos en un sistema parlamentario, que una reforma legislativa como la del Derecho matrimonial y de familia se lleve a cabo de la noche a la mañana. Pero eso no autoriza a que la reforma en curso mantenga indefinidamente la interinidad jurídica en que nos encontramos<sup>113</sup>.

---

<sup>109</sup> Voir IV. 2. Les femmes d'*El País* et de *La Vanguardia*.

<sup>110</sup> REINA Víctor. Los pasos de la Ley del Divorcio. *La Vanguardia*. 1 décembre 1977, p. 8 ; Análisis de las causas de divorcio. *La Vanguardia*. 13 décembre 1977, p. 8 ; El divorcio británico. *La Vanguardia*. 26 novembre 1978, p. 110 ; Constitución, matrimonio y divorcio. *La Vanguardia*. 3 décembre 1978, p. 107 ; Eficacia civil de las nulidades canónicas. *La Vanguardia*. 12 décembre 1979, p. 5 ; Las separaciones conyugales en la jurisdicción civil. *La Vanguardia*. 12 janvier 1980, p. 10 ; La reforma del derecho matrimonial español. *La Vanguardia*. 3 février 1980, p. 11 ; Un sistema matrimonial igualitario. *La Vanguardia*. 5 février, p. 13 ; La proyectada regulación del divorcio. *La Vanguardia*. 6 février 1980, p. 12 ; El divorcio en dos decretos de la Generalitat. *La Vanguardia*. 10 avril 1980, p. 6 ; La discusión del divorcio en el Congreso. *La Vanguardia*. 1 octobre 1980, p. 5 ; Afrontamiento directo del divorcio consensual. *La Vanguardia*. 20 décembre 1980, p. 7.

<sup>111</sup> Il en signe deux : PÉREZ MAYOR Adrián. El anteproyecto de Ley de divorcio. *La Vanguardia*. 12 juin 1979, p. 8 et Nulidad, separación y divorcio. *La Vanguardia*. 1 mai, p. 6.

<sup>112</sup> REINA, La proyectada regulación..., art. cit.

<sup>113</sup> *Ibid.*

Dans les années 1970, les spécialistes du droit sont en général des hommes, ce qui explique en partie l'absence presque totale de femmes comme autrices de tribunes sur le divorce<sup>114</sup>.

En parallèle, et c'est en revanche plus inattendu, les deuxième et troisième auteurs à proposer le plus d'articles d'opinion sont respectivement Alfonso Balcells Gorina, professeur de médecine à l'Université de Barcelone mais surtout membre actif de l'Opus Dei (9 articles sur 66)<sup>115</sup>, et Narciso Jubany, cardinal-évêque de Barcelone et docteur en théologie et droit canon (7 sur 66)<sup>116</sup>. Par conséquent, pour *La Vanguardia*, la légalisation du divorce est un thème légal mais également religieux. À travers ses tribunes, le journal propose donc aussi aux lecteurs un accompagnement moral catholique. De fait, si l'on considère l'intégralité des 276 articles publiés par le quotidien – information et opinion confondues –, 62 d'entre eux soit un article sur cinq se trouve dans la rubrique *Religión*. Alfonso Balcells Gorina et Narciso Jubany s'opposent tous deux au divorce, même civil, un positionnement qui diffère largement de celui de *La Vanguardia*. Le journal instaure ainsi un débat d'idées dans ses propres pages. Il fait vivre la pluralité d'opinions. Peut-être ce type de discours permet-il aussi de flatter un lectorat très conservateur qui apprécie de pouvoir lire les textes de personnes reconnues, notamment en Catalogne.

Ce cadrage se répète dans le traitement de la dépénalisation de l'avortement. Presque un quart des articles se trouve dans la rubrique *Religión*. En ce qui concerne les tribunes d'opinion, seuls trois auteurs signent plus d'un texte. Il s'agit à nouveau d'Alfonso Balcells

---

<sup>114</sup> En 1974, 95 % des avocats de Barcelone sont des hommes. En 1983, ils sont 87 %. RODRÍGUEZ ÁVILA Nuria. *Los abogados ante el siglo XXI* [en ligne]. Thèse de Sociologie. Université de Barcelone, 2001, 483 p. Disponible sur : « [https://www.tdx.cat/bitstream/handle/10803/2875/NRA\\_TESIS.pdf](https://www.tdx.cat/bitstream/handle/10803/2875/NRA_TESIS.pdf) » (consulté le 1 mai 2022).

<sup>115</sup> BALCELLS GORINA. El matrimonio estable, amor específicamente humano. *La Vanguardia*. 10 janvier 1979, p. 6 ; El matrimonio y el bien común. *La Vanguardia*. 11 janvier 1979, p. 6 ; La estabilidad del matrimonio entre católicos. *La Vanguardia*. 6 mars 1979, p. 6 ; Matrimonio, familia y sociedad, inseparables. *La Vanguardia*. 26 juin 1979, p. 8 ; Dignidad del amor humano. *La Vanguardia*. 6 septembre 1979, p. 6 ; El divorcio, grave injusticia contra los hijos. *La Vanguardia*. 5 août 1980, p. 8 ; La familia, encrucijada y escuela de amores. *La Vanguardia*. 31 octobre 1980, p. 6 ; El divorcio, un gran error histórico. *La Vanguardia*. 6 février 1981, p. 6 ; El bien común en una sociedad pluralista. *La Vanguardia*. 12 mars 1981, p. 6

<sup>116</sup> JUBANY Narciso. Los hijos y el posible divorcio de los padres. *La Vanguardia*. 19 novembre 1978, p. 33 ; El matrimonio cristiano es indisoluble. *La Vanguardia*. 29 avril 1979, p. 33 ; Reflexiones pastorales sobre el divorcio. *La Vanguardia*. 7 juillet 1979, p. 38 ; ¿El matrimonio es una coacción arbitraria? *La Vanguardia*. 2 février 1980, p. 31 ; « Es un deber del Estado ayudar a las familias ». *La Vanguardia*. 18 octobre 1980, p. 23 ; La Iglesia, a veces, no puede ceder. *La Vanguardia*. 10 mai 1981, p. 32 ; La Iglesia debe ayudar a los matrimonios fracasados. *La Vanguardia*. 19 juillet 1981, p. 33.

Gorina<sup>117</sup>, de Narciso Jubany<sup>118</sup> mais également de la journaliste Elisa Lamas<sup>119</sup>. Toutefois, cette dernière ancre sa légitimité sur sa foi chrétienne et son expérience de mère, dans cet ordre : « confieso, como cristiana y como madre, que no alcanzo a explicarme del todo la postura de total intransigencia que adopta la jerarquía de la Iglesia Católica »<sup>120</sup>.

Les tribunes d'opinion concernant l'avortement pourraient apporter un éclairage supplémentaire afin de déterminer les convictions que *La Vanguardia* se refuse à exprimer dans ses éditoriaux. Sur la période étudiée, six sont favorables à la dépénalisation contre quatorze défavorables ce qui laisserait penser que le journal est plutôt contre. Cependant, le nombre d'articles et d'auteurs étant très réduit, cette conclusion est trop fragile pour dépasser l'état d'hypothèse, d'autant que, il en sera question dans le cas du divorce, le journal publie parfois des textes contraires à son propre positionnement<sup>121</sup>.

Quoi qu'il en soit, le cadrage des sujets sur le divorce et l'avortement proposé par *La Vanguardia* est marqué par les aspects religieux et les technicismes législatifs. Les signataires de tribunes sont des spécialistes de la loi, des représentants d'institutions religieuses et quelques journalistes de la rédaction. Par conséquent, le journal ne laisse guère la parole à la « masse sociale », c'est-à-dire à des personnes qui n'appartiennent ni à la sphère médiatique, ni à celle des « savants ». Dans le cas de l'avortement notamment, contrairement à ce qui a déjà pu être observé dans *El País*, il n'est pas question des difficultés économiques rencontrées dans certains milieux ou des injustices de la loi. La parole est donnée aux sages à l'instar des journalistes reconnus, universitaires ou théologiens. Jamais le quotidien ne propose d'entretien avec des anonymes, avec des personnes qui vivent séparées en attendant de pouvoir divorcer, ou avec des hommes et des femmes impliqués dans un avortement. Certes, le courrier des lecteurs aborde parfois ces thèmes mais à la marge, et les lettres réagissent surtout à des articles publiés dans le journal. *La Vanguardia* introduit donc une opinion « descendante » dans la mesure où le jugement des individus avisés est censé guider le lecteur. Il n'est pas dans la co-construction mais dans la transmission de l'opinion.

---

<sup>117</sup> BALCELLS GORINA Alfons. Eutanasia prenatal y respeto a la vida y a la muerte. *La Vanguardia*. 11 juillet 1980, p. 8 ; La familia, encrucijada..., art. cit. ; Morir antes de nacer. *La Vanguardia*. 3 juillet 1982, p. 8.

<sup>118</sup> JUBANY Narciso. El problema del aborto. *La Vanguardia*. 13 mai 1979, p. 31 ; ¿Es la madre dueña de su cuerpo? *La Vanguardia*. 6 juillet 1980, p. 23 ; La Iglesia, a veces..., art. cit.

<sup>119</sup> LAMAS Elisa. Señores, ser madre es otra cosa. *La Vanguardia*. 18 juillet 1982, p. 6 ; El aborto y la despenalización. *La Vanguardia*. 3 septembre 1982, p. 6 ; Mentalidad medieval y moral cristiana. *La Vanguardia*. 5 septembre 1982, p. 6.

<sup>120</sup> LAMAS, Señores, ser madre..., art. cit. Comme le suggère cet extrait, le témoin d'Elisa Lamas contraste avec le reste de la ligne éditoriale de *La Vanguardia*. À ce titre, il fera l'objet d'un commentaire approfondi.

<sup>121</sup> Voir VII. 2. C. ... et des choix éditoriaux qui trahissent d'autres intentions.

Ce n'est pas le cas d'*El País* qui semble davantage se situer dans une démarche de co-construction de l'opinion, puisqu'il a non seulement recours aux « experts » mais également à des signataires non spécialistes.

En effet, dans ses tribunes dédiées au divorce, le journal choisit lui aussi de donner la parole aux experts de la loi à l'instar du juriste spécialiste en droit familial Luis Zarraluqui (il signe cinq des 75 tribunes)<sup>122</sup>, le notaire et membre de l'Académie royale de Jurisprudence et législation Manuel de la Cámara (cinq tribunes) ou le professeur d'université spécialiste en droit civil Alfonso de Cossío (trois tribunes)<sup>123</sup>. Si la majorité des spécialistes sont des hommes, certaines femmes, notamment des avocates et militantes pour la cause féministe, se démarquent également. C'est le cas de Consuelo Abril, Cristina Alberdi, Ángela Cerrillos<sup>124</sup> ou Carmen Martín<sup>125</sup>. De ce fait, les pages d'opinion d'*El País* adoptent régulièrement un angle féministe, ce qui non seulement élargit le cadrage de la thématique mais permet également de « féminiser » la liste des auteurs. Ce n'est pas le cas à *La Vanguardia*.

En outre, le journal invite d'autres militantes, non nécessairement professionnelles du droit, à s'exprimer. Par exemple, Empar Pineda, responsable du Moviment Comunista de Catalunya (MCC), signe deux tribunes d'opinion. Dans la première, elle critique le projet de loi présenté par Iñigo Cavero – selon elle si timoré et complexe que « más bien se trata de una interminable carrera de obstáculos para impedir que los ciudadanos y ciudadanas de este Estado puedan divorciarse alguna vez »<sup>126</sup> – et présente le projet féministe<sup>127</sup>. Le second article dénonce les pressions que l'Église aurait exercées sur l'UCD, rappelle que le divorce est un droit et expose une vision féministe de la législation espagnole<sup>128</sup>.

Plus étonnant en revanche, *El País* propose lui aussi de nombreux articles signés par des hommes d'Église. Cela peut sembler paradoxal dans la mesure où ses éditoriaux sont de

---

<sup>122</sup> ZARRALUQUI Luis. El acuerdo con la Santa Sede y el divorcio. *El País*. 12 janvier 1980, p. 14 ; La economía en el proyecto de divorcio. *El País*. 17 février 1980, p. 14 ; Resoluciones eclesíásticas sobre los hijos. *El País*. 5 avril 1981, p. 14 ; Obstáculos para el divorcio. *El País*. 23 octobre 1981, p. 30 ; El divorcio cumple un año. *El País*. 8 juillet 1982, p. 20.

<sup>123</sup> DE COSSÍO Alfonso. Sobre el divorcio. *El País*. 21 mars 1978, p. 9 ; Causas y culpa en las legislaciones. *El País*. 23 mars 1978, p. 19 ; Los argumentos de la doctrina antidivorcista. *El País*. 24 mars 1978, p. 16. DE LA CÁMARA Manuel. Posiciones extremas sobre el divorcio. *El País*. 4 janvier 1978, p. 18 ; Sectores psiquiátricos critican el proyecto de ley del divorcio. *El País*. 22 janvier 1978, p. 19 ; Puntualizaciones sobre el divorcio. *El País*. 13 juin 1979, p. 32 ; La Iglesia católica y el tema del divorcio. *El País*. 12 septembre 1979, p. 16 ; ¿Defensa de la familia o defensa del poder? *El País*. 19 mars 1981, p. 13.

<sup>124</sup> ABRIL Consuelo, ALBERDI Cristina, CERRILLOS Ángela, El proyecto sobre divorcio y causas de separación conyugal. *El País*. 18 juillet 1980, p. 28.

<sup>125</sup> MARTÍN Carmen. Los peligros de una mala ley de divorcio. *El País*. 8 juillet 1979, p. 20.

<sup>126</sup> PINEDA Empar. Divorcio sí, ¿pero qué divorcio? *El País*. 7 octobre 1979, p. 24.

<sup>127</sup> Affirmer péremptoirement qu'il n'y en aurait eu qu'un est faux. Toutefois, on peut supposer qu'aux yeux d'Empar Pineda, seul celui auquel elle souscrit est véritablement « féministe ».

<sup>128</sup> PINEDA Empar. La reacción de la reacción. *El País*. 20 mars 1981, p. 14.



véritables manifestes pour la laïcisation de l'État mais il s'agit en réalité d'un choix tactique du quotidien. En effet, si d'autres journaux intègrent des considérations catholiques dans le débat, alors *El País* ne saurait ignorer la question. Il doit investir ce terrain afin de ne pas laisser se développer librement des arguments religieux contre le divorce. Il va tâcher d'invalider ces arguments depuis la religion elle-même. Cet argumentaire permettra également de guider ses lecteurs catholiques ou de tradition catholique. Son objectif est de prouver que l'on peut concilier foi et engagement pour une loi civile sur le divorce. Pour ce faire, il choisit de laisser la parole à des autorités, à des théologiens et membres du clergé, mais uniquement aux représentants des courants les plus progressistes, à ceux qui défendent la dissolution des unions civiles à partir du catholicisme. C'est le cas de José María Díez-Alegría et de José María González Ruiz.

En ce qui concerne la dépénalisation de l'avortement, le journal madrilène couvre là encore l'aspect religieux. Une nouvelle fois, les experts choisis sont différents de ceux de *La Vanguardia*. Ainsi, le catholique conservateur Alfonso Balcells Gorina et le cardinal-évêque Narciso Jubany publient dans le titre barcelonais et les progressistes José María Díez-Alegría, José María González Ruiz ou Enrique Miret Magdalena, dans le madrilène<sup>129</sup>. Leur positionnement respectif n'a rien de surprenant. Les premiers sont contre. Par exemple, pour Alfonso Balcells Gorina, l'avortement, même thérapeutique, est « un holocausto »<sup>130</sup>. Les seconds sont plus nuancés. Ainsi, lorsqu'il se prononce sur le cas italien, José María Díez-Alegría regrette que certains dignitaires de l'Église exercent une pression sur les médecins car, selon lui, chacun doit être libre de faire les choix qui lui semblent justes, d'autant que « un católico que juzgue en conciencia con toda sinceridad que, en un determinado caso, provocar el aborto no es pecado, no peca de hecho delante de Dios »<sup>131</sup>. Le théologien fuit les jugements péremptoires, cultive l'art du doute et, pour ce faire, fonde sa réflexion sur « la buena teología tradicional y la doctrina canónica vigente »<sup>132</sup>.

En revanche, encore plus que dans le cas du divorce, *El País* développe l'angle social de la dépénalisation de l'avortement, un cadrage ignoré par *La Vanguardia*. D'abord, le titre madrilène donne la parole aux militantes féministes, à des personnes de terrains qui médiatisent le quotidien des femmes contraintes d'avorter. Sur cette thématique, elles sont particulièrement

---

<sup>129</sup> DIÉZ-ALEGRÍA José María. Aborto y objeción de conciencia. *El País*. 14 juin 1978, p. 9 ; Libertad de voto de los católicos. *El País*. 12 février 1979, p. 9 ; Los católicos y el Papa. *El País*. 4 novembre 1979, p. 27 ; GONZÁLEZ RUIZ José María. ¿Por quién votan los católicos? *El País*. 12 février 1979, p. 9 et MIRET MAGDALENA Enrique. La prohibición del aborto no es una verdad eterna. *El País*. 13 août 1976, p. 17.

<sup>130</sup> BALCELLS GORINA, Eutanasia prenatal..., art. cit.

<sup>131</sup> DIÉZ-ALEGRÍA, Aborto y objeción..., art. cit.

<sup>132</sup> *Ibid.*

nombreuses à signer des tribunes dans le journal. Parmi elles, on pourra par exemple citer à nouveau Empar Pineda, mais aussi Carlota Bustelo, députée PSOE jusqu'à 1979, Delia Blanco, Pilar Jaime González ou même Pina López Gay, de la Joven Guardia Roja. Toutes ses signatures féministes insistent sur les difficultés rencontrées par de nombreuses personnes, notamment les plus précaires, et sur l'importance de ne pas leur infliger de double peine, c'est-à-dire supporter les difficultés économiques ou sociales mais également la rigueur d'une loi qu'elles n'ont pas les moyens de contourner en partant avorter à l'étranger. Les autrices développent des arguments faisant écho au discours des éditoriaux d'*El País*. Par exemple, Cristina Alberdi dénonce le poids de la morale catholique qui stigmatise les mères célibataires : « es un hecho que tanto la madre soltera como su hijo han sido secularmente marginados padeciendo todo tipo de vejaciones por parte de aquellos que exigen el nacimiento del hijo, pero lo repudian una vez nacido »<sup>133</sup>. Elle rappelle que les femmes qui souhaitent se défaire d'une grossesse avorteront toujours, malgré l'interdiction. Elles deviendront alors des victimes du manque d'encadrement légal : « la penalización del aborto produce el que los abortos practicados sean clandestinos, con el consiguiente peligro para las mujeres que lo realizan en condiciones no sanitarias, que en demasiadas ocasiones pierden la vida en el intento »<sup>134</sup>. En ce qui concerne les onze de Bilbao, elle met également en exergue d'autres circonstances sociales. Ainsi, « varias de ellas tenían otros hijos y su situación económica y de salud era precaria » et « para mayor ensañamiento solicitaron de la Seguridad Social la correspondiente receta de anticonceptivos, que les fue negada »<sup>135</sup>. *El País* semble considérer que les femmes sont pleinement légitimes, en raison de leur sexe, pour s'exprimer sur l'avortement. Cela explique aussi que la proportion de signatures féminines soit supérieure sur ce sujet que sur les autres : 35 % des tribunes d'opinion sur la dépénalisation de l'avortement sont signées par des femmes contre 16 % de celles sur le divorce. Ainsi, le journal propose plusieurs tribunes de Rosa Montero, ce qui est révélateur car elle ne fait pas partie des signatures habituelles de la rubrique *Opinión*. Dans ses tribunes, elle ne tient pas tellement sa légitimité de son travail de journaliste mais plutôt du fait qu'elle est une femme. Elle s'exprime au nom des anonymes et s'inclut dans ce collectif : « las mujeres no gozamos abortando »<sup>136</sup>. *El País* autorise donc des discours plus personnels sur la question de l'avortement. Pour *La Vanguardia* c'est particulièrement rare, et n'arrive qu'à la fin de la période étudiée, en septembre 1982, avec une série de tribunes signées

---

<sup>133</sup> ALBERDI Cristina, ALMEIDA María Cristina, CERRILLOS Ángela, *et al.* El proceso de Bilbao. *El País*. 21 octubre 1979, p. 14.

<sup>134</sup> *Ibid.*

<sup>135</sup> *Ibid.*

<sup>136</sup> MONTERO, *Aborto...*, art. cit.

par Elisa Lamas<sup>137</sup>. Cette publication donne à penser que le quotidien catalan attendait un verdict bienveillant du juge dans l'affaire de Bilbao afin de s'autoriser la parution d'un texte plus libre, d'un discours plus audacieux sur ce sujet. Toutefois, aucun autre témoignage de la sorte n'a été publié durant les six années d'exemplaires étudiés. Le quotidien amorce donc peut-être une évolution dans son cadrage mais une évolution qui dépasserait les limites temporelles de la période travaillée dans cette thèse.

Enfin, *El País* propose une approche plus politique que *La Vanguardia* car de nombreuses personnes liées à des partis s'expriment dans ses pages. C'est le cas de plusieurs militantes féministes de gauche à l'instar de Carlota Bustelo mais également du leader d'AP, Manuel Fraga<sup>138</sup>.

En définitive, l'étude du cadrage des thématiques du divorce et de l'avortement fait état de points communs entre *El País* et *La Vanguardia* : tous deux investissent le terrain du droit et de la religion, ils donnent la parole à des « experts » et donc guident leurs lecteurs. En ce sens, ils se rapprochent de la conception de Pierre Bourdieu de la communication des savoirs, une conception explicitée par Géraldine Muhlmann :

P. Bourdieu ne se départit pas de l'idée qu'il y a toujours, sur toute question, y compris celles concernant l'action politique, des spécialistes et des non-spécialistes. Il semble même que dans l'idéal d'un public éduqué, initié à divers domaines du savoir, P. Bourdieu ne soit pas prêt à céder sur le fait que les spécialistes de ces domaines conserveront une légitimité à s'exprimer supérieures à celles des non-spécialistes<sup>139</sup>.

Les lecteurs pourront suivre ou ignorer les avis émis mais sauront qu'ils reposent sur l'expertise d'auteurs formés.

Le quotidien catalan s'en tient souvent à cela, à l'inverse le madrilène élargit la réflexion, et s'éloigne de la conception bourdieusienne, en proposant des tribunes à des auteurs non spécialistes en droit civil et canon, notamment à des militantes et à des représentants politiques. Certes, ces personnes ne sont pas totalement anonymes car elles appartiennent à la sphère publique. Néanmoins, elles n'ont d'autre légitimité que leurs convictions ou leur sexe. En offrant la possibilité de s'exprimer à un spectre beaucoup plus large de personnalités, il favorise le débat citoyen, un débat opéré par le truchement du média. Il conforte aussi son statut

---

<sup>137</sup> LAMAS, Señores..., art. cit. ; El aborto y..., art. cit. et Mentalidad... art. cit.

<sup>138</sup> FRAGA Manuel. Las luces y las sombras de la Constitución. *El País*, 26 octobre 1978, p. 9.

<sup>139</sup> MUHLMANN Géraldine. *Du journalisme en démocratie*. Paris : Klincksieck, 2017 (1<sup>ère</sup> éd. 2004), 374 p., p. 57 (Critique de la politique).

de journal de référence et donc ses ventes et ses revenus publicitaires car il signale aux lecteurs que de très nombreuses figures de la vie publique désirent collaborer avec lui. Contrairement à ce qui a été constaté à travers l'étude de ses éditoriaux, *El País* propose des arguments plus variés, à l'image de la variété des milieux dont sont issus ses collaborateurs. Par conséquent, il ouvre le champ à des postulats plus modernes alors que le discours est plus classique chez son confrère catalan.

*El País* souhaite donc participer à l'évolution des lois et des mentalités. Pour autant, on ne saurait affirmer que la multiplicité des signatures et de leurs approches suffise à générer une opinion co-construite, dans la mesure où le quotidien ne choisit pas n'importe quels auteurs. On l'a vu par exemple avec le choix des théologiens progressistes. Il est vrai que certaines personnalités, comme Manuel Fraga, développent des thèses qui vont à l'encontre des siennes. Pour autant, le nombre de tribunes qui s'opposent au divorce ou à la dépénalisation de l'avortement reste très minoritaire. Elles permettent surtout de créer un contraste, une sorte de prétexte pour que le journal soit en mesure de prouver qu'il ouvre bel et bien la réflexion. En réalité, *El País* s'appuie sur ses collaborateurs afin de nourrir la discussion mais il garde le contrôle de la ligne éditoriale et du point de vue qu'il souhaite communiquer aux lecteurs. Cette conclusion fait écho à l'idée de point de vue limitatif concernant les thématiques étudiées<sup>140</sup> et rejoint ce qu'Alice Krieg écrit au sujet de la polyphonie dans les discours de presse :

il existe une nécessité d'une relative cohérence idéologique à l'intérieur de chaque titre de presse. C'est ainsi qu'on ne trouve pas, dans les tribunes libres ou le courrier des lecteurs du quotidien *Le Figaro*, de positions critiques de type marxiste (pour dire vite), mais qu'on y trouve en revanche, de temps à autre, des positions que ne renieraient pas des journaux d'extrême droite tels que *National Hebdo* ou *Présent*. La parole convoquée est alors pour le journal un moyen de faire s'exprimer des opinions qui, sans être centralement les siennes, sont à sa périphérie. On peut ainsi penser que la polyphonie omniprésente dans le journal n'est pas un simulacre fallacieux de l'expression d'opinions contradictoires, mais plutôt la représentation normée d'opinions acceptables<sup>141</sup>.

Ainsi, même si quelques voix discordantes se font entendre dans les deux journaux et que dans les pages imprimées se déroule un débat qui oppose telle opinion à telle autre, la masse des articles suit le ligne éditoriale du titre qui les publie. Il est donc pertinent d'étudier un peu plus en profondeur les choix éditoriaux d'*El País* et de *La Vanguardia*. Nous constaterons alors

---

<sup>140</sup> Voir VII. 1. Quelle est leur ligne éditoriale officielle ?

<sup>141</sup> KRIEG Alice. Analyser le discours de presse. In : *Communication* [en ligne]. 2000, vol. 20, n° 1. Disponible sur : « <https://doi.org/10.4000/communication.6432> » (consulté le 24 juin 2022).

que certaines décisions qui semblent anodines révèlent parfois l'intention de chacun des quotidiens.

## **VII. 2. C. ...et des choix éditoriaux qui trahissent d'autres intentions**

Tout d'abord, à la lecture des journaux, il s'avère que certains articles annoncés comme informatifs expriment en réalité l'opinion personnelle de leurs auteurs. Par exemple, dans *La Vanguardia*, Andrés Garrigo s'oppose assez ouvertement à l'avortement lorsqu'il signe des sujets qui y ont trait. En juillet 1980, il cite les travaux de plusieurs experts qui attribuent l'augmentation de la délinquance féminine à la diminution du nombre de femmes au foyer. Le journaliste introduit alors les chiffres et conclusions des spécialistes par des commentaires personnels comme « la mujer se lleva la palma en una forma de crimen en plena expansión desde hace dos decenios: el aborto »<sup>142</sup>. En 1980, de nombreux secteurs de la société ont suivi le procès de Bilbao et remettent en question l'usage d'un mot aussi catégorique que « crime ». Choisir ce terme et cet exemple dans un article sur la délinquance et le terrorisme féminin montre qu'Andrés Garrigo n'envisage aucune circonstance particulière qui puisse justifier cet acte. Plus tard, dans un article concernant le « non » du parlement belge à sa dépénalisation pour une durée de deux ans, il communique plus clairement son sentiment aux lecteurs : « Bélgica, uno de los países más ricos del mundo, en que más del noventa por ciento de los ciudadanos son bautizados católicos, se debatía desde hace unos años entre la “mayoría silenciosa” respetuosa de la moral cristiana y la “minoría militante” empeñada en un hedonismo sin fronteras »<sup>143</sup>. *La Vanguardia* tolère donc que ses journalistes expriment leur avis personnel contre l'avortement. On pourra avancer qu'il ne s'agit là que de la simple manifestation de la liberté d'expression. Néanmoins, pourquoi ne pas circonscrire cette liberté aux tribunes d'opinion prévues à cet effet ? En principe, les journalistes sont tenus d'être le plus neutres possible dans les articles informatifs. Or, on l'a vu, ce n'est pas toujours le cas. Ceci peut amener à penser que le quotidien catalan sous-entend aux lecteurs opposés à la dépénalisation de l'avortement que leur position est la bienvenue et qu'elle s'inscrit dans un des courants d'opinion de la rédaction. Associer l'avortement à un crime ne serait donc plus un avis mais

---

<sup>142</sup> GARRIGO Andrés. Bruselas: Es alarmante el aumento de la delincuencia femenina. *La Vanguardia*. 31 juillet 1980, p. 15.

<sup>143</sup> GARRIGO Andrés. No a la despenalización del aborto en Bélgica. *La Vanguardia*. 6 mars 1982, p. 16.

deviendrait un fait. Dans un sens, *La Vanguardia* a raison puisque le Code pénal espagnol criminalise cet acte. Cependant, cela signifie que le journal décide de faire la sourde oreille aux débats initiés par le procès des onze de Bilbao.

De son côté, *El País* lui aussi confère un certain degré de liberté à sa rédaction. Par exemple, dans « Cinco años de la “ley Veil” », Esther Ferrer, correspondante à Paris, précise qu’elle est d’accord avec les plaintes du Planning familial concernant la gestion des avortements en France :

La entrevista social (psicólogo, consejero conyugal, etcétera) es muchas veces disuasiva e indiscreta. “Obtener la autorización para abortar es una gestión humillante e inadmisibile”, pues “implica que la mujer es irresponsable y no tiene derecho a disponer de su cuerpo”, afirma, con razón, el *Planning*. El plazo de *reflexión* de una semana, obligado antes de presentar otra solicitud ante el médico, esta vez escrita, sólo sirve para retrasar la solución del problema y agravarlo<sup>144</sup>.

L’avis d’Esther Ferrer transparaît à travers le commentaire « con razón » mais aussi à travers l’utilisation de l’italique en lieu et place des guillemets pour le substantif « reflexión ». Rien n’indique que le journal partage son point de vue, néanmoins, les articles sont toujours relus par plusieurs membres de la rédaction et ce commentaire n’a pas été supprimé donc, comme à *La Vanguardia*, il a été jugé recevable par plusieurs personnes de l’équipe.

Il est vrai que la neutralité de l’écriture journalistique n’est qu’un idéal qui, de surcroît, se fonde sur un paradoxe. C’est ce qu’explique Patrick Charaudeau :

le commentaire médiatique devrait aider à la constitution de l’opinion publique : informer pour aider le citoyen à se faire une opinion, c’est ne pas prendre parti soi-même ; mais ne pas prendre parti serait développer une argumentation d’un point de vue externe, omnipotent (au-dessus de la mêlée), auquel seule une argumentation de type scientifique pourrait prétendre. Or le commentaire journalistique, par définition, ne peut être une analyse scientifique<sup>145</sup>.

La neutralité n’est donc jamais totale. De plus, le chercheur explique qu’il arrive que les journalistes dérogent délibérément à cet objectif. Dans ce cas, ils doivent « passer par l’interpellation du citoyen comme s’il fallait se justifier en faisant appel à une morale supposée commune, voire universelle »<sup>146</sup>. Patrick Charaudeau prend en exemple le commentaire « Cette

---

<sup>144</sup> FERRER Esther. Cinco años de la “ley Veil”. *El País*. 24 avril 1979, p. 30.

<sup>145</sup> CHARAUDEAU Patrick. *Les médias et l’information. L’impossible transparence du discours* [en ligne]. Bruxelles : De Boeck Supérieur, 2011 (Médias-Recherches), chapitre 11. Disponible sur : « <https://www-cairn-info.bibelec.univ-lyon2.fr/les-medias-et-l-information--9782804166113.htm> » (consulté le 4 mai 2022).

<sup>146</sup> *Ibid.*

saloperie de guerre ! » lancé par B. Guetta sur France Inter en 1996<sup>147</sup>. Ainsi, dans les deux situations qui nous occupent, Esther Ferrer et Andrés Garrigo présentent leurs jugements personnels comme des conclusions évidentes. Dans une certaine mesure, ils trompent le lecteur. Par exemple, la journaliste d'*El País* écrit que si la loi exige une autorisation pour avorter c'est parce qu'elle considère que les femmes sont irresponsables<sup>148</sup>. Bien sûr, on peut être d'accord avec cette affirmation mais cela ne reste qu'un avis. De fait, on pourrait arguer qu'un entretien préalable à toute intervention est nécessaire, ne serait-ce que pour s'assurer que la personne remplit les conditions fixées par la loi et qu'elle dispose d'assez d'informations pour décider librement. De même, Esther Ferrer ne justifie pas pourquoi elle met en doute l'objectif officiel de la semaine de réflexion à travers l'usage de l'italique. D'ailleurs, il est impossible de savoir s'il s'agit de son avis ou de celui du Planning familial. La limite entre information et opinion est donc confuse car le lecteur ne sait pas qui assume ces paroles. Or, le journal autorise cette ambiguïté.

Dans *El País*, l'avis personnel des journalistes s'invite particulièrement dans les articles d'information en lien avec les rapports Église / État. Par exemple, le 12 mars 1981, une semaine avant les référendums en Italie – parmi les cinq questions, deux portent sur la législation encadrant l'avortement – le Pape prononce un discours au Vatican. *El País* et *La Vanguardia* publient chacun un article sur le sujet. Ils rendent compte des mêmes informations : le contenu du discours, le nombre de personnes venues y assister ainsi que les critiques qu'il a suscitées. Néanmoins, la subjectivité de Juan Arias, correspondant à Rome pour *El País*, contraste avec la précision informative de l'envoyé spécial de *La Vanguardia*. La structure de son compte-rendu, d'abord, vise l'effet de style. En effet, le journaliste dresse une longue liste de tout ce que le Pape aurait mis en place afin que son intervention soit efficace. Durant tout un paragraphe, il donne des informations comme « el centro de este acto religioso-político nacional debía ser la plaza de San Pedro », « Radio Vaticano se ponía en sintonía con todas las mayores ciudades del país », « los obispos habrían debido organizar manifestaciones contra el aborto y a favor de la vida », ou « habían sido movilizados todos los grupos católicos por el cardenal vicario Ugo Poletti »<sup>149</sup>. Juan Arias ménage tant et si bien le suspense que la chute, soulignée par l'adverbe « apenas », n'en est que plus douloureuse pour l'image de Jean-Paul II : « la gran desilusión del movimiento por la vida fue que a la plaza de San Pedro, en vez de 300.000, se

---

<sup>147</sup> *Ibid.*

<sup>148</sup> FERRER, art. cit.

<sup>149</sup> ARIAS Juan. La izquierda critica al Papa por su intervención contra el aborto. *El País*. 12 mai 1981, p. 10.

presentaron apenas 30.000 personas »<sup>150</sup>. De son côté, *La Vanguardia* donne également le nombre de participants – même si son estimation est tout de même bien plus haute – mais ne fait aucun commentaire : « en la plaza de San Pedro había unas 60.000 personas »<sup>151</sup>. De même, certains termes utilisés font état de l’animosité de Juan Arias envers les agissements du Pape. Il parle de « la gran cruzada de la Iglesia contra el aborto »<sup>152</sup>, reprenant le motif de la croisade moyenâgeuse déjà utilisé par *El País* dans certains éditoriaux<sup>153</sup>. Il se réfère aussi à cet évènement comme un « acto religioso-político nacional »<sup>154</sup>. L’adjectif national semble, à première vue, superflu. Sa présence s’explique peut-être par le désir de Juan Arias de créer une filiation symbolique entre ce discours du Pape et celui de la dictature franquiste, le *national* catholicisme car, pour lui, les deux leaders – le Pape et Franco – ont en commun de mêler l’Église aux débats politiques.

Enfin, cet article fait état d’un manque de précision quant aux instances d’énonciation. Par exemple, Juan Arias conclut par : « la reacción del mundo político laico ha sido unánime: “El Papa ha vuelto a intervenir imprudentemente en los asuntos del Estado italiano”. Los radicales han dicho abiertamente que, el Papa ha “considerado prácticamente anulado el concordato” »<sup>155</sup>. Dans cet extrait, il cite des déclarations sans préciser de qui elles sont, comme si l’important était de communiquer les critiques envers Jean-Paul II mais pas d’informer précisément sur les auteurs de ces critiques. À l’inverse, l’envoyé spécial de *La Vanguardia* est très clair :

Vicenzo Balzamo, de la dirección del Partido Socialista, habló de “la indebida injerencia de la autoridad católica, con el Papa al frente, en los asuntos del Estado italiano. Emma Bonino, parlamentaria radical, afirmó que con su intervención del domingo, el Papa “ha superado el Concordato”, y, agregó: “Hoy ha muerto realmente el concordato de 1929”. Para Bettino Craxi, secretario general socialista, si la actual ley abortiva fuese derrotada en el referéndum del próximo domingo, se producirían “graves consecuencias políticas”<sup>156</sup>.

---

<sup>150</sup> *Ibid.*

<sup>151</sup> “La Iglesia ha de adoptar una postura clara”. *La Vanguardia*. 12 mai 1981, p. 38.

<sup>152</sup> ARIAS, La izquierda..., art. cit.

<sup>153</sup> Pour *El País*, l’Église adopte parfois des attitudes d’un autre temps. Le journal utilise spécifiquement le mot « croisade » dans cet extrait: « promover como se ha hecho la unidad política de los católicos contra el eurocomunismo, con tonos de cruzada ideológica, constituye una tentativa de resucitar lo que debía ser, a lo sumo, un residuo histórico a extinguir », éditorial La neutralidad de la Iglesia. *El País*. 25 mai 1976.

<sup>154</sup> *Ibid.*

<sup>155</sup> *Ibid.*

<sup>156</sup> “La Iglesia ha de adoptar..., art. cit.



Ainsi, Juan Arias se positionne davantage comme chroniqueur que comme informateur alors que son article est, lui, présenté comme informatif. Il est probable que ce soit le journal lui-même qui légitime un tel discours. De fait, dans ses éditoriaux, *El País* n'a de cesse de critiquer l'intromission du religieux dans les affaires de l'État. Son correspondant à Rome ne fait donc que s'adosser à cette ligne éditoriale. Par conséquent, à l'intérieur de l'espace symbolique du journal, considérer que l'Église outrepassa sa fonction n'est donc plus une information, c'est devenu un fait, d'où la liberté des journalistes sur le sujet<sup>157</sup>.

Enfin, on notera une relative audace dans certains articles informatifs. Par exemple, en mars 1981, Karmentxu Marín fait le compte-rendu d'une session parlementaire dédiée au divorce dans la réforme du Code civil. L'article est long, pointu et revient sur des aspects très techniques du texte. Pourtant, il se veut amène puisque la journaliste n'est pas avare en détails cocasses. Le texte commence par :

La sesión del Pleno del Congreso de ayer transcurrió con pocas sorpresas, mientras parte de los diputados escuchaba el partido de fútbol en algún transistor –Iñigo Cavero, Gabriel Cisneros, Soler Turmo, Pin Arboledas y otros participaron en un jubiloso grito de gol desde la televisión de los ujieres, cuando España marcó el segundo tanto a Inglaterra–<sup>158</sup>.

Karmentxu Marín signale également les députés qui s'assoupissent : « como en una sesión anterior sucediera con el líder de Coalición Democrática, Manuel Fraga, el divorcio produjo sueño ayer al centrista catalán Carlos Sentís y al socialdemócrata Santiago Rodríguez Miranda »<sup>159</sup>. Ici, il ne s'agit pas de trahir le pacte d'information mais plutôt de donner envie au lecteur de s'aventurer dans un article complexe sur un sujet austère. Karmentxu Marín use de son pouvoir de « captation » selon la terminologie empruntée à Patrick Charaudeau<sup>160</sup>. Les anecdotes légères incitent à se plonger dans un thème important aux yeux du journal. Cela peut donc être une façon pour lui de pousser les lecteurs à s'engager dans le débat. Ces stratégies de captation sont courantes – les quotidiens doivent avant tout être rentables, donc se vendre – mais sont parfois à l'origine d'un paradoxe dans la ligne éditoriale. En ce sens, le cas d'Alfonso Balcells Gorina, collaborateur de *La Vanguardia*, est édifiant.

---

<sup>157</sup> Juan Arias n'est pas le seul. Par exemple, en 1981, Reyes Mate juge qu'une des déclarations de la Commission épiscopale espagnole ne diffère pas de la « doctrine médiévale », or c'est clairement exagéré puisque, même si le texte est loin d'être progressiste, il admet tout de même l'obligation pour l'Église de respecter les lois civiles et donc qu'une loi sur le divorce pourrait voir le jour. MATE Reyes. Los obispos "anatemizan" el proyecto del ministro de Justicia sobre el Divorcio. *El País*. 5 février 1981, p. 16.

<sup>158</sup> MARÍN Karmentxu. Aprobados 19 artículos del proyecto de Ley de Divorcio. *El País*. 26 mars 1981, p. 15.

<sup>159</sup> *Ibid.*

<sup>160</sup> CHARAUDEAU, *op. cit.*, chapitre 9.

En effet, les journaux préfèrent certaines informations à d'autres. Selon Éric Maigret, « la presse est une industrie recherchant des formes de standardisation des pratiques pour des raisons de rentabilité économique mais aussi de stabilité organisationnelle »<sup>161</sup>. Pour appuyer son propos, le chercheur cite notamment les travaux d'Herbert Gans et de Gaye Tuchman, publiés à la fin des années 1970<sup>162</sup>. Selon eux, pour un quotidien, il est très commode de disposer d'un petit groupe de collaborateurs habituels que les lecteurs connaissent et qui savent adapter le contenu et le style de leurs articles à ses attentes. C'est pourquoi, les signatures en bas des tribunes d'opinion sont souvent familières. Les journaux font appel au même vivier d'auteurs ponctuels. Pourtant, aux yeux d'Herbert Gans, cette pratique appauvrit le discours puisque

[le monde des journalistes] prend rarement l'initiative de multiplier les informateurs et de mettre fondamentalement en perspective les questions traitées. Puisqu'il s'appuie sur des sources connues, récurrentes, stéréotypiques, l'avantage revient à ces dernières, qui bénéficient du vrai pouvoir de la presse, celui de procéder par omission, d'exclure ceux qui ne sont pas recevables<sup>163</sup>.

Être une source « recevable » peut signifier partager les mêmes idées politiques – les militantes féministes ne le sont donc pas pour *La Vanguardia* – mais aussi savoir vulgariser ses propos afin d'être accessible pour les lecteurs ou même bénéficier d'assez de prestige social pour être – ou du moins paraître – légitime. Toutefois, être « recevable » implique également d'être attractif pour le public, c'est-à-dire d'écrire des tribunes percutantes sur des sujets controversés. C'est le rôle que joue Alfonso Balcells Gorina auprès du journal. Il participe à sa stratégie de captation dans la mesure où son intransigeance à propos de l'avortement ne saurait laisser les lecteurs indifférents. Pour *La Vanguardia*, le discours de ce membre de l'Opus Dei est susceptible d'attiser les passions des anti-dépénalisation mais aussi d'éveiller l'indignation de ce qui sont pour. L'avortement est pour lui une « eutanasia prenatal », un « holocausto, continuo silencioso, el que siega miles y miles de vidas humanas »<sup>164</sup> et mérite de recevoir « la maldición de toda persona normal »<sup>165</sup>. Alfonso Balcells Gorina rejette le recours à cet acte y compris en cas d'anomalie génétique du fœtus :

---

<sup>161</sup> MAIGRET, *op. cit.*, p. 165.

<sup>162</sup> GANS Herbert. *Deciding what's news: a study of CBS evening news, NBC nightly news, Newsweek, and Time*. New York : Pantheon Books, 1979 et TUCHMAN, *op. cit.*

<sup>163</sup> Point de vue explicité par Éric Maigret dans MAIGRET, *op. cit.*, p. 167.

<sup>164</sup> BALCELLS GORINA, Eutanasia prenatal..., art. cit.

<sup>165</sup> BALCELLS GORINA, Morir antes de..., art. cit.

si aceptamos la eliminación de los deficientes genéticos y subnormales non-natos. ¿Por qué no interrumpir la vida de los recién nacidos mongólicos o tarados? ¿Qué razón podría detener la destrucción de las “vidas inútiles” o “sin valor”, de los impedidos, minusválidos o inválidos, de los viejos más o menos esclerosos, de los dementes y psicópatas, de los oligofrénicos y de los incurables y los moribundos<sup>166</sup>?

Les affaires de Basauri ou de la clinique de Los Naranjos à Séville ne modifient pas son discours. Il reste inflexible tout au long de la période étudiée. On pourrait imaginer que le journal se sert d'Alfonso Balcells Gorina pour exprimer clairement ce que lui n'ose assumer car il est vrai que *La Vanguardia* demeure équivoque à propos de la dépénalisation de l'avortement. Néanmoins, ce serait sans compter sur les déclarations du médecin concernant la légalisation du divorce qu'il n'a de cesse de dénoncer, y compris une fois qu'il est inscrit dans la Constitution. Entre juillet 1976 et octobre 1982, il signe neuf tribunes pour s'y opposer. Sa prose est dramatique et sans nuance. Ainsi, il rejette le principe de liberté religieuse en assurant qu'elle mènerait à d'abominables extrémités. Par exemple, légaliser le divorce civil serait tout aussi grave pour la société qu'autoriser l'euthanasie des personnes âgées :

he dicho que hay que respetar la libertad de las conciencias, aunque para nosotros estén en el error o afectados por la llamada “ignorancia invencible”. Pero cuando aquel error conduzca a males sociales evidentes o a daños al tercero, no cabe invocar ni la libertad religiosa ni la de las conciencias para encogerse de hombros y dejar hacer: consentirlo o reconocerlo legalmente sería lo mismo que legitimar el terrible suicidio colectivo originado por la permisividad ante el culto religioso de Jim Jones en la Guyana, las horribles mutilaciones sexuales femeninas en ritos africanos... o volver a los sacrificios humanos que una nueva secta implantase. También se debería autorizar en el futuro la eutanasia de los viejos, psicópatas o minusválidos, el terrorismo por “convicción patriótica” o el libre consumo y difusión de las drogas... por respeto a la libertad personal<sup>167</sup>.

Par ailleurs, outre les arguments classiques que d'autres collaborateurs invoquent pour s'opposer au divorce tels que le bien-être des enfants, la stabilité de l'institution familiale ou même l'interdit religieux, Alfonso Balcells Gorina en propose d'autres tout à fait inédits. Dans « El bien común de una sociedad pluralista », il dépeint les futurs divorcés comme des prédateurs à l'affût d'une proie à séduire :

---

<sup>166</sup> BALCELLS GORINA, Eutanasia prenatal..., art. cit.

<sup>167</sup> BALCELLS GORINA, Matrimonio, familia..., art. cit.

Al clima de inseguridad “interna”, en el seno de la pareja a que antes aludíamos, se añade otra inseguridad “externa”, la amenaza que desde fuera se presentaría con la legalización del divorcio: una tácita “libertad de seducción” de la mujer o del marido ajenos, de la o del soltero más joven que el propio cónyuge<sup>168</sup>.

Les longues tirades argumentatives d’Alfonso Balcells Gorina ne correspondent absolument pas à la position du journal sur la question. Néanmoins, elles sont tellement radicales et déconnectées de la réalité sociale – rappelons les Espagnols sont largement favorables au divorce civil<sup>169</sup> – qu’elles en deviennent un objet de curiosité pour les lecteurs. Le collaborateur crée la polémique, or, la polémique fait vendre<sup>170</sup>. On peut donc en conclure que *La Vanguardia* fait appel à Alfonso Balcells Gorina, non pas parce qu’il représente un courant d’opinion important dans la société ou dans le journal, mais parce que son style est susceptible de capter les ventes. Dès lors se pose une question éthique : quelle est la limite entre captation du lectorat et trahison de ses convictions idéologiques ? En effet, le journal offre à Alfonso Balcells Gorina énormément d’espace pour développer ses idées non seulement réactionnaires mais également anticonstitutionnelles puisqu’il s’oppose à l’aconfessionnalité de l’État et au droit au divorce. Le quotidien fait le même choix lorsqu’il publie certaines publicités. Par exemple, au pied de deux tribunes sur la dissolution du mariage paraît une annonce de l’association Acción Familiar contre le divorce civil pour tous. Elle dit : « Frente a un matrimonio divorciable, exigimos el derecho a otro, indisoluble »<sup>171</sup>. Le journal, qui à l’époque connaît des difficultés économiques, la publie même si elle est contraire à sa position. Il relègue donc son ambition pour le futur de l’Espagne – disposer d’une loi moderne – au profit de son intérêt économique. En ce sens, et toutes proportions gardées car il ne s’agit que d’une série de détails, il dessert l’épanouissement démocratique.

Le choix des collaborateurs d’*El País* est lui aussi révélateur. Ce dernier donne la parole à de nombreuses militantes féministes. Elles ont l’occasion de développer des arguments que le journal a explicitement écarté, comme la légalisation de l’avortement au nom du droit à disposer de son corps. C’est ce que soutiennent Cristina Alberdi dans « El proceso de Bilbao » ou Pina López Gay dans « Reivindicar el derecho al aborto es reivindicar la democracia »<sup>172</sup>.

---

<sup>168</sup> BALCELLS GORINA, *El bien común...*, art. cit.

<sup>169</sup> Rappelons qu’en novembre 1980, 82 % des Espagnols sont favorables à une loi sur le divorce, Voir II. 2. B. 1981 : La légalisation du divorce.

<sup>170</sup> Selon Patrick Charaudeau pour que les médias parlent d’un acteur social, il faut que ce dernier remplisse au moins un des critères suivants : critère de notoriété, de représentativité, d’expression (il faut que la personne s’exprime clairement) ou de polémique, CHARAUDEAU, *loc. cit.*

<sup>171</sup> ACCIÓN FAMILIAR. Frente a un matrimonio divorciable, exigimos el derecho a otro, indisoluble. *La Vanguardia*. 26 février 1981, p. 6.

<sup>172</sup> ALBERDI, *El proceso de...*, art. cit. et LÓPEZ GAY Pina. Reivindicar el derecho al aborto es reivindicar la democracia. *El País*. 29 novembre 1979, p. 25.

Le journal est donc un espace où s'expriment des voix divergentes. Malgré tout, les personnalités invitées à écrire des tribunes s'inscrivent globalement dans les mêmes tendances politiques que le quotidien. De fait, le périodique fait appel à des militantes de gauche et d'extrême gauche mais quasiment jamais de centre ou de droite. Par exemple, Carlota Bustelo a été députée PSOE de 1977 à 1979 puis simple militante avant de devenir directrice de l'Instituto de la Mujer, en 1983. De même, Empar Pineda est militante au MCC. Quant à Matilde Fernández, qui co-signe un article avec Carmen Mestre en 1981, elle est adhérente au PSOE, secrétaire générale de la Fédération des industries chimiques et énergétiques de l'État à l'UGT depuis 1977, et sera ministre sous la gouvernance González<sup>173</sup>. *El País* utilise donc ces collaboratrices pour donner plus d'écho aux courants d'idées qu'il soutient. Cela semble logique.

Ce qui, en revanche, paraît plus étonnant c'est qu'aucun leader du PSOE ou du PCE ne signe de tribune concernant la légalisation du divorce ou la dépénalisation de l'avortement. Or, ils se sont déjà prononcés sans équivoque sur ces deux questions. Le quotidien lui-même en témoigne à travers des articles comme « Propuestas del PSOE y del PCE para despenalizar el aborto » ou « El grupo Parlamentario Comunista presenta una proposición de ley de aborto »<sup>174</sup>. Plusieurs hypothèses peuvent expliquer l'absence de ces puissantes signatures. Il est certes possible qu'ils ne souhaitent pas s'exprimer dans les pages d'*El País* mais, si leur position est claire, pourquoi refuser de collaborer avec un des journaux les plus vendus du pays ? Une autre hypothèse renvoie plutôt aux choix éditoriaux du journal. On peut penser qu'en donnant la primeur à des militantes de terrain, *El País* démontre qu'il ne fait pas de politique mais qu'il est en train de lever le voile sur ce qui se passe réellement dans la société espagnole. Dès lors, son discours semble plus authentique, moins intéressé, moins politicien. Il ne renvoie pas à des débats au Congrès des députés mais bien à des problématiques que vivent bon nombre de citoyennes, pas seulement les accusées des grands procès de l'époque. Écarter les grands noms de la politique espagnole serait donc une stratégie pour que les Espagnols s'investissent davantage dans le débat sur la dépénalisation de l'avortement. On pourra arguer que les activistes féministes ne sont pas des collaboratrices idoines pour obtenir l'adhésion du lecteur car, on l'a vu, d'aucuns estiment qu'elles crispent trop le débat. Toutefois, si l'on observe les noms des autrices militantes, on remarquera qu'il ne s'agit pas des personnalités les plus controversées comme Lidia Falcón, mais de femmes qui, en parallèle de leur engagement,

---

<sup>173</sup> GONZÁLEZ Matilde, MESTRE Carmen. No al juicio de Bilbao. *El País*. 12 juin 1981, p. 19.

<sup>174</sup> PRADES Joaquina. Propuestas del PSOE y del PCE para despenalizar el aborto. *El País*. 1 mai 1980, p. 13 et El Grupo Parlamentario..., art. cit.

disposent d'une légitimité politique (Empar Pineda, Carlota Bustelo, Pina López Gay, Matilde González) ou professionnelle (Cristina Alberdi, Ángela Cerrillos ou María Cristina Almeida, par exemple, qui co-signent un article avec dix-sept autres avocates)<sup>175</sup>. Ainsi, *El País* choisit des collaboratrices dont la sensibilité politique voire l'engagement factuel favorisent les idées de gauche. Le protagonisme accordé à ses femmes, au détriment des figures les plus en vue du PSOE et du PCE notamment, permet au journal de conférer une aura d'authenticité à son message. Ces collaboratrices participent à sa stratégie de communication.

En définitive, l'étude des choix éditoriaux d'*El País* et de *La Vanguardia* permettent d'approfondir la réflexion. Tous deux font ponctuellement quelques entorses à leur devoir informatif afin de servir leurs propres intérêts. Leurs journalistes tendent parfois à frôler voire dépasser la limite de l'information et font de la politique de façon détournée. À l'occasion, la nécessaire captation du public l'emporte également sur la pertinence du discours. L'objectif est alors de publier des articles et tribunes qui attirent l'attention. Enfin, *El País* favorise les idées de gauche et cherche à convaincre à travers le choix de ses collaborateurs.

Enfin, on ne saurait conclure ce chapitre dédié au positionnement des deux journaux quant à la série de modifications législatives sans approfondir la relation qu'ils entretiennent avec l'Église. En effet, les questions d'adultère, de contraception, de divorce et d'avortement sont intimement liées à la morale catholique traditionnelle et, on l'a vu, cette dernière s'est régulièrement invitée dans les débats. Les dignitaires religieux ont fait entendre leur voix. La prégnance de la religion dans les débats politiques est une question transversale dans le cadre de notre étude car la façon dont *El País* et *La Vanguardia* y répondent met en lumière leurs conceptions personnelles des relations entre l'Église et l'État.

## **VII. 3. Le discours sur l'Église : deux visions de son rapport à la politique**

---

<sup>175</sup> ALBERDI Cristina, ALMEIDA María Cristina, CERRILLOS Ángela, art. cit.

### VII. 3. A. *La Vanguardia* : pour une institution morale, ancrée dans la sphère publique

La religion est un sujet central pour *La Vanguardia*. Le journal médiatise volontiers la parole des dignitaires catholiques, qu'il s'agisse du cardinal-évêque Narciso Jubany, de la Commission des évêques espagnols ou du Pape<sup>176</sup>. Il a déjà été question de l'importance du discours de Narciso Jubany concernant les thématiques étudiées. Ce dernier publie de nombreuses tribunes dans *La Vanguardia*. Le journal le cite même en exemple dans un de ces éditoriaux sur le divorce :

Por su condición de jurista, el arzobispo de Barcelona ha centrado su aportación en las condiciones a que debe responder la elaboración de un derecho familiar que responda al bien común de toda la sociedad. Y ha señalado, concretamente, que la plasmación de esta reforma no puede desconocer nunca los valores éticos, independizándolos y separándolos arbitrariamente de la ley y confinándolos a un orden meramente privado. La preocupación del cardenal se expresa, de manera especial, en la afirmación de que estos valores éticos, de los que dependen aspectos fundamentales de la persona humana, no queden relegados a una concepción positivista del Derecho y menos aún al juego aleatorio de las fuerzas políticas<sup>177</sup>.

Dans cet extrait, Narciso Jubany est présenté comme une autorité qu'il est judicieux d'écouter dans le cadre du débat sur la légalisation du divorce puisqu'il est « jurista ». Toutefois, il s'agit d'une autorité religieuse, pas civile, car il est spécialiste en droit canon. Le cardinal-évêque est donc légitime pour guider les fidèles mais pas pour guider tous les citoyens. Ici, *La Vanguardia* mêle donc les lois de l'Église avec celles de l'État, signe qu'en avril 1977, après trente-six ans de dictature, il ne lui semble pas impératif de préciser la distinction, alors que c'est déjà évident pour *El País*. Néanmoins, il est vrai que factuellement, la situation est encore confuse puisque la Constitution qui fixera définitivement l'aconfessionnalité de l'État n'est pas encore ratifiée. Dans l'éditorial « Cuestiones previas a un debate » publié trois ans plus tard, *La Vanguardia* sera plus clair sur la nécessité de respecter la séparation des deux entités<sup>178</sup>.

Le quotidien défend également le Pape lorsqu'il essuie des critiques. Par exemple, en octobre 1980, Jean-Paul II désire approfondir l'interprétation du passage de l'*Évangile selon*

---

<sup>176</sup> Voir III. 3. B. *El País* et *La Vanguardia* informent-ils ?

<sup>177</sup> Éditorial Afirmar sin imponer. *La Vanguardia*. 28 avril 1977, p. 5.

<sup>178</sup> Cuestiones previas..., art. cit.

*Matthieu* : « Quiconque regarde une femme pour la désirer a déjà commis dans son cœur l'adultère avec elle » (5 : 28). Selon lui, ce verset s'applique non seulement à l'épouse d'autrui mais également à la propre épouse. Ses propos soulèvent une vague de réactions railleuses. Selon Juan Arias,

Los primeros comentarios, con títulos muy, vistosos, como “Si miras a tu mujer deseándola, eres adúltero”, fueron de ironía. El mismo *Corriere della Sera*, el primer diario del país, publicó, bajo el título “No desearás a tu propia mujer”, un artículo en el que se afirmaba que el Papa proponía a los pobres adúlteros, que tanto se complican la vida, “un nuevo pecado delicadamente contradictorio, casi imposible”, es decir, el “adulterio con la propia mujer”.

Las feministas más radicales dispararon todos sus cartuchos desde el primer momento, afirmando que lo que el Papa deseaba no era defender a la mujer, sino lanzar una nueva campaña “contra el amor sexual”<sup>179</sup>.

Pourtant, les propos du Pape ont été mal interprétés et, comme l'explique Juan Arias dans son article, plusieurs médias reconnaissent leur erreur. En effet, Jean-Paul II affirme que cet adultère n'a lieu que si l'homme regarde sa compagne uniquement comme un objet de désir. *La Vanguardia* publie alors un éditorial pour défendre le Saint-Père et expliciter son propos. Il conclue par :

Sólo la “falsa imagen” que algunos se han creado del Papa polaco explica que haya podido ser vista como una nueva prohibición lo que en realidad es una propuesta revolucionaria: la de crear, ya en las relaciones conyugales, una sociedad en la que la mujer sea tratada como persona y no como objeto<sup>180</sup>.

Comment expliquer que le journal soutienne autant l'Église alors qu'il ne partage pas toujours son point de vue et qu'il est bien conscient – et le rappelle à ses lecteurs – qu'elle ne doit pas interférer dans la vie démocratique ? En réalité, pour *La Vanguardia*, la parole des dignitaires religieux est un guide précieux pour le public. C'est pourquoi, le journal se fait un devoir de communiquer toutes leurs déclarations aux lecteurs. Par exemple, au pied d'un article dans lequel il fait le bilan des derniers avis sur le divorce émis par les évêques espagnols, il publie, en gras, cette « note de la rédaction » :

Al igual que hicimos con anteriores declaraciones de pastores de otras diócesis españolas [...], publicamos hoy un resumen de lo que sobre el tema del divorcio han afirmado otros prelados. El cardenal

---

<sup>179</sup> ARIAS Juan. Sigue la polémica tras la alusión del Papa a la concupiscencia en el matrimonio. *El País*. 15 octubre 1980, p. 33.

<sup>180</sup> Éditorial La mujer, persona y no objeto. *La Vanguardia*. 15 octubre 1980, p. 5.



Jubany también se refirió al proyecto de ley civil sobre el divorcio en su nota sobre el Sínodo, la cual publicamos íntegramente en nuestra edición del pasado miércoles. Todas estas declaraciones deben enmarcarse dentro de las orientaciones que dichos obispos dirigen a sus diocesanos, puesto que la posición colectiva del Episcopado español sobre el divorcio fue hecha pública en noviembre del pasado año. En síntesis, el documento de los obispos españoles se caracterizó por una afirmación de la doctrina tradicional de la Iglesia, pero con moderación respecto a la postura del legislador civil<sup>181</sup>.

De la même façon, *La Vanguardia* publie le texte d'une des gloses dominicales du cardinal-archevêque Jubany avec plus d'une semaine d'avance, « dada la actualidad de sus afirmaciones », c'est-à-dire que, pour le quotidien, il est impératif que le public y ait accès le plus tôt possible afin de se forger une opinion. *El País* lui aussi communique sur ce texte, proposé aux médias par l'agence EFE. Toutefois, son approche est très différente. Il publie un article d'information intitulé « El arzobispo de Barcelona pronunciará este domingo una pastoral contraria al divorcio »<sup>182</sup>, c'est-à-dire qu'il se sert du texte diffusé par EFE pour faire connaître aux lecteurs la position de Narciso Jubany ainsi que ses arguments. Le titre catalan, lui, publie l'intégralité du texte, sans autre commentaire que le chapeau introductif. Ce n'est donc pas un article informatif mais une tribune à laquelle on pourrait tout à fait accoler la signature du cardinal-évêque. Là où *El País* décrypte les propos, *La Vanguardia* les diffuse en l'état. Le journal part du principe que son lectorat est croyant ou du moins sensible au respect des grands principes de la tradition catholique. Pour lui, il est naturel que l'Église puisse communiquer son sentiment quant à la situation nationale. C'est ce qu'il reconnaît dans un éditorial de 1977 : « Precisamente porque “la Iglesia no quiere imponer a los no creyentes el concepto y exigencias que tiene del matrimonio sacramento”, es lógico que proclame y se esfuerce por realizar aquellos valores en los que ella cree. Es una actitud lógica y coherente que no merece reproche »<sup>183</sup>. Pour le journal, le rôle de l'Église est de guider ses fidèles donc elle a le droit, comme n'importe quel autre acteur public, de s'exprimer sur les thèmes d'actualité. *La Vanguardia* réaffirme et précise ce point de vue en septembre 1982. La Conférence épiscopale vient de publier un document pour aider les électeurs à « votar en conciencia », selon monseigneur Montero, porte-parole de l'institution<sup>184</sup>. À un mois des élections, il est clair que le communiqué, qui rappelle la position de l'Église sur toutes les thématiques de campagne, a

---

<sup>181</sup> Cette note est adossée à l'article Monseñor Yanes defendió la unidad del matrimonio. *La Vanguardia*. 14 octobre 1980, p. 41.

<sup>182</sup> El arzobispo de Barcelona pronunciará este domingo una pastoral contraria al divorcio. *El País*. 22 octobre 1980, p. 18.

<sup>183</sup> Afirmar sin..., art. cit.

<sup>184</sup> Éditorial Los obispos invitan a pensar. *La Vanguardia*. 25 septembre 1982, p. 7

pour objectif d'influencer le choix des lecteurs. Pourtant, le quotidien catalan le considère tout à fait acceptable dans la mesure où les évêques disent obéir aux principes démocratiques. Tout d'abord, « se puede destacar que los obispos invitan a votar [...] o que invitan a acatar el resultado de la voluntad popular y respetar el Gobierno resultante »<sup>185</sup>. Par ailleurs,

no hay consignas. En un mismo punto, el derecho a la vida, habrá quienes busquen en unos programas la pena de muerte y en otros el aborto. La realidad moral y política está ofrecida a la conciencia de las personas, pero los obispos han querido mantener lo que llaman “sus distancias de cara a las opciones políticas concretas”. Así lo vienen haciendo desde hace bastantes años, y así entró el Episcopado español en la democracia<sup>186</sup>.

*La Vanguardia* est donc favorable à la participation de l'Église à la vie publique en tant que repère moral. Le journal admet que la hiérarchie ecclésiastique pousse les Espagnols à voter pour des partis en accord avec ses principes. Cela lui semble logique et légitime. Le quotidien ne fixe que quelques limites : ne pas soutenir une candidature spécifique, avoir un discours qui incite sans contraindre et respecter la décision citoyenne. Pour lui, les institutions religieuses ont donc un rôle à jouer dans la sphère publique. Sa position est assez proche de celle prônée par Jordi Pujol, leaders de la CiU, coalition politique soutenue par le journal. En effet, de nombreux auteurs comme le journaliste Ramón Pedrós Martí ou l'historien Xosé Manoel Núñez Seixas insistent sur l'influence de la religion dans la philosophie politique de celui qui préside la Generalitat de 1980 à 2003. Núñez Seixas le décrit comme « fuertemente influido por el personalismo cristiano y teorizador de un catalanismo interclasista »<sup>187</sup>. À nouveau, *La Vanguardia* partage des affinités idéologiques avec Convergencià i Unió.

### **VII. 3. B. *El País* : la religion doit être une affaire privée**

*El País* ne partage pas le point de vue de son confrère catalan. La place de l'Église est pour lui une question centrale dans le processus de Transition car elle détermine le degré de normalité démocratique atteint par l'Espagne. Il y consacre de nombreux éditoriaux – dix-sept sur la période étudiée contre dix pour *La Vanguardia* – qui mettent en exergue sa volonté de participer à l'évolution du rôle de l'Église dans le pays. Pour lui, la dictature en a fait une

---

<sup>185</sup> *Ibid.*

<sup>186</sup> *Ibid.*

<sup>187</sup> PEDRÓS MARTÍ Ramón. *Jordi Pujol, cara y cruz de una leyenda*. Lleida : Milenio, 2013 (1<sup>ière</sup> éd. 2004), livre numérique, chapitre I et NÚÑEZ SEIXAS Xosé Manoel. Nuevos y viejos nacionalistas: la cuestión territorial en el tardofranquismo, 1959-1975. In : *Ayer: Revista de Historia contemporánea*. 2007, n° 68, p. 59-86, p. 65.

institution politique. La Transition est donc l'occasion d'adopter un nouveau *modus vivendi* entre cette institution et l'État.

Tout d'abord, il en a déjà été question dans ce chapitre, *El País* aspire à un État laïque. Pour lui, l'Église doit cesser de s'exprimer publiquement sur des sujets politiques et abandonner la sphère publique puisqu'elle n'est légitime que dans la sphère privée. C'est pourquoi, en novembre 1977, le journal est déçu de la déclaration du cardinal Tarancón quant à la place à accorder à la religion catholique dans la Constitution :

El discurso de apertura de la XXVII Conferencia Episcopal, pronunciado por su presidente, monseñor Enrique y Tarancón, supone un paso atrás en el comportamiento de la Iglesia española en estos tiempos de tránsito a la democracia. Bien es verdad que el presidente de la Conferencia Episcopal no defiende la tesis de la confesionalidad del Estado. Los tiempos del "nacionalcatolicismo" ya están lejos, y es sentimiento común de la comunidad católica española que el Estado no debe ser confesional. Pero, con la habitual ambigüedad del lenguaje eclesástico, monseñor Tarancón ha rechazado la eventualidad de una Constitución "laica", esto es, que establezca la separación entre la Iglesia y el Estado: "El arrumbamiento de la confesionalidad no puede identificarse con el separacionismo a ultranza" [*sic*], han sido literalmente sus palabras<sup>188</sup>.

Reconnaître la prégnance du catholicisme – comme le demande la XXVII<sup>e</sup> Conférence épiscopale et comme le fera le texte constitutionnel – est une erreur aux yeux du journal puisque cela crée une différence entre les citoyens, une différence basée sur leurs croyances. Ce n'est pas non plus l'option retenue par les grandes nations modernes, y compris celles de tradition catholique, qui établissent très clairement une frontière entre Église et État :

en el mismo documento vemos que la Iglesia española, sin duda la confesión religiosa mayoritaria en el país, se antoja cierta falta de respeto a los derechos de las minorías, cuando, al parecer, pretende que triunfe la concepción cristiana del hombre aun a costa de discriminar constitucionalmente a otras concepciones normalmente admitidas en todas las sociedades democráticas de nuestro siglo<sup>189</sup>.

Pour *El País*, les déclarations de la Conférence épiscopale poussent donc l'Espagne à se couper de la norme, à s'isoler à nouveau symboliquement, elle qui sort tout juste de trente-six ans de dictature.

De plus, si le journal souhaite que l'Église prenne ses distances avec la vie publique c'est aussi parce qu'il estime qu'elle a trop de pouvoir sur la société espagnole. Le franquisme

---

<sup>188</sup> Éditorial Un paso atrás. *El País*. 23 novembre 1977.

<sup>189</sup> Éditorial La Iglesia y la Constitución. *El País*. 27 novembre 1977.

lui a laissé acquérir une influence politique, donc, même si elle assure n'intervenir que dans la vie sociale et morale du pays, en réalité, elle représente un véritable pouvoir de fait qui affecte les décisions politiques :

la Iglesia no es sólo una institución religiosa: es una estructura de poder, con todo lo bueno y lo malo que ello comporta. No pueden, en cualquier caso, los obispos desconocer la inmensa responsabilidad que sus intervenciones revisten. Sus palabras, aunque tengan origen y motivaciones estrictamente religiosas, son además políticas y provienen del mayor grupo de presión existente, desde hace muchos siglos, en nuestro país<sup>190</sup>.

Or, selon *El País*, le pouvoir politique que revêt l'Église en Espagne est une anomalie démocratique. Contrairement à *La Vanguardia*, il ne pense pas qu'elle ait le droit de s'exprimer comme n'importe quel acteur de la vie publique, justement parce qu'elle n'est pas n'importe quel acteur de la vie publique.

Si *El País* est si inquiet et si tôt, c'est parce qu'il observe attentivement ce qui a lieu en Italie. Il informe largement du drame de Seveso et de ses conséquences sur les femmes enceintes, mais aussi des tensions autour de la loi de dépénalisation de l'avortement, votée en 1978. De fait, par certains aspects, la situation italienne est comparable au cas espagnol : ce sont des pays de tradition catholique, tous deux ont connu une période autoritaire durant le XX<sup>e</sup> siècle, et ils partagent une forte affinité culturelle. L'expérience voisine de légalisation du divorce et de dépénalisation de l'avortement peut donc se révéler fort instructive pour l'Espagne, d'où l'intérêt d'*El País*. Or, justement, ce dernier repère des anomalies dans l'attitude de certains dignitaires religieux italiens et il ne manque pas de les pointer du doigt. Le journal dénonce l'irrespect de certains évêques étrangers à l'égard de la séparation entre l'Église et l'État et veille à ce que les Espagnols ne suivent pas leur exemple. Juan Arias, correspondant en Italie, consacre plusieurs articles à cette question. C'est le cas d'un sujet, publié en septembre 1980.

Le texte paraît à un moment crucial pour un secteur du catholicisme italien. En effet, au tournant de l'automne 1980, plusieurs groupes démarrent une pétition nationale. Cette dernière vise à contraindre l'État à organiser un référendum en faveur d'une restriction drastique de l'accès à l'avortement<sup>191</sup>. Dans ce contexte, Juan Arias reproche au cardinal Ursi d'avoir manipulé une croyance populaire dans le but de récolter des signatures pour que le référendum

---

<sup>190</sup> *Ibid.*

<sup>191</sup> Référendum qui a finalement lieu les 17 et 18 mai 1981. Il contient cinq questions dont celle proposée par ces groupes catholiques. Voir VII. 1. C. Le projet de dépénalisation de l'avortement.

ait lieu. La scène se déroule à Naples, à l’occasion du prodige de saint Gennaro. Selon la tradition, le sang du saint se trouve dans une relique et se liquéfie lors d’une cérémonie, trois fois par an. Plus le prodige a lieu rapidement, plus l’année sera prospère. S’il ne se produit pas, alors un malheur s’abattra sur la ville. Le journaliste condamne l’utilisation de cette croyance par le cardinal :

Inmediatamente después del reconocimiento del milagro y de los aplausos y lágrimas de los 6.000 fieles presentes, se levantó el cardenal y, con gran solemnidad, empezó hablando a los fieles con estas palabras: “La sangre de san Genaro recuerda la sangre de Cristo y de su sacrificio, y la sangre de Cristo recuerda la sangre del aborto”. Y lanzó un sermón durísimo contra la ley italiana del aborto, pidiendo a los fieles en nombre de san Genaro que lucharan contra la ley, advirtiéndoles que alrededor de la catedral habían sido ya preparadas varias mesas donde los jueces podían recoger las firmas a favor del referéndum para la abrogación de la ley del Parlamento. Terminada la ceremonia, en pocos minutos se habían recogido ya más de 2.000 firmas<sup>192</sup>.

Dans ce cas, l’intromission du cardinal dans les affaires de l’État est flagrante puisqu’un évêque participe à la tentative d’abrogation d’une loi. Ce type d’informations permet à *El País* de justifier auprès du lecteur la méfiance que lui-même exprime à l’égard de l’Église dans son ensemble. Il lance d’ailleurs les mêmes accusations contre l’institution espagnole.

Ainsi, le 13 mars 1981, *El País* fait sa *Une* sur une affaire d’ingérence de la Commission épiscopale dans les débats concernant le divorce dans le Code civil. Selon lui, certains membres de la Conférence des évêques auraient envoyé à des députés démochrétiens de l’UCD un document confidentiel contenant des consignes d’amendements pour le projet. Or, le secteur démochrétien aurait repris mot pour mot la quasi-totalité du document :

El diputado Óscar Alzaga propuso en la reunión que el grupo parlamentario celebró el pasado martes una serie de siete modificaciones al actual proyecto de ley. Seis de ellas coinciden con el documento eclesial aludido: en el artículo objetado, en la posición que se sostiene frente a él y, en ocasiones, en la redacción alternativa propuesta<sup>193</sup>.

Selon *El País*, l’évêque Antonio Montero aurait transmis les documents à Antonio Jiménez Blanco, coordinateur de la commission de l’UCD chargée d’étudier le projet. Tous

---

<sup>192</sup> ARIAS Juan. El milagro de la sangre de San Genaro, contra la ley italiana del aborto. *El País*. 21 septembre 1980, p. 26.

<sup>193</sup> El documento episcopal coincide con las enmiendas democristianas al divorcio. *El País*. 13 mars 1981, p. 1. L’article se poursuit en page 11.

deux sont originaires de Grenade et se connaissent<sup>194</sup>. Dans cet article, le journal explique au lecteur que la tentative d'intromission de l'Église dans l'activité législative vient non seulement des évêques espagnols mais également des plus hautes sphères de la hiérarchie ecclésiastique puisque

a este documento debe añadirse el dato de que el nuncio de la Santa Sede en España, Antonio Innocenti, se entrevistó el pasado martes con el presidente del Senado, Cecilio Valverde, que es miembro de la comisión especial designada por la Ejecutiva de UCD para decidir sobre el proyecto de ley. En la entrevista se trató el tema del divorcio, aunque, según Valverde, no había sido concertada para ello, y el nuncio se mostró de acuerdo con la posición de los obispos españoles sobre el tema<sup>195</sup>.

Le secteur démocrétien de l'UCD, Óscar Alzaga à sa tête, aurait donc accepté que l'Église lui donne des consignes, consignes qu'il aurait appliquées à travers ses amendements au projet de modification du Code civil. Les suites de l'affaire occupent les pages du journal plusieurs jours durant. Dans « Los documentos eclesiales sobre el divorcio proceden de peritos religiosos, según Díaz Merchán », l'Église espagnole se défend<sup>196</sup>. Le nouveau président de la Conférence épiscopale rejette la faute sur des tiers et tente de dédramatiser l'information afin que ne soit pas incriminés les évêques. Antonio Montero, lui, nie avoir transmis le moindre document à Antonio Jiménez Blanco<sup>197</sup>.

De même, le journal donne un droit de réponse à Óscar Alzaga en publiant la lettre qu'il lui a envoyée : « Con el mayor estupor he leído el extensísimo texto que incluye EL PAIS en las páginas primera y once del ejemplar de ayer en uno de cuyos titulares se dice: "Paralelismo entre un presunto documento eclesial y las enmiendas de Óscar Alzaga al proyecto de ley de Divorcio" ». Il développe ensuite une argumentation en sept points pour démentir l'information<sup>198</sup>.

En outre, dans cette même édition du 14 mars, Gregorio Peces-Barba, secrétaire du groupe parlementaire du PSOE aux Congrès, signe une tribune d'opinion dans laquelle il accuse l'Église de ne pas respecter le jeu démocratique :

---

<sup>194</sup> *Ibid.*

<sup>195</sup> *Ibid.*

<sup>196</sup> Los documentos eclesiales sobre el divorcio proceden de peritos religiosos, según Díaz Merchán. *El País*. 14 mars 1981, p. 13.

<sup>197</sup> *Ibid.*

<sup>198</sup> ALZAGA Óscar. Puntualización de Óscar Alzaga. *El País*. 14 mars 1981, p. 9.

¿Han aceptado los obispos el sistema de reglas de una sociedad democrática moderna y han aceptado la secularización que en este campo reserva para el poder civil el monopolio de la regulación jurídica de los problemas sociales? No estoy seguro de que sea así, y sería bueno saberlo en lo referente a España<sup>199</sup>.

Enfin, le 17 mars, José María Díez-Alegría donne lui aussi sa version des faits : « Díez-Alegría confirma que los obispos hicieron las enmiendas democristianas al divorcio »<sup>200</sup>. Il est peu aisé de connaître la vérité. *El País* pourrait avoir mal interprété la situation, comme le suggère Óscar Alzaga dans son démenti :

Como estoy seguro de que un periódico serio como EL PAIS no ha podido inventarse tan imaginativa novela, me permito sugerir el equívoco –provocado por alguien desde fuera, con intención que no debo juzgar– con alguna de las muchas notas con propuestas reaccionales diversas sobre los puntos controvertidos –que desde diciembre todos los parlamentarios sabemos cuáles son–, que han circulado en los ambientes políticos y que, por lo general, se deben a la pluma de diputados (yo mismo he escrito alguna), senadores, especialistas en Derecho privado y asesores de ministros y partidos políticos<sup>201</sup>.

En outre, et c'est également ce que souligne Antonio Jiménez Blanco<sup>202</sup>, la position de l'Église quant aux divers articles du projet est connue de tous donc transmettre un document « secret » ne semble avoir aucun intérêt. Qu'elle soit vrai ou non, le journal tire largement profit de cette affaire car, au-delà de générer une polémique propice aux ventes, elle lui permet d'attaquer à la fois l'Église espagnole et le secteur démocrétien de l'UCD.

Cette controverse tombe donc à point nommé car elle favorise la ligne politique du journal. Depuis déjà de longs mois, *El País* non seulement soutient la version du projet de légalisation portée par le secteur social-démocrate mais se montre également hostile aux amendements visant à le durcir. Depuis que Francisco Fernández Ordóñez est devenu ministre de la Justice et a démontré vouloir assouplir le texte proposé par son prédécesseur, le journal traite différemment les députés du parti selon le courant auquel ils appartiennent. Le ministre fait l'objet d'une attention particulière, notamment de la part du dessinateur Peridis (José María Pérez González). À travers des illustrations satiriques, ce dernier dénonce et se rit de la pression que l'Église exerce sur lui. Sous son crayon, Fernández Ordóñez est présenté comme un homme seul contre tous. L'artiste ne dessine jamais son corps. Seule sa tête dépasse d'un nuage qui

---

<sup>199</sup> PECES-BARBA Gregorio. Sobre el papel de la Iglesia. *El País*. 14 mars 1981, p. 14.

<sup>200</sup> Díez-Alegría confirma que los obispos hicieron las enmiendas democristianas al divorcio. *El País*. 17 mars 1981, p. 13.

<sup>201</sup> ALZAGA, art. cit.

<sup>202</sup> Paralelismo entre un presunto documento eclesial y las enmiendas de Óscar Alzaga al proyecto de Ley de Divorcio. *El País*. 13 mars 1981, p. 11.

survole les acteurs politiques et religieux, comme s'il demeurait étranger aux débats triviaux pour ne se concentrer que sur un seul objectif : la légalisation du divorce. Durant plusieurs mois, Peridis intègre à ses vignettes l'admonition « Paco, que te condenas », lancée par un représentant de l'Église ou député démocrétien, que le dessinateur associe dans leur objectif commun de faire obstacle à la promulgation d'un texte souple et moderne<sup>203</sup>. Lorsqu'éclate l'affaire de la prétendue collusion démocrétiens / Église, Peridis dessine deux planches. Dans la première (*Figure 13*), Óscar Alzaga porte un plateau sur lequel sont postés plusieurs évêques, reconnaissables à leur mitre et à leur crosse. Il s'exclame : « no comprendo cómo puede haber malos cristianos que dicen que expreso los puntos de vista de la Iglesia católica sobre el divorcio cuando saben que me limito a copiarlos literalmente »<sup>204</sup>. Un des évêques lui répond alors : « no seas más papista que nos [sic] hijo mío »<sup>205</sup>. Ici, non seulement Peridis se moque du député, aux ordres de l'Église, mais il souligne également qu'il ne donne aucun crédit à son démenti. Ceci est paradoxal puisqu'*El País* publie la lettre d'Óscar Alzaga mais, dans le même temps, un de ses plus fidèles auteurs lui retire toute valeur.



Figure 13 : Planche de Peridis publiée dans *El País*, le 14 mars 1981, p. 13

Quant à Fernández Ordóñez, sous les traits du dessinateur, il devient victime de son propre camp. Dans un autre dessin publié trois jours plus tard (*Figure 14*), un homme l'avertit du danger de persévérer dans sa volonté de faire ratifier le texte : « Paco que te condenas »<sup>206</sup>. Le ministre, toujours dans le ciel, rétorque qu'il doit continuer malgré les dissensions : « Yo no puedo romper UCD ahora ». Mais alors, le personnage lui lance « Y te acabas ». Le nuage dans lequel se trouve Fernández Ordóñez disparaît et seule sa tête se retrouve alors pendue par la crosse épiscopale, en haut de la vignette. Peridis montre donc que ce que l'on pourrait

<sup>203</sup> Pour donner quelques exemples, voir les illustrations suivantes : PERIDIS. *El País*. 14 octobre 1980, p. 17 ; 17 octobre 1980, p. 13 ; 24 octobre 1980, p. 21 ; 12 décembre 1980, p. 15 ; 13 décembre 1980, p. 15.

<sup>204</sup> PERIDIS. *El País*. 14 mars 1981, p. 13 (*Figure 13*).

<sup>205</sup> *Ibid.*

<sup>206</sup> PERIDIS. *El País*. 17 mars 1981, p. 13 (*Figure 14*).



considérer comme un lobby catholique a tué le ministre. Il brosse le portrait d'un homme qui se sacrifie pour défendre une cause qui lui tient à cœur – la modernisation de la législation espagnole – face à un secteur de son propre camp.



Figure 14 : Planche de Peridís, publiée dans *El País*, le 17 mars 1981, p. 13

À travers cette polémique, *El País* vise à la fois l'Église et le secteur démocrétien de l'UCD. Le ministre, les députés radicaux et sociaux-démocrates, comme Javier Moscoso ou María Dolores Pelayo, ne sont pas dans sa ligne de mire. En effet, le journal fait bien la différence entre les positionnements de chacun et souligne à quel point les deux élus mentionnés défendent la version la plus moderne du projet, en synchronie avec le ministre<sup>207</sup>. Toutefois, le quotidien ne prétend pas « sauver » l'UCD contre le secteur démocrétien. D'ailleurs, on l'a vu, il communique *a minima* sur Leopoldo Calvo Sotelo, investi en février 1981<sup>208</sup>. Pour lui, le parti n'a pas lieu d'exister. Il n'a pas de convictions idéologiques claires et doit disparaître. La Transition a assez duré et l'Espagne doit tourner la page en optant pour un nouveau parti gouvernemental, plus progressiste et en phase avec les aspirations que le journal associe à la société des années 1980.

Par ailleurs, il est frappant de constater qu'*El País* continue à s'en prendre aux démocrétiens et à l'Église en mars 1981, soit à peine trois semaines après les événements du 23-F. Ainsi, alors que la plupart des acteurs publics – c'est le cas de *La Vanguardia* – modèrent leurs discours afin d'apaiser la tension politique et sociale, le titre madrilène, lui, déclenche une nouvelle polémique. Il alimente le rejet envers certains barons du parti et montre que ce dernier n'est plus viable. En réalité, il cherche à ce que le gouvernement se voit contraint de hâter la tenue des élections générales. Les citoyens pourraient alors voter pour une formation politique qui proposerait un projet clair et offrirait ainsi un réel cap à l'Espagne.

<sup>207</sup> Par exemple dans : MARÍN Karmentxu. Potenciar las relaciones prematrimoniales. *El País*. 12 décembre 1980, p. 15.

<sup>208</sup> Voir III. 3. B. *El País* et *La Vanguardia* informent-ils ?

Cette controverse permet également au journal de se poser en garant de la démocratie. Tout d'abord, parce qu'il dévoile les collusions secrètes supposées entre les puissants. Il veut prouver à ses lecteurs qu'il œuvre à leur rendre leur souveraineté, confisquée durant la dictature, en demandant des comptes aux figures de pouvoir. De plus, il se présente comme un défenseur des valeurs démocratique puisqu'il lutterait contre ceux qui les menacent, en l'occurrence les démochrétiens vus comme un danger pour l'aconfessionnalité de l'État.

Finalement, pour *El País*, l'Église joue un rôle politique qu'il estime anti-démocratique. Ceux qui favorisent cette situation, en particulier les démochrétiens au pouvoir, ne sont pas à la hauteur du nouveau régime politique. À l'inverse, *La Vanguardia* pense que si l'Église s'exprime sur des projets politiques mais qu'elle n'entrave pas le bon fonctionnement des institutions, alors elle reste dans son rôle de guide spirituel. Les deux quotidiens sont donc en désaccord sur le fait de la considérer ou non comme un acteur public comme les autres mais également sur la place qu'elle doit tenir au sein de l'État. *El País* cherche la rupture entre la sphère publique et l'institution catholique car, à ses yeux, cette dernière représente le passé. Au contraire, *La Vanguardia* a à cœur de protéger son ancrage religieux. Les Espagnols ont encore un lien fort avec le catholicisme, même si la société est très sécularisée et que ce lien tient souvent plus de la tradition que d'une foi profonde. *El País* transgresse cette tradition. *La Vanguardia* la respecte et l'encourage.

### **VII. 3. C. La « guerre » des spécialistes**

La différence entre transgression et respect de la tradition catholique espagnole transparaît dans le choix des spécialistes qui interviennent dans chacun des journaux ainsi que dans les arguments qu'ils font valoir. Dans *La Vanguardia*, Alfonso Balcells Gorina et le cardinal-évêque Narciso Jubany notamment assument un discours traditionnaliste. Face à eux, José María González Ruiz, José María Díez-Alegría et Enrique Miret Magdalena, entre autres, incarnent la position progressiste d'*El País*.

On l'a vu, le titre catalan insiste sur l'importance de la séparation entre l'Église et l'État. Selon lui, il est normal que la morale catholique influence la vie publique même si c'est la loi civile qui doit toujours l'emporter. Pourtant, Alfonso Balcells Gorina et Narciso Jubany cultivent l'ambigüité autour de ce principe. Ainsi, les tribunes de ses deux auteurs, surtout le premier, contribuent à alimenter la confusion entre affaires d'Église et affaires d'État car elles

s'appuient sur la morale et le droit catholiques pour rejeter le divorce civil. Par exemple, le médecin de l'Opus Dei cite un texte du cardinal-évêque :

me ha parecido de singular importancia la alusión que de ella [la dignidad humana] se hace en el mismo texto citado, y en relación al divorcio: "Hay que recordar ante todo, la seriedad del pacto conyugal. La unión de un hombre y una mujer –recuérdese que se trata de "personas" y no de "cosas"– es algo sagrado: no puede ser tomado como si fuera un juego de niños<sup>209</sup>.

Dans cet extrait, on remarquera l'utilisation de l'adjectif « sagrado ». Balcells Gorina ne parle qu'en termes religieux de ce qui est un projet civil. De même, de nombreux acteurs publics défendent le divorce en arguant que les catholiques ne peuvent imposer leurs normes à tous les citoyens d'un état aconfessionnel. Alfonso Balcells Gorina, lui, balaye cet argument d'un revers de manche en avançant le principe assez flou du « droit naturel ». Selon lui, il existerait une loi supérieure à celles des hommes qui proscrierait la dissolution des mariages. Contrevenir à cette loi serait donc aberrant, contre-nature, et funeste pour la société espagnole :

saben también [los cristianos] que el matrimonio natural, si es verdadero y no un simple emparejamiento, conlleva ya una decisión irrevocable y definitiva "hasta que la muerte nos separe". No se trata, por tanto, de "imponer" nada a nadie, sino de hacer respetar el derecho natural y el bien común a todos los ciudadanos, cualquiera que sea su ideología<sup>210</sup>.

Ici, Alfonso Balcells Gorina explique qu'un précepte supérieur à la loi de la démocratie invalide tout projet de divorce civil. Or, ce précepte correspond à la doctrine catholique. Donc indirectement, il s'oppose à la dissolution civile des mariages en s'appuyant sur la religion.

Paradoxalement, *El País* qui pourtant prône la stricte séparation de l'Église et de l'État utilise lui aussi des arguments religieux pour défendre son point de vue. Pour ce faire, il sollicite le concours de théologiens progressistes comme José María González Ruiz, connu pour son œuvre en faveur de la modernisation de l'Église, par exemple à travers sa participation au concile Vatican II ou aux rencontres « Marxisme et christianisme » organisées dans les années 1960<sup>211</sup>. Ce dernier signe cinq tribunes d'opinion dans lesquelles il défend le projet. D'abord, parce qu'il soutient la différenciation entre mariage civil et religieux : « somos muchos los católicos (sobre todo, eclesiásticos) que postulamos la desaparición de la figura, antievangélica,

---

<sup>209</sup> BALCELLS GORINA, La dignidad..., art. cit.

<sup>210</sup> BALCELLS GORINA, El bien común..., art. cit.

<sup>211</sup> MIGUEL LAMET Pedro. José María González Ruiz. In : *Real Academia de la Historia* [en ligne]. Disponible sur : « <https://dbe.rah.es/biografias/11134/jose-maria-gonzalez-ruiz> » (consulté le 29 avril 2022).

del matrimonio canónico con efectos civiles »<sup>212</sup>. Ensuite, parce qu'il explique que l'Église elle-même autorise parfois la dissolution des mariages :

Aunque parezca escandaloso decirlo, la Iglesia cristiana siempre ha admitido ciertas formas de divorcio, incluso hasta nuestros propios días. Dejo de lado lo que se llama “declaración de nulidad”, o sea, el reconocimiento de que nunca hubo matrimonio válido por haber faltado desde el principio una condición esencial. En los textos del Nuevo Testamento, sobre todo en el capítulo 19 de San Mateo y en el 10 de San Marcos, parece que Jesús propugna una imposibilidad intrínseca de disolución del matrimonio. Sin embargo, reconoce que el divorcio concedido por Moisés era razonable, dada “la dureza del corazón humano”, frase esta con la que se quiere indicar la fragilidad de la condición humana, que no siempre puede alcanzar las metas utópicas que se le proponen. Con otras palabras: para Jesús el ideal es la unión estable, pero en caso de “debilidad humana” habrá que buscar una solución terapéutica<sup>213</sup>.

De même, *El País* fait appel à José María Díez-Alegría, théologien et membre durant de longues années de la Compagnie de Jésus. Il est connu pour son soutien tout au long du processus de légalisation du divorce en Italie et pour ses ouvrages peu orthodoxes, comme *Yo creo en la esperanza* (1973)<sup>214</sup>. Díez-Alegría utilise lui aussi des arguments basés sur l'Histoire et les textes religieux afin d'affirmer que le catholicisme autorise le divorce : « afirmamos taxativamente con toda libertad que la licitud del divorcio en el plano natural (humano, ético) nos parece muy probable. Y esto vale para los católicos, tanto como para los no católicos »<sup>215</sup>. Son argument principal est le même que celui de son confrère et que celui d'autres collaborateurs d'*El País*<sup>216</sup> : l'indissolubilité du mariage n'est pas une « doctrine catholique » dans le sens de règle immuable mais plutôt un idéal à viser. C'est pourquoi José María Díez-Alegría est favorable au divorce et regrette la rigueur de certains représentants du clergé : « creemos que los obispos no tienen derecho a imponer (directa o indirectamente) a los fieles una determinada postura política respecto al proyecto de ley de divorcio. Si pretendiesen hacerlo incurrirían, a nuestro juicio, en un abuso reprochable »<sup>217</sup>.

Les arguments avancés par les auteurs d'*El País* font état de leur érudition, ce qui peut aussi favoriser l'acceptation de leurs thèses par le lecteur. Grâce à ce type de tribunes, le titre

---

<sup>212</sup> GONZÁLEZ RUIZ José María. El divorcio, una falsa batalla. *El País*. 15 septembre 1979, p. 18.

<sup>213</sup> *Ibid.*

<sup>214</sup> MIGUEL LAMET Pedro. José María Díez-Alegría Gutiérrez. In : *Real Academia de la Historia* [en ligne]. Disponible sur : « <https://dbe.rah.es/biografias/5992/jose-maria-diez-alegría-gutiérrez> » (consulté le 29 avril 2022).

<sup>215</sup> DÍEZ-ALEGRÍA José María. Ante la Ley de Divorcio. *El País*. 8 février 1981, p. 1 et 21.

<sup>216</sup> Par exemple, José Luis López Aranguren lui aussi avance cet argument dans L. ARANGUREN José Luis. Los intelectuales creyentes y el divorcio. *El País*. 17 mars 1981, p. 14.

<sup>217</sup> DÍEZ ALEGRÍA, Ante la ley..., art. cit.

madrilène bénéficie de la caution morale de certains membres de l'Église pour encourager l'adoption du divorce. Comme *La Vanguardia*, il utilise la parole religieuse mais, contrairement à lui, uniquement lorsqu'elle conforte ses convictions. Afin de tirer leurs conclusions, ses collaborateurs étudient minutieusement les textes alors que ceux du titre catalan font plutôt appel à des arguments sociaux comme la délinquance, la protection des mineurs ou le bien-être familial. Les auteurs d'*El País* mettent donc en exergue une érudition religieuse censée convaincre le lecteur, en particulier catholique, qu'il peut accepter le divorce sans renier sa foi alors que ceux de *La Vanguardia* cherchent à les persuader en faisant appel à leurs émotions et à leur attachement supposé à la tradition catholique.

Finalement, *El País* rêve d'une Espagne laïque et aspire à un idéal de « catholicisme éclairé ». Il souhaite une nation dans laquelle chaque citoyen pourrait nourrir une foi personnelle et ferait usage d'assez d'esprit critique pour l'adapter aux valeurs de son époque. En cela, il s'inspire de la philosophie de *Cuadernos para el Diálogo*, magazine avec lequel Juan Luis Cebrián a eu l'occasion de collaborer car, même si la publication est d'influence démocrétienne et que ce sont des démocrétiens que finit par combattre *El País*, elle ouvre le dialogue entre les différents acteurs publics dans le but de dépasser l'immobilisme du franquisme tardif. Son objectif est d'adapter la politique à la société espagnole de son temps et donc d'entamer une démocratisation des institutions. La démarche d'*El País* est relativement similaire. En effet, alors que l'État est en pleine transformation, un secteur de l'Église, lui, résiste. Le journal s'attaque donc à ceux qui font barrage à cette évolution : la droite et les démocrétiens *ucédistes* car, ensemble, ils ont le pouvoir de bloquer la modernisation du pays.

Quant à *La Vanguardia*, il rejette la rupture nette avec la tradition catholique. Une explication psychologisante dirait que c'est parce qu'elle incarne une structure immuable et rassurante dans une Espagne en mutation. Une analyse idéologisante affirmerait que s'éloigner de l'Église serait aussi se rapprocher de l'extrême gauche, option politique impensable pour le quotidien. D'autres analyses aboutiraient à de nouvelles conclusions mais aucun élément ne permet de préférer un raisonnement à un autre. Ils demeureront donc au stade de l'hypothèse. Quoi qu'il en soit, il est clair que chaque quotidien idéalise le futur de l'Espagne selon des valeurs qui lui sont propres. Voyons à présent dans quelle mesure ils veulent – et peuvent – concrètement imposer leurs valeurs en influençant l'évolution législative.

# **CHAPITRE VIII. *EL PAIS* ET *LA VANGUARDIA* EXERCENT-ILS REELLEMENT UNE INFLUENCE SUR L'ÉVOLUTION LEGISLATIVE ?**

## **VIII. 1. Est-ce que communiquer sur l'évolution législative implique nécessairement d'exercer une influence sur elle ?**

Avant de déterminer si oui ou non les deux journaux cherchent et parviennent à conditionner l'opinion dans le but d'influencer l'évolution législative, il convient d'abord de répondre à deux questions. En premier lieu, quel est lien entre le divorce et l'avortement dans la presse et les débats sur ces thématiques au Parlement ? En second lieu, qui pourrait vouloir utiliser les deux quotidiens dans le but d'exercer une influence ?

Rappelons que le propre du média est d'être un support de communication. Or, énoncer un évènement peut impliquer de réaliser une série de choix. À travers la sélection de l'information partagée, de l'angle de l'article, de l'auteur, du type de texte (interview, reportage, ou billet d'humeur, par exemple), de la rubrique ou de l'illustration, les journaux produisent une représentation personnelle d'un évènement ou d'un sujet. L'information passe obligatoirement à travers plusieurs filtres qui la modèlent. Ce qui est transmis aux lecteurs contient donc nécessairement un point de vue, quand bien même l'article se voudrait totalement neutre. Communiquer implique donc de diriger le regard du public dans une direction ou une autre et par conséquent de l'influencer. Les médias peuvent donc avoir un certain impact sur les sujets auxquels pensent les individus mais également sur la façon dont ils les abordent car ils exposent certains aspects au détriment d'autres.

Profiter de l'influence de la presse, de la télévision et de la radio est un enjeu pour la classe politique. Si les médias parlent de concert avec les élus, ils légitimeront leur position. Au contraire, s'ils s'écartent de leurs discours, alors peut-être jetteront-ils le doute sur leurs opinions ou intentions étant donné que le lecteur pourra se demander pourquoi un représentant politique n'aborde pas telle ou telle thématique ou alors pourquoi son parti s'oppose à une mesure soutenue par un média. Or, la classe politique a besoin de l'appui des citoyens puisque

ce sont eux qui choisissent qui remportera les élections et pourra mener à bien ses projets. Par conséquent, indirectement, les figures politiques ont aussi besoin des médias. Et, indirectement, ces derniers ont donc une incidence sur l'évolution législative.

Par ailleurs, derrière les pages des journaux, ce sont bien des personnes qui donnent vie à ces campagnes d'influence. Qui cherche à conditionner l'opinion dans *El País* et *La Vanguardia* ? En réalité, sans témoignages fiables, déterminer leur identité est une gageure. En effet, de nombreux acteurs peuvent chercher à encourager une idée.

Ainsi, les rédactions décident parfois de défendre un sujet et ce sont donc des journalistes qui sont à l'origine d'un possible changement. En cela, la presse est un réel pouvoir.

Toutefois, les quotidiens peuvent également servir d'outil à d'éventuels groupes de pression (parmi eux les actionnaires et propriétaires). Dans ce cas, la presse ne serait donc plus un acteur du changement mais un moyen pour l'atteindre. Par exemple, certains estiment que lorsque Felipe González est devenu président du gouvernement en 1982, il a pu compter sur Juan Luis Cebrián et Jesús Polanco pour servir sciemment ses intérêts. C'est ce que défendent Jesús Cacho dans *El negocio de la libertad* et le journaliste Javier Valenzuela dans « Juan Luis Cebrián y Felipe González: dos caimanes »<sup>1</sup>. À leur sens, les trois hommes se sont mutuellement rendus service, parfois à travers les choix éditoriaux d'*El País*. De même, on ne saurait déterminer si la liberté donnée à Alfonso Balcells Gorina pour dénoncer l'avortement n'est pas, au moins en partie, due à une volonté de Carlos Godó, propriétaire de *La Vanguardia* de servir les intérêts d'AP, un parti dans lequel il compte plusieurs amis. Il est donc très malaisé de déterminer si – et, le cas échéant, à quel point – certains groupes ou personnes ont manié *El País* et *La Vanguardia* dans le but d'influencer l'opinion. Ce qui, en revanche, est sûr, c'est que les deux quotidiens disposent de moyens pour marquer les esprits et modifier les angles de vue.

Dans un premier temps, nous verrons qu'*El País* et *La Vanguardia* font vivre les débats autour de l'avortement et du divorce. Ensuite, nous constaterons que leur capacité d'événementialisation leur confère le pouvoir de transformer un fait divers en véritable sujet de société, c'est-à-dire qu'ils ont le pouvoir de faire émerger de nouvelles thématiques dans le débat public. Enfin, nous nous intéresserons à leurs choix de mise à l'agenda et constaterons qu'ils mettent en avant certains arguments au détriment d'autres.

---

<sup>1</sup> VALENZUELA Javier. Juan Luis Cebrián y Felipe González: dos caimanes. In : *Página abierta*. Novembre-décembre 2016, n° 247, p. 11-13.

## VIII. 1. A. *El País* et *La Vanguardia* favorisent les débats autour de la légalisation du divorce et de la dépénalisation de l'avortement

Comme le rappelle Jean Mouchon, « informer représente une fonction essentielle au sein du processus de délibération publique »<sup>2</sup>. Cette mission d'information mais aussi de mise en contraste de l'opinion est assurée par de nombreux médias, parmi eux, *El País* et *La Vanguardia*. Les deux quotidiens favorisent non seulement l'information mais aussi les discussions autour de la légalisation du divorce et de la dépénalisation de l'avortement, d'une part, parce que ces débats d'idées sont jugés vendeurs, surtout s'ils sont houleux, d'autre part, parce que leur présence suggère que le journal est un territoire démocratique dans lequel tous les citoyens ont voix au chapitre. Dans les deux cas, les rédactions ont intérêt à les intégrer aux nouvelles du jour.

*La Vanguardia* prend donc soin de faire vivre le débat. Par exemple, dans son édition du 6 février 1981, il propose sur une même page deux tribunes d'opinion concernant le divorce, l'une contre, l'autre pour. Alfonso Balcells Gorina signe la première, Josep Maria Trias de Bes, député du groupe parlementaire de la *Minoría Catalana*, la seconde. À la vision éthique et religieuse proposée par Gorina, il oppose une vision très pragmatique du divorce, basée sur le droit. Il se dit favorable à une législation souple et explique que « existe en muchos países de nuestra órbita. Además, esta institución puede defenderse precisamente en nombre de la familia, de los hijos, de la moral, etc., conceptos e instituciones esgrimidos precisamente a sensu contrario por quienes se constituyen en feroces oponentes al divorcio »<sup>3</sup>. Le député liste et contredit les arguments utilisés par les opposants au divorce. Or, ce sont justement ceux sur lesquels s'appuie Alfonso Balcells Gorina dans l'article adjacent. De même, Josep Maria Trias de Bes déplore l'âpreté des débats et en appelle à la raison : « seamos serios, no confundamos, pero sobre todo, no dramaticemos »<sup>4</sup>. Là encore, ces excès de dramatisation sont une des caractéristiques de la prose du médecin. Cette page de *La Vanguardia* présente donc aux lecteurs non seulement deux avis mais également deux styles et deux attitudes foncièrement opposés. Les confronter permet au public d'analyser la question et de se forger sa propre

---

<sup>2</sup> MOUCHON Jean. *La politique sous l'influence des médias*. Paris : L'Harmattan, 1998, 135 p. (Communication et civilisation), p. 53.

<sup>3</sup> TRIAS DE BES Josep Maria. Divorcio sí, pero sin dramatismos. *La Vanguardia*. 6 février 1981, p. 6.

<sup>4</sup> *Ibid.*



opinion. Les divers arguments avancés nourrissent la réflexion et, peut-être, les débats interpersonnels dans les familles et les cercles d'amis ou de collègues.

De son côté, *El País* a déjà exprimé officiellement son sentiment sur le divorce et l'avortement mais, à l'instar de son homologue catalan, il encourage la liberté d'expression en publiant des avis contradictoires. Par exemple, dans la tribune d'opinion « Posiciones extremas sobre el divorcio », Manuel de la Cámara se distingue de la ligne officielle du journal. À ses yeux, la dissolution civile d'un mariage ne doit être qu'une solution de dernier recours, un moindre mal. Il ne peut être assimilé aux Droits de l'Homme. Manuel de la Cámara s'oppose au divorce par consentement mutuel et soutient l'existence d'un délai de réflexion assez conséquent pour permettre une éventuelle réconciliation car, selon lui, « el divorcio no representa –no debe representar– una patente de corso para que las personas se casen y se descasen cómo y cuando les venga en gana. El Derecho no puede ignorar que el matrimonio – en principio– ha de concebirse como unión permanente y estable »<sup>5</sup>.

Néanmoins, le journal ne donne pas la parole aux auteurs qui iraient radicalement à l'encontre de ses principes. Par exemple, même si certains de ses collaborateurs se positionnent contre l'avortement, jamais aucun ne le compare à un « holocauste » ou n'écrit que les personnes qui y ont recours sont des « criminels » comme le fait Alfonso Balcells Gorina dans *La Vanguardia*. Il est vrai que plusieurs collaborateurs externes diffèrent de sa position officielle mais leur philosophie générale n'est pas incompatible avec la sienne. Le titre madrilène offre donc la parole à des auteurs s'inscrivant dans sa zone d'opinion proximale. Sa ligne idéologique demeure cohérente et il évite de heurter le public, désireux de lire ce qui lui ressemble, de retrouver, écrit noir sur blanc ce que lui-même pense. Cette cohérence permet aussi à *El País* de faire germer un sentiment d'appartenance des lecteurs à l'égard de leur journal. Ainsi, acheter ce titre, c'est décider de s'inscrire au sein d'une communauté bien précise, cela a du sens<sup>6</sup> et peut aussi se révéler rassurant dans une période aussi bouleversée que la Transition démocratique. De fait, dans une étude concernant les médias au sens large (du roman à la série télévisée) Jean-Pierre Esquenazi affirme que « les publics sont intéressés dans la mesure où ils trouvent dans les objets médiatiques des éléments qui entrent en résonance avec leur existence »<sup>7</sup>. Dans le cadre d'œuvres de fiction, « les objets seraient ainsi au sujet ou

---

<sup>5</sup> DE LA CÁMARA Manuel. Posiciones extremas sobre el divorcio. *El País*. 4 avril 1978, p. 18.

<sup>6</sup> D'ailleurs, Juan Luis Cebrián insiste sur ce point lorsqu'il développe le *story telling* du journal : « A diario me llegaban denuncias de soldados arrestados por leer EL PAÍS en el cuartel », CEBRIÁN, *Primera...*, op. cit., chapitre 10.

<sup>7</sup> ESQUENAZI Jean-Pierre. Les médias et leurs publics. In : OLIVESI Stéphane (dir.) *Sciences de l'information et de la communication : objets, savoirs, discipline*. Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble, 2013, p. 9-24, p. 23.

à propos de leurs publics : ils contiendraient une métaphore, une représentation ou une image de la vie de leur public »<sup>8</sup>. En appliquant ce raisonnement à la presse, on dira que le lecteur apprécie de voir son point de vue légitimé par le journal.

*El País* va d'ailleurs jusqu'à la monstration du procédé. Il désire que son public le considère comme un média honnête, transparent, qui accepte les règles démocratiques, y compris lorsqu'elles lui feraient du tort. De fait, la tribune de Manuel de la Cámara critique ouvertement un de ses éditoriaux car le notaire pense qu'*El País* est trop radical dans ses positions en faveur du divorce. Il écrit :

Una muestra de esta posición maximalista puede encontrarse en el editorial publicado por EL PAÍS en su número correspondiente al 10 de diciembre de 1977. [...] Todo el que me conozca sabe que yo soy cualquier cosa menos antidivorcista. Pero creo sinceramente que por ese camino –por el camino que señala el editorialista– no vamos a ninguna parte<sup>9</sup>.

En réalité, ce reproche peut jouer en faveur du journal puisqu'il insiste sur son engagement en faveur d'un divorce facile d'accès. Il souligne le fait que le quotidien ne renie pas ses valeurs, même lorsqu'elles lui attirent des critiques. Ceci peut renforcer l'adhésion des lecteurs qui partagent son point de vue.

Dans le même ordre d'idées, à l'automne 1980, le titre madrilène donne la parole à José María de Prada, membre du conseil d'administration de PRISA, qui se plaint d'une tribune signée par Rafael Sánchez Ferlosio. Il estime que le texte est anticlérical et tend les débats sur le divorce. Par là même, il pointe du doigt les choix éditoriaux d'*El País*. Selon lui, le quotidien cultive l'ambiguïté en assumant à demi-mot les positions du romancier. Il accepte voire adhère à des propos que José María de Prada juge blessants pour les lecteurs catholiques :

creo que podemos pedir al periódico que, por encima del apasionamiento al uso, presente las cuestiones religiosas con respeto a las creencias y personas, con objetividad informativa, presentando las diversas opciones y evitando tanto en la presentación editorial como en las secciones dependientes del periódico frases que puedan ofender, sea quien fuere el que lo haga. Si cree oportuna la publicación de artículos como el de Sánchez Ferlosio, hágalo, pues derecho tiene a exponer sus ideas, pero dejando claro que las ideas son suyas, y no opinión del periódico. Para ello se ha introducido la sección llamada "Tribuna libre"<sup>10</sup>.

---

<sup>8</sup> *Ibid.*

<sup>9</sup> *Ibid.*

<sup>10</sup> DE PRADA José María. Del anticlericalismo, del divorcio y otros temas. *El País*. 5 novembre 1980, p. 11. La tribune de Sánchez Ferlosio n'est pas précédée de la mention « Tribuna Libre » mais le titre est en italique et le

Là encore, le journal n'a aucune réticence à publier un article qui l'incrimine. C'est d'autant plus remarquable que son auteur est membre du conseil d'administration. Ici, le quotidien met donc en exergue son indépendance, il veut prouver que sa ligne éditoriale n'est pas aux mains de la société éditrice<sup>11</sup>. Ceci lui permet en outre de se présenter comme un lieu ouvert aux débats d'idées et respectueux des avis adverses. Quelques jours plus tard, il offre d'ailleurs un droit de réponse au romancier, favorisant ainsi une controverse sans doute propice aux ventes<sup>12</sup>. Le fait que les pages du quotidien accueillent cette discussion est censé invalider symboliquement les arguments de José María de Prada : *El País* n'attise pas les réactions passionnées, au contraire, il encourage les échanges réflexifs. Le journal met donc en scène les débats. Néanmoins, il s'agit plus d'un jeu discursif que d'une véritable introspection ou remise en question de sa ligne idéologique.

De fait, selon Patrick Charaudeau, laisser s'exprimer ponctuellement des voix discordantes peut même relever d'une stratégie médiatique puisque « cette parole minoritaire fait souvent office d'alibi, étant utilisée par les médias pour justifier qu'est bien traité cet espace de la démocratie civile où se confrontent des opinions contraires »<sup>13</sup>. Malgré tout, même si l'on peut se questionner sur les intentions du journal, il n'en reste pas moins qu'il contribue aux débats. Lui aussi fournit à son public des thèses et raisonnements qu'il pourra utiliser lors de discussions interpersonnelles. Le journal montre à son lecteur un exemple d'échange poli et étayé par des arguments autour de la thématique du divorce.

Par ailleurs, *El País* et *La Vanguardia* créent une intertextualité spatiale au sein de leurs numéros. Par exemple, lorsqu'un article renvoie à un autre texte publié à quelques pages d'intervalle, ce qui est particulièrement le cas des *Unes*. Cette intertextualité spatiale peut être recherchée (le journal traite un même sujet sous différents angles et donc dans différentes rubriques) ou purement structurelle (avant d'imprimer, les articles finissent sur les pages où il reste de l'espace). Les quotidiens instaurent également une intertextualité temporelle, lorsque des journalistes ou collaborateurs répondent à un texte publié antérieurement, comme dans l'exemple de José María de Prada et de Rafael Sánchez Ferlosio. Par conséquent, ils favorisent le questionnement dialectique autour de ces sujets. Enfin, la discussion citoyenne qu'ils

---

texte se trouve dans la rubrique d'opinion. L'accusation de José María de Prada est donc un peu abusive car la signalisation est tout à fait claire pour un lecteur habituel.

<sup>11</sup> Rappelons que la ligne éditoriale fait l'objet de nombreux débats au sein de PRISA. Jusqu'au début des années 1980, les différents secteurs de l'actionnariat se mènent une guerre administrative afin de la façonner selon leurs souhaits, Voir III. 3. A. Deux identités distinctes.

<sup>12</sup> SÁNCHEZ FERLOSIO Rafael. Por alusiones. *El País*. 14 novembre 1980, p. 8.

<sup>13</sup> CHARAUDEAU, *op. cit.*, chapitre 9.

alimentent s'exporte parfois au-delà de leurs propre rédaction. Par exemple, il arrive qu'Alfonso Balcells Gorina fasse référence aux articles d'*El País* à travers les pages de *La Vanguardia*. Dans « El divorcio, un gran error histórico », il écrit :

¿cómo compaginarlas [estas palabras] con las del rotativo madrileño que en una editorial del 27-XI-79 se quejaba de que “la Asamblea Plenaria Episcopal no se limitó a enunciar criterios religiosos y éticos, sino que invadió ámbitos (*sic*) sobre los que sólo el poder civil tiene competencia”... Sorprendente monopolio estatista, sea dicho de paso –en materia tan humana como el matrimonio– postulado por un diario “independiente” que presume de liberal<sup>14</sup>.

L'extrait cité se trouve dans l'éditorial « La asamblea del episcopado español » publié par *El País*<sup>15</sup>. Ici, Alfonso Balcells Gorina accuse le quotidien madrilène de trahir la vérité dans le but de servir les intérêts du gouvernement. Cette allusion est précieuse car elle prouve que *La Vanguardia* porte beaucoup d'attention à ce que publie celui qui est devenu le journal d'information générale le plus vendu du pays. La discussion ne s'établit donc pas uniquement entre les lecteurs d'un même titre de presse mais également entre les chroniqueurs et éditorialistes des rédactions, c'est-à-dire que l'intertextualité se noue aussi entre les journaux.

*El País* et *La Vanguardia* exercent donc une influence sur l'évolution législative parce qu'ils créent un réseau de réflexion et de débat citoyen. Certes, les controverses sont censées favoriser les ventes et, parfois, elles servent également de faire-valoir aux journaux, ravis de prouver qu'ils font vivre la démocratie. Néanmoins, elles poussent aussi les lecteurs à s'intéresser à ces questions d'actualité. Les Espagnols consultent peu la presse mais il suffit qu'un petit nombre d'individus lise les articles et tribunes publiés pour en parler autour d'eux, avec leurs familles, leurs collègues, leurs amis ou leurs voisins<sup>16</sup>. Dès lors, les thématiques étudiées au Parlement s'invitent dans leurs discussions. Chacun se fait un avis et peut appuyer une tendance ou une autre. Or, la classe politique ne peut survivre sans l'appui populaire. Elle ne peut faire fi de l'opinion des masses. Par conséquent, la presse est un relai efficace pour intéresser les citoyens à la vie législative.

Par ailleurs, les journaux ont la capacité de modifier la perception du public sur ces thèmes puisque ce sont eux qui choisissent le type d'arguments développés, arguments à partir desquels, entre autres, le lecteur se forge une opinion. Ils ont donc la capacité d'infléchir et

---

<sup>14</sup> BALCELLS GORINA, *El divorcio, un gran...*, art. cit.

<sup>15</sup> Éditorial *La asamblea del episcopado español*. *El País*. 27 novembre 1979.

<sup>16</sup> L'Espagne ne vend que 78 journaux pour mille habitants en 1986. Les chiffres sont de 414 en Grande Bretagne, 350 en Allemagne ou 212 en France, NEGRÓ ACEDO, *op. cit.*, p. 9. Voir III. I. C. Presse et opinion publique.

d'orienter les débats. Le processus d'événementialisation leur confère un pouvoir similaire dans la mesure où, en transformant un fait divers en nouvelle médiatique, les journaux choisissent ce qui est digne de faire partie de l'actualité.

## **VIII. 1. B. Les médias ont le pouvoir de transformer des faits divers en actualité**

Toutes les secondes ont lieu des milliers d'événements dans le monde, pour autant, ils ne constituent pas tous une nouvelle. Il revient aux médias de hiérarchiser ces événements et, *in fine*, de décider lesquels constitueront une information. Selon Patrick Charaudeau,

pour que l'événement existe, il faut le *nommer*. L'événement ne signifie pas en soi. L'événement ne signifie qu'en tant qu'il fait événement dans un discours. L'événement signifié naît dans un processus événementiel dont on a vu qu'il se construit au terme d'une triple mimesis<sup>17</sup>. De là naît ce qu'il est convenu d'appeler : « la nouvelle »<sup>18</sup>.

Or, la presse a le pouvoir de nommer l'évènement. Elle joue un rôle important au moment de décider si un fait mérite, ou non, d'être mentionné et de devenir une nouvelle.

Bien sûr, les journaux ne sont pas tous puissants. D'abord parce qu'ils s'adosent au réel donc dépendent des événements extérieurs. Par ailleurs, selon Érik Neveu, l'information communiquée doit éveiller l'intérêt et être compréhensible pour tous les lecteurs : « pour fixer l'attention, être entendu et écouté, l'évènement doit être fort, clair, inattendu, faire sens dans le cadre d'une culture »<sup>19</sup>. En ce sens, traiter certaines thématiques trop éloignées des références culturelles du public revient à prendre le risque d'être ignoré. Enfin, la presse est contrainte de composer avec les autres acteurs publics. De fait, certains thèmes s'imposent à elle par l'action d'instances extérieures. De nombreuses études des années 1990 citées par Érik Neveu mettent d'ailleurs en lumière à quel point les sources médiatiques ont compris le fonctionnement des rédactions et utilisent cette connaissance pour tenter de les influencer :

---

<sup>17</sup> Patrick Charaudeau s'appuie sur les travaux de Paul Ricoeur et les adapte au cas de l'analyse de presse. Les médias dramatisent l'évènement, ils créent une intrigue. Pour raconter, ils se basent sur les trois mimésis qui configurent le récit. La première est la « préfiguration du monde ». Elle correspond aux lois naturelles, au monde qui fonctionne seul, sans intervention humaine. La deuxième mimésis ordonne le monde, elle donne du sens. La troisième mimésis reconstruit l'objectif, les enjeux. Elle renvoie à l'interprétation. CHARAUDEAU, *op. cit.*, chapitre 8.

<sup>18</sup> *Ibid.*, chapitre 9.

<sup>19</sup> Le chercheur appuie ses explications sur les travaux de Johan Galtung et Mari Holmboe Ruge. NEVEU. *Sociologie du...*, *op. cit.*, p. 54.

On doit à Philip Schlesinger [1992] la remise en cause du travers « médiascentriques » des études spontanément centrées sur la vision des journalistes comme seuls protagonistes actifs de la production de l'information. Schlesinger invite à penser la professionnalisation des sources, leur capacité à développer une rationalité stratégique qui repose sur l'anticipation des routines et des pratiques des journalistes pour leur fournir du « prêt à publier ou diffuser »<sup>20</sup>.

Ces travaux sont postérieurs à la période étudiée. Néanmoins, lorsque l'on considère les évolutions législatives qui nous occupent, il apparaît que les journaux ne sont pas toujours à l'origine de tous les processus d'événementialisation. Par exemple, c'est l'action féministe qui encourage la médiatisation des jugements pour pratiques abortives. Ces dernières comptent sur les médias et les sollicitent afin de mettre à l'agenda les thématiques qu'elles défendent. Ce sont aussi les campagnes féministes qui les incitent à transformer les faits divers autour de l'adultère en nouvelles. En effet, seule une infime minorité de citoyennes seront confrontées, au cours de leur vie, à un procès pour avoir commis ce délit. Il est donc nécessaire pour les activistes de sensibiliser l'opinion publique à cette question, à travers la presse, la télévision et la radio. Comme en témoignent les titres suivants, c'est d'abord leur mobilisation qui est au centre de l'information, notamment dans *El País* : « Solidaridad ante el juicio por adulterio », « Las demócratas valencianas recogen firmas », « Feministas catalanas denuncian otro caso » ou « Campaña feminista para actualizar la ley »<sup>21</sup>.

En parallèle, certains thèmes s'imposent d'eux-mêmes aux médias. Ainsi, ce ne sont pas *El País* ou *La Vanguardia* qui ont l'idée originale de faire de la contraception un sujet d'intérêt national. La problématique est au cœur de la vie de la plupart des Espagnols. D'ailleurs, parmi eux se trouvent probablement de nombreux journalistes de la rédaction. Elle concerne le tout un chacun<sup>22</sup>. De même, la légalisation du divorce fait partie du programme de la coalition gagnante lors des élections générales de 1977. Il serait donc impensable de ne pas en parler. Dans certains cas, les médias se voient donc presque contraints de traiter un sujet. Ils doivent montrer qu'ils sont au fait de tout ce qui occupe le débat public mais également de ce que les

---

<sup>20</sup> Il mentionne également l'étude d'Alison Anderson sur les actions menées par Greenpeace et celle de Jacques Walter concernant le développement des métiers de la communication, *ibid*, p. 57.

<sup>21</sup> Solidaridad ante el juicio por adulterio. *El País*. 9 octobre 1976, p. 25 ; MILLAS Jaime. Las demócratas valencianas recogen firmas. *El País*. 31 octobre 1976, p. 17 ; QUINTÀ Alfons. Feministas catalanas denuncian otro caso. *El País*. 12 novembre 1976, p. 15 et Campaña feminista para actualizar la ley. *El País*. 13 novembre 1976, p. 19.

<sup>22</sup> Il ne s'agit pas d'une nouveauté puisqu'en 1978, selon une enquête du CIS réalisée quelques mois avant la dépénalisation des méthodes et campagnes d'information sur la contraception, 75 % des Espagnols connaissent déjà la pilule et 65 % le préservatif. ALBERDI Inés. II. Informe-avance sobre les actitudes..., art. cit. (Voir II. 2. A. Les premières victoires).

autres titres de presse publient. Ils doivent rassurer le lecteur en lui prouvant qu'ils sont bien placés dans la course à l'information.

Malgré ces thèmes imposés, les journaux ont également la possibilité de développer des sujets inédits ou, au contraire, d'ignorer certains aspects d'un évènement puisque ce sont eux qui, en définitive, opèrent la transformation de l'évènement en récit. Parmi les thématiques qui nous occupent, la différence majeure dans le processus d'évènementialisation d'*El País* et de *La Vanguardia* se situe dans leur façon de traiter les avortements.

En effet, dès 1976, le quotidien madrilène tente de faire émerger un débat de société à partir de faits divers concernant l'avortement. Cette volonté transparaît dans le traitement du drame de Seveso, en Italie. Par exemple, lorsque le gouvernement accorde le droit d'avorter aux femmes exposées à la fumée toxique, *La Vanguardia* se limite à le mentionner dans sept articles. Le premier, « Roma: peligro que los niños nazcan con malformaciones congénitas », rapporte l'inquiétude des familles. Les suivants informent de la décision officielle, c'est le cas de « Milán: Las autoridades regionales autorizan el aborto terapéutico ». Les derniers, comme « Ya han sido provocados tres abortos terapéuticos », renvoient à la mise en application de cette décision<sup>23</sup>. Pour autant, après la mi-août, la nouvelle est passée et le journal catalan ne revient plus dessus. Même si ce qui est arrivé à Seveso est devenu une nouvelle au sens médiatique du terme, elle n'a pas dépassé le stade du tragique fait divers et a rapidement laissé la place à d'autres informations. *La Vanguardia* n'a relayé que la question des potentielles malformations dues au nuage toxique et n'a établi aucun lien avec une éventuelle dépénalisation de l'avortement en Espagne.

L'intention d'*El País* est différente. Il souhaite transcender le fait divers afin de faire de l'avortement de ces femmes un véritable sujet de société transposable en Espagne. Face aux sept articles parus dans *La Vanguardia*, il en propose dix-huit. Dans ces textes, à l'instar de son confrère, il informe de la situation des victimes, mais pas seulement. À partir du mois de septembre, il communique aussi sur les répercussions du drame dans la politique italienne, par exemple dans des articles tels que « El aborto promueve otra vez manifestaciones y debates en Italia », « El parlamento italiano posterga hasta enero el debate sobre el aborto » ou « Nueva ofensiva de la DC italiana contra el aborto »<sup>24</sup>. Contrairement à *La Vanguardia*, il établit un

---

<sup>23</sup> MORIONES Julio. Roma: peligro que los niños nazcan con malformaciones congénitas. *La Vanguardia*. 4 août 1976, p. 17 ; Milán: Las autoridades regionales autorizan el aborto terapéutico. *La Vanguardia*. 12 août 1976, p. 16 et Ya han sido provocados tres abortos terapéuticos. *La Vanguardia*. 14 août 1976, p. 10.

<sup>24</sup> GOTOR José Luis. El aborto promueve otra vez manifestaciones y debates en Italia. *El País*. 11 septembre 1976, p. 3 ; GOTOR José Luis. El parlamento italiano posterga hasta enero el debate sobre el aborto. *El País*. 16 décembre 1976, p. 4 et Nueva ofensiva de la DC italiana contra el aborto. *El País*. 9 janvier 1977, p. 2.

lien entre le fait divers et la réflexion sociopolitique qu'il engendre. Entre septembre 1976 et janvier 1977, il suit très attentivement les débats jusqu'à la ratification de la dépénalisation à la chambre basse du parlement italien. Par la suite, à l'instar de son confrère catalan, il n'informe plus qu'épisodiquement de l'avancée des débats jusqu'à la promulgation finale de la loi, en 1978. Néanmoins, entre ces cinq mois de 1976 et 1977, il fait son possible pour modifier le regard des lecteurs sur le drame de Seveso : il ne s'agit pas uniquement de la tragique expérience personnelle d'une poignée de femmes mais bien de la preuve qu'il existe une problématique sociale dont chacun doit se saisir. La situation des Italiennes peut se transposer aux Espagnoles.

D'ailleurs, à la suite des débats de le pays voisin, *El País* fait le point sur la situation nationale. Ainsi, dans « La situación en España », le journaliste Ismael Lafuente cite le nombre d'avortements par an en Espagne ainsi que celui des décès dus aux pratiques clandestines. Il liste également les causes sociales, morales et structurelles de cette situation puis insinue qu'il est temps d'apporter une solution au problème : « negar la existencia de un problema, o minimizarlo, no supone en modo alguno resolverlo. Detrás de la mayoría de los abortos se esconde una tragedia difícilmente absorbible »<sup>25</sup>.

Les choix éditoriaux d'*El País* prouvent donc qu'entre 1976 et 1977, il utilise l'accident de Seveso afin d'activer le débat autour de l'avortement en Espagne. Il reste toutefois prudent car, en insistant sur une situation étrangère, il instaure une distance avec la réalité de son pays. Pour l'instant, il se limite à mettre en scène le débat italien afin que la question commence à faire son chemin dans l'esprit du public espagnol. De fait, dans l'Espagne de l'époque, l'avortement ne relève pas encore du sujet de société, au sens médiatique du terme. *El País* cherche donc à importer le débat italien sur les terres ibériques, il tente de « provoquer l'événement », selon l'expression de Patrick Charaudeau. Pour le chercheur, « il existe un espace public propre aux médias qu'il ne faut pas prendre pour la totalité de l'espace public ; un espace public médiatique qui provoque l'événement, ce pourquoi on peut dire qu'il existe un mode discursif de l'« événement provoqué » »<sup>26</sup>. Dans ce cas, le quotidien madrilène n'invente pas l'évènement mais cherche à le transposer dans la réalité nationale. En tant que média reconnu, il a le pouvoir d'insuffler de l'importance à un fait divers. Il indique aux lecteurs ce qui est important et s'inscrit dans une démarche de conditionnement de l'opinion publique.

Une autre façon pour mettre en avant un évènement au détriment d'un autre est de le placer dans un lieu stratégique du journal comme la *Une*, la dernière page ou une rubrique jugée importante. Symboliquement, le rubricage de l'information permet donc de communiquer la

---

<sup>25</sup> LAFUENTE Ismael. La situación en España. *El País*. 18 février 1977, p. 21.

<sup>26</sup> CHARAUDEAU, *op. cit.*, chapitre 12.



portée d'un sujet au public. Ainsi, ce qui a trait au divorce se trouve majoritairement dans *Nacional* pour *El País* et *España* pour *La Vanguardia* alors que les articles concernant la contraception se concentrent plutôt dans des pages mineures comme *Sociedad* (*El País*) et *Barcelona* ou *Cataluña* (*La Vanguardia*). La mise en page participe donc au processus d'événementialisation. À cette étape, les choix des journaux ont un impact sur la vision que les lecteurs se forgeront de la nouvelle. Implicitement, ils leur indiquent s'ils doivent, ou non, s'intéresser à ce qui se passe au Parlement – cas du divorce – ou s'ils doivent faire pression pour modifier la loi – cas de l'avortement –.

Enfin, la presse s'influence elle-même, elle s'auto-alimente. En effet, si une rédaction propose un sujet inédit qui « prend », c'est-à-dire qui commence à intéresser le public ou d'autres titres, alors ce sujet peut rapidement faire l'objet de toute l'attention publique. Dès lors, l'intégralité des journaux, même ceux qui ne se seraient pas spontanément passionnés pour la question, sont contraints de la traiter. C'est le cas lors du procès des onze de Bilbao, à l'automne 1979. *El País* commence à en parler dès le 6 octobre, tout comme l'édition sévillane d'*ABC*<sup>27</sup>. Plus tard, d'autres titres se mettent également à publier des articles. C'est le cas de l'hebdomadaire *Triunfo* ou d'*ABC Madrid*, les 20 et 21 octobre<sup>28</sup>. *La Vanguardia* lui, ne renseigne le lecteur qu'à partir du 26 octobre, jour de l'ouverture du procès<sup>29</sup>. De fait, étant donné que ses confrères ont fait de ce fait divers une affaire médiatique, il ne saurait l'ignorer complètement. Cependant, il est clair qu'il ne la considère pas comme un sujet de grande importance puisque, pour couvrir le procès, il ne fournit qu'un résumé de l'agence Europa Press, perdu en page 27 alors qu'*El País* en fait sa *Une* et mobilise une journaliste pour suivre les discussions<sup>30</sup>. Le quotidien catalan, pourtant au fait des choix éditoriaux de ses collègues, a laissé passer presque trois semaines avant d'évoquer l'affaire, signe qu'elle ne le passionne pas. Il s'est toutefois vu contraint d'en parler au moment crucial du procès, puisque, de toute évidence, les autres médias allaient le faire et qu'il ne pouvait pas donner l'impression de ne pas connaître cette affaire. Par conséquent, les journaux exercent une pression les uns sur les autres. Selon Roselyne Ringoot et Denis Ruellan,

---

<sup>27</sup> PRADES Joaquina. Incidentes en varios ayuntamientos al tratar la despenalización del aborto. *El País*. 6 octobre 1979, p. 15 et Suspendidos los plenos de Bilbao y de Lejona por desorden público. *ABC Sevilla*. 6 octobre 1979, p. 6.

<sup>28</sup> FERNÁNDEZ Aurora. Once mujeres en el banquillo. *Triunfo*. 20 octobre 1979, p. 30-31 et Concentraciones y encierros de mujeres en varias ciudades. *ABC*. 21 octobre 1979, p. 5.

<sup>29</sup> Hoy, en Bilbao, juicio..., art. cit.

<sup>30</sup> PRADES Joaquina. El juicio de Bilbao puede ser suspendido. *El País*. 26 octobre 1979, p. 1 et 20.

les journalistes représentent un public particulier du journalisme qui surveille la production des confrères envisagés comme sources possibles ou comme concurrents à surpasser. La sociologie professionnelle a aussi démontré que le jugement des pairs est un élément pesant très fort sur les motivations et les actes des journalistes au travail<sup>31</sup>.

Lorsqu'un titre de presse événementialise un sujet et que ce sujet est repris par d'autres rédactions, alors il est considéré comme viable et devient un fait d'actualité. Les journaux s'auto-alimentent d'informations. En ce sens, un quotidien respecté est capable d'imposer un thème aux autres médias et donc d'offrir un écho social à ce thème qu'il a choisi. Pour autant, on est en droit de se demander si les journaux sont capables de l'imposer aux députés car, *in fine*, ce sont eux qui proposent et votent les lois.

Il est vrai qu'*El País* et *La Vanguardia* s'adressent directement à la classe politique. On l'a vu dans le cas du divorce, ils lui demandent d'accélérer la promulgation du texte alors que dans celui de l'avortement, ils réclament un débat national. Les journaux exercent donc – ou du moins espèrent voire feignent d'exercer – une pression sur le Parlement. Certes, les députés peuvent ignorer l'appel médiatique. Par exemple, l'UCD fait fi des sollicitations et jamais n'engage de réflexion autour de la dépénalisation de l'avortement. Néanmoins, la classe politique a tout de même intérêt à écouter ce que disent les journalistes car les négliger peut entraîner des conséquences néfastes, les médias disposant d'un autre pouvoir pour influencer l'opinion : la mise à l'agenda.

## **VIII. 1. C. La mise à l'agenda influence les débats : le cas de l'avortement**

En effet, ce sont, entre autres, les journalistes qui décident des sujets à aborder. La classe politique dépend du truchement médiatique pour que son message parvienne efficacement aux citoyens. Certes, les intérêts médiatiques et politiques peuvent coïncider. Une annonce officielle du président du gouvernement a toutes les chances de faire la *Une* des quotidiens et l'ouverture des journaux radiophoniques et télévisés. Néanmoins, les médias ne sont pas au service des dirigeants politiques<sup>32</sup>. Les informations qu'ils publient sont même susceptibles de leur causer

---

<sup>31</sup> RINGOOT Roselyne, RUELLAN Denis. Pairs, sources et publics du journalisme. In : OLIVESI, *op. cit.*, p. 63-77, p. 75.

<sup>32</sup> La presse et la radio, et dans une bien moindre mesure, la télévision.

du tort, par exemple dans le cas de la prétendue collusion entre l'Église et les députés démochrétiens de l'UCD.

Il existe donc une relation d'interdépendance entre médias et figures politiques. Les premiers ont besoin d'information et de spectacle, les seconds, de notoriété et de crédibilité. Ainsi, la presse, la télévision et la radio n'élaborent pas les lois mais ont la capacité d'agir sur l'image des personnages publics. Pour être reconnus par les électeurs, il faut que les partis existent médiatiquement. Or, s'ils ne se positionnent pas sur les sujets d'actualité, alors les médias ne parleront pas d'eux, ils perdront en couverture médiatique et donc, potentiellement, en popularité. La mise à l'agenda influence donc l'image de la classe politique.

C'est le cas du centre et de la droite espagnole à propos de la dépénalisation de l'avortement. Leur refus de débattre sur le sujet a joué en leur défaveur. Dans *El País* en l'occurrence, les séquences médiatiques tournées vers l'avortement bénéficient systématiquement à la gauche et à ses idéaux, essentiellement incarnés par le PCE et le PSOE.

D'ailleurs, dès la réouverture du procès des onze de Bilbao, les deux partis se saisissent du problème des avortements clandestins en Espagne. Au-delà d'une préoccupation qui peut être tout à fait sincère, ce choix relève aussi d'un mouvement stratégique. Les récits des femmes présumées coupables mais victimes de la pauvreté culturelle et sociale émeuvent la société. Exprimer sa solidarité et son empathie à l'égard des accusées a donc un intérêt pour la communication du PSOE et du PCE. Ces derniers se présentent dans leur humanité face à des partis comme UCD ou AP (appelé CD, nom de sa coalition électorale, en 1979) dont le silence trahirait l'intransigeance. Par ailleurs, ils prouvent qu'ils ne se dérobent pas mais au contraire agissent dans une affaire sensible qui peut devenir – et qui deviendra – charnière. Ils se montrent à la hauteur de l'Histoire.

La mise à l'agenda de l'avortement débute en octobre 1979, lors de la réouverture du procès des onze de Bilbao. La gauche s'exprime alors publiquement et *El País* retranscrit ses propos à travers une *Une* qui débute de la façon suivante :

Representantes del Partido Socialista Obrero Español y del Partido Comunista de España anunciaron ayer en Bilbao que sus respectivas formaciones políticas van a acelerar los trámites para una futura ley que regule el aborto, que tenían prevista a más largo plazo, ante la magnitud de la sensibilidad popular que se ha desatado en torno al juicio de las once mujeres procesadas en Bilbao<sup>33</sup>.

---

<sup>33</sup> PRADES Joaquina. Suspendido el juicio contra las procesadas de Bilbao. *El País*. 27 octobre 1979, p. 1 et 17.

Les partis prétendent avoir préalablement travaillé sur un projet de loi mais avouent également répondre à l'émotion populaire. Eux-mêmes cherchent donc à s'inscrire dans le registre des sentiments. Ici, *El País* les aide à faire valoir leur compassion auprès du public. Ils ne se présentent pas comme des technocrates sans cœur, mais comme des citoyens ordinaires, touchés par le destin des accusés et c'est sur cette idée que s'ouvre le journal. Les communistes se prononcent d'ailleurs officiellement pour la relaxe des accusées, comme l'indique ce titre du 12 octobre : « El PCE pide indulto para las mujeres acusadas de supuestas prácticas abortivas »<sup>34</sup>. À cette époque, le parti est en avance sur son engagement et sur la rédaction de son projet de loi et il en offre la primeur aux médias<sup>35</sup>. Il souhaite notamment défendre des propositions de modification du Code pénal et mener une politique informative ambitieuse sur les moyens de contraception<sup>36</sup>.

Quelques mois plus tard, l'émotion est retombée mais ce sont à nouveau le PCE et le PSOE qui accaparent le protagonisme des sujets liés à l'avortement en proposant une série d'amendements au projet *ucédiste* de réforme du Code pénal :

Los grupos parlamentarios Comunista y Socialista presentaron ayer al Congreso de los Diputados las enmiendas al proyecto de ley orgánica de reforma del Código Penal elaborado por UCD, y en sendos paquetes de enmiendas (más de 680 por parte del PSOE y casi quinientas por parte del PCE) están incluidas las referentes a la despenalización del aborto<sup>37</sup>.

Le PCE anticipe déjà la future loi de dépénalisation de l'avortement :

el Grupo parlamentario Comunista lo primero que solicita es que el apartado del Código Penal que contempla el aborto punible esté separado del título genérico de “delitos contra la vida e integridad personal”, tal y como se contempla en el texto centrista, por considerar que el aborto en sí no atenta contra la vida de las personas. Para el artículo 162, los comunistas proponen que sea sustituido por la siguiente redacción: “El que produjere un aborto con el consentimiento de la mujer fuera del plazo y de las indicaciones establecidas por la ley será castigado con la pena de prisión de seis meses a dos años”<sup>38</sup>.

---

<sup>34</sup> PRADES Joaquina. El PCE pide indulto para las mujeres acusadas de supuestas prácticas abortivas. *El País*. 12 octubre 1979, p. 15.

<sup>35</sup> Le texte en *Une* de l'article du 27 octobre suggère que le PSOE a déjà commencé à travailler sur un projet de loi avant l'affaire des onze de Basauri. Néanmoins, en page 17, la chose est moins claire puisque les députés annoncent que c'est la mobilisation populaire qui les pousse à agir : « ante la “enorme presión popular” dijeron se cambiaron los postulados y ahora el PSOE se definía, sin ambigüedades, partidario de la regulación del aborto », PRADES, Suspendido..., art. cit.

<sup>36</sup> PRADES, El PCE pide..., art. cit.

<sup>37</sup> PRADES Joaquina. Propuestas del PSOE y del PCE para despenalizar el aborto. *El País*. 1 mai 1980, p. 13.

<sup>38</sup> *Ibid.*

Le lecteur apprend que le PCE prévoit un système basé sur un délai légal pour avorter, plutôt que sur une série de causes mais que cet acte sera également possible à tout moment en cas de malformations du fœtus ou de risques pour la vie de la mère. Quant au PSOE, sa position n'est pas claire. Selon *El País*,

Parece que el grupo parlamentario del PSOE ha suprimido la mención a la posibilidad de abortar voluntariamente dentro de los primeros noventa días por causas sociales y económicas –causas que, en la práctica, significan de hecho el aborto libre–, para reducirlas a las médicas o eugenésicas. Esta posible modificación, no confirmada, causó ayer un fuerte impacto en otros sectores del partido<sup>39</sup>.

Malgré les doutes socialistes, l'article est tout de même à l'avantage du PSOE et du PCE. Il démontre qu'ils s'impliquent sérieusement sur un sujet qui ne laisse pas indifférent. Le fait que leur positionnement corresponde ou non aux aspirations de la majorité de Espagnols est secondaire. Le plus important ici est de montrer qu'ils sont au travail, qu'ils tentent de régler une situation que d'autres partis, y compris celui qui gouverne le pays, négligent.

Deux semaines plus tard, les communistes présentent leur projet de loi aux médias, un projet censé compléter leurs premiers amendements à la réforme du Code pénal<sup>40</sup>. *El País* y consacre un long article. Il détaille le texte, en transcrit quelques bribes, justifie la préférence pour le système de délais et précise de quelles législations européennes les communistes s'inspirent. Ce type de sujet prouve que la question a été débattue, réfléchi et que la réponse apportée est élaborée et semble viable. Le journal souligne le sérieux de l'engagement du PCE. De fait, un an plus tard, lorsque le texte est finalement présenté officiellement au Parlement, *El País* met en exergue le sens du devoir de Santiago Carrillo : « Finalmente, Carrillo reconoció que este tema le podía costar al PCE la pérdida de votos, “pero no es una cuestión electoral, sino de principios”, afirmó »<sup>41</sup>.

Enfin, lorsque le journal invite une figure politique à s'exprimer sur l'avortement, c'est une personne de gauche qui prend la parole, à l'instar de Carmen Roney, membre du comité central du PCE, qui défend le projet de loi dans une tribune publiée en mai 1982<sup>42</sup>.

Face à l'engagement de la gauche, le silence presque total de l'UCD et d'AP (CD) isole ces partis et leur porte préjudice. En effet, la décision de dépénaliser au moins partiellement l'avortement semble faire consensus auprès des autres formations politiques. En mai 1980, *El*

---

<sup>39</sup> *Ibid.*

<sup>40</sup> PRADES Joaquina. El PCE presentará al Congreso una proposición de ley sobre el aborto. *El País*. 16 mai 1980, p. 12.

<sup>41</sup> El grupo Parlamentario Comunista..., art. cit.

<sup>42</sup> RONEY Carmen. El aborto, una ley necesaria. *El País*. 10 mai 1982, p. 6.

*País* rappelle que « puede afirmarse que prácticamente la totalidad de los grupos parlamentarios con una implantación numérica considerable en el Congreso han pedido a UCD la despenalización del aborto »<sup>43</sup>. Quelques jours plus tard, le journal insiste : « el PSOE es favorable a su regulación por el sistema de plazos, al igual que el PCE; las minorías vasca y catalana lo son del sistema de indicaciones médica, ética y eugenésica, y el PSA aboga por la despenalización sin más »<sup>44</sup>. Par ailleurs, une fois que le PCE présente officiellement sa proposition de loi, la réaction du PSOE suggère que la question est si importante qu'elle dépasse les clivages et stratégies politiques : « El PSOE puede apoyar la proposición comunista de ley de aborto »<sup>45</sup>. UCD et AP semblent donc seuls contre toutes les autres tendances politiques. Ils sont majoritaires au Parlement puisque leurs députés occupent 181 des 350 sièges du Congrès et 108 des 207 sièges du Sénat. Pourtant, médiatiquement, *El País* parle d'eux comme d'une minorité. Le journal déforme donc la réalité en faveur de la gauche.

Ainsi, dès que l'avortement se trouve programmé dans l'agenda médiatique, ce sont les communistes et les socialistes qui tirent leur épingle du jeu. Ce sont d'eux dont il est question, ce sont eux qui bénéficient de l'espace médiatique pour s'adresser aux lecteurs et développer leurs arguments. Même *La Vanguardia* y fait davantage référence, alors qu'il ne partage pas leur idéologie. Il informe de la proposition de loi du PCE mais aussi de la volonté du parti de retarder les débats autour de cette loi afin d'avoir le temps de mener une campagne de sensibilisation nationale<sup>46</sup>. Les médias – et par conséquent au moins une partie du public – associe ce sujet à la gauche puisque c'est la gauche qui s'exprime. Cela explique aussi en partie pourquoi *La Vanguardia*, idéologiquement plus à droite qu'*El País*, publie moins d'articles que lui sur la question. Il est vrai que le journal en tant qu'institution aurait pu en profiter pour critiquer la démarche de la gauche, à travers un ou plusieurs éditoriaux. Néanmoins, cela l'aurait contraint à dévoiler sa propre position ou simplement à entamer une réflexion sur la question au sein du journal. En effet, rien ne prouve que les responsables de la rédaction et les membres de la direction partagent le même sentiment vis-à-vis de la dépénalisation de l'avortement.

La mise à l'agenda de la thématique de l'avortement bénéficie donc aux partis de gauche c'est pourquoi elle exerce une influence sur les débats. Si au Parlement, chaque option politique

---

<sup>43</sup> PRADES Joaquina. Las minorías vasca y catalana han solicitado a UCD la despenalización de un aborto restringido. *El País*. 11 mai 1980, p. 13.

<sup>44</sup> PRADES, El PCE presentará..., art. cit.

<sup>45</sup> AGUILAR José. El PSOE puede apoyar la proposición comunista de ley de aborto. *El País*. 19 juin 1981, p. 14.

<sup>46</sup> Proposición de ley comunista sobre el aborto. *La Vanguardia*. 17 mai 1980, p. 12 et PCE: Retrasar el debate sobre el aborto. *La Vanguardia*. 12 février 1982, p. 11.

est représentée proportionnellement aux votes qu'elle a obtenus lors des élections, dans *El País* notamment, ce n'est pas le cas. Les idées défendues par le PSOE et le PCE sont surreprésentées.

En définitive, l'opinion publique se nourrit de l'opinion médiatique. Certes, les lecteurs n'adhèrent pas automatiquement à l'intégralité de ce que publient les journaux mais il n'en reste pas moins que la presse nourrit la réflexion. *El País* et *La Vanguardia* activent les débats sur l'avortement et le divorce et proposent une série d'arguments, des arguments susceptibles d'alimenter les conversations personnelles entre les citoyens.

On ne saurait affirmer que les journaux suscitent la réaction de l'intégralité du public. C'est impossible à prouver sans une étude approfondie de la réception. De fait, même un travail sur le courrier des lecteurs serait insuffisant puisque, comme le confie le journaliste Joseph Macé-Scaron à Érik Neveu, « le courrier des lecteurs n'est pas une bonne indication, c'est une frange très typée du lectorat qui s'exprime »<sup>47</sup>. En revanche, ce qui est clair c'est qu'*El País* intéresse et fait réagir les intellectuels et figures publiques, c'est-à-dire des leaders d'opinion tels que les définit Paul Lazarsfeld dans les années 1950<sup>48</sup>. Les deux journaux, du fait de leur chiffres de vente et de leur statut de référence médiatique, ont donc un impact sur les intellectuels et les décideurs.

Enfin, la mise à l'agenda de l'avortement dans *El País* favorise les intérêts de la gauche espagnole. Les quotidiens peuvent donc exercer une certaine influence sur l'évolution des lois, une influence qu'ils recherchent et cultivent.

## **VIII. 2. Une influence recherchée par *El País* et *La Vanguardia***

De fait, les journaux n'expriment pas uniquement leur point de vue dans les éditoriaux. Si ces derniers représentent leur ligne officielle, la rédaction dispose également d'autres moyens pour se faire entendre. Parmi ces leviers d'expression et de possible conditionnement, nous étudierons d'abord l'ambiguïté de la limite entre information et opinion qui règne dans certains articles concernant le divorce et l'avortement. Cette ambiguïté semble tantôt involontaire, elle

---

<sup>47</sup> NEVEU Érik. Entretien avec des journalistes politiques. In : *Mot : les langages du politique*. Décembre 1993, n° 37, p. 87-105, p. 98.

<sup>48</sup> MAIGRET, *op. cit.*, p. 71.

ne soutient alors aucun projet politique concret, et tantôt intentionnelle, en particulier lorsqu'elle favorise une ligne idéologique au détriment d'une autre. Par la suite, nous nous intéresserons au choix de l'angle des articles qui a tendance à n'offrir qu'un point de vue très partiel au lecteur. Enfin, nous constaterons que la façon de présenter les sources participe, elle aussi, aux stratégies argumentatives.

## **VIII. 2. A. Les limites troubles entre communiquer une information et faire part d'une opinion**

*El País* et *La Vanguardia* publient fréquemment des articles présentés comme informatifs mais qui pourtant communiquent une opinion personnelle. Dans certains cas, la limite entre information et opinion est floue.

Tout d'abord, il arrive que les quotidiens ne soient pas clairs quant à la personne qui s'exprime. Parfois, le journaliste emprunte un mot ou une expression à un acteur public sans utiliser de guillemets. Si dans la plupart des cas, l'oubli n'a pas de conséquence, il peut parfois semer le doute auprès du public. Ce type de situations se rencontre particulièrement dans *La Vanguardia*. Par exemple, dans un article d'octobre 1981, la journaliste Matilde P. Márquez présente *Los hijos ante el divorcio*, un essai écrit par le médecin Romain Liberman<sup>49</sup>. En débutant la lecture, on pourrait croire qu'il ne s'agit pas d'une critique littéraire mais d'une tribune d'opinion dans laquelle la journaliste fait part de son point de vue à propos du divorce.

En effet, Matilde P. Márquez ne rédige aucune introduction ou chapeau qui indiquerait qu'elle partage son avis sur un ouvrage. La titraille ne donne pas davantage d'information. Le surtitre, « víctimas inocentes de la desestabilización familiar » renvoie bien au contenu de l'article mais n'indique pas qu'il s'agit d'une critique littéraire et n'apporte pas d'éclaircissement au sujet de l'instance d'énonciation. Quant au titre, « Los hijos ante el divorcio », il n'est ni en italique, ni entre guillemets. Avant d'entrer dans le corps du texte, il est donc presque impossible pour le lecteur de comprendre qu'il s'agit en réalité du nom de l'essai.

L'article s'étend sur 195 lignes et ce n'est qu'à la 96<sup>e</sup> qu'apparaît le nom du médecin et que l'on comprend que la journaliste parle de son livre : « un estudio psicopatológico y médico-social, realizado por el neuropsiquiatra infantil doctor Romain Liberman, que trabaja en los

---

<sup>49</sup> MARQUEZ Matilde P. Los hijos ante el divorcio. *La Vanguardia*. 22 octobre 1981, p. 39.



confines de lo normal, en esa zona sombría en que la Justicia, sabiéndose torpe e impotente, trata a tientas de reparar los daños de sus ciegas sentencia »<sup>50</sup>. Ensuite, c'est à la 109<sup>e</sup> ligne seulement que l'on apprend que le titre de l'article est en fait celui de l'essai : « en su obra “Los hijos ante el divorcio” Romain Liberman, testimonia la zozobra cotidiana de niños condenados a ir de fracaso en fracaso »<sup>51</sup>. C'est à partir de ce passage seulement que les propos de la journaliste se différencient clairement du discours du médecin qu'elle est en train de rapporter. La confusion dans les instances d'énonciation règne donc durant la première moitié de l'article.

Certes, il est vrai que le nom du livre et de son auteur figurent dans le paratexte. Toutefois, l'information est séparée par un trait noir du texte. Elle se situe en-dessous de l'article et du nom de son autrice. Elle est donc nettement détachée et n'attire pas l'œil au premier abord. De même, le sujet paraît sous l'encart « Libros » donc le lecteur sait qu'il s'agira d'une critique littéraire mais il est impossible de savoir que Matilde P. Márquez est la commentatrice et non l'autrice du livre. De plus, le fait de saisir la nature de l'article et l'identité de chacun des locuteurs n'évite pas de confondre l'opinion de la journaliste avec celle du médecin. D'ailleurs, l'introduction commence par :

Algunos pretenden que el hijo del divorcio no existe; lo que existe es el hijo del conflicto. El niño sufre gravemente por la falta de amor en el período que precede el divorcio, sobre todo si es conflictivo. Este sufrimiento que se traduce en el temor de la separación sin pérdida de la esperanza no es comparable con la zozobra que marca la ruptura familiar del divorcio y señala en el nivel profundo del niño un fracaso definitivo de la pareja de padres con respecto a él<sup>52</sup>.

Sans avoir lu les travaux de Romain Liberman, il est impossible de savoir s'il s'agit ici de son avis ou de celui de Matilde P. Márquez, y compris après avoir terminé la lecture de l'article. Or, c'est problématique puisqu'il s'agit d'une opinion qui n'est pas universellement partagée puisque, comme l'écrit la journaliste elle-même, certains estiment que les enfants ne souffrent pas du divorce<sup>53</sup>. Il serait donc intéressant pour le lecteur de savoir si ce point de vue résulte de l'expertise du médecin ou n'est qu'un *a priori* de l'autrice de l'article. Dans le second cas, l'affirmation perdrait son caractère péremptoire.

---

<sup>50</sup> *Ibid.*

<sup>51</sup> *Ibid.*

<sup>52</sup> *Ibid.*

<sup>53</sup> C'est ce qu'explique par exemple l'avocat Luis Zarraluqui dans une interview accordée à Félix Pujol pour *La Vanguardia*. À son avis, c'est la mésentente des parents qui perturbe les enfants, pas leur séparation. PUJOL Félix. Luis Zarraluqui, divorcio, sí; diorcio, no. *La Vanguardia*. 19 mars 1980, p. 25.

Le départ *in medias res* de l'article n'est pas une tentative de manipulation de l'opinion de la part de Matilde P. Márquez. Le sort des enfants n'est pas un enjeu du projet de légalisation du divorce et, dans tous les cas, le texte est déjà paru au Bulletin officiel depuis plusieurs mois lorsque paraît la critique. En revanche, il s'agit probablement d'un effet de style bel et bien recherché par la journaliste, d'une façon pour elle de faire entrer le lecteur de plein pied dans la thématique de l'article.

Cet exemple prouve l'intérêt de disposer d'un livre de style qui fixe les règles permettant de systématiser la rédaction et donc d'offrir au lecteur plus de clarté. En 1981, *La Vanguardia* n'a pas encore établi de différence typographique entre les articles d'opinion et d'information. Ce n'est que le contexte et l'habitude – les noms des chroniqueurs, la place des textes et leurs titres se répètent au fil des éditions – qui permettent de distinguer les types de textes. Il faudra attendre 1986 pour que le journal publie son *Libro de redacción*<sup>54</sup>.

Ainsi, au cours de la période étudiée, plusieurs articles concernant le divorce frôlent la limite qui sépare l'information et l'opinion. C'est aussi le cas des articles signés par Joaquín Hospital i Rhodes. Sans marqueurs typographiques clairs, il faut être un lecteur régulier pour savoir que « En torno a las leyes » est le nom de sa chronique, et pas un surtitre, d'autant que le journaliste est parfois ambigu quant à sa propre subjectivité<sup>55</sup>. Ces situations d'énonciation équivoques sont parfois recherchées, non pas dans le but d'influencer mais plutôt pour apporter un effet de style à l'article. Il n'en reste pas moins qu'elles brouillent la communication du journal.

En revanche, un choix plus conscient d'orientation de l'opinion réside dans la sélection de la nouvelle. En effet, on l'a dit, la presse joue un rôle important dans le choix des informations qui deviendront l'*information*. Elle participe à faire d'un évènement, une nouvelle. Or, *El País* et *La Vanguardia* réalisent parfois des choix différents pouvant avantager un courant d'opinion au détriment d'un autre. Par exemple, le quotidien catalan publie des manifestes anti-avortement. Son confrère, lui, ne le fait jamais. Ainsi, en mai 1979, *La Vanguardia* relaye celui de l'association FERT (Asociación Familiar de Educación y Relaciones Tutoriales) dans un article intitulé « La familia progresiva defiende el derecho a nacer »<sup>56</sup>. Le texte se compose d'une introduction, de quelques extraits des points les plus importants du manifeste et d'un résumé des points secondaires. En plus d'exposer l'idéologie

---

<sup>54</sup> CASASÚS GURI Josep Maria (coord.). *Libro de redacción*. Barcelona : La Vanguardia, 1986, 280 p.

<sup>55</sup> Par exemple, dans : HOSPITAL I RHODES Joaquín. La difícil paz conyugal. *La Vanguardia*. 10 avril 1980, p. 24.

<sup>56</sup> La familia progresiva defiende el derecho a nacer. *La Vanguardia*. 13 mai 1979, p. 23.

de FERT aux lecteurs, *La Vanguardia* signale que l'association côtoie des personnalités estimées et appréciées par la rédaction : « El manifiesto fue entregado al president de la Generalitat, honorable Josep Tarradellas »<sup>57</sup>. Il choisit également de définir les membres du FERT comme des représentants de la « famille progressive ». Or, il est probable qu'il s'agisse d'une coquille et que le journal veuille en réalité signifier *progressiste*, ce qui montrerait son soutien à l'égard de l'association.

Un an plus tard, lorsque *La Vanguardia* publie un autre manifeste, l'intitulé choisi est tout aussi révélateur : « Manifiesto a favor del prenacido ». En effet, « prenacido » n'est pas un terme quelconque. Il est généralement utilisé par ceux qui s'opposent à l'avortement et n'apparaît pas dans le dictionnaire de l'Académie espagnole. Il permet d'éviter les termes trop médicaux d'« embryon » ou de « fœtus » et d'humaniser cet être en formation, de lui donner une existence plus tangible. Or, dans le titre, « prenacido » n'est ni entre guillemets ni en italique, c'est-à-dire que *La Vanguardia* l'utilise comme un mot quelconque. Il n'a recours à aucun signe typographique pour le mettre à distance.

Le quotidien estime donc qu'il doit informer les lecteurs de la parution des manifestes anti-avortement et il ne prend pas de précaution particulière pour se désolidariser des idées défendues par les groupes qui les signent. Pour lui, il s'agit de nouvelles comme les autres. *El País* fait le choix inverse. Il ne relaye jamais aucun manifeste de ce type. Par conséquent, chacun, à sa façon, utilise son pouvoir de sélection de l'information pour avantager le courant d'opinion qu'il défend. De plus, on remarque que *La Vanguardia* peut se montrer à nouveau ambigu lorsqu'il relaye certaines expressions telles que « prenacido », le lecteur ne sait alors pas si le journal se limite à les transmettre ou s'il les assume. Or, que ce soit inconscient ou intentionnel, la confusion des instances énonciatives participe elle aussi à brouiller les limites entre information et opinion. Si un journal aussi respecté en Catalogne que *La Vanguardia* assume des paroles et arguments anti-avortement, cela signifie que ces derniers sont acceptables. Les lecteurs indécis pourraient donc prendre exemple sur leur journal en les assumant eux aussi, ne serait-ce que par inertie de leur pensée critique. En ce sens, les quotidiens peuvent exercer une influence sur l'opinion des citoyens et, *in fine*, sur l'évolution législative. Leur autorité et leur respectabilité légitime certains courants d'opinion.

De fait, en plus de la sélection de l'information, le choix des titres est lui aussi propice aux équivoques et représente un des outils pour « dire sans dire ». Par exemple, lorsque les Italiens optent majoritairement pour le « non » lors des référendums de mars 1981, *El País* et

---

<sup>57</sup> *Ibid.*

*La Vanguardia* communiquent différemment autour de la nouvelle. Le barcelonais titre « Aborto: se mantiene la ley permisiva » et le madrilène, « Los italianos decidieron mantener sin cambios la vigente ley del aborto »<sup>58</sup>. La seconde formulation est plutôt neutre. La première l'est moins. Elle trahit en partie le sentiment de son auteur ou d'un de ses collègues qui aurait retouché le titre, car définir la loi comme « permissive » est un jugement partial.

Certes, on pourrait arguer qu'il ne s'agit que d'une simplification dans la formulation visant à rendre l'information plus claire pour le lecteur. Néanmoins, cette explication n'est pas convaincante. En effet, dans le référendum se trouvent deux questions relatives à deux projets différents pour modifier la loi. Le premier projet, proposé par des associations catholiques, vise à restreindre l'accès à l'avortement. L'autre, rédigé par le parti radical, cherche au contraire à l'élargir. Donc, s'il avait fallu désigner une des trois options – loi en vigueur, projet catholique et projet radical – comme « permissive », alors, logiquement, les journalistes auraient dû choisir la proposition du parti radical puisque c'est la plus souple des trois. Dans ce cas, il aurait effectivement pu s'agir d'un raccourci commode afin que l'information soit plus claire pour le public espagnol. Or, ce n'est pas le cas puisque l'adjectif permissif renvoie à la loi en vigueur. À travers ce titre, *La Vanguardia* oriente donc l'opinion des lecteurs. Le journaliste donne son avis sur la législation italienne concernant l'avortement qui lui semble très voire trop souple.

Par ailleurs, *El País* et *La Vanguardia* font des choix de titres surprenants puisque ces derniers contiennent parfois les mots « divorce » et « avortement » alors que les articles évoquent à peine ces thématiques. C'est le cas dans « Sabadell: Se solicita la legalización del divorcio », publié en décembre 1976 par *La Vanguardia*<sup>59</sup>. La lecture du titre donne à penser que le divorce sera le thème central de l'article. Pourtant, il n'en est rien puisque sur les 95 lignes de texte, seules neuf y font référence. La nouvelle n'est pas non plus spécialement transcendante puisque l'on apprend simplement que le conseil municipal de cette petite ville réclame une loi sur le divorce et, en attendant le nouveau texte, le rétablissement de la loi catalane de 1932. Or, il va sans dire que le positionnement du conseil municipal de Sabadell ne marque pas de tournant dans l'avènement du divorce en Espagne. Par ce titre, *La Vanguardia* peut chercher à montrer aux lecteurs que la prompte légalisation du divorce est une mesure qui fait l'unanimité et que toute l'Espagne la réclame, y compris au sein des conseil municipaux des villes de taille moyenne.

---

<sup>58</sup> ANGLADA Martí. Aborto: se mantiene la ley permisiva. *La Vanguardia*. 19 mai 1981, p. 5-6 et ARIAS Juan, ESTÉVEZ Jesús. Los italianos decidieron mantener sin cambios la vigente ley del aborto. *El País*. 19 mai 1981, p. 2.

<sup>59</sup> VALLS Y VILA Jaume. Sabadell: Se solicita la legalización del divorcio. *La Vanguardia*. 14 décembre 1976, p. 44.

De même, en novembre 1981, *El País* propose une interview de Melina Mercuri, ministre grecque de la Culture et de la Science, interview qu'il intitule « El Gobierno socialista griego presentará en breve un proyecto de ley del aborto »<sup>60</sup>. Pourtant, sur les 161 lignes de l'article, seulement deux se réfèrent à l'avortement, lorsque la ministre dit : « vamos a proponer una ley del aborto ». Elle n'ajoute aucune indication et le journal ne pose pas plus de questions à ce propos. Bien que le lecteur n'apprenne rien sur cette hypothétique loi, c'est cette information qui se trouve dans le titre. Comme le fait *La Vanguardia* dans le cas du divorce, *El País* peut chercher à attirer l'attention du lecteur sur un sujet qui lui tient à cœur, celui de la dépénalisation de l'avortement. À travers le choix du titre, il insiste sur le retard de l'Espagne à l'égard de l'évolution législative. De fait, les Grecs ont en commun avec les Espagnols d'être récemment sortis d'un régime dictatorial. Or, le gouvernement grec est déjà en train de légiférer sur la question alors qu'elle n'est pas à l'ordre du jour en Espagne. *El País* souligne ce décalage.

D'ailleurs, l'intention du journal est d'autant plus claire que dans son livre de style, il est écrit que « los titulares sirven para centrar la atención del lector sobre una noticia e imponerle de su contenido »<sup>61</sup>. Si le titre ne correspond pas au contenu de l'article ou bien seulement à un infime pourcentage, alors il ne respecte pas ce principe de base. Il a donc un autre intérêt.

Par conséquent, tout amène à penser que les quotidiens cherchent à attirer le lecteur grâce à certains sujets phares, dans notre cas ceux du divorce et de l'avortement. Ces derniers servent donc de « produits d'appel » pour inciter le consommateur à lire. Ils facilitent sa captation. Ainsi, pour un lecteur qui n'habite pas à Sabadell, le compte-rendu du conseil municipal n'a d'attractivité que dans la mesure où il mentionne un sujet d'intérêt national : la légalisation du divorce. D'ailleurs, cette volonté de captation est encore plus manifeste dans d'autres exemples comme l'article de *La Vanguardia* intitulé « Divorcio: los temas más conflictivos, a debate »<sup>62</sup>. L'objectif de ce titre est d'attirer le chaland dont le journal suppose le goût pour la polémique.

Il est également possible qu'en inscrivant artificiellement le divorce et l'avortement au cœur des préoccupations d'autres acteurs publics, les journaux cherchent à se justifier dans la mesure où ils montrent ainsi que ces thématiques intéressent le tout un chacun depuis le gouvernement grec jusqu'au conseil municipal de Sabadell, c'est-à-dire que ce ne sont pas eux,

---

<sup>60</sup> MUÑOZ Manuel. El Gobierno socialista griego presentará en breve un proyecto de ley del aborto. *El País*. 3 novembre 1981, p. 2.

<sup>61</sup> ALONSO, *op. cit.*, p. 14.

<sup>62</sup> Divorcio: los temas más conflictivos, a debate. *La Vanguardia*. 22 mars 1981, p. 9.

médias, qui s'obsèdent pour les sujets du divorce et de l'avortement en les faisant exister artificiellement mais qu'ils sont bien au cœur de l'intérêt public.

Enfin, le choix de ce genre de titre sert parfois la ligne idéologique des journaux. Par exemple, à l'occasion du congrès des « jeunes d'AP » de 1981, *El País* annonce : « La rama juvenil de AP, contra la ley del Divorcio y el aborto »<sup>63</sup>. La formulation s'avère imprécise voire trompeuse car un lecteur qui ne ferait que parcourir rapidement les pages pourrait penser que les jeunes militants s'opposent au principe même de la dissolution des mariages. Cependant, au milieu de l'article, le journaliste précise : « se acordó el rechazo de la actual ley del Divorcio »<sup>64</sup>, ce qui modifie considérablement le sens de l'information puisque l'adjectif « actual » induit que ce n'est que le type de divorce ratifié que rejettent les militants.

À travers la formulation du titre, *El País* insiste sur le conservatisme de la branche jeunesse d'Alianza Popular, d'autant plus que l'article paraît le 30 décembre 1981, soit plusieurs mois après la légalisation du divorce. Le journal montre donc que les militants s'obstinent à s'opposer à un texte non seulement populaire mais également déjà publié au Bulletin officiel. Le titre dessert donc une formation politique en désaccord avec la ligne idéologique du journal.

En outre, lors du congrès, les militants étudient de nombreux thèmes bien plus ancrés dans l'actualité de ce mois de décembre 1981 que le divorce, à l'instar de l'entrée du pays dans l'OTAN – l'Espagne communique officiellement sa demande à l'Alliance le 2 décembre – ou de l'instauration de l'état de siège en Pologne qui a eu lieu le 13 décembre<sup>65</sup>. Certes ces thèmes apparaissent dans l'article mais pas dans son titre, centré sur l'opposition à l'égard du divorce *ucédiste*.

Les autres leaders de l'information générale font d'ailleurs bien moins cas de ce congrès qu'*El País*. L'édition madrilène d'*ABC Madrid* n'en parle même pas, et la sévillane se limite à lui consacrer une brève. Le journal commence par préciser le nom du nouveau secrétaire général, Antonio Beaumont, puis le positionnement des militants sur une série de thématiques, dont le divorce, mais sans s'y attarder<sup>66</sup>. *La Vanguardia*, lui, choisit de ne dédier que deux brèves à l'évènement<sup>67</sup>. Lui aussi informe de la réélection d'Antonio Beaumont mais, surtout,

---

<sup>63</sup> La rama juvenil de AP, contra la ley del Divorcio y el aborto. *El País*. 30 décembre 1981, p. 16.

<sup>64</sup> *Ibid.*

<sup>65</sup> L'État de siège est proclamé par le général Wojciech Jaruzelski le 13 décembre 1981. Il est suspendu en 1982 mais officiellement levé le 22 juillet 1983. Il correspond à la tentative de reprise en main du pays par le Bloc soviétique. Ce dernier impose des mesures restreignant les libertés individuelles pour tenter de contrer les noyaux de protestations encouragées par l'action du syndicat Solidarność notamment.

<sup>66</sup> Clausura del Congreso Nacional de Nuevas Generaciones de AP. *ABC Sevilla*. 30 décembre 1981, p. 3.

<sup>67</sup> Congreso de las Nuevas Generaciones de AP. *La Vanguardia*. 29 décembre 1981, p. 9 et Verstryngge: "De UCD no quedará piedra sobre piedra". *La Vanguardia*. 30 décembre 1981, p. 8.

relaye les déclarations des grands noms du parti à propos de l'actualité espagnole. En effet, la tenue de cette assemblée est une information secondaire. En revanche, l'utilisation que les figures d'AP en font est bien plus intéressante. Le journal en profite donc pour faire part du commentaire du secrétaire général au sujet des prochaines élections au Parlement andalou de 1982 : « Jorge Verstrynge, ha manifestado en el acto de clausura del congreso nacional de Nuevas Generaciones que “después de las elecciones andaluzas, de UCD no va a quedar piedra sobre piedra” »<sup>68</sup>. Le positionnement des jeunes d'AP à l'égard du divorce n'intéresse donc pas spécialement la presse. L'impact de leurs déclarations est limité puisque le texte est ratifié et que de nombreuses procédures de divorce sont d'ores et déjà en cours. Par conséquent, si *El País* choisit de mettre en avant cette information à travers le choix de son titre, c'est dans le but de rappeler aux lecteurs qu'à son sens, AP est une formation politique trop conservatrice voire réactionnaire.

Enfin, l'ambiguïté peut tantôt être fortuite mais tantôt servir les intérêts des journaux. Il est impossible d'être systématiquement neutres et, au vu des exemples cités, ce n'est pas l'effet recherché par les journaux. *El País* et *La Vanguardia* laissent donc une place à l'opinion en dehors des éditoriaux et des tribunes. Elle transparaît dans l'ambiguïté qu'ils acceptent voire encouragent parfois chez le producteur du discours, dans le choix des mots ou de celui des titres. Elle oriente l'interprétation du public. C'est également ce que leur permet la sélection de l'angle.

## **VIII. 2. B. Le choix de l'angle dans *El País* : en faveur de la dépenalisation de l'avortement**

Dans le chapitre I dédié au positionnement d'*El País* et de *La Vanguardia* à l'égard des évolutions législatives concernant la légalisation du divorce et de la contraception ainsi que la dépenalisation de l'avortement et l'adultère, il a été question des différences de cadrage de ces thématiques dans chacun des quotidiens. Il s'agissait alors de penser le corpus dans sa globalité. Abandonnons à présent l'échelle du journal dans son ensemble afin de se concentrer sur l'échelle du texte. Intéressons-nous à l'angle de chaque article. Lorsqu'il communique une information au lecteur, le journaliste opte pour un certain angle, pour un aspect sur lequel il va mettre l'accent. Selon Gilles Bastion, l'angle est

---

<sup>68</sup> Verstrynge..., art. cit.

un des termes les plus débattus et les plus difficiles à définir du lexique professionnel des journalistes. Ceux-ci distinguent en effet très souvent le sujet d'un reportage (par exemple, les médecins de campagne) de son angle, qui définit plutôt une manière de traiter ce sujet et une question posée par le journaliste (comme la crise des vocations). La capacité à « angler » un sujet est une compétence déterminante pour les journalistes, qui peuvent plus facilement vendre ce sujet à leur rédaction s'ils trouvent un angle intéressant ou d'actualité<sup>69</sup>.

L'angle est donc une sorte de problématisation d'un sujet à l'échelle d'un article. Or, il s'avère que les angles adoptés par les rédacteurs d'*El País* favorisent certaines options idéologiques. C'est particulièrement frappant dans le cas du débat autour de l'avortement car, ce dernier ne faisant pas l'unanimité, il est traité de diverses manières selon les titres de presse. Le journal madrilène se démarque donc de *La Vanguardia* dont la rédaction est plus circonspecte et prudente.

Tout d'abord, intéressons-nous aux articles publiés lors de la semaine du 22 au 28 octobre 1979, période correspondant à la réouverture du procès des onze de Bilbao. Durant ces quelques jours, *El País* angle la totalité des articles autour de l'appui populaire reçu par les accusées. Par conséquent, il relaie presque exclusivement la parole des personnes qui sont en accord avec la dépénalisation de l'avortement. Par exemple, il publie « El juicio de Bilbao puede ser suspendido », un très long article qui, après avoir brièvement informé de la suspension probable du procès, n'a plus pour objet que de lister les noms et actions de ceux qui soutiennent les accusés. Le texte débute en *Une* et se poursuit en page 20 de l'édition du 26 octobre<sup>70</sup>. Joaquina Prades, envoyée spéciale pour couvrir l'évènement, insiste sur la multiplication des déclarations de solidarité. Son texte donne la parole aux accusées, à leurs avocats, aux féministes de l'Asamblea de Mujeres de Viscaya et à la Coordinadora de Comunidades Cristianas Populares del País Vasco. L'adhésion de ce groupe est d'autant plus remarquable et symbolique qu'il s'agit d'une association catholique donc, en principe, opposée à l'avortement. La journaliste ne manque pas de le mettre en avant :

Un movimiento religioso de Euskadi, la Coordinadora de Comunidades Cristianas Populares del País Vasco, se aparta de la ortodoxia eclesiástica, al difundir ayer mismo un comunicado en el que expresaba su repulsa contra el juicio de hoy y proclaman el derecho de cada mujer a decidir su maternidad [...]. Esta

---

<sup>69</sup> BASTIN, *op. cit.*, p. 16.

<sup>70</sup> PRADES, *El juicio de Bilbao...*, art. cit.



toma de postura de las comunidades cristianas vascas continúa la línea emprendida recientemente por las comunidades de Madrid<sup>71</sup>.

Joaquina Prades présente l'élan de compassion comme un mouvement généralisé : « en 48 horas se han recogido en Euskadi las firmas de 793 mujeres que declaran haber abortado voluntariamente »<sup>72</sup>. Cet article, qui informe de la suspension de la procédure, est donc en réalité presque intégralement consacré à démontrer l'ampleur du soutien.

D'ailleurs, la journaliste insiste sur son caractère international et pluriel. La première partie de cet article, celle qui se trouve en *Une*, informe des actions solidaires qui se déroulent non seulement en Espagne mais également à Paris et au Portugal : « la solidaridad se extendió también fuera de nuestras fronteras. En Portugal, doscientas mujeres han declarado haber abortado voluntariamente, y en París hubo una manifestación »<sup>73</sup>. D'ailleurs, sur la même page se trouve un autre article intégralement consacré à la mobilisation internationale. Signé par un correspondant à Paris, Feliciano Fidalgo, il dit que « la delegación del Movimiento de Mujeres Españolas Emigradas en Francia entregó al consejero plenipotenciario de la embajada un pliego de 3.000 o 4.000 firmas »<sup>74</sup>.

Le journal précise aussi qu'à l'intérieur des frontières espagnoles, les féministes ne sont pas les seules à s'engager dans la lutte puisqu'il souligne que plusieurs hommes politiques rejoignent le mouvement, notamment à travers la signature du manifeste masculin :

El movimiento de solidaridad con las encausadas y en pro de la legalización del aborto adquirió ayer nuevas dimensiones con la difusión de un escrito en el que cerca de 1.200 hombres, entre ellos el diputado de Coalición Democrática Antonio de Senillosa, Santiago Carrillo y el biólogo Faustino Cerdón, reconocen haber prestado su ayuda para un aborto voluntario<sup>75</sup>.

Dans un autre article de ce même numéro du 26 octobre, un intertitre indique « También el Club de Amigos de la Unesco »<sup>76</sup>. On notera l'usage de l'adverbe réitératif. *El País* insiste donc sur le nombre et la diversité des soutiens aux accusés. Tous les milieux se mobilisent. L'angle du journal cherche à conditionner le lecteur puisqu'il induit l'idée que la dépénalisation fait consensus en Espagne et par-delà ses frontières.

---

<sup>71</sup> *Ibid.*

<sup>72</sup> *Ibid.*

<sup>73</sup> *Ibid.*

<sup>74</sup> Manifestaciones disueltas por la policía en Madrid y París. *El País*. 26 octobre 1979, p. 20.

<sup>75</sup> PRADES, El juicio de Bilbao..., art. cit.

<sup>76</sup> Sigue la solidaridad con las procesadas de Bilbao. *El País*. 26 octobre 1979, p. 20.

Ce que le journal publie est vrai – par exemple, on trouve une trace de la manifestation parisienne dans *Le Monde*<sup>77</sup> – mais les articles sont tous anglés de la même façon. Ils ne présentent qu'un seul aspect de l'information, ce qui réduit l'horizon du lecteur et, indirectement, lui impose un point de vue. En effet, ce dernier peut avoir l'impression que les manifestations sont immenses, extrêmement suivies et que tous les acteurs publics sont favorables à l'acquittement des accusées et à la dépenalisation de l'avortement. Or, à l'automne 1979, seuls 27 % des Espagnols sont d'accord pour le légaliser<sup>78</sup>. La question est donc plus complexe que ne la donne à voir le journal. Il ne s'agit pas d'un mouvement populaire parfaitement unanime qui s'élèverait contre une loi injuste.

Par ailleurs, le journal témoigne d'un certain manichéisme car il présente les accusées et leurs soutiens comme des « gentils », des « innocents », qui lutteraient à armes inégales contre les « méchants », à savoir l'État et son appareil judiciaire incarné par le juge. Par exemple, en octobre 1979, ce dernier décide de suspendre le procès car l'une des accusées ne s'est pas présentée. Pour les avocats de la défense, il s'agit d'un prétexte qui masquerait en réalité un refus de statuer. C'est cette information que Joaquina Prades relaie dans son article. Elle cite des extraits d'un texte de protestation rédigé par les avocats de la défense :

“Resulta altamente sospechoso el hecho de que se hayan dado cuenta a última hora de la posible incomparecencia de una de las acusadas”, dice textualmente el alegato de varios de los defensores, “cuando esta misma mujer lleva casi cuatro meses sin presentarse los días 1 y 15 de cada mes ante el Juzgado de Instrucción de Bilbao, como establece judicialmente su estado de libertad condicional. Si realmente hubieran estado interesados en que se presentase la acusada”, añaden, “deberían haber dado hace tiempo la correspondiente orden de busca y captura”. Otra de las circunstancias que concurre en la incomparecencia de esta mujer, calificada igualmente de sospechosa por los abogados, consiste en que entre los documentos del sumario parece que no está incluida la cédula fiscal donde debe constar que ha sido citada para el juicio. Si este documento obrase en poder de la Sala –señalaron– no habría ningún inconveniente legal para que la vista siguiese adelante, a pesar de la ausencia de la interesada<sup>79</sup>.

Ici, la journaliste d'*El País* répète une argumentation qui suggère l'incompétence de la Justice espagnole, voire la malhonnêteté du juge. Certes, elle énonce clairement qu'il s'agit des déclarations de la défense mais elle n'ajoute aucun commentaire pouvant nuancer ou justifier l'« information ». Pourtant, ces propos ne s'appuient *in fine* sur aucune preuve tangible.

---

<sup>77</sup> VANHECKE Charles. Manifestation de soutien aux femmes de Bilbao poursuivies pour pratiques abortives. *Le Monde*. 26 octobre 1979.

<sup>78</sup> HERNÁNDEZ RODRÍGUEZ, El aborto en... *op. cit.*, p. 266 – Voir II. 2. C. Les débats sur l'avortement.

<sup>79</sup> PRADES, El juicio de Bilbao..., art. cit.

De même, Joaquina Prades indique que, pour les féministes, « los jueces tienen miedo a condenarlas [las procesadas], después de haber comprobado la enorme campaña de lucha solidaria emprendida por las mujeres de todas las provincias españolas en favor de las once encausadas »<sup>80</sup>. Il semblerait donc que le juge désire condamner les accusées mais que la mobilisation citoyenne l'en empêche. Or, cela n'est qu'une supposition, ni plus ni moins. Il est impossible de connaître les intentions du juge. Peut-être est-il personnellement solidaire avec les accusés mais bloqué par la loi elle-même. D'ailleurs, on rappellera que le verdict final s'est avéré très clément, comme en conviennent d'ailleurs *El País* et *La Vanguardia*.

Enfin, la journaliste relaie l'opinion de l'avocat Santiago Espinosa qui remet en cause le gouvernement. À son sens, « este juicio, evidentemente, no seduce en absoluto al Gobierno de UCD. Han quedado demasiado claras las contradicciones del sistema »<sup>81</sup>. Toutes ces déclarations – suspicions quant aux intentions du juge et ou de l'UCD au pouvoir – ne sont que des hypothèses. Elles relèvent d'*a priori* ni confirmés par des faits ni contrastés par la version de l'administration publique. La journaliste ne les commente pas et ne les met pas en perspective. Elle oriente donc l'interprétation du lecteur en lui proposant un récit qui oppose les bourreaux de l'État face aux innocentes victimes civiles. Cet angle diffère largement de celui choisi par *La Vanguardia*.

En effet, ce dernier informe lui aussi de la suspension du procès mais son article est beaucoup plus nuancé. Il choisit un angle plus technique, centré sur la procédure judiciaire et expose les faits sans détailler les réactions et hypothèses des diverses parties. L'article est dépourvu des *a priori* contre le juge et l'État que revêt celui d'*El País*. Comme lui, il indique que le probable report s'explique par l'absence d'une des accusées mais, contrairement à lui, il avance une autre raison : « un segundo motivo para el aplazamiento del juicio podría ser la petición realizada por uno de los abogados defensores para completar los argumentos de la defensa »<sup>82</sup>. Il ne décrit pas une justice avide de condamnation mais simplement respectueuse de la procédure :

“Al tratarse de un juicio de procedimiento ordinario –han señalado a Europa Press las citadas fuentes– es preciso que para seguirse el juicio estén presentes todas las acusadas. En caso contrario, a diferencia de lo que ocurre en el procedimiento de urgencia, el juicio puede ser aplazado si así lo estima el presidente de la sala”<sup>83</sup>.

---

<sup>80</sup> *Ibid.*

<sup>81</sup> *Ibid.*

<sup>82</sup> Hoy, en Bilbao, juicio contra once presuntas abortistas. *La Vanguardia*. 26 octobre 1979, p. 22.

<sup>83</sup> *Ibid.*

Par ailleurs, il ne décrit pas le procès comme une lutte entre d'innocentes victimes et une administration malintentionnée. Selon lui, il n'y a pas de suspense, pas de tension. Le verdict est prévisible puisque « las mismas fuentes [fuentes competentes] han precisado que prácticamente todas ellas se beneficiarían de los indultos concedidos en 1975 y 1977 »<sup>84</sup>. C'est d'ailleurs précisément ce qui arrivera finalement en 1982. L'angle narratif diverge donc d'un quotidien à l'autre. *El País* dramatise l'évènement en le présentant comme le récit d'un combat entre le progrès incarné par la vague de soutien aux onze de Bilbao et une vision archaïque de la société, ancrée dans le fonctionnement de l'État. À l'inverse, *La Vanguardia* est plus pragmatique et nuancé dans son analyse.

D'ailleurs, lorsque le journal relaye les actions et déclarations en faveur de l'acquittement des accusées, il ne manque pas de contraster l'information. Par exemple, deux jours plus tard, il informe du soutien officiel du conseil municipal d'Oviedo mais indique que celui de Bilbao, lui, s'est déclaré contre les actions féministes :

Mientras el Ayuntamiento de Oviedo se manifiesta por la absolución de las once mujeres que tienen pendiente un juicio por abortos, el de Bilbao ha condenado la actitud de unas novecientas mujeres que la semana pasada se encerraron en sus dependencias como medida de presión por las procesadas<sup>85</sup>.

L'angle choisit par *El País* participe à une mise en récit plus haletante. Il insiste sur les enjeux du procès et sur le caractère politique qu'il est en train de revêtir. Même s'il ne communique que des éléments vrais, il oriente largement l'interprétation du lecteur. Le journal se rapproche d'ailleurs de la limite du « biais » sans toutefois la franchir. Selon Gilles Bastin, le biais est une « inclinaison ou préjugé systématique en faveur d'une idée ou d'un groupe social » et l'angle se distingue du biais « dans la mesure où il n'est pas caché au lecteur et n'est pas incompatible avec un traitement de l'information selon les principes journalistiques d'exactitude, d'impartialité et d'équilibre »<sup>86</sup>. Le journal ne ment pas à son lecteur car il précise bien qui pense quoi et ne donne que de véritables informations. Néanmoins, sur le sujet de l'avortement, les articles de cette semaine d'octobre 1979 sont rédigés avec un clair parti pris et la fenêtre sur le monde proposée est bien étroite. La chose est encore plus claire dans le cadre d'un reportage mené en mai 1981, dans un hôpital romain pratiquant des avortements.

---

<sup>84</sup> *Ibid.*

<sup>85</sup> El Ayuntamiento de Oviedo, a favor de las abortistas. *La Vanguardia*. 28 octobre 1979, p. 14.

<sup>86</sup> BASTIN, *op. cit.*, p. 25.

En effet, le référendum italien sur la loi de dépenalisation est alors passé depuis quelques semaines et *El País* publie une double page composée de trois articles en immersion auprès d'un service pratiquant ce type d'interventions. Un des textes, intitulé « Una de las leyes más progresivas de Europa » – on rappellera que *La Vanguardia* utilise l'adjectif « permisiva »<sup>87</sup> –, expose les grandes lignes de la loi du 22 mai 1978. Le deuxième texte est une courte interview d'une des femmes ayant subi un avortement dans cet hôpital<sup>88</sup>. Le troisième, très long, donne la parole aux médecins référents de l'unité. Leur témoignage mêlé aux commentaires du journaliste Jesús Estévez offrent une vision presque utopique des avortements en Italie. En ce sens, l'article insiste sur le suivi psychologique très poussé des patientes : « se efectúa la intervención después de una adecuada preparación mental, cuando la mujer ha asumido conscientemente su decisión personal », « Mario Scardino nos explica su labor como psicólogo en este centro: “Se trata de ayudar a la mujer a que su decisión sea personal, sin interferencias ajenas que la marquen con una huella traumática” », « en esta preparación se incluyen conversaciones personales y terapia de grupo *gestáltica* », « se les enseñan también técnicas de relajación », « incluso piden a las mujeres que el día de la intervención se traigan una casete con la música que más les guste, para crear un ambiente más relajado durante la operación », « durante la intervención, el médico operador les explica lo que está haciendo en cada momento » ou « un mes después deberán presentarse a una revisión, y se les recomienda que sigan pasando por el consultorio para seguir el tratamiento psicológico »<sup>89</sup>.

Jesús Estévez informe également du travail de prévention effectué par la clinique, c'est-à-dire qu'il montre que l'avortement est utilisé en dernier recours, lorsque toutes les autres options ont dû être écartées : « el aborto es considerado, en este centro, como un último recurso [...]. Por eso el trabajo se centra también en cómo prevenirlos, mediante una labor de educación sexual y explicación de las técnicas de control de natalidad, para evitar que se llegue a la necesidad de volver a abortar »<sup>90</sup>.

Il insiste également sur la transparence du processus que défendent les médecins du site : « “no queremos actuar como esos médicos que ocultan todo, por qué te dan unos medicamentos u otros” »<sup>91</sup>. Enfin, le journaliste met en exergue l'humanité des soignants : « sobre la otra mesa ginecológica una mujer, ya intervenida, rompe a llorar. El doctor acude

---

<sup>87</sup> Una de las leyes más progresivas de Europa. *El País*. 24 mai 1981, p. 7 et ANGLADA, Aborto: se mantiene..., art. cit.

<sup>88</sup> ESTÉVEZ Jesús. “Es una decisión que no es nada fácil para la mujer”. *El País*. 24 mai 1981, p. 7.

<sup>89</sup> ESTÉVEZ Jesús. Más de un centenar de españolas han abortado en Roma. *El País*. 24 mai 1981, p. 6.

<sup>90</sup> *Ibid.*

<sup>91</sup> *Ibid.*

rápidamente a su lado y pide a la enfermera que suba un poco la música que suena en un magnetófono. Mientras, cariñosamente, le acaricia la cara, y le habla suavemente, para consolarla »<sup>92</sup>.

Le journaliste d'*El País* construit donc un récit presque idyllique de la dépénalisation de l'avortement dans un pays voisin et comparable à l'Espagne. L'intervention n'est pratiquée qu'en dernier recours par des médecins dépeints comme des professionnels responsables qui prennent en charge les patientes de façon exemplaire et les suivent sur le long terme.

À travers le truchement de l'exemple italien, Jesús Estévez montre aux lecteurs que la mise en place d'une législation similaire en Espagne pourrait être positive. En effet, il décrit les patientes comme des personnes vulnérables, à travers l'exemple de la jeune femme fondant en larmes mais aussi lorsqu'il explique que l'hôpital accueille les moins fortunées : « el doctor Vincenzo Coscía nos dijo que, por supuesto no eran mujeres ricas »<sup>93</sup>. Implicitement, il suggère qu'il faut aider ces personnes. En outre, le psychologue Mario Scardino rappelle que la dépénalisation de l'avortement est mal appliquée dans le sud du pays et le journaliste en conclut que cela favorise les pratiques clandestines : « “en estas regiones meridionales, la interrupción legal del embarazo estaba prácticamente bloqueada por el peso que tienen la Iglesia y la Democracia Cristiana”. Es precisamente en estas regiones donde más abunda el aborto clandestino »<sup>94</sup>. L'avortement est donc montré comme une mesure de justice sociale permettant d'encadrer une pratique de fait qui existe aussi en Espagne.

Le journaliste établit d'ailleurs explicitement un lien entre son pays natal et l'Italie puisque qu'il consacre quatre paragraphes aux Espagnoles qui avortent à Rome : « por el Umberto I han pasado, para abortar, más de un centenar de españolas, según nos cuenta el doctor Coscía »<sup>95</sup>. Il donne la parole au médecin qui explique les mesures décidées par l'hôpital pour accélérer le processus afin de limiter le temps et donc les frais de séjour des femmes. De fait, il met en avant leur vulnérabilité économique : « afirma que en general se trata de gente de clases sociales modestas y que algunas de ellas han llegado en tren por no tener dinero para costearse el viaje en avión »<sup>96</sup>. Jesús Estévez prouve donc qu'il existe un véritable problème lié à la pénalisation de l'avortement en Espagne. Ses concitoyennes sont abandonnées par leur propre pays et ce sont donc les nations voisines qui se voient contraintes de prendre le relais

---

<sup>92</sup> *Ibid.*

<sup>93</sup> *Ibid.*

<sup>94</sup> *Ibid.*

<sup>95</sup> *Ibid.*

<sup>96</sup> *Ibid.*

d'un État défaillant. Indirectement, il montre donc qu'il est urgent de faire face au problème et que le modèle italien semble le meilleur exemple à suivre.

Enfin, en humanisant les femmes et en insistant sur leur détresse, il anticipe et neutralise les éventuelles critiques : ce sont elles que la société doit protéger, par l'être qu'elles portent. D'ailleurs, Jesús Estevez glisse que les médecins expliquent toujours aux patientes « qué es el feto (en opinión de ellos, algo distinto a un ser con vida) »<sup>97</sup>.

Ainsi, dans cette double page, le journaliste décide de démontrer le bienfondé d'une loi et de donner l'exemple paradigmatique de sa bonne mise en application. L'angle des trois sujets pourrait se résumer par « l'Italie est un modèle à suivre en termes d'accès à l'avortement ». Pourtant, dans « l'angle-mort » de ces articles se trouvent tous les dysfonctionnements du système italien. Le journaliste ne les cache pas – dans ce cas, on aurait pu parler d'article « biaisé » – mais il les balaye d'un revers de manche car ils n'entrent pas dans la logique de l'angle choisi. Par exemple, il n'interroge que les médecins qui participent aux interventions. Or, dans cet hôpital, 90 % des soignants ont décidé de faire valoir leur clause de conscience afin de ne pas pratiquer d'avortement : « en el Umberto I se acogieron a ella más del 90% de los doctores, enfermeras y anestesistas »<sup>98</sup>. De plus, selon Mario Scardino, si le service peut fonctionner, c'est uniquement parce qu'un étage « estaba sin utilizar, prácticamente la ocupamos [la planta] y organizamos el centro de acuerdo con la ley »<sup>99</sup>. En outre, la loi ne prévoit pas de quota pour contrer les conséquences de l'objection de conscience donc, dans certaines zones et notamment dans le sud, la législation reste lettre morte. Par conséquent, il existe de profondes disparités territoriales dans l'accès à l'avortement, ce qui pose un problème démocratique puisque toutes les citoyennes ne peuvent pas bénéficier de ce droit. Enfin, selon l'article, l'Italie évalue que chaque année se produisent environ 800 000 avortements clandestins<sup>100</sup>. Dans un pays où la pratique est autorisée par la loi, ce chiffre semble très élevé<sup>101</sup> et ne saurait constituer un idéal pour l'Espagne. L'angle de la double page publiée par *El País* fait de l'Italie un paradis pour les droits des femmes. Toutefois, il ne s'agit que d'une représentation médiatique, ce n'est pas la réalité. Cette image est un mirage qui participe à l'engagement politique du journal en faveur de la dépénalisation de l'avortement en Espagne. Le quotidien tente de prouver qu'une telle mesure fonctionne ailleurs donc pourrait s'appliquer

---

<sup>97</sup> *Ibid.*

<sup>98</sup> *Ibid.*

<sup>99</sup> *Ibid.*

<sup>100</sup> Il s'agit du chiffre avancé dans *Una de las leyes más progresivas...*, art. cit.

<sup>101</sup> En 1980, la population italienne totale est de 56,43 millions. Le chiffre de 800 000 avortements clandestins par an semble donc surévalué.

sur le territoire national. Le choix de l'angle et le truchement par l'étranger sont des stratégies pour convaincre le lecteur. Certes, la loi italienne est très moderne pour son époque mais elle comporte certaines failles que le journaliste minimise largement car elles ne servent pas son propos.

Ainsi, le choix de l'angle dans *El País* permet de privilégier la parole de ceux qui sont d'accord avec lui, dans le cas étudié, du courant d'opinion favorable à la dépénalisation de l'avortement. Il a aussi le pouvoir de donner plus ou moins d'ampleur à un événement. Par exemple, en lisant *La Vanguardia*, il semble que les manifestations en lien avec le procès de Bilbao soient circonscrites à quelques grandes villes espagnoles alors qu'en lisant *El País*, elles sont présentées comme massives et internationales. L'angle participe donc à la légitimation d'une opinion. Comme dans le cas des premiers avortements légaux italiens, le journal montre ce qu'il désire que le lecteur voie. Il ne s'agit pas nécessairement d'une volonté de « manipuler » le lecteur mais peut-être simplement l'expression de l'enthousiasme ou de l'engagement personnel des journalistes. Dans le cas du reportage sur la clinique italienne, Jesús Estévez constate que la loi peut fonctionner et transmet cet espoir à son texte. En ce qui concerne la réouverture du procès des onze de Bilbao, Joaquina Prades communique à partir de sa propre grille de lecture des événements, une grille de lecture qui s'appuie sur son expérience personnelle et sur ses valeurs. L'angle des articles est donc aussi le miroir des biais psychologiques de chaque rédacteur. Quoi qu'il en soit, son choix participe à la construction de l'influence que le journal peut exercer sur son audience.

## **VIII. 2. C. La présentation des sources de l'information**

Enfin, un autre levier pour orienter l'opinion du public réside dans la présentation de la source de l'information. Cette source peut être le journaliste lui-même, un collaborateur venu publier une tribune ou un individu dont l'auteur de l'article rapporte le discours. En effet, les journalistes jouent souvent le rôle de « passeurs d'information ». Ils transmettent des éléments communiqués par un tiers, par une source qui peut être un représentant politique, un expert dans son domaine ou même un témoin anonyme.

Patrick Charaudeau explique que les diverses sources de l'information sont à l'origine « d'effets de vérité » différents<sup>102</sup>. Ces effets de vérité renvoient au degré de confiance du public

---

<sup>102</sup> L'expression est empruntée au chercheur, CHARAUDEAU, *op. cit.*, chapitre 2.



à l'égard de ce qu'il est en train de lire. Cette impression de fiabilité repose en partie sur la crédibilité des sources. Le chercheur explique que

le crédit que l'on peut accorder à une information dépend d'une part de la *position sociale* de l'informateur, du *rôle* qu'il joue dans la situation d'échange, de sa *représentativité* vis-à-vis du groupe dont il est le porte-parole, d'autre part du *degré d'engagement* que celui-ci manifeste au regard de l'information transmise<sup>103</sup>.

Les explications de Patrick Charaudeau sont utiles pour penser l'impact que la dénomination d'une source est susceptible de produire chez le lecteur d'*El País* et de *La Vanguardia*. Par exemple, selon lui, le témoignage d'un expert ou d'une figure publique peut avoir des effets ambivalents :

d'une part, toute personne ayant de la notoriété étant une personne publique, cette position sociale exige de lui qu'il ne garde pas par-devers lui des informations d'utilité publique. Cela lui confère une certaine autorité qui fait que s'il informe, ce qu'il dit peut être considéré comme digne de foi. Mais d'autre part, du fait de cette même position, on peut lui prêter des intentions manipulatrices qui font que ce qu'il dira sera au contraire suspect<sup>104</sup>.

Cependant, pour le chercheur, certaines professions échappent à ce soupçon de manipulation. Selon lui, « il peut se faire également que cette notoriété soit attachée à certaines professions auxquelles on peut accorder un crédit "naturel" (prêtres, médecins, magistrats...) »<sup>105</sup>. Or, c'est le cas des experts du droit civil et canon dont il a déjà été question au cours de notre étude à l'instar de Víctor Reina ou de José María Díez-Alegría<sup>106</sup>. Ils sont des sortes de cautions de vérité.

À l'image de ces deux « experts », les sources peuvent être les autrices des tribunes d'opinion. Toutefois, elles apparaissent aussi dans les articles d'information. Leur discours est alors rapporté par le journaliste. Ainsi, dans « Reunión de cristianos favorables a una amplia ley de divorcio »<sup>107</sup>, Alfons Quintà informe de la tenue d'un colloque réunissant de nombreux catholiques et dont le compte-rendu est rédigé par le « catedrático de Derecho civil de la primera

---

<sup>103</sup> *Ibid.*

<sup>104</sup> *Ibid.*

<sup>105</sup> *Ibid.*

<sup>106</sup> Voir VII. 2. Les lignes officielles d'*El País* et de *La Vanguardia* sont-elles cohérentes avec les autres voix de ces journaux ?

<sup>107</sup> QUINTÀ Alfons. Reunión de cristianos favorables a una amplia ley de divorcio. *El País*. 29 mai 1979, p. 30.

Universidad de Barcelona, Francisco Fernández de Villavicencio »<sup>108</sup>. Le « mode de dénomination » utilisé ici – c’est-à-dire la précision de son statut professionnel – met l’accent sur la « technicité de la source »<sup>109</sup>. Non seulement *El País* précise son nom mais il souligne également sa fonction. Cette dernière protège les conclusions de cette rencontre de tous soupçons puisque la parole d’un professeur d’université semble fiable.

Par ailleurs, la référence au « Grupo Cristiano de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos », organisateur de l’évènement, est également un gage de confiance pour le lecteur. En effet, il s’agit d’un groupe de citoyens anonymes que seule la foi rapproche. En exigeant un divorce assez souple et sans coupable, ils vont à l’encontre de la position officielle de l’Église. Ils n’ont rien à y gagner. Dès lors, eux aussi semblent exempts de tout soupçon. Ces deux sources – le professeur et le groupe anonyme – contribuent à convaincre le lecteur d’*El País* du bienfondé d’une loi facile d’accès. Ce n’est pas le journal ou une importante figure publique qui le dit mais des citoyens qui, *a priori*, n’ont aucun profit personnel ou politique à tirer de telles déclarations publiques.

De la même façon, dans le cadre de l’avortement, le quotidien madrilène relaie la parole de citoyens lambdas. C’est le cas du gynécologue José Gurrea Bilbao, qui défend l’accès à l’avortement, en s’appuyant notamment sur les conclusions des travaux du Grupo Especial de Expertos en Aborto de la Federación Internacional de Planificación de la Familia. Son métier ainsi que le fait qu’il ne soit pas une figure publique font de lui une source digne de confiance. L’orientation de l’opinion s’exerce donc aussi à travers le choix des sources. Donner la parole à des personnes qui connaissent bien les sujets sans toutefois avoir d’intérêt à prendre parti est propice à l’adhésion du public et confère aux points de vue développés une impression de fiabilité.

En communiquant sur ces sources, il est probable que le journal soit à la recherche d’un effet de vérité. Certes, la véracité des faits, la « valeur de vérité », est un point de départ *sine qua non* de tous les articles<sup>110</sup>. Néanmoins, dans un discours de presse émis à l’intention du public, il est également indispensable d’inspirer la confiance. Il faut que le consommateur croie en ce qu’il lit. Il en va de la bonne réputation du quotidien, une des conditions indispensables à son maintien sur le marché. Les sources qui semblent les plus fiables consolident donc le crédit que le lecteur porte au journal en tant qu’institution et à son contenu.

---

<sup>108</sup> *Ibid.*

<sup>109</sup> Les deux expressions sont de Patrick Charaudeau, CHARAUDEAU, *op. cit.*, chapitre 9.

<sup>110</sup> Le concept est emprunté à Patrick Charaudeau, *ibid.*

Dans le même ordre d'idée mais à travers un discours direct, la journaliste de *La Vanguardia*, Marta Echegaray, donne son avis sur l'avortement. Ce n'est pas en tant que professionnelle de l'information mais en tant que femme qu'elle s'exprime. Ainsi, elle commence sa tribune en évoquant une situation personnelle dans laquelle chacun pourra se reconnaître puisqu'on la sollicite pour une enquête d'opinion : « me pide una encuesta que opine sobre el aborto. Intento concentrarme sobre un tema que desconozco »<sup>111</sup>. Dès le départ, elle insiste donc sur le fait qu'elle est loin d'être une experte sur le sujet, c'est pourquoi elle ne va pas faire la leçon au lecteur mais simplement partager son point de vue, d'où le surtitre de l'article « una opinión ». On remarquera d'ailleurs la présence de nombreux pronoms personnels de première personne. Il s'agit d'un avis qui en vaut d'autres. La façon de convaincre est donc plus subtile. La journaliste égraine les questions, comme autant de doutes qui l'assaillent : « ¿Cómo explicaría yo que existe el deseo de un hijo, pero que lo que se quiere perder es otra cosa »<sup>112</sup>. Elle n'assène pas d'affirmations péremptives mais, au contraire, fait part de réflexions personnelles. Par exemple, elle écrit : « tengo la sensación de que cuando pretendemos legalizar el aborto apoyamos solamente que se nos respete nuestra falta de sensibilidad, nuestro derecho a ser pequeños y mezquinos, nuestra poca imaginación para interpretar la vida; pero no hay daños a terceros »<sup>113</sup>. À travers l'usage de la première personne du pluriel, elle n'oppose pas deux camps, ceux qui sont pour et ceux qui sont contre la dépénalisation. À l'inverse, elle incite le lecteur à réfléchir sur une décision que l'ensemble la société va prendre pour tous les citoyens. Ses précautions langagières sont aussi probablement la conséquence de sa prise de position : elle est une des très rares voix du journal à se déclarer en faveur de la dépénalisation de l'avortement. En jouant sur le doute et sur l'expression des sentiments, Marta Echegaray est susceptible d'obtenir l'adhésion d'une catégorie de lecteurs qui ne se reconnaissent pas dans des argumentations plus agressives comme celles de collaborateurs comme Alfonso Balcells Gorina.

En définitive, *El País* et *La Vanguardia* ne « manipulent » pas le lecteur dans le sens où l'entendent certains chercheurs comme Noam Chomsky. Ils ne tentent pas de le tromper afin de servir de sombres intérêts. Jamais ces deux journaux ne mentent à leur public. Toutes les informations se trouvant dans les articles travaillés pour cette étude sont véridiques. Néanmoins, les deux quotidiens tentent souvent volontairement d'orienter l'interprétation de leur audience. Il est vrai que l'impartialité totale est une gageure, d'une part en raison des contraintes

---

<sup>111</sup> ECHEGARAY Marta. ¿Existe el aborto? *La Vanguardia*. 24 février 1978, p. 6.

<sup>112</sup> *Ibid.*

<sup>113</sup> *Ibid.*

structurelles du métier (telles que la sélection de l'information, la simplification du sujet pour l'inscrire dans un temps ou un espace limité, ou le choix de l'angle), d'autre part en raison de la difficulté à éviter les marques de subjectivités de chaque auteur. En revanche, les rédactions doivent respecter le principe d'honnêteté informative, c'est-à-dire qu'elles doivent faire leur possible pour communiquer des nouvelles claires, variées et aux points de vue contrastés et qu'elles doivent également séparer explicitement l'information de l'opinion.

Sur ce point, on constate qu'*El País* et *La Vanguardia* choisissent parfois de faire quelques entorses à la règle. Chez le quotidien madrilène surtout, on note que la volonté d'influencer l'opinion prend parfois le pas sur la sobriété informative. Le journal ne ment pas aux lecteurs mais il met en avant les initiatives et les opinions qui lui semblent les plus judicieuses au détriment d'autres conceptions de la réalité. Il cherche à conditionner la société en lui montrant le chemin vers ce qu'il considère être la modernité. Pour ce faire, il offre une large place à la subjectivité dans le discours mais aussi dans la sélection et la problématisation des sujets. En ce sens, il ne propose pas autant que possible d'informations variées ou de nette distinction entre l'exposition d'un fait et celle d'un point de vue. L'orientation idéologique des articles est globalement homogène, comme si la direction fixait les grands axes ou que la quasi-totalité des journalistes et collaborateurs partageaient les mêmes aspirations pour l'avenir du pays. *La Vanguardia*, lui, propose une information bien plus diversifiée. En revanche, le journal permet également une forte dose de subjectivité à ses journalistes. Les deux titres de presse donnent donc volontairement leur avis et cherchent à convaincre en dehors des éditoriaux et des tribunes d'opinion. Ils tentent d'influencer leurs lecteurs afin de les faire adhérer à leur modèle de société. *El País* souhaite la dépénalisation de l'avortement et la proclamation d'un divorce facile d'accès, deux mesures qui, à son sens, participeraient à gommer les injustices sociales. *La Vanguardia* souhaite également que les citoyens puissent divorcer facilement mais il n'est pas aussi catégorique sur l'accès à l'avortement. Cette mesure est loin de faire partie de son projet pour l'Espagne. Chacun cherche donc à orienter le regard de son audience vers son propre futur idéal. Néanmoins, entre vouloir et pouvoir, il existe une différence de taille. Réfléchissons à présent sur l'impact réel des stratégies des deux journaux sur leur public ainsi que sur l'évolution législative.

## VIII. 3. L'influence d'*El País* et de *La Vanguardia* sur l'évolution législative est limitée

### VIII. 3. A. *El País* et *La Vanguardia* ne jouent pas un rôle de décideurs

Tout d'abord, il est vrai qu'*El País* et *La Vanguardia* exercent une influence sur l'évolution législative en nourrissant l'opinion publique. Ce sont des pouvoirs de faits. Néanmoins, rappelons qu'ils n'ont aucun pouvoir de décision sur les lois qui sont votées au Parlement. Comme le souligne Patrick Charaudeau, « les médias ne sont pas une instance de pouvoir »<sup>114</sup>. Ce ne sont pas les journaux qui se mobilisent et manifestent dans la rue pour sensibiliser la population sur les questions du divorce, de la contraception, de l'avortement et de l'adultère mais les militants des diverses associations accompagnés de citoyens engagés. De même, ce ne sont évidemment pas les journalistes mais les députés qui siègent au Parlement et votent les lois. Aucun rédacteur n'a été élu par la majorité citoyenne.

Par ailleurs, le Parlement aurait probablement modifié la législation en vigueur sans le concours de l'opinion médiatique. Par exemple, la dépénalisation de l'adultère et la légalisation de la contraception ne génèrent pas de réel débat entre les différentes formations politiques ou au sein de la société. Ces mesures sont en projet dès la signature des Pactes de la Moncloa en octobre 1977. Quant à la légalisation du divorce, elle s'inscrit dans la Constitution en 1978 donc doit impérativement être mise en place. Elle apparaît également dans le programme de l'UCD, vainqueur des élections générales de 1979. Le texte est restrictif, certes, mais il prévoit cette disposition : « no se admitirá el divorcio por mero acuerdo de los cónyuges. Las causas de separación y disolución a efectos civiles han de ser tasadas y graves para los supuestos en que los matrimonios estén definitivamente rotos y en todo caso se protegerán especialmente los intereses de los hijos »<sup>115</sup>.

---

<sup>114</sup> CHARAUDEAU, *op. cit.*, introduction.

<sup>115</sup> Page 27 du programme électoral de l'UCD cité par GARCÍA PÉREZ David. La división del grupo parlamentario de UCD con la aprobación de la ley del Divorcio. In : *Asociación Española de Ciencia Política y de la Administración. XI congreso de la AECPA* [en ligne]. Gérone, 9 juillet 2021. Disponible sur : « <https://aecpa.es/es-es/la-division-del-grupo-parlamentario-de-ucd-con-la-aprobacion-de-la-ley/congress-papers/3284/> » (consulté le 14 juin 2022).

Il est vrai que l'opinion des journaux peut peser lors des débats – qui, rappelons-le, durent plusieurs années dans le cas du divorce –, sur certains aspects des textes de loi ou sur la rapidité avec laquelle le Parlement les ratifie. Pour autant, ils ne sont pas responsables de leur promulgation. Ainsi, les médias ne peuvent pas, à eux seuls, dicter une loi. Ils peuvent se mettre à en parler, c'est-à-dire imposer le débat à l'agenda public, mais, pour parvenir jusqu'aux décideurs politiques, il faut que chaque thématique trouve un écho dans les autres médias et dans le reste de l'espace public.

Dans le cadre des modifications législatives étudiées, les journaux favorisent les discussions voire confèrent de la valeur à des sujets jusqu'alors négligés. C'est ce que fait par exemple *El País* avec les célébrations du 8 mars. Durant la Transition, et en particulier avant la tenue des premières élections démocratiques, *El País* et *La Vanguardia* exercent donc un pouvoir. Néanmoins, ce dernier est indirect et relatif. Il est indirect parce que la presse ne peut se substituer au Parlement. Elle doit convaincre les leaders politiques pour que la législation évolue. Les ministres et députés doivent accepter de prendre le relai des journaux pour que leurs propositions se matérialisent en articles de loi. Le pouvoir d'*El País* et de *La Vanguardia* sur les décideurs est également relatif puisqu'il n'est pas unique mais s'inscrit dans un faisceau de multiples tentatives d'influence. Les autres titres de presse mais également les autres groupes de pouvoir à l'instar de l'Église, de l'Armée, des grands groupes industriels (l'industrie pharmaceutique, par exemple), ou des associations défendent eux aussi leurs intérêts. Enfin, l'influence d'*El País* et de *La Vanguardia* ne s'exerce pas à la même échelle puisque le premier rayonne dans toute l'Espagne alors que le second se limite davantage à la Catalogne.

### **VIII. 3. B. Le discours médiatique n'est pas toujours assorti d'effets**

Par ailleurs, on peut aussi douter de la représentativité de certains sujets développés par les journaux. De fait, ces derniers traitent parfois de thématiques qui intéressent davantage l'opinion médiatique que l'opinion publique. C'est le cas des nombreux textes parus dans *El País* au sujet des déclarations de la Conférence épiscopale, tels que « Enseñanza y divorcio en la apertura de la Conferencia Episcopal » ou « Los religiosos, la enseñanza católica y el

divorcio, temas de la Conferencia Episcopal »<sup>116</sup>. Le journal publie également plusieurs articles au cours de la même semaine, comme en janvier 1981 avec : « Los obispos estudian hoy el tema del divorcio », « Próxima reunión de los obispos para aprobar el nuevo documento sobre el divorcio » et « Los obispos, contrarios a los criterios de Fernández Ordóñez sobre el divorcio »<sup>117</sup>. Le premier et le troisième article font d'ailleurs la *Une* des numéros des samedi 24 et jeudi 29 janvier.

Dans « Los obispos, contrarios a los criterios de Fernández Ordóñez sobre el divorcio », Reyes Mate décortique tous les aspects des conclusions publiées par la Conférence des évêques au regard du projet de modification du Code civil. Il cite précisément les articles concernés, comme le montre cet extrait :

A los obispos les preocupa la interpretación del artículo 60 del proyecto de divorcio, en el que se dice que el matrimonio celebrado según las *normas* del derecho canónico produce efectos civiles. El Grupo Parlamentario Centrista considera, tal y como se expresaba en el debate del proyecto en comisión, que esa formulación en nada atenta a la exclusiva jurisdicción del Estado sobre el matrimonio. Es decir, no se trata de dos *clases* de matrimonio, sino que se mantiene el modelo anglosajón, que sólo acepta una clase de matrimonio al que se puede acceder a través de distintas formas, siendo una de ellas la canónica. [...] Según esta interpretación, un ciudadano casado por la Iglesia puede recurrir al divorcio civil. Pero ese planteamiento no es el de la Iglesia. El 13 de junio de 1970, el Vaticano hacía esta puntualización al Gobierno italiano: “El reconocimiento de efectos civiles al matrimonio canónico no significa simplemente reconocer la forma religiosa canónica como una de las formas de celebración del matrimonio reguladas por la ley civil, sino que implica la obligación del Estado de reconocer efectos civiles al matrimonio, tal y como viene regulado por el derecho canónico”. Luego saca la moraleja: “Una disposición unilateral civil que desconociera la situación del cónyuge a los ciudadanos que son marido y mujer ante el ordenamiento canónico, no sería conciliable con la sustancial y objetiva voluntad del Estado, concordatariamente expresada, de reconocer efectos civiles al matrimonio canónico”. El divorcio no existe para los católicos y la misma doctrina parece que quieren aplicar a España en nombre de los acuerdos<sup>118</sup>.

À travers cet article, Reyes Mate réalise un véritable travail de vulgarisation. Il donne accès aux enjeux du débat au public d'*El País*. Cette controverse a son importance puisqu'on l'a vu, la position de l'Église conditionne les choix d'un certain nombre de députés, parmi eux,

---

<sup>116</sup> Enseñanza y divorcio en la apertura de la Conferencia Episcopal. *El País*. 25 novembre 1980, p. 1 et MATE Reyes. Los religiosos, la enseñanza católica y el divorcio, temas de la Conferencia Episcopal. *El País*. 25 novembre 1980, p. 27.

<sup>117</sup> Los obispos estudian hoy el tema del divorcio. *El País*. 24 janvier 1981, p. 1 ; Próxima reunión de los obispos para aprobar el nuevo documento sobre el divorcio. *El País*. 28 janvier 1981, p. 16 et MATE Reyes. Los obispos, contrarios a los criterios de Fernández Ordóñez sobre el divorcio. *El País*. 29 janvier 1981, p. 1 et 13.

<sup>118</sup> MATE Reyes. Los obispos, contrarios a..., *ibid.*, p. 13.

les démocrates de l'UCD. L'article est donc très pertinent dans le contexte de la Transition et des discussions politiques sur le divorce.

Malgré tout, on peut se poser la question de la représentativité de ce type d'articles. Combien de citoyens espagnols ont lu les déclarations de la Conférence épiscopale, les Accords entre l'État Espagnol et le Saint-Siège ou même le préprojet de modification du Code civil ? Pourtant, *El País* y dédie de très nombreux sujets. Le 5 février, il publie sept articles sur trois pages, dont le texte officiel intégralement reproduit<sup>119</sup>. On est alors en droit de se questionner sur le caractère performatif de ces articles, en particulier si l'on rappelle le contexte de l'époque. Au début des années 1980, les Espagnols consultent encore peu la presse, ils sont préoccupés par les successives vagues de chômage et l'augmentation du coût de la vie, et considèrent davantage les pratiques religieuses comme une tradition culturelle que comme l'expression d'une foi véritable<sup>120</sup>. Les mobiliser sur des conclusions publiées par la Conférence épiscopale semble irréaliste. Dans ce cas précis, il s'agit donc d'un débat médiatique qui ne transcende pas les pages des quotidiens ou des cercles réduits d'intellectuels. *El País* construit une image du débat public qui ne correspond pas à la réalité. Il tente d'imposer un sujet trop exigeant, trop éloigné de l'intérêt de la société. À ce sujet, Érik Neveu dit que « le chat du dessinateur Gelux observe dans une de ses réflexions mémorables qu'«en lisant le journal, les gens croient apprendre ce qui se passe dans le monde. En réalité ils n'apprennent que ce qui se passe dans le journal» »<sup>121</sup>. Ce bon mot du dessinateur n'est bien sûr pas à prendre au pied de la lettre. Toutefois, il éclaire ici le décalage qu'il existe parfois entre ce qui importe pour les médias et pour les citoyens.

On peut tirer des conclusions assez similaires du discours sur le divorce dans *La Vanguardia*. En effet, on l'a dit, les tribunes d'Alfonso Balcells Gorina, de José María Vía, ou

---

<sup>119</sup> Enérgica respuesta al documento episcopal sobre el divorcio. *El País*. 5 février 1981, p. 1 ; MATE, Los obispos "anatemizan"... , art. cit. ; Texto íntegro de la Comisión Episcopal sobre el Divorcio. *El País*. 5 février 1981, p. 16 ; Fernández Ordóñez: "La última palabra la tiene el Parlamento". *El País*. 5 février 1981, p. 17 ; PSOE: "El texto de los obispos es inoportuno, desmedido y desestabilizador". *El País*. 5 février 1981, p. 17 ; PCE: "La Iglesia cambia de actitud respecto a la democracia". *El País*. 5 février 1981, p. 17 et Fraga: "Me parece muy oportuno el documento". 5 février 1981, p. 17.

<sup>120</sup> Non seulement la société se sécularise mais elle estime également que l'Église ne devrait pas se mêler des affaires de l'État et, dans le cas qui nous occupe, du divorce. Selon une étude réalisée par le CIS en 1984, 62 % du panel de 2949 personnes interrogées estiment que l'Église catholique et l'État doivent être totalement indépendants (17 % sont en désaccord avec cette affirmation et 21 % ne se prononcent pas). Selon la même étude, seul 32 % pensent que l'Église devrait être une source d'inspiration pour un « gouvernement juste » (43 % ne sont pas d'accord et 24 % ne répondent pas). Résultats publiés dans MONTERO José Ramón. Iglesia, secularización y comportamiento político en España. In : *Revista Española de Investigaciones Sociológicas* [en ligne]. Avril-juin 1986, n° 34, p. 131-159, p. 140-141. Disponible sur : < [https://reis.cis.es/REIS/PDF/REIS\\_034\\_08.pdf](https://reis.cis.es/REIS/PDF/REIS_034_08.pdf) > (consulté le 15 juin 2022).

<sup>121</sup> NEVEU, *Sociologie...*, op. cit., p. 84.



les billets de Noel Clarasó<sup>122</sup> rejettent sa légalisation ou alors estiment qu'il faut la restreindre au maximum. Ils ne sont pas les seuls à se positionner de la sorte dans le quotidien catalan. D'autres auteurs nourrissent ce courant d'opinion, y compris après la modification législative, et argumentent leur point de vue en se basant sur des considérations religieuses. Ainsi, Joaquím Hospital i Rodes regrette le manque d'attrait pour le mariage ressenti par les nouvelles générations, de plus en plus sécularisées. Pour lui, cette indifférence causera la ruine de l'Occident<sup>123</sup> :

¿Qué será del país, de la Historia, con estas uniones de hecho, no perdurables, frágiles, ajenas al rigor del fondo y de la forma de la secular institución matrimonial? Carecemos de tiempo y aun de objetividad para formular una perspectiva de futuro. Prosigue la decadencia de Occidente que profetizaron Splenger e Ionescu, su descristianización<sup>124</sup>.

De son côté, Julián Marías cite plusieurs passages de la Bible pour s'opposer à la dissolution du mariage. Dans une tribune qu'il publie en deux fois, les 15 et 18 mars 1981, il amalgame les divorces religieux et civil. Il écrit : « en el Nuevo Testamento hay otro pasaje que nada tiene que ver con el matrimonio (Marcos 113: 14). Los que no han visto a Jesús resucitado, cuando se lo cuentan los que lo han visto, no lo creen; y Cristo les reprocha su incredulidad (apistía) y dureza de corazón (sklerokardía) »<sup>125</sup>. Puis il explique que cette « dureté du cœur » ne renvoie pas à un trait de personnalité mais à une caractéristique d'une population à un instant donné : « es lo que llamaríamos en lenguaje moderno una vigencia social. A la cual se llegó en cierto momento, y por eso Moisés autorizó el libelo de repudio, que antes, en un principio, no existía »<sup>126</sup>. Or, selon Julián Marías, l'Espagne est en train de manifester cette même dureté dont aurait fait preuve la société à l'époque de Moïse. L'acceptation du divorce par la société espagnole est le témoignage de la crise qu'elle est en train de vivre :

Quiero decir que se puede volver a otras vigencias sociales, o puede haber otra forma de sklerokárdioi, de dureza de corazón, que explique y haga posible una nueva forma del libelo de repudio mosaico. La ley del divorcio sería el equivalente moderno con otra forma, como correspondiente a ciertos cambios

---

<sup>122</sup> Voir VI. 2. A. Les chroniqueurs de *La Vanguardia* contre la transformation de l'Espagne prônée par les féministes.

<sup>123</sup> Remarquons que resurgit ici une idée déjà développée à travers l'étude des tribunes de Noel Clarasó « Feminismos » et de Néstor Luján « Las realidades del feminismo », idée selon laquelle la Transition démocratique impose des us et coutumes venus d'ailleurs qui menacent les traditions voire l'identité espagnole.

<sup>124</sup> HOSPITAL I RHODES Joaquím. Sólo una pareja. *La Vanguardia*. 21 janvier 1982, p. 20.

<sup>125</sup> MARÍAS Julián. La « dureza del corazón » como vigencia social. *La Vanguardia*. 15 mars 1981, p. 7.

<sup>126</sup> *Ibid.*

sociales, a crisis que se producen en la sociedad, como ocurrió en cierto momento en la historia de Israel, la que llevó a la autorización por Moisés del repudio<sup>127</sup>.

Il est intéressant aussi de souligner le parallèle – innocent ? – établi entre divorce et répudiation, une tradition venue d'un autre temps et qui insinue que l'Espagne régresse. Ici, Julián Marías s'appuie sur son érudition religieuse pour rejeter ce qu'il considère comme une erreur historique.

Ces deux derniers exemples datent de 1981 et de 1982. À cette époque, la grande majorité des Espagnols est favorable au divorce (82 % à l'automne 1980 selon une enquête du sociologue Salustiano del Campo Urbano)<sup>128</sup>. Et, lorsque paraît la tribune de Joaquín Hospital i Rodes la modification du Code civil est déjà ratifiée depuis de nombreux mois. À ce moment-là, le débat n'a même plus lieu d'être puisque le divorce est inscrit dans la Constitution et dans le Code civil, deux textes votés par des représentants élus démocratiquement et, en ce qui concerne la Constitution, par le peuple lui-même à travers un référendum. Les discussions qui animent le journal sont donc déconnectées de la réalité.

Par conséquent, ni les auteurs de *La Vanguardia* et leurs prises de position tardive sur le divorce, ni les journalistes d'*El País* et leur minutieux décryptage des déclarations de la Conférence épiscopale ne sont vraiment en prise avec la société. Ils ne représentent pas la voix de l'opinion publique. Dans le cas du divorce dans le quotidien catalan, il peut s'agir d'un jeu intellectuel, d'une réflexion philosophique sur la thématique qui, par définition, n'a pas vocation à influencer la législation mais simplement à pousser les lecteurs à la réflexion. Ce serait donc un exercice dialectique du journal, une façon pour les auteurs de se répondre les uns aux autres en déployant leur meilleure rhétorique.

Dans le cas du quotidien madrilène, la question est un peu différente. Il est possible que le journal cherche à intéresser le lecteur à la question des rapports entre l'Église et l'État, un sujet qui lui semble essentiel. Toutefois, il peut également s'agir de se positionner lui-même par rapport à une instance de pouvoir : l'Église. En exprimant son désaccord quant aux déclarations de la Conférence épiscopale, il s'attaquerait à un autre pouvoir de fait. Dans ce cas, l'opinion médiatique n'a donc pas d'impact sur l'opinion publique. Malgré les apparences, elle ne cherche pas ici à influencer le cours des lois.

---

<sup>127</sup> *Ibid.*

<sup>128</sup> Étude de Salustiano del Campo en collaboration avec le CIS, relayée par *El País*. El 82 % de los españoles..., art. cit. Voir II. 2. B. 1981 : La légalisation du divorce.

Par ailleurs, l'opinion médiatique n'est pas synonyme d'opinion publique. Les efforts d'*El País* et de certains auteurs de *La Vanguardia* pour imposer tel ou tel point de vue ne peuvent fonctionner systématiquement. Par exemple, après la tragédie de Seveso, le quotidien madrilène informe des débats sur la loi de dépénalisation de l'avortement en Italie, mais ce n'est pas pour autant que les Espagnols, simples citoyens ou élus, se saisissent du sujet. Certes, il est probable qu'une partie de la population communique sur le sort des victimes enceintes, dont la situation est relayée par de nombreux médias, mais ces discussions supposées ne prennent pas une dimension suffisante pour déboucher sur une réforme du Code pénal. La tentative d'*El País* est donc un échec puisqu'il ne parvient pas à donner de l'ampleur à un débat qui demeure circonscrit à ses pages.

En réalité, il est probablement encore trop tôt, un an à peine après la mort de Franco, pour que la population aborde un sujet aussi tabou que la dépénalisation de l'avortement. Les débats italiens de l'automne 1976 sont donc trop éloignés de la réalité sociopolitique de l'Espagne, trop « hors-sol » pour déclencher un mouvement similaire dans un pays qui n'autorise même pas encore l'usage des contraceptifs. La réflexion médiatique et politique sur la dépénalisation de l'avortement ne s'engagera finalement qu'à partir de la réouverture du procès de Bilbao à l'automne 1979. Cet exemple confirme qu'un journal – même renommé et très vendu comme *El País* – n'a pas, à lui seul, le pouvoir d'influencer l'agenda politique. Il est tributaire de la réaction des autres acteurs médiatiques et publics.

Ce que permet *El País* en revanche, c'est d'établir un lien, cinq ans plus tard, entre les évènements italiens et le scandale de l'huile frelatée en Espagne et, par la même, d'étayer son argumentation en faveur de la dépénalisation des avortements thérapeutiques. Dans un éditorial publié en mars 1982, il compare explicitement les deux drames et explique que l'Italie a fait le choix de permettre les interruptions volontaires de grossesse pour les victimes. Par conséquent, selon lui, les Espagnoles qui risquent elles aussi de donner naissance à des enfants atteints de malformations devraient bénéficier de cette autorisation :

Esta angustiosa situación recuerda inevitablemente a los dramas de la talidomida y de Seveso, que tanta influencia han ejercido sobre la opinión pública europea en el debate sobre el aborto. Los moralistas tienen sus puntos de vista, tan diversos como respetables, sobre la cuestión de si se puede hablar de *vida humana* antes de que el feto abandone la placenta, que es el momento límite admitido por la mayoría las legislaciones tolerantes para la interrupción autorizada del embarazo<sup>129</sup>.

---

<sup>129</sup> Consecuencias..., art. cit.

Cette dernière précision est un appel à l'UCD car le parti au pouvoir compte de nombreux députés démocrétiens dont les croyances religieuses conditionnent la décision. Le journal les invite donc à suivre l'exemple de leurs homologues transalpins. Lorsqu'à l'automne 1976, *El País* informe des débats italiens pour dépénaliser l'avortement, sans le savoir, il pose les jalons de ce qu'il défendrait cinq ans plus tard avec les victimes de l'huile de colza frelatée. Le fait qu'il établisse explicitement un lien entre les deux affaires met en exergue la valeur de son travail d'information. Il prend de la distance avec les faits pour les analyser dans leur contexte historique et les corrélér et contraster avec une autre situation similaire. C'est ce pouvoir dont il dispose, un pouvoir d'influence et de mise en lumière particulière des événements, mais pas un pouvoir de manipulation totale et exclusive de l'opinion. *La Vanguardia*, lui, n'établit aucune corrélation. Il ne se montre pas autant à la hauteur de l'évènement médiatique qu'*El País*.

Quoi qu'il en soit, force est de constater que l'idée selon laquelle il serait possible pour les médias de maîtriser l'opinion publique est un fantasme. Cette manipulation est encore plus incertaine si l'on considère à quel point la réception du contenu médiatique peut se révéler imprévisible. C'est ce qu'assure Érik Neveu. Pour lui, tous les individus, en fonction de leur personnalité et de leur formation, interprètent différemment le message informatif :

Dans le monde anglophone, la problématique des « audiences actives » [Le Grigou, 2003] a renouvelé la connaissance de l'impact des médias. Même si ces travaux se sont autant fixés sur les feuillets ou les livres que sur l'information *stricto sensu*, une énorme masse de recherches est venue démontrer à quel point les références culturelles et les identités sociales ou politiques des récepteurs pouvaient aboutir à des écarts sensibles dans la réception d'un même message médiatique<sup>130</sup>.

Ces recherches sont particulièrement pertinentes pour saisir les effets du discours médiatique sur la population. Néanmoins, elles impliquent nécessairement d'avoir accès à la réception. Or, il s'agit là d'un des écueils de cette thèse : comment connaître les réactions du public alors que les contenus médiatiques étudiés datent de plus quarante ans ? Il n'existe pas d'étude précise de la réception d'*El País* et de *La Vanguardia* dans les années 1970 et 1980 et, si une telle étude avait été menée, encore aurait-il fallu qu'elle ait été conservée. C'est pourquoi, sur ce point, les conclusions de notre commentaire seront limitées. Néanmoins, elles permettront tout de même de constater les limites de l'influence des deux quotidiens sur l'évolution législative.

---

<sup>130</sup> NEVEU, *La Sociologie...*, *op. cit.*, p. 83.

Tout d'abord, bien qu'il représente une frange très spécifique du lectorat, il est tout de même possible de se faire une idée de ces différences de réception à travers le courrier des lecteurs. Par exemple, *La Vanguardia* reçoit plusieurs lettres répondant au contenu de numéros antérieurs. Analysons-en deux qui paraissent le 10 mai 1977. Dans la première, l'auteur semble ouvert sur le reste de l'Europe. Il souhaite que l'Espagne prenne exemple sur la législation française en matière d'accès à la contraception et de divorce. Il écrit que « hace días que vienen apareciendo muchas cartas con distintos criterios sobre la legalización de anticonceptivos, divorcio y aborto »<sup>131</sup>. Puis il expose son point de vue : « ¿Es necesario el divorcio? Creo es otro punto que aparece frecuentemente en este espacio. De la misma manera que a este otro lado de los Pirineos hay todas las facilidades para hacerlo, las hay para no haberlo o evitar el mal paso de un matrimonio equivocado »<sup>132</sup>. Le second lecteur n'est pas d'accord. Dans sa lettre, il écrit :

Expreso mi total discrepancia con la carta aparecida en su periódico firmada por el señor don Ignacio de Gispert Jorda; adhiriéndome plenamente con la opinión expresada por el doctor Segarra el día 27 del pasado mes, sobre el mismo tema y en la misma sección. Considero el divorcio como algo que va contra la ley natural y por lo tanto contra la naturaleza del matrimonio y en definitiva contra la persona humana<sup>133</sup>.

Les deux signataires font partie du public de *La Vanguardia* et les deux réagissent au même contenu publié. Pour autant, leur opinion est totalement opposée. L'audience du journal n'est donc pas composée d'un ensemble monolithique de personnes adhérant automatiquement à l'opinion des articles publiés. Chacun vient chercher ce qui lui semble intéressant dans le journal. Certains l'achèteront pour ses positions conservatrices, ou pour son supplément culturel de fin de semaine, voire pour l'importance donnée aux informations régionales ou même par simple habitude. Consommer un produit médiatique ne signifie donc pas assimiler sans broncher tout ce qu'il exprime. De la même façon, un segment du public d'*El País* apprécie les billets de Francisco Umbral. La journaliste Karmentxu Marín affirme que les lecteurs se délectaient des textes du romancier et qu'il avait « mucha influencia y mucha gracia »<sup>134</sup>.

---

<sup>131</sup> MONLLOR Juan. Vive y deja vivir. *La Vanguardia*. 10 mai 1977, p. 7.

<sup>132</sup> *Ibid.*

<sup>133</sup> LOZANO J. Vive y deja vivir. *La Vanguardia*. 10 mai 1977, p. 7.

<sup>134</sup> Entretien avec Karmentxu Marín réalisé le 25 avril 2019, à Madrid.

Pourtant, il reçoit également de nombreuses critiques des lectrices féministes<sup>135</sup>. Il en fait part dans ses chroniques et le journal en publie même à l'occasion<sup>136</sup>.

Ainsi, reprendra-t-on l'expression de « communautés d'interprétation », utilisée par Jean-Pierre Esquenazi pour se référer aux « collectifs sociaux qui regardent d'un même œil un produit médiatique »<sup>137</sup>. Une « communauté d'interprétation n'est pas un ensemble préétabli, mais constitue le produit des réactions à un objet donné »<sup>138</sup>. Le profil sociologique des lecteurs de *La Vanguardia* diffère de celui d'*El País*<sup>139</sup> mais, à l'intérieur de chaque lectorat, il existe également plusieurs communautés d'interprétation. Il est donc presque impossible de prévoir toutes leurs réactions du public d'un même journal. Par conséquent, les deux quotidiens peuvent faire en sorte d'amener leurs lecteurs à adhérer à leur point de vue concernant la série de réformes législatives étudiées mais jusqu'à une certaine limite. Ils n'ont donc pas le pouvoir de les manipuler. En revanche, ils disposent d'outils pour les conditionner afin qu'ils adhèrent davantage à certaines mesures.

Par ailleurs, il est important de viser le bon type d'argumentation afin de toucher le plus de personnes possibles. En effet, chez *La Vanguardia* notamment, force est de constater que le style des auteurs de tribunes – collaborateurs ponctuels ou membres de la rédaction – est très varié. Le type d'arguments avancés, le ton ou même l'engagement plus ou moins fort sont autant de paramètres aboutissant à des textes d'opinion très différents. Or, on peut douter de la valeur performative de certains de ces textes, c'est-à-dire de leur capacité à convaincre le lecteur.

Pour commencer, l'engagement très fort de certains signataires s'avère ambivalent. Il est vrai qu'il témoigne de la détermination des auteurs à défendre leurs valeurs morales, en dépit des modes sociales. Néanmoins, cette insistance peut aussi sembler suspecte et amener le lecteur à se demander si ces auteurs n'ont pas quelque chose à gagner en se positionnant de la sorte, en particulier lorsqu'ils s'expriment au nom d'un groupe de pression. C'est le cas d'Alfonso Balcells Gorina et de ses tribunes contre l'avortement, un thème sur lequel le quotidien catalan n'a jamais donné son opinion officielle au cours de la période étudiée. Le médecin tente à tout prix et sur tous les registres de convaincre le public que cet acte constitue un crime odieux quelles qu'en soient les raisons. Il n'est pas le seul à penser ainsi. La docteure Dolores Voltas publie elle aussi une tribune dans laquelle elle s'indigne des discours favorables

---

<sup>135</sup> Voir VI. 2. B. L'amertume des chroniqueurs d'*El País*.

<sup>136</sup> Par exemple, dans cette lettre : GLATTSETEIS. A Francisco Umbral. *El País*. 4 février 1982, p. 12.

<sup>137</sup> ESQUENAZI, in : OLIVESI (dir.), *op. cit.*, p. 21.

<sup>138</sup> *Ibid.*

<sup>139</sup> Voir III. 3. B. *El País* et *La Vanguardia* informent-ils ?

à la dépénalisation : « la muerte a sangre fría, perpetrada contra un ser inocente e indefenso, con premeditación y alevosía recibe el calificativo de crimen en todos los casos, menos en uno, que prefieren llamar simplemente interrupción voluntaria del embarazo, que es más “humano” »<sup>140</sup>. Pour elle, autoriser l’avortement est une perversion du sens de la démocratie. Elle dénonce « el cinismo de una sociedad que, llenándose la boca de democracia y derechos humanos, niega todo derecho a sus propios hijos »<sup>141</sup>. Alfonso Balcells Gorina et Dolores Voltas sont tous deux médecins, une profession qui, selon les thèses de Patrick Charaudeau, sert leur crédibilité<sup>142</sup>. Néanmoins, il est de notoriété publique que le premier est lié à l’Opus Dei. Quant à la seconde, l’article indique qu’elle est vice-présidente de la « Asociación pro respeto a la vida ». Donc, certes, ils sont médecins mais ils sont aussi liés à des groupes structurés et dotés d’une stratégie pour influencer les décisions politiques. Le lecteur sait que leur discours est calibré pour être le plus convainquant possible, en accord avec les principes de leur entité de rattachement. D’ailleurs, Dolores Voltas ne s’exprime pas en tant que médecin, son discours n’est pas scientifique. Elle parle en tant que membre éminent de son association anti-avortement. Il ne s’agit donc pas d’un discours tout à fait innocent mais d’un discours politique, au sens large du terme, ce qui peut paraître plus suspect aux yeux du lecteur.

Ainsi, leurs tribunes sont très différentes de celles d’Elisa Lamas qui, dans une série de trois textes, défend la dépénalisation de l’avortement. La façon dont le lecteur perçoit leur identité n’est pas le même puisqu’Elisa Lamas ne parle qu’en son nom, elle n’est liée à aucun groupe de pression, en particulier à aucune association féministe. Elle échappe donc à l’animosité que le journal a exprimé à travers sa ligne éditoriale à l’égard des militantes. Ce n’est pas le cas des autres auteurs. Leur nom est associé à tous les *a priori* – bons comme mauvais – que le lecteur attribue à l’Opus Dei, mais aussi à Alianza Popular (Alfonso Balcells Gorina a tenté de devenir sénateur AP en 1977), ainsi qu’aux associations dites « pro-vie »<sup>143</sup>. En outre, la forme de son discours diffère des deux autres. D’une part, son argumentation vise à tisser un lien de confiance avec le public. Elle parle en tant que citoyenne, chrétienne et mère qui, de prime abord, n’est pas une prosélyte de l’avortement : « para evitar malentendidos pido al lector que por una vez me permita que hable de mí misma. Soy madre de siete hijos, y aunque mi último embarazo doble, puso en peligro mi vida, jamás hubiera aceptado abortar »<sup>144</sup>. Elle

---

<sup>140</sup> VOLTAS Dolores. Las apologías del aborto. *La Vanguardia*. 7 avril 1982, p. 22.

<sup>141</sup> *Ibid.*

<sup>142</sup> Elle renforce « l’effet de vérité », Voir VIII. 2. C. La présentation des sources de l’information.

<sup>143</sup> *Juntas electorales provinciales* [en ligne]. BOE n° 113, 12 mai 1977. Disponible sur : « <https://www.boe.es/boe/dias/1977/05/12/pdfs/A10467-10526.pdf> » (consulté le 20 juillet 2022), p. 10472.

<sup>144</sup> LAMAS, El aborto y..., art. cit.

dit être une personne comme les autres. Par ailleurs, Elisa Lamas avance des arguments logiques mais tente également de susciter la pitié du lecteur. Par exemple, au sujet des grossesses dues à des viols, elle lance cette question rhétorique :

¿Qué se podría decir si el estado de espíritu de la madre durante el embarazo no es ya la indiferencia, sino la humillación profunda, la impotencia ante la justicia que se le han infligido, la rebeldía ante una sociedad que se hace cómplice de esa injusticia gravísima, el terror a los genes que el hijo herede de un padre brutal, desprovisto de control y de sentido ético<sup>145</sup>?

Enfin, elle critique la position des personnes anti-dépénalisation mais prend soin de modérer ses propos et de ne pas les attaquer personnellement. Ainsi, au sujet d'un article dans lequel Alfonso Balcells Gorina expliquait – en s'appuyant sur des déclarations du peintre Joan Josep Tharrats – qu'une femme enceinte à la suite d'un viol devait malgré tout mener à bien sa grossesse, elle répond : « siento muchísimo tener que decir que cuando leo afirmaciones de este tenor experimento un profundo sentimiento de rebeldía, independientemente, por supuesto, de la estima y el respeto que me pueden inspirar las personas que las sostienen »<sup>146</sup>. La condamnation est donc nuancée, d'autant qu'Elisa Lamas le rappelle, elle est opposée à la légalisation de l'avortement : « he releído mi artículo para comprobar que no hay en él nada que pueda interpretarse como una defensa del aborto. No lo hay. Lo que defiende es su despenalización, cosa muy distinta »<sup>147</sup>.

À l'inverse, l'argumentation d'Alfonso Balcells Gorina et de Dolores Voltas est plus offensive, plus intransigeante, et se base sur la condamnation sans appel des partisans de la dépénalisation. Par exemple, le médecin lié à l'Opus Dei relaye des propos qu'il aurait entendus : « es un “trozo de carne” dice el ignorante y el sectario »<sup>148</sup>. L'expression peut choquer mais il est impossible de savoir si Alfonso Balcells Gorina l'a réellement lue ou entendue. En revanche, elle peut être utile pour décrédibiliser les personnes pro-avortement, ce qui va dans le sens de son argumentation. En parallèle, l'auteur s'adresse directement aux militantes :

---

<sup>145</sup> LAMAS, Señores..., art. cit.

<sup>146</sup> *Ibid.*

<sup>147</sup> LAMAS, EL aborto y..., art. cit.

<sup>148</sup> BALCELLS GORINA, Morir, antes de..., art. cit.



es perder el tiempo con el slogan de tantas feministas: “el cuerpo es mío y yo hago con él lo que quiero”. No señora o señorita, nadie que esté en sus cabales puede dedicarse a la auto-mutilación de su cuerpo [...] pero, por favor, el embrión no es siquiera “parte” de su cuerpo, aunque está “dentro” de él<sup>149</sup>.

L’expression « por favor », signe de l’exaspération de l’auteur, apparaît également dans la tribune de Dolores Voltas, lorsqu’elle critique les arguments d’un partisan de la dépénalisation : « para el señor Papell parece que esto forma parte de un alto estadio cultural de los pueblos. ¡Por favor! Todas las civilizaciones han tenido que arrastrar una serie de lacras sociales (legalizadas o despenalizadas que, ante la pasividad permisiva han contribuido a su decadencia y destrucción »<sup>150</sup>. Les deux auteurs n’esquissent aucun signe de compréhension vis-à-vis des arguments du camp adverse, au contraire, ils s’en s’irritent.

Il est vrai que pour un lecteur farouchement opposé à la dépénalisation de l’avortement, les tribunes d’Alfonso Balcells Gorina et de Dolores Voltas sont rassurantes. Elles montrent qu’ils sont en train de lutter, qu’ils persévèrent afin de protéger les intérêts de ceux qui, pour eux, sont des enfants à naître. Ils ne se laissent pas influencer par les nombreux discours de l’époque – discours médiatiques mais aussi politiques, notamment du PCE et du PSOE – qui défendent la dépénalisation. Leur tribune peut donc être un repère, un rappel des valeurs de toujours, dans une époque qui semble subitement tout autoriser, même ce qui était jusqu’alors complètement tabou dans le discours public. Alfonso Balcells Gorina et Dolores Voltas seraient donc en train de protéger les principes moraux espagnols de la prétendue modernité européenne et étasunienne.

Néanmoins, les articles datent de 1982 et la manière dont ils défendent leur position contraste avec les mentalités des lecteurs de l’époque. En effet, si au début de la période étudiée, ce type de discours anti-dépénalisation pouvait se révéler performatif, il l’est moins à partir des années 1980. Le procès des onze de Bilbao a eu un impact sur l’opinion publique. Les enquêtes du CIS indiquent que la population est de plus en plus disposée à accepter la dépénalisation de l’avortement. Ainsi, en 1983, plus de la moitié des Espagnols est favorable au projet de loi du PSOE<sup>151</sup>. Comment expliquer que *La Vanguardia* publie des tribunes exprimant un tel décalage avec l’opinion ?

---

<sup>149</sup> *Ibid.*

<sup>150</sup> VOLTAS, art. cit.

<sup>151</sup> En 1979, 27 % des Espagnols seulement sont favorables à sa légalisation. Ce pourcentage monte à 31 % si la vie de la mère est en danger. En 1981, 39 % des personnes interrogées soutiennent sa dépénalisation. En 1983, ils sont 57 % à adhérer au projet de dépénalisation du PSOE (loi précisant des délais précis en cas de risque sérieux pour la santé physique ou mentale de la mère, d’anomalie génétique handicapante de l’enfant ou de viol), ALCOBENDAS TIRADO, art. cit. Voir II. 2. C. Les débats sur l’avortement.

En 1982, le quotidien donne pourtant la parole à plusieurs chroniqueurs favorables à la dépénalisation de l'avortement. C'est le cas d'Antonio Papell et de Lluís Permanyer qui signent des tribunes en mars, mais aussi de Salvador Giner qui écrit en juin et d'Elisa Lamas qui le fait en juillet puis en septembre<sup>152</sup>. Le journal ne fait donc pas de campagne contre la dépénalisation de l'avortement. Peut-être cherche-t-il simplement à faire vivre la pluralité d'opinions, ou alors, peut-être utilise-t-il les articles de Balcells Gorina et de Voltas dans le but de rappeler sa propre identité politique. En effet, donner la parole à des auteurs très conservateurs signifie aussi se positionner contre la gauche, de plus en plus claire dans sa volonté de dépénalisation si elle arrive au pouvoir en octobre 1982. *La Vanguardia* rappellerait donc ainsi qu'il est un journal de droite. Cela pourrait être une façon pour lui de rassurer une partie de son lectorat après avoir encouragé des réformes progressistes comme celle de la légalisation du divorce de 1981.

Une autre ambivalence dans les effets du discours se produit à *El País* au sujet du divorce, non pas à l'échelle des auteurs mais à celle du journal lui-même. On l'a vu, il publie énormément d'articles sur la question. Ce matraquage médiatique sur la nécessité de légaliser au plus vite le divorce et ses régulières attaques envers l'Église peuvent à la fois correspondre aux attentes des lecteurs – *El País* défend sans relâche ses opinions en faveur des droits humains et de la modernisation de l'Espagne – mais également le lasser. Selon les périodes, les articles sur le divorce occupent un large espace de chaque numéro. Par exemple, le 19 mars 1981, le journal en publie cinq qui couvrent quatre pages dont une partie de la *Une*<sup>153</sup>. À travers ce choix, il prend le risque de perdre son lecteur qui, jour après jour, notamment depuis le dépôt du préprojet en 1979, est déjà exhaustivement informé de tout ce qui a trait à ce sujet.

La portée des choix d'*El País* est donc bien difficile à estimer. Informer la population de l'évolution quotidienne des débats sur le divorce signifie donner accès au plus grand nombre à la vie politique du pays. Néanmoins, le public est-il assez formé et vit-il assez aisément pour s'intéresser autant à ce type de sujets ? Si l'on en croit Gloria García González et Manuel Redero San Román, ce n'est pas le cas. Selon eux, la Guerre Civile et la dictature ont éloigné les Espagnols de la politique et, durant la Transition, la majorité d'entre eux s'intéresse

---

<sup>152</sup> PABELL, art. cit. ; PERMANYER Lluís. Por la condición femenina. *La Vanguardia*. 24 mars 1982, p. 4 ; GINER Salvador. Abortar en Londres. *La Vanguardia*. 23 juin 1982, p. 5 ; LAMAS, art. cit.

<sup>153</sup> Liberales y democristianos de UCD se distancian en la Ley de Divorcio. *El País*. 19 mars 1981, p. 1 ; PRADES Joaquina. Los liberales dejan... art. cit. ; Varias organizaciones feministas se constituyen en asamblea permanente. *El País*. 19 mars 1981, p. 11 ; MARÍN Karmentxu, PRADES Joaquina. El PSOE, preocupado por la campaña promovida desde instancias confesionales. *El País*. 19 mars 1981, p. 12 ; DE LA CÁMARA ÁLVAREZ Manuel. ¿Defensa de..., art. cit.

davantage à son pouvoir d'achat qu'aux problématiques politiques plus théoriques<sup>154</sup>. De fait, le pays subit alors de plein fouet la crise économique et sociale due aux chocs pétroliers.

De plus, le matraquage informatif autour du divorce est parfois moins destiné à informer le lecteur qu'à se positionner par rapport aux autres acteurs de l'opinion publique – intellectuels, médias, associations – et à la classe politique. Dans ce cas, *El País* peut influencer non pas les Espagnols mais, parmi eux, ceux qui *font* l'opinion et ceux qui décident s'ils vont la suivre, en votant les lois. Cette stratégie peut être efficace pour peser sur l'évolution législative mais elle peut également créer un effet de saturation puis de désintérêt pour le public. D'ailleurs trois des cinq articles du 19 mars 1981 pointent du doigt les dissensions *ucédistes*, signe que l'information autour du divorce sert aussi les intérêts politiques d'*El País*. Il en sera question plus loin. Dans ce cas, le discours médiatique du journal n'est donc pas réellement assorti d'effets sur les lecteurs. Il en vise certains et se positionne dans l'opinion.

Finalement, il est impossible de prévoir à coup sûr la réaction de l'audience d'un journal face à une information ou une prise de position. Les titres de presse peuvent inviter leurs lecteurs à voir le monde à travers leur propre filtre et à défendre leur modèle de société idéale. Ce modèle peut passer par un type de divorce plutôt qu'un autre ou par le choix de dépénaliser ou non l'avortement. Néanmoins, les lecteurs ont aussi leur propre filtre, conditionné par leur identité, leur formation et leur expérience. Il ne suffit donc pas aux journaux de lister les mesures à adopter pour que leur public y adhère et les promeuve sans sourciller. *El País* et *La Vanguardia* possèdent donc une série de leviers pour influencer et conditionner l'opinion – sélection, mise à l'agenda, cadrage, appel à des collaborateurs réputés ou même style argumentatif des articles – mais ils doivent composer avec l'existence de bien d'autres facteurs et de groupes de pouvoirs. Le public dispose lui-même d'un libre-arbitre voire d'un relatif ascendant sur les médias.

### VIII. 3. C. Qui influence qui ?

En effet, même une audience peu politisée comme celle de la Transition ne suit pas aveuglément l'avis médiatique. À ce propos, les travaux de Michel de Certeau au sujet des publicités télévisées sont très éclairants puisqu'ils concluent que les groupes sociaux dominants créent des objets culturels avec une certaine façon d'appréhender le monde, à l'intention du public. Or, ce public choisit ce qui l'intéresse à l'intérieur des contenus et comment il va les consommer. Éric Maigret explique l'analyse de Certeau. Il dit que

---

<sup>154</sup> GARCÍA GONZÁLEZ, REDERO SAN ROMÁN, art. cit., p. 102. Voir III. 1. C. Presse et opinion publique.

Certeau pose, en suivant la leçon marxiste, que la relation entre producteurs et consommateurs de sens est inégalitaire : ceux qui disent, écrivent, mettent sur le marché ou font lire, ont un pouvoir sur ceux qui consomment, qu'ils soient lecteurs ludiques ou scolaires, celui d'imposer du sens et les formes qui le véhiculent. [...] Les producteurs de sens sont des propriétaires de terres (les textes) dont ils réglementent l'accès et les usages. Les consommateurs (Certeau n'emploie pas le terme de récepteurs dont la vogue viendra ensuite) sont analogues à des braconniers qui chaparderaient des biens en toute illégalité pour composer leur quotidien : sélectionner des éléments dans un texte, le lire à sa façon, le mettre en relation avec d'autres éléments étrangers à sa production<sup>155</sup>.

Le public a la capacité de s'appropriier les contenus médiatiques. Dans *La Vanguardia*, c'est d'autant plus notable que le journal dépasse régulièrement la centaine de pages. Il est conçu de façon à ce que le lecteur « pioche » les articles qui l'intéressent. Ce « zapping » appliqué à la presse peut également concerner des rubriques ou des thématiques particulières. Par exemple, on peut imaginer qu'un consommateur passe les nombreux comptes-rendus de sessions parlementaires dédiées à la loi du divorce, sans les lire.

Le public est donc libre de ses choix. Il est également au centre des décisions des journaux et, par conséquent, dispose d'un pouvoir indirect sur eux. De fait, ces derniers l'imaginent plus qu'ils ne le connaissent vraiment. Ils tentent donc de le charmer, de s'adapter à ce qu'ils croient qu'il désire lire. Il a plusieurs fois été question de la nécessité de le « capter », en particulier à travers la mise en scène de polémiques autour des discussions sur le divorce et l'avortement. D'autres choix opérés par *El País* et *La Vanguardia* suggèrent eux aussi que les deux quotidiens adaptent leur contenu à leur cible idéale. C'est le cas des titres censés « happer » son attention ou même de la création de sous-rubriques comme « Gente » qui divulgue les dernières informations de l'actualité *people* dans le quotidien madrilène. Le besoin de charmer l'audience se heurte même parfois aux principes idéologiques du journal. Par exemple, dans l'éditorial « La mujer, persona y no objeto », *La Vanguardia* se réjouit que le Pape ait prononcé des paroles pour défendre la dignité des femmes, trop souvent considérées comme des objets de désirs<sup>156</sup>. Pourtant, le journal lui-même sexualise le corps féminin dans le but de vendre des exemplaires. C'est le cas de la *Une* du 11 octobre 1980 qui promeut son supplément de fin de semaine et dans lequel se trouve « un reportaje evocador en donde se cuenta con todo detalle la invención de las medias y ligeros ». On remarquera l'usage de

---

<sup>155</sup> MAIGRET, *op. cit.*, p. 134.

<sup>156</sup> « es una propuesta revolucionaria: la de crear, ya en las relaciones conyugales, una sociedad en la que la mujer sea tratada como persona y no como objeto », La mujer, persona... art. cit. Voir VII. 3. A. *La Vanguardia* : pour une institution morale, ancrée dans la sphère publique.

l'adjectif « evocador » qui annonce l'angle sensuel de l'article. Adossé à ce texte se trouve la photo d'une jeune femme blonde en talons et jarretières apparentes, cliché de l'idéal érotique de l'époque (Figure 15). Le journal se sert de cette image pour inciter le lecteur à acheter l'exemplaire qu'il a entre les mains. Notons au passage qu'il suppose que ce dernier est un homme hétérosexuel, friand de ce type de représentations, ce qui n'est qu'une projection subjective de ce qu'il pense être son lectorat.



Figure 15 : Pied de la Une de La Vanguardia du 11 octobre 1980

Pourtant, on l'a vu, l'iconographie de la sensualité voire sexualité déplaît à Carlos Godó. En juin 1977, il demande même à Horacio Sáenz Guerrero de ne pas publier de publicités trop vulgaires et de réduire au maximum la taille de celles qui sont un peu osées<sup>157</sup>. Toutefois, si la rédaction choisit de promouvoir son supplément à travers ce type d'images, c'est qu'elle estime que le public les apprécie. *La Vanguardia* adapte donc son contenu en fonction des possibles attentes et désirs du lectorat. En ce sens, le consommateur à lui-même un pouvoir sur la presse. Patrick Champagne parle même de « dictature du public »<sup>158</sup>. Dans ces travaux sur la télévision, il explique que

le mode de domination a changé, la soumission aux puissants en place ayant été remplacée par la soumission aux lois impersonnelles et anonymes du marché économique qui s'exprime sous la forme objective des taux d'audience que les directeurs de chaîne font placarder dans les locaux de télévision<sup>159</sup>.

Dans un contexte de forte concurrence médiatique comme celui de la Transition démocratique, le pouvoir du public pour acheter ou bouder un titre de presse nuance donc

<sup>157</sup> BARRERA, NOGUÉ, *loc. cit.* Voir V. 2. B. Les journaux se font écho de l'implantation de nouveaux modèles de conduite féminine.

<sup>158</sup> CHAMPAGNE Patrick. *Faire l'opinion...*, *op. cit.*, p. 279-280.

<sup>159</sup> *Ibid.*

l'ascendant que les journaux exercent sur lui. Il ne s'agit pas d'une relation unilatérale mais bilatérale ou plutôt bilatérale indirecte puisque les journaux ne peuvent que subodorer les attentes de leurs lecteurs. La presse défend sa façon de concevoir la réalité sociopolitique de l'époque et cherche à y faire adhérer son audience afin d'avoir plus de pouvoir dans l'espace public. Néanmoins, le consommateur doit y trouver son compte, au risque de ne plus acheter la publication.

Par ailleurs, une deuxième contrainte à prendre en compte par les médias est qu'ils ne sont pas les seuls à fixer l'agenda public. En dehors de l'agenda médiatique, il existe l'agenda politique ou même législatif dont la sphère médiatique est tributaire. Elle n'est pas la seule à choisir quand il faut parler. Cela fait partie des contraintes professionnelles avec lesquelles travaillent les professionnels d'*El País* et de *La Vanguardia*. Par exemple, la Conférence des évêques espagnols se réunit les 24 et 25 janvier 1981 afin de prendre une nouvelle fois position sur le projet de légalisation du divorce. Cependant, les prélats décident finalement de ne pas publier leurs conclusions avant que n'ait lieu le congrès de l'UCD, prévu pour les 6, 7 et 8 février 1981. L'objectif pour l'Église est de se laisser la possibilité de remanier son texte suivant la tendance *ucédiste* qui sortira vainqueur du rassemblement. De leur côté, les journaux avaient annoncé la très prochaine publication des conclusions de la réunion des évêques mais ils se trouvent finalement bloqués, bien obligés d'attendre que la Conférence publie ses conclusions. Cette dernière n'avoue jamais que son choix dépend de la tenue du congrès *ucédiste*. Ce sont les journaux qui, loin d'être dupes, établissent le lien. Le quotidien catalan dit que, parmi les

medios del Ministerio de Justicia, consultados por *La Vanguardia*, se interpreta de esta manera la decisión episcopal de aplazar la publicación del documento: los obispos esperan que durante este próximo mes sean los políticos los que se definan sobre el espinoso tema. Las fuentes consultadas también han insistido en que el aplazamiento puede estar condicionado por la cercanía del congreso de UCD<sup>160</sup>.

De son côté, le titre madrilène écrit que « no es previsible que el documento que pudiera redactar ahora la Comisión Permanente trascienda al gran público de modo inmediato, para evitar susceptibilidades en relación con el desarrollo del inminente congreso de UCD, cuyo sector crítico dominan los democristianos »<sup>161</sup>. Les médias sont donc généralement libres de fixer la teneur des débats de chaque jour mais, à l'occasion, perdent la maîtrise de l'agenda au profit des autres instances de pouvoir.

---

<sup>160</sup> Aplazada la declaración episcopal sobre el divorcio. *La Vanguardia*. 25 janvier 1981, p. 3 et 4.

<sup>161</sup> MATE Reyes. Los obispos estudian hoy el tema del divorcio. *El País*. 24 janvier 1981, p. 1 et 19.

En définitive, les rédactions d'*El País* et de *La Vanguardia* ont un avis sur l'évolution législative en cours durant la Transition – dépénalisation de l'adultère et de l'avortement, libéralisation de la contraception et divorce – et ils l'exposent officiellement à travers leurs éditoriaux et officieusement grâce à une série de choix d'édition.

En principe, le point de vue du journal en tant qu'institution ne devrait s'exprimer que dans l'éditorial alors que celui des journalistes et collaborateurs apparaîtrait dans les tribunes d'opinion. Dans les faits, la subjectivité de chacun transparait quasiment à toutes les étapes de conception du quotidien : mise à l'agenda, sélection de l'information, cadrage, angle, choix des sources, de l'auteur et du type de texte (par exemple l'interview, le reportage ou le billet d'humeur), ou engagement plus ou moins fort du locuteur. Tous ces éléments sont des leviers propres aux médias pour orienter le regard du consommateur dans une direction plutôt que dans une autre. Il ne s'agit pas de le manipuler à des fins malveillantes mis plutôt de lui faire voir le contexte sociopolitique dans lequel il évolue à travers un décryptage idéologique particulier, propre au titre de presse qu'il est en train de consulter.

Chaque quotidien propose donc sa grille de lecture du monde. Il offre de la visibilité aux thématiques qui lui paraissent indispensables dans le débat public et signale à chaque segment de la population – citoyens, élus politiques, figures publiques – la conduite à tenir. En ce sens, la presse influence l'opinion publique.

Cet ascendant est particulièrement fort dans la société espagnole postfranquiste. En effet, avant que l'État ne se dote d'institutions démocratiques, la presse a un pouvoir et une légitimité de fait. Elle fait partie, avec la radio mais aussi l'école et, dans une moindre mesure, la télévision, des rares relais pour guider la population dans la construction collective d'un nouvel État.

*El País* notamment, prend ce rôle à cœur. Il souhaite *faire* l'actualité. Parfois cela fonctionne, mais ce n'est pas systématique. Ainsi, les Espagnols n'ont pas investi immédiatement le sujet de la dépénalisation de l'avortement que le journal a pourtant tenté d'imposer après les événements de Seveso. Ce n'est pas le seul exemple puisque la naissance de Louise Brown, premier « bébé éprouvette », n'a pas suscité de débat public en Espagne, malgré la forte couverture médiatique proposée par le quotidien<sup>162</sup>. L'influence exercée par les

---

<sup>162</sup> Una niña, primer bebé probeta. *El País*. 26 juillet 1978, p. 1 ; Un "bebé probeta", éxito científico de los doctores Edwards y Patrick. *El País*. 26 juillet 1978, p. 13 ; Las horas fundamentales que precedieron el nacimiento del "bebé probeta". *El País*. 27 juillet 1978, p. 14 ; Patrick Steptoe y Robert Edwards: quince años de lucha contra una forma grave de esterilidad femenina. *El País*. 28 juillet 1978, p. 17 ; Las primeras horas de la niña Brown. *El País*. 28 juillet 1978, p. 17 ; "Louise Brown ha sido un milagro muy especial". *El País*. 3 août 1978, p. 32 ; MASCARÓ

journaux est bien réelle et les outils médiatiques dont ils disposent leur permettent de créer leur version de la réalité. Néanmoins, ils ne règnent pas en maîtres sur l'opinion publique.

Ils sont limités par les contraintes matérielles et organisationnelles de la profession mais aussi tributaires des autres pouvoirs : le pouvoir symbolique mais aussi économique du lecteur, le pouvoir de décisions des instances politiques et le pouvoir des autres groupes de pression (comme l'Église, certaines associations ou même les gros annonceurs). Ainsi, comme le propose Érik Neveu, on parlera plutôt d'un « réseau d'interdépendances » dans lequel la presse, en particulier pendant la Transition démocratique, a un rôle très important à jouer<sup>163</sup>.

La réflexion autour de la question de l'influence des journaux sur l'évolution législative nous a amené à constater l'insistance d'*El País* à propos de certains sujets. Alors que *La Vanguardia* observe et commente plus qu'il ne participe à la transformation sociopolitique espagnole, *El País*, lui, tient à assumer un rôle prépondérant dans cette transformation. Il distribue les bons points et insiste sur des sujets – relation Église / État, degré de souplesse du divorce ou autorisation des avortements thérapeutiques – qu'il estime être prioritaires. Ce choix s'avère paradoxal. En effet, après trente-six années durant lesquelles le régime a tâché de dépolitiser les citoyens afin d'en faire une masse passive, le quotidien madrilène à la fois fait son possible pour intéresser la population à la vie politique, mais tente aussi de lui imposer le « bon » chemin à suivre.

Son insistance peut finir par lui donner l'image d'un journal trop sûr de lui, en particulier à partir de 1978, une fois que l'Espagne s'est dotée de toutes les institutions permettant un fonctionnement démocratique relativement normal. Juan Luis Cebrián l'avoue lui-même en 1990, s'il regrette une chose dans l'histoire du journal, c'est « su exceso de arrogancia »<sup>164</sup>. Certes, *El País* donne la parole à la société civile, c'est pourquoi il fait vivre le débat public au sein de ses pages. Néanmoins, les discours ne s'éloignent jamais vraiment de sa ligne idéologique, contrairement à *La Vanguardia* qui laisse davantage d'espace à l'expression d'avis très éloignés de ses positions. Le quotidien madrilène a tendance à vouloir imposer son point de vue sur la société, à lutter pour conserver son statut de pouvoir de fait.

Dans le cadre de la Transition, on peut se questionner sur la légitimité de cette démarche. Il peut sembler juste de vouloir œuvrer à la transformation de la société, surtout dans l'immédiat postfranquisme car le choix de la réforme n'a pas métamorphosé le paysage politique espagnol

---

Jaime, SÁNCHEZ OCAÑA Ramón. «La fecundación en probeta puede disminuir el riesgo de anomalías». *El País*. 30 septembre 1978, p. 44 et Nace en Escocia el Segundo bebé probeta. *El País*. 16 janvier 1979, p. 21.

<sup>163</sup> NEVEU, *Sociologie...*, op. cit., p. 92.

<sup>164</sup> CAVERO, op. cit., p. 250, cité dans la III. 3. A. Deux identités distinctes.



et de nombreux anciens ministres et *procuradores* parcourent encore les couloirs du Parlement. Toutefois, est-ce le rôle des médias que d'exercer un pouvoir politique ? Ici se dessine à nouveau deux conceptions différentes de la mission de la presse. *La Vanguardia* donne la parole à de nombreux collaborateurs qui s'expriment sans détour. Les opinions exposées se contredisent et font vivre le débat. Néanmoins, le journal en tant qu'institution est plutôt sobre dans ses prises de positions. Par exemple, contrairement à ses journalistes et auteurs ponctuels, il ne s'exprime pas sur l'avortement. Le lecteur sait simplement qu'il est favorable à la dépénalisation de l'adultère et à la légalisation de l'accès à la contraception et au divorce. Néanmoins, il n'insiste pas, il n'entre pas en campagne comme peut le faire *El País*. Cela fait de lui un journal plus attentiste mais peut-être est-ce aussi une façon d'exprimer sa confiance envers la population espagnole. Ce sont les citoyens souverains qui, à travers le vote, opteront pour le modèle de société qui leur semble le meilleur.

À l'inverse, l'insistance d'*El País*, le fait qu'il matraque ses opinions, peut suggérer sa défiance soit envers la population – les Espagnols ne seraient pas assez formés pour comprendre tous les tenants et aboutissants des débats législatifs et le journal devrait donc les guider – soit envers les institutions – elles ne seraient démocratiques qu'en principe mais, dans les faits, elles ne fonctionneraient pas comme elles le devraient –. Les choix du journal s'expliquent probablement par ces deux types de raisonnements à la fois : la méfiance à l'égard d'une population peu préparée à la vie démocratique et d'une classe politique trop habituée au fonctionnement du régime antérieur. L'objectif du quotidien serait donc d'œuvrer à la normalisation de cette situation. *La Vanguardia*, lui, laisserait plutôt le processus se dérouler par lui-même. Les décisions éditoriales témoignent donc aussi du désir d'influence et de l'auto-positionnement par rapport aux groupes de pouvoir du pays. Les deux quotidiens souhaitent informer et orienter leur lectorat mais ils poursuivent aussi d'autres objectifs. À travers leur discours, ils se situent et se définissent dans le paysage politico-médiatique espagnol. Intéressons-nous à présent à ce que leurs choix éditoriaux révèlent d'eux-mêmes et de leur positionnement en tant que titres de presse.

## CHAPITRE IX. AU-DELA DE L'INFORMATION, QUEL EST L'OBJECTIF DE LA COMMUNICATION D'*EL PAÍS* ET DE *LA VANGUARDIA* ?

Tout au long de la Transition démocratique, *El País* et *La Vanguardia* remplissent leur devoir d'information au sujet de l'évolution législative sur la contraception, l'adultère, le divorce et l'avortement (même si, dans ce dernier cas, le débat n'a pas encore débuté au Parlement).

Les deux quotidiens publient des études sociologiques afin que les lecteurs puissent se faire une idée de l'opinion de leurs concitoyens et se situer par rapport à elle. Par exemple, le 12 octobre 1978, *El País* dévoile les résultats d'une enquête menée conjointement par le CIS et la Direction générale du Développement communautaire. Elle informe du pourcentage de personnes pour ou contre le divorce en fonction de leur foi, de leur lieu d'habitation, de leur niveau de vie et de leur sexe<sup>1</sup>. De même, le 8 janvier 1982, dans *La Vanguardia* paraît un reportage sur le point de vue des jeunes de Barcelone, Cornellà et Osona au sujet de l'avortement. Il propose des statistiques concernant l'interruption volontaire de grossesse ainsi que leur connaissance plus ou moins étendue des différents moyens de contraception<sup>2</sup>.

Les journaux partagent également des informations pratiques à leurs lecteurs. Ainsi, dans « Las demandas de separación y divorcio podrán presentarse a partir de agosto », Karmentxu Marín leur indique la marche à suivre s'ils veulent faire annuler leur mariage, se séparer légalement ou divorcer<sup>3</sup>. Il s'agit là d'un véritable travail de service public puisque la journaliste leur offre une sorte de mode d'emploi pour comprendre le texte voté au Parlement. D'ailleurs, quelques semaines après la modification du Code civil, les quotidiens dressent le bilan de la mise en application du divorce. Le public accède donc à des informations factuelles et chiffrées sur une mesure qui a soulevé tant de peurs et de fantasmes depuis la fin des années 1970<sup>4</sup>.

---

<sup>1</sup> La mitad de los españoles aprueban [*sic*] la legislación del divorcio. *El País*. 12 octubre 1978, p. 23.

<sup>2</sup> Los jóvenes se apartan de la moral y costumbre tradicionales en materia religiosa y sexual. *La Vanguardia*. 8 janvier 1982, p. 19.

<sup>3</sup> MARÍN Karmentxu. Las demandas de separación y divorcio podrán presentarse a partir de agosto. *El País*. 23 juin 1981, p. 19.

<sup>4</sup> Par exemple, dans ce reportage concernant la Catalogne : BAUTISTA Aurelio, BRUNET José María, PUJOL Elías, VILA Josep. Más de 3.200 demandas de divorcio en Cataluña. *La Vanguardia*. 24 mai 1982, p. 21.

Enfin, *El País* et *La Vanguardia* sont un relai entre les citoyens et les élus. Ils donnent des outils à leur lectorat afin de l'aider à saisir le bruit des opinions politiques. Pour le quotidien madrilène, cela se matérialise souvent par la publication de tableaux récapitulant le positionnement de chaque parti<sup>5</sup>. Aussi, même si cela semble relever de la tautologie, il convient de le rappeler : les quotidiens informent leur public. En parallèle, chaque titre publie des éditoriaux, des tribunes ou des chroniques reflétant l'opinion d'un auteur en particulier ou du journal en tant qu'institution. Par ailleurs, certains articles présentés comme purement informatifs portent en réalité eux-aussi une charge idéologique.

Pour autant, tous les textes publiés ne se bornent pas à informer ou orienter. En effet, les médias visent aussi d'autres objectifs. Ils peuvent par exemple chercher à attirer le lecteur pour vendre et assurer leurs recettes grâce aux annonceurs, soigner leur crédibilité ou même favoriser un courant politique au détriment d'un autre. La communication autour des projets législatifs qui nous occupent n'a donc pas pour unique but d'exposer des faits ou des avis concernant ces projets. Au-delà d'informer ou de développer un point de vue, l'expression médiatique des deux journaux contribue à définir leur identité et leurs intentions.

Les deux premières parties de ce chapitre s'intéresseront respectivement à la légalisation du divorce et à la dépénalisation de l'avortement ; la dernière considèrera les quatre lois et mesures étudiées. Il s'agira de montrer comment les articles et tribunes dévoilent les stratégies de communication d'*El País* et de *La Vanguardia*, au-delà de leur simple portée informative. Dans un premier temps, nous constaterons que la couverture médiatique du divorce n'a parfois été qu'un prétexte à la communication politique. Ensuite, nous verrons que le discours sur l'avortement a privilégié un style d'écriture dramatique et pourquoi. Enfin, nous clôturerons ce chapitre par une réflexion autour de la philosophie de chaque maison et le rôle qu'elle s'assigne dans la société de la Transition.

## **IX. 1. La couverture médiatique du divorce : un prétexte informatif**

---

<sup>5</sup> Par exemple, dans l'article suivant, la journaliste fait le point sur l'opinion de chaque groupe de pouvoir (formation politique mais aussi associations) à propos du divorce et de sa légalisation : MARÍN Karmentxu. Diferentes posturas de partidos políticos y fuerzas sociales ante el divorcio. *El País*. 11 mai 1980, p. 18-19.

Après la mort de Franco, la légalisation du divorce n'est pas un réel débat. Seules des formations politiques très minoritaires telles que Fuerza Nueva sont totalement contre. Les autres sont conscientes qu'il est nécessaire d'adopter cette mesure. De fait, à l'époque, l'Espagne fait figure d'exception puisqu'elle est la seule nation d'Europe occidentale, avec l'Irlande, à interdire le divorce. En revanche, la façon de le légaliser, elle, est à l'origine de vives discussions. Les députés doivent s'entendre sur une série d'aspects pratiques – tels que les prérequis pour divorcer, les causes acceptées par la loi, les délais, ou la place laissée aux mariages religieux – sur lesquels ils sont loin d'être d'accord. Néanmoins, les débats autour du type de divorce à autoriser ne sauraient justifier, à elles seules, l'extension de leur couverture médiatique (276 articles au cours de la période étudiée dans *La Vanguardia* et 379 dans *El País*). En réalité, à travers les textes publiés, les deux quotidiens, certes, informent sur la question, mais ils l'utilisent aussi pour dire *autre chose*. En effet, à travers leurs articles, ils parlent d'abord d'eux-mêmes et donnent la preuve de leur autorité et de leur sérieux. En outre, dans le cas du titre madrilène, la thématique du divorce participe à attaquer l'UCD au pouvoir.

## **IX. 1. A. La course à la crédibilité**

Tout d'abord, le divorce est un sujet qui permet à *La Vanguardia* et à *El País* de démontrer qu'ils sont des journaux de référence, capables d'être au fait et de décrypter tous les événements qui se déroulent au Parlement<sup>6</sup>. Il en a déjà été question lors de l'étude du cadrage des sujets, les deux quotidiens choisissent de faire appel à des professionnels du droit<sup>7</sup>. À *La Vanguardia*, il s'agit principalement de Víctor Reina et d'Adrián Pérez Mayor et, à *El País*, de Luis Zarraluqui, d'Alfonso de Cossío et de Manuel de la Cámara. Il est vrai qu'il semble logique de se tourner vers des hommes d'expérience pour décrypter le projet de réforme et ses successives modifications. Néanmoins, au-delà de cet aspect purement pratique, grâce à ces signatures, les journaux prouvent aussi à leurs lecteurs qu'ils disposent de l'expertise nécessaire pour traiter les sujets complexes. Par moment, les tribunes de ces collaborateurs sont d'ailleurs très techniques. Certains semblent même soulever des écueils que les propres membres des différentes commissions de rédaction ainsi que les députés et sénateurs n'auraient pas anticipés.

---

<sup>6</sup> Certes, l'ancrage régional de *La Vanguardia* peut interroger quant à son statut de journal de référence. Toutefois, dans les années 1970, il est internationalement reconnu comme tel. Rappelons qu'en 1977, il est le premier titre espagnol à intégrer l'association de presse européenne TEAM. Il est également le deuxième quotidien espagnol, après *ABC*, à figurer dans *The world's great dailies: profiles of fifty newspapers* de John Calhoun Merrill et Harold A. Fisher. Voir III. 2. B. Les « historiques » à l'épreuve de la Transition.

<sup>7</sup> Voir VII. 2. B. ... mais qui dévoilent des différences significatives de cadrage.

Par exemple, en octobre 1981, Luis Zarraluqui met en garde contre l'engorgement des tribunaux que le texte ratifié n'a, semble-t-il, pas prévu :

las deficiencias técnicas de la redacción de la ley que lo regula comienzan a producir sus consecuencias negativas. En la ley de 7 de julio del corriente año se establece la competencia de los juzgados de primera instancia para conocer de los litigios conyugales, mientras que la disposición final añade que "una vez creados los juzgados de familia, asumirán éstos las funciones atribuidas en la presente ley a los de primera instancia". No se hace, como en otras disposiciones legales anteriores que alteraban competencias, alusión alguna a los litigios que se encuentran en tramitación al entrar en vigor la nueva ley [...].

El tema es de una gravedad extraordinaria. Los juzgados de familia, que, concretamente en Madrid, han comenzado a funcionar en número de cuatro, han iniciado su actuación sin rémora alguna, totalmente vírgenes [...].

Pero si prospera el criterio que sustentan muchos juzgados de primera instancia, al menos de Madrid, de que los asuntos comprendidos en el derecho de familia que estaban en tramitación [...] pasen a los nuevos juzgados de familia, se encontrarán éstos con que unos 2.000 pleitos que penden en veintidós juzgados caerán sobre estos cuatro; y los quinientos pleitos antiguos que a cada uno corresponderían, producirían, naturalmente, un bloqueo del que no podrían salir nunca<sup>8</sup>.

Il semble que le spécialiste en droit de la famille découvre une anomalie jusqu'alors passée inaperçue, ce qui confère à *El País* l'image d'un journal assez pointu pour mettre à jour ce genre de problèmes. De la même façon, Víctor Reina propose des tribunes très précises pour décrypter les textes de loi et leurs enjeux. En 1979, il souligne les incohérences légales engendrées par la signature des accords concordataires de 1979<sup>9</sup> et critique ouvertement la « tosquedad de la normativa civil matrimonial »<sup>10</sup>. Avec des collaborateurs de cet acabit, les quotidiens peuvent donc espérer être crédibles sur le sujet. Ils deviennent des autorités en la matière et renforcent la confiance du lecteur.

Par ailleurs, puisque la future légalisation du divorce est à l'agenda médiatique, *El País* et *La Vanguardia* n'ont d'autre choix que de produire, eux aussi, du contenu sur le sujet. C'est ce que Patrick Charaudeau appelle les « procédés de verrouillage ». Ces procédés sont

destinés à conforter l'opinion publique du bien-fondé de l'information médiatique : citations réciproques (la radio citant la presse, la presse la télévision, et celle-ci parfois la presse), enquêtes et sondages périodiques sur les rapports médias-opinion publique ; mais aussi, verrouillage par l'exclusion de ce qui pourrait être une critique des médias ; enfin, verrouillage par une sélection appropriée de « logocrates »

---

<sup>8</sup> ZARRALUQUI Luis. Obstáculos para el divorcio. *El País*. 23 octobre 1981, p. 30.

<sup>9</sup> La question de cet article VI. 2. a déjà été évoquée dans I. 1. B. La légalisation du divorce.

<sup>10</sup> REINA, Eficacia civil..., art. cit.

qui ne peuvent que conforter les médias dans leur bien-fondé du fait qu'ils y participent en tant qu'experts, en même temps qu'ils se soumettent aux conditions de discours de ceux-ci<sup>11</sup>.

On reconnaît ce procédé de verrouillage dans le traitement informatif du divorce : *El País* et *La Vanguardia* proposent des analyses et des sondages pour justifier l'intérêt que le public porte à ce thème. Ils invitent régulièrement les mêmes collaborateurs (les « logocrates ») pour nourrir le débat. Ces derniers se répondent les uns aux autres à l'intérieur du journal voire entre deux éditions d'un même titre ou de deux titres différents. Les deux quotidiens participent donc au fonctionnement de la machine médiatique en alimentant l'intérêt pour le divorce. Ils ne peuvent faire autrement puisque tous leurs pairs, dans les milieux de la presse, la télévision et la radio, en font autant. La différence tient à la qualité de l'information attendue.

En effet, *El País* et *La Vanguardia* doivent produire un contenu de qualité afin de conforter leur statut de journaux de référence. L'intégralité des articles n'a donc pas pour objectif d'informer le lecteur sur des aspects nouveaux ou particulièrement pertinents du débat. Certains attestent simplement de la capacité de chaque rédaction à disposer des informations en premier, à recueillir les meilleurs témoignages au sortir des sessions parlementaires, à obtenir des informations exclusives, voire à dénouer le vrai du faux. C'est pourquoi il était si intéressant pour *El País* de publier autant d'articles à propos de la collusion présumée entre l'Église et les démochrétiens *ucédistes*, en mars 1981<sup>12</sup>. Non seulement le quotidien porte un coup à certains barons du parti mais, de surcroît, il peut se targuer de la qualité de ses sources et de sa rédaction, capables de dévoiler les « affaires » des puissants. Ainsi, au-delà de sa valeur d'information et d'opinion, la couverture médiatique du divorce permet d'assurer la stature des deux journaux : ils sont au fait de tout ce qui arrive, connaissent les secrets politiques et savent décrypter toutes les subtilités des textes étudiés au Parlement. Cependant, cette course à la crédibilité peut avoir un impact sur l'intelligibilité du discours de presse. D'une part, parce que suivant les périodes, la quantité d'information quotidienne peut s'avérer difficile à assimiler, d'autre part, parce que la précision des « décryptages » n'est pas toujours adaptée aux lecteurs non professionnels.

## **IX. 1. B. Un discours volontairement élitiste ?**

Entre 1979 et 1981, les quotidiens informent le public de tout ce qui peut avoir trait au divorce, en particulier de l'intégralité des modifications ou velléités de modifications du projet.

---

<sup>11</sup> CHARAUDEAU, *op. cit.*, chapitre 16.

<sup>12</sup> Voir VII. 3. B. *El País* : la religion doit être une affaire privée.

Or, la rédaction du texte connaît moult péripéties puisque les premières lignes voient le jour au sein d'une commission d'étude gouvernementale alors qu'Íñigo Cavero est encore ministre, puis elles sont modifiées par la commission de Justice du Parlement, examinées par le Congrès des députés, par le Sénat et passent à nouveau par une commission mixte pour être enfin votées. Le projet est donc maintes fois retouché et, entre temps, le ministre de la Justice a même changé. La complexité et la durée de gestation de la nouvelle législation n'effraient pas les deux quotidiens qui relayent en détails, étape après étape, les controverses, amendements et autres polémiques.

Signe de leur intérêt, en octobre 1980, ils publient des articles pour annoncer que le projet commence à être débattu au sein de commission de Justice du Congrès des députés alors qu'en réalité, ce n'est même pas encore le cas. En effet, la légalisation du divorce fait partie d'un projet plus global de modification du mariage dans le Code civil, donc les premiers jours de discussion n'ont pas d'intérêt informatif particulier. Ils se déroulent sans créer de surprise ou générer de profonde modification dans la vie quotidienne des Espagnols, contrairement à ce que fera la légalisation du divorce. Pourtant, les deux quotidiens tiennent à publier des articles, davantage pour annoncer l'imminence de l'étude de la question plutôt que pour rendre compte de la modernisation du Code du mariage qui fait globalement l'objet d'un consensus parmi les formations politiques représentées dans la commission<sup>13</sup>. En ce sens, on remarquera ce titre de *La Vanguardia* du 2 octobre : « Empieza el debate de la Ley de Divorcio »<sup>14</sup>. Ici, le journal fausse l'information et, à la fois, dévoile son impatience car, comme il l'explique ensuite dans le corps du texte, les députés n'étudient que les 48 premiers articles du Titre IV du chapitre premier du Code civil, qui renvoient au mariage, mais pas à sa dissolution. Ainsi, les deux quotidiens publient des sujets alors qu'il ne s'est rien passé de particulier durant ces premiers jours de travail de la commission. Ils amorcent ce qui deviendra un véritable matraquage médiatique alors qu'il n'y a pas encore d'information à partager.

De même, chaque proposition de modification est largement commentée, y compris si elle est immédiatement abandonnée. C'est ce que prouve la série d'articles d'*El País* concernant les travaux de la commission de Justice du Sénat. Sebastián García suit les débats pour le lecteur. Il en explique les enjeux dans « El Senado inicia hoy la discusión de la Ley de Divorcio », expose les amendements à venir dans « UCD introducirá en el Senado al menos

---

<sup>13</sup> Primera sesión parlamentaria sobre la reforma legal del matrimonio. *El País*. 2 octubre 1980, p. 12 ; Sigue el estudio de la ponencia sobre la reforma legal del matrimonio. *El País*. 8 octubre 1980, p. 14 ; MARÍN Karmentxu. La ponencia estudió los requisitos y las formas de celebración del matrimonio. *El País*. 9 octubre 1980, 14.

<sup>14</sup> Empieza el debate de la Ley de Divorcio. *La Vanguardia*. 2 octubre 1980, p. 12.

quinze enmiendas a la Ley de Divorcio », pour finalement expliquer, le lendemain, dans « UCD da marcha atrás en algunas modificaciones que pretendía introducir en el Senado a la Ley de Divorcio », qu'ils n'ont même pas été proposés. Puis, jour après jour, il rédige un compte-rendu précis des sessions<sup>15</sup>.

Les quotidiens s'attardent également sur des points très précis du texte, des aspects que l'on pourrait qualifier de technicismes légaux. Par exemple, *El País* consacre un article à la différence entre les termes « normas de matrimonio » et « formas de matrimonio »<sup>16</sup>.

On constate donc de la part des deux quotidiens non seulement un certain matraquage médiatique mais également la volonté d'être le plus précis et exhaustifs possible sur la question. Cela peut paraître contre-productif dans la mesure où peu de lecteurs parviendront à suivre l'information dans son intégralité. On peut donc en conclure que, sur le sujet du divorce, *El País* et *La Vanguardia* sont très pédagogiques car ils expliquent précisément les points clefs des débats mais qu'ils sont également élitistes à l'occasion, en particulier dans certains textes d'opinion qui reviennent sur l'histoire du droit canon ou civil. En ce sens, ils perdent de vue leur « lecteur modèle » tel que conceptualisé par Umberto Eco<sup>17</sup> puisque ils n'écrivent pas en fonction des connaissances et des lacunes qu'ils attribuent à leur lecteur potentiel mais, au contraire, ils s'adressent plutôt à un lecteur idéal, un lecteur qui serait presque spécialiste de la question. Toutefois, il ne s'agit pas véritablement d'un choix éditorial.

En effet, il est impossible d'expliquer simplement un sujet aussi complexe que le divorce. Une vulgarisation excessive trahirait les événements en masquant une série de rebondissements et de prises de position non seulement révélatrices de l'idéologie de chaque parti politique mais également indispensable pour comprendre les enjeux de certaines formulations. Par exemple, il est vrai que la différence entre l'usage de « normas » et « formas » est subtile mais elle peut avoir des conséquences déterminantes, comme l'explique *El País* :

Los tres artículos mencionados [59, 60, 63] son algunos de los que han concitado el rechazo de la Iglesia al proyecto de ley de Divorcio, ya que están redactados de manera que, en parte, recogen los acuerdos

---

<sup>15</sup> GARCÍA Sebastián. El Senado inicia hoy la discusión de la Ley de Divorcio. *El País*. 3 juin 1981, p. 1 ; GARCÍA Sebastián. UCD introducirá en el Senado al menos quince enmiendas a la Ley de Divorcio. *El País*. 3 juin 1981, p. 13 ; GARCÍA Sebastián. UCD da marcha atrás en algunas modificaciones que pretendía introducir en el Senado a la Ley de Divorcio. *El País*. 4 juin 1981, p. 12 ; GARCÍA Sebastián. La ponencia del Senado propone escasas modificaciones de fondo a la ley de Divorcio. *El País*. 5 juin 1981, p. 14 ; GARCÍA Sebastián. La Comisión de Justicia del Senado dictamina el proyecto de Ley de Divorcio. *El País*. 10 juin 1981, p. 17 ; PRADES Joaquina. El Senado reintroduce en el texto de la Ley de Divorcio la «cláusula de dureza» que prima la decisión del juez. *El País*. 17 juin 1981, p. 19.

<sup>16</sup> Hoy se debaten los primeros artículos conflictivos de la ley de divorcio. *El País*. 24 mars 1981, p. 15.

<sup>17</sup> ECO Umberto. *Lector in fabula ou La coopération interprétative dans les textes narratifs*. Paris : Grasset, 1985, 315 p. (Figures), chapitre 3.



jurídicos entre el Estado y la Santa Sede, pero por otro lado se alude a las formas religiosas y, no a las *normas*. Los obispos abocan por una clara redacción de la palabra *normas*, pretensión a la que se han negado los grupos políticos de oposición y los laicos centristas por considerar que, como las normas del Derecho Canónico incluyen la indisolubilidad del vínculo, el proyecto de ley de Divorcio sería papel mojado para los católicos<sup>18</sup>.

Il est donc indispensable pour le journal de s'aventurer dans ce genre de technicisms afin d'aider le lecteur à saisir toutes les facettes du débat. D'ailleurs, les chiffres de vente ne connaissent pas de recul, au contraire. Entre le printemps de l'année 1979 et celui de l'année 1982, ils augmentent pour les deux titres<sup>19</sup>.

Par ailleurs, il est possible que les quotidiens ressentent un enchantement particulier à observer la démocratie fonctionner sous leurs yeux, à assister à l'expression de la pluralité politique et l'activité des différentes instances du pouvoir législatif. Il s'agit d'une redécouverte pour l'Espagne et les journaux l'offrent à leurs lecteurs. Ainsi, ils publient les textes intégraux qui paraissent au BOE, c'est-à-dire que, symboliquement, leurs pages deviennent un support où se manifeste la démocratie<sup>20</sup>. Enfin, ils ouvrent aux citoyens une fenêtre pour observer ce qui se déroule dans l'hémicycle et dans les différentes salles de travail du Parlement. Par exemple, l'article de *La Vanguardia*, « La fuga de votos centristas anuló la "cláusula de dureza" » est similaire aux comptes-rendus officiels des sessions parlementaires publiés par le Congrès des députés puisque le journal explique quels élus prennent la parole, dans quel ordre, et ce qu'ils disent. Il propose un véritable résumé de toutes les interventions en respectant leur chronologie. Le lecteur sait ce que chaque député répond aux autres, comme s'il assistait aux débats<sup>21</sup>.

Néanmoins, factuellement, dans le cas du divorce, la lecture des deux quotidiens n'est pas accessible à tous. Ici, les deux titres publient des articles à destination de ce que Patrick Charaudeau nomme une « cible intellectuelle ». Selon lui,

le journal s'adresse à elle car il émet l'hypothèse qu'elle est intéressée par l'information qui va soit éclairer sa conduite (domaine politique et social, sportif mais aussi info pratiques comme pharmacies ouvertes, météo, spectacles...) ou lui donner du pouvoir (elle aura l'information et les autres non : « comment ? mais tu ne connais pas cela ? »)<sup>22</sup>.

---

<sup>18</sup> Hoy se debaten..., art., cit. Finalement, le texte renvoie aux « formas de matrimonio ».

<sup>19</sup> Selon les chiffres communiqués par la OJD, entre juillet 1979 et juin 1982, *El País* passe de 183 591 à 268 757 exemplaires vendus en moyenne pour chaque numéro. Les ventes de *La Vanguardia* augmentent elles aussi : entre avril 1979 et avril 1982, elles passent de 188 555 à 196 829 exemplaires vendus par numéro.

<sup>20</sup> Par exemple, le texte du Code civil permettant le divorce : La Ley de Divorcio publicada en el "BOE". *La Vanguardia*. 21 juillet 1981, p. 9 et Texto íntegro de la Ley de Divorcio. *El País*. 21 juillet 1981, p. 16-18.

<sup>21</sup> La fuga de votos centristas anuló la "cláusula de dureza". *La Vanguardia*. 23 juin 1981, p. 11.

<sup>22</sup> Charaudeau, *op. cit.*, chapitre 5.

Leur discours est donc élitiste parce qu'ils souhaitent rendre compte fidèlement des problématiques complexes entourant la légalisation du divorce. *El País* est plutôt rompu à ce type d'articles. Pour *La Vanguardia*, ce n'est pas si habituel. Ses rubriques s'y prêtent d'ailleurs un peu moins, lui qui fait la part belle à l'information locale, plus descriptive. Toutefois, sur cette thématique, il est important pour lui de s'adosser aux autres quotidiens de référence et d'aider le lecteur à se forger une culture démocratique. Et c'est bien de cela dont il s'agit.

En effet, à travers le nombre impressionnant d'articles consacrés à la légalisation du divorce, des articles qui, par moments, s'avèrent très pointus – quant à leurs références à l'histoire du droit national, canon et international – *El País* et *La Vanguardia* ne s'adressent plus à un « lecteur modèle » mais à un lecteur idéal. Plus qu'à un public réel, ils parlent à un public idéalisé, un public qui disposerait d'une culture politique assez solide pour s'intéresser à toutes les subtilités du texte et à la valse des amendements et ce, durant trois années consécutives. Pourtant, au sortir de la dictature, cette audience est ténue, d'autant que les Espagnols lisent peu la presse<sup>23</sup>. Par conséquent, en proposant une couverture médiatique exigeante concernant les débats sur la légalisation du divorce, les quotidiens à la fois participent à la formation du public aux processus démocratique mais écrivent aussi pour eux-mêmes. La plupart des citoyens n'a pas la possibilité de passer ses journées dans l'hémicycle ou en conférence de presse. Ils n'ont pas non plus accès à l'information *off*, particulièrement stratégique durant la Transition. L'opinion publique ne s'exprime donc pas ou très peu sur les aspects les plus techniques du projet de loi. Aussi, sur le sujet de la légalisation du divorce, l'opinion médiatique se substitue à l'opinion publique. *El País* et *La Vanguardia* montrent qu'ils dominent cette thématique et que c'est leur avis qui compte dans le débat public car ce sont eux les « experts » de la question. La couverture médiatique est donc également quelque peu ego-centrée.

## **IX. 1. C. Le discours sur le divorce dans *El País* : une arme politique contre l'UCD**

Enfin, il convient de s'attarder sur les choix d'*El País* concernant la couverture médiatique du divorce. Les articles et tribunes qu'il publie visent particulièrement à discréditer

---

<sup>23</sup> Rappelons le chiffre de 78 journaux vendus pour mille habitants en 1986 contre 414 en Grande Bretagne ou 212 en France, NEGRÓ ACEDO, *op. cit.*, p. 9 (Voir III. I. C. Presse et opinion publique).

l'UCD au pouvoir et à encourager sa dislocation. À travers le prétexte d'informer sur la réforme du Code civil, le journal mène une véritable guerre contre Adolfo Suárez puis Leopoldo Calvo Sotelo et leur parti. La rédaction du journal transforme ses articles en armes politiques.

Tout d'abord, le projet de légalisation du divorce précipite la fracture entre les différentes factions *ucédistes*. Avant d'être un parti, l'UCD est une coalition électorale qui, certes, dispose d'un programme, mais d'un programme de circonstances. La formation politique est l'union peu naturelle d'un faisceau de courants idéologiques. Par conséquent, elle n'est pas érigée sur la base de valeurs morales et idéologiques, elle n'a pas d'ambition claire et sur le long terme pour l'Espagne. Les débats autour du divorce donnent donc lieu à de profonds désaccords de fond, notamment sur le rôle de l'Église et ses relations avec l'État. Les sociaux-démocrates en particulier s'opposent aux démocrocrates puisqu'ils souhaitent un divorce souple qui s'affranchisse de la norme catholique.

Ces débats idéologiques ont également servi de prétexte à certains barons du parti pour s'imposer dans le paysage politico-médiatique. Ainsi, le secteur « critique » mené par des figures telles que Miguel Herrero y Rodríguez de Miñón, Landelino Lavilla, Fernando Álvarez de Miranda, ou Óscar Alzaga, participent sciemment à l'envenimement de la situation, dans l'espoir d'évincer leurs adversaires sociaux-démocrates et de renforcer leur pouvoir.

Les médias n'ont pas caché aux lecteurs la « guerre » *ucédiste*. Néanmoins, *El País* en a particulièrement fait ses choux gras, mettant en exergue la supposée incapacité du parti pour gouverner le pays. Ainsi, parmi les 379 articles du journal se référant au divorce, 56 soit 14,8 % traitent en totalité ou en partie de l'opposition entre les différentes factions. À titre de comparaison, dans *La Vanguardia*, il ne s'agit que de 23 articles sur 276, soit 8,3 %. Les titres du quotidien madrilène sont évocateurs, comme le soulignent les exemples suivants : « Un asesor de Fernández Ordóñez critica muy duramente la ley de Divorcio », « El “crítico” Villar Arregui reta a Fernández Ordóñez en un debate público sobre el divorcio » ou « Distanciamiento entre Ordóñez y García Díez por el tema del divorcio »<sup>24</sup>.

Tous ces articles décortiquent les dissensions *ucédistes* et expliquent aux lecteurs quelles sont les forces en présence et les enjeux de chacune de leurs actions mais, c'est le ton des articles, surtout, qui différencie *El País* de *La Vanguardia*. En effet, plus les semaines défilent, plus acerbes sont les comptes-rendus que publie le titre madrilène, en particulier au

---

<sup>24</sup> Un asesor de Fernández Ordóñez critica muy duramente la ley de Divorcio. *El País*. 23 janvier 1981, p. 13 ; DE LA CUADRA Bonifacio. El “crítico” Villar Arregui reta a Fernández Ordóñez en un debate público sobre el divorcio. *El País*. 12 février 1981, p. 14 et Distanciamiento entre Ordóñez y García Díez por el tema del divorcio. *El País*. 14 février 1981, p. 1.

cours des six mois précédant la ratification finale du texte. Malgré la tentative de coup d'État du 23-F, il n'a cessé de ridiculiser le parti de la majorité. C'est le cas dans un article du 23 mars 1981 qui commence en *Une* et se poursuit en page 19. Il débute par :

La tensión interna que Unión de Centro Democrático (UCD) ha venido acumulando durante todo el proceso de elaboración y debate del proyecto de ley de Divorcio provocó ayer tarde, una vez más, que el partido del Gobierno quedara en evidencia ante el Pleno del Congreso de los Diputados, al sostener posturas manifiestamente contrarias al ministro de Justicia, el socialdemócrata Francisco Fernández Ordóñez, y el portavoz del grupo parlamentario, el democristiano Miguel Herrero<sup>25</sup>.

Ces premières lignes présentent les deux idées principales qui courent tout au long de l'article : le comportement des députés *ucédistes* est jugé ridicule – « quedara en evidencia » – et la situation n'a que trop duré – « una vez más » –. Au vu de leur emplacement dans l'édition, même un badaud qui jetterait un œil aux *Unes* du kiosque sans acheter le journal verrait ces deux attaques. *El País* exerce donc ici une pression contre le gouvernement. Plus loin, il insiste : « de nada sirvieron las idas y venidas que se sucedieron durante toda la tarde por los pasillos del Congreso para evitar “no dar otra vez espectáculo” [*sic*], como dijo el diputado socialista Virgilio Zapatero »<sup>26</sup>. Ici, ce n'est pas la journaliste Joaquina Prades mais un député qui juge que l'attitude de ces figures politiques est indigne de leur fonction, ce qui conforte la validité de la critique. Prades suggère ainsi qu'il s'agit d'une opinion partagée par tous. Il est d'ailleurs intéressant que le député cité soit socialiste. Peut-être n'est-ce qu'un hasard mais ce choix pourrait insinuer que le parti socialiste serait plus responsable, plus digne, que l'UCD pour diriger l'Espagne.

Enfin, les dernières lignes de l'article insistent sur la puérilité du comportement des *ucédistes*, y compris des sociaux-démocrates qu'*El País* ne cherche pas particulièrement à épargner : « A mitad de la soporífera sesión de ayer, Herrero le pasó al ministro dicho borrador, este lo leyó y, poco convencido, se lo devolvió a su autor. Miguel Herrero, sin disimular su enfado, lo rompió ostentosamente, sin que Fernández Ordóñez se diera por aludido »<sup>27</sup>.

Le fait que la journaliste mentionne l'ennui ressenti durant la session souligne également que les débats durent depuis bien trop longtemps, une idée qui ressort aussi sans équivoque

---

<sup>25</sup> PRADES Joaquina. Miguel Herrero no descarta la modificación de la Ley de Divorcio en el Senado. *El País*. 25 mars 1981, p. 1 et 19.

<sup>26</sup> *Ibid.*

<sup>27</sup> *Ibid.*

dans plusieurs éditoriaux<sup>28</sup>. Par conséquent, les *ucédistes* seraient en partie coupables de la lenteur du processus car ils ne parviendraient pas à se mettre d'accord.

En parallèle, *El País* dramatise fortement le récit de ces oppositions internes. C'est Adolfo Suárez qui, dans un premier temps, concentre toute l'attention. Lorsqu'il démissionne, le journal publie un article d'une page complète pour décrire ses dernières semaines en tant que président du gouvernement. L'article se présente comme un reportage, une sorte de décryptage politique. Puisque le journaliste rapporte des événements passés, il devrait nécessairement utiliser la narration avec les limitations qu'elle induit (sélection des aspects présentés, choix des mots, point de vue, entre autres). Néanmoins, plus que « narrer » l'évènement, l'auteur le « fictionnalise ». Il n'invente pas les faits mais il les romance. Sous sa plume, Adolfo Suárez devient le protagoniste d'un récit dramatique dans laquelle il perd tout.

En effet, le journaliste se met dans la peau d'un narrateur omniscient afin de rendre compte de ses états d'âme, comme le montrent ces deux extraits : « Por primera vez se siente absolutamente solo, como huérfano » et « Sólo le preocupan dos cosas: que Leopoldo sea aceptado y que no se origine tal zapatista que acaben convocando elecciones generales »<sup>29</sup>. À travers le choix de la focalisation interne et de l'usage du discours indirect libre, l'auteur écrit les pensées de Suárez, comme si elles s'exprimaient oralement :

Para el partido habrá que poner un presidente y un secretario general suficientemente fieles. Nadie muy nombrado, gente de segunda fila y que Rodolfo y Pío queden en el Gabinete. Todo el mundo quedará atónito. ¡Suárez se va! Hasta hace dos semanas se había hartado de repetir en público y en privado: no dimitiré nunca<sup>30</sup>.

Plusieurs fois, à travers le discours indirect libre, il se réfère aux leaders politiques par leur prénom. C'est le cas de Rodolfo Martín Villa et de Pío Cabanillas, cités plus haut, mais aussi de Felipe González : « quiere darle una apariencia más modernizadora al programa de UCD, volver a robarle imagen a Felipe »<sup>31</sup>. Ces figures parlementaires deviennent donc également des personnages de l'histoire.

---

<sup>28</sup> Le I. 1 – Quelle est leur ligne éditoriale officielle ? citait le titre « El cuento de nunca acabar » d'un éditorial de mars 1981.

<sup>29</sup> L'article n'est signé que des initiales « J. P. D. ». Peut-être s'agit-il de Joaquina Prades. La version de l'hémérothèque en ligne a remplacé cette signature par « EL PAÍS », mention que le journal utilise pour les textes anonymes. Il est donc impossible d'être sûr de l'identité de l'auteur. J. P. D. Suárez, historia de una crisis más política que personal. *El País*. 1 février, p. 15.

<sup>30</sup> *Ibid.*

<sup>31</sup> *Ibid.*

Cet article est révélateur à plus d'un titre. Tout d'abord, parce qu'il participe intentionnellement à la destruction de l'image de l'UCD auprès des lecteurs en dépeignant une véritable guerre fratricide entre les hommes du parti. Par ailleurs, la typologie du texte est floue car l'auteur ne respecte les codes d'aucun type d'articles, qu'ils soient d'information ou d'opinion. *El País* opte donc pour l'ambiguïté en empruntant certains procédés stylistiques à l'écriture littéraire afin de présenter les faits de façon plus dramatique et plus personnelle puisque l'auteur écrit comme s'il était lui-même Adolfo Suárez. Enfin, au milieu de la page se trouve une photo, réalisée par César Lucas, montrant le président du gouvernement qui semble penser à de graves affaires. Il a les sourcils froncés et cache sa bouche avec sa main. Le journal insiste donc sur la légalisation du divorce comme détonateur d'une crise annoncée. Son article est un profond désaveu et un appel à la méfiance lancé aux lecteurs : même si la gouvernance change, le parti est rongé de l'intérieur par l'ambition de ses barons et jamais il ne pourra mener l'Espagne vers le futur qu'elle mérite. De fait, si le président du gouvernement est largement visé par le quotidien, ce n'est pas sa personne qui pose un problème, mais le parti qu'il a créé. C'est particulièrement clair dans le cadre des débats autour du divorce et, d'ailleurs, les articles le citent très peu. Par conséquent, les attaques contre l'UCD perdurent après son départ. *El País* avertit le lecteur en vue des élections de 1982. Selon lui, il n'y a plus rien à attendre du parti au pouvoir.

Cet article est représentatif de la façon dont *El País* décide de cadrer les sujets sur le divorce entre février et juillet 1981. Au fil des semaines, il en fait une sorte de *soap opera* que le lecteur suit, épisode après épisode.

Cette impression de « feuilleton » ressort particulièrement à travers le traitement iconographique de la thématique. En effet, le monteur décide de plus en plus souvent d'accoler des vignettes de Peridis aux articles concernant le divorce. Elles reviennent sur l'information donnée mais d'une façon sarcastique. Les députés et ministres *ucédistes* deviennent alors des personnages caricaturés par le dessinateur.

Par exemple, dans une planche publiée le 11 février, Peridis traite de la nécessité pour Leopoldo Calvo Sotelo, prochainement investi en tant que président du gouvernement, de choisir son équipe ministérielle (*Figure 16*). Le roi charge Landelino Lavilla de lui transmettre le message. Lavilla est muni d'une crosse pastorale ornée du logo de l'UCD, signe des liens privilégiés entre le démocrate et l'Église. Le remaniement est une véritable gageure à laquelle il se réfère par le terme de « miracle », tant les discordances entre les figures du parti sont aigües. Enfin, Peridis insinue que le doute plane quant au maintien de Francisco Fernández

Ordóñez en tant que ministre de la Justice et, peut-être, quant à la future légalisation du divorce :  
 « ¡Paco, que te evaporas! ».



Figure 16 : Planche de Peridis publiée dans El País, le 11 février 1981, p. 11

Un mois plus tard, Leopoldo Calvo Sotelo est devenu un être à deux têtes (Figure 17). Il repose encore sur le socle *ucédiste* mais se divise en deux corps. L'un représente sa relation avec les démocrates et leurs alliés, l'autre, celle qu'il entretient avec son ministre de la Justice et ses soutiens. Fernández Ordóñez lui demande ce qu'il pense du divorce mais, pour le président du gouvernement, il est impossible de répondre à cette question : la première tête est d'accord avec le parti et la seconde, avec le ministre. Or, parti et ministre ne sont pas au diapason. La situation semble bloquée et les deux moitiés du logo de l'UCD qui soutiennent le corps de Calvo Sotelo se brisent et s'écartent à mesure que ses deux têtes s'éloignent. Peridis insiste ici sur la fracture du parti, une fracture qui semble mettre à mal tout projet législatif, à l'instar de la légalisation du divorce.



Figure 17 : Planche de Peridis publiée dans El País, le 11 mars 1981, p. 13

Enfin, une autre planche (Figure 18) particulièrement intéressante est celle qui accompagne l'article de Sebastián García, « Profundo enfrentamiento entre los grupos socialdemócrata y democristiano de UCD », publié en juin 1981. À travers son dessin, Peridis matérialise l'affrontement entre les deux camps puisqu'une symétrie verticale oppose Miguel

Herrero de Miñón, à gauche, à Francisco Fernández Ordóñez, à droite. De chaque côté, le lecteur retrouve les deux corps de Leopoldo Calvo Sotelo. Certes, son air autoritaire et le fait qu'il repose sur tous les députés – matérialisés par trois personnages – lui confèrent, à première vue, un air digne. Néanmoins, on peut soupçonner le sarcasme de Peridis car, si le président du gouvernement conserve sa figure humaine, son corps, lui, est devenu celui d'un lion, à l'image des deux statues situées à l'entrée du Congrès des députés. Cette animalisation grotesque est donc probablement un peu moqueuse. À gauche, apparaissent de nouveau la « crosse ucédiste » que brandissait Landelino Lavilla mais aussi une crosse plus classique, signe des liens d'Herrero de Miñón avec l'institution religieuse (rappelons que l'affaire des prétendues collusions entre les démochrétiens *ucédistes* et l'Église est encore récente). En face, son adverse tient un simple bâton avec le logo du parti.

Deux éléments attirent particulièrement l'attention. Le premier est la fleur que Peridis dessine dans la main de Fernández Ordóñez, une fleur qui semble indiquer les liens privilégiés du ministre avec le PSOE. Le second est le câble qui relie les deux opposants à la terre. Celui d'Herrero de Miñón le mène à Leopoldo Calvo Sotelo alors que celui du ministre le mène aux trois personnages du dessous. Ici, le dessinateur insinue que le ministre est soutenu par une partie des députés. À l'inverse, il suggère que seuls les démochrétiens de l'UCD soutiennent Herrero de Miñón.

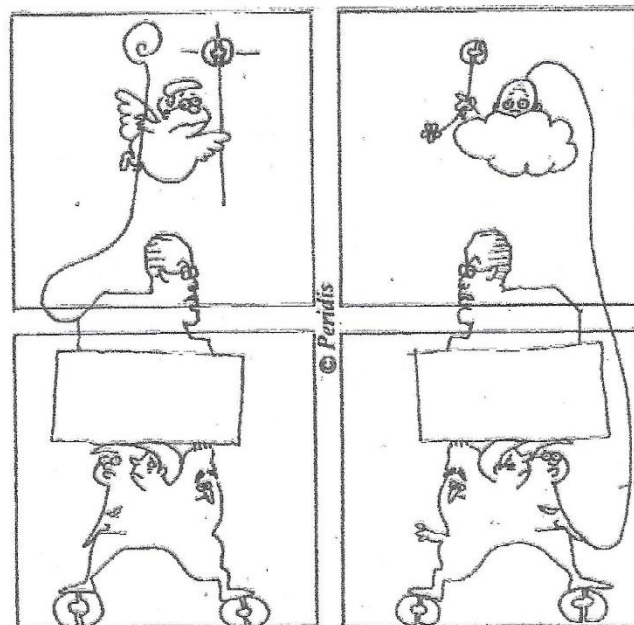


Figure 18 : Planche de Peridis publiée dans El País, le 25 juin 1981, p. 16



Ainsi, grâce à ses caricatures, Peridis peut exprimer un propos qu'il serait difficile voire impossible à tenir dans un article. En effet, l'information se doit de reposer sur des faits. Même des articles d'opinion doivent être, *a minima*, argumentés. Dessiner confère beaucoup plus de liberté que d'écrire car le dessin permet de moquer, de ridiculiser et de suggérer des éléments qui ne sont pas prouvés, par exemple, le lien entre le PSOE et Fernández Ordóñez. L'objectif est de décrédibiliser l'UCD, de montrer que le parti se trouve dans une impasse, et de contrer les discours officiels dans lesquels certains ministres et députés tentent de minimiser la situation<sup>32</sup>. Les choix éditoriaux d'*El País* prouvent que la gestation du projet de légalisation du divorce lui sert d'arme pour attaquer l'UCD. À l'inverse, le PSOE et le PCE sont présentés comme des formations politiques solides et unitaires portant des projets plus cohérents.

Enfin, il convient de commenter les dates de publications de la série d'articles et de planches mentionnées car elles peuvent étonner dans la mesure où plusieurs paraissent après la tentative de coup d'État du 23 février 1981. Après les événements de février, « los ruidos de sables » résonnent encore dans les mémoires. On l'a dit, *La Vanguardia* tâche de nuancer son discours sur le divorce afin de ne pas attiser davantage de tensions au sein de l'espace public. Une grande partie des acteurs politico-médiatiques fait de même. Ce n'est pas le cas d'*El País*. Pourquoi ?

Revenons au pointage des articles se référant au conflit entre les barons *ucédistes*. Sur 56 références, 24 paraissent après le 23-F. Le quotidien n'a donc pas modifié sa stratégie éditoriale à la suite de cet événement. Il est vrai que *La Vanguardia* souligne lui aussi les incohérences dans le discours et l'attitude des députés *ucédistes*. Il ne cache pas à ses lecteurs les dissensions qu'il existe au sein du parti et ce, même après février 1981. Néanmoins, il en informe avec bien plus de distance et moins d'insistance. *El País*, lui, fait son possible pour attiser la polémique. Il agit contre la stabilité du pouvoir qu'il appelle pourtant régulièrement de ses vœux dans le cadre du consensus et du « bon sens ».

Malgré les apparences, ce choix peut relever d'une certaine logique. Il est possible qu'*El País* estime que le 23-F soit le résultat d'une piètre gouvernance du pays de la part de l'UCD au pouvoir et que, plus vite auront lieu de nouvelles élections générales, plus vite l'Espagne sera protégée de risques de coups d'État. Déstabiliser le pouvoir en place ne signifierait donc pas déstabiliser la démocratie mais l'aider à obtenir rapidement un nouveau président du gouvernement et une nouvelle équipe ministérielle. Au printemps 1981, *La Vanguardia* et *El*

---

<sup>32</sup> C'est par exemple ce que fait Dolores Pelayo, selon le journaliste Carmelo Martín. MARTÍN Carmelo. La diputada centrista María Dolores Pelayo niega eficacia a la declaración episcopal sobre el divorcio. *El País*. 3 février 1981, p. 13.

*País* optent donc pour deux solutions opposées : le premier continue à informer le lecteur mais il allège la critique afin d'aider l'exécutif à maintenir le *statu quo* jusqu'aux prochaines élections alors que le second le harcèle pour le presser à organiser des élections. Les articles renvoyant à la légalisation du divorce servent donc aussi de prétexte au quotidien madrilène pour forcer l'UCD à renoncer.

Finalement, *El País* et *La Vanguardia* publient de nombreux sujets renvoyant à la légalisation du divorce. Tous ne sont pas absolument indispensables. Certains permettent aux journaux de s'auto-justifier, c'est-à-dire que, grâce à eux, les quotidiens renforcent leur crédibilité et leur autorité. Ils démontrent qu'ils sont légitimes et bien placés dans la course à l'information. Ils tirent parti de l'expertise qu'ils peuvent apporter. Face à la télévision – encore globalement contrôlée par l'État – et la radio, ils ont l'avantage de pouvoir s'étendre et donc d'approfondir le sujet.

Cependant, les tenants et aboutissants de la réforme du Code civil sont parfois un peu trop complexes pour que l'intégralité des lecteurs en saisissent les enjeux. Ils exigent de connaître le fonctionnement du pouvoir législatif mais également les textes de lois en vigueur, notamment ceux qui lient l'État à l'Église. Lorsqu'ils les commentent, *El País* et *La Vanguardia* écrivent davantage pour un microcosme médiatico-politique que pour l'ensemble du public. Ils s'adressent également à un lecteur idéal qu'ils sont en train de former car le fait de proposer une information précise et de qualité invite leur audience à s'intéresser et à se former à la vie démocratique, à travers les articles qu'elle lit.

Enfin, *El País* utilise le divorce comme un prétexte pour attaquer l'UCD. Contrairement à *La Vanguardia*, il estime qu'il faut chasser le parti du pouvoir en le poussant à organiser de nouvelles élections générales. Il fait en sorte de le discréditer et de mettre en exergue son incapacité à mener le pays. Pour le quotidien madrilène, il s'agit de la meilleure option pour garantir le bon fonctionnement démocratique, d'autant que la fin de l'influence *ucédiste* offrirait la possibilité au PSOE d'entrer à la Moncloa et d'appliquer un programme politique qui correspond à la ligne idéologique du quotidien. Au vu des dernières élections, il a toutes les chances de l'emporter. Le discours des deux journaux concernant le divorce sert donc d'autres intérêts que l'information pure. Il met à jour leur façon de se placer dans la course médiatique et, pour *El País*, sa stratégie pour venir à bout de l'UCD.

## **IX. 2. L'avortement ou le discours de la dramaturgie**

Un autre thème à l'actualité de la Transition démocratique est celui de l'avortement. Les journaux s'y intéressent particulièrement à partir de la reprise du procès des onze de Bilbao à l'automne 1979. La médiatisation de cette affaire est à l'origine d'un changement de regard sur les avortements clandestins. L'opinion ne les considère plus comme des faits divers isolés mais comme la manifestation d'une problématique globale. La dépénalisation de l'avortement devient alors un sujet de société. *El País* et *La Vanguardia* traitent cette thématique dans 312 et 134 articles respectivement. La plupart de ces textes ne dénote pas du reste de l'information publiée. Néanmoins, une partie interpelle par les stratégies discursives ou argumentatives particulières mises en œuvre.

Nous nous intéresserons aux aspects du discours sur l'avortement au sein de cette sélection d'articles. Nous constaterons d'abord que les journalistes et collaborateurs élaborent des stratégies argumentatives basées sur la persuasion. L'interruption de grossesse n'est pas une question anodine, surtout à l'époque. Elle touche aux valeurs morales de chacun. Il s'agit donc pour les auteurs de mobiliser le lecteur pour ou contre en s'adressant non pas à sa raison mais à ses sentiments, voire à ses passions. Ensuite, nous pointerons quelques dérives de cette tendance, en particulier dans *El País*, dont la démarche ou le discours s'apparentent à l'occasion à ceux des magazines à scandales. Son objectif est de créer un spectacle non seulement voyeur mais aussi peu informatif, un spectacle propice aux ventes et à la cause qu'il défend, ce qui n'est pas incompatible. Enfin, nous considérerons le cadrage réservé aux personnes accusées d'avoir pratiqué ou subi un avortement. Il s'agira alors de montrer que les deux quotidiens « découvrent » le sujet et le traitent à partir de leur propre préjugés et grilles de valeurs. Le cadrage choisit s'en ressent car il ne permet pas d'embrasser pleinement la réalité mais, au contraire, en offre une version stéréotypée.

### **IX. 2. A. Persuader plutôt que convaincre**

Il existe un fort contraste entre le traitement du divorce et celui de l'avortement, que ce soit dans l'un ou l'autre des quotidiens étudiés. Le sujet du divorce est très intellectualisé. *El País* et *La Vanguardia* proposent des articles techniques qui renvoient au droit civil et canon. À l'inverse, le second est très « ressenti », c'est-à-dire que les auteurs de tribunes ont beau

avancer des éléments qui semblent factuels pour défendre leur argumentation – et ils ne le font pas toujours – leur discours n’en reste pas moins entièrement guidé par les sentiments. De fait, l’avortement est une question délicate qui éveille les passions des éditorialistes et chroniqueurs. Les discours logiques et raisonnés qu’ils tiennent à propos de la légalisation du divorce contrastent avec la subjectivité et l’émotion dont ils font preuve à l’égard de la dépénalisation de l’avortement. En empruntant la terminologie de Patrick Charaudeau, on dirait que la cible des contenus médiatiques liés au divorce est « intellectuelle » alors que celle des contenus liés à l’avortement est « affective », c’est-à-dire qu’elle est « censée ne rien évaluer de façon rationnelle, mais être mue de façon inconsciente par des réactions d’ordre émotionnel »<sup>33</sup>. Cette différence est peut-être une conséquence de la législation franquiste. En effet, avant la légalisation du divorce en 1981, les couples ne risquent rien, ou presque<sup>34</sup>, en se séparant de fait. Tous les Espagnols côtoient donc potentiellement un couple qui se trouve dans ce cas. Il semble donc naturel d’aborder la question du divorce. Légalement, ce n’est dangereux pour personne. À l’inverse, évoquer un avortement ayant eu lieu sur le territoire espagnol peut entraîner de graves conséquences. Chaque individu ayant connaissance d’un tel acte est susceptible de le dénoncer à la police. C’est pourquoi parler d’avortement est beaucoup plus tabou. Il s’agit donc d’une thématique plus théorique, plus éloignée de la vie quotidienne des Espagnols.

D’ailleurs, la dépénalisation de l’avortement est récente dans la plupart des pays occidentaux et peu de femmes en ayant subi un osent le dire. Au contraire, les divorces des vedettes de l’époque occupent régulièrement la presse *people* espagnole. Ainsi, les citoyens – y compris les journalistes – sont beaucoup moins préparés intellectuellement à la thématique de l’avortement qu’à celle du divorce. Cette différence peut expliquer que son traitement médiatique de l’avortement soit moins rationnel.

Les tribunes d’opinion dédiées aux procès contre les avorteuses, leurs clientes et leurs complices s’adressent à une cible affective et ce, quel que soit le point de vue de l’auteur. Le journaliste ou le collaborateur qui pointe du doigt leurs « crimes » laisse libre cours à son effroi et à sa colère envers ce qu’il considère comme un infanticide. À l’inverse, celui qui estime que les femmes qui avortent sont victimes d’une loi injuste incitent les lecteurs à la commisération et à la révolte. De fait, la problématique de l’avortement est susceptible de toucher personnellement non seulement le public mais également les journalistes car la plupart des

---

<sup>33</sup> CHARAUDEAU, *loc. cit.*

<sup>34</sup> Rappelons tout de même qu’avant la dépénalisation de l’adultère en 1978, ils courent un risque à se remettre en ménage.

adultes ont des enfants. La polémique concernant la dépénalisation de cette pratique les renvoie donc à leur propre expérience. D'ailleurs, certains se réfèrent explicitement à leur vie intime. On l'a mentionné dans le cas des tribunes d'Elisa Lamas : elle est journaliste mais commence par se définir comme mère et comme chrétienne. Pour les auteurs, l'enjeu est donc de faire ressortir les valeurs morales qui justifient ou criminalisent le recours à l'avortement.

En ce sens, pour défendre les accusées de Bilbao, les journalistes d'*El País* – ce n'est pas le cas à *La Vanguardia* – insistent sur leur humanité. L'objectif est de persuader le public qu'elles sont des femmes de bien. Un exemple paradigmatique de ce discours se trouve dans l'édition du 17 octobre 1979. Joaquina Prades y signe un article dans lequel elle tâche de démontrer que les accusées de Basauri ne sont pas des criminelles mais de modestes mères de famille. Dans un article dédié à la conférence de presse qui précède le procès, la journaliste montre aux lecteurs à quel point elles sont vulnérables : « las más tímidas, se niegan a subir, ante la desesperación de los abogados », « comienzan a sentarse, entre risitas forzadas y haciendo de tripas corazón »<sup>35</sup>. Elle souligne leur peur et leur gêne. Elle explique, sans dissimuler son admiration, à quel point l'impact médiatique de leur histoire les dépasse : « y es que estas mujeres, que de pronto se han convertido en una causa de lucha en todo el Estado [...] no tienen muy asumido el papel de heroínas que les toca vivir »<sup>36</sup>.

De plus, Joaquina Prades les appelle par leur prénom. Elles ne sont plus de simples anonymes mais Carmen, Amelia ou Ana, ce qui crée une proximité avec le public. D'ailleurs, la presse française avait elle aussi fait usage du prénom de Marie-Claire au cours du procès de Bobigny. La jeune fille de seize ans avait avorté à la suite du viol commis par un camarade de classe et la Justice l'attaquait alors elle, sa mère et toutes les personnes ayant contribué à l'interruption de sa grossesse. La rédaction de *L'Humanité*, et sa journaliste Andrée Audoin en particulier, couvraient l'affaire et surtitraient par « procès Marie-Claire » les articles s'y référant, comme pour rappeler les enjeux du verdict : le futur d'une adolescente<sup>37</sup>. Dans le sujet de Joaquina Prades, chaque prénom donne lieu à un intertitre. En-dessous, la journaliste esquisse le portrait de la personne et les raisons de son avortement. Elle porte un regard attendri sur chacune. Ce sentiment transparaît dans l'usage de diminutifs affectifs, comme dans « María es una mujer regordeta, de unos 35 años, que ha roto a llorar dos veces mientras contaba su caso y después se ha disculpado por ello » ou dans « Antonia, una mujer menudita »<sup>38</sup>.

---

<sup>35</sup> PRADES Joaquina. Abortaron por problemas de salud y falta de medios económicos. *El País*. 17 octobre 1979, p. 18.

<sup>36</sup> *Ibid.*

<sup>37</sup> Procès de Bobigny : un décryptage à la lumière de la seule question sociale. *L'Humanité*, 24 juillet 2014.

<sup>38</sup> *Ibid.*

En outre, la journaliste insiste sur les circonstances atténuantes des accusées. Certes, aux yeux de la loi, elles ont commis un crime, mais leur situation le requérait. Ainsi, elle écrit :

[Carmen] cuenta que tampoco tuvo complicaciones secundarias y que en la Seguridad Social le negaron los anticonceptivos cuando los precisó, ya con tres niños. “Un médico llegó a decirme”, explica, “que él tenía nueve hijos porque Dios se los había dado. ¿Cómo podía razonar yo a ese médico que mantenía muy bien a sus nueve hijos, pero que mi marido y yo apenas podíamos con nuestros tres niños<sup>39</sup>?”

Plusieurs accusées se heurtent elles aussi à l’interdiction des moyens de contraception, en vigueur jusqu’en 1978. D’autres avortent pour préserver leur enfant à naître. Joaquina Prades rapporte qu’Amelia s’est trouvée dans cette situation car, « desde que se casó se había quedado embarazada cuatro veces, las cuatro veces dio a luz, y por una enfermedad que tiene ella sólo le sobreviven las niñas, los dos varones que tuvo no llegaron a cumplir los diez meses, y su cortita vida la malvivieron en el hospital »<sup>40</sup>. De même, la journaliste relaie le témoignage de Rosa : « yo aborté porque ya estaba harta de traer al mundo niños enfermos »<sup>41</sup>.

Par ailleurs, entre les lignes de l’article ne cesse de ressortir l’idée de précarité économique des ménages. La journaliste précise que c’est la raison pour laquelle María n’a pas mené sa grossesse à terme : « cuando venía el cuarto niño, el marido recién operado de una fistula, sin dinero ahorrado (“no sé qué íbamos a ahorrar con tanto crío y con el jornal de la fábrica”) y con la letra del piso que la vencía en mayo, a María y a su marido se les cayó el mundo encima »<sup>42</sup>. La journaliste confronte le lecteur au contexte de ces avortements pour l’amener à accepter que, dans ces situations, il est légitime de transgresser la loi.

Enfin, l’usage très fréquent de citations au style direct offre l’opportunité aux accusées d’exposer leur version des faits avec leur propre vocabulaire. Leur façon de parler, familière et directe, les rend plus humaines et peut donner une impression de sincérité car elles ne répètent pas des éléments de langage transmis par leurs avocats. L’article de Joaquina Prades est donc marqué par une volonté d’humaniser les accusées et, indirectement, de créer un lien affectif entre elles et le lecteur. Certes, il s’agit d’un article présenté comme informatif, néanmoins, son parti pris est clair : il veut persuader le public que ces femmes ne sont pas coupables. Il les présente comme de modestes ménagères qui risquent de servir de boucs émissaires non

---

<sup>39</sup> *Ibid.*

<sup>40</sup> *Ibid.*

<sup>41</sup> *Ibid.*

<sup>42</sup> *Ibid.*

seulement à une législation injuste mais également au contexte économique particulièrement dégradé de l'époque. Prades n'est pas la seule rédactrice d'*El País* à adopter ce type de discours.

En effet, en 1982, Karmentxu Marín insiste sur l'inoffensivité des onze de Basauri. Elle explique par exemple que pour se rendre à leur procès,

Las mujeres de Basauri dejarán hoy a los críos con las abuelas para ir a presentarse ante el tribunal. Los de Covadonga se quedarán solos, aunque "les haré una tortilla, por si acaso". Josefa dejará a su niño de nueve meses con una prima, porque los otros tres ya son mayores. Esperan volver como tarde, para prepararles la cena<sup>43</sup>.

La journaliste les décrit comme de bonnes mères, et ce, malgré le fait d'avoir avorté. Elles vivent une vie de famille simple à laquelle chacun pourra s'identifier. Ces articles n'apportent pas d'arguments scientifiques. Ils ne reposent pas sur la conviction mais sur la persuasion. De fait, les journalistes ne cherchent pas à prouver que les femmes sont innocentes légalement mais qu'elles le sont moralement. Les seuls coupables seraient donc la misère et l'accès limité à la contraception et à l'éducation sexuelle.

De la même façon mais dans un but contraire, les auteurs opposés à la dépénalisation de l'avortement renvoient les lecteurs à leurs sentiments. Ainsi, dans *El País*, José Jiménez Lozano explique que c'est justement la déshumanisation de la question qui conduira au pire. Selon lui, les hommes ont toujours cherché des preuves scientifiques pour affirmer que certains secteurs de la population n'étaient pas pleinement « humains » et, donc pour justifier un traitement violent ou discriminatoire. Le théologien affirme que ces prétendues preuves n'ont aucune valeur car les intellectuels parviendront toujours à conférer une apparence scientifique à leurs argumentations. Par conséquent, selon lui, les recherches visant à déterminer à partir de quel stade de développement naît la conscience d'un fœtus ne servent qu'à justifier ce qui n'est pour lui qu'un infanticide. Il l'expose à l'aide d'une série d'analogies :

Cuando una sociedad, en efecto, comienza a preguntarse si los judíos varones también tienen menstruación; por qué los indios americanos son tan débiles para el trabajo y no entienden el latín de la invitación que se les hace a convertirse a la fe cristiana; y la rechazan por tanto; si las mujeres no serán un "varón incompleto" o fracasado proyecto de hombre, o por qué los negros sólo sirven para lustrar zapatos y hacer trabajos serviles; es que busca algo que hacer con todos esos individuos o todas esas colectividades. Cuando se tiene tanto interés en hallar argumentos, para decidir que un feto de tantos días

---

<sup>43</sup> MARÍN Karmentxu. "Ya está bien de aplazar el juicio" dicen las once mujeres acusadas de prácticas abortivas. *El País*. 16 mars 1982, p. 31.

o tantas semanas no está aún humanizado, ya se sabe lo que se pretende: matarlo. No es un hombre todavía, se le puede matar<sup>44</sup>.

José Jiménez Lozano rejette donc volontairement tout discours qui aurait l'air raisonné afin de recentrer la question sur le domaine de la morale. Dans cet extrait, implicitement, il accuse les partisans de la dépénalisation de génocide car ils se proposent d'éliminer ce que le théologien voit comme des enfants, à l'instar des nazis lorsqu'ils ont exterminé les juifs. L'accusation est donc très violente et renvoie aux sombres chapitres de l'histoire humaine. José Jiménez Lozano met le lecteur en garde : il faut réagir pour empêcher une telle tragédie et la réaction ne peut être qu'un cri du cœur contre une « science » sans conscience.

Cette idée transparaît également dans *La Vanguardia*. Les tribunes d'auteurs anti-avortement tels qu'Alfonso Balcells Gorina ont déjà fait l'objet d'un commentaire approfondi mais, en parallèle des textes, il est intéressant de s'attarder sur les illustrations. Par exemple, la tribune « Morir antes de nacer », signée par le proche de l'Opus Dei, s'accompagne de la photographie d'un nouveau-né dans les bras de sa mère (*Figure 19*). Ce choix interroge dans la mesure où le texte traite des grossesses interrompues avant la naissance de l'enfant.



«La madre,  
desde la  
fecundación del  
óvulo  
es espectadora  
pasiva  
de una vida  
nueva humana...

Figure 19 : Photographie illustrant la tribune « Morir antes de nacer », publiée par *La Vanguardia*, le 3 juillet 1982, p. 8

<sup>44</sup> LOZANO José Jiménez. Demóstenes Segundo o la ética del aborto. *El País*. 21 février 1979, p. 7.



En réalité, cette image est destinée à attendrir le lecteur et, par contraste, à insinuer l'horreur que suppose tout avortement aux yeux de l'auteur. En effet, en voyant ce bébé, on a l'impression que ce sont de petits êtres comme lui dont se défont les femmes qui avortent. Pourtant c'est faux puisque les projets de dépénalisation présentés par la gauche ainsi que les lois des autres pays européens ne permettent d'interrompre la grossesse que durant les premières semaines de gestation, quand l'enfant à naître n'est encore qu'un fœtus et n'a pas l'apparence de ce nouveau-né. Cette photographie participe donc à la stratégie de persuasion de l'auteur. Elle assimile l'avortement à un infanticide. Il s'agit d'en appeler non pas à la raison du lecteur mais à son instinct protecteur à l'égard du nourrisson.

Ainsi, l'avortement est un sujet particulièrement clivant. On le constate d'ailleurs à travers les débats qu'il suscite à l'époque dans des pays qui ont pourtant déjà légiféré. L'Italie appelle sa population à se prononcer à nouveau par référendum seulement trois ans après l'adoption de la loi. En France, le procès de Bobigny (1972) et la loi Veil (1975) font encore parler d'eux. La loi n'est d'ailleurs adoptée que pour cinq ans, avant d'être réétudiée en 1980. Les Pays-Bas ou la Belgique continuent à criminaliser toute interruption volontaire de grossesse, quelles qu'en soient les circonstances. Le divorce, lui, soulève beaucoup moins de passions. Les pays voisins l'ont presque tous accepté. Les magazines et la presse quotidienne publient des nouvelles de couples célèbres qui y ont recours. Les débats autour du divorce renvoient donc majoritairement à des nuances de mise en application alors qu'en ce qui concerne l'avortement, les opinions sont catégoriques. Les auteurs de tribunes adhèrent ou s'opposent à sa dépénalisation. La thématique touche à leur expérience personnelle, à leur parentalité vécue ou projetée. Le discours médiatique tend donc lui aussi à éveiller les sentiments du public plutôt que sa raison.

On pourrait penser que les journaux s'adaptent à une société trop émotive ou pas assez intellectuelle. Toutefois, il semble plutôt que la question soit trop complexe pour être traitée convenablement par la presse d'information générale. Rappelons que la communauté scientifique n'est elle-même pas unanime sur le principe de dépénalisation ou sur les conditions à fixer. En conséquence, les auteurs d'*El País* et de *La Vanguardia* réagissent à des faits divers en se laissant porter par leurs propres idéaux. De fait, malgré sa sécularisation, la société espagnole conserve un fort ancrage religieux. Les valeurs chrétiennes influencent l'opinion médiatique. D'une part la compassion permet d'être solidaire à l'égard des personnes accusées d'avortement, mais d'autre part, l'interdit religieux pousse à les blâmer pour avoir supprimé une vie potentielle.

*La Vanguardia* décide d'écarter des débats la figure des femmes ayant eu recours à cet acte. Le journal informe de la tenue de quelques procès mais les accusés ne sont pas au cœur des tribunes consacrées à l'avortement. Ces textes se réfèrent plutôt à l'opinion sociale générale, à celle de la communauté scientifique, religieuse ou à l'expérience de toutes les femmes, qu'elles soient mères ou non. Au contraire, *El País* se sert de l'histoire des personnes inquiétées par la Justice. Il les utilise dans des articles informatifs afin de créer des récits plus dramatisés, plus poignants. Néanmoins, leurs excès de style entraînent à l'occasion le quotidien à la limite entre le journal de référence et le magazine à scandales.

## **IX. 2. B. L'agitation médiatique au détriment de l'information dans *El País***

En effet, à *El País*, l'affaire des onze de Basauri donne lieu à une couverture médiatique qui, à force de chercher à disculper les accusées, tombe parfois dans l'écueil du voyeurisme et du misérabilisme.

Dans un article publié au début des années 1990, Patrick Champagne revient sur la tendance médiatique à exacerber la représentation des « malaises sociaux ». Il s'appuie sur l'exemple des émeutes de la banlieue lyonnaise des années 1980. À son sens, ces problèmes « attirent les journalistes parce qu'ils sont "hors du commun" ou dramatiques ou émouvants et répondent ainsi à la définition sociale, commercialement rentable, de l'évènement digne de faire "la une" des médias »<sup>45</sup>. Or, dans le cas qu'il étudie, le sociologue explique que les médias exaspèrent volontairement la représentation de la réalité afin de la rendre plus attractive et sensationnelle. Il désigne alors les professionnels de l'information comme « des spectateurs intéressés et un peu voyeurs »<sup>46</sup>.

Dans le cas d'*El País*, certains journalistes cherchent à défendre les onze de Basauri mais, en exposant aux lecteurs leur lamentable situation, ils tombent parfois dans cette tendance au voyeurisme soulignée par Patrick Champagne. C'est le cas notamment de Karmentxu Marín et de Joaquina Prades qui signent deux articles chargés d'éléments émouvants mais aussi sordides. Ces sinistres détails n'apportent pas d'information pertinente pour mieux comprendre

---

<sup>45</sup> CHAMPAGNE Patrick. La construction médiatique des « malaises sociaux ». In : *Actes de la recherche en Sciences Sociales* [en ligne]. Vol. 90, décembre 1991, p. 64-76. Disponible sur : « <https://doi.org/10.3406/arss.1991.2997> » (consulté le 8 juillet 2022).

<sup>46</sup> *Ibid.*

le procès. Ils servent le style des articles et construisent une représentation des accusées propice à la pitié.

Par exemple, lorsqu'en 1982, Karmentxu Marín rédige le compte-rendu d'une journée de procès, elle insiste sur leur carence culturelle. Au sujet de Julia García, l'avorteuse, elle écrit : « cuando su defensor preguntó: “De todas las preguntas del ministerio fiscal, ¿ha entendido alguna?”, ella respondió, sin dejar de mascar chicle: “Muy poco” »<sup>47</sup>. Plus loin, elle revient sur la confusion d'une autre prévenue : « Antonia, 38 años, casada, sus labores, datos que se repiten continuamente, parece tener problemas de comprensión: “¿Ustedes vivían realquilados?”, le preguntó el abogado Pericas. “No, señor, nosotros vivíamos de habitación” »<sup>48</sup>. L'objectif de la journaliste est de montrer qu'elles viennent d'un milieu trop misérable pour avoir eu accès aux informations ou aux contacts qui leur auraient permis d'éviter d'avorter, c'est-à-dire de prouver que ce ne sont pas elles mais leur contexte socio-économique qui est responsable de ce que la loi considère comme un crime. Ici, Karmentxu Marín soutient les arguments de la défense qui espère que le juge relaxera les accusées, au nom de la clause d'« estado de necesidad », comme il le fera d'ailleurs. Les arguments utilisés poussent peut-être le public à s'apitoyer sur le sort des prévenues mais, par là même, ils humilient ces femmes puisqu'ils soulignent à quel point elles ne disposent ni des codes ni du vocabulaire adaptés à ce genre d'environnement. Certes, le discours de la journaliste joue en faveur de leur acquittement, mais il nourrit un sentiment d'altérité.

Dans le même esprit, juste avant que ne s'ouvre la session d'octobre 1979, Joaquina Prades signe un reportage mené à Basauri, dans le bar tenu par Julia García. Le portrait qu'elle en brosse est digne d'un roman *esperpéntico*. La description débute de la façon suivante :

Por su aspecto físico, nadie podría adivinar su edad, porque la cara y el cuerpo de Julia reflejan una vida cargada de trabajo y de miseria, y se le podrían calcular veinte años más. Desarreglada, atiborrada de cerveza (aunque ella se empeñe en disimularlo, tiene mucho miedo al juicio del día 26), y con una mueca de desprecio hacia todos “los extraños” que se le acercan<sup>49</sup>.

Julia García est donc présentée comme une femme rustre, méfiante et portée sur la boisson, une femme brisée par une vie de misère. Cette pauvreté l'a dégradée et a été le terreau de sa rudesse et de sa vulgarité. D'ailleurs, la journaliste n'épargne pas aux lecteurs les

---

<sup>47</sup> MARÍN Karmentxu. Precario nivel cultural y económico, constante de las mujeres acusadas de aborto en Bilbao. *El País*. 17 mars 1982, p. 27.

<sup>48</sup> *Ibid.*

<sup>49</sup> PRADES Joaquina. “Yo las ayudé a abortar porque me daban mucha lástima, llenas de problemas y sin un duro”. *El País*. 18 octobre 1979, p. 19.

grossièretés avec lesquelles Julia García reçoit l'équipe : « Váyanse a tomar por el culo. No quiero hablar con nadie, y a los que han venido antes les he mandado a la mierda sin cruzar dos palabras, así es que, ¡fuera de aquí! »<sup>50</sup>. Joaquina Prades souligne aussi le caractère instable de la femme, à la fois effrayant et grotesque puisqu'elle rompt avec la logique de la conversation, comme si, par moments, elle perdait la raison. La journaliste explique qu'« algo ha pasado por su cabeza que la ha enfurecido y de repente exclama: “La que voy a tener un hijo voy a ser yo, y después se lo voy a mandar a éste (cita a una de las personalidades políticas más altas del país), para que se lo coma con patatas” »<sup>51</sup>.

Par la suite, Joaquina Prades rapporte comment Julia García s'adoucit puis finit par raconter son histoire. Le récit insiste sur les aspects les plus malheureux de sa vie et de celle des femmes qu'elle a aidées. La journaliste plonge ainsi le public dans l'ambiance des quartiers pauvres de Basauri, notamment parce qu'elle reprend mot pour mot les propos de son interlocutrice. Les citations usent du registre familial : « Yo las ayudé a abortar porque me daban mucha lástima, llenas de problemas y sin un duro » dit l'avorteuse<sup>52</sup>. Cette phrase deviendra le titre de l'article.

Néanmoins, contrairement aux autres textes mentionnés jusqu'ici, Joaquina Prades dépasse le simple discours de l'émotion, censé apitoyer le lecteur et le rallier à la cause des accusées. En effet, les détails mentionnés théâtralistent la misère plus qu'ils n'apportent d'éléments factuels. Ils font de Julia García un personnage qui incarne tout ce que la journaliste souhaite représenter, à savoir la carence culturelle, le dénuement économique, mais également la solidarité qui s'est tissée entre ces femmes. L'article se caractérise par l'exhibition de leur misère.

Les détails apportés ont pour objectif de bouleverser le lecteur. À travers cette lecture, il est censé connaître une sorte de plaisir cathartique, issus de la pitié et de la terreur inspirées par le « personnage » de Julia García. Le récit sert la cause de l'accusée pourtant, et probablement bien plus que celui de Karmentxu Marín, il s'avère humiliant. Ici, Joaquina Prades sort des codes du journalisme d'information générale. On pourra rapprocher son article de trois styles médiatiques.

En premier lieu, il comporte certaines caractéristiques du *New Journalism* en vogue dans les années 1960 et 1970 aux États-Unis. Il plonge le lecteur dans l'ambiance d'un quartier

---

<sup>50</sup> *Ibid.*

<sup>51</sup> *Ibid.*

<sup>52</sup> *Ibid.*

pauvre du Pays-Basque à travers une mise en scène travaillée et la transcription précise de la façon de parler d'une habitante. Il donne à voir le cadre de vie de l'avorteuse.

Par ailleurs, il s'apparente aussi aux descriptions que l'on peut trouver dans *Vindicación Feminista*. Ainsi, dans le numéro spécial de 1982, Lidia Falcón revient sur la situation des femmes de Basauri, lorsqu'elle écrit que

Para ellas, como para todas, la palabra matriz, útero, vagina, declaración y aún menos ratificar, no significaban nada. Si el Fiscal les hubiese hablado de miseria, de palos, de hijos desnutridos o subnormales, de sufrimientos y de dolores; muchos y continuos dolores en el vientre, ese vientre que trabaja incesantemente fabricando nuevos hijos para el padre y para la patria, lo hubiesen entendido<sup>53</sup>.

L'article de Joaquina Prades ressemble à ce compte-rendu car il insiste sur la misère, la violence et l'absence d'éducation. La différence tient au fait que le texte de Falcón paraît dans un journal militant alors que celui de la journaliste est publié dans un quotidien d'information. Il est donc beaucoup plus légitime pour le premier de jouer sur les effets de style pour, non pas convaincre un public déjà acquis à la cause, mais pour renforcer son engagement à travers des textes édifiants. Il n'est pas tenu à un devoir d'objectivité et de mesure. *Vindicación Feminista* repose sur un parti pris. Au contraire, en tant que quotidien de référence, *El País* ne peut pas mêler les genres sans l'annoncer clairement au lecteur. Or, c'est ce qu'il fait ici en publiant un article qui se dit informatif mais qui reprend les codes des publications militantes.

Enfin, à trop vouloir impressionner et capter le lecteur, ce reportage s'apparente aussi au style des magazines à scandales tel qu'*Interviú*. De fait, la barrière qui sépare l'engagement social du voyeurisme est fine. Le texte de Joaquina Prades se situe donc entre l'engagement politique en faveur de la dépénalisation de l'avortement et la mise en scène de la misère sociale au service de la course à l'originalité et à la rentabilité.

En effet, dans les affaires qui opposent la justice aux avorteuses et avortées, *El País* donne l'impression de chercher à tout prix l'exclusivité, y compris au détriment des femmes. Par exemple, en septembre 1979, quatre personnes sont arrêtées à Sardañola, dans la région catalane, pour pratiques abortives. Comme la séquence médiatique sur le sujet de l'avortement ne s'ouvre que deux mois plus tard, à partir du procès de Bilbao, *El País* n'informe sur l'affaire de Sardañola qu'à partir de novembre. Alors que le journaliste explique au public l'avancée de la procédure, il indique ne pas connaître les noms des personnes mises en examen : « las personas puestas en libertad son tres mujeres –la joven que presuntamente intentaba abortar, la

---

<sup>53</sup> FALCÓN Lidia. Bilbao, Zaragoza, Valencia: las condenas españolas. *Vindicación Feminista*. 1982, p. 23.

madre de su compañero y una tercera mujer, que prestó el piso para realizar el aborto—, cuyos nombres no fueron facilitados por sus abogados »<sup>54</sup>. Cette précision pourrait paraître anodine si elle ne réapparaissait pas dans d'autres articles de ce type. Elle devient presque un regret puisque, moins d'une semaine plus tard, le quotidien informe de l'ouverture d'un procès pour des faits similaires, à Madrid. Là encore le journaliste insiste sur la question de l'identité des accusées : « por el momento, ninguna de las acusadas acepta dar su nombre, aunque es posible que el mismo día del juicio todas ellas expliquen a la prensa todos los detalles relativos a su caso »<sup>55</sup>. L'usage du verbe « aceptar » est révélateur. L'auteur semble déçu car il aurait apprécié obtenir cette information. Or, la divulgation de leur nom n'aurait probablement apporté que des ennuis aux personnes inculpées. Dans ce cas, *El País* s'intéresse davantage à l'exclusivité qu'au respect de leur anonymat.

Le traitement informatif de l'avortement par le quotidien madrilène fait donc la part belle au spectacle. Le journal est dans la monstration de la souffrance des accusées, une monstration qui peut servir la cause de la dépénalisation mais qui, en parallèle, sert des intérêts commerciaux.

Sur le sujet de l'avortement, certaines tribunes de *La Vanguardia* sont elles aussi propices à l'hystérisation du débat, notamment parce qu'elles participent à l'opposition manichéenne entre les « pour » et les « contre », mais ces tribunes ne concernent que très peu d'auteurs et ne comportent pas la dimension spectaculaire que présente le titre madrilène. Cependant, la ligne éditoriale des deux journaux converge sur un point : ils brossent peu ou prou le même portrait des femmes ayant avorté, et ce portrait correspond à une représentation lacunaire de la réalité.

## **IX. 2. C. Une représentation stéréotypée de la réalité**

Tout d'abord, *El País* et *La Vanguardia* proposent plusieurs angles pour traiter la thématique de l'avortement, que ce soit dans leurs articles d'information ou d'opinion. Par exemple, ils parlent de l'inadaptation de la loi à la réalité sociale, du dilemme moral que soulève cet acte, d'affaires précises dans lesquelles des personnes sont arrêtées pour « pratiques abortives », du manque d'éducation sexuelle (pour *El País*), et de la mobilisation féministe. Certains auteurs se placent également du côté des femmes qui avortent : qui sont-elles, pourquoi

---

<sup>54</sup> Cincuenta personas fueron procesadas por aborto en 1978. *El País*. 17 novembre 1979, p. 13.

<sup>55</sup> CANALS Enric. Las presuntas abortistas de Sardañola, en libertad bajo fianza. *El País*. 23 novembre 1979, p. 17.

font-elles ce choix, comment le vivent-elles ? Dans ce cas, on constate que les deux journaux représentent la réalité de façon stéréotypée, c'est-à-dire qu'ils ne transmettent que deux versions de la femme qui avorte. La première ne se trouve que ponctuellement, dans certaines tribunes anti-avortement publiées par *La Vanguardia*. Elle correspond aux femmes dépeintes comme des criminelles. Les textes d'Alfonso Balcells Gorina en ont donné quelques exemples. La seconde représentation, bien plus courante, apparaît dans les deux journaux. Il s'agit de la femme « victime ». Elle naît dans le discours des partisans de la dépénalisation. Les quotidiens ne proposent aucun portrait d'Espagnole qui se situerait entre ces deux archétypes. En effet, très rares sont les discours qui évoquent le cas des femmes en parfaite santé et qui jouissent d'une stabilité économique mais qui, malgré tout, décident d'interrompre leur grossesse. Nous y reviendrons plus loin, cela ne concerne que quelques tribunes signées par des militantes féministes et parues dans *El País*. Néanmoins, ces textes ne renvoient jamais à des personnes en particulier. Les deux quotidiens oscillent donc toujours entre la femme victime et la criminelle (pour le titre catalan).

Les journalistes ou collaborateurs qui défendent l'avortement le présentent comme un drame vécu par des personnes vulnérables. *El País* l'affirme dans un éditorial, « el aborto siempre es un drama, un peligro y un trauma para la mujer »<sup>56</sup>. Pour disculper les femmes qui y ont recours, les auteurs avancent des arguments tels que la pauvreté, le risque pour la santé de l'enfant ou de la mère ainsi que les cas de viol. Par exemple, dans *La Vanguardia*, Antonio Papell soutient la dépénalisation de cet acte car, « las únicas mujeres que han de afrontar problemas legales y sanitarios tras tomar la decisión de abortar son precisamente las que pertenecen a un estrato socioeconómico más bajo, en tanto que las más pudientes no han de arriesgar ni su salud ni su integridad legal »<sup>57</sup>. Son argument repose donc sur l'existence d'une injustice économique et sociale. La loi doit protéger les couches les plus modestes de la population.

Pour *El País*, il en va de même. Si ses journalistes défendent corps et âmes les accusées de Bilbao, le quotidien rappelle qu'il n'est favorable à la dépénalisation que dans certaines conditions, comme il l'affirme dans un éditorial :

El aborto de un mes de una muchacha violada no es lo mismo que la interrupción de un embarazo de seis meses de una mujer casada. Ni es igual la reacción de una madre de familia numerosa que vive en una chabola y trabaja de asistenta ante un embarazo no deseado que la de una señora de clase media, ama de

---

<sup>56</sup> Éditorial El proceso de..., art. cit.

<sup>57</sup> PAPELL Antonio. La cuestión del aborto. *La Vanguardia*. 23 mars 1982, p. 6.

casa, con recursos económicos y con escasa prole. Tampoco cabe medir con la misma regla a la mujer cuya salud o cuya vida pueden peligrar en el parto que a la embarazada sin tales problemas. Ni se hallan en idéntica situación el matrimonio que desea reproducirse que la pareja que, por las razones que sean, no quiere o no puede hacerlo. Los demás países europeos, así, toman en cuenta tanto la duración del embarazo como el carácter terapéutico de su interrupción a la hora de legislar sobre el aborto<sup>58</sup>.

Dans cet extrait, le journal tente de convaincre le lecteur que certaines conditions sont plus légitimes que d'autres pour avorter. Les contrastes mis en exergue ont pour objectif de nuancer le probable rejet du lecteur, de lui faire admettre que certaines situations méritent d'être étudiées par la loi. À son sens, seules des raisons médicales et sociales bien précises peuvent justifier la dépénalisation. Il ne s'agit pas d'un droit. Pour pouvoir avorter, les femmes doivent donc se trouver dans des situations presque désespérées. Par conséquent, pour défendre les accusées de pratiques abortives, c'est cette image de femme démunie émotionnellement ou économiquement que les quotidiens présentent aux lecteurs. Nous venons de le constater à travers les articles de Joaquina Prades et de Karmentxu Marín notamment, la manière dont les journalistes dépeignent les accusées de Bilbao en est un exemple paradigmatique. Les mêmes arguments ressortent dans les éditoriaux, même si leur forme est plus sobre :

Van a ser juzgadas en Bilbao once mujeres por prácticas abortivas cometidas supuestamente hace seis o siete años; la mayoría de las encausadas se sometieron presuntamente a un aborto por razones de salud precaria, entorno familiar hostil al embarazo o una economía doméstica incapaz de asumir una carga familiar más<sup>59</sup>.

Le quotidien justifie donc les avortements clandestins par la misère des accusées – elles sont trop pauvres pour accueillir leur enfant comme elles le voudraient mais également pour avorter à l'étranger – ainsi que par leurs ennuis de santé. Il insiste aussi sur le contexte espagnol des dernières années du franquisme : pour lui, au vu des circonstances, les femmes n'avaient d'autres choix que d'avorter puisque la loi et la politique de santé publique ne leur donnaient pas les outils pour contrôler leur fécondité. Elles ne sont donc pas responsables mais bien victimes des défaillances de l'État.

À l'inverse, on le lit entre les lignes dans ces extraits d'*El País* et le journal l'affirme très clairement dans un éditorial postérieur<sup>60</sup>, il ne cautionne pas le droit à l'avortement, c'est-

---

<sup>58</sup> Éditorial El proceso de..., art. cit.

<sup>59</sup> Éditorial ¿Bilbao, como..., art. cit. En réalité, il s'agit de dix femmes et d'un homme.

<sup>60</sup> Éditorial Más sobre el aborto. *El País*. 1 décembre 1979. Voir – VII. 1. C. Le projet de dépénalisation de l'avortement.



à-dire la possibilité pour toutes les femmes, quelle que soit leur condition, de disposer librement de leur corps. La voix officielle du journal ne présente jamais le cas de femmes qui pourraient accueillir un enfant dans de bonnes conditions mais qui n'en veulent pas. Ces personnes ne correspondent pas à l'image de vulnérabilité qui participe à persuader le lecteur. Ce choix est encore plus marqué à *La Vanguardia*, dont la ligne idéologique est moins permissive sur le sujet.

Pourtant, il s'agit d'une représentation lacunaire de la réalité car ces femmes existent bel et bien. Toutes les Espagnoles qui avortent ne vivent pas nécessairement dans la misère ni ne risquent leur vie en accouchant. Il est impossible de le prouver en s'appuyant sur des données chiffrées en ce qui concerne les années 1970 car organiser un sondage alors que la loi criminalise cet acte est impensable. Cependant, certaines femmes en témoignent déjà. C'est le cas d'Elisenda qui se confie au magazine *Vindicación Feminista* en 1982, à propos d'un avortement réalisé sept ans plus tôt. Elle affirme que son engagement féministe lui a permis de traverser cette épreuve sans se sentir coupable : « de repercusiones psicológicas no puedo hablar ya que culturalmente estaba muy predispuesta para llevar a cabo aquel acto sin culpabilidad ninguna y por lo tanto convencida de que las mujeres tenemos derecho a abortar en el momento que lo decidamos »<sup>61</sup>. Quelques pages plus loin, Hortensia tient un discours similaire. Selon elle, « hay trauma cuando no se tiene conciencia feminista del aborto »<sup>62</sup>. Certes, ces témoignages sont issus d'une publication militante. On pourra donc arguer qu'ils ne représentent qu'une frange minoritaire de la population féminine. Toutefois, une étude sociologique publiée dans les années 1980 présente les mêmes résultats. Ce travail, mené auprès de 924 patientes ayant avorté dans des cliniques et hôpitaux andalous, conclut que la majorité d'entre elles n'a souffert d'aucun traumatisme particulier à la suite de cet acte :

El 62 por 100 contaba que su motivación principal es socioeconómica. Dos semanas después del aborto, el 85 por 100 de las mujeres se sentía tranquila, satisfecha o liberada, el 15 por 100 se sentía depresiva. El 75 por 100 no tiene problemas de conciencia después del aborto<sup>63</sup>.

Les arguments avancés par *El País* et *La Vanguardia* se répètent dans le sondage car, effectivement, les difficultés économiques sont une des raisons principales pour avorter mais, si l'on en croit l'étude, le dramatisme qui entoure l'argumentation des auteurs des quotidiens

---

<sup>61</sup> GOICOECHEA Maite. Abortos a domicilio; indefensas ante la carnicería. *Vindicación Feminista*. 1982, n° 30, p. 15.

<sup>62</sup> *Ibid.*, p. 17.

<sup>63</sup> HERNÁNDEZ RODRÍGUEZ, *El aborto en... op. cit.*, p. 230.

est exagéré. Il ne correspond pas à ce que vivent la plupart des femmes puisque, dans l'étude andalouse, les trois quarts affirment n'en ressentir aucun problème moral.

Cela semble logique puisque l'objectif est de persuader. En effet, plutôt que d'informer sur la question de la dépénalisation de l'avortement, les journaux et / ou leurs auteurs se positionnent pour ou contre. Ce qui pourrait être un biais cognitif – ne considérer que les cas les plus terribles – fait partie intégrante de leur stratégie argumentative car montrer des victimes au lecteurs, c'est rendre leur « crime »<sup>64</sup> plus acceptable.

La seule exception à cette mise en récit manichéenne de la réalité se trouve dans *El País* car le journal publie des tribunes de militantes féministes qui, pour certaines, défendent non plus la dépénalisation dans les cas les plus dramatiques mais bien le droit pour toutes les femmes de décider pour elles-mêmes, sans conditions. C'est ce qu'exige Cristina Alberdi en octobre 1979 : « queremos resaltar que nuestra lucha por la legalización del aborto parte de una consideración fundamental y es que la mujer es la única persona que tiene la responsabilidad de decidir si aborta o no, es ella la que debe tener el control y la decisión sobre su propio cuerpo »<sup>65</sup>. Pina López Gay avance aussi le même argument car, pour elle, la liberté de chaque individu, une des valeurs démocratiques, implique la liberté des corps :

la conquista al derecho al aborto, su legalización, es un primer paso para una vida distinta, sin dependencias ni controles, sin miedos ni temores, una vida de mujeres y hombres libres, dueños de su vida y de su cuerpo, una vida en auténtica libertad, donde cada individuo pueda desarrollarse plenamente<sup>66</sup>.

Toutefois, *El País* prend soin de se désolidariser de ce type de discours, comme il se désolidarise de la stratégie féministe à partir de l'automne 1979. L'existence du droit à l'avortement sans raison spécifique apparaît donc ponctuellement dans le journal madrilène mais reste à la marge. Par ailleurs, aucune femme n'incarne ce droit, ce qui peut aisément se comprendre puisque la mentalité des années 1970-1980 n'invite pas les Espagnoles à confier à la presse qu'elles ont avorté uniquement parce qu'elles ne souhaitaient pas être mères, d'autant plus que la loi l'interdit, y compris après 1985.

L'immense majorité des défenseurs de l'avortement qui publient dans *El País* et *La Vanguardia* utilisent donc les personnes ayant recours aux avortements clandestins comme des exemples édifiants chargés de prouver la nécessité d'une modification du Code pénal. Ils les

---

<sup>64</sup> Avant 1985, aux yeux de la loi, il s'agit d'un crime.

<sup>65</sup> ALBERDI, *El proceso de...*, art. cit.

<sup>66</sup> LÓPEZ GAY, art. cit.

convertissent en victimes sociales, qu'elles le souhaitent ou non<sup>67</sup>. Il s'agit donc d'une représentation lacunaire et quelque peu stéréotypée de la réalité qui sert l'objectif argumentatif. En réalité, la défense de la dépénalisation de l'avortement n'est pas étudiée à travers le prisme du féminisme. Elle devient plutôt un symbole de la lutte pour une certaine vision de la démocratie car dépénaliser l'avortement signifie s'engager en faveur de plus d'équité entre les citoyens. La plupart des auteurs d'*El País* et de *La Vanguardia* qui défendent la dépénalisation s'expriment en termes de justice sociale. Pour eux, la démocratie espagnole doit garantir les mêmes droits à chaque citoyen. Elle ne doit pas permettre la permanence d'un système de santé à deux vitesses.

Finalement, les deux journaux tendent globalement à représenter les personnes impliquées dans des affaires de ce type de la même façon : les circonstances les ont poussées à faire un choix douloureux. Il s'agit d'un drame dans leur vie. L'État doit leur venir en aide en leur donnant accès aux informations et moyens de contraception, en améliorant leurs conditions de vie, voire en dépénalisant l'avortement dans certains cas. Cette représentation ignore la demande féministe de légalisation au nom du droit à disposer de son corps car elle est jugée inacceptable par les deux quotidiens, bien qu'elle apparaisse dans quelques tribunes de militantes féministes publiées par *El País*. De plus, lorsque certains chroniqueurs et journalistes se positionnent en faveur de la criminalisation de l'avortement, alors ils ne renvoient jamais à des cas précis. Les personnes impliquées dans des affaires judiciaires ne font donc jamais l'objet de critiques ciblées. Elles sont toujours montrées comme le symptôme d'un malaise social, pour reprendre l'expression de Patrick Champagne.

Les deux journaux convergent également sur le type de discours développé, dans les tribunes d'opinion d'une part, mais également dans certains articles informatifs d'*El País*. Pour eux, il s'agit de persuader le public du bienfondé, ou au contraire, du danger, que signifie la dépénalisation de l'avortement. *La Vanguardia* choisit de déléguer ce discours de captation à certaines signatures. La thématique se prête à faire couler de l'encre mais le titre refuse d'assumer un positionnement. Ce sont donc des auteurs comme Antonio Papell, Luis Cuellar, Alfonso Balcells Gorina, Pedro Arderieu Viñas ou Elisa Lamas qui s'expriment. Chacun défend la dépénalisation ou la criminalisation mais leur discours contient des similarités dans la mesure

---

<sup>67</sup> D'ailleurs, plusieurs accusées de Bilbao expliquent qu'il leur a fallu du temps pour accepter de devenir des symboles de la lutte pour la dépénalisation de l'avortement. En octobre 1979, elles donnent une conférence de presse. La journaliste Joaquina Prades écrit alors que « Todavía bullen en sus cabezas demasiadas contradicciones: por una parte, ellas querrían mantener el anonimato a toda costa, pero, por otro, se dan cuenta de que es prácticamente imposible desviar la atención de tantas personas », PRADES Joaquina. *Abortaron por problemas de salud y falta de medios económicos. El País*. 17 octobre 1979, p. 18.

où il s'adresse aux sentiments du lectorat. *El País*, lui, assume la prise de position mais le degré d'engagement et le style des textes qu'il publie n'a pas de commune mesure suivant s'il s'agit d'éditoriaux ou d'articles et de tribunes. En effet, s'il donne officiellement son avis, il délègue la dramatisation du discours à ses journalistes. L'avortement est propice à une théâtralisation et à certains excès de style de leur part. Peut-être est-ce dû au caractère délicat de la thématique, surtout dans l'Espagne du tournant des années 1980. Peut-être les auteurs ont-ils décidé d'utiliser des personnes car elles pouvaient potentiellement incarner la lutte pour la dépenalisation. Le voyeurisme et les excès de misérabilisme ont alors pour objectif d'en faire des symboles. On comprendrait mieux, dans ce cas, l'avidité d'*El País* pour connaître les noms des accusées dans des procès similaires à celui des onze de Bilbao. Il ne s'agirait donc pas d'une question commerciale. Le quotidien est donc dans la monstration... mais a-t-il vraiment le choix ?

La question se pose effectivement dans un contexte de forte compétition entre les très nombreux titres de presse. La responsabilité d'*El País* est à nuancer puisque le journal n'a fait qu'emprunter les nouveaux codes médiatiques nés avec les médias de masse. Il « fait voir » au public le problème social qu'il soulève. Or, l'obligation de montrer est une des contraintes du champ médiatique que dénonce Pierre Bourdieu à propos de la télévision mais aussi, de la presse et de la radio. Géraldine Muhlmann l'explique ainsi :

[...] lorsque P. Bourdieu écrit : « Nommer, on le sait, c'est faire voir, c'est créer », il signifie que même la presse écrite, qui « nomme », a ce rôle de « faire voir », et se meut donc dans un monde d'objets apparents, ou du moins pouvant apparaître – au moyen éventuellement d'un peu d'investigation. Le journalisme est ainsi limité à une forme d'intellection étroitement dépendante d'une visualisation, ce qui, selon P. Bourdieu, est une source de biais, fait violence au réel, celui-ci comportant de nombreuses dimensions qui ne sont pas susceptibles de s'offrir ainsi au regard. Pour « faire voir », le journalisme accentue de manière démesurée, et parfois purement artificielle, ce qui peut être visible. Pour « faire voir » un mouvement social, le journalisme cherche des visages, des représentants, des leaders<sup>68</sup>.

Ainsi, le « visage » du débat sur la dépenalisation de l'avortement est donc celui des onze accusés de Basauri. Ce sont les seules qui acceptent de s'exprimer publiquement et de livrer leur histoire à la presse. Dès lors, *El País* en fait l'incarnation de son engagement sociopolitique, avec la déformation et la simplification que cette opération comporte. Son choix d'exagérer la misère s'explique donc en partie par une série de contraintes professionnelles, en

---

<sup>68</sup> MUHLMANN, *op. cit.*, p. 43.

premier lieu, celle de faire comprendre au lecteur et de l'intéresser. *La Vanguardia*, quant à lui, préfère abandonner le sujet plutôt que de se livrer à un choix similaire. Le journal avait pourtant lui aussi utilisé la figure de María Ángeles Muñoz dans le combat pour la dépénalisation de l'adultère. Cependant, en ce qui concerne l'avortement, il refuse de faire de même. Malgré les contraintes professionnelles, il existe donc une marge de manœuvre permettant aux quotidiens de prendre des décisions. De fait, leurs choix dévoilent les différences dans leur philosophie et dans la façon dont ils conçoivent leur rôle au sein de la société.

### **IX. 3. Les choix éditoriaux d'*El País* et de *La Vanguardia* renseignent sur leur philosophie médiatique**

Sur les thématiques abordées – la contraception, l'adultère, le divorce et l'avortement – la ligne éditoriale d'*El País* et de *La Vanguardia* diffère bien souvent. Les sujets développés sont les mêmes mais il existe des contrastes au niveau des angles, des points de vue, du choix des auteurs, de la temporalité, de l'extension des articles, du type de texte médiatique et du style d'écriture. Ces écarts de traitement, tantôt minimes, tantôt plus importants, sont la conséquence d'autodéfinitions, de trajectoires et de philosophies médiatiques bien distinctes entre les deux quotidiens. Nous étudierons trois aspects de la conception de l'information pour lesquels les journaux se distinguent l'un de l'autre : la relation avec le lecteur, la question de la représentation de la vie quotidienne et le poids de la politique sur l'information.

#### **IX. 3. A. Informer signifie-t-il s'accorder à l'avis du lectorat ?**

Les quotidiens ne disposent pas de toutes les clefs pour connaître leurs clients. Les enquêtes menées par les entreprises éditrices ainsi que les chiffres de l'OJD offrent un aperçu de leur nombre et de leur profil sociologique. Quant au courrier des lecteurs, il est utile pour mesurer l'impact plus ou moins fort d'un article, même s'il est inopérant pour saisir l'opinion des consommateurs. Enfin, il n'est pas possible d'anticiper toutes les réactions que peut susciter une publication. L'« opinion publique » est une entité floue que la presse a tendance à

confondre avec l'opinion médiatique. Les journaux publient pour leur « lecteur modèle », qu'ils imaginent plus qu'ils ne connaissent<sup>69</sup>. Cherchent-ils à s'adapter à ses envies ?

En ce qui concerne *La Vanguardia*, oui. Sur les thématiques abordées au cours de notre étude, il fait en sorte de contenter le lecteur. Tout d'abord, on pensera à la philosophie éditoriale du quotidien. Il est prudent, mesuré dans ses choix et préfère souvent attendre de connaître l'opinion du pouvoir en place pour se prononcer. Le journal respecte les institutions et estime que ce sont elles qui sont légitimes pour définir les projets politiques, économiques et sociaux prioritaires. En règle générale, *La Vanguardia* ne se définit donc pas comme un journal qui dicterait aux puissants ou aux foules ce qu'il convient de penser ou d'entreprendre.

Cependant, dans le contexte de la Transition, le quotidien se positionne sur un certain nombre de sujets. Par exemple, il encourage la ratification d'une loi sur le divorce dès 1978 puis se positionne pour le consentement mutuel et ce, indépendamment des directives de l'exécutif et sans vraiment pouvoir connaître l'opinion de son public<sup>70</sup>. Dans ses éditoriaux, il s'exprime également sur les enjeux de l'époque. Le flou politique dans lequel se trouve l'Espagne à la mort de Franco est propice à l'avènement d'un « parlement de papier ». Durant les premiers mois voire les premières années de la Transition, la presse joue donc un rôle central dans la construction démocratique. Dans ce contexte, le quotidien catalan se positionne clairement, sans attendre de connaître l'éventuelle opinion de ses lecteurs. Par exemple, il se déclare favorable à la monarchie, presse le président du gouvernement, Arias Navarro, à instaurer la pluralité politique et à organiser des élections, ou exprime sa déception après la nomination d'Adolfo Suárez comme président du gouvernement<sup>71</sup>. Ainsi, sa philosophie éditoriale le pousse généralement à la neutralité, mais il sait parfaitement se faire entendre lorsqu'il le juge nécessaire. D'ailleurs, il se positionne sans ambiguïté pour ce qui a trait au divorce et à l'adultère.

Pourtant, le quotidien reste très discret, particulièrement en ce qui concerne les thématiques touchant à la sexualité. C'est le cas pour la libre circulation des moyens de contraception car, si leur usage est relativement accepté, les questions relatives à la création de centres de planning familial ou à la gratuité de ces méthodes, elles, incommodent encore. C'est également le cas pour la dépénalisation de l'avortement. Le journal évite de s'avancer avant que l'État n'ait acté de décisions. Ce n'est donc pas une question de philosophie éditoriale qui

---

<sup>69</sup> À l'exception de quelques articles pointus lesquels, on l'a vu, s'adressent à un lectorat idéalisé.

<sup>70</sup> Éditorial *El proyecto de ley...*, art. cit.

<sup>71</sup> Par exemple, dans ces éditoriaux : *Al servicio del...* art. cit. ; *Coexistencia política externa. La Vanguardia*. 6 janvier 1976, p. 3 et *El alcance de...*, art. cit.

empêcherait toute prise de position mais plutôt une question d'implications morales car ce sont des sujets délicats.

De plus, le moment est mal choisi pour prendre des risques. En effet, historiquement *La Vanguardia* est très respectueux de l'Église. Une rubrique entière est consacrée à la religion catholique et le cardinal-archevêque de Barcelone dispose même d'une colonne régulière<sup>72</sup>. Le journal fait en sorte d'équilibrer son affinité avec la tradition catholique d'une part et son engagement pour la séparation entre les pouvoirs religieux et civils d'autre part. Aussi, même s'il se déclare favorable à une loi souple sur le divorce et publie des articles informatifs sur la contraception, il ne se risque pas à se positionner, au sein d'un éditorial, en faveur de la liberté sexuelle ou de l'avortement. Il s'agit pour lui de garder une certaine retenue afin de ne pas heurter son lectorat le plus croyant, d'autant plus que la stabilité économique du journal est précaire.

Il est vrai, de surcroît, que la période de la Transition démocratique est un bouleversement pour les maisons « historiques ». Elles doivent s'adapter aux nouvelles technologies de l'édition et travailler avec des équipes plus réduites qu'avant afin de rester compétitives dans un marché saturé par les nouveaux titres de presse. Il est donc encore moins convenant pour *La Vanguardia* d'échauder les lecteurs habituels en se positionnant trop tôt sur les thématiques les plus controversées.

Enfin, la mort de Franco ne signifie pas l'instauration de la liberté de la presse, ce que plusieurs rédactions constatent à leurs dépens. Par exemple, Heriberto Quesada, directeur du magazine *Ciudadano*, est inquiété par la Justice à cause d'un article sur la contraception, publié en avril 1976<sup>73</sup>. Par conséquent, le quotidien catalan ne prend pas de risque. Il ménage son public. Dans ce contexte, et dans le cadre des sujets étudiés, informer signifie donc pour lui s'adapter aux lecteurs. À l'exception des mesures les plus acceptées telles que le principe de légalisation du divorce ou la dépénalisation de l'adultère, il informe mais ne communique pas son opinion.

Ce choix transparaît dans le reportage « Planificación familiar: faltan centros públicos ». Les journalistes se positionnent en faveur de la contraception et de la diffusion des informations pour y accéder. Ils dénoncent le manque de moyens alloués aux centres publics :

---

<sup>72</sup> Voir III. 3. B. *El País* et *La Vanguardia* informent-ils ?

<sup>73</sup> Il est entendu par le juge à l'été 1976, puis condamné, en avril 1977, à verser une amende de 50 000 pesetas mais la condamnation est finalement annulée. El director de "Dossier Ciudadano" declara de nuevo ante el juez. *El País*. 9 juillet 1976, p. 15 et El director de "Ciudadano" condenado por escándalo público. *El País*. 22 avril 1977, p. 17.

El centro de planificación familiar del Hospital Clínico tiene primeras visitas concertadas para los próximos ocho meses, en el de la Maternidad Provincial de la Diputación la lista de espera es de cuatro meses, y los centros municipales son igualmente insuficientes. Esta situación pone de relieve la escasez de la oferta asistencial en este campo por parte de las instituciones públicas<sup>74</sup>.

Le quotidien donne ensuite la parole au docteur Iglesias Cortit, de l'Hôpital clinique de Barcelone. Lui aussi revient sur les difficultés rencontrées et rapporte que la plupart des rendez-vous « ha estado cubierto prácticamente siempre por personal voluntario no remunerado por el hospital »<sup>75</sup>. Ce reportage, d'apparence engagé, aurait pu paraître en moment des débats sur l'accès à la contraception, en 1977 ou 1978. Or, il est publié en juin 1982, alors que la loi est ratifiée depuis quatre ans et que de nombreux centres de planning familial publics et privés fonctionnent depuis plusieurs années. *La Vanguardia* ne prend donc aucun risque, si ce n'est celui d'être en retard, en décalage avec l'actualité, et ce, pour être sûr de ne pas froisser son public.

À l'inverse, *El País* ne cherche aucunement à exprimer l'avis majoritaire de son lectorat, si tant est qu'il en ait un seul. Durant les premiers mois de la Transition, qui correspondent aussi aux premiers mois de son existence, le journal investit pleinement son rôle de pouvoir de fait. Il exprime ses attentes concernant la future démocratie et liste les mesures prioritaires. Cependant, même après la célébration des premières élections libres et même après la ratification de la Constitution, le quotidien continue à donner des consignes. À son sens, l'Espagne ne peut atteindre la normalité démocratique sans un changement de gouvernance. La Transition, et donc l'objectif politique qu'il poursuit, ne s'achèvent pas avec l'évènement de nouvelles institutions. Par conséquent, durant toute la période étudiée, il montre le chemin aux lecteurs et aux puissants. Il se positionne donc très tôt sur les thématiques abordées, qu'elles soient, ou non, populaires auprès de la population espagnole.

Par exemple, il s'engage sur le thème de l'accès à la contraception, un choix qui vaut à son directeur des déboires avec la Justice. Pour avoir publié un reportage de deux pages, dans le supplément hebdomadaire du 20 février 1977 sur les différents moyens pour éviter les grossesses, Juan Luis Cebrián s'expose à une peine de six mois de prison assortie d'une amende de 200 000 pesetas. Il sera finalement gracié. L'intérêt de cet épisode tient à la communication mise en place par le journal autour de l'affaire puisque, loin de la cacher, il l'utilise dans le cadre d'une série d'articles autoréférentiels. Ces derniers informent de la vague de solidarité

---

<sup>74</sup> BRUNET José María, GONZÁLEZ CABEZAS J. Ramón. Planificación familiar: faltan centros públicos. *La Vanguardia*. 18 juin 1982, p. 27.

<sup>75</sup> *Ibid.*



envers le directeur. Comme le souligne un sujet du 25 mars, il a le soutien des militantes féministes (rappelons qu'en 1977, le journal les considère encore comme des interlocutrices légitimes) :

La Plataforma de Grupos de Mujeres de Madrid hizo público un comunicado en la noche de ayer en el que se dice, que “habiendo tenido conocimiento de que en el día de hoy Juan Luis Cebrián, director de EL PAIS ha comparecido a prestar declaración ante el Juzgado número 1 de los de instrucción de Madrid, en las diligencias previas incoadas a virtud de denuncia del ministerio fiscal, en relación con la información y divulgación de métodos anticonceptivos, tipificación delictiva prevista y penada en nuestro vigente Código Penal, la Plataforma de Grupos de Mujeres de Madrid, quiere manifestar su más auténtica repulsa ante el hecho de que en nuestro país sigan reproduciéndose estas situaciones”<sup>76</sup>.

L'article paraît est dernière page, un emplacement qui le met particulièrement en avant. Le lendemain, le journal publie le communiqué d'un syndicat d'UGT :

Ante las implicaciones jurídicas provocadas por la publicación en el diario EL PAIS de un artículo sobre métodos anticonceptivos y la nota elaborada por una junta sectorial de ambulatorios firmada por el doctor Castresana, la Federación de Trabajadores de la Sanidad de UGT, de Madrid denuncia lo que considera atentados contra la libertad de la mujer con una discriminación clasista por parte del Instituto Nacional de Previsión contra la mujer trabajadora<sup>77</sup>.

Cette affaire ressort même dans la presse anglaise, à travers *The Guardian*. C'est la figure de Juan Luis Cebrián qui retient l'attention du média britannique, ce que quotidien espagnol ne manque de mettre en exergue dans sa revue de presse du 30 mars :

“No hay un campo, escribió el diario liberal EL PAIS, en el que el abismo que separa la España oficial de la España real alcanza tan lamentable extensión como la contracepción”. Estas palabras tienen una amarga realidad. El director, **señor Juan Luis Cebrián**, ha sido informado que tiene que hacer frente a un proceso por publicar un artículo sobre este tema en el suplemento de EL PAIS el domingo hace dos semanas<sup>78</sup>.

À travers cette série de publications, *El País* parle de lui. Il prouve aux lecteurs qu'il est le véritable garant des valeurs démocratiques. Ici, il défend la liberté d'expression mais aussi

---

<sup>76</sup> CARRASCO Bel. Campaña en favor de la liberación de los anticonceptivos. *El País*. 25 mars 1977, p. 48.

<sup>77</sup> Denuncian la política oficial sobre los anticonceptivos. *El País*. 26 mars 1977, p. 21.

<sup>78</sup> THE GUARDIAN. Los anticonceptivos en España. *El País*. 30 mars 1977, p. 9. Le texte original a été tronqué et le titre est traduit mais aussi peut-être modifié par *El País*.

les droits des femmes, à son sens, deux causes primordiales pour que l'Espagne puisse égaler les autres grandes nations européennes. Il montre qu'il est un journal fiable, qui va jusqu'au bout de son engagement, quitte à assumer des poursuites judiciaires. Par ailleurs, le soutien des féministes, d'un syndicat mais, surtout, d'une référence médiatique occidentale conforte sa position : il a eu raison de publier ce reportage. *El País* se définit donc comme un faiseur de démocratie, un journal avant-gardiste qui a le courage de s'exprimer pour guider la nation, alors que l'État, qui se prétendrait moderne, lui barre la route. Il ne cherche pas l'approbation du lecteur puisqu'il s'est donné une mission, celle de lui montrer le chemin à parcourir.

Le quotidien madrilène fait donc vivre une sorte d'utopie – même si elle terminera par une époque de *desencanto* concernant les thématiques étudiées<sup>79</sup> – une utopie selon laquelle les médias auraient le pouvoir d'éduquer la société pour créer des citoyens. En ce sens, il n'a pas du tout la même conception de lui-même que *La Vanguardia*. Il se considère comme un leader d'opinion – et il l'est, du moins à l'époque – alors que le quotidien catalan se perçoit davantage comme un relai, entre la masse des individus d'une part, et entre ces individus et les institutions d'autre part. En ce sens, on comprend mieux pourquoi le spectre d'opinions sur le divorce et l'avortement est plus large dans les pages du quotidien catalan que dans celles du madrilène. Certes, *La Vanguardia* est plus conservateur en ce qui concerne les thématiques étudiées, mais il est aussi plus ouvert lorsqu'il s'agit d'accepter des avis contraires au sien. On pensera notamment aux chroniques d'Alfonso Balcells Gorina ou aux billets de Noel Clarasó au sujet du divorce qui contrastent avec le discours des éditoriaux. À l'inverse, le titre madrilène se restreint globalement à publier des auteurs dont les positions se rapprochent des siennes. Les signatures en dissonance sont très rares et servent davantage d'alibi, de repoussoir, qu'elles n'impactent le débat médiatique. *La Vanguardia* considère qu'il doit être le reflet de son lectorat, dans toute sa diversité alors qu'*El País* publie ce que devrait penser le lecteur idéal. Cette différence trouve son corrélat dans le choix de ce qui est montré au public.

### **IX. 3. B. La vie quotidienne est-elle une information ?**

Dans un essai intitulé *l'Infra-ordinaire*, Georges Pérec écrit :

Ce qui nous parle, me semble-t-il, c'est toujours l'événement, l'insolite, l'extra-ordinaire : cinq colonnes à la une, grosses manchettes. Les trains ne se mettent à exister que lorsqu'ils déraillent, et plus il y a de

---

<sup>79</sup> Voir VI. 3. C. *El País*, *La Vanguardia* et la nouvelle ministre de la Culture : entre *desencanto* et conformisme.

voyageurs morts, plus les trains existent ; les avions n'accèdent à l'existence que lorsqu'ils sont détournés ; les voitures ont pour unique destin de percuter les platanes : cinquante-deux week-ends par an, cinquante-deux bilans : tant de morts et tant mieux pour l'information si les chiffres ne cessent d'augmenter<sup>80</sup> !

Georges Pérec met en évidence une des contraintes des quotidiens. Ils n'ont d'autre choix que de sélectionner l'information, or ce qui est digne de commentaire semble être ce qui sort de l'ordinaire. *La Vanguardia* dément en partie cette injonction car, si ses pages sont comme un miroir dans lequel le lecteur peut se regarder, alors il est logique qu'il puisse y contempler sa vie quotidienne. De fait, le journal dédie un large espace à l'information régionale et axe bon nombre de ses sujets sur la Catalogne. Nous avons eu l'occasion de le constater à travers la série de portraits consacrés aux maires catalanes, par exemple<sup>81</sup>.

Certes, les thématiques étudiées se prêtent peu à la représentation du quotidien puisqu'elles renvoient à de profondes transformations législatives. Malgré tout, on note que le journal cherche à établir un lien entre ces changements et la vie personnelle de son public. Il fait en sorte de rapprocher les grandes thématiques nationales de ce que vit le lecteur, au jour le jour.

Ainsi, après la légalisation du divorce, il publie une série de reportages sur la façon dont les Catalans s'approprient ce nouveau droit. Il propose alors que les froides procédures civiles s'incarnent dans des personnes en chair et en os, des personnes auxquelles pourra s'identifier le tout un chacun. En parallèle des incontournables chiffres régionaux et nationaux, *La Vanguardia* offre donc beaucoup d'espace aux bribes d'histoires et autres anecdotes du peuple catalan. Dans « El primer divorciado, a punto de jubilarse », il donne la parole au premier bénéficiaire de la communauté autonome. Ce dernier raconte son histoire. Après l'adultère de son épouse, il se met en ménage avec une autre femme : « mis hijos han vivido siempre conmigo y mi actual esposa nunca ha hecho diferencias entre los nuestros y los de mi anterior esposa. Los dos estamos muy orgullosos de lo bien que se han portado tanto el juez como el abogado a la hora de llevar el caso »<sup>82</sup>. De même, le quotidien rapporte ce qu'un vieil homme, venu demander le divorce, confie à un fonctionnaire de Justice :

---

<sup>80</sup> PÉREC Georges. *L'infra-ordinaire*. Paris : Seuil, 1989, 128 p. (La librairie du XXI<sup>e</sup> siècle), p. 9.

<sup>81</sup> Voir II. 1. B. Femmes de culture et femmes politiques : intérêt régional contre intérêt (inter)national.

<sup>82</sup> BAUTISTA Aurelio. El primer divorciado, a punto de jubilarse. *La Vanguardia*. 16 octobre 1981, p. 27.

uno de los aludidos ancianos que conservaban la sentencia dictada en tiempos de la República –sentencia que dijo haber guardado en un zapato tras la guerra civil– le contestó a un funcionario que le preguntaba sobre por qué quería inscribir el divorcio: “Es que quiero fastidiar a mi mujer, je, je”. Y se fue<sup>83</sup>.

Le quotidien choisit donc de mettre en avant des histoires personnelles qui émouvront le lecteur, lui feront esquisser un sourire mais, surtout, des histoires dans lesquelles il se reconnaîtra. Et, à en croire le journaliste José María Brunet, « el anecdotario humano de estos trece meses podría resultar inagotable »<sup>84</sup>. Par ailleurs, si certains articles renvoient aux chiffres nationaux, la plupart se centrent sur les statistiques catalanes. C’est le cas d’un reportage publié le 24 mai 1982 qui fait le point sur la situation à Lleida, Tarragone et Gérone<sup>85</sup>. Les articles de proximité s’ancrent donc dans le quotidien des consommateurs qui peuvent ressentir un certain plaisir à se voir ainsi représentés par le journal.

*El País* n’a pas la même philosophie. En ce qui concerne le divorce, il fait état de la situation nationale et ne donne pas la parole aux anonymes<sup>86</sup>. Il souhaite dévoiler aux Espagnols d’autres situations que la leur. Il confère bien plus de protagonisme aux articles concernant la situation nationale et internationale que son confrère, ce qui se constate ne serait-ce que dans l’ordre des rubriques, *Internacional* précédant *España*. Les anecdotes n’ont pas leur place si elles ne renvoient qu’à une expérience personnelle sans être paradigmatiques d’une problématique plus large. Les pages du quotidien sont une fenêtre sur le monde qui donnent accès aux acheteurs à des milieux socio-culturels différents du leur. Ainsi, dans son reportage « Bandas de delincuentes formadas sólo por mujeres », Esther García pénètre dans un groupe de délinquantes pour raconter, de l’intérieur, la vie de ces femmes. Elle les présente comme elle présenterait les héroïnes d’un roman, à la fois dangereuses et charismatiques :

Tres, eran tres, y todas, perversas. Otras tres. Una, rubia, de pantalones de plástico acerado. Guapa y pintada. Sonríe a su morena de pelo corto, que se deja coquetear mientras esconde la sonrisa en la espalda de las gafas. La tercera, la más fuerte, mira impaciente mientras saca unas llaves y habla de unas *garis* (cabinas)<sup>87</sup>.

---

<sup>83</sup> BRUNET José María. Presentadas unas 1.400 demandas de divorcio en los tres primeros meses de la ley. *La Vanguardia*. 1 décembre 1981, p. 25.

<sup>84</sup> *Ibid.*

<sup>85</sup> BAUTISTA Aurelio, BRUNET José María, PUJOL Elía, VILA Josep. Más de 3.200 demandas de divorcio en Cataluña. *La Vanguardia*. 24 mai 1982, p. 21.

<sup>86</sup> Par exemple, dans des articles comme RIVAS Rosa. Más demandas de divorcio en Barcelona que en Madrid. *El País*. 2 septembre 1981, p. 21 ou GOR Francisco. El divorciado medio español supera los 40 años y lleva más de 5 años en cese de convivencia. *El País*. 1 mai 1982, p. 24.

<sup>87</sup> GARCÍA Esther. Bandas de delincuentes formadas sólo por mujeres. *El País*. 14 octobre 1979, p. 23.

La plupart des Espagnols ne connaît rien de ce monde étranger mais, grâce au reportage, il y a accès. Esther García donne la parole aux délinquantes. Ces dernières utilisent un argot que la journaliste « traduit », ce qui plonge encore davantage le lecteur dans l'ambiance de ce monde marginal :

“Y si una mujer quiere estar en la calle”, sigue Carmen, “sólo tiene un camino: hacerse lista”. Y ganar a la cabeza y la fuerza con más cabeza. Y jugar bien la baza de mujer. “A mí nunca me ha hecho falta sacar una pistola”. Pocos hombres de la delincuencia pueden decir eso. Y lo dice una mujer. Su trabajo es traficar y quitárselo a la gente. “Dar una *sirla* (quitar) es como una jugada de ajedrez”<sup>88</sup>.

*El País* fait donc découvrir aux lecteurs des univers qui le sortent de son quotidien. Parmi les évolutions législatives étudiées, seule la question de l'avortement illustre cette tendance. En effet, dans le cas des articles sur les onze de Bilbao, le journal ne se contente pas de présenter factuellement la situation, il entraîne le lecteur dans la vie des accusées. Le style de Joaquina Prades leur ouvre la porte des quartiers modestes de Basauri. Indirectement, il rencontre donc Julia, la tenancière de bar, ainsi que les femmes qu'elle a aidées. De la même façon, l'article de Jesús Estévez sur la clinique Umberto I propose au public de le suivre en Italie, pour interroger les patientes<sup>89</sup>. Toutes ces femmes ont commis un acte qui est encore tabou pour une partie de la population espagnole. Aux yeux de la majorité des lecteurs, elles représentent la marginalité, l'altérité. Aucun article de ce genre n'existe chez *La Vanguardia*. Lui aussi se réfère aux femmes ayant avorté, mais il n'en offre qu'une vision extérieure. Jamais il ne publie de reportage dans lequel un de ses journaliste se serait rendu auprès d'elles afin de recueillir leur témoignage.

Durant la Transition, *El País* et *La Vanguardia* envisagent donc différemment ce qu'ils veulent montrer à leur public. Bien sûr, les deux journaux traitent de sujets globalement similaires car le même agenda médiatique s'impose à eux, comme à leurs confrères. Cependant, le catalan tend à raccrocher l'information à ce que le lecteur connaît alors que le madrilène l'entraîne vers l'inconnu. Par ailleurs, *La Vanguardia* refuse de s'attarder sur des figures trop marginales, trop éloignées de ce à quoi le public peut adhérer ou de ce qu'il peut considérer comme décent, à l'instar des femmes avorteuses et avortées. *El País* fait le choix inverse.

---

<sup>88</sup> *Ibid.*

<sup>89</sup> Voir VIII. 2. B. Le choix de l'angle dans *El País* : en faveur de la dépénalisation de l'avortement.

### **IX. 3. C. L'information concernant les évolutions législatives sur l'adultère, la contraception, le divorce et l'avortement est-elle politique ?**

Enfin, l'étude du traitement informatif de l'avortement, du divorce, de la contraception et de l'adultère met à jour deux positionnements différents par rapport à la sphère politique. *El País* politise volontiers l'information alors que *La Vanguardia* n'ignore pas cet aspect mais, lorsqu'il le peut, il privilégie l'angle social.

Tout d'abord, les thématiques étudiées ne renferment pas les mêmes enjeux. Par exemple, la dépénalisation de l'adultère et de la contraception ne déclenche pas la controverse politique que provoquent les questions de dépénalisation de l'avortement ou de légalisation du divorce. C'est pourquoi, globalement, les quotidiens assignent un cadrage social à ces deux premiers sujets. Les deux autres sont, en revanche, bien plus délicats à traiter.

Le thème de l'avortement est particulièrement clivant puisqu'il touche aux valeurs et croyances intimes de chacun. Néanmoins, sa dépénalisation ne sera à l'agenda du pouvoir législatif qu'après la Transition. Les affrontements entre groupes parlementaires sont donc postérieurs à la période travaillée. Aussi, la dimension politique du sujet ne va-t-elle pas encore de soi. Notre étude fait d'ailleurs état de deux manières différentes de cadrer la question, propre à chaque titre de presse.

*La Vanguardia* aborde l'avortement comme un sujet social qui devra être géré par la classe politique. Lorsqu'il informe des procès à l'encontre de personnes accusées de pratiques abortives, le journal souligne le malaise social et invite le pouvoir à se saisir du problème. Il relaie les déclarations des responsables de partis, comme dans : « Proposición de ley comunista sobre el aborto » ou « UCD pide votación nominal para una ley sobre el aborto »<sup>90</sup>. Pour lui, il s'agit d'un sujet politique en devenir c'est pourquoi il réagit aux annonces des figures du pouvoir mais n'agit pas, de son côté, pour faire avancer le débat. Avant d'éventuelles discussions au Parlement, c'est encore une problématique sociale qui devra avoir une issue politique mais l'initiative viendra des hautes sphères du pouvoir.

*El País* rapporte lui aussi les déclarations publiques des leaders politiques dans des articles tels que « Los comunistas piden que se retrase el debate sobre el aborto » ou « Las leyes

---

<sup>90</sup> Proposición de ley comunista..., art. cit. et UCD pide votación nominal para una ley sobre el aborto. *La Vanguardia*. 11 février 1981, p. 10.

del aborto y contra la violencia sexual, prioritarias para los comunistas »<sup>91</sup>. En revanche, lui décide de prendre les devants. Il fait en sorte d'imposer un débat politique sur l'avortement. Par exemple, avant les élections générales de l'automne 1982, il dédie un voire deux éditoriaux à chacun des principaux partis politiques afin de relayer les grands axes de leur programme. Leur positionnement par rapport à l'avortement fait alors partie de ces aspects importants. Les lecteurs doivent en être informés avant de voter. *El País* précise donc que le PSOE prévoit « la despenalización del aborto en determinados supuestos » alors que, « frente al aborto terapéutico propugnado por los socialistas, el PCE defiende el proyecto de ley, más amplio, propuesto a las Cortes Generales durante la anterior legislatura »<sup>92</sup>. À l'inverse, selon AP, « el aborto debe seguir figurando en el Código Penal “en cualquiera de sus modalidades” »<sup>93</sup>. Quant au CDS, « “se declara contrario al aborto”, pero considera que es un tema “sobre todo *moral*” que, como tal, debería estar fuera de los planteamientos electorales »<sup>94</sup>. Le journal publie aussi une tribune de Sacramento Martí, consacrée à ce que chaque parti propose spécifiquement à la population féminine. La thématique de l'avortement y tient une place importante. La militante commente les programmes des leaders de gauche :

Por ello es un grave error del PCE el ofrecer el aborto como reivindicación prioritaria, dejando, al menos en la redacción del programa, la planificación familiar en segundo término. Y, por el mismo motivo, me parece un acierto que el PSOE lo incluya, sin más, en la reforma del Código Penal. Sin embargo, es discutible la decisión de este partido de contentarse con el aborto terapéutico<sup>95</sup>.

Elle déplore la position des partis de droite :

Es evidente que la derecha ha enarbolado el aborto como banderín de enganche. Inútil sería en este espacio razonar la falta de credibilidad que arrojan los argumentos antiabortistas, tanto por el seudocientificismo sobre el que se apoyan como por el entorno reivindicativo en el que la cacareada *defensa de la vida* se hace<sup>96</sup>.

---

<sup>91</sup> Los comunistas piden que se retrase el debate sobre el aborto. *El País*. 12 février 1982, p. 1 et MARÍN Karmentxu. Las leyes del aborto y contra la violencia sexual, prioritarias para los comunistas. *El País*. 5 octubre 1982, p. 19.

<sup>92</sup> Éditoriaux El programa del PSOE /2. *El País*. 19 septembre 1982 et El programa electoral del PCE. *El País*. 26 septembre 1982.

<sup>93</sup> Éditorial Del orden público a la cultura. El Programa de Alianza Popular /2. *El País*. 25 septembre 1982.

<sup>94</sup> Éditorial El programa del CDS. *El País*. 10 octubre 1982. Le CDS, Centro democrático y social, est le nouveau parti d'Adolfo Suárez. Il naît à l'été 1982.

<sup>95</sup> MARTÍ Sacramento. Lo que los programas electorales ofrecen a las mujeres. *El País*. 19 octubre 1982, p. 35.

<sup>96</sup> *Ibid.*

Le journal choisit donc de faire de la cause des femmes et, en particulier de l'avortement, un des enjeux des élections. Il politise le sujet à dessein pour inciter toutes les formations politiques à s'exprimer clairement.

Quant au divorce, en principe, il n'aurait pas dû provoquer tant de controverses, mais plusieurs facteurs en font finalement un sujet polémique. L'influence de l'Église dans l'Espagne postfranquiste y contribue, tout comme la récupération que peut en faire un secteur de l'UCD. Les négociations parlementaires durent trois ans, entre la proposition gouvernementale de modification du Code civil de 1979 et la publication au BOE de 1981. Tout au long du processus, *El País* comme *La Vanguardia* proposent des articles très politiques mais, une fois la mesure adoptée, ils se distinguent l'un de l'autre. En ce sens, les éditoriaux sont révélateurs.

Le quotidien madrilène n'en publie qu'un seul, immédiatement après le vote du 22 juin 1981<sup>97</sup>. Il revient sur l'ensemble des joutes politiques ainsi que sur le poids de l'Église dans le débat public et parlementaire. Le journal rappelle les grandes polémiques ayant ponctué les années passées, pour en citer quelques-unes : le refus du cardinal Marcelo González Martín de laisser le ministre de la Justice présider la procession du Corpus Christi, les manœuvres afin que la « clause de dureté » permettant au juge de refuser le divorce, soit votée à bulletin secret, l'espoir de Manuel Fraga de former la « gran derecha » avec un secteur de l'UCD ainsi que certains leaders de l'extrême-droite (malgré ses désaccords avec José Antonio Girón de Velasco) et les stratégies des barons *ucédistes* afin de fracturer le parti et de pousser Adolfo Suárez à la démission. Le quotidien dresse le bilan de toutes ces turpides politiques et exprime son soulagement de voir que l'Espagne s'est enfin dotée d'une législation familiale moderne : « incorpora, por fin felizmente, al ordenamiento jurídico español una norma inexcusable en una sociedad moderna y democrática »<sup>98</sup>. Ensuite, le journal en reste là, c'est-à-dire qu'au cours de la période étudiée il ne publie plus d'éditorial sur le divorce. Pour lui, l'aspect politique de la question est réglé c'est pourquoi cette dernière n'a plus sa place dans l'éditorial.

*La Vanguardia* n'est pas de cet avis. Tout d'abord, comme nous l'avons constaté sur tous les sujets étudiés, le journal prend du recul avant de s'exprimer. Contrairement à son confrère, il n'est pas dans une immédiateté. Aussi, le premier éditorial consacré à la ratification du divorce ne paraît pas avant le premier août 1981. Le journal ne revient pas sur les polémiques politiques que le sujet a pu susciter. Bien au contraire, il les minimise. Selon lui « pese a matices y soluciones distintas, ha coincidido la gran mayoría de las fuerzas políticas españolas »<sup>99</sup>. Il

---

<sup>97</sup> Éditorial El divorcio de UCD. *El País*. 24 juin 1981.

<sup>98</sup> *Ibid.*

<sup>99</sup> Éditorial Entrada en vigor..., art. cit.



balaye donc d'un revers de manche toute considération politique car, en réalité, ce qui l'intéresse, ce sont les répercussions de cette mesure sur la vie des Espagnols. *La Vanguardia* rappelle ainsi que le divorce est un des leviers pour résoudre certaines situations mais qu'il n'est pas une solution à tout. C'est pourquoi, il en appelle à la responsabilité et au civisme de la population :

De modo que si a la nueva situación legal no la acompaña un esfuerzo de educación y mentalización de los interesados –de todos los españoles, en suma– quedarán a merced de las siempre modestas soluciones jurídicas los principales problemas que plantean las crisis matrimoniales; a saber, la responsabilidad frente a los hijos y frente al cónyuge más débil o más perjudicado<sup>100</sup>.

Quelques mois plus tard, le journal dresse un premier bilan. Il assure qu'il s'agit d'une réforme sociale : « la reforma del Derecho matrimonial y de familia entre nosotros era una verdadera necesidad social, incluyendo, naturalmente, la regulación del divorcio »<sup>101</sup>. Il affirme également que le divorce est une mesure favorable à l'institution du mariage puisqu'il permet d'apporter un cadre légal aux deuxièmes unions qui, jusqu'alors, n'existaient pas aux yeux de la loi :

Queremos decir que sólo si interesa la creación de una familia a partir del núcleo matrimonial tiene pleno sentido el divorcio, tanto porque sólo así no quedará en la impunidad la conducta irresponsable respecto a la familia ya generada, cuanto porque con él se posibilita la normalización legal de la nueva familia ya creada o por crear<sup>102</sup>.

*La Vanguardia* pose donc un regard éminemment social sur la question alors qu'*El País* s'intéresse presque exclusivement aux débats et à leurs enjeux politiques. Une fois ces débats passés et la modification du Code pénal ratifiée, les éditoriaux du titre madrilène ne reviennent plus sur la thématique. Pour lui, l'intérêt de la question du divorce est politique. Ce n'est pas le cas pour son confrère catalan.

## Conclusions

---

<sup>100</sup> *Ibid.*

<sup>101</sup> Éditorial Divorcio: Primeras valoraciones. *La Vanguardia*. 23 octobre 1981, p. 5.

<sup>102</sup> *Ibid.*

En définitive, en ce qui concerne les quatre thématiques étudiées, l'information parle de l'Espagne autant qu'elle parle des rédactions<sup>103</sup>. Chacune souhaite prouver sa valeur, prouver qu'elle dispose de toutes les clefs pour décrypter les processus politiques que le pays est en train de vivre. Les deux quotidiens hébergent des dizaines de voix. Chacune exprime son ambition pour l'avenir. Certaines d'entre elles aspirent à persuader le lecteur et les figures de pouvoir afin d'avoir un réel impact sur les décisions politiques. Ce discours de la persuasion donne à voir à quel point l'information est une construction du réel, un réel mis en scène et parfois caricaturé à dessein.

Par ailleurs, la volonté d'exercer une pression politique est plus forte chez le titre madrilène que chez son confrère catalan. Cela semble logique compte tenu de la façon dont *El País* appréhende son rôle dans la société. Il anticipe ce que l'Espagne devrait être. Afin de donner une chance à son projet de voir le jour, il pousse les lecteurs à voter pour certains partis au détriment d'autres. La question du divorce est donc aussi une occasion pour lui de mettre à mal l'image de l'UCD, un parti qui ne cristallise pas ses aspirations pour l'avenir du pays. Pourtant, et c'est la preuve irréfutable de son pouvoir, c'est lui qu'Adolfo Suárez choisit pour publier ses déclarations publiques concernant la sentence du 23-F, et ce, malgré la campagne que le journal a menée à son encontre à partir de 1979-1980 et jusqu'à sa démission. C'est donc dans les pages d'*El País* que la classe politique sait qu'elle a le plus d'impact<sup>104</sup>.

À l'inverse, *La Vanguardia* représente ce que l'Espagne est, à l'instant où le public lit le journal. Certes, le titre utilise parfois l'information à des fins politiques. Nous l'avons constaté lors de la polémique autour de la campagne d'information sur la contraception initiée par le PSUC puis interrompue par Josep Tarradellas<sup>105</sup>. Toutefois, il n'a pas de prétention à imposer, à lui seul, les grandes transformations nationales. De plus, il est plutôt de centre-droit, voire de droite, ce qui correspond à la ligne idéologique du parti au pouvoir. Il est donc moins disposé à critiquer le gouvernement qu'*El País*, dont la sensibilité le place plus à gauche.

Enfin, politiser ou non une information dépend du contexte mais également des valeurs et de la subjectivité des titres de presse. Dans le cadre des sujets étudiés, la politisation de l'information s'opère à des degrés divers entre *El País* et *La Vanguardia*. Pour le titre catalan, informer signifie refléter ce que vit l'Espagnol moyen, c'est pourquoi il se mêle moins volontiers de la politique et communique plutôt sur le quotidien de ses lecteurs. En revanche,

---

<sup>103</sup> Nous empruntons une nouvelle fois l'idée au chat de Gelux.

<sup>104</sup> SUÁREZ Adolfo. Yo disiento. *El País*. 4 juin 1982, p. 9.

<sup>105</sup> Voir VII. 1. A. La ligne éditoriale des journaux concernant la dépénalisation de l'adultère et de la contraception.

pour le titre madrilène, informer signifie transformer car, à ses yeux, la presse est un acteur politique qui devrait pouvoir former les foules aux nouvelles valeurs démocratiques. Le quotidien souhaite marquer l'Histoire. Pourtant, son ambition contraste avec son discours. En effet, il se présente comme le porte-parole du peuple alors qu'il ne donne la parole qu'aux acteurs publics en phase avec ses propres ambitions pour l'Espagne et en passe de transformer le pays. Mu par une sorte d'autoritarisme intellectuel, il laisse peu de marge de manœuvre aux Espagnols *de a pie* et aux opinions contraires aux siennes.

# CONCLUSION GENERALE

Pour conclure, le choix d'étudier les publications d'*El País* et de *La Vanguardia* n'avait pas pour objectif de reconstruire les événements de la Transition démocratique. Le cœur de l'analyse ne résidait pas dans les faits mais dans la manière de les interpréter et de les rapporter. Il ne se situait pas dans les rues barcelonaises ou au Parlement mais entre les machines à écrire des rédactions car les préférences et les choix éditoriaux des deux quotidiens permettent avant tout de comprendre ce qu'ils attendaient de la construction démocratique et, dans une moindre mesure, de saisir les mentalités de l'époque, en partie seulement puisqu'il ne s'agit pas de confondre le discours médiatique et la réalité historique. Par conséquent, l'analyse du discours d'*El País* et de *La Vanguardia*, entre 1976 et 1982, a répondu à notre question préliminaire – pourquoi les femmes sont-elles absentes du récit de la Transition ? – mais elle a également permis de dévoiler la façon dont ces publications concevaient la période historique en cours. Le questionnement autour du statut des femmes et du rôle des féministes nous a conduit à nous intéresser à la chaîne de production de l'information et à la façon dont ses multiples acteurs – journalistes de terrain, personnel de rédaction et de direction – envisageaient leur mission, dans des années aussi charnières.

De fait, le discours de presse est une langue qui se construit à partir de la combinaison de multiples instances d'énonciation. Les journalistes en sont les principaux artisans mais d'autres locuteurs les accompagnent ponctuellement. Les périodiques tantôt relaient les déclarations d'instances publiques ou d'anonymes, tantôt les invitent à signer eux-mêmes leurs propres textes. La cohérence globale du discours n'en est pas mise à mal puisque les employés de la rédaction se chargent de faire respecter un cadre d'édition précis, notamment en ce qui concerne la forme des articles. Ils veillent à ce que le produit fini respecte l'idiosyncrasie de la maison. Toutes les voix s'accordent donc pour n'en former qu'une, adossée à la ligne éditoriale du journal. Certains avis peuvent discorder mais ils ne créent que des contrepoints occasionnels qui nuancent la position idéologique de chaque titre.

Par ailleurs, entre la collecte de l'information et l'impression du produit final, l'équipe du journal réalise de nombreux choix. La direction peut imposer les angles de certains articles, accepter ou rejeter des sujets mais aussi modifier la rubrique dans laquelle ils apparaissent, faute de place ou en raison de leur contenu. De même, il est courant que les rédacteurs en chef ou collaborateurs modifient les titres originaux des articles. Les textes proposés par des personnes

extérieures au quotidien n'échappent pas au traitement médiatique puisque c'est le journal qui décide où et comment les insérer dans le numéro en cours d'élaboration. Il a donc le pouvoir d'en infléchir le sens ou la portée en le plaçant dans une rubrique précise ou à côté d'un autre texte en particulier. C'est au sein de cette série de choix éditoriaux que se concentrent tous les enjeux – et tout l'intérêt – de l'analyse du discours du journal.

Ces décisions collectives ou individuelles répondent parfois à des nécessités pratiques : l'information doit être claire, précise, et tenir dans un espace limité. Toutefois, elles trahissent également la subjectivité de ceux qui construisent l'information, qu'ils soient simples journalistes, personnel de direction ou propriétaires. Elle est le fruit de leurs intérêts et points de vue.

Pour clore ce travail de recherche, nous présenterons donc les résultats, organisés autour de trois thématiques : « L'actualité de la Transition : un récit d'hommes, par les hommes ? », « La définition de la Transition, selon *El País* et *La Vanguardia* » et « *El País* et *La Vanguardia* : paradigmes de la fonction de la presse dans le processus de Transition ». Par la suite, nous apporterons une réponse à la question d'origine – pourquoi les récits de la Transition font-ils si peu référence aux femmes ? – et enfin nous porterons un regard réflexif sur les hypothèses de départ.

## **L'ACTUALITE DE LA TRANSITION : UN RECIT D'HOMMES, PAR LES HOMMES ?**

Avant de commenter le récit en lui-même, intéressons-nous aux personnes qui l'écrivent. La nouvelle génération de journalistes femmes, de plus en plus nombreuses à se former depuis la fin des années 1960, ne s'est pas intégrée de la même façon chez *El País* que chez *La Vanguardia*. Pour le quotidien catalan, la question de l'égalité des sexes au travail ne se pose pas encore durant la Transition. Le contexte économique dégradé l'incite davantage à alléger ses équipes – il ne renouvelle pas les départs à la retraite – qu'à engager de nouveaux journalistes, hommes comme femmes. Par ailleurs, il est une véritable référence dans le paysage médiatique catalan. Or, ce statut influence le comportement de son personnel puisque, selon plusieurs témoignages, intégrer la rédaction du journal signifie accepter de se plier à son

idiosyncrasie et de porter son histoire<sup>1</sup>. Il n'est donc pas question de révolutionner les relations professionnelles mais de perpétuer les valeurs de la maison.

À *El País*, l'équipe ne porte pas le poids d'une longue tradition historique et n'éprouve pas de difficultés économiques, ce qui favorise la réflexion autour de l'ambiance de travail. Il existe une réelle intention d'appliquer l'égalité hommes / femmes dans le journal. Elle émane de la direction, en particulier du propre Juan Luis Cebrián, mais elle se heurte à de multiples limites. Ainsi, une partie de la rédaction refuse certains postes aux femmes au nom de préjugés sexistes ou pour défendre son pré-carré, généralement de l'espace dans une rubrique importante ou la possibilité de décider quels articles intégreront chaque numéro. À l'inverse, certaines professionnelles refusent elles-mêmes les promotions car elles ne souhaitent pas assumer le rôle de pionnières. D'ailleurs, les contraintes structurelles liées à l'exercice du métier, telles que les réunions informelles organisées le soir, sont incompatibles avec la garde des enfants, davantage assumée par les mères que les pères. Enfin – et le phénomène est similaire à *La Vanguardia* – la majorité des collaboratrices d'*El País* publient leurs articles dans des rubriques secondaires telles que *Sociedad*. Il leur faudra du temps pour avoir accès aux espaces les plus prisés, et notamment à *Opinión*.

Malgré ces limitations, le titre madrilène est en avance pour son époque. La direction est soucieuse de proposer les mêmes opportunités à tous ses journalistes. D'ailleurs, au tournant des années 1980, plusieurs femmes occupent des postes importants, comme Soledad Álvarez-Coto, rédactrice en chef de *Política y Regiones* en 1977, ou Rosa Montero, directrice du supplément dominical en 1980. De même, certaines professionnelles telles que Karmentxu Marín ou Joaquina Prades couvrent des événements majeurs de la période et il arrive que leurs articles apparaissent en *Une*. Aussi, les journalistes femmes ne sont-elles pas exclues de la liste des narrateurs d'une transition en cours, toutefois, leur intégration professionnelle est très lente, surtout à *La Vanguardia*. Qu'en est-il des *narrées* ?

Cette question était le point de départ de tout le travail de recherche. Il est donc nécessaire d'y revenir. Rappelons que de nombreuses activistes comme Justa Montero Corominas mais aussi des historiennes telles que Pilar Toboso ou Mónica Threlfall estiment que le récit de la Transition ne rend pas justice aux femmes et générale et notamment au combat mené à l'époque par les féministes<sup>2</sup>. À leur sens, les collectifs militants – y compris ceux que

---

<sup>1</sup> C'est une idée qui ressort plusieurs fois dans BARRERA, NOGUÉ, *op. cit.* Deux journalistes interrogés, Margarita Sáenz-Díez et Vladimir de Semir, l'ont confirmé au cours des entretiens réalisés respectivement le 30 octobre 2020, et le 5 octobre 2021. Voir IV. 2. B. Plafond de verre et division genrée du travail.

<sup>2</sup> Elles l'expliquent notamment dans leurs chapitres respectifs rédigés pour l'ouvrage collectif *El movimiento feminista en España en los años 70*, GONZÁLEZ RUIZ, GUTIÉRREZ LÓPEZ, MARTÍNEZ TEN (éd.), *op. cit.*

l'on ne considèrerait plus aujourd'hui comme réellement féministes mais qui remettaient tout de même en question les modèles genrés du moment – ont œuvré pour transformer les mentalités de leurs concitoyens et pour obtenir des avancées législatives garantissant l'indépendance des femmes et l'égalité des sexes devant la loi. Or, les chercheuses regrettent que le combat de ces personnes soit aujourd'hui oublié des livres d'histoire.

Après avoir analysé le corpus, il apparaît que l'absence des femmes du récit de la Transition est déjà de mise au cours de cette période. Dans les faits, au cours des années 1970, en ce qui concerne les femmes qui ne militaient pas, cela semble logique car, même si elles sont des plus en plus nombreuses à travailler, la plupart des Espagnoles sont encore mères au foyer<sup>3</sup>. Elles évoluent donc au sein de la sphère privée. Bien sûr, une partie d'entre elles exerce une profession. Toutefois, les nécessités de la vie familiale, les stéréotypes de genre, ainsi que la loi (rappelons que certaines activités leur sont interdites) limitent leur influence dans l'espace public. Elles sont aides-soignantes alors que les hommes sont chirurgiens, elles sont secrétaires alors que les hommes sont directeurs, et ainsi de suite. De même, rares sont celles qui s'engagent en politique et, encore plus rares sont celles à obtenir des charges importantes. Les femmes qui remportent des prix culturels ou artistiques prestigieux ou qui se distinguent dans des domaines vus comme masculins tels que le sport en compétition font donc encore figure d'exception. Et, dans ce cas précis, *El País* et *La Vanguardia* ne manquent pas de parler d'elles.

De fait, les journaux relayent les événements remarquables. Ils ne visent pas à représenter la société dans son ensemble mais à informer sur l'actualité. La faible présence des femmes dans les deux périodiques retranscrit leur faible insertion dans la sphère publique. Les quotidiens d'information générale ne sont pas des publications militantes. Ils n'ont pas pour mission de surexposer les femmes afin de créer une dynamique sociale. Ils se limitent à représenter la réalité et, par là même, ils soulignent involontairement un état de fait : les hommes dominent la sphère publique.

Dans le même ordre d'idées, le traitement médiatique des « figures d'exception » telles que les femmes présidentes ou les grandes sportives pourrait être qualifié de sexiste s'il était jugé avec des critères contemporains. Cependant, il ne faut pas perdre de vue le contexte dans lequel sont rédigés les articles : il s'agit de la période 1976-1982 et l'Espagne sort à peine de trente-six années de national-catholicisme. L'apparent sexisme qui, la plupart du temps n'a pas l'objectif de nuire à la personne mentionnée, met en exergue l'étonnement des journalistes qui assistent à l'avènement de nouveaux modèles féminins. De la même façon, la vision

---

<sup>3</sup> En 1981, 28 % des femmes de plus de seize ans exercent une activité professionnelle déclarée. NICOLAU, in : CARRERAS, TAFUNELL (coord.), *op. cit.*, p. 101.

traditionnaliste des femmes au foyer que l'on trouve régulièrement dans les pages de *La Vanguardia* renvoie à la réalité de nombreuses Espagnoles. Certes, la société évolue beaucoup depuis la fin des années 1960, mais il s'agit d'une transformation progressive. Les deux journaux sont donc le reflet de leur époque quant à l'absence des femmes de la sphère publique et à la naissance de nouveaux modèles.

Toutefois, sur certains aspects, les quotidiens déforment la réalité. Ils le font toujours nécessairement à travers le processus de sélection informatif qui écarte une partie des événements, sans quoi, il serait impossible de rendre compte de l'actualité dans un nombre de pages réduit. En parallèle, et c'est plus intéressant, les impératifs économiques les poussent à préférer certains sujets au détriment d'autres. En effet, PRISA et TISA, leurs entreprises éditrices respectives, visent avant tout à engranger des bénéfices. *El País* et *La Vanguardia* adaptent donc certains contenus à ce que souhaitent lire les clients. Par exemple, eu égard à la popularité du football masculin en Espagne, la rubrique sportive lui consacre un espace surdimensionné comparativement à la pratique réelle de l'ensemble des disciplines sportives, parmi elles, celles dans lesquelles les femmes se distinguent davantage comme le tennis ou l'athlétisme<sup>4</sup>. De plus, la presse d'information générale compte peu de lectrices, ce qui peut pousser les deux quotidiens à proposer un contenu destiné à un public plutôt masculin et donc, à limiter encore davantage la présence féminine<sup>5</sup>.

En ce qui concerne le cas particulier des féministes, la démarche des quotidiens est différente, dans la mesure où les militantes contribuent réellement à des lois majeures de la Transition démocratique, à des lois qui ont bouleversé la vie de leurs concitoyens. Bien sûr, elles ne sont pas les seules à pointer du doigt des anomalies telles que la pénalisation de l'adultère, impensable dans une démocratie moderne. En ce qui concerne les questions d'adultère, de contraception et de divorce, la société espagnole est déjà globalement disposée au changement. Néanmoins, les militantes sont les premières à s'exprimer. Les actions en faveur de María Ángeles Muñoz participent à sensibiliser l'opinion sur la question et à accélérer le processus législatif puisque les Pactes de la Moncloa entérinent la décision de supprimer ce délit. Par ailleurs, leurs campagnes de défense en faveur des personnes accusées de pratiques abortives, notamment celles menées auprès des onze de Bilbao, ont un impact réel puisqu'elles contribuent à transformer le regard de la société sur l'avortement.

---

<sup>4</sup> Voir V. 1. A. Les sportives : victimes de la pression éditoriale.

<sup>5</sup> Rappelons que, selon les données fournies par José Andrés Gabardo Vallejo, directeur technique de l'AIMC, entre 1978 et 1981, *El País* ne dépasse jamais les 34 % de lectrices. Sur la même période, *La Vanguardia* en compte entre 34,2 % et 37,1 %.



Certes, d'autres figures publiques encouragent la promulgation de lois plus favorables aux femmes. D'ailleurs, sans visibilité médiatique ou relais efficaces comme l'appui d'élus politiques ou d'intellectuels, les féministes n'auraient pas été en mesure d'exercer d'influence sur le débat public. Toutefois, c'est bien d'elles que partent la plupart des initiatives. Comme l'annonçait un de leurs slogans, elles transforment les drames personnels en sujets politiques. La contribution des militantes à l'évolution des mentalités et des lois a donc été minimisée voire partiellement effacée de l'actualité et par voie de conséquence, du récit de la Transition par les médias de l'époque.

Durant toute la période étudiée, *La Vanguardia* fait en sorte d'évoquer le moins possible leurs actions. Plusieurs facteurs justifient sa décision. En premier lieu, les militantes abordent des thématiques sexuelles telles que la contraception ou l'avortement. Pour le quotidien catalan, ce ne sont pas des sujets dont il faut parler publiquement. Ils appartiennent à l'intimité. En outre, le journal considère les féministes comme des marginales, d'autant qu'elles sont liées aux mouvements lesbiens, une orientation sexuelle punie par la loi jusqu'en 1978. Elles représentent donc l'altérité<sup>6</sup>. De plus, les militantes entretiennent une relation privilégiée avec les partis politiques de gauche, partis dont *La Vanguardia* réprovoque l'idéologie. Enfin, plusieurs chroniqueurs du journal expriment l'idée selon laquelle elles seraient en train de profiter des transformations sociales propres à la période pour imposer indument des modèles de conduite importés de l'étranger, c'est-à-dire qu'elles chercheraient subrepticement à transformer l'identité nationale. Les chroniqueurs dénoncent ces agissements d'autant qu'à leurs yeux, les féministes ne sont pas légitimes pour s'exprimer au nom de toutes les Espagnoles.

En ce qui concerne *El País*, ses rapports avec les militantes évoluent au cours de la période. Durant les premiers mois de la Transition, à l'instar d'autres confrères comme *Diario 16*, il communique volontiers sur leurs actions. En effet, il les envisage comme un des nombreux collectifs de citoyens œuvrant en faveur de la démocratisation des institutions et de la modernisation de la société. Il estime que ces associations et leurs demandes sont légitimes. Toutefois, au fil des mois, le journal commence à émettre certaines réserves quant à la stratégie du mouvement. Les activistes lui semblent trop excessives et intolérantes pour incarner son idéal de citoyenneté. En réalité, elles ne paraissent œuvrer que pour elles-mêmes. La théorie de Gérard Imbert se confirme donc puisqu'*El País* se désolidarise du mouvement à l'automne

---

<sup>6</sup> De fait, un certain nombre de femmes engagées dans les thématiques féminines ont toujours refusé de se déclarer féministes, probablement pour éviter de n'être renvoyée qu'à cela. C'est le cas d'Esther Tusquet à qui les journalistes posaient régulièrement la question et qui, toujours, répondait non. Pourtant, son roman *El mismo mar de todos los veranos*, publié en 1978, traite sans tabou de la libération sexuelle et de l'érotisme lesbien.

1979, lors de la réouverture du procès des onze de Basauri et de la publication du manifeste d'auto-inculpation en faveur de la dépénalisation de l'avortement. Par la suite, le quotidien continue à défendre les idées féministes mais il évacue presque totalement la figure de la militante. En échange, il choisit de relayer les déclarations d'autres acteurs publics, tels que le PCE, le PSOE, ou certains intellectuels, qui commencent alors eux aussi à assumer un discours féministe. Ainsi, les activistes sont comme dépossédées de leur propre lutte. Certes, leurs objectifs ont été globalement atteints, mais les médias – ou du moins, les deux titres étudiés – ont participé à minimiser leur présence dans l'actualité.

## **LA DEFINITION DE LA TRANSITION, SELON *EL PAIS* ET *LA VANGUARDIA***

Le discours d'*El País* et de *La Vanguardia* à l'égard des femmes et des réformes législatives défendues par les féministes – légalisation de la contraception et du divorce, dépénalisation de l'adultère et projet d'encadrement des avortements – dévoile la façon dont les deux journaux considèrent la Transition démocratique.

En premier lieu, ils divergent sur un point principal : l'ampleur de la transformation que ce processus est supposé signifier. Pour *El País*, il devrait représenter une rupture, non seulement politique mais également sociale, avec le modèle antérieur. Le quotidien rejette tout ce qui a trait à la dictature, en particulier les anciens cadres franquistes qui se posent en bâtisseurs de la démocratie. Ceci explique sa déception après la nomination d'Adolfo Suárez en tant que président du gouvernement ou son animosité envers Manuel Fraga lorsqu'il fonde AP. Il récuse aussi l'influence de l'Église dans le débat public. En réalité, il aurait souhaité que la Transition soit menée par des hommes nouveaux afin de marquer une véritable rupture à l'égard des valeurs du régime.

*El País*, loue tout ce qui contraste avec la dictature. Il prône la modernité dans tous les domaines étudiés. De fait, dans le but d'assurer le bon fonctionnement démocratique, la nouvelle législation doit se défaire des injonctions religieuses, c'est-à-dire que le droit civil n'a pas à s'adosser au canon. Or, à la mort de Franco, en ce qui concerne le divorce, la contraception, l'avortement et l'adultère, c'est le cas. Tous sont des tabous religieux et tous sont interdits par la loi. Pour *El País*, il est temps de porter un regard civil sur ces thématiques. De fait, le journal défend explicitement l'intégralité de ces évolutions, avec quelques nuances

toutefois concernant l'avortement, puisqu'à ses yeux, il demeure une solution de dernier recours.

De même, pour lui, la modernisation de l'Espagne doit se concrétiser par son intégration dans le cercle des grandes puissances internationales. *El País* est tourné vers le monde et l'organisation de ses rubriques ainsi que les sujets de ses articles font d'ailleurs la part belle à l'actualité mondiale, notamment occidentale. Lorsque, dans ses éditoriaux, le journal dénonce les retards du pays – au niveau de la promulgation des nouvelles lois, du fonctionnement politique ou même des mentalités de la société – il mentionne souvent la honte qu'il ressent à l'égard de ses voisins européens. Il n'admet pas que l'évolution sociopolitique soit aussi lente.

De son côté, *La Vanguardia* envisage la Transition comme une réforme politique qui n'a pas pour objectif de remettre en question le modèle de société à l'espagnole, sauf lorsqu'il s'agit de corriger des anomalies flagrantes et inconcevables dans une démocratie. C'est par exemple le cas de la confusion entre l'Église et l'État ou de la pénalisation de l'adultère. Le quotidien s'engage donc clairement en faveur d'une législation plus en accord avec les mœurs de la société postfranquiste, et qui vienne à bout du double standard.

Néanmoins, pour le périodique catalan, la Transition doit s'adapter à la réalité sociale mais elle n'a pas à susciter d'évolution particulière afin de correspondre à un quelconque modèle venu de l'étranger. En effet, l'idée de ne pas renier son identité est centrale dans le discours de *La Vanguardia*. D'ailleurs, au cours de la période, le journal amplifie sa couverture de l'actualité régionale. Ce choix lui permet d'insister sur la thématique de l'autonomie catalane mais lui donne aussi l'occasion de se replier sur son territoire, sur des sujets familiers qui offrent un repère rassurant dans un pays en pleine mutation. Par exemple, il propose des articles sur les élus politiques des petites villes autour de Barcelone ou celles de la Generalitat alors qu'*El País* communique davantage sur les députées du Parlement général ou sur les premières ministres étrangères. Du reste, contrairement à son confrère, jamais *La Vanguardia* ne prétend avoir honte du regard que pourraient porter les autres nations sur l'Espagne.

Ces différences sont idéologiques mais elles tiennent aussi à l'histoire des deux maisons. La catalane a tout à perdre à se précipiter pour exiger des évolutions immédiates à la classe politique et à la société. Le journal ne saurait révolutionner sa ligne éditoriale dans le seul but de forcer les transformations (si ce n'est d'ailleurs qu'il le veuille mais surtout qu'il en ait le pouvoir). Il a une histoire et une tradition à respecter. La rédaction a aussi probablement plus de recul et plus de patience que celle d'*El País* puisqu'elle a dû s'accommoder des règles de la dictature. La mort de Franco n'a pas le pouvoir de révolutionner une synergie professionnelle déjà bien installée.

Pour sa part, *El País* a tout à gagner en s'engageant haut et fort en faveur d'une modernité presque radicale. Il s'agit d'un périodique qui vient de surgir dans le paysage médiatique espagnol et qui a tout intérêt, eu égard à la concurrence, à s'y faire une place rapidement. Le projet qui l'anime débute en 1972 et réunit un actionnariat exceptionnel quant à son ampleur et à sa qualité. Ces actionnaires ont projeté beaucoup d'espoir sur le futur journal. Une fois en kiosque, *El País* est donc tenu d'incarner les valeurs démocratiques et la modernité, d'être le symbole du renouveau sociopolitique tant attendu. Son ardeur est donc la conséquence de l'ambition médiatique et politique qui lui a été insufflée. Le quotidien souhaiterait des changements rapides et, là encore, il se distingue de son confrère.

Ainsi, l'opposition réforme / rupture entraîne un décalage dans le rapport au temps de chaque journal. *La Vanguardia* est patient et prudent. Il adhère aux changements progressifs et, inversement, les grands bouleversements lui causent du souci. Il estime que les mutations sociales adviennent en temps voulu et qu'il est injustifié de les provoquer. C'est une des raisons pour lesquelles il dédaigne les féministes. Selon lui, elles désirent imposer indument une philosophie dont les Espagnoles ne veulent pas. *La Vanguardia* observe la Transition démocratique d'un œil attentiste. À ses yeux, la transformation émanera des institutions. Le journal formule donc un certain nombre de demandes au gouvernement – il souligne par exemple l'urgence de légaliser le divorce ou de dépénaliser l'adultère – mais il s'en tient à cela. Ainsi, il s'oppose aux manifestations qui, à son sens, sont illégitimes à partir du moment où les Espagnols ont voté démocratiquement pour leurs élus.

Le contraste entre l'inquiétude face au changement du quotidien catalan et l'impatience du madrilène se matérialise dans leur réaction respective face au 23-F. Après avoir dénoncé la tentative de coup d'État, leurs discours prennent des chemins opposés. De fait, à l'époque, la légalisation du divorce accapare l'attention médiatique. Une fois le 23-F passé, *La Vanguardia* décide de modérer sa communication sur le sujet. Il procure d'apaiser les esprits en présentant les aspects les plus controversés du projet de façon euphémistique alors qu'il en expliquait tous les tenants et les aboutissants quelques mois auparavant.

*El País* au contraire continue à utiliser le sujet du divorce pour décrédibiliser l'UCD au pouvoir. Il intensifie même sa campagne de dénigrement. Pour lui, le parti ne représente pas son idéal démocratique, il doit donc quitter la Moncloa au plus vite. Le quotidien madrilène a beaucoup d'attentes concernant la Transition. Tout d'abord, il estime que les institutions sont au service du peuple souverain et donc que la classe politique a l'obligation d'écouter les manifestants dans la mesure où leurs mobilisations sont pacifiques. Il soutient les démarches citoyennes (dans le cas qui nous occupe, celles des associations féminines). En revanche, il

rejette l'intégralité des opinions et attitudes qui ne coïncident pas avec ce qu'il considère comme le sens de cette période.

*El País* critique durement l'UCD au pouvoir quant à sa gestion de toutes les réformes étudiées et tout particulièrement celle du divorce. Pourtant, il s'agit du parti qui a rendu la démocratie aux Espagnols et qui a amorcé les premières lois de libéralisation sociale que le journal appelait de ses vœux. De même, le quotidien défend et partage les valeurs des féministes mais ces dernières n'adoptent ni la stratégie ni le discours qu'il souhaiterait, c'est pourquoi il phagocyte la communication du mouvement afin d'en porter les idées mais d'en exclure les militantes. Il projette une vision fantasmée sur le processus et critique tout ce qui ne s'y insère pas.

*El País* et *La Vanguardia* n'attribuent donc pas la même signification et les mêmes valeurs à la Transition démocratique. Cela entraîne des conséquences sur leur façon de se positionner, en tant que médias, par rapport à cette transformation sociopolitique.

## ***EL PAÍS ET LA VANGUARDIA, PARADIGMES DE LA FONCTION DE LA PRESSE DANS LE PROCESSUS DE TRANSITION***

Les deux quotidiens proposent donc deux récits différents de la Transition démocratique à leurs lecteurs. *La Vanguardia* personnalise et localise l'information. Il est un miroir tourné vers l'Espagne. Il montre aux lecteurs comment se définit leur pays. Il s'inscrit dans leur présent. *El País*, lui, internationalise le récit. Il n'est pas un miroir, mais plutôt une fenêtre sur le monde. Il ne montre donc pas ce que l'Espagne est mais ce qu'elle devrait être. Il se projette dans le futur et prend appui sur les modèles étrangers.

Il en résulte que le quotidien catalan cherche à représenter fidèlement les Espagnols alors que le madrilène dépeint un idéal. Ainsi, dans les pages de *La Vanguardia* cohabitent à la fois des modèles de femmes très modernes – notamment pour leur défense de l'avortement, une thématique pour le moins sensible à l'époque – mais aussi des modèles extrêmement surannés que l'on croirait tout droit sortis des manuels de la parfaite épouse franquiste. Or, ces contrastes forts renvoient aussi à une réalité sociale. Dans l'Espagne de l'époque, certaines femmes (et hommes) adhèrent encore aux valeurs morales du franquisme alors que d'autres militent pour la dépénalisation de l'homosexualité ou la liberté sexuelle. Certains lecteurs apprécieront donc

de lire les tribunes féministes de Marta Pessarrodona alors que les positions extrêmement conservatrices d'Alfons Balcells Gorina en rassureront d'autres.

À l'inverse, *El País* représente son idéal de citoyenneté. Il met en avant les discours, initiatives et figures publiques qui sont pour lui des exemples de modernité. Ainsi, contrairement à *La Vanguardia*, il ne mentionne presque jamais les femmes au foyer, sauf lorsqu'elles participent à des actions de revendication. En revanche, il donne la parole aux femmes qui s'engagent, aux avocates ou aux élues politiques. Il est à la recherche d'un modèle citoyen, d'une Mariana Pineda de la Transition. Ceci explique le mauvais accueil qu'il réserve à Soledad Becerril lors de sa nomination en tant que ministre de la Culture. Pour lui, elle n'est pas à la hauteur de l'évènement et de sa charge symbolique. Elle n'est pas le modèle féminin qu'il attend.

De fait, cette différence en dit long sur le degré d'influence que les deux quotidiens désirent exercer sur leurs lecteurs et, à travers eux, sur la société. Le madrilène se voit comme un acteur de la Transition démocratique. Il estime qu'il peut favoriser les évolutions législatives, comme la légalisation du divorce ou de la contraception, mais également sociales, à l'instar de la lutte contre les inégalités et les stéréotypes. Paradoxalement, il renvoie régulièrement la classe politique à ses devoirs, au nom de la démocratie, mais lui-même est quelque peu despotique dans ses prises de position puisqu'il rejette sévèrement toutes les idées qui ne correspondent pas exactement à son projet pour le pays. Le journal s'est donné la mission de guider ses concitoyens vers le renouveau espagnol.

S'il peut être légitime pour la presse d'endosser le rôle de parlement de papier à la mort de Franco, après les élections générales de 1977, la question commence à se poser car, à travers le vote, la population a eu l'occasion de choisir le projet politique qu'elle souhaitait pour son pays. La presse n'a donc plus à pallier les carences de l'État. Pourtant, les éditoriaux d'*El País* s'expriment encore comme s'ils possédaient le monopole de la démocratie. Ainsi, au nom de ses principes démocratiques, le quotidien rejette durement le divorce « complexe » voulu par les démocrétiens *ucédistes* et la droite, la dépénalisation de l'avortement au nom du droit à disposer de son corps ou même les déclarations des féministes radicales. Pourtant, il ne défend pas là des valeurs démocratiques universelles mais plutôt sa conception particulière de la démocratie.

De son côté, *La Vanguardia* se limite à être spectateur de la Transition. Il laisse les transformations sociales suivre leurs cours, au gré de l'évolution naturelle des mœurs. Ses journalistes expriment parfois leur sentiment sur certains sujets tels que les critères qui devraient être acceptés pour divorcer, la légitimité des mobilisations féministes ou la nécessité

de traiter la question de l'avortement en Espagne. Néanmoins, contrairement à son confrère, il n'opère pas de matraquage médiatique dans le but d'imposer ses convictions. Il ne disqualifie pas non plus les opinions contraires aux siennes au nom des principes démocratiques.

Cette différence se répercute dans le produit final proposé aux lecteurs. *El País* est conçu pour être lu en entier alors que *La Vanguardia*, qui dépasse parfois les cent pages, invite le consommateur à parcourir les rubriques pour piocher les articles qui l'intéressent. Le premier offre donc une lecture plus guidée, plus contrainte, que le second.

D'une certaine façon, le quotidien catalan accorde davantage sa confiance à la population que le madrilène car il ne tente pas de lui imposer un modèle. Néanmoins, peut-être est-ce dû au peu d'intérêt qu'il porte aux demandes sociales en cours, et notamment à celles de l'égalité entre les hommes et les femmes. Il n'a pas de réel projet pour l'Espagne si ce n'est qu'elle ne devienne une démocratie. Ses ambitions de changements pour son pays sont politiques, non sociales. Il n'espère aucune transformation des mentalités. Dès lors, il lui est plus facile de s'accommoder des choix réalisés par la classe politique.

Pour *El País*, la Transition démocratique est le moment de tous les possibles. Il souhaite que le pays profite de cette période pour se renouveler dans tous les domaines, afin de recouvrer le respect des autres grandes nations. Or, au fil des mois, il se rend compte qu'une partie de la population et des dirigeants ne poursuivent pas le même modèle que lui, d'où sa propension à vouloir aiguiller les lecteurs.

D'ailleurs, sur les thématiques étudiées, *El País* s'emploie parfois à conditionner l'opinion. Pour cela, il dispose d'une série d'outils médiatiques, parmi eux la mise à l'agenda, l'anglage et le cadrage, le choix des titres, de la rubrique et de l'assemblage des différents textes, la sélection des figures publiques invitées à rédiger une tribune, et la confusion des instances énonciatives dans un même sujet. Au cours de la période analysée, le journal tente d'imposer certains thèmes – par exemple, un débat sur l'avortement en Espagne, à travers la couverture du drame italien de Seveso –, de soutenir des options politiques, en l'occurrence le PSOE, ou de précipiter le parti au pouvoir vers la sortie de la Moncloa, notamment à travers son discours sur le divorce. Le quotidien poursuit toujours le même objectif : pousser le pays dans ce qu'il pense être la bonne direction.

Malgré sa position d'observateur de la Transition, *La Vanguardia* ne manque pas d'essayer, lui aussi, d'influencer l'opinion. Pour ce faire, il dispose des mêmes outils que son confrère. Néanmoins son but diffère de celui d'*El País* puisque le quotidien cherche à mobiliser l'opinion catalane sur des questions de politique régionale. Ainsi, il utilise l'organisation de campagnes d'information sur la contraception pour attaquer le PSUC ou dénonce le budget

alloué à des actions féministes par la ville de Barcelone pour critiquer le maire socialiste. Ses tentatives d'influence de l'opinion concernent donc des questions d'ordre local.

Par conséquent, le journal peut devenir un outil pour faire de la politique... mais seulement si l'opinion publique est réceptive à son message. En effet, les quotidiens doivent avoir les moyens de leurs ambitions. Or, il est impossible de connaître réellement le poids de leurs paroles sur leur audience, voire sur la société. Il existe d'ailleurs bien d'autres leaders d'opinion dans le débat public comme les dignitaires de l'Église, les élus, les artistes, les divers groupes sociaux ou les autres médias. Les lecteurs eux-mêmes peuvent avoir un avis prédéfini sur certains thèmes, un avis qui s'est déjà forgé à partir de leur éducation, leurs études, leurs expériences, ou l'influence de leurs proches.

Il est donc particulièrement intéressant de repérer les occasions qui suscitent une tentative de conditionnement de la part d'*El País* et de *La Vanguardia*. Toutefois, le but n'est pas de quantifier l'influence que les deux journaux exercent réellement sur le débat public. À ce propos, on pourra émettre des hypothèses mais il est délicat de tirer des conclusions péremptoires. En revanche, la volonté de manœuvrer l'opinion est éclairante quant aux intentions des périodiques. C'est en cela que l'analyse est fructueuse.

D'ailleurs, une partie des choix éditoriaux renvoyant aux femmes ou aux militantes s'expliquent uniquement par des stratégies de communication. Tous ne *disent* pas l'histoire de la Transition. Dans un contexte de forte concurrence, les deux quotidiens doivent se démarquer. Par exemple, dans les années 1976-1977 s'associer aux militantes féministes est un gage de modernité et peut-être qu'en informant sur leurs activités, *El País*, comme d'autres périodiques tels que *Diario 16*, souhaite bénéficier de cette image. De même, la technicité des articles sur le divorce ou le matraquage médiatique sur ce sujet ont parfois pour unique objectif de montrer la rapidité avec laquelle la rédaction parvient à récolter des informations ou la qualité des journalistes qui travaillent pour elle.

## **RETOUR AUX QUESTIONNEMENTS ET HYPOTHESES D'ORIGINE**



Alan Barth, éditorialiste du *Washington Post*, disait que les journalistes rédigeaient le brouillon de l'Histoire<sup>7</sup>. La formule ne se vérifie qu'en partie dans le cas d'*El País* et *La Vanguardia*. En effet, il est vrai que l'invisibilisation des militantes dans leurs pages tient d'un traitement médiatique intentionnel et idéologique. Toutefois, si ce traitement a peut-être eu un effet sur les récits historiques, l'étude a montré que beaucoup d'autres facteurs entraient en jeu. L'absence des féministes du récit de la Transition n'est donc pas le fruit d'une « falsification »<sup>8</sup> de l'histoire comme en doutent certains historiens.

En effet, l'influence des collectifs féminins sur la période est bien réelle mais elle est à relativiser dans la mesure où elle s'inscrit au sein d'une conjonction d'autres facteurs et acteurs qui ont eux aussi contribué aux changements. La massification de l'accès à l'université, le développement du travail féminin et les contacts avec les pays voisins sont grandement responsables de l'avènement de nouveaux modèles. Quant à l'évolution des lois, les associations féminines ont probablement accéléré leur mise à l'agenda politique en médiatisant certaines affaires, mais elles n'ont pas révolutionné les consciences, comme l'a montré l'étude des articles. Les changements de mentalité permettant la légalisation du divorce, l'accès à la contraception et la dépénalisation de l'adultère, étaient déjà en cours d'acquisition au sein de la population espagnole, à la mort de Franco. En revanche, la mobilisation féministe autour de la dépénalisation de l'avortement s'est avérée décisive dans l'évolution des points de vue. Ce sont les associations qui ont poussé de nombreux acteurs sociaux à se positionner sur un sujet délicat qu'elles sont parvenues à politiser, chose que le journal *El País* n'a d'ailleurs pas toujours réussi à faire<sup>9</sup>.

La deuxième raison expliquant l'absence partielle des groupes de femmes des récits de la Transition tient à l'efficacité avec laquelle s'est diffusé leur discours. En effet, d'autres acteurs de l'opinion se sont chargés de porter – voire d'usurper à des fins politiques – les messages féministes mais en excluant les militantes. Ce n'est donc pas l'historiographie qui ignore les femmes mais plutôt certaines figures et / ou institutions publiques de l'époque qui ont partiellement phagocyté les voix féminines, notamment dans les deux titres étudiés. En outre, dès l'instant où le Parlement s'est saisi de leurs demandes, il a institutionnalisé leurs

---

<sup>7</sup> « News is only the first rough draft of history » écrit-il en 1943. Certains attribuent la formule à Philip Graham, directeur du journal de 1946 à 1963. SHAFER Jack. Who said it first? *Slate*. 30 août 2010.

<sup>8</sup> L'expression est de Mónica Threlfall, car elle-même commence par se poser la question : « Hubo falsificación de la historia? », THRELFALL, in : GONZÁLEZ RUIZ, MARTÍNEZ TEN, GUTIÉRREZ LÓPEZ (éd.), *op. cit.*, p. 35.

<sup>9</sup> Pensons à sa tentative de mise à l'agenda médiatique du thème lors du drame de Seveso.

revendications, d'où la progressive disparition des militantes en tant qu'actrices des changements, au profit des élus politiques.

Enfin, la Transition est une histoire nationale. Or, le mouvement féminin se décline en de multiples collectifs locaux possédant chacun un mode de fonctionnement et des objectifs différents. La « *sopa de letras* » que représente les créations, dissolutions et recréations des partis politiques s'applique également aux associations féminines. L'absence partielle des femmes dans les récits historiques renvoie donc aussi à la difficulté de saisir un mouvement particulièrement fragmenté et dynamique, certains groupes – tels que le MDM – ayant d'ailleurs grandement évolué idéologiquement au cours de la période. Cela a été constaté dans *El País* qui d'abord précisait toutes les subtilités puis, comme *La Vanguardia*, a préféré les ignorer en apposant le substantif globalisateur « féminisme » à l'intégralité des collectifs. Ces trois explications – difficulté à se faire entendre, morcellement du mouvement et relativité de l'influence exercée – concourent donc à une présence réduite des femmes dans l'histoire de la Transition. Néanmoins, depuis les années 2000, plusieurs chercheurs comme Francisco Arriero Ranz ou María Ángeles Larumbe reconstruisent le parcours de certaines associations et mettent en lumière leur contribution. Leur visée n'est pas globalisatrice, ce qui donne lieu à des conclusions plus précises et sûres.

Par ailleurs, en ce qui concerne les hypothèses formulées à propos des journaux, il faut relever que *La Vanguardia* s'est davantage engagé que ne l'annonçaient les conjectures de départ. Au sujet du divorce, le quotidien ne s'est pas limité à suivre les recommandations de Vatican II. Il s'est positionné très tôt en faveur d'un divorce facile d'accès et sans coupable. De plus, il n'est pas autant demeuré dans la réserve que ce que l'on aurait pu attendre d'une publication aussi ancienne et respectueuse des institutions. Il a clairement exprimé ses positions concernant cette réforme, ainsi que celle de l'adultère. Il a également formulé des critiques mais généralement de façon détournée et sur des questions de politique locale. Le titre catalan souhaite influencer les événements de la Transition mais à une échelle régionale, dans le cadre de la redéfinition de la Catalogne en tant que communauté autonome. Commenter l'action des mouvements féministes lui a alors servi à faire de la politique de proximité. *La Vanguardia* s'inscrit donc dans son territoire. Cependant, il n'estime pas devoir intervenir sur les décisions du gouvernement national élu démocratiquement.

À l'inverse, *El País* désire participer activement à la construction de la démocratie. Il soutient les mouvements féminins même s'il use parfois d'arguments paternalistes pour défendre leurs causes, notamment pour ce qui a trait à la dépénalisation de l'avortement. Lui

aussi utilise les thématiques féminines dans le but de se positionner politiquement, non pas à l'échelle locale comme son homologue, mais à l'échelle nationale. Aussi, il n'a-t-il pas eu de scrupule à décrier les discours féministes qui ne correspondent pas à sa conception « sociale »<sup>10</sup> des droits des femmes, quitte à discréditer le mouvement dans son ensemble. Enfin, l'étude met à jour une évolution de la ligne éditoriale, évolution qui n'avait pas été anticipée dans les hypothèses. *El País* attend que le féminisme s'assagisse au fur et à mesure que l'État se démocratise. Or, le discours féminin ne se modère pas au fil des années. Le journal choisit donc de se désolidariser des militantes qui ne symbolisent plus, à ses yeux, son idéal de conduite. Il se pose donc comme un guide de la « bonne » citoyenneté. Les deux journaux incarnent donc deux interprétations distinctes de la Transition. *El País* la considère comme une occasion pour repartir de zéro et repenser entièrement l'engagement citoyen. *La Vanguardia*, quant à lui, l'envisage comme une opportunité pour se défaire des archaïsmes franquistes afin que s'exprime la véritable identité espagnole, sans contrainte, mais sans rupture.

Ainsi, chacun des quotidiens est paradigmatique d'un pan de la société de l'époque. *La Vanguardia* est le journal des Espagnols qui observent le déroulement de la Transition, qui commentent sans participer, des Espagnols qui accueillent les évolutions mais se refusent aux grands bouleversements. Au contraire, *El País* est la voix de la frange de la population qui a dû accepter des concessions mais qui aurait voulu une coupure nette avec l'ancien régime, un profond renouvellement dans les valeurs, dans la structure même de l'État et dans les relations de pouvoir. Il représente les Espagnols qui aspirent à être de nouveaux citoyens.

---

<sup>10</sup> *El País* met en avant des arguments sociaux tels que le manque de moyens ou d'éducation pour défendre l'accès à l'avortement.

# INDEX DES NOMS PROPRES

## A

Abramson, Jill, 328  
Abril Martorell, Fernando, 70, 79  
Abril, Consuelo, 548  
Aguilar, Mariano, 47  
Aguilar, Miguel Ángel, 231, 311  
Aladro Vico, Eva, 228  
Alberdi, Cristina, 153, 350, 353, 357, 358, 359, 370, 372, 373, 422, 497, 506, 548, 550, 560, 562, 670  
Alberdi, Inés, 350, 353, 357, 358  
Alcalde, Carmen, 32, 146, 150, 264, 274, 338, 356, 444, 497  
Alfárez, Antonio, 21, 120, 227, 262, 266, 270, 272, 281, 285, 286  
Almeida, Cristina, 154, 203, 562  
Alonso de los Ríos, César, 264  
Alonso, Jimena, 219  
Álvarez Álvarez, José Luis, 497  
Álvarez de Miranda, Fernando, 66, 68, 70, 279  
Álvarez de Toledo, Consuelo, 309, 310, 311  
Álvarez, Lili, 142, 174  
Álvarez-Coto, Soledad, 326, 337, 340, 345, 690  
Alzaga, Óscar, 70, 73, 74, 92, 569, 570, 571, 572, 647  
Amo (del), Álvaro, 47  
Andreu Abello, Josep, 279  
Añoveros, Antonio, 59, 102  
Ansón, Luis María, 261, 291  
Ansón, Rafael, 197, 239, 241  
Apostúa, Luis, 311  
Aragó, Narcís-Jordi, 264  
Arahetes, Soledad, 212  
Arana, Amalia, 47  
Arderieu Viñas, Pedro, 671  
Ardiaca, Pere, 87, 523  
Areilza (de), José María, 68, 90, 191, 279, 280, 291  
Arenal, Concepción, 136  
Arias Navarro, Carlos, 17, 63, 64, 66, 77, 89, 94, 106, 117, 120, 131, 156, 225, 230, 255, 302, 517, 674, 713  
Arias, Jaime, 323, 329  
Arias, Juan, 294, 555, 556, 557, 564, 568  
Arnedo, Elena, 170, 186, 206, 207, 210  
Aron, Raymond, 285  
Arriero Ranz, Francisco, 21, 146, 147, 172, 173, 191, 203, 204, 702  
Asensio, Antonio, 317  
Atiénzar, Maribel, 416, 480  
Auclert, Hubertine, 135  
Auger, Sebastián, 262, 271  
Aumente, José, 48  
Aznar, Manuel, 14, 277, 278

## B

Baby, Sophie, 121, 126, 128, 507, 508  
Bagaría, Teresa, 330, 331  
Balaguer, Soledad, 184, 330, 331, 350, 351, 353, 357, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 374, 497  
Balcells Gorina, Alfonso, 291, 346, 546, 547, 549, 557, 558, 559, 560, 574, 575, 579, 580, 581, 584, 615, 620, 626, 627, 628, 629, 630, 660, 667, 671, 678, 698  
Balfour, Sebastián, 20, 38, 41  
Balletbò, Anna, 152, 208, 209, 217, 219, 393, 429, 497  
Barrachina, Pablo, 182  
Barrera, Carlos, 21, 71, 85, 101, 129, 277, 284, 286, 291, 425  
Barrera, Herribert, 101  
Basañez, Carmen, 446  
Bastion, Gilles, 603  
Bayo, Regina, 350, 356  
Beaumont, Antonio, 288, 290, 602  
Beaumont, José Fernández, 288, 290  
Becerril, Soledad, 22, 160, 174, 175, 212, 394, 425, 431, 432, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 485, 698  
Bellido Peris, Federico, 197  
Bellido, Dulcinea, 145, 154, 203, 205, 219  
Belmonte, Florence, 1, 151, 174  
Benito (de), Armando, 70  
Benito, Inmaculada, 166, 444, 501  
Bennassar, Bartolomé, 28, 29, 39, 58  
Bereni, Laure, 314  
Blanco, Delia, 207, 550  
Boixet i Alfred Opisso, Ezequiel, 277  
Borbón (de), Juan Carlos, 8, 62, 63, 64, 65, 79, 96, 123, 229, 265, 431, 650, 718, 727, 732  
Boudon, Raymond, 457  
Bourdieu, Pierre, 244, 551, 672  
Brabo, Pilar, 174, 187  
Bueno Monreal, José María, 181  
Burgos (de), Carmen, 139, 305, 308  
Bustamante, Enrique, 21, 280  
Bustelo, Carlota, 160, 170, 206, 207, 209, 210, 215, 218, 219, 550, 551, 561, 562

## C

Caballé, Anna, 137, 138, 140  
Cabanillas, Pío, 66, 68, 70, 159, 160, 191, 649  
Cacho, Jesús, 281, 282, 284, 293, 579  
Caciagli, Mario, 67, 69, 75  
Calaf, Andreu, 499  
Calvet, Agustí, 277  
Calvet, Maria Dolors, 167, 170, 174, 393  
Calvo Hernando, Pedro, 311  
Calvo Serraller, Francisco, 283

Calvo Sotelo, Leopoldo, 17, 18, 66, 68, 69, 71, 72, 73, 75, 76, 80, 122, 123, 212, 240, 292, 451, 452, 453, 454, 455, 573, 647, 650, 651, 652  
Camacho, Marcelino, 38, 41, 107  
Cámara (de la), Manuel, 548, 581, 582, 640  
Company, Maria Aurèlia, 142, 209  
Campoamor, Clara, 138, 139  
Camuñas, Ignacio, 66, 69, 70  
Canals, Enric, 442  
Cañas, Gabriela, 1, 19, 304, 319, 324, 328, 334, 336, 340, 341, 342, 344, 346, 484, 725  
Cánovas del Castillo, Antonio, 277  
Carabias, Josefina, 305, 308, 744  
Carbó, Rosa, 131  
Cari, Ana, 205  
Carrasco Formiguera, Manuel, 139  
Carrasco, Bel, 1, 139, 304, 306, 315, 325, 329, 334, 438, 442, 472, 483, 484, 502, 725  
Carraso Rocamora, Mavi, 306  
Casanova, Sofía, 308  
Casarès, Maria, 391  
Casaroli, Agostino, 180  
Castán, Laureano, 530  
Castaños, José María, 48, 262  
Castilla del Pino, Carlos, 142  
Castro Torres, Carmen, 21, 61, 70, 225, 227, 229, 230, 234, 252, 257, 283, 309  
Castro, Emma, 154  
Cavero, José, 73, 74, 115, 116, 177, 178, 180, 182, 258, 259, 528, 532, 548, 557, 643  
Cebrián Boné, José Luis, 231, 261, 265  
Cebrián, Juan Luis, 45, 47, 54, 55, 225, 230, 231, 232, 236, 261, 265, 267, 268, 280, 281, 282, 283, 284, 290, 292, 293, 296, 298, 300, 301, 311, 320, 340, 341, 342, 344, 345, 346, 347, 369, 375, 393, 394, 420, 497, 520, 543, 577, 579, 581, 636, 676, 677, 690, 713, 714, 731, 742, 745  
Cerdá, María Ángeles, 414  
Cernuda, Pilar, 309, 311, 315, 453  
Cerrillos, Ángela, 548, 562  
Certeau (de), Michel, 631  
Champagne, Patrick, 243, 633, 662, 671  
Charaudeau, Patrick, 23, 554, 557, 560, 583, 585, 588, 612, 613, 614, 617, 627, 641, 645, 656  
Charles, Eugenia, 415  
Chomsky, Noam, 222, 615  
Chueca Goitia, Fernando, 279  
Cierva (de la), Ricardo, 65, 73, 452  
Cisneros, Gabriel, 110, 310, 557  
Clarasó, Noel, 365, 366, 385, 396, 399, 401, 402, 403, 404, 474, 475, 476, 477, 478, 524, 621, 678  
Clavero, Manuel, 66  
Cohen, Bernard, 247  
Comabella, Mercedes, 147, 154, 156, 159, 160, 165, 203, 205, 219, 498  
Comaneci, Nadia, 382, 383, 384  
Comín, María del Pilar, 329  
Concha (de la), Ignacio, 47

Conde Gutiérrez del Álamo, María Rosa, 211  
Conde, Carmen, 390, 409, 414, 418, 428  
Conesa, Chema, 385  
Conte, Rafael, 297  
Contreras, Lorenzo, 311  
Cornejo Parriego, Rosalía, 350, 363  
Corominas, Josep, 384, 387  
Cort, Rosa María, 329  
Cortázar, Julio, 48  
Cruz, Juan, 283, 428  
Cuellar, Luis, 671  
Cuesta, Josefina, 106, 108  
Cueto, Juan, 283

## D

Damian-Gaillard, Béatrice, 310, 312, 315  
Daubié, Julie-Victoire, 134, 738  
Debras, Sylvie, 318  
Delibes, Miguel, 48, 281, 420, 497  
Delkaner, Augusto, 297  
Delphy, Christine, 150  
Deraisme, Maria, 135  
Díaz Aledo, Lole, 154  
Díaz Piniés, Manuel, 533  
Díaz, Elías, 47  
Díez de Rivera, Carmen, 22, 75, 394, 417, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 481, 506, 714, 715, 719  
Díez-Alegría, José María, 549, 571, 574, 576, 613, 732  
Duran Froix, Jean-Stéphane, 1, 242  
Durand, Marguerite, 135

## E

Echegaray, Marta, 615  
Echerrari (de), Xavier, 278  
Eco, Umberto, 644  
Edwards, Jorge, 285  
Engl, Barbara, 463  
Enrique y Tarancón, Vincente, 60, 111, 112, 181, 518, 534, 567  
Escudero, Joaquín, 323  
Espasa i Oliver, Ramón, 521  
Espinosa de los Monteros, María, 137  
Esquenazi, Jean-Pierre, 581, 626  
Estany, Teresa, 356  
Estefanía, Joaquín, 341  
Estévez, Jesús, 609, 610, 612, 681  
Evert, Chris, 384  
Ezcurra, José Ángel, 48

## F

Fajardo, Alicia, 184, 274, 323, 324  
Falcón, Lidia, 6, 32, 142, 146, 148, 149, 150, 153, 174, 274, 338, 350, 353, 356, 357, 358, 359, 367, 368, 373, 444, 445, 462, 469, 488, 561, 665  
Félez Castañé, Nuria, 213, 214  
Fernández Amador, Mónica, 7, 56  
Fernández Cuesta, Raimundo, 94

Fernández de Blas, Carmen, 250  
 Fernández de la Mora, Gonzalo, 89, 90, 91  
 Fernández España, María Victoria, 429  
 Fernández García, Alicia, 99  
 Fernández Miranda, Torcuato, 63, 108, 109, 111  
 Fernández Ordóñez, Fernando, 66, 68, 70, 73, 74, 80,  
 116, 178, 181, 182, 191, 528, 530, 531, 534, 571, 572,  
 619, 620, 647, 648, 651, 652, 653  
 Fernández Pombo, Alejandro, 48, 228, 231  
 Fernández Sanz, Matilde, 211  
 Fernández Tovar, María Ángeles, 205  
 Ferrater Mora, José, 285  
 Ferrer, Esther, 325, 554, 555  
 Fidalgo, Feliciano, 417, 418, 605  
 Finnbogadottir, Vigdis, 415  
 Fontán, Antonio, 70  
 Fórmica, Mercedes, 163, 174, 738  
 Fraga Iribarne, Manuel, 45, 72, 80, 86, 89, 90, 91, 96,  
 110, 118, 124, 131, 213, 228, 241, 265, 269, 279, 281,  
 283, 291, 292, 515, 518, 551, 552, 557, 684, 694  
 Fraguas, Rafael, 435, 437  
 Franco, Francisco, 5, 11, 14, 17, 20, 21, 24, 39, 41, 42,  
 43, 44, 46, 47, 48, 49, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 66,  
 73, 76, 77, 79, 84, 89, 90, 92, 93, 102, 106, 111, 112,  
 116, 117, 120, 127, 128, 131, 132, 142, 143, 144, 148,  
 152, 154, 155, 162, 163, 164, 165, 168, 174, 182, 184,  
 190, 193, 194, 208, 221, 223, 224, 226, 229, 230, 231,  
 234, 236, 237, 238, 255, 256, 259, 265, 266, 268, 269,  
 270, 271, 276, 277, 278, 281, 297, 301, 302, 307, 358,  
 363, 375, 394, 419, 422, 423, 431, 444, 453, 505, 507,  
 509, 536, 556, 623, 640, 674, 675, 694, 695, 698, 701,  
 732, 733, 734, 747  
 Franco, Luis, 182  
 French, Marilyn, 497  
 Frisque, Cégolène, 310, 312, 315  
 Fuente y de la Fuente (de la), Licinio, 89  
 Fusi, Juan Pablo, 5, 284

## G

Galán, Lola, 1, 304, 325, 334, 337, 338, 469, 490, 496,  
 725  
 Galaz, Mabel, 383  
 Gallego, Juana, 251, 273, 275, 321, 333, 334, 335, 336  
 Gallego-Díaz, 310, 325, 326, 327, 328, 337, 340, 346,  
 350, 351, 484, 510  
 Gallego-Díaz, Soledad, 325, 326, 327, 328, 337, 340,  
 346, 350, 351, 510  
 García Bloise, Carmen, 35, 206  
 García Calvo, Agustín, 54  
 García Campoy, Concha, 308  
 García Candau, Julián, 232, 381, 385  
 García Delgado, José Luis, 48  
 García González, Gloria, 245, 630  
 García Madariaga, Juan, 66  
 García Márquez, Gabriel, 391  
 García, Domingo, 323  
 García, Julia, 185, 663, 664

García-Albi, Inés, 305, 307, 309, 314, 316, 329, 330, 340,  
 497  
 García-Trevijano, Antonio, 282, 283  
 Garrigo, Andrés, 553, 555  
 Garrigues Díaz-Cabañate, Antonio, 73, 285  
 Garrigues, Joaquín, 66, 68, 69, 80  
 Gil, Pilar, 154  
 Gil, Silvia, 160, 303  
 Giménez Camaló, María Carmen, 327  
 Gimeno, Concepción, 136  
 Giner, Salvador, 630  
 Girón de Velasco, José Antonio, 94, 266, 684  
 Godó, Bartolomé, 295  
 Godó, Carlos, 85, 91, 249, 252, 260, 276, 277, 278, 285,  
 287, 291, 398, 419, 525, 579, 633  
 Godó, Carlos (fils), 85, 91, 249, 252, 260, 276, 277, 278,  
 285, 287, 291, 398, 419, 525, 579, 633  
 Godó, Javier, 260, 279, 286, 287, 299, 300, 324, 456  
 Gómez Ojea, Carmen, 397  
 González Hernández, Juan Carlos, 78  
 González Ledesma, Francisco, 323  
 González Martín, Marcelo, 182, 684  
 González Martínez, Carlos, 97  
 González Ramos, Consuelo, 137  
 González Ruiz, José María, 294, 549, 574, 575, 732  
 Goytisoló, Juan, 48  
 Goytisoló, Luis, 283  
 Gracia, Jordi, 123, 124  
 Graham, Alexander, 399, 400, 401, 404, 408, 701  
 Gramsci, Antonio, 348, 741, 745  
 Guardia, María Asunción, 329, 410  
 Gudiol, Montserrat, 410  
 Guirado, Nieves, 356  
 Gutiérrez, Josefa, 1, 304, 325, 326, 337, 725

## H

Heras Pedrosa (de las), Carlos, 258  
 Heredia, Raquel, 309  
 Hernández Puértolas, Juan María, 323  
 Herrero y Rodríguez de Miñón, Miguel, 70, 73, 92, 647  
 Hite, Shere, 477  
 Hospital i Rhodes, Joaquín, 598  
 Huberman, Michael, 377, 379, 513

## I

Ibáñez Escofet, Manuel, 259, 323  
 Imbert, Gérard, 21, 22, 224, 225, 226, 227, 228, 245, 246,  
 249, 294, 298, 465, 468, 471, 693  
 Innocenti, Antonio, 181, 570  
 Izquierdo, Antonio, 266, 268, 745  
 Izquierdo, María, 76, 206

## J

J. Martín García, Óscar, 20  
 Jaime González, Pilar, 209, 550  
 Jaunait, Alexandre, 314  
 Jiménez Bemejo, María, 219

Jiménez Blanco, Antonio, 569, 570, 571  
Jiménez de Marga, Manuel, 47  
Jiménez Lozano, José, 659, 660  
Jubany, Narciso, 181, 475, 546, 547, 549, 563, 565, 574  
Julià, Santos, 8, 9  
Junquera, Amanda, 409

## K

Kent, Victoria, 138, 391, 431, 489, 490  
Koch Marita, 417  
Koch, Marita, 417  
Krieg, Alice, 552

## L

Lacruz Berdejo, José Luis, 177  
Lafitte, María, 142  
Laín Entralgo, Pedro, 47  
Lamas, Elisa, 346, 405, 497, 547, 551, 627, 628, 630, 657, 671  
Laplace, Jean, 396, 399, 400, 401, 404, 408  
Lara, Fernando, 264  
Larrondo Ureta, Ainara, 176, 460, 462, 483, 485, 488, 490  
Larumbe, María Ángeles, 21, 140, 155, 157, 183, 188, 198, 219, 349, 350, 493, 702  
Lasaga Medina, José, 51  
Lasuen Sancho, José Ramón, 279  
Laveron, Jorge, 416  
Lavilla, Landelino, 71, 527, 647, 650, 652  
Lazarsfeld, Paul, 222, 595  
Lertxundi, Roberto, 497  
Lieberman, Romain, 596, 597  
Llacer, Isabel, 205  
Lladó, José María, 324  
Llanos (de), José María, 47  
Llopart, Carmen, 212  
Llopis, Pilar, 207, 219  
Llorca, Carmen, 213  
López Aranguren, José Luis, 54, 283, 285, 576  
López García, Guillermo, 229  
López Gay, Pina (Josefina), 550, 560, 562, 670  
López Rodó, Laureano, 29, 89  
Lorca, Carmen, 153  
Luca de Tena y Brunet, Guillermo, 261  
Luca de Tena, Juan Ignacio, 261  
Luján, Néstor, 476, 477, 524, 621

## M

Macé-Scaron, Joseph, 595  
Madueño Álvarez, Miguel, 121, 126  
Maeztu (de), María, 137  
Maigret, Éric, 23, 558, 631  
Malthus, Thomas, 524  
Marcelino Camacho, 38, 41, 107, 204  
Marías, Julián, 280, 283, 285, 621, 622

Marín, Karmentxu, 1, 304, 325, 337, 338, 340, 419, 420, 445, 447, 469, 484, 489, 509, 521, 557, 625, 638, 659, 662, 663, 664, 668, 690, 725  
Maritain, Jacques, 285  
Márquez, Matilde P., 596, 597, 598  
Martí, Sacramento, 144, 160, 174, 219, 509, 683  
Martín de la Guardia, Ricardo, 1, 223, 291  
Martín de Pozuelo, Eduardo, 323  
Martín De Santa Olalla Saludes, Pablo, 20, 114, 180, 181  
Martín Gaité, Carmen, 48  
Martín Jiménez, Virginia, 239  
Martín Prieto, José Luis, 297, 343  
Martín Villa, Rodolfo, 70, 131, 649  
Martín, Carmen, 48, 207, 548  
Martín, Miguel, 323  
Martínez de Galinsoga, Luis, 277, 278  
Martínez Esteruelas, Cruz, 89  
Martínez Romero, Manoli, 305  
Martínez Somalo, Eduardo, 180  
Martínez Ten, Carmen, 207  
Marugán Pintos, Begoña, 383, 386  
Masip, Paulino, 277  
Masó, Ángeles, 323, 324, 329  
Massana, María Dolores, 329  
Mate, Reyes, 557, 619  
Mateos Sagasta, Práxedes, 276  
Mateos, Abdón, 7, 10  
Mateos, Aurora, 305  
Máximo (San Juan, Máximo), 76, 248, 412, 419, 423, 424  
Meilán, José Luis, 66  
Melià, Josep, 70  
Mendo, Carlos, 269, 279, 280, 281, 282, 283  
Menéndez del Valle, Emilio, 47  
Mercadé, Ana, 154, 219  
Mercé Varela, Andrés, 385  
Mercuri, Melina, 601  
Mesa, Roberto, 47  
Miguel (de), Jesús Manuel, 30  
Milá, Mercedes, 308  
Miles, Matthew B., 377, 513  
Miret Magdalena, Enrique, 189, 440, 549, 574  
Moix, Ana Maria, 350, 360, 362, 363, 364, 365, 390, 497  
Moix, Ana María, 350, 497  
Moix, Terenci, 285  
Moleón, José, 48  
Moliner, María, 389, 391  
Molinero, Carme, 20, 39, 40, 43, 107, 108  
Monedero, Carlos, 108, 124, 125  
Montanelli, Indro, 285  
Monteagudo, Isabel, 356  
Montero Corominas, Justa, 690  
Montero, Antonio, 569, 570  
Montero, José Ramón, 72, 90, 91  
Montero, Rosa, 1, 19, 304, 316, 325, 326, 334, 337, 340, 341, 342, 343, 344, 350, 353, 354, 355, 357, 368, 370, 372, 484, 550, 690, 725, 742  
Montseny, Federica, 160, 212, 432, 452

Mora, Juan, 382, 383, 387  
Morales, María Luz, 277  
Morán, Gregorio, 36, 69, 84  
Moreno Sardà, Amparo, 306, 315  
Morodo, Raúl, 47  
Moscoso, Javier, 530, 573  
Mouchon, Jean, 580  
Moya, Arturo, 70  
Música, Enrique, 35, 50, 76, 123, 268  
Muhlmann, Géraldine, 551, 672  
Mulvey, Laura, 410  
Muñoz Bolaños, Roberto, 120  
Muñoz, Juan, 48  
Muñoz, María Ángeles, 166, 321, 360, 444, 500, 501, 515, 673, 692, 714  
Muntañola, Joaquín, 248, 278, 396, 409, 412, 413, 424

## N

Nadal, Carlos, 323  
Narvi6n, Pilar, 305, 308  
Nasare, Eugenio, 47, 177, 180, 241  
Nasarre, Eugenio, 47, 177, 180, 241  
Navajo, Ymelda, 446, 447  
Navarro, Julia, 66, 68, 75, 79, 118, 311  
Negr6 Acedo, Luis, 250  
Nelken, Margarita, 138  
Neveu, Érik, 23, 222, 311, 313, 461, 585, 595, 620, 624, 636  
Noëlle-Neumann, Elisabeth, 245  
Nogué, Anna, 21, 71, 85, 277, 284, 286, 291  
Novais, José Antonio, 311  
Noy, Francesc, 323  
Núñez Seixas, Xosé Manoel, 566

## O

Olarte, Lorenzo, 66  
Oli (Oliván Turrau, Enrique), 398, 399, 412  
Olmo, Susana, 309  
Oneto, José, 311  
Oranich, Magda, 172, 173, 274, 350, 353, 357, 358, 370, 373  
Oriol, Ana María, 212  
Ortega Spottorno, José, 269, 279, 280, 281, 283  
Otero, Julia, 308

## P

Pablo (de), Carmen, 219  
Pala, Giaime, 83, 87  
Palau, Alexandra, 1, 100  
Palmero, Fernando, 53  
Papell, Antonio, 630, 667, 671  
Pardo Bazán, Emilia, 136, 137  
Pardo, Rosa, 147, 160  
Peces-Barba, Gregorio, 110, 570  
Pedrós Martí, Ramón, 566  
Pelayo, María Dolores, 154, 174, 175, 212, 573, 653  
Pelaz López, José-Vidal, 239

Pellistrandí, Benoît, 92  
Pellistrandí, Jérôme, 20, 117  
Peña (de la), Eurico, 66  
Peña, Manuel, 177  
Pérec, Georges, 678, 679  
Pereda, Rosa María, 325, 334, 418  
Pérez Crespo, Pedro, 66  
Pérez del Campo Noriega, Ana María, 143, 160, 174, 175, 497, 498  
Pérez Serrano, Julio, 8, 9  
Pérez Serrano, Mabel, 143, 154, 175, 219  
Pérez-Embid, Florentino, 265  
Peri Rossi, Cristina, 350, 352, 390  
Perich (Perich Escala, Jaume), 248, 285  
Peridis (Pérez González, José María), 248, 280, 571, 572, 573, 650, 651, 652, 653, 754  
Permanyer, Lluís, 330, 366, 434, 492, 630  
Pernau, Josep, 444  
Pessarrodona, Marta, 497  
Petithomme, Mathieu, 99  
Pi y Margall, Francisco, 136  
Piñar, Blas, 93, 94, 109, 121, 126, 190  
Pineda, Empar, 146, 497, 548, 550, 561, 562  
Pintassilgo, María Lurdes, 415  
Pintassilgo, María Lurdes, 415  
Pintó, Mercedes, 205  
Piquer, Jordi, 323, 531  
Pla, Josep, 14, 277  
Polanco, Jesús, 280, 281, 282, 284, 293, 301, 579  
Pompeia, Nuria, 154, 346  
Popescu, Valentín, 492  
Porcel, Baltasar, 453  
Porcioles (de), Josep María, 444  
Posada, Rosa, 219, 385, 386  
Prada (de), José María, 582, 583  
Prades, Joaquina, 325, 334, 604, 605, 606, 607, 612, 648, 649, 657, 658, 662, 663, 664, 665, 668, 671, 681, 690  
Preciado, Nativel, 309  
Primo de Rivera, José Antonio, 93, 255  
Primo de Rivera, Pilar, 140, 154  
Pujol, Félix, 427, 428, 429, 473, 597  
Pujol, Jordi, 98, 100, 123, 290, 444, 521, 566, 726, 727

## Q

Quaggio, Giulia, 218  
Quesada, Heriberto, 675  
Quintà, Alfons, 487, 492, 522, 524, 613  
Quirosa-Cheyrouze y Muñoz, Rafael, 7, 56

## R

Ragué Arias, María-José, 390  
Ramírez, Pedro José, 268  
Ramón Montero, José, 72, 90, 91  
Ramoneda, Josep, 323  
Redero San Román, Manuel, 20, 77, 245, 630  
Reina, Víctor, 329, 346, 545, 613, 640, 641



Renaudet, Isabelle, 21, 46, 47, 49, 57, 109, 233, 236, 263, 264  
Revilla, María Teresa, 172, 174  
Revillard, Anne, 314  
Rey, Bárbara, 421  
Ribera (de), Delia, 219  
Ribó, Nuria, 308  
Richer, León, 134, 135  
Ringoot, Roselyne, 589  
Rivière, Margarita, 317  
Rodoreda, Mercé, 390, 414  
Rodríguez Jiménez, José Luis, 77, 93, 94, 95  
Rodríguez Valcárcel, Alejandro, 63  
Rodríguez, Carmen, 145  
Rodríguez, Rosi, 1, 304, 337, 338, 339, 355, 725  
Roig, Montserrat, 48, 240, 422, 429  
Romero, Emilio, 249, 254, 256, 257  
Roney, Carmen, 593  
Ruano, Enrique, 53, 54  
Ruellan, Denis, 589  
Ruiz Giménez, Joaquín, 47  
Ruiz Jiménez, Antonia María, 200, 201, 202

## S

Saavedra, Paloma, 153  
Sáenz Guerrero, Horacio, 249, 252, 278, 279, 285, 286, 287, 288, 290, 291, 294, 296, 297, 323, 324, 398, 419, 543, 633  
Sáenz-Díez, Margarita, 1, 304, 323, 324, 332, 333, 337, 365, 393, 690, 725  
Saitta, Eugénie, 310, 312, 315  
Salas, Mary, 156, 159, 160, 165, 174, 219  
Salvat, Juan, 297  
Samitier, Encarna, 316, 745  
San José, Begoña, 174, 203, 204, 205  
Sanahuja, María Encarna, 350  
Sánchez de León, Enrique, 66  
Sánchez Ferlosio, Rafael, 50, 582, 583  
Sánchez Harguindey, Ángel, 1, 304, 313, 337, 339, 342, 343, 725  
Sánchez Ortiz, Modesto, 277  
Sánchez-Albornoz, Claudio, 489, 496  
Santa Eulalia, Mary G., 305, 306, 308  
Sants Oliver (dels), Miquel, 277  
Sarmiento, Carmen, 153, 316  
Saserra, Juan P., 411  
Sau, Victoria, 143, 350, 353, 357, 359, 370, 371  
Savater, Fernando, 283  
Schwarzer, Alice, 492  
Scott, Joan, 7, 10, 11, 151  
Seco, Manuel, 391  
Semir (de), Vladimir, 1, 19, 304, 323, 333, 334, 393, 405, 456, 690, 725  
Sender, Rosalía, 205  
Sendón de León, Victoria, 149, 150, 153, 395  
Senillosa (de), Antonio, 186, 279, 285, 346, 482, 483, 605  
Sentís, Carlos, 291, 496, 557

Sepúlveda, Francisco Luis, 429  
Serna (de la), Jesús, 231, 262  
Serrano Súñer, Ramón, 277  
Serrano, Mercedes, 219  
Silva Muñoz, Federico, 89, 90, 91  
Simó, Trinitat, 154, 487, 494  
Solé Turá, Jordi, 87, 187  
Sotelo, Ignacio, 47  
Soto, Helga, 421  
Spiegel, Olga, 330, 331  
Stein, Gertrude, 390  
Suárez, Adolfo, 8, 17, 18, 63, 65, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 80, 83, 84, 85, 91, 92, 96, 97, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 117, 119, 123, 124, 129, 131, 159, 178, 181, 182, 197, 212, 228, 229, 234, 235, 236, 238, 239, 256, 257, 268, 284, 291, 292, 298, 302, 320, 351, 385, 386, 417, 421, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 506, 508, 527, 647, 649, 650, 674, 683, 684, 686, 694, 727, 728, 733, 737, 746  
Subirats, María, 497

## T

Taboada, Leonor, 185, 480  
Tamanes, Ramón, 50, 51, 280  
Tàpies, Antoni, 285  
Tarradellas, Josep, 96, 97, 365, 438, 521, 522, 523, 525, 599, 686  
Telo, María, 143, 164, 175  
Temiño, Ángel, 182  
Tezanos, José Félix, 81  
Thatcher, Margaret, 394, 426, 429  
Thébaud, Françoise, 6  
Thomas de Carranza, Enrique, 89  
Tierno Galván, Enrique, 54, 80, 191  
Toboso, Pilar, 5, 9, 494, 690  
Tocino, Isabel, 213  
Torre (de la) Elena, 160, 219  
Torres, Maruja, 283, 325  
Tuchman, Gaye, 314, 558  
Tussel, Javier, 47, 48

## U

Umbral, Francisco (Pérez Martínez, Francisco), 48, 283, 285, 412, 417, 419, 420, 421, 422, 423, 429, 435, 474, 479, 480, 481, 482, 483, 485, 625, 626  
Urbano, Pilar, 309, 311

## V

Valcárcel, Darío, 63, 255, 269, 279, 280, 281, 282, 283, 745  
Valenzuela, Javier, 579  
Valera Ordaz, Lidia, 229  
Vandellós, Josep A., 524  
Vázquez Montalbán, Manuel, 240, 264, 440  
Vázquez Ocaña, Fernando, 277  
Verdejo, Carmina, 323  
Verdú, Vicente, 283

Verge Mestre, Tània, 21, 216  
Vía, José María, 475, 476, 620  
Vidal, Joaquín, 416, 418  
Vilar, Esther, 213  
Vilar, Sergio, 496  
Vilariño, Nona Inés, 212  
Voltas, Dolores, 626, 628, 629

**W**

Whelehan, Imelda, 339

Wilhelmi, Gonzalo, 507

**Y**

Ysàs, Pere, 40, 102, 108

**Z**

Zugasti Azagra, Ricardo, 229

# BIBLIOGRAPHIE

*Dans le but de mettre en exergue l'évolution politique, sociale et législative espagnole, les sources primaires ont été classées par ordre chronologique.*

*À l'inverse, les sources secondaires, qui ne sont pas des documents historiques, ont été classées par ordre alphabétique, l'objectif étant de retrouver plus aisément chaque référence.*

## SOURCES PRIMAIRES

### Articles de presse

Les 1953 numéros d'*El País* publiés entre le 3 juillet 1976 et le 29 octobre 1982.

Les 1948 numéros de *La Vanguardia* publiés entre le 3 juillet 1976 et le 29 octobre 1982.

La supresión de la cuartilla. *ABC*. 27 mai 1952.

GASCO CONTELL Emilio. El amor, las mujeres y Schopenhauer. *ABC*. 13 décembre 1966.

La protesta no es siempre moralmente condenable. *Madrid*. 30 janvier 1967.

*Ley 62/1969, de 22 de julio, por la que se provee lo concierne a la sucesión en la Jefatura del Estado* [en ligne]. BOE n° 175, 23 juillet 1969. Disponible sur : « <https://www.boe.es/boe/dias/1969/07/23/pdfs/A11607-11608.pdf> » (consulté le 28 avril 2020).

Más sobre el desarrollo económico y político. *Ya*. 18 novembre 1969.

P. PIETRONI. ¿Sí o no a la mujer sacerdote? *Blanco y Negro*. 13 novembre 1971.

SANTA EULALIA Mary G. Auge del periodismo femenino español. *La Hoja del lunes*. 16 juillet 1973.

Don Carlos Arias Navarro, Presidente de Gobierno. *La Vanguardia*, 30 décembre 1973, p. 5.

AUMENTE José ¿Estamos preparados para el cambio? *Triunfo*. 26 avril 1975, n° 656.

HALIMI Gisèle. L'Europe et le garrot. *Le Monde*. 28 août 1975.

Al empezar un reinado. *ABC*. 23 novembre 1975.

Al servicio del pueblo. *La Vanguardia*. 23 novembre 1975.

WIRTH Rafael. Miembros de la oposición ilegal y un representante de las Cortes dialogan en el Consejo de Europa. *La Vanguardia*. 16 décembre 1975.

Juan Luis Cebrián, director de El País. *Informaciones*. 17 décembre 1975.

Dimita por favor. *Cambio 16*, 8-14 mars 1976, n° 222.

Éditorial Un proceso de clarificación. *La Vanguardia*. 18 avril 1976.

Segunda edición. *Cambio 16*, 3-9 mai 1976, n° 230.

BALAGUER Soledad. A finales de este mes se celebrarán “las Jornades Catalanes de la Dona”. *La Vanguardia*. 6 mai 1976.

El domingo se clausuraron las « Jornades catalanes de la dona ». *La Vanguardia*. 1 juin 1976.

BALAGUER Soledad. Una experiencia apasionante. *El País*. 6 juin 1976.

La tortura, materia reservada. *Triunfo*. 12 juin 1976, n° 698.

BALAGUER Soledad. Sahara: Las mujeres luchan por su libertad. *Vindicación Feminista*. Juillet 1976, n° 1.

Una medida acertada. *El País*. 2 juillet 1976.

Materias reservadas. *ABC*. 28 août 1976.

Desatino y Marcelino. *Cuadernos para el Diálogo*. 6 septembre 1976, n° 248.

Las tres limitaciones. *La Vanguardia*. 7 septembre 1976.

MOIX Ana Maria. Nena no t’enfilis. *Vindicación Feminista*. Octubre 1976, n° 4.

BALAGUER Soledad. Publicidad: el machismo a flor de piel. *Vindicación Feminista*. Octubre 1976, n° 5.

Personalidades del gobierno colonial, implicadas en el golpe de estado contra Macías. *ABC*. 21 octubre 1976.

Mil españoles afirman haber ayudado a un aborto. *Diario 16*. 26 octubre 1979.

MOIX Ana Maria. Nena no t’enfilis. *Vindicación Feminista*. Novembre 1976, n° 5.

BALAGUER Soledad. Contracepción a la española: todas somos delincuentes. *Vindicación Feminista*. Janvier 1977, n° 7.

MOIX Ana Maria. Nena no t’enfilis. *Vindicación Feminista*. Décembre 1976, n° 6.

PESSARRODONA Marta. Leyes machistas contra María Ángeles Muñoz. *Vindicación Feminista*. Janvier 1977, n° 7.

Anoche se saludaron en Barcelona. Carrillo y Carmen Díez de Rivera se piropearon. *Diario 16*. 20 janvier 1977.

MOIX Ana Maria. Nena no t’enfilis. *Vindicación Feminista*. Janvier 1977, n° 7.

Por la unidad de todos. *ABC*. 29 janvier 1977.

VÁZQUEZ MONTALBÁN Manuel. RTVE en Barcelona: Entre el colonialismo y la inquisición. *Triunfo*. 29 janvier 1977, n° 731.

Cebrián el secuestrador. *Diario 16*. 9 février 1977.

GALLEGO-DÍAZ Soledad. Elecciones: ¿Nos van a engañar a todos? *Vindicación Feminista*. Février 1977, n° 8.

BALAGUER Soledad. Mujeres separadas, vidas deshechas. *Vindicación Feminista*. Février 1977, n° 8.

Los anticonceptivos. *El País Semanal*. 20 février 1977.

BALAGUER Soledad, Colita. El alcoholismo femenino, la enfermedad de la frustración. *Vindicación Feminista*. Mars 1977, n° 9.

FAJARDO Alicia. El aborto en Italia ya no es delito. *Vindicación Feminista*. Mars 1977, n° 9.

MOIX Ana Maria. Nena no t’enfilis. *Vindicación Feminista*. Mars 1977, n° 9.

Feministas detenidas en Barcelona. *Diario 16*. 10 mars 1977.

*Emancipació*. Mars 1977, n° 1 [en ligne]. Archivo de la Transición: Hemeroteca mujeres. Disponible sur : « <https://s3.eu-west-3.amazonaws.com/webpte/Hemeroteca/Emancipacio+1.pdf> » (consulté le 25 août 2021).

Libertad de expresión. *ABC*. 2 avril 1977.

Las mártires de Cotton. *Vindicación Feminista*. Avril 1977, n° 10.

Nos comunican que... *Vindicación Feminista*. Avril 1977, n° 10.

MOIX Ana Maria. Nena no t'enfilis. *Vindicación Feminista*. Mai 1977, n° 11.

FAJARDO Alicia, SAU Victoria. Las mujeres sabias asustan a los hombres. *Vindicación Feminista*. Juillet 1977.

MOIX Ana Maria. Nena no t'enfilis. *Vindicación Feminista*. Juillet 1977, n° 13.

Éditorial Matar o morir de aborto. *Vindicación Feminista*. Août 1977, n° 14.

Los límites de la amnistía. *Triunfo*. 7 août 1977, n° 706.

FALCÓN Lidia. ¿Personas o carne de represión? *Vindicación Feminista*. Septembre 1977, n° 15.

MONTERO Rosa. Carmen Díez de Rivera: "Nunca vi claro el centro". *El País Semanal*. Octubre 1977, n° 25.

FAJARDO Alicia. Monstruosa nube... Los envenedadores de Seveso. *Vindicación Feminista*. Novembre 1977, n° 17.

PESSARRODONA Marta. Radclyffe Hall: una mujer que amó a las mujeres. *Vindicación Feminista*. Novembre 1977, n° 17.

MOIX Ana Maria. Nena no t'enfilis. *Vindicación Feminista*. Novembre 1977, n° 7.

Encierro feminista en la basílica de San Miguel. *ABC*. 9 décembre 1977.

ORANICH Magda. Cuestiones de urgencia: anticonceptivos, divorcio, adulterio, amancebamiento. *Vindicación Feminista*. Janvier 1978, n° 19.

TABOADA Leonor. La práctica del self-help. *Vindicación Feminista*. Février 1978, n° 20.

TABOADA Leonor. La práctica del self-help. *Vindicación Feminista*. Mars 1978, n° 21.

En memoria de las 129 víctimas de Cotton. Feminismo: Ni una mujer más debe morir. *Vindicación Feminista*. Mars 1978, n° 21.

8 de Marzo, día internacional de la Mujer. *Gaceta Feminista* [en ligne]. *Archivo de la Transición: Hemeroteca mujeres*. Mars 1978, n° 1. Disponible sur : « <https://s3.eu-west-3.amazonaws.com/webppte/Hemeroteca/Gaceta+Feminista/Gaceta+Feminista+1.pdf> » (consulté le 26 août 2021).

NAVAJO Ymelda. Timadas por un día. *Triunfo*. 18 mars 1978, n° 790.

ORANICH Magda. La Constitución: piedra de toque. *Vindicación Feminista*. Avril 1978, n° 22. La pornografía y el sexo en la hoguera. *Vindicación Feminista*. Avril 1978, n° 22.

SAU Victoria. Tristes tópicos. *Vindicación Feminista*. Avril 1978, n° 22.

SAU Victoria. Tristes tópicos. *Vindicación Feminista*. Mai 1978, n° 23.

MOIX Ana Maria. Nena no t'enfilis. *Vindicación Feminista*. Juin 1978, n° 24.

Prensa y democracia/1. *Diario 16*. 18 septembre 1978.

Encuesta sobre la conducta sexual femenina. *Vindicación Feminista*. Juin 1979, n° 28.

PESSARRODONA Marta. Las mujeres, la literatura y el sexo. *Vindicación Feminista*. Juillet 1979, n° 29.

Constituida la Unión Sindical de Policías. *Diario 16*. 6 juillet 1979.

BALAGUER Soledad. Juan Pablo II, una futura excomulgada te saluda. *Vindicación Feminista*. Décembre 1979, n° 29.

ALBERDI Cristina. Divorcio: derecho comparado. *Vindicación Feminista*. Décembre 1979, n° 29.

Éditorial En defensa de la Constitución. *Diario 16*. 24 février 1981.

Éditorial Respeto a la Constitución y calma nacional. *ABC*. 24 février 1981.  
PALOMINO Ángel. Tejero. *El Alcázar*. 26 février 1981.  
A la Conferencia episcopal española. *ABC*. 24 mai 1981.  
EDIS. Abortar: un desafío a la España tradicional. *Vindicación Feminista*. Édition spéciale de 1982.  
Reconocimiento oficial del Día de la Mujer Trabajadora. *ABC*. 9 mars 1982.  
GOICOECHEA Maite. Abortos a domicilio; indefensas ante la carnicería. *Vindicación Feminista*. 1982, n° 30 (numéro spécial).  
Presentación de La Vanguardia / Mujer. *La Vanguardia*. 28 mars 1984.

## Textes officiels édités par l'État

*Real Decreto de 24 de julio de 1889 por el que se publica el Código Civil* [en ligne]. Gaceta de Madrid n° 206, 25 juillet 1889. Disponible sur : « [https://www.boe.es/eli/es/rd/1889/07/24/\(1\)/con](https://www.boe.es/eli/es/rd/1889/07/24/(1)/con) » (consulté le 21 octobre 2020).

*Ley de 8 de enero de 1907* [en ligne]. Gaceta de Madrid n° 10, 10 janvier 1907. Disponible sur : « <https://www.boe.es/datos/pdfs/BOE/1907/010/A00114-00114.pdf> » (consulté le 5 mai 2020).

*Decreto real del 21 de agosto* [en ligne]. Gaceta de Madrid n° 235, 23 août 1923. Disponible sur : « <https://www.boe.es/datos/pdfs/BOE/1923/235/A00811-00813.pdf> » (consulté le 5 mai 2020).

*Constitución de la República Española* [en ligne]. 9 décembre 1931. Disponible sur : « [http://www.congreso.es/docu/constituciones/1931/1931\\_cd.pdf](http://www.congreso.es/docu/constituciones/1931/1931_cd.pdf) » (consulté le 5 mai 2020).

*Ley del divorcio* [en ligne]. Gaceta de Madrid n° 7, 11 mars 1932. Disponible sur : « <https://www.boe.es/datos/pdfs/BOE/1932/072/A01794-01799.pdf> » (consulté le 5 mai 2020).

*Decreto declarando deber nacional de todas las mujeres españolas, comprendidas en edad de 17 a 35 años, la prestación del « Servicio Social »* [en ligne]. BOE n° 356, 11 octobre 1937. Disponible sur : « <https://www.boe.es/gazeta/dias/1937/10/11/pdfs/BOE-1937-356.pdf> » (consulté le 26 juin 2020).

*Fuero del Trabajo* [en ligne]. Boletín oficial el Estado n° 505, 10 mars 1938. Disponible sur : « <https://www.boe.es/datos/pdfs/BOE/1938/505/A06178-06181.pdf> » (consulté le 6 mai 2020).

*Ley derogando la Ley de matrimonio civil de 28 de junio de 1932 y las disposiciones dictadas para su aplicación* [en ligne]. BOE n° 516, 21 mars 1938, p. 6 353. Disponible sur : « <https://www.boe.es/gazeta/dias/1938/03/21/pdfs/BOE-1938-516.pdf> » (consulté le 21 octobre 2020).

*Ley de prensa del 23 de abril de 1938* [en ligne]. BOE n° 549, 23 avril 1938. Disponible sur : « <https://www.boe.es/gazeta/dias/1938/04/23/pdfs/BOE-1938-549.pdf> » (consulté le 20 mai 2020).

*Ley de 9 de febrero de 1939 de Responsabilidades Públicas* [en ligne]. BOE n° 44, 13 février 1939. Disponible sur : « <https://www.boe.es/datos/pdfs/BOE/1939/044/A00824-00847.pdf> » (consulté le 20 mai 2020).

*Ley de 23 de septiembre relativa al divorcio* [en ligne]. BOE n° 278, 5 octobre 1939. Disponible sur : « <https://www.boe.es/gazeta/dias/1939/10/05/pdfs/BOE-1939-278.pdf> » (consulté le 21 octobre 2020).

*Ley del 26 de enero de 1940 sobre Unidad sindical* [en ligne]. BOE n° 31, 31 janvier 1940. Disponible sur : « <https://www.boe.es/datos/pdfs/BOE//1940/031/A00772-00773.pdf> » (consulté le 6 juin 2020).

*Ley de 13 de junio de 1940 por la que se dispone pasen al Patrimonio de la Delegación Nacional de Prensa y Propaganda de F. E. T. y de las J. O. N. S., con facultades de libre disposición, las máquinas y demás material de talleres de imprenta o editoriales incautadas por el Ministerio de la Gobernación y su Dirección General de Prensa* [en ligne]. BOE n° 206, 24 juillet 1940. Disponible sur : « <https://www.boe.es/gazeta/dias/1940/07/24/pdfs/BOE-1940-206.pdf> » (consulté le 27 août 2020).

*Decreto de 22 de febrero de 1941 por el que se mejora el Régimen de Subsidios Familiares y se crea el Régimen de Préstamos a la Nupcialidad y premios a las Familias Numerosas* [en ligne]. BOE n° 66, 7 mars 1941. Disponible sur : « <https://www.boe.es/gazeta/dias/1941/03/07/pdfs/BOE-1941-66.pdf> » (consulté le 19 juillet 2020).

*Decreto de 23 de diciembre de 1944 por el que se aprueba y promulga el « Código Penal, texto refundido de 1944 », según la autorización otorgada por la Ley de 19 de julio de 1944* [en ligne]. BOE n° 13, 13 janvier 1945. Disponible sur : « <https://www.boe.es/gazeta/dias/1945/01/13/pdfs/BOE-1945-13.pdf> » (consulté le 21 octobre 2020).

*Decreto de 18 de agosto de 1947 por el que se crean los Jurados de Empresa* [en ligne]. BOE n° 282, 9 octobre 1947. Disponible sur : « <https://www.boe.es/datos/pdfs/BOE//1947/282/A05568-05569.pdf> » (consulté le 20 juillet 2020).

*Concordato entre la Santa Sede y España* [en ligne]. 27 octobre 1953. Disponible sur : « [https://www.vatican.va/roman\\_curia/secretariat\\_state/archivio/documents/rc\\_seg-st\\_19530827\\_concordato-spagna\\_sp.html](https://www.vatican.va/roman_curia/secretariat_state/archivio/documents/rc_seg-st_19530827_concordato-spagna_sp.html) » (consulté le 24 avril 2022).

*Decretos de 6 de diciembre de 1957 por los que se autoriza al Ministro de Información y Turismo para efectuar las adquisiciones que se determinan* [en ligne]. BOE n° 311, 13 décembre 1957. Disponible sur : « <https://www.boe.es/gazeta/dias/1957/10/29/pdfs/BOE-1957-272.pdf> » (consulté le 25 août 2020).

*Ley de 24 de abril sobre convenios colectivos sindicales* [en ligne]. BOE n° 99, 25 avril 1958. Disponible sur : « <https://www.boe.es/datos/pdfs/BOE//1958/099/A00739-00740.pdf> » (consulté le 20 juillet 2020).

*Ley de 24 de abril de 1958 por la que se modifican determinados artículos del Código civil* [en ligne]. BOE n° 99, 25 avril 1958. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1958-6677> » (consulté le 22 octobre 2020).

*Decreto 691/1963 de 28 de marzo* [en ligne]. BOE n° 84, 8 avril 1963. Disponible sur : « [https://www.boe.es/diario\\_boe/txt.php?id=BOE-A-1963-7722](https://www.boe.es/diario_boe/txt.php?id=BOE-A-1963-7722) » (consulté le 23 octobre 2020).

*Ley 191/1964, de 24 de diciembre, de Asociaciones* [en ligne]. BOE n° 311, 28 décembre 1964. Disponible sur : « <https://www.boe.es/boe/dias/1964/12/28/pdfs/A17334-17336.pdf> » (consulté le 25 juin 2020).

*Ley de prensa e imprenta* [en ligne]. BOE n° 67, 19 mars 1966. Disponible sur : « <https://www.boe.es/eli/es/l/1966/03/18/14/con/19660319> » (consulté le 21 mai 2020).

*Ley 3/1967 de 8 de abril, sobre modificación de determinados artículos del Código Penal y de la Ley de Enjuiciamiento Criminal* [en ligne]. BOE n° 86, 11 avril 1967. Disponible sur : « [https://www.boe.es/biblioteca\\_juridica/anuarios\\_derecho/articulo.php?id=ANU-P-1967-30063900675](https://www.boe.es/biblioteca_juridica/anuarios_derecho/articulo.php?id=ANU-P-1967-30063900675) » (consulté le 25 juin 2020).

*Ley 9/1968 de 5 de abril sobre secretos oficiales* [en ligne]. BOE n° 84, 6 avril 1968. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/act.php?id=BOE-A-1968-444> » (consulté le 15 octobre 2020).

*Ley 16/1970, de 4 de agosto, sobre Peligrosidad y Rehabilitación Social* [en ligne]. BOE n° 198, 6 août 1970. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1970-854> » (consulté le 23 octobre 2020).

*Decreto-ley 4/1975, de 25 de abril, por el que se declara el estado de excepción en las provincias de Guipúzcoa y Vizcaya* [en ligne]. BOE n° 100, 26 avril 1967. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1975-8741> » (consulté le 23 juillet 2020).

El recurso de siempre. *La Vanguardia*. 18 janvier 1969, p. 3. *Orden por la que se aprueba la nueva redacción del Reglamento del Jurado de Ética Profesional Periodística y del Jurado de apelación* [en ligne]. BOE n° 87, 11 avril 1969. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1969-425> » (consulté le 6 août 2020).

Ley 14/1975, de 2 de mayo, sobre reforma de determinados artículos del Código Civil y del Código de Comercio sobre la situación jurídica de la mujer casada y los derechos y deberes de los cónyuges [en ligne]. BOE n° 107, 5 mai 1975. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1975-9245> » (consulté le 23 octobre 2020).

*Decreto-ley 10/1975 de 26 de agosto sobre prevención del terrorismo* [en ligne]. BOE n° 205, 27 août 1975. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1975-18072> » (consulté le 15 octobre 2020).

*Decreto 2940/1975, de 25 de noviembre, por el que se concede indulto general con motivo de la proclamación de Su Majestad don Juan Carlos de Borbón como Rey de España* [en ligne]. BOE n° 284, 26 novembre 1975. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1975-24188> » (consulté le 10 avril 2020).



*Ley 21/1976, de 14 de junio, sobre el derecho de asociación política* [en ligne]. BOE n° 144, 16 juin 1976. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1976-11502> » (consulté le 21 avril 2020).

*Real Decreto Ley 10/1976, de 30 de julio, sobre amnistía* [en ligne]. BOE n° 186, 4 août 1976. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1976-14963> » (consulté le 6 avril 2020).

*Orden de 19 de julio de 1976 por la que se nombra Director del Gabinete del Presidente del Gobierno a doña Carmen Díez de Rivera Icaza* [en ligne]. BOE n° 173, 20 juillet 1976. Disponible sur : « [https://www.boe.es/diario\\_boe/txt.php?id=BOE-A-1976-768](https://www.boe.es/diario_boe/txt.php?id=BOE-A-1976-768) » (consulté le 14 août 2021).

*Ley 1/1977, de 4 de enero, para la Reforma Política* [en ligne]. BOE n° 4, 5 janvier 1977. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1977-165> » (consulté le 20 avril 2020).

*Real Decreto-Ley 12/1977, de 8 de febrero, sobre el derecho de asociación política* [en ligne]. BOE n° 35, 10 février 1977. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1977-3663> » (consulté le 21 avril 2020).

*Real Decreto-ley 23/1977, de 1 de abril, sobre reestructuración de los órganos dependientes del Consejo Nacional y nuevo régimen jurídico de las Asociaciones, funcionarios y patrimonio del Movimiento* [en ligne]. BOE n° 83, 7 avril 1977. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1977-8855> » (consulté le 28 août 2020).

*Real Decreto-ley 24/1977, de 1 de abril, sobre libertad de expresión* [en ligne]. BOE n° 87, 12 avril 1977. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1977-9008> » (consulté le 23 août 2020).

*Real Decreto 708/1977, de 15 de abril, por el que se da cumplimiento a la disposición final primera del Real Decreto 596/1977, de 1 de abril, y se da estructura orgánica al Organismo autónomo Medios de Comunicación Social del Estado* [en ligne]. BOE n° 95, 27 avril 1977. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1977-9827> » (consulté le 3 septembre 2020).

*Juntas electorales provinciales* [en ligne]. BOE n° 113, 12 mai 1977. Disponible sur : « <https://www.boe.es/boe/dias/1977/05/12/pdfs/A10467-10526.pdf> » (consulté le 20 juillet 2022).

Ministerio del Interior. *Info electoral* [en ligne]. Disponible sur : « <https://infoelectoral.interior.gob.es/opencms/es/elecciones-celebradas/resultados-electorales/> » (consulté le 25 avril 2020).

Congreso de los diputados. *Elecciones Generales de 15 de junio de 1977* [en ligne]. Disponible sur : « <https://app.congreso.es/consti/elecciones/generales/resultados.jsp?fecha=15/06/1977> » (consulté le 15 avril 2020).

*Real Decreto 2258/1977, de 27 de agosto, sobre estructura orgánica y funciones del Ministerio de Cultura* [en ligne]. BOE n° 209, 1 septembre 1977. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1977-21144> » (consulté le 15 août 2021).

*Real Decreto-ley 41/1977, de 29 de septiembre, sobre restablecimiento provisional de la Generalidad de Cataluña* [en ligne]. BOE n° 238, 5 octobre 1977. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1977-24354> » (consulté le 3 avril 2020).

*Los Pactos de la Moncloa: texto completo del acuerdo económico y del acuerdo político: Madrid, 8-27 octubre 1977* [en ligne]. Madrid : ministerio de la Presidencia, 2012, 39 p. Disponible sur : « <https://cpage.mpr.gov.es/producto/los-pactos-de-la-moncloa/> » (consulté le 23 avril 2022).

*Real Decreto 2664/1977, de 6 de octubre, sobre libertad de información general por las emisoras de radiodifusión* [en ligne]. BOE n° 255, 25 octobre 1977. Disponible sur : « [https://www.boe.es/diario\\_boe/txt.php?id=BOE-A-1977-25582](https://www.boe.es/diario_boe/txt.php?id=BOE-A-1977-25582) » (consulté le 2 septembre 2020).

*Real-decreto 46/1977, de 15 de octubre, de amnistía* [en ligne]. BOE n° 248, 17 octobre 1977. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/act.php?id=BOE-A-1977-24937> » (consulté le 15 avril 2020).

*Ley 22/1978, de 26 de mayo, sobre despenalización del adulterio y del amancebamiento* [en ligne]. BOE n° 128, 30 mai 1978. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1978-13822> » (consulté le 26 octobre 2020).

*Real Decreto 2275/1978, de 1 de septiembre, sobre establecimiento de servicios de orientación familiar* [en ligne]. BOE n° 229, 25 septembre 1978. Disponible sur : « [https://www.boe.es/diario\\_boe/txt.php?id=BOE-A-1978-24414](https://www.boe.es/diario_boe/txt.php?id=BOE-A-1978-24414) » (consulté le 15 novembre 2020).

*Ley 48/1978, de 7 de octubre, por la que se modifica la Ley de 5 de abril de 1968, sobre Secretos Oficiales* [en ligne]. BOE n° 243, 11 octobre 1978. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1978-25567> » (consulté le 1 septembre 2020).

*Ley 45/1978, de 7 de octubre, por la que se modifican los artículos 416 y 343 bis del Código Penal* [en ligne]. BOE n° 243, 11 octobre 1978. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1978-25564> » (consulté le 10 novembre 2020).

*Real Decreto 3033/1978, de 15 de diciembre, por el que se desarrolla la Ley 45/1978, de 7 de octubre, por la que se modifican los artículos 416 y 343 bis del Código Penal* [en ligne]. BOE n° 307, 25 décembre 1978. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1978-31079> » (consulté le 20 mai 2022).

*Constitución española* [en ligne]. BOE n° 311, 29 décembre 1978. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/act.php?id=BOE-A-1978-31229> » (consulté le 25 avril 2020).

*Ley 7/1978, de 26 de diciembre, de modificación de la Ley de Peligrosidad y Rehabilitación Social y de su Reglamento* [en ligne]. BOE n° 10, 11 janvier 1979. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1979-700> » (consulté le 27 octobre 2020).

*Real Decreto 1434/1979, de 16 de junio, sobre régimen del personal del Organismo autónomo Medios de Comunicación Social del Estado en los supuestos de reestructuración o suspensión*

*de los periódicos adscritos al mismo* [en ligne]. BOE n° 145, 18 juin 1979. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1979-14376> » (consulté le 3 septembre 2020).

*Instrucción civil sobre el divorcio* [en ligne]. Conclusions de la 32<sup>e</sup> assemblée plénière de la Commission épiscopale espagnole, 23 novembre 1979. Disponible sur : « [https://www.conferenciaepiscopal.nom.es/archivodoc/jsp/system/win\\_main.jsp](https://www.conferenciaepiscopal.nom.es/archivodoc/jsp/system/win_main.jsp) » (consulté le 21 avril 2020).

*Instrumento de Ratificación del Acuerdo entre el Estado español y la Santa Sede sobre asuntos económicos, firmado en Ciudad del Vaticano el 3 de enero de 1979* [en ligne]. BOE n° 300, 15 décembre 1979. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1979-29490> » (consulté le 27 avril 2020).

*Instrumento de Ratificación del Acuerdo entre el Estado español y la Santa Sede sobre Enseñanza y Asuntos Culturales, firmado en la Ciudad del Vaticano el 3 de enero de 1979* [en ligne]. BOE n° 300, 15 décembre 1979. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1979-29491> » (consulté le 26 avril 2020).

*Instrumento de Ratificación del Acuerdo entre el Estado español y la Santa Sede sobre asuntos jurídicos, firmado el 3 de enero de 1979 en la Ciudad del Vaticano* [en ligne]. BOE n° 300, 15 décembre 1978. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1979-29489> » (consulté le 22 mai 2022).

*Elecciones Generales de 1 de marzo de 1979* [en ligne]. Disponible sur : « <https://app.congreso.es/consti/elecciones/generales/resultados.jsp?fecha=01/03/1979> » (consulté le 15 avril 2020).

*Ley Orgánica 4/1979, de 18 de diciembre, de Estatuto de Autonomía de Cataluña* [en ligne]. BOE n° 306, 22 décembre 1979. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1979-30178> » (consulté le 1 avril 2020).

*Ley 4/1980, de 10 de enero, de Estatuto de la Radio y la Televisión* [en ligne]. BOE n° 11, 12 janvier 1980. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1980-724> » (consulté le 15 octobre 2020).

Congreso de los diputados. *Diario de sesiones del Congreso de los diputados, sesión plenaria n° 93, miércoles 28 de mayo de 1980* [en ligne]. Disponible sur : « [http://www.congreso.es/public\\_oficiales/L1/CONG/DS/PL/PL\\_093.PDF](http://www.congreso.es/public_oficiales/L1/CONG/DS/PL/PL_093.PDF) » (consulté le 18 août 2020).

*Ley 30/1981, de 7 de julio, por la que se modifica la regulación del matrimonio en el Código Civil y se determina el procedimiento a seguir en las causas de nulidad, separación y divorcio* [en ligne]. BOE n° 172, 20 juillet 1981. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1981-16216> » (consulté le 2 novembre 2020).

*Real Decreto 2830/1981, de 1 de diciembre, por el que se nombran Ministros del Gobierno* [en ligne]. BOE n° 288, 2 décembre 1981. Disponible sur :

« <https://www.boe.es/boe/dias/1981/12/02/pdfs/A28203-28203.pdf> » (consulté le 25 août 2021).

*Ley 11/1982, de 13 de abril, de supresión del Organismo autónomo Medios de Comunicación Social del Estado* [en ligne]. BOE n° 99, 26 avril 1982. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1982-9659> » (consulté le 3 septembre 2020).

Congreso de los diputados. *Elecciones Generales de 28 de octubre de 1982* [en ligne]. Disponible sur : « <https://app.congreso.es/consti/elecciones/generales/resultados.jsp?fecha=28/10/1982> » (consulté le 20 avril 2020).

*Real decreto 1357/1983, de 25 de mayo, por el que se aprueba el Reglamento para la aplicación de la Ley 11/1982, de 13 de abril, de supresión del Organismo autónomo Medios de Comunicación Social del Estado* [en ligne]. BOE n° 126, 27 mai 1983. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1983-15107> » (consulté le 4 septembre 2020).

*Ley 12/1983, de 14 de octubre, del Proceso Autonómico* [en ligne]. BOE n° 247, 15 octobre 1983. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/act.php?id=BOE-A-1983-27280> » (consulté le 5 avril 2020).

*Ley 16/1983, de 24 de octubre, de creación del Organismo Autónomo Instituto de la Mujer* [en ligne]. BOE n° 256, 24 octobre 1983. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/pdf/1983/BOE-A-1983-28126-consolidado.pdf> » (consulté le 20 octobre 2020).

*Ley 29/1984, de 2 de agosto, por la que se regula la concesión de ayudas a Empresas Periodísticas y Agencias Informativas* [en ligne]. BOE n° 185, 3 août 1984. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1984-17386> » (consulté le 17 février 2021).

*Ley Orgánica 9/1985, de 5 de julio, de reforma del artículo 417 bis del Código Penal* [en ligne]. BOE n° 166, 12 juillet 1985. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1985-14138> » (consulté le 8 juin 2020).

*Real decreto legislativo 1265/1986, de 27 de junio, sobre inversiones extranjeras en España* [en ligne]. BOE n° 154, 28 juin 1986. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1986-17103> » (consulté le 12 février 2021).

*Ley 10/1988, de 3 de mayo, de Televisión Privada* [en ligne]. BOE n° 108, 5 mai 1988. Disponible sur : « <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1988-11073> » (consulté le 16 octobre 2020).

## Statistiques

INE. *Anuario Estadístico 1943: Población reclusa en 1° de enero* [en ligne]. IneBase. Disponible sur :

« <https://www.ine.es/inebaseweb/treeNavigation.do?tn=161311&tns=160602#160602> »  
(consulté le 19 juillet 2020).

INE. *Censo de población de 1970: Población total y población económicamente activa según la edad, el sexo y el estado civil* [en ligne]. IneBase. Disponible sur : « <https://www.ine.es/inebaseweb/pdfDispatcher.do?td=139923&ext=.pdf> » (consulté le 12 octobre 2020).

INE. *Censo de población de 1970. Tomo III: Características de la población* [en ligne]. Disponible sur : « <https://www.ine.es/inebaseweb/treeNavigation.do?tn=92694&tns=140031#140031> » (consulté le 8 juin 2021).

BERGARECHE D'GROS (DE) Isabel (coord.) Consumo, trabajo y ocio en el desarrollo económico. In : FUNDACIÓN FOESSA. *Estudios Sociológicos sobre la situación social de España, 1975*. Madrid : Editorial Euroamérica, 1976.

INE. *Anuario Estadístico de 1976. Número de trabajadores y retribución media por hora trabajada* [en ligne]. Disponible sur : « <https://www.ine.es/inebaseweb/pdfDispatcher.do?td=128658&ext=.pdf> » (consulté le 14 juin 2021).

INE. *Encuesta de población activa. Serie 1976-1995* [en ligne]. In : IneBase. Disponible sur : « [https://www.ine.es/jaxi/Tabla.htm?path=/t22/e308/meto\\_02/pae/px/10/&file=01001.px&L=0](https://www.ine.es/jaxi/Tabla.htm?path=/t22/e308/meto_02/pae/px/10/&file=01001.px&L=0) » (consulté le 5 mai 2021).

ALBERDI Inés. II. Informe-avance sobre les actitudes ante el divorcio y utilización de anticonceptivos. In : *REIS: Revista Española de Investigaciones Sociológicas*. Janvier-mars 1978, n° 1, p. 381-402.

CASSAL BATALLER (coord.). *Síntesis actualizada del III Informe FOESSA de 1978* [en ligne]. Madrid : Euramérica, 1978, 732 p. Disponible sur : « <https://caritas-web.s3.amazonaws.com/main-files/uploads/1978/04/SINTESIS-ACTUALIZADA-DEL-III-INFORME-FOESSA-1978-ocr.pdf> » (consulté le 3 mars 2020).

HERNÁNDEZ RODRÍGUEZ Gerardo. Aborto y planificación familiar: Aspectos sociológicos. In : *REIS*. 1979, n° 5, p. 137-163.

CAMPO URBANO (DEL) Salustiano. Los españoles y el divorcio. In : *Cuenta y razón*. 1981, n° 2, p. 85-82.

INE. *Censo de 1981. Población ocupada por sexo, profesión y ramas de actividad* [en ligne]. Disponible sur : « <https://www.ine.es/jaxi/Tabla.htm?path=/t20/e243/e01/a1981/10/&file=01033.px&L=0> » (consulté le 8 juin 2021).

ALCOBENDAS TIRADO María Pilar. Informes y encuestas del CIS sobre el aborto: 1979-1983. In : *REIS*. Janvier-mars 1983, n° 21, p. 255-261.

## Documents émis par les associations, groupes de pression et partis politiques

ÁLVAREZ Lili, BORREGUERO SIERRA Concepción, CAMPO ALANGE María, *et. al.* *Habla la mujer: Resultados de un sondeo en la juventud actual*. Madrid : Edicusa, 1967, 203 p.

*Manifiesto a los universitarios madrileños* [en ligne]. Madrid, 1 février 1956. Disponible sur : « <https://archivodelatransicion.es/fondo-documental/movimientos-sociales-y-obreros/estudiantes-madrid> » (consulté le 25 juin 2020).

Comité central del PCE. Declaración del Partido Comunista de España. Por la reconciliación nacional, por una solución democrática y pacífica del problema español. *Boletín de Información*. Année VI, 1 juillet 1956, número spécial, 34 p.

Comisión episcopal para la doctrina de la fe. *La estabilidad del matrimonio* [en ligne]. Note doctrinale de la Conférence épiscopale espagnole du 7 mai 1977. Disponible sur : « [https://www.conferenciaepiscopal.nom.es/archivodoc/jsp/system/win\\_main.jsp](https://www.conferenciaepiscopal.nom.es/archivodoc/jsp/system/win_main.jsp) » (consulté le 21 avril 2020).

ALONSO Julio (coord.). *Libro de estilo: El País*. Madrid : PRISA, 1980 (1<sup>ière</sup> éd. 1977), 343 p.

*FDI. Elecciones: Las mujeres por nuestros derechos (2)* [en ligne]. Archivo de la Transición, mai 1977 (mis en ligne en juillet 2018). Disponible sur : « <https://archivodelatransicion.es/fondo-documental/movimientos-sociales-y-obreros/fondo-documental-movimientos-sociales-mujeres-federacion-de-organizaciones-feministas-del-estado-espanol> » (consulté le 22 juin 2020).

FDI. *Programas político y económico del FDI* [en ligne]. Archivo de la Transición, mai 1977 (mis en ligne en juillet 2018). Disponible sur : « <https://archivodelatransicion.es/fondo-documental/organizaciones-politicas/frente-democratico-de-izquierdas-fdi-resto-del-estado-espanol> » (consulté le 22 juin 2020).

Partido Popular. *¿Qué es Alianza Popular?* [en ligne]. Disponible sur : « <http://www.pp.es/sites/default/files/documentos/1144-20090908160743.pdf> » (consulté le 23 mars 2020).

RTVE. *Propaganda electoral de los líderes en las elecciones de 1977* [en ligne]. Juin 2017. Disponible sur : « <https://www.rtve.es/alacarta/videos/fue-noticia-en-el-archivo-de-rtve/propaganda-electoral-lideres-elecciones-1977/2344067/> » (consulté le 9 juin 2020).

*Resoluciones del 28 congreso del Partido Socialista Obrero Español* [en ligne]. PSOE, 17-20 mai 1979. Disponible sur : « <https://www.psoe.es/media-content/2016/04/resoluciones-197905-28congreso2.pdf> » (consulté le 9 juin 2020).

*Por el cambio: Programa electoral Partido Socialista Obrero Español* [en ligne]. PSOE, 1982. Disponible sur : « <https://www.psoe.es/media-content/2015/09/695589-000000550978.pdf> » (consulté le 9 juin 2020).

## Entretiens auprès de salariés d'*El País* et de *La Vanguardia*

Entretien avec Josefa Gutiérrez réalisé le 25 avril 2019, à Madrid.

Entretien avec Karmentxu Marín réalisé le 25 avril 2019, à Madrid.

Entretien avec Rosa Montero réalisé le 24 avril 2019, à Madrid.

Entretien avec Lola Galán réalisé le 25 avril 2019, à Madrid.

Entretien avec Rosi Rodríguez réalisé le 26 avril 2019, à Madrid.

Entretien avec Gabriela Cañas réalisé en visioconférence, le 1 mai 2019.

Entretien avec Bel Carrasco, réalisé le 10 juillet 2019, à Valence.

Entretien avec Margarita Sáenz-Díez, réalisé par téléphone le 31 octobre 2020.

Entretien avec Vladimir de Semir réalisé le 5 octobre 2021, en visioconférence.

Questions et réponses échangées par courriel en mars 2022 avec Ángel Sánchez Harguindey.

## SOURCES SECONDAIRES

### Contexte historique, politique et social

#### Monographies

BABY Sophie, MUÑOZ SORO Javier. El discurso de la violencia en la izquierda durante el último franquismo y la transición (1968-1982). In : LEDESMA José Luis, MUÑOZ SORO Javier, RODRIGO Javier (coord.) *Cultura y políticas de la violencia: España siglo XX*. Madrid : Siete Mares, 2005, p. 279-304.

BENNASSAR Bartolomé (dir.). *Histoire des Espagnols : VI<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*. Paris : Robert Laffont, 1996 (1<sup>ière</sup> éd. 1992), 1132 p. (Bouquins).

BLAS GUERRERO (DE) Andrés, COTARELO Ramón, TEZANOS José Félix (éd.), *La Transición democrática española*. Madrid : Sistema, 1993 (1<sup>ière</sup> éd. 1989), 954 p. (Politeia).

BOUDON Raymond. Individualisme et holisme en sciences sociales. In : BIRNBAUM Pierre, LECA Jean (dir.). *Sur l'individualisme*. Paris : Presse de Sciences Po, 1991 (1<sup>ière</sup> éd. 1986), p. 45-59.

CAMACHO Marcelino. *Charlas en la prisión: El movimiento obrero sindical*. Barcelona : Laia, 1974, 92 p. (Primero de Mayo).

CAMPO URBANO (DEL) Salustiano, TEZANOS TORTAJADA José Félix (coord.). *España: una sociedad en cambio*. Madrid : Biblioteca Nueva, 2010, 472 p.

CARBÓ Rosa. Precedentes: Las movilizaciones durante la Transición política. In : AGUILAR JOSÉ Salvador (dir.). *Una nueva sociedad civil: acciones colectivas de masas en la España postransicional (1982-2002)* [en ligne]. Barcelone : Fondation Jaime Bofill, 2003, p. 98-132. Disponible sur : « <https://fundaciobofill.cat/uploads/docs/4/u/m/r/3/8/o/j/x/1374.pdf> » (consulté le 17 avril 2020).

CARRERAS Albert, TAFUNELL Xavier (coord.). *Estadísticas Históricas de España: Siglos XIX-XX, Volumen I* [en ligne]. Bilbao : Fundación BBVA, 2005. Disponible sur : « [https://www.fbbva.es/wp-content/uploads/2017/05/dat/DE\\_2006\\_estadisticas\\_historicas.pdf](https://www.fbbva.es/wp-content/uploads/2017/05/dat/DE_2006_estadisticas_historicas.pdf) » (consulté le 5 mai 2020).

CERCAS Javier. *Anatomía de un instante*. Barcelona : Debolsillo, 2009, 461 p. (Contemporánea).

GRACIA Jordi. *Javier Pradera o el poder de la izquierda*. Barcelona : Anagrama, 2019, livre numérique.

LÓPEZ GARRIDO Diego. *El aparato policial en España: Historia, sociología e ideología*. Barcelona : Ariel, 1987, 178 p.

MARQUINA Eduardo. *En Flandes se ha puesto el sol*. Madrid: Biblioteca Renacimiento, 1911, 204 p.

MARTÍNEZ Félix, OLIVARES Jordi. *Jordi Pujol: en nombre de Cataluña*. Madrid : Debate, 2005, 452 p. (Arena abierta).

MARTÍNEZ SÁNCHEZ Santiago. La opinión pública y el gobierno Calvo-Sotelo. In : ITURRIAGA BARCO Diego, NAVAJAS ZULBEDIA Carlos (coord.). *España en democracia: actas del IV congreso de historia de nuestro tiempo* (Logroño, 8-10 novembre 2012). Logroño : université de la Rioja, 2014, p. 209-221.

MARTÍN JIMÉNEZ Virginia. El mitin del cuarto de estar: el protagonismo de la televisión en las campañas electorales de la Transición democrática (1977-1979). In : BERROCAL GONZALO Salomé (dir.). *Periodismo político: nuevos retos, nuevas prácticas: actas de las comunicaciones presentadas en el XVII Congreso Internacional de la Sociedad Española de Periodística* (Valladolid, 5-6 mai 2011). Valladolid : université de Valladolid, 2011, p. 560-577.

MATEOS Abdón. *Historia del PSOE en transición: De la renovación a la crisis, 1970-1988*. Madrid : Sílex, 2017, 278 p. (Serie Historia).

MOLINERO Carme (éd.). *La Transición, treinta años después: De la dictadura a la instauración y consolidación de la democracia*. Madrid : Península, 2006, 270 p. (Atalaya).

MOLINER PRADA Antonio. Aproximación a la Iglesia y Escuela durante la transición democrática española [en ligne]. In : AYMES Jean-René, FELL Ève-Marie, GUEREÑA Jean-



Louis (dir.). *Ecole et Eglise en Espagne et en Amérique-Latine : aspects idéologiques et institutionnels*. Tours : Presses universitaires François-Rabelais, 1988, p. 149-168. Disponible sur « <https://books.openedition.org/pufr/5331> » (consulté le 21 avril 2020).

MONEDERO Juan Carlos. *La Transición contada a nuestros padres. Nocturno de la democracia española*. Madrid : Los libros de la Catarata, 2011, 232 p. (Mayor).

MORÁN Gregorio. *Adolfo Suárez: Ambición y destino*. Madrid : Debate, 2009.

MORÁN Gregorio. *Miseria, grandeza y agonía del PCE: 1939-1985*. Madrid : Akal, 2017, livre numérique.

NAVARRO Julia. *Nosotros, la Transición*. Madrid : Temas de hoy, 1995, 407 p. (Grandes temas).

OLARU Stejarel. *Nadia si Securitatea*. Bucarest : Epica Fiction & History, 2021, 416 p.

PALAU Alexandra. Un parcours emblématique au service d'une carrière politique : le discours nationaliste de Jordi Pujol. In : BRAVO Paloma, PALAU Alexandra (coord.) *Figures emblématiques de l'imaginaire politique espagnol*. Paris : Indigo & Côté femmes éditions, 2013, p. 201-217.

PEDRÓS MARTÍ Ramón. *Jordi Pujol, cara y cruz de una leyenda*. Lleida : Milenio, 2013 (1<sup>ière</sup> éd. 2004), livre numérique.

PÉREZ SERRANO Julio. Funcionalidad y límites de la transición como paradigma historiográfico. In : NAVAL LÓPEZ María Ángeles, CARANDELL Zoraida (coord.). *La transición sentimental: literatura y cultura en España desde los años 70*. Madrid : Visor libros, 2016, p. 67-89.

QUINTÁNS LÓPEZ Rebeca (sous le pseudonyme de SVERLO Patricia). *Un Rey, golpe a golpe: Biografía no autorizada de Juan Carlos de Borbón*. Anglet : Miatzen, 2001, 400 p. (Kale gorria, Bilduma), livre numérique.

QUIROSA-CHEYROUZE Y MUÑOZ Rafael (éd.). *La sociedad española en la Transición: Los movimientos sociales en el proceso democratizador*. Madrid : Biblioteca nueva, 2011, 429 p. (Historia biblioteca nueva).

SÁNCHEZ GOYANES Enrique. *Constitución española comentada*. Madrid : Paraninfo, 1992 (1<sup>ière</sup> éd. 1979), 214 p.

SOLAR CUBILLAS Luis Vicente. Las políticas deportivas en el proceso de descentralización. In : PUIG I BARATA Núria, CAMPS POVILL Andreu (coord.). *Diálogos sobre el deporte (1975-2020)*. Barcelona : INDE Publicaciones, p. 86-102.

UMBRAL Francisco. *Diccionario cheli*. Barcelona : Grijalbo, 1983, 255 p.

UMBRAL Francisco. *La década roja*. Barcelona : Planeta, 1993, 379 p.

VERGE MESTRE Tània. *Partidos y representación política: Las dimensiones del cambio en los partidos políticos españoles, 1976-2006*. Madrid : CIS, 2007, 466 p. (Monografías n° 249).

WILHELMI Gonzalo. Las otras víctimas de una transición nada pacífica. In : MUGA José Luis, VEGA SOMBRÍA Santiago (coord.). *Verdad, justicia y reparación: Actas del I Congreso de*

*víctimas del franquismo* (Rivas-Vacia Madrid, 20-22 avril 2012) [en ligne]. Sevilla : Atrapasueños, 2013. Disponible sur : « <https://www.congresovictimasfranquismo.org/comunicaciones/> » (consulté le 2 avril 2021).

ZUGASTI AZAGRA Ricardo. *La forja de la complicidad: monarquía y prensa en la transición española (1975-1978)*. Madrid : Fragua. 2007, 431 p.

## Articles scientifiques

BABY Sophie. Les victimes oubliées de la transition espagnole. In : *Histoire@Politique* [en ligne]. 2016, mai / août, n° 29. Disponible sur : « <https://www.cairn.info/revue-histoire-politique-2016-2-page-88.htm> » (consulté le 23 avril 2020).

BELLIDO PERIS Federico. La Transición televisiva. Adolfo Suárez y la personificación de la reforma política. In : *IX Encuentro Internacional de Investigadores del Franquismo 80 años de la Guerra Civil Española* [en ligne]. Mars 2016, Grenade. Disponible sur : « <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01672051> » (consulté le 21 juin 2020).

CABRERA CALVO-SOTELO Mercedes. Los pactos de La Moncloa: acuerdos políticos frente a la crisis. In : *Historia y política: Ideas, procesos y movimientos sociales* [en ligne]. 2011, n° 26, p. 81-110. Disponible sur : « <https://dialnet.unirioja.es/servlet/articulo?codigo=3741463> » (consulté le 25 juillet 2020).

CUESTA Josefina. Recuerdo, silencio y amnistía en la Transición y en la democracia españolas (1975-2006). In : *Studia historica. Historia contemporánea* [en ligne]. 2007, n° 25, p. 125-165. Disponible sur : « [http://campus.usal.es/~revistas\\_trabajo/index.php/0213-2087/article/viewFile/1054/1132](http://campus.usal.es/~revistas_trabajo/index.php/0213-2087/article/viewFile/1054/1132) » (consulté le 5 avril 2020).

DAVARA TORREGO, Francisco Javier. Los periódicos españoles en el tardo franquismo: consecuencias de la nueva ley de prensa. In : *Comunicación y hombre: revista interdisciplinar de ciencias de la comunicación y humanidades*. 2005, n° 1, p. 131-148.

DE CARLI Romina. La alianza entre Iglesia y Monarquía en la España de la transición a la democracia. In : GRÉGORIO Pierre-Paul (dir.). *Podere fácticos y transiciones democráticas. Individu & nation* [en ligne]. Dijon : Université de Bourgogne, TIL. 2015, vol. 6. Disponible sur : « <http://preo.u-bourgogne.fr/individuetnation/index.php?id=343> » (consulté le 23 juin 2022).

ERREJÓN Iñigo. El 15-M como discurso contrahegemónico. In : *Encrucijadas. Revista crítica de ciencias sociales*. 2011, n° 2, p. 138-139.

FERNÁNDEZ GARCÍA Alicia, PETITHOMME Mathieu. Structuration et trajectoires idéologiques des partis catalanistes et nationalistes catalans depuis la Transition : ERC, CiU, le PSC et le PSUC-ICV en perspective comparée. In : *Cahiers de civilisation espagnole contemporaine : De 1808 au temps présent* [en ligne]. Automne 2014, n° 13. Disponible sur : « <https://journals.openedition.org/ccec/5336> » (consulté le 3 avril 2020).

FERNÁNDEZ SORIANO Víctor. La CEE face à l'Espagne franquiste. De la mémoire de la guerre civile à la construction politique de l'Europe. In : *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* [en ligne]. 2010, vol. 4, n° 108, p. 85-98. Disponible sur : « <https://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2010-4-page-85.htm> » (consulté le 29 juillet 2020).

GARCÍA DE LAS HERAS GONZÁLEZ Mariano. Procesos transicionales y violencia política: la continuidad de la lucha armada de ETA (1977-1982). In : *RIPS : Revista de investigaciones políticas y sociológicas* [en ligne]. 2018, vol. 17, n° 2, p. 87-112. Disponible sur : « <https://revistas.usc.gal/index.php/rips/article/view/4450> » (consulté le 24 avril 2020).

GONZÁLEZ MARTÍNEZ Carlos. Instituciones históricas y cambio político: El restablecimiento de la Generalitat de Cataluña (1977). In : *Historia contemporánea* [en ligne]. 2016, n° 53, p. 657-691. Disponible sur : « <https://www.ehu.es/ojs/index.php/HC/article/view/16738/14954> » (consulté le 2 avril 2020).

GARCÍA PÉREZ David. La división del grupo parlamentario de UCD con la aprobación de la ley del Divorcio. In : *Asociación Española de Ciencia Política y de la Administración. XI congreso de la AECPA* [en ligne]. Gérone, 9 juillet 2021. Disponible sur : « <https://aecpa.es/es-es/la-division-del-grupo-parlamentario-de-ucd-con-la-aprobacion-de-la-ley/congress-papers/3284/> » (consulté le 14 juin 2022).

GONZÁLEZ SÁEZ Juan Manuel. Balance de víctimas mortales del terrorismo y la violencia política de la extrema derecha durante la Transición (1975-1982). In : *Historia actual online* [en ligne]. Hiver 2012, n° 27, p. 7-17. Disponible sur : « <https://www.historia-actual.org/Publicaciones/index.php/hao/article/view/668> » (consulté le 23 avril 2020).

HERNANDO ZAMANILLO Esteban José. El delito de injurias a los ejércitos: Del Cu-cut a la torna. In : *Studia Histórica. Historia contemporánea*. 2018, n° 36, p. 227-256.

JUSTEL Manuel. Crónica y documentación: Panorama de la abstención electoral en España. In : *Revista de Estudios Políticos* [en ligne]. Avril-juin 1990, n° 68, p. 343-396. Disponible sur : « <https://recyt.fecyt.es/index.php/RevEsPol/issue/view/2632> » (consulté le 21 juin 2020).

LANDABEREA ABAD EIDER. Los nosotros en la Transición: memoria e identidad en las cuatro principales culturas políticas del País Vasco (1975-1980). In : *Bulletin d'histoire contemporaine de l'Espagne* [en ligne]. Octobre 2018, n° 50. Disponible sur : « <http://journals.openedition.org/bhce/914> » (consulté le 23 juillet 2020).

LASAGA MEDINA José. La invención del Orteguismo. In : *Circunstancia: Revista de ciencias sociales del Instituto Universitario de Investigación Ortega y Gasset* [en ligne]. Janvier 2013, vol. XI, n° 30. Disponible sur : « [https://ortegaygasset.edu/wp-content/uploads/2019/05/Circunstancia\\_Numero\\_30\\_Enero\\_2013.pdf](https://ortegaygasset.edu/wp-content/uploads/2019/05/Circunstancia_Numero_30_Enero_2013.pdf) » (consulté le 10 mars 2020).

LÓPEZ GARCÍA Guillermo, VALERA ORDAZ Lidia. La información sobre la monarquía española en los nuevos tiempos digitales: ElDiario.es y VoxPopuli.com. In : *AdComunica: Revista científica de estrategias, tendencias e innovación en comunicación*. Novembre 2013, n° 6, p. 65-81.

MADUEÑO ÁLVAREZ Miguel. Guerrilleros de Cristo Rey: El brazo armado de la extrema derecha en los primeros años de la Transición. In : *La Razón Histórica* [en ligne]. 2017, n° 35, p. 158-180. Disponible sur : « <https://www.revistalarazonhistorica.com/35-8/> » (consulté le 2 avril 2020).

MARTÍN DE SANTA OLALLA SALUDES Pablo. Iglesia católica y democracia: la aportación del catolicismo al cambio político en España. In : *Miscelánea Comillas: Revista de Ciencias Humanas y Sociales*. 2019, vol. 77, n° 150, p. 57-81.

MARTÍN DE SANTA OLALLA SALUDES Pablo. La ley del divorcio de junio de 1981 en perspectiva histórica. In : *Espacio, tiempo y forma* [en ligne]. 2001, vol. V: historia contemporánea, n° 14, p. 519-554. Disponible sur : « <http://revistas.uned.es/index.php/ETFV/issue/view/272> » (consulté le 20 mars 2020).

MIGUEL (DE) Jesús Manuel. ¿Desarrollo o desigualdad? Análisis de una polémica sociológica de medio siglo en España. In : *Revista Española de Investigaciones Sociológicas* [en ligne]. 1996, n° 75, p. 55-108. Disponible sur : « <https://dialnet.unirioja.es/descarga/articulo/761421.pdf> » (consulté le 15 avril 2020).

MOLINERO Carme. La política de reconciliación nacional. Su contenido durante el franquismo, su lectura en la Transición. In : *Ayer: Revista de historia contemporánea* [en ligne]. 2007, vol. 2, n° 66, p. 201-225. Disponible sur : « <http://revistaayer.com/anteriores/105> » (consulté le 20 juillet 2020).

MONTERO José Ramón. Iglesia, secularización y comportamiento político en España. In : *Revista Española de Investigaciones Sociológicas* [en ligne]. Avril-juin 1986, n° 34, p. 131-159, p. 140-141. Disponible sur : « [https://reis.cis.es/REIS/PDF/REIS\\_034\\_08.pdf](https://reis.cis.es/REIS/PDF/REIS_034_08.pdf) » (consulté le 15 juin 2022).

MUÑOZ BOLAÑOS Roberto. Las Fuerzas armadas y la legalización del PCE. In : *Rúbrica Contemporánea* [en ligne]. 2013, vol. 2, n° 4, p. 101-120. Disponible sur : « <https://www.raco.cat/index.php/rubrica/article/view/v2n4-munoz> » (consulté le 23 avril 2020).

NÚÑEZ SEIXAS Xosé Manoel. Nuevos y viejos nacionalistas: la cuestión territorial en el tardofranquismo, 1959-1975. In : *Ayer: Revista de historia contemporánea*. 2007, n° 68, p. 59-86.

OTAOLA GONZÁLEZ Paloma. La música pop en la España franquista: rock, ye-ye y *beat* en la primera mitad de los años 60. In : *ILCEA : Revue de l'Institut des langues et cultures d'Europe, Amérique, Afrique, Asie et Australie* [en ligne]. Juillet 2012, n° 16. Disponible sur : « <https://journals.openedition.org/ilcea/1421> » (consulté le 26 février 2020).

PALA Giaime. Madrid-Barcelona-Roma-Moscou. El PCE, l'eurocomunisme i la crisi del PSUC (1968-1978). In : *Recerques: Història, economia i cultura*. 2011, n° 62, p. 151-177.

PALLARÉS Francesc, RIBA Clara. Variables socioestructurales y comportamiento electoral en las elecciones generales españolas. Una perspectiva evolutiva 1979-2000. In : *Revista de Estudios Políticos (nueva época)*. Janvier-mars 2007, n° 135, p. 109-158.

PELLISTRANDI Benoît. La droite espagnole à l'épreuve de la démocratie. Normalisation, élections, parlementarisation. In : *Parlement[s], revue d'histoire politique*. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2017, vol. 3, n° HS 12, p. 173-191.

PELLISTRANDI Jérôme. L'Armée espagnole à l'épreuve de la démocratie et de l'Europe : 1975-2002. In : *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire* [en ligne]. 2002, vol. 2, n° 74, p. 101-111. Disponible sur : « <https://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2002-2-page-101.htm> » (consulté le 23 avril 2020).

QUAGGIO Giulia. La cuestión femenina en el PSOE de la Transición: de la marginación a las cuotas. In : *Arenal: Revista de historia de las mujeres* [en ligne]. Janvier-juin 2017, vol. 24, n° 1. Disponible sur : « <https://revistaseug.ugr.es/index.php/arenal/article/view/3878> » (consulté le 30 juin 2020).

RAMÓN MONTERO José. Los fracasos políticos y electorales de la derecha española: Alianza Popular, 1976-1986. In : *REIS: Revista Española de Investigaciones Sociológicas*. Juillet-septembre 1987, n° 39, p. 7-43.

RODRÍGUEZ JIMÉNEZ José Luis. Historia de un fracaso y ¿de una refundación? De la vieja a la nueva extrema derecha en España (1975-2012). In : *Studia historica. Historia contemporánea*. 2012, n° 30, p. 231-268.

SAUPIN Catherine. Élections législatives de juin 1977, Adolfo Suarez écrit aux femmes madrílènes. In : *Parlement[s], Revue d'histoire politique* [en ligne]. Novembre 2017, HS n° 12, p. 233-240. Disponible sur : « <https://www.cairn.info/revue-parlements-2017-3-page-233.htm> » (consulté le 23 juin 2020).

SÁNCHEZ SÁNCHEZ Esther M. El auge del turismo europeo en la España de los años sesenta. In : *Arbor: Ciencia, pensamiento y cultura* [en ligne]. Septembre 2001, vol. CLXX, n° 669, p. 201-224. Disponible sur : « <https://doi.org/10.3989/arbor.2001.i669.918> » (consulté le 19 juillet 2020).

JULIÀ Santos. Cosas que de la Transición se cuentan. In : *Ayer: Revista de historia contemporánea* [en ligne]. 2010, n° 79, p. 297-319. Disponible sur : « <https://revistaayer.com/articulo/1348> » (consulté le 3 décembre 2022).

JULIÀ Santos. De Transición modelo a Transición régimen. In : *Bulletin d'histoire contemporaine de l'Espagne* [en ligne]. 2017, n° 52. Disponible sur : « <https://doi.org/10.4000/bhce.316> » (consulté le 2 novembre 2022).

SERRANO SANZ José María. Crisis económica y transición política. In : *Ayer* [en ligne]. 1994, n° 15, p. 135-164. Disponible sur : « [http://revistaayer.com/sites/default/files/articulos/15-5-ayer15\\_LaTransicionalaDemocraciaenEspana\\_Redero.pdf](http://revistaayer.com/sites/default/files/articulos/15-5-ayer15_LaTransicionalaDemocraciaenEspana_Redero.pdf) » (consulté le 17 avril 2020).

VALENZUELA Javier. Juan Luis Cebrián y Felipe González: dos caimanes. In : *Página abierta*. Novembre-décembre 2016, n° 247, p. 11-13.

VILLATOUX Marie-Catherine. La lutte contre la subversion en France au tournant des années 1950. In : *Inflexions: Civils et militaires: pouvoir dire* [en ligne]. Février 2010, n° 14. Disponible sur : « <https://www.cairn.info/revue-inflexions-2010-2-page-83.htm> » (consulté le 5 mars 2020).

YSÀS Pere. Democracia y autonomía en la transición española. In : *Ayer: Revista de historia contemporánea* [en ligne]. 1994, vol. 3, n° 15, p. 77-107. Disponible sur : « <http://revistaayer.com/anteriores/85> » (consulté le 23 juillet 2020).

ZUGASTI AZAGRA Ricardo. La prensa de la Transición como cómplice de Juan Carlos I: El ejemplo de la legitimidad franquista de la Monarquía. In : *Espacio, tiempo y forma. Serie V, historia contemporánea*. 2006, tome 18, p. 299-322.

## Articles de presse et de vulgarisation

AIZPEOLEA Luis R. Vitoria, la mayor matanza de la Transición. *El País*. 30 août 2016.

ÁNGEL ALFONSO Miguel. Una Constitución cosida con hilos del mantel. *Hoy*. 1 décembre 2018.

ARIZABALAGA Mónica. La dulce Neus, que indujo a sus hijos a matar al padre tirano. *ABC*. 2 juillet 2020.

Cincuenta años de terrorismo, 854 víctimas mortales. *El País*. 7 mai 2018.

CONTRERAS Emilio. ETA, su enemigo fue la democracia, no Franco. *ABC*. 20 juin 2017.

Compañero de Tejero en la « Operación Galaxia ». *El País*. 18 juin 1986.

Cronología gráfica de la historia de ETA. *La Vanguardia*. 3 mai 2018.

IZQUIERDO José María. Un larga y cruel agonía. *El País*. 20 novembre 2015.

LINES Esteban. Los Rolling Stones recuperan la carátula de “Sticky fingers” que autorizó la censura española. *La Vanguardia*. 29 avril 2015.

MIGUEL LAMET Pedro. José María Díez-Alegría Gutiérrez. In : *Real academia de la Historia* [en ligne]. Disponible sur : « <https://dbe.rah.es/biografias/5992/jose-maria-diez-alegria-gutierrez> » (consulté le 29 avril 2022).

MIGUEL LAMET Pedro. José María González Ruiz. In : *Real academia de la Historia* [en ligne]. Disponible sur : « <https://dbe.rah.es/biografias/11134/jose-maria-gonzalez-ruiz> » (consulté le 29 avril 2022).

PALMERO Fernando. Estudiantes contra la dictadura. *Elmundo.es* [en ligne]. Édition spéciale pour la commémoration des événements de mai 1968. Mai 2018. Disponible sur : « <https://lab.elmundo.es/mayo-del-68/espana.html> » (consulté le 5 mars 2020).

PÉREZ José Ángel. 43 años del secuestro del periodista José Antonio Martínez Soler. *Diario de Almería*. 12 mars 2019.

RAMÍREZ Daniel. Vox recupera el brindis de los tercios de Flandes: “que el traidor a España no encuentre perdón”. *El Español*. 16 octobre 2018.

RIESCO PÉREZ Santiago. *Guinea Ecuatorial, 50 años de independencia y silencios* [en ligne]. RTVE, 20 octobre 2018. Disponible sur : « <https://www.rtve.es/noticias/20181012/guinea-ecuatorial-50-anos-independencia-silencios/1815726.shtml> » (consulté le 6 août 2020).

REBOLLEDO B. F. « Operación Galaxia »: la charla de café que pudo acabar en un golpe de Estado. *ABC*. 10 juin 2015.

ROMERO José Manuel. España aconfesional y católica. *El País*. 5 décembre 2013.

SINCA Genis. El alcalde Porcioles y la Operación Cataluña [en ligne]. Site officiel de l'*Ajuntament de Barcelona*. Disponible sur : « <https://www.barcelona.cat/bcnmetropolis/2007-2017/es/calaixera/biografies/lalcalde-porcioles-i-loperacio-catalunya/> » (consulté le 26 août 2021).

El último atentado del GRAPO fue el asesinato de un policía en Madrid en noviembre del 2000. *ABC*. 18 juillet 2002.

VIANA Israel. Los 800 trabajadores que desafiaron a Franco. *ABC*. Premier décembre 2016.

VILALLONGUA (DE) José Luis. Un Rey en el diván. *La Vanguardia*. 12 mars 1993.

WOFFIDEN Bob. La vérité sur le scandale de l'huile frelatée : Pourquoi l'État espagnol a-t-il menti pendant vingt ans ? *Courrier International* [en ligne]. Premier janvier 2003 (initialement publié dans *TheEider Guardian*). Disponible sur : « <https://www.courrierinternational.com/article/2001/09/13/pourquoi-l-etat-espagnol-a-t-il-menti-durant-vingt-ans> » (consulté le 22 juillet 2020).

## Ressources audiovisuelles

RTVE. *Discurso de Juan Carlos en el acto de su coronación* [en ligne]. 18 janvier 2008. Disponible sur : « <https://www.rtve.es/alacarta/videos/fue-noticia-en-el-archivo-de-rtve/discurso-juan-carlos-acto-su-coronacion/344072/> » (consulté le 28 avril 2020).

RTVE. *La Transición* [en ligne]. Septembre 1995, chapitre 7. Disponible sur : « <https://www.rtve.es/alacarta/videos/la-transicion/transicion-capitulo-7/2066151/> » (consulté le 20 avril 2020).

RTVE. *Muere Adolfo Suárez: Los mejores discursos* [en ligne]. 2014. Disponible sur : « <https://www.rtve.es/noticias/muere-adolfo-suarez/discursos> » (consulté le 8 avril 2020).

RTVE. *Ochéntame otra vez – 23-F: Yo lo viví* [en ligne]. 22 février 2018. Disponible sur : « <https://www.rtve.es/alacarta/videos/ochentame-otra-vez/ochentame-otra-vez-23-yo-vivi/4489139/> » (consulté le 24 avril 2020).

RTVE. ¿Te acuerdas? Teatro Circo Price. *A la carta* [en ligne]. 18 novembre 2010. Disponible sur : « <https://www.rtve.es/alacarta/videos/te-acuerdas/acuerdas-teatro-circo-price/934657/> » (consulté le 20 juillet 2020).

## Thèse de doctorat

RODRÍGUEZ ÁVILA Nuria. *Los abogados ante el siglo XXI* [en ligne]. Thèse de sociologie. Université de Barcelone, 2001, 483 p. Disponible sur : « [https://www.tdx.cat/bitstream/handle/10803/2875/NRA\\_TESIS.pdf](https://www.tdx.cat/bitstream/handle/10803/2875/NRA_TESIS.pdf) » (consulté le 1 mai 2022).

## Histoire des femmes et études de genre

### Monographies

AGUADO Ana María, ORTEGA LÓPEZ Teresa María (coord.). *Feminismos y antifeminismos: culturas políticas e identidades de género en la España del siglo XX*. Valence : Publicacions Universitat de València, 2011, 368 p. (Oberta, Història).

ARRIERO RANZ Francisco. *El Movimiento Democrático de Mujeres: De la lucha contra Franco al feminismo (1965-1985)*. Madrid : Catarata, 2016, 302 p. (Investigación y debate).

Asociación “Mujeres en la Transición democrática”. *Españolas en la Transición: De excluidas a protagonistas (1973-1982)*. Madrid : Biblioteca Nueva, 1999, 486 p.

BALLETBÒ Anna. *Una mujer en la Transición: Confesiones en la trastienda*. Barcelona : Flor del viento, 2004, 281 p. (Tramontana).

BELMONTE Florence. Pour sortir de la sphère privée : éducation et droits individuels (Des années soixante à la Transition). In : BELMONTE Florence (dir.). *Femmes et démocratie : les Espagnoles dans l'espace public (1968-1978)*. Paris : Ellipses, 2007, p. 175-192 (Capes-agrégation espagnol).

BÉRÉNI Laure, CHAUVIN Sébastien, JAUNAIT Alexandre, REVILLARD Anne. *Introduction aux études sur le genre*. Louvain-la-Neuve : De Boeck Supérieur, 2020, 431 p. (Ouvertures politiques).

CABALLÉ Anna. *El Feminismo en España: La lenta conquista de un derecho*. Madrid : Cátedra, 2013, 330 p. (La historia de...).

CHOLLET Mona. *Sorcières : La puissance invaincue des femmes*. Paris : La Découverte, 2018, 232 p. (Zones).

DELPHY Christine. *L'ennemi principal : Économie politique du patriarcat*. Paris : Syllepse, 1998, 293 p. (Nouvelles questions féministes).

FÉLEZ CASTAÑÉ Nuria. Del hogar a la arena política: Las mujeres de AP y UCD. In : ESQUEMBRE CERDÁ María del Mar, MAÑAS VIEJO Carmen, MONTESINOS María Nieves, MORENO SECO Mónica (éd.). *I Coloquio internacional haciendo Historia: género y*



*transición política “Transiciones en marcha”* (Alicante, 28-29 mai 2014). Alicante : Université d’Alicante, 2015, p. 29-40.

FERRÉ BALRICH Meritxell. Los logros de Planificación familiar (CFP) en Cataluña: Logros del movimiento feminista en la Transición. In : IBARRA AGUIRREGABIRIA Alejandra (coord.). *No es país para jóvenes: Actas del III Encuentro de jóvenes investigadores de la AHC* (Vitoria, 13-16 septembre 2011) [en ligne]. Vitoria : Instituto Valentín Foronda, 2012. Disponible sur : « <https://dialnet.unirioja.es/servlet/libro?codigo=558989> » (consulté le 11 octobre 2021).

FOLGUERA Pilar (coord.). *El Feminismo en España: dos siglos de historia*. Madrid : Pablo Iglesias, 2007, 256 p.

FRANCO RUBIO Gloria Ángeles. La historia de las mujeres en la historiografía modernista española. In : CHACÓN Francisco, VISCEGLIA María Antonieta, MURGIA Giovanni, TORÉ Gianfranco (éd.). *Spagna e Italia in età moderna: storiografie a confronto*. Cagliari : Viella, 2009, p. 39-70.

GALLEGO Juana. *Mujeres de papel: De ¡Hola! A Vogue: La prensa femenina en la actualidad*. Barcelona : Icaria, 1990, 208 p.

GIL Silvia L. *Nuevos feminismos: Sentidos comunes en la dispersión. Una historia de trayectorias y rupturas en el Estado español*. Madrid : Traficantes de sueños, 2011, 344 p.

GONZÁLEZ RUIZ Pilar, GUTIÉRREZ LÓPEZ Purificación, MARTÍNEZ TEN Carmen (éd.). *El movimiento feminista en España en los años 70*. Madrid : Cátedra, 2009, 410 p. (Feminismos).

HERNÁNDEZ RODRÍGUEZ Gerardo. *El aborto en España: análisis de un proceso socio-político*. Madrid : Universidad Pontificia Comillas, 1992, 350 p. (Estudios 51).

JIMÉNEZ MORALES Roberto. *El deporte femenino español en los Juegos Olímpicos*. Madrid : Ministerio de educación cultura y deporte, Subdirección general de documentación y publicaciones, 2015, 316 p.

LARUMBE María Ángeles. *Las que dijeron no: Palabra y acción del feminismo en la Transición*. Saragosse : Prensa universitaria de Zaragoza, 2005, 301 p. (Caxón de sastre).

LARUMBE María Ángeles. Prensa y periodistas feministas: una escritura al servicio de la liberación de las mujeres. El ejemplo de *Vindicación feminista* (1976-1979). In : ARRIAGA FLÓREZ Mercedes (coord.). *Escritoras y pensadoras europeas*. Sevilla : Arcibel, 2007, p. 389-423.

LARUMBE María Ángeles. *Vindicación feminista: una voz colectiva, una historia propia: antología facsímil de textos, 1976-1979*. Saragosse : PUZ, Prensas universitarias de Zaragoza, 2009, 399 p.

LEDUC Guyonne (coord.). *Comment faire des études-genres avec de la littérature : Masquereading*. Paris : L’Harmattan, 2014, 314 p. (Des idées et des femmes).

MARUGÁN PINTOS Begoña. Análisis sociológico del deporte femenino. In : MARUGÁN PINTOS Begoña (éd.). *El deporte femenino, ese gran desconocido*. Madrid : Instituto de estudios de género de la universidad Carlos III de Madrid, 2019, p. 45-68.

ROTTENGERG Catherine. *The Rise of neoliberal feminism*. New York : Oxford University Press, 2018, 225 p.

SAU Victoria. *Diccionario ideológico feminista: Volumen I*. Madrid : Icaria, 2000, 318 p. (La mirada esférica).

SEVILLA MORENO Julia (coord.) et al. *Las mujeres parlamentarias en la legislatura constituyente* [en ligne]. Madrid : Cortes generales, departamento de publicaciones ministerio de la Presidencia, secretaría general técnica, 2006, 532 p. (Monografías, n° 109). Disponible sur : « <http://www.mcu.es/ccbae/es/consulta/registro.cmd?id=228869> » (consulté le 30 juin 2020).

WHELEHAN Imelda. *Modern feminist thought: from de second wave to post-feminism*. Edimbourg : Edinburgh university press, 1995, 270 p.

## Articles scientifiques

ARRIERO RANZ Francisco. El movimiento democrático de mujeres, del antifranquismo a la movilización vecinal y feminista. In : *Historia, trabajo y sociedad* [en ligne]. 2011, n° 2, p. 33-62. Disponible sur : « <http://www.1mayo.ccoo.es/fc5e7ce6a7e366f6e0b7dc5fa0d4bc3f000001.pdf> » (consulté le 5 mai 2020).

BARD Christine. « Mon corps est une arme » : des suffragettes aux Femen. In : *Les Temps modernes*. 2014, n° 678, p. 213-240.

BASH Françoise. Marginales ou minoritaires : deux féministes américaines au dix-neuvième siècle. In : *Cahier Charles V* [en ligne]. 1990, n° 12, p. 113-127. Disponible sur : « [https://www.persee.fr/doc/cchav\\_0184-1025\\_1990\\_num\\_12\\_1\\_1045](https://www.persee.fr/doc/cchav_0184-1025_1990_num_12_1_1045) » (consulté le 3 mai 2020).

CORNEJO PARRIEGO Rosalía. Vindicación Feminista (1976-79): Humor y desencanto en el movimiento de mujeres de la Transición. In : *Revista de estudios hispánicos*. 2010, vol. 44, n° 3, p. 569-588.

*Estudio comparativo sobre el perfil de los alcaldes y alcaldesas españoles tras las elecciones de 1979 y 2007* [en ligne]. Ministerio de Política territorial español. Disponible sur : « [https://www.mptfp.gob.es/es/portal/politica-territorial/local/sistema\\_de\\_informacion\\_local\\_-SIL-/cargos\\_representativos/estudios\\_alcaldes/estudio\\_comparativo\\_alcaldes\\_1979\\_2007.html](https://www.mptfp.gob.es/es/portal/politica-territorial/local/sistema_de_informacion_local_-SIL-/cargos_representativos/estudios_alcaldes/estudio_comparativo_alcaldes_1979_2007.html) » (consulté le 30 juin 2020).

KLEJMAN Laurence, ROCHEFORT Florence. Le féminisme sous la troisième république : 1870-1914. In : *Matériaux pour l'histoire de notre temps* [en ligne]. 1985, n° 1, p. 8-11.

Disponible sur : « [https://www.persee.fr/doc/mat\\_0769-3206\\_1985\\_num\\_1\\_1\\_403977](https://www.persee.fr/doc/mat_0769-3206_1985_num_1_1_403977) » (consulté le 3 mai 2020).

MARTÍN JIMÉNEZ Virginia, PELAZ LÓPEZ José-Vidal. Suárez y Calvo-Sotelo en la pequeña pantalla: un estudio comparado del liderazgo televisivo durante la Transición democrática en España (1976-1982). In : *Communication & Society*. 2019, vol. 32, p. 251-265.

MULVEY Laura. Visual pleasure and narrative cinema. In : *Screen*. Octobre 1975, vol. 16, n° 3, p. 6-18.

PRUVOST Geneviève. La dynamique des professions à l'épreuve de la féminisation : l'ascension atypique des femmes commissaires. In : *Sociologie du travail*. Janvier-mars 2007, vol. 49, n° 1, p. 84-99.

RUIZ Cristina, URIARTE Edurne. Mujeres y hombres en las élites políticas españolas: ¿diferencias o similitudes? In : *Reis*. Octobre-décembre 1999, n° 88, p. 207-232.

SCOTT Joan (traduction réalisée par VARIKAS Éléni). Genre : une catégorie d'analyse historique. In : *Les Cahiers du GRIFF*. 1988, n° 37-38, p. 125-153. Article original : SCOTT Joan. Gender: a useful category of historical analysis. In : *The American Historical Review*. Décembre 1986, vol. 91, n° 5, p. 1053-1075.

THÉBAUD Françoise. Genre et histoire en France. Les usages d'un terme et d'une catégorie d'analyse. In : *Hypothèses* [en ligne]. 2005, vol. 1, n° 8, p. 267-276. Disponible sur : « <https://doi.org/10.3917/hyp.041.0267> » (consulté le 10 décembre 2022).

TOBOSO Pilar. El movimiento feminista y la política de pactos de la Transición: logros y renunciaciones. In : *Debats : Revista de cultura, poder i societat*. 2018, vol. 132, n° 1, p. 39-49.

VERDUGO MARTÍ Vicenta. Desmontando el patriarcado: Prácticas políticas y lemas del movimiento feminista español en la Transición democrática. In : *Feminismo/s* [en ligne]. 2010, n° 16, p. 259-279. Disponible sur : « <https://doi.org/10.14198/fem.2010.16.12> » (consulté le 23 octobre 2020).

VERGE MESTRE Tània. De la cuota a la democracia paritaria: estrategias partidistas y representación política de las mujeres en España. In : *Política : Revista de Ciencia Política* [en ligne]. 2006, n° 46, p. 107-139. Disponible sur : « <https://revistapolitica.uchile.cl/index.php/RP/issue/view/1674> » (consulté le 26 juin 2020).

ZEMON DAVIS Natalie. Women's history in Transition: The european case. In : *Feminist studies*. Hiver 1975-1976, n° 3.

## Articles de presse et de vulgarisation

Ajuntament de Barcelona. *La prisión de mujeres de la Trinitat (1963-1983)* [en ligne]. Site officiel de l'Ajuntament de Barcelona. Disponible sur : « <https://ajuntament.barcelona.cat/memoriademocratica/es/placa-memoria/la-prision-de-mujeres-de-la-trinitat-1963-1983/> » (consulté le 25 août 2021).

AMIGUET Teresa. Teresa de Calcuta, una beata en la corte del Nobel. *La Vanguardia*. 17 octobre 2017.

BUSUTIL Guillermo. Mercedes Fórmica: código de mujer. *El País*. 3 août 2016.

1° Copa mundial de fútbol femenino... 30 años después. In : *Fémima Fútbol* [en ligne]. Disponible sur : « <https://feminafutbol.com/columnas/1-copa-mundial-de-futbol-femenino-30-anos-despues-33001/> » (consulté le 24 avril 2021).

FIFA. Planeando la primera Copa Mundial de la FIFA. In : *fifa.com* [en ligne]. Disponible sur : « <https://es.fifa.com/news/planeando-primera-copa-mundial-fifa-522278> » (consulté le 24 avril 2021).

JACOBS-HERMÈS Michèle. Terriennes : Julie-Victoire Daubié, première bachelière de France [en ligne]. *TV5 Monde*. 23 mars 2019. Disponible sur : « <https://information.tv5monde.com/terriennes/julie-victoire-daubie-premiere-bacheliere-de-france-291435> » (consulté le 3 mai 2020).

MIGUEL TRULA Esther. ¿Deben realmente las mujeres deportistas ganar lo mismo que los hombres? In : *Magnet* [en ligne]. Disponible sur : « <https://magnet.xataka.com/en-diez-minutos/deben-realmente-las-mujeres-deportistas-ganar-lo-mismo-que-los-hombres> » (consulté le 24 avril 2021).

OIT. L'incendie de la « Triangle Shirtwaist » et la Journée internationale de la femme : cent ans après [en ligne]. Site officiel de l'OIT. Disponible sur : « [https://www.ilo.org/global/about-the-ilo/mission-and-objectives/features/WCMS\\_152728/lang--fr/index.htm](https://www.ilo.org/global/about-the-ilo/mission-and-objectives/features/WCMS_152728/lang--fr/index.htm) » (consulté le 18 août 2021).

ONU. Décennies internationales. *Site officiel des Nations Unies* [en ligne]. Disponible sur : « [https://undocs.org/es/A/RES/3520%20\(XXX\)](https://undocs.org/es/A/RES/3520%20(XXX)) » (consulté le 25 août 2021).

ONU. Journée internationale des femmes. 8 mars. *Site officiel des Nations Unies* [en ligne]. Disponible sur : « <https://www.un.org/fr/observances/womens-day/background> » (consulté le 18 août 2021).

RUIZ MARULL David. Las dos últimas adúlteras de España. *La Vanguardia*. 11 mai 2017.

TC celebra Día de la Mujer recordando a Gloria Begué, su primera magistrada. *La Vanguardia*. 8 mars 2018.

## **Thèses de doctorat**

GUILLÉN LORENTE Carmen. *El Patronato de Protección a la Mujer: Prostitución, moralidad e intervención estatal durante el Franquismo* [en ligne]. Thèse d'histoire contemporaine. Université de Murcie, 2018, 376 p. Disponible sur : « <https://digitum.um.es/digitum/bitstream/10201/64539/6/TesisCarmenGuillen.pdf> » (consulté le 19 juillet 2020).

IGNACIUK Agata. *Anticoncepción hormonal en España y Polonia: discursos, debates y prácticas entre 1960 y 1980* [en ligne]. Thèse en Étude de genre. Université de Grenade, 2015, 350 p. Disponible sur : « <https://hera.ugr.es/tesisugr/24871722.pdf> » (consulté le 12 octobre 2020).

JAREÑO GILA Claudia. *La revue Vindicación Feminista (1976-1979) et le féminisme radical espagnol dans un contexte transnational : actrices, échanges et influences*. Thèse en Études hispaniques / Études de genre. Université Paris 8, 2019, 629 p.

RUIZ JIMÉNEZ Antonia María. *Mecanismos del cambio ideológico e introducción de políticas de género en partidos conservadores: el caso de AP-PP en España en perspectiva comparada* [en ligne]. Thèse en Sciences sociales. Université Autonome de Madrid, 2002, 601 p. Disponible sur : « <https://www.march.es/en/bibliotecas/publicaciones/visor/fjm-pub/1074/8/> » (consulté le 23 juin 2020).

SAAVEDRAS MITJANS Helena. *Mujeres y universidad franquista: Trayectorias vitales, académicas y profesionales* [en ligne]. Thèse d'histoire contemporaine. Universitat Autònoma de Barcelona, 2007, 596 p. Disponible sur : « <https://www.tesisenred.net/bitstream/handle/10803/391036/hsm1de1.pdf?sequence=1&isAllowed=y> » (consulté le 15 mars 2020).

## **Médias (études théoriques, contexte médiatique espagnol, femmes dans les médias)**

### **Données fournies par l'AIMC**

Asociación para la Investigación de Medios de Comunicación (AIMC). *Marco General de los medios en España 2019* [en ligne]. Disponible sur : « <https://www.aimc.es/otros-estudios-trabajos/marco-general/descarga-marco-general/> » (consulté le 27 août 2020).

Données fournies par José Andrés Gabardo Vallejo, directeur technique de l'AIMC, concernant la presse espagnole et son audience de 1977 à 1982 (l'association a perdu les chiffres de 1975 et 1976).

### **Monographies**

ALADRO VICO Eva. *Las diez leyes de la teoría de la información*. Madrid : Síntesis, 2015, livre numérique.

ALFÉREZ Antonio. *Cuarto poder en España: La prensa desde la Ley Fraga 1966*. Barcelone : Plaza y Janes editores, 1986, 288 p. (Época).

- BARRERA Carlos, NOGUÉ Anna. *La Vanguardia: Del franquismo a la democracia*. Madrid : Fragua, 2006, 420 p. (Biblioteca de Ciencia de la comunicación).
- BARRÉ Virginie, DEBRAS Sylvie, HENRY Natacha, TRANCART Monique, *et. al. Dîtes-le avec des femmes : Le sexisme ordinaire dans les médias*. Paris : Centre de formation pour la presse associative, 1999, 140 p.
- BASTIN Gilles. *Petit lexique du journalisme*. Fontaine : Presses universitaires de Grenoble, 2018, 167 p. (Le journalisme en plus).
- CACHO Jesús. *El negocio de la libertad*. Madrid : Foca, 1999, 651 p. (Foca investigación).
- CARRASO ROCAMORA Mavi, MORENO SARDÀ Amparo. La visibilité de la mujer periodista como productora de información: periodismo en Cataluña 1966–1986. In : CADRADO BOLAÑOS Jara (éd.). *Las huellas del franquismo: pasado y presente*. Grenade : Comares, 2019, p. 832-855.
- CASTRO TORRES Carmen. *La Prensa en la Transición española (1966-1978)*. Madrid : Alianza editorial, 2010, 357 p.
- CAVERO José. *El PSOE contra la prensa: Historia de un divorcio*. Madrid : Temas de hoy, 1991, 301 p. (España hoy).
- CEBRIÁN Juan Luis. *Primera Página: Vida de un periodista 1944-1988*. Madrid : Debate, 2016, livre numérique.
- CHAMPAGNE Patrick. *Faire l'opinion. Le nouveau jeu politique*. Paris : Éditions de Minuit, 1990, 314 p. (Le sens commun).
- CHARAUDEAU Patrick. *Les médias et l'information. L'impossible transparence du discours* [en ligne]. Bruxelles : De Boeck Supérieur, 2011 (Médias-Recherches). Disponible sur : « <https://www-cairn-info.bibelec.univ-lyon2.fr/les-medias-et-l-information--9782804166113.htm> » (consulté le 4 mai 2022).
- COHEN Bernard. *Press and foreign policy*. Princeton : Princeton University Press, 1963, 298 p.
- COMBESSIE. Jean-Claude. *La Méthode en sociologie*. Paris : La Découverte, 2007 (1<sup>ière</sup> éd. 1996), 124 p. (Repères).
- DAMIAN-GAILLARD Béatrice, FRISQUE Cégolène, SAIITA Eugénie. Introduction. Le journalisme « au féminin » : dynamiques de spécialisation, enjeux organisationnels et traitement de l'information. In : DAMIAN-GAILLARD Béatrice, FRISQUE Cégolène, SAIITA Eugénie (dir.). *Le journalisme au féminin : assignations, inventions, stratégies*. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2010, p. 11-43.
- DURAN FROIX Jean-Stéphane. *La télévision espagnole : un contre-modèle ?* Paris : Orphys, 2009, 149 p.
- ECO Umberto. *Lector in fabula ou La coopération interprétative dans les textes narratifs*. Paris : Grasset, 1985, 315 p. (Figures).

ESQUENAZI Jean-Pierre. Les médias et leurs publics. In : OLIVESI Stéphane (dir.) *Sciences de l'information et de la communication : objets, savoirs, discipline*. Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble, 2013, p. 9-24.

EVENO Patrick. *Histoire du journal Le Monde : 1944-2004*. Paris : Albin-Michel, 2004, 720 p.

FERNÁNDEZ SEBASTIÁN Javier, FRANCISCO FUENTES Juan. *Historia del periodismo español: prensa, política y opinión pública en la España contemporánea*. Madrid : Síntesis, 1997, livre numérique (Ciencia información: Periodismo).

GALLEGO Juana (dir.). *La prensa por dentro. Producción informativa y transmisión de estereotipos de género*. Barcelona : Amelia Romero, 2002, 440 p. (Los libros de la frontera).

GANS Herbert. *Deciding what's news: a study of CBS evening news, NBC nightly news, Newsweek, and Time*. New York : Pantheon Books, 1979.

GARCÍA-ALBI Inés. *Nosotras que contamos: Mujeres periodistas en España*. Barcelone : Plaza y Janés, 2007, 246 p.

HERAS PEDROSA (DE LAS) Carlos. *La Prensa del Movimiento y su gestión publicitaria (1936-1984)*. Malaga : Universidad de Málaga, 2000, 277 p. (Estudios y ensayos).

HOARE George, SPERBER Nathan. *Introduction à Antonio Gramsci*. Paris : La Découverte, 2019 (1<sup>ière</sup> éd. 2013), 127 p. (Repères : Sciences politiques, droit), p. 27-36.

HOEK Léo Huib. *La marque du titre : Dispositifs sémiotiques d'une pratique textuelle*. La Haye, Paris, New-York : Mouton éditeur, 1981, 368 p.

HUBERMAN Michael, MILES Matthew B. *Analyse des données qualitatives*. Bruxelles : De Boeck Supérieur, 2015 (1<sup>ière</sup> éd : 1991), 626 p. (Méthodes en Sciences humaines).

IMBERT Gérard, VIDAL-BENEYTO José (coord.). *El País o la referencia dominante*. Barcelona : Mitre, 1986, 303 p. (Interdisciplinar).

IMBERT Gérard. *Le discours du journal, à propos de « El País » : Pour une approche socio-sémiotique du discours de la presse*. Paris : Édition du Centre national de la recherche scientifique, 1988, 192 p. (Maison des pays ibériques).

LARRONDO URETA Ainara. *La imagen pública del feminismo durante la Transición: una mirada desde la prensa*. Bilbao : Universidad del País Vasco, 2017, 205 p.

MAIGRET Éric. *Sociologie de la communication et des médias*. Malakoff : Armand Colin, 2015 (1<sup>ière</sup> éd. 2007), 319 p. (Collection U).

MARTÍN DE LA GUARDIA Ricardo. *Cuestión de tijeras. La censura en la transición a la democracia*. Madrid : Síntesis, 327 p. (Nuestro Ayer).

MÉNDEZ GARCÍA DE PAREDES Elena. Lengua y manipulación en el discurso de la información periodística. In : MONTORO DEL ARCO Esteban Tomás, MOYA CORRAL Juan Antonio (coord.). *El español en contexto. Actas de las XV Jornadas sobre la lengua española y su enseñanza* (Grenade, 18-21 novembre 2009). Grenade : Universidad de Granada, p. 53-85.

MOUCHON Jean. *La politique sous l'influence des médias*. Paris : L'Harmattan, 1998, 135 p. (Communication et civilisation).

MUHLMANN Géraldine. *Du journalisme en démocratie*. Paris : Klincksieck, 2017 (1<sup>ière</sup> éd. 2004), 374 p. (Critique de la politique).

NEGRÓ ACEDO Luis. *El diario El País y la cultura de las élites durante la Transición*. Madrid : Foca, 2006, 205 p. (Foca investigación).

NEVEU Érik. *Sociologie du journalisme*. Paris : La Découverte. 2013 (1<sup>ière</sup> éd. 2001), 128 p. (Repères. Culture – Communication, 313).

PÉREC Georges. *L'infra-ordinaire*. Paris : Seuil, 1989, 128 p. (La librairie du XXI<sup>e</sup> siècle).

RENAUDET Isabelle. *Un parlement de papier : La presse d'opposition au franquisme durant la dernière décennie de la dictature et la transition démocratique*. Madrid : Casa de Velázquez, 2003, 482 p. (Bibliothèque de la Casa de Velázquez, vol. 22).

SAINT-JEAN Armande. *L'éthique de l'information* [en ligne]. Montréal : Presse de l'université de Montréal, 2002. Disponible sur : « <https://books.openedition.org/pum/15609?lang=fr#ftn3> » (consulté le 14 juin 2021).

SANTA EULALIA Mary G. La potente ola del periodismo femenino. In : BORREGUERO Concha (éd.). *La mujer española, de la tradición a la modernidad*. Madrid : Tecnos, 1986, p. 127-132.

TUCHMAN Gaye. *Making News: A Study in the construction of reality*. New-York : Free-Press, 1980 (1<sup>ière</sup> éd. 1978), 244 p.

## Articles scientifiques

BARRERA Carlos, RAMOS-RUGEL Raquel. La difícil autonomía de José Luis Cebrián como director del diario ABC, 1975-1977. In : *Revista internacional de historia de la comunicación*. 2017, n° 8, p. 43-62.

BOURDIEU Pierre. L'opinion publique n'existe pas. In : *Les Temps modernes*. Janvier 1973, n° 318, p. 1292-1309.

CHAMPAGNE Patrick. La construction médiatique des « malaises sociaux ». In : *Actes de la recherche en Sciences Sociales* [en ligne]. Vol. 90, décembre 1991, p. 64-76. Disponible sur : « <https://doi.org/10.3406/arss.1991.2997> » (consulté le 8 juillet 2022).

CORROTO Paula. Entrevista a Rosa Montero. “Escribir ficción forma parte de mi manera de ser. El periodismo forma parte de mi ser social”. In : *Letras libres* [en ligne]. 7 janvier 2018. Disponible sur : « <https://letraslibres.com/revista/entrevista-a-rosa-montero-escribir-ficcion-forma-parte-de-mi-manera-de-ser-el-periodismo-forma-parte-de-mi-ser-social/> » (consulté le 21 juin 2021).



- DAMIAN-GAILLARD Béatrice, FRISQUE Cégolène, SAITTA Eugénie. Le journalisme au prisme du genre : une problématique féconde. In : *Questions de communication* [en ligne]. 2009, n° 15, p. 175-201. Disponible sur : « <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.544> » (consulté le 11 juin 2021).
- EDO Concha. La prensa de Madrid en la década de los 90. In : *Estudios sobre el mensaje periodístico*. 1995, n° 2, p. 127-141.
- FERNÁNDEZ DE BLAS Carmen. Inventario de la prensa española. In : *Información Comercial Española, ICE: Revista de economía*. 1980, n° 567, p. 96-16.
- FUSI Juan Pablo. La cultura de la transición. In : *Revista de Occidente*. Juillet-août 1991, n° 122-123, p. 37-64.
- GARCÍA GONZÁLEZ Gloria, REDERO SAN ROMÁN Manuel. Prensa y opinión pública en la Transición española. In : *Anales de la universidad de Alicante: Historia contemporánea*. 1991-1992, n° 8-9, p. 85-120.
- KRIEG Alice. Analyser le discours de presse. In : *Communication* [en ligne]. 2000, vol. 20, n° 1. Disponible sur : « <https://doi.org/10.4000/communication.6432> » (consulté le 24 juin 2022).
- LARRONDO URETA Ainara. La representación pública del movimiento de liberación de la mujer en la prensa diaria española (1975-1979). In : *Historia contemporánea*. 2009, vol. 2, n° 39, p. 627-655.
- MARTÍNEZ FÁBREGAS Jezabel, ROMERO DOMÍNGUEZ Lorena. Arriba durante la Transición española: el abandono de su función propagandística con respecto al Gobierno. In : *Historia y comunicación social* [en ligne]. 2014, vol. 19, p. 321-340. Disponible sur : « [http://dx.doi.org/10.5209/rev\\_HICS.2014.v19.47298](http://dx.doi.org/10.5209/rev_HICS.2014.v19.47298) » (consulté le 2 septembre 2020).
- MARTÍNEZ FÁBREGAS Jezabel, SALGADO DE DIOS Francesc. La prensa franquista durante la primera fase del cambio de régimen (1975-1977). Los casos de Arriba, Pueblo y El Alcázar. In : *Texto y Visual Media* [en ligne]. 2016, n° 9, p. 195-214. Disponible sur : « <https://textualvisualmedia.com/index.php/txtvmedia/article/view/71> » (consulté le 2 septembre 2020).
- NEVEU Érik. Entretien avec des journalistes politiques. In : *Mot : les langages du politique*. Décembre 1993, n° 37, p. 87-105.
- NEVEU Érik. Le genre du journalisme : Des ambivalences de la féminisation d'une profession. In : *Politix : Revue des Sciences sociales et politiques*. 2000, n° 51, p. 179-212.
- NIETO-ALISEDA CAUSO Rafael Ángel. *El Alcázar*: La etapa aperturista de un periódico laureado por el franquismo. In : *Aportes*. Février 2012, n° 79, p. 93-112.
- NOËLLE-NEUMANN Elisabeth. La spirale du silence. Une théorie de l'opinion publique. In : *Hermès, La Revue* [en ligne]. 1989, vol. 1, n° 4, p. 181-189. Disponible sur : « <https://www.cairn.info/revue-hermes-la-revue-1989-1-page-181.htm> » (consulté le 19 août 2020).

RAMOS SIMÓN Luis Fernando. La difusión de la prensa diaria en España: El liderazgo de Madrid. In : *QuadernsDigital.net* [en ligne]. Janvier 2000, n° 17. Disponible sur : « [http://quadernsdigitals.net/datos\\_web/articulos/telos/telos17/t17difusion.htm](http://quadernsdigitals.net/datos_web/articulos/telos/telos17/t17difusion.htm) » (consulté le 02/02/2021).

RIOJA Mariano. Ideología y problemas de los diarios españoles. In : *Razón y Fe*. Juillet-août 1980, tome 202, n° 990, p. 35-44.

RIEFFEL Rémi. La profession de journaliste entre 1950 et 2000. In : *Hermès, La revue*. 2003, vol. 1, n° 35, p. 49-60.

RODRÍGUEZ JIMÉNEZ José Luis. La prensa de extrema derecha en la transición del franquismo a la democracia (1973-1982). In : *El Argonauta español* [en ligne]. Janvier 2012, vol. 9. Disponible sur : « <http://journals.openedition.org/argonauta/1421> » (consulté le 1 avril 2020).

SAINT-MICHEL Sarah, WIELHORSKI Nouchka. Style de leadership, LMX et engagement organisationnel des salariés : le genre du leader a-t-il un impact ? In : *@GRH* [en ligne]. 2011, n° 1, p. 13-38. Disponible sur : « <https://hal-paris1.archives-ouvertes.fr/hal-01907955> » (consulté le 6 décembre 2020).

SAUPIN Catherine. L'émancipation en point de mire chez la correspondante étrangère Josefina Carabias. In : *Mémoire(s), identité(s), marginalité(s) dans le monde occidental contemporain* [en ligne]. 2020, n° 21. Disponible sur : « <http://journals.openedition.org/mimmoc/3834> » (consulté le 11 novembre 2020).

SEGADO BOJ Francisco. Las puertas del campo: Censura y coacción informativa durante la transición, reflejada en el humor gráfico de la prensa diaria (1974-1977). In : *Anàlisi*. 2009, n° 39, p. 17-34.

SHAW Donald, MCCOMBS Maxwell. The Agenda-setting function of mass media. In : *The Public Opinion*. 1972, vol. 36, n° 2, p. 176-182.

## **Articles de presse et de vulgarisation**

Antonio Tovar carga contra *El Alcázar* desde las páginas de *El País* mientras aumentan las peticiones de cierre del diario ultra. *La Hemeroteca del buitre* [en ligne]. Disponible sur « <https://lahemerotecadelbuitre.com/piezas/tras-el-23-f-se-multiplican-las-peticiones-de-cierre-al-diario-el-alcazar-polemica-entre-garcia-serrano-y-antonio-tovar-el-pais/#.YCTyfXnjKUm> » (consulté le 11 février 2021).

BARONCHELLI Andrea. Face aux conventions sociales, les minorités militantes font la force. *Le Monde*. 29 juin 2018.

CIS. Los españoles prefieren redes sociales a radio o prensa para informarse en campaña electoral, donde la tv reina. *La Vanguardia*. 29 octubre 2019.

Darío Valcárcel, accionista y fundador de EL PAÍS, acepta el cargo de Subdirector del ABC, su diario competidor. *La hemeroteca del buitre* [en ligne]. Disponible sur : « <https://lahemerotecadelbuitre.com/piezas/dario-valcarcel-accionista-y-fundador-de-el-pais-acepta-el-cargo-de-subdirector-del-abc-su-diario-competidor/#.YCOVnnpjKUI> » (consulté le 10 février 2021).

Los diarios *El País* y *El Alcázar* polemizan por el número de asistentes a la manifestación del « Día de la patria » de Fuerza Nueva. *La Hemeroteca del buitre* [en ligne]. Disponible sur « <https://lahemerotecadelbuitre.com/piezas/los-diarios-el-pais-y-el-alcazar-polemizan-por-el-numero-de-asistentes-a-la-manifestacion-del-dia-de-la-patria-espanola-de-fuerza-nueva/#.YCTuLnnjKUn> » (consulté le 11 février 2021).

El director de *Diario 16*, Pedro J. Ramírez, hace un llamamiento a lectores y anunciantes para que boicoteen al diario *El Alcázar*. *La Hemeroteca del buitre* [en ligne]. Disponible sur « <https://lahemerotecadelbuitre.com/piezas/el-director-de-diario16-pedro-j-ramirez-hace-un-llamamiento-lectores-y-anunciantes-del-periodico-el-alcazar-para-boicotearlo-y-conseguir-su-quebra/#.YCTww3njKUm> » (consulté le 11 février 2021).

« La fama es una competición que administran los medios ». *El País*, 23 décembre 2009.

FRANCO Ana. Encarna Samitier: « Es importante acertar en cómo mostramos los avances de las que rompen moldes ». *Forbes* [en ligne]. 11 octobre 2018. Disponible sur : « <https://forbes.es/empresas/46227/encarna-samitier-es-importante-acertar-en-como-mostramos-los-avances-de-las-que-rompen-moldes/> » (consulté le 12 juin 2021).

GÓMEZ URZAIZ Begoña. ¿Qué quieren (comprar) las mujeres? Tu anuncio machista, no. *S Moda*. 4 janvier 2017.

Intenso debate en TVE entre los directores de *El País* y *El Alcázar* sobre el 23-F, Juan Luis Cebrián y Antonio Izquierdo. *La Hemeroteca del buitre* [en ligne]. Disponible sur « <https://lahemerotecadelbuitre.com/piezas/intenso-debate-en-tve-entre-los-directores-de-el-pais-y-el-alcazar-sobre-el-23-f/#.YCQJ2nnjKU> » (consulté le 11 février 2021).

LEBRUN Jean. Antonio Gramsci, le pouvoir commence par l'hégémonie culturelle. In : *France Inter* [en ligne]. 22 mai 2021. Disponible sur : « <https://www.franceinter.fr/emissions/intelligence-service/intelligence-service-22-mai-2021> » (consulté le 15 juin 2021).

L'Opinion publique. In : *Blog Le Politiste* [en ligne]. Disponible sur : « <https://le-politiste.com/lopinion-publique/> » (consulté le 19 août 2020).

*Las periodistas paramos* [en ligne]. Disponible sur : « <https://lasperiodistasparamos.wordpress.com/> » (consulté le 12 juin 2021).

POLLITT Katha. Hers; The Smurfette Principle. *The New York Times Magazine*. 7 avril 1991, p. 22.

La revista *Cambio 16* asegura que los verdaderos enemigos de España son García Carrés, Girón y su periódico *El Alcázar*. *La Hemeroteca del buitre* [en ligne]. Disponible sur : « <https://lahemerotecadelbuitre.com/piezas/la-revista-cambio16-asegura-que-los-verdaderos->

enemigos-de-espana-son-garcia-carres-giron-y-su-periodico-el-alcazar/#.YCQJ4nnjKUI » (consulté le 11 février 2021).

*La revista Sábado Gráfico* de Eugenio Suárez califica al periódico *El Alcázar* de ser la « peste española ». *La Hemeroteca del buitre* [en ligne]. Disponible sur « <https://lahemerotecadelbuitre.com/piezas/la-revista-sabado-grafico-califica-al-periodico-el-alcazar-de-ser-la-pestes-espanola/#.YCTvB3njKUm> » (consulté le 11 février 2021).

## Thèses de doctorat

MARTÍNEZ FÁBREGAS Jezabel. *La imagen del gobierno en la prensa oficial durante la Transición Española (1975-1978): análisis comparativo de Arriba, Pueblo, Solidaridad Nacional, El Pueblo Gallego, Hierro, Sur y Odiel* [en ligne]. Thèse de journalisme. Université de Séville, 2014, 304 p. Disponible sur : « <https://idus.us.es/handle/11441/48966> » (consulté le 4 septembre 2020).

MELÉNDEZ MALAVÉ Natalia. *El humor gráfico en el diario El País durante la Transición política española (1976-1978)* [en ligne]. Thèse en Sciences de la communication. Université de Malaga, 2005, 526 p. Disponible sur : « <https://riuma.uma.es/xmlui/handle/10630/5170> » (consulté le 16 août 2020).

NIETO-ALISEDA CAUSO Rafael Ángel. *El periódico El Alcázar: del autoritarismo a la democracia*. Thèse en Sciences de la communication. Université San Pablo, 2014, 536 p.

PASO GALLEGO (Del) Ana Cristina. *Rol de las mujeres periodistas españolas en la cobertura de conflictos armados* [en ligne]. Thèse en Sciences de l'information. Université Complutense de Madrid, 2017, 824 p. Disponible sur : « <https://eprints.ucm.es/id/eprint/42087/1/T38630.pdf> » (consulté le 12 juin 2021).

# TABLE DES MATIERES

Remerciements .....	1
Liste des sigles .....	3
Introduction .....	5
À l'origine, la question de l'absence des femmes .....	5
L'analyse du discours de presse pour conduire la réflexion.....	10
Le discours de presse : de support à objet d'étude .....	14
Problématique, axes thématiques et corpus .....	15
Organisation de la thèse.....	20
Hypothèses de recherche .....	23
Première partie – Le discours de presse dans l'Espagne en mutation : une dynamique de rétroalimentation .....	26
Chapitre I. La Transition politique et sociale .....	26
I. 1. Les mouvements contestataires du crépuscule franquiste .....	26
I. 1. A. La libéralisation des mœurs du franquisme tardif.....	27
I. 1. B. L'opposition politique et syndicale .....	34
I. 1. C. La presse d'opposition .....	43
I. 1. D. La contestation sociale .....	49
I. 2. Le nouvel échiquier politique à la mort de Franco .....	61
I. 2. A. Unión de Centro Democrático .....	64
I. 2. B. Le PSOE et le PCE : principaux partis d'opposition de gauche .....	76
I. 2. C. L'opposition de droite .....	88
I. 2. D. Les politiques catalane et basque .....	95
I. 3. Légalisation de la démocratie : entre tensions et consensus.....	105
I. 3. A. Les étapes politiques .....	105
I. 3. B. l'Église et l'Armée : disposées aux changements ? .....	111
I. 3. C. Des années de violence .....	119
I. 3. D. Crises économiques et conflits sociaux .....	128
Chapitre II. Transition et féminismes .....	134
II. 1. Naissance et trajectoire du féminisme de seconde vague.....	134
II. 1. A. Les efforts frustrés du féminisme de première vague.....	134

II. 1. B. Avènement démocratique et féminisme : qui sont les féministes espagnoles de la Transition ? .....	143
II. 1. C. L'organisation du féminisme de deuxième vague .....	153
II. 2. La deuxième vague féministe et l'évolution législative .....	162
II. 2. A. 1978 : Les premières victoires .....	164
II. 2. B. 1981 : La légalisation du divorce .....	174
II. 2. C. Les débats sur l'avortement .....	184
II. 3. Femmes et partis politiques .....	195
II. 3. A. Les partis politiques et les citoyennes espagnoles .....	195
II. 3. B. Femmes politiques et partis .....	203
II. 3. C. Les élues politiques .....	215
Chapitre III. La presse espagnole et la Transition démocratique .....	222
III. 1. Qu'est-ce qu'informer ? .....	223
III. 1. A. La presse a-t-elle un rôle ? .....	223
III. 1. B. Qu'est-ce qu'informer dans l'Espagne de la Transition ? .....	228
III. 1. C. Presse et opinion publique .....	242
III. 2. Le nouveau visage de la presse espagnole .....	254
III. 2. A. Le démantèlement de la presse du Mouvement national .....	254
III. 2. B. Les « historiques » à l'épreuve de la Transition .....	259
III. 2. C. Les nouveaux arrivants de la presse espagnole .....	269
III. 3. <i>El País</i> et <i>La Vanguardia</i> durant la Transition .....	276
III. 3. A. Deux identités distinctes .....	276
III. 3. B. <i>El País</i> et <i>La Vanguardia</i> informent-ils ? .....	289
III. 3. C. Les métadiscours d' <i>El País</i> et de <i>La Vanguardia</i> .....	295
Conclusions .....	301

Deuxième partie – Les femmes et leur place dans *El País* et *La Vanguardia* durant la Transition  
 ..... 304

Chapitre IV. Un journalisme au féminin ? .....	304
IV. 1. L'essor du journalisme féminin .....	304
IV. 1. A. L'intégration des femmes comme professionnelles de l'information .....	305
IV. 1. B. Un style « féminin » ? .....	308
IV. 1. C. Les limites de l'essor du journalisme féminin .....	314
IV. 2. Les femmes d' <i>El País</i> et de <i>La Vanguardia</i> .....	317
IV. 2. A. <i>El País</i> , <i>La Vanguardia</i> et leurs lectrices .....	317
IV. 2. B. Plafond de verre et division genrée du travail .....	323

IV. 2. C. <i>El País</i> , une rédaction machiste ?.....	337
IV. 3. Concilier journalisme et activisme .....	349
IV. 3. A. Pourquoi écrire ? .....	350
IV. 3. B. Quelle place pour ces autrices dans les journaux ? .....	355
IV. 3. C. Une écriture spécifique à chaque média.....	360
Chapitre V. Les femmes de papier dans <i>El País</i> et <i>La Vanguardia</i> .....	377
V. 1. Quels types de femmes les lecteurs rencontrent-ils dans les journaux ?.....	380
V. 1. A. Les sportives : victimes de la pression éditoriale .....	380
V. 1. B. Femmes de culture et femmes politiques : intérêt régional contre intérêt (inter)national .....	388
V. 1. C. Les « femmes de » : entre immobilisme et engagement politique .....	395
V. 2. Le contenu des journaux est-il sexiste ?.....	407
V. 2. A. Un traitement spécifique fidèle à la mentalité de l'époque .....	407
V. 2. B. Les journaux se font l'écho de l'implantation de nouveaux modèles de conduite féminine .....	411
V. 2. C. Une modernité qui se heurte à des limites : le sexisme des journaux.....	427
V. 3. <i>El País</i> , <i>La Vanguardia</i> et les dates clefs de l'histoire des femmes durant la Transition démocratique.....	431
V. 3. A. L'émancipation féminine : thématique accessoire (1976-1977) .....	432
V. 3. B. 1978 : l'année des femmes célébrée par le 8 mars .....	439
V. 3. C. <i>El País</i> , <i>La Vanguardia</i> et la nouvelle ministre de la Culture : entre <i>desencanto</i> et conformisme .....	451
Chapitre VI. Les féministes sont-elles les bienvenues dans les pages d' <i>El País</i> et de <i>La Vanguardia</i> durant la Transition ?.....	457
VI. 1. Quelle est la position officielle des journaux à propos des féministes ? .....	458
VI. 1. A. Deux définitions différentes du féminisme .....	458
VI. 1. B. La ligne officielle de <i>La Vanguardia</i> : un silence réprobateur.....	462
VI. 1. C. La ligne officielle d' <i>El País</i> : de l'engouement à la prise de distance .....	465
VI. 2. Les journaux tiennent-ils un discours parallèle à leur position officielle ?.....	474
VI. 2. A. Les chroniqueurs de <i>La Vanguardia</i> contre la transformation de l'Espagne prônée par les féministes .....	474
VI. 2. B. L'amertume des chroniqueurs d' <i>El País</i> .....	480
VI. 2. C. Les choix éditoriaux d' <i>El País</i> et de <i>La Vanguardia</i> participent à la consolidation des stéréotypes sur les féministes .....	486
VI. 3. Un positionnement idéologique qui se répercute dans le traitement de l'information .....	495
VI. 3. A. Qui parle des féministes dans <i>El País</i> et <i>La Vanguardia</i> ?.....	495
VI. 3. B. La manifestation : preuve de dissidence pour <i>La Vanguardia</i> .....	500
VI. 3. C. Le féminisme : baromètre de la démocratie pour <i>El País</i> .....	504

Conclusions .....	510
-------------------	-----

Troisième partie – <i>El País</i> et <i>La Vanguardia</i> face à l'évolution législative durant la Transition démocratique : adultère, contraception, divorce et avortement.....	512
--	-----

Chapitre VII. Comment se positionnent <i>El País</i> et <i>La Vanguardia</i> à l'égard de ces évolutions législatives ? .....	514
---	-----

VII. 1. Quelle est leur ligne éditoriale officielle ? .....	514
---	-----

VII. 1. A. La ligne éditoriale des journaux concernant la dépénalisation de l'adultère et de la contraception .....	514
---	-----

VII. 1. B. La légalisation du divorce .....	526
---	-----

VII. 1. C. Le projet de dépénalisation de l'avortement .....	535
--	-----

VII. 2. Les lignes officielles exprimées dans les éditoriaux d' <i>El País</i> et de <i>La Vanguardia</i> sont-elles cohérentes avec les autres voix de ces journaux ?.....	542
---	-----

VII. 2. A. Un positionnement similaire sur de nombreux points... ..	542
---	-----

VII. 2. B. ... mais qui dévoile des différences significatives de cadrage.....	544
--	-----

VII. 2. C. ...et des choix éditoriaux qui trahissent d'autres intentions .....	553
--	-----

VII. 3. Le discours sur l'Église : deux visions de son rapport à la politique .....	562
---	-----

VII. 3. A. <i>La Vanguardia</i> : pour une institution morale, ancrée dans la sphère publique .....	563
---	-----

VII. 3. B. <i>El País</i> : la religion doit être une affaire privée .....	566
--	-----

VII. 3. C. La « guerre » des spécialistes.....	574
--	-----

Chapitre VIII. <i>El País</i> et <i>La Vanguardia</i> exercent-ils réellement une influence sur l'évolution législative ?.....	578
--	-----

VIII. 1. Est-ce que communiquer sur l'évolution législative implique nécessairement d'exercer une influence sur elle ? .....	578
--	-----

VIII. 1. A. <i>El País</i> et <i>La Vanguardia</i> favorisent les débats autour de la légalisation du divorce et de la dépénalisation de l'avortement .....	580
---	-----

VIII. 1. B. Les médias ont le pouvoir de transformer des faits divers en actualité ....	585
---	-----

VIII. 1. C. La mise à l'agenda influence les débats : le cas de l'avortement .....	590
--	-----

VIII. 2. Une influence recherchée par <i>El País</i> et <i>La Vanguardia</i> .....	595
--	-----

VIII. 2. A. Les limites troubles entre communiquer une information et faire part d'une opinion.....	596
---	-----

VIII. 2. B. Le choix de l'angle dans <i>El País</i> : en faveur de la dépénalisation de l'avortement .....	603
--	-----

VIII. 2. C. La présentation des sources de l'information .....	612
--	-----

VIII. 3. L'influence d' <i>El País</i> et de <i>La Vanguardia</i> sur l'évolution législative est limitée .....	617
---	-----

VIII. 3. A. <i>El País</i> et <i>La Vanguardia</i> ne jouent pas un rôle de décideurs.....	617
--	-----

VIII. 3. B. Le discours médiatique n'est pas toujours assorti d'effets .....	618
--	-----



VIII. 3. C. Qui influence qui ?.....	631
Chapitre IX. Au-delà de l'information, quel est l'objectif de la communication d' <i>El País</i> et de <i>La Vanguardia</i> ? .....	638
IX. 1. La couverture médiatique du divorce : un prétexte informatif .....	639
IX. 1. A. La course à la crédibilité .....	640
IX. 1. B. Un discours volontairement élitiste ? .....	642
IX. 1. C. Le discours sur le divorce dans <i>El País</i> : une arme politique contre l'UCD.....	646
IX. 2. L'avortement ou le discours de la dramaturgie .....	655
IX. 2. A. Persuader plutôt que convaincre .....	655
IX. 2. B. L'agitation médiatique au détriment de l'information dans <i>El País</i> .....	662
IX. 2. C. Une représentation stéréotypée de la réalité.....	666
IX. 3. Les choix éditoriaux d' <i>El País</i> et de <i>La Vanguardia</i> renseignent sur leur philosophie médiatique.....	673
IX. 3. A. Informer signifie-t-il s'accorder à l'avis du lectorat ?.....	673
IX. 3. B. La vie quotidienne est-elle une information ?.....	678
IX. 3. C. L'information concernant les évolutions législatives sur l'adultère, la contraception, le divorce et l'avortement est-elle politique ? .....	682
Conclusions .....	685
Conclusion générale .....	688
L'actualité de la Transition : un récit d'hommes, par les hommes ?.....	689
La définition de la Transition, selon <i>El País</i> et <i>La Vanguardia</i> .....	694
<i>El País</i> et <i>La Vanguardia</i> , paradigmes de la fonction de la presse dans le processus de Transition.....	697
Retour aux questionnements et hypothèses d'origine .....	700
Index des noms propres.....	704
Bibliographie.....	711
Sources primaires .....	711
Articles de presse .....	711
Textes officiels édités par l'État.....	714
Statistiques .....	720
Documents émis par les associations, groupes de pression et partis politiques.....	722
Entretiens auprès de salariés d' <i>El País</i> et de <i>La Vanguardia</i> .....	723
Sources secondaires .....	723
Contexte historique, politique et social.....	723

Monographies.....	723
Articles scientifiques.....	726
Articles de presse et de vulgarisation.....	730
Ressources audiovisuelles.....	731
Thèse de doctorat.....	732
Histoire des femmes et études de genre.....	732
Monographies.....	732
Articles scientifiques.....	734
Articles de presse et de vulgarisation.....	735
Thèses de doctorat.....	736
Médias (études théoriques, contexte médiatique espagnol, femmes dans les médias)...	737
Données fournies par l'AIMC.....	737
Monographies.....	737
Articles scientifiques.....	740
Articles de presse et de vulgarisation.....	742
Thèses de doctorat.....	744
Table des matières.....	745

# LISTE DES ANNEXES

Tableau 1: Charge des femmes politiques dans les journaux.....	p. 392
Tableau 2 : Articles d' <i>El País</i> et de <i>La Vanguardia</i> dont les noms et adjectifs restent au masculin alors qu'ils devraient être accordés au féminin sur le nombre total des articles recensés concernant les femmes et la politique (1976-1982).....	p. 424
Figure 1 : Attitude du journaliste envers le sport féminin ou la sportive sur un total de 71 articles pour <i>El País</i> et de 50 pour <i>La Vanguardia</i> .....	p.381
Figure 2 : Nombre d'articles d' <i>El País</i> et de <i>La Vanguardia</i> en fonction du type de charge politique des femmes, 1976-1982.....	p. 392
Figure 3 : Planche d'OLI publiée dans <i>La Vanguardia</i> , le 1 octobre 1981, p. 10.....	p. 399
Figure 4 : Planche de LAPLACE publiée dans <i>La Vanguardia</i> , le 13 juin 1981, p. 67.....	p. 401
Figure 5: Sexisme dans <i>El País</i> et <i>La Vanguardia</i> (1976-1982).....	p. 408
Figure 6: Planche de MUNTAÑOLA publiée dans <i>La Vanguardia</i> , le 24 mai 1982, p. 16.....	p. 413
Figure 7: Planche de MÁXIMO publiée dans <i>El País</i> , le 14 février 1978, p. 7.....	p. 424
Figure8 : Évolution du nombre d'articles consacrés à la vie interne des associations féministes dans <i>El País</i> , par trimestre entre juillet 1976 et septembre 1982.....	p. 484
Figure9 : Image des militantes féministes à travers les titres d' <i>El País</i> entre juillet 1976 et octobre 1982.....	p. 491
Figure 10 : Image des militantes féministes à travers les titres de <i>La Vanguardia</i> entre juillet 1976 et octobre 1982.....	p. 491
Figure 11 : Évolution du nombre d'articles concernant les militantes féministes, entre juillet 1976 et octobre 1982, dans <i>El País</i> et <i>La Vanguardia</i> .....	p. 500

Figure 12 : Nombre d'articles manifestant une opinion sur l'avortement dans <i>El País</i> et <i>La Vanguardia</i> entre juillet 1976 et octobre 1982.....	p. 544
Figure 13 : Planche de Peridis publiée dans <i>El País</i> , le 14 mars 1981, p. 13.....	p. 572
Figure 14 : Planche de Peridis publiée dans <i>El País</i> , le 17 mars 1981, p. 13.....	p. 573
Figure 15 : Pied de la <i>Une</i> de <i>La Vanguardia</i> du 11 octobre 1980.....	p. 633
Figure 16 : Planche de Peridis publiée dans <i>El País</i> , le 11 février 1981, p. 11.....	p. 651
Figure 17 : Planche de Peridis publiée dans <i>El País</i> , le 11 mars 1981, p. 13.....	p. 651
Figure 18 : Planche de Peridis publiée dans <i>El País</i> , le 25 juin 1981, p. 16.....	p. 652
Figure 19 : photographie illustrant la tribune « Morir antes de nacer », publiée par <i>La Vanguardia</i> , le 3 juillet 1982, p. 8.....	p. 660